



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

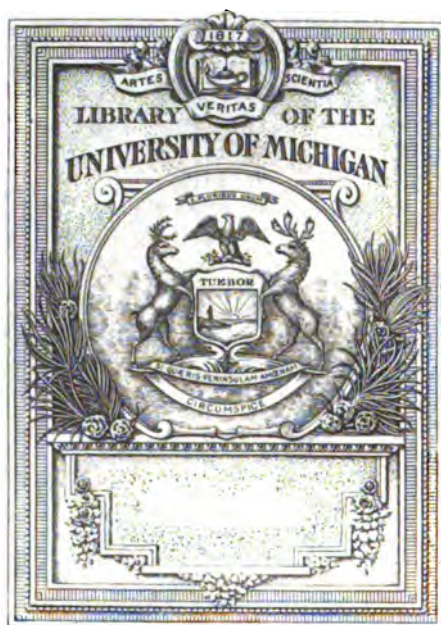
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DC
611
G4
A53

90132

DO

Pol

70133 17
DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN

TROISIÈME PARTIE

DOCUMENTS

HISTORIQUES ET INÉDITS

SUR LA PESTE DE 1720-1722

EN GÉVAUDAN

Délibérations et Actes y relatifs.

Publiés par la Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère
sous les auspices du Conseil Général et sous la direction de
M. Ferdinand André, Archiviste du Département.

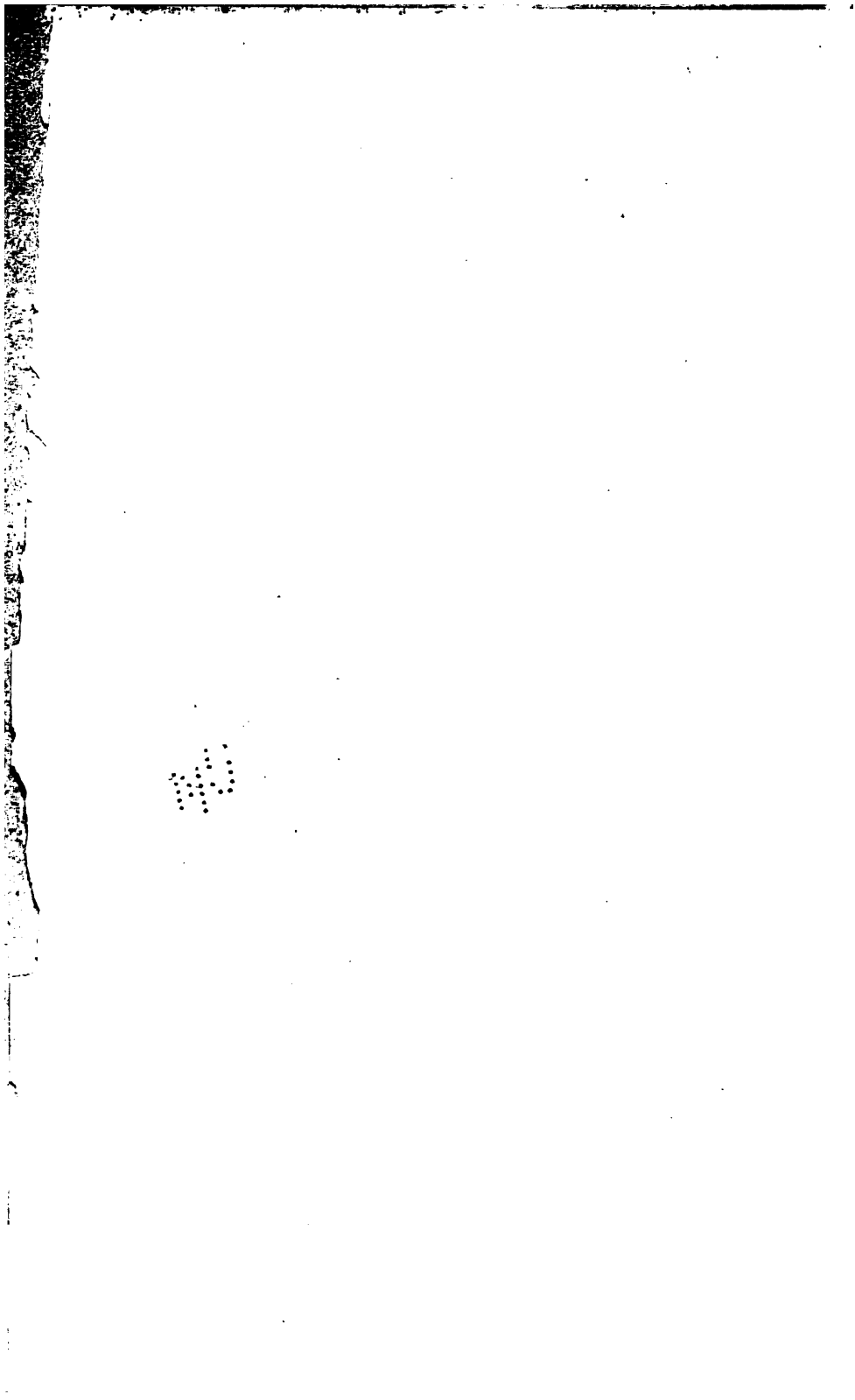
~~~~~  
**TOME II.**  
~~~~~

MENDE

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. PRIVAT

1889

— 1892



*Exempl. de la
bibl.
J-10 33
28029*

DOCUMENTS

RELATIFS

A LA PESTE DE 1720-1722

EN GÉVAUDAN

Les documents suivants, relatifs à la peste qui exerça ses terribles ravages en Gévaudan, font suite à ceux déjà publiés, dans le premier volume, parmi lesquels les délibérations du bureau de santé de la ville de Mende.

CONTAGION A MARVEJOLS (1).

**D. libération municipale du 14^e jour du mois
d'août mil sept cents vingt.**

Par devant Messire Géraud Pierre de Michel, seigneur du Roc, le Mas et autres places, conseiller du Roy, maire.

Assemblés en conseil général, convoqué au son de la cloche, M. M^e Jean Jacques Daudé de Tardieu, seigneur de La Barthe, premier consul, et Isaac Sevene, marchand, second consul, et Jean Veyron, troisième consul.

M. Euroc, maire, a dit que la contagion estant à la

(1) Ces documents ont été communiqués à M. le Président de la Société.

ville de Marseille et aux environs, à ce qu'il a esté informé, et que dans la ville, à Nismes, et autres principales villes de la province, ont fait fermer les portes afin que les marchandizes qui viennent du costé du levant soient veriffiées, ayant estably à cest effect de gardes dans chascune des villes. Et comme il importe, pour la conservation des citoyens de cette ville, capitale du pays, d'establisr une garde à une des portes d'icelle, qui sera ouverte et de composer l'ordre et nombre de gens pour faire cette garde, il requiert l'assemblée de vouloir sur ce desliberer, même de vouloir fixer l'heure à laquelle les portes seront fermées, et pour sonner la retraite, et que personne n'entrera sans faire aparoir d'un certificat de santé ; et qu'il est encore besoin de faire imprimer un nombre de certificats de santé, pour en fournir aux habitans de cette ville et des étrangers ; comme aussy d'establisr de commissaires de quartier, pour enjoindre à tous les habitans de tirer les fumiers et immondices qui sont dans les rues et culs de sac, et d'aller deux fois la semaine chés les revendeuzes pour empêcher qu'elles ne vendent aucun fruit qui ne soit meurt, à peine de confiscation du fruit, et de l'amande, et encore de faire venir un trompette pour faire faire les publications nécessaires.

Surquoy, l'assemblée a deslibéré que, depuis ce jourd'huy jusques au dernier de ce mois, la porte du Teron sera ouverte et la porte du Souveyran et celle de l'Hopital un jour l'une et un jour l'autre, et, au commencement du mois de septambre toutes les trois portes seront ouvertes par tour, et que la garde sera composée de trois personnes, sçavoir : d'un ecclésiast-

tique, d'un notable habitant et d'un artizan, qui seront avertis de la part de M. le maire et consuls, par un vallet consulaire, auquel sera payé 12 sols par jour, pour faire les avertissemens et rester à la porte. Laquelle somme de douse sols par jour, à compter de demain sera allouée au sieur Savene, second consul, aussy bien que des fraix de l'achapt d'un trompette, et de ceux de l'impression des certificats de santé, suivant le rolle qu'il en rapportera ; et pour commissaires de quartier, l'assemblée prie MM. de Moriés, pour le Teron ; M. de Galion, pour la Daurade ; pour Borrelle, M. de Puigranié et Chardonnet, et pour Fourdoulles, M. Vachery ; et qu'à l'heure de quatre du matin, les portes seront ouvertes et la retraite sonnera à 9 heures et demy du soir, et les portes fermées à l'heure de dix ; et qu'il sera enjoint, à tous les habitans de cette ville, de nétoyer chacun en droict soy les rues, une fois par tour ; que les femiers des portes des villes, de tous les culs de sacz, rues et coins seront à la dilligence des intéressés des femiers, sortis et tirés de la ville, à la diligence de MM. les maire et consuls et de celle de MM. les quatre commissaires du quartier, entre cy et samedy au soir, à peyne, contre chaque contrevenant, de dix livres d'amende, aplicable à l'opital de de cette ville et de confiscation du femier, et que les dits sieurs commissaires du quartier seront priés de veriffier, chés les revendeurs, le fruit qu'ils vendront, pour voir s'il est en maturité, et éviter les dicenteries.

Ont signé : DUROC, maire ; DAUDÉ DE LA BARTHE, 1^{er} consul ;

ISAAC SEVÈNE, consul ; VEIRON, consul ; BUGAREL, curé ; DU

LIGNON, BOYER, GUYOT, ROCHEVALIER, VACHERY, PRIEUR,

MEISSONNIER, BARRAU, BAUD.

Délibération du 27 septembre 1720.

M. Du Roc, maire, a dit qu'il a receu un arrest de la Cour du parlement de Toulouse, du 27^e aout 1720, quy ordonne que dans toutes les villes et lieux du ressort de ladite Cour, il seroit estably un conseil de santé et réglé la manière dont il sera composé et tout ce qui doit estre observé par ceux quy le composeront ; requerant que lecture soit faite dudit arrest, et qu'il soit deslibéré sur icellui.

Surquoy, lecture faite dudit arrest, a esté unanimement deslibéré, en conformité, que le Conseil de santé sera composé de MM. les maire et consuls, de MM. les officiers royaux et procureur du Roy, de MM. Bugarel, curé, et Veyron, chanoine ; des supérieurs des ordres religieux de la présent ville ; de MM. du Born, gentilhomme ; de M. Boyer de Galion, avocat ; de M. du Lignon, médecin ; M. Duprat, bourgeois ; M. Baud, notaire ; M. Huc, marchand ; M. Menut, marchand ; MM. Gung et Chauchedis, chirurgiens, et du sieur Tedenat, blanchisseur, et que ces Messieurs s'asssembleront, à l'hôtel de ville, tous les lundis de chaque semaine, à l'heure de deux après midy, et que ledit arrest sera observé selon sa forme et teneur, et pour délibérer sur ce quil conviendra faire, et plus souvent en cas de nécessité urgente.

(Suivent les signatures).

De 17^e jour d'octobre 1730.

Dans l'hostel de ville de Marvejols.

Assemblés en conseil général, convoqué au son de la cloche, MM. M^{re} Jean-Jacques Daudé de Tardieu, seigneur de la Barthe, sieur Isaac Sevène, marchand, second consul, et les soubzsignés.

Par M. de La Barthe, premier consul, a esté proposé que par deslibération de la communauté, prise concernant les gardes qu'il falloit mettre aux portes de la ville, afin qu'on ne laisse entrer aucune personne sans porter des billets de santé, même d'empêcher que les gens qui reviendroient du costé de Marseille n'entrassent pas dans la ville, attendu la contagion à laquelle cette ville est affligée; cependant, les délibérations ci devant prises n'ont pas esté entierement executées, comme il vient journellement de nouvelles que la contagion est dans la province, frontière de cette province, et que les villes de Languedoc prennent de grandes precautions pour esviter que les gens suspects et venant du costé de Marseille et Provence n'entrent dans les villes pour y communiquer la contagion, et qu'il est nécessaire à cette communauté de faire faire une garde convenable et tres exacte, afin d'arrester tous les estrangers qui ne seront munis de bons certificats; et encore de faire nettoyer les rues, tirer les fémiers de rues, andronnes, culs de sacz et les basse courts, et faire sortir les couchons que les habitans tiennent dans leurs maisons et dans la ville, et de les faire sortir de la ville pour y dépaître.

Surquoy, l'assamblée est priée de deslibérer et de conclure quelle porte de la ville sera ouverte et des-
tablir de corps de garde pour faire la garde en ce cas
requis et d'empêcher qu'aucun étranger des endroits
suspects n'habitent Maruejolz.

Surquoy, l'assamblée a deslibéré qu'il ny aura que
la porte du Teron qui sera ouverte, les autres demeure-
ront fermées, et que, pour la garde de la ville, sera
faite plus exactement qu'elle n'a esté faite, suivant la
précédante deslibération, et que l'assamblée a remer-
cyé MM. les commissaires, qu'y y estoit députés, du
soin qu'ils ont pris, et l'assamblée nomme pour nou-
veaux commissaires de quartier, scavoir : pour le quar-
tier du Teron, M. de Marance, et Louis Castanier,
jeune, marchand ; pour le quartier de La Daurade :
M. de Moriés et sieur Antoine Bastide, marchand ; pour
le quartier de Borelle, M. des Vernets et M. Armand, mar-
chant ; pour le quartier Fourdoulles. M. Boyer, avocat
et M. Duprat ; lesquels auront le soin, comme ils sont
priés, d'exécuter la deslibération du 14^e août dernier,
où MM. les maire, consuls, assisteront. Et pour soubte-
nir la garde, le nombre sera de six personnes, et que
l'on prendra proche ladite porte un endroit pour faire
un corps de garde, et que l'endroit destiné sera payé
par la communauté, et que les capitaines ne laisseront
entrer aucuns estrangers soubçonnés, pour y rester,
sans permission expresse de MM. les maire et consuls,
pour y habiter ; et les clefs des autres portes seront bail-
lées entre les mains de MM. les maire et consuls, pour
les garder et ne les confier à aucune personne.

Du 3^{me} jour du mois de novembre 1720.

Dans l'hôtel de ville, devant M. de Chardonnet, premier consul,

Assemblés en conseil général, convoqué au son de la cloche, MM. M^{re} Jacques de Barrau, sieur de Chardonnet, avocat en parlement, 1^{er} consul ; sieur Abraham Cabanis, marchand, second consul, et Jean Bardon, 5^e consul, assistés et les soubzsignés.

M. de Chardonnet, 1^{er} consul, a proposé que bien que, par les précédentes délibérations, il ayt esté deslibéré que la porte du Teron seroit et demeureroit ouverte pour la garde quy ce doit faire en cette ville à raison de la contagion quy est en Provence, et comme plusieurs habitans se sont plaints que la garde ce feroit esgallement à la porte du Souveyran et a celle de l'Opital sy elles rouloint, et que les habitans ne souffriroient point un préjudice sy notable, comme ilz ont souffert ; surquoy l'asssemblée est pryée de desliberer.

L'Asssemblée, d'un sentiment unanime, a deslibéré que les portes du Téron, de l'Opital et du Souveyran, tant seulement, seront ouvertes et roulleront par tour, et que la garde sera faite conformément aux précédentes deslibérations.

Ce jourd'hui 23^e janvier 1721.

Nous maire consuls de la ville de Maruejols, estant assemblés dans l'hotel de ville en exécution de l'arrest du conseil, avons composé un nouveau conseil de santé, et à cest effect avons nommé MM. les officiers royaux, M. le curé, M. le doyen, les supérieurs des ordres religieux, MM. du Born, de Marance, de Moriès, Galion, M^e Jacques Boyer, avocat, M. de La Barthe, MM. du Lignon, Daudé et Rochevalier, médecins ; MM. Baud, et Duprat ; MM. Huc et Menut ; MM. Chauchadis et Quny chirurgiens ; Tedenat et Gibert ; lesquels seront tenus de s'assembler devant nous tous les lundys de chaque semaine, à l'hostel de ville et plus souvent sy le cas le requiert, et même ce jourdhuy à deux heures après midy.

Du 23 janvier 1721.

Dans l'hôtel de ville, le conseil de Santé, etc.

Par M. du Roc, maire, a esté proposé qu'il est nécessaire de faire un nouveau rolle, pour continuer la garde

et de décerner l'amende contre ceux qui reffuseront de la monter, et de nommer de commissaires pour faire nettoyer les rues ; qu'il convient aussi d'examiner les nouveaux établissemans afin de faire sortir ceux qui ce sont icy retirés, depuis trois ans, et qui sont des personnes inutiles.

Surquoy, l'assemblée a deslibéré que la garde sera continuée à chaque porte et par tour, composée de quatre habitans et d'un vallet de ville ; que par MM. de Moriés, de la Barthe, de Gallion, Jourdan, Louis Castanier, jeune, marchand, M. Bruguière, M. Chau-chadis, chirurgien, avec MM. les maire et consuls, il sera exattement procédé à la veriffication des semiers qui se trouveront dans les rues, basse court, escuries et autres endroidz, pour les faire incessamment sortir, avec ceux qui sont entre les portes, et les faire sortir hors des murs de ladite ville ; le tout à peyne de confiscation des semiers et de cinq livres d'amende aplicable aux pauvres, et même peyne de cent sols d'amende aplicable aux pauvres, et même peyne de cent sols d'amende contre ceux qui reffuseront de monter la garde, pour la première fois, et de 10 livres d'amende en cas de récidive et de prison ; que par les mêmes commissaires il sera fait un exat estat de toutes les personnes étrangères qui ce sont establys depuis deux ans en la présent ville, pour estre raporté à la première assemblée du Conseil de santé, pour y estre deslibéré ce qu'il sera jugé à propos.

Et pour que la ville soit plus nette, MM. les consuls, et lesdits sieurs commissaires sont priés d'obliger les habitans de faire garder leurs couchons, pendant le jour, hors la ville, sous peyne de confiscation des

couchons, et sera la presante desliberation leue et affichée aux endroits accoustumés.

Ainsi a été délibéré par devant nous.

DUCOC, maire président ; **BARRAU DE CHARDONNET**, 1^{er} consul ;
F. BONNAVENTURE DU BOURG, gardien des Capucins ;
F. Dominique DE JALAVOUX, prieur des prêcheurs ;
F. J.-B. TRENOLIÈRES, Augustin ; **DE MORIÈS**, BOYER,
DU LIGNON, Daudé **DE LA BARTHE**, CHAUCHADIS, DUPRAT,
TEDENAT, BAUD, BOYER, PUEL.

Du 16 mai 1721.

.... De plus a esté dit par **M. de Chardonnet**, premier consul, quil receut une lettre, le jourdhier, de **M. l'évêque de Mende**, par laquelle il luy marqua qu'il a receu une lettre de Mgr le duc de Roquelaure, du 12^e may, courant mois, dont l'extrait contient ces termes :
« quoy que je borne la precaution à la quarantaine aux deux lieux de la Canourgue et Correjat, il est à craindre que les estoiffes de layne, fabriquées en Gévaudan, nayent passé par la Canourgue, peut estre que sur tout ce quy reste d'étoiffes il ny en a pas vingt pièces semblables et qu'il est impossible de les distinguer, il faut que toutes celles quy se trouveront à Marvejols, à Mende et à Florac, soient mises dans une maison particulière pour la quarantaine, qu'elles y soient éventées, dépliées et ensuite parfumées. J'ordonne d'en faire

de mesme dans les autres villes de la province pour toutes ces étoffes, à moins qu'elles n'ayent esté mises en couleur depuis qu'elles sont sorties du Gévaudan ; et à l'avenir on ne recevra plus d'étoffes qu'avec les certificats, comme elles ont fait quarantaine à Maruejols. Sy j'aprens qu'on manque d'exactitude à la quarantaine, j'interrompray tout le commerce des étoffes du Gévaudan. »

Surquoy, le conseil de santé, en execution de l'ordre de Mgr le duc de Roquelaure, a deslibéré que tous les cadis et étoffes quy se trouvent actuellement chez les marchands, teinturerics, moulins foulons, chez les tondeurs et autres particuliers de Maruejolz et du voisinage, seront mizes en quarantaine dans les lieux quy seront à cest effect destinés, hors la ville et faux-bourgs, par le conseil de santé et qu'à cest effect tous les marchands et tous les intéressés seront tenus de fournir, à MM. les consuls, les états et déclarations de leurs cadis et marchandises, dans tout demain, et que MM. du Born, de Moriés, Galion et M^e J. Boyer, avocat, sont priés d'assister MM. les consuls aux veriffications et perquisitions nécessaires des pièces quy ne seront pas véritablemant déclarées, pour y estre pourveu ainsy quil appartiendra.

(Suivent les signatures).

Du 29 mai 1721.

En Conseil général, par devant M^r Gérard-Pierre-Michel, seigneur du Roc, le Mas et autres places, conseiller du Roi, maire, président

Dans l'hôtel de ville. Assemblés MM. de Chardonnet, de Cabanis 1^{er} et 2^e consul; M. Bugarel, curé; nobles Antoine d'Aldin, sieur de La Batide, lieutenant en la juridiction royale de Marvejols; Victor Barthélemy d'Aldin, sieur du Born, etc.

M. Duroc a proposé que la ville de la Canourgue et le village de Corréjac se trouvant infectés d'une maladie contagieuse, il auroit plu à nos seigneurs de Roquelaure, commandant en chef dans cette province de faire faire le blocus par M. de Rothés, lieutenant général des armées du Roy, et de prendre toutes les précautions possibles pour en empêcher la communication; et comme ce venin est sy subtil, qu'il est dangereux, qu'il n'échape à la vigilance des gardes, qu'il ne se communique aux endroits voisins et ne parvienne jusques à cette ville, une des plus considérables du pays, très peuplée, et faisant la séparation du vallon avec toutes les montagnes, il croit qu'il est de la prudence de cette assemblée de prendre toutes les mesures convenables pour éviter toute communication avec les lieux infectés et faire toutes les provisions d'allimens et de remèdes nécessaires pour qu'en cas, ce que Dieu ne veuille, nous fussions affligés de ce fléau, on peut procurer au peuple tous les soulagemans possibles et arrêter le progrès de la contagion; que pour parvenir à la connoissance des provisions alimentaires et des drogues qui pourront

estre nécessaires, il croit que l'assemblée doit prier MM. les médecins de vérifier, dans les boutiques des droguistes et apoticaire, la quantité de drogues, propres pour ladicte maladie, qu'ils y trouveront, d'en dresser un estat, de déclarer celles qu'il faudra faire venir d'ailleurs et, d'arrêter avec les droguistes et apoticaire qu'ils ne pourront point faire sortir de la ville celles qu'ils auront, sans avoir la permission de MM. les maire et consuls, et que le prix desdictes drogues sera payé suivant la délibération qui sera sur ce prise; qu'il faut aussy prier trois ou quatre Messieurs, de scavoyn et de dresser un estat du bled qu'il y a dans la ville, de donner leur avis sur la quantité qu'ils croient manquer jusques au mois de septembre, et de donner leur avis pour trouver le bled quy manque. Et comme il est nécessaire qu'il y ait de l'argent entre les mains de MM. les consuls, pour le paiement des dites drogues, des provisions alimentaires, et pour toutes les autres dépenses indispensables, l'assemblée doit y pourvoir.

Surquoy, l'assemblée a deslibéré qu'elle prie MM. de Lignon, Daudé et Rochevalier. médecins, de se transporter en la présance de MM. les maire et consuls dans les magasins et boutiques des MM. les marchands droguistes, apoticaire et autres endroits qui seront indiqués pour y faire la vérification des drogues convenables à la maladie en question, en dresser un état, convenir du prix, les sceller, pour le prix en être payé suivant la délibération qu'en sera sur ce prise, dresser un état de celles qui manquent et indiquer les endroits dont on peut les tirer; que MM. les consuls, assistés de MM. de Galion et de la Barthe et Baud, vérifieront la quantité de grains et farines qu'il y a dans la ville et donneront leur avis

sur la quantité qu'il pourroit manquer pour aller d'ici au mois de septembre; et que pour survenir à toutes ces dépenses nécessaires pour acheter le bled et les drogues et autres provisions ou pour les autres provisions ou pour les autres frais indispensables, MM. les maires et consuls supplieront très humblement Mgr de Bernage, intendant de cette province, d'autoriser la présente dé-libération en tous ces chefs, de permettre à la communauté d'emprunter d'un ou de plusieurs particuliers, en rante constituée ou en dette, payable a jour a jour, la somme de 6,000 livres, avec l'intérêt à raison de cinq pour cent l'année, et, en cas plusieurs particuliers de la ville, qu'on scait avoir de l'argent, refuseront d'en faire le prêt à la communauté, qu'il plaise à mondict seigneur de Bernage. attendu la nécessité pressante où la communauté se trouve, de forcer lesdits particuliers à faire ledit prêt par toutes voies dues et raisonnables et par emprisonement de leurs personnes; et lorsque le prêt de la dite somme sera fait, elle sera mise entre les mains de M. Antoine Baud, notaire royal, pour la delivrer suivant la destination qui en sera faite.

Suivent les signatures.

De 1^{er} juin 1721.

Le conseil de santé assemblé a deslibéré, sur la proposition de MM. les consuls, qu'ils écriront de la part du Conseil de Santé à M. le comte de St-Point, qu'ayant eu avis qu'il estoit dans le dessein de venir résider en cette ville, pour le prier de s'en dispenser dans la conjoncture présente par la proximité de son chateau (1) avec les lieux de la contagion, et personnellement on ce feroit un sensible plaisir et honneur de le recevoir ; mais son domesiique feroit de la peyne par les allées et venues quy luy seront indispensables, et il y auroit à craindre même un soulèvement de la populace, que l'on voudroit bien éviter, et s'il ne s'agissoit que de sa personne et d'un ou deux domestiques, il en seroit autrement.

Sur la seconde proposition: qu'il sera fait incessamment de barrières aux portes de la presant ville, pour empecher l'entrée des gens suspectz où l'on travaillera des demain, et la garde sera faite très exactement et que les secondes portes de la ville seront réparées.

Que MM. les consuls sont priés d'ecrire au curé de Saumont et de Banassac d'avertir leurs paroissiens de ne venir pas à la foire de Marnejolz, et qu'il ny aura qu'une porte de la ville d'ouverte :

Que MM. les consuls sont priés de prier, dès ce soir, M. le comte de Valady et M. de Salelles, quy sont en ville depuis quelque temps, de n'envoyer plus ny vallets ny chevaux et mullets à leurs chateaux de St Saturnin et

(1) Le château de Montferrand, paroisse de Banassac

Salelles, attenant aux lieux suspects, autrement ils seront arrêtés et leurs maîtres sortis de la ville.

Finalement a esté deslibéré qu'aucun étranger non suspect ne sera receu dans la présant ville que pour y rester pendant deux jours et sans la permission de MM. les maire et consuls.

Encore a esté deslibéré qu'il ne sera sorty de la présant ville aucuns bleds, vins, huilles, couvertures de layne, drogues, utiles et nécessaires pour la maladye ny autres effects et denrées, et que deffances sont faites à tous les habitans de n'en deslivrer aucunes à peyne de cent livres d'amande et de prisons, et sera la presante ordonnance leue, publiée et affichée aux lieux et carrefours accoutumés de la présant ville, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, laquelle sera exécutée, nonobstant et appellation quelconques contre les contrevenans.

Du 8^e july 1721.

Par devant Messire Géraud-Pierre de Michel, seigneur du Roc, conseiller du Roy, maire.

Assamblés M. M^{re} Jacques Barrau, sieur de Chardonnet, 1^{er} consul ; sieur Abraham Cabanis, marchand, 2^e consul, et les soubzsignés.

Par M. du Roc a esté propozé, etc...

.... Encore a esté propozé qu'attandu la proximité

de cette ville avec celle de la Canourgue, quy est affligée de la maladye contagieuse, il convient faire pour la garde et autres précautions, que la communauté est obligée doit prendre pour ce garantir de ce fléau, de grandes depances ; il extime qu'il est à propos d'imposer une certaine somme, sous le bon plaisir de Mgr de Bernage, pour subvenir aux fraix qu'il conviendra faire, par deslibération de la communauté.

Surquoy a esté deslibéré qu'il sera impozé la somme de 400 livres, pour estre employée suivant la destination quy en sera faite par desliberation pour les nécessité pressantes de la communauté, et que Mgr de Bernage sera très humblement suplyé d'autorizer la presante deslibération, et qu'au cas il ne le voudroit faire, que ladite somme servira de moins impozé pour l'année prochaine.

Encore a esté proposé que le sieur Béraud est obligé de se donner, cette année icy, des peynes extraordinaires pour les certificats de santé, tittres de voitures et autres soins extraordinaires et comme il convient de luy faire une gratification:

Surquoy, l'assemblée a deslibéré que la communauté accorde audit Béraud, pour cette année seulement et sans tirer à conséquence, la somme de 50 livres quy luy sera payée par le collecteur sur le gras de la capitation, qui lui sera atenué en compte sur sa quittance.

Encore a esté proposé, par M. du Roc, qu'attandu la cherté des vivres et les offres que les sœurs Cecille et Gransanhe font de rendre leurs services au public, en cas de malheur de la contagion, il convient de leur faire une gratification conformément à la deslibération de la communauté de l'année dernière.

Surquoy, l'assemblée a deslibéré que la communauté accorde ausdites sœurs Cecile et Gransanhe, 50 livres, quy est 25 livres chacune de gratification pour cette année seulement et sans tirer à conséquence, attendu la cherté des vivres et leurs offres charitables.

Du 1^{er} Juillet 1731.

Le Conseil de santé assamblé, sur la proposition faite par MM. les maire et consuls, a rezolu que, pour une plus grande seureté, les deux malades, soldats quy ont esté traduits à l'opital de la présant ville, seront sortis hors la ville, dans une maison seulle, en attendant qu'il soit traduits et conduitz dans l'opital général des gens de guerre, par les ordres de M. de Rothe, lieutenant général, quy y commande ; laquelle maison sera choisie par MM. les maire et consuls et dont les propriétaires seront dedommagés: à quoy il sera incessamment pourveu, et tout ce quy conviendra pour raison de ce sera fait aux frais et dépans de la communauté.

Et de plus a esté trouvé à propos de prendre la maison de hoirs d'Estienne Deleuse, au terroir Despinas-soux, pour porter lesdites malades, et que pour les servir l'on donnera 20 sols par jour à la personne quy les servira, et qu'il sera aministré aux malades et à celle quy les servira les vivres nécessaires, le tout aux frais et despans de la commurauté, et que M. le marquis de

Rothe, lieutenant général des armées du Roy, commandant dans ce diocèse, sera supplyé d'enjoindre aux officiers des troupes, de n'envoyer point aucun soldat malade, attendu qu'il n'y a point d'opital en estat de les recevoir en ceste ville.

Du 16 juillet 1731.

Par devant Messire Géraud-Pierre de Michel du Roc, seigneur du Roc, conseiller du Roy, maire.

Le Conseil de santé convoqué et assemblé.

M. du Roc a dit qu'il a reçu une ordonnance de M. le marquis de Rothe, lieutenant général des armées du Roy, commandeur de l'ordre de St Louis, commandant en Gevaudan, portant entre autres choses que les rues et cloaques seront netoyés ; qu'il soit pourveu à une maison pour servir d'infirmerye et de régler l'heure que les portes de la ville doivent estre ouvertes et fermées.

Surquoy, lecture faite de la dite ordonnance, le conseil de santé a deslibéré que ladite ordonnance sera executée en tous ses chefs, ayant esté publiée et affichée ; et en conséquence que les rues et cloaques seront netoyés sous les peynes de droit ; que la porte des tours de ville sera ouverte tous les matins à 4 heures du matin, jusques à la fin du mois d'aoust, et seront fermées à 9 heures du soir, à l'assistance d'un des Mes-

sieurs le maire ou d'un des consuls; que la maison ou reste Jean Hugonnet, dit Piquet, soulon, scize en delà de la rivière, sera prize pour servir d'infirmierie, suivant ladite ordonnance de M. de Rothe, où il sera mis cinq lits; et que le propriétaire sera payé par la communauté, à compter du jour que MM. les consuls sen mettront en possession; et qu'au surplus, l'ordonnance de Mgr de Bernage, quy deffend aux habitans de faire entrer ny dépiquer leurs bleds, sera executée selon sa forme et teneur, et les deffances affichées aux carrefours de la présent ville, et les contrevenans seront condempnés en 20 livres d'amendes, aplicable à l'opital. Laquelle ordonnance de M. de Rothe a esté retirée par M. de Chardonnet quy en demeure chargé.

Du 23 juillet 1731.

Le conseil de santé assamblé a deslibéré sur les propositions de M. du Roc, maire.

Il a esté deslibéré que la famille du nommé Razou, dit marquis, malade, sera transportée avec leurs lits à l'infirmierie cy devant nommée, scavoir les sains, à la Chasello de leurs vignes, et les malades, à la vigne de Deleuse, par les personnes quy seront comizes par MM. les maire et consuls, soubz peyne de punition exemplaire, auquel effect les vivres nécessaires leur seront fournis par le sindic de l'opital, sauf à répéter.

Du 23 juillet 1731.

En conseil général, convoqué au son de la cloche, par devant M^{re} Géraud Pierre de Michel, seigneur du Roc, et autres places, conseiller du Roi, maire.

Assemblés en conseil général MM. M^{re} Abraham Cabanis, 2^e consul; Jean Bardon, 5^e consul; MM. de Moriès, Guyot, avocat; J. Boyer, avocat, de Chapelle, du Lignon, médecin, Baud, notaire royal, Pierre Sevene, sieur Jean Armand, Eymar, Meissonnier, Mathieu Mendras, marchands, et autres principaux habitants.

M. du Roc, maire, a proposé que, suivant la délibération de la communauté du 29 may dernier, il feut deslibéré d'emprunter d'un ou de plusieurs particuliers, en rente constituée ou en debte, la somme de six mille livres, pour subvenir aux depences tres necessaires, à raison de cinq pour cent, et que les particuliers quy ont de l'argent pour faire ce prest seroint constrains par toutes voyes et par corps, au cas on ne trouva pas à emprunter: laquelle desliberation a esté autorizée par Mgr de Bernage, intendant en cette province, quy en permis l'emprunt par son ordonnance du septième juin dernier. Et d'aaultant que dans la conjonture présante, il convient de faire de dépances extraordinaires pour avoir des infirmeries et achapter des grains et autres choses nécessaires; et attendu qu'on n'a pas trouvé à emprunter ladite somme, il requiert l'asssemblée de nommer de personnes pour faire ledit prest.

Surquoy, a esté deslibéré que, sur la somme de 6,000 livres permize d'emprunter, il sera achapté pour 3000

livres du bled seigle, auquel effect M. de Galion et M. Rochevalier, medecin, sont priés de faire ledit achapt et en faire le prix et convenir du bled aux clauses et conditions qu'ilz trouveront à propos. et de se transporter aux endroits convenables; et à ces fins obliger les biens de la communauté; et pour les autres 3,000 livres énoncées en l'ordonnance de Mgr l'intendant, la communauté nomme, pour faire le prest de ladite somme, MM. Blanquet, de La Barthe, Mlle de Teste, la veuve Pascal et les sieurs Crespin, Bonbernat, Huc, Pierre Meissonnier, sieur Antoine Bastide, M. Vigan, sieur Claude Bonnet, Hiacinthe Meissonnier, Isaac Castanier, Jacques Vigan, sieur Pierre Vallentin, marchand. A quoy faire ils seront constrains par corps suivant l'ordonnance rendue par Mgr de Bernage, qu'y sera ci après enregistrée, et ladite somme remize entre les mains de M. Antoine Baud, conformément à la deslibération du 29 mai dernier.

Au lieu de Mlle de Teste et de sieur Isaac Crespin, nommés pour prêter chacun 200 livres, il est deslibéré qu'on nomme pour faire le même prêt, à leur place, sieur Claude Lafont et sieur François Boissier.

Du 24 juillet 1791.

En conseil général. Par devant M^{re} Géraud-Pierre de Michel, seigneur du Roc, le Mas et autres places, conseiller du Roy, maire.

Assemblés en Conseil général, convoqué au son de la cloche, MM. Abraham Cabanis, 2^e consul, et M^e Jean Bardon, 5^e consul, etc.

Par M. du Roc, maire, a esté fait lecture, à l'assemblée, d'une lettre de Mgr l'évêque de Mende, par laquelle il exhorte la communauté à pourvoir à la subsistance des pauvres, afin qu'estant bien nourris ils soient moins subjects aux maladies quy sont plus à craindre par les faux bruits quy ce répandent et décrient le pays, que par le nombre des morts ; priant l'assemblée de concourir par ses charitables résolutions à seconder le zèle de notre prélat ; et quoy quil ny ayt actuellement aucune personne malade, de prendre toutes les precautions qu'elle trouvera à propos, tant pour prévenir les maladies que pour secourir ceux quy pourront tomber malades.

L'assemblée a deslibéré de prier le sieur Eymar, receveur de Mende, porteur de la lettre de Mgr l'évêque, de luy présenter les très humbles remerciemens de la communauté, pour la bonté et charité qu'elle luy témoigne et pour seconder ses bonnes intentions.

Primo. — Qu'il sera fait une vizitte générale des cartiers de la ville par MM. Menut et Béraud, avec un des MM. les officiers de la Cour royale, M. le Maire ou

un des consuls quy dresseront un estat, par colonnes, des habitans aizés, des pauvres mendiants et secrets, et des artizans quy ne subsistent que par leur travail; et après avoir connu le nombre des habitans quy ont besoin d'estre assistés, il sera fait une asssemblée mercredi prochain pour deslibérer sur la manière de les faire subsister.

Secundo. — M. le doyen ayant offert à l'assemblée de se charger de faire faire le bouillon, en cas de besoin, pour les pauvres malades, dans une maison de la ville et de le leur faire porter par deux filles ayant en main des charités de deux personnes pour la dépance de deux mois; il a esté remercié d'un aussy bon secours qu'il a procuré à la ville; et après deux mois il sera tenu un bureau de santé pour continuer le bouillon de la manière quy sera le moins à charge à la communauté quy prie M. le doyen de se charger des fonds quy luy seront remis pour cette bonne œuvre, et d'en prendre sur luy toute la direction.

5° Comme la maison, hors la ville, des héritiers de Deleuse, ou l'on avoit porté deux soldatz malades, ne peut contenir que deux lits, il sera indiqué et pourveu dans huit jours à une autre maison plus grande, hors la ville, quy puisse contenir au moins huit ou dix lits, pour y faire porter les malades, pour sy peu qu'ils soient suspectz, ou dans une chèce ou dans un brancard. Il sera estably un infirmier ou deux pour les servir, et un médecin et chirurgien iront deux fois le jour parler, à la distance qu'ils trouveront à propos, aux infirmiers pour s'informer de l'estat des malades.

4° Ceux quy se trouveront dans les maisons où il y

aura eu des malades suspectz seront mis hors la ville en quarantaine à la maison de Jean Hugonnet, au dessus du pont de la Peyre, par deslà la rivière, long du courant, ou il sera fourny aux gens aizés les vivres et autres choses necessaires, en payant un peu par prest, et aux pauvres en pur don et aumône au moyen des fonds que la communauté fera, et ilz y demeureront tout le temps que le bureau de santé trouvera à propos pour y oster tout sujet de crainte de leur communication.

L'assemblée a nommé MM. de Moriès, Baud, M. Boyer, M. de Galion, M. Bouniol, avocat, M. Estienne Rouveyrolle, Jourdan, Vachery et Duprat pour viziter chacun le quartier de la ville quy leur a esté assigné, entrer dans les maisons quand il n'y aura point de malades, pour les faire tenir propres ; et s'il y a des malades ils en avertiront M. le comandant et M. le vicaire, ensemble MM. les maire et consulz.

6° Le sieur Eymar est encore prié de représanter à MM. les commissaires du diocèze et à Mgr de Rothe, qu'il y a trois medecins et plusieurs chirurgiens, de la première capacité, en ceste ville, qu'un de ces medecins a esté nommé par Mgr de Bernage, pour servir l'opital, estably à Moriès pour les soldatz malades, que les autres deux, quy sont MM. du Lignon et Rochevalier et les sieurs Ouny, Chauchadis, Montbrizon et Vaisade, chirurgiens méritent d'estre pensionnés par le Roy et par le diocèze, auquel ils offrent leurs services, partout où ils voudront les employer, et que le principal commerce du pays de Gévaudan se faizant en cette ville, et en attendant les pensions et gratiffications que les medecins et chirurgiens ont droit d'espérer, tant

du Roy que du diocèse, il a esté deslibéré quils sont priés de ce contanter de 50 livres par mois pour chacun des dits médecins et 55 livres aussy par mois, pour chacun desdits chirurgiens ; lesquelles sommes leur seront payées des fondz quy seront faits pour la bonne conservation de la santé de la ville, ce quy leur sera seulement accordé pour servir gratuitement les pauvres, leur estant permis, quand ils seront appellés pour servir les malades aizés, de ce faire payer de leurs vizites, remedes et operations.

Ils seront encore exempts des contributions personnelles de la communauté et que le susdit présant article de cette desliberation sera executé par provision jusques à nouvel ordre en tous ces chefs.

7° Il sera fait des latrines publiques aux tours de la ville, tombant dans le fossé, près le portalet derrière les jardins de sieur Paul Meissonnier, des héritiers d'Urbain Meissonnier, à la tour de la ruelle à costé du logis du lion d'or, et à légout des eaux de la fontaine nouvelle et à l'endroit entre la bassecourt de M. Baud et celle de M. de Puigranier. La dépence desdites latrines sera prise sur la somme de 400 livres imposée pour des affaires urgentes de la communauté, l'année courante.

8° Les pourceaux qui sont enfermés depuis les defances qui ont été faites de les laisser vaguer, causant une grande infection, parce que tous les propriétaires n'ont pas des loges pour les retirer, il a esté deslibéré de les faire garder, par un berger, aux depans desdits propriétaires depuis les 7 heures du matin jusques à 6 heures du soir, et que ceux quy n'ont pas des logis dans leurs maisons, en loueront ailleurs pour les retirer

pendant la nuit, sans qu'ils puissent les retirer pendant la nuit, sans qu'ils puissent les loger ny aux allées ny aux degrés de leurs maisons, et que la presante desliberation sera autorizée par Mgr de Bernage.

9. Les gens quy vont boire le vin du cru aux maisons où l'on le vend, faisant ordinairement des excès nuisibles à la santé, il a esté deffandu aux bourgeois de la ville de donner à boire ledit vin dans leurs maisons, et d'en faire la débite autrement qu'à pot renversé, afin que ceux quy en achapteront les boivent dans leurs maisons avec modération.

du 8^e aoust 1731.

Le Conseil de santé assamblé par devant M^{re} Pierre-Géraud de Michel, seigneur du Roc et autres places, conseiller du Roy, maire.

A délibéré :

1^o Que s'il est nécessaire, le couvent des Capucins sera pris pour loger les Messieurs du Conseil de santé ;

2^o Qu'il restera dans le couvent quatre religieux, sçavoir : deux prêtres et deux frères, et que les autres seront logés à l'endroit ou les réverandz pères Cordelliers seront placés.

3^o Que le couvent des Cordelliers et tout ce quy en dépend sera pris pour l'infirmierie.

4° Que les pères Cordelliers et Capucins délogés logeront à la maison de M. Blanquet.

5. Que l'hostel et tous les appartemens de M. le comte Peyre est destiné pour loger MM. les confesseurs, médecins, chirurgiens et leurs domestiques, et quil y sera fait une apothiquererie.

6° Que le Conseil de santé, de mesme que MM. les confesseurs, médecins, chirurgiens et domestiques seront nourris et entretenus aux despans de la communauté quy en fera les avances, sauf à se faire rembourser par quy il appartiendra ; et enfin que tous ceux quy fournissent les logemens seront dédommagés des loyers de leurs maisons, suivant la délibération quy sera prise par la communauté, en conseil général.

Et pour l'autorisation de la presante deliberation, nosseigneurs le duc de Roquelaure, comandant en chef de la province, et de Bernage, intendant, seront tres humblement suppliés de vouloir l'autoriser.

Du onzieme jour du mois d'août 1721.

Par devant M. du Roc, conseiller du Roi, maire.

Assemblés MM. de Chardonnet, Cabanis et Bardon, consuls, assistés de M. Rescoussier, doyen, M^r Hierome Aldebert, procureur du Roy, MM^{rs} Jean Rodes de Castain, Antoine Boyer de Galion, Jacques Boyer, advocat, Barthelemy Bonniol, aussi advocat ; MM^{rs} Jean du Li-

gnon et Jacques Rochevalier, médecins ; Antoine Baud, notaire royal ; Claude Menut, Augustin Mendrias, Noé Deliane, Geraud Duprat, Benoit Tedenat, Isaye Ouny, Henri Mathieu, Ressouche et autres.

M. du Roc, maire, a fait faire lecture de la deslibération prise, par le Conseil de santé, le 8^e du courant ; et comme il est très important quelle soit executée incessamment, il requiert l'assemblée de délibérer.

Surquoy, d'une voix unanime, après que lecture a esté faite de la deslibération du 8^e de ce mois, a esté deslibéré que ladite deslibération sera executée en tous ces chefs, et que les revérands pères cordeliers seront priés de plus fort de vouloir laisser leur convent et tout ce quy en dépend, pour servir d'infirmerye, lesquels seront dédomagés des loyers, ainsy qu'il appartiendra, et que MM. les maire et consuls represanteront à Mgr le duc de Roquelaure, commandant en chef en cette province, à M. le marquis de Rothe, lieutenant général ez armées du Roy, commandant en ce pays, à Mgr de Bernage, intendant ; à Mgr l'évêque de Mende, et à MM. les commissaires du pays, l'estat miserable de la communauté quy se trouve composée des tisserans et facturiers quy en font la plus grande partye, quy vivent du jour à la journée et quy nont point du travail à cause de la cessation du comerce quy faisoit subsister cette ville, et de le supplier de nous procurer et donner tout le secours dont nous avons besoin, et que la presante deslibération sera autorizée par Mgr l'intendant.

Dudit jour, onzième août 1721.

Le Conseil de santé a deslibéré que, pour ensevelir les morts, l'on nomme le Bastard de David, le Fleuret, le nommé Cazces et le nommé Chapus, Brayette et sa femme, lesquels seront tenus d'ensevelir les mortz, et faire les fosses, à peyne de la vie ; et pour infirmière Marie Querelle, quy reste à la boutique de Segala la Crouquette ; et pour faire le bouillon aux malades, la Miquelette et la Comtoize. Lesquels Courbeaux (enterremorts), infirmiers et infirmières seront nourris et payés à 20 solz par jour.

Du 12 août 1721.

Par devant Messire Estienne de Seguin de Born, Sgr et baron de Prades, Rochevalier et autres places, chevalier de l'ordre militaire de St Louis, maitre de camp de cavalerie, exempt des gardes du corps du Roy, commandant dans la ville de Maruejols et conaigneur de la dite ville.

Le Conseil de santé assemblé.

M. le baron de Prades a dit qu'il a receu des ordres de M. le marquis de Rothe, de ce jourdhuy, desquels il requiert la lecture suivant leur forme et teneur.

Lesquels ordres ayant esté leuz a esté deslibéré qu'ils seront exécutés selon leur forme et teneur, avec une parfaite soumission, lesquelz seront leuz et affichés aux lieux accoutumés de la présant ville, et le conseil desanté supplie M. le baron de Prades de vouloir accorder à la communauté ses bons services et sa protection ; lesquels ordres seront enregistrés cy après :

DE ROTHE, lieutenant général des armées du Roy,
commandant de l'ordre militaire de St Louis.

Article 1^{er}

Il est ordonné, sous peyne de la vic, tant pour cest article que pour ceux quy suivent, à tous les habitans de la ville et faubourgs de Maruejols, de faire la déclaration, de bonnefoy, de toutes les étoffes de layne qu'ils auront chez eux, à M. le baron de Prades, quy aura soin de faire mettre dans une ou plusieurs maisons inhabitées, choisies à cest effect par ledict sieur de Prades; fera retirer tous les peignes des tisserands de ladicte ville et faubourgs de Maruejolz qu'il fera aussy mettre dans les mesmes maisons ou seront lesdictes étoffes, estant nécessaire d'interdire absolument, dans la conjoncture présente, toute sorte de fabrication et de comerce avec ladite ville, et pour leur conservation on commettra de personnes pour battre, toutes les semaines, avec des baguettes, lesdites étoffes. Ledit sieur de Prades fera exécuter cet article aussy tost le presant ordre receu, et nous en donnera avis incessamment.

Article 2

Que les messieurs qui composent le conseil de santé fairoient prendre le couvent des Cordeliers qu'ils partageront à trois parties, dans l'une desquelles ils feront mettre toutes les personnes qui tomberont malades, sans distinction, observant que sy on prend tous les lieux bas, en comprenant l'église, on fera mettre des bans pour poser les lits ; commettrons des personnes pour avoir soin desdits malades ; dans la seconde partye il mettra les hommes et garçons convalessans à mesure qu'ils viendront en santé, où ils resteront autant que M. de Prades et le conseil de santé le jugeront à propos, avec des personnes aussy pour les servir ; dans là troi-ziesme, ils y mettront les femmes et filles convalessantes, sans quelles puissent avoir aucune communication avec les hommes et garçons, et ils commettront des femmes et des filles pour les servir.

Article 5

A mesure qu'ils feront apporter un malade à l'infirmey, s'il estoit seul dans la maison qu'il habitait, les consuls en fairoient murer la porte et fenestres, et s'il y a d'autres personnes qui ayant logé, habité ou communiqué avec la malade, ils fairoient aussy pareillement fermer la maison et mettre ces personnes subspectes, par la communication qu'ils auront eues, dans deux autres maisons qui seront choisies dans la ville. pour y mettre les hommes et garçons dans l'une et les femmes et filles dans l'autre, en quarantaine, sans leur permettre de

communiquer avec les autres habitans, et il leur sera fourny tout ce quy leur sera nécessaire par le consul ou commissaire prépozé.

Article 4

Qu'ils commettent un nombre de personnes qu'ilz jugeront à propoz, pour faire les fossés bien profonds et enterrer les morts sur le champ et avec achaux vive.

Article 5

Il est deffandu à tous les habitantz de la ville et faubourgs de Maruejolz, sains ou malades, de ne point sortir pendant quinze jours de leurs maisons, quy est le temps de la quarantaine, qûe nous leur ordonnons ; pendant lequel temps ilz ne pourront communiquer avec les autres habitans, et c'est à l'exception de ceux qui composent le conseil de santé, médecins, chirurgiens, apothicaires et les autres qu'il sera jugé à propoz, pour le bien public, par M. de Prades et le conseil de santé.

Article 6

Que le conseil de santé s'assemblera dans un lieu convenable toutes fois et quantes qu'il en sera besoin.

Article 7

Le maire, consuls et conseil de santé fairont faire, sans aucun dellay, des barrières dans toutes les avenues

de leur ville et faubourgs, lesquelles barrières seront gardées de manière que personne ne puisse entrer ny sortir sur quelque prétexte que ce soit.

Article 8

Il est deffendu à tous les habitans de ladite ville et faubourgs d'en faire sortir aucun meuble, hardes ny marchandises.

Article 9

Il est ordonné, soubz les mêmes peynes que dessus, aux chirurgiens et apothicaires de Maruéjols de servir suivant qu'il leur sera ordonné par le sieur baron de Prades et de fournir par les apothicaires et droguistes tous les remèdes et drogues quy seront necessaires et ordonné par les médecins et chirurgiens, dont ils seront payés, sur les mémoires qu'ils apporteront, par le Conseil de santé et par les médecins.

Article 10

Il est aussy ordonné audit conseil de santé de faire incessamment un controle général, ou personne soit obmis, de tous les habitans de ladite ville et faubourg quy sera divisé en quatre, six ou huit quartiers, et les commissaires prépozés auront soin de faire le rapel chaque jour, chacun deux dans leurs quartiers, pour scavoir s'il y a des malades dans les maisons et les faire porter à l'infirmierie et pour estre en estat de rendre compte de tout ce quy sy passe.

Article 11

Et sy les habitans de la dite ville executent fidèlement tous les ordres cy dessus, nous leur faisons fournir généralement tout ce quy leur sera necessaire suivant les mémoires quy nous seront envoyés par le sieur de Prades, le conseil de santé et medecins.

Article 12

Nous ordonnons à tous les habitans quy seront, par M. de Prades, choizis pour former une compagne, luy obéiront en tout ce qu'il ordonnera pour le service du Roy et le bien de la dite ville ; et, pour cest effect, luy donnons pouvoir de la former de tels bons subjectz pour officiers et de telz nombre de soldatz qu'il jugera à propos.

Fait à Chanac, le douziesme aout 1721.

Signè: ROTHE.

Nous avons estably et établissons M. le baron de Prades, exempt des gardes du Roy et maistre de camp de cavalerie, soubz le bon plaisir du Roy et de Son Altesse Mgr le duc d'Orléans, regeant du royaume, pour commander dans la ville de Maruejols, et nous ordonnons à toute la noblesse, bourgeois, habitans et tous autres, telz qu'ils puissent estre, d'obéir à tout ce quy leur ordonnera le sieur baron de Prades pour le service du Roy et la conservation de cette ville.

Fait dans les prede de Maruejols, le 2 aout 1721.

Signé : ROTHE.

Du 13 août 1781.

Par devant Messire Estienne de Seguin de Born, chevalier, seigneur et baron de Prades, etc.

Le Conseil de santé a deslibéré qu'il est nécessaire d'avoir douze courbeaux pour enlever les malades et quatre hommes pour faire les fossés, lesquelz courbeaux seront nourris et payés à 20 sols par jour chacun, sous le bon plaisir du Roy; lesquels sont Jean Bastide, dit Favier; Jean Guyot, Sandieux, Cazes, le batard de David, le Poulel, et que le nommé Martin commandera les dits courbeaux et sera payé à raison de 30 sols par jour compris sa nourriture.

A esté délibéré que l'assemblée nomme encore pour apothicaire M. Antoine Boyer, apothicaire, et que le sieur de Montbrizon continuera de servir incessamment, sous peyne de la vie, lequel sieur Boyer sera payé sur le même pied d'un chirurgien.

Que la boucherye se fera à St-Dominique, et que les nommés Doumergues sont nommés pour pourvoyeurs, l'un à deffaut de l'autre, et faire distribuer la viande de boucherye aux malades; lesquels seront aussy pourvoyeurs des chandelles et l'huile, et pour le pain Marie Vaissade.

Que le four de Richard servira pour cuire le pain nécessaire aux malades, et le four du sieur Martin et de la Chausserance, pour les sains; lesquels seront tenus de cuire le pain comme ils avoient fait, a peyne de la vie.

Que la maison de M. Blanquet est destinée pour les quatre confesseurs, et MM. les deux vicaires, et que MM.

des ordres religieux seront pryés de nous fournir les quatre confesseurs, et les deslibérations precedantes seront executées.

Que M. de Rothe sera très humblement supplié d'esloigner le blocus quy est fort près de la ville, attendu que la recolte de nos grains est presque dans les champs et les preys pour servir de pacage, et nos vignes sont hors du blocus; le supplier encore de nous faire venir de l'huile, vin et bled et autres choses necessaires pour la subsistance de cette ville.

Il a esté aussy deslibéré que l'argent quy est déjà levé par M. Baud, ou qu'il levera, sera par luy baillé à ceux à quy MM. les consuls tireront de mandemens, quy seront alloués; et que les deslibérations de la communauté pour le nettoiemment des rues et la garde des couchons seront entièrement executés.

Que MM. les medecins et chirurgiens feront incessamment, dans toute la ville, la vizitte des malades et feront porter les malades, qu'ils trouveront à propos aux infirmeries.

COMMISSIONS CONCÉDÉES PAR LE DUC DE ROQUELAURE, COMMANDANT EN CHEF EN LA PROVINCE DE LANGUEDOC A M. DE SEGUIN, BARON DE PRADES.

Le duc de Roquelaure, lieutenant général des armées du Roy, commandant en chef dans la province de Lan-

guedoc. Estant nécessaire, dans la triste situation où se trouve actuellement la ville de Maruéjols, de commettre un officier capable, et entendu pour ordonner surtout ce qu'il y aura à faire et veiller à ce que les ordres du Roy, ceux de M. de Rothe, lieutenant général des armées de sa majesté, commandant sous notre autorité en Gévaudan et les autres, soient exécutés légalement ; Nous avons choizy et nommé pour cela M. le baron de Prades, mestre de camp de cavalerie et exempt des gardes du corps de sa majesté ; ordonnons aux maire et consuls, commissaires du bureau de santé et autres habitans de ladite ville de Maruejols de reconnoitre ledit St-baron de Prades en qualité de commandant et de luy obéir en tout ce qu'il leur prescrira, pour le bien du service du Roy et celluy du salut public, a peyne de désobeissance et de punition exemplaire contre les reffusans.

Fait à Florac le 20 août 1721.

Signé : Le duc DE ROQUELAURE.

Par Monseigneur, signé :

BONNEFOUX.

BREVET ACCORDÉ PAR LE ROY AU BARON DE PRADES.

Sa majesté ayant jugé à propos, à l'occasion de la con-
gion qu'y règne à Maruéjols, de commettre un subject
capable et expérimenté pour y commander tant aux ha-
bitans qu'aux troupes, qu'y sont et seront cy après, sa

majesté, de l'avis de M. le duc d'Orléans régent, a commis, ordonné et estably le sieur de Prades, exempt des gardes du corps de sa majesté dans la compagnie de Noailles, pour, sous l'autorité et en l'absence du commandant pour elle en Languedoc, veiller à tout ce qu'y se passera à Maruéjols, concernant la contagion, commander tant aux habitans qu'aux gens de guerre, qu'y sont et seront cy après, ce qu'ils auront à faire pour le service de sa majesté ; laquelle mande et ordonne ausdits habitans et gens de guerre, de reconnoitre ledit sieur de Prades en ladite qualité de commandant et de luy obéir en tout ce qu'il leur ordonnera pour le service de sa majesté. (1)

Fait à Paris le 28 septembre 1721.

Signé : LOUIS. Et plus bas : LEBLANG.

De Rothe, lieutenant général des armées du Roy, commandeur de l'ordre militaire de St-Louis.

Estant nécessaire de commettre un officier d'une capacité et d'une expérience reconnue pour, sous les ordres de M. le baron de Prades, commandant à Marue-

(1) On lit à la marge de la page du registre : « Le sieur de Prades a esté révoqué par ordre du Roi, du 7 novembre 1721, et M. de Fleires a été nommé. »

jols, avoir le commandement sur les habitans de ladite ville, nous avons comis et commettons, sous le bon plaisir du Roy et de son Altesse royale Mgr le régent, le sieur de Moriès, cy-devant capitaine au régiment royal des vaisseaux, pour exécuter ladicte fonction.

Ordonnons aux habitans de ladicte ville de Maruejols de reconnoitre ledit sieur de Moriès en ladite qualité de commandant, sous les ordres de M. le baron de Prades et de luy obéir en toutes choses concernant le service de sa majesté, la police et la santé dans ladicte ville et ses dépendances.

Fait à Mende le 21 août 1721.

Signé : ROTHE.

Cette communication fut confirmée par le duc de Roquelaure, le 27 octobre suivant.

Du 6 janvier 1723.

Le conseil de santé assemblé sous la halle.

A esté dit que cette ville ayant esté affligée de la peste depuis le commencement du mois d'août, qu'y a emporté la moitié de nos habitans, qu'une partie s'est garentie par la fuite, et qu'enfin ne tombant pas de nouveaux malades, il feut résolu, le conseil de santé assemblé par l'advis de MM. les médecins assemblés de la Cour et M. Rochevalier, médecin de cette ville, que tout

ce qui restoit d'habitans sans distinction, feront une quarantaine dans leurs maisons, et qu'il leur seroit pourveu de tout le nécessaire pendant vingt cinq jours, ausquels la quarantaine feut limithée.

Cette quarantaine, commencée le mardy 16 décembre, et il feut commis plusieurs personnes pour distribuer du pain, de la viande, sel, bois, eau et autres choses nécessaires ; lesquels ont aussy pris soin des bestiaux et de faire tenir les rues nettes et enlever les immondices. Cette quarantaine a été si heureuse que, par les soins et la vigilance de M. de Flayre, commandant, et des autres officiers qui luy sont joints, et par l'exactitude de MM. les médecins, il n'est pas tombé de nouveaux malades, ce qui auroit occasionné par un conseil tenu le 27 décembre, et un autre le premier de ce mois, de deslibérer qu'il seroit pris les mesures nécessaires pour la désinfection de la ville, et, M. de St-Germain, chirurgien major, envoyé de la Cour, ayant esté proposé pour l'exécution du projet, il a fait un mémoire de tout ce qu'il croit estre nécessaire, sur lequel l'assemblée doit délibérer.

Et lecture faite du tout, a esté deslibéré en premier, lieu que MM. les commandans et MM. les médecins sont remerciés de toutes les attentions qu'ils ont pour la conservation des tristes restes de cette communauté, et priés de vouloir continuer leurs soins à tous ce qu'ils trouveront à propos.

Que MM. les médecins sont priés de faire une vizitte générale dans toutes les maisons qu'ils trouveront à propos dans la ville et faubourgs, pour voir ceux qui restent encores malades et n'estre pas entièrement gueris.

Que toutes les personnes de cette espèce, avec ce qu'y reste de malades à l'infirmierie sera conduit aux maisons qu'y sont au delà du pont, dans lesquelles ilz seront logés et entretenus de tout ce qu'y leur sera nécessaire pendant tout le temps que MM. les médecins trouveront à propos.

Que le R. P. Jalavoux, qu'y a servy généreusement dans les infirmiers pendant un très long temps, et avec beaucoup de zèle, ayant fait une quarantaine dans les maisons de M. Guizot, bourgeois, reentrera dans son couvent lorsque MM. les médecins le trouveront à propos et sur leur certificat.

Que l'ordonnance rendue par M. de la Devèze, commandant en chef dans ce diocèse, au sujet des effets qu'y ont esté vollés ou détournés, tant dans les infirmeries que dans les maizons des particuliers sera leue et publiée, et en conséquence que chaque habitant sera tenu de faire sa déclaration contenant sous quel titre il les possède, à peine d'être punis suivant les ordonnances ; lesquelles déclarations seront faites au R. P. de La Vernade, faisant les fonctions curiales, à MM. les médecins et à MM. les consuls dans trois jours.

L'assemblée a aussy deslibéré que l'affaire de la déinfection, estant une des plus importantes et générales, qu'il sera convoqué un conseil général hors la ville, où les principaux habitans, tant ceux qui sont dans ladicte ville qu'à la campagne, dans l'enceinte des barrières, seront priés d'assister.

Ont signé : De FLAYRES, commandant ; SIMON, aide-major, LENOIR DE BELLESAGNE.

Du vendredi 9 janvier 1723.

Au pred de M. de Carrière, hors la ville de Maruejols, par devant M. de Fleyres, commandant.

Assemblés en conseil général, MM. M^{re} Jacques Barrau, sieur de Chardonnet, 1^{er} consul, sieur Abraham Cabanis, 2^e consul, St Jean Gibert, marchand, 3^e consul, de MM. de Lenoir de Bellesaigne, soubz commandant, du sieur Simon, major ; de M. Aldebert, procureur du roy ; de MM. le Moine, Bailly et Rochevalier, médecins ; des R. P. Jalavoux, prieur des Jacobins, et du Bouy, gardien des Capucins ; de MM. Jourdan, Baud, Bruguère, Maissonnier, Sevene, Vigan, Giscard, Ligier, Boissier, Lafont, Menut et autres.

Par M. de Fleyre, commandant, a esté proposé, sur l'avis de MM. le Moine, Bailli, médecins, envoyés de la Cour, et de M. Rochevalier, médecin de cette ville, qu'il est expédient de prendre incessamment les moyens nécessaires pour parvenir à la désinfection de la ville ; que pour cest effect, M. de St Germain, maitre chirurgien de Paris, d'une capacité et d'une expérience connue, ayant dressé un projet, il offre de l'exécuter et de se charger de parfumer et désinfecter la ville aux clauses et conditions qui seront réglées.

Surquoy, l'assemblée ayant requis lecture dudit projet, et icelle ayant esté faite, après diverses offres, propositions et agitations sur ce subject, auroit deslibéré d'accepter la proposition dudit sieur de St-Germain, et l'offre, par luy faite, de procéder à la susdite désinfection aux conditions suivantes :

La première, que ledit sieur de St-Germain, conformément au projet par luy présenté, quy sera incéré et transcrit à suite de la presente desliberation, s'obligera comme il s'oblige, dès à présent, de parfumer et désinfecter toutes les maisons, meubles, effects, marchandises, et généralement tout ce quy doit estre subject au parfm. tant de la ville de Maruéjols, fauxbourgz, que de l'entier taillable d'icelle, et de fournir à ses fraiz tout le nécessaire pour la désinfection à l'exception, toutes-fois, des parfums envoyés par MM. les commissaires du diocèse que la communauté fournira.

En second lieu, qu'en cas qu'il arrivât malheureusement des incendies pendant le temps de la désinfection par la faute ou manquement dudit sieur de St-Germain, il en demeurera garant et responsable envers quy il appartiendra.

En troisième lieu, que M. le Moine, Bailly et Rochevalier, medecins, quy ont donné, jusques à présent, tant de marques de leur zèle pour la conservation de la communauté, pendant tout le temps de la contagion, dont elle a esté sy vivement affligée, et dont ils sont très humblement remerciés, sont priés encore de vouloir continuer leurs soins et leur vigilance en faveur des heureuzes restes quy la composent, et principalement pendant la susdite désinfection, auprès dudit sieur de St-Germain, qu'ils ont bien voulu luy présanter.

En quatrième lieu, qu'à compter de ce jour, ledit sieur de St-Germain, préparera toutes choses nécessaires pour la désinfection et parfums pour y travailler incessamment, et sans dellay, le tout moyennant le prix et somme réglée à 5,000 livres, que MM. les consuls, au nom de la communauté, s'obligent de luy payer

à l'entière perfection et consommation de l'ouvrage, sauf le recours que la communauté se réserve pour la répétition de ladite somme, en temps et lieu envers qu'y il appartiendra.

Finalement, a esté deslibéré, qu'y ayant dans la ville et fauxbourgz plusieurs pièces de marchaudize, appartenant à divers négossians, habitans ou étrangers, il sera pris sur chaeune desdites pièces, au proffit de la communauté 5 sols, et pareille somme sur les autres pièces, étoffe ou drap, qu'y se trouveront chez les négossians qui vendront en détail, pour le parfum et désinfection, à répéter sur les marchands et propriettaires d'icelles, et le tout en déduction de la susdite somme de 5000 livres, auquel effect il sera tenu un estat et contrôle de toutes les susdites pièces qu'y se trouveront chez les marchands en gros et en détail, par MM. les consuls et par M. de St-Germain, et qu'il sera fait des cachets respectivement avec lesquels toutes les susdites marchandizes seront marquées après leur désinfection.

Et lecture faite de tout ce dessus, les MM. qu'y sont sortis de la ville, ont dit qu'ils l'approuvent et que comme par la triste conjoncture du temps, ils n'ozent s'exposer à signer ; ils remetront incessamment un escript par eux certiffiée contenant la même aprobation, et sera la présente délibération ou extrait en forme d'icelle, envoyée à MM. les consuls à Montpellier pour en demander incessamment l'autorisation auprès de Mgr l'Intendant.

Nous, soubsignés ayant pris connaissance de la délibération prise au conseil de ville de Maruejols, teneu au pred de Carrière le 9 janvier 1722, par la lecture qui nous a esté faicte, déclarons quelle feut passée de notre consentement et que nous l'approuvons en tous ses chefs. En foi de quoy nous avons signé la présante, n'ayant peu signer le registre a cause du danger de la contegion.

Fait le 19 février 1722.

Ont signé : BASTIDE, frères ; Claude LAFONT ; DELIANE,
BOYER, DULIGNON.

Du 10 février 1723.

Le conseil de santé assemblé, sur les propositions de M. le commandant, ayant fait faire lecture des ordonnances de Mgr le duc de Roquelaure, de celles rendues en conséquence par M. de la Devèze, commandant général du Gévaudan, et de l'instruction de Mgr de Bernage ; a deslibéré que le magasin des marchandizes infectes, de quelque nature qu'elles soient sera à l'église des Cordeliers ; celluy des marchandises suspectes, à l'église des Augustins ; et celluy des marchandises saines à la grande eglise.

Que l'assamblée nomme pour recevoir les declara-

tions, des habitans, de toutes sortes de marchandizes teintes, en blanc, en toile, coupons, laines, estain, chaïnes, lisses. MM. de Chardonnet et Cabanis, consuls ; et M. Baud, notaire, aussy bien que pour recevoir celles des marchandz logés aux maisons de campagne.

Signés : DE FLEYRES, SIMON, BARRAU, 1^{er} consul,
A. CABANIS.

Du 12 février 1733.

Par devant M. de Fleires, commandant.

Le conseil de santé assamblé, sur les propositions de M. le commandant, a deslibéré que M. de Gousonnés, prêtre, entrera dans cette ville s'il fait aparoir d'un certificat de santé dun lieu sain ; lequel certificat sera vériffié sur la barrière par M. de Chardonnet, 1^{er} consul.

2^e Que la famille de M. Pierre Lafont, du sieur Isaac Sevene et du sieur Bonnet récntreront dans la ville, en faisant quarantaine, quy ne sera que de quinze jours.

Que les effets volés par certains particuliers aux infirmeries et a utres maisons de la ville, seront misaux Cordeliers, pour y estre désinfectés ; desquels effets il en sera dressé un estat par MM. Simon et Gibert.

MM. les médecins ayant trouvé à propos que le nommé Mourguet, qui est malade aux prisons, d'une

plurezie, doit estre transféré dans sa maison, pour éviter les inconvenians et estre bien servy.

L'assemblée a deslibéré que ledit Mourguet sera transféré des prisons dans sa maison à l'effect d'estre servy dans sa maladie.

Du lundy 16^e février 1722.

Pardevant M. de Fleires, commandant.

Sur les propositions de M. le commandant, le Conseil de santé, assemblé sous la halle, a deslibéré à l'égard des metiers de tisserand, penhes et lisses qu'ils seront portés au même endroit des autres marchandizes.

Que la fiancée du sieur Bardon, la famille du sieur Louis Castanier, jenne; et celle de M. Daudé, médecin, réentreront dans la ville;

Que Noé Laurens, charpentier, réentrera dans sa maison, quy est désinfectée; que Phélix, couvreur, entrera dans la maison dudit Noé et quil remettra les clefs de la sienne;

Que le sieur Andoucet, chirurgien, ira servir à Grèze.

A esté aussy deslibéré que toutes les marchandizes qui seront portées aux endroits destinés seront controlées, scavoir : celles quy seront portées à la grande église, par le sieur Lafont; celles à l'église des Augustin, par le sieur Vaissades, et celles à l'église des Corliers, par le sieur Planchon.

S'ENSUIT L'ENREGISTREMENT DE L'APPROBATION DE LA
DESLIBÉRATION DU 9^e JANVIER DERNIER CONCER-
NANT LA DÉSINFECTION DE LA VILLE ET TERRITOIRE
DE MARUEJOLS.

Nous soubzsignés ayant pris connaissance de la des-
libération prise au conseil de ville de Maruejols, tenu
au pred de Carrière, le 9^e janvier 1722, par la lecture
quy nous en a esté faicte, déclarons qu'elle feut passée
de notre comandement et que nous l'approuvons en
tous ces chefs. En foy de quoy nous avons signé la
presante, n'ayant peu signer le registre à cause du dan-
ger de la contagion.

Fait le 19^e fevrier 1722.

Signés : GUYOT, BASTIDES, frères ; Claude LAFONT,
BOYER, DELIANE.

Du 19 février 1722.

Soubs la halle. Par devant M. de Fleires, commandant.
Le Conseil de santé assamblé. Sur les propositions de
M. le commandant, a deslibéré que tous les moutons et
brebis quy sont dans la ville et fauxbourgz seront
achaptés par le bouchers et consommés entre cy et
Pâques.

Du 27^e février 1722.

Pardevant M. de Fleires, commandant.

Le conseil de santé assamblé.

Sur les propositions faites par M. le commandant, a esté deslibéré que personne ne sera encore enterré au cimetièrre de l'église de paroisse de cette ville.

Du 3^e mars 1722.

Par devant M. de Fleires, commandant.

Le conseil de santé assamblé.

Sur les propositions de M. le commandant, a esté deslibéré que le bétail à layne des habitans sortira de la ville et sera mis à St-Dominique, pour y estre tué par un boucher, quy n'aura point de communication ny rentrera pas dans la ville.

Que les soldats, après estre désinfectés et lavés, iront loger à la maison de la Peyroulète.

Ont signé: DE FLEYRES, BARRAU, 1^{er} consul ; A. CABANIS, consul ; SIMON,

Du 13^e mars 1723.

Par devant par M. de Fleires, commandant.

Le conseil de santé assemblé. Sur les propositions faites par M. le commandant : A esté deslibéré que MM. les consuls auront des pourvoyeurs pour la quarantaine qui commencera le 14^e de ce mois à 6 heures du soir.

En second lieu, que les gens quy ont aidé à M. de Saint Germain, pour la désinfection, seront quarantaine à Lempery, sans pouvoir entrer dans la ville ny aux fauxbourgs.

En troisieme lieu, que la laine des peaux qui a esté bien lavée avec des achaux sera transportée à l'église des Augustins pour y estre désinfectée.

En quatriesme lieu que les bouchers porteront la viande de boucherie à la porte de la ville pour estre en suite distribuée aux pourvoyeurs.

Du lundy 23^e mars 1723.

Par devant M. de Fleires, commandant.

Le conseil de santé assemblé, M. le commandant a fait faire lecture de l'ordonnance rendue par Mgr le duc de Roquelaure, du 10 de ce mois, a deslibéré qu'elle sera executée et que les effetz quy sont aux Cordeliers seront brullés à un endroit éloigné et hors de communication.

Du 30^e mars 1722.

Par devant M. de Fleires, commandant.

Sur les propositions de M. le commandant, le conseil de santé :

A deslibéré que les propriétaires des gerbiers quy sont hors la ville, les feront dépiquer entre icy et tout judy prochain, passé lequel temps ils seront brullés ; et afin que les propriétaires nen puissent ignorer, que M. Rochevalier, médecin, prendra la peine de les en informer ;

Que les bouchers quy sont à St Dominique, réentre-ront samedy, après estre bien lavés et ayant changé d'habits ;

Que M. de Ladevèse sera très humblement suplié de nons faire envoyer 300 quintaux d'achaux de ceux qu'on fait à Faibesses, pour blanchir les maisons de cette ville.

Ont signé : DE FLEYRE, SIMON, BARRAU, 1^{er} consul ;
A. CABANIS, consul.

Du mardy 7^e avril 1722.

Par devant M. de Fleires, commandant.

Sur les propositions de M. le commandant.

Le conseil de santé assemblé a deslibéré que le R. P. gardien des Cordeliers et le frère Géréme feront qua-

rantaine dans la maison de la veuve de Cazes, aux faux-bourgs ;

Que la Comtoize fera aussy quarantaine dans la maison de Raymon Talon ;

Que les quarantenaires quy sont au delà du pont de la Peyre, après estre bien lavés et ayant changé des habits seront mis dans leurs maisons à la ville.

Que la Fournière restera au pont de la Peyre ;

Que les travailleurs quy sont sortis réentreront, à condition quilz feront une quarantaine de huit jours ;

Que M. de Saint-Germain réentrera avec Savy et Crespin ses domestiques.

Du lundy 13^e avril 1739.

Par devant M. de Fleires commandant.

Sur les propositions de M. le commandant, le Conseil de santé assamblé a deslibéré que les églises seront encorres fermées et jusques à nouvel ordre ;

Que M. de Prades fera quarantaine avec sa famille et domestiques dans la maison de M. Carrière, dehors la ville, à cause d'un vallet quy est tombé malade à leur maison ;

Que M^{me} de Miral et sa servante feront quarantaine dans leur maison à la ville ;

Que M. de Moriès et son épouse et M. Veyron, chanoine, quy ont communiqué dans la maison de Prades,

où le valet a esté trouvé malade, feront quarantaine chez eux.

Que la porte du Souveyran et celle de l'Opital seront ouvertes ; lesquelles seront pourtant gardées par de sentinelles, et que la porte du Teron sera fermée jusques à nouvel ordre.

Du 11^e jour du mois de juin 1793.

Par devant M. de Fleires, commandant, le conseil de santé assemblé.

M. de Chardonnet, 1^{er} consul, a proposé que M. de St Sauveur, scindic du pays de Gévaudan, a escript une lettre le 8^e de ce mois, contenant qu'il en a receu une de Mgr l'Intendant, quy marque luy envoyer un estat des lieux qui ont esté attaqués de la contagion, du nombre des habitans quy reste dans chaque lieu, la quantité des provisions que chaque particulier a pour sa subsistance, et celles quy manquent pour quarante jours, en bled, bois ou autrement, et le temps que la maladie a cessé. En exécution de cette lettre, il a fait très exactement un estat du nombre des habitans quy restent dans cette ville, et de ceux quy en sont sortis ; lequel se porte à 1,500 personnes, parmi lesquels il y en a environ 800 quy sont pauvres et ont besoin du bled, viande, bois, huile, toille et autres choses nécessaires pour leur subsistance, estant hors d'estat de pouvoir gagner leur vie, à cause de la cessation du com-

merce, quy leur donnait à vivre, par le moyen du travail des laynes et la fabrication des cadis ;

Que depuis le 20 décembre 1721 jusques à ce jourdhuy, il n'y a eu que trois personnes attaquées de la contagion, scavoir : Antoine Deltour la Prade qui en mourut le onziesme janvier 1722 ; le vallet de Bardon, quy en mourut aussy le 12 mars, et le vallet de M^{me} de Sejas, qui en mourut le 13^e avril dernier. Que despuis, graces à Dieu, la maladie a cessé, ny ayant eu en ceste ville ny aux dépendences aucun mort ny malade de contagion. Et comme il faut envoyer un estat conforme à la susdite lettre, il requiert l'assemblée de deslibérer.

Surquoy, ayant fait lecture de la susdite lettre l'assemblée a deslibéré que ledit estat, contenant le nombre de 1507 personnes quy sont vivantes en cette ville, ou sorties dans le territoire, à ce compris quelques domestiques entrés, et les enfans nés depuis le 10 août dernier, sera envoyé incessamment à M. de St Sauveur, syndic du diocèse, à la dilligence de MM. les consulz ; que cest estat contiendra encore, que parmy le nombre de 1507 personnes quy existent, il y a celluy d'environ 800 pauvres, ausquels il manque le bled, viande, bois, huille, beurre, toile et généralement tout ce quy est nécessaire à la vye, qu'ils ne peuvent gagner, à cause de l'entière cessation du commerce quy se faisoit en cette ville, par le moyen duquel ils vivoient les précédantes années en ouvrant et facturant les pièces cadis, estant presantemant reduits à la dernière misère.

Que depuis le 20 décembre 1721 jusques à ce jourdhuy, il nest mort dans cette ville et territoire que trois personnes, quy sont Deltour-la-Prade, quy mourut de la contagion, le 11^e janvier 1722 ; le vallet de Bardon,

quy en mourut aussy le 12^e mars suivant; et le vallet de M^{me} de Séjas, quy en mourut de mesme le 15^e avril dernier. Depuis lequel temps, il ny a eu aucun mort, malade ny de soubçon d'aucune maladie contagieuse.

De plus, a esté délibéré qu'ayant esté pris, pendant la contagion, plusieurs marchandises en toille, couvertures, linge et autres choses nécessaires pour l'entretien des infirmeries et pour le service de MM. les chirurgiens dont les estats considérables n'ont peu jusques icy estre acquittés, faute de fonds, M. le scindie est instament prié de vouloir au plutost envoyer de l'argent pour l'acquittement desdits estats, dont les particuliers, marchands sont en souffrance, aussy bien que pour les autres fraix et dépenses journalières de la communauté, et de vouloir aussy représanter, avec toute sa prudence et sa sagesse ordinaire, à Mgr l'intendant, combien préjudiciable paroistroit estre la quarantaine, au temps pressant, au général et au particulier dans l'eminante nécessité de nos recoltes.

Ont signé : BAILLY, LEMOINE, DE FLEYRES, commandant pour le Roy, Barrau de CHARDONNET, 4^e consul ;
ALDEBERT, A. CABANIS, consul ; GOUZONNET, curé;
ROCHEVALIER.

De 4^e jour du mois d'octobre 1722.

Assemblés en conseil général, convoqué au son de la cloche.

MM. de Chardonnet, 1^{er} consul ; Cabanis, 2^e consul et tous les habitants soubzsignés.

Par M. de Chardonnet, 1^{er} consul, a esté proposé qu'il a receu une ordonnance de Mgr de Bernage, conseiller d'estat, intendant en cette province, portant que les contribuables de la taille et capitation de ce diocèse, seront constrains, par execution militaire, au payement de leur cotte de taille et capitation de la présante année 1722 ; et que comme l'imposition n'a pas encore esté faite, il a convoqué l'assemblée, au son de la cloche, et requiert qu'il soit tout presantement deslibéré.

Surquoy, l'assemblée, d'une voix unanime, a deslibéré qu'il sera incessamment procédé à l'imposition de ladite taille et faction du rolle, en la manière accoutumée. Et qu'au surplus, il sera très humblement représenté, avec tout le respect et la soumission possible, partout où besoin sera, que ladite communauté et les habitants dudit Marvejols sont dans l'impossibilité de payer la taille et autres impositions la présante année 1722, à cause du malheur qu'ils ont eu d'estre cruellement affligés de peste, depuis le commencement du mois d'août de l'année dernière 1721, ayant perdu, de la contagion, plus de la moitié de ses habitants, la pluspart chefs des familles, et que les fraix de cette cruelle maladie ont épuisé et réduit les familles qu'y restent dans une extreme pauvreté ;

Quils perdirent, ladite année 1721, leurs entières récoltes, ayant esté obligés d'abandonner leurs gerbiers, qu'on vola en partie, les autres qu'on brulla ou quy périrent daas les champs, à cause de ladite maladye, et du blocus qu'on mit à la portée du pistolet, de cette ville, et le peu de vendange, que l'orage et la grelle avoint laissé aux vignes, feut abandonnée pour éviter la communication ;

Quil feut impossible aux tristes restes desditz habitants de faire semer aucun bled d'hiver quy est leur plus grande récolte, à cause de leur misère et des barrières quy ont subsisté jusques au huitième de septembre dernier 1722.

Que la presante année 1722, ils ont perdu la plus grande partie de leur foin, ayant pourry en gerbiers dans les preys, n'ayant pas peu les serrer soit par la rareté des ouvriers, qu'à cause de la quarantaine générale, ordonnée le 1^{er} de juillet dernier et finie le 10 aoust aussy dernier, quy estoit le temps que la récolte du foin se commence dans ce pays de montagne.

Et pour toute récolte, il ne leur reste que quelque peu de vendange et du vin vert aux vignes dont la sécheresse en a même emporté une partie, et l'on est incertain sy lon recueillera ce quy reste.

Que tous lesdits habitants ont esté privés de toute sorte de commerce, comme ils le sont encore ; leurs foires et le negosse de leurs petites etoffes estant ce quy les a toujours soubtenus et en estat d'acquitter avec empressement les charges qu'a pleu au Roy de leur mettre.

Par lequel commerce, les artisans quy ont échapé de cette cruelle maladye et quy contribuoint au payement de la taille par leur industrie et compoix cabaliste

qui soulageoint le compoix terrien, nont rien fait et ne font rien encore, se trouvant dans un estat de mizère, et seroient morts de faim, sans le secours qu'il a pleu au Roy accorder aux lieux affligés du diocèse de Mende, dont MM. les commissaires du même diocèse leur en ont fait en partie part.

Que tous lesdits habitans ont presque perdu ou on leur a brullé tous leurs meubles, linge, draps, matelas, coettres de plume, traversins, courte pointes piquées, couvertures de layne et paliasse. et en dernier lieu, et six mois après la désinfection, leur estain fillé et leurs trames fillées, qui estoient leur dernière ressource, surtout des pauvres gens, quy se voyent par la privés de commencer leur travail de cadis et de ce faire d'étoffes pour sabiller.

Et par toutes ces raisons, la communauté et habitans dudit Maruéjols, espèrent d'estre deschargés, la presant année, du payement des charges.

Du 1^{er} novembre 1722.

Dans l'hotel de ville, en conseil général convoqué au son de la cloche.

Par devant Messire Gérard-Pierre de Michel du Roc chevalier, seigneur du Roc, Aldy et et autres places, conseiller du Roy, maire perpetuel.

Assamblés MM. Barrau de Chardonnet, 1^{er} consul,

Cabanis, second consul ; Gibert, troisième consul ; M. Goussonnés, curé, etc.

Monsieur du Roc a dit qu'il a reçu un ordre du Roy qui nomme pour consuls de cette ville, pour premier consul M. Rochevalier, médecin ; le sieur Ligier, ancien catholique ; le sieur Bonnet, aussi ancien catholique, pour second et troisième consuls. Et comme il importe de faire prêter serment ausdits sieurs Rochevalier, Ligier et Bonnet, de leur remettre la livrée consulaire, l'assemblée a été convoquée pour faire la lecture des ordres du Roy, du 22 septembre 1722, et procéder comme il est ordonné.

Surquoy, l'assemblée a reçu la lettre de cachet du 22 septembre dernier, avec tout le respect et la soumission possible, et en conséquence que MM. Rochevalier, Ligier et Bonnet se présenteront pour prêter le serment en tel cas requis.

Et que MM. de Chardonnet, Cabanis, Bardon et Gibert, consuls, sont remerciés du soin, du zèle et des peynes qu'ils ont prises pour cette communauté tant au général qu'en particulier, pendant le temps de leur administration, dans lequel la contagion a régné en cette ville, qui finit heureusement le 18^e avril 1722 ; desquels services tout le public est bien informé, et de leurs bonne vie, mœurs, et qu'il sera convoqué une assemblée générale pour leur donner des marques de la reconnaissance qu'ils méritent.

F I N

MÉMOIRE POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PESTE.

Le Gevaudan avoit oublié les pertes immenses ou il avoit été exposé par le malheur des tems, son commerce se ranimoit, et la joie se répandoit partout, par l'espoir bien fondé ou chacun étoit de se dedommager : lors que dans le mois de novembre mil sept cens vingt il se répandit un bruit sourd quil mouroit quelques personnes, dune façon extraordinaire, au village de Correjat et à la ville de la Canourgue qui n'en est guère éloignée. Cependant comme la maladie qui y regnoit ne faisoit pas de grand progrès on ny fit peu d'attention.

Elle ne se repandit en effet en aucun autre endroit, et ne fit que peu de ravage dans ces deux là, jusques au mois de may suivant.

Ce fut alors que feu M. de la Salle, évêque de Mende, se desiant des relations des principaux habitans de de la Canourgue, me fit lhonneur de me faire appeller et de me charger avec monsieur Blanquet de la verification des deux endroits. Nous nous y randimes le quatriemo de may avec monsieur Vaissade, chirurgien, et après avoir examiné la choze pendant quelques jours avec toute lattention quelle meritoit, nous déclaramés par notre raport que la maladie quy y regnoit etoit une veritable sievre pestilanciële.

Les Superieurs prirent sur cella les mesnres quil creurent convenables, et la Canourgue et Correjat furent bientot bloqués ; mais toute la sagesse de leurs precautions ne peut empecher que la memo maladie, ne se fit bientot sentir ailleurs.

La ville de Maruejols est le centre du commerce du Gévaudan. Elle étoit dans l'heureuse situation ou nous avons dit que ce trouvoit tout ce pais. Environ trois mille personnes qu'y sy trouvoient, travailloient avec ardeur à leur manufacture. Le peuple ravy de voir son commerce se retablir, netoit nullement effrayé du malheur de ses voisins. (Il ny a que trois lieues de Maruejols à la Canourgue), lorsqu'un soldat nommé Lagrandeur, de la compagnie commandante du regiment de Bresse, qui y étoit en garnison, et qui alloit de tems en tems au blocus de la Canourgue, y fut transporté malade de son poste ; il mourut chès son hôte ; son hôte se perit quelques jours après et son mari subit bientôt le même sort. Je vis ce dernier, et je le trouvay véritablement atteint de la même maladie que j'avois observée à la Canourgue et à Corréjac. Elle se repandoit bientôt dans toute la ville, et nous eumes la douleur de faire voir, quelques jours après dans tous les quartiers de malades qui en étoient atteints, à monsieur Pybourgnan, médecin de Montpellier, envoyé par monsieur le marquis de Rothe, commandant en Gévaudan, pour examiner si l'état de notre ville étoit tellement tel que nous avions eu l'honneur de le luy marquer ; en general nos malades comme ceux de Corréjac et de la Canourgue étoient d'abord saisis d'un froid universel, qui duroit plus ou moins, presque toujours accompagné d'un vomissement bilieux souvent mêlé de verds ordinaires ; d'une soif ardante, et d'une sécheresse extraordinaire du palais et de la gorge. Les maux de tête suivoient de près ; ces douleurs étoient fixes, ordinairement sur le devant de cette partie, quelquefois sur le derrière. Les uns tomboient sur le champ dans un abattement general, dans un sommeil

contre nature ; leur poux étoit dur, petit, embarrassé ; la face tirant sur le livide, la langue sèche et aride. Ils étoient ordinairement couverts de taches livides, et ceux la perissoient bientôt, mais dans la plus part les frissons étoient suivis d'une chaleur très acree, le poux devenoit vif, frequent, animé, sans que la face perdit beaucoup de son état naturel, bientôt après suivoient les eruptions de charbons, de bubons, des parotides, et frequemment de thumeurs, dans les parties éloignées de celles où paroissoient les eruptions precedantes. Les taches pourprées étoient souvent de la partie, les delyres, les oppressions, quelquefois les douleurs pleuretiques, souvent les dyarrées, les hæmorrhagies, les pertes et toujours les douleurs des reins accompagnoient cette maladie.

Un bon nombre sans aucun accydent precedant sentoient de douleurs aux aynes et sous les aisselles qui étoient bientôt suyvies des eruptions, de bubons et de charbons, et on regardoit dans les commencemens ces sortes de malades comme de personnes heureuses qui ne tomboient dans ce danger general que pour avoir dans la suite le plaisir de raconter quelles y avoient eu part ; une triste experience apprit bientôt que les plus belles apparences étoient icy trompeuzes et que cest enemy étoit dans toutes ces situations également à craindre pour ceux qu'il attaquoit ; on étoit bien surpris trois quatre jours après de trouver morts ou mourants ceux qu'on avoit quelque fois veu la veille dans l'état du monde le plus propre à laisser les plus douces esperances. Il paroissoit alors comme dans le cas precedant de taches livides ; la respiration devenoit difficile : souvent sans autre symptome la langue ayant

seulement un peu blanchy; ils beguayoint comme sy elle avoit été extremement enflée. Ce derniers symptômes unis ou séparés ont toujours été infailliblement mortels. Il y en a quelques uns qui ont vu terminer leur maladie, sans de ses accidens funestes, mais le nombre en a été petit.

Le dix huitiesme septembre nous fimes l'ouverture du cadavre d'un homme de trente cinq ans, robuste et vigoureux, qui après quelques jours de maladie étoit mort sans secours dans un delyre phrenetique. Il avoit toujours vommy et rendu plusieurs verds par le haut. Nous luy remarquames deux charbons, l'un au bras et l'autre à une jambe, tous deux superficiels; le poumon et le cœur nous parurent beaucoup plus grand, que dans l'état naturel. Ils rendirent l'un et l'autre, par les différentes incisions que nous y fimes, un sang royratre, et extremement dissout. Nous trouvames deux concrets polipeuzes l'une dans l'oreillete, et l'autre dans le vantricule gauche du cœur. L'estomach etoit beaucoup plus grand qu'à l'ordinaire; mais sa couleur etoit naturelle, il renfermoit un verd assés gros, les volume du foye, de la rate, du pancréas étoit aussy fort augmenté; la vezicule du fiel renfermoit une grande quantité d'une bisle noiratre, les intestins etoint gonflés de vent, mais ils conservoient leur couleur naturelle.

Quelques jous après nous fimes l'ouverture d'une nourrisse, qui avoit d'abord esté saisie dun froid universel, qui avoit vommy quelques gorgés, et avoit enfin senty une douleur fixe au derriere de la tete, qui fut bientôt suivie de la difficulté de respirer du pourpre noir et de la mort. Le poulmon et le cœur etoint de la grandeur naturelle, les vantriculles de ce dernier renfermoient chacune une concretion polypeuse, le foye etoit extre-

mement grand, la veziculle du fiel dont le volume etoit naturel renfermoit une liqueur fort noire; nous remarquames dans la vaine porte une autre concretion polypeuze dune longueur considerable. Les intestions etoint dans létat naturel; les seul flaon parroissoit un peu enflammé; comme nous avions recouvré un scie nous examinames le cerveau avec attention, le sinus longitudinal etoit bouché par une autre concretion polypeuze, le sang dont elle avoit occasioné l'aret, sy etoit grumelé. Les envelopes du cercelet nous parurent estre dans une dispozion gangreneuze : tout le reste du cerveau etoit dans létat naturel, toutes les parties intérieures, les gros vaissaux eux meme rendoint par les incisions un sang extremement dissout et tres semblable à la serozité noyre, que renfermoit la vezicule du fiel.

Nous en fines ouvrir plusieurs autres qui avoint aussy pery fort vitte; et nous avons trouvé partout de grands viscères ny ayant rien autre qui meritait une attention particuliere; dans lexamen des cadavres de ceux dont la maladie avoit marché plus lantement nous avons trouvé tout lynterieur dans létat naturel. Monsieur Tripié, chirurgien de Paris, envoyé par la cour, fit les ouvertures en presance de messieurs Lemoyne et Bailly, medecins aussy de Paris, envoyés par la cour, et des chirurgiens qui seurent en etat dy assister, nous examinames tous ces differens cadavres, et navons jamais remarqué, dans douze qui ont été ouverts, aucune tache pourprée ny aucune apparence de charbon dans les parties intérieures. Nous avons eu des signes constamment mortels mais nous n'en avons pas eu de certainement salutaire, comme on la peu voir dans la description. Nous avons perdu de malades dans toutes les sci-

tuations les plus heureuses; il est cependant constant que sy lon netoit pas accablé par le nombre, sy lon pouvoit donner à chaque malade toute latention necessaire, sy lon etoit pourveu de secours convenables, sy ceux qui sont employés pour servir conservoient le sang froid et la liberté desprit dont ils auroint besoin, il est, disje, constant que les ravages que fait la peste seroient infiniment moindres, sy nous avons perdu des malades malgré les flatueuses esperances quon etoit en droit de concevoir sur les symptomes les plus modérés nous avons eu le plaisir d'en voir rechaper de de ceux dont il sembloit quon navoit rien à esperer; lexperiance nous a appris quon ne devoit absolument désesperer que de ceux en quy nous remarquions le pourpre noyr, loppression ou le beguayemem; la plus grande partie de nos convalessans a été accablée de tres violents symptomes, et nous sommes persuadés que la liste en auroit esté bien plus nombreuze si nous avions toujours eu les ouvriers, et les remedes necessaires, et si tous les malades nous avoint appellés à bonne heure. Nous ne fumes point embarrassés dans le choix des secours quil convenoit demployer dans le premier etat de cette maladie, le froid universel, labatement extraordinaire, le sommeil, la petitesse du poux, la livydté de la face indiquoit trop clairement la necessité des fondans et des cordianx les plus actifs.

Il n'en fut pas de meme lorsque le poux devint vif, frequent, animé, et la chaleur tres acre, tout indiquoit alors la saignée ; mais les grands maitres qui servoient en Provence avoint publié quelle avoit été constamment funeste, et ung sieur Blanquet, mon confrere et mon may et M. Lemoyne et Bailly, qui servoient à la Ca-

nourgue ny avoint point tanté ces secours cependant, après y avoir meurement reflechy, la saignée ne parut absolument necessaire dans une maladie ou tout paroissoit tendre à l'inflammation et au feu et je me determinay a la pratiquer dautant mieux que j'aprenois quil perissoit un nombre infiny de malades dans les lieux ou on sen abstenoit, son heureux succès estoit icy cy publiquement que connu sur la fin les malades, et surtout les chirurgiens qui lavoient pratiquée sur les autres la demandoit eux memes avec empressement; cest un fait que nous affirmons avec la sincérité que demande un cas aussy important pour le public, et dont bon nombre de chirurgiens encore vivants et de nos convalessans qui subsistent encore rendroint temoignage Nous nous repentirons toujours de nous estre laissés intlimer à cest egard, et de ne l'avoir pas pratiquée avec hardiesse, et aussy abondamment quil auroit convenu dans ce cas, par une juste défiance de nos petites forces.

J'observais dès les premiers jours que les émétiques de quelque espece quil fussent estoient icy très nuizibles, aucune precaution n'en pouvoit empêcher les mauvais effets. Il sagissoit de nettoyer de premieres voyes forcées excepté dans le cas des assoupissemens ou j'étois forcé de les employer en lavage. Dans les transports j'employois les narcotiques, et surtout le laudanum de Sydenham, dans les flux de ventre quand les premiers voyes estoient bien netes quelques grains d'opie bien melé avec ledy arcorium et toujours très heureusement.

Je tachay de remedier aux hemorrhagies et aux autres accidens par les secours qu'on a accoustume d'employer dans de cas semblables, me conduisant pour le fonds de

la maladie comme dans les autres fievres malignes, avec les esgares deux a sa plus grande violence.

L'ouverture des bubons avant leur maturité est toujours de mauvais succès et nous fumes obligés d'abandonner cette pratique, nous faizions donc tout ce qui dependoit de nous pour les mener a une prompte supuration par des cataplasmes tels que notre misère nous permetoit d'en faire, nous les ouvrions quand il en estoit temps par une incizion crusiale faite dans toute l'étendue de la thumeur, nous faisons emporter les angles, rien n'étant plus essentiel que de faire un grand jour dans ces abcès, dont le pus extremement corosif cruzoit très vîte de profondes fistulles très difficiles à guérir, nous faisons snrtout tenir ces playes bien nêtes, et nous nous servions des purgatifs et des mondificatifs ordinaires.

Nous faizions dabord emporter l'excarre et les bords calleux des charbons, quand il y en avoit nous fezions penser ulcère ordinaire la lavant avec le vin thiede, les lavages animés, les racornissoint toujours extremement.

L'extirpation des charbons nous a paru le seul expedient capable d'empêcher les progrès incroyables qu'ils fezoient dans très peu de tems.

Nous apliquions lamplatre d'angélusalà sur les bubons de ceux qui par les seuls efforts de la nature, ou ou à layde des remedes, suoint copieusement, le divin guerissoit les excoriations que ce premier cauzoit quelque fois, nous avions alors le plaisir de voir résoudre les bubons et nous n'avons point d'exemple de rechute de ceux qui ont été gu'ris par cette voye, tandis quedes longues supurations n'en ont pas guarnty dautres dans

de cas semblables, le seul emplâtre divin a parfaitement guéry de charbons mediocres.

Au reste on ne scauroit regarder la terreur ou auroit peu jetter les malheurs des voisins comme la cauze de cette maladie; tout venoit icy dans la plus grande sincerité, nous trouvames tous les habitans de la Canourgue dans la plus parfaite tranquillité et ne connoissant point du tout l'ennemy qui sestoit glissé chez eux.

Nous ne pouvons pas non plus avoir cours à la misere; on a vu dans le comancement de ce memoire que notre comerce ranimé donnoit moyen à tout le monde de subsister commodement.

Il nest pas possible non plus de recourir aux vices de l'air un très grand nombre de villages très à portée des lieux pestiférés, se sont conservés dans la santé la plus parfaite, et sept cents personnes qui sortirent de cette ville la plus maltraitée quy fut jamais, proportion gardée, qui sortirent, dis je, toutes frappées de la plus vive crainte, pour camper dans les vignes des environs, la plus part tres mal à leur aize dans de mauvaises hutes exposées à toutes les injures du temps, et sur le tout plus mal nourries quelles ne leussent esté de leur vie, respirant le meme air que nous, sy porterent toujours parfaitement bien pendant que de deux mille deux cens cinquante qui restames dans la ville il ny en eut qu'environ une cinquantaine qui ne furent pas frappées.

DES CHARPENTIERIS DE MARVEJOLS COMMUNIQUENT
LA CONTAGION A L'ABBAYE DES CHAMBONS, DIOCÈSE
DE VIVIERS.

*Lettre de M le duc de Roquelaure à l'évêque de Marseille,
Mgr de Belzunce (1).*

A Montpellier, le 31 octobre 1721.

Monsieur,

J'ay receu la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'écrire le 19 de ce mois, il n'a point esté question de faire brûller l'abbaye des Chambons, mais je vous assure qu'elle n'auroit pas mérité un moindre chatiment, par la mauvaise conduite des religieux qui, au préjudice des deffenses, avoient receu des charpentiers de Marvejols qui apportèrent la peste dans ladite abbaye, dont ils moururent et en suite le prieur et plusieurs religieux. Ce mal sy calma pendant quelque tems, et nous comptions qu'il y estoit entièrement finy ; mais on me mandat, le 22 de ce mois, quil y avoit recommencé, et que deux moines qui y estoient, le nouveau prieur, estoit tombé malade sans esperance ; au surplus comme lors du blocus de cette abbaye, il s'y trouva dans les écuries 100 bêtes à cornes et environ 400 à laine avec fort peu de fourrages pour leur subsistance, j'ay esté

(1) Ce prélat possédait alors cette abbaye qui lui donnait le droit d'assister aux Etats du Gévaudan.

obligé d'envoyer ordre à M. de Rothe, lieutenant général des armées du Roy, de faire conduire ces bestiaux avec précaution dans le domaine de Bés et de les y faire brusler. Cela a esté exécuté sans accident. J'avoue que c'est une perte considérable ; mais elle étoit indispensable pour l'embarras ou on auroit esté pendant l'hiver de faire dépaistre une si grande quantité de bestiaux qui ne pouvoient plus estre d'aucun usage, puisqu'ils avoient esté enfermés dans une maison où la peste estoit et qu'il auroit pu arriver de facheux inconveniens si on les avoit conservés. On a laissé dans l'abbaye les bestiaux nécessaires pour la subsistance des personnes qui y sont, et on y a fait en même temps passer les fourrages pour la nourriture desdits bestiaux.

Par les dernières lettres que j'ay reçues de M. de Rothe, il me marquoit qu'il ny avoit rien de nouveau a cette abbaye.

Je suis très respectueusement

Monsieur,

Vostre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : Le duc DE ROQUELAURE.

c. 1819.

LA CONTAGION A SAINT-LÉGER-DE-PEYRE.

Extrait du registre de l'état civil, tenu par M. Tichit, curé.

Etat de tous ceux qui sont morts dans le bourg de St Léger et dans les autres vilaiges de ma paroisse, qui ont esté attaqués de ce terrible fléau de la peste et qui ont esté enterrés dans des jardins, dans des champs et dans de predz, tandis que le pere abandonnoit son enfant ; l'enfant le père ; le mari la fame et la fame le mari, et que nous avons vu les parantz perdre leurs parantz, comme l'enfant le pere et le pere l'enfant sans en paroître touchés de douleur, et ou nous avons vu les corps dans le vilaige de Valadou rester les huit jours sans que personne voulut los inhumer, toute une famille ayant péry sur le cause, qui est du coté de Lemperi et aux Gratous, tréner les cadavres avec des crochets et des perches dans le fossé, comme aussi, pour ne les avoir pas mis assais profondement, de cadavres dévorés par les chiens, et plusieurs autres chozes qui sont fremir de panser seulement.

La maladie contagieuze se déclara à Saint-Léger le 25 aost 1721, que mourut la femme de Moulin d'Anne, pour avoir communiqué avec Maruejolz, d'où elle avoit esté et porta la maladie à St Leger, comme aussi la fame de M. Galliard qui furent les familles les premières attaquées, et cela par la grande communication avec leurs parantz de la ville de Maruejols dou elles avoient esté.

Le même jour mourut un enfant de Jacques Planchon.

Le 31, la veuve de feu Hugonet, notaire.

Le 1^{er} septembre 1721, la fille de Pierre Moulin.

Nombre de décès.

Le 2 septembre, 1 ; le trois, 1 ; le cinq, 3 ; le six, 5 ; le neuf, 2 ; le dix, 2 ; le onze, 4 ; le douze, 2 ; le treize, 2 ; le quatorze, 2 ; le quinze, 1 ; le seize, 1 ; le dix-sept, 1 ; le dix-neuf, 2 ; le vingt, 2 ; le vingt trois, 5 ; le vingt-quatre, 2 ; le vingt-cinq, 2 ; le vingt-six, 4 ; le vingt sept, 1 ; le vingt huit, 1 ; le vingt-neuf, 1 ; le trente, 1.

Le mois d'octobre 1721.

Le premier, 4 ; le deux, 5 ; le trois, 1 ; le quatre, 5 ; le cinq, 3 ; le six, 1 ; le huit, 1 ; le neuf, 5 ; le dix, 4 ; le onze, 1 ; le treize, 1 ; le quatorze 4 ; le seize, 2 ; le dix-sept, 2 ; le dix-huit, quatre ; le dix-neuf, 4 ; le vingt-un, 5 ; le vingt-deux, 1 ; le vingt-trois, 1 ; le vingt-quatre, 3 ; le vingt-cinq, 4 ; le vingt six, 2 ; le 27, 5 ; le vingt huit, 1 ; le vingt-neuf, 1 ; le trente, 5.

Le mois de novembre.

Le 1^{er} novembre 1721, 5 ; le deux, 5 ; le cinq, 2 ; le huit, 6 ; le neuf, 1 ; le dix, 2 ; le onze, 1 ; le douze, 2 ; le quatorze, 1 ; le quinze, 1, le seize, 1 ; le dix-sept, 3 ; le dix-neuf, 2 ; le vingt, 2 le vingt-trois, 2 ; du vingt-quatre au vingt-sept, 8 ; le vingt-neuf, 2.

Le mois de décembre.

Le premier décembre, 5 ; le deux, 5. Pendant le restant du mois, le nombre des décès a été de quatorze.

La mortalité pendant le mois de janvier 1722 se ralentit : le nombre des décès est de cinq seulement.

On constate seulement 7 décès pendant le mois de février 1722, parmi lesquels un individu mort « par execution militaire. »

Pendant le mois de mars, une personne seulement est morte de la peste. Ce fut la dernière victime de la contagion à St-Léger de Peyre.

Au village des Gratous, dépendance de la paroisse, la maladie y fut portée par le nommé Chabert, avec des hardes qu'il retira de la Canourgue.

La première victime fut un enfant de trois ans, qui mourut le 22 août 1721. Le nombre des décès jusqu'au 6 octobre, même année, fut de 24.

« Au village de Chapchiniez, la maladie y fut portée par la nommée Françoise Sarut; ayant esté moissonner à la ville de Maruejolz, elle y prit quelque linge qui la fit périr et les proches parants qui voulurent partager ses nipes, le 10 du mois d'aost. »

Le nombre des victimes et de ving cinq.

A Rechiniac, la maladie y fut portée par la nommée Meissonier, femme du sieur Galliard, y ayant fait changer partie de sa famille avec plusieurs hardes.

Le nombre des morts est de cinq.

Au Valettes. — Lon ne scait pas comment la maladie y fut portée et je doute même que ceux la soient mortz de la peste, n'ayant paru ny charbons ny bebons.

- Trois morts.

Aux Salles. — Le 29 aoust 1721, il y mourut la fame **Damarger**, dit **Saladel**, pour avoir esté à **Rechiniac** et mis sur sa teste une coiffe de la fame du sieur **Galliard**, et ce trouva malade le même soir et mourut dans vingt-quatre heures, hors du village, et le mari l'enterra avec tous ses habits et fit double quarantaine, et la maladie ny eut pas d'autres suites.

A Espère. — L'on ne scait pas positivement comment la maladie contagieuze y fut portée ; cependant il y mourut : le 20 août 1721 un enfant de **Blachas**, dit **Bernadet** ; le 7 septembre un autre enfant du même.

Dès que le premier enfant se trouva malade, on le fit camper loin du vilaige, soubz une hôte, et après la mort de ses enfants, on le fit descendre à **St-Léger**, et, par ce moyen les autres habitans de ce vilaige ont esté à couvert de ce terrible fléau.

A Valadou. — La maladie y fut portée par le nommé **Jullien**, tallieur, ayant porté d'étofe et habits de la ville de **Maruejolz** et il y mourut.

Nombre des victimes.

Du 14 au 31 août 1721, on en compte 58 ; dont 5 le même jour. Mortalité du mois de septembre : 46.

Au mois d'octobre : 20. Au mois de novembre 1 ; et en décembre un seul.

Avant que la maladie contagieuse y fut, il y avoit dans Valadou 160 habitants avec les domestiques. Il y est mort 107 personnes.
il y a 50 convalecens et 25 qui n'ont pas esté attaqués.

L'an 1720 la peste ayant commencé à Marseille, ville de Provence, environ le mois de juillet, elle fut portée à Courejat, près de la Canourgue, par un galérien qui avoit servi de courbeau sive d'entereur de morts audit Marseille, et sen etoit évadé pour se rendre audit Courejat, environ la fin de novembre ; et sétant étendu jusques à la Canourgue au commencement de 1721 ne sétendit à Banassac qu'au mois d'août, de même qu'à Maruejolz et à Mende. A ce dernier, la contagion fut découverte le 4^e septembre, de même qu'au Bergouniou, paroisse d'Altier, Consez et Valfournés, en celle de Chasseradès, dans le village de Chabalièr. Les maladies y ont continué pendant trois mois. En celle d'Altier, un mois seulement et jusques au 2^e août 1722.

(Archives départementales).

Quézac.

Dans la paroisse de Quézac, la contagion fit de nombreuses victimes dans les villages du Chambonet, du Buisson et du Mas-André. Les registres de l'état civil constatent pour ces trois villages 66 morts.

Barjac. — Les registres de l'état civil constatent que le mal contagieux commença au village de Bramonas le 7 octobre 1721.

• A Bramonas est décédé Henry Roulet, le 7 octobre

1721 et fut inhumé dans un endroit du même lieu, étant mort de la contagion. »

• Louis Coudere, du même village, mourut de la peste dans le mois d'octobre et fut enseveli au devant de sa porte par Pierre Bonnet, dudit Bramonas, après avoir resté dix jours mort dans sa maison. »

• Jacques Pagès, curé de Barjac, âgé de 50 ans, mourut du mal contagieux dans la maison curiale dudit Barjac, muni des sacrements de pénitance et fut enseveli dans le jardin de la cure. Il mourut après avoir servi les pestiférés dudit Bramonas, avec le zèle d'un véritable pasteur, le 28 octobre, et fut enseveli le 29 dudit mois 1721, par Guérin et Antoine Bonnefoux, dudit Barjac.

GALONIER, curé, signé au registre.

Le 18 octobre, un pestiféré fut enseveli dans un pré.

Balsièges. — M. le curé de Balsièges dans le registre des baptêmes, mariages et sépultures, constate que, le 8 octobre 1721, il a béni, pour ses paroissiens de Bramonas, un pré de Brun, dit Robert, appelé Séguret, en ayant pouvoir de Mgr Pierre de La Salle, évêque de Mende.

• Ce jourd'hui 16 octobre 1721, j'ai donné l'eau de baptême devant la porte de notre église n'osant administrer les cérémonies que j'ai différées après ma quarantaine pour avoir donné les sacrements à mes pestiférés de Bramonas. »

LETTRE ÉCRITE A M. CHIRAC, MÉDECIN DE M^{SE} LE DUC
D'ORLÉANS PAR M. D'ALARET, MÉDECIN DÉPUTÉ PAR
M^{SE} DE BERNAGE, INTENDANT DU LANGUEDOC, POUR
SERVIR LES PESTIFÉRÉS DE LA VILLE DE MENDE.

Monsieur,

Si mon père ne m'avait prévenu qu'il avait l'honneur d'être connu de vous et que vous lui faisiez la grâce de lui accorder votre protection, je n'aurais jamais osé prendre l'hardiesse de vous écrire ; je ne doute nullement que je ne vous ennuie et que je ne vous fasse perdre quelque moment précieux en faisant la lecture de la courte et laconique relation que j'ai l'honneur de vous envoyer sur la peste ; je vous fais donc excuse, monsieur, si j'entreprends une chose qui ne peut tourner qu'à ma confusion, mais le vif empressement que j'ai à vous donner des marques de mon dévouement respectueux, quoique je n'aie pas l'honneur d'être connu de vous, m'a déterminé de vous faire connaître en petit détail et en fidelle récit de tout ce que j'ai vu et observé depuis le mois de septembre que j'ai l'honneur de servir les pauvres habitants de Mende, affligés d'une si cruelle maladie que peut être la peste.

D'abord, vous me dispenserez je vous prie, monsieur, d'avoir l'honneur de vous dire en quoi consiste le venin de cette maladie, car que ce soit des vers ou des insectes, c'est ce que personne ne sait pas encore et les plus célèbres auteurs qui ont traité de la peste ne nous ont pas encore laissé une juste idée de ce venin ; il me suffira donc d'avoir l'honneur de vous dire, monsieur,

que par l'ouverture de plusieurs cadavres que nous avons fait avec mes collègues, j'ai observé que ce venin coagulé expose le sang à un si haut degré d'épaississement que j'ai vu au cerveau des veines capillaires d'une grosseur prodigieuse ; je dis prodigieuse, puisqu'elles étaient comme une plume à écrire, le cœur était tout caillé, épais et noirâtre, tournant la plupart du temps aux oreillettes des polypes. Le ventricule était plein de bile verdâtre et noirâtre et souvent dans les intestins nous trouvions quantité de vers. Enfin, je tiens pour certain que cette maladie dépend presque toujours de l'arrêt et de l'épaississement du sang dans les vaisseaux, ce qui cause les inflammations gangreneuses ; mais je ne sais pas comme ce ver ou insecte supposé, une fois qu'il s'est insinué et a pénétré dans notre corps est capable de faire en si peu de temps de si grands progrès, à porter de si grands dérangements et causer subitement la mort.

Je sais, monsieur, qu'un grain d'encens brûlé répand son odeur dans une église, pour si vaste et si spacieuse qu'elle soit, par la même raison vous pourriez me dire que ce ver ou insecte supposé peut bien coaguler en peu de temps le sang, mais je sais aussi et vous le savez mieux que moi, monsieur, puisque vous êtes un soleil qui éclairez tout le monde, qu'un grain de sel jetté dans un sceau d'eau ne saurait être capable de saler l'eau contenue dans ce sceau, d'ailleurs supposons s'il vous plaît pour un moment que ce ver ou insecte supposé n'ait qu'un degré de malignité, il s'ensuivrait qu'il ne pourrait jamais qu'en communiquer un degré ; il faut donc, monsieur, que ce ver ou insecte se multiplie ; mais sans entrer dans un plus long détail, je ne sais que

trop et qu'une expérience trop funeste m'a appris que ce venin n'a pas plutôt pénétré et ne s'est pas plutôt insinué dans notre corps que nous sommes d'abord saisis de fâcheux accidents et de très cruels symptômes comme sont les frissons, plus ou moins grands, les abattements de force, les maux de cœur, les douleurs et pesanteurs de tête. les nausées, les vomissements bilieux, les délires, les langues sèches, arides et blanchâtres, quelquefois jaunâtres, la voix précipitée. les yeux furieux, égarés. étincelants ou mourants, le pouls inégal et concentré ou élevé et fréquent, la face cadavreuse, les lèvres noires et livides, l'estomac plein, les bubons, charbons et les enthrax, les parotides et les taches pourprées qui surviennent plus ou moins dans tous les sujets.

Cette terrible et cruelle maladie a été si bizarre dans ce pays, monsieur. que j'ai eu plusieurs malades qui étaient à toute extrémité et desquels je commençais à désespérer, pour ainsi parler, qui se sont cependant tirés du pas dangereux où ils se trouvaient engagés ; d'autres, qui ne paraissaient pas être en danger, périssaient en très peu de temps ; dès que je fus arrivé dans ce pays, les bubons et charbons se manifestaient et quelque temps après à peine paraissaient-ils, quelques bons cataplasmes que j'y fis appliquer, et j'avais le chagrin de voir périr en peu de temps mes malades ; il arrivait quelquefois qu'ils ne se plaignaient de rien que d'un seul mal de tête sans que aucuns bubons ni charbons se déclarassent, et pour lors ces sortes de sujets mouraient dans 24 heures ; entre autres j'eus la mortification de voir périr mon valet dans l'espace de 12 heures et ma servante dans deux jours, aujourd'hui un

remède me réussissait, demain il ne faisait plus le même effet ; aujourd'hui nous n'avons qu'un ou deux morts ; demain nous en avons huit, dix, douze ; aujourd'hui nous n'avons aucun nouveau malade, demain nous en avons dix, douze, quinze. Vous pourriez m'objecter que ces bizarres changements pourraient venir et dépendre de la manière de vivre de ceux qui en sont atteints, du caractère de leurs esprits, de la diversité de leur tempérament de leur façon de penser, sur cette maladie, du retardement qu'ils apportent à se déclarer lorsqu'ils en sont atteints, du défaut d'attention à mettre ordre aux avant coureurs, de la difficulté qu'il y a à les faire servir à propos de divers autres circonstances. Je veux bien croire que tout cela pouvoit en quelque façon y contribuer, mais aussi je me persuade aisément que cette bizarrerie et tous ces soudains changements viennent principalement de la cause commune qui produit la peste, car plus de venin pestilentiel et de matière morbifique s'insinuera dans un corps, plus il y fera de carnage et par conséquent il sera sujet à de fâcheux et dangereux accidents. Enfin pour ce qui regarde les préservatifs, je ne suis pas du sentiment de certains médecins qui prétendent qu'en prenant tous les matins à jeun un peu de thériaque ou d'extraît de genièvre ou de confection d'hyacinthe ou de cello d'alkermes et autres, on évite cette maladie.

Pour moi, je pense que ces sortes de remèdes ne font qu'échauffer et par conséquent ils sont plutôt nuisibles à la santé que salutaires ; je sais que j'ai eu plusieurs malades qui, en m'informant de leur manière de vivre, m'ont assuré qu'ils usaient de ces prétendus préservatifs. Bien plus, ma propre expérience m'a appris

que quoique je fumasse trois ou quatre pipes de tabac par jour et que je prisse quantité de thé soir et matin et que je mange très peu, m'a appris, dis je, que tous ces remèdes qu'ont dit et qu'on croit bon, et dont j'ai extrêmement usé, ne m'ont pas garanti du mal, puisque j'ai été attaqué avec bubous et charbons je donne que le meilleur préservatif est sans doute celui que prescrit le médecin charitable en parlant de la peste lorsqu'il dit :

Hæc tria tabificam prællunt adverbia pestem

Mox longe tarde cede recede redi.

Quoique la curation de cette cruelle maladie soit très difficile, monsieur, j'aurai l'honneur de vous dire que notre coup d'œil doit être d'un grand secours, puisque cela doit nous déterminer à prescrire les remèdes convenables selon les indications qui se présentent et faire vomir, seigner, purger, donner des narcotiques, de sudorifiques, des cordiaux et autres suivant que la nature indique le besoin de ces remèdes.

Dès que je fus arrivé dans ce pays je n'hésitais pas de donner l'hipécacuanha aux premiers malades que j'eus l'honneur de voir, remède qui a fait de merveilleux effets en Provence, et a été très nuisible icy causant presque toujours des superpurgations auxquelles on ne pouvait remédier, quelques bons narcotiques que je donnasse, j'abandonnais d'abord cette pratique et me tournais du côté de la saignée qui a été toujours funeste en Provence et à la Canourgue. Cependant, j'en ai eu de très bons succès, soit que je le fisse faire du bras ou de la jugulaire ou du pied, surtout quand mon malade menaçait d'un délire, enfin vous, vous scavez mieux que moi, monsieur, que pour bien employer les

remèdes il faut qu'un médecin sage et prudent prenne bien garde aux indications que la nature nous présente, à la saison, au climat, au tempérament, au sexe et à l'âge, voilà pour la curation interne.

Les expériences réitérées pour la curation externe m'ont appris que pour parvenir à guérir radicalement les bubons, sans aucun mauvais reliquat, il faut les ouvrir dans toute leur étendue, extirper ensuite les glandes tuméfiées si elles sont mobiles, ou si elles résistent les consommer totalement par la suppuration aussi bien que les mauvaises chairs et les sinuosités qui pourraient s'être formées dans le voisinage. Enfin pour que cette curation ait un plus prompt et plus heureux succès il n'y a qu'à faire observer au malade les lois de la sobriété et les faire nourrir de bons aliments qui se digèrent aisément, si c'est un charbon nous le faisons tailler, l'escarifier, crever et emporter toutes les chairs mortes jusqu'au vif avec de bons ciseaux ou autres instruments bien tranchants ou bien nous y faisons appliquer la pierre à cautère et tachons de le bien faire suppurer.

Voilà, monsieur, ce que j'ai écrit avec plaisir pour avoir l'honneur de vous envoyer, pardonnez moi si mon petit génie ne répond pas à mon intention. Je finis en vous priant de vouloir bien m'accorder votre protection comme vous avez fait à mon père et en vous assurant de vive voix que je suis, avec un très profond respect,

Votre très humble et dévoué serviteur.

DALARET.

A Mende, le 25^e février 1722.

NOTA. — M. Chirac, médecin du Régent, fut exclu pour cela d'être médecin du Roi, après Fagon. Il était de Conques.

LETTRE DE MONSIEUR BLANQUET, DOCTEUR EN MÉDECINE DE LA FACULTÉ DE MONTPELLIER, EMPLOYÉ DANS LE GÉVAUDAN POUR LES MALADIES PESTILENTIELLES , ÉCRITE A MONSIEUR DODART , PREMIER MÉDECIN DU ROI, AU SUJET DE LA PESTE.

Monsieur,

Je m'acquitte de la parole que je vous ai donnée dans la dernière lettres que j'eus l'honneur de vous écrire; je vous envoie les observations que j'ai faites sur la peste de la Canourgue; si la vérité et la bonne foi leur peuvent donner quelque prix, je suis assuré qu'elles ne vous déplairont pas et, si vous leur donnez votre approbation, je suis assuré de celle du public. J'aurais peut être pu faire quelque chose de plus étendu et de plus raisonné, si je n'étais encore actuellement occupé à un travail qui ne me donne ni le loisir ni la tranquillité qu'il faudrait pour cela. Enfin, Monsieur, telles qu'elles sont je vous les donne; c'est à vous à juger si le public peut en retirer quelque utilité.

Quoiqu'on n'ait pas encore pu découvrir comment la peste a été portée dans le Gévaudan et que l'histoire du forçat échappé de Marseille ne soit pas bien avérée, il est cependant constant que, depuis près d'une année que je suis employé au service des pestiférés, je n'ai vu personne qui en ait été attaqué, qu'après avoir communiqué avec ceux qui en étaient frappés, ou après s'être servi des habits et des hardes de ceux qui en avaient péri. Ce principe une fois établi, on ne saurait douter que la peste ne soit contagieuse et qu'elle ne recon-

naïsse pour sa cause un véritable ferment, capable de se multiplier et de changer en sa propre nature les sujets sur lesquels il agit et qui sont propres à recevoir ce changement.

On n'est point d'accord sur la manière d'agir de ce ferment ; les uns prétendent qu'il coagule le sang et les humeurs, et les autres qu'il les dissout et qu'il les brise : pour moi, je crois que suivant la différente proportion dans laquelle il s'y trouve, il produit tantôt l'un et tantôt l'autre de ces effets.

En effet, si nous examinons les différents symptômes de la peste, nous ne saurions douter qu'ils ne reconnaissent pour cause, tantôt un sang trop épaissi et tantôt un sang trop dissout. Les assoupissements léthargiques, l'abattement des forces, le pouls petit, inégal et concentré, la face pâle ou livide, les yeux éteints et ternis, les froids répandus sur tout le corps, ou dans quelques parties particulières, les bubons et les parorides, les concrétions polipeuses, l'engorgement du sang dans les gros vaisseaux, les taches noires qui paraissent sur tout le corps, tous ces accidents, dis-je, ne peuvent être attribués qu'à un sang dont la fermentation est ralentie, et dont les principes, mêlés confusément et sans ordre, n'ont plus ni ce mouvement circulaire et uniforme d'où dépend la vie et la santé, ni cette proportion qui fait l'économie du corps humain.

Si nous considérons d'un autre côté ces hémorragies si fréquentes et que rien ne peut arrêter, ces délires frénétiques, ces yeux étincelants, ces chaleurs brûlantes, ces visages allumés, ces douleurs aiguës de la tête, cette soif qu'on ne saurait éteindre, ce pouls vite, plein, fréquent, ces mouvements convulsifs, cette oppression

de poitrine, avec une haleine dont la main peut à peine souffrir l'ardeur, ces éruptions d'un rouge animé, ces charbons si douloureux, etc. on conviendra aisément que tous ces funestes accidents ne peuvent être produits que par un sang dont la fermentation est extrêmement vive, et dont les parties brisées et emportées avec rapidité causent ce feu qui détruit la structure des viscères, rompt le tissu des parties solides, crève les vaisseaux sanguins et permet au sang de s'échapper par une infinité d'endroits, ou de causer des tiraillements et des divulsions très douloureuses.

De là vient que les tempéraments les plus robustes et les plus vigoureux ont été plus vivement attaqués, et ont péri plutôt que ceux dont la complexion était faible et délicate, parce que les principes de leur sang plus animés et plus massifs, ont été propres à recevoir un mouvement plus violent, et par conséquent à causer de plus grands désordres, tandis que les autres, dont le sang ne fermentait que faiblement, n'ont pas reçu des impressions ni des secousses si rudes, et ont mieux soutenu les efforts d'un mouvement moins violent et moins rapide ; cela est si vrai, que parmi cent quatre convalescents que nous avons à la Canourguc, on peut compter près de quatre-vingts enfants, vieillards ou femmes faibles et infirmes.

Il serait aisé, Monsieur, de raisonner là-dessus suivant les principes de la physique et de la médecine ; mais outre qu'un tel projet ne peut être renfermé dans les bornes d'une lettre, votre pénétration suppléera à tous les raisonnements que je pourrais faire pour appuyer cette vérité.

Voilà, Monsieur, quels sont les principaux accidents de

la peste et qui la caractérisent : on peut pourtant assurer qu'il n'en est aucun de patognomonique qui la distingue des autres maladies, et qu'ils se rencontrent tantôt les uns et tantôt les autres dans les différentes personnes qui en sont frappées. Je dis plus (et cette proposition paraîtra un paradoxe à bien des gens), en temps de peste toute maladie est peste. En temps de peste la peste est toute sorte de maladie, c'est à dire que ce qui ne serait dans un autre temps qu'une simple fièvre continue, une pleurésie, une dissenterie, etc, contracte un caractère de malignité qui le rend pestilentiel. Seulement, le venin de la peste se masque sous tant de figures, et cause des accidents si différents et si bizarres, qu'on peut être convaincu qu'il n'est aucune maladie dont il n'emprunte la ressemblance, suivant la force ou la faiblesse des viscères et des autres parties qu'il afflige.

Cet argument est démonstratif, si l'on fait attention que pendant une année entière il n'est mort personne à la Canourgue en qui l'on n'ait remarqué des signes de peste, excepté des vieillards emportés par des maladies différentes, et je n'ai presque point vu de sujets en qui les accidents se ressemblaient.

Cette vérité est confirmée par les observations qui nous apprennent que pendant plusieurs années après que la peste avait fini dans les villes qu'elle avait ravagée, les autres maladies qui survenaient, avaient je ne sais quoi de malin, et se ressentaient encore d'un reste de contagion qui les rendait plus dangereuses et plus suspectes.

Cette vérité reçue nous conduit nécessairement à admettre une cause générale et à supposer dans tous les

habitants d'une ville attaquée la semence de la peste qu'ils reçoivent par la respiration, avec l'air infecté des corpuscules échappés des corps de ceux qui sont déjà frappés, ou qui en ont péri. Tout le monde ne tombe pourtant pas malade, parce qu'il ne se trouve pas dans tous les sujets les dispositions à mettre en œuvre ce ferment, ou qu'il s'en trouve même dans plusieurs de toutes opposées à son action. Mais si je suis disposé à avoir une pleurésie, une dissenterie, une fièvre putride, ces maladies ne manqueront pas de contracter le caractère du venin que j'ai dans le corps et de devenir pestilentielle : d'ailleurs ce venin, comme assoupi et sans action, peut-être réveillé par les passions de la crainte, de la tristesse, de la colère, par des débauches, par de mauvais aliments, par des indigestions et principalement par la communication. Enfin il faut une occasion qui mette en jeu les forces, et qui les fasse déclarer. C'est par cette raison que le peuple qui se nourrit mal, que les femmes timides, que ceux qui s'abandonnent aux excès du vin, que les enfants dont les digestions ne se font jamais bien, sont plutôt attaqués que les autres, c'est par cette raison que l'éloignement et la fuite sont les meilleurs préservatifs contre la peste, pour ne pas dire les seuls, parce que ces miasmes répandus dans l'air ne peuvent s'étendre qu'à une certaine distance, comme les autres vapeurs et les exhalaisons : c'est encore par cette raison que les grands feux que l'on allume, que les parfums des choses même les plus puantes sont regardés comme très propres à purifier l'air des molécules malignes dont il est chargé, ou parce que le feu les dissipe et les divise, ou parce que les souffres grossiers qui s'élèvent des drogues que

l'on brûle le peuvent envelopper, l'émousser, enfin le lui faire changer de naturel et le mettre hors d'état de nuire.

Cette matière demanderait d'être traitée fort au long ; mais je me contente de la toucher en passant, et d'insinuer mon sentiment sur la nature de la peste, et sur la manière dont elle se répand, je ne l'ai fondé que sur les observations que j'ai faites pendant que j'ai été employé à secourir les malades.

Il ne s'agirait présentement, monsieur, pour avoir une juste idée de la peste, que de déterminer quelle est la nature du venin pestilentiel, quelle en est l'origine, et comment la même cause peut produire des effets si différents : mais en vérité la matière est si absolue, et les sentiments de tant de grands hommes qui en ont écrit sont si différents que je n'ai pas la témérité de prononcer là-dessus, et qu'à l'exemple du Prince de la médecine, je crois qu'on doit reconnaître dans cette maladie la main d'un Dieu qui se sert pour châtier les hommes des causes secondes qui nous sont inconnues et qu'il est plus raisonnable d'avouer de bonne foi son ignorance, que de forger à plaisir des systèmes qu'on ne peut appuyer d'aucune raison solide.

L'embarras n'est pas moins grand lorsqu'il faut décider sur la maladie de ceux qui sont les premiers atteints de la contagion ; la différence des accidents rend la décision délicate, et l'on risque ou de sacrifier une ville dans la crainte de la déclarer suspecte, ou de la ruiner et de la priver de tout commerce avec les voisins en prononçant trop hardiment que le mal y est déclaré. On peut pourtant raisonnablement assurer que la peste est dans une ville, s'il y arrive plusieurs morts

sabites, s'il paraît sur le corps des éruptions, ou des taches noires et livides après leur mort ; si les maladies les plus communes trompent et la prudence des médecins à les bien connaître, et l'espérance qu'ils ont dans les remèdes qu'ils prescrivent ; si aux environs il y a des lieux attaqués de la contagion, et qu'on soit convaincu qu'il y a eu du commerce avec ses habitants, et qu'on en ait pris des marchandises ou d'autres effets ; car ce venin s'y attache comme une vapeur très subtile ; mais on ne doit plus douter de son malheur, lorsque la mort enlève en peu de temps beaucoup de personnes, et qu'on trouve les accidents d'une véritable peste, tels que sont ceux que nous avons dit la caractériser.

On sait en général que le pronostic de cette maladie est très funeste, et qu'elle fait périr en fort peu de temps presque tous ceux qui ont le malheur d'en être frappés ; mais les événements en sont si bizarres, qu'il est bien difficile à un médecin, quoique éclairé et quelque attentif qu'il soit, de ne pas se tromper dans les jugements qu'il en porte, et il n'y a qu'une longue expérience qui puisse nous faire connaître ceux qui en doivent périr ou ceux qui en échaperont ; encore cette connaissance n'est elle guère assurée. Voici pourtant, monsieur, les signes bons ou mauvais qui nous donnaient quelque espérance, ou nous faisaient désespérer du salut de nos malades.

Lorsque la maladie se déclarait par des éruptions, que la langue était naturelle, et qu'il n'y avait point de ces autres accidents, on pouvait répondre de la guérison ; mais ces exemples ont été rares.

Les sueurs abondantes qui n'affaiblissaient point les

malades, jointes à des éruptions considérables, avec un pouls plein et réglé, étaient de bon augure.

Les charbons et les bubons qui fournissaient de la matière, et dont les bords durs et gangrenés, lorsqu'on les coupait, se ramolissaient peu à peu, et prenaient une couleur plus animée, nous faisaient tout espérer pour le succès.

Les cours de ventre et les hémorragies critiques qui soulageoient les malades leur étaient favorables.

Les délires frénétiques n'ont pas été funestes dans les sujets d'une faible constitution.

Enfin, monsieur, le croirez vous ? nous trouvions une ressource dans l'infirmité des personnes attaquées, et la délicatesse de leur tempérament nous faisait prononcer en leur faveur.

Les vomissements bilieux, les douleurs aux reins, les frissons, les grands maux de tête, les cours de ventre qui paraissoient d'abord, et malgré lesquels les accidents se soutenoient, les sueurs qui affaiblissoient les malades, les grandes soifs, avec une langue noire, blanche ou jaune, le pouls petit, dur, inégal, concentré, les assoupissements, les délires obscurs, l'égarement des yeux, la langue bégayante, la voix enrouée, les douleurs de la gorge et du col, sans que rien parut au dehors, l'ardeur des entrailles, la perte de sang aux femmes, les bubons qui après avoir paru disparaissaient, ceux qui étoient profonds et douloureux, ceux dont les bords restaient toujours secs et noirâtres, malgré les meilleurs digestifs et les suppuratifs, les charbons qui avoient le même caractère : tous ces accidents, dis je, nous faisoient désespérer de la guérison de ceux qui étoient atteints. Mais les deux plus funestes étoient l'oppression

de poitrine, et l'éruption d'un pourpre noir et livide ; dès lors on pouvait hardiment prononcer sur le sort du malade, et je n'en ai point vu qui ait survécu au-delà de quatre heures à ces deux symptômes.

Voilà, monsieur, ce que j'ai remarqué de plus considérable dans les maladies que j'ai traité à la Canourgue et à tous les environs, je vous le communique avec d'autant plus de plaisir, que messieurs le Moine et Bailly, avec qui j'ai eu l'honneur de travailler longtemps à la Canourgue, peuvent être garants de tout ce que j'avance ; vous connaissez, Monsieur, leur capacité et leur mérite, et je ne sais s'il est plus glorieux pour eux d'avoir mérité votre choix pour venir à notre secours, ou plus avantageux pour le Gévaudan d'avoir eu le bonheur de les posséder, dans le triste état où il étoit réduit. Quelque zèle et quelque fermeté qu'ils aient fait paroître à la Canourgue, ils se sont encore surpassés à Marvejols où le plus grand nombre des malades a donné à leur courage un champ plus vaste et de plus grandes occasions. C'est à eux et à Monsieur Rochevalier que le reste de cette ville infortunée doit son salut. Quelque éloge qu'on donne à ce dernier, il ne sera jamais suspect à ceux qui savent ce qu'il mérite, et quelque bien que je puisse en dire, la justice que je lui rendrai y aura plus de part que les sentiments de l'étroite et ancienne amitié qui nous unit.

Je ne m'étendrai pas beaucoup, monsieur, sur la cure de cette maladie, la violence du mal rend presque tous les remèdes inutiles, et la rapidité avec laquelle les malades meurent, ne permet pas d'en tenter plusieurs : mais on peut assurer qu'il n'en est aucun de spécifique, et qu'il faut les varier autant que les accidents varient.

Ainsi à proprement parler, comme la peste est toute sorte de maladie, il faut s'attacher à la traiter comme celles dont elle emprunte la figure ; mais après tout, je ne suis pas pour le grand nombre des remèdes, nous n'en avons jamais vu tout le bon succès que nous devons en attendre, il faut le plus souvent laisser à la nature le soin de pousser au dehors par des sueurs ou par des éruptions l'ennemi qui la trouble, soutenir ses forces par quelques légers cordiaux, ou réprimer sa trop grande fougue par les préparations de l'opium, et par les autres narcotiques.

Les remèdes propres pour ramolir et pour mener à supuration les éruptions, sont les meilleurs secours qu'on puisse employer, et l'on est comme assuré du succès, lorsqu'une mort précipitée ne prévient pas le temps où l'on doit faire l'ouverture de ces tumeurs.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, et une parfaite considération,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

BLANQUET.

A Grèzes, près Marvejols, le 25 mars 1722.

(Archives départementales, série E. — Contagion).

LETTRE DU PÈRE PROVINCIAL DES CAPUCINS
AU GARDIEN DU COUVENT DE MENDE AU SUJET DE
LA PESTE.

à Lyon le 19 octobre 1721.

Mon très vénérable père,

Le terrible spectacle du mal contagieux que l'ange exterminateur a introduit dans notre province, doit faire naître dans nos cœurs les plus vifs sentiments de la pénitence et le zèle le plus ardent de secourir le prochain. Un nombre infini de victimes est déjà immolé à la justice d'un Dieu irrité, et nous sommes meracés, de plusieurs endroits, d'une désolation générale et d'une mort prochaine. Ne croyons pas en pharisiens, que ceux sur qui le Seigneur vient d'exercer ses plus terribles vengeances fussent plus coupables que nous. Notre état est saint et austère ; mais oserions nous flatter de vivre avec une sainteté et une mortification convenables à cet état. Les fautes des mondains sont pour des religieux des crimes qui scandalisent et qui méritent de sévères châtimens. Quelle punition ne doivent donc pas appréhender ceux qui, infidèles à leurs devoirs les plus essentiels, vivent dans la prévarication, souvent même sans s'en apercevoir.

Je suis persuadé, mon très vénérable Père, que vos bons exemples et vos sages représentations seront plus efficaces sur les religieux de votre communauté que mes exhortations et qu'en se sanctifiant eux-mêmes pour assurer leur salut, ils se sacrifieront avec joie pour

celuy du prochain, si la peste se communique dans l'enceinte de votre district. Pour travailler avec ordre dans ce glorieux employ, ils doivent régler les mouvements de leur charité par des sages précautions et ne pas prodiguer sans prudence et sans nécessité une vie dont l'indiscrète immolation attirerait celle des autres religieux, qui s'offriroient à les remplacer. Sur cela j'ai crû devoir établir une règle que l'on doit suivre dans nos couvents :

1° Le Supérieur doit savoir le nombre de ceux de sa communauté qui veulent généreusement s'exposer au service des pestiférés et ne députer que de sages religieux capables d'édifier et d'inspirer des sentiments de pénitence ; il doit rester dans le couvent pour diriger toutes choses, à moins qu'il n'y eut une extrême nécessité de se sacrifier luy même.

2° Avant de quitter le couvent, les religieux destinés doivent être assurés d'avoir un logement en ville, où les magistrats se chargeront de les nourrir ; ils tâcheront d'être près de quelque église dont ils auront les clés pour y pouvoir dire la messe et y prendre dans le besoin le Saint Viatique pour les mourants. Ils ne rentreront plus dans le couvent qu'après avoir fait quarantaine, parfumé leur habit, ou en avoir pris un autre, afin de ne pas introduire la peste dans nos communautés, comme on la fait dans un couvent de notre province, pour avoir communiqué au dehors et s'être introduit ensuite au dedans avec les autres religieux.

3° L'expérience ayant prouvé que les corpuscules des pestiférés s'attachent aisément aux étoffes de laine, aux cheveux, à la barbe, aux mains et aux pieds nus, nos religieux, destinés au service des pestiférés, doivent

prendre un surtout de toile cirée, sans quitter leur saint habit, ou en prendre un de bourracan, de quelque couleur approchant de la notre ; ils doivent aussi avoir des gants et des bas ; ils peuvent se raser la barbe et les cheveux et doivent se frotter les narines et les tempes avec du vinaigre impérial ou de quelque autre espèce ; et quand ils sont de retour dans leur hospice, ils doivent laisser leur surtout et leurs gants, etc. dans un coin séparé du lieu où ils mangent, et où ils couchent ; il faut même tacher de les parfumer avant que de les reprendre, quand on revient auprès des pestiférés.

4° Comme il est impossible de tout expliquer sur les précautions qu'il faut prendre dans ces tristes circonstances, on peut consulter les médecins qui sont sur les lieux et s'en rapporter à leur sentiment, soit pour la nourriture, soit pour la manière de se conduire, pour être préservé de la contagion. Ce qu'il y a de plus efficace à cet égard, c'est le secours d'en haut qu'il faut s'attirer par la pénitence et par la prière.

5° J'ordonne aux religieux de notre communauté de réciter chaque jour avant l'*Exaudiat*, qu'on a coutume de dire à la fin de la messe conventuelle, l'antienne *Stella cæli*, etc. que l'Eglise adresse à la mère de Dieu, pour implorer son assistance contre la peste ; vous y joindrés le verset et l'oraison, avec l'oraison de St-Roch. Vous trouverez ces prières à la fin du bréviaire et de chaque diurnal.

6° Dans une province comme la notre, qui s'est toujours sacrifiée avec joye dans les temps de calamité publique pour le service du prochain, je ne crois pas qu'il puisse sy trouver des religieux capables de pré-



féter les indignes restes de leur misérable vie au glorieux service des pestiférés, et de faire remarquer une scandaleuse désertion dans les conjonctures heureuses pour le salut ; cependant je conjure tous les Pères et Frères de notre communauté de faire des prières particulières pour obtenir de Dieu la ferveur nécessaire dans ces occasions, afin d'éviter l'effrayante disgrâce de ceux qui, par les laches soins d'une santé trop ménagée, se préparent un jugement sans miséricorde, après avoir refusé de la pratiquer envers le prochain.

Vous ferez la lecture de cette lettre à vos religieux assemblés. Je les salue de tout mon cœur en me recommandant à leurs prières et suis avec respect, mon très vénérable père,

Votre très humble et très affectionné serviteur.

Fr. CHRYSOSTOME, capucin, provincial indigne.

Archives départementales, H. — Fonds des Capucins.

D'APRÈS LE PÈRE L'OUVRELEUIL, LE NOMBRE DES
VICTIMES DE LA CONTAGION SERAIT DE 5,178

Savoir :

Au village de Corrégac, (commune d'Auxillac) où la maladie fit sa première apparition.....	57
Dans la paroisse de la Canourgue.....	945
— de St-Frézal.....	47

Dans la paroisse de La Capelle.....	92
— de St-Georges de-Lévêjac....	66
— de Marvejols.....	1,800
— d'Ispagnac.....	194
— de Gabrias.....	8
— d'Altier.....	144
— de Banassac.....	212
— de Ste-Colombe de-Peyre...	18
— de Montrodât.....	161
— de St-Léger de-Peyre.....	385
— de Quézac.....	66
— de Chasseradès.....	41
— de St-Germain-du Teil.....	40
— de Grèzes... ..	165
— de Chirac.....	5
— de Balsièges.....	65
— de Barjac.....	22
— de Brugers.....	57
— de Badaroux.....	14
— de St-Bauzile.....	11
— de Lanuéjols.....	5
— de Mende.....	1,078

On publia, en 1722, en un petit volume in 8° des relations et dissertations sur la peste du Gévaudan, dédiées à Mgr le maréchal de Villeroy.

Ce volume contient des lettres des médecins Le Moine et Bailly ; une dissertation sur la peste pour servir de réponse à ces deux médecins, par M. Goiffon, docteur en médecine de Montpellier. (1)

(1) Imprimé à Lyon, chez Pierre Valsay, 1722.

M. l'abbé Roujon, prêtre du diocèse de Mende publia un volume intitulé : *Réflexions consolantes et prières sur les afflictions présentes, avec les états des précautions, préservatifs et parfums dont on peut se servir dans les villes et lieux attaqués de la contagion, présentés à Mgr l'évêque de Mende* (1).

MESURES PRISES PAR
LA VILLE DE SAINT-CHÉLY-D'APCHER.

La ville de Saint-Chély-d'Apcher reçut des ordres lui prescrivant de faire une garde exacte et régulière, pour empêcher toute sorte de mauvaise communication, ce qui détermina la communauté à examiner les endroits où la garde devait se faire, à cause que, par succession du temps, la plus grande partie des murailles, ravelins et portes étaient tombés en ruine.

L'on établit trois corps de gardes bourgeoises. La première à l'entrée du faubourg où l'on passe pour aller à Marvejols, la Canourgue et Mende ; la deuxième au milieu de la ville et sur le grand chemin, et la troisième sur le faubourg supérieur, pour arrêter ceux qui auroient pu entrer après un détour. Au premier corps de

(2) Imprimé à Mende, chez la Vve Roy et J.-P. Sabatier, associés, 1722.

garde, il y avait un officier de la première classe et trois artisans ; au deuxième, un officier de seconde classe et trois artisans ; et au troisième un autre officier avec trois autres artisans.

On faisait faction pendant 24 heures, tant en hyver qu'en été.

En outre, les magistrats firent construire plus de 300 cannes de murailles autour de la ville, neuf barrières et dix portes grandes ou petites. La dépense s'éleva à plus de 2,800 livres.

DANS LE REGISTRE DE L'ÉTAT-CIVIL DE LA COMMUNE
D'ESCLANÈDES, ON LIT :

Fin de l'année 1720, bissextile, qui a commencé par un lundi et finit par un mardi. L'hiver a été tempéré, le printemps, l'été et l'automne très beaux dans leurs saisons ; aussi, il y a eu abondance de grains, du vin et de toutes sortes de fruits, et n'eut été les augmentations ou diminutions continuelles de l'argent, les vivres auroient été à vil prix. La contagion a fait un ravage épouvantable à Marseille et en plusieurs autres endroits de la province.

Fin de l'année 1721, qui a commencé par un mercredi et fini par semblable jour. Les saisons ont été assez réglées ; il y eut beaucoup de grains, surtout dans

les montagnes, mais nous avons eut fort peu d'huile et presque point de fruits. La peste qui avoit commencé par Courréjac, paroisse de Salmon, en 1720, s'est répandue à la Canourgue et aux environs, à Marvejols, à Mende, à Grèzes, à Montrédat et en plusieurs autres endroits, et a causé partout un ravage épouvantable, et continue encore; à cette cause, le régiment de Jeansac, composé de 900 hommes, a campé tout entier au Biuel, pendant cinq à six semaines dans les mois de juillet et août, qui ont incommodé les pays. Dieu soit béni ! qu'il lui plaise d'apaiser son courroux et nous fasse miséricorde.

ACTE DE DÉCÈS D'UN MÉDECIN , MORT DE LA
CONTAGION, A CHANAC.

M. Pierre Peyraud Puybornan, docteur en médecine de la faculté de Montpellier, commissaire député par nos seigneurs le duc de Roquelaure, commandant en Languedoc, et de Bernage, intendant pour sa majesté en la même province, pour l'examen des endroits attaqués de la contagion, en Gévaudan, décéda le six septembre 1721, dans une petite maison de Jacques Bedos, au nom de sa femme, située au terroir de Combes folles, prez le pont de Chanac, dans laquelle il faisoit quarantaine, attaqué de la peste, muni des sacrements de pé-

mitence et viatique, n'ayant pu recevoir l'extrême onction, prévenu par la mort. Il fut enseveli à un champ voisin par les enterremorts de la ville de Marvejols, infectée du même mal. En foy de ce, nous curé de Chanac, avons signé avec M^{re} Jean-Joseph Galonier, notre vicaire, qui luy administra les sacrements. M^e Pierre Bertrand, 1^{er} consul du dit Chanac, et Blaise-Ignace Mitriguet, avocat en parlement; aucuns desdits enterreurs n'a peu à cause du danger de la communication.

Ont signé ; GALONIER, vicaire ; BERTRAND, CAPION, MITRIGUET, CORDESSE, curé.

En 1720 ou 1721, la peste infecta une grande partie du Gévaudan : elle désola un grand nombre de paroisses et surtout les villes municipales ; Mende, Marvejols, la Canourgue, etc. Le commerce qui se fait du Vivarais à Mende était seul capable de porter l'infection dans la paroisse de St-Julien. C'est comme une espèce de miracle que les villages d'Orcières, surtout de Vareilles et du Mazel ne furent pas frappés de ce fléau. La route de Villefort à Mende traverse ou passe aux portes de ces trois villages.

La peste se communiqua de Mende au village de Bergougnoux, sur la paroisse d'Altier. Les gens qui ly portèrent avoient traversé la notre dans le fort de leur infection.

Il est vrai, partout on prend des mesures dans des cas pareils pour écarter le danger. L'on en prit également sur la paroisse de St-Julien; presque tous les villages fermoient leurs avenues avec des portes comme leur basse cour, autant qu'on pouvoit le faire. Nuit et jour, il y avait une personne préposée qui veilleoit sur quiconque alloit et venoit sans produire de bons certificats; l'on arrêtoit qui que ce fut et on leur faisoit prendre une autre route.

C'étoit là, ce semble des précautions humaines assez sages. La cour aussi en prit pour conserver ce qui étoit sain. Elle envoya des troupes pour veiller, des médecins et des chirurgiens pour les endroits malades. Les troupes se retiroient à mesure et à proportion que la maladie se manifestoit.

Le village de St-Julien eut, pendant quelques jours, une compagnie de fusilliers de montagnes.

La récolte avant la peste fut, sur la paroisse de St Julien et ailleurs même, la plus abondante dont on ait jamais entendu parler; sur la notre elle fut plus que double en bien de terres.

Ce n'est pas aux mesures qu'on avoit prises que la paroisse de St Julien doit son salut, c'est à Dieu seul. Il afflige et il conserve qui il veut.

Il ny avoit guère plus de trois ou quatre ans qu'une étrangère étoit venue domicilier dans le village de St-Julien. Un petit commerce quelle faisoit l'obligeoit à voltiger d'un côté et d'autre. Dans ses routes elle passa une fois par un endroit infect et où la maladie étoit ouvertement déclarée. Elle y acheta même des marchandises en laine, propres pour son commerce. Elle eut la témérité de les ouvrir dans sa maison, à l'insu de

ses voisins. Elle eut encore l'audace de les débiter ici et ailleurs ; cependant elle ni personne du village ne contracta en rien de contagieux ; c'est de sa propre bouche qu'on le tient.

(Extrait d'une notice manuscrite sur St-Julien-du-Tournel).

LA VILLE DE MARVEJOLS FAIT PRONONCER L'ORAISON
FUNÈBRE DU FAMEUX CÉSAR DE PEYRE.

Du 26^e jour du mois de may 1720.

Dans l'hostel de ville, en conseil général convoqué au son de la cloche. Par devant Messire Géraud Pierre de Michel, Sgr du Roc, le Mas et autres places, conseiller du Roy, maire.

Assamblés, M. M^e Jean-Jacques Daudé de Tardieu, Sgr de La Barthe, 1^{er} consul ; sieur Isaac Sevène, second consul.

Par M. Du Roc, maire, a esté proposé quen conséquence de la deslibération du 28^e avril dernier, il a pryé, avec MM. les consuls, le R. P. Claude, capucin, de faire l'éloge et oraison funèbre de Mgr le comte de Peyre ; et comme la communauté n'a pas destiné l'église ou le service et l'éloge doit ce faire, et la dépense

qu'il convient faire, il requiert l'assemblée de deslibérer ou ce doit faire l'oraison funèbre, quelle retribution l'on doit accorder au couvent des Capucins, à titre d'aumône, pour l'éloge funèbre que ledit reverend père Claude doit prononcer, et quelle dépense il faudra faire.

Surquoy, a esté deslibéré que l'éloge et oraison funèbre de feu Mgr le comte de Peyre et le service se fera à l'esglise paroissiale et collégiale Notre Dame de la Carce de cette ville ; que le collecteur donnera au Couvent des Capucins 50 livres pour la rétribution de l'éloge quy se fera, et l'assemblée donne pouvoir au sieur Gibert, marchand, de cette ville, de fournir la cire convenable pour un tel service ; le montant de laquelle et lesdits 50 livres seront passés à compte audit sieur Sevène, collecteur, sur la quittance dudit sieur Gibert, sur les dépenses impréveues.

Du 27 septembre 1720.

Assamblés en conseil général, au son de la cloche.
Par devant M. du Roc, maire ; MM. Daudé de la Barthe, Sevène et Veyron, consulz.

Par M. du Roc, maire, a esté proposé qu'ils ont pris que M. le comte de Peyre vient d'estre receu en Parlement à la charge de baillif et gouverneur de la present

ville et pays du Gévaudan, cy devant exercée par défunt M. le comte de Peyre lieutenant général son oncle; et pour luy tesmoigner la part que cette communauté prend à la joye publique de sa promotion en ladite charge de baillif et gouverneur; lorsqu'il fera son entrée en cette ville, il seroit bon de sere metre les habitants sous les armes et choisir quelques MM. des plus notables pour les conduire.

Surquoy, a esté délibéré unanimement que MM. le maire et consuls feront metre les habitants sous les armes le jour de l'arrivée dudit seigneur et leur feront distribuer de la poudre, et fourniront anssy aux autres fraix quil convient de sere en pareille rencontre, et quil a esté pratiqué cy devant. Et pour marcher à la tête de la cavalerie, l'assemblée a pryé et nommé MM. du Born et de La Garde, et pour l'infanterie, MM. de Chapele et Bruguière.

DUROC, maire ; Daudé DE LA BARTHE, 1^{er} consul ; SEVÈNE, consul ; VEIRON, consul ; BOYER, BUGAREL, curé ; ROCHEVALIER, HUC, BAUD, DUPRAT.

**CONTESTATIONS ENTRE LA VILLE DE MARVEJOLS ET
LE COMTE DE PEYRE, NEVEU DE CÉSAR DE PEYRE.**

(Extrait des délibérations municipales).

Du quatorzième juillet mil sept cents vingt un

En Conseil général convoqué au son de la cloche, dans l'hôtel de ville. Par devant Messire Géraud Pierre de Michel du Roc, seigneur du Roc et autres lieux, conseiller du Roy et maire.

Assamblés MM. de Barrau et Cabanis, consuls ; M. Bugarel, curé ; M. de Castain, de Guiot, de Galion, de la Barthe, de Puegrenier, avocats ; MM. du Lignon et Rochevalier, médecins ; MM. de Chapelle, Jourdan et Cousin, bourgeois ; MM. Bonbernar, Bastide, Castanier, Boissier, Relhan et Mathieu, marchands, et M^e Meissonier, avocat et le sieur Cases. perruquier et autres.

M. du Roc a dit que M. du Vileret, subdélégué de Mgr l'intendant, a écrit à MM. les consuls que M. le comte de Peyre s'étoit plaint à Mgr le marquis de la Vrillière, ministre et secrétaire d'état que les consuls prenoient la qualité de capitaines gouverneurs de cette ville.

Qu'ils refusoient de luy rendre la visite, en livrée, et de lui imposer pour son logement ; et, qu'en conséquence de cette lettre, ils ont dressé un mémoire adressé à Mgr de Bernage, conseiller d'Etat, intendant de cette province, portant les défiances de la communauté, et qu'il requiert qu'après que lecture aura été faite dudit ~~memoire~~ mémoire, s'il est trouvé convenable, il soit délibéré

qu'il soit enregistré dans le presant registre, pour en envoyer un extrait à mondit seigneur de Bernage.

Surquoy, l'assemblée a délibéré, après avoir pris connaissance dudit mémoire, par la lecture qui en a été faite, que ledit mémoire sera enregistré à suite de la présante délibération, et qu'il sera incessamment envoyé, à la diligence de MM. les maires et consuls, un extrait dudit memoire, de la presante délibération à mondit seigneur de Bernage ; que MM. les maire et consuls supplieront d'accorder sa protection et d'appuyer les raisons contenues audit mémoire.

Ont signé : DUROC, maire ; BARRAU, 1^{er} consul ; CABANIS, consul ; BUGAREL, curé ; BOYER, ROBES DE CASTAIN ; GUYOT, DE CHAPELE, PRIEUR, ROCHEVALIER, DAUDÉ DE LA BARTÉE, JOURDAN, MATHIEU, BONBERNAT, CAZE, BOISSIER, MEISSONNIER, BASTIDE, CASTANIER, B. RELHAN. COUSIN.

S'ÉNSUIT D'ENREGISTREMENT DU MÉMOIRE.

A Monseigneur Debernage, Conseiller d'Estat, Intendant en la province du Languedoc.

Monseigneur,

Les maire et Consuls de la ville de Maruejols, ont l'honneur de vous représenter pour reponce aux plaintes quy ont esté portées contre eux à Monsieur le marquis de la Vrillière par Messire Aymar Henry de Moret, comte de Peyre, que la ville de Maruéjols, relevant immédiatement de la Couronne, ne reconnoit autre sei-

gneur que le Roy, auquel elle a donné dans tous les occasions de marques de sa fidelité inviolable, et en a receu en récompance son rétablissement lors que sa constance et sa fidélité pour le Roy luy a fait préférer d'estre prize, rasée et brullée, a la nécessité de sassu-jeter aux ennemis de l'estat ; des armoiries de distinction pour avoir resisté courageusement aux anglois ; et plusieurs privillèges très considérables dans toutes les occasions où son zèle pour le service du Roy sest signalé.

Cette ville auroit esté régie, gouvernée et administrée par des scindicz jusques en l'année 1566, que le Roy Charles cinquiesme luy accorda de lettres patten-tes, par lesquelles il donna à la dite ville le droit de nommer et eslire, toutes les années, trois consuls ; ausquels il donnait le pouvoir de régir, gouverner et administrer la dite ville, convoquer les habitans pour faire la garde des portes et murailles de la ville , faire les rondes et patroulhes avec leurs armes, afin que la ville soit plus facillemant deffandue des ennemis du Roy, qui accorda ausdits Consuls plusieurs autres privillèges qu'il seroit intutille de rapporter ici.

En exécution de ces patentes, les Maire et Consuls de Maruejols, ont toujours joui de tous les sus dits droits et ont gardé les clefs de la ville, commandé les gardes et les rondes, quy ont esté nécessaires, et fait les fonctions des capitaines, gouverneurs de ladite ville, depuis plus de trois siècles et demi, à l'excluzion de toute sorte de personne.

Il est arrivé que les prédecesseurs en la charge de bailif de M. le comte de Peyre, ayant trouvé moyen de faire glisser dans leurs provisions de bailif de la jus-

tice, qu'ils estoient pourvus de la qualité de gouverneurs pour la justice, et ayant par succession de temps converti le gouverneman de la justice en gouverneman pour les armes, se sont fais pourvoir de l'estat de bailif et gouverneur de ladite ville, et Monsieur le comte de Peyre pretand, sur ce fondeman, que les Maire et Consuls doivent faire la vizitte, sans quil soit obligé de les accompagner ny leur rendre ladite vizitte; quil ne peuvent pas prendre la qualité de Capitaines, gouverneurs de ladite ville et qu'ils doivent luy payer un logeman dans ladite ville.

Les Maire et Consuls répondront, aux trois subjectz de plainte de Monsieur le comte de Peyre, dans le mesme ordre qu'ils ont esté propozés.

Monsieur le comte de Peyre n'est pas fondé dans le premier article de sa plainte, puis quil rezulte des lettres patentes de l'élection du consulat de la ville de Maruejols, que toutes les fonctions du gouverneur sont données par le Roy aux consuls, et ne peuvent pas par conséquent appartenir à Monsieur le comte de Peyre à quy les droits appartenant ausdits consuls nont jamais esté accordés par le Roy et desquels droits les consuls ont joui paisiblement depuis lesdites lettres patentes, à l'exclusion de tous les bailifs prédécesseurs de Monsieur le comte de Peyre.

Monsieur le comte de Peyre a beau dire que luy et ses prédécesseurs ont esté pourvus depuis environ cent années de la charge de bailif et gouverneur de ladite ville, parce qu'on le défie de faire voir d'autre édit de création que celluy quy crée la charge de simple bailif ressortissant au sénéchal de Nismes, que c'est par surprise qu'on a fait glisser la qualité de gouverneur

dans provisions, que ceux quy ont esté pourvus de la charge de bailif en ont esté sy convaincus qu'ils n'ont fait aucunes fonctions de gouverneur, et les ont laissées toutes aux consuls.

A quoi l'on adjoutera, que ny ayant aucuns gages sur l'estat du Roy en faveur du prétendu gouverneur de Marvejols, et ny ayant dans la ville ny citadelle, ny chasteau, ny garnison, il ne doit non plus y avoir aucun gouverneur, tous les gouvernemans de cette espèce ayant esté suprimés par les édits et déclarations du Roy. Doù les exposans sont en droit de conclure que le titre de gouverneur, pris par Monsièr le comte de Peyre, n'est qu'un vain titre d'honneur usurpé par ses prédécessæurs quy, non plus que luy, n'ont jamais fait aucune des fonctions dependentes dudit estat de gouverneur. Et que par conséquent Monsieur de Peyre se plaint sans aucun subject légitime de ce que les exposans prennent le titre de gouverneurs et capitaines, puis que toutes les fonctions de ces deux charges, leur ont esté accordées par les dites lettres de l'élection du consulat ; depuis lesquelles ils ont toujours fait lesdites fonctions et pris les dites qualifications. Monsieur le comte de Peyre n'est pas mieux fondé lorsqu'il se plaint que les exposans ne veulent pas luy faire une vizitte sans qu'il soit obligé de la rendre, puisqu'il est certain que les exposans ne sont obligés en aucune manière de faire ladite vizitte :

Primo. — Il n'est pas seigneur de la ville qui relève du Roy, en toute justice, et ne paye aucune censive ny à Monsieur le comte de Peyre ny à aucun autre seigneur.

Secundo. — Les consuls prêtent leur serment entre les mains du maire, et nullement en celles du bailif, et

lors qu'avant la création des maires, les consuls pretoient le serment entre les mains du bailif, il n'estoit qu'en qualité de président aux assablées de la ville.

Les exposans conviennent que les prédécessours de Monsieur le comte de Peyre en la charge de bailly, s'estant trouvés de grands seigneurs, avoient estably par autorité ou par politesse l'uzage de leur faire une vizitte toutes les années. Mais Monsieur le comte de Peyre doit convenir aussy que lorsque les consuls faisoient la dite vizitte, le bailly quy la recevoit les accompagnoit jusques à la rue, et leur rendoit dans le même jour la vizitte dans leur maison.

Cest uzage de rendre la vizitte estoit d'autant plus juste que les exposaus ayant lhonneur d'estre membres des Etats généraux de la province, le premier Consulat est toujours remply, ou par un gentilhomme ou par un homme de robe, quy ne doivent pas faire ladite vizitte sans qu'elle leur soit rendue.

Si la prétention de Monsieur le comte de Peyre avoit lieu, les gentilshommes et les gens de robbe reffuseroient le consulat, et la dignité de consul établye par le roy pour honorer les habitans de la dite ville deviendrait vile et méprisable.

Il est surprenant que Monsieur le comte de Peyre veuille ce distinguer en cest article, et détruire un usage estably par la politesse des prédécesseurs des exposans et pratiquée par les prédécesseurs de Monsieur le comte de Peyre, grands seigneurs et officiers généraux des armées du Roy. Les exposans ne doivent aucun logement à Monsieur le comte de Peyre, non seulement par ce que, comme il a esté dit, il n'est pas gouverneur de la ville et que luy ny ses prédécesseurs n'en ont jamais fait au-

cune fonction ny jouy d'aucuns droits attachés au gouvernement, puisque le roy a jouy et jouit actuellement des fosés de la ville, parce que: *primo*, Monsieur le comte de Peyre a un tres bel hôtel dans la ville: *secundo*, feu Monsieur le comte de Peyre quy connoissoit parfaitement ce quy luy estoit deub, et qu'y ne négligeoit pas ses intérêts, n'a jamais demandé le dit logement ; 3^o Il y a plus de 30 ans qu'on n'a pas payé ledit logemant ; 4^o les prédécesseurs de Monsieur de Peyre ayant estably, par autorité ou par caresses, l'uzage de faire payer un logement par la communauté, feu Monsieur le comte de Peyre, detruizit cest uzage abuzifs et fist rayer l'imposition de ce logement par nosseigneurs les commissaires de la province.

Voilà Monseigneur , la réponce des exposans aux plaintes de Monsieur le comte de Peyre; ils nont rien avancé, qu'ils ne soint en estat de bien prouver; Monsieur le comte de Peyre en est convanicu, il n'a porté les plaintes de question, que parce qu'il croyoit de surprendre un ordre du Roy sans que les exposans fussent ouys ; ils espèrent, Monseigneur, de votre amour pour la justice, que vous joindrés à leur réponce un avis quy leur sera favorable. Ils prieront Dieu pour votre prospérité et santé.

**Procès des déclarations
des dixiesmes parties des valeurs
des biens nobles
au diocèse de Mende
pour subveuir à la rançon
de Messeigneurs
les enfans du Roy nostre sire
pour luy détenus en hostaige
en Espainhe**

1529

**Tant sur les nobles
que non nobles roturiers
tenans les fiefz et biens nobles
audict diocèse de Mende.**



NOTE

SUR LE REGISTRE C. 14

On trouve dans les archives départementales de la Lozère, (Série C. 14) un document qui présente un certain intérêt historique et généalogique. C'est un état des revenus des biens nobles du diocèse de Mende, avec le nom des propriétaires. Le dixième de ces revenus fut destiné à la rançon des enfants de François I^{er}, roi de France, détenus en otage en Espagne par l'empereur Charles V. Le clergé dut aussi coopérer à cette rançon. Nous publions ici la lettre que le Roi adressa à cet effet à l'évêque de Mende, le 11 septembre 1529.

On verra par les déclarations produites par les propriétaires des biens nobles le vide qui existe aujourd'hui parmi l'ancienne noblesse. Ils sont rares les descendants de ces nobles seigneurs du XVI^e siècle. Plusieurs familles ont quitté le pays (1) ; d'autres se sont éteintes ; d'autres enfin, ont aliéné leurs fiefs.

Les seigneurs d'Apchier et de Cénaret furent chargés par le Roi de recevoir les déclarations des revenus. MM. Pierre de Sinzelles et Jean Grégoire, seigneur de

(1) Nous avons, à diverses reprises, reçu des lettres des descendants de quelques unes de ces anciennes familles qui nous demandaient des renseignements généalogiques.

Lambrandès, eurent mission de recueillir le montant du dixième des revenus à payer.

Le total des sommes perçues s'éleva à 2,150 livres 9 sous 10 deniers tournois pour les nobles et à 511 livres 16 sous 5 deniers pour les non nobles propriétaires de biens nobles (1).

Le premier feuillet du document que nous publions manque au registre. Il contenait, croyons-nous, la transcription de la commission donnée par le Roi aux seigneurs d'Apchier et de Cénaret, pour recevoir les déclarations.

Voici la suite du premier feuillet :



(1) Un état des revenus des biens nobles du diocèse de Mende dressé en 1711 (C. 18) les porte à 99,216 livres 8 sous.

. Après, incontinent nous sommes retirez en la chambre joignant ladicte salle, et nous d'Apchier et de Cénaret commissaires et esleuz susdictz, avons l'ung après l'autre promis et juré sur les saintz euvangilles de Dieu, et faict jurer nobles Pierre de Sinzelles, seigneur de Sinzelles et Jehan Gregoire, seigneur de Lambrandès comme dépputez à recevoir les deniers de la dicte dixiesme partie par teneur de nostre dicte commission ensuyvant les instructions à nous mandées, de bien loyallement et diligentment proceder au faict de ladicte commission et charge. Et procédant ad ce que dessus, par devant nous se sont présentez les soubz nommez nobles et non nobles feudataires comprins en nostre dicte commission, et lung après lautre interrogez diligentment par nous sur ladicte vraye valeur de leurs susdictz fiefz retre fiefz et biens nobles, ont dit et déclaré icelle vraye valeur, avec serement sur saintz euvangilles par chascun deulx faict et par nous receu; et a esté cothisée ladicte dixiesme partie de ladicte vraye valeur sellon ladicte déclaration, ainsi que contient en chascune des parcelles contenues au roole sur ce faict soubz escript.

Faict en ladicte chambre dudict de Gramont.

Presens ad ce les susdictz de Gramont, chanoine ; Jacques, bastard de Dyenne ; Jacques, bastard d'Apchier, seigneur de Bilières. Et ledict de Roquoles, notaire, qui de nostre mandement a escript nostre present procès, et present esdictes déclarations au roole soubz escript. . . . c'est après soubz signé, et nous sommes de nos mains propres signés avec l'impression de noz seelz après le[cture] cy mys. En foy de vérité.

LETTRE DU ROI FRANÇOIS 1^{er} A L'ÉVÊQUE DE MENDE

1529.

Monsieur de Mande,

Vous estes assez adverty du traicté de paix qui a esté arresté, conclud et juré a Cambray entre l'empereur et moy, par lequel, entre autres choses il est tenu de me rendre mes enfans les dauphin et duc d'Orléans, qu'il a devers luy en hostaige pour moy, en luy fournissant dedans ce premier jour de mars prochain venant, comptant pour ma rançon la sonme de douze cens mil escuz d'or soleil. A quoy je ne luy vouldroyt faillir de riens tant pour le gros désir et affection que jay de retirer mes dits enfans, que aussi pour tenir et accomplir de ma part ce que jay promis. Et pour ce que, comme scavez, le princippal fond que je puisse avoir pour satisfaire à madicte rançon doit venir des decimes qui m'ont esté promises et accordées, pour cest effect, l'année dernière passée par tous les arcevesques et évesques qui furent mandez et assemblez en ceste ville de Paris, pour toutes les provinces et clergié de mon royaume, et que sans avoir iceulx deniers desdictz quatre decimes, il me seroit impossible de satisfaire au paiement desdictz XII^e mil escus soleil. A ceste cause je vous pryé bien affectueusement et sur tant que vous désirez et aimez le bien et accomplissement dudict traicté de paix dont procède le recouvrement de mesdictz enfans, que incontinent

ces lettres receues et toutes autres choses laissées, vous veuillez vacquer à entendre, en toute diligence, à faire taxer, cothiser et recouvrer, en vostre diocèse, le plus promptement que possible sera, tout ce que les benefi- ciers d'icelluy doivent porter desdictes quatre décimes, sans exempter aucun, de quelque estat et condicion qu'il soit, en manière que j'en puisse estre secouru et aidé dedans le premier jour de février prochain, pour le plus tart, affin que ladicté somme de XII^e mil escus soleil sont entierement presté et assemblée pour estre fournie dedans ledict premier jour de mars ensuivant. Ainsi que je l'ay promis, car autrement ou il y auroit faulte, le- dict traicté de paix ne pourroit sortir a aucun effect et mesdictz enfans demeuroient encores à recouvrer, et davantaige il se pourroit en suivre ung tel discort que à jamais chascun en général et en particulier y auroyt re- gret et desplaisir. Parquoy vous pryé de rechef ny faire point de faulte. Et pour ce qu'il se pourroit trouver au- cuns en vostre diocèse qui pouroient faire difficulté ou différer le paiement de ce à quoy ilz auront esté cotti- sez, j'ay faict expédier et envoyer, à tous les baillly et seneschaulx, lettres de commission expresse pour saisir et mettre en ma main le temporel de tous lesdictz refu- sans et les contraindre au paiement de leurs cothes tout ainsi qu'il est acoustume de faire pour mes propres deb- tes et affaires. Parquoy vous pourriez estre secouru et aidé desdictz baillifz et seneschaulx, estant en votre dio- cèse, car ilz ne faudroit de faire toutes les executions qui seront necessaires et dont vous les requerez. Et de tout ce que y ferez vous me advertirez souvent ou mon cousin le cardinal de Sens chancelier.

Au demourant, je vous pryé, Monsieur de Mande,

m'envoyer par déclaration entièrement toutes les paroisses qui sont de vostre diocèse, et s'il est possible le nombre des autres eglises estant en icelluy, et que ce soit le plus tost qui vous sera possible et par homme exprès qui viendra quelque part que je seroy, lequel je feray contenter de son voiage, car je vous advise que jen ay necessairement à besongner et pour chose qui mest de grosse importance. Parquoy je vous pryé ny faire faulte. Priant à Dieu qui vous ayt en sa sainte garde.

Escrypt à Paris le XI^e jour de septembre mil cinqcen-
vingt neuf.

Signé : FRANÇOIS.

Et plus bas : ROBERTET.

Archives départementales, G. 713

ROOLLE DES DITES DÉCLARATIONS FAITES PAR LES-
DICTZ NOBLES ET NON NOBLES, FEUDATAIRES DUDICT
DIOCÈSE DE MENDE ET COTHISÉ EZ DIXIESMES PAR-
TIES D'ICELLES PAR PARCELLES, S'ENSUYT :

Et premierement lesdictz nobles.

Le seigneur de Canilhac, par son procureur ou ad-
ministrateur, nommé Charles de Rochebaron, escuyer,
lequel a par son jurement affermé la valeur du bien

noble de son dict maistre en ladicte seneschaussée de Beaucaire, par commune année, monte la somme de douze cens vingt six livres tournois. Monte la dixiesme partie d'icelle somme 122 livres 12 sols.

Germain de Foix, escuyer, pour la baronnie de Thoras et deppendances d'icelle et autres biens de la maison du baron de Pierre, par Jacques de Dyenne, escuyer, administrateur desdictz biens nobles, a affirmé avec jurement, iceulx biens valoir en commune année sept cens livres tournois, monte la dixiesme partie 70 livres.

Le seigneur de Trélans a affirmé avec jurement, son bien noble valoir commune année six vingtz livres tournois. Monte la dixiesme partie 12 livres tournois.

Le seigneur de la Ressenade a dit avec jurement son bien noble valoir en commune année soixante livres tournois, monte la dixiesme 6 livres.

Le seigneur du Besset et du Caylar, tant pour luy que pour sa femme, oultre ce quil possède en Rouergue, a dit avec jurement son bien noble valoir en commune année quatre vingtz livres tournois ; monte la dixiesme 8 livres.

Le seigneur du Roure, par le seigneur de Chausinés, son procureur, a affirmé la valeur d'une année du bien noble dudict seigneur du Roure, avec jurement, monter la somme de trois cents livres tournois. Monte la dixiesme 50 livres tournois.

Le dict seigneur du Chausinés en son nom propre, a dit avec jurement son bien noble valoir en commune année deux cents livres tournois. Monte la dixiesme 20 livres.

Le seigneur de Saint Estienne de Valfrançoise, dit de Cadoène, a affirmé, avec jurement, son bien noble audict diocèse, comprinse une mēterie en la diocèse d'Uzès, sēneschaucēe de Beaucaire, valoir en commune annēe la somme de troys cens livres tournois. Monte la dicte dixiesme 50 livres tournois.

Le seigneur de Meyronne a affirmé avec jurement, son bien noble, en ladicte seneschaussée de Beaucaire, valoir en commune annēe la somme de six vingtz dix livres tournois. Monte ladicte dixiesme 13 livres tournois.

Le seigneur de La Fayette a dict, avec jurement, son bien noble en la dicte seneschaussée valoir en commune annēe la somme de cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur du Martinés a juré pour La Roche, le Martinés, aussi pour Loys de Montjuzieu, duquel est curateur, le bien noble diceulx valoir, en commune annēe, la somme de unze vingtz livres tournois. Monte la dixiesme 22 livres tournois.

Le seigneur de la Garde, Charles d'Apchier, escuyer, par Loys d'Apchier, escuyer ; son procureur, a juré pour ledit sieur de La Garde, le bien noble d'icelluy par commune annēe valoir la somme de troys cens quarante cinq livres tournois, compris le bien qu'il a engagé du seigneur de La Fare. Monte la dixiesme 34 livres 10 sols tournois.

Le seigneur de La Brosse, Gilibert de Vergesac, a juré son bien noble et ensemble ce qu'il tient de sa femme de feu Pierre Pelisson, valoir par commune an-

née la somme de trente-trois livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur du Fort et du Pynet a dit avec jurement son bien noble valoir par commune année la somme de deux cens livres tournois. Monte la dixiesme 20 livres tournois.

Le seigneur de Condres et de Nyvernes a dict par son serement son bien noble valoir par commune année la somme cent cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 15 livres tournois.

Le seigneur du Macel (Mazel), Gabriel de Pierrebesses, par Loys d'Apchier, escuyer, son procureur, a dit et juré pour ledit de Pierrebesses, le bien noble d'icelluy, en commune année, valoir la somme de quarante-cinq livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres 10 solz tournois.

Le seigneur de Clamose (Clamouse), Antoine de La Tour, escuer, a affirmé avec jurement, son bien noble valoir en commune année, la somme de cent livres tournois. Monte la dixiesme 10 livres tournois.

Le seigneur de Roquelaure, par maistre Anthoine Tiliu, son procureur, a affirmé, avec jurement, le bien noble dudict Roquelaure, valoir en commune année la somme de trente livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Sainte Colombe a dit avec son jurement son bien noble valoir en commune année la somme de quarante livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres tournois.

Le seigneur de Malevielhe, (Malavieille) par Messire

Guy Pelamorgue, son frère, a affirmé avec jurement, le bien noble dicelluy Malevieille valoir en commune année la somme de cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Loyse de Pierre (Peyre) domaiselle, par ledict de Sainte Colombe, son oncle, a affirmé, avec jurement, le bien noble dicelle Loyse valoir en commune année, la somme de deux livres. Monte la dixiesme 4 sols tournois.

Le seigneur Dancète (Ancette), par Jacques Dancète, a dit, avec jurement, le bien d'icelluy seigneur, à présent malade, valoir en commune année la somme de six vingtz livres tournois. Monte la dixiesme 12 livres tournois.

Le seigneur de Gabiac (Gabriac), par maistre Syméon Garnier, son procureur, a affirmé, avec jurement, le bien noble dudict de Grabiach comprins celluy de sa femme, valoir par commune année la somme de troys cent cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 55 livres tournois.

Le seigneur d'Albespeires, Anthoine Chambon, a affirmé, avec serement, son bien noble valoir trente livres tournois par commune année. Monte la dixiesme 3 livres tournois.

Le seigneur du Montel, par luy le seigneur de Combettes, ainsi qu'à monstre par lectre missive, a juré le bien noble dudict du Montel, valoir par commune année trente livres quinze sols tournois. Monte la dixiesme 3 livres 4 sol 6 deniers.

Le seigneur de Maseribal, (Mazaribal), Claude de Montgros, a affirmé, par son jurement, son bien noble

valoir, par commune année, soixante livres tournois. Monte la dixiesme 6 livres tournois.

Le seigneur de La Sale, Jean Reynauldt, a juré et dit son bien noble, non compris ce qu'il a aliéné à Tinel, de Barre, François Chaptal, des Bondons et François Caylar, de Quézac, valoir, par commune année, la somme de trente livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres.

Le seigneur du Champ, a affirmé par son jurement, son bien noble, outre l'aliéné, valoir par commune année la somme de huit vingt livres tournois. Monte la dixiesme 16 livres tournois.

Le seigneur des Sales, Aldebert Frédauld a juré son bien noble et ce qu'il a de plusieurs à rachept, valoir, par commune année, la somme de deux cens cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 25 livres tournois.

Le seigneur de Cogossac (Cougoussac), a dit avec son serement, son bien noble, par commune année, valoir trente livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur du Villaret, Estienne Faulcon, a dit, par son serement, son bien noble, par commune année, valoir quarante livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres tournois.

Le seigneur de la Vinhe (La Vigne) et moytié de Montrodât, a affirmé, par son jurement, son bien noble valoir, par commune année, la somme de cent livres tournois. Monte la dixiesme 20 livres tournois.

Plus, pour et au nom de Mademoiselle sa femme, a juré le bien noble dicelle valoir en commune année,

la somme de cent livres tournois. Monte la dixiesme 10 livres tournois.

Le seigneur de la Case (Caze) a affirmé, par son serement, son bien noble, compris celluy de sa femme valoir par commune année la somme de cent livres tournois. Monte la dixiesme 10 livres tournois.

Messire André Dauton, escuyer, a juré son bien noble a affirmé et juré, pour ledict da Mirindol, duquel il est procureur ad ce fère, le bien noble dudict de Mirindol valoir par commune année la somme de deux cens livres tournois. Monte le dixiesme 20 livres tournois.

Le seigneur de Boyssières a dit avec serment son bien noble valoir par commune année la somme de trente livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Jean de Planchamp, escuyer, a affirmé, par son serement, son bien noble valoir par commune année vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Le seigneur de Salgas a juré son bien noble valoir par commune année quarante livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres tournois.

Le seigneur de Bénistan, Jehan Auzirand, a juré son bien noble valoir, par commune année, trente cinq livres tournois, Monte la dixiesme partie 3 livres 10 sols tournois.

Privat Enjalvin, escuier, a juré son bien noble valoir par commune année cinq livres tournois. Monte la dixiesme partie 10 sols tournois.

Le seigneur de Pojol, Marquet de la Fare, a juré son bien noble valoir par commune année soixante dix livres tournois. Monte la dixiesme 7 livres tournois.

Le seigneur de Rochebalier (Rochevalier), a affirmé avec jurement son bien noble, oultre l'engaigé, valoir par commune année vingt-deux livres 10 sols tournois. Monte la dixiesme partie 2 livres 5 sols tournois.

Messire Anthoine Raymond, prieur de la Condamyne, a juré son bien noble valoir par commune année quarante six livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres 12 sols tournois.

Le seigneur de Saint-Remyse, tant pour luy que pour dame Guabrielle, a juré et dit son bien noble valoir par commune année cinq cens livres tournois. Monte la valoir par commune année quinze livres tournois et monte la dixiesme, 50 sols tournois.

Le seigneur de Miral, par Anthoine son filz, a juré le bien noble de son dit père valoir par commune année cent livres tournois. Monte la dixiesme 10 livres.

Le seigneur de Montesquieu a affirmé, par jurement, son bien noble, oultre un village nommé Pruneyrolles, aliéné au clergé de Mende, avec juridiction moienne et basse et ung aultre villaige nommé Rieyse au collège des cinq plaies de Mende, valoir par commune année cent livres tournois. Monte la dixiesme partie 10 livres tournois.

Le seigneur de Fa a affirmé par son serement son bien noble, oultre lengaigé, valoir par commune année trente livres tournois. Monte la dixiesme 3 livres tournois.

Le seigneur de Umbret, Lionnet de Linhac, a dit avec serement, son bien noble valoir par commune année, soixante livres tournois. Monte la dixiesme 6 livres tournois.

Le seigneur des Salelles a affirmé par son jurement, son bien noble, oultre ce qu'il a aliéné a rachept, valoir par commune année, trente livres tournois. Monte la dixiesme, 5 livres tournois.

Le seigneur de Cumbettes (Combettes), a affirmé, par son serment, son bien noble, oultre les pencions qu'il donne, valoir de quicte, par commune année, la somme de cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Pailherets, Pierre de la Panoze, a juré et affirmé son bien noble, dans la seneschaussée de Beaucaire, valoir par commune année six vingtz livres tournois. Monte la somme de 12 livres tournois.

Le seigneur de Mirindol, par Anthoine de Montesquieu dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Pomperenc, par Guillaume Texier, son principal négociateur, a déclaré, avec son serement, le bien noble dudit Pomperenc valoir par chascune commune année soixante dix livres tournois. Monte la dixiesme 7 livres tournois.

Le seigneur de La Garde, gouverneur de Saint-Laurens de Rivedort, avec jurement, a affirmé son bien noble valoir par commune année trente cinq livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres 10 sols tournois.

Le seigneur de Arialz, en Auvergne (Auvergne), pour ce qu'il tient de bien en la Sèneschaussée de Beaucaire, par Guillaume Texier et ou nom de Vidal Merle, son assenseur, a juré le bien noble dudit de Arialz, valoir en commune année deux livres six solz huit deniers, pour la dixiesme parje monte 4 solz 8 deniers.

Du mercredi dix neuvième de janvier

Domaiselle Anne de Lestic (Lastic) conaigneuresse de Montrodât, par Pierre Jouve (Jouve) dit Florentin, son rentier, a juré le bien noble de ladicte de Lestic, pour sadicte part de Montrodât, valoir par commune année cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Monsieur Guillaume de Gramont, archidiacre de Mende, tant pour luy que M. Robert, son frère, a dit, avec son jurement avoir acquis aucuns biens nobles en ladicte sénéchaussée de Beaucaire, valent par commune année, ensemble leurs autres biens nobles de ladicte sénéchaussée, trente livres tournois. Monte la dixiesme 3 livres tournois.

Les héritiers de feu Pons Jordan, seigneur de Peloze (Pelouse), par le seigneur de la Ressenade, a juré et affermé les biens nobles desdictz héretiers ses cousins, valoir par commune année cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Linhac, (Lignac) par maistre Siméon, du Malzieu, qui a requis, pour ledict seigneur, terme à venir informer de la valeur des biens dudict de Linhac, auquel avons assigné venir dans huictaine sur la peine de confiscation du bien noble.

Le seigneur d'Abric a par son serement affermé son bien noble valoir, par commune année, trente livres tournois. Monte la dixiesme 3 livres tournois.

Le seigneur de Saint Julien, dit de Folhaquier par Loys d'Albinhac, escuyer, son gendre, a juré et affermé

le bien noble d'icalluy de Saint Julien, duquel est procureur, ad ce constitué, valoir par commune année quatre vingtz livres tournois. Monte la dixiesme 8 livres tournois.

Le seigneur d'Albinhac susdict, a juré son bien noble valoir par commune année quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Messire Anthoine de Thalamas, prieur de Salmont, par ledict d'Albinhac, son procureur ad ce faire, a affirmé avec jurement le bien noble dudict de Thalamas valoir par commune année six vingtz livres tournois. Monte la dixiesme 12 livres tournois.

Le seigneur de Salabusses, Guy Jurquet, par messire Fredauld Jurquet, son oncle, a juré et affirmé le bien noble dudict de Salabusses, comprins sa part de Montjuzieu et le bien noble de domaiselle Loyse, fille de feu Raymond Peyre, valoir par commune année sept vingtz livres tournois. Monte la dixiesme 15 livres tournois.

Le seigneur de Rocheblave, avec jurement, a déclaré son bien valoir par commune année la somme de soixante livres tournois. Monte la dixiesme 6 livres tournois.

Aymeric de Roquelongue, escuyer, par Pierre, son fils et procureur ad ce faire, a juré et affirmé le bien noble de son dict père valoir par commune année cent livres tournois. Monte la dixiesme 10 livres tournois.

Le seigneur et baron de Pierre (Peyre) par maistre Pierre Gautier, procureur ad ce faire, a avec serement affirmé le bien noble dudict seigneur, dedans la seneschaussée de Beaucaire, en ce non compris la baronnie

de Thoras et la chevance Dandruejols, valoir par commune année, desduites les charges, deux mille livres tournois. Monte la dixiesme 200 livres tournois.

Le seigneur de Bessettes a affirmé par serement son bien noble de ladicte seneschaussée, oultre ce que sa mère tient et possède au pays de Vivaroys, valoir par commune année cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Briges a déclaré, avec serement, son bien noble valoir par commune année cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur du Caylar (Chaylar), François Pelamorgue a déclaré par serement son bien noble valoir par commune année quarante cinq livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres 10 solz tournois.

Le seigneur de Monteuloux (Montialoux) conseigneur du Tornel, Jehan Guerin dit de Cardilhac, a déclaré par serement son bien noble en ladicte seneschaussée de Beucaire valoir par commune année cent cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 15 livres tournois.

Le seigneur du Besset a affirmé par son serement son bien noble valoir par commune année cent unze livres tournois. Monte la dixiesme 11 livres 2 sols tournois.

Gervays de Molins, escuyer, a affirmé, avec jurement, son bien noble valoir par commune année quarante livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres tournois.

Le seigneur de Malaval a affirmé, avec jurement, son bien noble valoir par commune année trente cinq livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres 10 sols tournois.

Le seigneur de Fontanes a déclaré avec jurement son

bien noble valoir par commune année cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Saint Jueri, Glaude Aribart, escuyer, a déclaré, avec jurement, son bien noble valoir par commune année cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Ventajol, audict seigneur de Fontanes, a esté assigné six jours à demembrer ou déclarer la valeur du bien noble dudict de Ventajol, à présent, comme a dit, en Provence et ce sur la peine de la confiscation du dit bien.

Après receu par ledict seigneur de Lambrandès et déclaré 10 livres tournois.

Domaiselle Jehane de Linhac (Lignac) par messire Glaude Gibert, son procureur ad ce faire, a déclaré le bien noble dicelle domaiselle valoir par commune année trente deux livres 15 solz tournois. Monte la dixiesme 5 livres 5 solz 6 deniers.

Le seigneur de Coffort (Couffours) Anthoine de Rochedragon, par ledict messire Glaude Gilbert, procureur ad ce faire, a juré et dit le bien noble dudict de Coffort valoir par commune année la somme de trente deux livres quinze sols tournois. Monte la dixiesme 3 livres 5 solz 6 deniers.

Le seigneur de Malmont et Solatges a avec jurement affirmé son bien noble valoir par commune année, vingt cinq livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 10 solz tournois.

Le seigneur de Montpeyroux, par maistre Anthoine Escurette, son procureur ad ce faire, a déclaré avec ju-

remettent le bien noble dudict de Montpeyroux valoir par commune année six vingtz dix livres tournois. Monte la dixiesme 12 livres tournois.

Le seigneur de Gorssac (Corsac) a affirmé, avec serement, son bien noble outre l'aliéné a rachapt à Estienne Atgier, messire Guillaume Mombel, clergé de Mende, chapelle Saint Michel et chapelle Sainte Anne de Mende, valoir en commune année cent livres tournois. Monte la dixiesme 10 livres tournois.

Le seigneur de Calvisson et Saint Alban a esté assigné à son envoyé a vendredi prochain venir suffisamment declairer, avec jurement, sur la poine de confiscation de son bien noble.

Le seigneur de Javillet a déclaré avec jurement son bien noble, outre aucuns fiefz par luy rachaptez qui sont taliabes, valoir la somme de vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Le seigneur du Marreseil (Marazel) a affirmé avec jurement son bien noble valoir en commune année la somme de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Domaiselle Isabel de Patheretz, par maistre Jehan Negret, son gendre et procureur ad ce faire, a juré et affirmé le bien noble d'icelle valoir par chascune année quatre livres sept sols tournois. Monte la dixiesme 8 solz 8 deniers tournois.

Le seigneur d'Ucelz a juré et affirmé son bien noble tant de luy et de sa femme valoir par commune année sept vingtz livres tournois. Monte la dixiesme 14 livres tournois.

Messire Guillaume Mombel, par ledict seigneur d'Ucelz, son frère et procureur ad ce faire, a affermé avec serement le bien noble dudict Mombel valoir par commune année vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Les heretiers de feu Jehan Borses, par ledict seigneur d'Ucelz, leur curateur, ont juré et affermé les biens nobles desdictz héretiers valoir par commune année la somme de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Le seigneur d'Amorettes a juré son bien noble valoir, par commune année, douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jehan du Crozet, escuyer, a affermé avec jurement son bien noble valoir par commune année, donze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz.

Anthoine Reth, escuyer, tant pour soy que pour le seigneur de Chaminades, son frère, et Jehan Estoard, son cousin, compris le bien noble de feu sa femme de Bressoles, a juré les biens nobles d'iceulx valoir par commune année la somme de vingt huit livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 16 solz tournois.

François d'Albinhac, escuyer, a affermé par serement son noble bien valoir par commune année six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Ce mesme jour susdict, mercredi dix-neufvierme de janvier. Par mandement de nosdictz d'Apchier et Ceneret, commissaires susdictz, avons faict assavoir par Giscard Dalmas, sergent royal dudict Mende, a voix de trumpe et cry publique, en la plasse publique dudict

Mende que les nobles et autres ayans fiefz, rierrefiefz, rentes, revenus et autres biens nobles, eussent à venir déclarer la vraye valeur d'iceulx et prester le serment ainsi qu'est mandé faire es lettres de nostre dicte commission et ce pour tout ledict jour, sur peine de confiscation de leursdictz biens nobles et destre inobedians envers le Roy nostre seigneur.

Et ce faict, se sont présentés devant nosdictz commissaires, au devant la porte de ladicte maison canonically devers le simintière, nobles François Reth, seigneur des Pradelz et Estienne Roquoles, conseigneur de Rimeyse, nostre clerc greffier et Loys Sabran pour mademoiselle de Lopiac, prestz a jurer et declairer, lesquelz avons assignez à lendemain.

Du jedy vingtiesme de Janvier.

Le seigneur de Barre, par maistre Estienne Boerii, son procureur, par lettre missive a nous exhibée, a juré en sa conscience propre et declairé le bien noble dudit seigneur de Barre valoir en commune année troys cens livres tournois. Monte la dixiesme, 50 livres tournois.

Le seigneur des Pradelz, François Reth, dict de Chamminades, a juré et declairé son bien noble valoir, par commune année, douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Le seigneur de Lopiac, par Loys Sabran, son procureur ad ce faire, par domaiselle de Lopiac, constitué, a affirmé avec jurement le bien noble dudit de Lopiac, en la sénéchaucée de Beaucaire valoir par com-

munne année six vingtz dix livres tournois. Monte la dixiesme, 13 livres tournois.

Le conseilneur de Servièrre et ses membres, Jean Dolhon, par maistre Jehan Avyt, son procureur, a juré et déclaré le bien noble d'icelluy Dolhon, en ladite Seneschaucée de Beaucaire, valoir par commune année neuf vingtz livres tournois. Monte la dixiesme, 18 livres tournois.

Le conseilneur de Rimieyse, par Estienne de Roquoles, son filz et donataire, a juré et affermé le bien noble de son dict père et de luy, outre ce qu'ilz ont à rachat alienné au clergé de Mende, valoir en commune année la somme de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Le seigneur de Florac, par Gabriel Rompon, plaige de Bernard Rompon, rentier de ladicte seigneurie, a déclaré par son serement le bien noble dudict seigneur, touchant la baronie dudict Florac, valoir en commune année la somme de onze cens cinquante livres tournois. Monte la dixiesme partie, 105 livres tournois.

Le seigneur de La Bastide, Léonard Plantavit, par M^e Jehan de Petra, son procureur, ad ce faire, a déclaré par son serment le bien noble dudict Plantavit valoir en commune année 110 livres tournois. Monte la dixiesme 11 livres tournois.

Le seigneur de Solatges, Anthoine Gaudiac, a affermé, par son serement, son bien noble valoir en commune année la somme de vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Les héretiers de feu Jean Amargier, seigneur de Beau-

regard, par maistre Pierre Amargier tuteur desdictz héritiers et administrateur desdictz héritiers, a juré et déclaré le bien noble d'iceulx valoir en commune année quatre-vingtz livres. Monte la dixiesme, 8 livres tournois.

Ledit jour, jeudi vingtiesme de janvier, en la salle de ladicte maison du prévost dudict Mende. Par devant nous d'Apchier et de Cénaret, barons, commissaires susdictz, se sont présentez Messires Guillaume de Gramont, archidiacre ; Aldebert Algier, chanoines dudict Mende ; Jehan Martin, vieulx, pour le clergé dudict Mende ; Jehan Castavin, pour le colliege de Quézac ; Jehan Benoit pour le colliege de Bon Conseil ; Anthoine de Roqua, pour le colliege Saint Lazare ; Jehan Baldit, pour le colliege des Cinq Playes ; M^e Estienne Bestion, pour les abbé et couvent de la Chaise Dieu.

Ausquelz avions hier assigné à cest présent jour à bailther par escript ce que avoict propousé, desduit et requis par devant nous. Lesquelz ont bailhé leur dire et requisition par escript, et demande comme ce contiennent en ung caier de papier comensant, etc.

Ausquelz et à leurs adhérens avons donné et préfixé terme à leur faire responce à demain vendredi vingt ung dudict mois de janvier. Présens ad ce noble Rogier de Causse, M^e Guillaume Ladet, prebtre, et M^e Jehan Cappellani de Florac, et d'Estienne de Roquoles, notaire, notre greffier.

**Du vendredi vingt ungiesme jour dudict
janvier.**

Le seigneur de Byllières, Jacques d'Apchier, escuyer, a affermé, par son serement, son bien noble, assavoir est aucunes piesses de terre en ladicte seigneurie de nousdict seigneur d'Apchier, par nous de nostre censive annuelle affranchies, non compris ce que Mgr le baron de Pierre luy a bailhé de rural, valoir en commune année dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Le seigneur de Roquoletes, par serement, a déclaré et dit son feu père autresfois avoir denumbré son bien noble valoir cinq cens livres tournois, tant en Gevauldan, Vellaye que Rouergue, et en a engagé, ledict déclarant, comme a dict, pour le service du Roy, six cens livres tournois, et ce à plusieurs qui tiennent son bien noble, qui luy revient chacun an, de vraye valeur, dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Continuant au faict de nostre commission et aussi par vertu d'autres lettres de par le Roy nostre sire, à nous envoyées, dattées du jour.... 1529, ensemble aultres lettres patentes de commission par vous, M. le sénéchal de Beaucaire et de Nismes à nous mandées, faisans mention que le Roy nostre dict seigneur entendoit que tous et chascuns tenens terres et possessions en franc aleu et aussi biens et héritaiges non taillables audict seigneur seroient tenuz d'iceulx, avec sérement, pardevant nous, declairer et dire la vraye valeur d'une

commune année, pour estre secourables au payement de la rançon de MM. ses enfans, de la dixiesme partie de ladicte valeur, ainsi que plus à plain est contenu es dictes lectres. Et, en ce que en icelles nous est mandé faire, avons ung chascun de nous en divers lieux et jours dudict janvier et feuvrier et suyvant, ainsi que nous est mandé faire par les instructions, procédé comme apert, et avons mandé par actiquêtes ausdictz seigneurs de Sinzelles et de Lambrandés, commis à la recepte des deniers de ladicte dixiesme, et ont declairé et dit les dessoubz nommés comme sensuyt :

Et premierement. Le seigneur de Verdun, messire Anthoine de Linhac, par maistre Pierre Symon son procureur, a affirmé, avec jurement, son bien noble valoir en comune année, de ce qu'il tient en la sénéchaucée de Beaucaire, cent cinquante livres tournois. Monte la dixiesme, 15 livres tournois.

Le seigneur de Villencufve a affirmé, avec serement, son bien noble valoir, commune année, cinquante troys livres tournois. Monte la dixiesme, 5 livres 6 solz tournois.

Le seigneur de Colas, par son exprès messaige, a juré son bien noble valoir en commune année vingt livres tournois. Monte la dixiesme, 2 livres tournois.

Le seigneur de Rochebaron ou ses heoirs, par maistre Pierre et Pierre Gaudes, procureurs de hault et puissant seigneur Mgr de Brion, tuteur desdictz heoirs, a juré leur bien noble valoir en commune année, de ce qu'est dans la sénéchaucée de Beaucaire, la somme de cinq cens livres tournois. Monte la dixiesme 50 livres tournois.

Le seigneur de Busarengues, par maistre Jehan Gardelle, son procureur, a déclaré par serment son bien noble valoir par commune année soixante cinq livres tournois. Monte la dixiesme 6 livres 10 solz tournois.

Damoyselle Claude de Montjuzien, tutrice de ses enfans, heoirs de feu noble Pierre Du Mont, seigneur de la Chapelle, par M. de Sinzelles, son procureur, a affermé par jurement son bien noble valoir en commune année la somme de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Le seigneur de Montelh de Marciac, pour Moriers, par M. de Launé son frère. a affermé par serement, en son ame et de son dict frère, son bien noble valoir, par commune année, la somme de cent livres tournois. Monte la dixiesme, 10 livres tournois.

Le seigneur de Soleyrol, Pierre de La Fare, a juré son bien noble valoir en commune année la somme de 8 livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Oultre la borie de Moline que Anthoine Tinel, de Barre, tient de luy en gaige.

Plus Jehan Rodier, de Barre, tient une pïesse de castanet dudict Soleyrol.

Plus Anthoine Gras, de Molezon, ung aultre castanet dudict Soleyrol.

Plus Glaude et Raymond Combemale, chascun deux ung aultre piece de castanet.

Plus Jehan Malzac, de Barre, tient ung aultre castanet de ladicte borie.

Le seigneur de Vennach a affermé, par serement, son

bien noble valoir la somme de quarante livres tournois par commune année. Monte la dixiesme 4 livres tournois.

Le seigneur de Roquefueil le Vieulx, par Bernard du Têrond, escuyer, son procureur, a juré la valeur de son bien noble, en commune année, valoir deux cens livres tournois, et pour son filz cent quarante livres tournois. Monte la dixiesme, 34 livres tournois.

Le seigneur de Moyssac, pour son procureur, a juré la valeur annuelle de son bien noble, en commune année, à la somme de cent et vingt livres tournois. Monte la dixiesme, 12 livres tournois.

Noble André de Barjac, paroisse de Saint Martin de Bobalz, a juré son bien noble valoir, en commune année, la somme de sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme, 15 solz tournois.

Noble Jehan du Crémat, parroisse Saint Martin de Bobalz, a juré son bien noble valoir, en commune année, la somme de vingt cinq livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 10 solz tournois.

Noble seigneur de Capluc a juré son bien noble valoir, en commune année, la somme de cinquante livres tournois. Monte la dixiesme partie 5 livres tournois.

Le seigneur de Lodières a juré son bien noble valoir en commune année la somme de vingt cinq livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 10 solz tournois.

Le seigneur et baron de Cénaret et comtor de Montferrant a juré, par M. de Lambrandés, la valeur de mille livres tournois. Monte la dixiesme 100 livres tournois.

Monseigneur le duc de Lorraine, pour la baronnie de

...er, en Gévaudan, par MM. ses officiers, a juré la valeur en commune année de ladite baronie la somme de quatorze cens livres tournois. Monte la dixiesme 140 livres tournois.

Le seigneur de Mongon, M. Jehan de Liotaing, dit de la Clause, par Messire Jehan Valès, son procureur, a juré la valeur de son bien noble, en commune année, de six vingt livres tournois. Monte la dixiesme 12 livres tournois.

Le seigneur de Ligonnés, a juré la valeur de son bien noble, en commune année, de trente livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur d'Arfolhette, par maistre Estienne Alary, notaire, a juré la valeur de son bien noble, en commune année, de vingt-huit livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 16 solz tournois.

Le seigneur de Calvisson et Saint Alban, par noble Loys d'Apchier, seigneur de Brossades, son procureur, a juré la valeur de son bien noble en la sénéchaucée de Beaucaire, en commune année, de mille livres tournois. Monte la dixiesme 100 livres tournois.

Le seigneur de Blavinhac, a juré son bien noble valoir, en commune année, la somme de treize livres tournois. Monte la dixiesme 26 solz tournois.

Le seigneur et baron d'Apchier et de la Gorsse a juré son bien noble au diocèse de Mende et sénéchaucée de Beaucaire, son bien noble valoir en commune année troys mille livres tournois. Monte la dixiesme 500 livres tournois.

Du huictiesme jour de mars 1530.

Le seigneur de Sinzelles, Pierre de Sinzelles, escuier, conreuveur des deniers de ladicte dixiesme, a déclaré moient son serement, son bien noble valoir, en commune année, la somme de cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Le seigneur de Lambrandés, Jehan Grégoire, escuier, conreuveur des deniers de ladicte dixiesme a déclaré moient son serement, son bien noble valoir la somme de soixante livres tournois en commune année, et monte la dixiesme 6 livres tournois.

Somme universelle desdictes cent trente cinq parcelles desdictz nobles monte la somme de deux mil cent cinquante livres neuf sols dix deniers tournois.

Ainsi que dessus esdictes cent trente cinq parcelles déclarées par lesdictz nobles, moient seremens receuz par mesdictz seigneurs d'Apchier et Ceneret, commissaires et esleuz susdictz, a esté déclaré et cothisé par dixiesme parties que se montent universelement à ladicte somme de deux mil cent cinquante livres neuf solz dix deniers tournoir. Et en foy de ce que dessus, je Estienne de Roquoles, notaire publique de Mende, par mandement de mesdictz sieurs commissaires, me suis cy sousigné le 24^e jour de mars mil-cinq cens vingt neuf (1530).

Signé : DE ROQUOLES, notaire.

SENSUIVENT LES NOMS ET SURNOMS DES FEUDATAIRES
NON NOBLES QUI ONT AVEC JUREMENT PAR EULX
FAICT PAR DEVANT NOUS DICTZ D'APCHIER ET DE
CENARET, COMMISSAIRES SUSDICTZ, DÉNUMBRÉ, DIT
ET DÉCLAIRÉ LA VRAIE VALEUR DE LEURS FIEFZ,
RIEREFIEFZ, RENTES, REVENUZ ET AUTRES BIENS
NOBLES QU'ILZ TIENNENT ET POSSÈDENT EN LA-
DICTE SÉNESCHAUCÉE DE BEUCAIRE, AINSI QU'EST
MANDÉ FAIRE PAR LA TENEUR DE NOSTRE DICTE
COMMISSION.

Et premierement :

**Du mardi XVIII^e de janvier mil cinq cens
vingt neuf (1530).**

Aldebert Morrebrun, par son père Pascal Morrebrun,
a, avec jurement, affermé par sondict père, duquel a
baillé procure ad ce fere, son bien noble valoir par
commune année dix sept livres tournois. Monte la
dixiesme 34 solz tournois.

Maistre Gilibert Malian, pour son père, qui a dit estre
malade, a affermé, avec son serement, son bien noble
valoir par commune année deux cens livres tournois.
Monte la dixiesme 20 livres tournois.

Maistre Bernard Fabri, de Maruejols, par le seigneur
de la Brosse, son procureur, a dit le bien noble dudict
Fabri, valoir par commune année 8 livres 10 solz tour-
nois. Monte la dixiesme 17 solz tournois.

Françoys Goty, de Quésac, a affermé, par son sere-

meat, son bien noble valoir par commune année dix livres tournois. Monte la dixiesme partie 20 solz tournois.

Dieural Rostanh, de la Canorgue, a dit par son serement, son bien noble valoir par commune année quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jehan Brunenc, de Sainte Enimie, a juré son bien noble valoir, par commune année, quatre vingtz troys livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 8 livres 7 solz tournois.

Messire Espinasse, de la Canorgue, pour son frère, duquel est procureur ad ce faire, a affirmé avec jurement le bien noble de son dict frère valoir en commune année dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Messire Anthoine Coret, prebtre des Salèles, a affirmé avec jurement son bien noble valoir par commune année six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Jacques Bastide, du Raschas, a juré son bien noble valoir par commune année vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Raymond, bailla de Prades de Tarn, a juré son bien noble valoir en commune année trois livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Guillaume Vigan, de Ste Enimie, a juré son bien noble valoir, en commune année, troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Antoine Colomb, de Langeshe, a affirmé avec jure-

ment son bien noble valoir, en commune année, quarante livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres tournois.

Pierre Colomb, de Mende, frère audict Anthoine, a juré son bien noble valoir en commune année, six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Maistre Vidal Lardat, du Malzieu, a juré son bien noble valoir, en commune année, vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Maistre Anthoine Rotundi, pour son père, ainsi que a faict foy de sa procure, a dit avec jurement le bien noble de son dict père valoir, par commune année, dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan de la font, de Ste Enimie, a juré son bien noble valoir par commune année sept livres tournois. Monte la dixiesme 14 solz tournois.

Françoys Fornier, dudict lieu, a juré son bien noble valoir, en commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Barthelemy Penalh, de Saint-Chély de Tarn, a juré son bien noble valoir en commune année sept livres tournois. Monte la dixiesme 14 solz tournois.

Jehan Culturon, de Ste-Enimie, a juré son bien noble valoir en commune année deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Messire Privat Salas, par Barthelemy Penal, son procureur ad ce faire, a juré le bien noble dudict Salas valoir en commune année troys livres quinze solz tournois. Monte la dixiesme 7 sols 6 deniers.

Jehan de Malafosse, de Florac, a juré son bien noble

valoir par commune année six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Nicolas Botet, de Ste-Enimie, a dict et juré son bien noble valoir, par commune année, dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Pierre Parlier, de Ste Enimie, a juré son bien noble valoir, en commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jehan Dolce, dudict lieu de Sainte Enemye, a juré son bien noble valoir, par commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Anthoine Baut, de Saint Chély de Tarn, a juré son bien valoir en commune année dix solz tournois. Monte la dixiesme partie 1 sol tournois.

Jehan Ladet, dudict Saint-Chely, a juré son bien noble valoir par commune année dix solz tournois. Monte la dixiesme partie 1 sol tournois.

Loys Baut, dudict Saint Chély susdict, a juré son bien noble valoir, en commune année, dix solz tournois. Monte la dixiesme partie 1 sol tournois.

Guillaume Bastide, de Sainte Enimye, a juré son bien noble valoir, par commune année, dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Privat Gilbert, de Saint Chely de Tarn, a juré son bien noble valoir, par commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

François Albaric, de Sainte Enemye, a juré son bien noble valoir, par commune année, cinq solz tournoys. Monte la dixiesme 6 deniers.

Anthoine Saury, de Nostre Dame de Valfrançoise, a juré son bien noble valoir, par commune année, sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 15 solz tournois.

Jehan Privat, de Fobies, a juré son bien noble valoir, par commune année, six livres cinq solz tournois. Monte la dixiesme 12 solz 6 deniers tournois.

Ledict Jehan, pour Guillaume Brosson, a juré, par procuracion, le bien noble dudict Brosson, valoir en commune année la somme de deux livres dix solz tournois. Monte la dixiesme, 5 solz tournois.

Anthoine Feltrier, de Saint Chély de Tarn, a juré son bien noble valoir, en commune année, quatre solz tournois. Monte la dixiesme 5 deniers.

Guillaume Dides, dudict lieu, a juré son bien noble valoir, par commune année, trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Pierre Rodilh, dudict lieu, a juré son bien noble valoir, en commune année, trente solz tournois. Monte la dixiesme, 5 solz tournois.

Guillaume Montelh, de Sainte Enemye, a juré son bien noble valoir, en commune année, cinquante solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Pierre Badaroux, dudict lieu, a juré son bien noble valoir, en commune année, troys solz tournois. Monte la dixiesme 4 deniers.

Jacques Molines, de Finialz, a juré son bien noble valoir, en commune année, seize livres tournoys. Monte la dixiesme, 52 solz tournoys.

Aldebert Rodil, pour Jehan Pierre, de Sainte Eni-

mie, a juré le bien noble dudit Pierre valoir, en commune année, troys livres tournoys. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Jehan Maurisi, de la Canorgue, a juré son bien noble valoir, en commune année, huict livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Jehan Chaptal, de Montelh, paroisse des Bondons, a juré son bien noble valoir vingt solz tournois en commune année. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Guillaume Florit, par maistre Pierre Symeon, du Malzieu, son procureur, a juré le bien noble dudit Florit valoir par commune année vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Du mercredi XIX^e dudict janvier.

Pierre Jouve (Jouve) dit Florentin, de Maruejolz, a juré son bien noble valoir, en commune année, huict livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Jehan Jouve (Jouve), dit Florentin, dudit Maruejol, a juré son bien noble valoir, en commune année, cent dix livres tournois. Monte la dixiesme 11 livres tournois.

Anthoine et Anthonie Faure, de Saint Chély d'Apcher, par noble François Pelamorgue, leur procureur, ont juré leur bien noble valoir, en commune année, douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jacques Eglise, par M. de Bessetes, son procureur, a juré le bien noble dudit Eglise valoir, par commune année, deux livres troys solz tournois. Monte la dixiesme 4 solz 4 deniers.

Messire Anthoine Dides, prebtre, de Sainte Enemie, a juré son bien noble valoir, en commune année, six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Vidal Du Peyron, dit Sole, du Malzieu, a juré son bien noble valoir, en commune année, quinze livres tournois. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Vidal Talier, dudict Malzieu, par ledict du Peyron, son procureur, a juré le bien dudict Talier valoir, par commune année, dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Messire Jehan Agulhon, de Saint Chély de Tarn, a juré son bien noble valoir, en commune année, vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Jacques Laurens, de Maruejol, a juré son bien noble valoir, en commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Maistre Guillaume Martin, de Brossouz, a juré son bien noble valoir, en chascune année, trente livres tournois. Monte la dixiesme 3 livres tournois.

Pierre Coste, de Molines, a juré son bien noble valoir, par commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jacques Paris, de Yspanhac (Ispagnac), a juré son bien noble valoir, en commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Estienne Atgier, de Mende, a juré son bien noble valoir, en commune année, quarante une livre quinze solz 6 deniers tournois. Monte la dixiesme 4 livres 3 sols 7 deniers tournois.

Messire Jehan Cavalier, de Banassac, prebtre, a juré son bien noble valoir, par commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Loys Privat, par M. Jehan Laurens, son gendre et procureur, a juré le bien noble dudict Privat valoir, en commune année, trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Reymond André, de la Teysonière, paroisse Sainte Enmie, a juré son bien noble valoir, par commune année, troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Messire Ancelme Mejam, docteur, par M. de Javillet, son procureur, a juré le bien noble dudict Méjam, valoir, en commune année, quarante troys solz six deniers. Monte la dixiesme 4 solz 4 deniers.

Anthoine Bragose, de Yspanhac, a juré son bien noble valoir, en commune année, vingt deniers tournois. Monte la dixiesme 2 deniers tournois.

Jehan Tebe, de Teysssonière, a juré son bien noble valoir, en commune année, troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Messire Jehan Massador, prebtre de Mende, a juré son bien noble, duquel a faict fundacion en l'église Saint Estienne du Valdonés, valoir en commune année sept livres tournois. Monte la dicte dixiesme 14 solz tournois.

Messire Guillaume Falguière, prebtre du Rozier, a juré son bien noble valoir, en commune année, vingt cinq livres tournois. Monte la dixiesme partie 2 livres 10 solz tournois.

Gabriel Serre, de Maruejol, a juré son bien noble valoir, en commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Glaude Arnould, de Bédoues, outre ce qu'il a aliéné à Guillaume Molines, a juré son bien noble valoir, en commune année, douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Messire George Vaylet, par messire Jehan Négret, mary à sa niepce, et procureur dudict Vaylet, a juré le bien noble dudict Vaylet valoir, en commune année, vingt cinq livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 10 solz.

Maistre Jehan de Chasalmartin, tant pour luy que Vidal, son cousin, a juré leurs biens nobles valoir, en commune année, vingt cinq solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz 6 deniers.

Jehan Miraman, de Sainte Enemie, a juré son bien noble valoir, en commune année, trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz.

Brengon Bacon a juré son bien noble valoir, en commune année, trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Anthoine La Figuière, de Saint Martin de Lansoscle, a juré son bien noble, outre la part que Jehanne sa sœur, femme à Anthoine Gardès, de Campel, de la dicte parroisse tient, valoir en commune année neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Maistre Jehan Cayrel, notaire de Mende, a juré son bien noble valoir, par commune année, troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Barthélemy Brosson, de Saint Martin de Lansoscle, a juré son bien noble valoir, en commune année, troyz livres six solz deux deniers tournois. Monte la dixiesme 6 sols 8 deniers tournois.

Catherine, vefve à feu Pierre Dumas, de Mende, pour ses enfans, beoirs dudict Dumas, a dit le bien noble d'iceulx valoir en commune année vingt neuf solz sept deniers tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Claude Dumas, par Jehan de Prunet, son procureur, a juré le bien noble dudict Claude valoir, en commune année, trente cinq solz tournois. Monte la dixiesme 3 sols 6 deniers.

Anthoine Malzac, de Barre, a juré son bien noble valoir, en commune année, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 sols tournois.

Pierre Richard, parroisse Saint Ylaire de Lavit, par Jehan Chalvet, son procureur, a juré le bien noble dudict Richard valoir, en commune année, douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jehan Chalvet, susdict, a juré son bien noble valoir, en commune année, cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Jehan Gitberne, par ledict Chalvet, son procureur, a juré le bien noble dudict Giberne valoir, en commune année, dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Anthoine Deleuse, paroisse Saint André de Lancise, a juré son bien noble valoir, en commune année, quinze livres tournois. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Anthoine Durand, parroisse Saint Germain de Cal-

berte, a juré son bien noble valoir en commune année dix livres 12 solz 7 deniers tournois. Monte la dixiesme 21 solz 3 deniers.

A Eustache Privat, Marguerite Texiere, paroisse Saint Germain de Calberte ou homme sans charge par eulx présenté a esté inthimé venir par vendredi prochain sur les peines de confiscation et inobedience, si sont defailhans.

Maistre Jehan Podavinhe, vieulx, de Saint Urcise, par Jehan Poget, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, unze livres tournois. Monte la dixiesme 22 solz tournois.

Jehan Caylar, de Quézac, a juré son bien noble valoir, en commune année, deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jean Poget, de Saint Chely d'Apcher, a juré son bien noble valoir, en commune année, neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Jehan Mombel, seigneur de la Requose, tant pour son bien noble que comme tuteur de Jehan Columbet, a juré iceulx biens nobles valoir, en commune année, soixante livres tournois. Monte la dixiesme 6 livres.

Du jeudi XX^e de janvier.

Eustache Privat et Marguerite Texiere, parroisse de Saint Germain de Calberte, par Anthoine Durant, leur procureur, a juré le bien noble desdictz Privat et Texière valoir, en commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Gitberne, dudict Sainct Germain, par ledict Durand, son procureur, a juré les biens dudict Gitberne valoir, en commune année, huict solz un denier tournois. Monte la dixiesme 8 deniers.

Maistre Jehan Cappellany, de Yspanhac, tant pour luy que sa femme, a juré leurs biens nobles valoir, en commune année, dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Maistre Anthoine Malafosse, vieulx, de Florac, par Jehan Miramont, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Messire Jehan Cosin, prebtre, de Barre, a juré son bien noble valoir, en commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Anthoine Sabran, du Blaymar, a juré son bien noble valoir quinze livres tournois par commune année. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Guillaume Chappellier, de Barre, a juré son bien noble valoir cinq livres tournois, en commune année. La dixiesme partie monte 10 solz tournois.

Pierre du Mond, de Mende, a juré son bien noble valoir, par commune année, trente-cinq solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz 6 deniers tournois.

André Cavalier, du mas Requiran, a juré son bien noble valoir, par commune année, deux livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Antoine Rovièrre, de Sainct Estienne Valfrançoysse, a juré son bien noble valoir, par commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Guillaume Deleuze, de Saint Michel-de-Dèze, a juré son bien noble valoir, en commune année, vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Anthoine Privat, du Collet, tant pour luy que François, son frère, a juré avoir ensemble biens nobles à la valeur, en année commune, de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Ledict Anthoine, en son nom propre, outre ce que dessus, a juré avoir bien noble à la valeur, en commune année, de vingt cinq solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz 6 deniers.

Francoys Privat, susdict, outre ce que dessus, par le dict Anthoine, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Pierre Dabric, par M. Jehan de Petra, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, vingt solz. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Estienne Solier, du Castanié, a juré son bien noble valoir, par commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz.

Germain Duplan, de St Estienne de Valfrancisque, par M. Jehan de Petra, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Léonard Sabatier, par ledict de Petra, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, onze livres tournois, Monte la dixiesme 22 solz tournois.

Maistre André Bonald, par ledict de Petra, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Jehan Taverne, du Mazeribal, par Guillaume Chapellier, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois. *

Bernard Roveret, de Barre, par ledict Chapellier, son procureur, a juré son bien noble valoir, par commune année, quatre solz tournois. Monte la dixiesme 5 deniers.

Antoine Roquete, dudict Barre, par ledict Chapellier, son procureur, a jure son bien noble valoir, en commune année, troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Guillaume Saunier, merchant dudict Barre, par ledict Chappellier, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, huict livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Anthoine Guy, de Saint Estienne de Valfrancisque, par maistre Jehan de Petra, son proeureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, troys livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 7 solz tournois.

Symon Sabatier, dudict Saint Estienne, par ledict de Petra, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Jehan Daudé, du Soleyrol, par Anthoine Ravière, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Jehan Borrit, par ledict maistre de Petra, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année,

neuf livres treize solz deux deniers. Monte la dixiesme 19 solz 4 deniers.

Maistre Loys Tinel, par messire Jehan Cosin, son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, huit livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 17 solz tournois.

Blase Chapon et Benoit Peloze, par Anthoine Privat, leur procureur, ont juré leurs biens nobles valoir, en commune année, douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

André Paulet, de Rays, par ledict Privat son procureur, a juré son bien noble valoir, en commune année, treize livres tournois. Monte la dixiesme 26 solz tournois.

Raymond, de Cabane major ; Pierre Paulet, Estienne Nozières, ensemble, par ledict Privat, leur procureur, a juré leurs biens nobles, communs entre eulx, valoir, en commune année, huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Jehan Sabatier et Marguerite, sa femme, par ledict Privat, leur procureur, ont juré leurs biens nobles valoir, en commune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Privat et Guillaume Plantier, pour Hély, sa femme, par ledict Anthoine Privat, leur procureur, ont juré leurs biens nobles, entr'eulx communs, valoir, en commune année, dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Autre Jehan Privat, Pierre et André Deleuze, paroisse du Collet, par ledict Anthoine Privat, leur procureur, ont

juré leurs biens nobles entr'eux communs, valoir, en commune année, neuf livres tournois. Monte la dixiesme 48 solz tournois.

Messire Jehan Baldit, du Castanet, par ledict Privat, son procureur, a juré son bien noble valoir en commune année vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Guillaume Baldit, par ledict Privat, son procureur, a juré son bien noble valoir en commune année vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Messire Jehan Chausalh, des Poinctz, par ledict Anthoine Privat, a juré son bien noble valoir en commune année vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz.

Gabriel de Gaugat, dit de Solatge, au nom de Michele de Barjac, sa femme, par ledict Privat, son procureur, ont juré leur bien noble valoir, par commune année, dix livres tournois. Monte le dixiesme 20 solz tournois.

Du vendredy XXI de janvier.

Maistre Artauld Fontunie, de Mende, a affirmé, avec jurement, son bien noble valoir en commune année quarante cinq livres tournois. Monte la dixiesme 4 livres 10 solz tournois.

Maistre Berenguier Juéri, licencié de Thoulouse, par Anthoine Meynadier, de la Canorguè, administrateur des biens dudict Juéri, a juré le bien noble dudict Juéri, en ladicte seneschaucée de Beaucaire, valoir en commune année troy livres. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Dudict vendredi XXI de janyier, par devant nous dict de Céneret, commissaire, en la grant sale de la mayson du prévost susdict, absent M, le baron d'Apchier aussi commissaire.

Jehan Basalgete et André Nogaret, du lieu des Sales, paroisse de Prunet, ont juré leur bien noble, qu'ilz ont commun entre eulx, valoir par commune année deux liyres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Du samedi XXII dudict janyier.

Maistre Robert de Riperia, de Maruejolz, receu par nous susdict de Céneret, commissaire, au chasteau de Roquoletes, a juré son bien noble valoir, en eommune année, cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Continuant comme sus est dit au roole des nobles au faict de nostre commission, ensemble ad ce que apres nous a esté mandé par le Roy nostre dict seigneur, et commission de M, le seneschal de Beaucaire, touchant les tenens possessions et biens en franc aleu et héritaiges non taihables, au Roy nostre dict seigneur, ont déclaré par plusieurs jours les soubz nommez comme s'ensuyt.

Et premierement :

Messire Alexis Planchette, chanoine de Salgues (Saugues), M^{re} Anthoine et Jehan Planchette, dudict Salgues, par maistre Gervays Chantuel, leur procureur, ont juré leur bien noble valoir quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jehan Cros, dit Sarrolh, a juré la valeur annuelle de son bien noble, quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz.

Anthoine Terrier, de Saint Préject, a juré la valeur annuelle de son bien noble treize livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 27 solz tournois.

Les héréitiers de feu maistre Loys Rochier, dudict lieu, par maistre Symond Bernard, son procureur, a juré la valeur de son bien noble cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Velayc, paroisse de Fraissinct, a juré son bien noble valoir, en commune année, dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Privat André, de ladicte parroisse, a juré la valeur de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Gabriel Rompon, paroisse de Prunet, a juré la valeur de deux livres cinq solz tournois. Monte la dixiesme 4 solz 6 deniers.

Estienne Eschaliér, de Bédoesc, a juré la valeur annuelle de trente cinq solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz 6 deniers

Estienne Solier et Anne, sa niepce, ont juré la valeur annuelle de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Jehan Bolet, paroisse de La Val, a juré la valeur annuelle de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Anthoine Lagarde, par Messire François Chaptal, a

juré la valeur annuelle de quatre livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 9 solz tournois.

Jehan Chaptal, de Montel, a juré la valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Estienne Bragie, de Lozerette, a juré la valeur annuelle de quinze solz. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Pierre Grosset a juré la valeur annuelle de cinq solz. Monte la dixiesme 6 deniers.

Jehan Bancilhon, de Florac, par Anthoine Alemand, son procureur, a juré en valeur annuelle de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Pierre Malzac, de Champerbos, a juré la valeur annuelle de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Pierre Dolse, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Pierre Balmes, de la Périgose, paroisse Saint Chély, a juré la valeur annuelle de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Jehan Domayzel, de Champerbos, a juré la valeur de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Guillaume Bonemayre a juré la valeur annuelle de deux solz six deniers tournois. Monte la dixiesme 3 deniers.

Jehan Malzac, de Champerbos, a juré la valeur annuelle de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Pierre Constant, jeune, a juré la valeur annuelle de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Guillaume Pradelhes, de Mugola, a juré la valeur annuelle de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Simon Sabatier, de Peyreleu, tant au nom de Guillaume Delafon, de Lioquoux, a juré la valeur annuelle de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Bertrand Bonicel, paroisse Sainte Enemye, a juré la valeur annuelle de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Anthoine Rampon, del Bogés, a juré la valeur annuelle de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Pierre Maurin, del Mugolam, a juré la valeur annuelle de huict solz six deniers tournois. Monte la dixiesme 10 deniers.

Jehan Coderc, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Loys Agulhon, de Cropilhac, et Anthoine Hermangier, a juré la valeur annuelle de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Anthoine Vernet, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de dix solz. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Pierre Contastin, vieulx, de Laval, a juré la valeur de deux livres tournois annuellement. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Maistre André Yvert et Anthoine Pons Faure, au nom de sa femme, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Anthoine André et Pierre Romegon, du Vernet, ont juré la valeur annuelle de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Pierre Escalier, des Vernetz, pour Jean Got, a juré la valeur annuelle de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Jehan Badaroux, de l'Archette, a juré la valeur de cinq livres tournois annuellement. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Françoys Malzac, [de] Champerbos, a juré la valeur annuelle de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 sols tournois.

Antoine Borregat, Anthoine Bolet, Pierre Pelicier, Jehan Bolet, Jehan Pagès, Jehan Bolet, filz du Besson, Jehane Bolete dite Tremeze, pour le tout deulx, chacun de ceulx a juré la valeur annuelle de cinq solz tournois. Monte la dixiesme universalement 5 solz 6 deniers.

Pierre Pagès, de Bédouesc, par sieur Germain Comte, son procureur, a juré la valeur de trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Jehan Altier, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Estienne Bruguieyre, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 sols tournois.

Estienne Privat, dudict lieu, a juré la valeur annuelle

de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Oziol Arigès, dedict lieu, a juré la valeur de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Anthoine Deleuze a acquis de Jacques Verdelhe par Jacques Larguier, Anthoine Paulet, Anthoine Texier, paroisse Saint Privat de Vallongue, procureurs d'icelluy Delenze et par la bouche de lung d'eulx, a juré la valeur de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 sols tournois.

Jehan Chausalh, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Alteyrac, par l'ung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Jehan Novel, par l'ung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Pierre Pyn, du Castanet, par l'ung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Anthoine Satge, a juré par lung desdictz procureurs la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Privat Fornier, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de quatorze livres. Monte la dixiesme 28 solz tournois.

Germain Fage, par lung desdictz procureurs a juré la valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Malplach, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Jaucem, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de huict livres tournois. Monte la dixiesme 16 sols tournois.

Pierre Nicolau, par lung desdictz procureurs a juré la valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Jehan Mathieu, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Jehan Solier, de la Fabrègue, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Pierre Hygon, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pons Vierne, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 25 solz tournois.

Jehan Paulet, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Gitberne, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de huict livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Estienne Baduelh, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Jehan Solier, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Pierre Pepit, de Puech Boson, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Daudon Pascal, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jehan Corbier, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jacques Deveze, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de sept livres tournois. Monte la dixiesme 14 solz tournois.

Pierre Pascal, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Anthoine Larguier, par lung desdictz procureurs, a juré, en valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Pierre de Chantagrelh, par lung desdictz procureurs, a juré en valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Brenguier Florit, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Les manens et habitants des paroisses de Saint Pierre de Cassanhas et Saint André de Lancize, premierement est Pierre Corrigier, lung desdictz procureurs, a juré

en valeur annuelle de seize livres tournois. Monte la dixiesme 52 solz tournois.

Guillaume Rovièrre, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de sept livres tournois. Monte la dixiesme 14 solz tournois.

André Filhol, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Guillaume Larguier, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Estienne des Vieulxœufz, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Raymond Texier, dudict Sainct Pierre, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur de 4 livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jehan Texier, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz.

Anthoine de Chantagrelh, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Anthoine Palatan, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Blase Vareilhes, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jehan Trobat, par lung desdictz procureurs, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Anthoine Texier, de la Romégière, parroisse Saint Privat de Vallongue, a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Jehan Coderc, de Mijavol, paroisse Saint Julien d'Arpajon, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jacques Deleuze, de Chantagrelh, paroisse de St Privat de Vallongue, a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois, et en outre de censive annuelle en valeur de deux livres unze solz tournois. Monte la dixiesme 55 solz 1 denier tournois.

Anthoine André, par Jacques Larguier, son procureur, a juré la valeur annuelle de sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 45 solz tournois.

Messire Jacques Larguier, de Chatuse, paroisse de St Privat, a juré la valeur de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 50 solz tournois.

Anthoine Paulet de Baiolz, paroisse susdicte, a juré la valeur annuelle de XI livres 5 solz. Monte la dixiesme 22 solz 6 deniers.

Firmin Verdelhan a juré en valeur annuelle de dix neuf livres tournois. Monte la dixiesme 58 solz tournois.

Jehan Jenoier, de la Blacheyrette, paroisse Saint-Privat, a juré en valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jacques Verdelhan, de Merveilhac, susdicte paroisse, a juré en valeur annuelle de quinze livres deux solz

neuf deniers tournois. Monte la dixiesme 50 solz 3 deniers.

Jehan Pascal, de Bédouesc, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Pierre Darigès, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Gervais Comte, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Sanche, relicte de feu Anthoine Jacques, par ledict Comte, son procureur, a juré la valeur annuelle de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Loys Roquier, dudict Bédouesc, a juré la valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Symon Escalier, de Bédouesc, a juré la valeur annuelle de vingt solz tournois, et ce par ledict Germain Comte, son procureur. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Estienne Gardés, dudict lieu, par ledict Germain, son procureur, a juré la valeur annuelle de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Ysabel Roveyresse, par ledict Germain, son procureur, a juré la valeur annuelle de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Messire Pierre Got, de Bédouesc, prebandier, par ledict Germain, son procureur, a juré la valeur annuelle de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Messire Jehan Deleuze, prebtre, dudict lieu, par ledict Germain, son procureur, a juré la valeur de cinquante solz tournois, annuellement. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Messire Guillaume Malzac, chanoine, dudict lieu, par ledict Germain, son procureur, a juré en valeur annuelle de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Barthelemi Bragier, par ledict Germain, son procureur, a juré en valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Anthoine Puech, dudict lieu de Bédouesc, a juré la valeur de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Pierre Rodier, de Bédouesc, par ledict Germain, son procureur, a juré la valeur de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Géraud, dudict Bédouesc, a juré la valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Bragier, dudict Bédouesc, a juré la valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Messire Jehan Texier, chanoine dudict Bédouesc, par Arnould Raymond, son procureur, a juré la valeur annuelle de dix livres. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Anthoine Lapierre, de Bédouesc, a juré la valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Pierre Grandon, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Estienne Paradis, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Coderc, de Grisac, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Anthoine Ros, de Grisac, a juré la valeur annuelle de deux livres. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Anthoine André, de Lhermet, a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Jehan Barres, de Grisac, a juré la valeur annuelle de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Jehan Coret, par Jehan Barres, susdict, son procureur, a juré la valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Charles Chaptal a juré la valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Rompo a juré la valeur annuelle de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Loys Chabrol, a juré la valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

La belle sœur dudict Loys, par ledict Loys, son procureur, a juré la valeur annuelle de treize livres tournois. Monte la dixiesme 26 sols tournois.

Mathieu Romegon a juré la valeur annuelle de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Ledit Romegon, pour son père, a juré la valeur du bien de sondict père valoir annuellement quinze florins. Monte la dixiesme 22 solz 6 deniers.

Privat Brés, Jehan Blanc et Blase Baldit ont juré la valeur annuelle de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jacques Boniol, du Villaret de Grisac, a juré la valeur annuelle de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Pierre Mégan, de Salièges, a juré la valeur annuelle de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Magdelène Bolade, par Loys Chabrol, du Villaret, son procureur, a juré la valeur annuelle de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Estienne Solier, de Salieges, a juré la valeur annuelle de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Pierre Rovièrre, dudict lieu, a juré la valeur annuelle de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Barthelemy Got a déclaré avec serement la valeur annuelle de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tonrnois.

Chanel, de Champcros, parroisse Saint Germain, a juré la valeur annuelle de douze solz 6 deniers tournois. Monte la dixiesme 1 sol 3 deniers.

Jehan Poget, du mas de Cheyroux, de ladicte parroisse, a juré la valeur en commune année de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jehan Borrel a juré la valeur, en commune année, de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Vidal Clavel, parroisse Saint Germain, a juré la valeur, en commune année, de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Jehan du Puech, a juré la valeur en commune année de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Etienne Clavel, de Champcros, parroisse de Saint Germain, a juré la valeur, en commune année, de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Guillaume Clavel, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix deniers tournois. Monte la dixiesme 1 denier.

Anthoine Clavel a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Guillaume Molie a juré la valeur, en commune année, de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Messire Anthoine Boyer, prieur de Saint Fréal de Ventolon, par M. de Lambrandés, a juré la valeur en commune année, de troys livres quinze solz tournois. Monte la dixiesme solz 6 deniers.

Maistre Jacques Deleuze, fils de Anthoine, du lieu de Montzialz, a juré la valeur, en commune année, de vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Jehan Valentin, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Pierre Pougy, de Lizinhan, au nom de Jehan Teys-
sonnier, son gendre, a juré la valeur, en commune an-
née, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz
tournois.

Jehan Mathieu, de Sambuget, a juré la valeur en
commune année, de troys livres tournois. Monte la
dixiesme 6 solz tournois.

Jehan Elzière, dudict lieu, a juré la valeur, en com-
mune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme
2 solz tournois.

Anthoine Larguier, dudict lieu, a juré la valeur, en
commune année, de quinze solz tournois. Monte la
dixiesme 1 sol 6 deniers.

Jacques Crispin, dudict lieu, a juré la valeur, en
commune année, de troys livres tournois. Monte la di-
xiesme 6 solz tournois.

Jacques Mathieu, de la Chalserre, a juré la valeur,
en commune année de dix livres tournois. Monte la
dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Raoulz, du Puech, a juré la valeur, en com-
mune année, de quinze livres tournois. Monte la di-
xiesme 30 solz tournois.

Anthoine Hugo, de Saint Anduol, a juré la valeur, en
commune année, de sept livres dix solz tournois. Monte
la dixiesme 15 solz tournois.

Anthoine Paulet, de Clerguemort, a juré la valeur,
en commune année, de dix livres tournois. Monte la
dixiesme 20 solz tournois.

Anthoine de Clerguemort, dudict lieu, a juré la va-

leur, en commune année de sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 15 solz tournois.

Estienne Hugon ; André Aliér, père de Ysabel, du lieu du Cros, pariers ou communs en biens, ont ensemble juré la valeur, en commune année, de vingt livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres tournois.

Firmin Raoulz et Ysabel Raoulst, du lieu de Possielz, pariers et communs en biens, ont juré la valeur, en commune année, de vingt deux livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 2 livres 5 solz.

Maurice de Clerguemort, fils à Jehan, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 15 solz tournois.

Jehan Elzière, au nom de Anthoine Douzelle, sa fille, du lieu de Penens, paroisse de Sainct Frézal du Ventalon, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Anthoine Deleuze, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Papieu, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Maurice de Vielzjoves, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Girard, filz de feu Jehan, a juré la valeur, en commune année, de deux livres cinq solz. Monte la dixiesme 4 solz 6 deniers.

Jehan Bastide, de Layris, a juré la valeur, en commune année, de sept livres 10 solz tournois. Monte la dixiesme 15 solz tournois.

Pierre Bastide, dudict lieu, au nom de ses enfans et de feu Jehane Gibertesse, a juré la valeur, en commune année, de cinq livres. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Estienne Bastide, de Rome, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois,

Privat Pougi, du Granier, a juré la valeur, en commune année, de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Vincens Philip, dudict lieu, tant pour luy que au nom de ses nepveuz, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jacques Chantagrelh, au nom de Maurice-Nouvelle, sa femme, du Salson, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 9 solz tournois.

Jacques Novel, dudict lieu, pour luy et au nom de ses enfans et de feu Jehane Arnald, a juré la valeur, en commune année, de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Delafont, par messire Barthélemy, son frère, de Vintboches, a juré la valeur, en commune année, de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Jehan Dolson, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Oziol, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Jacques Banson, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 15 solz tournois.

Pierre Rovièrre, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Jacques Chabrol, au nom de Marguerite Pougese, sa femme, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Claude Chabrol, au nom de Magdeleine Roveyresse, sa femme, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de sept livres dix solz tournois. Monte la dixiesme 15 solz tournois.

Anthoiné Solier, au nom de Marguerite Garnière, sa femme, du lieu du Salson, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jehan Deleuze, filz d'Estienne, du lieu de Faysses, paroisse de Saint Privat de Vallongue, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Firmin Michel, du Tèrond, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Jehan Pascal, de la Roche, a juré la valeur, en com-

mune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jacques Elzière, paroisse Saint Ylaire de La Vit, a juré la valeur, en commune année, de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Pierre Verdier, de Polassargues, paroisse Saint Martin de Bobalz, a juré la valeur, en commune année, de troys solz tournois. Monte la dixiesme 3 deniers.

Antoine Gaujac, paroisse de Grisac, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Pierre Crégut, de Bédoues, a juré la valeur, en commune année, de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Jehan Baduel, paroisse de Saint Privat de Vallongue, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Manrice Botelhe, du Castanet, de ladicte paroisse, a juré la valeur, en commune année, de huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Pierre Ors, de la Falguieyrenqua, par ledict Botelhe, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de six livres. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Privat André, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jehan Michel, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Pierre Gaugac, par ledict procureur, a juré la valeur,

par commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jacques Jordan, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de trois livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Gabrielle Guyne a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Anthoine Botelhe, par ledict Maurice Botelhe, son procureur, a juré en commune année la valeur de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Estienne Michel, du mas de Villeneuve, parroisse Saint Privat, a juré en commune année la valeur de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Anthoine Aldebert, de Lancise, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Jacques André a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jehan Pascal a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Maistre André Passebosc, pour noble Jehan Dauton, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de vingt cinq livres tournois. Monte la dixiesme 2 livres 40 solz tournois.

Bernard de Beyras, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

André Escalier, par ledict Dauton, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Martin Nogarel, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan de Clerguemort, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Lacroix, filz de Jacques, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Anthoine Lacroix, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Nicolas, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jacques, de Clerguemort, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Jehan Lacroix, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Jehan Gentil, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Blaise Deleuze, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers.

Pierre Lacroix, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Bernard Puech, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Jacques Valentin, par ledict Dauton, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Guillaume Blancard, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de 4 livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Anthoine Pagèse, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Jacques Coste, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Guillaume Gasays, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de deux solz 6 deniers tournois. Monte la dixiesme 3 deniers.

Raymond Boquet, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Anthoine Puech, par ledict procureur, a juré la valeur en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Mathieu Pyn, de la Blaschière, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Guillaume Brunet, de Combret, au nom des enfans pupilles de Anthoine Clavel, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Pierre de Vieulx-Œufz, a juré la valeur, en commune année, de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Estienne Bouyso, de Grisac, par ledict de Vielzœufz, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Pierre Brès a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Coderc a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Philip Coderc a juré la valeur, en commune année, de quinze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 6 deniers,

Jehan Brès, de Grisac, a juré la valeur, en commune année, de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Pierre Roulx a juré la valeur, en commune année, de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Roux, de Lhermet, a juré la valeur, en commune année, de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Pierre Crestie, de Molines, a juré la valeur, en commune année, de trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

Raymond du Plan, paroisse de Saint Michel de Dèze, par Jehan Botelhe, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Claude Jacques, de Umbres, par ledict Botethe, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Pierre Dumas, par ledict Jehan Botelhe, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Jehan Arnould, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de sept livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Martin Pagès, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Pierre Novel, de la Torrette, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Guillaume Roveran, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, par ledict Botelhe, son beau-père et procureur, de trente solz tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Jehan Laquas, de Cumbret, a juré la valeur, en commune année, de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Guillaume Aoust, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Anthoine Badon a juré la valeur, en commune année,

de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Anthoine Grache, dudict lieu de Cumbret, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz.

Catherine Boycette, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Nicolas Borrel a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Jehan Clavel, de la Costilhe, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 3 solz tournois.

Raymond Clavel a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Valence Boycette, au nom de son filz, a juré la valeur en commune année, de huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Jehanne, femme de Jehan Mathieu, a juré la valeur, en commune année, de cinq livres tournois. Monte la dixiesme 10 solz tournois.

Jehan Clavel a juré la valeur, en commune année de huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Raymond Martin a juré la valeur, en commune année de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Guillaume Martin a juré la valeur, en commune année

de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Bernard Grégoire a juré la valeur, en commune année de vingt solz tournois. Monte la dixiesme 2 solz tournois.

Estienne Clavel, dudict Cumbret, a juré la valeur, en commune année de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Jehan Grangier, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de cinquante livres tournois. Monte la dixiesme 5 livres tournois.

Jehan Recolin, dudict lieu de Cumbret, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Estienne Gaydan, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Laurens Paulet, de Montbel, paroisse de Halenc, par maistre Estienne de Roquoles, son procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Pierre Paulet, frère dudict Laurens, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol tournois.

Anthoine Maurin, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de douze solz tournois. Monte la dixiesme 1 sol 3 deniers.

Vidal Chassefeyre, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Vidal Alméras, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers.

Anthoine Malavielhe, de Grandviala, parroisse de Chasseladès, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Vidal Moton, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Folchier, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Barthélemy Boisset, dudict Grandvillart, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de six livres tournois. Monte la dixiesme 12 solz.

Jehan Masse, dudict lieu, par ledict procureur, a juré la valeur, en commune année, de cinq solz tournois. Monte la dixiesme 6 deniers tournois.

Barthélemy Malet, du lieu de Boschet-Frayce, et Jehan Baratier, du Mazel, ouvriers et luminaires de l'œuvre et luminaire de l'église parochiale de Grandrieu, ont juré la valeur, en commune année, de quatorze livres tournois. Monte la dixiesme 28 solz tournois.

Les manens et habitans du lieu et parroisse de Vabres, diocèse de Mende, ont moienent leurs seremens déclaré la valeur, en commune année des sommes cy apres specififiées.

Et premierement :

Jehan, de Fanheux, a juré la valeur, en commune an-

née, de huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

André Gasanhon a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Jehan Forestier, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 solz tournois.

Pierre Chalcornat, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Catherine Vincence, vefve à feu Pierre Texier, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Guillaume Tinel, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Guillaume Brunel, dudict lieu de Vabres, a juré la valeur, en commune année, de huit livres tournois. Monte la dixiesme, 16 solz tournois.

Guillaume Neyraval, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

François Tinel, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de huit livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Pierre Richard, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Mathieu Martin, dudict lieu a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Du lieu de Porcharesses susdite parroisse.

Guillaume Serrea, de Porcharesses, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Jehan Vedel, dudict lieu, par ledict Serres, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Jacques Roche, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Pierre Gonet, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Pierre Gonet, filz de Jehan, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Jehane Enjalvine, pour et au nom de Jacques Garrel, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de neuf livres tournois. Monte la dixiesme 18 solz tournois.

Du lieu du Mazel, parroisse susdicte.

Pierre Fazendier, du Mazel, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Vidal Porchier, dudict lieu, a juré la valeur, en com-

commune année, de quatorze livres tournois. Monte la dixiesme 28 solz tournois.

Pierre Dupyn, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Du lieu de Sanheux, parroisse susdicte.

Jehan, de Sagneux, a juré la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Vincens, filz de Pierre, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jehan Vincens, dit Damours, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de six livres tournois. Monte la dixiesme 22 solz tournois.

Benoit Myngaud, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme, 20 solz tournois.

Guillaume Sabadel, de Duron, parroisse de Grandrieu, a juré la valeur, en commune année, de troys livres tournois. Monte la dixiesme 6 solz tournois.

Anthoine Plantin, de Salgues, a juré la valeur, en commune année, de huict livres tournois. Monte la dixiesme 16 solz tournois.

Jehan Bedocier, de Thoras, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Pierre Molin, de Mombel, paroisse d'Alenc, a juré la

valeur, en commune année, de dix livres tournois. Monte la dixiesme 20 solz tournois.

Jean Maurin, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de sept livres tournois. Monte la dixiesme 14 solz tournois.

Glaude Maurin, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de six livres. Monte la dixiesme 12 solz tournois.

Guillaume Bonnefont, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Vidal Ros, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de quatre livres tournois. Monte la dixiesme 8 solz tournois.

Privat Maurin, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de trente solz tournois. Monte la dixiesme 5 solz tournois.

François Maurin, dudict lieu, a juré la valeur, en commune année, de douze livres tournois. Monte la dixiesme 24 solz tournois.

Catherine, vefve à M^e Vidal Maurin, dudict lieu, par ledict François, a juré, en son âme, la valeur, en commune année, de deux livres tournois. Monte la dixiesme 4 solz tournois.

Universelle desdictes quatre cens trente parcelles desdictes non nobles et feudataires. Monte troyz cens onze livres seize solz cinq deniers tournois. Pour ce icy 311 livres 16 solz 6 deniers tournois.

Par mandement de mesdictz seigneurs et barons d'Apchier et de Cénaret, commissaires esleuz, dessus nom-

mez, ainsi qu'il apert lectres de leur commissions et aultres preespeciffieez, attacheez au présent procès et roolle de déclarations desdictz nobles et non nobles, redigez en escript en quarente cinq feulletz de papier, de la forme du présent, les dix septiesme et dix huictiesme, non escriptz, comprins ensemble, et contentent en cinq cens soixante cinq parcelles desdictes totelles cothisations de dixiesmes parties ; et reviennent universellement lesdictes sommes de parties dixiesmes, à la somme de deux mil quatre cens soixante deux livres cinq solz unze deniers tournois, toute erreur de compte esclarcyé et par compte net.

Et, en foy de ce, je susdict, Estienne de Roquoles, notaire public dudit Mende, que ledict procès et roolle, soubz mesdictz sieurs commissaires ay escript, me suys cy soubz escript et signé.

Le vingt quatriesme jour de mars l'an mil cinq cens vingt neuf (1550).

En foy de vérité :

Signé : DE ROQUES, notaire.

De net,

totelle de toutes lesdictes dixiesmes parties 2462 livres
6 solz 3 deniers tournois.

Signé : DE ROQUES, notaire.

EXTRAIT

TIRÉ D'UN LIVRE NON SIGNÉ ÉCRIT EN LETTRE ANCIENNE,
A MOI NOTAIRE ROYAL SOUSSIGNÉ EXHIBÉ PAR NOBLE ESTIENNE DE CHEVALIER, SIEUR DE ROUSSES, ET APRÈS PAR LUI RETIRÉ, APRÈS DEUX COLLATIONS FAITES SUR ICelui LE 16 DÉCEMBRE 1638. BODETY, NOTAIRE ROYAL.

Nous François d'Apchier, baron et seigneur d'Apchier et de la Gorce, vicomte de Vaseilhes, et Mafre de Cénaret, baron de Cénaret et comtor de Montferrant, commis et députés, par les nobles du diocèse de Mende, à l'assemblée des nobles de la sénéchaussée de Beaucaire, faite à Nismes de par le roi, notre sire, le septieme jour de décembre 1529 et par mandemens de hauts et puissants seigneurs messeigneurs de Clarmont, lieutenant du roi, notre sire, en Languedoc, et de Crusol, sénéchal dudict Beaucaire, à recevoir par serment les déclarations de la vraye valeur d'une commune année des biens nobles et autres fiefs et arrière fiefs desdits nobles, et autres non nobles audit diocèse, à tous ceux que ces présentes lettres, ou instrument public, verront et liront, salut. Savoir faisons que l'an susdit et le 18 jour du mois de janvier, nous appliqués en la cité de Mende, en la maison canoniale de Messire Raimond de Gramont, chanoine dudict Mende, illec pardevant nous appelés et assemblés lesdits nobles dudict diocèse de Mende, avons par Etienne de Roquoles, notaire public, par nous à ce fait receu, fait lire à haute voix de

mot à mot les lettres patentes de notre dite charge et commission, par lesdits seigneurs lieutenant et sénéchal à nous adressée, et icelle avec honneur par nous receue, datée à Nismes du jour 9 de décembre, l'an susdit, et scellée du sceau de l'un desdits seigneurs; après avoir prêté le serment par chacun de nous sur ce faire requis, avons publié et intimé auxdits nobles la teneur et contenu esdictes lettres, nous offrant procéder au contenu d'icelles; et procédant le dit jour 18 dudit mois de janvier, ensemble le 19, 20, 21 et 22 dudit mois en suivant, audit Mende, avons vagué à la réception des déclarations de ladite valeur desdits biens nobles, fiefs et arrières fiefs audit diocèse, avec serment par chacun d'eux, ainsi qu'il est mandé faire prêter; et après par plusieurs jours ensuivant, continuant dans ledit diocèse, tant au fait de notre dite charge, tant diligemment qu'avons peu faire procéder ensamble à la déclaration, avec semblable jurement des possessions et biens en franc-aleux, héritages non taillables audit sire, à ce que par lettres du roi, notre dit sire, à nous exprès mandée, datée à Joinville, du jour de . . . l'an susdit, signé par François Robertet; aussi par autre lettre patente de par nous dits seigneurs lieutenant et sénéchal, nous a été expressement mandé faire, ainsi que les déclarations, avec réception de jurement et portion des sommes, à quoi se monte la dixième partie desdites valeurs déclarées; appert rolle fait et écrit par devant nous, par ledit de Roquoles, notaire; et icelle portion et somme décimale, après par noble Pierre de Sinzelles, Seigneur de Sinzelles et Jean Grégoire, seigneur de Lambrandès, icelles cueillir et recevoir par lesdits nobles, commis et députés, receue et levée, avons aux-

aits rolles calculé et nombré, fait calculer et nombrer lesdites portions des décimes, et avons trouvé, compte fait, ladite décime desdites déclarations valeur et somme monter à savoir est la part desdits nobles à la somme de 2,159 livres 16 sols 2 deniers ; et desdits non nobles, autrement nommés feudataires et tenant biens en franc aleu et héritages non taillables audit seigneur, à la somme de 312 livres 17 sols 5 deniers, et en somme universelle de 2,452 livres 14 sols 3 deniers tournois, et ainsi que plus à plein appert audit rolle ; et pour ce que l'un de nous avait été mandée icelle somme de ladite décime faire porter et personnellement présenter et certaine requête et demandes faire dire et exposer de par lesdits nobles au roi notre seigneur, ou à autre par ledit sire à ce commis et député, ne pouvant assés vacquer par autre à nos très urgens affaires, impedié, nous susdits d'Apchier et de Cénaret, tant qu'à ce chacun de nous touche et appartient, ledit an et jour sous écrits, désirant de tous nos pouvoirs, comme vrais, bons et humbles sujets obéissants du roi, notre dit sire, le bon vouloir et plaisir d'icelui seigneur faire et accomplir, avons commis, député et ordonné, commettons, députons, et ordonnons, tant que faire pouvons et à chacun de nous appartient, par ces présentes, nos procureurs et facteurs lesdits seigneurs de Sinzèles et de Lambrandès, et chacun deux spécialement et expressement, à soi personnellement présentée, portée et délivrée, pour et au nom de nous et à qui ce faire appartenait, ladite universelle somme de ladite décime, qui est de 2,452 livres 14 sols 3 deniers au roi, notre dit sire, ou autre par lui à ce commis et député et, icelle délivrée, demander leur être fait et expédié quittance.

de ladite somme et acquits ; recevoir aussi ensemble les ... (sic) nobles que ladite sénéchaussée à ce députés soit présentée au roi notre sire, les susdites demandes, requêtes, et supplications, avec iceux exposer présentement, dire et autrement faire tout ainsi que fairions s'y présents y estions ; promettant tenir agréable tout ce que par lesdits de Sinzelles et Lambrandès sera fait, et non venir à l'encontre ; et ainsi l'avons juré sur les Saints Evangilles de Dieu, et, en foy de ce que dessus, avons fait écrire par ledit de Roquoles, notaire soubsigné, les présentes, signées de nos propres mains, et fait sceller de nos scels, à nos châteaux d'Arzens et St-Chély, prestation le premier jour de mars 1529.

D'APCHIER. Mafre DE CÉNARET. DE ROQOLES.

Par mandement de nosdits seigneurs barons d'Apchier et de Cénaret, à ce que dessus commis, et que aux rolles desdites déclarations et décimes, montant à la somme universelle susdite de 2,452 livres 14 sols 3 deniers, par moi écrit ainsi contenu.

DE ROQOLES, notaire.

Scellé de deux scels bien entiers ; le premier représentant un château sommé de deux haches d'armes et autour est écrit : *S. Domini de Apcherio*.

Le second, un écu couché en bande, chargé d'un mouton, avec deux lions pour supports, et un paon pour cimier.

(Extrait des pièces fugitives pour servir à l'histoire de France par le marquis d'Aubai. Tome I, seconde partie).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

CANILLAC. — La baronnie et plus tard le marquisat de Canillac comprenait en Gévaudan les localités suivantes : Canillac, Banassac, St-Germain-du-Teil, Moriès, les châteaux de Montjézieu, de Combret, etc. Un document de l'année 1726 constate que le château de Canillac n'offrait plus qu'une ruine.

St-Laurent de Rive d'Olt était le chef-lieu de marquisat de Canillac.

En 1792, la terre de Canillac fut adjugée au prix de 256,000 livres à divers acquéreurs.

A l'époque des déclarations des revenus des biens nobles, le marquisat de Canillac appartenait à M. Jacques de Beaufort, comte d'Alais, vicomte de Valerne.

THORAS. — Aujourd'hui du département de la Haute-Loire, était une baronnie appartenant à la noble et ancienne famille de Peyre. En 1581, M^{re} Geoffroy-Astorge Aldebert de Peyre, baron de Peyre, des Baumes et de Thoras, vendit à M. Jean d'Apchier la troisième partie des terres et mandements de Thoras, Verdun, les Tours, etc. En 1589, noble Philibert d'Apchier acquit les deux tiers restants.

TRÉLANS. — La noble famille de Nogaret posséda pendant plusieurs siècles cette seigneurie. En 1544, noble Guy de Nogaret en était seigneur. Cette famille paraît aujourd'hui éteinte. Il ne reste aucun vestige du château. Trélans est un chef-lieu de commune, dans l'arrondissement de Marvejols.

RESSÉNADES. — Les Ressenades, commune des Salles. Vers le milieu du 17^e siècle, M^{re} Trophime de Séguin de Borné était seigneur de Prades, Rochevalier et Ressenades, etc. En 1659, il avait épousé Marguerite de Launai d'Entraigues.

LE BESSÉ. — Il existait dans la commune de St-Pierre-de-Nogaret un château appelé le Bessé, aujourd'hui ruiné. La famille de Puel possédait ce château qui passa ensuite à la famille de Rochemure qui en était propriétaire en 1529.

On trouve dans la commune de la Besseyre St Mary (Hte-Loire), autrefois faisant partie du Gévaudan, une seigneurie du nom du Besset. Vers la fin du XIV^e siècle, cette terre du Besset appartenait à la maison de Rochemure.

Du ROURE. — En 1529, le seigneur du Roure était noble Claude de Grimoard-Beauvoir. Il possédait aussi les seigneuries de Bannes et de Grisac. Il était fils de Guillaume de Beauvoir et de dame Urbaine de Grimoard. Le château du Roure est dans la commune de Prévençères. En 1695, M. de Beauvoir fut autorisé, par lettres patentes, à transférer le titre de la baronnie de Randon sur la terre du Roure.

Du CHAUSSINÈS. — Choisinès, commune de St-Flour-de-Mercoire, était le siège d'une seigneurie relevant de l'évêque de Menée. En 1535, François de la Tour des Bains était seigneur de cette terre. Elle passa ensuite à la famille de Crussol.

LE SEIGNEUR DE SAINT-ETIENNE-VALLÉE-FRANÇAISE, DIT DE CADOÈNE. — La famille de Cadoène est très ancienne. En 1328 vivait noble Raymond de Cadoène. Cadoine est un petit village de la commune de St-Germain-de-Calberte. Cadoine porta le titre de baronnie. Le château de ce nom passa à la famille de Vogué et devint ensuite la propriété de M. le comte Pelet de la Lozère.

MEYRONNE. — Meyronne, paroisse de Venteuges, département de la Haute-Loire, faisait partie du diocèse de Mende avant la Révolution. En 1699, Jean de Chavagnac était seigneur de Meyronne.

LE SEIGNEUR DE LA FAYETTE. — En 1698, Antoine de Belvezé était seigneur de la Fayette, paroisse de Venteuges, et y faisait sa résidence.

LE SEIGNEUR DE MARTINÈS. — En 1693, noble Louis du Mazel, seigneur d'Ussels, et Quintignac possédait le lieu de Martinès, paroisse de Saint Sauveur de Peyre.

LE SEIGNEUR DE LA GARDE. — Le château de la Garde, commune d'Albaret Sainte Marie, fut vendu en 1324 par no-

ble Pons de Ruines, damoiseau, au baron d'Apchier. Il passa ensuite dans la famille de Montpeyroux, en vertu d'un échange avec le Seigneur d'Apchier.

LE SEIGNEUR DE LA BROSE, GILIBERT DE VERGESAC. — Le lieu de Vergezac, qui a probablement donné son nom à cette famille, est situé sur l'extrême limite de l'Auvergne et du Velay, à 3 lieues du Puy.

LE SEIGNEUR DU FORT ET DU PYNET — Le château du Fort, commune du Chambon le Château, appartenait en 1584 à noble Antoine Chastel. En 1600, l'Evêque de Mende permet de délébrer la messe au château du Fort, à la prière de noble Chastel, à cause que son âge ne lui permettait pas d'aller à l'église paroissiale de Saint-Symphorien.

LE SEIGNEUR DE CONDRES ET DE NYVERNES — Le château de Condres, paroisse de Saint-Bonnet-de-Montauroux, appartenait en 1459 à noble Gouin de Sinzelles. Il fut ensuite possédé par la famille de Chastel.

LE SEIGNEUR DU MAZEL. — En 1555, noble Gabriel de Peyrebesses, dit du Mazel, seigneur dudict lieu, était lieutenant de prévôt des maréchaux en Gévaudan.

LE SEIGNEUR DE CLAMOUSE. — On voit encore les ruines du château de Clamouse, dans la commune de Chaudeyrac. Ce château devint plus tard la propriété d'un membre de la famille de Florit.

LE SEIGNEUR DE SAINTE COLOMBE. — Cette seigneurie était possédée par la famille du Mazel; précédemment par celle d'Erre. En 1711, M^{re} de Ste Colombe, habitait le château de Ste-Colombe-de-Peyre.

LE SEIGNEUR DE MALAVIEILLE. — Le château de Malavieille, commune de Chanac, appartenait à la famille de Pelamourge. En 1694, François de Pelamourgue fit donation de cette terre à noble Adam de Retz.

LOUISE DE PIERRE. — Louise de Pierre ou Peyre, était de la noble et ancienne famille des barons de Peyre.

LE SEIGNEUR D'ANCETTE. — Ancette, commune de Saint-Symphorien. Le domaine noble d'Ancette fut dans la suite possédé par M. de Combegiraud. Il y avait un vieux château ruiné.

LE SEIGNEUR DE GABRIAC. — Noble Jean de Gabriac, dit de Cadoène, seigneur de Gabriac, Beasse, Peyrefort et pour la troisième partie de Barre et de Saint-Denis, et en pariage du château et mandement de Calberte et de plusieurs autres lieux, château et mandement du lieu et château et ses appartenances de St Jean de Gabriac, fit son testament en 1533.

LE SEIGNEUR D'ALBESPEYRES. — Cette seigneurie se trouve dans la commune de Prévénchères.

LE SEIGNEUR DE MONTEL — Jacques d'Apchier, seigneur de Billières, vendit la terre et seigneurie du Montel, paroisse de Laval-Atger, à noble Guillaume de Chastel de Condres, pour la somme de 5,240 livres.

LE SEIGNEUR DE MAZARIBAL (*de Manso Aribaldo*). — Le Mazaribal, commune du Pompidou, appartenait à la noble et ancienne famille de Montgros. En 1309, vivait Raymond de Montgros, damoiseau, seigneur du château du Mas-Aribal, fils et héritier de Hugon de Montgros, chevalier.

LE SEIGNEUR DE LA SALLE. — Jean Reynauld — Jean Renard et non Reynauld. Cette famille est très ancienne. Antoine de Renard était seigneur de La Salle. Il fit son testament en 1498. Son petit-fils, Jean de Renard, épousa le 19 août 1520, Anfoinette de Montgros. Un acte de 1711 porte que noble Robert de Renard possédait une pièce de terre noble appelée de La Salle, où il y a maison carrée.

LE SEIGNEUR DU CHAMP. — Le château du Champ, commune d'Altier, aujourd'hui propriété de M. le comte de Chapelain, appartenait en 1504 à noble Jean d'Altier, chevalier, seigneur du Champ (*de Campo*), et en partie d'Altier.

LE SEIGNEUR DES SALLES. — Aldebert Frédaud. En 1561, le baron de Peyre loze une vente faite par Albert Fré-

dault, écuyer, seigneur des Salles et de Lueysse, bailli pour le Roi en Gévaudan, à Barthélemy Tardieu, d'une métairie que ledit Frédault avait au lieu de Séjas.

LE SEIGNEUR DE COUGOUSSAC — Cougoussac, château, ou plutôt maison bourgeoise, dans la commune de Gabrias.

En 1590, noble Urbain de Retz, était seigneur de Cougoussac. Il avait épousé Marie de Calvet, fille à feu noble François de Calvet, seigneur de Fontanilles et de Cougoussac. C'est en vertu de cette alliance que la terre de Cougoussac passa à la famille de Retz.

LE SEIGNEUR DU VILLARET. — Etienne Falcon, seigneur du Villaret. De Villaret est le surnom que portait la famille de Faucon, maintenue dans sa noblesse dans l'élection de St-Flour, en 1666.

LE SEIGNEUR DE LA VIGNE. — Le château de la Vigne, commune de Barjac, démoli par autorité souveraine, vers le milieu du XVII^e siècle, était possédé en 1402 par la famille de Chapelu, plus tard par celle de Gibertés-Chapelu, et vers la fin du siècle dernier par celle de Volonzac.

LE SEIGNEUR DE LA CAZE. — Château de La Caze, commune de Laval-du-Tarn. La noble famille Alamand possédait ce château au XV^e siècle. Il passa ensuite à celle de Montclard, puis aux Malian, à M. Ernest de Rozière et en dernier lieu à M. de Gissac.

MESIRE ANDRÉ DAUTON. — La famille d'Autun et non d'Auton. En 1525, le 22 janvier, M. Bernard d'Autun, écuyer, seigneur de Sauveplane (Collet-de-Dèze), épousa Marguerite de Banne.

LE SEIGNEUR DE MIRAL. — Le château de Miral, commune de Bédouès, appartenait dans le XIII^e siècle à la famille de Chabrières; au XIV^e siècle, à celle de Malbosc, qui le possédait encore en 1717.

LE SEIGNEUR DE MONTESQUIEU. — Le château de Montequieu qui a donné le nom à cette famille, était bâti sur un rocher fort élevé sur la rive du Tarn, dans la commune de la Malène. Ce rocher porte le nom de *Ron de Montesquieu*. Il ne reste que

quelques vestiges de cet antique manoir qui fut reconnu à l'évêque de Mende en 1235 par le comte de Rodez. La famille de Montesquieu posséda pendant plusieurs siècles ce château ainsi que ceux de la Malène et de Plagnol. Dans les premières années du XVII^e siècle, Françoise de Montesquieu épousa M^{re} Hugues de Brun, qui ajouta à son nom celui de Montesquieu.

LE SEIGNEUR DU FAU. (Lisez Fau). — Il existe dans la commune du Fau-de-Peyre, un château qui avait apporté à la famille Dumas de Cultures. En 1836, divers habitants du Fau, vendirent à la commune, en vertu d'une ordonnance royale le château qu'ils possédaient par indivis. Le prix de la vente fut de 3,300 livres. Une partie de cet immeuble fut destiné au logement de l'instituteur.

LE SEIGNEUR DE UMBRET. (Lisez Ombret). — Lionet de Lihnac. Vers la fin du XVII^e siècle, M. Silvestre-Marie Buisson, était seigneur d'Ombret. Une autre famille de St-Chély-d'Apcher, du nom de Gras, possédait la baronnie de Lignac. Jean-Joseph de Gras, baron de Lignac, conseiller au Parlement, en 1736.

LE SEIGNEUR DES SALELLES. — Le château de Salelles, commune de Banassac, appartenait en 1524 à noble Antoine Bompar. Dans la suite il passa à la famille de Valady, et plus tard à M. Boudon de la Roquette.

LE SEIGNEUR DE COMBETTES. — Combettes, château situé dans la commune de Ribennes. Antoine Bompar, seigneur de Combettes, devant partir pour la guerre fit son testament en 1536. Cette seigneurie passa par alliance à la famille de Brolhet.

LE SEIGNEUR DE PAILHERETS. — Cette seigneurie est située dans la commune de Palhers, canton et arrondissement de Marvejols. La famille de La Panouse, propriétaire de ce fief, était originaire du diocèse de Rodez. Elle a donné deux évêques à Mende. Cette terre passa ensuite dans la famille de Pelamourgue.

LE SEIGNEUR DE MIRINDOL. (Mirandol, commune de Chasse-radès). — En 1528, la seigneurie de Mirandol appartenait à

noble Jean de Naves. « Ce seigneur avait le droit de lever et exiger entrées et lods de tous les hommes qui s'établissaient dans ses terres et juridiction, pour cause de mariage ou autrement. Ce droit était d'environ 16 livres.

LE SEIGNEUR DE POMPERENC. — En 1474, Hugon de Ribennes, fils de feu Dragon, était seigneur de Pompeyrenc.

LE SEIGNEUR DE LA GARDE, GOUVERNEUR DE ST-LAURENT-D'OLT. St-Laurent-d'Olt était le chef-lieu de la baronnie de Canillac.

LE SEIGNEUR DE ARIALZ OU ABRIALZ, EN AUVERGNE. — Inconnu.

DEMOISELLE ANNE DE LASTIC. — La famille de Lastic est très ancienne. Lastic est une seigneurie qui relevait du duché de Mercœur, diocèse de St-Flour.

GUILLAUME DE GRAMONT. — Noble Guillaume de Grandmont (de Grandmonte), était archidiacre de la cathédrale de 1515 à 1538. Il fonda dans l'église de Mende la fête de St Claude.

LES HÉRITIERS DE FEU PONS JORDAN, SEIGNEUR DE PELOUSE. — En 1543, vivait noble et vénérable personne M. maistre François Jordan, docteur es droits, seigneur de Pelouse.

Le village de Pelouse est aujourd'hui chef-lieu de commune.

Il existe une transaction entre les syndics de Mende et noble Pons Jourdan, en 1508.

LE SEIGNEUR DE LIGNAC. — Le 13 juillet 1524, Guillaume de Thiers, procureur d'Antoine et Gabriel de Thiers, chevalier, seigneur de Lignac, firent hommage à Charles de Bourbon, duc d'Auvergne, baron de Mercœur, pour le château de Verdezun.

LE SEIGNEUR D'ABRICZ. — Le fief d'Abrits, commune de St-Martin-de-Lansuscle, avait appartenu en 1292 à Pierre de Nogaret. Raymond de Joyeuse, mari de Catherine des Abrits le posséda. En 1599, Simon Privat, acheta ce domaine de Jeanne de Vignols, veuve et héritière de noble Jean Duplan, seigneur du Fossat et d'Abrits. La famille Privat en était encore propriétaire en 1765.

LE SEIGNEUR DE SAINT JULIEN. — C'est Saint-Julien-d'Arpaon. La famille de Gabriac possédait le château de St-Julien

et diverses seigneuries dans les Cévennes. Un Gabras avait épousé une demoiselle de Folhaquier.

LE SEIGNEUR D'ABIGNAC. — Jean d'Abignac, seigneur du Triadou, habitant au château de Peyreleau, épousa par contrat du 12 janvier 1525, passé dans le cloître du monastère du Rozier, Cathorine Jean, fille d'Aimeric Jean, seigneur du château de Roquelongue et de Dolmières, et de noble Louise de Rocheblave.

ANTOINE DE THALAMAS, PRIEUR DE SALMON. — M. de Thalamas vivait encore en 1545, il était alors prieur de Salmon et en même temps vicaire général du prieur du Monastère de Chirac, autrement le Monastier.

LE SEIGNEUR DE SALABUSSES. — La famille de Jurquet est ancienne dans le Gévaudan. Guy de Jurquet est qualifié de titre d'écuyer, seigneur de Salabusses et de Montjézieu. Il avait épousé Louise de Peyre.

LE SEIGNEUR DE ROCHEBLAVE. — Le château de Rocheblave, commune d'Ispagnac, s'appelait primitivement Agullette. Des Rocheblave il passa à la famille de Lauberge de Cassagnoles. Aujourd'hui ce château appartient à M. Louis Jourdan, député de la Lozère, qui l'a fait restaurer dans ces dernières années.

AYMERIC DE ROQUELONGUE. — Au commencement du XVI^e siècle, une partie de la seigneurie de Roquelongue appartenait à une famille de Jean, alors représentée par Aymeric de Jean, seigneur de Roquelongue et d'Olmères, dont la fille Catherine épousa, en 1523, Jean d'Abignac du Triadou.

LE BARON DE PEYRE. — La baronnie de Peyre appartenait à cette époque à l'illustre famille de ce nom. Elle passa ensuite dans celles de Cardaillac, de Grolée et de Moret.

LE SEIGNEUR DE BESSETTES. — La noble et ancienne famille de Gayffier possédait la seigneurie de Bessettes, paroisse de Chastanier. Cette famille est aujourd'hui représentée par M. de Gaiffier, propriétaire, au Mans (Sarthe).

LE SEIGNEUR DE BRIGES. — Le château de Briges, paroisse d'Auroux, a longtemps appartenu à la famille de Malbec de Monjoc de Briges.

LE SEIGNEUR DU CAYLAR (Chaylar). — François de Pelamourgue. La famille de Pelamourgue est ancienne dans le Gévaudan. Elle avait formé plusieurs branches.

LE SEIGNEUR DE MONTIALOUX. — Le château de Montialoux est construit sur une élévation au sud du village de ce nom. Il est exposé au nord et privé de soleil pendant trois mois de l'année. Une demoiselle de la famille de Châteauneuf du Tournel épousa, en 1426, Antoine de Cardaillac.

LE SEIGNEUR DU BESSET. — Il y avait en Gévaudan deux seigneuries du nom de Besset. L'une dans la commune de la Bessière St Mary. La famille de Rochemure la possédait depuis la fin du 14^e siècle. L'autre seigneurie du Besset était dans la commune de St-Pierre-de-Nogaret. La famille de Puel en était propriétaire. Le château du Besset fut incendié pendant les guerres de religion. En 1711 les hoirs de noble Arnaud ne Puel, jouissaient noblement du domaine et du vieux château en partie ruiné du Besset.

GERVAIS DE MOLINS. — Nous ignorons ce qu'était ce Gervais de Molins, écuyer.

LE SEIGNEUR DE MALAVAL. — La noble famille de Mercier possédait la seigneurie de Malaval. En 1789. vivait Jacques-Joseph-Nicolas de Mercier de Malaval, lieutenant au régiment de Penthievre.

LE SEIGNEUR DE FONTANES. — En 1561, une attestation par acte public porte que noble Arnauld de Fontanes, natif du lieu du Sap, fils légitime de feu noble François de Fontanes, écuyer, seigneur de Fontanes, est gentilhomme noble, vivant noblement, extrait de ligne et prédécesseurs nobles de temps immémorial.

LE SEIGNEUR DE ST JUÉRY. — Il y avait deux châteaux à St-Juéry, l'un appartenant à la famille Aribert. Un acte de 1306 nous apprend qu'à cette époque le château supérieur était possédé par Robert de Chalier.

LE SEIGNEUR DE VENTAJOLS. — Venteuges (Haute-Loire). Le seigneur de Meyronne y possédait un château. Le duc de Mer-

cœur avait toute justice dans la plupart des villages de la paroisse de Venteuge.

JEANNE DE LIGNAC. — Nous avons déjà parlé de la famille de Lignac.

LE SEIGNEUR DE COUFFOURS. — Antoine de Rochedragon. En 1646, noble Jean Montrallat et Gabrielle de Pelamourgue, son épouse, firent hommage, au bailli de la terre de Peyre, de leur château de Couffours et de la ville de Chaudesaigues. Cette famille avait succédé à celle de Rochedragon. En 1716, noble Marc-Antoine Malafosse, coseigneur de Chaudesaigues, possédait et habitait le château de Couffours.

LE SEIGNEUR DE MALMONT ET SOLATGES. — Malmon et Soulages, commune d'Auroux. Dès 1478, la famille d'Agulhac possédait le château de Soulages.

LE SEIGNEUR DE MONTPEYROUX. — Guillot de Montpeyroux était seigneur de Rocheredonde, de Belami, etc. Il épousa en 1533 une nièce du cardinal d'Armagnac. En 1544, il céda, à Gui d'Apcher, la terre de la Garrigue et la coseigneurie de Volonzac, en échange de la baronnie de La Garde.

LE SEIGNEUR DE CORSAC. — La famille de Corsac est ancienne à Mende. Un domaine situé dans les environs de la ville porte encore le nom de Corsac.

LE SEIGNEUR DE CALVISSON ET DE SAINT-ALBAN. — La famille Louet de Calvisson posséda la seigneurie de St-Alban. Elle passa ensuite à la famille de Morangiès. Une ordonnance royale, en date du 29 juin 1825, autorisa le préfet de la Lozère à acquérir l'ancien château de St-Alban pour y établir un hospice d'aliénés.

LE SEIGNEUR DE JAVILLET. — Le château de Javillet, commune de Quézac, appartenait aux XIV^e et XV^e siècles à la famille de Grégoire ; il passa ensuite à celle de Coursier et après à celle de Pastorel.

LE SEIGNEUR DU MARAZEL. — Le Marazel, commune d'Is-pagnac.

ISABELLE DE PALHERETZ. — La seigneurie de Palheret est située dans la commune de Palhers.

LE SEIGNEUR D'UCELZ (Ussels). — Le château de ce nom, commune de Lachamp, appartenait en 1533 à noble Astorge de Montbel, licencié en droit.

LES HÉRITIERS DE FEU JEAN BORSSES. — En 1503 vivait Jean Borses, le vieux, de la ville de Chirac. Il est qualifié de *providus vir*.

LE SEIGNEUR D'AMOURETTE. — Amourettes, village dans la commune de Julianges. Vers la fin du XVII^e siècle la seigneurie d'Amourettes appartenait au sieur Etienne Servant.

JEAN DU CROZET, ÉCUYER. — Le château du Crouzet, paroisse de Ribennes, est situé sur un mamelon et sur la rive droite de la Coulagne. En 1579, il appartenait à noble Albert de Chapelu, seigneur de la Vigne. Louise de Chapelu, sa fille unique épousa Guy de Retz de Bressoles, qui devint ainsi propriétaire du Crouzet.

ANTOINE RETH, ÉCUYER. — Noble Antoine Reth ou de Retz, dit de Cheminades, était en 1529, lieutenant du bailli de Gévaudan.

FRANÇOIS D'ALBIGNAC. — La famille d'Albignac était originaire de Rouergue. Elle possédait en Gévaudan la seigneurie du Triadou.

NOBLE FRANÇOIS RETH, SEIGNEUR DE PRADELZ. — Les Pradelz, commune de St-Léger-de-Peyre.

ETIENNE ROQUOLES, COSEIGNEUR DE RIMEISE. — Il existait autrefois deux châteaux dans cette paroisse. La famille de Roquoles est originaire de Mende.

LOYS SABRAN, POUR M^{lle} DE LOPIAC. — La famille de Loupiac, est originaire du Rouergue.

LE SEIGNEUR DE BARRE. — En 1528, noble François de Taulignar, baron d'Aleyrac, était seigneur de Barre, de St-Laurent-de-Trèves, du Canourgue, etc. La seigneurie de Barre passa ensuite à la famille de Thézan.

JEAN DOLHON, COSEIGNEUR DE SERVIÈRES. — En 1538, Jean Daulhon, écuyer, était seigneur de Servières, la Rochebelot, le Fau, Naves, les Vans et autres places. Il habitait la ville de Lyon.

LE SEIGNEUR DE FLORAC. — La baronnie de Florac était alors possédée par Jean de Poitiers de Saint Valier.

LÉONARD PLANTAVIT, SEIGNEUR DE LA BASTIDE. — La famille de Plantavit, seigneur de la Pause et de la Bastide, a donné un évêque à l'église de Lodève, en 1625.

LE SEIGNEUR DE SOLATGES, ANTOINE GAUDIA. — C'est peut-être le château de Soulages, qui appartenait en 1478 à noble Guigon d'Aguilhac.

LES HÉRITIERS DE FEU JEAN AMARGIER, SEIGNEUR DE BEAUREGARD. — Le château de Beauregard, était situé dans la commune du Fau-de-Peyre. Le 17 novembre 1312, Bernard de Châteauneuf-Randon, baron de Joyeuse, épousa au château de Beauregard, Alexandrine fille d'Astorg de Peyre.

LE CLERGÉ ET COLLÉGIALES DE MENDE. — On peut voir dans le pouillé du diocèse les possessions de ces établissements ecclésiastiques.

LE SEIGNEUR DE BILLIÈRES, JACQUES D'APCHIER. — Billières, commune de St-Chély-d'Apcher. Le château de Billières, en partie écroulé, est flanqué de deux tours rondes. Jacques d'Apchier propriétaire de ce château était aussi seigneur des Bessons.

LE SEIGNEUR DE RECOULETTES. — Recoulettes, ocmune de Barjac, possédait autrefois un château-fort. Les familles Albert, de Montmejan, d'Olmières et de Chambrun ont successivement possédé cette seigneurie. Le domaine de Recoulettes appartient actuellement à M. Grousset, propriétaire, à Mende.

LE SEIGNEUR DE VERDUN POUR M^{re} ANTOINE DE LIGNAC. — Nous avons déjà parlé de la famille de Lignac. La seigneurie de Verdun (Haute-Loire), avait appartenu au seigneur de Peyre.

LE SEIGNEUR DE VILLENEUVE. — Il y a plusieurs localités de ce nom en Gévaudan.

LE SEIGNEUR DE COLAS. — Colas, commune des Bondons.

LE SEIGNEUR DE ROCHEBARON. — La maison de Rochebaron était ancienne et puissante dans le comté du Forez.

LE SEIGNEUR DE BUSARENGUES. — Buzareingues, près Buzins (Aveyron). En 1856 décéda M. Girou de Buzareingues, correspondant de l'Institut.

DAMOISELLÉ CLAUDIE DE MONTJÉZIEU, VEUVE DE NOBLE PIERRE DU MONT, SEIGNEUR DE LA CHAPELLE. — En 1576, noble Bertrand du Mont, dit de la Chapelle, chanoine de Mende, était seigneur de Montjézieu et de Castelbouc.

LE SEIGNEUR DE MONTELT DE MARCIAC, POUR MORIERS, PAR M. DE LAUNÉ, SON FRÈRE. — Dans la commune de Pin-Moriers existait un château démoli, ayant appartenu à la maison de Peyre. M. de Montjézieu était vers la fin du 17^e siècle, seigneur dudit lieu du Montelz.

LE SEIGNEUR DE SOLEYROL, PIERRE DE LA FARE. — Il existe un village de ce nom dans la commune de Vialas.

LE SEIGNEUR DE VENNACH. — En 1396 vivait Hugues de Vennac, damoiseau, fils de noble Jean de Vennac, de Villefranche, en Rouergue.

LE SEIGNEUR DE ROQUEFUEL LE VIEUX. — En 1537, vivait noble Charles de Roquefeuil, baron de Roquefeuil et en partie du Tournel.

LE SEIGNEUR DE MOISSAC. — La seigneurie de Moissac appartenait primitivement aux barons de Florac. Elle passa ensuite à la famille de Murol, plus tard à celle de Montbel, à celles de Blancard et de Ginestoux.

NOBLE ANDRÉ DE BARJAC. — La noble famille de Barjac, possédait la seigneurie de Rochegude.

NOBLE JEAN DU CRÉMAT. — Le château du Crémat, situé au-dessous du chemin de grande communication n° 18, a ses

tours abattues. Mais les bâtiments ont été réparés. C'est aujourd'hui une maison de ferme.

LE SEIGNEUR DE CAPLUC. — Il ne reste du château de Capluc, commune du Rozier, que quelques pans de muraille et la chapelle. La famille de Capluc (*de Capiteluco*) était très ancienne. Le dernier seigneur ne laissa que deux filles, dont l'une appelée Flore épousa un d'Albignac.

LE SEIGNEUR DE LODIÈRES. — Charles d'Apchier était, en 1529, seigneur de Lodières. Vers la fin 17^e siècle, Claude-Gabriel d'Apchier de Lodières était seigneur de Farges et du Bacon. Il demeurait à son château de Farges, paroisse d'Albaret-le-Comptal.

LE BARON DE CÉNARET ET COMTOR DE MONTFERRANT. — La noble et ancienne famille de Cénaret s'éteignit en la personne de noble Bertrand de Cénaret, qui fit son testament en 1562. Il ne laissa qu'une fille, Anne de Cénaret. La baronnie de Cénaret passa à la famille de St Vidal et à Gilbert de Serpens, baron de Gondres et Loude.

LE DUC DE LORRAINE POUR LA BARONNIE DE MERCŒUR. — Le château de Mercœur avait donné le nom à l'une des plus antiques, des plus puissantes et des plus illustres races féodales de l'Auvergne. En 1529, le roi François I^{er} et Louise de Savoie, sa mère, cédèrent la terre de Mercœur à Renée de Bourbon, sœur du Connétable, épouse d'Antoine, duc de Lorraine.

LE SEIGNEUR DE MONGON, M. JEAN DE LIOTAING DIT DE LA CLAUSE. — Montgon, ancienne baronnie près de Blesle. Jacques de Leotoing-Montgon, par acte du mois de mars 1578, disposa de tous ses biens, avec substitution du nom de Montgon, en faveur de Pierre de Cordebœuf-Beauverger, petit-fils de Louise de Léotoing-Montgon, sa sœur.

LE SEIGNEUR DE LIGONNÉS. — La seigneurie de Ligonés ou Ligonez, située dans la commune de Ruines, près de St-Flour, relevait du duché de Mercœur. Elle a appartenu pendant plusieurs siècles à la famille d'Antil, qui en avait adopté le surnom.

LE SEIGNEUR D'ARFOLHETTE. — Orfeuillette, commune d'Albaret-Sainte-Marie. Un arrêt du parlement de Toulouse condamna Jacques Alary, écuyer, à reconnaître au seigneur de la Garde, le domaine d'Orfeuillette (1531). Aujourd'hui Orfeuillette appartient à M. Théophile Roussel, sénateur de la Lozère.

LE SEIGNEUR DE CALVISSON ET SAINT ALBAN. — Voir la note sur la famille de Calvisson.

LE SEIGNEUR DE BLAVINHAC. — Le lieu de Blavignac appartenait en toute justice au comte d'Apchier.

LE SEIGNEUR ET BARON D'APCHIER ET DE LA GORSSE. — La terre de la Gorce en Vivarais, fut vendue par le baron d'Apchier à Mathieu de Merle, chef des protestants, qui s'empara de Mende en 1579.

LE SEIGNEUR DE SINZELLES, PIERRE DE SINZELLES, ÉCUYER. — Le village de Sinzelles, commune de Fontanes. La famille de Sinzèles est une des plus anciennes du Gévaudan. Elle a eu des alliances avec la famille de Grimoard. Vers la fin du XIII^e siècle vivaient noble Gérard de Sinzèle et M^{re} Beraud de Sinzèle prieur de l'église de Prunières.

LE SEIGNEUR DE LAMBRANDÈS, JEHAN GRÉGOIRE, ÉCUYER. — La famille de Grégoire est ancienne; elle est originaire du Gévaudan. Raymond Grégoire, damoiseau, bailli d'Ispagnac vers 1325, mourut en 1357, âgé de 120 ans. L'inscription gravée sur la dalle de sa tombe, mentionnait avec ses qualités, son âge et son pèlerinage à Rome.

ERRATA

Une transposition s'est produite par la mise en page des épreuves corrigées.

Page 130. — L'article relatif à Messire André Dauton doit être rétabli de la manière suivante :

Messire André Dauton, escuyer, a juré son bien noble valoir, en commune année, quinze livres tournois. Monte la dixiesme 30 sols tournois.

Page 131. — Le seigneur de St Remyse, etc., lisez : Monte la dixiesme 50 livres tournois.

Page 139. — Le seigneur de Mirindol, etc., lisez : Le seigneur de Mirindol, par Anthoine de Montesquieu, escuyer, a affermé et juré pour ledict de Mirindol, duquel est procureur, ad ce fère, le bien noble dudict de Mirindol valoir, par commune année, la somme de 20 livres tournois. Monte la dixiesme 20 sols tournois.

SOCIÉTÉ POPULAIRE

DE LA

Ville de Mende.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

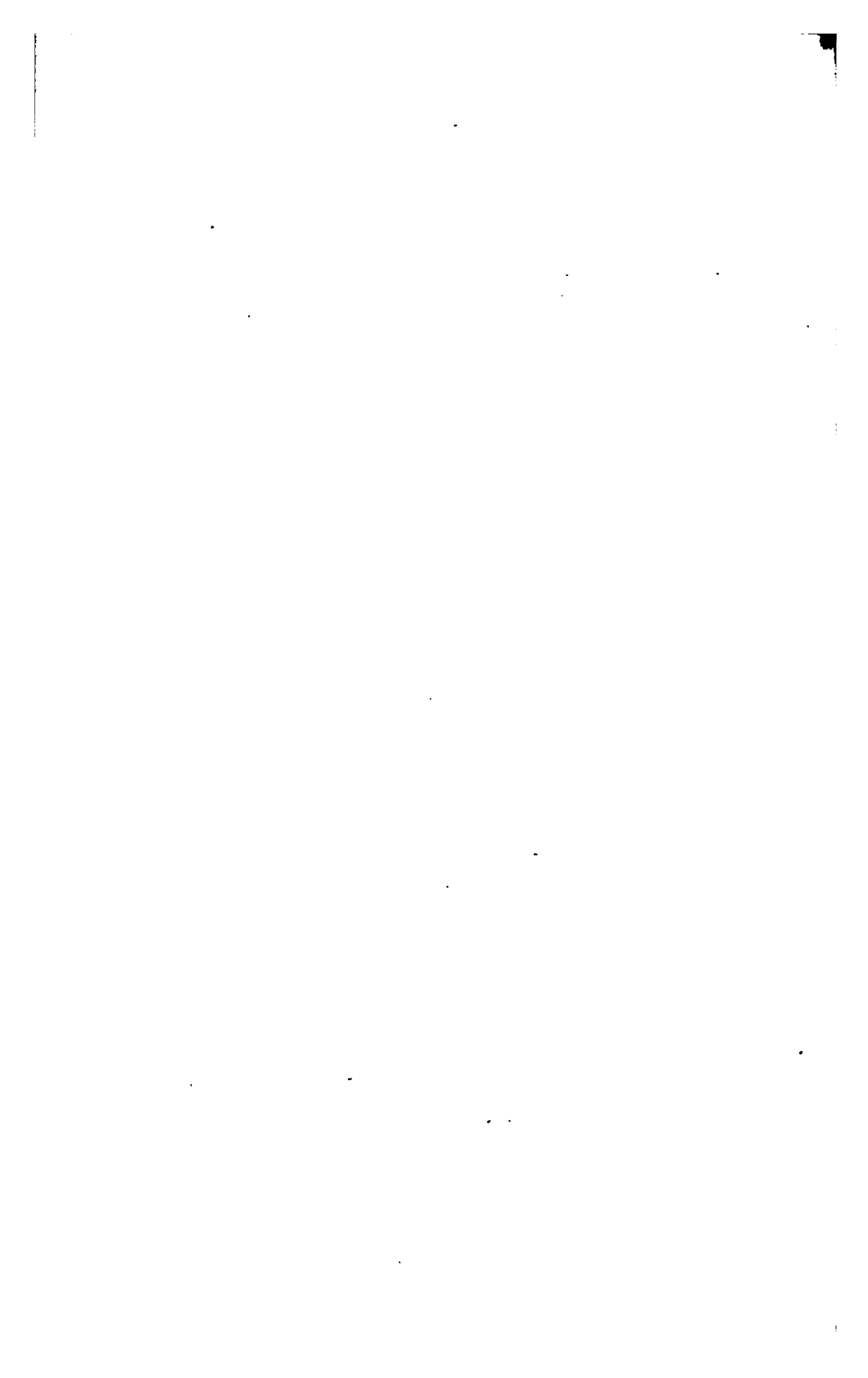
**Copie du registre original conservé aux archives
départementales de la Lozère.**



MENDE

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. PRIVAT

1890



La Société d'agriculture a publié dans son Bulletin durant les années 1882, 1883 et 1884 les procès-verbaux des séances du Directoire du département de la Lozère pendant la période de 1790 à 1800.

Au tableau de la vie politique dans le département, à cette époque, il manquait les procès-verbaux des séances d'une Société qui, dépourvue de tout caractère légal, n'a pas moins joué, dans notre pays, un rôle considérable mais éphémère : la Société populaire ou patriotique de la ville de Mende.

Inspirée par l'exemple du Club des Jacobins de Paris auquel elle était affiliée et dont elle recevait l'impulsion pour la transmettre aux diverses Sociétés populaires du département elle a, d'après le manuscrit conservé aux archives départementales, ouvert sa première séance le 17 octobre 1793 et clôturé la dernière le 16 juin 1794, vingt jours avant la chute de Robespierre.

Sous le spécieux prétexte de veiller seulement aux intérêts matériels de la cité, à l'approvisionnement de ses marchés que la disette rendait déserts elle a, dans ses discussions, abordé la critique des actes du Directoire départemental et de la municipalité mendoise.

La turbulence de certains de ses membres, la violence des moyens d'action proposés inspiraient les plus vives craintes aux détenteurs de l'autorité et aux citoyens les moins timorés.

Procédant en effet par la menace et la délation, la Société populaire avait amené les membres du Directoire et du Conseil municipal à n'être que les exécuteurs dociles de ses décisions.

Elle avait même contraint les citoyens, soucieux de leur liberté, à solliciter de sa part la délivrance d'un certificat de civisme sans lequel personne n'était assuré de son repos.

Les faits qui se déroulent dans les comptes rendus, dont la Société d'agriculture entreprend la publication, sont des plus disparates et l'on y voit, dans la même séance, agiter des questions de réquisition de grains, de fourrages ; de méthodes d'enseignement primaire ; d'institution de cérémonies de la religion nouvelle ; de programme de fêtes destinées à célébrer les victoires des armées de la République ; de mesures à prendre contre telle ou telle personne dénoncée comme suspecte

d'incivisme ; de fonctionnaires publics signalés aux rigueurs du Comité de Salut public.

Pour apprécier équitablement ces discussions et les décisions qui les suivent, décisions où souvent le burlesque se mêle au tragique, il faut, par la pensée se transporter à l'époque où elles ont été prises et au milieu des circonstances qui les ont provoquées. Il faut, avec leurs auteurs, assister à ce brusque écroulement d'une hiérarchie sociale séculaire qui livrait, à l'improviste, le peuple aux excès d'une liberté sans frein ; aux mesures énergiques que prenait la Convention contre les populations qui en Bretagne, en Vendée, dans le Vivarais, le Gévaudan et le Lyonnais se levaient pour la défense de la religion et de la Royauté ; enfin aux cruelles préoccupations sur le maintien de l'existence de la Patrie menacée de toutes parts par les armées de l'Europe coalisée.

Alors, tout en maudissant les passions basses, l'envie, la cupidité, la délation dont on surprend les actes dans ces procès-verbaux on applaudira aux généreuses résolutions qu'ils renferment en faveur de l'alimentation populaire, de l'instruction des enfants, de l'envoi de secours et de linge aux soldats Lozériens qui se battent aux frontières d'Espagne ; on aura des excuses pour l'homme paisible qui, préoccupé de sa liberté et de celle des siens, a fréquenté la Société populaire, solli-

cité et obtenu son certificat de civisme et on comprendra bien des défaillances.

La connaissance complète des faits importe seule à l'histoire.

Aussi la Société d'agriculture n'a pas voulu laisser tomber dans l'oubli ou détruire par un accident quelconque ces procès-verbaux, manuscrits uniques, qui relatent les émouvantes péripéties qu'ont subi nos pères.

Respectueuse à la fois de la vérité et des souvenirs de famille elle s'est bornée, dans la transcription des pièces officielles, à mentionner le nom des hauts personnages politiques, des Représentants du peuple qui ont assisté aux séances.

Elle a pensé que ni l'intérêt des procès-verbaux, ni la sincérité de l'exposition des faits ne recevraient aucun dommage de la désignation, par la seule lettre initiale de leur nom, des personnes qui ont appartenu à la Société populaire, pris part à ses débats et veillé à l'exécution de ses décisions.

A. M.

PROCÈS-VERBAUX

des séances de la Société populaire.

*Séance du 6^e jour de la 3^e décade du 1^{er} mois de
l'an 2^e de la République Française.*

17 octobre 1793.

Présidence de D...

Un membre a proposé qu'attendu le dénuement des subsistances dans ce département et la difficulté de l'en pourvoir pour subvenir à ses propres besoins, il fut émis un vœu par la Société auprès des Représentants du peuple, près l'armée des Pyrénées Orientales, pour les engager à retirer la réquisition du cinquième des grains qui sont dans ce même département, destinés à l'approvisionnement pour l'armée, en étayant cette réclamation des dispositions du décret qui porte que chaque département ne pourra être tenu qu'à la délivrance de ce qu'il aura excédant ce qui peut être nécessaire à sa consommation. La proposition a été adoptée et les citoyens D... et L... fils, ont été chargés de rédiger une lettre motivée aux représentants du peuple, aux fins de cette demande.

L'ordre du jour amenant la formation d'un comité de surveillance de la Société populaire chargé de correspondre avec celui de la commune, les citoyens T. R.

négociant, L. fils, R. cadet, V. et D. ont été nommés pour composer ce comité.

Il a été fait lecture du rapport du comité de surveillance sur les subsistances, la Société ayant approuvé toutes les mesures proposées dans le rapport comme propres à accélérer l'exécution des lois et assurer la subsistance des citoyens, a chargé le citoyen D. et R., aîné, de porter le vœu de la Société pour la prompte exécution de ces mesures au Directoire de département et arrêter l'insertion dudit rapport dans son présent procès-verbal.

La séance a été levée,

Citoyens frères, votre comité de surveillance animé du plus ardent désir de remplir vos vœux sur l'objet important des subsistances, va mettre sous vos yeux les causes de la pénurie et présenter des moyens d'y remédier.

Lorsque la Convention nationale a fixé le prix de tous les grains et farine, elle a voulu venir le plus promptement possible au secours de l'indigent, la Convention s'est occupée de la taxe des autres denrées de première nécessité ; il eut été à souhaiter que toutes les taxes eussent eu lieu le même jour ; les spéculateurs, les accapareurs et les mal intentionnés n'auraient pas eu dans la disproportion énorme, entre le prix des grains et celui des marchandises d'un usage journalier un moyen de fomenter, pour prolonger le désordre ; le but de nos législateurs a été de mettre dans toute la République les assignats au pair du numéraire métallique ; or, il est évident qu'ils ne pouvaient y arriver qu'en taxant à un prix modéré les grains et farines et ordonnant d'après un mode général, qui par le fait se rapporte aux

différences locales la taxe des autres denrées, des marchandises et des comestibles, pour établir, les proportions ; tout bon citoyen pensera que cette opération de la taxe étant achevée, il est évident qu'il va en résulter un grand bien pour le peuple.

Mais, citoyens, pourquoi dans cette ville ne s'en ressent-on point encore ! pourquoi les bienfaits nationaux ne circulent-ils pas avec la même rapidité que le venin de l'aristocratie et du fanatisme ? C'est que les fanatiques et les aristocrates sont presque tous agioteurs. Quelle a été leur marche ! ils ont discrédité le papier monnaie de toute leur force, et cependant ils en ont accaparé prodigieusement, ils l'ont employé à acheter des marchandises, ils ont fait un magasin immense sur le débit, et trouvant le métier bon, plusieurs en ont fait des magasins considérables. Aujourd'hui que la loi, dirigée par la main de la justice dérange leurs calculs commerciaux, ils répondent que le blé ne peut pas être donné au taux, parce qu'ils sont bien sûrs que si le taux des grains augmente, celui des autres denrées augmentera à proportion. Le motif qu'ils allèguent faussement est d'éviter de faire des grandes pertes ; mais leur vrai motif qu'ils cachent est de gagner des gains plus considérables. Outre, le comité vous propose le moyen qu'il va vous communiquer : Il pense que la pénurie des subsistances qui se fait sentir, et le défaut des grains aux communes viennent du défaut d'exécution des lois, et qu'on ne peut les faire cesser qu'en faisant exécuter les lois rigoureusement et en indiquant des modes d'exécution.

Il y a, d'après les lois, trois moyens pour avoir des grains, en faisant exécuter :

1° La loi qui prescrit le paiement en grains de l'arrière des contributions ;

2° La loi qui prescrit à chaque possesseur de grains d'en remettre le cinquième, et

3° La loi qui prescrit des réquisitions pour la fourniture des grains nécessaires aux troupes. On ne parle pas du payement en grains de revenus des biens nationaux affermés et de ceux des émigrés, parce que le Comité se persuade que les employés, chargés de leur régie, sont exacts à faire le payement en grains.

Le Comité se borne donc à proposer l'exécution des lois, d'après lesquelles il vient d'être énoncé qu'il y a trois moyens pour avoir des grains. Ces trois moyens, s'ils sont mis à exécution, sont plus que suffisants pour procurer les grains nécessaires à la consommation.

Le payement en grains de l'arriéré des contributions a besoin qu'on présente un mode pour l'exécution de la loi qui le prescrit ; les contributions ne sont point imposées dans la plus grande partie du département, parce que la matrice des rôles ne se trouve pas faite ; ce qui fait que chaque contribuable se refuse au payement en alléguant qu'il ne lui a point été imposé de taxe.

Article 1^{er}

Le Comité, pour indiquer à l'administration du département un mode d'exécution de cette loi, lui propose de prendre un arrêté qui oblige chaque propriétaire foncier à payer à compte de l'arriéré de la contribution foncière qu'il doit supporter, une quantité des grains fixée à raison de chaque paire de bœufs de labour, et un setier, à raison de chaque paire de vaches de labour ; d'inviter l'administration du département à faire exécuter particulièrement la loi, qui ordonne que chaque propriétaire remette le cinquième des grains de sa récolte ; de pres-

ser l'administration du district de faire les réquisitions nécessaires pour la fourniture des grains et d'adresser la première à C. du Sec, R. fermier du Lieuran, O. fermier de Montialoux, et P. des Pigeires; d'inviter l'administration du département à presser la confection des déclarations des citoyens pour le recensement des grains, ainsi que des états de population pour en faire aussi le recensement, afin de pouvoir obtenir des secours en grains du Ministre de l'intérieur, qui a promis d'en fournir, pourvu qu'il reconnaisse les besoins en comparant le produit de la récolte avec la population.

Que la Société républicaine, par une adresse de sa part aux Représentants du peuple, à l'armée des Pyrénées-Orientales, leur expose que le produit de la récolte en grains, dans le département de la Lozère, est évidemment insuffisant pour en nourrir les habitants indigènes seulement, sans parler de la force publique, étrangère à ce département, qui est stationnée, et qu'elle leur demande, en conséquence, d'après un motif aussi juste, de dispenser ce département de fournir le cinquième du produit de sa récolte pour l'approvisionnement de l'armée des Pyrénées Orientales, parce que ce département est absolument hors d'état de faire cette fourniture.

Comme le besoin de la ville exige impérieusement qu'il y ait demain, au marché, la quantité des grains nécessaires, pour y pourvoir, le Comité propose à la Société populaire d'engager ceux de ses membres connus pour avoir des grains à en faire porter au marché de demain une quantité suffisante pour les besoins actuels. Ces membres sont : J.-B. B. négociant ; B. cadet ; G. ; A. C. ; S. ; T. D. ; F., l'ainé ; C. du Pont-rout ; H. R. administra-

teur; P.; D.: F. père; R. aubergiste; F.; P. fermier dit Boy et de Vareilles; B. aîné; G.; B. aîné; D.

D'inviter, au nom de l'intérêt public, les membres de la Société populaire, à dénoncer au Comité de surveillance tous les marchands qui ont dégarni leurs magasins, en envoyant ailleurs les marchandises qu'ils y avaient, pour mettre les consommateurs dans le cas d'en manquer.

Ont signé : D. président ; L. fils, secrétaire.

Du 9^e jour de la 3^e décade du 1^{er} mois de l'an second de la République Française une et indivisible.

20 octobre 1793.

Un membre a dit : C'est le devoir d'un bon citoyen de surveiller l'exécution des lois; mais c'est aux Sociétés populaires à qui appartient de remplir, avec plus de zèle encore, cette civique fonction; c'est à elles surtout à être les premiers censeurs des fonctionnaires publics qui prévariquent. Il a observé à ce sujet que le tribunal criminel du département de l'Aveyron, s'écartant des formes que la loi prescrit, pour juger les prévenus de contre révolution nationale, a jugé l'infâme Charier et plusieurs de ses complices en suivant des formes prohibées à l'égard de tels scélérats, ajoutant que ces formes évasibles n'ont été adoptées que dans des vues perfides et pour soustraire, un des principaux chefs de la bande dudit Charier, au juste châtiment qui l'attendait.

Il a ensuite proposé de dénoncer ce tribunal au Comité de Salut public.

La Société populaire pénétrée d'une juste indignation contre le tribunal criminel de l'Aveyron a adopté cette proposition et a investi le Comité de surveillance de faire cette dénonciation sous le plus court délai.

Séance du 3^e jour de la première décade du second mois de l'an second de la République Française, une et indivisible.

24 octobre 1793.

Présidence de D...

Il a été fait lecture de deux lettres qu'on avait arrêté dans la précédente séance d'écrire à la Société populaire du Puy, l'une pour lui demander affiliation et l'autre pour lui faire connaître la situation de ce département relativement à la pénurie des grains et à l'esprit public qui y règne actuellement. La rédaction des deux lettres a été approuvée et l'envoi en a été arrêté par le plus prochain courrier.

Il a été fait aussi lecture d'une adresse à la Convention nationale qui a été adoptée dans les termes qu'elle est conçue et dont la Société a arrêté l'insertion dans le présent procès-verbal.

On a passé à la lecture des nouvelles qui a été interrompue par la motion faite par un membre de demander à la municipalité qu'à l'instar de celle de Paris, et pour raviver l'esprit public dans cette ville, on changeat

tous les noms des rues et qu'elles portent chacune, dorénavant le nom des grands hommes de la République. La motion a été adoptée et les citoyens T. et D. cadet, ont été nommés commissaires pour faire la demande à la municipalité et lui proposer les noms qu'ils croiront les plus convenables pour la désignation des rues de cette ville.

ADRESSE A LA CONVENTION NATIONALE.

Citoyens, Représentants !

Elle est tombée cette cité superbe dont le nom est devenu un blasphème contre la liberté ; ces palais magnifiques où l'opulent muscadin conspirait, sous des lambris dorés, contre l'égalité qu'il abhorre, foudroyés par le tonnerre de la liberté ou rasés jusqu'aux fondements pour satisfaire à la justice nationale, ne souilleront plus désormais la ville affranchie; tout en a disparu jusqu'aux ruines, et l'humble asile du pauvre arrête seul les regards du voyageur étonné. Cet exemple terrible, mais nécessaire, anéantit dans toute la République les projets insensés des contre-révolutionnaires. Les Toulonnais pa-lissent, et l'Anglais, aussi barbare que perfide, cherchant mais en vain son salut dans la fuite, va bientôt les laisser en proie aux tourments d'un inutile remord. C'est à la sainte montagne que la France doit son salut ; c'est de son sein que la foudre est partie ; c'est de son poids qu'ont été écrasés les titans fédératifs ! Entendez, citoyens, la voix de la République reconnaissante ; ne descendez de votre sommet qu'après avoir affermi la Révolution sur les bases immortelles de la liberté et de l'égalité ; leur règne ne date que des mémorables journées

31 mai, 1^{er} et 2 juin. Nous applaudissons, nous applaudissons sans cesse aux incorruptibles montagnards qui les firent naître, et nous transmettons à nos derniers neveux les sentiments fiers et délicieux qu'elles nous inspirent. Les sacrifices que nous avons faits, ceux que nous sommes appelés à faire encore, sont payés avec usure, puisqu'ils serviront à seconder le sol de la liberté et de l'égalité. Nous vous offrons, avec le juste tribut de notre admiration et de notre reconnaissance, ce qui nous reste de sang et de forces.

L. fils, secrétaire.

Séance du 5^e jour de la première décade du second mois de l'an second de la République une et indivisible.

26 octobre 1793.

Présidence du citoyen D...

Un membre a fait la motion d'inviter la municipalité à exiger scrupuleusement des aubergistes les déclarations des étrangers qui logent chez eux. La Société persuadée que cette mesure est très essentielle surtout aux approches de la foire qui doit être tenue sous peu de jours, a adopté la motion, et tous les membres ont promis d'en surveiller eux mêmes l'exécution.

Un membre a annoncé à la Société, qui l'a entendu avec satisfaction, que le citoyen P. vicaire épiscopal (assermenté) se disposait à contracter mariage avec la citoyenne F. institutrice à Mende.

La Société, pour témoigner sa satisfaction, décide

qu'elle assistera en masse à la célébration du mariage, que les sociétaires y conduiront leurs épouses, et que le président offrira son bras à la nouvelle mariée.

Un membre a fait sentir combien il importait au département de la Lozère d'éloigner de son sein l'armée révolutionnaire qui parcourt déjà celui de l'Aveyron. Il a indiqué, comme le plus sur moyen de parvenir à ce but désiré, les mesures à prendre pour approvisionner les marchés et faire disparaître les obstacles que l'intérêt personnel, l'avidité et la malveillance ne cessent d'opposer à l'exécution des lois à cet égard ; il a demandé et l'assemblée a arrêté qu'il serait envoyé des commissaires au directoire du district pour leur faire part de la juste sollicitude de la Société sur un objet aussi intéressant et l'engager à prendre les mesures les plus promptes et les plus décisives pour ramener l'abondance dans les marchés, la tranquillité dans les âmes et rendre par là inutile l'arrivée de l'armée révolutionnaire.

On a fait lecture des nouvelles. Les membres ont applaudi à l'énergie de nos Représentants, au courage de nos intrépides défenseurs et aux victoires qui en ont été le fruit et la récompense.

La séance a été levée aux cris répétés de *ça ira, vive la République* et la montagne son plus ferme soutien.

Signé : L. fils, secrétaire.

*Séance du troisième jour de la seconde décade du
second mois de l'an second de la République une
et impérissable.*

3 novembre 1793.

D'après les plaintes qu'on a porté, soit dans cette séance, soit dans les précédentes, contre le Directoire du district de Marvejols, et sur la motion d'un membre, la Société a délibéré de le dénoncer au délégué des Représentants du peuple pour le renouveler, à l'exception du citoyen M., bon patriote, et qui a des ressources pour faire le bien, lorsqu'il sera mieux secondé. Le Président a nommé pour faire la dénonciation les citoyens T. et D. cadet, qui se rendront aussi devers le Directoire du département pour l'engager et obliger le district de Marjols à fournir son contingent pour les subsistances militaires.

Toutes les autres motions qui ont été faites et adoptées dans cette séance, regardent les subsistances tant civiles que militaires, et l'illumination de la ville, où elles en sont une suite. Un officier municipal a annoncé que, conformément au vœu de la Société, la municipalité avait fait publier dans toutes les places et dans tous les endroits du foiral que les citoyens et habitants de la campagne eussent à porter au marché de Mende, comme ils faisaient avant que les denrées fussent taxées, qu'ils eussent, dis je, à porter leurs œufs, beurre, fromage, etc., etc., et s'ils n'obtempéraient pas à cette invitation et à celle du district, on leur enverrait des volontaires à discrétion jusqu'à ce qu'ils approvisionnassent la ville.

16

Le même officier municipal a dit qu'au grand et très grand mépris des lois, H. anbergiste, du Chastel, avait vendu 7 sols la livre de pain et qu'on leur avait infligé une amende de 50 livres. Nouveaux applaudissements. De suite, sur la motion d'un membre, la Société indignée de l'incivisme dudit H. a délibéré qu'il ne pourrait jamais être reçu au nombre de ses membres.

Un membre a dit : le district de Marvejols que nous devons dénoncer n'est pas le seul qui soit coupable ; les autres districts de département, celui de Mende excepté, n'ont pas fourni leurs contingents pour les subsistances militaires. Je fais la motion de les dénoncer avec celui de Marvejols; elle a été adoptée et les commissaires déjà nommés sont chargés de les dénoncer.

Un autre membre a dit : pour surveiller les aristocrates et tous les ennemis de la chose publique, la nuit comme le jour, il faudrait que la ville fut éclairée. Cette proposition a été accueillie et le président a nommé les citoyens D. et R. cadet, pour demander à la municipalité combien il faudrait de reverbères pour éclairer toute la ville. Les mêmes commissaires sont chargés de se rendre au comité de surveillance de la commune pour le prier d'obliger les reclus et les marchands à fournir toutes les dépenses nécessaires pour cet objet important.

A toutes ces motions en a succédé une plus importante encore ; nos braves frères d'armes malades pour avoir mis trop de zèle et trop d'ardeur dans le service, se trouvent à l'hôpital, sans pain, sans bouillon et sans vin. L'hôpital est sans ressources. Je propose, a dit un membre, d'écrire à M. le ministre de l'Intérieur pour lui demander des secours, et en attendant que ces se-

cours arrivent, il faut que toutes les personnes commodes fassent un acte de justice, en envoyant au moins du vin qui sera distribué aux malades, d'après l'ordonnance du médecin. La Société a adopté la motion, et elle se flatte que tous les vrais patriotes se feront un plaisir et un devoir de concourir, de tout leur pouvoir, à une action si digne de l'humanité et de la reconnaissance que nous devons aux braves défenseurs de la patrie.

L'ordre du jour amenant l'examen des candidats, il a été fait plusieurs motions sur le mode de les examiner. La Société a nommé six commissaires qui, conjointement avec le Président, s'acquitteront de cette fonction, et elle espère qu'ils ne lui donneront pour membres que de vrais sans culottes. Ces commissaires sont S. père, D. L. B. M. et C.

Signé D., président; T., secrétaire.

*Séance du 4^e jour de la 2^e décade du 2^e mois de
l'an 2 de la République.*

4 novembre 1793.

Présidence de D...

Après la lecture des papiers nouvelles et du procès-verbal de la séance précédente, un membre a dit : Je vois avec la plus grande satisfaction que le nombre des personnes qui assistent à nos séances augmente chaque jour. Déjà la salle est trop petite pour que tout s'y passe dans l'ordre. Je propose donc et je fais la motion ou

de l'agrandir, si cela est possible, ou d'en chercher une plus grande, et alors, d'après une délibération prise dans une des séances précédentes, on pourra aisément indiquer un endroit pour les frères et les sœurs de la Société, et un autre pour les candidats ; le reste de la salle servira pour les externes qui viendront pour recevoir et sucer les principes du plus pur patriotisme. La Société a délibéré d'agrandir la salle qu'elle occupe, en abattant la cloison qui est après la barre, si la voûte ne doit pas en souffrir. Les citoyens B. ont été priés de l'examiner ; ce qu'ils ont promis de faire.

On a fait ensuite plusieurs motions tendantes à soulager les habitants de la cité et à procurer aux braves volontaires, que nous possédons, des lits dignes d'eux. Pour remplir ces deux objets infiniment importants, la Société a délibéré de s'assurer des lits de Castellane, ci-devant évêque, de ceux des reclus et recluses, en ne leur laissant qu'un seul et unique matelas. Sur la proposition d'un membre, la Société a senti qu'il y a encore certaines autres personnes qui peuvent et qui doivent contribuer à cette bonne œuvre. Le Président a nommé six commissaires qui, investis de l'autorisation du délégué des Représentants du peuple, sont partis de suite pour aller remplir leur commission.

La séance a été levée.

Ont signé : D. président ; T. secrétaire.

*Séance du 6^e jour de la 2^e décade du 2^e mois de
l'an 2 de la République une et indivisible.*

6 novembre 1793.

Présidence de D...

La lecture des papiers nouvelles a donné lieu à plusieurs réflexions sur la force armée nécessaire au département de la Lozère. La Société a décidé de ne rien déterminer sur cet objet que lorsque les expéditions projetées seraient mises en exécution.

Le Président a fait part à la Société du résultat de l'examen des candidats. Les uns ont été admis, les autres suspendus ou rejetés. La Société a admis par acclamation les citoyens B. aîné ; B. cadet et L. qui avaient été admis par le Comité. Elle ne s'est déterminée à cette admission qu'après avoir entendu plusieurs membres qui ont parlé en faveur desdits citoyens, et qui ont donné des preuves non équivoques de leur civisme que le Comité ignorait sans doute.

Le Président a convoqué l'assemblée pour demain à 4 heures pour procéder au renouvellement du Bureau.

Ont signé : D. président ; T. secrétaire.

Séance du 7^e jour de la seconde décade du second mois de l'an second de la République une et indivisible.

7 novembre 1793.

Présidence du citoyen D...

Sur l'observation faite par un membre qu'une quantité de grains considérable avait été apportée en cette ville, le jour d'hier, par les soins du général Louis et de l'administration du département, la Société a arrêté mention honorable du zèle qu'il a ont mis pour cet approvisionnement.

La citoyenne B. a rendu compte à la Société de la mission dont elle avait été chargée, avec six membres de la Société et cinq autres citoyennes, auprès du citoyen P. et de la citoyenne F., pour les féliciter sur leur prochaine union. La Société, jalouse de montrer toute la part qu'elle prenait à cet événement, qu'elle regarde comme le triomphe de la philosophie sur un préjugé qui contrariait à la fois la nature et la raison, a arrêté que le Président donnerait à chacun des époux, le jour de la célébration du mariage, une couronne civique et un bonnet de la liberté ; que le même jour il y aurait un repas civique dans la salle de ses séances, où tous les membres seraient tenus d'assister avec leurs femmes et que les nouveaux époux y seraient invités au nom de la Société. Plusieurs membres se sont offerts pour jouer du violon et procurer aux convives le plaisir de la danse après le festin. Le général Louis a aussi promis pour donner plus de solennité à la fête de faire ronfler

le canon. Pour régler l'ordre de la cérémonie et faire faire les préparatifs nécessaires dans la salle pour le repas civique on a nommé quatre commis qui sont les citoyens T. B. cadet, G. et R. cadet.

Le discussion s'étant ouverte sur le pouvoir qui était censé attribué aux différents comités nommés par la Société, il a été arrêté qu'il était borné à proposer et à faire des rapports motivés sur lesquels l'assemblée avait seule le droit de prononcer. La séance a été levée.

D. président ; L. fils, secrétaire.

*Séance du 8^e jour de la seconde décade du second
mois de l'an second de la République française
une et indivisible.*

8 novembre 1793.

Présidence du citoyen D...

Un volontaire a observé avec raison que la malpropreté des rues était telle dans cette ville qu'elle pouvait occasionner des maladies contagieuses qui proviendraient de l'insalubrité de l'air, et a proposé d'émettre un vœu auprès de la municipalité pour l'inviter à prendre des mesures propres à faire cesser cette malpropreté. Sur cette motion et les différents amendements qui y ont été faits, la Société nomme les citoyens R. cadet, et G. pour se rendre auprès du Corps municipal et lui faire part des différentes mesures que la Société lui propose à cet effet, qui tendent à ce qu'il soit nommé des commissaires de quartier, chargés de la surveillance de

la propreté des rues et munis de pouvoirs de la municipalité pour prendre les moyens les plus prompts et les plus efficaces relativement à cette commission.

Sur la dénonciation faite par un volontaire que les différents corps de garde n'étaient pas fournis d'une quantité suffisante de bois pour leur chauffage, attendu qu'il était vert, ce qui en nécessitait une plus grande consommation, le commissaire de guerre est délégué, pour inviter les volontaires à lui porter leurs plaintes à cet égard avec promesse d'y faire faire droit sur le champ.

Ce citoyen a fait lecture d'une lettre du Ministre de la guerre pour lui donner pouvoir d'expédier des routes pour Paris à tous les citoyens d'un civisme reconnu, qui voudraient aller joindre l'armée révolutionnaire. Il a promis une gratification, payée sur ses appointements, au premier qui s'offrirait pour partir. Le citoyen T. a également offert un assignat de 50 livres pour le même citoyen qui remplirait les conditions exigées par la lettre du Ministre.

La Société a arrêté mention honorable de ces offres civiques.

La séance a été levée.

Ont signé : D. président ; L. fils, secrétaire.

Séance du 9^e jour de la seconde décade du second mois de l'an second de la République une et indivisible.

9 novembre 1793.

Présidence du citoyen D...

La séance a été ouverte par la lecture des nouvelles. Cette lecture a été interrompue par les applaudissements

répétés et les témoignages d'empressement que tous les membres ont donné au citoyen P. et la citoyenne F. futurs conjoints au moment où ils se sont présentés dans la salle.

Le Président a prononcé un discours analogue à la circonstance de leur mariage. Le citoyen P. y a répondu par un autre discours, qui contenait l'expression de sa reconnaissance pour les témoignages de l'intérêt que la Société prend à son union avec la citoyenne F.

Sur la motion d'un membre, la Société a arrêté l'insertion des deux discours dans son procès-verbal.

On a fait de suite la lecture du rapport sur l'ordre de la cérémonie. Les différents articles mis aux voix successivement ont été adoptés par la Société. Pour faciliter l'exécution d'un de ces articles, le citoyen B. aîné, a fait l'offre de douze bonnets de la liberté, destinés à douze jeunes citoyens, qui doivent assister à la célébration du mariage. Mention honorable de l'offre a été arrêtée par la Société.

Pour que le jour de cette fête fut consacrée par plusieurs événements qui honorent l'humanité, un membre a proposé d'inviter la municipalité à faire les distributions des gratifications que la Patrie reconnaissante accorde aux pères et mères des volontaires qui combattent pour sa défense. Le citoyen D. en appuyant la proposition a offert d'ajouter à cette bienfaisance nationale un don de 50 livres ; et le citoyen B. cadet, a offert de faire les avances nécessaires pour faire cette distribution le jour indiqué. La Société a donné de justes applaudissements à ces offres et en a arrêté la mention honorable.

Plusieurs candidats, admis au nombre des membres de la Société, se sont présentés devant le bureau et ont

prêté le serment de soutenir la République une et indivisible ou de mourir à leur poste en la défendant.

La séance a été levée.

Ont signé : D. président ; L. secrétaire.

*Séance du 20 brumaire, l'an second de la
République, une et indivisible.*

10 novembre 1793.

Présidence de D...

Un membre a exposé à la Société que, parmi les départements voisins, il en est qui, égarés par des mal-malveillants, croient nous seconder par l'envoi de troupes; que déjà 200 hommes d'un canton du district de Coucouron, département de l'Ardèche, sont arrivés ici, et qu'ils annoncent une force considérable du même département, dont cependant nous n'avons nul besoin, par la sécurité que nous a donné le chef de la force armée, le zèle infatigable des militaires et des bons citoyens; qu'il n'existe plus de rassemblement; qu'il y a une impossibilité presque physique de nouveaux attroupements; que ce département peu fertile à recueillir à peine de quoi substantier quelques mois ses propres habitants; que l'armée des Pyrénées a cessé d'envoyer des grains pour la subsistance des troupes comme elle le faisait avant l'arrêté des Représentants près cette armée, qui veut que chaque propriétaire verse dans les magasins militaires le cinquième de ses productions pour alimenter la troupe; que la plus grande par-

tie de ce cinquième, versé dans les magasins, suffit à peine pour substantier une semaine les 5,000 hommes de troupe réglée qui sont dans ce département ; que nos braves voisins, dont le zèle est louable puisqu'ils ont cédé à la crainte qu'ont dû leur inspirer les papiers publics, exagérant le nombre des malfaiteurs ; que l'arrivée de leurs frères d'armes les mettrait en même de souffrir, par le peu de subsistances dont le département est pourvu.

Le même membre a proposé, d'après ces considérations, qu'il fut à l'instant nommé deux commissaires de la Société pour se rendre auprès de toutes les autorités constituées pour les inviter à se joindre à eux et présenter ensemble une pétition au Directoire du département pour lui demander de faire partir de suite un commissaire chargé de se rendre auprès du citoyen Châteauneuf, représentant du peuple, pour l'engager par tous les motifs qui viennent d'être exposés et autres, aussi pressants, de se rendre dans le département pour y voir par lui-même qu'elle en est la situation et prendre les mesures nécessaires les plus promptes pour prévenir l'arrivée de nouvelles troupes et réintégrer ce département dans l'opinion publique que des malveillants ont cherché à lui faire perdre par les calomnies les plus multipliées.

La Société a accueilli la proposition et a nommé les citoyens T. et L. fils, pour porter son vœu auprès des Corps constitués et du Directoire du département.

Ont signé : C. président ; L. fils, secrétaire.

*Séance du 21 brumaire de l'an second de la
République une et indivisible.*

11 novembre 1793

Présidence du citoyen D...

L'ordre du jour amène l'examen d'un projet de marche pour la cérémonie du mariage du p... P. qui doit se célébrer demain.

(Ce projet n'a pas été transcrit sur le registre ; la page a été laissée en blanc.)

*Séance du 23 brumaire de l'an second de la
République, une et indivisible.*

13 novembre 1793.

Un membre a obtenu la parole et a dit: comme c'est en quelque sorte aux Sociétés populaires qu'il appartient de fixer l'opinion sur le degré de civisme des citoyens; comme c'est à elles à être les premiers censeurs dont la vigilance et le zèle actif doit faire trembler les malveillants; c'est aussi un de leurs premiers devoirs, et ce doit être une de leurs plus chères fonctions de publier et de mentionner honorablement les actions des citoyens qui leur ont bien mérité de la patrie. Vous avez tous suivi la conduite du citoyen V. ci-devant L. Depuis qu'il est venu dans cette ville, son patriotisme ardent, son zèle infatigable pour le bien du service, ses talents militaires, son dévouement à la chose publique lui ont fourni le moyen

de rendre des services essentiels à la République. Je propose que mention honorable en soit faite dans les registres de la Société.

La Société a accueilli la proposition avec enthousiasme et en outre elle a chargé les citoyens T. et L. fils, de dresser un certificat qui contienne le détail de la conduite patriotique du citoyen V. et des services qu'il a rendus à la chose publique dans les différents grades militaires dans lesquels il a successivement commandé la force armée du département de la Lozère et de l'Aveyron pour être remis au citoyen V. comme un gage de la reconnaissance et de l'estime des bons *sans culottes* qui composent cette Société.

Lecture des nouvelles a occupé le reste de la séance.

*Séance du 24 brumaire de l'an second de la
République une et indivisible.*

14 novembre 1793.

Présidence du citoyen R. cadet.

La séance a été ouverte par la lecture du journal intitulé *L'Antifédéraliste* ; elle a été interrompue par l'observation faite par un membre sur l'inexactitude d'un dernier article de ce journal, qui faisait mention des mouvements contre-révolutionnaires qui avaient eu lieu dernièrement dans le département de l'Aveyron. A cette occasion, un autre membre a pris la parole et a exposé que, depuis longtemps, les journalistes mal instruits ne cessent de répandre les calomnies les plus atroces contre le département de la Lozère ; que ces calomnies s'a-

créditent et peuvent entraîner les résultats les plus fâcheux pour ce département. Il a en conséquence proposé qu'à l'effet de démentir ces faux rapports, il fût imprimé une feuille toutes les décades, au nom de la Société, qui contiendrait un exposé exact de la situation politique de ce département et de l'esprit révolutionnaire de ses habitants. Les citoyens D. et B. ont été chargés de la rédaction de la feuille.

On a fait la lecture des deux procès-verbaux des séances des 21 et 22 brumaire. La rédaction en a été approuvée et l'envoi arrêté à la Convention et aux Sociétés populaires des chefs-lieux de département et de district.

Un membre a demandé que, vu le manque de ressources de l'hôpital de cette ville, qui n'a que de très minces revenus, diminués par la suppression des droits féodaux et le déficit de 17 sous qu'on donne seulement pour chaque volontaire, il soit nommé deux commissaires qui, de concert avec l'officier de santé fassent un mémoire qui sera envoyé à la Convention et au Ministre de l'Intérieur.

La motion a été adoptée et on a nommé pour commissaire les citoyens P. et L.

Sur la motion d'un membre, il a été arrêté que tous les membres de la Société seraient tenus d'assister à ses séances, couverts du bonnet de la liberté, et que les membres des autorités constituées seraient invités à observer le même costume dans leurs fonctions.

*Séance du 25 brumaire de l'an second de la
R^épublique une et indivisible.*

15 novembre 1793.

Présidence de D.

Le procureur général syndic de ce département a remis sur le bureau la copie d'un arrêté du Représentant du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, du 18 du 2^e mois de l'an 2^e de la République une et indivisible, et a demandé qu'il en fut fait lecture et que mention fut faite de la remise qu'il en fait dans le présent procès-verbal.

Il a été de suite fait lecture dudit arrêté, portant :

Article 1^{er} — Le Comité *civico* (?) militaire de Narbonne nommera une commission composée de trois membres pris parmi les sans-culottes pour surveiller le magasin des fourrages, assister au déchargement des bateaux et charrettes, vérifier les lettres de voiture, s'assurer s'il n'a rien été distrait des chargements, conformément à nos précédents arrêtés, dénoncer les abus qu'ils reconnaîtront, les prévarications et les prévaricateurs.

Art. 2. — Une pareille commission sera nommée par les Sociétés populaires des autres villes où il existe des magasins de fourrages, et ce à la diligence des procureurs généraux, syndics des départements.

Cette lecture finie, le président a proposé à la Société trois de ses membres pour composer la commission qui, en exécution de cet arrêté, doit être nommée

pour la surveillance du magasin de fourrages de cette ville ; ces membres sont les citoyens G. B. et F. ancien percepteur du droit d'enregistrement. Le choix en a été approuvé par la Société et il a été arrêté qu'extrait du présent procès-verbal serait remis à chacun des commissaires pour les mettre en même d'exercer de suite les fonctions qui leur sont confiées.

La séance a été levée.

Signé : L. président.

*Séance du 26 brumaire l'an 2^e de la République
une et indivisible.*

16 novembre 1793

Présidence de D.

Un membre a exposé que dans la plupart des Districts du département on avait évidemment fait des déclarations infidèles du produit de la récolte en grains ; que quoiqu'il fut vrai qu'elle fut au dessous des besoins des habitants pour tout le courant de l'année, elle était suffisante pour assurer leur subsistance pendant les deux tiers à peine du temps à courir, d'ici à la récolte prochaine ; qu'il fallait donc prendre des mesures promptes et efficaces pour parvenir à se procurer un juste recensement des grains ou des chataignes qu'on a récolté dans ce département, en faire verser une quantité suffisante pour l'approvisionnement des marchés et faire cesser les alarmes du peuple, qui souffre même déjà de la privation des denrées les plus nécessaires pour sa subsistance.

D'après ces observations, aussi judicieuses que conformes au bien public, la Société a arrêté d'émettre un vœu auprès de l'administration du département, pour l'inviter, au nom des besoins du peuple, d'envoyer des commissaires, d'un civisme reconnu, dans les différents districts de son arrondissement, pour faire, de concert avec les autorités constituées, un nouveau recensement des grains et châtaignes, pour, d'après le résultat de cette opération, être pris, par ladite administration, les mesures les plus convenables aux circonstances.

La séance a été levée.

Signé : L. fils, secrétaire.

*Séance du 29 brumaire de l'an second de la
République une et indivisible.*

19 novembre 1793.

Présidence de D...

Un membre a dit : Il y a quelque temps que cette Société, en applaudissant à l'énergie et aux sublimes travaux de la Convention, la félicita sur les mémorables journées des 31 mai, 1^{er} et 2 juin, et l'a invitée à rester à son poste jusqu'à ce qu'elle aura purgé le sol de la liberté du dernier suppôt de la tyrannie, et qu'elle aura affermi votre constitution sur les bases immortelles de la raison et de la philosophie. J'ignore par quelle fatalité notre vœu est resté dans l'oubli et qu'il n'en a été fait aucune mention dans le bulletin national, en un mot, pourquoi il a eu un sort différent de celui des autres So-

ciétés populaires de la République ? ne serait ce point un effet de la malveillance qui s'exerce avec tant d'acharnement contre le département et l'accable de calomnies, dont les résultats ne peuvent que lui être préjudiciables?

Pour nous mettre à l'abri de ses traits et rendre vaines les injurieuses déclamations, pour donner enfin à la Convention et à toute la République une juste idée de la situation de ce département et des progrès que l'esprit public y a fait, je propose de députer un des membres de notre Société à la Convention, pour lui porter lui-même l'expression de ses sentiments ; qu'à cet effet il soit fait une seconde adresse dans le sens de celle que nous avons déjà envoyée ; qu'en outre, l'envoyé de la Société soit chargé de solliciter des secours auprès du Comité des subsistances pour prévenir la famine qui menace ce département et assurer les subsistances de ses habitants et de nos braves frères d'armes qui se trouveront dans le cours de l'hiver.

La Société, pénétrée de la nécessité et de l'urgence de cette députation, a adopté la proposition à l'unanimité et a nommé le citoyen B. cadet, l'un de ses membres, pour remplir cette mission.

Sur la motion d'un autre membre le député a été encore chargé de solliciter des secours pour les pauvres gens qui ont souffert des pertes ruineuses par le ravage des inondations qui ont eu lieu ces jours derniers ; de demander encore, tant par rapport à l'intérêt de la chose publique que pour celui du département, la conversion de l'hôpital civil de cette ville en hôpital militaire et à appuyer auprès du ministre de l'intérieur, par ces pressants motifs, la demande qui lui en avait été faite et faire

valoir les raisons déduites dans le mémoire que la Société lui avait fait parvenir.

Le citoyen B. a été encore expressement chargé de demander l'affiliation de notre Société à celle de la Société mère des Jacobins, afin de puiser dans la correspondance les moyens de repousser les atteintes de la calomnie, les lumières et le véritable esprit des sans-culottes montagnards.

La Société a eu la satisfaction de voir cette mesure salubre applaudie par le citoyen Servières, représentant du peuple, qui assistait à la séance et qui a offert une place dans sa voiture à l'envoyé de la Société, en promettant de le seconder pour obtenir des prompts secours et un heureux succès sur tous les objets relatifs à sa mission. Le citoyen D. a été chargé de rédiger l'adresse à la Convention.

Un autre membre a dit qu'il avait appris que le citoyen Destournelle, ministre des contributions publiques, avait nommé à la direction de l'enregistrement, dans le département de la Côte-d'Or, le citoyen T. directeur de l'enregistrement dans celui de la Lozère, et quoique cet avancement lui fut très avantageux, puisqu'il passerait d'une direction de 3^e classe à une direction de la première ; il est cependant à désirer qu'il fasse à la chose publique le sacrifice de son avancement et qu'il continue à propager, dans ce département, et dans cette ville, les vrais principes de la Révolution comme il la déjà fait dans les circonstances les plus difficiles.

Cette motion a été accueillie à l'unanimité et la Société a arrêté que le citoyen B., son député, manifesterait au citoyen ministre des contributions publiques le désir qu'elle a de conserver dans son sein le citoyen T., l'un

de ses membres, qui, dans les temps, avait bien servi la chose publique par ses discours, ses ouvrages et plus encore par son exemple.

Le citoyen T. a témoigné toute sa sensibilité ; il a observé à la Société qu'il désirerait prouver son amour pour la chose publique et son zèle pour les principes de notre immortelle Révolution par des sacrifices plus graves encore ; que son existence était et serait toujours exclusivement consacrée à la patrie et qu'il ne calculerait jamais lorsqu'il pourrait concourir à son bonheur et à sa gloire.

La séance a été levée.

*Séance du 30 brumaire, l'an 2^e de la République
une et indivisible.*

Présidence de D.

Les secrétaires font lecture de divers papiers nouvelles et du procès-verbal de la séance de la veille. Servières, représentant du peuple, a dit qu'il attendait de la Société épurée depuis quelques jours un nouvel acte de civisme : Votre église paroissiale ci devant cathédrale, a-t-il ajouté, renferme encore une argenterie considérable et inutile pour les fonctions du sacerdoce. Ceux qu'on appelait chanoines n'ont pas pu soustraire ce qu'ils auraient voulu, parce qu'il y avait encore dans la municipalité quelque patriote vigilant au moment où la destruction de ces êtres inutiles fut heureusement prononcée. Je demande que le talisman du fanatisme soit envoyé dès demain au creuset expiatoire. Le défenseur

de la patrie qui brave les dangers des trahisons et qui se moque des esclaves, le vrai républicain, l'homme rendu à lui-même et dégagé des préjugés doit montrer à l'univers entier qu'il les foule aux pieds et qu'il adopte cette maxime sublime : Le Français ne peut trouver le bonheur que dans le culte de la divinité tutélaire, dans celui de la liberté.

Un membre obtient la parole et dit, en s'adressant au Représentant du peuple : nous t'avons forcé à rester ici aujourd'hui ; promets nous de nous donner quelques heures demain ; tu te chargeras, comme d'un à compte, de l'argenterie qui est dans notre cathédrale et de celle que le district a en son pouvoir.

Le Directoire du département sera invité à écrire, dès demain, à ceux des districts pour les engager à faire porter de suite, à un dépôt désigné, tous les hochets de la superstition. Des membres du Directoire du département, présents à la séance, assurent que la circulaire partira demain. Le citoyen Servières promet quelques heures pour l'exécution de la proposition unanimement acceptée par tous les membres de la Société qui avaient depuis quelque temps manifesté la même disposition. L'envoyé de la Société obtient la parole pour protester de ses sentiments civiques et du zèle qu'il mettra à remplir l'objet de sa mission et de se conformer au vœu de la Société. Des officiers municipaux, aussi présents, ont assuré que l'emballage des objets qui doivent être remis au citoyen Servières sera fait dès le point du jour.

Un membre a dit : Les vrais républicains honorent le malheur : deux particuliers de cette ville ont eu leur maison et toute leur fortune entraînée par l'inondation qui a ravagé ces contrées ces jours derniers, soyons ja-

loux d'être les premiers à tendre une main secourable à ces infortunés et, en attendant que la patrie compatissante leur accorde une indemnité, offrons leur un secours provisoire proportionné à leurs besoins les plus pressants.

Servières, représentant du peuple, a de suite déposé pour le soulagement de ces malheureux une somme de 40 livres ; et les offrandes, à son exemple, se sont multipliées pour la même destination.

Un autre membre a demandé que le Directoire du district fut invité à accorder un asile à ces malheureux et de les placer provisoirement dans une des maisons des émigrés. La proposition a été acceptée et des commissaires ont été nommés pour porter au district le vœu de la Société.

La séance a été levée.

*Séance du 1^{er} frimaire de la 2^e de la République
une et indivisible.*

21 novembre 1793.

Un membre a dit : Dans votre séance d'hier vous avez rempli, envers des malheureux, un devoir d'humanité en venant au secours de ceux qui ont souffert des pertes immenses par les inondations ; mais il nous reste à en remplir un de reconnaissance envers les généreux volontaires du 3^e bataillon de l'Ardèche qui ont fait des actions vraiment héroïques pour sauver ces infortunés. Je propose, a-t-il ajouté, que les actions des braves dé-

fenseurs de la patrie qui n'ont pas craint de braver les dangers les plus imminents et d'exposer leur vie pour secourir des familles entières, qui allaient être ensevelies dans les gouffres d'eau qui les environnaient, soient soigneusement recueillies ; qu'il en soit fait mention honorable dans nos registres, et qu'il soit écrit une lettre circonstanciée au ministre pour obtenir la juste récompense due à ces braves militaires.

La proposition a été accueillie et tous les membres de la Société ont été chargés de porter leur déclaration, au secrétaire de la Société, de tous les faits honorables qui pouvaient être parvenus à leur connaissance, pour être mentionnés dans la lettre qui doit être envoyée au Ministre.

La séance a été levée.

*Séance du 2^e frimaire de l'an 2^e de la République
une et indivisible.*

22 novembre 1793.

Plusieurs membres ont réclamé des secours pour un grand nombre de particuliers des environs de la ville que les ravages de l'inondation avaient ruinés. Sur l'observation faite par un membre, qu'il y avait tous les ans des fonds envoyés par les Ministres pour cette destination, il a été arrêté qu'il serait nommé des commissaires pour constater l'état des ravages, faits par l'inondation, dans les propriétés de ces particuliers, lesquels commissaires seraient également chargés de dresser des

placets pour ceux qui n'auraient pas les moyens ou les connaissances nécessaires pour faire parvenir leurs réclamations auprès des Corps constitués. Les citoyens R., juge de paix ; S. filz ; J. maçon ; B. aîné ; L. ont été nommés pour remplir cette honorable fonction.

Un autre membre a dit : Le citoyen S., vrai sans-culotte, l'un de nos frères, père d'une nombreuse famille, se trouve à la veille de se voir privé du traitement attaché à sa place d'organiste, par la suppression qui ne tardera pas, sans doute, à être décrétée, de tous les frais du culte ; il ne serait pas moins affligeant pour nous que malheureux pour lui, de voir aujourd'hui ce bon citoyen réduit à la dernière misère ; mais il ne nous suffit pas de nous intéresser à son sort ; tachons de lui être utiles ; il a proposé en conséquence d'émettre un vœu auprès de l'administration du département pour l'inviter, au nom de la Société, de nommer le citoyen S. à la place vacante d'adjoint du citoyen C. magasinier des vivres militaires de cette ville. La Société considérant que le citoyen S. n'a cessé de donner les marques du plus ardent patriotisme, qu'il a manifesté les principes les plus révolutionnaires depuis 1789 ; qu'il s'est montré avec fermeté contre l'aristocratie nobiliaire et sacerdotale, aux intérêts de laquelle il semblait lié par état ; que cette conduite l'a rendu, dans le temps, victime du pouvoir arbitraire, qui vexa si cruellement les patriotes de cette ville. Considérant encore qu'il est essentiel au bien de la chose publique, que les places et emplois publics soient distribués aux citoyens d'un civisme bien reconnu, que tel doit être le vœu des vrais républicains, et que telle est l'intention de nos législateurs, lorsqu'ils ont exigé des certificats de civisme de tous les fonc-

tionnaires publics, a adopté la proposition et a chargé les citoyens de porter, à l'administration, le vœu de la Société et de rendre compte de leur mission à la prochaine séance ; a arrêté qu'à cet effet extrait du présent procès verbal serait délivré aux commissaires nommés.

La séance a été levée.

Signé : L. fils, secrétaire.

*Séance du 3 frimaire, l'an deux de la République
Française, une et indivisible.*

23 novembre 1793.

Un membre s'était plaint de ce que le pain avait été vendu dans la journée plus qu'au taux fixé par la loi. La municipalité s'est rendue dans le sein de la Société et s'est pleinement justifiée à cet égard. La société a d'ailleurs assuré les officiers municipaux qu'elle n'avait jamais douté de la pureté de leurs intentions et qu'elle n'avait entendu que leur demander des renseignements en leur envoyant des commissaires.

Un membre a dit ensuite qu'ayant parcouru le canton d'Allenc, il avait vérifié que ce canton n'avait des grains que pour sa consommation. On a passé à l'ordre du jour, motivé sur ce que la commune d'Allenc n'avait qu'à se conformer aux lois, et qu'alors elle serait exempte de reproche.

Il a été ensuite délibéré que la Société inviterait le

Directoire du département à confirmer la nomination que la municipalité avait faite de la citoyenne B. pour troisième institutrice des écoles primaires. Les citoyens D., R., juge de paix, et B. ont été nommés commissaires pour cet objet.

Sur la demande d'un membre, il a été arrêté que lundi les candidats seraient scrutés et le bureau renouvelé.

La Société a aussi chargé deux de ses membres de demander en son nom, au commandant de la force armée, deux sentinelles pour maintenir le bon ordre et arrêter les personnes qui, sous le prétexte d'assister à ses séances, ne venaient que pour l'empêcher de délibérer tranquillement et de veiller au salut de la chose publique.

La séance est levée.

*Séance du 4^e frimaire, l'an 2^e de la République
une et indivisible.*

24 novembre 1793.

Après l'ouverture de la séance et la lecture des nouvelles, on a longtemps agité la question de savoir s'il était plus utile pour le peuple de recevoir du pain tout manipulé ou simplement des grains. Comme cet objet était très intéressant, on a procédé à l'appel nominal. Le résultat du vote a offert trente-huit suffrages pour qu'il fut délivré du pain, contre deux voix pour du grain.

Un membre du Conseil général de la commune a fait

ensuite lecture des moyens qu'il avait cru devoir prendre pour que la distribution du pain se fit avec ordre, et présentât le plus d'avantage possible. La Société a passé à l'ordre du jour sur la discussion de ce projet, motivé, sur ce quelle s'en rapportait entièrement, à cet égard, sur la vigilance et les soins de la municipalité et des commissaires nommés.

Séance du 8 frimaire.

28 novembre 1793.

Après l'ouverture de la séance, un membre a dit qu'excepté les districts de Marvejols et de Mende, les autres districts du département n'avaient pas fourni leur contingent de grains, et qu'il fallait employer la force armée pour les obliger à se conformer aux arrêtés des Représentants du peuple.

Sur cette motion, il a été arrêté que des commissaires de la Société se transporteraient au département pour lui dénoncer ceux de ces districts qui n'avaient pas encore fait porter à Mende le cinquième de leurs grains, et l'inviter d'employer la force armée pour faire enfin exécuter les lois par ces districts.

Les citoyens B. C. aîné, Jean Baptiste B., François B. R., S. père, S. fils, B. médecin, M. et B. aîné, scrutés et admis dans la séance de la veille ont prêté leur serment au milieu des applaudissements.

Un membre avait demandé que certains citoyens qui

étaient prêts de partir pour voler aux frontières fussent admis dans le sein de la Société.

Un autre membre a observé que le désir que certains de ces citoyens ne témoignaient le désir d'être membres de la Société que pour obtenir des certificats de civisme qui leur devenaient nécessaires ; il a conclu à ce qu'ils fussent mis sur la liste des candidats pour être scrutés à l'époque et suivant le mode déterminé par les Statuts de la Société.

On a ensuite communiqué une lettre du citoyen B., curé constitutionnel de la commune de Prades, qui, en annonçant les mauvaises intentions de certains brigands contre lui, demande qu'on envoie au moins une vingtaine de volontaires dans sa commune. Délibéré que le département serait invité à envoyer des volontaires à Prades pour y maintenir le bon ordre,

Il a été ensuite arrêté, sur l'avis que l'on a donné à la Société, qu'il existait beaucoup de grains au vil age de Lieurans, que le syndic du district serait invité d'envoyer la force armée dans ce village, pour faire apporter de ces grains à Mende. Les citoyens B., D. et R. ont été nommés commissaires pour porter aux autorités constituées ces différentes invitations.

Un membre a fait connaître à la Société que, dans la séance de la veille, on avait scruté le citoyen F., aîné, et que, sans doute par erreur, il n'avait pas été admis. Après avoir rappelé à la Société plusieurs traits de civisme, la Société, toujours portée à rendre justice aux bons citoyens, a accueilli sa demande, on a procédé au scrutin dont le résultat a été pour l'admission du citoyen F., qui a prêté son serment dans la même séance.

Après la lecture des nouvelles, la séance a été levée.

Séance du 9 frimaire.

29 novembre 1793.

Présidence de D...

La séance ouverte, les citoyens B., G. et R. ont rendu compte de leur mission auprès du département. Ils ont dit que le Vice Président leur avait demandé une copie par écrit de leur pétition. Il a été délibéré que dorénavant on ne porterait au département que des pétitions par écrit, et que l'on inviterait chaque fois l'administration à coucher ses réponses au bas des pétitions.

La Société fatiguée des lenteurs que le département semble mettre dans la nomination de la citoyenne B. pour troisième institutrice des écoles primaires, a invité la municipalité à faire tout ce qu'elle croirait nécessaire pour obtenir enfin une décision sur cet objet.

Les citoyens B. fils, P., B., R., A. et G., admis pour membres de la Société, ont prêté le serment d'usage et reçu le baiser fraternel du Président.

Le Président a ensuite jugé à propos d'arrêter qu'à chaque séance, on ferait l'appel nominal de tous les membres, et que ceux qui laisseraient passer trois séances consécutives, sans s'y rendre, seraient rayés du tableau à moins qu'ils n'eussent des excuses légitimes.

Sur différentes plaintes portées contre le citoyen B., qu'on accusait d'avoir pris des fourrages de divers particuliers sans leur donner de reçu, il a été délibéré que les membres de la Société désignés pour surveiller les

.

magasins de fournisseurs des armées s'assureraient de ces faits et que si le citoyen B. se trouvait coupable, on porterait plainte devant qui de droit.

La séance est levée.

Séance du 10 frimaire.

30 novembre 1793.

Après la lecture des nouvelles et du procès-verbal, le citoyen D. s'est chargé de faire connaître, demain, à la Société, une loi qui ordonnait aux Directoires du département, de répondre, dans trois jours, aux différentes pétitions qui leur seraient faites par les Sociétés populaires.

On a fait lecture d'une lettre et d'un mémoire du citoyen Causse, détenu dans la maison de réclusion de Meyrueis. La Société a chargé les citoyens B., R. juge de paix, L. père et S. de lui faire un rapport de cette affaire, pour qu'elle sut la détermination qu'elle avait à prendre sur cet objet.

Le citoyen S. a ensuite fait part de la lettre qu'il avait été chargé de rédiger au nom de la Société, pour demander à la Convention que les officiers nommés par les compagnies du peuple, levé en masse, fussent obligés d'avoir un certificat de civisme, sans quoi leur nomination serait regardée comme nulle. La rédaction en a été approuvée.

La séance a été levée.

Séance du 11 frimaire.

1^{er} décembre 1793.

Il a été délibéré que la Société prendrait dans son sein quatre commissaires qui se joindraient à ceux que doit nommer le district pour aller vérifier, dans les différentes communes, ceux des particuliers qui ont obéi aux réquisitions en grains, faites par le procureur syndic du district; les citoyens C., L., R. et P. ont été nommés commissaires, et la Société les a chargés d'inviter le district à employer la force armée contre celle des communes qui refuseraient d'apporter des grains à Mende et de se soumettre à cet égard aux lois.

Sur la motion faite par un membre de faire autoriser par le département la municipalité à prendre, en attendant des grains, dans le magasin militaire de cette ville, la Société a invité la municipalité de demander cette autorisation au département.

Les citoyens P. et H. ont ensuite prêté le serment d'usage et ont été admis au nombre des membres de la Société.

Séance du 12 frimaire.

2 décembre 1793.

La séance a été ouverte par la lecture d'une lettre du Comité du Salut Public de la Convention nationale; délibéré qu'elle sera relue demain à cause de son importance.

Une autre lettre annonce l'arrivée du citoyen Château-neuf, et la Société témoigne, par ses applaudissements, combien il lui tarde de voir dans son sein le représentant du peuple.

Les citoyens D. et A. ont été ensuite nommés commissaires pour inviter l'administration du département à faire publier et afficher le décret qui déclare bonnes et garanties toutes les ventes faites des biens de la Nation, excepté ceux aliénés depuis l'année par la ci devant couronne.

La municipalité a aussi fait part à la Société de l'autorisation qu'elle avait obtenue du département pour prendre des grains dans les magasins du citoyen C., en attendant que le district eut fait exécuter les réquisitions qu'il avait fait aux différentes communes de son arrondissement.

C'est en vain, a dit un membre, que l'on voudrait encore calomnier le département de la Lozère. Ses habitants ouvrent aussi les yeux à la lumière de la raison et de la vérité : l'esprit public y est, comme partout ailleurs, à la hauteur des circonstances. Déjà les prêtres y renoncent à tromper les hommes au nom de Dieu ; le voile de l'erreur se déchire, et le règne des charlatans est fini. Je me fais un plaisir de vous annoncer que les citoyens D., P., B. et V. se sont déprêtrisés. Le nom de citoyen leur suffit ; c'est le seul titre honorable sous un gouvernement libre et éclairé.

La Société applaudit au courage et au civisme de ces sages républicains ; elle arrête qu'il sera fait à ce sujet une adresse à la Convention. Les citoyens D. et T. sont chargés de la rédiger.

Un membre a observé qu'il existait encore beaucoup

de monuments du fanatisme et de la puissance des prêtres et qu'il fallait enfin les faire abattre.

La Société, toujours empressée à propager les lumières de la philosophie et les sentiments du républicanisme, bien persuadée d'ailleurs que les objets extérieurs attachent encore le vulgaire à ses préjugés ; que les âmes faibles ne sont souvent fanatiques que par habitude, et parce qu'elles ont sans cesse devant les yeux les monuments de leur superstition ; a arrêté que la municipalité serait invitée à faire abattre les chapelles des ci devant St Privat, Ste-Thérèse, Notre-Dame du pont, ainsi que les clochers et que le pont Notre-Dame fut appelé dorénavant, le Pont de la Raison.

Les citoyens B. et B. ont été nommés commissaires pour faire, au nom de la Société, cette invitation aux officiers municipaux.

La séance est levée.

Séance du 13 frimaire.

3 décembre 1793.

La séance ouverte, les différents commissaires nommés, dans la séance de la veille, ont fait le rapport de leurs commissions ; il en est résulté que les différentes pétitions de la Société ont été accueillies.

Il a été ensuite question de l'arrangement et de l'ordre à établir dans la salle des séances. La Société a invité les commissaires, déjà nommés pour cet objet, de prendre les mesures le plus promptes pour rendre cette enceinte aussi commode qu'il serait possible.

Une citoyenne demande au nom de son sexe d'être placées dans l'enceinte destinée aux membres de la Société et de pouvoir voter dans ses délibérations. Un membre demande l'ajournement de cette question à demain. Délibération conforme.

Le citoyen P. ci devant vicaire épiscopal a renoncé à sa place ainsi qu'à ses fonctions de prêtre. Ce n'est pas d'aujourd'hui, a-t-il dit, que mon cœur est républicain. Je l'ai déjà prouvé à la Société en bravant le préjugé le plus dangereux et remplissant, pour ainsi dire, dans son sein le devoir le plus sacré de la nature. Eh bien ! c'est encore dans son sein que je viens renoncer à un culte aussi ridicule qu'anti-social. Mon culte désormais sera celui de la raison et de la liberté.

Nombreux applaudissements. La séance est levée.

Séance du 14 frimaire.

4 décembre 1793.

Les citoyens E. D. M., admis hier, ont prêté le serment à l'ouverture de la séance.

La lettre du Comité de Salut public a été relue et il a été délibéré qu'on joindrait deux des membres de la Société au Comité de surveillance pour remplir les vues de cette lettre, que les deux membres seraient choisis au scrutin, dans la séance de demain.

Les commissaires envoyés au district ont dit qu'il avait été convenu que le citoyen C. administrateur, se re-

drait avec citoyens B. G. C. et C. aîné, pour faire des perquisitions dans toutes les communes désignées pour avoir des grains. Il a été arrêté que l'on prierait le commandant du 5^e bataillon de l'Ardèche de donner une force armée. On a ensuite jugé à propos d'adjoindre aux quatre premiers commissaires les citoyens T. V. et E.

Un membre s'est plaint de ce que la municipalité des Vans arrêtaît les vins que l'on portait dans le département de la Lozère. Ce fait ayant été certifié par deux voituriers, la Société, considérant qu'une pareille conduite est une infraction formelle à toutes les lois, a nommé les citoyens B. et R., juge de paix, pour insinuer le département de ce fait, l'inviter à écrire au département de l'Ardèche contre la municipalité des Vans et à prendre toutes les mesures pour que la libre circulation des subsistances ne soit point interrompue.

Séance du 15 frimaire.

5 décembre 1793.

Plusieurs membres ont pris la parole sur la dénonce qui avait été faite hier contre différents particuliers de Marvejols qui, sans aucun égard pour le maximum fixé pour les denrées continuaient de vendre à un prix excessif. Un gendarme a appuyé une dénonciation par une nouvelle, qu'il a faite sur le même objet, contre la citoyenne B., aussi de Marvejols, et qu'il a signée.

Délibéré que les citoyens B., L., L. et R., juge de

paix, iront au nom de la Société dénoncer les faits au citoyen Châteauneuf et à l'accusateur public, et les prier de sévir contre les autorités constituées de la commune de Marvejols, qui ne font pas exécuter les lois.

Un membre a fait part à la Société d'une lettre du citoyen Monestier, représentant du peuple, qui donne le plus grand espoir sur les subsistances. Arrêté que le citoyen M. serait chargé de remercier pour la Société ce Représentent des démarches qu'il a bien voulu faire en faveur du département de la Lozère.

On a renouvelé la motion de faire abattre les clochers et chapelles. La municipalité a promis de veiller à l'exécution de cette démolition.

Arrêté que le grand battant de cloche qui se trouve derrière la porte de la ci-devant église cathédrale, sera vendu aux maréchaux ferrants pour servir à ferrier les chevaux.

La Société, en rapportant sa délibération au sujet des citoyens M., E., D. et V. reçus dans la séance d'avant-hier, a déclaré nulle leur réception ; a arrêté que ces quatre citoyens seraient obligés de laisser écouler un mois avant de se faire présenter.

Séance du 16 frimaire.

6 décembre 1793.

Président : Châteauneuf.

Quelque temps après l'ouverture de la séance, le citoyen Châteauneuf s'est rendu dans la Société. Le Pré-

sident lui a exprimé le plaisir qu'avaient tous les amis de l'égalité de voir parmi eux un Représentant à qui le département de la Lozère avait en particulier tant d'obligation, et l'a ensuite invité, en leur nom, de prendre le fauteuil ; ce qu'il a accepté.

On avait arrêté dans la séance de la veille, que les galons et broderies seraient enlevés des ornements des différentes églises, pour être offert à la Patrie. La discussion s'est ouverte sur la destination des étoffes, et il a été délibéré que, pour rendre hommage à l'égalité, elles serviraient à vêtir des pauvres de l'hôpital, et que l'administration du département serait priée d'inviter les autres communes à suivre, à cet égard, l'exemple de celle de Mende.

Partout, a dit un membre, on rend hommage à la vieillesse ; mais c'est surtout chez un peuple libre que les vieillards ont toujours reçu des marques d'attachement et de respect. La Société possède dans son sein une bonne femme âgée de 80 ans, qui, malgré le poids de la vieillesse et le fanatisme qui infecte le village qu'elle habite, a eu le courage de venir s'instruire des vrais principes de la liberté. Je demande que la Société lui témoigne sa satisfaction sur sa conduite. On applaudit et le Président quitte le fauteuil pour venir lui donner le baiser fraternel.

Le citoyen P. ci-devant gendarme à l'armée, aujourd'hui lieutenant dans les chasseurs de la montagne, a remis pour être brûlée sur le bureau sa commission de gendarme, parce qu'elle portait le nom du dernier tyran. Ce qui a été fait au bruit des applaudissements.

Un membre s'est plaint de ce que les clochers n'étaient pas encore démolis ; il a été délibéré que le Re-

présentant du peuple serait invité à procurer les moyens nécessaires pour cette démolition, et que les autorités constituées seraient aussi invitées à faire exécuter, dans le département, le décret sur la descente des cloches.

Un autre membre a observé que les DÉCADI n'étaient pas connus dans Mende ; il a proposé d'enjoindre à tous les marchands de fermer leurs boutiques ces jours là et de les tenir ouvertes les jours des ci-devant dimanches. La Société considérant que la liberté du culte est consacrée par la Constitution, qu'il n'est enjoint qu'aux autorités constituées d'observer les jours de repos, a passé à l'ordre du jour sur cette motion, en invitant cependant la municipalité à faire célébrer les DÉCADI, autant qu'il dépendrait d'elle.

Le citoyen T., a ensuite chanté quelques couplets qu'il avait fait sur le civisme du citoyen Châteauneuf. Ils ont été vivement applaudis, parce que la Société a senti combien le Représentant était digne de cet éloge.

On a fait ensuite lecture des nouvelles et d'une adresse de la Société de Rodez et la séance a été terminée par un hymne à la liberté et plusieurs couplets patriotiques.

Séance du 18 frimaire.

8 décembre 1793.

Présidence de Châteauneuf.

Les membres de la Société se sont assemblés à 4 heures, dans le lieu ordinaire des séances. Le Représentant du peuple est venu les y joindre, et de là l'on

s'est rendu en ordre et en chantant l'hymne de la liberté sur la place publique où déjà avaient été entassées les images de plusieurs ci-devant saints, pour être livrées aux flammes. Le citoyen Châteauneuf y a démontré, par un discours analogue à la fête, combien le peuple avait été jusqu'alors trompé par les prêtres et avili par le fanatisme. Il a fait sentir combien une religion pure et simple, fondée sur la liberté, la raison, la morale et l'humanité serait plus agréable à l'Etre suprême que les ridicules momeries d'une aveugle superstition qui, en dégradant et corrompant le cœur de l'homme, n'avait fait que l'endurcir sur les maux de ses semblables.

Le plaisir et les applaudissements avec lesquels tout le peuple a vu brûler les antiques objets de son absurde vénération, sont une preuve de l'empire de la vérité sur l'esprit humain, lorsqu'il n'est plus égaré par ceux qui, à l'aide de l'imposture, se faisaient un patrimoine de ses erreurs.

Les membres de la Société ont été ensuite tenir leur séance dans le temple de la Raison. Après plusieurs observations sur des lacunes qui se trouvaient au procès-verbal de la veille, les citoyens D. et T. ont été nommés pour rédiger ce qui s'était passé dans cette séance.

Le citoyen D. a prononcé un discours sur l'inauguration de la ci-devant cathédrale en temple de la Raison; il s'est félicité de ce que cette tribune, appelée chaire de vérité par des prêtres imposteurs, ne retentirait plus de ces monotones et effrayantes déclamations qu'ils venaient y débiter; de ce que de pieux énergomènes ne viendraient plus y appeler la vengeance céleste contre des crimes imaginaires; de ce qu'enfin des moines charlatans affamés n'y viendraient plus tonner

contre des vices auxquels ils étaient plus enclins que personne. Toujours prêts à absoudre la criminelle opulence et à damner le malheureux qui ne pouvait pas leur acheter une place dans leur chimérique paradis. Il n'y aura plus d'enfer, s'est-il écrié, que pour les aristocrates ; ceux-là seuls sont méchants qui n'aiment point leur patrie et qui veulent opprimer leurs semblables.

Nombreux applaudissements.

Il a été ensuite délibéré que les bustes des grands hommes, dont le citoyen Châteauneuf avait fait cadeau à la Société, remplaceraient, dans l'enceinte de la salle, les ridicules idoles des ci devant saints.

Les commissaires de la salle ont été surtout chargés de chercher à placer, dans l'endroit le plus apparent, le buste du bon et sage J.-J. Rousseau qui, toujours guidé par son amour pour le peuple, ne vécut que pour le peuple et n'écrivit que pour le peuple.

On a fait la motion de faire un appel nominal pour connaître ceux des membres qui n'avaient pas eu le courage d'assister à l'autodafé de leurs ci-devant saints. La Société a passé à l'ordre du jour motivé sur ce que, d'après l'observation d'un de ses membres, ce n'était pas un moyen sûr de connaître les vrais amis de la raison et de la liberté, parce que plusieurs fanatiques auraient pu, par crainte, assister malgré eux à cette cérémonie.

Le président Châteauneuf a interrompu la lecture des nouvelles pour faire part à la Société d'un couplet épi-grammatique qui lui avait été adressé sur le changement de nom de trois bons citoyens. Il a demandé qu'on lui joignit des commissaires pour parvenir à découvrir le méchant auteur et l'auteur méchant qui avait voulu tur-

lupiner trois bons patriotes. On a nommé pour cette opération et conformément à ses vues les citoyens P. S. M. G. C. T. et D.

Un volontaire a obtenu la parole et il a chanté, au nom du troisième bataillon de l'Ardèche, des couplets où, en témoignant le plus vif désir d'aller combattre les ennemis de la patrie, il exprimait le regret qu'avait ce bataillon de se séparer des bons citoyens et citoyennes de la commune de Mende.

Le président, après l'avoir remercié, au nom de la Société, a proposé de donner à ce bataillon un bonnet de la liberté, entouré d'un laurier civique que les citoyennes seraient chargées de tresser.

La Société, en applaudissant à la proposition du citoyen Châteauneuf, a délibéré qu'elle offrirait, en corps, ce bonnet civique au bataillon de l'Ardèche ; sensible à la conduite sage et patriotique des braves volontaires de l'Ardèche, au parfait républicanisme, au respect pour les personnes et les propriétés qu'ils ont sans cesse manifesté pendant leur séjour dans le département de la Lozère. La Société a aussi chargé les citoyennes B. et G. et les citoyens B. et D. de se donner tous les soins nécessaires pour tâcher de rendre cette offrande digne de l'attachement et de l'estime qu'elle avait pour ce bataillon.

Les citoyens T. et D. ont ensuite chanté chacun un couplet à l'honneur de ce bataillon.

La séance est levée.

Séance du 19 frimaire.

9 décembre 1793.

Un membre a fait la motion de remettre à un officier de confiance le la mortuaille qui paraîtra demain pour le Pays, et les cartes en l'honneur des martyrs de la Liberté, parmi lesquels eût inséré le citoyen B. victime du fanatisme et de l'intolérance, afin de témoigner à la Société du Pays les honneurs que se le de Vende rend à ses martyrs.

La Société, en adoptant cette motion dans tous ses points, a aussi décidé de remettre à ce citoyen un extrait des procès-verbaux des différentes fêtes civiques qu'elle avait célébré pour le triomphe de la raison, sur les préjugés et le fanatisme.

Un membre a demandé que les commissaires nommés par la Société, d'accord avec l'administration du district, pour le recensement et la réquisition des grains dans les communes des campagnes, fussent tenus de rendre compte de leur mission.

D'après cette demande les citoyens G. et C. se sont rendus dans la Société pour rendre compte de leurs opérations. La discussion a été assez vive sur cet objet. Mais, après quelques débats, la Société approuvant la conduite des citoyens G. et C., les a invités à continuer leur mission, à condition de rendre compte du résultat de leur travail à l'administration du district qui seule est autorisée à taxer la quantité des grains que doit fournir chaque citoyen des campagnes, soit pour son

cinquième, requis par la loi, soit pour approvisionner le marché.

Un membre a fait la motion de faire une adresse aux habitants des campagnes, afin de les inviter à venir au secours de leurs frères de la commune de Mende.

La Société, en adoptant cette proposition, a invité le citoyen Châteauneuf, qui venait de faire si bien sentir les devoirs mutuels des citoyens des campagnes et des grandes communes la fraternité qui devait régner entr'eux, et les communs efforts qu'ils doivent faire pour le triomphe de la liberté, de rédiger lui-même cette adresse, afin qu'elle eût plus de poids et qu'elle produisit de meilleurs effets.

Le citoyen Châteauneuf s'est rendu à cette invitation.

Le Président a ensuite donné le baiser fraternel à nos frères agriculteurs.

Comme l'ordre du jour appelait la sollicitude de la Société sur les subsistances, le Représentant du peuple a calmé les inquiétudes de la Société à cet égard par les plus flatteuses espérances.

Un membre a observé qu'il existait encore dans le temple de la *Raison* et jusques sur la tombe des morts des signes de l'orgueil et de la féodalité, et a proposé de les faire disparaître de suite. Adopté.

Un autre membre a demandé que l'on fit brûler les titres féodaux qui existaient encore au District. Sur l'observation qui a été faite qu'il pouvait y avoir parmi ces titres ceux des propriétés nationales, il a été délibéré que la Société enverrait des commissaires au département pour l'inviter à faire faire un choix de ces titres et brûler ceux qui seraient inutiles, avec cet amendement que ceux en parchemin seraient conservés pour servir à faire des gargousses.

Un de nos frères du bataillon de l'Ardèche a remercié, au nom du bataillon, la Société, du bonnet civique dont elle avait bien voulu parer son drapeau, pour lui témoigner la reconnaissance que ce bataillon avait mérité par sa bonne conduite. Il a ensuite fait part à la Société de la perte qu'avaient faite plusieurs volontaires de leurs sacs, lors de l'invasion de l'infâme Charrier.

La Société a nommé deux commissaires pour faire une pétition au citoyen Représentant, afin qu'il put faire indemniser ces volontaires de la perte qu'ils avaient faite.

La Société s'est ensuite occupée de la manière dont devait être célébrée demain le 2^e décadi du mois frimaire. En conséquence elle a chargé les citoyens juge de paix G. J. L. D. B. D. T. et P. pour se concerter sur cet objet, et lui présenter un plan de fête.

La séance est levée.

*Séance du primidi de la seconde décade de frimaire,
l'an 2^e de la République Française une et indivisible.*

11 décembre 1793.

Un membre a observé que les vrais républicains qui sentent tout le bien que peut produire, dans ce département, la présence du Représentant du peuple Châteauneuf-Randon, l'un de ses députés à la Convention nationale, arrivé ici il y a quatre jours, sont affligés de l'avoir vu partir aujourd'hui, pour se rendre à Saint-

Flour, dans le Cantal. Il a ajouté que cela donnait lieu de craindre qu'il ne vint pas se livrer aux opérations importantes que l'intérêt exige et auxquelles il est beaucoup plus propre qu'à tout autre, par la connaissance qu'il a du pays, ainsi que des dispositions de ses habitants, tout comme de leur capacité, pour distinguer ceux qui sont susceptibles d'être employés au service de la République, et par la confiance générale dont il jouit. En conséquence, en faisant remarquer combien il serait préjudiciable à l'intérêt public de ne pas le recevoir parmi nous, et combien cela exciterait le regret des vrais amis de la Révolution ; il a proposé de solliciter, avec instance, le Comité de Salut public de la Convention Nationale de faire rendre un décret qui charge ce Représentant du peuple de revenir dans ce département.

La Société reconnaissant combien le but de cette proposition intéresse la chose publique, qui a été sauvée, trois différentes fois dans ce département, par ce Représentant du peuple ; la première en y détruisant les complots tramés par la faction libéricide de trois scélérats qui se dérochèrent au supplice par la fuite ; R., procureur général-syndic du département ; J. dit C., maire de la commune de Mende, et B., commandant de la garde nationale, de la même commune. La seconde, en anéantissant les dispositions contre-révolutionnaires que la révolte de l'infâme Charrier y avait excitée. Et la troisième, en y étouffant un germe de fédératisme qui y avait été porté des départements voisins, de même que la rébellion.

Considérant enfin que la confiance dont ce Représentant du peuple jouit à si juste titre dans ce département, la connaissance parfaite qu'il a, tant du pays et

des choses qui le concernent, que de ses habitants, des dispositions et de la capacité des personnes, lui donnent des avantages qu'un autre n'aurait pas ; avantages précieux dans le moment où la formation du gouvernement révolutionnaire rend plus nécessaire que jamais de déjouer les intrigants.

Par ces considérations, la Société adresse au Comité de Salut public de la Convention nationale le vœu le plus ardent et les sollicitations les plus pressantes de sa part, de faire rendre un décret qui charge Châteauneuf-Randon, de se rendre de suite dans le département de la Lozère, pour y exécuter les opérations importantes, nécessaires à l'intérêt de la Révolution, pour y faire prendre la marche propre à la soutenir, à vivifier l'esprit public, et à propager les bons principes; en observant, à ce sujet, à la Convention nationale, qu'elle avait déjà reconnu la nécessité de l'en charger, puisqu'elle avait rendu précédemment un décret pour lui donner cette mission, que la révolte de l'infâme ville de Lyon l'empêcha de remplir de suite.

Séance du 25 frimaire.

15 décembre 1793.

Présidence de D.

La séance a été ouverte par la lecture de plusieurs arrêtés du Représentant du peuple Châteauneuf, concernant la démolition des clochers dans le département

de la Lozère, et les mesures prises contre la commune de St-Flour.

Il a été ensuite lu un arrêté du département de la Haute-Loire, confirmé par le Représentant du peuple Reynaud, relatif à un monument à élever à la mémoire du citoyen R., victime du fanatisme et assassiné dans le canton de Saugues.

On est revenu ensuite sur l'arrêté des Représentants du peuple près l'armée des Pyrénées, relatif aux chemises demandées par les défenseurs de la patrie. Plusieurs citoyens se sont empressés d'en offrir :

Le citoyen V.	2 chemises.	
— L.	1	—
— D.	1	—
— T.	1	— 1 paire de bas.
— P.	1	—
— B.	2	—
— B., frères,	2	—
La citoyenne G.	2	—
Le citoyen G.	2	—
— R.	1	—
— B.	2	—
— L.	1	—
— S. fils aîné	2	—
— C.	4	—
— V. R.	2	—
— P.	2	—
— S. père	2	—
— J.	2	—
— R.	2	—
— M.	1	—
— S.	1	—

—	T.	5	—
—	F.	1	—
—	B. aîné	2	—
—	G.	2	—
—	D.	2	—
—	M.	2	—
—	D. boulan ^{6^{er}}	1	—
La veuve	M.	1	—
Le citoyen	B.	1	paire de souliers.
La veuve	F.	2	chemises.
Le citoyen	R.	1	—
—	B.	1	—
—	T.	1	—
—	B.	1	—
—	P.	1	—
—	R. M.	1	—
—	B.	1	—

Après ces offrandes patriotiques, un membre a fait la motion d'inviter la municipalité à faire cuire du pain par tous les boulangers, afin que la classe indigente ne perdît pas autant de temps pour attendre du pain.

Délibération conforme.

La Société, d'après la demande du district, a nommé les citoyens G. et R., juge de paix, pour aider cette administration à compléter son tableau pour la fixation des denrées.

Elle a ensuite, conformément à l'arrêté du Représentant du peuple, nommé une commission de six membres pour surveiller les magasins de fourrage de la République. Les commissaires choisis sont les citoyens C. G. R. B. G. et F.

Les commissaires adjoints par la Société au Comité

de surveillance, pour remplir les vues de la lettre du Comité de Salut public sur la liste des candidats à lui présentés, ont donné dans cette séance un aperçu de leur travail sur cet objet important.

La séance est levée.

Séance du 26-frimaire.

16 décembre 1793.

Présidence de D...

Les commissaires nommés par la Société pour faire, de concert avec le Comité de surveillance, le tableau des candidats à présenter au Comité de Salut public, ont fait part de leur entier travail ainsi que du nom des citoyens qu'ils avaient cru dignes d'occuper des places.

Après cette lecture, le Président de la commission des vingt-cinq a dit que, par un oubli involontaire, le citoyen L., secrétaire du commissaire des guerres, n'avait pas été mis sur cette liste desdits candidats ; il a observé que le patriotisme qu'il avait toujours manifesté depuis son séjour dans le département de la Lozère, son attachement et son assiduité aux séances de la Société méritait de ne pas être oublié. En conséquence, il a proposé à la Société de procéder à un scrutin pour savoir si ce citoyen devait être porté sur le tableau des candidats de la Commission, comme propre aux fonctions de commissaire des guerres.

La Société, en adoptant cette motion, a procédé de

suite à ce scrutin, dont les suffrages ont été à l'unanimité en faveur dudit citoyen.

Le citoyen L., fils, a fait observer que le citoyen T., membre de la Société, avait été oublié dans cette liste des candidats ; il a demandé qu'il fut inscrit dans la colonne des gens propres aux manufactures. D'après cette demande, la Société a procédé au scrutin. Ce résultat a été en faveur de l'inscription du dit citoyen T.

Un membre a fait lecture d'une pétition tendant à im-
prouver ce qui avait été fait par ladite commission des
cinq. Il a demandé que sa pétition fut inscrite sur le pro-
cès-verbal dont il lui serait délivré un extrait.

Après une discussion fort vive, comme cette pétition
a été reconnue, par toute la Société, comme insultante et
calomnieuse, il a été délibéré qu'il serait passé à l'ordre
du jour.

La Société, en prenant cette délibération, a approuvé
à l'unanimité le travail de ses commissaires joints au
Comité de surveillance.

Il a été ensuite délibéré que le citoyen B., qui a dé-
posé sur le bureau plusieurs diplômes de différentes So-
ciétés, serait affilié à celle de Mende, ainsi que le cito-
yen B.

La séance est levée.

La séance n'a pas été ouverte par le chant du couplet
civique. La citoyenne T., invité par le président, a re-
fusé de chanter, sous prétexte qu'elle ne sait pas chan-
ter. Un ou deux membres ont insisté afin qu'elle chantât,
assurés qu'elle chantait bien. Le président a demandé la
censure de cette citoyenne et elle a été adoptée.

Séance du 1^{er} nivôse.

21 décembre 1893

Un membre a demandé que la Société invitât la municipalité à donner du blé à tous les boulangers, afin que le public fût plus promptement servi dans la distribution du pain. Adopté.

Le maire a ensuite prévenu la Société qu'il existait, au Saint-Esprit, douze cents quintaux de farine destinés pour le département de la Lozère.

La Société a témoigné, par ses applaudissements, combien elle était satisfaite de cette bonne nouvelle.

Les citoyens S. et P. ont été chargés de rédiger une lettre pour la Société de St-Flour, afin de la prévenir que certains citoyens de son département avaient tort d'inculper le département de la Lozère, qui était tout au moins aussi patriotique que celui du Cantal.

Le citoyen A. a remis sur le bureau un assignat de 50 livres pour acheter des chemises pour nos braves frères d'armes.

Il a été ensuite procédé au renouvellement du bureau. Les suffrages ont porté, à la place du Président, le citoyen G. ; à celle de vice-président, le citoyen S. Les citoyens P. et L. ont été élus secrétaires.

Vous aviez arrêté, a dit un membre, qu'il serait donné un prix aux jeunes citoyennes qui réciteraient le mieux, à chaque décadi, la Constitution et les droits de l'homme. Je vous demande que cet arrêté soit mis à exécution. La Société, adoptant cette motion, a délibéré

que le prix serait également donné aux enfants de l'un et de l'autre sexe qui seraient les plus instruits sur la Constitution ; que le prix serait : pour les filles, un ruban tricolore et un exemplaire proprement relié ; et pour les jeunes garçons, un pareil exemplaire joint à un bonnet de la liberté.

Séance du 2^e nivôse.

22 décembre 1793.

A l'ouverture de la séance, un membre a fait lecture de deux adresses qu'il avait été chargé de rédiger, l'une à la Convention nationale pour l'inviter à retirer des frontières les déserteurs étrangers qui, par leur lâcheté ou leur trahison, y désorganisent les armées ; l'autre au Comité de Salut public, pour lui indiquer les moyens d'employer utilement ces déserteurs dans l'intérieur. Ces deux adresses ont été adoptées.

Le vice-président du district a fait part à la Société du choix qu'avait fait cette administration de plusieurs citoyens pour aller, d'après l'arrêté du Représentant Châteauneuf, faire démolir les clochers dans les différentes communes, ainsi que des citoyens qu'elle avait nommé pour cette commission qui sont : les citoyens T. B. L. fils ; T. C. ainé ; L. C. B. et C. juge de paix. Plusieurs citoyens ont prétendu que leurs occupations ne permettaient pas d'accepter cette commission. La Société a délibéré qu'on ne s'arrêterait point à leur réclamation, à raison de l'importance de l'objet ; ainsi ils

ont été invités à s'acquitter au plus tôt de leur mission.

Un membre fait la motion de demander à la Convention nationale que toutes les Sociétés populaires puissent jouir de la franchise des ports de lettres. La Société adopte ce vœu et charge le citoyen S., auteur de la motion, de rédiger cette adresse.

Après une discussion assez longue au sujet du choix d'un local plus commode, pour que la Société put y tenir ses séances avec plus d'ordre, la Société a arrêté qu'elle tiendrait ses séances dans la ci-devant cathédrale, aujourd'hui le Temple de la Raison, et a choisi le citoyen B. aîné de lui présenter un devis estimatif des réparations nécessaires pour rendre ce local propre à sa nouvelle destination.

Le citoyen R. a déposé sur le bureau, au nom du citoyen M., un assignat de 25 livres pour acheter des chemises à nos braves frères d'armes.

Après la lecture des nouvelles, la séance est levée.

Séance du 4 nivôse.

24 décembre 1793.

Présidence D.

Sur la motion d'un membre, il a été délibéré que le district serait invité à se rendre compte de l'exécution de la loi sur la vente du mobilier des émigrés ; deux commissaires ont été nommés à cet effet, savoir : les citoyens A. L. et R.

Ces commissaires, en rendant compte de leur mission, ont dit que le district avait répondu que plusieurs maisons d'émigrés avaient été spoliées, et que d'ailleurs certains de leurs parents avaient obtenu la récréance pour le mobilier ; mais qu'ils veilleraient de suite à la vente de ce qui pouvait rester de ce mobilier.

Le citoyen B. a fait ensuite part à la Société d'une lettre du citoyen M. qui lui annonçait la conversion de l'hôpital de Mende en hôpital militaire. Cette lettre faisait aussi espérer un décret pour faire cesser, pour ce département la réquisition du cinquième des grains.

Vifs applaudissements.

On a fait aussi la motion de faire passer à la Convention le tableau des candidats choisis par les membres du Comité de surveillance, de concert avec les douze commissaires que la Société avait nommé au scrutin pour ce travail.

Délibéré.

La Société a le bonheur de posséder dans son sein, a dit un membre, le brave L., à qui la patrie doit l'arrestation du traître Saillant. La Société a appris avec plaisir que ce brave républicain avait été fait lieutenant de gendarmerie. Elle a applaudi au discours énergique que lui a fait le capitaine B. et délibéré qu'il en serait fait mention honorable dans le procès-verbal ainsi que de celui prononcé par son président. Enfin, sur la motion d'un membre, il a été averti que la Société, sans scrutin, regardait comme membre le brave L.

Un membre a fait la motion de demander à la Convention de décréter que les parents fussent tenus de donner un métier à leurs enfants ; adopté.

Il a été ensuite donné connaissance d'un arrêté du

Représentant Châteauneuf, qui confirme la nomination déjà faite pour acheter des grains.

Cette lettre annonçait le prompt retour, de ce représentant, dans le département de la Lozère ; ce qui a réjoui toute l'assemblée.

La séance a été levée.

Séance du 4 nivôse.

24 décembre 1793.

La séance s'est ouverte par la lecture des nouvelles. Le Président a interrompu cette lecture pour faire part d'une lettre adressée à la Société par celle de Florac, qui annonçait la prise de Toulon. Cette heureuse nouvelle a excité les plus vifs applaudissements. La municipalité a été invitée à la publier dans toutes les communes et de faire illuminer, de suite, en signe de réjouissance.

Il a été aussi délibéré que la Société écrirait une lettre de remerciement à celle de Florac, et une seconde au Représentant Châteauneuf, pour lui faire part, de suite, de cet heureux événement. Le citoyen T. a été chargé de cette commission.

Un membre a fait la motion d'émettre un vœu auprès de la Convention pour qu'elle taxât les cochons en vie. La Société a passé sur cette motion à l'ordre du jour motivé sur l'observation faite par un autre de ses membres, que la Convention devait prononcer à cet égard.

La Société a ensuite arrêté que les citoyens qui avaient

accoutumé de faire de l'huile de noix seraient invités d'en faire faire de suite, sous peine d'être dénoncés comme suspects.

On a fait lecture de plusieurs lettres, entr'autres de deux du citoyen Servières, qui exhorte la Société à surveiller de plus en plus à la chose publique et à l'épurer de tout ce qui ne serait pas vrai patriote.

Un des secrétaires a observé que le bureau était trop surchargé pour qu'ils puissent, n'étant que deux, survenir à tout ; il a demandé que l'on nommât deux autres secrétaires, ainsi qu'un archiviste qui aurait soin de recueillir tous les papiers et de les représenter au besoin.

La Société, pénétrée de l'utilité de cette demande, a de suite procédé à l'élection de deux secrétaires, qui ont été : les citoyens D. et T., et d'un archiviste, le citoyen P.

Le citoyen T. a fait observer que plusieurs acquéreurs de biens nationaux ne se pressaient pas d'en payer le prix, que cependant, il était urgent que ces fonds rentrassent dans le trésor public.

La Société, prenant ce fait en considération, l'a chargé de demander, en son nom, au citoyen M. la liste de ceux des acquéreurs qui n'ont pas satisfait à la loi.

Délibéré que, conformément à sa demande, il serait envoyé au citoyen R., commandant à Bergue, un diplôme de membre de la Société et un certificat de civisme.

Un membre a fait observer que les peines de concierge ayant doublé depuis que les séances étaient journalières et continues, il était nécessaire de lui donner de plus forts appointements.

La Société, se rendant à la justice de cette motion, a

nommé les citoyens P., B., T. et P. pour déterminer une augmentation de salaire en faveur du citoyen T.

La Société, saisie d'indignation au sujet de plusieurs horreurs commises sur notre territoire par les Anglais, a délibéré de demander à la Convention, que lorsque les despotes coalisés seraient forcés de demander la paix, l'Angleterre ne pût l'obtenir que lorsqu'elle aurait fait justice de son roi et de ses ministres.

Les citoyens T. et D. ont été chargés de rédiger une adresse à cet égard.

Un membre a dit que plusieurs malveillants profitaient de la perte des titres pour se soustraire au payement de certaines rentes dont ils étaient redevables à la Nation ; il a offert de donner une liste de ces mauvais citoyens ; la Société a accueilli cette offre avec empressement et a délibéré que le double de cette liste serait affichée dans un endroit apparent de la salle de ses séances.

Les membres sont ensuite sortis ensemble pour aller tous ensemble en farandouille annoncer dans toute la ville l'heureuse nouvelle de la prise de l'infâme Toulon.

Séance du 5 nivose

25 décembre 1793.

Un membre a demandé que, pour faire vivre tous les boulangers, la Société présentât des vues à la municipalité pour qu'elle distribuât des grains à chaque boulanger ; la Société regardant cette mesure comme très salutaire, soit pour accélérer la distribution du pain, soit

pour donner à tous les boulangers les moyens de vivre, a délibéré d'inviter les officiers municipaux à donner du grain à cuire à tous les boulangers de la commune, s'en rapportant cependant à ce que ferait la municipalité à cet égard, si elle avait des raisons pour donner la préférence à quelques boulangers.

On a fait ensuite lecture de deux lettres qui confirment la prise de Taulon.

Vifs applaudissements.

Délibéré que le bulletin de la Convention sera toujours lu dans la Société. Les citoyens chargés de présenter une augmentation de salaire pour le concierge, ont cru qu'il fallait lui donner pour ses peines la somme de 300 livres ; la Société a adopté cette proposition en recommandant à ce citoyen un peu plus d'assiduité.

Le citoyen P., nommé archiviste, a demandé une armoire pour y renfermer les papiers et le tout fermé à clé. La Société pénétrée de l'importance de cette demande, a délibéré que ces diverses fournitures seraient ordonnées et comprises dans les réparations à faire à la salle de la Société dans le temple de la Raison.

Le citoyen T. a rendu compte de plusieurs missions qui lui avaient été données. Délibéré que le salaire de T. est porté à 400 livres; qu'il rendra demain compte de l'adresse qu'il est chargé de faire, à raison des Anglais et de leurs crimes, auprès de la Convention nationale.

T., chargé d'écrire de suite au Représentant du peuple Châteauneuf Randon, d'envoyer la liste de ses membres avec les notes dont il doit l'accompagner pour l'épurement de la Société.

Arrêté que L., charpentier et menuisier, adjoint à B., l'ainé, directeur des travaux publics, pour donner le

plan des constructions à faire au temple de la Raison pour le rendre propre aux assemblées qui se tiennent le décadi et que ce plan sera donné sans aucun retard.

Arrêté de stimuler les municipalités, les Comités de surveillance et les administrations du district, par tous les moyens qui sont à leur disposition, les marchands et négociants, dont la Révolution a augmenté la fortune dans le commerce de cadisserie, de fournir des laines pour alimenter les fabriques de cadisserie, et que, pour rendre général l'effet de cet arrêté, il sera envoyé à toutes les autres Sociétés populaires, en les invitant à en prendre de semblables et de mettre beaucoup d'ardeur et de constance pour faire ensorte qu'ils produisent tous les effets qui doivent en résulter.

Emis un vœu auprès de l'administration du département afin qu'elle distribue au peuple le maïs qu'elle a à sa disposition dans des greniers. R. et R. cadet, commissaires pour aller présenter ce vœu.

R. a rendu compte de la commission qu'il a faite avec son collègue G. comme ayant été nommés par la Société, en accompagnant, dans le district de St Chély, le citoyen B., préposé aux fourrages.

Lesdits commissaires ont parcouru plusieurs communes (le mauvais temps les ayant forcés de suspendre leurs opérations) où ils ont convoqué les municipalités, les ont instruites de leur commission et les ont priées de se rendre au plus tôt au vœu de l'arrêté des Représentants du peuple Gouton et Fabre.

Un membre a fait lecture d'un arrêté du district de Mende, du second de ce mois, sur un décret de la Convention nationale, du 18 frimaire dernier, relatif à la fabrication des souliers pour les militaires en activité de

service. Il a été proposé de nommer des commissaires qui se joignent à ceux qui ont été nommés par le Directoire du district de Mende, pour l'exécution de ce décret.

Arrêté que les commissaires R., aîné ; D. et M. administrateur, nommés pour rendre compte d'une commission qui leur avait été donnée, afin de procurer les éclaircissements demandés au sujet d'un legs fait par un nommé D. à la ci-devant corporation des Pénitents, d'une somme de 8,000 livres.

Un membre a dit que les boulangers vendent le pain 2 sols et demi la livre, tandis qu'ils ne doivent le vendre que 2 sols ; ce qui fait 6 deniers de trop.

Un autre a observé que la fabrication du pain, chez les boulangers, n'est pas surveillée ; que le pain est mauvais, chargé de terre et de gros son, ou enveloppé de l'orge.

La discussion s'est prolongée ; plusieurs membres ayant parlé successivement, il a été arrêté de charger C. G. R., tisserand, de présenter le projet d'un plan propre à remédier aux abus à ce sujet.

La séance a été levée.

Séance du 6 nivôse.

26 décembre 1793.

La séance a été ouverte par la lecture des nouvelles. Il a été fait lecture d'une lettre du citoyen S. par laquelle il nous charge de lui dire si nous recevons di-

rectement le bulletin de la Convention nationale, afin qu'il puisse disposer autrement de celui qu'il nous envoie.

Délibéré que le Président lui écrirait pour le remercier et le prier de nous continuer cet envoi.

Sur la motion d'un membre, il a été délibéré que le citoyen S. serait substitué au citoyen B.

Les citoyens R. et R. chargés par la Société d'inviter le département à vendre au peuple le maïs à sa disposition, ont rendu compte de leur mission, et ils ont dit que le département se ferait un vrai plaisir d'obtempérer au désir de la Société, mais qu'il fallait, à cet effet, présenter une pétition à la municipalité.

Le citoyen M. a donné lecture d'une lettre du Comité des subsistances qui annonce au département que des ordres ont été donnés aux Représentants du peuple pour faire cesser la réquisition du cinquième, et d'y suppléer en la faisant au département du Cantal. Vifs applaudissements.

Le citoyen R. a rendu compte de sa mission concernant nn legs de 8,000 livres, fait à la corporation des ci-devant Pénitents. Ils ont écrit au citoyen C., directeur de la compagnie, et celui-ci lui a répondu qu'il était détenteur du registre qui constatait cette créance, mais qu'il ne pouvait le remettre, étant dans la maison de réclusion, mais qu'on lui donnât tels commissaires qu'on jugerait à propos ; que lesdits commissaires l'accompagneraient chez lui, et qu'il leur remettrait ledit registre, offrant de leur donner des renseignements sur bien d'autres legs.

Un membre a observé qu'il existait un décret qui enjoignait à tout détenteur de titres constatant des créances

de la Nation, de les remettre dans un certain [temps] à la municipalité, sous peine d'être poursuivi comme rebelle à la loi, devant l'accusateur public. Et attendu que le citoyen C. avait déclaré qu'il était détenteur des titres des Pénitents et qu'il ne les avait point remis à la municipalité, conformément à la loi, il était juste qu'il fut dénoncé à l'accusateur public.

Délibération conforme.

R., cadet, et D. ont été chargés de cette dénonciation.

Les citoyens R, aîné, et B. ont été chargés de demander, à l'administration du District, le double de l'inventaire qui fut fait, lors de la suppression de la ci devant confrérie des Pénitents.

Il a été fait lecture d'une lettre de l'administration du département, qui communique à la Société une circulaire de l'adjoint au Ministre de la guerre, concernant les cavaliers armés et équipés par la Société populaire, pour voler à la défense de la patrie.

Un membre a fait la motion de faire rendre compte, tous les mois, au trésorier.— Délibéré.

La municipalité a été invitée de donner, après demain, lecture à la Société de la liste générale de ceux qui avaient donné des chemises pour nos braves frères d'armes.

Le président, d'après le vœu de la Société, a nommé pour approuver les comptes des divers comptables, les citoyens S. D. L. et L.-R.

Sur l'observation faite par un membre, qu'il faudrait avoir, pour la comptabilité, un registre par chapitre de recettes et de dépenses, et qui serait coté et paraphé par le président; adopté.

Le citoyen M. a fait don d'un assignat de 5 livres pour nos braves frères d'armes.

Mention honorable.

Séance du 7 nivôse.

27 décembre 1793.

La séance a été ouverte par la lecture du procès-verbal.

Le citoyen R. s'est transporté chez l'accusateur public pour lui dénoncer le fait de C., et il ne l'a pas trouvé.

Le citoyen B. a donné connaissance d'un plan concernant le temple de la *Raison*. Délibéré qu'il serait communiqué à la municipalité.

Le citoyen R., premier officier municipal, a annoncé que le citoyen M. avait acheté à Montpellier des provisions, des épiceries de toute espèce. Soit.

Le citoyen R. nous a prévenus, au nom de son beau frère, que nous recevrons sous peu de jours une députation de nos frères de Montpellier.

Le citoyen B., le cadet, arrivé de Paris aujourd'hui, s'est présenté dans la Société à laquelle il a rendu compte verbalement de la mission dont il avait été chargé par elle, tant auprès de la Convention nationale et de son Comité des subsistances, qu'auprès des ministres et de la Société mère des Jacobins. La Société a applaudi à ce rapport.

B. a ajouté qu'il en donnerait un par écrit. Il a fait lecture du discours qu'il avait prononcé à la barre de la Convention nationale. La Société y a également ap-

plaudi et a arrêté qu'il sera transcrit dans son registre. Il a fait ensuite un rapport qui a également satisfait la Société sur ce qui se passe à Paris, sur les dispositions qui s'y manifestent, sur l'esprit public qui y règne et sur la marche de la Convention nationale. Ce nouveau rapport a pénétré les membres de la Société, d'estime et d'attachement pour leurs bons frères, les citoyens de Paris, tout comme d'admiration et de respect pour la Convention nationale qui marche à pas de géant dans la carrière de la Révolution et du bien public. La Société a senti combien toute la République doit de la reconnaissance à la commune de Paris, contre laquelle toutes les calomnies des mal intentionnés ont été dirigées, parce qu'elle a fait toutes les Révolutions et les a soutenues avec l'énergie dont elle a toujours donné l'exemple.

Arrêté que les citoyens T. D. V. et V., sont chargés de porter, aux autorités constituées, l'arrêté pris à la séance du 5 nivôse tendant à ce qu'elles obligent les négociants et marchands, dont la Révolution a prodigieusement augmenté la fortune dans le commerce de cadisserie, à fournir des laines pour procurer du travail aux fileuses et aux fabricants de serges et cadis; ces citoyens étant chargés de stimuler vivement les autorités constituées à remplir le but de cet arrêté.

Arrêté que le Directoire du département serait invité à donner le motif de son retard à faire vendre le bien des émigrés.

2° Que le District serait aussi invité à donner raison de sa négligence à faire vendre le mobilier des prêtres, sujets à la déportation, et des émigrés.

5° Que le rapport des commissaires nommés par le

département et le District et pour inventorier les mêmes biens, soit scrupuleusement examiné.

4° Que les représentants de ces mêmes mobiliers, tels que parents, alliés et voisins, qui auraient pu prêter la main à leur dilapidation, soient responsables et tenus de les représenter.

5° Les commissaires nommés pour faire la pétition relatée ci desus, sont les citoyens T. V. et V.

Un membre a fait la motion que tous les négociants qui auraient fait fortune aux dépens des pauvres fussent sujets à une taxe révolutionnaire pour le soulagement de ces mêmes pauvres, et qu'il fut présenté, à cet effet, une adresse à la Convention nationale.

Délibération conforme.

Un membre a fait la motion que, pour faire revivre le commerce de cadisserie de cette ville, il fut fait une offre de 500 mille aunes de serge au Ministre de la guerre.

Délibération conforme.

Un membre a proposé de surveiller un autre genre d'égoïstes qui ont l'inhumanité de faire des provisions immenses de bois, tandis que les vrais *sans culottes* ont à peine deux ou trois bûches, et qu'il fut nommé des commissaires pour s'occuper de cet objet important.

Les commissaires nommés sont B. T. C. P.

Un autre membre a proposé d'inviter tous les citoyens à porter leur métal au District, pour y recevoir des assignats en échange.

Délibération conforme.

La séance a été levée.

Séance du 8 nivôse.

28 décembre 1793.

Un membre a fait la motion que, pour faire la distinction des frères de la Société des étrangers, le côté gauche du Président fut la place exclusive des frères ; la droite, celle des auditeurs, et le devant du bureau, celle des femmes.

Délibération conforme.

Sur l'observation du citoyen B. que nous devons des services d'autant plus importants aux citoyens Monestier et Servières, que sans ces représentants il serait encore à la porte du Comité des subsistances et de celle du Ministre de la guerre, il a été délibéré qu'il serait écrit une nouvelle lettre de remerciement à ces députés.

Le citoyen B., a été chargé de rédiger cette lettre.

Délibéré qu'il serait écrit au citoyen Beaujan, administrateur du Directoire de Valence, pour lui témoigner la reconnaissance de la Société, relativement aux agréables nouvelles qu'il a soin de lui transmettre.

On a demandé la nomination d'un Comité de correspondance.

Les membres suivants ont été nommés pour cela :
B. D. V. S. L. T.

Délibéré qu'il serait mis la plus grande activité aux réparations qui sont à faire dans le temple de la *Raison*, afin que la Société puisse y tenir ses séances.

Délibéré qu'il sera émis un vœu, auprès de la Convention nationale, pour qu'elle décrète la suspension de la vente des veaux.

Délibéré qu'en attendant ce décret, le département serait invité à prendre un arrêté qui défendit aux propriétaires de veaux de les vendre au-dessous d'un mois et demi.

Délibéré encore que le district serait invité à fixer le prix de la livre de veau, comme celui des autres comestibles.

Les citoyens commissaires, nommés pour présenter des moyens propres à remédier aux abus qui se commettent à l'égard du pain, ont rendu compte de leurs opérations, et la Société a été satisfaite. Le Président, organe du vœu de la Société, a remercié en particulier le citoyen C., l'un des commissaires, du zèle avec lequel il prenait l'intérêt du peuple.

Séance du 9 nivôse

29 décembre 1793.

Un membre a observé que les jeunes citoyennes qui fréquentent les écoles primaires ont donné des témoignages de civisme qui doivent les faire distinguer par la Société, et qu'il n'en a pas été de même des jeunes garçons qui fréquentent également les écoles primaires. En conséquence, ce membre a demandé que les jeunes filles eussent la préférence pour réciter l'acte constitutionnel devant la Société. Ce qui a été ainsi arrêté.

Arrêté, que ceux qui sont en retard de payer la contribution dont ils sont chargés pour la Société, la payeront tout de suite, et qu'il sera procédé à une nouvelle taxe, laquelle ne sera effectuée qu'après l'épurement de la Société.

Arrêté, que ceux qui étant en retard ne payeront pas d'ici à la première séance, seront cités devant le juge de paix, pour être condamnés à payer, et rayés du catalogue des membres de la Société.

Arrêté, que les séances de la Société, les jours des ci-devant dimanches, seront privées, et qu'il n'y aura que les seuls membres de la Société qui puissent y être admis.

T. et B., le cadet, nommés pour transmettre à la municipalité le vœu de la Société, afin que la municipalité fasse imprimer des cartes, à raison du nombre des habitants de chaque maison, et qui seront remises à chaque chef de famille, afin que par là il puisse se présenter à toute heure chez son boulanger respectif pour y acheter sa quantité de pain désignée.

La séance a été levée.

Séance du 11 nivôse l'an 2^e de la République.

31 décembre 1793.

Un membre ayant observé qu'il se trouve en ce moment dans la Société une femme, arrivée dans cette commune avec son mari, qui y est mort, revenant de l'armée des Pyrénées-Orientales, où il avait pris la maladie, à laquelle il a succombé, et que cette femme se trouve sans ressources ; sur la proposition qu'il a faite de la soulager, il a été arrêté de faire de suite une collecte à cet effet ; ce qui a été exécuté. Le produit de la collecte se portant à a été remis à cette citoyenne.

Sur la motion d'un membre, il a été arrêté de témoi-

gner au citoyen Bauvais, représentant du peuple, que l'armée républicaine a trouvé dans un cachot, à Toulon, la joie que la Société a ressentie en apprenant qu'il avait échappé à la rage des suppôts de la tyrannie, et que la patrie conservait en lui un de ses plus chers et de ses plus zélés défenseurs.

Il a été également arrêté d'adresser un pareil témoignage à la citoyenne Fréron, sœur du Représentant du peuple de ce nom, et au citoyen Lapoipe, son mari. Le Comité de correspondance a été chargé de remplir ce vœu et de rédiger, à cet effet, une adresse au citoyen Bauvais et une autre à la citoyenne Fréron et au citoyen Lapoipe, son mari.

Les commissaires nommés pour recevoir la reddition des comptes de ceux qui ont été chargés de la manutention et de l'emploi des dons patriotiques faits dans le sein de cette Société, ont présenté le compte qui a été rendu par P., l'un des comptables. Il a été arrêté que ce compte sera inséré dans le registre de la Société.

G., membre de la Société, a fait don, pour les pauvres de cette commune, du montant de 5 setiers de seigle, et a déclaré qu'il en remettrait le prix à la municipalité.

Mention honorable.

Un membre a exposé qu'il s'est trouvé du pain gâté dans la boutique du boulanger R., chargé de cuire le pain pour la subsistance des étrangers, et a proposé de dénoncer ce fait à la municipalité, en lui observant combien la conduite de ce boulanger est punissable, puisque ce pain a été livré aux aubergistes pour la nourriture des étrangers.

Un autre membre a observé que le vice de ce pain provient de celui du blé qui a été vendu par R., fermier

du domaine du Lieuran, et a proposé de charger des commissaires de se rendre chez ce fermier pour vérifier s'il y a encore chez lui du blé avarié.

Cette proposition a été adoptée. Les citoyens A. C. et G. ont été nommés à cet effet.

Le boulanger R., sur l'invitation qui lui en a été faite, s'est rendu à la Société, à laquelle il a présenté de ce pain, dont l'apparence est belle, mais qui a fortement le goût du mois ; en sorte qu'il ne peut être que malsaisant. Il a été reconnu qu'effectivement le vice de ce pain provient du blé qui était avarié, et il a été arrêté que les deux commissaires iront demain remplir leur commission.

Séance du 12 nivôse.

1^{er} Janvier 1794.

La séance a été ouverte par la lecture des nouvelles ; un membre a fait ensuite la lecture d'une lettre des citoyens J. et S., qui porte que, d'après la recommandation du représentant Châteauneuf, le représentant B., leur avait donné des ordres pour prendre, soit à Toulon, soit dans Avignon, des grains pour le département de la Lozère.

Nombreux applaudissements.

Un membre a dit : Une fâcheuse nouvelle nous apprend que le Représentant du peuple Fabre, à qui ce département avait des obligations, a été la victime de son courage et de son patriotisme. Je demande que la Société écrive à celle de Montpellier pour lui témoigner la

douleur qu'ont éprouvé tous les frères en apprenant ce triste évènement. — Adopté.

Une lettre du 2^e bataillon de la Lozère a donné quelques détails sur la conduite de ces volontaires contre les Piémontais ; la Société les a entendus avec intérêt ; elle a aussi délibéré de leur écrire pour leur annoncer les progrès qu'avait fait l'esprit public dans les départements de la République et particulièrement dans celui de la Lozère, pour leur témoigner la satisfaction de la Société en apprenant leur conduite vraiment républicaine ; enfin pour les exhorter à continuer à défendre une patrie qui, toujours, fut reconnaissante.

Le citoyen D., choisi pour rédiger cette réponse, a été aussi chargé d'inviter le commandant de ce bataillon à faire passer à la Société un état des jeunes gens de la commune de Mende qui sont actuellement en activité de service dans ce bataillon.

Le trésorier de la Société a été ensuite autorisé à donner 10 livres pour secours à la citoyenne R., mère d'un des braves volontaires de ce 2^e bataillon.

Le citoyen D. a offert de faire des avances à la citoyenne V. en attendant qu'elle puisse se procurer toutes les pièces nécessaires pour obtenir l'indemnité accordée par la loi aux parents indigents des défenseurs de la patrie. — Applaudi.

Le comité de correspondance a fait part de différentes lettres qu'il avait été chargé de rédiger. — Adoptées.

Sur la motion d'un membre, pour la célébration d'une fête civique, au sujet de la prise de l'infâme Toulon, la Société a nommé les citoyens D. D. B. et B., pour lui présenter un plan de fête, d'ici au décadi prochain.

Le citoyen D. a offert, en exhortant les autres mem-

bres à suivre son exemple, de ne plus porter que des sabots pendant tout le temps de la guerre, et de donner, aux braves défenseurs de la patrie, les souliers qu'il aurait pu chausser. Le citoyen S. a aussi offert une paire de souliers par mois. Ces offrandes ont été accueillies avec applaudissement.

Un membre, en faisant sentir la nécessité de fournir du travail aux patriotes ou indigents, a demandé que les membres de l'ancienne municipalité de Mende fussent tenus à rendre compte des fonds qu'elle avait reçus pour les ateliers de charité, afin que, s'il y avait des fonds secrets, ils pussent être employés pendant cet hiver. Les citoyens B. cadet, et D. ont été nommés pour engager toutes les autorités constituées à poursuivre la reddition de ces comptes et la rentrée de 222 fusils dont la même municipalité avait été chargée.

L'ordre du jour, dans la pénultième séance, est d'écouter le rapport des commissaires nommés auprès du Directoire du département et du District, relativement aux marchands qui devaient être invités à employer les bras oisifs des ouvriers, autrement dit fileuses, en achetant des laines, et la négligence du District à faire vendre les biens des émigrés. Le citoyen T. est chargé de faire le rapport.

Séance du 13 nivôse.

2 janvier 1794.

Après la lecture d'une lettre du ministre de la guerre qui annonçait un avantage remporté par les troupes de la République sur les fanatiques de la Vendée, un mem-

bre a fait la motion d'inviter, au nom de la Société, le Représentant Châteauneuf à fournir aux gendarmes, qui avaient perdu leurs chevaux et leur équipement dans l'insurrection de Charrier, les moyens de se remonter.

Les citoyens B. et B. sont chargés de demander au département l'état qui lui avait été remis par ces gendarmes, afin que la Société put statuer sur cette motion.

On a ensuite lu plusieurs passages de différents journaux. Cette lecture a souvent été interrompue par des applaudissements.

Séance du 14 nivôse.

3 janvier 1794.

A l'ouverture de la séance, une jeune citoyenne a chanté avec beaucoup de grâce quelques couplets républicains. — Applaudissements.

L'assemblée a entendu avec satisfaction la lecture des papiers nouvelles.

Sur la motion d'un membre, la Société a adjoint le citoyen T. aux commissaires déjà nommés pour donner un plan de la fête que nous devons célébrer décadi prochain. La prise de l'infâme Toulon est le sujet de cette fête ; elle ne saurait être trop magnifique, comme l'a fort bien observé un membre.

La Société a autorisé son trésorier à acheter les récompenses destinées aux jeunes citoyennes qui ont donné des preuves de leur civisme, en récitant les Droits de l'Homme et l'acte constitutionnel.

Séance du 15 nivôse.

4 janvier 1794.

La séance s'est ouverte par l'hymne sacrée de la liberté.

Le président a fait part, à la Société, d'une lettre des Représentants du peuple, près l'armée des Pyrénées-Orientales, qui annoncent que, conformément au vœu de la Société, les officiers nommés en vertu de la loi du 25 août dernier ne pourront l'être qu'autant qu'ils seront porteurs d'un certificat de civisme.

Les commissaires nommés pour présenter à la Société un plan de fête pour le décadi prochain, ont soumis ce plan à la discussion ; après quelques débats tous les articles ont été adoptés.

Un membre a fait la motion de mettre en marge de chaque lettre du registre de correspondance, la date du jour où elle serait partie, afin que l'on put y recourir plus facilement en cas de besoin. — Adopté.

Délibéré que les tableaux de candidats formés par les membres de la Société, conjointement avec le Comité de surveillance, seront incessamment envoyés au Comité de Salut public par le courrier de demain. Le Comité de correspondance est chargé de cet envoi.

La séance est levée.

Séance du 16 nivôse.

5 janvier 1794.

Après la lecture du procès-verbal, le Comité de correspondance a fait part, à la Société, de la rédaction de plusieurs lettres qu'il aurait été chargé d'écrire ; toutes ces lettres ont été adoptées.

Une jeune citoyenne, qui souvent embellit les séances de la Société en y chantant avec goût des couplets patriotiques, a demandé que l'on distribuât aux jeunes personnes de son sexe, qui dans la séance du décadé dernier avaient récité l'acte Constitutionnel, un exemplaire de ce livre immortel, imprimé en gros caractères et relié, pour qu'il put être lu souvent, sans se détériorer. C'est un livre, a-t-elle dit, que nous voulons avoir journellement entre les mains ; il nous importe de le conserver, puisque c'est là que nous puiserons les sages principes de liberté et d'égalité que nous devons transmettre aux enfants de nos enfants.

La Société s'est rendue avec plaisir à la demande de cette jeune citoyenne et a chargé plusieurs membres de la municipalité, présents à la séance, de faire imprimer quelques exemplaires de l'acte constitutionnel, conformes au vœu des jeunes citoyennes.

Un membre a lu ensuite à la Société un projet d'arrêté à prendre par le District pour que les chevaux de remonte n'eussent pas de séjour dans l'étendue de son arrondissement, soit parce qu'ils ne faisaient pas de grandes journées, soit parce que les fourrages étaient tous rares, il a demandé que la Société sollicitât cette

mesure auprès du District. La Société, en adoptant cette motion, a nommé pour cette commission les citoyens V. S. et R.

Un membre a observé que, souvent il arrivait des chevaux ou des troupes, sans qu'on fut prévenu de leur passage, ce qui faisait que quelque fois on était dans l'embarras, soit pour les loger soit pour les nourrir. Il a demandé que le Représentant Châteauneuf fut invité à engager tous les départements limitrophes d'avertir les administrations lorsqu'il devrait passer quelques troupes. — Adopté.

La Société a nommé ensuite le citoyen B. pour faire exécuter, dans le canton de Bagnols, l'arrêté du Représentant relativement à la démolition des clochers.

Les commissaires nommés pour demander au District de prendre l'arrêté proposé par le citoyen S. ont rendu compte de leur commission ; ils ont dit que le District avait répondu qu'il s'empresserait d'adopter tout ce qui présenterait quelque avantage pour la chose publique.

Le Président a communiqué à la Société une lettre du Représentant Servières qui, après avoir donné quelques détails sur la fête qui avait eu lieu à Paris au sujet de la prise de l'infâme Toulon, annonce plusieurs avantages importants, remportés sur l'ennemi par nos armées du Nord. Cette lecture a souvent été interrompue par de nombreux applaudissements et les cris répétés de *Vive la République ! Vive la Montagne !*

La Société a chargé son trésorier de s'aboucher avec le citoyen D. pour examiner si l'abonnement qu'elle avait fait pour le journal de Feuillant (?) est fini et pour le renouveler, s'il en est besoin.

Séance du 17 nivôse.

6 janvier 1794.

Un membre de la municipalité a annoncé qu'il serait imprimé, en gros caractères, des actes constitutionnel au nombre de 600 exemplaires, qui seraient reliés tout de suite et remis aux jeunes citoyennes de cette commune.
— Applaudi.

Le Président a donné lecture, à la Société, d'une lettre de Châteauneuf Randon, représentant du peuple, par laquelle il annonce l'envoi de deux exemplaires de deux arrêtés, dont l'un concernant St-Flour, et l'autre pour les troubles, incidents des divers départements, afin que la Société en prenne connaissance.

Dans la même lettre, le citoyen Représentant prévient la Société qu'il n'a point encore reçu le nom de ceux qu'elle a dû choisir d'après son arrêté du 21 frimaire.

Il a été délibéré que les noms des membres élus par la Société populaire, de concert avec le District, lui seraient envoyés tout de suite.

Un membre a annoncé l'arrivée de deux citoyens, membres de la Société populaire de Montpellier. La Société les a reçus avec joie, et elle lui a témoigné, par l'organe de son président, qu'elle s'empresserait à obtempérer à toutes les propositions qu'ils pourraient nous faire concernant le bien de la République. Ces deux citoyens commissaires ont déposé sur le bureau les pouvoirs qui leur ont été délégués par les Représentants du peuple, ainsi que leur diplôme d'affiliation à la Société de Montpellier. La Société en a entendu la lecture et,

pénétrée de l'importance de la mission des deux commissaires de l'Hérault, qui a pour objet les fourrages, elle leur a donné pour adjoint le citoyen P., un de ses membres, et, au défaut de ce dernier, le citoyen G. Et attendu l'urgence, délibéré qu'extrait de la présente nomination leur serait délivré tout de suite.

Après avoir entendu la lecture des arrêtés du représentant du peuple Châteauneuf-Randon, la Société, pénétrée de l'importance des mesures rigoureuses qui y sont contenues, a délibéré, à l'unanimité, de lui en exprimer la vive satisfaction, et le Comité de correspondance a été chargé de lui écrire de suite.

Sur la motion d'un membre, il a été délibéré que les séances de la Société seraient désormais privées les jours qu'on appelait ci-devant dimanches et fêtes ; et sur l'observation qu'une très grande partie des citoyens et citoyennes de cette commune avaient chômé la ci-devant fête des Rois, il a été délibéré que quiconque se permettrait de la chômer désormais serait classé parmi les suspects.

La séance a été levée.

*Séance de l'octidi de la seconde décade de nivôse
de l'an 2^e de la République une et indivisible*

8 janvier 1794.

Sur la motion d'un membre, il a été arrêté que si quelque membre de la Société se permettait, dans son sein, des propos malhonnêtes ou indécents, son nom serait inscrit avec censure au procès-verbal, et qu'en cas de récidive, il sera usé de moyens plus rigoureux.

Sur la motion d'un autre membre, il a été arrêté, en modifiant ce qui avait été arrêté hier au sujet des séances tenues les jours des ci devant dimanches et fêtes, de continuer à y admettre les femmes patriotes qui les ont habituellement fréquentées et celles qui s'y occuperont, en écoutant, d'un travail utile à l'approvisionnement de nos frères d'armes, soit à coudre des chemises et des sacs, soit à tricoter des bas.

Arrêté que le Comité de correspondance est chargé d'écrire aux citoyens Servières et Pelet, pour leur témoigner la satisfaction de la Société de l'empressement qu'ils ont eu de lui donner les nouvelles heureuses et satisfaisantes, contenues dans les lettres qu'elle en a reçu aujourd'hui, et qui ont été lues à cette séance.

Il a été présenté à la Société les listes des personnes qui se sont fait inscrire pour avoir part à la distribution du pain, qui doit être faite, après demain, au sujet de la fête qui sera célébrée à l'occasion de la prise de Toulon et des autres grands avantages remportés par les armées républicaines sur les satellites des despotes. Ces listes présentent un total de 839 individus. Il a été arrêté que la distribution sera faite, dans chacune des cinq sections de la commune, par trois commissaires nommés par chaque section, qui sont, savoir : pour la section des Claustres, les citoyens C. D. et D., cadet ; pour la section d'Auriac, T. T., juge, B., le cadet ; et pour celle d'Aigues-Passes, T. C. et B., le cadet ; et pour celle du Chastel, F., timbreur ; V., tisserant ; T., menuisier ; F., avoué. En sorte qu'il y aura quatre commissaires, au lieu de trois, pour cette dernière section, parce qu'elle est beaucoup plus étendue qu'aucune des autres.

La séance est levée.

*Séance du nonidi de la seconde décade de nivôse, de
l'an 2^e de la République, une et indivisible.*

9 janvier 1794.

Sur la motion d'un membre, il a été arrêté que la pain, dont la distribution doit être faite demain, ne sera distribué par les commissaires nommés à cet effet dans chaque section qu'aux pauvres vraiment *sans culottes*, amis de la Révolution ; et qu'à cet effet ces commissaires réviseront les listes dont ils effaceront tous ceux qui ne sont pas vraiment dignes de ce titre, tout comme ils y ajouteront ceux qui en sont réellement dignes, et qui ne s'y trouvent pas.

Sur l'observation d'un membre, il a été arrêté que les prix qui avaient été promis aux jeunes citoyens et citoyennes qui avaient récité les Droits de l'Homme et l'acte constitutionnel leur serait distribué demain, et qu'il porterait ces mots : *Récompense de l'étude*.

La Société a ensuite appris, avec le plus grand plaisir, que la bande du capitaine des grenadiers, du bataillon de l'Ardèche, que tous les bruits que l'on avait fait courir sur une prétendue brouillerie survenue entre ce bataillon et le bataillon franc étaient faux. Le Comité de correspondance a été chargé d'écrire à ces bataillons pour leur témoigner combien les bons patriotes étaient charmés de voir que, malgré les sourdes menées des mal intentionnés, l'harmonie et l'accord régnaient entr'eux.

Le citoyen F., à qui le Représentant du peuple a

rendu la liberté, est venu dans le sein de la Société, qui lui a témoigné par ses applaudissements avec quelle joie elle le revoyait au nombre de ses membres, et la peine qu'elle avait eu de le voir victime de faux soupçons.

Séance du 21 nivôse, l'an 2^e de la République.

10 janvier 1794.

Après la lecture du procès-verbal, le citoyen Reynaud, représentant, a paru dans le sein de la Société. L'assemblée lui a témoigné par ses applaudissements combien elle aimait à voir dans son sein les membres qui n'étaient jamais descendus du sommet de la *Sainte Montagne*, et qui par leur fermeté avaient sauvé la République.

La Société a ensuite adopté la rédaction des lettres que son Comité de correspondance avait été chargé d'écrire aux bataillon de l'Ardèche et premier bataillon franc, ainsi qu'au département de l'Ardèche, pour prévenir les mauvais effets qu'auraient pu produire certains faux bruits qui avaient couru dans la commune de Mende.

Un membre a dit que plusieurs communes du département de l'Ardèche ne voulaient pas laisser sortir le vin qu'elles avaient recueilli, qu'autant que les mulâtiers consignaient une certaine somme pour les engager à rapporter, à leur retour, des grains ; il a observé que le département de la Lozère, dans le plus grand dénûment de subsistance, ne pouvait pas envoyer aux départements voisins. En conséquence, il a demandé

que le citoyen Représentant fut invité à prendre un arrêté pour rétablir la libre circulation des vins.

Un second membre a observé que cette manœuvre infâme avait été déjà dénoncée au citoyen Châteauneuf.

La Société, en adoptant ces deux motions, a invité le Représentant Reynaud, à prendre tous les moyens nécessaires pour faire obéir aux lois ces communes égarées ou rebelles.

Le citoyen Reynaud, représentant du peuple, a promis de prendre un arrêté, conforme à l'invitation de la Société.

Délibéré que tous les particuliers, aubergistes et traiteurs, qui avaient fermé depuis le *maximum*, seraient obligés de rouvrir leurs auberges.

Le citoyen Représentant s'est ensuite chargé de se concilier avec le citoyen Châteauneuf, pour faire accorder une indemnité provisoire à la citoyenne M., qui a offert de rouvrir son auberge, qu'elle n'avait fermé qu'après avoir été pillée par l'infâme Charrier.

On a fait part ensuite d'une lettre du représentant Gaston, qui a fait sentir la nécessité de fourrages où est l'armée des Pyrénées Orientales, et qui invite la Société de lui en faire passer, du département, tout ce qui sera superflu de cette denrée. Délibéré que copie de cette lettre serait adressée à toutes les Sociétés du département.

Un membre a dit : Il ne me reste plus qu'une pièce de 48 livres qui représente une figure du Roi. Je suis trop bon républicain pour garder rien de ce qui nous retrace les tyrans. J'en fais don à la patrie. Le citoyen représentant s'est chargé de la faire passer à la Convention, et la Société a arrêté la mention honorable, au

procès-verbal, du citoyen D., qui a fait cette offre ainsi que du citoyen T., qui a aussi offert deux autres pièces de monnaie.

Séance du 22 nivôse.

11 janvier 1794.

Un membre a fait la motion de prendre des moyens coercitifs pour que nos frères de campagnes approvisionnassent la commune de Mende comme ils le faisaient avant la loi du maximum. Il a assuré que la malveillance seule pouvait tarir la ressource des denrées de première nécessité, que les vaches et les brebis n'avaient point été enlevées au cultivateur et que tous les moyens lui restaient de fournir aux marchés. Après une légère discussion, on a passé à l'ordre du jour, motivé sur la promesse qui ont été faites par les représentants du peuple Châteauneuf Randon et Raynaud, de prendre des moyens pour assurer les subsistances.

Le commandant du bataillon n° 3 de l'Ardèche vient dans le sein de la Société ; il reçoit du Comité de correspondance la lettre que la Société avait délibéré de lui écrire au sujet des bruits répandus contre nos frères d'armes dudit bataillon et le bataillon franc. Il s'est chargé de celle qui devait être envoyée au citoyen Mager, commandant de ce dernier.

Un commissaire se plaint que diverses communes, qui doivent fournir des souliers, sont en retard et que ceux qu'on donne à nos frères d'armes n'ont pas assez de clous.

Renvoyé à la lecture de la loi pour s'y conformer.

Un membre fait un rapport sur la nécessité d'occuper les bras oisifs. La discussion s'ouvre et se prolonge sur cet objet. On accuse les municipalités de porter un retard blâmable dans la reddition des comptes des sommes données par l'administration du département pour les ateliers de secours. Celle de Mende prouve qu'elle a obéi à l'arrêté du Directoire du département. On nomme des commissaires pour inviter celui du District de presser les municipalités à se mettre en règle.

Un membre a dit qu'il voit avec bien de la peine que les citoyennes qui viennent à la Société portent encore, pendus à leur col, des signes de superstition. Le Président invite, au nom de la Société, les citoyennes à ne plus se parer de croix.

On fait la motion de prendre des moyens pour faire aux pauvres la distribution du maïs. Les commissaires déjà nommés sont priés de le faire moudre ; ils l'ont promis.

La séance a été terminée par l'hymne des Marseillais.

Séance du 23 nivôse.

12 janvier 1794.

La séance est ouverte. Diverses motions sont faites au sujet des croix que portent les citoyennes ; l'ordre du jour est invoqué, on l'adopte sur les motifs que chacun est libre de se parer comme il le voudra.

Mais le président exhorte de nouveau les citoyennes à ne plus porter de croix.

Un membre demande que le District oblige toutes les municipalités qui récoltent des noix de faire circuler l'huile de noix, qui est une des ressources des malheureux. Un autre membre veut qu'on oblige les meuniers manipulateurs à déclarer celle qu'ils ont faite pour telle ou telle autre personne. Un troisième membre veut que la Société nomme des commissaires pour aller dans les communes. Un quatrième propose de faire des visites chez les marchands. Un cinquième réclame l'exécution de la loi sur ces sortes de visites. La discussion se prolonge. Il est délibéré que la municipalité fera faire la déclaration aux meuniers et qu'il sera fait des visites. On fait l'amendement d'engager les marchands à faire eux-mêmes leur déclaration et de faire ensuite des visites. — Adopté.

On propose divers moyens pour que les denrées arrivent. Des commissaires sont nommés pour aller inviter le District à prendre les mesures que sa sagesse lui inspirera pour forcer les habitants des campagnes à porter les denrées comme par le passé.

On revient sur l'approvisionnement de l'huile.

Il est délibéré que les deux commissaires, chargés de se rendre auprès du District, le sont aussi de l'engager d'en nommer, qui aillent dans les communes.

Six commissaires distribuent les exemplaires des hymnes de la liberté.

Le commissaire nommé pour la municipalité pour veiller aux accaparements, dénonce des abus, qu'il croit avoir découverts. Il a trouvé de l'avoine dans une maison. Deux commissaires sont nommés pour s'assurer si

l'accaparement est vrai. Ceux-ci, de retour, annoncent qu'ils n'ont trouvé que deux cartons d'avoine. La municipalité poursuivra cette dénonce.

On passe à la lecture des nouvelles. On lit une lettre de la Société populaire d'Aumont. Le Comité de correspondance est chargé d'y répondre.

La séance est terminée par un hymne à l'honneur de la victoire de Toulon.

Séance du 25 nivôse.

14 janvier 1794.

La discussion s'est engagée sur une lettre des citoyens Barot et Pelet, députés de la Convention,

Délibéré que le Comité de correspondance écrira à ces deux députés pour leur apprendre que la Société ne doute point de leur zèle pour la chose publique, et que le citoyen B., dans son rapport la leur avait aussi rendue. L'ordre du jour a été invoqué et adopté sur le reste de la discussion

Les citoyens B. et B., cadet, sont chargés de se rendre demain chez le citoyen M. pour le presser de remettre la liste des acquéreurs des biens nationaux qui n'ont pas encore satisfait à leurs engagements.

Une lettre du citoyen Monestier, qui fait espérer à la Société le plaisir de le posséder, et qui donne aussi des espérances pour les approvisionnements du département et pour les indemnités accordées aux patriotes vexés lors de l'invasion de Charrier. Le citoyen Monestier invite

aussi la Société à proposer au Conseil exécutif les personnes qu'elle croirait propres à l'administration de l'hôpital militaire.

Délibéré qu'il lui sera répondu sur tous ces objets. Le Comité de correspondance en est chargé.

Séance du 26 nivôse.

15 janvier 1794.

Les commissaires nommés dans la séance d'hier pour se rendre auprès du receveur du District, pour connaître ceux des acquéreurs des biens nationaux qui n'ont pas satisfait à la loi qui détermine le paiement des acquisitions, rendent compte de leur mission. On regarde la réponse du Directoire comme évasive, et les citoyens F. et B. se rendront chez ledit receveur du District, pour prendre la note demandée.

Un membre dit qu'il importe à la Société de faire connaître à la Convention nationale combien est rapide, vers le bien, la marche de l'esprit public de cette commune. Les citoyens T. et B. le cadet, sont chargés de faire l'analyse de la fête qui a eu lieu, au dernier décadi, à l'occasion des triomphes des enfants de la patrie sur les brigands couronnés.

Le Comité de correspondance soumet, à l'approbation de la Société, diverses lettres qu'il avait été chargé d'écrire. Un citoyen dit être chargé, par les régisseurs des hôpitaux militaires, d'établir celui de la commune de Mende. On craint que le vœu que la Société a fait émet-

tre par le Représentant du peuple Servière et par son député auprès de la Convention et des ministres n'ait pas été écouté, puisque ceux qui avaient été désignés pour remplir les places que l'établissement peut présenter, n'avaient pas reçu de commissions. Le citoyen nouvellement arrivé a été interpellé de dire s'il savait que les directeurs des hôpitaux eussent disposé des places ; il a dit qu'il pensait que oui.

La Société a chargé son Comité de correspondance d'écrire au Ministre de la guerre, aux citoyens Servière et au citoyen Châteauneuf Randon, pour lui faire connaître combien elle serait désolée si son vœu n'était pas écouté.

La séance a été levée.

*Séance du septidi de la troisième décade de nivôse,
l'an 2^e de la République Française une et in-
divisible.*

16 janvier 1794.

D'après le vœu manifesté par la Société de mettre en œuvre tous les moyens propres à entretenir le patriotisme et à en propager l'ardeur, elle a adopté la proposition faite, par un de ses membres, tendant à ce que chaque décadi il soit prononcé un discours patriotique et républicain par celui de ses membres qui en sera chargé d'avance. B. le cadet, en a été chargé pour décadi prochain.

La Société a vivement applaudi à la nouvelle de la

prise de Coblenz et de Worms, annoncée par une lettre de Servièrre, au Directoire du département dont un membre de ce Directoire a fait lecture.

Un membre a fait observer qu'il existait, dans cette commune, un jeune homme qui, quoiqu'il ne fut âgé que de douze ans, manifestait l'amour le plus pur pour la liberté et annonçait un courage vraiment républicain. Lors de l'invasion de cette commune par l'infâme Charrier, a-t-il dit, cet enfant ne voulut jamais quitter la cocarde tricolore, malgré les dangers que couraient ceux qui étaient décorés de ce signe de notre Liberté.

Un autre membre a assuré que, dans un banquet patriotique, le même enfant avait bu souvent et avec transport au succès des armes de la République. Il doit te tarder de voir ton père, lui disait on ? Non, répond cet enfant, il combat pour sa patrie, il est bien ; quand les ennemis auront quitté nos frontières et que mon père sera de retour, je l'embrasserai de bonheur.

La Société, pénétrée d'estime pour le jeune Copper, (c'est le nom de cet enfant républicain) a délibéré d'informe la Convention de ce trait de patriotisme, et qu'extrait du procès verbal lui serait adressé.

On a fait ensuite lecture d'une lettre du Comité des subsistances de la Convention, sur la culture des pommes de terre.

Une commission a rendu compte ensuite des mesures que le District avait permis de prendre, pour approvisionner les citoyens en foin et faire venir dans la commune de Mende, des laines, des huiles, etc.

La Société a été satisfaite de ce rapport, ainsi que de l'avis que lui a donné un autre de ses membres, que le citoyen C. s'était empressé de remettre les titres de

différentes créances en faveur de la Nation qui lui avaient été confiés.

La séance est levée.

Séance du 2 pluviose.

21 janvier 1794.

Le citoyen B., cadet, a ouvert la séance en l'absence du président et du vice-président.

On a passé ensuite à la lecture des nouvelles, qui sont venues a été interrompue par les plus vifs applaudissements.

Le Président, d'après une motion d'un membre, a consulté la Société pour savoir si elle voulait accorder un diplôme au citoyen C., perruquier, qui devait faire un voyage. — Délibéré qu'il lui sera accordé un diplôme.

Le citoyen T. a fait ensuite part à la Société d'une chanson qui est patriotique.

Délibéré qu'elle sera imprimée et insérée au procès-verbal.

1

Au plaisir que j'ai goûté
Dans cette décade;
Pardonnez de ma gaité
La vive boutade,
Mon cœur de nos succès pleins,
L'exhale dans ce refrain :
La bonne aventure, ô gué !
La bonne aventure.

2

Les Français, en combattant
Comme des Alcides,
Ou mené tambour battant
Les Anglais perfides
Et ils ont su les dompter
C'est pour nous faire chanter
La bonne, etc.

3

Enfin, l'infâme Toulon
Est réduit en poudre
Pour l'Anglais, notre canon
Est pis que la foudre.
Mais le sien de nos guerriers
A respecté les lauriers
La bonne aventure, etc.

4

Sous leurs intrépides coups
Si l'Anglais expire ;
De son orgueil trop jaloux
Ne peut-on pas rire !
Sur les esclaves des Rois
Le vaudeville a des droits.
La bonne aventure, etc.

5

Dans le golfe Lyon
Ils vont se morfondre ;
Et jamais leur pavillon
Ne reverra Londres.
Leur sort est d'être noyés
Ou tout au moins foudroyés.
La bonne aventure, etc.

6

Sous ses pas l'indigne Pitt
Creusant un abyme,
De la tralne qu'il ourdit
Sera la victime ;
Bientôt sur un échafaud
Sa tête fera le saut.
La bonne aventure, etc.

7

Tandis que nous célébrons
La civique gloire,
Et que nous énvrons
De notre victoire,
L'Anglais du sort des combats
Se plaint et chante tout bas :
La triste aventure, hélas !
La triste aventure.

8

Dans leur belliqueux essort
Nos vrais sans-culottes,
Volent des tyrans du Nord
Au roi des marmottes;
Leurs mercenaires suppôts
Partout nous montrent le dos.
La bonne aventure ô gué !
La bonne aventure.

9

Je ne vous oublierai pas
Chanoines de Spire;
Pour égayer nos soldats
Chez vous tout conspire ;
On boit vos excellents vins,
On couche avec vos catins !
La bonne aventure, ô gué !
La bonne aventure.

La Société a entendu ensuite, avec plaisir, une lettre du Représentant Monestier, qui donne l'espoir à ses frères de le posséder quelques instants à son retour du département des Landes. Il assure à la Société que personne n'avait pas mieux rempli sa commission auprès de la Convention* que ne l'a fait le citoyen B., cadet.

La Société reconnaissante arrête la mention honorable sur son procès-verbal.

Délibéré que les différents exemplaires du Recueil des traits historiques et civiques envoyés à la Société seraient distribués aux instituteurs et institutrices, qu'il en sera affiché un placard dans le lieu de ses séances et qu'il sera fait lecture de ces traits patriotiques dans la séance du décadi prochain.

Le Comité de correspondance est chargé d'écrire une lettre à la Société de Montpellier et à Servièrè.

Délibéré que la Société fera imprimer des diplômes et que ceux qui en voudront les payeront.

Séance du 3 pluviôse.

22 janvier 1794.

Un membre a fait la motion de renouveler le Président, Vice-Président et Secrétaires.

Délibéré que cette opération aurait lieu à la prochaine séance.

Le Président a fait part à la Société de deux décrets de la Convention nationale qui ont été envoyés par le District à la Société. L'un est en date du 40 frimaire, et

relatif aux domaines nationaux, engagés ou aliénés, et l'autre du 17 frimaire, portant que les marchés et les comptes seront stipulés et rendus en livres et décimes et centimes.

Un membre ayant renouvelé la motion du renouvellement du bureau, la délibération relative à cette motion a été rapportée. L'on a procédé au renouvellement et, le scrutin dépouillé, le citoyen B., cadet, a obtenu la pluralité des suffrages pour la présidence : D. pour la vice-présidence, et F. et P., pour le secrétariat.

La séance est levée.

Signé : P., secrétaire.

Séance du 4 pluviôse.

23 janvier 1794.

La séance a été ouverte par la lecture des nouvelles.

Le Président a donné lecture à la Société d'une lettre du citoyen S. qui annonce que la Société du Puy veut bien nous accorder notre affiliation, pourvu que nous lui envoyions la liste de tous nos membres.

La lecture entendue, on a fait la motion que cette liste fut envoyée de suite.

Mais sur l'observation d'un membre, consistant en ce que cet envoi fut différé jusqu'à l'épuration connue de la Société, il a été passé à l'ordre du jour. Délibéré pourtant, qu'il serait écrit une lettre à nos frères du Puy pour leur faire part du motif de notre retard, relativement à la liste susdite.

Signé : P., secrétaire.

Séance du 5 pluviôse.

24 janvier 1794.

Le citoyen B., médecin, a donné lecture à la Société d'un mémoire par lequel il propose à la Société :

1° L'établissement d'un Comité qui s'occupe spécialement d'indiquer qu'elles sont les cultures qui peuvent accroître prochainement les subsistances du département et des moyens de les y encourager.

2° Que le Comité soit chargé de faire des rapports à la Société deux fois chaque décade, à jour fixe, tant sur cet objet que sur tous ceux qui peuvent favoriser dans nos campagnes l'instruction relativement à l'amélioration de l'économie rurale, et dans les villes celle des arts les plus essentiellement utiles aux besoins actuels de la République et du département en particulier,

3° Que le Comité soit chargé de faire connaître toutes les lois qui tendent à favoriser l'agriculture, le commerce et établir une correspondance dans les Districts et les cantons, à l'effet de s'assurer tant de l'exécution des lois que des mesures qui seront jugées utiles pour améliorer l'économie rurale, ainsi que de réclamer du Comité central, du ministre de l'intérieur, tous les renseignements qu'ils croient nécessaires aux divers objets dont il s'occupera.

Ce mémoire a été couvert d'applaudissements par la Société, et il a été délibéré qu'il en serait donné connaissance aux vrais tenanciers du canton, qu'il serait lu

et expliqué en patois à la partie du peuple le moins éclairé, dans une séance du décadi.

Le citoyen Chazalette, capitaine du second bataillon de la Lozère, a fait le rapport à la Société, des expéditions glorieuses faites, par ce bataillon, dans les Etats du roi Sarde, et il en a été voté l'insertion aux registres.

Les citoyens V., S. et L., délégués du Représentant du peuple, ont paru dans le sein de la Société. Ses membres leur ont témoigné, par leurs applaudissements et par leur empressement à les recevoir, combien ils aimaient à voir, parmi eux, les vrais amis de la République et les partisans chauds de la sainte Montagne.

Ont signé : B. le cadet, président ; J.-B., secrétaire ; F., secrétaire.

Séance du 6 pluviöse.

25 janvier 1794.

La séance a été ouverte par la lecture de certains envois, tant du district de Mende que celui de Saint-Chély.

Le District de Mende a fait passer certains décrets de la Convention nationale, pour être affichés dans la salle des séances de la Société populaire. Ce qui a été délibéré.

Il a été ensuite fait lecture d'une délibération du Directoire du District de St-Chély, avec la lettre d'envoi, sur les plaintes qui avaient été portées par quelques citoyens de la commune de Serverette, sur le manque de grains dans leur canton. Cette délibération ou arrêté a

été déposé sur le bureau, après en avoir été fait lecture.

Il a été ensuite fait lecture des braves actions dont se sont couverts les vrais défenseurs de la République.

Un membre a fait la motion que le devis dressé, concernant les réparations à faire au temple de la Raison, fut envoyé de suite par le Comité de correspondance au citoyen Châteauneuf-Randon, afin qu'il veuille bien accorder les sommes nécessaires pour cet objet, et que le peuple ne soit pas plus longtemps privé du plaisir d'y tenir ses séances patriotiques.

Délibération conforme.

Un membre a proposé qu'il fut voté une adresse à la Convention nationale, sur l'exécution de la loi du 11 septembre, sur le maximum, pour qu'elle veuille bien rendre un décret pour remédier aux abus qui s'y commettent.

Délibération conforme.

Un autre membre a dit qu'il soit créé une commission de subsistances pour correspondre avec le Comité de subsistances de la Convention, sur les mesures à prendre pour l'exécution du décret sur le maximum.

Délibération conforme.

Les citoyens qui ont été nommés par la commission ci-dessus sont : le juge paix C.; C.; P.B.; B. dit la Rose; L.

Ont signé : B. le cadet, président ; P., secrétaire ; F., secrétaire.

*Du 7 pluviöse, l'an 2 de la République
une et indivisible.*

26 Janvier 1794.

La séance a été ouverte par la lecture d'un mémoire rempli de raison et de patriotisme contre les superstitions et le fanatisme. Un membre a observé que quoiqu'on eut adopté le culte de la Raison, il s'en fallait de beaucoup que les citoyennes surtout se conduisissent d'après les principes de la Raison, puisque le nombre de celles qui assistaient, il y en a eu que trois qui aient eu le courage de se mettre au dessus de tout préjugé, en travaillant. Il a demandé que leur nom fut consigné dans le procès-verbal. Ce sont les citoyennes B., F. et L.

Un membre a fait observer qu'il y avait, à la ci devant église des Carmes, une grande quantité de sel appartenant aux citoyens B. et il a prétendu que c'était à raison du bas prix que la vente en a été différée. La Société, prenant en considération la dite dénonce, a nommé deux commissaires pour prendre des informations relatives au fait. Les dits commissaires ont rendu compte de leur mission, et il en est résulté qu'il n'y avait point de tort dans la conduite desdits B., qui s'étaient conduits suivant la loi.

Le citoyen Servièrre a remis à la Société une lettre par laquelle il lui annonce la prise de 52 vaisseaux chargés de toute sorte de provisions ; cette nouvelle comble de joie toute l'assemblée, et il a été délibéré, à l'una-

nimité, qu'elle serait publiée à son de trompe dans toute la ville.

Un membre a dit que le citoyen P. avait chez lui une certaine quantité de sel ; délibéré qu'il serait invité à mettre sur sa porte un écriteau, pour en donner connaissance au public.

Un membre a observé que le citoyen R., ci-devant curé de St-Chély, avait affecté de dire en pleine Société à St-Chély et au Représentant du peuple, qu'il avait livré aux flammes ses lettres de prêtrise, et que cependant lesdites lettres ont été trouvées dans sa malle ; la Société, indignée de ce procédé frauduleux, a délibéré de ne plus le reconnaître pour membre et de l'exclure de son sein.

Un membre a dit qu'il y avait aux prisons dix volontaires du bataillon de l'Ardèche par suite de l'évasion desdits prisonniers ; que lesdits volontaires étant au corps de garde, et n'étant point en faction aux prisons, il lui paraissait qu'ils n'étaient point coupables ; qu'en conséquence il faisait la motion de s'adresser à qui de droit pour leur élargissement. Le citoyen T. a été chargé par la Société de rédiger une pétition pour cela.

La séance a été levée.

B., le cadet, président ; F., secrétaire ; P., secrétaire.

Séance du 27 janvier 1794.

La séance a été ouverte par la lecture du procès-verbal du 6 et 7 pluviôse.

Le Président a donné connaissance à la Société d'un

mémoire présenté par le citoyen R., ex curé de St-Chély, par lequel il avait en vue de se laver d'une inculpation qu'on lui avait faite la veille.

La lecture entendue ; les raisons alléguées par le citoyen R. pour sa justification, ont été jugées nulles et puériles, et il a été délibéré que l'assemblée persistait de plus fort dans son précédent arrêté, par laquelle elle l'avait exclu de son sein.

Le citoyen P. est venu se justifier, ayant été dénoncé la veille, comme étant détenteur d'une certaine quantité de sel, qu'il n'avait point vendu. La Société a été satisfaite et elle a été convaincue que le citoyen P. n'avait point contrevenu en rien à la loi.

Un membre a demandé la punition et le remplacement du concierge des prisons. La Société, pénétrée de la justice de cette demande, a invité la municipalité à la prendre, de suite, dans la plus grande considération ; et, sur le champ, C. vieux, a été nommé pour prendre la place du jeune.

Un membre a observé à la Société, qu'il existait encore, dans le temple de la Raison, des signes du fanatisme et qu'il était à propos de tout anéantir et de tout détruire, sans même excepté les sièges de MM. les chanoines.

La motion, murement et longuement discutée, il a été délibéré que tous les vestiges de la superstition seraient la proie des flammes et que quand aux sièges, connus sous le nom de stalles, ils seraient conservés pour les sans-culottes de la Société populaire.

Un membre a donné connaissance, à la Société, d'une lettre du citoyen L., par laquelle il annonce une infi-

nité d'avantages remportés sur les rebelles de la Vendée.

— Applaudi.

Un membre a demandé pour le citoyen V., maire de Pradelles, et membre de la Société républicaine du Puy, un diplôme d'affiliation. — Accordé.

B., le cadet, président.

Séance du nonidi.

28 janvier 1794.

Présidence de D...

Un membre du Comité d'agriculture a demandé et obtenu la tribune, pour lire un mémoire.

Un autre membre a demandé que d'ors et déjà, la séance fut ouverte par le chant d'un hymne patriote. — Adopté.

La jeune citoyenne R. a chanté les couplets ; elle a été applaudie.

Après la lecture du mémoire, un membre a demandé que toutes les propositions qui y étaient contenues, fussent adoptées ; elles ont été successivement soumises à la discussion et adoptées ; les membres que le comité a désignés pour adjoints fussent agréés par la Société. — Délibéré.

Le citoyen B. a demandé la parole pour dire que la distinction qu'il voyait dans la salle des séances sur les places des citoyens et des citoyennes ne devait plus exister. Le Président a répondu, en préopinant, que la

distinction avait été arrêtée par la Société pour le maintien de l'ordre. Le préopinant a dit qu'il avait des motifs. Un membre a demandé qu'il les fit connaître, et, sur une réponse peu décente, la Société a délibéré que ce même membre serait censuré au procès verbal.

Un membre a dit que les fermiers des biens nationaux, par une spéculation blâmable, ne les cultivaient plus. La discussion s'est ouverte, mais on est passé à l'ordre du jour, motivé sur ce que la loi chargeait les municipalités de veiller à la culture des terres.

Un autre membre a dit que le maire de Serverette était membre du Comité de surveillance de cette commune ; il est délibéré qu'on dénoncera cet abus aux délégués du Représentant du peuple, dans le district de St-Chély, au Directoire de ce district et à l'agent national pour qu'ils prissent les mesures convenables et relatives à cet objet.

Un membre a observé à la Société qu'il existait dans cette commune un grand nombre de gerbiers, et que, sans doute, les propriétaires avaient différé de les dépiquer pour se soustraire à la loi du maximum. Il a fait la motion, en conséquence, que la municipalité fut invitée par la Société à faire exécuter la loi relative à la dépiquation des blés. La Société, pénétrée d'indignation contre un abus de ce genre, a délibéré d'adresser une circulaire à tous les directoires des districts et à l'agent national de ces mêmes districts, pour qu'ils fassent exécuter, par les municipalités, la loi relative à la dépication du blé, et qu'ils fassent dépiquer les gerbiers au dépens des propriétaires ; 2° Qu'il serait émis un vœu, auprès des Représentants du peuple, pour qu'il veuille bien ordonner que les gerbiers soient confisqués

au profit de la République ; 3^e Que les propriétaires de gerbiers seraient dénoncés aux délégués des Représentant du peuple, pour qu'ils remédient à ce genre de malveillance.

Un autre membre a demandé que les cultivateurs des grains non vanés fussent dénoncés au Représentant du peuple, comme ennemis de la République et que leurs grains fussent confisqués.

Délibération conforme.

Plusieurs membres ont observé à la Société que les conseils généraux et les comités de surveillance des campagnes n'étant composés que des plus riches propriétaires, il en résultait que le peuple ne pouvait obtenir du blé qu'avec une très grande difficulté ; et que la loi du maximum était de nul effet pour la majorité de nos frères des campagnes, attendu que les municipalités et les surveillants étaient intéressés à ne pas surveiller son exécution. L'assemblée, convaincue de la vérité de ces faits, a délibéré d'émettre un vœu auprès du Représentant du peuple, pour qu'il veuille bien faire renouveler toutes les autorités constituées des campagnes et donner au peuple, pour officiers municipaux et surveillants, des sans-culottes réels, c'est-à-dire des hommes n'ayant pour ainsi dire d'autres ressources pour vivre que le travail de leurs mains.

Sur la proposition d'un membre, l'assemblée a nommé des commissaires pour se transporter dans les maisons des différents propriétaires de cette commune à l'effet de s'assurer s'il n'y aurait point chez eux une plus grande quantité de blé qu'il n'avait été déclarée, soit en nature, soit en farine, si les différents blés avaient été dépiqués

et vanés, conformément aux lois de la Convention nationale. Ces commissaires sont M. T. P. R., greffier.

Un membre a observé à la Société que les commissaires nommés pour l'emprunt forcé avaient été pris en partie parmi les riches, et qu'il conviendrait cependant que cette commission ne fut donnée qu'à des sans culottes. L'assemblée a accueilli cette observation, et il a délibéré qu'il serait émis un vœu auprès de la municipalité, pour qu'elle fit un changement à la nomination desdits commissaires.

La séance a été levée.

P. B., le cadet, président.

Séance du décadi.

29 janvier 1794.

La séance a été ouverte par le cantique sacré de la Liberté : *Veillons au salut de l'Empire*. Les jeunes citoyens et citoyennes, qui fréquentent les écoles primaires, se sont ensuite présentés en foule pour réciter les Droits de l'Homme et l'acte Constitutionnel. La Société les a tous écoutés avec une grande satisfaction, et, sur l'observation d'un membre, qui s'est plaint qu'on ne leur donnait pas le temps de réciter tout ce qu'ils savaient, il a été délibéré qu'à l'avenir on leur laisserait débiter tout ce qu'ils savaient.

Un membre a fait part, à la Société, d'un arrêté du Représentant du peuple relatif à l'évasion de onze prisonniers dans cette commune, et, la lecture entendue,

tous les citoyens ont été invités au nom de la tranquillité publique de dénoncer tous les malveillants qui auraient pu s'intéresser au sort des coupables, ainsi que les personnes qui auraient eu la lâcheté de les recéler.

Le citoyen D., accusateur public, a donné aussi connaissance d'un arrêté relatif à cette évasion, et qui lui avait été transmis par le Représentant du peuple.

La lecture entendue, il a été demandé à l'accusateur public pour quelles raisons le jugement rendu contre le sieur M., convaincu de correspondre avec les ennemis de la République, n'avait point sorti, depuis tant de temps, son exécution. Le citoyen accusateur public a répondu d'abord qu'il avait appelé de ce jugement au Ministre, ne le croyant point orthodoxe, et qu'en attendant la réponse du Ministre il avait jugé à propos de le tenir en prison; que le citoyen M. n'étant point condamné à la déportation, mais seulement à un bannissement perpétuel de la République, tout se résolvant, après son jugement, à lui donner la clef des champs et à le laisser retirer tranquillement dans la partie du globe que le citoyen M. se serait choisie.

Plusieurs membres n'étant point satisfaits de cette réponse et voulant parvenir à la connaissance de tous les coupables de quelque genre qu'ils fussent, ont fait diverses observations; et après des discussions très vives et très animées, cette question a été mise à l'ordre du jour pour demain : la loi du décadi s'opposant à des discussions de ce genre.

Un autre membre a demandé que le décret concernant l'organisation des écoles primaires fut lu au peuple, et la lecture en a été faite de suite.

Un autre membre a rapporté à l'assemblée la loi du

13 septembre dernier (vieux style) portant que les chefs de famille non propriétaires et non compris dans le rôle des impositions foncières, ainsi que les veufs ou veuves ayant des enfants et qui se trouvent dans le même cas, résidant dans la commune, pourront acquérir du bien des émigrés jusques à concurrence de 500 livres. Il rappelle encore le mode d'exécution de cette loi, en observant qu'elle a été négligée dans cette commune. Il fait, en conséquence, la motion pour qu'il soit nommé des commissaires chargés de se rendre à la municipalité, pour l'inviter, conformément à la disposition de cette loi, à dresser un état des personnes qui se trouvent dans le cas de la loi, et en même temps de se rendre au Directoire du District pour l'engager à prendre les mesures convenables pour la prompte exécution de cette loi et faire jouir les pauvres des bienfaits qu'elle lui accorde.

La motion a été accueillie à l'unanimité, et de suite les citoyens D. cadet, T. R, O. R. cadet, L. fils et B. ont été nommés commissaires pour porter le vœu de la Société tant à la municipalité qu'au District.

Un membre a témoigné à la Société sa surprise de ce qu'il existait, dans le temple de la *Raison*, un tableau qui nous rappelait le règne de la terreur et de l'imposture. Cette observation a occasionné d'assez longs débats, ayant pour but la justification de la Société entière; mais enfin les esprits ont été calmés par le déchirement du tableau chimérique.

Un sans-culotte a chanté à la Société deux hymnes en l'honneur de *La Raison* et de *La Gamelle*, et il a été couvert d'applaudissements.

Le Président a donné connaissance à la Société d'une lettre écrite par le citoyen Servière, par laquelle il nous

annonce des nouvelles victoires, et en particulier la prise [des forts de Vauban] fait par nos armées du Rhin et de la Moselle. La Société a ressenti la plus vive joie et elle a fait retentir les airs des cris de : Vivent la Montagne et la République.

Un membre a observé à la Société qu'on nommait sans cesse des commissaires et qu'il n'était jamais rendu compte des commissions. La Société a pris cette motion en considération et il a été délibéré que, tous les quintidi, les commissaires rendraient leurs comptes.

Un membre a observé que la confection des rôles de la contribution mobilière de 1791 sont envoyés en retard dans la commune de Mende et qu'il se proposait de faire une motion à ce sujet. L'assemblée a observé, par l'organe de son président, au motionnaire que l'assemblée du décadi ne devait être consacrée qu'à instruire l'assemblée et que la motion de ce membre serait à l'ordre du jour.

B., le cadet, président ; P., secrétaire.

Séance du 11 pluviôse.

30 janvier 1794.

Un membre a fait la motion qu'il fut émis un vœu auprès de la municipalité pour l'inviter à nommer dorénavant pour commissaires que des membres pris dans le sein de la Société populaire de Mende. — Délibération conforme.

Un membre a fait part à la Société du changement

qu'avait fait la municipalité à la nomination des commissaires nommés pour l'emprunt forcé. Cette nomination a été applaudie à l'exception d'un seul commissaire qui n'a pas plu à l'assemblée, à cause qu'il n'était point membre de la Société républicaine.

Un officier municipal a présenté à la Société la liste des commissaires nommés pour dresser l'état des personnes qui ne sont point comprises dans les rôles des impositions et à qui la loi du 13 septembre est applicable. Sur l'observation d'un membre, il a été délibéré que la municipalité serait invitée à adjoindre, aux quatre commissaires qu'elle a nommés, quatre bons et vrais sans-culottes pris dans le sein de la Société. Ces sans-culottes sont désignés et leur nomination applaudie.

Sur la proposition d'un membre, il a été délibéré que la municipalité serait invitée à faire accompagner par un officier municipal les quatre commissaires déjà nommés pour le recensement des grains. Il a été aussi délibéré que les quatre commissaires déjà nommés seraient libres de s'en adjoindre quatre autres, et qu'extrait du procès-verbal de l'arrêté de la Société leur serait remis.

La discussion relative à l'évasion des neuf prisonniers et à l'interpellation qui avait été faite à ce sujet, au citoyen accusateur public a été ramenée par l'ordre du jour; et, après une discussion très longue et très sérieuse, il a été délibéré qu'il serait écrit au citoyen Ministre de l'Intérieur, pour savoir s'il était vrai que l'accusateur public [ait réclamé ?] auprès de lui contre le jugement rendu contre le traître M. ; [à quelle personne] la lettre a été écrite et les diligences qu'il a faites

depuis. Le citoyen D. a été chargé de la rédaction de cette lettre.

Un membre du Comité de surveillance, venant à la justification de l'accusateur public, a assuré à la Société que, d'après une lettre qui avait été écrite à ce Comité, il était constant que ce citoyen avait écrit au Ministre pour le prier de soumettre le jugement rendu contre le traître M. à la Convention nationale.

Plusieurs membres du même Comité de surveillance ont appuyé le dire de leur collègue.

Le Président a donné connaissance à la Société d'une lettre écrite par le Directoire du district. Cette lettre invite l'assemblée à examiner un compte tenu par le citoyen G., envoyé dans le district de St-Chély, pour la requisition des fourrages. Le Directoire du district observe que la somme à laquelle ce compte s'élève, lui paraît exorbitante.

Sur la proposition d'un membre, deux commissaires sont nommés et chargés de rendre compte du résultat de leur examen.

La séance a été levée à huit heures et demie.

B. le cadet, président ; P., secrétaire.

Séance du 12 pluviöse.

31 Janvier 1794.

Sur la proposition d'un membre, il a été délibéré qu'il serait émis un vœu auprès du Ministre de la guerre, pour l'inviter à vouloir bien envoyer en nombre suffisant d'exemplaires des lois relatives à l'état militaire,

afin que chaque chef de la force armée puisse en avoir plusieurs entre les mains et les communiquer aux chefs secondaires.

Un membre a donné connaissance à la Société d'un arrêté des Représentants du peuple, près l'armée des Pyrénées Orientales, portant que les conducteurs des charrettes, mises en réquisition pour le transport des fourrages, sont autorisés à requérir, au prix du maximum, chez les propriétaires qui ont des denrées propres à la nourriture des bestiaux, ce qui est nécessaire pour nourrir leurs chevaux ou mulets, ainsi que les denrées nécessaires à la nourriture des hommes, et que les propriétaires et les municipalités qui refuseraient d'obéir à la réquisition seront déclarés suspects et enfermés jusqu'à la paix. Il porte encore que toute personne qui fera trouver un dilapidateur de fourrages recevra 500 livres de récompense.

Les deux commissaires nommés pour examiner le compte présenté par le citoyen Guillaume et que le Directoire avait trouvé exorbitant, un rendu compte de leur examen, ils ont rabattu de ce compte la somme de 15 livres ; mais, sur l'observation et les réclamations de plusieurs membres, il a été délibéré qu'il serait passé au citoyen G. toute la somme réclamée.

Le Président a donné connaissance à la Société d'une lettre adressé par le citoyen Chaptal, inspecteur des poudres et salpêtres. Ce citoyen invite l'assemblée à former dans son sein une commission composée de patriotes éclairés qui surveilleront l'exécution de la loi dubrumaire, relative à l'exploitation des salpêtres. La lecture entendue, le citoyen B., fils, médecin, et B. ont été nommés commissaires.

Un membre a fait la motion que [l'on mette à] l'ordre du jour, pour demain, la lecture de la loi relative aux salpêtres.

Délibération conforme.

Sur la proposition d'un autre membre, les subsistances ont été aussi mises à l'ordre du jour.

Séance du 13 pluviose.

1^{er} février 1794.

Une motion relative au retard de la confection du rôle de la contribution mobilière de l'année 1791 a été ramenée par l'ordre du jour. Après quelque discussion, et sur l'observation d'un membre, les citoyens A. et G. ont été nommés commissaires pour aller demander au district ce qu'il avait fait de la matrice du rôle, lui ayant été remise depuis six mois par la municipalité.

Un officier municipal a rappelé à la Société un arrêté du Représentant du peuple, par lequel les prisonniers sont mis sous la responsabilité de la municipalité, et craignant, avec raison, pour son honneur et sa tête, il a présenté la liste de soixante détenus dans les prisons de Mende, et il a demandé, avec une chaleur et un empressement sans exemple, que l'accusateur public fut invité pour la sureté des officiers municipaux à faire mettre à exécution le jugement rendu contre certains desdits détenus.

L'assemblée, prenant en grande considération une motion d'une si grande importance, a délibéré qu'il serait écrit au Comité de Salut public pour lui faire con-

naître la situation des prisons de Mende et pour lui représenter les inconvénients et les dangers auxquels cette commune se trouve par rapport à cette grande quantité de prisonniers.

Séance du 14 pluviôse.

2 février 1794.

Elle a été ouverte par le chant d'un cantique républicain.

Les commissaires nommés pour l'épuration de la Société populaire, par un arrêté du citoyen Châteauneuf-Randon, en date du 26 pluviôse, ont remis au président la liste des membres qui ont obtenu la pluralité absolue des suffrages, certifié véritable par eux, approuvée par le Représentant du peuple, et contenant, en sus, un arrêté contre ceux qui ne s'y soumettraient pas sur le champ. L'assemblée en a demandé la lecture ainsi que de la lettre d'envoi. Et après l'avoir entendue, il a été délibéré à l'unanimité que cette liste, ainsi que la lettre serait couchée sur les registres ; qu'elle serait affichée dans la commune de Mende, et qu'il en serait imprimé un nombre suffisant d'exemplaires pour pouvoir en donner connaissance tant à la Société des Jacobins de Paris, que toutes celles du département de la Lozère.

Suit la copie de la lettre :

A Largentière, le onze jour de pluviôse de l'an 2^e de la République française une et indivisible.

(50 janvier 1794).

Châteauneuf Randon, représentant du peuple, envoyé par décret du 1^{er} brumaire dans les départements du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, de l'Ardèche, de l'Aveyron, du Cantal et de la Haute Loire, et, par nouveau décret, à Commune affranchie, dans les départements environnants et près l'armée des Alpes. Aux citoyens C., P., V., P., D., T. et S.

J'ai reçu, chers citoyens, votre lettre du premier pluviôse, avec la liste y incluse que je vous renvoie approuvée, et que vous avez bien fait d'épurer, ainsi quant à présent, j'y ai mis G. seulement.

Salut et fraternité. — Châteauneuf Randon.

Suit la copie de la liste.

Au nom du peuple français, liberté, égalité, République française une et indivisible.

Le Représentant du peuple envoyé par décret du 1^{er} brumaire dans les départements du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, de l'Ardèche, de l'Aveyron, du Cantal et de la Haute-Loire, et, par nouveau décret, à Commune affranchie, dans les départements environnants et près l'armée des Alpes.

Rapport des commissaires nommés pour l'épuration de la Société populaire de Mende, par notre arrêté du 26 nivose. [Aujourd'hui] (1) le premier pluviôse, l'an

(1) Les mots entre crochets remplacent ceux disparus du texte.

2° de la République une et indivisible, les commissaires soussignés nommés par l'arrêté des citoyens Châteauneuf [Randon repré]santant du peuple près l'armée des Alpes et dans différents départements [de la République] en date du 26 nivose, pour procéder à l'épurement de la Société [populaire de la] commune de Mende, se sont réunis, dans la maison du citoyen D. [l'un des commissaires] épurateurs, pour mettre à exécution l'arrêté et le vœu dudit repré[sentant du peuple, pour] observer les formes prescrites par la loi et employées dans les assemblées [primaires et] électorales; les sept membres nommés ont, par appel nominal et par la voie du scrutin, procédé à la dite épuration. Il a résulté, d'après le recensement fait pour chaque individu, que les ci-dessous inscrits ont eu la pluralité absolue des suffrages.

(Suit la liste de 55 membres de la Société populaire.)

Certifiée véritable la liste ci dessus, le même jour et an que dessus.

C., S., V., T., P., D., P., à la minute.

Vu et approuvé la présente liste de la Société populaire de Mende, au nombre de 55 personnes, telles qu'elles sont portées dans l'original, resté entre nos mains et dans nos registres; et, au nom de la patrie, il est extrêmement recommandé aux membres qui la composent de ne recevoir personne qu'après le plus sérieux examen, et d'après des formes des preuves et un laps de temps qui sera ultérieurement déterminé par la Société; quiconque manifestera un mécontentement capable de produire des mouvements ou de troubler la tranquillité de la commune, et ne s'y soumettra pas sur le champ.

sera regardé comme suspect et traité comme tel par le Comité de surveillance.

Fait à Largentière, le 10 pluviöse, l'an 2^e de la République, une et indivisible.

CHATEAUNEUF RANDON.

Enregistré : Allard, secrétaire du Représentant du peuple.

Il a été fait lecture d'un arrêté des citoyens L. V.; A., L. et S. L'assemblée l'a couvert des plus vifs applaudissements, et il a été délibéré qu'il serait fait mention honorable, dans les registres, du zèle et de l'activité avec lequel [certains] délégués du Représentant du peuple remplissent les devoirs de leur mission.

Séance du 15 pluviöse.

3 février 1794.

L'ordre du jour amenant le [le renouvellement] du bureau, il y a été procédé de suite par scrutin; [le recensement fait, le citoyen T. a obtenu la pluralité des suffrages pour la présidence.

Le citoyen D. [pour la vice] présidence ; R. et P. pour le secrétariat.

Un m[embre a demandé de] renouveler les statuts. La motion ay[ant été accueillie, les] com[issaires ont été nommés..... pour base les anciens statuts, saufseront convenables et nécessaires.

D. D. T., juge.

Mende, le 2 germinal l'an 2 de la République, une et indivisible.

Le Président du Comité révolutionnaire de la commune de Mende, au Directoire du District de Mende.

Citoyens administrateurs,

En qualité de Président du Comité, nommé à la séance du 1^{er} germinal, je viens rendre compte de ses travaux pendant la 3^e décade de ventôse.

Séance du 21 ventôse.

11 mars 1794.

Il a été pris des mesures pour assurer la subsistance d'un reclus indigent.

Pour assurer l'exécution d'un arrêté du Représentant du peuple Châteauneuf-Randon, relatif à la plus grande sûreté de la maison de réclusion ; arrêté que chaque jour un des membres du Comité exercerait, à tour de rôle, la plus sévère surveillance et ferait la ronde pendant la nuit.

Séance du 22.

12 mars 1794.

Une lettre adressée à S. F., reclus, a été arrêtée à la poste, et lecture faite d'icelle, il a été arrêté qu'elle serait remise au Représentant du peuple Châteauneuf-Randon, pour qu'il prit, dans sa sagesse, telles mesures qu'il jugerait convenables relativement à cette lettre.

Séance du 25.

Le citoyen L. C. a subi un interrogatoire sur deux lettres, à lui adressées, et relatives au ci-devant abbé A. ex-chanoine et suspect, à cause de son intimité avec l'infâme B., conspirateur. L. C. a prouvé que ces lettres n'avaient pour objet que des intérêts pécuniaires, concernant ledit A. et il a promis de faire tous ses efforts pour trouver l'asile dans lequel il s'était réfugié, à peine d'être reclus lui même.

Aux termes de l'article 14 de l'arrêté du Représentant du peuple Châteauneuf-Randon, en date du 19 ventôse, le citoyen A., natif de Montpellier, et domicilié à Mende depuis le mois de février 1793 (vieux style), a été mis en état d'arrestation chez lui jusqu'à ce que le Comité de surveillance de Montpellier, à qui il a été écrit, ait donné sur son compte des renseignements qui déterminent ou sa liberté ou sa réclusion définitive.

Arrêté qu'il serait écrit au Représentant du peuple pour connaître plus positivement ses intentions sur les étrangers ouvriers ou domestiques.

Séance du 26 ventôse.

15 mars 1794.

Arrêté que le ci-devant abbé A., ex chanoine, suspect sous beaucoup de rapport, arrêté à Mende, ledit jour, serait renfermé, comme tel, dans la maison de réclusion.

Séance du 27 ventôse.

16 mars 1794.

Arrêté qu'il serait écrit au Comité de surveillance de Coutance, où est né le ci-devant abbé A., pour prendre des renseignements sur lui et sa famille.

Séance du 29 ventôse.

18 mars 1794.

Arrêté que le nommé G., menuisier, serait mis en état de réclusion comme suspect, à raison du rôle actif qu'il avait joué lors de l'insurrection de B., et de celle de Charrier, et ce sur les preuves enfin acquises de ce fait par le Comité.

Séance du 30 ventôse.

19 mars 1794.

Nommé des commissaires pour constater l'évasion de S. F., de la maison de réclusion, en dresser procès-verbal et aviser aux moyens de connaître ceux qui ont pu y concourir ; apposer le scellé sur les effets et papiers du citoyen B., administrateur du département, mis en état d'arrestation dans la maison du maire, par le Représentant du peuple Châteauneuf Randon, à cause de l'intérêt trop marqué qu'il avait manifesté par ledit S. F.

et faire enfin, concurremment avec les membres de la municipalité, des visites domiciliaires dans toutes les maisons de la commune de Mende, pour tâcher de reprendre ledit S. F.

Séance du 17 germinal.

6 avril 1794.

Après l'ouverture de la séance, les candidats qui avaient été scrutés à celle du quinze et proclamés, par le président, membres de la Société *Montagnarde*, ont prêté individuellement le serment. Un membre rappelle à l'assemblée la demande faite, depuis longtemps, par celle des sans-culottes de Villefort, d'un diplôme d'affiliation. Cette motion est unanimement accueillie, et il est arrêté que l'affiliation lui est accordée. Le citoyen C. offre un paquet de charpie ; mention civique au procès verbal.

Le citoyen B., commissaire des sa'pêtres, est annoncé par un membre. Le président l'invite à prendre place parmi les sans culottes de la montagne. Ce citoyen dépose sur le bureau un diplôme à lui délivré par la Société populaire de Villefort. Lecture en ayant été faite, est proclamé par le Président membre de celle de Mende.

Il a été fait lecture d'une lettre adressée à la Société par ce citoyen commissaire ; il annonce qu'il s'occupe, sans délai, à former dans cette commune un petit atelier d'instruction et que cet atelier sera en même temps un modèle pour les citoyens qui voudront lessiver eux-mêmes leurs terres et en extraire le salpêtre. Il a invité l'administration à demander à chaque municipalité de son ressort un citoyen intelligent pour aller apprendre

la fabrication du salpêtre et de la potasse, et invite de même la Société montagnarde à faire choix de quelques autres citoyens pour le même objet. Il a observé que les cendres sont d'une absolue nécessité pour faire le salpêtre, et il a fait en conséquence l'invitation d'en former un dépôt très prompt et de nommer des commissaires pour en hâter l'exécution. La Société, pénétrée de l'importance de la prompte récolte de ce sel qui doit écraser les tyrans, applaudit à la lettre du citoyen commissaire et délibéré unanimement de le seconder de tous ses moyens.

Le président donne lecture d'une lettre adressée à la Société montagnarde par celle des sans culottes du Puy ; elle contient l'expression de leurs sentiments fraternels pour leurs frères de la Lozère et l'invitation d'une vigilance constante et active pour découvrir, s'il est possible, quelque fil de la grande conspiration. Il y est encore question d'une lutte qui, à ce qui leur paraît, semble s'élever entre le représentant du peuple Châteauneuf Randon et Solon-Reynaud. Dans son arrêté du 28 ventôse, disent ils, Châteauneuf Randon parle de violation de territoire, mais nous ne savons pas trop sur quels motifs il se fonde, attendu que Solon-Raynaud avait reçu les mêmes pouvoirs que lui sur le département de la Lozère, et qu'il ne s'est déterminé à y envoyer un détachement que d'après des renseignements positifs. Ils terminent par inviter la Société à comparer les deux arrêtés du représentant du peuple et à porter son jugement. Par un post-scriptum, ils apprennent que le quartier général de Châteauneuf-Randon est déjà établi sur les confins de la Lozère et de la Haute-Loire. A quoi bon, disent-ils, la force armée ? Les Lozériens se plai-

gnent d'un manque subsistances ; la consommation que vont faire quatre mille hommes rassemblés, sans aucun motif d'utilité, pour la chose publique, sera bien peu propre à mettre le peuple à son aise.

Un autre membre obtient la parole, et il dit que la Société du Puy a été trompée, attestant qu'il est faux qu'il y ait 4,000 hommes sur les confins de la Haute-Loire et de la Lozère.

La Société, sensible aux marques d'attachement et de fraternité qui lui sont données par ses frères du Puy, arrête qu'il leur sera écrit une lettre pour leur témoigner que sa plus douce satisfaction sera toujours de fraterniser avec eux et de resserrer de plus en plus l'union étroite qui les unit par tous les moyens qui dépendront d'elle. Arrête encore qu'elle l'éclairera de la pureté des intentions du montagnard Châteauneuf Randon, qui n'a cessé dans toutes les circonstances d'inviter les sans-culottes de la Société montagnarde à l'union, à l'amour et à la paix avec tous nos frères des départements qui avoisinent celui de la Lozère, qui bien loin d'avoir montré de la passion contre Solon-Raynaud, il a dit publiquement que ce digne montagnard jouissait de son amitié et de toute son estime ; que la mésintelligence qu'on disait régner entr'eux n'existait que dans la bouche des ennemis de la République, dont le but était toujours de diviser la Représentation nationale, afin d'empêcher le bien qu'elle fait avec une si grande rapidité ; que Solon-Raynaud n'avait envoyé le détachement que dans de très bonnes vues, ajoutant seulement que les rapports qu'on lui avait faits étaient exagérés et peu véridiques. La séance a été levée.

D., président ; G., secrétaire.

Séance du 19 germinal.

8 avril 1794.

Après l'ouverture de la séance, le président communique une lettre adressée à la Société par nos députés à la Convention ; elle annonce l'envoi de 3,000 quintaux de grains qui doit nous être incessamment fait par l'administration du département du Tarn. — Applaudi.

Le citoyen Lelong, préposé aux fourrages, adresse à la Société une lettre, par laquelle il demande un certificat de civisme et de conduite, depuis le temps qu'il a habité parmi nous. Il va se rendre à l'armée des Pyrénées, pour être plus à portée de rendre des plus grands services à la patrie, et il serait bien aise d'avoir une attestation de ses frères de la Lozère, comme quoi il n'a pas démerité leur estime et qu'il s'est toujours conduit en vrai montagnard. La Société a unanimement accueilli sa demande, et elle a arrêté qu'il lui serait délivré un diplôme, en observant qu'il n'avait pas besoin d'autre titre, pour être bien venu tant auprès de ses supérieurs que de tous les autres citoyens de la République.

Un membre obtient la parole ; il dit que l'instruction doit être le principal but des sociétés populaires ; il en démontre la nécessité pour l'affermissement et la prospérité de la République, et il termine par demander que deux jours, de chaque décade, y soient particulièrement consacrés. Cette motion est unanimement accueillie.

On donne lecture du rapport fait à la Convention nationale au nom de ses Comités de sûreté générale et de Salut public, sur la conjuration ourdie par les factions

criminelles, pour absorber la Révolution française dans un changement de dynastie, et contre Fabre d'Eglantine, Danton, Phelippeaux, Lacroix et Camille Desmoulins.

Les applaudissements réitérés de l'assemblée ont témoigné la satisfaction que ce rapport lui a prouvé.

Après la lecture du procès-verbal, un membre obtient la parole. Il demande que copie de la lettre de la Société populaire du Puy, à celle de Mende, soit envoyée au citoyen Châteauneuf-Randon, afin qu'il puisse répondre aux inculpations qui lui sont faites dans cette lettre.

Un autre observe que cette démarche lui paraît impolitique ; rien n'empêche, a-t-il dit, qu'un particulier lui transmette cette copie ; mais si la Société lui en faisait elle-même l'envoi, elle dénoncera par là même la Société populaire du Puy à ce Représentant du peuple et cette dénonce entraînera nécessairement une scission entre les deux Sociétés populaires ; il fait en conséquence la motion que celle du préopinant soit écartée.

Le président a mis de suite l'une et l'autre motion aux voix et la dernière a été adoptée.

Les administrateurs du district de cette commune ont fait passer un arrêté pris en faveur de A., agent national du District, dans la persuasion où ils sont, que la responsabilité des arrêtés du 10 et 17 frimaire ne peuvent peser sur sa tête. Cet arrêté porte : 1° Quo les Représentant du peuple Millaud et Soubrani seront invités par une lettre à ordonner l'élargissement provisoire du citoyen A., agent national.

Art. 2. — Que le citoyen B., agent national rendrait compte de sa gestion et que ses registres et sa correspondance seraient vérifiés pour savoir s'il est coupable, de négligence ou d'inertie.

5° Qu'extract du présent, avec une lettre invitative, serait de même envoyé au tribunal révolutionnaire établi à Narbonne.

La Société a été satisfaite des mesures prises par le District.

L'agent national écrit aussi à la Société populaire ; il conjure tous les membres qui la composent de lui conserver leurs sentiments et de suspendre leur jugement jusqu'à ce que le temps lui permette d'éclaircir les faits et le motif de son arrestation. L'assemblée, considérant que le citoyen A., ne peut être atteint par un mandat d'arrêt, qui a été lancé antérieurement à son installation à la place d'agent national, et qu'il est victime d'une faute qu'il n'a point commise, arrête qu'il lui sera écrit une lettre pour lui témoigner combien une pareille méprise l'afflige, tant par rapport à lui que pour la chose publique, et qu'elle a toujours pour lui la même affection et la même estime ; arrête encore qu'elle écrira au Représentants du peuple Millaud et Soubrani et à Châteauneuf-Randon, qui l'a jugé digne de sa confiance et de celle du peuple, pour que la liberté lui soit promptement rendue.

On demande qu'il soit procédé, séance tenante, à la formation d'un Comité de correspondance, et que le Président soit invité à en proposer à la Société les membres. Cette motion est unanimement adoptée, et les citoyens D. V. G. L. désignés, ont réuni tous les suffrages.

Le citoyen Alexandre A., lieutenant de gendarmerie nationale, de résidence à Meyrueis, instruit qu'il avait été soupçonné de n'avoir pas fait son possible, pour l'arrestation de Jean-François S. fait parvenir à la Société le procès-verbal de toutes les démarches qu'il fit

pour y parvenir ; ses certificats de patriotisme et une attestation de la Société des sans culottes de la commune de Florac, par laquelle il est constant qu'il jouit toujours de leur estime et de leur confiance ; ce qui est une preuve évidente de son innocence. L'assemblée est satisfaite et déclare, par l'organe de son président, que la défaveur jetée sur sa conduite, n'existe plus dans son opinion.

La commission des subsistances et approvisionnement de la République convaincue que l'agriculture est la première richesse des peuples, a formé près d'elle un conseil composé d'hommes qui, joignant un étude approfondie de l'art aux leçons de l'expérience, s'occupent sans relâche de lui présenter les moyens d'améliorer l'agriculture. C'est dans ces vues qu'elle a obtenu du Comité de Salut public, l'autorisation de répandre, dans différents points de la République, la feuille du cultivateur. Elle invite les administrateurs et les Sociétés populaires à répandre cette feuille et à publier tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de l'agriculture.

La Société populaire de Valence a fait l'envoi d'un extrait du procès-verbal dans lequel il est dit qu'elle se constitue dès à présent en permanence pour le salut du peuple et qu'elle va s'occuper sans relâche à la découverte de tous les ennemis de la République.

D., président ; G., secrétaire.

Séance du 22 germinal.

11 avril 1794.

Présidence de D.

Le Président, après avoir annoncé l'ouverture de la séance, fait part à la Société d'un décret qui permet aux Génois, amis de la liberté, de prendre du vin en échange des grains qu'ils transporteront dans la République.

On lit une lettre du citoyen B., qui annonce les meilleures dispositions dans l'armée française, combattant contre le despote espagnol et ses satellites. Du côté du nord, des troupes ont déjà signalé leurs valeur par plusieurs redoutes qu'ils ont emportées à la baïonnette. Vifs applaudissements.

Le Président communique la réponse qu'il a fait à la lettre de la Société populaire du Puy, et dans laquelle il repousse les calomnies inventées contre le peuple de la Lozère et le représentant du peuple Châteauneuf-Randon. Elle a été adoptée à l'unanimité. Un membre demande par amendement qu'on y ajoute qu'on doit aujourd'hui mépriser l'ineptie fabuleuse, portant que Châteauneuf avait formé un camp de 4,000 hommes dans le département de la Lozère.

Un membre propose pour candidats les citoyens R., M., D., aîné ; L. B., aîné ; G., C. Un autre membre demande qu'on y ajoute le citoyen B. — Adopté.

Enfin on fait lecture des nouvelles et d'une adresse de la Société populaire de Digne, à nos frères d'armes,

pleine d'énergie et de sentiments civiques fortement énoncé.

Séance levée à 9 heures trois quarts.

D., président ; G., secrétaire ; M., secrétaire.

Séance du 24 germinal.

13 avril 1794.

Présidence de D.

L'ouverture de la séance étant annoncée, une jeune citoyenne célèbre l'énergie de la Nation par un couplet patriotique. On annonce l'arrivée du citoyen Borie, Représentant du peuple. Cette nouvelle excite les plus grands mouvements de joie dans l'assemblée. Le Président nomme douze députés pour lui manifester le désir qu'elle aurait de le posséder dans son sein, si les fatigues du voyage ne s'y opposent. Dans cet intervalle, on annonce l'arrivée de plusieurs charretées de blé qui doivent bientôt être suivies d'autres envois considérables. Peu de temps après, les députés envoyés auprès du Représentant du peuple arrivent, un d'eux rend compte de leur mission, et dit qu'ils ont reçu l'accueil le plus gracieux ; que le Représentant du peuple s'était informé, en arrivant, si la Société était assemblée pour s'y rendre ; qu'on avait eu de la peine à l'engager à prendre quelque repos et un peu de nourriture avant toutes choses, que bientôt on aurait la satisfaction de le voir, et que le plus beau physique annonçait en lui la plus belle âme.

Le Président, après avoir lu une lettre du citoyen Randon, qui annonce 560 quintaux d'orge, apprend à la Société qu'il a reçu du même citoyen, de la graine de la luzerne, et en offre à ceux qui en souhaiteront. Le même commissaire fait sentir les obligations que nous avons à la commune et à la Société populaire de Massilargues, qui se sont prêtées de la meilleure grâce à nous procurer des charrettes pour le transport des grains. On propose et on leur vote des remerciements. Le président lit les deux lettres qui les expriment. — Adopté. Un membre demande qu'on fasse part de ce trait de civisme à la Convention nationale. — Délibéré.

Le Représentant du peuple, Borie, arrive; les plus vifs transports se manifestent à l'instant dans toutes les parties de la salle et lui prouvent avec quel empressement il était attendu et avec quel plaisir on jouit de sa présence. Le Président lui fait connaître plus amplement le sentiments de la Société à son égard.

Le Représentant lui répond en lui témoignant le vif désir qui lui presse de se rendre à l'assemblée, et assure que s'il a eu du succès dans ses diverses opérations, c'est que dans toutes les occasions, il s'est concerté avec les Sociétés populaires. Enfin, tout ce qu'il dit est marqué au sceau du véritable républicanisme. Ses paroles étaient dignes d'un Représentant du peuple français. Il fait observer très judicieusement que lorsque les greniers des égoïstes seront ouverts, les subsistance ne manqueront pas.

L'assemblée qui l'avait écouté avec la plus grande attention montre sa satisfaction par les plus vifs applaudissements.

Le Représentant Servières annonce les bustes de Marat,

Chalier, Le Pelletier et Brutus ; il en fait don à la Société. Mention civique. Un membre qui avait donné 25 livres pour ces objets, l'offre pour les pauvres. Un autre veut qu'on se procure les bustes de Voltaire, de Rousseau et Franklin. — Adopté.

On dénonce un abus dans la distribution de grains. On demande qu'il soit fait une liste de ceux qui demandent du blé, afin de ne pas en donner à ceux qui n'en ont pas besoin.

Le Représentant du peuple promet de prendre des mesures rigoureuses à cet égard.

L'agent national du District remercie l'assemblée du vif intérêt qu'elle a pris à sa situation, lors de la méprise qui donna lieu à son arrestation.

Lecture des nouvelles. Vifs applaudissements, lorsqu'on est à l'article où un membre des Jacobins de Paris relate ce qui s'est passé au tribunal révolutionnaire, au sujet de la condamnation de Danton et consorts. Mêmes mouvements sur le décret qui porte que chaque membre de la Convention nationale rendra compte de sa fortune et de sa vie morale avant et après la Révolution.

Le Président rappelle à la Société la délibération prise de faire partir les chemises et souliers destinés à nos braves frères d'armes. On observe que tout n'est pas encore fait. On délibère qu'on fera partir ce qui sera fait.

Un membre fait entendre une chanson patriotique dont le dernier couplet exprime le plaisir que la Société éprouve par la présence du Représentant du peuple, Borie.

D., président ; G., secrétaire. — M.

Séance du 25 germinal.

14 avril 1794.

On fait lecture de plusieurs papiers parmi lesquels un arrêté de la Société populaire de Cahors, qui exprime en termes énergiques son indignation sur l'assassinat atroce du Représentant Le Beau, qui a échappé néanmoins à la fureur des ennemis de la République. On a entendu avec le plus grand plaisir la lecture d'une lettre du Représentant Monestier de la Lozère. La Société l'a manifesté par des vifs applaudissements.

Un membre fait la motion d'écrire audit Représentant pour la lui témoigner et le remercier de son attention à nous donner de ses nouvelles et à nous envoyer ses arrêtés. — Adopté.

On demande que les sentinelles de la salle ôtent leurs baïonnettes. — Exécuté.

• A Compris, en Hollande, selon que le rapporte une feuille publique, on a chanté l'hymne des Marseillais, la carmagnole et celle *Ça ira*.

Le trésorier rappelle à la Société que l'on doit 100 écus au citoyen maire ; il ajoute qu'il a en main de quoi le satisfaire, et demande s'il doit le faire — Adopté.

On demande qu'on réponde à la Société Montagnarde de Cahors, qu'elle partage son indignation, et est charmée que le projet de ces perfides scélérats assassins ait manqué. Le Président lit la minute de la réponse qu'il a faite au représentant Servières, pour le remercier des bustes dont il a fait présent à la Société ; elle est adoptée et applaudie. Un membre observe qu'on n'a pas fait

mention au procès-verbal de la chanson qui termina la séance d'hier. Un autre dit qu'il fallait ajouter à l'endroit où il est dit qu'on applaudit, lorsqu'on parle du compte que chaque membre du comité devait rendre de sa fortune avant et après la Révolution, qu'il fallait ajouter : et de sa vie morale. L'un et l'autre endroit ont été réparés. Un troisième veut qu'on retranche le mot assemblée ; on lui répond que société et assemblée sont synonymes.

On demande ce que sont devenues les [offrandes ?] destinées à nos braves frères d'armes. Plusieurs membres parlent sur ce sujet. Un d'eux observe que ceux à qui l'on envoie ces dons sont souvent des fournisseurs qui les font passer sur leur compte. Un autre observe que c'est injustice de faire ce refus par ce que ce refus pèse sur celui qui est chargé de l'envoi.

Après plusieurs remarques, on délibère d'écrire au citoyen B. et au Représentant du peuple. On lit une adresse de la Société populaire de Nîmes, tendant à n'admettre que deux tribunaux dans le département du Gard et de la Lozère et à en faire la demande au citoyen Borie, représentant du peuple. La Société, prenant en considération les motifs puissants qui ont dicté cette adresse, a délibéré d'y adhérer et d'inviter le Représentant du peuple Borie à ne conserver dans le département de la Lozère et du Gard que deux tribunaux civils, qui seront ambulants et qui se porteront partout où l'exigera le bien des administrés. Le président en a fait la demande, au nom de la Société, au représentant du peuple Borie, qui se trouvait présent à la séance. Celui-ci parle sur cet objet et dit que, quoiqu'il puisse statuer là-dessus, il ne veut point le faire sans avoir auparavant pris l'avis des

Districts. Un membre assure que c'est le sentiment de celui de Meyrueis, et appelle en témoignage le Représentant qui le confirme.

On reprend la discussion sur les dons que nous avons fait à nos frères d'armes et dont nous n'avons aucune nouvelle. Le Représentant du peuple promet d'écrire à cet égard et de se procurer tous les renseignements que la Société désire. Il remet ensuite plusieurs arrêtés qu'il a pris dans le département du Gard. Un membre en fait la lecture. Le premier comprend des mesures sages pour l'assurance des subsistances ; le second est relatif aux personnes recluses et suspectes ; le troisième défend de couper des blés encore verts.

Plusieurs membres parlent sur cet objet. Tous paraissent d'accord sur l'admission des deux qu'on a lus en premier lieu. Quelques difficultés s'élèvent sur le troisième.

Mais enfin on délibère de demander au représentant du peuple Borie, présent, de les rendre tous commun au département de la Lozère ; c'est ce que la Société fait par l'organe de son président. Celui-ci fait lecture d'une lettre de d'O, prisonnier, qui sollicite son élargissement. Un membre instruit la Société de ce qui s'est passé à cet égard, et, après plusieurs observations, on conclut que d'O, ne peut être élargi que par la voie du tribunal de cassation. Un membre se plaint de ce qu'il existe encore des monuments de fanatisme, et demande qu'on abatte un ermitage qui existe dans la commune de Balsièges. Un administrateur du district affirme qu'on a donné une somme pour qu'il soit démoli.

Le Représentant du peuple fait lire à ce sujet un arrêté qui ordonne la saisie d'une maison d'un particulier du département du Gard.

D., président ; M., secrétaire ; G., secrétaire.

Séance du 26 germinal.

15 avril 1794.

Présidence de D.

La séance étant ouverte, un membre a demandé que la jeune citoyenne qui avait complimenté le Représentant répétat ce qu'elle avait dit ; ce qu'elle a fait à l'instant. Elle a été applaudie. Un couplet patriotique est chanté et applaudi. Le président affirme que l'ermitage de Balsièges est entièrement démoli ; que c'est du moins ce que lui a assuré un paysan, qui est venu chez lui pour prendre des grains de luzerne. On observe à ce sujet qu'il peut bien se faire qu'il y eût encore quelque muraille qu'on a laissé et que c'est ce qui a donné lieu à la méprise. On fait lecture des nouvelles. Le représentant du peuple arrive ; vifs applaudissements.

On lit un arrêté de Borie, représentant du peuple, relatif aux déserteurs et aux jeunes gens de la Réquisition depuis 18 jusqu'à 25 ans. Le Représentant du peuple parle sur cet objet, et explique très clairement ledit arrêté. Il parle ensuite de la nécessité d'envoyer des bas à nos frères d'armes. Admission de L. A. à notre société, ayant présenté un diplôme de la société de St-Flour.

Le Représentant du peuple fait sentir l'importance de la fabrication du salpêtre ; il invite tous les bons citoyens à concourir, de tous leurs moyens, à cette opération salutaire. Il montre le désir qu'il aurait que l'on pût extraire une quantité suffisante de ce sel précieux. Il invite le secrétaire, qui est agent du District dans cette

partie à parler. Celui ci manifeste les mêmes sentiments. Il fait apercevoir que la petitesse de la ville ne pourra donner lieu à en fabriquer autant qu'il souhaiterait, que les obstacles qui s'opposent à la célérité de cette opération sont le défaut d'usine et la pénurie du bois ; il invite les autorités constituées à parer à ces inconvénients, et ajoute que le citoyen B., commissaire, croit qu'on pourra fabriquer trois quintaux environ de salpêtre par décade, et fait l'éloge de sa méthode.

Le préposé de la commission révolutionnaire des poudres et salpêtres de la République, dans le département de la Lozère, appelle aussi l'attention de l'assemblée sur l'importance de l'extraction du salpêtre. Il a invité la Société à nommer, toutes les décades, deux de ses membres chargés de surveiller, de presser un travail qui doit fournir à la patrie les moyens d'ancantir les ennemis de la liberté du peuple français.

Un membre du département lit une lettre du représentant Le Beau, qui annonce du blé destiné pour le département de la Lozère. La discussion s'ouvre sur les moyens à prendre pour le faire transporter. On fait observer que les sacs manquent. Le fournisseur de pain pour les troupes demande la permission de prêter ceux qu'il a au Représentant du peuple, qui répond fort joliment : tu ne demandes que des sacs ? comment ne pourrais je t'autoriser à les livrer, puisque je voudrais donner du blé si j'en avais !

Il prend occasion de renouveler l'assurance qu'il avait donnée, qu'il ne manquait pas de blé caché ; qu'on ferait un nouveau recensement, et dit qu'on confisquera le froment trouvé et qu'on fera siffler la linote à ceux qui le récelaient. Plusieurs membres demandent de nou-

veau la parole sur les moyens de transporter les blés promis dans le département. Enfin la Société nomme les citoyens G. et P. pour cette importante importation.

On lit une adresse analogue à celle de la Société populaire de Nîmes, pour demander la suppression des tribunaux civils à l'exception de deux par chaque département, qui alterneraient dans les districts.

D., président ; M., secrétaire ; G., secrétaire.

Séance du 28 germinal.

17 avril 1794.

Présidence de D...

Le Président lit une lettre de Châteauneuf Randon, qui annonce des grands succès du côté des Pyrénées, suivie d'une autre, du général Borrel, qui donne quelques détails sur l'attaque qu'ont fait nos fiers guerriers commandés pour marcher contre l'ennemi ; pas un soldat de pâle, tous brûlent d'ardeur pour combattre ; ils attaquent avec courage, chassent les ennemis, prennent leur canon et font des progrès étonnants.

On fait encore part d'une victoire qui a suivi la première ; elle est consignée dans une lettre qu'a reçue un officier municipal qui la communiquera.

Lettre de la Société populaire de Meyrueis, qui tend à justifier le citoyen H. des inculpations dirigées contre lui. Un membre demande à parler sur cet objet et appuie ce qui est dit dans ladite lettre. Il fait la motion d'écrire à la Société populaire de Meyrueis, que la So-

ciété populaire de Mende est pleinement convaincue de l'innocence du citoyen H. Un autre, fait connaître que, dans ce qu'il a dit, il n'a pas prétendu dénoncer ledit citoyen. La motion proposée est adoptée.

Sur la lecture d'une prière insérée dans les nouvelles, un membre demande que le citoyen L. en fasse une rédaction et qu'elle soit faite dans la Société. D'autres demandent qu'on la luisse en entier et qu'on la fasse ainsi apprendre aux jeunes citoyennes. Il a été délibéré qu'elle resterait telle qu'elle est ; qu'elle soit remise aux instituteurs et institutrices pour les faire apprendre et lire à leurs élèves les jours de décadi. Des jeunes citoyennes et des jeunes citoyens demandent la prière et promettent de l'apprendre pour le prochain décadi.

Un membre demande à lire deux diplômes : l'un de la Société populaire de Florac, l'autre de la Société populaire de Meyrueis, qui attestent que le citoyen N. est membre de ces deux sociétés ; en conséquence, la nôtre l'admet dans son sein ; il prête le serment et passe à la montagne.

Sur un article des nouvelles, où il est dit qu'il y a de nouveaux complôts et de nouveaux rassemblements dans le département de la Lozère, un membre demande qu'on écrive, à ce sujet, à la Convention nationale, afin qu'on punisse les calomniateurs. On ajoute de faire passer l'adresse que nous avons faite à ce sujet. On veut encore qu'on en envoie à la Société populaire des Jacobins et on en prie le citoyen L. On fait observer que les mouvements dont on parle ne sont pas absolument dénués de fondement, mais que s'il y a quelques rassemblements, ce n'est que dans les départements voisins. L'accusateur public dit à la Société qu'un criminel l'ayant fait appe-

ler, lui déclara qu'il se forme de nouveaux complôts, mais qu'on ne pouvait pas beaucoup compter sur ce rapport.

D. cadet, président ; G., secrétaire.

Séance du 29 germinal.

18 avril 1794.

Présidences de D. et G.

Le Président demande que le bureau soit renouvelé. Adopté. En conséquence, on procède à l'élection par appel nominal, mode demandé par la Société. Il en résulte que le citoyen G. obtient la pluralité absolue des voix ; il est proclamé président et prend place au fauteuil. Un membre se plaint de ce qu'aucun des récipiendaires n'a payé la taxe fixée pour la réception. Plusieurs membres parlent sur ce sujet. Un d'eux fait la motion de laisser à chacun la liberté de donner ce qu'il pourra. Délibéré. On fait encore apercevoir que l'on n'est pas exact à payer la côte et que la Société n'étant pas riche il est nécessaire que chacun soit exact à ce sujet. Un membre fait observer que cela vient des fréquentes impressions que l'on ordonne et que ceux qui sont les premiers à les demander sont souvent ceux qui payent le moins. On demande l'ordre du jour. On y passe. Le président propose de nommer un vice-président, soit celui qui réunira le plus de voix après le président. En conséquence, le citoyen B., maire, est proclamé vice-président. On en vient ensuite à l'élection des secrétaires ; on

demande qu'il y en ait toujours quatre en activité et qu'il en reste toujours deux des anciens ; adopté. On délibère que les citoyens G. et M. resteront en place et on passe à l'élection de deux nouveaux secrétaires ; elle se fait à haute voix et par appel nominal. Les citoyens L. et M. réunissent la pluralité de voix, sont proclamés secrétaires et prennent place au bureau. Par délibération de l'assemblée les membres du Comité de correspondance sont conservés.

Un membre parle sur le rapport de Châteauneuf, et veut que la Société prenne part à cet événement et s'occupe des moyens pour le disculper. Un autre prétend qu'on ne doit nullement s'immiscer dans cette affaire par la raison que Châteauneuf, étant innocent, il saura bien trouver les moyens de prouver son innocence. Un troisième s'élève avec force contre cette motion ; il rappelle les services multipliés et importants que ce représentant a rendus à tout le département. Dans l'énergique tableau qu'il en trace il fait apercevoir qu'il a sauvé plusieurs fois le département. Il demande que la Société fasse une adresse dans laquelle on récapitule toutes les actions glorieuses, civiques, utiles, dont la Lozère a été le témoin et qui ont préservé de tant de malheurs. Il propose de nommer des commissaires qui soient chargés de la porter et de la faire valoir à la Convention nationale. Il cite, à l'appui de sa motion, la Société populaire du Puy, qui en a nommé pour le même objet en faveur du représentant du peuple Reynaud. On appuie la motion d'envoyer des commissaires à la Convention nationale. Un membre propose d'y aller à ses dépens. On fait remarquer qu'un fonctionnaire public doit rester à son poste. Le président met aux voix

si l'on doit faire l'adresse proposée. — Adopté.

Il demande successivement : 1° Si l'on doit y faire mention de Maille ; 2° Si l'on doit l'envoyer aux Districts et aux Sociétés populaires ? Sera-t-il nommé un commissaire pour la porter au Comité de Salut public ? Sera-t-il nommé de suite ? Ouvrira-t-on une souscription pour ce commissariat ? La Société, prenant en considération ces propositions mises aux voix par son président, se décide pour l'affirmative. La souscription ouverte, le citoyen B., maire, souscrit pour cent francs et les met sur le bureau ; les citoyens R., premier et second né, déposent dix livres chacun ; le citoyen T. a offert cent livres ; le citoyen D., dix livres ; le citoyen M. dix livres. On demande que l'adresse projetée soit signée par toutes les autorités constituées. — Adopté.

Le Président ne veut pas prendre sur lui la nomination du commissaire proposé et consulte l'assemblée à ce sujet. On nomme plusieurs membres qui refusent et exposent les raisons de leur refus. L'assemblée les adopte et nomme le citoyen B. qui accepte. La commission remercie l'assemblée de son choix et assure qu'il fera de son mieux pour justifier sa confiance. Un membre, commissaire des subsistances, fait un détail intéressant de la manière dont il a été reçu au Puy, à Brioude et à Pradelles. Dans tous ces différents endroits, les autorités constituées lui ont fait l'accueil le plus gracieux et ont favorisé sa commission avec le plus grand zèle : toutes lui ont témoigné le plus grand désir de fraterniser avec les citoyens de Mende. La Société, pénétrée et satisfaite de toutes les marques d'amitié que ces différentes communes ont manifesté dans cette occasion, a arrêté de leur écrire et a chargé son comité de correspondance, de

leur faire connaître combien elle en est reconnaissante et combien elle désire de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qu'elle a conçu pour elles. Le même membre ayant appris à l'assemblée que la Société populaire de Brioude désirait de s'affilier à la notre, de vifs applaudissements ont montré avec qu'elle satisfaction cette nouvelle était accueillie, et tout de suite il a été délibéré de hâter cette affiliation.

Un membre faisant observer les inconvénients multipliés qui résultent de la fréquentation des cabarets, la Société arrête qu'aucun de ses membres ne hantera ces lieux. Le citoyen maire assure qu'il prendra les mesures les plus efficaces pour que les citoyens quittent cette pernicieuse habitude.

La séance est levée à huit heures.

G., président ; M. ; G., secrétaire.

Séance du décadi, 30 germinal.

19 avril 1794.

Présidence de G.

Un brave militaire, 1^{er} grenadier dans le bataillon du Lot, exprime de la manière la plus énergique ses sentiments républicains et ceux de ses collègues. Il témoigne le plus grand désir de vivre, lui et son bataillon, dans la plus grande intimité avec les citoyens de cette commune. L'assemblée l'écoute avec la vive satisfaction. Le président lui répond qu'on n'a jamais douté de la bravoure des sans-culottes du bataillon du Lot, et que

nous trouverons le plus grand plaisir à nous unir à eux pour terrasser les tyrans. On demande la mention honorable du discours du citoyen grenadier. — Adopté à l'unanimité.

Les citoyens François R. F. B. ; les citoyennes Magdelon F. Margoton R. M. R. et R. prononcent des discours patriotiques et applaudis. Un officier municipal fait part à la Société des décrets reçus pendant la dernière décade. Un citoyen rappelle la loi qui accorde aux indigents une portion de terrain de la valeur de 500 francs. On en demande l'exécution. Après plusieurs observations, l'agent national de la commune promet de la faire publier de nouveau. Les administrateurs du district assurent qu'ils donneront des bons à ceux qui se présenteront et qui auront les qualités requises.

Un membre du District rend compte des mesures que cette administration a prises depuis le dernier décadi. L'agent national en fait de même relativement au poste qu'il occupe.

Cantique patriotique et joyeux, chanté à l'occasion de nos derniers succès aux Pyrénées Orientales.

Un membre demande la *farandoule* pour cimenter notre union avec nos braves frères d'armes du bataillon du Lot. — Adopté, exécuté.

Séance du 1^{er} floréal.

20 avril 1794.

Présidence de G.

Le secrétaire a fait lecture du procès verbal de la séance de la veille. Un membre a lu un projet d'adresse

d'après lequel on expose la conduite qu'a tenu le citoyen Châteauneuf dans le département depuis l'année 1789, soit comme administrateur de ce département, soit comme Représentant du peuple. Cette adresse a été généralement applaudie, et, sur ce, la Société a délibéré de nommer pour ses commissaires les citoyens D. et P. à l'effet de présenter à la Convention nationale et au Comité de Salut public ce fidèle tableau de la conduite morale et politique du citoyen Châteauneuf dans ce département, soit comme administrateur, soit comme Représentant du peuple, et de se concerter avec les députés de ce département à la Convention, si besoin est, pour appuyer leurs démarches à cet égard, et enfin d'exprimer le vœu de la Société auprès de la Convention nationale et du Salut public, qui est de rendre le témoignage le plus éclatant au patriotisme, non moins ardent qu'éclairé, qui a constamment animé Châteauneuf dans toutes ses opérations dans le département.

Séance du 5 floréal.

5 avril 1794.

Un membre a fait la motion que les lois et arrêtés, dont la publication se fait dans la ville, devait également être faite au dehors, dans les faubourgs, pour que ceux qui les habitent puissent être instruits à temps des lois et arrêtés, pour s'y conformer. Sur cette motion, il a été délibéré que la municipalité serait invitée à donner les ordres nécessaires pour que la publication eut lieu dans tous les faubourgs.

Lecture a été faite d'une lettre du citoyen S., commissaire de la Lozère, à Pradelles, dans laquelle ledit S. fait part à la Société que la Société de Pradelles députera trois commissaires auprès du Représentant du peuple le citoyen Borie, pour se plaindre et demander la punition des rédacteurs de l'adresse qui, à ses yeux, contient des inculpations contre elle. Cette lettre contient encore qu'une troupe assez considérable d'habitants de la Haute Loire se transporta, il y a quelque temps, sur le territoire de la Lozère, dans la commune de St Symphorien, district de Langogne et en emporta les cloches et plusieurs autres effets de l'église, et de là se transporta chez le citoyen P. de la Vilatte, dans la même commune, où elle détruisa sa maison, et d'où elle emporta beaucoup d'effets. Sur quoi il a été délibéré que cette lettre et le procès-verbal y contenus seraient déposés entre les mains du Président pour être communiqués au représentant le citoyen Borie.

2° Que le Comité de correspondance demeure chargé de tirer une copie des dites lettres et procès-verbal, et de l'envoyer à la société populaire du Puy et l'inviter de les communiquer au Comité de surveillance, et demande la punition des coupables.

Un membre a proposé qu'en exécution de l'arrêté du Représentant le citoyen Borie, relatif au recensement des grains, par lui ordonné, il fut nommé six commissaires, pris dans le sein de la Société, pour faire les visites domiciliaires et vérification des déclarations. Sur quoi il a été observé que le département ayant déjà, en exécution du même arrêté, pris les mesures auxquelles le Directoire est invité, il fallait attendre l'arrivée du citoyen Représentant ; que ces mesures lui seraient com-

muniquées pour les approuver et autoriser, s'il y avait lieu, et qu'ensuite on procéderait aux mesures ultérieures à prendre pour la pleine et entière exécution de cet arrêté.

Il a été fait lecture du rapport de St-Just, relatif aux mesures de police et de sûreté générale.

La séance fut levée.

Du 6 floréal.

25 avril 1794.

G., président.

Il a été fait lecture du procès-verbal de la séance du 5 floréal.

Les citoyens T. et P. ont fait lire les certificats honorables qu'ils ont obtenus des chefs des ateliers de salpêtre. Un membre a fait la motion qu'ils fussent employés sur le champ ; en conséquence on a nommé les citoyens P. et R., commissaires pour en faire la demande à qui de droit.

Un membre a fait la motion de fixer le commencement des séances à 8 heures du soir. — Ajourné.

La séance a été levée.

Séance du 7 floréal.

26 avril 1794.

Présidence de G.

Il a été fait lecture du procès-verbal de la séance de la veille. Le citoyen R. a rendu compte de la commission dont il avait été chargé à la séance du 6.

Un membre a fait lecture d'une lettre du citoyen L., capitaine au second bataillon de la montagne, employé dans l'armée commandée par Dagobert, à Puicerda, dans laquelle il se plaint amèrement des calomnies que le citoyen F. a répandues contre lui dans cette commune. A la suite de cette lettre, on a lu celle du citoyen B. qui, au nom de sa compagnie, commandée par L. justifie cet officier et lui rend toute la justice que mérite son courage et ses vertus militaires. B. dans cette lettre rend compte de nos succès contre les Espagnols à Puicerda. Un membre fait la motion d'appeler F. dans le sein de la Société et de l'entendre sur les calomnies dont L. se plaignait de sa part. Surquoi, L. appelé, a nié tous les faits dont il était inculpé dans la lettre de L. Il a seulement avoué qu'il s'était plaint, à son retour de l'armée, dans cette commune, de ce que L. l'avait depouillé de son habit. Surquoi, il a été délibéré que copie du procès-verbal contenant le désaveu des faits imputés à F. serait adressé à l'administration du second bataillon de la Montagne, ainsi qu'à L. pour sa justification, par le Comité de correspondance.

Un membre a fait la motion de faire une dénonciation civique contre les officiers publics chargés, d'après la loi du 20 septembre 1792, de recevoir les déclarations des naissances, mariages, décès, qui leur sont déléguées par la loi. Cette motion a été accueillie, et l'assemblée a invité tous les citoyens à surveiller, d'une manière particulière, l'exécution de cette loi si essentielle pour constater l'état civil des citoyens et non moins intéressante pour favoriser la rentrée des deniers publics.

Le citoyen Borie, Représentant du peuple, qui a assisté à la séance, a demandé la parole et a entretenu la

Société des différents abus-qu'il avait eu lieu de remarquer dans l'administration générale et particulière du département et des Districts. Dans le développement qu'il en fait, ce digne Représentant a excité le plus vif intérêt, soit lorsqu'il nous a fait envisager le préjudice notable que causait à tous les habitants de ce pays montagneux l'extrême dégradation des chemins, soit celui que portait au trésor national l'inexécution des décrets concernant la confiscation des biens des émigrés, des prêtres reclus, des individus déportés ou condamnés à mort, ainsi que celle des décrets relatifs aux rôles des contributions foncières et mobilières. Il nous a tous élevés à la hauteur des principes révolutionnaires lorsqu'il nous a peint avec autant de vérité que d'énergie le danger que couraient les fonctionnaires publics et les administrés : les premiers par la sévère responsabilité qui planait sur leurs têtes, et les administrés, par la suite des malheurs que pourraient occasionner les mouvements contre-révolutionnaires des aristocrates, des malveillants, si on usait à leur égard de la moindre complaisance.

La séance fut levée.

Séance du 8 floréal.

27 avril 1794.

G., président.

Il a été fait lecture d'une lettre du Directoire du District par laquelle le Directoire donne connaissance de l'arrêté du représentant Borie, en date du 25 germinal.

Un membre a fait la motion pour, qu'en exécution de l'article 15 dudit arrêté du représentant du peuple Borie et de l'arrêté de l'administration du département en date du que les six commissaires que la Société populaire était autorisée à nommer, d'après ledit arrêté, pour se transporter dans les communes du District de Villefort, pour vérifier la vérité des déclarations qui ont dû être faites par les particuliers devant leurs municipalités, relativement aux comestibles de toute espèce, qui pourraient se trouver chez eux ; la motion a été applaudie, et en conséquence le président a nommé les six commissaires qui sont les citoyens P. D. C. V. R. B. Ces commissaires ont été invités à s'acquitter de leur commission, avec tout le zèle dont des vrais républicains sont capables.

Sur la motion d'un membre de la Société, les membres du Comité de correspondance ont été chargés de demander aux Sociétés de Florac et de Marvejols le diplôme d'affiliation, par duplicata, avec elles pour pouvoir obtenir notre affiliation avec celle des Jacobins de Paris.

Le citoyen Borie, représentant du peuple, a commencé la lecture de la liste des noms de tous les fonctionnaires publics du département, en invitant tous les membres de la Société à manifester leur opinion sur le patriotisme, sur les talents et la conduite civile de ces fonctionnaires.

Le nom du citoyen B. fut le premier appelé. Ce fonctionnaire public est un administrateur du district de St-Chély, qui se trouve présent à l'assemblée. Interpellé de répondre sur les inculpations qu'on lui fit d'avoir été un patriote froid avant 1792, il se justifie pleinement,

appuyé par les témoignages de la très grande partie des membres de la Société.

J. a été reconnu pour patriote et s'être bien montré lors de l'insurrection de l'infâme Charrier. Cependant un membre a dit avoir observé à J., lors de la détention d'Allier, dans la prison de cette commune, que c'était mal à propos qu'il avait si souvent des conférences avec ce conspirateur, puisqu'il n'en présentait aucun résultat.

Il fut observé au sujet de A. qu'il avait un fils qui avait émigré dans le temps, mais qui entra de suite.

La Société a attesté le patriotisme de B. C. d'Aumont, de C. tous employés dans l'administration du district de St-Chély.

Le Représentant du peuple ayant demandé à la Société de manifester son opinion à l'égard du civisme des officiers municipaux de cette commune, il a déclaré les reconnaître tous pour patriotes, et les a investis de toute sa confiance.

Un membre a inculpé B., maire, de n'avoir pas voulu faire exécuter la loi du *maximum*, mais il s'agissait de faire taxer une volaille, et on a observé que la volaille n'avait pas été encore comprise dans la loi du *maximum*.

De la municipalité de Mende on a passé au district de Meyrueis. Le citoyen B., administrateur, a été inculpé d'avoir, au mépris des décrets, cumulé sur sa tête plusieurs emplois.

P. a été inculpé d'avoir été un des chefs fédéralistes à Meyrueis.

F. ci-devant curé et noble, a été blâmé d'avoir tardé à rendre compte du blé du grenier national. On a observé qu'il avait trois neveux émigrés, mais que depuis le commencement de la Révolution il s'était brouillé

avec tous ses parents, à raison de son patriotisme ; que son attachement constant pour la Révolution lui avait attiré des persécutions.

La Société a rendu justice au patriotisme de S., ex-prêtre ; de celui de M. ex-ministre. V. a été inculpé d'avoir favorisé un chef des fédéralistes de Nîmes, nommé C. qu'il présenta à la Société populaire de Meyrueis.

Après qu'on eût discuté le patriotisme des administrateurs du district de Meyrueis, on soumit au creuset celui des administrateurs du district de Marvejols. La Société se réunit pour attester le patriotisme de tous les membres A. O. G. Q. M.

Ceux du District de Villefort : C. B. T. furent présentés par un membre de la Société, en état, à raison de ses relations, de les apprécier, comme des patriotes très froids : A. fut reconnu pour un bon patriote, ainsi que G. ; B. pour un homme à circonstances. Cependant, un membre observa qu'il avait donné asile dans sa maison aux patriotes des Vans, dans un temps où cet acte de civisme pouvait lui être funeste. L. fut reconnu pour un bon patriote.

La Société attesta universellement le patriotisme ardent et soutenu de tous les membres du District de Florac F. P. B. C.

La Société ne fut pas moins juste à l'égard des membres du Directoire du district de Mende, appuyèrent leur opinion par des faits marquants de la part de ces administrateurs. V. montagnard zélé dont les jours furent exposés lorsque les cavaliers voulaient introduire le fédéralisme dans Mende.

Après l'examen des administrations du District on s'occupa de la discussion du civisme des membres des

tribunaux des districts. Quant aux juges de Villefort, E. fut réputé pour un homme éclairé et bon patriote ; M. pour une girouette ; B. pour un patriote froid ; T. pour un bon patriote. La Société manifesta l'opinion la plus avantageuse en faveur du patriotisme des juges du district de Florac, de ceux du tribunal de Saint Chély. Quant à ceux de Meyrueis, R. fut inculpé d'avoir écrit quelques lettres suspectes au citoyen B., mais on convint que ce fait était à vérifier. C. fut réputé pour être sans lumière pour sa place ; il fut inculpé d'être un désorganisateur et un perturbateur du repos public. M. fut accusé d'avoir vendu son suffrage à un particulier qui sollicitait une mission pour Paris. Les juges du district de Marvejols furent réputés pour bons patriotes. Le patriotisme de ceux de Mende fut au-dessus de toute atteinte.

NOTA. — Le Secrétaire, lors de la lecture des notes relatives au civisme des fonctionnaires publics, se borna dans la rédaction du procès-verbal de n'annoncer que l'opinion civique de la Société sur les fonctionnaires en particulier ou en corps de District sans mentionner les notes lues par le représentant du peuple Borie. Cette manière de rédiger ne parut pas exacte, d'après l'observation du Représentant du peuple qui désira que les notes fussent insérées dans le procès-verbal ainsi que la discussion qui en fut faite. En conséquence il adressa au secrétaire, le 13 au soir, les notes concernant les fonctionnaires publics du District de Mende, du tribunal du District du département, du tribunal criminel. Ces notes ont été lues le 16 floréal à la séance de la Société.

Séance du 9 floréal.

28 mai 1794.

Présidence de G.

Il fut fait lecture d'une lettre du citoyen B. datée d'Albi, par laquelle il annonce que le représentant Beau a procuré au département 12,000 quintaux de grains; que ce représentant touché de notre triste situation, en promet une plus grande quantité.

Il avait été fait lecture d'un arrêté du représentant Jean Borie, en date du 17 floréal, concernant la réduction des tribunaux des districts de ce département qui, d'après cet arrêté demeurent fixés à deux, qui seront ambulants. Cette lecture fut suivie des plus vifs applaudissements.

On continua l'opération de la veille, à l'arrivée du Représentant du peuple et on continua l'examen du civisme des administrateurs du département.

Le citoyen G. noté de fédéraliste fut reconnu pour un excellent patriote et fort éclairé, ayant toujours manifesté des principes d'un patriotisme très soutenu. M. patriote zélé dans tous les temps et travailleur. B. pour un patriote ardent. S. ferme dans ses principes et son attachement à la Révolution. B. bon patriote et appliqué à ses fonctions. D. patriote dans tous les temps et toutes les circonstances. H. bon patriote.

Après la discussion du civisme des membres du Directoire du département, on s'occupa de celui des juges du tribunal criminel. V. fut réputé d'un patriotisme le

plus constant et éclairé, ainsi que D. accusateur public, et l'un et l'autre furent jugés très dignes à remplir leurs places.

La séance fut levée.

Séance du 10 floréal.

29 avril 1794.

Présidence de G.

Un membre a fait la motion d'établir un Comité pour surveiller l'instruction des écoles publiques ainsi que les livres qu'on met entre les mains de la jeunesse. Sur ce, la Société a délibéré d'établir un comité pour surveiller l'instruction des écoles publiques, et on a nommé pour membre de ce comité les citoyens H.. T., B. premier né et D., cadet.

Le citoyen B., jeune, a prononcé un discours relatif aux avantages de la Révolution, qui a été généralement applaudi. Le représentant du peuple Borie a dit qu'il avait jugé que la salle des assemblées n'était pas suffisante, à moins pour les jours de décadi, et qu'il demandait que les magistrats de la commune fussent décorés, à cette assemblée, des marques distinctives que le peuple leur avait donné. Surquoi, il a été unanimement délibéré que le lieu qui avait été assigné pour tenir les séances du décadi serait incontinent déblayé et que dorénavant les séances du décadi seraient tenues au lieu qui avait été désigné par le Représentant du peuple, et

que les magistrats y assisteraient avec les marques distinctives de leur place.

Le citoyen T. a demandé de chanter une hymne dédiée aux vertus ; il l'a chanté et a été universellement applaudi. Un membre a fait la motion que cette hymne fut consignée tout au long dans le procès-verbal et qu'elle fut imprimée. — Adopté.

L'agent national du District a dit : J'ai reçu un recueil d'hymnes patriotiques notées en musique. Je demande que tous les amateurs soient invités à en prendre connaissance, pour qu'au prochain décadi plusieurs de ces hymnes puissent être exécutées. Surquoi, il a été délibéré que ce recueil serait remis au citoyen T. et que tous les amateurs se rendraient chez lui, pour en prendre connaissance et pour remplir, au premier décadi, les vues de la Société.

Un citoyen a demandé de faire lecture d'une instruction sur l'agriculture ; elle a été lue et applaudie.

Un membre a dit : Cette instruction est certainement digne d'éloges et est une preuve du zèle de celui qui l'a faite pour le bien de la République ; mais comme les cultivateurs sont encore astreints à leurs préjugées dans cette partie, je demande qu'il soit nommé des commissaires pour se transporter dans les campagnes et y prendre les moyens d'augmenter nos récoltes par les expériences qu'ils feront faire devant eux, seul moyen de détruire le prestige qui, jusqu'ici, a dirigé nos cultivateurs. Surquoi, l'assemblée ayant déjà nommé trois commissaires pour cette partie, les a invités à s'en charger eux-mêmes ; ce qu'ils ont accepté avec satisfaction.

Lecture a été faite des nouvelles. Ensuite il a été fait lecture du rapport de Billaud-Varennes sur la théorie

du gouvernement démocratique adressée à la Société par le représentant du peuple Servièrès. Ce rapport, vrai miroir de l'âme de celui qui l'a fait, a été applaudi avec transport ; et sur le vœu universel de la Société, le représentant du peuple Borie, a annoncé qu'il le ferait imprimer, pour qu'il fut distribué avec profusion dans le département, afin que chacun y puise les moyens d'instruction nécessaire.

Un citoyen de Calvisson, a fait lecture d'une lettre, sur laquelle la Société a délibéré que les livres, tendant à propager le fanatisme, seraient brûlés, et en conséquence la municipalité a été invitée à faire proclamer incessamment que tous ceux qui auraient de cette espèce de livres et autres instruments servant à entretenir le fanatisme, les porteraient au bureau de la Société ou à la municipalité, et que l'un et l'autre tiendraient registre du nom de ceux qui les auraient apportés.

Une jeune citoyenne a été invitée à chanter une hymne patriotique ; elle l'a chanté. On a vivement applaudi.

La séance a été levée.

Séance du 11 floréal.

30 avril 1794.

Présidence de G.

Un membre a fait la motion d'inviter les instituteurs des jeunes gens à ne plus se servir, dans leurs instructions, de livres qui tendent à renouveler le fanatisme et

la superstition. Cette motion a été adoptée et il a été arrêté, sur la motion d'un autre membre, de brûler les livres au pied de l'arbre de la liberté, le 12 floréal à 4 heures.

Un autre membre a fait la motion d'exclure de la Société les membres qui chômeront le ci devant dimanche et qui n'empêcheraient pas leurs domestiques de la chômer.

On a continué la discussion des notes présentées par le représentant du peuple Borie, relatives au Comité de surveillance de Mende, en même temps qu'il a été délibéré à l'égard des membres qui devaient être renouvelés dans ce Comité et de ceux qui devaient y être continués.

Il a été délibéré que le citoyen C. serait remplacé, parce qu'on croit qu'il suit trop aisément l'opinion d'autrui. T. a de l'énergie et doit être conservé ; ses notes étaient qu'il avait singé le patriotisme, qu'il avait beaucoup gagné dans son emploi et qu'il était fédéraliste et avait présidé la Société à l'époque de l'adresse qui y fut votée aux journées des 51 mai 1^{er} et 2 juin. Sur la première, l'indignation de toute la Société s'est manifestée à une imputation aussi calomnieuse, et elle a applaudi à la justification de T. qui en a appelé à tous les instant de sa vie révolutionnaire. Quand à la seconde, d'avoir beaucoup gagné dans son emploi, T. a répondu qu'il a exercé pendant vingt-deux ans l'emploi de contrôleur ambulant, qui lui rendait, année commune, de 3 à 4,000 livres ; qu'il a consacré le produit de ses épargnes à acquitter les dettes de son père dont il a abandonné la succession à sa sœur ; qu'il tient si peu à l'intérêt qu'après avoir été nommé à la direction

de Dijon, à cause de son civisme, par le citoyen Destournelles, ministre des contributions publiques, et son successeur à celle de Mende, étant même déjà arrivé, il y renonça quoiqu'elle fut de la première classe, celle de Mende de la troisième, sur l'invitation que lui fit le représentant du peuple Servières, dans le sein de la Société populaire de Mende, de rester à son poste pour continuer à propager dans le département les vrais principes de la Révolution, à laquelle il déféra, n'ayant jamais calculé lorsqu'il s'est agi de l'intérêt de la patrie. Un membre a ajouté que la Société populaire, le Corps municipal, et le Comité de surveillance de Mende émi-
rent leur vœu particulier auprès du Ministre des contributions publiques, pour que T. restât à Mende, d'après les mêmes motifs qui avaient engagé Servières à l'inviter d'y rester. Quant au troisième chef, d'être fédéraliste et d'avoir présidé la Société à l'époque de l'adresse qui y fut votée le 31 mai, il a répondu qu'en effet il avait présidé la Société à cette époque, parce qu'il avait été élu président longtemps auparavant ; il a donné l'historique de cette séance. Il en est résulté que Samuel F. rédacteur de l'adresse et les cavaliers de Montpellier avaient singulièrement influencé l'opinion publique, en observant qu'il ne s'agissait dans cette adresse que d'adhérer à celle des quatre sections de Cahors, insérée avec mention honorable dans le bulletin de la Convention nationale, le 19 ou 20 juin, qui ne contenait aucune mesure fédéraliste et qui n'aurait pas été insérée dans le bulletin de la Convention, si elle eût contenu des principes répréhensibles. L'adhésion fut votée, et Samuel F. chargé par acclamation de la rédiger ; elle fut lue et discutée dans une séance sui-

vante. Ceux qui défendaient l'adresse étaient le rédacteur et les cavaliers de Montpellier. Nul membre de la Société ne parla et moins encore T. qui était président. Ceux qui la combattirent furent Châteauneuf-Randon et Mailhe, leur secrétaire et E. commissaire de guerre. La discussion fut longue et très orageuse et l'adresse passa dans le tumulte ; elle fut signée par les membres égarés ou intimidés et livrée à l'impression dans la séance du 28 juin.

Le 29 du même mois, les cavaliers de Montpellier quittèrent Mende, et le 1^{er} ou le 2^e de juillet, T. voyant que l'inconfiance qu'ils avaient inspirée était un peu abattue, prit sur lui de retirer l'original de l'adresse, où étaient apposées les signatures, de chez l'imprimeur, et après avoir conféré avec quelques membres patriotes sur l'adresse et le danger qui pouvait résulter de son envoi, attendu qu'on était déjà mieux instruits de la vérité des faits, que des journaux perfides avaient déguisé ou dénaturé, il la brûla en présence de ces membres, en sorte qu'on ne peut la regarder que comme un projet d'adresse, qui n'a jamais eu son effet.

T. observe enfin que Châteauneuf-Randon et Mailhe étaient convaincus si fort de la pureté de ses principes, qu'ils le nommèrent membre du Comité de Salut public, qu'ils établirent pour suppléer les membres du Directoire du département qu'ils avaient suspendus.

Toute la Société a attesté la vérité des faits énoncés par T. et témoigne de la manière la plus vive et l'intérêt que son innocence lui inspire et la juste indignation dont elle est pénétrée contre les dénonciateurs.

La Société manifesta son vœu pour que le citoyen D. membre du Comité de surveillance en sortit à cause

de son grand âge, pour que S., patriote énergique, ainsi que P. C. R. V. y fussent conservés, pour que B. ci-devant prêtre, ainsi que M., aussi ex-prêtre, en sortissent l'un et l'autre ; cependant reconnus pour de bons patriotes, pour que P., excellent patriote, y fut conservé.

Les notes relatives au citoyen D. étaient qu'il avait été pendant sa députation à l'assemblée législative, du côté droit ; dans les différents appels nominaux de s'être opposé à la destruction des droits féodaux ; d'avoir, lorsqu'il commandait une colonne contre Charrier, crié : Sauve qui peut.

L'assemblée ne pouvant manifester son opinion sur les inculpations concernant sa députation au Corps législatif, se réunit, de la manière la plus prononcée, pour attester son civisme aussi constant qu'énergique, depuis le commencement de la Révolution, civisme dont il avait donné des preuves marquées dans les fonctions des différentes places auxquelles le vœu général l'avait appelé, telles que celle de maire, de commandant de la garde nationale de cette commune, d'administrateur du département, de président du comité de surveillance, d'agent de la commune ; que quant à sa conduite, lorsqu'il commandait une troupe contre l'infâme Charrier, plusieurs membres attestèrent qu'il n'avait jamais quitté sa troupe ; qu'il fut toujours à sa tête pour l'exciter, lui donner l'exemple du courage d'un vrai républicain ; que lorsqu'elle se débanda il fit tous ses efforts pour la retenir et qu'il fut le dernier à suivre le chemin de Florac. Ces faits furent attestés par tous ceux qu'il avait commandé et qui étaient dans la Société.

Le citoyen D. ajouta que si tout autre que le Représen-

sentant du peuple lui avait part de cette inculpation, il ne lui aurait pas fait l'honneur de lui répondre. Quant aux inculpations pendant qu'il était au Corps législatif, le citoyen D. a pris la parole et a discuté successivement les motifs de ses opinions dans les affaires majeures qui furent traitées au Corps législatif. La Société l'entendit avec beaucoup d'intérêt et parut très satisfaite de sa justification.

Plusieurs membres remirent sur le bureau des livres à brûler au pied de l'arbre de la liberté, qui n'étaient bons qu'à entretenir le fanatisme.

Le Représentant du peuple invita la Société à manifester son opinion sur le civisme du citoyen L., reclus dans la maison commune. Les faits qui furent avancés par plusieurs membres en faveur de ce L. furent regardés comme fort équivoques par le plus grand nombre.

Les commissaires de la Société populaire de Pradelles ont été introduits dans le sein de la Société : on les a reçus comme de vrais amis, et l'accolade fraternelle leur a été donnée par le Président. Ayant demandé à s'expliquer sur les griefs respectifs qui semblaient avoir altéré la bonne harmonie entre la Société de Mende et celle de Pradelles, ils ont été entendus avec beaucoup d'intérêt, et le Président leur a répondu que les assurances qu'ils nous donnaient des sentiments de la parfaite fraternité, au nom de la Société de Pradelles, nous étaient extrêmement agréables ; que pénétrés des mêmes sentiments pour cette Société, l'union, l'intimité la plus parfaite serait toujours le plus cher de nos vœux.

Un membre a fait la motion de nommer trois commissaires pour aller fraterniser avec la Société de Pradelles et être l'organe de nos sentiments auprès d'elle ;

sur ce, la Société a nommé pour ses commissaires les citoyens S. B. et T.

Un membre a fait la motion d'inviter les commissaires de la Société de Pradelles à venir passer le lendemain, pour être témoin de l'autodafé, au pied de l'arbre de la liberté, des livres qui tendaient à renouveler la superstition, le fanatisme, ainsi que tous les titres féodaux. La motion a été applaudie et les commissaires furent invités à séjourner le lendemain dans notre commune et que les membres du bureau seraient chargés de passer la journée avec eux.

Un membre a fait la motion de savoir si l'adresse qui avait été envoyée à la Société de Pradelles et dont elle se plaint, avait été aussi rédigée par la Société. Plusieurs membres ont dit n'en avoir eu aucune connaissance, et la Société a arrêté qu'il serait fait des informations pour découvrir quels étaient les auteurs de cette adresse clandestine, et l'imprimeur qui l'avait imprimée.

Un membre du bureau a dit qu'on lui avait remis cent exemplaires de cette adresse pour la faire passer dans les départements méridionaux, qui étaient encore entre ses mains, qu'il n'avait jamais lu cette adresse ni signé l'original.

La Société a délibéré que copie de ce procès-verbal serait remis à nos commissaires pour la Société de Pradelles et que pareille copie serait envoyée à toutes les Sociétés populaires du département.

Le Représentant du peuple nous fit part d'une lettre, en date du 8 floréal, qui lui avait été adressée par un officier de l'armée des Pyrénées Orientales ; elle nous apprit les succès de nos armes contre le despote Sarde, qui nous en présagent de plus grands. La Société témoigna tout le plaisir qu'elle eût d'apprendre de si bonnes nouvelles.

Séance du 12 floréal.

1^{er} mai 1794.

T. occupant le fauteuil à la place du Président.

L'un des secrétaires fit lecture d'une partie du procès-verbal de la séance de la veille, n'ayant pas eu le temps de le rédiger en entier.

Un membre propose qu'il soit émis un vœu auprès du Représentant du peuple Borie, pour lui demander d'exclure des autorités constituées tous les ci-devant prêtres qui en pourraient être membres. La motion, mise aux voix, a été adoptée. Le Représentant du peuple présent.

Le Représentant du peuple ayant observé qu'il était contraire aux intérêts de la République que R., fils, fut étapier, tandis que son père est officier municipal, un membre dit que son terme allait finir ; mais le Représentant du peuple parla avec autant de force que de vérité sur les inconvénients qui pourraient résulter de ce que le fils fut étapier et le père officier municipal, et qu'il fallait désormais éviter, avec le plus grand soin, que des pareils emplois fussent régis par deux personnes d'une aussi grande affinité.

Il dit encore qu'il avait été instruit que R., père, avait une place de 1,500 livres à l'hôpital, et que, néanmoins, il était employé comme commissaire à la vente des meubles des émigrés, aux appointements de 10 livres par jour. Le Représentant a observé qu'il était juste que chaque sans-culotte profitât un peu des bonnes places,

qu'il ne fallait pas les cumuler sur la même tête.

Un membre s'est plaint et a rejeté ces abus sur le Directoire du district, qui nomme à ces places, et dont le choix tombe sur trois ou quatre individus.

L'agent national a pris la parole et a demandé s'il y avait des abus à cet égard, et invité la Société à les lui dénoncer, promettant d'y remédier sur le champ ; qu'il n'écouterait, ne suivra que la loi, et que s'il y a des préférences dans la distribution des emplois, elles seront toujours pour les vrais sans-culottes.

Le citoyen Borie a proposé qu'il fut nommé des commissaires pour constater la vérité des faits sur les registres de cette administration. Les citoyens C. M. et C. ont été nommés à cet effet.

Le Représentant du peuple s'est plaint qu'on n'exécutait pas le décret du 13 septembre dernier, qui accorde aux chefs de famille, non propriétaires, la faculté d'acheter le bien des émigrés jusqu'à concurrence de 500 livres chacun, payables en vingt années, en paiements égaux et sans intérêt, et qui accorde, aux défenseurs de la patrie, la même faculté d'acquérir jusqu'à concurrence du montant du brevet de récompense, qui leur sera accordé, d'après le nombre de leurs campagnes. Il a présenté, dans les termes les plus touchants, la triste situation de la classe du peuple non propriétaire. Il a parlé ensuite des jeunes gens de la réquisition et des secours que la loi accorde, aux parents de ceux qui sont sur la frontière ; il a recommandé à la municipalité, au district, de leur faire toucher ces secours, et la Société a été invitée d'émettre un vœu, à cet égard, auprès de la municipalité.

Plusieurs membres s'étant plaint des entraves que

L'administration du District apportait à l'exécution de ces lois bienfaisantes, on a passé à l'ordre du jour, sur la promesse du citoyen Représentant, de s'occuper dès demain de cet objet.

Une citoyenne, femme d'un gendarme, a excité un vif intérêt à la Société, lorsqu'elle a exposé à la Société toutes les causes, les démarches qu'elle a fait inutilement auprès des autorités constituées pour obtenir ce que la loi lui accorde pour son logement et a demandé au Représentant du peuple de lui faire rendre justice.

Un membre a fait la motion de nommer des commissaires pour faciliter aux réclamants, auprès des autorités constituées, l'obtention de leurs justes demandes. Cette motion a été adoptée, et les citoyens C. T. ont été nommés pour commissaires.

La séance a été levée.

Séance du 13 floréal.

2 mai 1794.

Présidence de G.

Il a été fait lecture du procès verbal des 11 et 12 Bréai.

Le citoyen R., officier municipal, a demandé la parole pour se justifier des inculpations qui lui avaient été faites la veille; il a fait pour cela une grande et longue énumération des charges qu'il avait occupé depuis la Révolution, et s'est fort élevé sur la fausseté de ces in-

culpations et a offert de prouver qu'elles étaient une pure calomnie.

Là-dessus, un membre a observé que le citoyen R. ayant une place à l'hôpital militaire, qui lui donnait 4,500 livres d'appointement, il la faisait occuper par un commis à qui il donnait un salaire quelconque, ainsi que B., il ne paraissait pas que leur conduite dût être approuvée, attendu que tout individu qui accepte une place doit la remplir par lui-même et non pas la faire exercer par d'autres ; et, sur cela le même membre a fait la motion que le citoyen R. fut tenu de faire son option, ainsi que la loi l'ordonne. — Adopté.

Sur la seconde question, si lesdits R. et B. pouvaient faire exercer leur place par des commis, il a été délibéré qu'ils ne le pouvaient pas, et qu'en conséquence il serait fait part aux administrations de cet abus.

Sur une autre motion que les ci-devant prêtres de la Société fussent tenus de justifier de leur abdication à tout culte public, il a été délibéré que chacun de ceux qui étaient membres de la Société, seraient tenus d'en justifier dans trois jours.

Les citoyens C. et M. commissaires nommés pour faire la vérification sur les registres du District, relativement à la motion faite hier, que le District nommait toujours les mêmes individus pour commissaires et pour experts, dans l'estimation des biens nationaux, ou autres différentes commissions qui avaient été données par le districts, soit aux experts soit aux commissaires avec le rapport de leur taxe individuelle. Après la lecture de ce rapport, la discussion s'est ouverte sur certains articles, et entr'autres la motion élevée, il y a quelques mois, sur le citoyen P. commissaire nommé,

accusé d'avoir vendu la ferrure d'une cloche à Lannuéjols.

Un autre membre a dit qu'il y avait des employés aux fourrages qui, outre leur salaire fixé, prenaient 40 sous par lieue de poste, en voyage, en sus de leur traitement.

On est revenu ensuite sur la discussion du rapport ci-dessus et sur la question qui regardait P. Et après qu'elle a été discutée, il a été délibéré que P. serait dénoncé aux autorités constituées.

La question des employés aux fourrages a été traitée, et le citoyen B. qui s'est cru inculpé s'est justifié, et la discussion a été fermée.

Sur l'observation qu'un des commissaires de Mende, nommés pour le recensement, ne pouvait pas remplir sa mission, il a été demandé que le Président nommât un autre membre; et, de suite, du consentement unanime, le citoyen V. a été nommé.

Un membre a rappelé que deux commissaires nommés, G. et R. s'étaient fait payer 18 livres par jour, dans une commission.

Il a été fait lecture d'une lettre du citoyen B., maire, contenant sa justification aux inculpations contenues dans les notes données par le représentant Borie.

Le Représentant a demandé que la Société écrivit à B. qu'il se rendit à son poste, vu qu'il y était absolument nécessaire. Surquoi, il a été délibéré qu'il lui serait écrit en conséquence.

Il a dit encore que les institutrices n'avaient pas voulu déférer à l'invitation qui leur avait été faite de brûler leurs livres, en disant que la Société n'avait pas ce droit, et que quand les enfants sont entrés à l'ordinaire, on leur a fait lire dans leurs anciens livres. Surquoi il a

été délibéré que la municipalité demeurerait invitée à les renvoyer, et qu'ensuite il serait émis un vœu auprès du Représentant du peuple pour qu'il prescrivit les mesures à prendre pour leur éducation.

Du 14 floréal.

3 mai 1794.

Présidence de G.

Il a été fait lecture du procès-verbal de la veille ; il a été fait lecture d'une lettre du citoyen Duranson, de la commune du Puy, en date du 5 floréal, adressée à la Société. On a renvoyé la lecture du mémoire qui y était joint, à une autre séance.

On a lu l'arrêté du Représentant du peuple Borie, en date du 6 floréal, relatif au maximum de la dépense des détenus comme suspects, à la conduite des officiers publics et membres des comités de surveillance.

Cette lecture fut suivie de celle des certificats de remise des actes d'abdication de prêtrise au Comité d'instruction publique de la Convention nationale, en date du 22 frimaire dernier, des citoyens D. et V., ci-devant vicaires épiscopaux. Ces certificats signés B. ; de celle des déclarations d'abdication des mêmes fonctions, devant le Directoire du département, des citoyens B. et P., ci-devant vicaires épiscopaux, en date du 10 frimaire.

De celle des déclarations d'abdication des mêmes fonctions, devant le Directoire du département, du citoyen A., ci devant vicaire épiscopal, en date du 13 fri-

maire, et du citoyen T., ci-devant directeur du séminaire, en date du 21 nivôse.

Le citoyen D. a rendu compte de sa mission chez les instituteurs. Un membre a fait la motion pour que les anciens instituteurs fussent remplacés dans leurs fonctions, à raison de leur incivisme et leur attachement à leurs anciens modes d'éducation, trop contraires aux vrais principes de la morale et de la philosophie, qui forment les véritables républicains, et d'émettre un vœu auprès de la municipalité pour que le remplacement eût lieu sans délai. La motion, mise aux voix a été adoptée et l'agent de la commune, présent à la séance, a été chargé de transmettre à la municipalité le vœu de la Société et de veiller à son exécution, s'il était accueilli, comme on avait lieu de l'attendre.

Les citoyens R. premier né, et le citoyen D., second né, se sont présentés, n'écoulant que leur amour pour le bien public, pour remplir les honorables fonctions d'instituteur, garantir la jeunesse du danger des idées superstitieuses, en attendant le remplacement des anciens instituteurs.

On a fait lecture d'une lettre, adressée au Représentant du peuple, venant de l'armée de Pyrénées-Orientales, qui nous annonce le succès de nos frères d'armes, la prise de Collioure, de 224 pièces de canon, de trois généraux espagnols, à la suite de leur défaite. Des couplets patriotiques furent aussitôt chantés.

Le citoyen P. a fait lecture d'un mémoire justificatif de l'inculpation qui lui fut faite d'avoir volé un battant de cloche à Lanuéjols ; cette discussion fut renvoyée à l'ordre du jour.

Le frère C. nommé commissaire pour savoir pourquoi

les femmes des volontaires sur les frontières ne recevaient pas les secours qui leur étaient accordés par la loi, a fait son rapport et a annoncé que faute, par les parents et femmes des volontaires sur les frontières, d'avoir rempli les formalités que la loi exige, le secours que le décret du 24 pluviôse leur accorde, ne leur avait pas été payé, mais qu'ils allaient le recevoir.

Le second objet de son rapport était relatif à l'indemnité réclamée par les femmes de gendarme à l'armée, pour leur logement ; il a parfaitement établi que cette réclamation était fondée sur la justice, puisqu'elles ne jouissaient pas du logement dans les casernes que la loi leur accorde ; il était de toute équité qu'elles reçussent l'indemnité accordée aux gendarmes surnuméraires qui occupaient leur logement. En conséquence, il a été émis un vœu auprès du Représentant du peuple, pour que ces citoyennes obtiennent l'objet de leur juste réclamation.

L'assemblée a présenté au Représentant du peuple Borie, neuf citoyens pour choisir dans ce nombre ceux qu'il jugera dignes d'occuper les places qui se trouveront vacantes dans le Comité de surveillance.

Il a été délibéré, sur la motion du Représentant du peuple, que le 15 floréal les séances de la Société se tiendraient à l'église des ci-devant Doctrinaires, cette salle étant trop petite pour contenir l'affluence des citoyens qui fréquentent notre Société.

La séance a été levée.

Séance du 15 floréal.

4 mai 1794.

Présidence de G.

On a commencé la séance par la lecture du procès-verbal de la séance de la veille.

Un secrétaire a commencé à lire les procès-verbaux des séances des 8 et 9 floréal, qu'on n'avait pas encore lu ; mais, sur l'observation d'un membre que la Société n'était pas assez nombreuse, la lecture en a été renvoyée à une autre séance.

On a lu une lettre du Comité des subsistances adressée au Directoire du département qui nous annonce qu'indépendamment des 30,000 quintaux de grains que nous avons à prendre dans le département du Lot, celui de la Haute-Loire nous en fournira 6,000 quintaux.

On a lu une lettre du Représentant du peuple Beau à son collègue, le citoyen Borie, relative aux subsistances.

Il a été fait lecture d'une lettre de notre commissaire P. par laquelle il nous accuse la réception de notre adresse et procès-verbal en date du 2 floréal.

Un membre ayant présenté le citoyen François Lemaistre, membre de la Société d'Héraclée, ci-devant St-Tropez (1) pour être reçu de la nôtre, sur l'exhibition de son diplôme de la Société d'Héraclée, François Lemaistre a été reconnu membre de la nôtre.

Le citoyen B. premier né, nommé commissaire, pour

(1) St-Tropez, département du Var.

aller fraterniser avec la Société de Pradelles, a rendu compte de sa mission, et a dit qu'il y avait été reçu et traité comme un vrai frère et ami ; que la Société de Pradelles nous avait voué tous les sentiments de la plus parfaite fraternité. De là, le citoyen B. se rendit au Puy et fit part de l'objet de sa mission et de son résultat auprès de la Société de Pradelles au représentant du peuple Guyardin, qui lui témoigna la plus grande satisfaction d'apprendre que l'union et la parfaite fraternité étaient établies entre les deux Sociétés.

On a fait lecture des papiers nouvelles.

Le Représentant du peuple a demandé la lecture du décret concernant la police générale de la République. A la suite de cette lecture, le Représentant du peuple a fait à la Société plusieurs réflexions qui exprimaient le plus pur patriotisme et qui nous ont convaincu de la nécessité de surveiller l'exécution de tous les articles de ce décret, si nous étions des vrais républicains.

Le Représentant du peuple a fait la motion d'exclure, en vertu de ce décret, tous les nobles qui pouvaient être de la Société et exclu du nombre de ses membres V. R. F. Châteanneuf-Rardon, qui ont été reconnus les seuls nobles, sur l'appel nominal de tous les membres.

Sur la motion d'un membre de la Société, on a délibéré de déclarer comme suspects tous ceux de ses membres qui l'auraient trompée sur leur état, si on venait à le découvrir.

Sur la motion d'un autre membre, il a été délibéré que les membres de la Société, qui ne sont pas du département, seront tenus de faire connaître le lieu de leur naissance, pour qu'on prenne des informations sur leur état et leur qualité.

Sur la motion d'un membre, le citoyen Borie a été reçu membre de la Société avec le plus grand applaudissement.

Un autre membre ayant observé que notre attachement aux règlements que la Société a adopté, nous obligeait de prier le citoyen Borie de nous indiquer le lieu de sa naissance, pour que la Société pût s'informer et connaître s'il n'était pas né dans la caste ci-devant privilégiée. Sur ce, le citoyen Représentant du peuple s'est levé et a fait connaître à la Société le lieu de sa naissance, de son canton, de son District, a déclaré qu'il n'était pas de la classe des ci-devant nobles et a en même temps présenté à la Société un diplôme de réception à la Société des Jacobins de Paris, depuis l'épuration, en date du 21 nivôse, qui depuis longtemps a rejeté de son sein tous les ex-nobles.

Sur la motion d'un membre, le citoyen M., de Calvisson, a été reçu membre de la Société avec applaudissement.

La jeune citoyenne R. a terminé la séance par le chant de quelques couplets patriotiques.

Séance du 16 floréal.

5 mai 1794.

Présidence de G.

Un membre a proposé à la Société d'engager le citoyen T. à se rendre à Chanac pour diriger les opérations de la fabrication du salpêtre et faire à l'atelier qui

se trouve déjà établi les changements qui lui paraîtront utiles pour le perfectionner.

Un autre membre a observé qu'il était à propos que le citoyen T. fit ses premiers essais à l'atelier de cette commune. Il a été arrêté sur cet amendement que la conduite des opérations de l'atelier de Mende serait confié au citoyen T. pour faire la preuve de ses talents de la fabrication du salpêtre, pendant la première décade.

Un autre membre a proposé d'établir un ordre dans la salle des séances, afin que tous les membres se trouvent réunis pour délibérer sur les différentes motions qui seront faites. Les citoyens A. et C. ont été nommés commissaires pour faire les dispositions nécessaires à cet égard.

Un membre a rappelé qu'il avait été question, dans la séance de la veille, de l'état du citoyen B. avant la Révolution, et a demandé que suivant son offre il établît par titres qu'il n'était pas noble. Ce dernier a de suite remis sur le bureau l'extrait de son contrat de mariage, dont il a été fait lecture et duquel il résulte qu'il n'en prenait pas la qualité.

Le citoyen B., de la commune de Meyrueis, chargé de faire la même preuve, a remis son extrait de baptême, qui établit également que ni lui ni ses auteurs ne prenaient pas la qualité de noble. La Société a paru satisfaite de ces preuves négatives de la noblesse des citoyens B. et B. et de l'assertion qu'ils ont donné.

Un membre a proposé le citoyen B., membre de la Société populaire épurée de la commune de Marvejols, pour être reçu membre de cette Société. Il a été fait lecture de son diplôme, et de suite, conformément à nos

Statuts, il a été proclamé membre de la Société montagnarde de Mende par le président.

Il a été fait lecture d'une lettre de Nice écrite par le citoyen B. capitaine de charrois militaires, à l'un de nos membres, qui annonce des avantages considérables remportés par nos armées sur les Piémontais, la prise de plusieurs postes, d'une artillerie nombreuse et autres nouvelles intéressantes. Cette lecture a été interrompue à plusieurs reprises par des vifs applaudissements sur le succès des armes républicaines.

Il a été ensuite fait lecture d'une lettre du 4 floréal, écrite à la Société par Châteauneuf-Randon, représentant du peuple, contenant l'envoi d'un imprimé, qui marque être une réponse aux inculpations qui ont été faites au département de la I. zère et aux calomnies qu'on a cherché à répandre contre lui. Cette lecture a excité la joie la plus vive et la sensibilité de tous les assistants, qui s'est manifestée par des applaudissements soutenus pendant un long intervalle. La lecture de l'imprimé a été ajournée à demain, attendu qu'elle remplira un temps considérable et que la séance a été prolongée.

Il a été fait lecture d'une lettre du citoyen B., maréchal des logis de la gendarmerie, qui, de la maison d'arrêt où il est détenu par ordre de son capitaine, sollicite la Société de prendre intérêt à son sort relativement à l'inculpation qu'il prétend lui avoir été faite de n'avoir pas exécuté les ordres de ses supérieurs, pour faire passer une dépêche du Comité de Salut public, adressée au citoyen Châteauneuf Randon, représentant du peuple. Comme la lettre du citoyen B. était accompagnée de plusieurs pièces justificatives qui peuvent exiger une

longue discussion, la Société a nommé les citoyens A. et B. pour les vérifier et en faire le rapport à la séance de demain.

Le citoyen M. a remis sur le bureau son abdication à l'état de prêtre, faite ce jourd'hui devant l'administration du département.

Il a été ensuite fait lecture d'un arrêté du représentant du peuple Borie, qui suspend provisoirement le citoyen P. de ses fonctions de juge, sur le fondement d'une inculpation, faite à ce dernier, d'avoir outre passé son mandat dans l'exercice d'une mission qui lui avait été confiée et d'avoir trop consulté son intérêt dans cette circonstance, et qu'il charge en outre ledit citoyen P. de le certifier dans le plus bref délai, comme quoi il s'était justifié devant le représentant du peuple Châteauneuf-Randon, à l'égard de cette inculpation.

Ensuite il a été fait lecture, conformément au désir du représentant du peuple Borie, des procès verbaux des séances des 7 et 8 floréal.

Ce même représentant du peuple charge le citoyen B., cadet, de répondre sur l'inculpation à lui faite d'avoir fait tourner à son profit l'entreprise de la démolition de l'ermitage ci-devant appelé de St Privat, et d'avoir exigé une somme de 600 livres, tandis que les seuls matériaux lui procuraient un bénéfice assez considérable. Le citoyen B., cadet, s'est pleinement justifié à cet égard, en observant que lorsqu'il prit l'entreprise de cette démolition, il ne pouvait en apprécier les frais, mais que ses inculpateurs ont mal lu dans son intention ; s'ils ont cru sincèrement qu'il avait voulu faire sur cette démolition une spéculation d'intérêt ; que pour leur prouver le contraire, aujourd'hui qu'il avance les frais

de démolition et qu'il a fait estimer les matériaux qu'il en retire, il déclare que sur les 600 livres d'indemnité qui lui ont été accordées il pourrait profiter et avoir de quitte celle de 500 livres mais qu'il fait remise à la Nation.

La Société a applaudi à cette offrande, et la séance a été levée.

Séance du 17 floréal.

6 mai 1794.

Présidence de B., cadet.

Après la lecture des nouvelles, pendant laquelle la manifestation de la joie la plus vive a souvent éclatée au récit des victoires remportées par nos armées, un membre a fait la motion qu'au prochain décadi il fut fait un narré des faits glorieux qui ont illustré nos braves défenseurs et des avantages remportés par nos armées pendant cette decade ; qu'en même temps on pronençât un discours sur la vie politique et militaire du brave Dagobert. La proposition a été adoptée et le citoyen L. a été chargé de remplir ce double objet.

L'ordre du jour amenant le rapport que les citoyens A. et B. étaient chargés de faire sur l'inculpation faite au citoyen B. d'avoir négligé de faire parvenir une dépêche adressée par le Comité de Salut public au citoyen Châteauneuf-Randon, les deux commissaires ont rendu compte des renseignements qu'ils avaient pris à ce sujet, conformément au vœu de la Société. Après

une discussion propre à éclairer la Société sur cet objet, elle a arrêté qu'il serait écrit une lettre à la Société populaire de Narbonne pour l'engager, au nom de la Société, à s'intéresser en faveur du citoyen B. et à l'appuyer de tous les moyens qui peuvent servir à faire ressortir son innocence dont notre Société est parfaitement convaincue.

Le citoyen L., fils, a été chargé de présenter, à la première séance, le projet de la rédaction de cette lettre.

Le citoyen J. C., ex-capucin, ci-devant vicaire épiscopal, a remis sur le bureau la déclaration par lui faite devant l'administration du département le 23 nivôse, comme il renonce à toutes les fonctions ecclésiastiques.

Le citoyen Q. membre de la Société populaire épurée du Malzieu, présenté pour être reçu membre de la nôtre, a été proclamé en cette qualité après la lecture de son diplôme, conformément à nos statuts.

La séance est levée.

Séance du 19 floréal.

8 mai 1794.

Présidence de B., cadet.

La séance a été ouverte par la lecture des nouvelles, qui ont été le narré d'une foule d'avantages remportés par les soldats de la Liberté sur les satellites coalisés. Elles ont excité la plus vive joie dans l'assemblée. Mais cette joie s'est manifestée avec tout l'enthousiasme que

peut inspirer le véritable amour de la patrie, au récit de la victoire complète remportée par notre armée du nord sur les esclaves Autrichiens.

Il a été ensuite fait lecture d'une lettre du citoyen G. envoyé pour l'achat des grains dans le département du Tarn, dans laquelle il marque que le citoyen Beau, représentant du peuple, écrit aux commissaires de ce département pour leur offrir une plus grande abondance de subsistances que celle qui leur avait été promise.

Il a été aussi fait lecture d'un arrêté du Directoire du District du Puy, approuvée par le représentant du peuple Guiardin, duquel il résulte qu'on met la plus grande activité et qu'on prend les mesures les plus coercitives et les plus efficaces pour nous faire jouir du bienfait de la Convention nationale et nous faire parvenir promptement les subsistances que le département de la Haute-Loire doit nous fournir.

Sur la proposition d'un membre, il a été arrêté que le Comité de correspondance demeure chargé d'écrire tant au représentant du peuple Beau, qu'au représentant du peuple Guiardin, pour les remercier du zèle avec lequel ils s'emploient pour soulager notre malheureux département.

Il a été aussi arrêté que le Comité de correspondance serait invité par le Président, à mettre un peu plus d'exactitude dans ses fonctions et à répondre, sans retard, aux différentes lettres qui ont été écrites à la Société, notamment à celle du citoyen Monestier, représentant du peuple dans les départements de Lot-et-Garonne et des Landes, en date du ... et à celle du citoyen Châteauneuf-Randon, représentant du peuple, en date du 4 floréal.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, le citoyen L., fils, a lu un projet de lettre, pour recommander le citoyen B. à nos frères de Narbonne. La rédaction en a été approuvée et l'envoi par le premier courrier.

La Société a aussi arrêté que son Comité de correspondance écrirait une lettre au représentant du peuple Châteauneuf Randon, pour l'inviter à rapporter son arrêté du 7 floréal, par lequel les citoyens B., maréchal des logis de la gendarmerie, et le citoyen H. gendarme, ont été mis en état d'arrestation et doivent être traduits à Narbonne pour y être jugés par le tribunal militaire révolutionnaire de cette commune.

Un membre a proposé qu'en exécution de l'article 2 de l'arrêté du représentant du peuple Borie, en date du 7 floréal, relatif à la réduction des tribunaux civils, la Société désignât les quatre membres qu'elle doit lui proposer pour lui faciliter le moyen de composer les deux tribunaux qu'il laisse subsister dans chacun des départements du Gard et de la Lozère, et de compléter les Corps administratifs dans les mêmes départements.

Sur cette proposition, la Société ayant procédé, par appel nominal, au choix de ces quatre sujets, la presque unanimité des suffrages s'est réunie en faveur des citoyens T. juge, président du tribunal du District de Mende ; G. membre du Directoire de ce département ; L. fils, commissaire national près le tribunal du District et O. secrétaire greffier dudit tribunal. Les secrétaires ont été chargés de faire parvenir la liste de ces quatre citoyens désignés au représentant peuple Borie, dans le plus court délai (1).

(1) Adressée le 30 floréal à Nîmes.

Il a été fait lecture d'une lettre du citoyen B. commissaire des potasses et salpêtres, dans ce département, dans laquelle il rend compte à la Société des opérations relatives à sa mission et de la situation de l'atelier de salpêtre établi dans cette commune.

Les commissaires nommés par la Société, pour en surveiller les travaux, ont obtenu la parole pour rendre un témoignage avantageux de la conduite de ce citoyen, au zèle vraiment civique avec lequel il s'est prêté à instruire les citoyens préposés à la fabrication du salpêtre et des soins utiles qu'il a employés au perfectionnement de notre atelier. D'après ce rapport, et sur la proposition d'un membre, la Société a arrêté que l'attestation de ses commissaires serait consignée dans ses registres, avec mention honorable de la conduite du citoyen B. comme une récompense due à ses services, digne d'un vrai républicain, et qu'extrait de la présente délibération lui serait adressé par ses secrétaires.

La séance est levée.

Séance du 20 floréal.

9 mai 1794.

Présidence de G.

L'assemblée du peuple a été ouverte par des chants patriotiques.

Plusieurs jeunes citoyens et citoyennes ont ensuite récité des discours patriotiques que leurs instituteurs ou institutrice leur avaient fait apprendre pendant la dé-

cade. L'assemblée en a entendu le récit avec intérêt et a souvent applaudi à l'émulation qu'ont manifesté ces jeunes élèves.

Un grenadier du bataillon du Lot est monté à la tribune et a débité un discours plein de cette énergie qui caractérise le soldat républicain. L'assemblée a arrêté la mention honorable et l'a invité, par l'organe de son président, à le déposer sur le bureau, pour être transcrit dans ses registres.

L'agent national de la commune a rendu compte des opérations de la municipalité pendant cette décade. L'assemblée a applaudi à ses travaux.

Cette journée étant destinée aux réjouissances publiques qui avaient été arrêtées par la municipalité sur le vœu de la Société, pour célébrer les victoires remportées par nos armées, pendant cette décade, l'assemblée s'est rendue sur la place d'Angiran pour faire la farandolle autour du feu de joie qui y était préparé à cet effet.

La séance est levée.

Séance du 21 floréal.

10 mai 1794.

Présidence de G.

Le Président a annoncé deux commissaires de la Société populaire de Marvejols, porteurs d'une délibération de sa part, du jour d'hier. La séance a été ouverte par la lecture de cette même délibération, faite par le citoyen B., premier né, l'un des deux commissaires.

Un membre a demandé la parole et a prié les commissaires de conclure sur les demandes insérées dans ladite délibération, d'instruire la Société des motifs qui faisaient agir nos frères de Marvejols sur le but qu'ils se proposent, et a conclu par demander que le président fut invité à nommer quatre commissaires pour rédiger le procès verbal, manifester à nos frères le vœu de la Société, et répondre aux divers objets contenus dans la dite délibération.

Un autre membre, étant monté à la tribune, a parlé avec énergie et a remontré qu'il n'était que trop vrai que ce malheureux département, trop longtemps en proie à l'ambition et à la malveillance, aurait succombé depuis longtemps sous le poids de l'égoïsme, si sa marche ferme dans le sentier de la Révolution, l'extinction prompte du fanatisme et des contre-révolutionnaires n'avaient montré, à la République entière, qu'il était en butte à la calomnie, mais qu'il était à l'abri d'être justement inculpé. Il a ajouté que l'adresse manuscrite, dont copie a été envoyée à la Convention nationale, était l'ouvrage de la Société, et que s'il y avait quelque altération dans l'impression de cette adresse, elle avait ignoré et ignorait encore d'où elle provenait.

Un troisième membre a enfin demandé aux commissaires quel était le but de leur mission et quels étaient les projets de la Société populaire de Marvejols. L'un d'eux a répondu que la délibération portait le but qu'elle se proposait et qu'ils n'avaient d'autres renseignements à donner. Surquoi, la Société montagarde de Mende, considérant qu'elle n'entend pas faire inventer des adresses infâmes, mais se tenir en garde contre les malveillants qui voudraient la diviser d'opinions et d'in-

térêts pour en profiter en divisant le territoire du département ; Considérant que cette machination ourdie dans le temps de l'Assemblée législative et continuée pendant le cours de la Convention nationale, n'a pu avoir aucun effet, parce qu'il a été démontré que les émeutes momentanées qui ont eu lieu dans la Lozère prenaient leur source ailleurs que dans son territoire ;

Considérant qu'elle a réellement voté l'adresse envoyée de sa part aux diverses Sociétés populaires du département, et qu'à l'égard de celle-là, il n'y a absolument rien de changé ni d'altéré dans l'impression qui est parfaitement conforme, et que l'adresse manuscrite envoyée à la Convention nationale renferme des vérités générales bien reconnues dont on chercherait en vain à faire une mauvaise et fausse application et qu'elle ne contient aucun terme peu mesuré ;

Considérant combien il est du devoir des Sociétés populaires de ne pas se servir de la calomnie pour en repousser les atteintes, mais au contraire de se serrer, de correspondre et de fraterniser pour le maintien de l'ordre et le bien de la chose publique ;

Considérant qu'elle ne doit ni ne peut entrer dans aucun esprit de parti ni tenir à d'autres causes qu'à celles qui intéressent la République, et qu'elle doit écarter de ses délibérations tout ce qui pourrait entretenir ou favoriser une lutte qu'on prétend exister entre des Représentants du peuple, tandis que des vrais montagnards, qui professent les mêmes principes, tendent au même but, et ont le même intérêt, ne peuvent pas être divisés, a délibéré ainsi qu'il suit :

1° Qu'elle ne connaît dans son adresse manuscrite aucune expression trop forte ni peu mesurée qui puisse

nuire à l'intérêt général du département, et encore moins la faire inculper de manquer de fraternité ;

- 2° Qu'elle renouvellera toujours ses efforts pour surveiller les malveillants qui voudraient diviser le département de la Lozère et le faire passer pour contre révolutionnaire ;

3° Qu'elle entretiendra toujours , avec les Sociétés populaires du département, ainsi qu'avec celles des départements voisins, les relations de la fraternité la plus sincère et la plus constante pour déjouer tout complot qui attenterait à la souveraineté du peuple, à la liberté, à l'égalité, à l'unité et indivisibilité de la République ;

4° Qu'elle ne s'immiscera jamais dans aucun parti ni aucune espèce de division qui pourraient paraître entre les Représentants du peuple, attendu que la Convention et le Comité de Salut public en ont seul le droit ;

5° Qu'extrait de la présente délibération sera de suite transmise aux Représentants du peuple, aux Sociétés populaires du département et à celles affiliées ;

6° Que les membres du bureau, interprètes de ses sentiments fraternels ne quitteront point les deux commissaires de Marvejols jusqu'à leur départ, et leur feront, au nom de la Société, les honnêtetés franches et loyales que des républicains se doivent respectivement.

Séance du 22 floréal.

11 mai 1794.

Présidence de B., cadet.

Il a été fait lecture du procès-verbal de la veille, rédigé par les quatre commissaires désignés à cet effet.

La rédaction en a été approuvée en tout son contenu.

La séance est levée.

Séance du 28 floréal.

17 mai 1794.

B., cadet, occupant le fauteuil.

Un membre a fait la motion de fixer l'heure des séances avant ou après souper. Après une longue discussion, cette motion mise aux voix, la Société a délibéré que l'heure de la séance serait fixée à sept heures.

Sur la motion d'un autre membre pour mettre l'ordre dans la Société, le président a nommé quatre membres, les citoyens C. C. pour fixer dans la salle le lieu où se placeraient les membres de la Société. On a fait lecture d'une lettre de la Société de Clermont, qui annonce les succès les plus brillants des armées républicaines en Italie, contre le despote Sarde;

Celle d'une autre lettre du commandant du second bataillon de la Montagne, qui nous confirme la nouvelle

de la défaite des Espagnols et la prise du camp du Boulon.

Un autre membre a lu les papiers nouvelles contenant les détails de la victoire que nos frères d'armes ont emporté sur les barbares Autrichiens, commandés par Clairfait. Le même a lu une partie du rapport fait à la tribune de la Convention par Robespierre, relatif aux fêtes nationales. Les différentes lectures furent accueillies par des fréquentes acclamations et par les démonstrations très vives des sentiments qu'elles nous faisaient éprouver.

Un membre a fait la motion pour que la Société nommât huit commissaires pour faire un rapport sur le mode de fête à célébrer le 20 prairial. Cette motion fut accueillie, et, en conséquence, les citoyens B., D., cadet, C., B., D., C., B., cadet, V. furent nommés à cet effet. Le citoyen L. fut invité à préparer un discours relatif à cette fête, et le citoyen T. à composer un hymne qui exprimera les grandes idées qui ont fait décréter la solennité.

Du 30 floréal.

18 mai 1794.

Présidence de B., cadet.

Il fut fait lecture du procès-verbal de la séance de la veille.

Un membre a fait la motion de nommer quatre commissaires pour établir l'ordre dans l'assemblée ; en con-

séquence de cette motion, qui fut adoptée, les citoyens V. D. B. furent nommés à cet effet.

Sur la motion d'un membre, que la Société accueillit, les citoyens P. et G. furent nommés commissaires pour se rendre auprès de l'agent national du District, lui demander la communication des tableaux du nouveau maximum et les porter à la Société.

Du 1^{er} prairial.

20 mai 1794.

D., occupant le fauteuil.

Un membre fait la motion de renouveler les membres du bureau. En conséquence on a fait l'appel nominal de tous les membres. Le citoyen T. a réuni la majorité des suffrages pour la place de président ; le citoyen B., maire, pour celle de vice président ; les citoyens D. B. pour celle de secrétaire. Les uns et les autres furent proclamés en leurs qualités respectives.

Un membre a proposé que toutes les personnes qui n'assisteraient pas à la fête du 20 prairial fussent dénoncées comme suspectes au Comité de surveillance ; il a saisi cette occasion pour proposer à la Société de voter des remerciements aux membres qui la composent. Sa motion a été adoptée et les citoyens T. et B. ont été nommés commissaires pour se rendre, au nom de la Société, auprès du Comité de surveillance pour lui témoigner sa satisfaction et ses sentiments de reconnaissance pour toutes ses opérations.

Un autre membre a renouvelé la motion tendant à

presser les réparations et la distribution de la salle, qu'on avait déjà arrêté, pour que les membres y eussent une place séparée et que l'ordre fut maintenu dans l'assemblée, et qu'attendu la solennité de la fête du 20 prairial, il serait à désirer que ces dispositions eussent bientôt leur exécution. En conséquence, on nomma deux commissaires pour se rendre auprès du citoyen Heraud, directeur de l'hôpital pour lui demander de céder les charpentiers et menuisiers afin qu'ils puissent avoir préparé la salle pour le 20 prairial.

Sur la demande du citoyen V. R. de nommer un nouveau trésorier à sa place et de recevoir son compte, le citoyen D. a été nommé trésorier à la très grande majorité des suffrages et les citoyens D. et M. ont été nommés commissaires pour arrêter ses comptes.

Un membre a observé que le bruit se répandait que le bataillon du Lot devait quitter notre commune et ce département, et il a proposé que, par une suite de la reconnaissance que ses services et sa bonne conduite nous avaient inspiré, la Société émit le vœu auprès du général Lamarque et des autorités constituées, pour le conserver encore dans ce département, à moins que des ordres supérieurs ne le portassent sur les frontières. Cette motion a été reçue avec beaucoup d'applaudissements et les citoyens D. B. B. cadet, D. ont été nommés commissaires pour être l'interprète des sentiments et du vœu de la Société auprès du général Lamarque.

Sur la motion d'un autre membre tendant à scruter les candidats qui avaient déjà été présentés par le comité de présentation, il a été arrêté qu'il y aurait une séance extraordinaire à cet effet le lendemain à deux heures après midi.

Un autre membre a fait la motion de changer le nom du *Temple de la Raison* en celui de *Temple de l'Être Suprême*, à l'instar de la commune de Paris. Après une assez longue discussion, cette motion a été ajournée, mais, sur la proposition d'un autre membre, la Société nomma les citoyens D. et B. pour rédiger une adresse de la part de la Société à la Convention nationale, dans laquelle nous lui exprimions, en vertueux républicains, notre juste reconnaissance du décret qu'elle a rendu en l'honneur de l'existence de l'Être Suprême et de l'immortalité de l'âme.

Sur la motion d'un autre membre, le président a invité les membres du bureau à écrire à la Société populaire de Villefort, pour l'engager à nous faire passer la liste de ses membres, depuis l'épuration, pour l'affilier à notre Société, comme elle le désire.

Du 2 prairial.

21 mai 1794.

Présidence du citoyen T.

La séance s'est ouverte par le rapport du citoyen D. cadet, commissaire de la Société auprès des autorités constituées, pour les inviter à conserver, dans le département, nos braves frères du bataillon du Lot ; ce commissaire a dit que ses grandes occupations l'avaient empêché de remplir cette commission.

A ce sujet, un officier de ce bataillon a témoigné à la Société la reconnaissance de ses camarades au sujet des marques de bienveillance et d'attachement que la

Société leur témoignait. La Société en a entendu l'expression avec sensibilité.

Un membre a fait la motion de préparer la salle pour la célébration de la fête du 20 prairial. La Société a accueilli ce vœu et a nommé pour y veiller les citoyens D. B. P. et F.

Un membre a demandé que l'on remit au bataillon du Lot le procès-verbal de la Société, faisant mention du vœu émis par elle pour le retenir dans le département. Cette motion a été accueillie à l'unanimité.

Sur la plainte faite que les frères n'étaient pas exacts à la Séance, on a demandé que ceux qui assistent régulièrement à la Société fussent autorisés à mettre à leur fenêtre un sagnon, et que celui des membres de la Société fut distingué par une cravatte. Cette demande est adoptée.

L'ordre du jour amenait le scrutin des candidats. On y a procédé et on a admis C. aîné, B. officier de santé H. et G. conformément à nos statuts ; ils ont été proclamés membres de notre Société.

Sur la demande d'un membre, il a été arrêté que les commissaires chargés de solliciter pour que le bataillon du Lot reste dans le département, rempliraient leur commission et en rendraient compte à la séance de demain.

On avait inspiré des craintes relativement à quelques lâches de la première réquisition, qui avaient déserté ; l'agent national a fait à la Société un rapport très rassurant sur l'état du District ; il en a parcouru toutes les communes avec un détachement du bataillon du Lot, un de dragons et un autre de gendarmerie. Ces trois corps ont montré la plus grande patience pour parcourir les montagnes. Ils ont rempli avec l'ardeur la plus civique

toutes les commissions dont ils ont été chargés.

L'agent national ayant observé que le feu était soufflé par des prêtres réfractaires, un membre s'est plaint du peu de zèle des Comités de surveillance des communes de campagne. Il a demandé qu'on émit un vœu, auprès de la Convention, pour étendre la surveillance des comités des chefs-lieux de District, sur tout le District, et qu'en attendant que la Convention en eût fait une loi générale, le citoyen Borie fut prié de prendre cette mesure pour les départements, sur lesquels il a une inspection spéciale. Ces deux propositions ont été adoptées.

L'agent national du District a témoigné à la Société son regret de ce que le tableau du maximum n'avait pas encore paru. Il a dit que l'imprimerie ayant été très occupée, ne s'était pas encore mise à même de le faire paraître. Il a promis de stimuler le zèle des imprimeurs, de manière à pouvoir le faire mettre au jour vers la fin de la décade.

Séance levée à dix heures.

Séance du tridi.

22 mai 1794.

Présidence de T.

La séance a été ouverte par des chants patriotiques.

Un membre a fait la motion d'écrire au représentant du peuple Beau, pour lui témoigner la reconnaissance de la Société, à raison des soins qu'il se donne pour procurer des substances au peuple de ce département.

La motion a été admise à l'unanimité et le bureau a été chargé de la rédaction de cette lettre.

On a passé à la lecture des nouvelles. Quand on a lu le décret de la Convention portant le rappel des 48 commissaires du ci-devant pouvoir exécutif, la Société a témoigné le plus vif regret de ce que les citoyens Louchard et Voisard qui ont donné tant de preuves de zèle et de civisme dans cette commune, se trouvassent dans le cas du rappel. Un membre a demandé qu'on écrivit une lettre à la Convention nationale et une autre au Comité de Salut public, qui continssent les témoignages de la satisfaction de la Société pour la conduite vraiment républicaine de ces deux braves commissaires, et qui exprimassent combien ils avaient été attentifs à recevoir les réclamations des sans-culottes, venus pour le fait de l'invasion de l'infâme Charrier.

Un autre membre voulait qu'au lieu d'écrire à la Convention et au Comité de Salut public, on leur donnât un certificat de bonne conduite.

Un autre voulait qu'on écrivit au Comité de Salut public, pour lui annoncer que les citoyens Louchard et Voisard avaient mérité, par leur conduite et leur dévouement à la chose publique, d'être distingués de ceux qui n'avaient pas rempli leur mission avec zèle et désintéressement.

Sur toutes ces motions qui prouvaient l'intérêt de la Société pour les citoyens Louchard et Voisard, la Société a arrêté qu'il serait écrit à la Convention nationale une lettre honorable pour ces commissaires, et que la rédaction en serait soumise à l'examen de ses membres à la première séance.

Les citoyens H. et B. ont prêté leur serment comme

membres de la Société, et de suite, sur la motion d'un membre, qu'il n'existait point de Comité de correspondance, ils ont été désignés par la Société pour en remplir les fonctions, conjointement avec les membres du bureau :

Un membre a observé que le citoyen Louchard devait à la fête du 20 prairial prononcer un discours sur l'existence de l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme, mais que son départ priverait la Société du plaisir de l'entendre ; qu'il fallait y suppléer par un autre membre. Cette motion a été adoptée, et le citoyen D. a été désigné pour le suppléer.

Le citoyen D. et M. commissaires nommés pour recevoir les comptes du citoyen V. R., ci-devant trésorier de la Société, ont fait le rapport de leur commission. Il en résulte qu'ils ont remarqué la plus grande clarté et l'exactitude la plus satisfaisante dans le compte de ce citoyen.

La recette a été de 921 livres 10 sols.

La dépense est montée à 726 livres 15 sols 6 deniers.

Il reste en caisse 194 livres 14 sols 6 deniers.

Laquelle somme a été, sur le champ, remise entre les mains du nouveau trésorier, le citoyen D.

Après une chanson patriotique, la séance a été levée à dix heures.

Séance du 6 prairial.

25 mai 1794.

Présidence du citoyen T.

Un membre a fait la motion de reprendre la correspondance trop longtemps interrompue avec la Société-mère des Jacobins ; il a ajouté qu'il désirerait qu'il fut fait une adresse de félicitation à cette Société relativement à son active et salutaire surveillance qui, en dernier lieu, a déjoué les nouvelles conjurations formées dans Paris. La motion a été accueillie à l'unanimité et le citoyen D. a été chargé de la rédaction de l'adresse.

On a fait lecture de différentes lettres ; une du citoyen Servière, député, nous annonce la prise du Mont-Cenis, dans les Alpes, et de grands succès dans l'armée du Nord ; une autre du citoyen Vallon, capitaine du troisième bataillon de l'Ardèche, annonce de grands succès dans l'armée des Pyrénées-Orientales, et un présage de plus heureux succès.

Enfin on a donné lecture d'une lettre du citoyen Couton à ses commettants ; comme elle contient la morale la plus pure, les sentiments les plus patriotiques et qu'elle est écrite avec la plus grande sensibilité, elle a été universellement applaudie.

On est passé à la lecture des nouvelles. On a également applaudi aux succès de nos frères de Pologne et aux progrès incroyables de nos braves républicains.

Le citoyen T. a fait part à la Société du décret qui accorde des secours aux pères et mères des défenseurs

de la patrie, en remplacement, et il s'est offert lui et le citoyen C. pour servir de défenseurs officiels à tous ceux qui auraient des réclamations à faire à ce sujet.

Le citoyen D. a mis à la disposition de la Société une somme de 100 francs, pour être employée en œuvre de bienfaisance.

On a proposé de nommer un nouveau concierge, mais sur l'observation d'un membre que l'emploi du citoyen T. n'était qu'à temps, il a été passé à l'ordre du jour.

La Société a entendu la lecture d'une lettre du jeune M. de la première réquisition, et comme elle est remplie de civisme, la Société a ordonné qu'il en serait fait mention civique.

Un administrateur du District a promis de faire faire autant de copies de cette lettre qu'il y a de municipalités dans son arrondissement et d'en transmettre une à chaque District.

L'agent national de la commune a annoncé à la Société, que demain on s'occuperait à faire distribuer des secours aux parents des défenseurs de la patrie, en remplacement, il a invité tous ceux qui avaient des demandes à faire, à se présenter de suite.

Un membre du bureau a fait lecture de la lettre votée dans la dernière séance en faveur des citoyens Louchard et Voisard. La rédaction en a été adoptée, et, sur la motion d'un membre, il a été arrêté qu'on en enverrait une copie à la Société mère des Jacobins.

Le citoyen Louchard a témoigné sa gratitude à la Société, en termes énergiques, et nous a proposé de correspondre avec nous, et d'être l'organe de notre amour pour la patrie auprès de la Société-mère. Le citoyen

Voisard a aussi témoigné sa reconnaissance et a fini par demander l'accolade fraternelle au président. On la lui a donnée au milieu des applaudissements.

Le citoyen Voisard a donné lecture d'une lettre à la Convention nationale, dans laquelle il rend un compte avantageux de l'esprit public de notre département en général, et en particulier de la commune de Mende.

Un membre du bureau a donné lecture d'un discours prononcé par le citoyen Louchard, lorsque la première fois il vint dans le sein de notre Société et dont l'impression avait été ordonnée.

Le citoyen Louchard, qui connaît le prix de la correspondance avec la Société-mère des Jacobins, nous a invité à l'entretenir avec soin ; la Société en a senti la nécessité et a chargé D. de commencer la correspondance pour le premier décadi.

Il a été arrêté que désormais on mettrait à la tête de tous les diplômes : *Société affiliée à celle des Jacobins.*

Le citoyen C. est monté à la tribune pour faire l'exposé de sa conduite patriotique et pour donner les motifs qui l'avaient porté à quitter son bataillon d'où il était sorti avec un congé et où il avait été remplacé ; il a dit n'avoir quitté son corps que par rapport à ses infirmités et surtout de sa grosseur qui ne lui permettait pas de servir à pied. Il a demandé en outre que la Société voulut bien attester son civisme, en cas qu'il fut obligé de partir. Cette motion a été admise à l'unanimité.

Sur la demande d'un membre, que le citoyen Voisard voulut bien donner copie du compte qu'il avait rendu sur l'état de notre département, pour être inscrit au procès verbal ; Le citoyen Voisard l'a promis.

Le président a annoncé, une séance extraordinaire pour demain, pour donner lecture des certificats qui doivent être accordés à notre frère C.

Après des chants patriotiques, la séance a été levée à dix heures et demi.

Séance du 7 prairial.

26 mai 1794.

La séance s'est ouverte par des chants patriotiques. On a fait lecture des différentes lettres et d'un arrêté du citoyen C., maire de Nîmes, qui avait été destitué. On a fait lecture de la rédaction du certificat, délibéré hier, pour le citoyen C. et de la lettre d'envoi aux représentants Milhau et Soubrani ; après une assez longue discussion, la rédaction en a été approuvée.

Sur la motion d'un membre du bureau, on a délibéré d'accorder, sans autre information, un diplôme d'affiliation au citoyen M., motivé sur ce que son patriotisme était assez attesté, puisque le représentant Borie l'employait.

Sur la demande du citoyen Beaucour, la Société a promis de s'intéresser pour lui, afin de lui faire rendre justice et de le venger de l'infidélité d'un agent qu'il emploie à Arras ; pour cela, le citoyen T. s'est chargé d'écrire à la Société populaire de cette commune.

Séance levée à 9 heures.

*Séance du 8 prairial
au second de la République une et indivisible.*

27 mai 1794.

Présidence du citoyen T.

La séance a été ouverte par un chant patriotique.

On a ensuite fait lecture des nouvelles, qui a été interrompue un instant, pour entendre la rédaction de l'adresse qu'il avait été délibéré de faire à la Société des Jacobins. Cette lecture ayant été faite, la discussion s'est ouverte sur la rédaction. Plusieurs membres ont parlé sur la forme de cette rédaction, et l'ont combattue, comme ne renfermant pas le vœu de la Société. Un membre a demandé que vu que l'adresse ne renfermait pas l'objet pour lequel la Société l'avait votée, ainsi qu'il venait d'être établi par la discussion, elle fut renvoyée à une nouvelle rédaction, et que le citoyen V. fut invité de s'adjoindre au citoyen D. pour la présenter. Cette motion a été accueillie ; la nouvelle rédaction de l'adresse par les citoyens V. et D. a été arrêtée pour être soumise par ces deux rédacteurs à la première séance de la Société.

Il a été fait lecture d'une lettre du citoyen Sincère, membre de la Société, et qui est actuellement, en qualité de commissaire de guerre, à l'armée des Pyrénées-Orientales ; elle renferme : les avantages remportés par nos frères d'armes sur les esclaves espagnols, annonce les heureuses dispositions de l'armée républicaine qui

promettent les plus heureux succès ; ajoutant, cette lettre, que la Société apprendra toutes ces nouvelles plus en détail par la feuille de l'armée des Pyrénées-Orientales, intitulée : *L'Avant Garde*, pour laquelle il s'est abonné, afin qu'elle parvint à la Société. La teneur de cette lettre a été accueillie par des applaudissements universels, qui annonçaient à la fois la satisfaction et la reconnaissance des membres pour l'attention du frère Sincère à leur procurer la feuille de l'armée, près laquelle il se trouve.

Un membre a demandé qu'il fut écrit au frère Sincère pour lui témoigner la reconnaissance de la Société et accéder au vœu qu'il a manifesté par sa lettre, de recevoir des nouvelles de ses frères. Cette motion a été accueillie et le Comité de correspondance a été chargé de la rédaction de la lettre.

Un membre a demandé la parole pour annoncer à la Société deux lettres du citoyen Borie, représentant du peuple, l'une à l'adjudant général Lamarque et l'autre à l'agent national du District de Mende. Par la première, le Représentant du peuple prévient le citoyen Lamarque que, d'après sa réclamation, il lui envoie deux mille cartouches ; qu'il a pris aussi un arrêté pour faire fournir, au département de la Lozère, des grains par celui du Gard ; que cet arrêté, ainsi que plusieurs autres, notamment celui du Comité du Salut public qui rétablit le tribunal révolutionnaire que ce Représentant avait établi à Nîmes, lui parvenait, par la même voie que la lettre, en plusieurs exemplaires, qu'il le charge de communiquer à la Société populaire. Il invite encore l'adjudant général Lamarque, de redoubler de zèle et d'activité pour étouffer les malveillants, et annonce son

arrivée prochaine dans le département de la Lozère. Par la seconde, écrite à l'agent national du district de Mende, le Représentant du peuple envoie plusieurs exemplaires d'un imprimé relatif : 1° Au rétablissement du tribunal révolutionnaire, établi à Nîmes ; 2° A l'autorisation qui lui est donnée de rester dans la Lozère tout le temps qu'il croira nécessaire ; 3° A la réduction des tribunaux civils ; 4° A une livraison des grains qui sera faite, par le département du Gard, à celui de la Lozère ; charge l'agent national d'envoyer un exemplaire de cet imprimé à chaque municipalité de son ressort, à lui donner le plus de publicité possible, et d'en remettre aussi des exemplaires de cet imprimé aux Sociétés populaires.

La Société a entendu avec satisfaction la lecture de ces lettres, qui est terminée par des applaudissements universels.

Un membre a demandé qu'elles fussent insérées au procès-verbal et qu'il fut nommé des commissaires chargés de se rendre auprès du Représentant du peuple au moment de son arrivée dans cette commune, pour lui témoigner la satisfaction de la Société, de le posséder de nouveau, du plaisir qu'elle ressent de ce qu'il est autorisé à rester dans le département de la Lozère, tout le temps qu'il jugera nécessaire, l'inviter à prolonger son séjour dans ce département, et lui témoigner la reconnaissance de la Société de son zèle à procurer au département les munitions de guerre pour foudroyer les malveillants, qui semblent relever leurs têtes hideuses et des grains pour alimenter les sans-culottes.

Cette motion a été accueillie à l'unanimité, et les citoyens D. cadet ; L. fils ; A. et V., désignés commissai-

res pour porter le vœu et les témoignages de reconnaissance de la Société au Représentant du peuple, au moment de son arrivée dans cette commune de Mende.

Assemblée du peuple du 10 prairial.

29 mai 1794.

Présidée par le Maire.

Il fut délibéré, sur la motion d'un citoyen, que l'heure de l'assemblée, pour le décadi, serait à l'avenir à une heure pour deux, et qu'elle finirait à cinq heures précises.

Sur la motion d'un autre citoyen, l'assemblée délibère qu'on déclarerait que tous les ouvriers employés aux réparations du Temple dédié à l'Etre suprême, auraient bien mérité de la commune, s'ils y travaillent avec le zèle et l'assiduité nécessaire, pour qu'il fut réparé le 20 prairial et que l'assemblée pût y célébrer la fête consacrée à l'Etre suprême.

Séance de la Société populaire.

Présidence de T.

On fit lecture du procès verbal de la séance du 8 prairial.

Ont lu après les papiers nouvelles, et on frémit d'horreur en apprenant qu'un scélérat avait formé le projet

d'assassiner les représentants du peuple Robespierre et Collot-d'Herbois.

Sur ce, un membre fit la motion pour que la Société écrivît à la Convention nationale pour lui témoigner le vif intérêt que nous avions pris à ce malheureux événement, et l'assurer de notre plus entier dévouement pour la Convention, sa conservation et la défense de chacun de ses membres ; de témoigner en même temps aux citoyens représentants Collot d'Herbois et Robespierre toute notre sensibilité, toutes nos craintes sur le péril que la scélératesse des rois et des prêtres leur avaient fait courir, comme aussi nos sentiments de reconnaissance et d'admiration pour l'intépide Geoffroi qui avait montré tant de courage pour défendre et venger la représentation nationale.

Cette motion fut couverte par les plus grands applaudissements, et le citoyen T. fut chargé de rédiger ces lettres pour les faire partir le jour même.

Sur la motion d'un membre, il fut délibéré que pour encourager tous les ouvriers qui travailleront, d'ici au nonidi, à réparer le temple pour la célébration de la fête du 20 prairial, auraient une gratification de 5 francs chacun. Cette motion fut accueillie et, sur le champ le citoyen D. offrit à cet effet un assignat de 5 francs. Le citoyen T. donna la pomme d'or de sa canne. Un membre ayant observé qu'il en avait déjà fait don à la Nation, il fit la motion pour que le citoyen T. donnât la valeur de cette pomme ; ce qui fut généralement adopté, et en particulier par le président.

Le président invita le citoyen D., au nom de la Société, de faire part au Représentant du peuple, de la demande de C. appuyée par le vœu unanime de la So-

ciété, attendu les services qu'il pouvait rendre à la chose publique en continuant d'exercer les fonctions au Comité de surveillance ainsi qu'au Comité pour l'emprunt forcé.

Le citoyen D. a fait lecture d'une lettre du citoyen S. son neveu, capitaine des chasseurs employé dans l'armée des Alpes-Orientales (1) qui nous annonce le succès de nos armes contre les Espagnols. Cette lecture fut entendue avec le plus vif intérêt. La séance fut terminée par le chant de quelques couplets patriotiques.

Un membre fit la motion de voter des remerciements au citoyen Représentant du peuple, de son attention, de son zèle à nous procurer des subsistances pour éloigner la disette, et ainsi que des cartouches pour faire la guerre aux malveillants, s'ils osent lever la tête. Cette motion fut adoptée avec beaucoup d'applaudissement. Le Représentant, présent à l'assemblée, observa que la Société ne devait point voter des remerciements aux véritables républicains qui ne faisaient que s'acquitter de leurs devoirs, et sa modestie se refusa à la motion du préopinant. Il ajouta que vainement les ennemis de la Révolution s'agitteraient dans tous les sens pour la combattre, que leurs complots seraient toujours déjoués ; que les citoyens n'avaient rien à craindre et que si les tyrans et leurs satellites ne voyent d'autres moyens pour la détruire qu'en dirigeant leurs coups contre les membres de la Convention, elle n'en serait pas moins intrépide pour défendre les droits du peuple, assurer son bonheur et que, s'ils étaient assassinés, le peuple qui les tire de son sein leur donnerait des successeurs.

(1) Sans doute Pyrénées-Orientales.

Séance du 11^e prairial.

30 mai 1794.

Présidence de G.

Après des chants patriotiques on est passé à la lecture de la correspondance. Le citoyen Représentant a donné lecture de deux lettres : l'une du général Massol et l'autre de l'agent national du District de Nîmes ; toutes les deux annoncent la reprise de Collioure et du fort Saint Elme. Cette nouvelle a été reçue au milieu des applaudissements.

On a ensuite donné lecture d'une adresse de la Société populaire de Nîmes. Elle remercie les Sociétés du Gard et de la Lozère de s'être jointes à elle pour obtenir du Comité de Salut public que le citoyen Borie continuât encore quelque temps son séjour dans ces deux départements, et nous engage à ne pas entraver la marche de ce digne Représentant en nous intéressant pour les gens suspects.

La Société a reçu avec reconnaissance les avis de nos frères de Nîmes et leur a voté des remerciements. Le citoyen D. cadet, est chargé de la rédaction de la lettre.

Une lettre de notre frère Sincère nous annonce de grands succès dans l'armée des Pyrénées-Orientales et nous en présage de plus considérables encore. La Société lui vote une lettre que le président se charge de lui écrire.

Un autre de Puilaurens, écrite par notre frère G. nous

donne des détails sur les subsistances et nous en fait espérer encore dans le plus court délai.

Le citoyen H. chargé de la direction de l'atelier de salpêtre, en a fait apporter une cuite au milieu de l'assemblée ; il a été bien doux à des républicains de voir que cette matière, destinée à renverser le trône des tyrans, était de la meilleure qualité. Cette vue a inspiré au citoyen T. un couplet qu'il a chanté au milieu des applaudissements ; et comme le citoyen H. met le plus grand zèle à la fabrication du salpêtre, et qu'il est bien secondé par le citoyen T., la Société a ordonné la mention civique, dans son procès-verbal, de la conduite républicaine de ces deux citoyens.

Le citoyen Représentant a observé que parmi les officiers municipaux il s'en trouvait deux qui avaient d'autres emplois ; un des commis aux écritures à l'hôpital militaire, et l'autre, de garde-magasin du timbre ; que d'après la loi sur le gouvernement révolutionnaire personne ne pouvait posséder deux places, il demandait que la Société lui désignât de bons sans-culottes pour les remplacer.

Le désir de conserver dans la municipalité un bon républicain travailleur, a fait dire à quelques membres qu'ils croyaient que les fonctions de garde magasin du timbre et d'officier municipal n'étaient pas incompatibles. La discussion a été longue et s'est terminée par s'en rapporter à la sagesse du représentant du peuple.

Un membre a demandé que les citoyens V. et D. chargés de la rédaction de l'adresse, que la Société a voté pour, les Jacobins, soumissent leur travail à l'examen de l'assemblée. V., ayant observé que ses occupations ne lui avaient pas permis de s'occuper de cette ré-

daction, D. a fait lecture de la sienne. Après qu'elle a été finie, un membre a demandé que le citoyen V. fut chargé de présenter aussi, demain, un projet d'adresse, afin que la Société délibérât laquelle obtiendrait la priorité. Cette motion a été adoptée.

Le citoyen Représentant a prié le citoyen L. imbu des principes de la Société-mère des Jacobins, qu'il voulait bien instruire la notre et que pour ranimer notre patriotisme il nous entretint de l'énergie de nos frères les Jacobins de Paris et de leur dévouement pour la chose publique. Le citoyen L. a accédé à la demande et, sur la remarque qu'il était déjà tard, son discours a été renvoyé à demain.

Sur la motion du citoyen D., qu'il n'avait été désigné pour faire le discours sur l'Etre suprême, le 20 prairial, que parce qu'on avait craint que le citoyen L. ne se trouvât pas dans notre commune ; maintenant que de nouveaux ordres le font rester ici, la Société l'a prié de vouloir bien ne pas la priver du plaisir de l'entendre. Le citoyen L. s'est rendu au vœu unanime de la Société.

Séance levée à dix heures et demi.

Séance du 12 prairial.

31 mai 1794.

Présidence du citoyen T.

Le président a, suivant la coutume, fait ouvrir la séance par des chants patriotiques.

Un membre s'est plaint de l'inexécution de la loi du maximum à l'égard des veaux. Il s'est élevé contre l'a-

vidité des bouchers qui tentaient encore d'éluder la loi. Il a enfin prié la Société de délibérer sur cet objet. La discussion s'est en effet ouverte. Différentes mesures ont été proposées. Un membre voulait que tous les citoyens se soumissent à un carême civique. Cette motion a été applaudie, mais la Société ne l'a pas adoptée pour le moment ; elle s'est contentée d'inviter la municipalité à faire observer la loi avec la plus grande sévérité ; elle a arrêté en outre que tous ceux de ses membres qui seraient convaincus d'avoir acheté au-dessus du maximum seraient sur le champ rayés du tableau de ses membres et dénoncés comme suspects, afin d'être mis en état d'arrestation.

L'ordre du jour amenait la lecture de l'adresse à nos frères des Jacobins. Le citoyen V. a lu celle qu'il avait composée ; elle a été entendue avec le plus grand plaisir et adoptée à l'unanimité. Le bureau a été chargé de la faire partir demain.

Le citoyen V. a également lu la lettre à la Société populaire de Nîmes. La rédaction en a été également approuvée, en y ajoutant seulement que nous nous ferions un devoir de suivre les avis de nos frères de Nîmes, en ne nous intéressant que pour les détenus dont le patriotisme serait bien évident.

Le citoyen représentant Borie a pris la parole sur le motif de l'adresse de nos frères de Nîmes. Il s'est plaint que plusieurs sociétés populaires s'étaient intéressées pour des détenus, que par cette conduite elles s'étaient privées de pouvoir lui donner des conseils sur ces individus ; qu'il se faisait un plaisir de consulter les sociétés populaires, mais que pour qu'il put ajouter foi à ce qu'elles lui disaient, elles ne devaient pas se constituer

les défenseurs officieux des réclus ; que bien loin d'interdire aux Sociétés le plaisir de solliciter pour des patriotes, il les y invitait même, mais qu'il les avertissait que l'on cherchait souvent à les appitoyer sur de grands coupables.

Les commissaires chargés de déterminer la manière de célébrer le décadi prochain, ont fait rapport sur ce sujet ; il a été adopté. Un membre a seulement ajouté qu'il serait bon d'y joindre un repas civique ; et, après une légère discussion, on a délibéré qu'il y aurait sur les six heures du soir un banquet civique dans l'allée du pré Vival.

Le citoyen Borie a dit à l'assemblée qu'il venait de Bagnols, que les eaux lui en avait parues excellentes ; mais il se plaint du peu d'ordre qui y règne. Il a demandé des renseignements pour savoir à qui appartenait la propriété de ces eaux. On a observé que le ci-devant seigneur les avait englobées dans son domaine, et qu'il devait les abandonner comme les autres droits féodaux. Un membre a dit qu'elles coulaient dans un communal. Mais sur l'observation d'un autre, qu'il existait un décret qui déclarait toutes les eaux minérales et thermales des propriétés nationales, et que c'était en vertu de ce décret que le citoyen Morangiès avait laissé la disposition des eaux de Bagnols au District, qui les avait affermées. On est passé à l'ordre du jour.

Le citoyen Président a dit qu'il fallait voter des remerciements au citoyen Représentant qui, ce matin, avait délivré cette commune de la présence de vingt-deux prêtres fanatiques ; qu'il fallait le prier de continuer de purger le département de ces êtres malfaisants.

Le Représentant a saisi cette occasion pour nous par-

les des mesures qu'il avait prises à ce sujet. Il a observé que le bien de la commune de Monde exigeait de lui qu'il les fit partir ; que ce serait un sujet de la calomnier, parce qu'on s'était rendu trop indulgent pour les faire entrer à la maison de retraite qui leur était destinée ; qu'au reste il ne les faisait pas déporter, mais qu'il les faisait seulement transporter dans un local spacieux et bien aéré ; la citadelle de Nîmes où ils seraient gardés avec soin. Il s'est plaint qu'il en était resté dans la maison quelques-uns, qu'il croyait en état de partir ; que pour lui il ne faisait point de distinction qu'en faveur des malades ; que les officiers de santé qui accordaient trop légèrement des certificats d'infirmités, se compromettaient, et que ceux qui par des prétextes retardaient le départ de ces prêtres coupables ne se compromettaient pas moins.

Séance levée à 10 heures.

RAPPORT fait à la Société populaire par les commissaires nommés pour présenter un projet de fête pour le 20 prairial.

8 juin 1794.

Citoyens frères et amis,

La Convention nationale a décrété qu'il serait célébré une fête, le 20 prairial, à l'honneur de l'Etre suprême, dans toutes les communes de la République. Elle a décrété encore que, sur le frontispice du temple de la Raison, il y fut substitué une affiche conçue en ces termes : *Le peuple français reconnaît l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme.*

La Société républicaine de la commune de Mende, toujours empressée de seconder le vœu de nos dignes Représentants, a délibéré, dans une de ses séances, qu'il serait nommé des commissaires chargés de lui faire un rapport sur cette fête. Les commissaires réunis, désirant de répondre à la confiance de leurs frères de la Société, qui connaît parfaitement la pénurie de nos ressources, m'ont chargé de vous présenter et de vous soumettre le plan, dont je vais vous faire lecture.

Article 1^{er}.

Comme il n'est pas possible de nous réjouir si nos frères d'armes du Lot ne partagent ce plaisir avec nous, ils seront invités à fournir trois détachements dont un sera à la tête du cortège ; l'autre au centre, et le troisième fermera la marche.

Article 2^e.

Tous les citoyens se réuniront à 9 heures du matin au temple de la Raison ou à tout autre lieu indiqué, dans le cas où il ne serait pas prêt.

Article 3.

Tous les corps constitués seront invités à s'y rendre décorés.

Article 4.

Les sexagenaires des deux sexes marcheront sur deux colonnes séparées et porteront un ruban violet, les hommes à la boutonnière et les femmes au côté gauche.

Article 5.

Les hommes mariés ainsi que les femmes marcheront chacun sur la même ligne, et porteront un ruban bleu.

Article 6.

Les jeunes gens, depuis quatorze ans et au-dessus, seront décorés du ruban rose, ainsi que les citoyennes de cet âge.

Article 7.

L'adolescence viendra immédiatement ; ils seront l'un et l'autre décorés du ruban blanc. Les jeunes citoyennes demeureront invitées d'être vêtues de blanc portant un ruban tricolore en écharpe.

Article 8.

Le cortège sortira du temple de l'Etre suprême, dans l'ordre ci-dessus prescrit et se rendra à la porte d'Angiran, où il sera dressé un autel de la Patrie, devant lequel on chantera des hymnes analogues à la fête.

Article 9.

Le cortège fera le tour de la commune en descendant l'allée et on entonnera une hymne à chaque station, que le cortège fera à pied, de chaque arbre de la Liberté. L'on se rendra au temple d'où l'on est parti et le cortège se séparera pour aller prendre un repas.

Article 10.

A deux heures, tous les citoyens et citoyennes se réuniront au temple dans lequel on entendra le discours qui sera prononcé, à trois heures, par l'orateur.

Article 11.

Tous les musiciens de cette commune demeurent invités de se concerter pour se réunir à l'heure où les citoyens entreront dans le temple, soit le matin, soit l'après midi.

Article 12.

Tous les citoyens et citoyennes seront invités, au nom de la Société, de chanter des couplets patriotiques analogues à la fête.

Article 13.

La Société est priée de déterminer si ce repas civique, proposé à une de ses séances, aura lieu à l'allée du pré Vival, ou si elle préfère que ce repas soit pris devant la porte de chaque propriétaire, sous le drapeau tricolore.

Article 14.

Le soir, il y aura bal à la galerie nationale du département, dans laquelle les musiciens seront invités de se rendre avec leurs instruments. La municipalité prendra des mesures pour y établir l'ordre.

Article 15.

Tous les citoyens demeurent prévenus que, dans une fête aussi célèbre, l'emblème de la Liberté doit être répandu partout, et ils sont invités à placer, dans la croisière la plus apparente de leur domicile, un drapeau tricolore, sur un bâton un peu incliné. Les frères de la Société auront seuls le droit d'y mettre une cravate tricolore.

Article 16.

Vos commissaires ne vous ont point parlé de la place qu'occuperaient les autorités constituées, parce qu'ils ont pensé que, comme c'est la fête de l'Egalité, tous les membres qui les composent devront être placés selon leur âge, dans le cadre qui forme le cortège. Vos commissaires ont voulu soumettre ce dernier objet à votre décision, ainsi que tous ceux que je viens de vous présenter en leur nom.

Vos commissaires m'ont chargé de vous annoncer que le jour de la fête était fixé pour délivrer aux indigents les 2,800 livres qui leur sont assignées par le District pour leur droit à la bienfaisance nationale.

Séance du 13 prairial.

1^{er} juin 1794.

Présidence du citoyen T.

Un membre a annoncé que la santé du citoyen Borie, représentant du peuple, avait été un peu dérangée et a demandé qu'il lui fut envoyé des commissaires pour lui

témoigner la sollicitude de la Société. La motion a été admise à l'unanimité, et les citoyens B. et C. nommés pour remplir cette commission.

Un membre a lu, au milieu des applaudissements, le discours du citoyen Robespierre, représentant du peuple, et comme ce discours renferme d'excellents principes, on a demandé qu'il fut réimprimé et répandu avec profusion. Le citoyen Borie, qui saisit avec empressement tous les moyens d'améliorer l'esprit public, a annoncé qu'il avait déjà pris des moyens pour faire réimprimer ce sublime rapport. La Société lui en a témoigné sa reconnaissance.

Un membre s'est plaint de ce que plusieurs parents retiraient leurs enfants des écoles, depuis que les instituteurs ne se servaient plus de livres fanatiques, et qu'ils préféreraient à voir leurs enfants ignorants plutôt que républicains. Le même membre a demandé que la Société s'occupât des moyens de connaître ceux qui avaient retiré leurs enfants de l'institution. Après bien des mesures proposées, le citoyen S. a été chargé d'en donner une liste. La Société a en outre arrêté que si quelques uns de ses membres se trouvaient dans ce cas, ils seraient aussitôt chassés de son sein et dénoncés comme suspects au Comité de surveillance.

Séance levée à 9 heures et demi.

Séance du 15 prairial.

3 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

La séance a été ouverte par la lecture des nouvelles. On a donné une seconde lecture de la lettre de Milhau et Soubrani, relativement aux victoires remportées sur les esclaves espagnols.

Le citoyen D. a fait (au nom du Comité chargé de présenter un mode de célébrer la fête du décadi 20 prairial) un rapport en 16 articles. Il a été entendu avec plaisir, et après une légère discussion, il a été adopté. Il est annexé au présent procès-verbal.

On a proposé pour candidats, au nom du Comité de présentation, les citoyens L., P. frères et L.

Séance levée à dix heures.

Séance du 17 prairial.

5 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

Il a été fait lecture d'une lettre de la Société populaire de la commune du Collet-de-Dèze, renfermant l'expression des sentiments les plus fraternels et annonçant le civisme le plus pur, tel qu'il a toujours caractérisé les habitants de cette partie du département

de la Lozère et le désir de cette Société d'être affiliée à celle de cette commune.

Un membre a observé que la Société du Collet était très digne d'être affiliée à la nôtre, mais que nos statuts prescrivaient certaines formalités pour obtenir cette affiliation et qui n'ont point été observées, et que la Société du Collet serait invitée à les remplir, et qu'alors nous la verrions notre affiliée avec le plus grand plaisir.

Un membre a demandé que le citoyen A. fut invité à lire à la Société un très beau discours qu'il a composé contre les égoïstes. Le président lui a fait l'invitation, et le citoyen A. s'est excusé.

Un membre a demandé qu'il y eût séance tous les jours et que l'on y traitât de la vertu et de la morale, et qu'un membre fut désigné pour entretenir la Société sur la morale, qui est la base du gouvernement démocratique. L'assemblée a accueilli ces motions et en a renvoyé la discussion à un autre jour.

Par motion d'ordre, un frère voulait que toutes les fois qu'après deux avertissements le président ne pourrait obtenir le silence, il leva la séance.

Un autre a observé que ce serait donner des armes aux malveillants pour priver les sans-culottes d'instruction ; qu'il valait mieux charger une commission de présenter un règlement pour le maintien de l'ordre. La motion a été adoptée et les citoyens B. G. A. et B. ont été nommés commissaires à ce sujet.

Le citoyen B. a remis sur le bureau un diplôme pour être proclamé membre de notre Société, attendu qu'il l'était de celle de Saint-Alban. La Société a arrêté qu'il serait renvoyé au Comité de présentation.

Un membre craignant que le Temple préparé pour la fête, en l'honneur de l'Etre Suprême, ne fut pas prêt pour le jour indiqué, a proposé d'accorder une récompense aux ouvriers qui travailleraient la nuit. Adopté. Le citoyen B. a sur le champ offert 25 livres pour les gratifications. La Société a applaudi à son zèle et en a ordonné mention civique.

Sur l'observation que le délai pour construire un autel de la Patrie était court, la Société a invité les bons citoyens et nos frères d'armes à prêter la main.

Séance levée à 10 heures.

Séance du 19 prairial.

7 juin 1794.

Présidence de T.

La Société convoquée extraordinairement pour se concerter sur la manière de célébrer le plus pompeusement et le plus majestueusement possible la fête de demain.

La discussion s'ouvre d'abord par le repas civique, malgré le peu de vivres et de moyens qu'a la commune, il aura lieu en plein air au pré Vival, si le temps le permet.

Le reste du projet, adopté à la séance d'avant hier, est adopté, sauf l'article des autorités constituées. Elles marcheront en masse et avec leurs signes distinctifs, sous la bannière du département. Deux grands dra-

peaux, l'un du District, l'autre de la municipalité, seront portés à la tête des deux colonnes du peuple.

Le Président a invité les citoyennes qui doivent chanter l'hymne à l'honneur de l'Etre Suprême, à se trouver demain, à 9 heures précises, dans le lieu ordinaire des séances pour en recevoir des exemplaires.

Séance levée à 10 heures.

*Séance du 21 prairial
l'an second de la République, une et indivisible.*

9 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

La séance a été ouverte par des chants patriotiques et aux cris de : *Vive la Montagne !*

Un membre a fait la motion de faire imprimer le discours prononcé dans la fête d'hier, et de l'envoyer avec l'hymne sublime au citoyen T., à la Convention. L'auteur du discours a demandé à le retoucher. Le tout a été adopté.

Le citoyen Borie, représentant du peuple, prend la parole pour rendre compte de ce qu'il a aperçu dans une tournée qu'il vient de faire dans le département. La moisson promet le plus heureux résultat ; les volontaires égarés rejoignent ; un père de famille, du district de St-Chély, a lié ses deux fils et les conduit lui même à l'armée . . . ; les signes du fanatisme n'ont point entièrement disparu. Cet objet doit réveiller la vigilance des Sociétés populaire, ainsi que le *maximum*, qui ne s'ob-

serve presque nulle part. Si Mende, en particulier, manque de subsistances, c'est sa faute, parce que les consommateurs veulent acheter au maximum et vendre à un prix exorbitant. Le Représentant offre de faire fournir tout ce qui est nécessaire, pourvu qu'on veuille s'exécuter. . . . Il y a encore, dit-il, du grain dans votre département, mais la malveillance le tient caché. A Chanac, on en a trouvé dans les montagnes ; à St-Chély, il était caché sous du foin. Du reste, dans ce dernier district le recensement a été mal fait. A Meyrueis, il a été bien plus exactement procédé. . . Au Malzieu, il y a du talent, mais beaucoup de finesse. Il faut espérer que le *sans-culottisme* y dominera bientôt, grâce aux bons principes du Comité de surveillance. La municipalité n'est pas tout à fait si bien composée. A St-Alban, tout se mène par caprice : les fonctionnaires publics se permettent des vexations extraordinaires ; mais le Représentant se promet de faire une justice exemplaire des coupables. Ce rapport, entendu avec attention, a été vivement applaudi.

La Société, pour seconder les bonnes intentions du Représentant du peuple, a arrêté d'écrire à tous ses frères affiliés du District, pour les inviter à faire disparaître tous les signes du fanatisme et pour stimuler les autorités constituées qui seraient coupables de quelque négligence sur cet article.

Séance levée à 11 heures.

Séance du 22 prairial.

10 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

La séance a été ouverte par des chants patriotiques.

Les citoyens Charles C. et Nicolas B., vétérans, ont remis sur le bureau un diplôme de la Société populaire de Sorgues, ont demandé à être affiliés à la nôtre. On a pris connaissance de ce diplôme, et la Société, charmée de voir dans son sein de respectables vétérans donner l'exemple du patriotisme, a arrêté, sur la motion d'un de ses membres, que le président en les proclamant membres de la Société leur donnerait l'accolade fraternelle ; ce qui a eu lieu au milieu des applaudissements.

Le citoyen B., administrateur du département ayant remis sur le bureau un diplôme de la Société épurée de la commune de Langogne, a été proclamé membre de notre Société.

On a ensuite fait lecture des nouvelles et de la correspondance ; après quoi un membre du Comité de surveillance a demandé la parole pour se plaindre des abus qui se glissaient dans l'exécution de la loi salubre du maximum. Il s'est surtout élevé contre l'avidité des jardiniers qui portaient les laitues et autres légumes à un prix exorbitant. Il a ensuite dénoncé un particulier qui avait échangé une livre de farine contre une livre de beurre. Il a demandé que la Société invitât tous ses membres à lui dénoncer tous les abus qu'ils connaîtraient en ce genre.

Le président a aussitôt mis la motion aux voix, et, ayant été adoptée, il a aussitôt proclamé l'invitation.

Le même membre du Comité a proposé d'inviter tous les citoyens à n'acheter du jardinage que sur la place, afin de forcer les jardiniers à en apporter et faire cesser leur égoïsme. La discussion s'est ouverte sur cette proposition. Plusieurs membres ont demandé que tous ceux de la Société qui iraient se pourvoir dans les jardins fussent rayés de la liste.

On a aussi proposé d'émettre un vœu auprès de la municipalité pour qu'elle prit des mesures sûres et sévères pour réprimer la cupidité des jardiniers.

La Société a délibéré et a sur le champ invité la municipalité à prendre des mesures pour que les jardiniers apportassent sur la place leurs légumes, et qu'ils ne les vendissent qu'un tiers en sus du prix de 1790 (style esclave), conformément à la loi.

Un membre a demandé que la Société prit des mesures pour procurer du numéraire pour payer les grains que le représentant du peuple Borie a acheté à Gênes et dont la moitié doit être payée en numéraire. Il a représenté que cette mesure aurait le double avantage de mettre le Représentant du peuple à même de satisfaire à ses engagements contractés pour notre département et celui du Gard, et de faire diminuer le prix des denrées, car, a-t-il dit, leur cherté ne vient que de la différence que des malveillants et des agioteurs mettent entre le papier et l'argent. Il s'est résumé à demander que la Société fit une invitation à tous les bons citoyens de porter leur numéraire chez le receveur du District, qui le leur échangerait contre pareille somme en assignats ; 2° Que la Société invitât toutes les Sociétés de ce dé-

partement à pendre la même mesure ; 3° Que la liste des personnes qui porteraient le numéraire pour l'échanger fut remise tous les jours sur le bureau, pour être lue à la Société ; 4° Que tous bons citoyens dénonçassent à l'opinion publique ceux qu'ils pourraient prouver avoir du numéraire et qui ne le changeraient pas. Ces différentes propositions, mises aux voix, ont été approuvées.

Le citoyen B. a remis sur le bureau une piastre espagnole ; la Société a ordonné qu'il en serait fait mention civique ainsi que du citoyen R. qui a donné une pièce de 50 sols et une de 15.

Le citoyen T. avait remis sur le bureau une pomme d'or de canne ; la mention civique en a aussi été ordonnée.

Sur la motion d'un membre, la Société a invité la municipalité à nommer des commissaires secrets, chargés de surveiller l'exécution de la loi du maximum et de dénoncer les infracteurs.

L'agent national, jaloux de se concerter avec la Société, a annoncé qu'un arrêté du Comité de Salut public lui ordonnait de choisir six jeunes gens pour l'école de Mars établie à Paris, et qu'il souhaitait qu'on lui désignât quelques sujets.

Un membre a observé que la loi n'était pas suffisamment connue et a demandé que la désignation fut ajournée à la première séance. Un autre membre a demandé que la Société nommât des commissaires pour faire la présentation des jeunes sujets. La proposition a été accueillie et D. P. B. et C. ont été nommés commissaires.

Séance levée à 10 heures et demie.

Séance du 23 prairial.

11 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

Après les chants patriotiques on a lu une lettre de nos frères B. et T. qui écrivent de Cette qu'il est arrivé de Gènes quatre vaisseaux chargés de grains ; que dans la distribution qui doit en être faite nous sommes compris pour 4,500 quintaux, et qu'il faut inviter les administrations pour les prier de nous en faire jouir. Cette lettre a été vivement applaudie.

On a ensuite donné lecture d'une relation envoyée de la Société populaire de Valence qui expulse de son sein et voue au mépris de tous les bons citoyens un fils dénaturé, nommé La V. qui s'est mal comporté envers son père, qui lui a refusé les soins que tout fils doit à son père, et qui n'a pas honoré la vieillesse comme la nature et la loi lui en font un devoir.

On a lu une relation de ce qui s'était passé à St-Laurent de La Cerda, lorsqu'il fut attaqué par les Espagnols, le 50 floréal, et que 5,000 républicains repoussèrent au moins 12,000 esclaves.

Le citoyen Borie annonce à la Société que le département de la Lozère n'était point compris dans la division des grains arrivés de Gènes. Le citoyen Représentant invite la Société à écrire au commissaire à Cette, pour que nous soyons compris dans cette division comme le citoyen Borie nous l'a fait espérer. La Société a arrêté que les citoyens B. et D. seraient chargés de peindre

notre situation au commissaire chargé de la distribution des grains à Cette.

On a aussi délibéré qu'on enverrait le citoyen S., cadet, en qualité de commissaire, pour accélérer le quart ou le cinquième des grains achetés par le citoyen Borie, à Gênes.

Un membre propose d'écrire à la Société populaire de Cette, pour qu'elle appuie notre réclamation. Cette proposition est adoptée. On écrira aussi à la Société populaire de Lunel.

Le citoyen Borie invite la Société à écrire à toutes les Sociétés populaires du département pour qu'elles invitent à leur tour tous les citoyens à échanger du numéraire contre des assignats, afin de pouvoir payer les 500,000 livres qu'il s'est engagé à donner à la République de Gênes, pour les grains.

Le citoyen C. offre, sur le champ, cinq cens livres en numéraire ; la Société les accepte et en ordonne la mention honorable. On ouvrira une liste pour connaître tous les échangeurs ; elle sera proclamée tous les soirs.

Le citoyen Représentant annonce que les biens des émigrés se vendent à un taux très avantageux dans le district de Nîmes et par tout le département du Gard. Il se plaint d'un peu de négligence des administrations de la Lozère ; il les invite à plus de diligence.

Il annonce encore qu'une lettre de Nîmes lui assure que le roitelet Sarde a quitté Turin et a fui vers Pavie.

Les membres du District prient la Société de vouloir donner des renseignements sur le compte du citoyen C. actuellement reclus.

Un membre a observé qu'il avait donné des preuves de civisme en achetant le premier des biens d'émigrés.

Un administrateur du département dit qu'il n'a été mis en arrestation que pour avoir mis un peu de rigueur dans la réquisition des soins.

Un autre membre observe qu'il lui paraît civique, qu'il croit qu'on peut faire quelques reproches au Comité de surveillance de Bagnols, mais que pourtant on accuse le prévenu de faits graves, comme d'avoir nourri des contre-révolutionnaires, et qu'il faut avoir des renseignements sur ces faits

Un autre membre observe qu'on accuse le citoyen C. d'avoir retiré chez lui, depuis l'insurrection de Charrier, le prieur de Chambonas et le nommé R.

Un membre de Bagnols, interpellé sur ce fait, dit n'en avoir aucune connaissance. Il dit qu'une femme seule a déposé ce fait, mais qu'il ne croit pas qu'on doive ajouter foi à cette dénonciation ; qu'il a même entendu dire que cette femme s'était déditée devant l'administration du District.

Un autre membre observe qu'il lui paraît assez probable que le citoyen C. a donné retraite à R. puisque celui-ci était son homme d'affaire.

Le citoyen Représentant dit qu'il est assez éclairé, et la Société arrête qu'extrait du procès-verbal serait remis à l'administration du district.

Un membre donne lecture d'une lettre qui atteste que le citoyen C. a réellement son congé absolu, mais qu'il n'est pas possible d'en justifier pour le moment à cause de l'amalgame des bataillons. La Société arrête que le citoyen Représentant sera prié d'avoir égard à la circonstance où se trouve notre frère C. Le citoyen B. annonce qu'il a déjà accordé un sursis.

Un membre demande de nouveau qu'on abatte les

clochers qui existent encore dans notre commune. On observe que ces clochers n'ont été conservés que comme chef-d'œuvre des arts : qu'ils devaient être étetés, et qu'à la place de la flèche on mettrait une statue, sur les quatre coins seraient ou on doit mettre les emblèmes de la Liberté : que le petit clocher sera converti en prison, et le grand en archives pour le département.

Le général Lamarque offre d'abattre ce clocher avec ses frères d'armes si le citoyen représentant voulait l'ordonner. Le citoyen Représentant dit qu'il existe sur ce sujet un arrêté de Châteauneuf-Randon, qu'il demande qu'il soit lu demain et qu'il soit exécuté.

Le citoyen Borie, qui va à St-Chély pour organiser le district, demande qu'on lui indique des sujets propres à l'administration.

Séance levée à 11 heures.

Séance du 24 prairial
l'an second de la République, une et indivisible.

13 juin 1794.

Présidence de T.

Après des chants patriotiques, le citoyen receveur du District a annoncé que quelques citoyens lui avaient déjà remis du numéraire à échanger contre du papier. La Société ordonne qu'il en sera fait mention honorable, que la liste en sera lue et annexée au procès-verbal. Le citoyen T., président, a sur le champ remis sur le bureau deux pièces de 6 livres, disant que c'était ses dernières et que c'était avec plaisir qu'il les

offrait à la nation. — Mention civique. On fait lecture des nouvelles et d'un arrêté du Représentant du peuple, relatif à l'organisation de la garde nationale. Cette lecture entendue avec intérêt a été terminée par les plus vifs applaudissements.

Le Représentant du peuple a fait part à la Société du résultat du recensement qu'il avait ordonné dans le Gard. Plusieurs infracteurs ne sont exposés à de fortes amendes ; il s'ensuit que leurs déclarations étaient infidèles, et que par conséquent on a dans le Gard de bien plus grandes ressources en subsistances qu'on se supposait.

Un membre a fait lecture de l'adresse par laquelle la Société invite toutes ses affiliées dans le département à échanger leur numéraire en assignats, pour faire le paiement des grains achetés chez l'étranger. Cette adresse rédigée par le citoyen B., officier de santé a été approuvée et applaudie. Un membre ayant proposé de faire imprimer cette adresse pour la répandre plus promptement ; cette motion a été adoptée.

Le citoyen Représentant a observé à la Société, qu'il était important, pour le département de la Lozère et les départements voisins, d'ouvrir la communication des départements méridionaux avec ceux du Nord : que pour cet effet il croyait qu'il était à propos de perfectionner la route qui conduit de Montpellier à Angoulême, en passant par Mende, St-Flour, Aurillac et Tulle. Ces observations ont été entendues avec intérêt et vivement applaudies, et la Société a chargé les ingénieurs présents de faire un rapport sur ce sujet, à la première séance.

Sur la proposition d'un membre, on a donné plus

d'extension à la proposition qui fut faite hier, pour procurer du numéraire pour achat de grains, et on a résolu d'inviter tous les citoyens à se défaire de leurs objets d'or et d'argent, tels que vaisselles, bijoux, etc.

Séance levée à dix heures et demi.

*Séance du 25 prairial l'an second
de la République française, une et indivisible.*

13 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

Une jeune citoyenne a ouvert la séance par une hymne patriotique qui a été terminée par de vifs applaudissements.

On a fait lecture d'une adresse du Représentant du peuple Monestier, du Puy-de-Dôme, qui invite tous les citoyens à se priver de viande pendant un certain temps et à s'imposer un carême civique. La Société a senti la nécessité de cette mesure, et, pour procurer plus de subsistances à nos braves défenseurs, elle s'est volontiers imposée ce léger sacrifice ; elle a en même temps voté une adresse à toutes les Sociétés des autres Districts du département pour inviter tous les citoyens à la même mesure.

Le citoyen B. cadet, ingénieur ordinaire, a fait un rapport sur la nécessité d'une route qui ouvrirait la communication des départements méridionaux avec ceux du Nord. Il en est résulté que cette communication, facile

à exécuter, procurerait de grands avantages dans cette partie de la République.

Un membre ayant proposé d'adresser le mémoire sur la nécessité et la facilité d'ouvrir cette route, serait adressé à toutes les Sociétés populaires des départements voisins ; que pour cet effet il fallait inviter notre frère B. à donner plus d'étendue à ses renseignements et à les faire imprimer. Cette motion a été adoptée.

Un membre s'est plaint de ce que les gendarmes du district de Marvejols qui rendaient journellement de grands services à la République, en arrêtant des malveillants et des déserteurs, avaient été, en arrivant ici, mis en prison par leur capitaine, sous prétexte qu'ils avaient demandé leur prêt avec humeur. Il s'est résumé à demander que le citoyen capitaine fut invité à se rendre à la Société, pour lui faire connaître les motifs qui l'avaient déterminé à infliger cette peine, et la mettre à portée de prononcer si elle devait ou non émettre un vœu pour leur élargissement. Attendu l'absence du citoyen Beaucour, capitaine, de lui envoyer un frère pour l'inviter à se rendre à la Société. La motion adoptée, le citoyen L. a été nommé commissaire.

Un jeune citoyen a représenté à la Société que tandis que les défenseurs de la patrie s'exposaient sur la frontière, qu'il fallait, si le cas l'exigeait, leur préparer des successeurs ; que le meilleur moyen était d'exercer de bonne heure les jeunes citoyens au maniement des armes, que par conséquent il priait la Société de s'intéresser auprès de la municipalité pour leur faire distribuer des fusils de bois. Cette motion a été reçue avec sensibilité, et après avoir loué le zèle des jeunes citoyens, la Société a arrêté, sur la motion d'un de ses

membres, de concourir elle même à cette instruction, en faisant faire à ses dépens 200 fusils de bois.

On a observé qu'on n'avait point le bois nécessaire pour la perfection du temple dédié à l'Etre Suprême ; que des ouvriers s'étaient transportés au bois du Choisal, le seul qui put en fournir ; mais qu'après en avoir abattu quelques pièces, sous prétexte qu'on ne pouvait disposer d'un bien dont le propriétaire était absent ou reclus, on les avait fait revenir.

Le citoyen D. témoin de cette discussion s'est empressé d'offrir huit belles pièces de bois. La Société a reçu son offre avec reconnaissance et en a ordonné mention civique.

Le commissaire qui s'était rendu auprès du citoyen Beaucour a répondu qu'il était couché et qu'il se rendrait demain pour répondre au désir de la Société.

Séance levée à 11 heures.

Séance du 28 prairial.

16 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

La séance s'ouvre par la lecture de la correspondance. Un procès-verbal des administrateurs du district de Langogne annonce qu'un gendarme a été assassiné, dans la commune d'Auroux, par des déserteurs. La Société témoigne sa sensibilité sur cet événement. Le Représentant du peuple a promis de venir, au nom de la République, au secours des parents de cette triste vic-

time de la malveillance et de l'égarement où l'on tient nos frères des campagnes.

Après quelques réflexions sur le carême civique et sa nécessité, la Société arrête que tous ceux de ses membres qui seront convaincus d'avoir mangé de la viande seront rayés de sa liste. Le Représentant fait lire à ce sujet un arrêté qu'il a pris relatif aux bouchers et à tous ceux qui tuent du bétail ; il est défendu d'en tuer à l'avenir sans l'exposer sur l'étaulière.

Une lettre de Nîmes annonce la sortie de la flotte de Toulon, et qu'une frégate de cette escadre a pris une frégate anglaise, après six heures de combat.

Le citoyen L. de retour de Montpellier annonce que les vivres sont en quantité à Cette ; que les Turcs nous en amènent tous les jours, et qu'ils paraissent aimer à fraterniser avec nous. Malgré la malveillance, nous ne manquerons donc pas de vivres ; nous ne devons aussi avoir aucune inquiétude sur les manœuvres religieuses, grâces aux arrêtés du Représentant Borie.

On lit une lettre de Florac qui annonce que tout le monde s'est empressé de changer son numéraire contre des assignats.

L'ordre du jour amenait la discussion sur l'emprisonnement de trois gendarmes et sur les raisons qu'avait eu le citoyen Beaucour pour l'ordonner. Celui-ci prend la parole pour annoncer qu'il se serait empressé de se rendre à la séance d'hier, s'il n'eût été malade ; que pour l'emprisonnement, il a dressé un procès-verbal qu'il a remis au général Lamarque et qu'il s'y réfère.

Un membre veut que l'on passe à l'ordre du jour motivé sur ce que les Sociétés populaires ne doivent pas s'immiscer dans la discipline militaire. Tout le monde

n'est pas de cet avis. L'affaire dont il s'agit serait de nature à exiger que la Société prenne de plus amples informations, et on demande lecture du procès verbal dont vient de parler le citoyen Beaucourt. Comme la discussion commençait à s'échauffer, un membre pour mettre fin propose de faire au citoyen Beaucourt une invitation fraternelle de dire la cause qui lui ont fait mettre ces trois gendarmes en arrestation. Le représentant du peuple appuie cette motion et dit qu'il croit que le citoyen Beaucourt ne peut se refuser à donner des explications, car, dit-il, s'il arrivait. . . . que d'autres militaires fussent. . . . par leur supérieur les So[ciétés populaires] doivent être leur appui.

Le citoyen Beaucourt cède au vœu de la Société et dit que le 24 courant, trois gendarmes se sont rendus chez lui, sur les 9 heures, l'ont grièvement insulté, ont menacé de l'assassiner, lui ont porté le poing sur le visage ; qu'il s'est enfui et a appelé au secours ; qu'il est venu des témoins qui ont encore entendu les menaces et qu'il en a dressé procès-verbal. Un membre a nié le fait et combat le citoyen Beaucourt.

La Société, après de longs débats, prie le citoyen Représentant d'arranger cette affaire. Le citoyen Représentant s'y refuse en disant que si la discipline a été méconnue, il faut que les coupables soient punis. Il finit qu'on nomme des commissaires pour prendre des informations et qu'on les lui transmette à lui ou bien au tribunal qui doit connaître cette affaire. Cette motion mise aux voix est adoptée, et les commissaires nommés pour prendre des informations, sont les citoyens G. L. fils, R. et O.

Séance levée à 11 heures.

Séance du 28 prairial.

13 juin 1794.

Présidence du citoyen T.

A l'ouverture de la séance, on fait lecture d'une lettre du citoyen G. commissaire des subsistances du département à Lunel. Il invite l'administration à prendre des mesures pour faire prendre les grains qu'il a en son pouvoir, attendu qu'il n'a aucun moyen pour les faire parvenir lui-même.

Un membre ayant, sur ces entrefaites, annoncé que onze charrettes vides s'en retournaient dans ce moment dans l'Hérault, propose qu'on invite les autorités constituées à les mettre en réquisition. La proposition a été adoptée, et de suite les citoyens Ch. et D. ont été chargés d'émettre le vœu de la Société auprès des autorités constituées et d'en rendre compte séance tenante.

L'ordre du jour amenait la lecture du procès verbal et la suite de la discussion sur l'affaire du citoyen Beaucourt.

Au commencement de cette discussion, les commissaires auprès des autorités constituées ont demandé la parole ; ils ont annoncé que le citoyen maire avait aussitôt requis toutes les charrettes qui se trouvaient sur la place Dangiran.

On a repris la discussion sur l'affaire Beaucourt. La citoyenne Beaucourt, qui la veille avait défendu son époux a inculpé le secrétaire, chargé de la rédaction du procès verbal d'hier et ci-annexé, de n'avoir pas inséré dans le procès verbal toutes les notes qu'elle avait re-

mis. On lui a observé que ses notes n'étant pas essentielles et adhérentes à la chose traitée, on les avait omises ; et comme elle s'était échappée en propos durs, on a demandé qu'elle fut censurée.

Un membre, après avoir longtemps parlé sur le délit dont on accusait le citoyen Beaucourt, s'est résumé par demander qu'on suspendit de la Société ce citoyen, jusqu'à ce que sa conduite fut bien scrutée et qu'il ne se fut justifié, et de remettre la dénonce à qui de droit pour en poursuivre le jugement.

L'une et l'autre de ces motions ont été mises aux voix, et la première a été amendée par un membre, et a dit qu'entre les deux propositions y relatives, des commissaires seraient chargés de prendre des informations à à charge et à décharge, et que la Société, tout en renvoyant par devant qui de droit pour faire juger le fait dénoncé, émettrait son opinion sur le civisme du citoyen Beaucourt.

D'après cette motion, il a été décidé après un appel nominal : 1° Que le citoyen Beaucourt serait provisoirement suspendu, comme membre de la Société, jusqu'à ce qu'il ne se fut purgé de l'inculpation dirigée contre lui ; 2° Que la dénonciation serait remise à qui de droit pour en poursuivre le jugement ; 3° Que la Société atteste le civisme pur du citoyen Beaucourt.

Séance levée à dix heures et demi.

Le Conseil général, dont les subventions contribuent si largement aux publications historiques de la Société, ayant manifesté le désir de voir reproduire complètement les noms des personnes qui ont pris part aux discussions des séances de la Société populaire, la Société d'agriculture a décidé qu'il en serait ainsi à l'avenir et qu'il serait dressé en même temps un tableau indiquant les noms des personnes jusqu'à ce jour désignées par la première lettre de leur nom.

Le Comité de publication.

- 225 D. Dibon, D. Dalzan, L. Lacoste, fils : T. Tarteron, R. Robert.
- 224 L. Lacoste, R. Rabeyrolle, V. Valetton, D. Dorville, D. Dalzan, R. Rabeyrolle.
- 227 C. Cordesse, R. Roufiac, O. Oziol, P. Pagès, J.-B.-B. Jean Bte Blanquet, B. Bonnel, G. Gril-lat, A. C. André Chaptal, S. Salleix, T. D. Théodore Dumas, F. Favier, C. Chevalier, H. R. Hercule Randon.
- 228 P. Plagnes, D. Dupont, F. Fontibus, R. Rey, F. Fontibus, P. Prat, B. Bonnel, G. Gresset, B. Boissonade, D. Doladille.
- 229 D. Dibon.
- 230 T. Tarteron, D. Domergue.
- 231 L. Lacoste, D. Dibon, P. Pauliac, F. Fontibus.
- 232 L. Lacoste.
- 233 M. Malet, T. Tarteron, D. Domergue.
- 234 H. Hébrard, D. Dalzan, R. Rabeyrolle.
- 235 S. Sauvage, D. Dalzan, L. Louis, B. Baron, M. Martin, C. Croze, D. Dibon, T. Thomé, D. Dibon.

- 236 B. Boissonade, D. Dibon, T. Thomé.
237 D. Dibon, B. Bécamel aîné, B. Bécamel cadet,
L. Levrault, D. Dibon, T. Thomé.
238 D. Dibon, B. Beaucourt, P. Pauliac, F. Fontibus.
239 T. Tarteron, B. Boissonade, G. Guérin. R. Rabey-
rolle, D. Dibon, L. Lacoste, R. Rabeyrolle,
G. Grillat.
240 T. Tarteron.
241 P. Pauliac, F. Fontibus, B. Bécamel, D. Dalzan,
B. Bonel.
243 T. Tarteron, L. Lacoste.
244 p. prêtre, P. Pauliac, V. Vrai, L. Louis.
245 T. Tarteron, L. Lacoste, V. Vrai.
246 D. Dibon, B. Boissonade, P. Polvère, L. Levrault.
248 G. Grillat, B. Beaucourt, F. Fabre. -
250 B. Boissonade.
251 B. Boissonade, D. Dalzan, T. Tarteron, B. Boisso-
nade, T. Tarteron.
252 T. Tarteron.
256 R. Rabeirolle, S. Sirvens, J. Joli, B. Boissonade,
L. Loubeirac, S. Sauvage, S. Sauvage, C. Char-
pentier, S. Sauvage.
258 B. Bonnel, D. Dalzan, R. Rabeyrolle, B. Baron.
259 B. Barbot, C. Chaptal, B. Blanquet, B. Blanc,
R. Rastoul, S. Saleix, père ; S. Saleix, fils ;
B. Boyer, B. Barbut, M. Mazaudier, B. Bourrillon.
260 B. Bonnel, B. Beaucourt, D. Dalzan, R. Rabey-
rolle, F. Fontibus.
261 B. Beaucourt, G. Grillat, R. Rabeyrolle, B. Bon,
B. Boyer, fils ; P. Pic, B. Besson, R. Rastoul,
A. Aubigeon, G. Gleize, B. Benezet.

- 262 B. Benezet, D. Darzenc, B. Beaucourt, R. Rabeyrolles, L. Lacoste, S. Sincère.
- 265 C. Cruvellier, L. Levrault, R. Rastoul, P. Paulhac, P. Planchon, H. Hebrard.
- 264 D. Domergue, A. Albijon, C. Charpentier, D. Dibon, P. Pic, B. Besson, V. Veron, D. Darzenc (1) T. Tarteron.
- 265 B. Balai, B. Boulanger.
- 266 E. Enjelvin, D. Daudet, M. Mulot, C. Chevalier.
- 267 B. Bergogne, G. Grillat, C. Croze, C. Chaptal, aîné : T. Tabusse, V. Valetton, E. Enjelvin, B. Bourrillon, R. Rabeyrolle, B. Boulet, B. Beaucourt, L. Levrault, L. Lacoste, R. Rabeyrolle.
- 268 M. Mulot, E. Enjalvin, D. Daudet, V. Vachin,
- 269 P. Prost.
- 270 T. Tarteron.
- 271 D. Dibon, T. Tarteron, D. Dibon.
- 273 P. Prost, S. Sauvage, M. Martin, G. Guérin, C. Cruvelier, T. Tarteron, D. Dibon, B. Beaucourt, G. Grasset, B. Bonnel, D. Dibon, T. Tarteron, D. Dalzan.
- 274 R. Riou, G. Grillat, C. Chaptal.
- 276 G. Guiot, J. Jalbert, L. Lacoste, D. Dardaré, B. Bonnel, D. Domergue, T. Tarteron, P. Pelet.
- 277 R. Rivière, J. Jourdan dit Combette, B. Borrel.
- 279 V. Veron, L. Ligier, D. Dardaré, T. Thomé, P. Prost.
- 280 B. Bourrillon, B. Bécamel frères, G. Grasset, G. Guillaume, R. Robert, B. Barbut, L. Lohéyrac,

(1) Darzenc autrement Guyot.

- S. Soleix, C. Charpentier, V. R. Victor Randon,
P. Pichand, S. Saleix, J. Jaffard, R. Raynal, M.
Malafosse, S. Sinière, T. Tarteron, F. Fabre,
B. Roissonade, G. Grillat, D. Dupont, M. Mulot,
D. Dolsens, M. Mercier, B. Bon, F. Fage, R.
Rastoul, B. Bergogne, T. Toquebœuf, B. Bonas-
sier, P. Pauliac, R. M. Robert Mathieu, B. Beau-
court, G. Guérin, R. Rabeyrolle, C. Cruvelier,
G. Guillaume, R. Rastoul, B. Beaucourt, G. Gril-
lat, F. Fabre.
- 281 L. Lobeyrac.
- 282 L. Lacoste, T. Thedenat, B. Bon, B. Barbot, T. Turc,
- 283 S. Sincère, P. Pauliac, A. Astruc, G. Guiot, S.
Sincère, P. Pauliac, L. Lobeyrac.
- 284 T. Toquebœuf, B. Bonnefoux, L. Laurens, P. Pau-
liac, C. Chaptal, L. Ligier, C. B. Charles Bou-
chité, C. Crueize.
- 285 S. Sincère, B. Boissonade, R. Rabeyrolle, M. Ma-
laval, L. Lacoste, R. Rabeyrolle.
- 286 B. Beauregard, M. Monestier, L. Laurens, B. Beau-
court, L. Laurens.
- 287 T. Tarteron.
- 288 D. Dalzan, T. Tomé, P. Pauliac, T. Tarteron, M.
Malaval, R. Ribauti.
- 289 P. Pilet, B. Bonnel, T. Tarteron, P. Pauliac, T.
Thédenat, T. Tarteron, D. Domergue.
- 290 Pauliac, T. Tarteron, L. Lamouroux, B. Boisso-
nade.
- 291 R. Rastoul, R. Rabeyrolle, R. Rastoul, G. Guil-
laume, B. Bon.
- 292 R. Rabeyrolle, D. Dardaré, M. Martin, D. Desses,

- C. Charpentier, G. Guyot, R. Robert, S. Servièrès.
- 293 S. Sirvens, B. Boissonade, R. Rabeyrolle, R. Rastoul, M. Martin, R. Rabeyrolle, C. Colson.
- 294 C. Colson, R. Rabeyrolle, cadet ; D. Dardaré, R. Rabeyrolle, aîné, B. Bergogne, S. Sincère, D. Dalzan, L. Levrault, L. R. La Roche-Randon.
- 295 M. Montialoux, R. Rabeyrolle, C. Colson, B. Boissonade, B. Boissonade.
- 296 T. Tarteron, D. Dibon, V. Veyron, V. Vaillant.
- 297 T. Tarteron, V. Vairon, V. Vaillant, B. Balme, T. Tabusse, C. Court, P. Pilet.
- 298 B. Boissonade, D. Dibon, V. Vairon, S. Sincère, L. Lacoste, T. Tarteron.
- 299 C. Charpentier.
- 300 T. Tarteron, B. Boissonade.
- 301 P. Polvère, G. Grillat, R. Rocher, R. Rouffiac, A. André, C. Chaptal, G. Grillat, R. Rocher, J. Jalbert, S. Solignac, B. Boisset.
- 305 D. Dalzan, R. Randier, D. Dalzan, B. Boissonade, B. Beauregard, D. Dalzan.
- 304 S. Sincère, B. Bonnel, D. Dibon, T. Tarteron.
- 305 B. Beaucourt, B. Beauregard, T. Tarteron,
- 308 V. Veron, S. Simon, R. Rabeyrolle, B. Bouchité, S. Sincère, D. Dorville.
- 310 P. Percegol, G. Grillat.
- 311 C. Cravelier, D. Dalzan, D. Domergue, T. Tabusse, T. Toquebœuf, B. Becamel, T. Thedenat, C. Court, B. Boissonade, cadet ; F. Fabre, timbreur ; V. Vincent, T. Toquebœuf, F. Fabre, avoué.
- 312 F. Fabre,

- 314 M. Mercier.
315 T. Tarteron.
318 B. Boissonade, B. Beauregard, B. Boissonade, ca-
det. M. Malaval,
319 F. Fabre, B. Bonrassieu, T. Tarteron, B. Boissonade.
520 B. Boissonade.
521 C. Colson.
322 B. Boissonade, C. Colson, T. Tarteron.
325 B. Boissonade.
526 B. Boissonade, D. Dalzan, F. Fontibus, P. Pauliac.
327 R. Bonnel.
528 V. Velai, S. Solern, L. Lapierre, B. Boissonade.
J. B. Jean Balme, F. Fontibus.
528 C. Chazalotte, C. Charpentier, P. B. Polvère Blan-
quet, B. Blanc dit la Rose, L. Levrault, B. Bois-
sonade, P. Pauliac, F. Fontibus.
330 B. Beaucourt, F. Fancette, L. Lapierre, B. Bécamel,
551 P. Pelisse, R. Richard, T. Tarteron, B. Boissonade,
F. Fontibus.
332 R. Richard, P. Pelisse, C. Couderc, L. Lascols.
355 V. Vincens, B. Boissonade, R. Rafin, B. Baldit.
346 M. Martinet, T. Tabusse, P. Pillet, R. Renouard,
P. Pauliac.
537 D. Dalzan, M. Muret.
558 D. Demergue, T. Tarteron, R. Rabeyrolle, O. Ou-
din, L. Lacoste, B. Barbut.
559 B. Boissonade, P. Pauliac.
340 M. Muret.
541 D. Dibon, M. Muret, G. Guillaume.
542 G. Guillaume, B. Bonnel, B. Barbut.
343 A pour H. Hébrard, G. Guérin.

- 545 C. Cruvellier, P. Pauliac, V. Vayron, P. Prost, D. Dibon, T. Tartaron, S. Sauvage, G. Guérin.
- 546 D. Dibon, C. Cruvellier, S. Sauvage, V. Veyron, T. Tarteron, P. Pauliac, D. Dibon, P. Prost.
- 547 L. V. Léon Velay, A. L. Augustin Lapierre, S. Solern, T. Tarteron, D. Dalzan, R. Rastoul, P. Pauliac, D. Dalzan, D. Dibon, T. Toquebeuf.
- 548 S. F. Samuel François.
- 549 L. C. Laurans Charpal, A. Ami, B. Borel.
- 550 A. Ami, G. Gay, B. Borel, S. F. Samuel François, B. Bardet.
- 551 C. Cayroche, B. Barge.
- 555 A. André. B. Béraud.
- 556 A. André, D. Dibon, V. Vairon, G. Guiot, L. Lacoste, A. Alexandre. A. Aurès.
- 558 B. Bergon, R. M. Randon Mirandol, D. Daudé, L. Levrault, B. Bonnel.
- 563 B. Baron, G. Grillat, C. Chaptal, B. Barbnt.
- 564 d'O. d'Orgelas.
- 565 L. A. Louis Abraham.
- 566 B. Barge.
- 567 G. Grillat, P. Polvère, H. Horès.
- 568 H. Horès, L. Lochar, N. Nadaillac, L. Lochar.
- 569 G. Guiot, B. Bonnel.
- 570 G. Guérin, M. Mouret, L. Lacoste, M. Malafosse.
- 571 B. Bonnel, R. Rabeyrolle, T. Tarteron, D. Dibon, M. Malafosse, B. Barreau peut-être Barot.
- 575 R. Rabeyrolle, F. Favet, B. Boudet, M. Magdelon, F. Forestier, M. Margoton, R. Rabeyrolle, M. Mulot, R. Rey. R. Raffin.
- 574 D. Dallo, P. Pilet.
- 575 S. Solignac, P. Pelge.

- 376 T. Tédénat, P. Pouget, P. Pauliac, R. Rabeyrolle.
377 L. Lascols, F. Fages, B. Boulanger.
379 P. Percegol, D. Delmas, C. Chanson, V. Vigan.
R. Rainal, B. Bon, B. Baldit.
380 J. Jalbert, A. Astruc, B. C. Boulet, Caila, C. Chambon, B. Bonnel, B. Belon, P. Pagesi, F. Florit.
381 S. Solers, M. Molines, V. Vincens, C. Chambon, A. Alla, O. Osty, G. Girard, Q. Quarante, M. Mallet, C. Chalbos, B. Bonicel, T. Tardieu, A. André, G. Génuer, B. Borelly, L. Laurens, F. Fleuri, P. Pagès, B. Broussous, C. Cade, V. Veiron.
382 E. Escalier, M. Michel, B. Balmelle, T. Teissier, R. Ricard, B. Bragouse, C. Causse, M. Mezin.
383 B. P. Blanquet Polvére, G. Guyot, M. Martin, B. Bardet, S. Sommer, B. Bonnet, D. Dumas, H. Hermet, V. Velay.
384 D. Dalzan, H. Hermet, T. Tarteron, B. Bonnel, D. Domergue, B. Boudet.
385 T. Tarteron,
387 C. Cruvellier, T. Tarteron.
388 T. Tarteron, F. François.
389 T. Tarteron, E. Emeri, D. Dorville.
390 S. Sauvage, P. Prost, C. Chazalette, R. Rôsier, V. Valeton, B. Besson, M. Mouret, P. Pillet, D. Domergue.
391 D. Domergue, L. Laurans.
392 S. Solignac, B. Barau, T. Tabusse.
393 Rabeyrolle, fils ; R. Rabeyrolle, père.
394 C. Chazalette, M. Martinet, C. Court.
395 C. Charpentier, T. Tarteron, R. Rabeyrolle.

- 596 R. Rabeyrolle, R. et B. Rabeyrolle et Bonicel, C. Chazalette, M. Martinet, P. Pauliac.
- 597 P. Pauliac, B. Bon, V. Vincent, G. Guillaume, R. Rastoul, B. Bonnel.
- 598 D. Dibon, V. Voiron, B. Brunassi, B. Besson, P. Pic, A. Aubignac.
- 599 T. Thomé, D. Domergue, R. Rebeyrolle, D. Domergue, P. Paulhac, C. Charpentier.
- 401 B. Becamel.
- 402 B. Becalmel, V. R. Victor Randon.
- 403 M. Monna, R. Raffin, T. Thedenat.
- 404 T. Thedenat, A. André, C. Chazalette, B. Beau-court, B. Bon, B. et B. Beaucourt et Bon, B. Balès.
- 405 B. Bureau, B. Bompar.
- 406 A. André, B. Bardet, M. Mouret, P. Paulhac, B. Bonel.
- 407 L. Louchar, A. André, B. Bardet, B. Bompar.
- 408 B. Bompar, L. Lacoste, J. C. lisez J. B. Jacques Bonicel, Q. Quatreuil.
- 409 G. Grillat.
- 410 L. Lacoste, B. Bompar, H. Hours, T. Toquebeuf, G. Guiot, L. Lacoste, O. Oudin.
- 411 B. Boyer.
- 412 B. Boyer,
- 416 C. C. Chazalette, Crozes.
- 417 B. Boissonade, D. Domergue, C. Chazalette, B. Bardès, D. Dalzan, C. Charpentier, B. Bonnel, cadet ; V. Vaillant, T. Tarteron.
- 418 V. Vaillant, D. Dalzan, B. Beaucourt, P. Prost, G. Guyot, T. Tarteron, B. Bonnel, D. Dibon, B. Bardet, T. Tarteron, B. Bardet.

- 419 V. R. Victor Randon, D. Dorville, D. et M. Dumas
et Malafosse, D. B. B. Domergue, Bon, Boisso-
nade, D. Dalzan.
- 420 D. et B. Dibon et Bardet, D. Domergue.
- 421 D. B. P. F. Douville, Bonassier, Portanier, Fonta-
nier, C. Chaptal, B. Barbut, H. et G. Hérault et
Grilliat.
- 425 H. et B. Hérault et Barbut.
- 424 D. et M. Dumas et Malafosse, V. R. Victor Randon,
D. Dorville.
- 425 D. Dalzan, T. Tarteron.
- 436 C. Charpentier, D. Dalzan, T. Thédénat, M. Malige.
- 427 D. Dalzan, C. Chazalette.
- 428 C. Chazalette C. Corbis ! C. Chazalette, M. Mai-
noel, T. Tarteron.
- 429 V. Velai, D. Dalzan.
- 431 D. Domergue, L. Lacoste, A. et V. André et Vail-
lant.
- 433 T. Tarteron, D. Dalzan, T. Tarteron, D. Dibon, C.
Chazalette.
- 434 D. Dalzan.
- 445 D. Domergue.
H. Hébrard, T. Tarteron, H. Hébrard, T. Trau-
chessec, V. et D. Velai et Dalzan.
- 457 D. Dalzan, V. Velai, L. Lochard, D. Dibon.
- 438 V. Velai.
- 445 B. et C. Bouret et Croze, S. Solignac.
- 446 D. Domergue, L. P. Lozeran, Perret, L. Lamou-
roux.
- 447 A. Ambert, B. G. A. et B. Bon, Guérin, Ambert
et Barbut, B. Boyer.
- 448 B. Becamel.

- 449 T. Tarteron.
451 C. Cherranton, B. Bouillon, B. Bonnet.
453 B. Bien Aimé, R. Rosier, T. Tarteron. D. P. B. et
C. Dalzan, Prost, Bonnel et Croze.
454 B. et T. Bécamel et Tabusse, La V. La Violette. B.
et D. Barbut et Dibon.
455 S. Solignac, C. Charpentier, C. Champagnac.
456 C. Champagnac. R. Renouard, C. Chazalette, B.
Bon.
457 T. Tarteron.
458 B. Bonel.
459 B. Boissonade.
460 B. Boissonade.
461 D. Dupont.
462 L. Lochard.
463 G. L. R. O. Guyot, Lacoste, Robert, Oudin.
464 G. Ch. D. Giral, Chazalette, Dumas.

NOMS DES PRÉSIDENTS

de la Société populaire

D. Dibon (Michel), ancien religieux bénédictin.
R. Rekeyrolle,
C. Chateauneuf,
D. Dalzan,
D. Domergue,
G. Guyot,
B. Bonnel,
T. Tarteron.

LISTE NOMINATIVE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE MENDE.

1. Tarteron. — 2. Paullac. — 3. Cruvellier. — 4. Sauvage. — 5. Vayron. — 6. Dibon. — 7. Prost. — 8. Bonnel, cadet, maire. — 9. Rabeyrolle, aîné, officier municipal. — 10. Toquebeuf, juge du tribunal civil. — 11. Beaucourt, capitaine de la gendarmerie. — 12. Solignac, cadet. — 13. Chanson, concierge de la maison de réclusion (1). — 14. Pilet, huissier du directoire du département (2). — 15. Planhes, notaire public. — 16. Giral, presseur. — 17. Dorville, receveur du timbre. — 18. Tomé, ex-doctrinaire. — 19. Guillaume, traiteur. — 20. Ressouches, commis de la direction de l'enregistrement. — 21. Moulin, secrétaire du district. — 22. Tédénat, concierge de la société. — 23. Robert, ci-devant chantre (3). — 24. Rebeyrolle, fils, volontaire de la dernière requisition. — 25. Donadille, aubergiste, au Petit-Paris. — 26. Oudin, greffier du juge de paix. — 27. Victor Randon La Roche. — 28. Dalzan, accusa-

(1) Il lui sera recommandé d'être plus sobre et plus surveillant à son poste (Châteauneuf-Randon).

(2) Il lui sera recommandé d'être moins ennemi des personnes qui se sont montrées dans le temps du fédéralisme pour les opinions du représentant du peuple, envoyé dans le département les 31 mai, 2 juin et jours suivants (Châteauneuf-Randon).

(3) Il faut lui recommander de faire son commerce civiquement.

teur public. — 29. Boulanger, huissier au tribunal criminel. — 30. Beauregard, commandant de la garde nationale. — 31. Court, marchand. — 32. Martin, administrateur du département. — 33. Dardaré, administrateur du D... — 34. Béraud, procureur syndic. — 35. Croze, officier municipal. — 36. Balme, officier municipal (1). — 37. Tabusse, aîné. — 38. Palot, serrurier. — 39. Montialoux, huissier. — 40. André Bouchité. — 41. Charles Bouchité, boucher. — 42. Rosier, perruquier. — 43. Colom, perruquier. — 44. Portanier, tailleur. — 45. Vincens, tisserand. — 46. Rastoul, qui a abdiqué. — 47. Aubusjon, qui a abdiqué. — 48. Besson, qui a abdiqué. 49. Pic, qui a abdiqué. — 50. Planchon, aubergiste. — 51. Fontanel. — 52. Trauchesec, huissier du comité de surveillance. — 53. Vaillant, marchand. — 54. Vigan, tisserand. — 55. Guérin, secrétaire du département.

(1) Employé dans la maison de l'ancien évêque, a rempli ses fonctions d'officier municipal depuis très longtemps avec le plus grand zèle et assiduité.

ADRESSE

De la Société populaire de Mende, chef-lieu du département de la Lozère, suivie d'autres, ou Adhésions des sociétés différentes des Districts dudit Département.

A LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Lassés d'être sans cesse en butte aux traits de la calomnie, nous envoyâmes, auprès de vous, un de nos frères, et le seize brumaire, il renouvela à votre barre notre juste tribut d'hommages pour vos glorieux travaux ; il applaudit, pour nous, à cette fermeté républicaine qui purgea la France de ceux qui la tenaient avilie et le temple auguste de la liberté, des traîtres qui le deshonorèrent.

Il vous conjura, au nom de la patrie, de rester à votre poste, jusqu'à ce que prosternés à vos pieds ceux qui se sont coalisés par le crime et pour le crime même, vinssent vous demander la paix ; il remit au dépôt que vous avez désigné, une portion des dépouilles du monstre du fanatisme qui fit tant de ravages, (en avance des huit à neuf cent marcs d'argent que le Représentant Châteauneuf-Randon vous fait parvenir dans ce moment).

Organe de notre sincérité, notre député vous dit que la paix avait été troublée pendant quelques jours par des malveillants fugitifs des départements voisins, et cachés dans les tanières et les rochers de leurs frontières qui avoisinent le nôtre, et qui arrachèrent Charrier de la caverne que lui avait creusé la terreur du supplice que lui réservait un décret d'accusation de l'Assemblée législative; mais que depuis la défaite des brigands, depuis le mois de juin, nous n'avions vu que ceux qui avaient expié leurs crimes sur l'échafaud, et que calomnieusement et conspiratricement on avait encore voulu le représenter comme une autre Vendée, lui, l'Aveyron et le Cantal.

Représentants, la tranquillité règne parmi nous; elle nous est d'autant plus chère que nos frères des campagnes marchent à grands pas vers le bien; surtout depuis le moment où les soins du Représentant du peuple Châteauneuf Randon ont anéanti tout ce qui pouvait rappeler la superstition.

Hé bien! Citoyens Représentants, c'est dans ce calme heureux, c'est au milieu de cet élan rapide que la persécution de nouveaux fédéralistes, d'égoïstes et d'ambitieux nous calomnie, nous assassine encore.

Six hommes venant du côté de l'Ardèche, et que nous présumons déserteurs, passent sur le territoire de la commune de Pradelles, département de la Haute-Loire; ils dirigent, dit-on, leur marche vers le Cantal, d'où ils avaient été tirés pour l'encadrement et l'on veut qu'un rassemblement se forme dans nos contrées *lorsqu'on les suit, parce que la surveillance qu'on y porte, inspire la terreur aux méchants*; et l'on veut que nous devenions parjures, et que nous oublions le serment que nous

avons fait de nous ensevelir sous les débris des rochers et des montagnes escarpées, qui hérissent le département de la Lozère, plutôt que de souffrir que des scélérats le souillent une seconde fois.

Six hommes passent à Pradelles ; ils donnent des soupçons, et on ne les arrête pas et on les laisse aller grossir un rassemblement que l'on invente avec astuce et perfidie, et l'on veut que les habitants de la Lozère, qui seuls les premiers, l'ont purgée des brigands, et allèrent enlever à Allier l'étendard de la contre-révolution qu'il devait arborer dans les montagnes de la Haute-Loire le jour même, et commencer par la célébration d'une messe, dite de *St-Esprit*, à *Saugues*, même département, d'après ses aveux et déclarations, pour opérer une réunion avec les Muscadins de Montbrison et de Lyon ; et l'on veut, qu'après l'avoir été arrêté dans un autre territoire que le leur, ils se préparent à une insurrection ! Les perfides ! les méchants ! ils ajoutent à la cruauté qu'ils ont de refuser aux habitants des frontières de leur territoire abondant, une faible subsistance qu'ils vont intercéder, et qu'ils leur vendent même au-delà du *maximum*. et qu'après ils ont la cruauté d'aller leur enlever, sous prétexte de fraude, pour avoir une occasion de les poursuivre et de les accuser !

Ils sont jaloux ceux-là, qui nous persécutent, des progrès rapides que l'esprit public a fait dans ce département, et des mesures révolutionnaires qui ont été prises et qui ont fixé tout à coup l'opinion et la conviction du peuple. Ils veulent consommer le projet criminel qu'ils ont conçu depuis longtemps de nous diviser et de nous calomnier pour s'agrandir. Il suffit à cet égard de se rappeler du comité central qui se forma à Mende après

l'invasion de Charrier, composé des députés de la Haute-Loire, du Cantal, de l'Aveyron et autres qui avoisinent le département de la Lozère, pendant que les membres de cette dernière s'étaient transférés à Florac, y étaient et travaillaient de leur côté avec le représentant Fabre que nous pleurons, et ont été approuvés par la Convention ; il suffira de se rappeler qu'ils délibérèrent le partage et la division de ce département entre le Cantal, la Haute-Loire, l'Aveyron et autres, et vous en firent parvenir la proposition que vous rejetâtes avec indignation ; il suffira de vous dire qu'il est évident par les déclarations d'Allier, que ses mouvements et ceux de Charrier étaient combinés avec les Fédéralistes, les Royalistes, Lyonnais, Marseillais et Girondins. Les représentants Malhes et Châteaunef ont dû vous en instruire ; car leurs moyens et leur présence ont coupé toute la trame de la coalition des Marseillais, Lyonnais et Bordelais, avec ces montagnes dont il leur importait de s'emparer, qui toujours ont été enviées, mais qui jamais ne seront la proie des factieux, ambitieux et coalisés, parce qu'elles sont habitées par des Montagnards, qui, déjà par deux fois, avec ses autres co-députés de ce département à la Convention, avait arrêté les complots des *Castellane, Borrel, Rivière et Combettes*.

Nous citons au tribunal redoutable de l'opinion publique, nous dénonçons au montagnard Solon Raynaud ceux qui ont osé chercher à lui suggérer l'idée d'un *complot tramé secrètement dans notre pays*, tandis que les mouvements, s'ils existent, s'opèrent dans une partie du département qu'il habite. Nous vous dénonçons enfin ceux qui compromettent aussi légèrement la réputation d'un département et de patriotes reconnus, pour

favoriser plutôt les uns que les autres, auxquels ils tiennent ou sont attachés par des considérations personnelles ; nous vous les dénonçons, *quels qu'ils soient*, comme de nouveaux moteurs du fédéralisme et de nouveaux Rolland, Brissot, Vergniaux et Guadet, persécuteurs des patriotes et des Sans-culottes, et les ennemis de la réunion fraternelle des départements et de l'unité et de l'indivisibilité de la République.

Qu'ils viennent parmi nous ceux qui créent des rassemblements, ils s'assureront que la révolution n'a pas d'amis plus sincères, et les ennemis du bien public des surveillants plus terribles.

Ils rougiront, si toute pudeur n'est point étouffée dans leurs cœurs, de voir que des hommes que la misère accable, ne laissent pas échapper le moindre murmure.

Mais, Citoyens Représentants, que peuvent ces méchants ? leur règne n'est que d'un jour.... La vérité les fait rentrer dans le néant, duquel ils n'auraient jamais dû être tirés, puisqu'ils sont les *Attila* de leurs voisins et de leurs frères.

Si vous pouviez penser que des montagnards ne sont pas vrais, interrogez Châteauneuf-Randon qui, à si juste titre, a obtenu votre confiance, que vous n'avez laissé qu'un instant parmi nous, et que vous envoyez à de plus importants travaux, il vous dira que ceux que la calomnie poursuit avec tant d'acharnement et de fureur, sont à la hauteur des principes.

Il vous dira que la révolution de la morale et de la raison s'est opérée parmi eux d'une manière miraculeuse ; il vous dira que les habitants de la Lozère n'ont d'autre culte que celui de la Liberté et de la raison, que

tous ont juré, dans la franchise de leur âme, de vivre et de mourir pour la Montagne.

Châteauneuf Randon a laissé, dans les départements où vous l'avez envoyé, des lumières et de l'énergie. En votre nom, plein de votre esprit, il a fait trembler les modérés, les fédéralistes, les égoïstes et les ambitieux ; sourd à toute autre voix qu'à celle de la Patrie et de la justice, ennemi des considérations personnelles, de tous les genres d'appitoyements et d'autres modérations que celles de la prudence du législateur, il a sauvé et sauve tous les jours les patriotes et les vrais Sans culottes opprimés et poursuivis par les inimitiés et les vengeances personnelles de ces hommes qui sacrifient les intérêts de la Patrie à leurs passions, à leurs ressentiments et à leur fureur.

Les méchants, qui veulent détruire les plus chauds patriotes les uns par les autres, vous diront qu'il était noble ; et les seconds qui ne connaissent plus de nobles ni de prêtres, et qui jugent les hommes par les actions qui ne se démentent jamais, vous certifieront qu'ils ne l'ont jamais regardé comme tel. Mais *Pelletier*, dit-on, était noble aussi ; et les *Dumouriez*, *Hochard*, *Vergniaux*, *Rolland*, *Guadet*, *Brissot*, etc. etc. etc. ne l'étaient pas... enfin, nous vous le dirons aussi, nous surtout qui, par deux fois, l'avons choisi pour défendre nos intérêts qu'il n'a jamais trahi, nous vrais Montagnards et Sans-culottes, de fait et de nom, de climat et de médiocrité, qui le connaissons dès l'enfance, et auprès de qui nous trouvons qu'il n'a pas resté assez pour continuer à parler le langage de la raison, qu'il persuade si bien en Montagnard. Néanmoins, si nous étions encore menacés, ce qui nous paraît impossible et ne nous inquiète pas, il

a pris des mesures propres à arrêter les complots. Nous les aiderons de tout notre pouvoir ces mesures si salutaires, et tous les bons républicains les aideront avec nous.

Citoyens Représentants, ne croyez pas à la calomnie, et nous oublierons que nous avons trop longtemps gémi sous son poids accablant ; ne croyez qu'à cette nouvelle qui vous sera donnée par celui qui pourra nous survivre : *Les habitants de la Lozère sont morts en défendant la Liberté : ils n'habitaient pas en vain le sommet des montagnes.*

Nous avons fait entendre aux sauveurs de la patrie les expressions de notre juste indignation ; qu'ils écoutent les cris de nos cœurs et de notre reconnaissance : Vive la République, vive la Montagne !! *c'est le cri unanime qui nous console des injustices et de l'égoïsme de quelques cantons voisins de notre département, et des ambitieux qui nous laissent mourir de faim, et qui, s'ils nous calomnient et s'opposent même à ce que des propriétaires de leur département qui nous avoisinent, ne nous portent, ne nous donnent, ni ne nous prêtent plus leurs secours abondants en subsistances qu'ils étaient accoutumés de nous donner éternellement, ne nous feront jamais écarter de ces sentiments de fraternité qui doivent réunir tous les républicains Montagnards au même faisceau, comme peut-être ils voudraient méchamment le faire croire, pour produire une incursion cruelle sur notre territoire.* Nous nous reposons à cet égard sur la loi ; elle nous protège... Châteauneuf avant de partir pour l'embrigadement des armées des Pyrénées Orientales et Occidentales, a rappelé, à cet égard, toutes les gardes nationales de ce département au respect dû à chaque limite de terri-

toire, sans réquisition légalement faite ; et la présence du représentant du peuple Reynaud dans la Haute-Loire, nous répond qu'il aura tout prévu, pour que le petit nombre d'ambitieux et d'intrigants qui ont pu lui faire de faux rapports, ne compromettent ni la fraternité, ni la confiance qui doit régner imperturbablement entre voisins. Pussions-nous ne pas nous tromper et ne pas compter en vain !.... Nous lui faisons parvenir notre confiance à cet égard ; si elle était trahie, nous sommes Montagnards, nous ne nous écarterons jamais de ce flegme et de ce caractère imposant qui immortalisa nos frères de Paris, au 2 juin dernier, quand ils furent si cruellement persécutés, calomniés, et que la République pensa devenir la proie d'une poignée d'intrigants, de fédéralistes et d'ambitieux ; et comme eux, nous vous demanderions justice contre celui de vos membres qui aurait aussi fortement violé la loi, la fraternité, et compromis la chose publique par sa légèreté à accrédi-ter et écouter les calomnies, à l'aide desquelles nous serions si cruellement persécutés.

En attendant Châteauneuf, déjà occupé de sa mission relative à l'embrigadement, nous nous mettons sous l'égide de vos estimables et dignes collègues Guyardin et Bory, chargés spécialement de vos pouvoirs dans l'Ardèche, la Haute-Loire, la Lozère et le Gard.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

CANTIQUE

Chanté dans le TEMPLE DE LA RAISON,
à MENDE, le deuxième décadi de Fri-
maire.

Air : Allons enfants de la patrie.

La RÉVOLUTION s'achève ;
Les droits de l'homme sont vengés.
Un plus digne culte s'élève
Sur les débris des préjugés. (*bis*)
Le religieux esclavage
Souilla trop longtemps ce saint lieu ;
Le peuple n'y voit plus que Dieu
Qui soit digne de son hommage.
Amis, égalité, raison et liberté !
Voilà (*bis*) les plus beaux dons de la Divinité.

* *

En vain des chaînes despotiques
Nous avons dégagé nos mains,
Dans des auto da fé civiques
Brûlé les féodaux larcins ; (*bis*)
Sous l'absurde théocratie
Notre âme végétait encor :
Grâces à son sublime essor,
Dans ce jour elle est affranchie..
Amis, etc.

..

Des Saints la puissance usurpée
S'écroule devant la raison.
Pour la France enfin détrompée
Il n'est qu'une religion : (bis)
C'est celle que l'Etre suprême
A gravée au fond de nos cœurs ;
Digne de ses adorateurs,
Seule elle est digne de lui même.
Amis, etc.

..

C'est sur la raison éternelle
Que reposera notre foi.
Nous étions égaux devant elle,
Avant de l'être par la loi. (bis)
Interprète de la nature,
Comme elle, la loi fait pour tous
Eclorre les biens les plus doux,
Et l'égalité les mesure.
Amis, etc.

..

Gloire à la MONTAGNE sacrée
D'où partent les foudres vengeurs,
Dont la France régénérée
Voit écraser ses oppresseurs !
Intrépides Représentants,
Et que le derniers des tyrans
Soit votre dernière victime.
Amis, etc.

O Divinités tutélaires !

Liberté, sainte Egalité !

Vous qu'adore un peuple de frères,

Veillez sur sa prospérité. (*bis*)

Elle a sonné l'heure fatale

Où, se brisant au même écueil,

Meurent le despotique orgueil

Et la rage sacerdotale.

Amis, *égalité, raison et liberté.*

Voilà (*bis*) les plus beaux dons de la Divinité.

Par le Sans-culotte TARTERON.

LE REPRÉSENTANT DU PEUPLE, envoyé par la Convention Nationale dans les Départements du *Gard*, de l'*Hérault*, de la *Lozère*, de l'*Ardèche*, de l'*Aveyron*, du *Cantal*, de la *Haute-Loire*, et par un nouveau Décret à *Commune affranchie*, dans les Départements environnans, et près l'*Armée des Alpes*,

ARRÊTE :

Que les six couplets chantés dans la Société Populaire de Mende, le second décadi de Frimaire, par le citoyen *TARTERON*, seront imprimés au nombre de six mille exemplaires, pour être distribués dans les Communes du Département.

Fait à Mende, ce 20 Frimaire l'an second de la République, une et indivisible.

Signé CHATEAUNEUF-RANDON.

HYMNE

Pour la fête de l'ÊTRE SUPRÊME, célébrée
à MENDE le 20 prairial, l'an deuxième
de la République, une et indivisible.

Air : Allons enfants de la Patrie

O TOI, qui lances le tonnerre,
Du crime des rois, DIEU vengeur !
Les cieux t'annoncent à la terre,
Et je te trouve dans mon cœur. (*bis*)
Les preuves de ton existence
S'amoncellent autour de moi.
J'admire et moins je la conçois,
Et plus j'adore ta puissance.
Protège un Peuple libre à l'ombre de la loi :
Grand DIEU (*bis*) ! l'encens qu'il t'offre est seul digne
de TOI.

. . .

Je lis dans la nature entière
Et tes bienfaits et mon devoir.
C'est fermer l'œil à la lumière,
Grand DIEU ! que de ne pas t'y voir. (*bis*)
Ton plus bel ouvrage, peut-être,
Est ce peuple que tu défends,
Qui d'un souffle abat ses tyrans,
Et qui ne veut que TOI pour maître.
Protège, etc.

*
*

Elle ne peut qu'être immortelle
Cette âme qui d'un feu divin,
De l'être qui pense par elle,
Enflamme et pénètre le sein. (*bis*)
Espoir consolant et sublime,
Qui relève l'homme abattu !
Seul il console la vertu
Du triomphe insultant du crime.

Protège, etc,

*
*

Cependant l'atroce athéisme,
Egarant tes adorateurs.
Rétablissait le despotisme
Sur les tristes débris des mœurs. (*bis*)
Dans sa bouche chaque blasphème
Était un outrage à nos droits ;
C'était pour nous donner des rois
Qu'il nous ôtait l'ÊTRE SUPRÊME.

Protège, etc.

*
*

Ils sont tombés tous ces impies
Sous les coups d'un peuple puissant.
Leurs cœurs, dévoués aux Furies,
Invoquent en vain le néant :
Leur âme vit et ta justice
L'enchaîne à l'immortalité.
Les succès de la LIBERTÉ
Seront leur plus affreux supplice.

Protège, etc.



Au haut de la MONTAGNE auguste
Où siègent toutes les vertus,
Un SÉNAT redoutable et juste
Nous retrace tes attributs : (*bis*)
La sagesse lui sert de guide ;
L'équité dicte ses décrets ;
La bonté répand ses bienfaits,
Et la puissance est son égide,
Protège un Peuple libre à l'ombre de la loi ;
Grand DIEU (*bis*) ! l'encens qu'il t'offre est seul digne
de TOI.

Par le MONTAGNARD TARTERON.

COUPLETS PATRIOTIQUES

SUR NOS SUCCÈS MARITIMES

*Chantés dans le TEMPLE DE L'ÊTRE
SUPRÊME à Mende, le premier Dé-
cadi de Messidor.*

Sur l'air : Amis quel heureux destin !

Amis, le trident des mers
Aux Anglais si fiers
Est ravi pour jamais
Par nos succès.
Le Français est toujours indompté

Quand il combat pour sa liberté :
Il trouve dans son cœur
Le prix de sa valeur :
Par elle il donne et ne craint pas
Le trépas,
Amis, etc.

*
* *

De Pitt les noirs attentats,
Les assassinats,
Les complots scélérats
Ont coulé bas.
Au combat l'honneur nous fait voler,
Mais l'Anglais y court pour nous voler :
Ni traités, ni serments,
Ni lois, ni droits des gens :
Il n'est pour ce peuple inhumain
Plus de frein.
De Pitt, etc.

*
* *

Au port arrive enfin
Ce convoi divin
Qui portait dans son sein
Notre destin.
A la France, ainsi qu'à ses vengeurs,
De la faim il sauve les horreurs.
Gloire à tous nos marins !
Quel bonheur ! quand nos mains
Ombrageront leurs fronts guerriers
De lauriers !
Au port, etc.

* *

Belles, à nos défenseurs,
Conservez vos cœurs
Et préparez des fleurs
Pour les Vainqueurs.
Enivrés et de gloire et d'amour,
Nos Guerriers moissonnent, tour à tour.
Le laurier belliqueux
Et le myrte amoureux
Ils sont de Mars et de Cypris
Favoris.
Belles, etc.

* *

Du Lot, généreux enfants,
De nos sentiments
Vos courages bouillants
Sont les garants.
Jurons dans le plus beau des serments :
Paix aux Peuples, et mort aux tyrans !
O sainte LIBERTÉ,
O douce EGALITÉ,
Reçois dans ces doux moments
Notre encens.
Du Lot, etc.

Par le MONTAGNARD TARTERON.

CHANT PATRIOTIQUE

Pour la Fête du 14 juillet, célébrée à
MENDE, le 26 messidor, an deuxième
de l'Ère Républicaine.

Air : Allons enfants de la Patrie.

(Chœur de Citoyennes).

FRANÇAIS, c'est dans ce jour prospère
Qu'une sainte insurrection
Brisa le sceptre héréditaire
Qui pesait sur la Nation. (bis)
Par sa volonté souveraine,
Le despotisme est écrasé ;
Son affreux repaire rasé
Ne déshonore plus la Seine.

Aux armes, Citoyens ! formez vos Bataillons !
Marchez (bis), qu'un sang impur abreuve nos sillons.

*
* *

Gardez-vous d'éteindre la foudre
Qui doit anéantir les rois :
S'ils ne sont tous réduits en poudre,
Tremblez encore pour vos droits. (bis)
Tandis que la victoire plane
Sur vos belliqueux étendards,

Frappez, délivrez nos regards
Des rois dont l'aspect les profane.
Aux armes, etc.

• •

Entre les vertus et les crimes
Peut-il exister des traités ;
Il faut des tyrans pour victimes
A l'autel de la Liberté.
FRANÇAIS ! pour expier les larmes
Qu'ils lui firent jadis verser,
C'est leur sein qu'elle peut percer
Et son bras emprunte vos armes.
Aux armes, etc.

• •

Quand l'Europe encore captive
Gémit son joug odieux,
De la paix joindrez vous l'olive
A vos lauriers victorieux ? (bis)
Non, dévoués à votre glaive
Que tous les brigands couronnés
Par le fer soient exterminés !
La paix, jusque-là, n'est qu'un rêve.
Aux armes, etc.

• •

(Chœur de Citoyens).

Jurons, à leur cause fidèles,
De maintenir la LIBERTÉ ;
De vivre et mourir sous les ailes
De la divine ÉGALITÉ. (bis)

Si parmi nous quelque parjure
Oubliait jamais son serment,
Son sang dans le même moment,
Son sang laverait notre injure.

Aux armes, Citoyens ! formons nos Bataillons.
Frappons (bis), qu'un sang impur abreuve nos sillons.

Par le MONTAGNARD TARTERON.

CHANT PATRIOTIQUE

• Pour la Fête du 10 Août, célébrée à
Mende, le 23 Thermidor.

Air : Allons enfants de la Patrie.

PEUPLE ! tu n'as brisé ta chaîne
Que dans ce jour où le tyran,
Vit la foudre Républicaine
Tomber sur son palais brûlant. (bis)
Pour les despotes, quel exemple !
Quand, purifié par ses feux,
D'un roi le repaire orgueilleux,
A la Liberté sert de temple ! ..
Périssent les tyrans ! mort aux conspirateurs !
Frappons (bis) ces ennemis des vertus et des mœurs.

*
* *

En vain votre horde assassine,
Nobles Chevaliers du poignard,
Au lâche époux, de Messaline

De vos corps faisait un rempart. (bis)
Il comptait déjà ses victimes,
Et l'insensé ne voyait pas
L'abîme creusé sous ses pas
Par le ciel lassé de ses crimes.
Périssent, etc.

*
*

Jour de triomphe et de victoire
Dans nos fastes Républicains !
Le ciel te réservait la gloire
De rendre libre nos destins. (bis)
A l'ombre homicide du trône
La Liberté ne peut fleurir :
Il suffisait, pour la flétrir,
Du seul aspect d'une couronne.
Périssent etc.

*
*

Peuple ! garde avec jalousie
Le dépôt de ta Liberté
N'oppose point à la Patrie
D'un homme la célébrité. (bis)
Crains, sous les formes d'ARISTIDE,
De trouver un CATILINA.
César dans Rome domina
Par l'art d'une vertu perfide.
Périssent, etc.

*
*

Il est comblé le précipice
Où tes faux amis t'entraînaient :
Ils sont tombés sous la justice

De ton Sénat qu'ils profanaient. (bis)
Sois toujours semblable à toi-même,
Et sous l'égide des vertus
Garde le couteau de Brutus
A l'homme épris du diadème.

Périssent les tyrans ! mort aux conspirateurs !
Frappons (bis) ces ennemis des vertus et des mœurs.

Par le MONTAGNARD TARTERON.

HYMNE A LA LIBERTÉ

Pour la Fête du 10 Août, célébrée à
Mende, le 23 Thermidor.

Air : Comment goûter quelque repos.

(Les jeunes Citoyens et Citoyennes).

TOI, qui fais pâlir les tyrans,
Liberté ! puissante immortelle,
D'un Peuple à ton culte fidèle,
Guide les rejetons naissants.
A ton nom, qu'elle balbutie,
L'enfance sent son tendre cœur,
Plein de ta généreuse ardeur
Battre déjà pour la Patrie. (bis)

*
*

Nos pères, pour nous, ont brisé
Tout ce qu'adoraient leurs ancêtres.
La foudre éclate sur nos maîtres,
Et leur trône est pulvérisé.

A l'aurore de notre vie,
L'astre heureux de la Liberté
A, dans toute sa pureté,
Resplendi sur notre Patrie. (bis)

..

(Les jeunes Citoyens seuls).

C'est en vain que *Catilina*
Prétendait l'asservir encore,
Contre la France, qui l'abhorre,
En vain l'enfer le déchaîna.
Non, tu ne seras plus flétrie,
Par l'aspect odieux d'un roi :
Je le sens . . . J'en jure par toi,
O mon idole ! ô ma Patrie !

..

La victoire à nos défenseurs
Ouvre sans cesse la barrière ;
Du Peuple, la massue altière
Ecrase les conspirateurs.
Cédant à la plus noble envie.
Nous irons, Citoyens, Soldats,
Payer bientôt dans les combats
Notre dette à notre Patrie !

..

(Les jeunes citoyennes seules)

Combattez, et nous tresserons
Pour vous la couronne civique,
Sur votre front patriotique

A l'envi nous la poserons.
Qu'aux périls, votre âme aguerrie
Vous rende dignes de nos cœurs ;
Ils ne sont que pour les vainqueurs
Des ennemis de la Patrie (bis)

Par le MONTAGNARD TARTERON.

Le 28 juillet 1794, Robespierre fut exécuté ainsi que vingt deux de ses coaccusés ; avec lui finit le règne de la Terreur.

Le Représentant du peuple, Châteauneuf Randon , adressa aux administrateurs du District et à la Société populaire de Mende, la lettre suivante :

Paris, 15 thermidor, l'an second de la République
une et indivisible (2 août 1794).

Vous avez déjà frémi, chers concitoyens, par nos derniers envois, des dangers qu'a couru la chose publique, par des hommes qui, sous le masque de l'hypocrisie, des grands mots, des grandes phrases, étaient presque idolâtrés.

Il est bon de vous apprendre que ces hommes ne travaillaient point au Comité, ni pour le gouvernement, ils ne faisaient que quelques discours ou décrets analogues à leur plan de conjuration, tel que l'organisation des tribunaux révolutionnaires qui, par leur infâme corruption condamnaient indistinctement innocent et coupable... tel on le faisait à Nîmes, à Orange, tel dans d'autres départements où l'on envoyait à ces tribunaux révolutionnaires des individus par quarantaine ou centaines pour des passions personnelles ou pour conduire

les citoyens à l'abrutissement ou à l'esclavage par la terreur... La sévérité, sans doute doit être à l'ordre du jour, mais avec justice et humanité... le temps des proscriptions, des calomnies, des dénonciations et des passions personnelles est passé... Les Comités chargés du gouvernement sont réorganisés de nouveau, vous pouvez tous reprendre votre véritable énergie comme la Convention l'a prise, et ne pas vous laisser éblouir par des hommes qui veulent tout conduire sans raison ni persuasion, ni moralité... Le nombre n'est pas grand dans la Lozère, mais ceux qui y sont, sont connus et démasqués... Que les vrais patriotes opprimés reprennent courage... nous vous avons juré de triompher de nos ennemis. Je vous ai promis personnellement d'y contribuer, je le ferai ou j'y périrai... J'étais proscrit aussi et victime de l'hypocrite Couthon, qui jamais n'a pu me pardonner d'avoir contrarié des arrêtés de lui qui compromettaient la rapidité de l'expédition de Lyon, et d'avoir eu des succès dont il a voulu s'emparer et dont après m'avoir fait rappeler adroitement à cette époque, il voulut, avec complaisance, me laisser quelque petite part, parce que les effets étaient si évidents qu'il craignait ma véracité et ma franchise. A mon retour il crut devoir m'écrire quelques belles phrases sur moi, quand déjà la Convention m'avait rendu justice et par suite il est enfin parvenu à tracer lui-même l'arrêté de mon second.

Salut, fraternité, mais toujours surveillance, car les ennemis de la chose publique profitent de tout pour en venir à leur fin.

Cette lettre est commune avec la Société populaire.

Signé : CHATEAUNEUF-RANDON.

La Société populaire de Mende continua ses travaux et prêta son concours à l'administration du District. Elle s'occupa activement de mettre un terme aux brigandages qui se commettaient dans diverses localités du département. Les délibérations qui ont suivi celles que nous venons de publier ne nous sont point parvenues.

Voici une lettre des membres composant la Commission de la Société populaire de Mende, adressée au Directoire de la même ville, le 15 octobre 1794.

Citoyens administrateurs,

La Société populaire ayant envoyé un de ses membres dans les communes infestées des brigands et auprès du citoyen Masseguin, assassiné par eux à Ribeunes, à l'effet de prendre des renseignements pour les transmettre à la commission, pour par elle être fait toutes les démarches nécessaires à l'extirpation desdits brigands et de leurs brigandages, le citoyen Dalzan, commissaire, étant de retour, lui a communiqué ce qu'il a pu recueillir d'éclaircissements. En conséquence, elle a pris une délibération dont vous trouverez extrait ci dernier ; elle vous prie, au nom de la Société et du bien public, de la mettre à exécution.

Salut et fraternité.

TOQUEBEUF,

chargé par la commission pour ledit envoi.

*Séance du 22 vendémiaire, l'an 3 de la République
Française, une et indivisible.*

13 octobre 1794.

Les membres composant la Commission nommée par la Société populaire de Mende, par son arrêté du 18 du courant, assemblés au lieu ordinaire de ses séances.

La commission, après avoir entendu le rapport fait par le citoyen Dalzan,

Considérant que les mesures qui ont été prises en envoyant des détachements de la force armée dans les communes et autres lieux suspects seraient illusoires, d'autant que ces détachements ne connaissent point les localités et restent très souvent dans l'inaction :

A pensé que, pour utiliser ses mesures, il était essentiel de désigner des commissaires, desquels on fut assuré.

En conséquence, il a été arrêté que l'administration du District serait invitée à revêtir des pouvoirs nécessaires les citoyens Dalzan et Renouard, membres du Tribunal criminel, à l'effet de se transporter aux dites communes et de pouvoir donner les ordres convenables aux détachements de la force armée, de désigner leurs opérations et leurs mouvements comme commissaires de l'administration.

Abraham VELAY, GUYOT, TOQUEBEUF, MARTIN, PILLET,
ROBERT, BARDET, signés au registre.

Pour extrait : TOQUEBEUF.

EXTRAIT

DU « PETIT LIVRE DE MÉMOIRES DES AFFAIRES DOMESTIQUES » DE JEAN VELAY, VIGUIER DE FLORAC.

Communication de M. Auguste Boyer, conseiller à la Cour de Paris, membre du Conseil général du département de la Lozère.

Faits notables et terribles.

A la fin du mois de septembre 1689, le nommé Vivens de Valeraugre, prédicant, suivy de une cinquantaine de fuziliers et de environ une trentaine de fugitifz des Sévènes ayant pareu du costé du Pompidou allarent fondre au lieu de Rampon, paroisse de Bédosc où ilz coucharent et le lendemain M. de Miral (1) ayant mandé à Florac de garder le lieu et les pontz, à cauze que les rivières estoient fortes, ceste nouvelle obligea les habitants, avec le peu d'armes qu'ilz avoient d'aller aux pontz de la Bécède et de Barre où l'on feust posté en-

(1) Antoine de Malbosq, seigneur de Miral.

viron les huit à neuf heures du soir et sur les 10 heures ceste troupe passa sur le pont de Barre où ilz firent une descharge de leurs suzilz et trois de nos habitans de 4 suzilz qu'ilz y avoient tirarent aussi ; mais n'ayant pas heu de blessés ceste troupe monta vers le Mazel ou sur le Causse. Cependant ceux qui estoient sur le pont ayant prins la fuitte donnarent l'alarme à Florac qu'il y avoit 4,000 hommes, donna une telle terreur que Florac se creut perdu et les criz des femmes des petitz enfans et le son des cloches fit un bruit considérable qui donna de la terreur à ces atroupés et les empecha de venir à Florac comme on dit qu'ilz en avoient fait le dessain ; pendant que M^{sr} le Comte de Broglie, comandant dans la province et M^{sr} de Basville de la Moignon, Intendant estoient du costé de Barre et de Cassagnas, avec les troupes du roi et les milices, serchant ses atroupés et auxquelz M^{sr} le Marquis de Grizac (1) envoya par son vallet la lettre d'avis de M. de Miral, mais ce vallet ayant resté à Barre la nuit et attendu l'arrivée des puissances où elles aprindrent que ses atroupés avoient passé sur le susdit pont et, soubz le soubson que les habitants de Florac n'avoient pas fait le devoir pour empescher le passage, ils rezolurent de le punir sévèrement. Ce soubson fomanté par une personne du pays a faly à faire razer Florac.

Le lieu de Rampon qui avoit logé ses atroupés et Salièges aussi, le dernier soubsonné d'avoir trempé au dit logement, estant menassés d'estre pillez et razez

(1) Louis de Grimoard de Beauvoir du Roure Marquis de Grisac usufruitier de la Baronnie de Florac dont son frère Pierre Scipion de Grimoard de Beauvoir Comte du Roure était propriétaire.

Yzac Doulson, fils de Jean de Salièges alla un bon matin avertir son père de se tirer de sa maison où ayant esté veu et la nouvelle donnée à M. Vidal, curé de Bédouesc, disant que ce jeune homme mon valet avoit fait fuyr tous les habitants, icelluy Curé ayant veu M. l'abbé du Cheyla, Inspecteur Général des Cévennes l'obligea de me demander mon vallet et qu'à défaut de le leur faire donner dans 2 heures ma maison serait au pillage. Je partis pour aller quérir ce vallet, le trouva qui venoit et l'ayant conduit au sieur Abbé, aux Capucins, (1) M. l'Abbé le fit metre en prison où estoient un soldat des milices que ses atroupés avoient prins et mené avec eux et le fils d'Anth^e Roq^{ue} (Roquette) cordonnier un desditz atroupés qui avait été arrêté à Bédouesc, qui accusarent ce vallet d'avoir porté du pain et du fromage à ses atroupés et ayant esté conduit à M^{re} l'Intendant à St Ypollite ce pauvre imbécille de vallet ayant advoué et les sus dits témoins soubztenu l'accuzation feut condamné à estre pendu et pour ce qu'il croyait de ce tirer des mains de la justice il dit que ma femme lui avait baillé ce pain et ce fromage, ce qui fut cauze que le 7 octobre de la dite année le marquis de Digoine, capitaine d'une compagnie de dragons logée à Florac, par ordre de M^{re} de Broglie, m'emprisonna ma femme et ma servante aussi à une chambre chez M. Fabre où il logeait. C'était le vendredy ; le lundy le valet fut pendu à la place de Florac après avoir été confronté à ma femme et avoir déclaré qu'elle ne lui avait rien baillé. Cependant le mardy on nous conduizit à Saint

(1) Couvent des Capucins, rue du Théron, à Florac.

Ypolitte au fort (1) où je resta 7 jours, ma servante nommée Jeanne Boudonne 2 mois, ma femme y resta six mois au bout desquelz, après la Pasque, je la mena au couvent des religieuses de Ste Ursulle à Mende où elle resta 20 jours. Pendant ces affaires, je fis en voyages à Montpellier, à Nismes, à St Germain et à Mende 500 lieues et despansa 600 livres et plus et de chagrin pour un million quoique innossans au fondz de toutes ses accuzations. Dieu en soit loué !

1 7 0 1

Ma sœur Demarès estant veuve, son mary estant décédé le 5 décembre 1760, ma fille Louizon alla au Pont de Montvert luy rendre vizitte et pour tenir compagnie à sa tante y resta trois mois sur la fin desquelz Monsieur Barthélemy prêtre et missionnaire ayant menassé ma sœur de ce qu'elle vint tard à la messe le jour des Cendres, ma fille voulant consoler sa tante lui dit qu'elle ne devait pas plurer et quelle savait bien que les enfants de Dieu ont toujours quelque chagrin et sont persécutés. Ce dernier mot à l'occasion n'estait pas bien dit et M. le Missionnaire l'ayant raporté à M. l'Abbé du Cheyla, Inspecteur des Missions du diocèze de Mende, à Florac où ilz se trouvèrent au passage de M^{sr} l'Evesque venant de Montpellier, au comancement du mois de mars, M. l'Abbé ayant resté quelques jours chez les Capucins me dit que ma fille avait mal parlé à se missionnaire et que M^{sr} lui avait ordonné de la faire relé-

(1) St-Hippolyte-du-Port (Gard).

guer à un couvent à Mende et ma sœur à celui de Lengogne. Cela m'obligea de mener ma fille à Mende où l'abbé du Cheyla fut et à sa sollicitation feut mize au grand couvent où elle a resté depuis le 15 mars jusqu'au 29 avril que M^{re} l'Evesque me l'a fait sortir par le Révérand père Malafosse, recteur du Séminaire. Je l'avez menée sans ordre et M^{re} l'Evesque me l'a délivrée de même quand je l'ay demandée. M'en couste au couvent 15 livres, allées ou venues autres 15 livres. Dieu convertisse mon ennemy quy en ceste occasion et en plus grande a voulu me ruyner et lui hoste la force de réussir.

1702

Le lundy au soir, à l'entrée de la nuit, 24 juillet 1702, arrivarent au Pont de Montvert, paroisse de Frugières, au diocèse de Mende, une troupe de gens armés qui d'abord crièrent : *Tue ! Tue !* et firent des descharges de coupz de fuzils, pistoletz et mosquettons qui fit que les habitans qui n'avoient point d'armes se fermèrent dans leurs maisons sans ozer se monstrier aux fenestres où l'on tirait d'abord et allèrent droit à la maison des hoirs de M. André du Pont de Montvert où estoit logé M. l'Abbé du Cheyla, Inspecteur des missions des Cévennes du diocèse de Mende et où il faisait une mission avec dix ou douze prêtres et religieux et avait dans la même maison quatre prisonniers.

Cette troupe armée enfonçant les portes de la maison, le dit S^r Abbé qui estoit en haut comanda à son valet et à deux soldats de bourgeoisie qu'il avait dans la

maison d'ouvrir la porte et lacher les prisonniers, (1) ce qu'ayant fait, ses coureurs prirent les paliasses sur lesquelles les prisonniers couchoient, les portèrent au dessous et devant l'autel où l'on célébroit le service divin y mirent le feu et la maison brûlant, n'ayant peu monter à la chambre haute où M. l'Abbé estoit couché, iceluy voulant esviter le feu sautant la fenêtre avec le nommé Roux, précepteur de la jeunesse et un rentier de la même maison furent tués à coups de fuzils ou blessés à mort et les valetz et soldatz aussi blessés en sorte que un des valetz en est mort 15 jours après. Cette troupe alla dans la nuit à tous les coins du lieu, sans que personne ozat sortir de sa maison faute d'armes et s'estant retirés avant le jour laissant la maison brulée, M. l'Abbé mort, le nommé Roux et le rentier allèrent au village de Frugières un peu avant le jour du mardy 25 juillet mirent le feu à la maison où le S^r Reversat, curé habitait, lequel S^r curé estant sorti ces malheureux le saisirent et allèrent l'assassiner au dessoubs du village au pred du sieur de Valmale, proche la rivière où son corps feust trouvé par les habitants lorsque cette troupe se fut retirée ayant pillé les ornementz de l'Eglise. Cette même troupe alla à St Maurice où n'ayant pas trouvé M. le Prieur lui prindrent deux fuzils qu'il avait et M. de Miral, colonel de la milice bourgeoise ayant heu

(1) « L'abbé du Chayla songea d'abord que ces mutins ne voulaient
« qu'enlever six prisonniers qu'il tenait dans les Ceps, (instrument fait
« de deux pièces de bois entaillées), et il les leur fit remettre. C'était
« trois jeunes hommes et trois jeunes filles travesties en garçon avec
« un étranger qui leur servait de guide pour sortir du royaume qu'on
« avait surpris. » (Louvreuil, tome I, p. 27).

avis de ses actions alla à St Maurice après que ses malheureux s'estoient retirés dans les bois du voisinage s'en retourna avec ses troupes et le judy d'après, 27 du même mois, la même troupe alla au matin pilher l'église de St André de Lancize, brûlèrent la maison du curé et à suite tuèrent ledit S^r curé dans le clocher où il s'étoit réfugié et le lendemain 28, au point du jour, du jour, cette troupe alla faire une action sans exemple au château de La Devèze, paroisse de Molezon, où ils tuèrent M. de Nogayrol, M. de La Devèze frères et M. de Grèze, oncle, M^{lle} de la Camp, mère des deux frères et M^{lle} Terèze, sœur des dits et fille, cinq en nombre, brûlèrent le château laissant le valet et la servante en vye seulement. M. de Miral, avec quelques compagnies de ses milices, M. Poulc (Poul) capitaine d'une compagnie franche du bas Languedoc ayant seu les nouvelles feurent suivre cette troupe et les ayant attrapés au bout de la Camp de Barre, à l'endroit appelé le Plan de Fon mort en tuèrent deux et firent plusieurs prisonniers les autres ayant fuy dans les bois. Un de ses prisonniers a esté un nommé Esprit (1) cardeur de profession du lieu de Magistavol quy avoit esté prédicateur aux assemblées quy se disent révélées et qu'on nomme fanatiques, lequel feut conduit à Barre, de là à St Ypolitte, Messieurs du Présidial de Nismes. en nombre de huit, leur greffier, huissiers et des procureurs allant siéger à Maruejols pour y cognoitre des affaires criminelles estant à Florac eurent ordre d'y rester pour cognoitre de ses crimes et faire punir les

(1) Esprit Sequier, natif de Magistavols.

coupables et les prisonniers ont esté conduitz au dit Florac et jugés comme sera dit cy après.

M^{re} le Comte de Broglie comandant pour le Roy en cette province arriva au Pont de Montvert le dimanche 30^e juillet avec 4 compagnies de gens de guerre prises a Montpellier, Nismes, St Ypolite et Alès. M^{re} le Comte de Peyre, Lieutenant général y arriva le même jour avec 100 homme a cheval et 100 hommes d'ynfanterie. M. le Viscont de Cheyla et M. de St Paul y arrivèrent aussy le même jour et tous se retirèrent sans pouvoir atraper ses coureurs.

Le nommé Esprit a été condamné à faire amende d'honneur et avoir le poin de la main droite couppe au devant de la maison des hoirs de M. André demander pardon à Dieu, au Roy et à la justice et à suite conduit à la place du Pont de Montvert pour estre brûlé tout vif à petit feu. Feut exécuté le vendredy 11 aoust.

Le nommé (1) feut condamné à estre rompu tout vif et à suite brûlé, ce qui fut exécutté le samedi 12 au lieu de St André de Lancize.

Le nommé Coudere (2), a qui on avait fait blessure feut condamné a estre pendu et son corps brûlé au devant du château brûlé de La Devèze, feut exécutté le même jour douzième aoust 1702.

Le premier ny le second n'ont rien voulu dire quoi-

(1) Un blanc existe dans le manuscrit, mais on sait que le condamné dont il s'agit ici s'appelait Pierre Nouvel, de Vialas.

(2) Ce n'est pas Coudere qui fut condamné à être pendu mais le nommé Moïse Bonnet, de Peyransole, Salomon Coudere ne fut pris qu'en 1708 et fut brûlé vif à Montpellier.

que appliqués à la question ordinaire et extraordinaire et le dernier est bien mort avec beaucoup de réziniation et a dit quelque chose pour descouvrir les autheurs de ces attemptatz.

Les autres prisonniers au nombre de dix-neuf sont partys de Florac le lundy 14 aoust 1702 conduitz par deux compagnies comandées par M. Poulc, M. Pons et autres et menés à St Ypolitte.

Et messieurs de la chambre du Présidial de Nismes sont partis de Florac pour aller à Maruejolz le mardy 15 dudit mois d'aoust, sont revenus le mardy 19 septembre 1702, ont couché à Florac et partis le lendemain.

Cette troupe de vagabons ont continué leurs assemblées, ont brûlé et pillé l'église et maison clostralle de St Fréal, la maison clostralle de St Privat de Vallongue, celle de Moleson, celle de Saumane, celle de St Martin de Corconas, celle St Hillaire de Lavit, celle de St Martin de Lansuscle, celle de St Paul de La Coste, celle de St Hillaire sous Allez, celle de St Maurice près d'Uzez, celle St Jean de Seyrargues, celle St Julhan d'Arpaon, la dernière. Le 8 octobre 1702, blessé le Sr Lapierre, brûlé sa maison et celle du curé, tué le Sr Gardès, secrétaire de feu M. l'Abbé du Cheyla, celle de St Laurent de Trèves, celle de St Sabastian, celle de Melet de Generargues, celle de Gatuzières, celle de Manoublet, celle de St André de Valbornie, celle de Bannes, celle de Cassagnas, celle de Genolhac, celle de Grizac, celle de Chamborigaud, celles de St Maurice, Prunet, Vebron, en sorte qu'il ne reste que celles de 4 lieux chefs du colloque : Florac, Barre, St Etienne et St Germain, tous les autres lieux ayant été mis à l'abandon, sans troupes qu'on a retirées.

Ce 21 février 1705 à Florac, avons heu 50 hommes de bourgeoisie, qu'avons nourris ou payés à 8 sols le jour chacun pendant 4 jours et demy, après lesquelz M^{sr} l'Evesque et M. le Comte de Peyre ont mandé icy six compagnies de bourgeoisie : de Marvejolz, M. de Moriès capitaine, M. Chapelle capitaine ; de St Léger de Peyre, M. de Villeneuve, de la Canourgue, M. Rivière, un de Chirac et M. le Chevalier du Tournel, payés par le diocèze. Ont resté icy jusques à la demy avril 1705 que les compagnies de fuziliers de M. de Miral, de M. Darnaud de Beau^e (Beucaire) et M. Sarazin sont venues et peu après M. de Julien, maréchal de Camp avec des troupes du régiment d'Enaud (1) a passé icy y a couché un soir est allé au Pont de Montverd le lendemain où mon filz ayné l'accompagna, ayant 500 hommes de troupes, coucha chez ma sœur de Mares elle estant icy à Florac et quelque temps après, sur la fin du mois d'avril, M. de Julien ayant heu advis que les atroupés du bas Languedoc avaient monté en Cevènes il monta avec sa troupe et quinze compagnies de fuziliers de montagnes autrement miqueletz et alla de St Jean de Gardonnenque au Pont de Montverd dans un jour où il arriva bien tard et où l'on dit que quelque fouries des atroupés avait apprêté le soupper que M. de Julien et ses troupes mangèrent. Les atroupés montèrent par Vinbouches et St Privat à la montagne du Bougès à vue du Pont de Montverd, s'en descendirent le samedi à la prière des habitants du dit Pont de Montvert, à ce qu'on a publié, au nombre de 1,400 moins deux comptés à St Illaire à

(1) Hainaut.

un passage par Teissier dit le Bazacle de St Privat qui me l'a dit. Et M. de Julien séjourna le dit jour samedi 28, alla le dimanche à Mende laissa ses troupes à St Estienne, à Langlade et à Varazoux du Valdornez et revint le lundi dernier avril ici à Florac, y séjourna le 1^{er} de may et en partit le 2, ayant fait passer par les verges cinq junes hommes scavoir : le fils de Malbosc des Salles accusé d'avoir esté à une assemblés et lui avoir trouvé psaumes à la poche ; Jean Saltel, bridier, Claude Bancilhon, Jean Dombres dit Gévaudan et Antoine Rampon de Florac, accusés d'avoir esté faire voir les lettres que M. de Miral avait escrittes à M. de Julien aux atroupés et s'estre fait prendre à eux par intelligence et fait prendre les lettres et par la esvitté que M. de Julien avec ses troupes n'avait pas peu joindre les atroupés.

Pendant le séjour fait à Florac par les cinq compagnies du Gévaudan et le renfort de bourgoizie de l'inspection de M. de Miral et suivant une délibération générale en famille prize au chateau où M. de Miral se retira, Monsieur le Marquis l'ayant quitté pour aller à Mende, par un conseil général feut fait des palissades, un cheval de frize, et des caves dans la terre au chateau, des palissades de portaux par tous les endroits de la ville et faux bourtz et pour subvenir aux fraix M. de Carnac, 1^{er} consul continué de l'année passée, emprunta sur de ses billetz, tant de M. de Miral que des autres habitants, jusques à 533 livres dont il doit donner compte qu'il a employées aux dites palissades ou autres despenses contenues en son compte. Les atroupés ayant tué trois muletiers d'Yspagnac et Molines ou Quézac sur la camp de l'Ospitalet, arresté les porteurs

de lettres de la messagerie de Mende à Nismes au commencement de février 1705, en sorte que personne n'osait aller sans danger de perdre la vie, les consuls n'ont pu recourir à M^{sr} l'Intendant pour avoir sa permission d'emprunter et d'imposer cette somme et autres employées pour fortifier le chateau et les ville, bourgade et l'église ont esté comprize dans l'imposition des tailles faite à Florac le 8 mai 1705 par MM. les Consuls et leur conseil politique soubz le bon plaisir du Roy et de Nosseigneurs les Commissaires.

M. de Jullien partit de Florac avec 500 hommes de sa suite et des troupes du Roy le second de may, alla au Pontpidou, à Barre et à St André de Valbornie. En ce temps qu'il roulait en ce pays des troupes du Roy qui estoient à Allez ou à Anduze rencontrèrent une troupe des atroupés et rebelles près Bagardz entre Anduze et Allez. Il y eût combat et plusieurs mortz et blessés. On en parla icy diversement et je ne puis icy metre aucun nombre de peur de cometre un mensonge. Les troupes du Roy estaient comandées par M. de Plagne, de Montpellier soubz les ordres de M. le Maréchal de Montrevel, commandant dans le haut et le bas Languedoc depuis le départ de M. le Comte de Broglie qui fut au commencement du mois de janvier. Ce combat feut donné dans la nuit de dimanche au lundy 29 et dernier du mois d'avril.

Le vendredy 18 mai 1705, une femme de la Brousse m'a dit que seize compagnies des troupes du Roy avaient passé sur la Lozère venant devers le Bleyrna et allaient vers l'hospital de Gafrances (1) ou trois compa-

(1) Commanderie de St Jean de Gapfrancès, sur le mont Lozère.

gnies de fuziliers sive miqueletz qui sont au Pont de Montvert ont esté les joindre y ont porté leurs litz pour y camper jusqu'à nouvel ordre le jour d'hier 17 may courant. Il feut environ quinze ou vingt jours que M. le Maréchal de Montrevel manda 800 hommes pour arrester M. de Salgas (1) qui le trouvèrent dans son château et le conduizirent à St Ypolitte au fort où l'on dit qu'il y est gardé à veue.

Sur la fin de may 1705, M. le Maréchal de Montrevel feut à Meyrueis ayant 800 hommes à sa suite y séjourna un jour et s'en retourna le troizième par le même chemin qu'il était venu quy est celui du Vigan quoique le jour qu'il y arriva il eut dit vouloir aller à Florac et partant de Meyrueis il tesmoigna estre content de la conduite des habitantz de la dite ville, non du Sr curé, ni des Maire et Consulz, quoique M. Delacroix, médecin et consul qui l'avait reçu et complimenté lui eust fait un discours agréable et bien fait et tel que s'ensuit :

« Monseigneur Ce discours étant un peu long j'ai cru ne le devoir pas insérer et laisser la place pour y marquer des choses plus importantes quy sont que M. de Salgas dont a esté parlé ci dessus feut conduit de St Ypolitte à Allez où il feut jugé par M^{re} de Basville, Intendant du Languedoc, assisté d'un nombre de Juges du Présidial de Nismes et condamné aux galères perpétuelles, ses biens confisqués, son château de Rousses razé. ce qui feut exécutté au commencement de juillet 1705 par les troupes du roy, M. Viala de St Jean, subdélégué de M. l'Intendant verbalisant. Et M. de Salgas

(1) François Pelet, baron de Salgas, seigneur de Rousses et autres lieux.

feut conduit au port de Cette (1). En même temps M. Aurès, notaire et maire de Vebron a esté aussi jugé et condamné aux galères pour trois ans et en une amende de 5 à six centz livres.

Ses deux condamnation ont donné une grande surprise soit par leur rigueur que ces deux Messieurs estoient des hommes d'esprit et qui donnoient conseil et conduite à ceux qui la leur demandoient et cependant par un effet de la Providence ils n'ont pas seu s'empêcher de tomber dans la désobéissance et de s'attirer ces punitions quy marquent qu'une petite choze lorsqu'elle choque les ordres du roy devient bien grande et a de facheuses suites. Ledit Aurès a esté conduit à Marseille environ un peu après la foire de la Madelaine. M. de Jullien, Maréchal de camp ez armées du roy, comandant dans les Cevènes et Vivarais est arrivé à Florac le jeudy au point du jour à 4 heures du 9 août 1705 quy estoit party de St Germain ayant à sa suite des grenadiers du régiment d'Eneau des fuziliers de montagnè environ soixante hommes y a séjourné le dict jour jeudy, le vendredy le semmedy et le dimanche 12 dudit, logé au chateau en est party le lundy et a laissé icy sa suite jusqu'au semmedi d'après 18 que la suite est allée à Bagnols les bains rejoindre M. de Julien où il doit arriver le lundy 20 dudit mois avec M. l'Evesque de Rodes.

A la demy aoust 1703, sur la nouvelle que les attrou-

(1) Après avoir passé 14 ans sur les galères. le baron de Salgas fut mis en liberté et se réfugia à Genève où il mourut bientôt après.

Le château de Rousses fut complètement rasé et on ne laissa que les murailles de celui de Salgas.

pez s'estoient fortifiéz en bas Languedoc et que beaucoup estoient montés par les chevaux enlevéz à la palus et Camargue, M. de Miral et autres officiers des troupes qui sont en ceste ville de Florac ont fait prendre une délibération pour augmenter les fortifications et doubler les barrières par des aix ou par des murailhes à pierre sèche suivant le mémoire qui sert de devis dressé par M. de la Faiolle et nous Velay ensuite duquel le prix fait a esté baillé par MM. de Carnac et Borie consulz à Guabriel Vidal, masson pour 56 livres. A suite a fallu racomoder les portes des barrières et bâtir des ruelles à quoi faire ledit Vidal et Estienne Atger ont employé dix journées et pour le tout a esté réglé qu'il sera payé au dit Vidal 40 livres.

Par ordre de M. le Maréchal de Montrevel du 14 septembre 1705, en exécution des ordres du roy, il feut enjoint aux habitants des parroisses de Castagnols et St Maurice de se rendre à Genolhac et aux habitants du dit Genolhac ceux de la parroisse de Frugières, de celles de Grizac, Cassagnas, St Fréal de Ventalon, les nouveaux convertis de Fraissinet de Lozère, au Pont de Montvert; ceux de la parroisse du Collet, de celles de St Privat de Vallongue, de St Andéol de Clerguemort, de St Julhan des Points et de la Melouze audit Collet de Dèzes; ceux de la paroisse de St Germain de Calberte et de celles de St André de Lancize, St Hillaire de Lavit et St Michel de Dèzes audit St Germain; ceux de la de St Estève Valfrancesque et ceux de la paroisse de St Martin de Bobaux audit St Estève; ceux de la paroisse du Pompidou et de celle de Gabriac audit Pompidou; ceux de la paroisse de . . . et de celle de Ste Croix Valfrancesque à St Roman; ceux de la paroisse de Barre

et de celle des Balmes, le Bosquet de la Barthe, Mabezon et St Martin de Lantuscle audit Barre; ceux de la paroisse de Florac et de St Julien d'Arpaon, Prunet Montvalant, St Laurent de Trèves et ceux des villages de Salazes, de Ranpon, de Blas et de Chabrières audit Florac; ceux de la paroisse de Vebzon et de celle de St Martin de Campels de, les nouveaux convertis des villages de Fraixinet de Fourques, le mandement de Roumes, ceux des villages ou amaux appelés lou Margayrés, le Gazeyral, Aire de cote, l'Esperou, Cap de Coste, la Croux del ferre, Joutaneiz, Ious Aubretz, Tourguellie, Tourguelliette, Campis, Campron, lou Pouzat, Ginestoux, se retirarent audit Vebzon. • Tous les habitants des dites paroisses sans exception se rendront • aux lieux cy dessus avec tous leurs cabaux et effets • dans trois jours apres la signification des présentes • aux Consulz des dites paroisses. Fait à Alais le dit • jour, 14 septembre 1705. pour après ledit délai passé • voir metre lesdictes paroisses hors d'estat de fournir • aucuns vivres ny secours aux rebelles atroupés et de • n'y laisser aucun habitant, sa Magesté néanmoins voulant pourvoir à leurs besoins en leur donnant les ordres de ce qu'ilz auront à faire.

Auxquelles fins a ordonné que tous se rendront aux dits lieux avec les meubles, bestiaux et généralement tout ce qu'ilz pourront emporter de leurs effets pour y attendre les ordres et à faute de ce les effets confisqués et pris par les troupes employées pour détruire les maisons avec deslances aux autres communautés de les recevoir, à peine de désobéissance, de razement, de leurs biens et d'être traités comme rebelles.

Le 27 septembre 1705 le Maréchal de Montrevel co-

mandant général, M. l'Intendant, avec les troupes arrivèrent à Barre ou M. Chastang syndic du pays qui était à Florac alla les voir le 28, en revint le 29 auquel jour M. le Comte de Peyre arriva icy avec 29 compagnies de 50 hommes soldatz, un tambour, un Cap.^{ne}, un lieutenant chacune, avec ordre de loger par estape ledit jour 29, le 30 leur fournir le logement et le premier octobre aussy et à suite le 2 et jours suivants de loger par estape. M. le marquis de Montarnal neveu dudit seigneur Comte de Peyre arriva au Pont de Montvert le même jour 29 septembre avec 26 compagnies de même milice que celles de Florac et le dimanche trente septembre M. de Julien Maréchal de camp partit d'icy alla au Pont de Montvert et le premier octobre comansa de faire razer le Viala dudit Pont, le lendemain Fraixinet de Lozère, à suite la Brousse, Finalettes et Felgeirolles, mais comme la démolition fatigait les troupes, elles demandèrent ordre de brûler qui leur arriva à Florac le 18 ou 19 d'octobre et après l'avoir receu M. de Julien qui estait à Florac s'en retourna au Pont de Montvert où il resta pour achever de faire brûler ce qui restait de la paroisse de Fraixinet de Lozère et de St Maurice et s'en revint à Florac avec ses deux bataillons du régiment d'Enault le semmedy 27 octobre 1703 et le lendemain dimanche il alla lui même, avec un détachement de 400 hommes, brûler les villages du causse de Cropiliac, de Vernagues et de Fereyretes appelé la Chabassude, le lundy manda brûler Cropiliac bas, le Viala, Tardonèche, la Rouvière et Rabieux. Le même jour on brûla les villages hauts de la paroisse de Prunet. Le mardy trente dudit on alla brûler les Salles, la Valette, et autres villages bas de Prunet et le mercredi M. de

Julien alla avec le 1^{er} bataillon dudict régiment au Pompidou pour faire brûler la paroisse de Molezon, le Pompidou, St Martin de Campselade, descendit à Vebron, alla du costé de l'Egoual à la Croix de fer, au bout de Coste, à l'Esperon et revint à Vebron où il fit brûler le village chef de paroisse et alla le lendemain à Barre d'où il renvoya le valet et le mulet de nous Velay, viguier qu'il avait gardé avec autres 8, mais mon cheval qui avait esté prins comme le mulet et qui estait renvoyé sans escorte avec autres 25 mulets ou chevaux chargés de foin sur le bout de coste de l'Espitalet ou de Rousses feust enlevé par une troupe de rebelles le soir à l'entrée de la nuit du mercredi 7 novembre 1705. Mon cheval sy bon valait plus de 150 livres. M. Chastang, syndic et M. Viala, subdélégué de M. l'Intendant m'out promis de me le faire payer ; mais c'est ce qu'ilz ne feront pas à sa juste valeur par sa bonté.

De Barre on feut brûler St Julhan d'Arpaon, le 19 feut brûlé Cassagnas. En parlant de Cassagnas et autres chefs de paroisse s'entend parler de tous les villages qui en dépendent. Pour Vébron, on n'a pas brûlé le cause qui en dépend pour la raizon que c'est un pays d'anciens catholiques pour la plus grande partie et quoiqu'il soit du taillable de Vébron il appartient en propriété aux habitants de Florac, à M. de Montvaillant pour Cavaldette ; à M. du Mazel la Roque de Barre pour Cavalade, à M. de la Fajole ancien catholique et son fils capitaine pour la Fajole et Daidon, à moi Velay, viguier qui ay un fils capitaine dans le régiment de Vermandois pour Daidon, à M. Fabre, Conseiller et Garde Sceau à Nîmes pour la Fajole, à M. de Rabieux qui a son fils au service pour Crosrouch, les maisons desquelz on a bien voulu

conserver et pour un troisième . . . parce que tous ces domaines sont plus près de Florac et de Quézac que non pas de Vébron.

Les habitants nouveaux convertis de Runes n'ayant pas esté razés mais leurs maisons baillées a de vieux catholiques, les dits nouveaux convertis ayant resté à leur village seurent emprisonnés et conduitz au Pont de Montvert par les Miqueletz en nombre de 16. Le lundi 29 novembre 1703 quatre furent passés par les armes savoir Pierre Chapelle, le fils de Bertalais, le fils de la veuve Gout et le nommé Bonnet natif de Felgeiroles, valet de Méjan dudit Runes, les femmes et filles passées par les verges et remizes en prison audit Pont de Montvert, M. de Palmerole y comendant les fuziliers de montagne autrement Miqueletz et à suite les prisonniers renvoyés là où la Providence les adresserait non pas à leur village de Rune à peine de la vye. Quelques jours après les mêmes fuziliers furent au château de Solier où ils trouvèrent 26 réfugiés de plusieurs lieux qu'ilz prindrent prisonniers, les conduizirent au Pont de Montvert où huit furent passés par les armes le 1^{er} ou le 2^e décembre 1703.

M. de Julien estant au Collet de Dèzes y faisant brûler ledit lieu et les voisins envoya M. le comte de Rouville (?) colonel du régiment d'Eynault avec le premier bataillon au Pont de Montvert le 6 décembre et manda venir les fuziliers de montagne et avec eux acheva de brûler les environs de St Germain et St Estienne et manda les dictz fuziliers au Pont et fit revenir à St Germain le 1^{er} bataillon d'Eynault le 14 pour s'en aller à St Jean de Gardonnenque le 15 décembre 1703 et le même jour 15 décembre partit de Florac le 2^e bataillon.

d'Eynault pour aller au Vigan et alla coucher à Meyrueis.

Le vendredi 14, dans la nuit tombant sur le 15, les atroupés seurent brûler le village de Runes où les habitants razés des autres lieux de la paroisse de Fraixinet avaient porté leurs effets, comme le seul lieu réservé de la dite paroisse pour estre pour la plus grande partie d'anciens catholiques en sorte qu'il ne resta de cette incendie que deux petites maisons du nommé Plagnes où le sieur Boviere de Fraixinet, par permission de M. l'Intendant, avait réfugié ses effects, quy sont au delà de la petite rivière. Dans l'incendie le S^r Pierre Folcher, notaire, jadis habitant du Pont de Montvert qui s'était réfugié et retiré audit lieu comme ancien catholique dans la maison et biens de Pierre Chapelle son parant, par ordre de M. de Julien comandant, feut brûlé, comme aussi un autre nommé Cabanes, jeune homme malade dans sa maison, et encores une pauvre fille de feu Henry Firmin. On y fit brûler un bien grand nombre de cessiers de bled tant des habitants anciens catholiques que des nouveaux convertis relégués au dit lieu. La nouvelle de cette incendie donnée aux suziliers de montagne quy sont au Pont de Montverd le Comandant détacha de ses troupes quy allèrent vers le lieu de l'Os-pital de Lozère (1) et enlevèrent ce qu'on avait prins à Runes en tuèrent 55 ou 60 suivant la lettre de M. de Palmerole colonel et comandant à M. de Miral comandant à Florac. On a dit après qu'il n'y avait pas eu sy grand nombre de mortz que le dit S^r de Palmerole avait escrit.

La nuit du 21 au 22 décembre 1703 Pierre Chanta-

(1) St Jean de Gapfrancès.

grel de la Rovièrè près Florac estant dans sa maison au dit lieu réservée pour appartenir à M. Sauvage, officier de cavalerie, sur les unze heures du soir, estant en compagnie de sa femme et de ses valets et du S^r Denis son voisin feut tué à coups de fuzil et de pistolet bien près de sa maison, porté le lendemain et enterré à Florac.

Le dimanche 30 décembre 1703 est arrivé à Florac le régiment de Tournon composé de 15 compagnies et en tout 600 hommes, femmes ou valetz et le mardi 1^{er} janvier 1704 en sont parties 3 compagnies de fuziliers qui sont celle de M. de Miral, celle de M. de Viette et celle de M. de Montouron, M. de Miral restant ici comme Inspecteur de bourgeoizie et y espérer le restant de sa compagnie pour servir de guide aux détachemanz quy seront faitz et pour comancement M. de Miral alla à St Julhan à la teste d'un détachement de 150 hommes du dit régiment de Tournon pour escorter 36 mulets qui furent prins pour aller chercher du foin à Sistre paroisse de Prunet. D'entrée M. le Colonel fit dire par M. de Miral de régler le logement de M^{rs} les officiers pour leur manière de vivre et leurs droictz et comme M. de Miral est le seul maître à Florac il a trouvé bon et les habitants accompagnant le S^r Anthoine Leblanc nouveau Consul ont promis : 1^o A M. le Colonel qui est brigadier par mois 90 livres ; à M. le Lieutenant Colorel 20 livres, à tous les Capitaines 10 livres chacun, à tous les Lieutenants 5 livres chacun et à tous les Soubz-Lieutenants 2 livres 10 solz chacun par mois. Oultre cela il faut bailler des muletz à M. le Colonel pour aller chercher du bois et du foin dans les lieux du voisinage où il y en a que le Colonel, comme Comandant dans les Cevenes, doit faire bailler sans autre ordre que le sien.

Et comme il faut faire autorizer le tout à M. l'Intendant pour pouvoir imposer et exiger, M. le Colonel a dit qu'il escrira et fera autorizer le tout. 2^e Il a demandé une maison et sept litz pour faire un hospital. La maison a esté prise chez M. Bancilhon et les sept litz ont été fournis par les habitantz de Salièges, de Montelz et de Gralhon et le premier logement fait des soldatz estant mal fait, il a falu en faire un nouveau. Le 6 janvier 1704, les 7 litz ont esté fournis, mais par ordre de M. l'Intendant du 31 décembre 1705 les officiers ne devant avoir non plus que le simple logement. M. le Colonel le déclara au Conseil ; mais à la place de 30 livres promis il a falu lui prometre pour le bien vivre 40 livres qui seront prins sur les frais de fortifications. N'a pas voulu l'argent, mais on lui a donné du linge et autres ustencilles par billetz.

Pendant le mois de janvier a esté fait des détachements aux paroisses brûlées ou on a tué hommes et femmes fait des prisonniers fait des chozes qui font trembler et qui doivent aprendre à la postérité le grand crime que c'est de se rebeller contre son souverain, la rébellion des atroupés n'estant que du bas peuple cela n'empêche pas que les plus relevés et les plus sages ne souffrent de ce terrible châtiment.

5 compagnies sont parties de Florac pour aller à Barre le 26 février 1704 et ont resté à Florac tous les autres du régiment de Tournon nous faisant travailler aux fortifications quy ont été snspendues par une playe extraordinaire le judy 28, vendredy dernier février, semmedy 1^{er} mars, dimanche 2, lundy 3, mardy 4, mercredy 5, judy 6 et le 8 la pluye ayant cessé le travail a été continué.

Sur les ordres de M. le Maréchal de Montrevel M. de Tournon commandant dans ce pays ayant fait publier de ne sortir aucunes denrées de la ville sous prétexte de semences ou autrement sans billet, à peyne de la vye, M. Leblanc, de la place, Consul estant à Mende fit que M^{re} l'Evesque et M. Chastang syndic escrivirent à M. le Maréchal et à M. de Tournon pour laisser en repos nos causses et nous laisser semer nos *marsens* et le S^r Jourdan de Cavalade partit pour aller trouver M. le Maréchal le mercredi 12 mars sur un billet du Conseil politique de Florac qui promet de lui payer sa dépanse à 55 solz par jour et le jedy 13 dudit, M. de Tournon donna permission de sortir les bleds des semances de mars pourvu qu'on y eust meslé de quatre partz une de terre en présance d'un officier ou soldat de garde de sorte que le 14 dudit on comansa seulement les semances de mars à Florac et au cause qu'y n'ont peu se faire pendant tout le mois de mars à cause des pluyes et nèges.

Le S^r Jourdan a esté de retour le judy 27 du dit, a porté des lettres de M. le Maréchal à M. de Tournon pour laisser le cause en l'estat et conserter avec M^{re} l'Evesque de Mende sur les affaires des environs de Florac et le 29 mars mondit S^r de Tournon est allé à Mende et en est revenu le lundy jour de foire des Pasquettes dernier mars, est party de Florac avec un détachement de grenadiers et de 10 à 12 hommes par compagnie, a pris la route de Mende sur les 5 heures du mardy 1^{er} avril, a fait une promenade jusques à St Germain de Calberte d'où il feut de retour le semmedy d'après 5 avril ayant esté du côté de Branoux où ils joignirent M. de Lalande et brûlèrent le village et autres du voisinage. M. de Tournon resta à Barre et M. de Courbe-

ville Lieutenant Colonel feut à la tête de ce détachement.

Le lundy 14 avril 1704 la nouvelle fut icy à Florac par une lettre de M. de Grateloup, capitaine du régiment d'Aynaud à M. de Tournon, par une autre lettre de M. Viala de St Jean de Gardonnenque à M. de Miral, que M. le Maréchal de Montrevel avec ses troupes avaient rencontré les atroupés à Nages dans le Vau-nage en nombre de 800, savoir 200 à cheval et 600 piétons et les avait deffaits sauf une cinquantaine qui s'estaient sauvés et que Cavalier estait du nombre des mortz, son cheval et son manteau ayant esté recogneus et le judy 24 du mois d'avril au matin M. le Comte de Tournon venant voir les massons qui travaillaient aux murailles nous a dit avoir reçu lettre de M. le Marquis d'Anduze qui luy aprend que M. de Lalande Comandant à Allez avait trouvé les atroupés au bois d'Ieuzet où ils avaient formé un hospital dans lequel il y avaient des blessés, des mortz, de toutes sortes de provizions et où on estait resté 300 mortz desditz atroupés adjoutant qu'on y avait trouvé les armes et équipages du régiment de la marine quy avait esté deffaict par les atroupés auparavant.

M. le Comte de Tournon comandant dans les hautes Cévennes logé à Florac quitta la maizon de M. Gentil (1) et alla loger à celle de M. Fabre où il resta jusqu'au 8 de may qu'il reçut ordre d'aller rejoindre M. de Lalande luy seul, armes et bagages partit avec toute sa maison armes et bagages et print de son régiment M. de Ra-

(1) Aujourd'hui maison de M. Arnal, patissier, près du Planet, avec une tour à l'entrée de la rue du Théron.

mond capitaine de grenadiers, MM. de S^{re} Loy et Guiraud capitaines logés à Florac , M. de Courbeville, Lieutenant Colonel et M. de Saly capitaine logés à Barre avec nombre de soldatz d'environ 300 pour l'escorter jusques à Anduze d'où l'escorte rebroussa chemin et M. de Tournon estant à Allez ayant joint M. de Lalande, tous les deux ayant prins une escorte de 30 à 40 fusiliers furent à un lieu proche d'Allez appelé St Privat où le nommé Cavalier chef et comandant des troupes des rebelles du plat pays de Languedoc se trouva et demanda à estre reçu en grâce et que ceux de sa suite jouissent du pardon et annixtie que M. le Maréchal de Villard nouvellement arrivé en province pour y commander à la place de M. le Maréchal de Montrevel avait promise et portée, ce quy luy feut accordé pour luy et tous les atroupés du dit pays et des Cévènes de la rédition desquelz le dit Cavalier se chargea et pour cet effect il y eut suspension d'armes pour quelques jours pour avoir temps d'avertir tous les atroupés et sans doute la response de la Cour et à même temps fut donné pour cartier au dit Cavalier et à ses troupes le lieu de Vezénobre et Bocoyran. C'était le lundy 14 may 1704.

Le lendemain mardy 15^e may. le détachement du régiment de Tournon qui venait d'escortter le Colonel et qui partit de St Germain de Calberte comandé par ledit S^r de Courbeville Lieutenant Colonel, où s'estait joint pour profiter de l'escorte M. de la Devèze capitaine, M. de Sarrazin autre capitaine, M. Teissonnière la Canonge, commissaire autrefois pour les chemins, M. Viala advocat de St Jean de Gardonenque subdélégué de M. l'Intendant dans les exécutions des razements et bruslementz, M. Viala son fils agé de 15 à 17 ans pour

aller à Barre et à Florac. Feurent attaqués à un certain endroit appelé le plan de Fonmort à demy chemin de St Germain à Barre par la troupe de Roland, composée selon le rapport des attaqués de 1.200 hommes, compris 120 cavaliers. où M. de Courbeville Lieutenant Colonel, M. de Ramond capitaine des Grenadiers. M. de Ste Loy. M. de Saly. capitaines furent tués. M. de Guiraud autre capitaine blessé. M. Viala et son fils tués. plusieurs soldatz, trois lieutenantz ou soubz lieutenantz. On en recogneut manquer jusqu'à 60. Ce quy resta dudit régiment se re'ourna audit St Germain avec M. Guiraud blessé conduitz par M. la Roche lieutenant de Grenadiers.

Les atroupés comandés par le Sr Roland se retirèrent du costé de las Ayres où ils conduizirent plusieurs prisonniers qu'ilz avaient fait de la suite du dit régiment et entre autres le Sr Jérémie Boyer de Florac et les muletiers de Florac qui estaient entre autres David Meissonier dit le notaire de la Valette réfuzié depuis le brûlement à Florac et qui en estoient partis pour voiturer les équipages de M. le Comte de Tournon avec quelques grenadiers et un capitaine du régiment de Froulay logé à St Jean qui s'en allait à son pays. Duquel lieu des Ayres les prisonniers furent mis en liberté et renvoyés dans la nuit du mardy au mercredi et M. Boyer, le dit Meissonnier avec ses mulets seulement sauf celui de la veuve de Beccède quy fut gardé quoique le plus faible et qui portait les sacs ayant prins et retenus les charges de chastagnes et autres petites chozes, arrivèrent à Florac le mercredi bon matin où cette nouvelle donna beaucoup de consternation tant aux autres officiers et soldatz du dit régiment qu'aux habitantz bien sensés et principalement pour M. de Ramond capitaine de Grenadiers

homme plain d'honneur doux et afable qui logeait chez M. Meinadier notaire, pour M. de S^r Loy capitaine logé chez M. Lafon homme d'esprit et grand parleur, pour M. de Croye soubz lieutenant garson major logé chez le S^r Combes notaire homme doux et bienfaisant. Pour M. de Saly capitaine et autres officiers ils étaient du logement de Barre on les regretta d'estre mortz tous des des mains de gens pour lesquelz ils avoient tant de mespris. Et à l'esgard de M. Viala et son filz il n'en sera rien dit laissant aux peuples bruslés et razés des Cévenes et du pays de Lozère à faire l'esloge du père, n'ayant pas l'avantage de cognoistre le filz. Il me sera permis de noter icy seulement qu'il exécutoit vigourcusement de fait et de parolle les ordres qui lui étaient dressés et qu'il ne manquait pas d'adresse pour tirer party pour son comettant et pour luy. Dieu veuille lui faire mizéricorde et à tous. Voila mon souait particulier.

La nouvelle de ce combat estant à M. le Comte de Tournon il partit et vint à St Germain le judy escorté par des suisses et autres troupes et arriva à Barre à disner le vendredy 18 may, d'où il renvoya les suisses et autre de son escorte et amena à Florac ce qui avait resté de son régiment avec la compaignie de fuziliers de M. de Miral de laquelle en resta sur le combat deux soldatz l'un filz de la veuve de David Gleize et l'autre dit Gaillardin autrement Vaigalier de Nivoliens. Du nombre des mortz des soldatz de M. de Tournon feut le filz cadet du nommé Rovièrè Donnat quy avait esté prins pour servir le roy et donné à M. de Cayzar, capitaine audit régiment.

Arrivant à Florac le dit jour vendredy 18 may 1704 sur les 6 heures du soir M. le Comte de Tournon se pro-

menant à la place avec ses capitaines et lieutenantz où estoient aussi plusieurs habitants de Florac eut la bonté de nous débiter cette bonne nouvelle de la réduction de Cavalier et la promesse de faire revenir les autres que cela nous procurerait la paix et le repos de notre province et nous donna encores celle du facheux combat de Fonmort donné quelques deux heures avant que le Comandant eut reçu l'ordre de Cavalier et ce feut daus les mesmes termes et circonstances que j'ay dit ci dessus que M. le Comte de Tournon nous l'a dit à la place de Florac le dit jour 18 may 1704.

Le judy 22 may 1704, M. le C^{te} de Tournon receut lettre qui lui aprenait que Cavalier avait veu M. le Maréchal de Villard et M. l'Intendant à Nismes dans le jardin des Recolés, que les choses alloient de mieux en mieux pour la paix, que le monde alloit sans escorte dans le plat pays de Languedoc. Cette conférence feut le vendredy 16 may et M^{re} de Sauvage quy estait partie de Florac le 26 avril pour Montpellier passa par Meyrueis et vint à Florac par St André sans escorte le vendredy 23 may 1704 personne ne lui ayant rien demandé. Les atroupés au nombre de 4 furent à Florac où par ordre de M. de Tournon feurent logés chez le S^r Planchon où ils couchèrent ne leur ayant pas permis de sortir de leur log's pour esviter les querelles qu'ilz pouvoient avoir avec les soldatz et parce qu'ils portoient des fuzils et casaques cogneues des soldatz quy avoient esté tués au Plan de Fonmort et le lendemain en vindrent autres 4 à la barrière demander des vivres et personne ne leur en portant pas quoyqu'on eut la permission de le faire, M. de Tournon ordonna au Consul de leur faire bailler du pain et du vin et n'ayant pas des outiliz pour

porter le vin leur feut baillé à 43 solz de pain.

Le dimanche avant le jour 1^{er} juin 1704, M. le Comte de Tournon receut lettre de M. le Maréchal de Villars qui lui aprenoit que les atroupés avoient manqué de parolle que ceux qui s'estoient assemblés à la plaine de Cauvisson et quy y attendaient les autres troupes en estoient sortis et qu'il falait prendre garde à eux que les peuples allaient dès demain sentir la punition de leurs crimes. Cette lettre fut publiée à Florac le même jour et on ne laissa sortir aucune choze pendant une quinzaine de jours après lesquelz M. le C^o de Tournon receut autre lettre de M. de Lalande quy lui marquait de traiter les chozes doucement et de faire faire aucun mal aux deux prisonniers qu'il avait des Camizards, que les principaux chefs avoient accepté l'anixtie que le roy leur avait donnée et que M^{sr} le Mareschal de Villardz régleroit bientôt les affaires dans toute la douceur possible. Cette nouvelle fit un peu relâcher la rigueur de notre comandant et au lieu qu'il faizait fermer les barrières à sept heures on ne les ferma qu'à neuf mais il continua ses fortifications au château et à la ville et comansa de deffendre aux soldatz d'aller publiquement ravager comme ils faisaient nos jardins et quelques uns faire paistre leurs chevaux à nos predz.

Les deux prisonniers cy dessus mentionnés estoient l'un Pierre Atgier mareschal et le fils de Forcoual qui feurent prins allant à Barre estant de la troupe de Castanet et de Laroze. Castanet ayant appris cette capture demanda l'eslargissement qui lui feut refusé sans un ordre de M. le Mareschal, mais luy feut fait responce qu'ilz n'auroient aucun mal et M. le C^o de Tournon receut lettre du dit Castanet le mercredi 18^e juin 1704

qu'il s'en alloit avec sa troupe composée de 300 hommes voir M. le Maréchal pour recevoir l'anixtie et le samedi 24 du dit qu'il avoit reçu lettre le soir auparavant de M. le Marquis de Lalande qui lui marquait que le traité des Camizards estait rompu et qu'on allait brûler le pays de la plaine au premier jour.

Le 29 juin 1704 la nouvelle fut portée à M. le C^{te} de Tournon que les atroupés Camizards avaient paru au nombre de 400 près Meyrueis le jour auparavant et qu'ilz avaient tué le nommé Laporte bastier de Fraixinet entre Perjuret et la Barraque.

Le 5 juillet 1704 M. le C^{te} de Tournon m'accorda la permission de faire faucher, fener et emporter le foin où bon nous semblera à moy et à mon frère de Racoules, aux habitans de Grizac et le Villaret, à M. de Val-longue de l'Hermet et pour St Privat à ma sœur Demarès sous promesse verbale que je lui ay fait de luy en faire porter quelques charges pour son escurie.

Le judy 9 juillet 1704, M. le C^{te} de Tournon fit publier par ses tambours que tous ceux qui seraient trouvés en campagne hors des barrières après la retraite de samedi prochain au soir jusqu'au lundy matin avec ou sans billet seroient tués sans mizéricorde. Et le même jour M. Fabre garde sceau arriva icy et nous dit que M. Chastang syndic venait icy et portait la permission générale aux réfugiés de culir les foins et les bleds de leurs biens et M. le Syndic estant venu le lendemain dit qu'il avait porté à M. de Tournon les ordres de M^{re} le Mareschal et de M^{re} l'Intendant portant permission aux habitans des lieux condamnés de culir leurs foins et bleds mais à condition de les porter incessamment dans les lieux conservés aux anciens catholiques sans pouvoir

les laisser auxdits lieux razés et brûlés et pour la nourriture des travailleurs M. de Tournon n'a voulu laisser qu'une livre et demy de pain chacun.

Sur la demy juillet Velay, viguier de Florac qu'y dressons ce mémoire parlant à M. de Tournon comendant icy luy ayant représenté que les foins qu'on laisse périr sur les preys estait une grosse perte et un grand dommage que les officiers des troupes qu'y resteront en pourraient souffrir et que le soin n'estait et ne pouvait estre d'aucun secours ny subsistance aux atroupés il me donna des billetz pour les habitants de Fraxinet de Lozère, pour Grizac, pour plusieurs particuliers de faire faucher et fencer et pour leur conservation permettre de couvrir les granges. Ses billets s'adressoient à M. de Palmerole, Colonel des fuziliers de montagne comendant au Pont de Montvert et furent suivis de plusieurs autres et le semmedy neuvième aoust 1704 M. de Tournon ayant fait venir à Florac trois à quatre compagnies de la bourgeoisie de l'Inspection de M. de Miral pour garder Florac où on les nourrit trois à quatre jours par étapes à 6 solz par homme chaque jour, partit avant le jour avec la plus grande partie de son régiment, alla à Bagnols les Bains où M^{re} le Comte de Peyre estait et de là s'en alla le dimanche 10^e d'aoust au Pont de Montverd. Les fuziliers de montagne qu'y y sont logés furent à son devant sur Lozère et ayant couché au dit Pont de Montvert partit avec les fuziliers de montagne le lundy 11^e d'aoust au point du jour à la St Maurice de Ventalon où ayant appris que les atroupés avaient fait battre quelque bled, fit brûler les gerbiers qu'y y furent trouvés, de là monta sur la montagne du Bougès, alla brûler les bleds en gerbes des lieux de Miraval, de Peyrefort, des Vernèdes

et de la Grandville et feut de retour à Florac le mardy 12^e d'aoust au matin avant le jour, peu après la minuit du lundy au soir, y fit loger des fuziliers de montagne en nombre de 187 soldatz 8 capitaines 12 lieutenants et 14 brigadiers pendant trois jours et le mercredy d'après 13 dudit ayant fait une escorte au Rey quatre fuziliers de montagne s'estant détachés vers Ferreyrettes y tuèrent Pierre Delpuech et sa sœur Anne, un autre Delpuech leur parent qui avoient des billetz qui leur permettaient de aller culir leurs bleds et de sortir de Florac avec quelque livre et demy de pain faits par M. de Miral de quoy M. de Miral fit bien des plaintes mais il n'y eut aucune punition sinon qu'on renvoya les fuziliers au dit lieu du Pont de Montvert le vendredy 15^e d'aoust 1704 au matin.

Estienne Chardenon de Daidon ayant suivy la troupe des rebelles, venant chez son frère y feut prins le judy 21^e d'aoust jour de St Privat par les bourgeois de Fraixinet de Fourques, sur les 5 heures du soir, conduit au dit Fraixinet et dans la nuit feut passé par les armes ayant confessé et feut enterré le lendemain matin. Cette même nuit une troupe de rebelles furent à la Fichade où ils prindrent trois muletz de M. le Marquis de Grizac batirent Thomas Bazalgette rentier qui leur échapa et le dimanche d'après M. Roquette fit rendre au même rentier, de la Fichade le mulet que les atroupés avoient prins auparavant.

Le vendredy 29 dudit, M. de Tournon receut une ordonnance de M^{sr} le Mareschal de Vilars commandant dans la province donnée à Alès le 27^e dudit mois d'aoust par laquelle il prolongeait le délai aux réfugiés des lieux condamnés jusque et y compris le 3^e septembre

prochain après lequel jour le roy voulant que les lieux des dites paroisses soient inhabités on ferait faire main basse sur tous ceux qui seront trouvés dans les dits lieux sans exception de personne. Cette ordonnance fut affichée et publiée a Florac le dit jour 29^e d'aoust 1704.

Le lundy 1^{er} septembre suivant arriva icy le régiment de M. le Chevalier de Froulay celui de M. de Tournon y estant et tous les deux logés le dit jour. Le lendemain mardy le mercredi 2 et 3 septembre pour la fin du délai de la sus dite ordonnance. A Meyrueis il y avait à même temps deux autres régiments, à Pont de Montvert autres deux régiments compris celui de fuziliers de montagne ou Miquelez. M. de Lalande Lieutenant Général à St Germain, M^{sr} le Mareschal à St Jean de Gardonnenque pour brûler les bleds des Cévenes. M. de Tournon est party de Florac le vendredy 12 septembre y laissant le régiment de Froulay composé de 45 compagnies en tout 16 capitaines 12 lieutenantz et 7 soubz lieutenantz logés le dit jour à Florac. Cinq compagnies en feurent tirées et mandées à Barre le 25 septembre 1704. Feurent faits plusieurs détachemens et entre autres le 27 dudit comandé par M. de Bellesagne lieutenant de M. de Miral où il fit tuer l'ainé de Boudon de Tardonche, l'ainé de la veuve de Maurin d'Artigues et manquèrent le fils de Rampon trouvés au lieu de la Rovièrre où ils aydaient abatre les noix.

Il a esté obmis de noter que le semmedy 27 dudit mois de septembre Pierre Atgier et un nommé Lap.... furent tirés des prisons et tués à la place de Florac comme ayant esté Camizarts.

Il a esté obmis de noter aussi que le nommé Castanel de Massevaque, gardeur de profession, prédiquant

se rendit à l'obéissance du Roy avec ses armes au lieu de St André de Valborgne entre les mains de M. de Fesquet, seigneur de St André et fut conduit à Messieurs le Maréchal et Intendant au commencement de septembre 1704 tandis que le nommé Laroze qui commandoit la troupe des rebelles dont Castanet était le prédiquant et le nommé Atgier dit la Valette, autre espèce d'officier furent obstinnés avec leur troupe laquelle troupe assassina et tua à demy heure dudit St André le dit Sr du Fesquet environ le 20 dudit mois du septembre auquel temps parut icy mandé à M. le Chevalier de Froullay un escrit contenant les demandes que les rebelles atroupés demandent et on parla que Nicolas Jouany se devait rendre avec sa troupe de rebelles.

Et le mardy 30 septembre M. de Froullay avec ses troupes sont partis de grand matin dudit Florac et ont pris du pain pour trois jours n'y ont couché qu'un soir à Gabriac et sont revenus avec la nouvelle d'une suspension d'armes pendant quelque temps et jusqu'à nouvel ordre le nommé la Roze chef de la troupe ce devant rendre que Nicolas Jouany s'estait remis.

Et après toutes ses remizes le semmedy 11^e octobre 1704 tous les réfugiés eurent ordre de s'en aller culir leurs fruitz et réparer leurs maisons.

Le premier ou le 8 novembre 1704 arriva icy à Florac 4 compagnies du régiment de Soissonnés et quelques jours après 4 compagnies de fuziliers de montagno et les 8 compagnies du régiment de Froullay en sont partis le 8 dudit pour aller à St Jean de Gardonnenque. Une compagnie de fuziliers de montagne est allé au Pont de Montvert le mercredy 19 dudit.

Le lundy 19 janvier 1705 est arrivé icy trois compa-

gnies du régiment de Froullay et le lendemain 20 dudit les 4 compagnies du régiment de Soissonnés en sont parties pour aller coucher à St. Germain et de là à Allez. Les trois de Froullay comandées par M. de Combettes ayde major logé chez nous et y ont resté jusqu'au mercredi 4 février 1705 qu'elles en sont parties et le même jour M. de Grateloup du régiment d'Aynaud avec sa compagnie et le judy 5 de février 1705 est partie une compagnie de fuziliers de montagne, miqueletz des deux que nous avons icy et y reste trois compagnies celle de M. de Grateloup celle de fuziliers de M. de Miral et celle du capitaine Cadoène des Miqueletz.

Le mercredi 4 mars 1705, est arrivé à Florac M^{sr} le Marquis de Lalande, lieutenant général et Comandant dans la province depuis le départ de M^{sr} le Mareschal de Montrevel ayant à sa suite 60 à 70 grenadiers suisses, 6 officiers yrlandais, M. de Malerargues en tout une trentaine de chevaux, y a séjourné le judy et le vendredy, en est party le semmedy pour aller à Barre a publié au peuple que le roy entendait que tous fussent en tranquillité défendant les assemblées, le chant des psaumes et de cacher aucunes armes, avec cela qu'on vescu en paix et deffances aux officiers et soldatz des troupes de sa Magesté de faire aucun tort là où iis logent que sy on le fait de porter plainte au Comandant et ne faisant pas justice en escrire audit seigneur à Allez où est son principal séjour.

Le mercredi au soir 18 du mois de mars 1705, arrivarent les ordres de M. de Lalande Comandant dans la province à M. de Grateloup, capitaine du régiment d'Haynaud et Comandant à Florac de partir le lendemain s'en aller à Barre ce quy feut fait laissant icy M. de

Miral Comandant avec sa compagnie de fuziliers et celle de M. Cadoène des fuziliers de montagne.

Le semmedy 24 mars M. de Villars Comandant dans les hautes Cévennes vint à Florac, y séjourna le dimanche et en partit le lundi 50 du même bon matin. Le même jour ont porté de Florac 15 litz au Pompidou pour les soldatz qui doivent y aller et pour l'Officier quy les doit comander quy sont du régiment d'Hénaut, logés à Barre.

Les nommés Ravanel, Catinat et autres quy estaient des chefs de rebelles atroupés ayant esté prins et conduitz à Nismes y ont esté brulés et plusieurs autres autres pendus le vendredy 25 avril 1705 et jours suivants, M. le duc de Berwick y comandant, par la juridiction de M. l'Intendant et Messieurs du Présidial de Nismes.

Les sus nommés et autres qu'on a fait mourir ayant dit qu'on avait résolu d'égorger les petites garnisons on a ordonné qu'elles seront cazernées partout. En exécution de cet ordre M. de Miral Comandant a voulu qu'à Florac on fit de mesmes le 25 may 1705 ce quy a esté exécutté le 28 dudit qu'on régla les cazernes et le bois.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME II.

DES

Documents relatifs à l'histoire du Gévandan

TROISIÈME PARTIE.

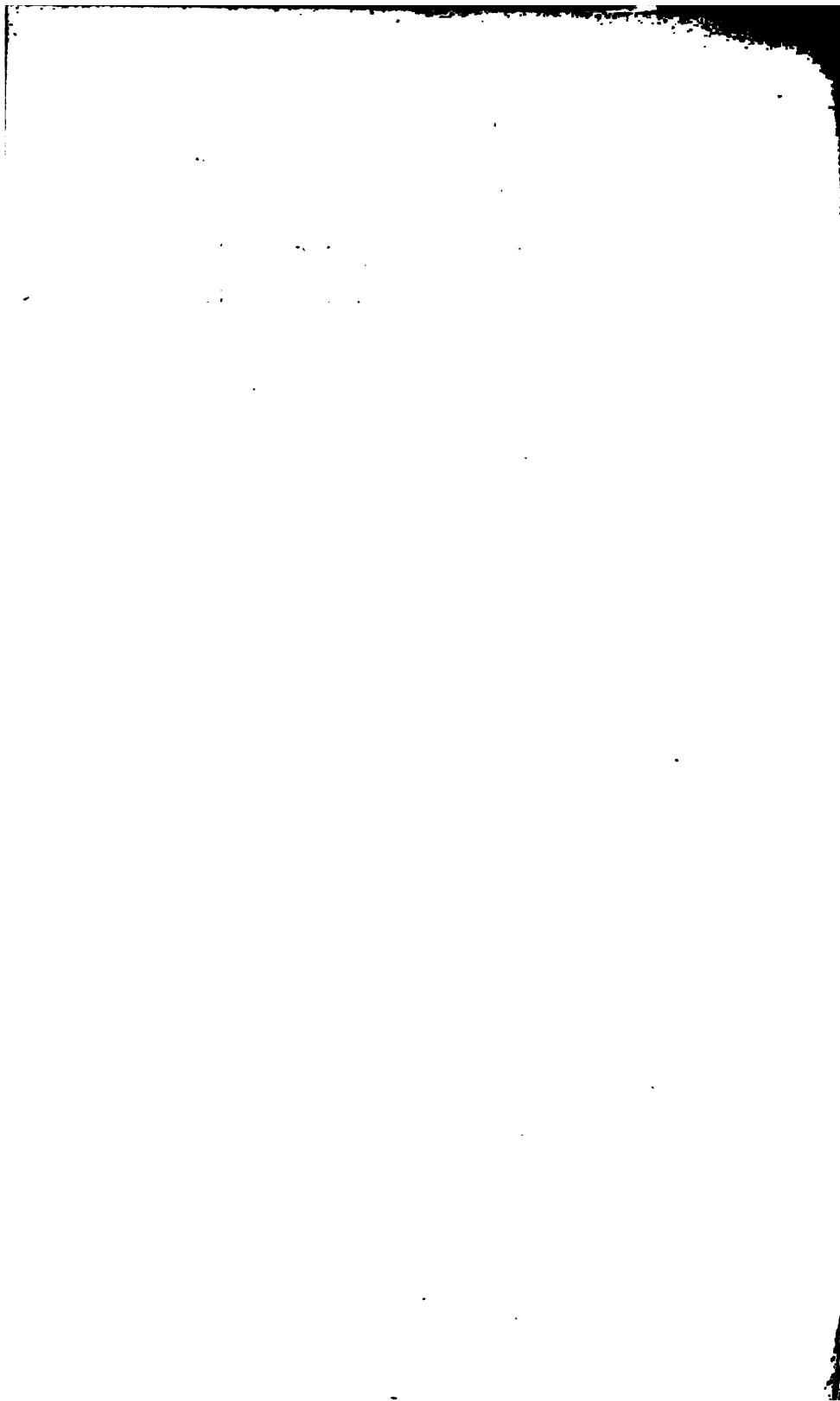
	Pages.
Documents relatifs à la peste de 1720-1722, qui ravagea la ville de Marvejols. — Délibérations du Conseil de santé et du Conseil général de cette ville	3
Lettre du duc de Roquelaure à l'évêque de Marseille au sujet de la communication de la peste apportée à l'abbaye des Chambons, diocèse de Viviers, par des charpentiers de Marvejols.....	72
Contagion à St-Léger-de-Peyre. — Nombre des victimes	74
Contagion à Quézac, Barjac et Balsièges.....	78

	Pages.
Lettre à M. Chirac, médecin du duc d'Orléans, par M. d'Alaret.....	80
Lettre de M. Blanquet, médecin, à M. Dodart, pre- mier médecin du Roi.....	86
Lettre du R. P. Provincial des Capucins au P. gar- dien du couvent de Mende.....	96
Nombre des victimes de la contagion en Gévaudan.....	99
Mesures prises par la ville de St-Chély.....	101
Notes extraites de l'état-civil d'Esclanèdes.....	102
Acte de décès d'un médecin mort de la contagion à Chanac.....	103
Notes sur la contagion dans la paroisse de St-Ju- lien-du-Tournel.....	104
La ville de Marvejols fait prononcer l'oraison funè- bre de César de Peyre.....	106
Contestation entre les habitants de Marvejols et le Comte de Peyre.....	107
Déclarations des biens nobles dont la dixième partie de revenus étaient demandés pour subvenir à la rançon des enfants de François I ^{er} , détenus en otage en Espagne en 1529.....	119
Notes complémentaires.....	201
Procès-verbaux des séances de la Société populaire de la ville de Mende.....	219
Liste des membres de cette Société.....	477
Adresse de la Société populaire à la Convention nationale.....	479
Cantique chanté dans le Temple de la Raison.....	487
Hymne pour la fête de l'Etre Suprême.....	490
Couplets patriotiques sur nos succès maritimes....	492
Id. Id. pour la fête du 14 juillet.....	495
Id. Id. pour la fête du 10 août.....	497
Hymne à la Liberté.....	499
Lettre du représentant du peuple Châteauneuf.....	501
Séance des membres de la Commission nommée par la Société populaire de Mende, portant nomi-	

— III —

	Pages.
nation des commissaires qui doivent se rendre dans les communes à l'effet de rétablir l'ordre là où il serait menacé.....	504
Extrait du « petit livre des affaires domestiques » de Jean Velay, viguier de Florac.....	505





134.
DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN

TROISIÈME PARTIE

LES ÉTATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN

Devant les Etats généraux du Languedoc.

**DOCUMENTS
ANTÉRIEURS A 1790**

Publiés par la Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère
sous les auspices du Conseil Général et sous la direction de
M. Ferdinand André, Archiviste du Département.

~~~~~  
**TOME III.**  
~~~~~

MENDE
IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. PRIVAT
—
1891



LES ÉTATS PARTICULIERS

DU GÉVAUDAN

DEVANT LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU LANGUEDOC

Parmi les affaires portées devant les Etats particuliers du Gévaudan les unes étaient exclusivement de sa compétence et ils les jugeaient sans appel, les autres devaient, pour être définitivement terminées, recevoir la sanction souveraine des Etats généraux du Languedoc qui seuls statuaient.

En outre lorsque les Etats particuliers du Gévaudan avaient à se plaindre soit des officiers royaux, soit de l'Evêque, ils n'adressaient leurs doléances au Roi qu'après avoir sollicité l'appui des Etats généraux du Languedoc.

L'ensemble de ces deux dernières sortes d'affaires dans lesquelles les Etats généraux du Languedoc ont eu à statuer, de 1502 à 1752, se trouvent relatés dans un registre manuscrit déposé aux Archives départementales de la Lozère, Série C. 535, et intitulé : *Extrait des délibérations de la province*

du Languedoc concernant le diocèse de Mende, de 1502 à 1752.

La variété des affaires exposées, les renseignements intéressants qu'on y trouve sur la vie politique, financière, commerciale et agricole du Gévaudan, durant une période de 250 ans, militaient en faveur de la conservation de ce registre par sa publication intégrale dans nos Bulletins.

Classées seulement par ordre chronologique ces affaires, par suite de leur objet, peuvent être rangées sous quatre chefs principaux : finances, commerce, travaux publics, prérogatives.

Les questions relatives aux finances des Etats particuliers du Gévaudan constituent la majeure partie des affaires soumises aux Etats du Languedoc.

Tantôt c'est une demande en décharge d'une partie de l'impôt ou équivalent par suite de la misère du pays parcouru par des bandes armées qui enlèvent les bestiaux et pillent les habitants ; tantôt c'est comme dédommagement des subsides extraordinaires que les Etats du Gévaudan ont dû avancer pour subvenir à la dépense des troupes royales envoyées pour combattre les Religionnaires. Ici, le motif de la demande se trouve dans les exactions des collecteurs de l'impôt ; là, dans les hivers rigoureux qui ont amené la disette et nécessité des achats de blé pour la population, à Montpellier ; plus loin, dans les ravages de la peste.

La sécurité du voyage et des transactions à assurer aux marchands attaqués et pillés sur les routes par les seigneurs de Montrodât et de Montjézien qui les dévalisaient à main armée ; l'autorisation de se surimposer pour réunir les sommes nécessaires soit à l'achat et à l'extinction des charges d'auneur et de vérificateur des étoffes qui tracassaient les fabricants de tissus, soit pour rendre libre la vente du sel fournissent matière à autant de suppliques adressées par les Etats particuliers du Gévaudan aux Etats du Languedoc.

Il en est de même pour obtenir de leur part des allocations de fonds indispensables à la construction et à l'entretien de routes, à la réfection des ponts détruits par les inondations, au balisage des chemins de montagne pour guider les voyageurs les jours de neige ou de tourmente durant l'hiver, à la reconstruction des églises détruites par les partisans de la religion prétendue réformée.

Plusieurs affaires inscrites sur le Registre des procès-verbaux des Etats du Languedoc témoignent du soin jaloux avec lequel les divers membres des Etats particuliers du Gévaudan veillaient à la défense et au maintien de leurs privilèges.

Dans un cas, ce sont les Etats particuliers qui demandent pour eux-mêmes la conservation de leur ancien privilège de nommer leur Prévôt ; dans un autre, c'est l'évêque qui réclame le maintien de son

droit de convoquer seul les Etats particuliers du Gévaudan, à l'exclusion des officiers royaux disposés à le lui enlever ; dans un troisième, ce sont les bourgeois de la ville de Mende qui désirent, comme par le passé, continuer à nommer leurs consuls et n'être pas contraints à les recevoir des mains de l'Evêque.

La Société d'agriculture a eu devoir sauver de l'oubli ces divers épisodes de la vie politique et sociale du Gévaudan, pendant plus de deux siècles, en publiant dans son Bulletin le manuscrit unique qui les mentionne.

A. M.



SOMMAIRE.



1. Procès à poursuivre relativement à diverses localités du Gévaudan situées sur les limites du Languedoc. — **2. 3.** Plaintes des procureurs des diocèses de Mende et de Viviers au sujet de la surcharge des impositions. — **4. 5. 6.** Plaintes réciproques du fermier de l'équivalent et des habitants. — **7. 8. 10. 13. 19. 20. 21. 23. 24. 26. 29.** Délibérations relatives à la demande faite par les diocèses de Mende, le Puy et Viviers, pour leur réunion à la Généralité de Montpellier. — **9.** L'entrée aux Etats du Languedoc refusée au commis du syndic du diocèse de Mende. **11.** Mesures à prendre contre les voleurs de bétail dans les montagnes du Gévaudan. — **12.** Protestation au sujet de la faible indemnité accordée au diocèse de Mende pour la réparation des ponts. — **14.** Ban et arrière ban. — Poursuites à exercer contre les receveurs de l'emprunt fait en 1542. — **16.** Au sujet du ressort de diverses municipalités de la baronnie de Mercœur. — **17.** Procès contre le receveur du diocèse. — **18.** Renvoi d'une requête des consuls du Puy, Montpellier et Mende aux Etats. — **22.** Le pays veut poursuivre la cassation d'un arrêt du parlement de Paris donné en faveur de la veuve d'Olmières. — **25.** Impositions sur tous les diocèses de la province sans exception, et décision relative aux frais et emprunt faits à l'occasion de la guerre. — **27. 31.** Bail à ferme de l'équivalent du diocèse de Mende à mettre à de nouvelles enchères. — **30. 32. 37. 38.** Remboursement à faire au clergé de la somme de 5,000 livres prêtée au pays. — **33.** Le syndic du Languedoc promet son assistance à celui du diocèse de Mende. — **34.** Les localités franches de tailles contribueront désormais aux impositions. — **35.** Le château de Re-

coulettes pris par l'ennemi. — **36.** Lettre du Roi au sujet de l'équivalent. — **39.** Diverses commissions préjudiciales aux diocèses du Puy, Viviers et Mende à faire révoquer. — **40.** L'assiette des impositions sera tenue à Marvejols. — **41. 42.** Les deniers de la ferme de l'équivalent du Puy, Viviers et Mende ne doivent plus être portés à Lyon, mais à la recette du Languedoc. — **43.** Frais à payer au fermier de l'équivalent. — **44.** Plaintes au sujet de l'érection nouvelle d'officiers et de juridiction. — **45.** Droit des consuls, syndic et diocésains de Mende de nommer un lieutenant de prévôt. — **46.** Révocation d'une commission portant de contraindre les personnes aisées à fournir une somme importante au denier douze sur les produits de l'équivalent. — **47.** Contribution pour la suppression du président Présidial de Nîmes. — **48.** Défense d'imposer sans l'autorisation des Etats. — **49.** Pauvreté du Gévaudan à remonter au Roi, à cause que le syndic d'Auvergne voulait contraindre ce pays à payer 24,000 écus pour les frais de la prise de Marvejols. — **50.** Lettres patentes du Roi relatives à la ferme de l'équivalent du Languedoc.

27 octobre 1502.

1. — Semblablement M^e Jean Devaulx, procureur du païs, par le vouloir et consentement des dits Etats, assisté de M^e Claude Taurandy, notaire royal de la ville de Mende, pour poursuivre le procès pendant ez parlements de Paris et de Toulouse, touchant les lieux et paroisses de Prades et d'Allier et autres limites du païs de Languedoc ; et pour continuer et parachever cette poursuite a été baillé et délivré un mandement et décharge, qui est sur le receveur de Mende, de la somme de 30 livres, de l'année 1492, du 15 août, datée, signée par M^e Jean Rouvier, qui l'a baillé et rendu auxdits Etats ; laquelle somme avait été ordonnée à Jean Bo-

naud, clerc, pour les causes contenues audit mandement et icelui mandement a été baillé à noble Jean de Bressolles, consul dudit Mende, qui a promis le bailler et expédier audit Taurandy ; de laquelle somme de 400 livres et des autres sommes qu'il se trouvera avoir été reçues par ledit Taurandy, sera tenu en rendre compte aux prochains Etats, pour faire son rapport et faire aparoir de ce qu'il aura fait et besoigné.

7 décembre 1509.

2. — Par devant Messire Geoffroy de Pampadour, vicaire général de Mgr du Puy, en l'absence du susdit Monseigneur de Viviers. Le vicaire de Mende a dit que le diocèse de Mende ne portoit des deniers qu'il plaisoit demander au Roy notre sire que 22 livres pour 1,000, au temps passé, et de présent en portoit 50 livres, qu'étoit merveilleuse foule et surcharge aux diocésains dudict diocèse ; aussi plusieurs autres diocèses ont fait plainte et doléance d'être trop chargés et mesmement Viviers.

21 janvier 1510.

3. — Les procureurs de Mende et Vivarais ont renouvelé la doléance par eux faite l'année dernière touchant la surcharge des deniers qu'ils prétendent porter plus que les autres diocèses et plus qu'ils ne doivent porter au sol la livre, et pour la contradiction des autres consuls des villes et diocèses, ny a été rien ordonné.

30 octobre 1512.

4. — Sur la requête baillée et présentée à mesdits sieurs seigneurs des Etats par Bernard Ferrandon, fermier de l'équivalent du diocèse de Mende, contre Pierre Dyvet et les habitants dudit diocèse, a été apointé au pied que la requête comme s'ensuit : *prosequatur supplicans jus et interesse si quod habere prethendat et quatenus privilegia patrie in aliquo fuerint evernata jusset sibi procurator patrie pro interlaveno dictorum privilegiorum succptibus requirentis.*

15 octobre 1518.

5. — Le syndic du diocèse de Mende a baillé et présenté certaine requête tendant à ce que le pays prenne et mette sus la somme de 1,125 livres pour la folle-enchère faite en la ferme de l'équivalent du diocèse de Mende par un nommé Louis Gebelin, de Salgue, à laquelle a été répondu que le suppliant n'a pas duement fait discuté le principal et plaiges, pour ce *faciat discussionem bene et debite juris ordine servato*, si bon lui semble ; et après le pays y pourvoira comme être à faire par raison.

3 décembre 1519.

6. — Du samedi 3^e jour du mois de décembre, au lieu que dessus. Par devant mondit seigneur le vicaire de Narbonne, président susdit, M^e Guillaume Blanchard, procureur du pays en la sénéchaussée de Toulouse, auquel avoit été commis voir les pièces et sac touchant

La folle-enchère de la ferme de l'équivalent au diocèse de Mende, faite par un nomme Gebelin, de Salgue, aux Etats dernièrement tenus à Toulouse, a fait son rapport des dites pièces, et, le tout vu, considéré et calculé par mesdits des Etats, a été conclud et ordonné que la somme de 1,125 livres, pour la folle-enchère, qu'est venue au soulagement du pays, sera mise et couchée sur tout le pays en deux années, pour dédommager les habitants dudit diocèse de Mende, qui ont payé la dite folle enchère, sauf l'action dudit pays contre ledit Gebelin, principal fermier et de ses plaiges, s'ils ont autres biens que ceux qui ont été discutés ou si viennent *ad pignorem fortunam*, et contre le greffier qui a reçu lesdits pleiges non suffisantes et solvables, lequel en est tenu de droit.

11 novembre 1558.

7. — M^e Guillaume Albaricz, consul de Mende, a porté en l'assemblée les lettres obtenues par le pays, touchant l'union en la généralité et charge de Montpellier des trois diocèses hautes : du Puy, Vivarais et Mende, et les a baillées au syndic Leblanc, lesquelles lettres sont en date du 18 décembre 1552, signées à double queue, clauses, scellées en lacs de soye de cire verte, publiées et registrées à Toulouse le 21 décembre 1555.

16 novembre 1558.

8. — Le vicaire de Mende et consuls du Puy ont requis d'autant que dès hier l'on a accordé la somme de 1,000 livres pour le pont de Bagnols, et que pour le

passé ils ont contribué pour la réparation des basses diocèses sans en ressentir aucun profit ; que l'année prochaine soit imposé sur la sénéchaussée de Beaucaire la somme de 2.000 livres, pour y être convertis et employés à la réparation des ponts des diocèses du Puy et de Mende.

27 octobre 1559.

9. — Que requête a été présentée par Denis Bertrand, écuyer, viguier de Montfrin, et Jean Blisson, sieur de Laroche, envoyé du sieur Darques, et M^e Gilbert Fabri, docteur, commis du syndic du diocèse de Mende. Les Etats, sans avoir égard aux lettres de nobilisation obtenues, par ledit sieur de Laroche, du feu roi Henry dernier, par luy expédiées, lesquelles n'ont été vérifiées, ont ordonné qu'il n'assistera point céans ; le semblable a été dit dudit M^e Gilibert Fabry, parce qu'il est officier du Roy, lieutenant du gouverneur de Majejoul.

30 octobre 1559.

10. — Conclud que en demandant pour le pays la confirmation des privilèges d'icelui, de même sera supplié au Roy ordonner que les diocèses du Puy, Vivarais et Mende soient et demeurent unis avec les autres diocèses dudict pays et les mettre hors de la généralité de Lyon, en confirmant la provision obtenue sur ce par ledit pays, à Compiègne en l'an 1552. Cependant les lettres obtenues cette année, par lesquelles est mandé de adjourner le général de Lyon, seront exécutées.

4 novembre 1559.

11. — Les Etats ont enjoint au prévôt Lagasse et à ses lieutenants et à chacun d'eux de se transporter aux montagnes de Gévaudan pour prendre et punir les larrons de bétail, et fairont aparoir de leurs diligences aux prochains Etats. Cependant sera présenté requête à M. le comte de Villars, par le syndic du pays, afin que soit pourvu et remédié aux larcins desdits larrons.

6 novembre 1559.

12. — Dudict lundy, de relevée, les vicaire et consuls de Mende ont protesté de ce que ce matin en la conclusion des ponts on n'a baillé au diocèse de Mende que pour le pont de Langogne 100 livres, disant qu'ils n'y consentent point et n'entendent y contribuer si ne leur en est baillé davantage.

6 octobre 1560.

13. — L'article septième des doléances du pays, présenté l'année passée, à ce que les diocèses de Mende, du Puy et Vivarais sortent et demeurent en la généralité de Languedoc et contribution d'icelle et deffenses être faites aux trésoriers et receveur de Lyonnois ne travailler les habitans des trois diocèses, sera répété et mis aux doléances de cette présente année, et faite poursuite d'avoir déclaration du Roy, suivant l'avis du général de Montpellier.

17 octobre 1560.

14. — Au semblable, l'article 13^e des dites doléances par lequel les gens du ban et arrière ban des pays et bailliages du Puy, Velay, Vivarais et Gévaudan, ne seront tenus de faire leurs monstres et assemblées du ban et arrière ban, lorsqu'il sera par le Roy commandé, ailleurs que pardevant les baillifs desdits pays, ainsi que de toute ancienneté était accoutumé, sera répété et mis aux doléances de cette année.

21 octobre 1560.

15. — Touchant l'emprunt fait et levé au diocèse de Mende et pays du Gévaudan, en l'an 1542, duquel les empruntés n'ont peu être remboursés ni de la rente ou pension, encore qu'ils en ayent fait plusieurs diligences, a été ordonné que tant M^e Guillaume Albaries que autres, qui se trouveront avoir reçu les deniers dudit emprunt, seront poursuivis, par le syndic du pays, aux dépens des empruntés dudit diocèse de Mende.

23 novembre 1561.

16. — Et de ce que le comte de Vaudemont, baron de Mercœur, veut faire ressortir les terres et chatelainies de Salgues, Grèzes et Malzieu en la Cour du sénéchal d'Auvergne à Riom, combien que d'ancienneté soient dedans le pays et contribution de Languedoc, ressortissant de tout temps du bailliage de Velay, au ressort de la Cour de parlement de Toulouse, a été conclud que la doléance sur ce faite, par ledit pays de Languedoc, au

au Roi et à son Conseil privé, sera continuée et exactement poursuivie par les syndics et députés d'icelui pays, à ce qu'il plaise au Roy, pour son service et pour le bien et repos de ses sujets, ordonner que tous les habitants des dites terres de Salgues, Grèzes, du Malzieu et dépendances, qui sont dans ledit pays de Languedoc, contribueront aux tailles et charges dudit pays, comme ils ont accoutumé, et que ressortiront doresnavant de la Cour du Sénéchal du Puy et Velay, comme le juge plus prochain et commode auxdits habitants qui en sont à six lieues près, et par appel en la Cour du parlement de Toulouse.

23 novembre 1561.

17. — Les consuls et syndic du diocèse de Mende ont remontré que, pour avoir réparation des concussions et larcins que le receveur de Mende avoit commis en levant les deniers des emprunts et autres deniers, il auroit été mis en procès en la Cour des généraux des Aydes à Montpellier, comme juges compétans des parties; mais ledit receveur, pour fuir à droit, il auroit fait évoquer ledit procès au grand Conseil, requérant, attendu que la matière dont il est question, qu'il fut le plaisir du pays d'en prendre la cause. Conclud que, pour pour l'entretènement des privilèges et libertés dudit pays, à ce que les habitants d'icelle ne soient tirés hors de leur ressort, poursuite sera faite par ci après par le syndic dudit pays et aux dépens d'icelui pour regard de ladite évocation, afin de faire renvoyer lesdits habitants de Mende par devant leurs juges naturels.

1^{er} décembre 1561.

18. — Vu la requête des consuls du Puy, Montpellier et Mende, par eux présentée à M. le général chef de Bien et renvoi fait d'icelle requête par le sieur général aux Etats, a été conclu que les diocèses de Carcassonne, Alby, Alet, Mirepoix, Castres, St Pons, Narbonne, Nîmes et autres, auxquels le fait touche, viendront, présents et résolus aux prochains Etats qui se doivent tenir en la ville de Carcassonne, après le retour des délégués du pays en Cour, pour vérifier et arrêter l'erreur prétendue par lesdits consuls du Puy, Montpellier et Mende ; autrement et non obstant leur absence, refus ou délai, sera procédé à ladite vérification, ainsi que de raison, et a été donné charge au syndic Leblanc d'aller parler audit sieur général de ce fait.

10 avril 1562.

19. — Et aussi que la poursuite commencée soit continuée pour faire réunir et mettre les diocèses du Puy, Vivarais et Mende en la généralité de Montpellier.

29 octobre 1564.

20. — A été enjoint au syndic du pays de faire exécuter les délibérations du pays et provisions obtenues que les diocèses du Puy, Vivarais et Mende ressortiront de la généralité de Montpellier, et prendront, sur ce, mémoire de M. le général Chef de Bien.

18 octobre 1565.

21. — Suivant autres délibérations, est conclu que la poursuite de faire unir les diocèses du Puy, Vivarais et Mende, en la généralité de Montpellier sera continuée.

21 novembre 1566.

22. — Le syndic du pays de Gévaudan et diocèse de Mende, a présenté requête aux Etats, contenant que, par grande surprise, Izabeau Montméjan, veuve de feu Estienne Dolmières, et la veuve d'un nommé Arcis, sa fille, auraient obtenu arrêt, en la Cour de parlement de Paris, contre ledit pays de Gévaudan, contraire à autre arrêt donné en la dite Cour du Roy, par le moyen duquel arrêt, donné en ladite Cour de parlement de Paris, ledit pays de Gévaudan serait privé et frustré des amendes et dépens qui lui ont été adjugés par jugement du prévôt de Thony. A cette cause requeroit MM. des Etats qu'il fut leur bon plaisir ordonner que leur syndic poursuivra la cassation dudit arrêt, donné en la Cour de parlement de Paris, aux dépens du pays de Languedoc. Sur quoi a été conclu que, au nom et par le syndic dudit pays de Languedoc, la cassation dudit arrêt donné en la dite Cour de Parlement de Paris sera poursuivie aux dépens toutesfois dudit syndic de Gévaudan et diocèse de Mende.

8 décembre 1566.

23. — En suivant autre précédente délibération a été ordonné que poursuite sera faite, par ceux qui seront délégués en Cour, d'obtenir la réunion des trois diocèses

hautes dudit pays, en la Généralité de Montpellier, à la charge toutefois, et non autrement, que les deniers seront apportés à Lyon, comme a été fait par le passé, et à ces fins, M. le Général de Languedoc en la charge de Montpellier, tiendra un commis en ladite ville de Lyon pour recevoir lesdits deniers des receveurs desdits diocèses sans trouver charger le pays d'aucuns frais.

7 novembre 1569.

24. — M^r Tristan Durand, syndic et avocat du pays, a commencé de faire son rapport des affaires qu'il a démeiées, poursuis durant l'année pour le pays, et, sur son rapport, les consuls du Puy, Viviers et Mende ont fait plainte, aux Etats, des commissions extraordinaires qui sont envoyées et dépechées tous les jours par les généraux et trésoriers de Lyon, par les moyen desquelles les sujets et habitants desdits diocèses sont grandement travaillés par diverses impositions et emprunts et rigoureuses exécutions, outre ce qu'ils sont contribuables à tous les deniers qui sont imposés par commandement et ordonnance de MM. les généraux de Languedoc.

Surquoi a été conclu et ordonné que, pour rédimier de telles vexations lesdits diocèses, la majesté du Roy sera suppliée de les vouloir distraire et exempter de la généralité de Lyon, et faire inhibitions et défenses très expresses aux généraux et trésoriers de ses finances établis à Lyon de ne doresnavant charger les habitants desdits diocèses d'aucunes impositions et, suivant les précédentes délibérations la réunion desdits diocèses du Puy, Viviers et Mende en la généralité de Montpellier sera instamment poursuivie par celui ou ceux qui seront

délégués en Cour. Et cependant le syndic Durand continuera la poursuite par lui commencée devers Mgr le maréchal de Dampville, afin d'obtenir permission pour faire suspendre l'exécution des commissions dépêchées par ledit général et trésorier de Lyon, pour imposer deniers et lever emprunts sur les habitants desdits trois diocèses ; laquelle poursuite sera faite au nom et dépens du pays, ensemble pour obtenir le recouvrement et remboursement des deniers que lesdits diocèses ont été contraints payer auxdits généraux.

9 novembre 1569.

25. — A été aussi arrêté et conclu que, suivant l'association et fraternité comprise et accordée par tous les diocèses du pays de Languedoc entre elles, que tous et chacuns les deniers qu'il conviendra désormais mettre sus pour la religion catholique romaine, service du Roy et bien public, du mandement de Mgr le maréchal de Dampville, gouverneur, et de M. de Joyeuse, lieutenant général pour le Roy, audit pays, concernant la généralité dudit pays et profit d'icelluy, seront communiqués, départis également et imposés sur tous lesdits diocèses et pays de Languedoc, sans pouvoir alléguer aucun privilège, franchise ou exemption. Et pour le regard de la dépense, ci devant faite, frais, fournitures, emprunts et autres deniers, employés pour le soutienement de la guerre, tant en particulier par chacune ville et diocèse dudit pays de Languedoc, que en général, que le tout demeurera en surséance jusques à temps meilleur et plus calme, sauf que le remboursement de la somme de cent mille écus empruntés, l'année précédente, par les

délibérations du pays par les nommées et compris en la dite délibération, ensemble les intérêts pour la descharge de ceux qui sont obligés pour le pays, sera poursuivi par le syndic dudit pays sur les fonds meubles, pensions, gages des officiers de ceux de la nouvelle opinion, suivant ce qu'ils auront été accordé par mondit seigneur le maréchal.

7 novembre 1570.

26. — Et parce que la provision obtenue par ledit syndic Durand, pour les diocèses du Puy, Viviers et Mende, par laquelle est interdit et défendu au général de Lyon d'imposer à l'avenir aucuns deniers et charges, sur lesdits diocèses, que celles qui seront ordonnées en la convention des présents Etats, n'est mandé d'apporter les deniers en la recette de Montpellier, comme d'ancienneté il a été fait ; a été conclu qu'au nom et dépens dudit pays sera poursuivi, devers la majesté du Roy, que lesdits diocèses seront renvoyés entièrement en la charge et généralité de Montpellier. et qu'à ces fins leurs deniers y seront apportés, ensemble le recouvrement des sommes par elles induement payées au trésorier dudit Lyon, par le moyen des extraordinaires exécutions faites par son mandement ; et néanmoins qu'il sera présenté requête, par ledit syndic, à Mgr le maréchal, à ce qu'il leur plaise que où ledit général ou trésorier de Lyon continueront à vexer les habitants desdits diocèses par saisies de leurs biens et emprisonnement de leurs personnes dans le présent pays de Languedoc, contre lesdites lettres, vouloir ordonner enjoindre aux officiers royaux et autres dudit

pays, de procéder incontinent à l'élargissement de leurs personnes et récréance de leurs biens, punition et réparation telle qu'il appartient ; et en outre qu'il lui plaise permettre ou lesdits Général et Trésorier ou leurs commis voudroient user de semblables contraventions ou emprisonnement des habitants desdits diocèses, hors le ressort de la ville de Lyon ou ailleurs, de, audit cas, user de représailles. Et ce faisant, que par même moyen emprisonner ceux qui seront trouvés de ladite ville de Lyon dans le présent pays de Languedoc, et iceux détenir jusques à ce qu'ils ayent satisfait au contenu desdites lettres et volonté de sa majesté.

8 novembre 1570.

27. — Le syndic du diocèse de Mende a fait entendre qu'un nommé Regner, d'Aubenas, auroit surdit sur la ferme du droit d'équivalent du diocèse à lui délivré comme dernier surdisant ; lequel à faute d'avoir cautionné pour la folle-enchère, suivant les articles dudit droit, étant constitué prisonnier, se seroit retiré devant le général Chef de bien qui auroit, sans ouïr le syndic dudit pays, donné ordonnance préjudiciable à icelui, requérant y être pourvu.

Surquoy, les Etats ont conclu que M. le vicaire de Mende et syndic Durand en feroient plainte à Mgr le maréchal, et néanmoins que ledit syndic de Mende fera mettre de nouveau ladite ferme de l'équivalent dudit diocèse aux enchères, à la folle enchère, périls et fortunes dudit Regner.

10 novembre 1570.

28. — Sur le remboursement requis de la somme prêtée audit pays par MM. les vicaires d'Uzès, Viviers et Mende ou leur clergé et Chapitre, pour l'exécution de la suppression des états et offices de président présidial et lieutenant criminel au siège de Nîmes, a été conclu qu'en faisant aparoir, à la prochaine assemblée, de leurs acquits, il y sera pourvu par le pays.

8 octobre 1571.

29. — Et touchant la provision et lettres patentes de la réunion des trois diocèses du Puy, Viviers et Mende, en la généralité de Montpellier, a été enjoint audit syndic de Lamotte de les faire enregistrer en la Chambre des Comptes de cette ville de Montpellier, et signifier à M. le général de la charge et au trésorier et général de Lyon ; néanmoins conclu et délibéré que le remboursement des sommes induement payées par lesdits trois diocèses, en la généralité de Lyon, sera poursuivi exactement par le syndic dudit pays.

18 octobre 1571.

30. — Aux réquisitions faites par MM. les vicaires d'Uzès, Nîmes et Mende, tant pour leur clergé que du diocèse de Viviers, à ce qu'il plut au pays les rembourser sur la somme de cinq mille livres qu'ils ont prêtée audit pays pour la suppression des offices du président présidial et lieutenant criminel au siège de Nîmes, ainsi qu'ils faisaient aparoir par acquits, les Etats ont conclu

et délibéré que lesdits vicairès d'Uzès, Nîmes et Mende, aux noms qu'ils procèdent, seront satisfaits et payés de la dite somme de 5,000 livres par eux prêtée, tant de 2,000 livres baillés par ledit pays, en dépôt à un marchand de la ville de Nîmes, que des premiers deniers de la crue de 3 sols destinés au payement des gages desdits offices, dont M. le général, Chef de bien sera prié et requis par le pays, qu'attendu que les gages des dits offices depuis le temps de ladite suppression compèteraient à peu près audit remboursement qu'il lui plait faire dresser état des deniers des restes de la dite crue, et sur icelles assigner lesdits sieurs vicaires pour leur payement et remboursement requis.

8 septembre 1572.

31. — L'enchère faite par Michel Baldit, marchand de Mende, au profit du pays de 1,000 livres pour chacune année, plus que Bertrand Joanny, qui avoit surdit sur le diocèse de Mende pour le trienne prochain de l'équivalent, attendu que ledit Baldit avoit contesté, lorsqu'on délivrait la ferme dudit diocèse, être le dernier surdisant ; a été ladite enchère et offre de 1,000 livres reçue au profit du pays, et ordonné délivrance lui être faite ; et en outre a été enjoint à M^e Pierre Guilleminet, greffier de MM. les commissaires, de ne recevoir aucuns pleiges pour la folle-enchère, sans la présence des consuls des villes principales des diocèses ou qu'ils n'ayent été duement intimés, suivant les articles dudit équivalent.

8 septembre 1572.

32. — Pour le payement requis, par MM. les vicaires d'Uzès, Nîmes, Mende et Viviers, de la somme de 5,000 livres qu'ils prêtèrent gratuitement au pays pour la suppression des présidents présidiaux, a été délibéré que ladite somme leur sera payée des deniers restant bons de ladite crue de 3 sols. destinés pour le payement des gages desdits présidiaux, et qu'à ces fins M. le général Chef de bien sera prié instamment, de la part du pays, suivant autres précédentes délibérations, leur vouloir bailler auxdits sieurs vicaires assignation valable.

29 janvier 1574.

33. — A été conclu que, pour raison de la poursuite que le syndic du diocèse de Mende fait contre le syndic de Gévaudan, à cause de quelques conspirations qu'on dit avoir été faites en aucunes villes et lieux dudit diocèse, le syndic du pays les assistera aux dépens toutes fois dudit diocèse.

5 janvier 1575.

34. — Et parce qu'il y a plusieurs villes et lieux dudit pays que les feus Roys ont voulu exempter du payement et contribution de leurs tailles, sans avoir déchargé icelui pays de leurs portions, comme Grisac, au diocèse de Mende, a été conclu que sa majesté était suppliée de vouloir prendre, sur la cote et portion de Grisac, pour deniers comptants, et en décharger d'autant plus le diocèse de Mende, et faire le semblable des autres lieux exemptés dudit pays.

28 novembre 1576.

35. — Dudit jour de relevée, les consuls et syndic de Mende ont dit avoir été avertis que quelques-uns, contrevenans à l'édit de pacification, se seraient puis naguières saisis et emparés du château de Recolettes, appartenant au sieur évêque de Mende ; à quoi seroit besoin pourvoir et supplier Mgr le maréchal, de la part du pays, que son bon plaisir fut de les faire sortir et de les punir comme infracteurs dudit édit de pacification, ce que les Etats ont accordé faire tout aussitôt que mondit seigneur le maréchal sera arrivé.

30 novembre 1576.

Henry, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Pologne, à nos amés et féaux les commissaires par nous ordonnés pour assister à la convocation de l'assemblée des gens des Trois Etats de nos pays de Languedoc, qu'avons ordonné être faite en notre ville de Béziers, au 20^e jour de novembre prochain venant, Salut et dilection. Pour ce qu'il est requis et nécessaire, tant pour notre profit et utilité que pour celui dudit pays de Languedoc, faire bail et délivrance du droit de l'équivalent, ayant cour, en notre pays, pour trois années, commençant le premier jour de septembre de la présente année, et finissant au dernier jour d'août, que l'on comptera 1579, à cause que le bail fait pour semblable temps est expiré audit jour dernier août de ladite présente année. Nous, à ces causes, vous mandons et com-mettons par ces présentes que ledit droit d'Equivalent vous faites notiffier en ladite assemblée et ez lieux ac-

coutumés et icelluy, sans y comprendre le corps de la ville de Narbonne, baillés et délivrés, à la chandelle éteinte, soit en blot par sénéchaussées ou particulièrement par diocèses ou autrement, ainsi que aviserez être le plus convenable pour notre profit et avantage, aux plus offrans et derniers enchérisseurs, les solennités, à ce requises, gardées et observées. pourvu que ce soit à personnes récéantes, solvables et bien cautionnées pour les dites trois années, commençant comme dit est le premier jour du mois de septembre et finissant le dernier jour d'aoust 1579. Et s'il avenait que les dites fermes ou aucunes d'icelles demeurassent à bailler ou fussent mises à prix moins suffisant, en ce cas faites les régir et gouverner sous notre main par personnes récéantes, solvables et bien cautionnées, qui en feront bons et vrais registres, sans souffrir y être fait collections, monopoles et abus, le tout suivant nos instructions et ordonnances sur ce faites ; de ce faire vous donnons pouvoir, commission, autorité et mandement spécial ; mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et sujets que avons et à ceux à qui vous délivrerez le droit d'équivalent soit obéi et entendu diligemment, prêtent et donnent conseil, confort, ayde, et prisons si métier est et requis en sont. Et d'autant que les deniers dudit équivalent sont et dépendent de ceux de nos finances, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles et sans préjudice d'icelles ne voulons être différé ni nos deniers être aucunement retardés.

Donné à Paris, le 23^e jour de septembre, l'an de grâce 1576, et de notre règne le 5^e.

Par le Roy, étant en son Conseil :

FIZES, signé

et scellées en simple queue de cire jaune.

4 décembre 1576.

37. — M. Macel, vicaire général de Mende et président des Etats, tant en son nom que des vicaires d'Uzès et Viviers, et de leur clergé, a requis l'assemblée de leur payer la somme de 5,000 livres qu'ils prêtèrent depuis douze ans audit pays, pour la suppression des offices de président, présidial et juge criminel de Nîmes, sans aucun intérêt. A quoy les Etats n'ont peu entendre à cause de la pauvreté du peuple, mais ont prié instamment ledit sieur vicaire de patienter encore un an, que Dieu leur aura donné plus de moyen.

30 novembre 1577.

38. — Sur le remboursement requis, tant par le sieur vicaire de Mende que par M. Olivier de Leris, syndic du diocèse de Viviers, de la somme de 5,000 livres que le clergé desdits diocèses et celui d'Uzès ont prêté au pays, longtemps y a, pour la suppression de président, présidial de Nîmes, a été délibéré de les prier de vouloir attendre encore un an pour ledit payement, attendu la pauvreté notoire qu'est audit pays, espérant que, par le bénéfice de la paix, Dieu fera grâce au pays d'y satisfaire, et les avertir d'apporter à la prochaine assemblée l'obligation et acquit qu'ils ont en leur pouvoir pour raison dudit prêt.

1^{er} mai 1579.

39. — Entendues les remontrances faites par M^e Jean Reynard, syndic du diocèse du Puy, qui a fait entendre avoir su par MM. de la Chambre des Comptes

de Montpellier qu'on auroit dépêché trois commissions extraordinaires, l'une pour voir toutes les assiettes et dépenses des diocèses du Puy, Viviers et Mende, l'autre pour vérifier les dépenses faites au camp de Nîmes, y commandant M. le duc d'Uzès, et la dernière pour les dépenses des diocèses de Nîmes et Uzès, sans qu'il y ait aucune plainte ni poursuite de partie que y puisse avoir intérêt, qu'est mettre le pays en combustion et le faire ressouvenir des misères passées, altérant par ce moyen toutes les juridictions des Cours souveraines et ordinaires dudit pays ; a été, par lesdits Etats, délibéré qu'on s'opposera aux commissions et qu'on poursuivra, devers le Roi, révocation d'icelles et de toutes autres semblables, sans qu'il puisse être rien éterné des justices ordinaires.

8 mai 1579.

40. — Le Consul ou envoyé de la ville de Marvejols, diocésain de Mende, a requis que l'ordre ancien pour la tenue des assiettes fut gardé et observé, et que le consul et syndic de Mende, assistant aux Etats, déclarassent s'ils entendent empêcher que l'assiette de Mende ne fut tenue la présente année en la ville de Marvejols, comme étant son tour ; lesquels consul et syndic ont déclaré n'empêcher que ladite assiette ne fut tenue audit Marvejols, pourvu que les voleurs et infracteurs de l'édit de paix, qui sont dedans, sortent et vident hors de la ville, afin que plus facilement on puisse traiter de leurs affaires. Surquoi les Etats ont arrêté que l'ancien ordre de la tenue des assiettes y serait gardé suivant la déclaration faite par les consul et syndic de Mende.

3 octobre 1582.

41. — Sur ce que les échevins de la ville de Lyon et autres leurs participes, sous prétexte de ce que certaines pensions leur sont assignées par le Roy sur les fermes de l'équivalent des diocèses du Puy, Viviers et Mende, font apporter les deniers desdites fermes audit Lyon, et, pour avoir payement d'iceux, contraignent indifféremment toutes personnes, les faisant prisonniers et transportent ordinairement en Dauphiné et Lyonnais, où ils ne peuvent avoir recours à justice. Et, non contents de ce, auraient obtenu, depuis peu de temps, lettres patentes adressantes à MM. les trésoriers de France, pour faire réinquant lesdites fermes desdits diocèses; ce qu'auroient exécuté, et fait délivrance d'icelles, nonobstant de pertinentes raisons qui leur furent remontrées tant par les syndics desdits diocèses que par les fermiers particuliers, A été avisé et délibéré que lesdits deniers desdites fermes de l'Equivalent du Puy, Viviers et Mende ne seraient plus apportés audit Lyon, mais à la recette de Languedoc comme les autres deniers, ou si bon semble auxdits échevins se pourront payer desdites pensions, sans qu'il soit obéi aux contraintes ordonnées pour ce fait, autres que celles qui seront faites par les trésoriers et receveurs généraux en ladite généralité de Languedoc. Dequoi sa majesté sera très humblement suppliée de vouloir accorder audit pays et octroyer la provision en tel cas requise. Et ou par ci-après aucun desdits habitants dudit pays serait fait prisonnier et transporté hors de son ressort naturel pour le payement desdits deniers, que le syndic prendra le

fait et cause en main et en poursuivra la réparation en tel cas requise. Et pour le regard de la nouvelle délivrance desdites fermes, que la copie de la commission desdits trésoriers et autres papiers, concernant cette affaire, seront baillés ez mains de M^e Nicolas de La Calmontié, avocat et assesseur de Toulouse, pour en faire rapport à l'assemblée, pour après y être pourvu comme l'on trouvera le plus expédient.

6 juillet 1585.

42. — Etant venu M^e Antoine Places, agent des sieurs échevins de la ville de Lyon, Guyot Henri, Estienne Massio et consorts, requérir en l'assemblée l'enregistrement de certain arrêt intervenu au Conseil d'Etat entre le syndic du pays de Languedoc et lesdits échevins Henry et consorts pour raison des fermes du droit d'Equivalent des trois diocèses hautes Le Puy, Vivarais et Mende, et fait offre de prendre l'équivalent desdits trois diocèses, pour le trienne prochain, au prix de 906 écus 21 sous 6 deniers par an, porté audit arrêt et pièces y mentionnées, seroient remises à M^e Estienne Vignal, syndic du pays, pour icelles voir et vérifier avec M Fayn, syndic du Vivarais, et Barthélemy Perdrier, avocat, et conseil du pays, à Montpellier, pour, après avoir ouy le rapport qu'en sera fait, y être pourvu ainsi qu'il appartiendra, et sera fait par raison.

13 juillet 1585.

43. — Ouy le rapport que M^e Estienne Vignal, syndic audit pays, a fait de la requête et pièces qui lui auraient été remises par M^e Christophe de La Fayette,

fermier de l'Equivalent du diocèse du Puy, du trienne courant, tant en son nom que des autres fermiers et sous fermiers dudit équivalent du trienne de Viviers et Mende, qu'il avait présenté aux Etats, pour avoir remboursement des frais et fournitures qu'il avoit faites, tant en la Cour des Aydes de Montpellier qu'ailleurs et au privé Conseil, pour le soutienement du bail que leur fut fait par le pays. Et vu le compte qu'ils en avaient fait, les Etats entendant la délibération prise aux Etats tenus en octobre 1582, en la présente ville de Béziers, ont pour autres choses ordonné que la somme de 500 écus sera baillée audit La Fayette, au nom susdit, pour laquelle; et moyennant ce, il ne ses associés et autres ne pourront demander autre chose, à quoi que se puissent monter lesdites fournitures, dépenses et voyages faits pour raison de ce, dont ledit pays demeurera entièrement acquitté, et à la charge aussi que ledit Lafayette remettra toutes les procédures, pièces et arrêt, donné pour raison de ce, au greffe desdits Etats.

16 juillet 1585.

44. — L'Erection nouvelle d'officiers et des juridictions en ce pays a été si odieuse que de tout temps les Etats se seraient plaints pour avoir reconnu que l'augmentation d'iceux leur a porté désordre et confusion, outre ce que ledit pays est surchargé de leurs gages, qu'est cause qu'ils ont résolu de supplier le Roy de vouloir supprimer et éteindre le siège et sénéchal nouvellement érigé à Mende et réitérer la supplication qu'a été faite dès longtemps à sa majesté pour la suppression de la Chambre des requêtes à Toulouse et de tous autres offices de nouvelle érection.

17 juillet 1585:

45. — D'autant qu'un lieutenant de prévôt, au diocèse de Mende, n'aurait été nommé par ledit diocèse au sieur de Pezou, prévôt général de ce pays, mais singère d'exercer la charge, sans pouvoir dudit diocèse, ni dudit sieur de Pezou, prévôt, qui en auroit donné avis pour le préjudice que le pays y a, les Etats ont enjoint aux consuls, syndic et diocésains dudit Mende, de nommer audit lieutenant de prévôt audit diocèse celui qu'ils voudront élire, autrement y sera pourvu.

dudit jour.

46. — Révocation de la commission qu'on a été averti avoir été envoyée auxdits trésoriers généraux pour contraindre les biens aisés de ce pays à fournir la somme de 12,000 écus à constitution de rente, au dernier douze, sur les deniers de l'Equivalent, sera poursuivi.

7 février 1587.

47. — Si a aussi ledit Rech remontré que pour la somme de 626 livres que le clergé de Mende a fourni en l'année 1565 pour la suppression du président présidial de Nîmes, il en a été mis en instance par ledit clergé, au siège de Gévaudan audit Mende, bien que ledit pays n'aye imposé ladite somme et moins donné charge icelle payer. A été arrêté que le syndic du clergé représentera ses actes aux prochains Etats, et, où ledit Rech seroit plus avant poursuivi, le syndic du pays prendra le fait et cause pour lui.

17 octobre 1587.

48. — Ayant ladite assemblée été avertie que le rapport qu'en a été fait, par le syndic Vignalz, des commissions mandées à MM. les trésoriers de France, tant de Toulouse que de Narbonne, pour imposer, sur chacune des paroisses dudit pays, la somme de 15 écus, et qu'il est permis à ces fins aux habitants desdites paroisses, pour l'accélération des dits deniers, de prendre et s'aider des deniers des fabriques desdites paroisses et églises qui se trouveront es mains des administrateurs d'icelles, tant du passé que de l'avenir, même de constituer rente sur le revenu des dites fabriques et vendre, si besoin est, les héritages dépendants d'icelles, jusques à concurrence de la somme à quoi montera leur taxe et composition dont lesdits trésoriers de France, même ceux dudit Toulouse, ont déjà fait département et imposition, et mandé les commissions, par les diocèses, de leur charge, jacoit que ladite somme n'en eut été accordée par les Etats, comme il est requis et suivant les privilèges dudit pays ; a conclu et arrêté que les syndics dudit pays s'opposeront tant à l'exécution de la commission que autres que pourront être mises sus sans le consentement desdits Etats ; et au cas où l'on voudroit contraindre les receveurs ou syndics et officiers particuliers des dits diocèses, est enjoint aux syndics généraux dudit pays de l'empêcher, par tous les moyens possibles, et prendre le fait et cause pour eux et en faire toutes les poursuites nécessaires au nom et dépens dudit pays. Veu mêmement que la pluspart des églises y ont été ruinées par les hérétiques, lesquelles les pauvres

catholiques, zélés au service de Dieu. sont contraints de remettre à leurs dépens : et d'ailleurs que sa Majesté a déclaré par ses lettres patentes de l'aide, octroi, dont a été fait lecture dans ladite assemblée. son intention n'être d'imposer, sur ses sujets et habitants dudit pays, autres deniers que ceux qui sont contenus ez dites commissions de l'aide, octroi et taillon, étant par ce moyen tacitement révoquée ladite commission d'imposer aucunes sommes, si elles ne sont préalablement agréées par les Etats et du consentement d'iceux, suivant les privilèges dudit pays, et autres délibérations ci-devant prises.

16 novembre 1588.

49. — Ayant le député du diocèse de Mende remontré qu'à cause des pilleries et rançonnements dont les ennemis du Roy usent en leurs endroits. les habitants dudit diocèse en sont tellement appauvris qu'ils n'ont moyen de payer les tailles ordinaires ni frais du pays, et que plus est encore qu'ils sont contribuables en cette province, suivant les anciens départemens de France, néanmoins le syndic du pays d'Auvergne les veut contraindre au payement de la somme de 24,000 écus pour les frais de la prise de Marvejols. A été arrêté qu'il sera fait remontrance, au Roy, de la pauvreté dudit diocèse de Mende et des autres diocèses occupées du pays, et sa majesté suppliée les tenir quittes et déchargés desdits deniers de ses tailles, et au cas que, pour le payement de la dite somme de 24,000 écus, il seraient interpellés, le syndic du pays leur assistera, partout ou besoin sera, aux frais et dépens dudit diocèse de Mende.

**Lettres patentes du Roy pour la ferme de
l'équivalent du Languedoc.**

22 novembre 1588.

50. — Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Pologne, à nos amés et féaux conseillers les trésoriers généraux de France, en la généralité de Toulouse, Salut. Pour ce qu'il est requis et nécessaire, tant pour notre profit et utilité que pour celui de notre pays, de Languedoc, faire bail et délivrance du droit d'Equivalent ayant cours en icelui notre dit pays, attendu que le bail dernièrement fait pour trois années finira le dernier jour du prochain mois d'août ; à ces causes avons avisé qu'en procédant par vous au département, assiette et imposition des sommes des deniers que nous attendons être levés en l'année prochaine 1589, pour subvenir aux affaires de cet Etat et couronne, et en suivant nos lettres patentes de commission, lesquelles à cette fin, nous vous faisons adresser, il sera par vous à même moyen procédé au bail et délivrance du droit d'Equivalent pour une, deux ou trois années généralement et particulièrement, ainsi que vous estimerez être plus à propos pour notre profit et utilité ; et vous mandons et commandons, par ces présentes, que sans vous remettre à la convocation et assemblée des Etats généraux de notre pays de Languedoc, vous ayez à faire notifier, par tous les diocèses et lieux de votre généralité que besoin sera, que ledit droit d'équivalent est à bailler pour ledit temps, et icelui droit baillez et et délivrez à la chandelle éteinte, soit en blot par sénéchaussées, par-

SOMMAIRE.



51 à 57, 59 à 63, 74 à 76. Délibérations relatives à la ferme de l'Equivalent. — **58.** Impositions pour les dépenses faites en Gévaudan pour le parti de l'Union. — **64.** Le syndic général prendra la défense du député de Mende, contre le bas Gévaudan au sujet du paiement des tailles, tenue des assiettes, etc. — **65. 67.** Edits sur la révocation des provisions obtenues par les receveurs des tailles, démarches à faire pour obtenir la confirmation royale desdits édits. — **66.** Excès à réprimer. — **68.** Remboursements à obtenir pour les dépenses faites pour le siège de diverses villes. — **69. 75.** Prêt de 5,000 livres fait par le clergé pour la suppression des présidiaux. — **70.** Vérification à faire de l'état des dépenses pour la nourriture des gens de guerre. — **71.** Les ecclésiastiques du diocèse de Mende doivent être exemptés du logement des soldats, et les habitants de la ville épiscopale jouir des privilèges et libertés comme les autres sujets du Languedoc. — **72.** Les habitants du Gévaudan qui refuseraient de payer les tailles y seraient contraints par le prévôt général. — **73.** Au sujet des dépenses pour les garnisons. — **77.** Refus d'accorder la décharge des impositions. — **78.** Prière à adresser au duc de Ventadour pour soulager les diocèses du Vivarais, Mende, etc. par le renvoi des garnisons qui y sont inutiles. — **79.** Subvention sur les équivalents à solliciter en faveur de la ville de Marvejols. — Le siège de la sénéchaussée de Mende à supprimer. — Les diocèses doivent se retenir les sommes fournies pour l'entretien des troupes. — **80.** Entretien des garnisons. — **81.** L'entrée aux Etats n'est donnée qu'au baron de tour, toutefois elle est accordée à d'autres barons, mais sans tirer à conséquence. — **82.** Protestation des consuls de Mende et de Marvejols au sujet de la suppression de la sénéchaussée de Mende. — **83.** Les séances

des Etats du Gévaudan doivent se tenir alternativement à Mende et à Marvejols. — Plainte contre les oppressions exercées par M. de Fosseuse dans la ville de Mende. — **84. 85.** Remise des droits d'équivalent aux localités du haut Languedoc, réduites à l'obéissance du Roi. — Imposition à faire de la somme due au clergé de Mende. — Obligations imposées aux bouchers. — **86.** Enchères de la ferme de l'Equivalent.

5 décembre 1589.

51. — Sur la remontrance faite par le sieur Guibal, syndic du diocèse de Narbonne, du notable intérêt venu audit diocèse et à certains autres diocèses dudit pays, de ce que la ferme des équivalents n'aurait été faite suivant l'ancien ordre en l'assemblée desdits Etats, se trouvant par ce moyen les uns diocèses plus surchargés que les autres des deniers des tailles, a été arrêté que MM. les commissaires seront priés, de la part du dit pays, de vérifier ladite erreur et de pourvoir doresnavant au département des dites tailles, rebatu l'équivalent, suivant l'ancien ordre, pour éviter la confusion.

30 janvier 1591.

52. — Le 30 dudit mois de janvier, lesdits sieurs des Etats auraient vaqué à dresser et réformer les articles du droit d'équivalent et arrêté qu'ils seront communiqués à MM. les commissaires pour procéder, sous les conditions contenues en iceux, ez bail et délivrance dudit équivalent, en blot, par diocèses ou par sénédchaussées ainsi qu'il sera trouvé mieux pour le bien et profit dudit pays.

8 février 1591.

53. — Seraient venus en ladite assemblée lesdits sieurs commissaires qui auraient encore remis le droit d'équivalent, dudit pays, aux enchères; et, après plusieurs criées et proclamations et éteint de plusieurs chandelles, le blot du dit équivalent des sénéchaussées de Toulouse et Carcassonne et des diocèses des villes et lieux en dépendant serait demeuré à Arnaud Pelapox, bourgeois de Toulouse, comme surdisant et dernier enchérisseur, pour la somme de 48,050 écus, pour le trienne prochain, qui commencera le premier jour du mois de septembre prochain, et finira le dernier jour dudit mois d'août 1594, en baillant bonnes et suffisantes cautions, en la manière accoutumée et ainsi qu'est convenu ez articles dudit Equivalent.

6 février 1592.

54. — Ceux qui furent le jour d'hier commis pour conférer avec le sieur Pelapox, fermier général de l'Equivalent, touchant le prix dudit droit, tant de la ville de Carcassonne qu'autres lieux remis audit parti de l'Union, depuis les derniers Etats, ont rapporté que ledit de Pelapox n'avoir voulu entrer en aucunes offre pour lesdites villes remises et conquises, estimant quelles étaient comprises dans le contrat; toutesfois pour éviter frais, il était convenu le remettre à six avocats dudit Toulouse, pour en faire jugement. Surquoi, a été arrêté que ladite ferme sera mise aux enchères au plus offrant, sauf si ledit de Pelapox, dans deux jours, vient entrer en offre de faire la condition raisonnable pour le pays.

9 février 1592.

55. — Le dimanche 9^e février, le sieur de Pelapois, de la résolution prise pour la ferme de l'Equivalent de la ville de Carcassonne et autres lieux réunis du parti catholique depuis la tenue des derniers Etats, quoique son contrat pour la ferme générale dudit droit d'équivalent dudit pays soit clair et net et qu'il ne puisse être mis en contravention pour quelque cause et occasion que ce soit, toutefois que sans préjudice dudit contrat et sans s'en départir aucunement, mais seulement pour éviter procès et différent ; et désirant vivre en paix avec le pays, a offert donner audit pays pour le droit d'équivalent de la ville de Carcassonne et autres lieux en dépendants, réduits depuis son contrat. A été arrêté que demeurant l'offre dudit Pelapois écrite, il sera proclamé tant en la présent ville que à la ville de Carcassonne et Châteauneuf d'Arry, pour savoir s'il y aura quelqu'un qui veuille entendre à ladite ferme, qu'il aye à se trouver en cette assemblée, le 22 du présent mois, où en sera fait la délivrance ; et à ces fins MM. les commissaires priés de s'y trouver pour l'exécution de leur commission.

5 mars 1592.

56. — Et le jeudi 5^e dudit mois de mars, mondit seigneur le duc, ayant heureusement exécuté la prise de Miremont, serait venu en ladite assemblée, accompagné desdits sieurs de Laborde et Davisarde où la ferme de l'Equivalent de la ville de Carcassonne et autres lieux en dépendant réduits au saint parti de l'Union, depuis

les derniers Etats, auroit été remise aux enchères, et, après dites et surdites, ladite afferme dudit Carcassonne et des villes et lieux en dépendant dudit diocèse réduits et à réduire, auroit été délivrés à M^e Arnaud Pelapoix, bourgeois dudit Toulouse, fermier général de l'Equivalent dudit pays, comme plus offrant et dernier enchérisseur à l'exteint de trois chandelles, pour la somme de 4,600 écus, laquelle ledit Pelapoix a promis fournir et remettre, par tout le jour prochain, ez mains du trésorier de l'extraordinaire de la guerre dudit pays; et outre ce de fournir et avancer sur le prix de son afferme principale de l'équivalent dudit pays la somme de 400 écus et en attendre le remboursement, savoir de 4,400 écus jusqu'au dernier quartier de la présente année, et de 4,000 écus restant, pour un an entier, à compter de ce jourd'hui, et sous les autres conditions et qualifications contenues au contrat qui en a été sur ce passé avec le dit Pelapoix.

21 octobre 1593.

57. — Et pour ce que la ferme des Equivalens étoit l'année présente, et qu'il y a plusieurs habitans dudit pays qui n'en sont avertis, les Etats. pour le bien du pays, ont arrêté qu'à la poursuite de leurs syndics **MM.** les commissaires seront priés proclamer, par toutes les villes capitales, le bail dudit équivalent, pour s'il y a aucuns qui veuillent entendre qu'ils ayent à se trouver en la présente ville d'Alby et dans le consistoire des Etats, le 4^e jour du mois de novembre prochain, où en sera faite la délivrance à celui ou à ceux qui feront la condition meilleure dudit pays.

26 octobre 1593.

58. — Sur les remontrances faites, par le député du Gévaudan, des grandes dépenses qu'il convient aux villes et lieux qui l'ont commis, pour se conserver et maintenir au saint parti de l'Union des catholiques, en considération desquelles dépenses feu Mgr le maréchal de Joyeuse leur aurait accordé tous les deniers des tailles, tant ordinaires qu'extraordinaires et autres, de quelque nature que soient, pour être employées par les ordonnances et mandement du sieur Comte d'Apcher, que feu Monseigneur auroit commis au gouvernement dudit pays en son absence. Et d'autant que la misère et pauvreté est grande audit pays, et que les dites villes sont environnées d'ennemis et aux extrémités dudit pays de Languedoc, a requis ladite assemblée vouloir encore accorder auxdites villes et autres en dépendant, ou qui seront dudit parti de l'Union, les deniers, de quelque nature que soient, qui seront imposés sur eux et de les comprendre en tous traités de trêve et autres qui seront faits par lesdits Etats, afin qu'ils aient meilleur moyen se pouvoir conserver avec les autres villes catholiques dudit pays audit saint parti de l'Union ; les dits Etats, pour témoigner l'aise qu'ils ont que lesdites villes se soient conservées audit parti et combien ils ont agréable la présence et assistance de leur délégué aux dits Etats, ont arrêté que Mgr de Joyeuse sera supplié de permettre la dépense et distribution de tous deniers, de quelque nature que soient, dont sera faite levée, l'année prochaine, sur le dit pays par les ordonnances et mandements du sieur d'Apcher, pour la con-

servation desdites villes et lieux dudit parti, desquels deniers néanmoins le trésorier de l'extraordinaire ou celui qui sera commis par ledit sieur, par delà, sera tenu en rendre compte tous les ans aux dits Etats, si mieux il n'aime remettre le cahier de la recette et dépense qu'il aura faite, ez mains du trésorier de l'extraordinaire des guerres dudit pays, pour l'employer dans son compte, et ne seront compris, pour cette année, au rôle et département des frais desdits Etats, pour d'autant les décharger.

du 4 novembre 1593.

59. — Mais le lendemain, 4^e dudit mois, s'étant rassemblés et étant venu à ladite assemblée le sieur de Montesquieu, trésorier de France, et l'un des commissaires des Etats, la ferme du droit d'Equivalent des sénéchaussées de Toulouse et Carcassonne et des diocèses en dépendant étant du saint parti de l'Union, aurait été mis aux enchères après les proclamations faites, par la-dite ville d'Albi et aux autres villes capitales dudit pays aux conditions contenues ez articles sur ce dressés, dont a été fait lecture ; lesquelles enchères auraient été continuées en l'assemblée desdits Etats et présent le sieur de Montesquieu et commissaire, tant en blot que par sénéchaussée et diocèses, comme il est contenu auxdits articles depuis ledit jour, 4^e novembre jusques au 9^e dudit mois ensuivant.

Lequel jour, après plusieurs dites et surdites, et ayant été le blot dudit équivalent des dits deux sénéchaussées enchéri jusques à la somme de 51,450 écus, pour trois années prochaines, se seraient présenté le sieur Arnaud de Pelapoix, qui aurait requis ladite as-

semblée déclarer ci-après, la chandelle éteinte et la délivrance audit équivalent faite à lui ou autre surdisant serait reçu à renchérir ladite ferme, d'autant que, si cette condition avait lieu, il n'y voudrait point surdire. ce qu'il fera pour accroître la commodité du pays, s'il est assuré que son contrat, après la délivrance faite, sera révocable.

Surquoi, pour obvier aux monopoles, et pratiques qui se pourraient faire, si la délivrance dudit équivalent était plus avant différé, a été arrêté que tous enchérisseurs seront tenus pendant et durant la présente séance des Etats, après laquelle et la délivrance dudit équivalent faite, aucun surdisant ni sera reçu, ce qu'a été ainsi publiquement par ledit sieur commissaire ordonné.

Et ayant encore fait proclamer à son de trompe tant dedans que dehors ledit consistoire, et après plusieurs chandelles rallumées, dites et surdites, le blot dudit équivalent aurait été délivré à Pierre Dupont, marchand de Limoux, pour la somme de 54,100 écus, pour trois années prochaines, qui commenceront le premier jour de septembre prochain 1594, et finiront le dernier jour d'août 1597, à ses périls, fortunes et sous les autres conditions contenues auxdits articles, et à la charge de bailler bonnes et suffisantes cautions pour la folle-enchère, pour tout le jour, en la ville d'Albi, et de bailler aussi bonnes cautions, aux assiettes générales des diocèses dudit pays, pour le principal de ladite ferme, par devant les commissaires qui seront députés à tenir lesdites assiettes.

10 novembre 1593.

60. — Du 10^e jour dudit mois de novembre. Sur la requête présentée par François Clédié, marchand, de l'Isle d'Albigeois, rapportée par le sieur de Montesquieu, commissaire, contenant que pour le bien du pays il entendait surdire à la ferme du blot de l'équivalent, jusques à la somme de 400 écus ; a été arrêté que la délivrance en a été faite audit Dupont avec les solennités en tel cas requises et accoutumées, après plusieurs enchères et surcées, et qu'il a baillé bonnes et suffisantes cautions pour la folle enchère dont lui a été expédié contrat, pour n'enfreindre la loi, promesse et obligation des syndics dudit pays, et pour certaines causes et autres considérations à ce mouvans, lesdits Etats, la délivrance faite audit Dupont, sortira à effet, nonobstant la surdite dudit Clédié, vu qu'il a été présent auxdites enchères où il eut pu surdire s'il eût voulu.

dudit jour de relevée.

61. — Etant venu ledit sieur de Montesquieu, aurait été représenté que lui ayant ce matin, François Clédié, marchand, de l'Isle d'Albigeois, présenté une requête pour être reçu à la ferme de l'équivalent, à laquelle les Etats n'auraient voulu avoir égard ; ce qu'il estimait principalement procéder du peu de surdite qu'il y a faite, a été cause qu'il présentait autre requête audits Etats, pour être reçu en surdite de 500 écus de plus que sont 900 écus par dessus la somme à quoi ledit équivalent était délivré ; de laquelle requête ayant

été fait lecture, a été arrêté que, pour les causes et considérations contenues ez délibérations ci devant prises, le contrat et délivrance de l'équivalent sortira à effet, nonobstant lesdites surdites.

17 novembre 1583.

62. — Le 17^e dudit mois de novembre, de matin, serait venu en ladite assemblée le sieur de Montesquieu, commissaire, qui aurait représenté François Clédié, marchand, de l'Isle d'Albigeois, n'ayant pu être reçu en la sudite qu'il avait faite sur le blot de l'Equivalent, en l'assemblée des Etats, il se serait retiré en la Cour de parlement ; laquelle, par son ordonnance, du 13^e du présent mois, l'aurait renvoyé à cette assemblée, pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendrait, suivant laquelle ordonnance il lui aurait baillé la requête qu'il présente à ladite assemblée, contenant encore surdite de 500 écus par dessus les autres surdites ; requérant ladite assemblée y délibérer ; de laquelle ayant été faite lecture et vu le renvoi de ladite Cour, les Etats, attendu que la requête présentée par ledit Clédié à la Cour de parlement est fondée sur faux faits, et que les enchères de l'équivalent n'ont été précipitées, comme il a avancé par sadite requête, ayant été surcise par diverses séances, depuis le 4^e jusqu'au 9^e dudit mois, que la délivrance en fut faite à Pierre Dupont, marchand de Limoux, et le contrat de bail à ferme fait audit Dupont sortira à effet, non obstant la surdite faite par ledit Clédier, qui a été à toutes les enchères et surdites dudit equivalent, et lequel, s'il eut voulu, eût pu faire les surdites, qu'il fait à présent, pendant les enchères, le

tout pour éviter le préjudice qui en pourrait avenir à l'avenir audit pays, à cause des monopoles qui se font ordinairement sur les fermes de l'équivalent.

21 septembre 1593.

63. — Dudit jour, en la maison consulaire, environ l'heure de midi. Pardevant Mgr le duc, lesdits sieurs trésoriers de France et les gens des Trois Etats, a été procédé aux enchères, à la chandelle éteinte, de la ferme de l'équivalent, pour le trienne prochain, qui commencera le 1^{er} septembre 1594, en blot, par sénéchaussée et diocèse par diocèse. Après plusieurs surdites, le blot a été délivré au sieur Mathelin Baille, de Montpellier, comme plus offrant, à 24,266 écus deux tiers, chacun an.

23 septembre 1593.

64. — Sur l'exposition faite par le député de Mende à ce que le syndic prenne le fait et cause pour eux, contre le bas-Gévaudan, au procès qu'ils ont en la Cour des Aides, sur le payement des tailles, tenue des Assiettes et assistance des gens d'église et de la noblesse, avec voix délibérative, ou s'est ensuivi arrêt qu'a été lu ; ledit député voulant présenter requête civile et obtenir évocation, si faire se peut, a été conclu que le syndic général du pays assistera audit procès en ce que touche l'observation des privilèges dudit pays de Gévaudan, tant seulement, et à leurs dépens, et de même en fera pour le Vivarais, s'il en est requis.

du 28 septembre 1593.

65. — Sur la requête présentée par le syndic du diocèse d'Agde, a été conclu que le Roi sera supplié confirmer ses édits faits sur la révocation des provisions obtenues par les receveurs des tailles pourvus en offices, en les remboursant des finances qu'ils auront légitimement payés, et MM. les trésoriers généraux de France priés d'en donner avis à sa Majesté, même pour les receveurs des diocèses d'Agde, Vivarais et Mende, et, s'il est besoin, MM. les syndics généraux s'opposeront à la réception et exercice desdits officiers et en feront toutes poursuites nécessaires aux dépens des requérans.

30 septembre 1593.

66. — Le pays désirant pourvoir à tant de plaintes qui sont faites d'une infinité d'excès qui se commettent en plusieurs parts de cette province, même du côté de Pradelles, par Alexandre Du Moulin dit capitaine Dupont, un nommé Cabastié et autre nommé Le Roure, tenant garnison au Monastier, contraignent le peuple à leur payer les deniers du Roi, et par Lecade de Savejous, logé à Solignac, qui, contre la trêve, tient prisonnier un jeune garçon de l'âge de 14 ans, fils du prévôt Tranchant de Vivarais, et sept mulets chargés de marchandises, appartenant au sieur de Laugière; et plusieurs gens de guerre contraignent les habitants dudit pays à payer en leurs mains les deniers des tailles, même par avance; et plusieurs autres excès qui se commettent aussi sur les biens du sieur Depoux de Montpellier, en

haine de ce qu'il fit prendre en justice un voleur.

Les Etats ont délibéré et conclu que Mgr le duc de Montmorancy sera prié enjoindre au prévôt général en enquérir bien diligemment, et de tous les autres excès qui se commettent, et d'en faire justice exemplaire, et à ces fins faire assister des forces nécessaires à la poursuite et diligence des syndics généraux.

1^{er} octobre 1593.

67. — Les Etats avertis que bien que plusieurs diocèses ayant remboursé leurs receveurs particuliers des tailles de leur finance, et qu'à cette occasion lesdits offices dussent être supprimés, néanmoins il y en a qui poursuivent être pourvus et reçus auxdits offices; ont conclu que le Roi sera supplié révoquer toutes provisions données en faveur des dits receveurs, et n'en donner aucunes à l'avenir en observation des Edits faits, par sa majesté, sur ladite révocation.

Sur la remontrance qui a été faite, qu'ayant les diocèses délivré la levée des deniers extraordinaires, en l'année dernière, à ceux qui ont fait les conditions meilleures, satisfaisant aux délibérations précédentes des Etats, et à la teneur des instructions données aux commissaires des assiettes, néanmoins aucuns receveurs pourvus en offices ont fait appeler lesdits diocèses les uns au privé Conseil du Roi, et les autres en la Cour des Aides pour être réglés sur les droits de levures.

A été conclu que le Roi sera supplié, en confirmant les privilèges du pays, déclarer que lesdits diocèses ne seront tenus bailler la levée desdits deniers extraordinaires auxdits receveurs pourvus en offre, mais à celui

qui fera la condition desdits diocèses meilleure, et qui sera choisi et nommé par lesdits députés des diocèses en leurs assiettes, pourvu que les levures n'excèdent 6 deniers pour livre, et que le syndic général se joindra avec lesdits diocèses pour en faire toutes les poursuites nécessaires, tant devers le Roi, son Conseil privé, que partout où besoin sera, sans que puisse être chargé d'aucune condamnation.

4 octobre 1593.

68. — Le sieur Dufayn, syndic du Vivarais, a demandé remboursement des dépenses faites, par ledit pays, au siège de Rochemorette, et, en cette année vers Aubenas ; le consul d'Uzès a demandé semblable remboursement du siège de Roquemaure ; le député de Castres, pour le siège de Villemur, Lavaur, Albi, Mende, Nîmes, Agde, Lodève et Mirepoix ; et, tous les autres députés, pour leur diocèse, auraient fait semblable demande pour les dépenses qu'ils ont souffertes.

Surquoi, il a été conclu que les députés au comptes, verront toutes les dépenses, pour donner avis s'ils seront de même nature que celles qui furent faites au siège de Fourques, pour, en leur avis, y être délibéré.

dudit jour.

69. — Sur la demande que le sieur vicaire d'Uzès a faite, au nom des clergés de Nîmes, Uzès, Vivarais et Mende, de 5,000 livres qu'ils auraient prêté au pays en l'année 1563, pour la suppression des présidiaux, a été conclu, suivant la délibération de l'année dernière,

qu'il sera imposé, sur tout le général du pays, la somme de 4,575 livres, qu'il appert avoir été déposée ez mains du sieur Dardie, de Narbonne, et de ce qu'ils feront apparoir en avoir plus payé, enjoignant aux syndics généraux poursuivre les héritiers dudit Dardie, de leur donner compte dudit dépôt.

8 octobre 1593.

70. — On dit aussi n'avoir pu voir les comptes présentés par les commissaires des vivres de l'armée de Trinquetaille ni ceux des diocèses de Mende, Viviers, Uzès, Castres, Albi, Mirepoix, Villemur, Trèves, Loubers et Béziers, Montauban et autres. Surquoi, il a été délibéré que tout est renvoyé à la prochaine tenue des Etats généraux, pour vérifier les dépenses que seront de la nature de celles qui furent faites au siège de Fourques, suivant la délibération prise à Montagnac aux derniers Etats.

29 avril 1594.

71. — Comme aussi, sur la remontrance faite par le sieur vicaire de Mende de ce que le Chapitre de la ville et autres ecclésiastiques sont contraints au logement des soldats et cotisés aux ustencilles, a été conclu que Mgr le Connétable sera prié les faire jouir des privilèges, desquels jouissent les autres ecclésiastiques dudit pays, et que le cahier à présenter à sa Majesté en sera aussi chargé.

dudit jour.

Conclu aussi que le cahier du Roy sera chargé de prière de faire jouir les habitants de Mende des mêmes

privilèges et libertés que ses autres sujets dudit pays, attendu qu'ils se sont toujours maintenus et conservés en l'obéissance de sa Majesté.

4 mars 1595.

72. — Le député de Mende a dit qu'il y a plusieurs lieux dans le Gévaudan qui sont refusans à payer leurs cotes des tailles, usant de rébellion et violence, suppliant les Etats leur assister.

Conclu que le prévôt général sera prié de faire ses chevauchées et toutes autres diligences et exploits de justice dont il sera requis par le diocèse, aux dépens du requérant.

7 mars 1595.

73. — Après que ceux qui ne sont des Etats ont été sortis, mondit seigneur le duc a remontré à l'assemblée qu'il n'a pu augmenter les garnisons contenues en l'état que le Roi a fait, pour être payés sur le général du pays, comme il eut désiré d'aucuns de Vivarais, Mende, Saint-Pons et Lodève, comme les diocèses les plus affligés ; priant les Etats d'y prendre quelques délibérations, pour leur soulagement, même pour le Vivarais, attendu qu'il est tout maintenant en l'obéissance du Roi, et qu'il payera d'ici en avant toute l'entière cote de leurs tailles, là où ils y étaient quittes pour la moitié, ayant été contraints pour y parvenir quitter au sieur de Montréal 56,000 écus qu'il avait levé sur les tailles, et, outre ce, lui payer 16,000 écus, qui revient au bien général de Languedoc.

dudit jour, 7 mars, de relevé.

74. — Les députés, à voir les prétentions des sieurs échevins de Lyon et des fermiers de l'équivalent, ont fait leur rapport, et, de leur avis, conclu que MM. les commissaires des Etats seront priés faire mettre aux enchères le droit d'équivalent des diocèses de Vivarais, Mende et Gévaudan sur les offres des sieurs échevins, et les diocèses de Toulouse, Carcassonne, Alet et Limoux, Comminge, Rieux, St Papoul, pour les délivrer au plus offrant, et qu'il sera baillé sur lesdits deniers 1,200 écus auxdits fermiers, pour leur dédommagement ; de quoi ils se sont contentés et assigné à en passer transaction en cas que MM. les trésoriers veuillent décharger le pays de ce que la surdite desdits échevins monte de plus et non autrement.

10 mars 1595.

75. — Conclu qu'il est enjoint à M^e Bertrand Rech, trésorier et receveur de la Bourse du pays, payer les parties imposées en l'année dernière pour l'aquittement des sommes dues aux clergés de Mende, Uzès, Nîmes et Viviers, ensemble toutes autres parties qu'il est tenu payer par ses états.

dudit jour, de relevée.

Les gens des Trois Etats du pays de Languedoc assemblés, par autorité du Roi, en la ville de Béziers, délibérant sur l'affaire concernant l'exécution de l'arrêt obtenu par MM. les échevins et Henris de Lyon, qu'a été élu, contenant que la ferme de l'équivalent du dio-

cèse de Vivarais. Le Puy et Mende seront inquantés sur la somme de 9,006 écus 21 sols 10 deniers chacun an, à quoi les dits échevins, attendu que les dits trois diocèses n'ont été affermés que 5,516 écus 40 sous, et partant, il y a de bon au profit du pays 5,489 écus 41 sous 10 deniers chacun an ; ont conclu qu'au bureau de MM. les trésoriers de France, ou pardevant MM. les commissaires des Etats sera consenti par les syndics généraux dudit pays à la résolution des contrats d'affirme desdits diocèses de Vivarais, le Puy et Mende, et les faire mettre aux enchères sur la somme de 9,006 écus 21 sol 6 deniers, à laquelle lesdits sieurs échevins sont tenus de les prendre, et de même conjointement poursuivre aussi les résolutions des contrats des équivalents des diocèses de Toulouse, St Papoul, Alet et Limoux, Rieux, Comminge et Carcassonne, affermés 4,553 écus 20 sous, sauf à arrenter, au profit du pays, les lieux qui sont de présent réduits à l'obéissance de sa majesté dans lesdits diocèses et les autres lieux, à mesure qu'ils seront remis.

Et pour ce que ledit pays a convenu avec les fermiers des dits diocèses de Vivarais, le Puy et Mende leur payer 4,200 écus, outre et pardessus la décharge desdits diocèses de Toulouse, Saint Papoul, Alet et Limoux, Rieux, Comminge et Carcassonne, pour l'intérêt que leur peut apporter la résolution des affermes de Vivarais, le Puy et Mende, lesdits sieurs trésoriers seront requis, de la part dudit pays, leur rebattre ladite somme de 4,200 écus, à la première année, sur les diocèses de Montpellier et Uzès, desquelles ils y sont rentiers.

Et car le Roy prendra 5,489 écus 41 sous 10 deniers chacun an sur lesdits trois diocèses de Vivarais, le Puy

et Mende, plus qu'il ne faisait, de tant qu'elles n'étaient affermées que 5,516 écus 40 sous, de laquelle rebattue lesdits 1,200 écus d'une part, et les 1,553 écus 20 sous à quoi se montoient les autres six diocèses, demeurera encore de net au profit dudit pays, la présente année, 956 écus 21 sous 6 deniers, qui doivent revenir à la décharge du pays, lesdits sieurs trésoriers seront priés, de la part dudit pays, défalquer ladite somme de l'imposition de l'aide et octroi, que reviendra à chacune desdites deux années suivantes à 2,156 écus 21 sous 6 deniers, et pour la présente année 1596, à 956 écus 21 sous 6 deniers.

du 11 mars 1595.

76. — Mondit seigneur le duc et MM. Dassas et d'Hébert, trésoriers de France, commissaires pour le Roi auxdits Etats, y sont venus pour la ferme de l'équivalent des diocèses de Vivarais, Le Puy et Mende, Toulouse, Rieux, Comminges, Alet, Saint-Papoul, et Limoux et Carcassonne.

Les diocèses de Vivarais, Mende et le Puy, mises à 9,600 écus 21 sols 9 deniers, sur MM. les échevins et Heuris de Lyon, suivant l'arrêt du Conseil du Roi ; les enchères faites en blot et en parcelle personne n'y a surdit.

Le sieur Bardichon, syndic général, a requis la délivrance, sauf le jour, en cas qu'il y aye de surdisans.

Jacques Tricaud, bourgeois de Thizy, s'est présenté pour et au nom et comme procureur desdits sieurs échevins et Heuris, et présenté sa procuration qui a été lue, et, suivant icelle, déclaré qu'il ne se veut aider de l'arrêt, comme ayant été altéré, de tant que ledit diocèse de

Vivaraïs et Mende ont été ci devant à autrui à bas prix ; auquel il a requis leur être baillé et où leur voudroient bailler les trois, au prix contenu en arrêt, déclare qu'il y aurait renoncé, et qu'il ne veut se servir que du contrat, sauf son recours pour le surplus et arrérages.

Ledit sieur syndic a requis comme dessus et remontre qu'il n'a jamais tenu au pays que les équivalents ont été afferchés, lesdits trois diocèses ne leur fussent délivrés mais auxdits sieurs échevins et Henris qui n'en ont fait réquisition ni poursuite, pour être ladite ville de Lyon, audit temps, hors du service de sa Majesté ; et d'ailleurs qu'ils ne peuvent se départir dudit arrêt, au préjudice du pays.

Mondit seigneur le duc et MM. les commissaires ont assigné à demain à en ordonner, et cependant que tous y voulant surdire seront reçus.

Rieux et Comminges sont demeurés à Arnaud de Faiches, de Mirepoix, à 10 écus chacun pour chacun an ; et Carcassonne au sieur de St Jullien-de Trèves, pour autres dix écus, pour chacun an, pour la cotité des lieux qui sont de présent en l'obéissance du Roi, et ne s'est trouvé aucun surdisant sur Toulouse, St-Papoul, Alet et Limoux.

dudit jour de relevée.

77. — Le sieur Fayn, syndic de Vivaraïs, a supplié l'assemblée prendre délibération sur la réquisition qu'il a ci-devant faite, pour être déchargé de ce qu'ils doivent à la bourse du pays, en considération de ce qu'ils ont été contraints quitter au sieur Montréal 56,000 écus qu'il avait levés sur les impositions dudit pays et lui permettre outre ce 16,000 écus, comme Mgr le duc de

Ventadour a attesté à l'assemblée ; et qu'à cette occasion ledit pays est maintenant libre, et payera son entière côte, ou n'en souloit payer que la moitié et après s'en est sorti.

Le député de Mende a supplié aussi les Etats lui faire le même rabat, pour avoir été fait en leur diocèse d'excessives dépenses pour les réunir au service de sa Majesté, et avoir été contrains quitter partie des côtes à plusieurs lieux.

Les Etats, ouï sur ce le receveur de la bourse du pays, et vue la délibération prise l'année dernière, ont conclu qu'il n'y avait lieu d'aucune décharge pour le pays de Vivarais et Mende.

dudit jour.

78. — Les députés de St-Pons, Mende et Lodève, ont remontré que le pays doit pourvoir à l'entretienement des garnisons couchées en l'état particulier, rejeté sur les diocèses pour avoir été fait, eux non ouïs, et avec beaucoup de surcharge.

Le syndic du Vivarais a fait la même instance. Les députés des autres diocèses ont dit que l'état fait, par sa majesté, des dépenses qui doivent être portées par le général, ne peut être augmenté.

Les Etats, après avoir longuement conféré, ont conclu que Mgr le duc de Ventadour sera prié pourvoir au soulagement des diocèses de Vivarais, Mende, Saint-Pons et Lodève, en licenciant les garnisons qui y sont inutiles, laissant la garde aux habitants, ou en les déchargeant de l'entretienement, sans toutesfois le rejeter sur le général du pays.

12 mars 1595, de relevée.

79. — Sur la prière faite par les députés de Marvejols a été conclu que le Roi sera prié, par le cahier, leur faire jouir des 200 écus à eux donnés par Sa Majesté sur les équivalens du lieu, pendant six ans, et en remplacer autant aux échevins de Lyon, sur autre diocèse, attendu que tout le diocèse de Mende leur est adjugé, ou assigner auxdits de Marvejols semblable somme sur autre diocèse plus prochain.

Le contrat de transaction d'entre les Etats et M^r Jean Daguerre et Antoine Galière, fermier des équivalens de Vivarais, du Puy, Mende, Toulouse, Carcassonne, Rieux, Comminge, Alet et Limoux et Mirepoix a été publié et l'observation jurée.

dudit jour.

Sur la prière faite par les consuls de Nîmes et en exécution des précédentes délibérations, a été conclu que le Roy sera supplié, par le cahier, réunir au siège de Nîmes ceux du Puy et Mende, et que les syndics généraux se joindront à la poursuite que ceux dudit Nîmes en fairont, sans toutesfois constituer ledit pays en aucuns fraix. Le député de Mende n'y a consenti.

Conclu que chacun diocèse se retiendra par leurs mains, sur la cote de la solde de la présente année, ce qu'elles ont fourni pour l'entretienement de la compagnie de M. le duc de Ventadour, attendu qu'elle doit être payée sur les deniers du Roy.

8 juin 1595.

80. — Les sieurs consuls de Mende, Saint-Pons et Lodève, ont représenté à l'assemblée qu'avant passer outre à la délibération qu'ils pourraient prendre sur l'entretienement des garnisons contenues au premier état pour les trois mois d'août, septembre et octobre, en ce cas et en toute autre imposition qu'on pourrait faire, les consuls ni consentent aucunement qu'au préalable ladite assemblée ne leur fasse droit sur l'entretienement de leurs garnisons, comme celles des autres diocèses qui sont entretenues sur le général du pays, et qu'à ces fins leurs procurations sont limitées de ne consentir en aucune imposition pour l'entretienement des garnisons, que celles de leurs villes capitales ny soient comprises ; vu qu'ils sont surchargés de l'entretienement d'icelles, et beaucoup d'autres qu'ils entretiennent ez leurs dits diocèses ; et où l'assemblée voudroit leur faire droit et incorporer lesdites garnisons, offrent entrer et prendre leur côte de l'imposition qu'en sera faite pour l'entretienement d'icelles, autrement déclarent ne pouvoir entrer au payement desdites impositions qu'au préalable n'en soit ordonné par sa Majesté ; ce qu'ayant été mis en délibération, a été arrêté que l'assemblée ne peut altérer la délibération prise aux derniers Etats.

11 janvier 1596.

81. — Mgr l'Evêque de Mende a dit avoir parlé à M. le duc de Ventadour avec M. le baron de Ricux, MM. les consuls de Montpellier et MM. les syndics, suivant la précédente délibération, pour ne donner entrée qu'au ba-

ron de tour de Vivarais et Gévaudan, que leur a représenté n'en pouvoir être privé pour plusieurs raisons qui ont été déduites ; les ayant encore priés le proposer aux Etats et les prier, de sa part, en accorder l'entrée, sans préjudice de ses droits ni des privilèges du pays, l'assurant qu'on serait dénié qu'on en recourrait au Roi et son Conseil.

Ce fait, remis en délibération, a été conclu que les envoyés des sieurs barons de Florac, Annonay, le Cheylar et d'Apchier auroient entrée, pour cette fois, et sans conséquence ni préjudice des privilèges et droits du pays et desdits sieurs barons et à la charge qu'ils sortiraient lorsqu'il se traitera d'affaires ou que lesdits sieurs barons ou eux peuvent avoir intérêt, et après, lesdits envoyés sont entrés et ont prêté le serment requis.

12 janvier 1596.

82. — Les consuls de Nîmes ont remontré qu'au procès pendant au Conseil privé pour la révocation du Siège de Mende, ils auroient obtenu renvoi à la Cour de parlement, où tant poursuivi que, par arrêt auroient obtenu la révocation. Ce non obstant, y est contrevenu. Suppliant le pays enjoindre à MM. les syndics en poursuivre l'exécution.

Les consuls de Mende et Marvejols n'y ont consenti, et remontré que ledit renvoi et arrêt auroient été donnés, eux non ouïs, et, étant ledit Siège nécessaire, ont requis être assistés à leur poursuite de MM. les syndics généraux.

Lesdits consuls de Nîmes, Mende et Marvejols sortis, et vue la délibération prise aux Etats derniers, a été

conclu que par MM. les syndics généraux sera poursuivi l'exécution dudit arrêt pour la suppression dudit Siège de Mende, et d'icelui réunion au Siège de Nîmes, sans toutesfois constituer le pays en aucun frais.

du 16 janvier 1596.

83. — Le consul de Marvejols a représenté que toujours les Etats particuliers de Gévaudan ont accoutumé se tenir alternativement à Mande et Marvejols, et supplie les Etats que ledit ordre tiendra.

Les Etats, ouï M. l'évêque de Mende et le sieur Picheron, baillif de Gévaudan, sur l'état du pays et pour plusieurs raisons qui ont été déduites, ont conclu que Mgr le duc de Ventadour, comme principal commissaire des Etats, sera prié charger le commissaire particulier, qui tendra les Etats particuliers du Gévaudan, s'en informer et tenir lesdits Etats audit Marvejois, s'il appert devoir être ainsi fait.

dudit jour.

Qui a été fait entendre la réquisition faite par le sieur de Marvejols et représenté aussi qu'il a été dit aux Etats, que M. de Fosseuse, sous prétexte d'aller secourir Amberg, assiégé par le duc de Nemours, se seroit saisi de la ville de Mende, y a quelques années, et auroit fait bâtir une citadelle, abattu l'hôpital, église et plusieurs maisons, fait faire depuis de grandes et insupportables impositions qu'il a fait par gast, garnisons et courses de soldats, à la ruine de tout le pays de Gévaudan ; tient encore garnison, à ladite ville, composée de 150 hommes, lesquels se font payer tout le long de l'année, sans

perdre une heure, bien que le Roi et Mgr le connétable entendent qu'ils ne soient payés que pour neuf mois de l'année pour les douze ; et outre ils sont beaucoup d'indignités, refusant l'entrée de ladite ville à Mgr l'Evêque de Mende et à ses serviteurs, domestiques ; empêchant les habitans d'icelle de venir vers lui et de faire leurs affaires en liberté, et s'ils ne s'en oient plaindre, ce qu'ayant ledit sieur évêque fait entendre au Roi, qu'à mondit seigneur le connétable, sa majesté aurait dépêché commission au sieur Du Pujol pour y venir, qui en aurait eu l'attache de mondit seigneur le connétable et de mondit seigneur le duc de Ventadour ; néantmoins l'entrée de ladite ville auroit été refusée à ses serviteurs, ne voulant reconnaître autre que le sieur de Fosscuse, jusques à dire que si en son absence mondit seigneur le duc de Ventadour y venoit, lui refuseroient les portes ; et que ledit sieur de Picheron, baillif de Gévaudan, si étant rendu, tant du commandement du Roi que pour y administrer justice, suivant le dû de sa charge, la porte lui auroit été refusée par un italien, nommé Laforest, qui lui a dit que M. de Fosscuse, gouverneur dudit lieu, était absent, et que celui qui y commandait en son absence était malade. Pourquoi ont supplié M. le duc de Ventadour y pourvoir.

Mondit seigneur le duc de Ventadour a dit que ledit sieur Du Pujol auroit été audit Mende et pays de Gévaudan sans sa maladie, et qu'il y pourvoira, selon la volonté du Roy et pouvoir que sa majesté lui a donné en ce pays.

10 février 1596.

84. — Les Etats délibérant sur les remontrances faites par les députés des lieux du haut Languedoc, nouvellement réduits en l'obéissance du Roy, ont accordé et quitté aux habitans desdites places tous les droits d'équivalent dus ez dits lieux, depuis le jour de leur réduction jusques au dernier jour de la présente année, leur promettant de les faire affermer à leur profit et en prendre les deniers, pour les employer à leur conservation et l'obéissance du Roy, à la charge aussi de payer leurs cotes de toutes les impositions qui seront faites en la présente assemblée.

Conclu que la somme de 208 écus due à MM. du clergé de Mende, pour reste des sommes par eux prêtée au pays pour le remboursement de MM. les présidiaux, sera imposée sur le général du présent pays, en la présente assemblée.

12 novembre 1596.

85. — Ayant les derniers Etats fait remise aux diocèses du Haut Languedoc de leur cotité des équivalens, à cause des grandes dépenses par eux souffertes au passage et séjour de l'armée de Mgr le duc de Ventadour, comme ayant leur dite côte été rebatue des deniers de l'ayde, octroy, et par ainsy appartenant au pays, néanmoins MM. les trésoriers de France, de la généralité de Toulouse, faisant contraindre les fermiers de payer en la recette générale le prix de leurs fermes, comme a été dit aux Etats, a été conclu qu'ils jouiront de ladite remise et seront assistés par les syndics généraux, à toute poursuite nécessaire.

dudit jour.

Les conditions sur lesquelles l'équivalent sera affermé pour le trienne prochain ont été lues. Et néanmoins conclu que nul boucher ni autre ne pourra débiter aucune chair qui ne vienne vive sur les pieds en la boucherie, et sans qu'il soit permis les enfiler avec la bouche à peine de l'amende.

14 novembre 1593.

86. — Après, Mgr le duc de Ventadour est arrivé avec les autres commissaires et plusieurs autres, et les portes ouvertes, a été procédé aux enchères de l'équivalent et, après plusieurs surdites ne pouvant achever, il a été remis à l'après dinée.

dudit jour de relevée.

Incontinent est arrivé mondit seigneur le duc de Ventadour et les sieurs autres commissaires et plusieurs autres, et les portes ouvertes a été procédé à la continuation des fermes de l'Equivalent.

Et y avoir procédé jusques à la nuit, a été remis à demain. Et attendu la réquisition faite par aucuns surdisans, qu'il leur fut permis de surdire sur les autres diocèses délivrés ; a été ordonné que tous surdisans seront reçus en quartant, tierçant ou doublant le prix, et non autrement, et qu'il sera procédé aux enchères par sénéchaussées, à demain matin. Et a été notifié à tous, que la crue d'un écu sera mise aux enchères et délivré au plus offrant, demain vendredi, au présent lieu.

SOMMAIRE.



87. 89. 97. 100. 106. 107. 109 a 113. Actes relatifs à l'Equivalent. — **89.** Citadelle de Mende à démolir. — **90. 95. 96.** Le siège présidial de Mende à unir à celui de Nîmes. — **91.** Dettes à payer ainsi que les gratifications accordées à M. le connétable. — **92. 93. 95. 97. 99.** Impositions et frais pour le siège de Mende. — **93.** Le Gévaudan ne doit pas être imposé pour les frais du siège d'Amiens. — **94.** Sa Majesté sera priée de permettre aux diocèses et communautés d'imposer les sommes qu'ils doivent et leur maintien dans leurs anciens privilèges pour l'adjudication de la levée des sommes imposées. — **98.** Déchargement à obtenir de la subvention votée en 1592 et des frais de voyage du sieur d'Augier. — **101.** Refus des habitants de St-Etienne-Vallée-Française de payer le droit d'équivalent de leur vin. — **102 à 106.** Révolte du sieur d'Andredieu qui s'empare du château de Grèzes ; mesures prises pour obtenir sa soumission, dépenses faites à cet effet. — **107.** Le Gévaudan est condamné à payer les dépenses faites par le prévôt général. — **108. 115. 123.** Procès contre les héritiers du sieur Paulet, fermier de l'équivalent et contre le sieur Jean Roux, receveur des tailles. — **114. 118.** Rentes et pensions constituées en faveur de diverses personnes. — **116.** L'ancien usage pour les impositions doit être gardé et observé. — **117.** Refus au consul de Mende de s'absenter de l'assemblée des Etats. — **119.** Approbation de la vente de la propriété du droit d'équivalent. — **120. 121.** Impositions et plaintes contre les receveurs des tailles. — **122.** Prière à adresser au Roi pour obtenir la révocation de l'édit qui faisait ressortir le Gévaudan du Présidial de Rodez. — L'évêque de Mende convoque les Etats particuliers à Chanac. — Ses adversaires

res font une convocation à Marvejols. — **125.** Plaintes au sujet des étapes. — **126. 129. 130 à 132.** Contestations entre le syndic du Gévaudan et le baron d'Entraiques, bailli dudit pays — **130.** Impositions en faveur des députés pour vacations extraordinaires. — **127.** Le receveur du diocèse contraint de payer au député de Marvejols ses journées et vacations. — **128. 133.** Plaintes contre MM. de la Cour des Comptes, aides et finances de Montpellier.



du 15 novembre 1596.

87. — Mondit seigneur et les autres commissaires arrivés, a été procédé à la continuation et affermes de l'équivalent.

M^e Pierre Portalés a dit être venu de Gévaudan exprès pour les équivalens, et bien ou dut être en franchise, néanmoins son cheval auroit été arrêté pour un sien dette.

Les syndics ouïs et après le serment prêté, par ledit Portalés, d'être venu après pour surdire aux équivalents, lesdits sieurs commissaires ont ordonné ledit cheval être rendu. Et après plusieurs enchères Messieurs les commissaires ont ordonné qu'il sera sursis par le jour, dans lequel tous surdisans seront reçus en tierçant ou doublant.

du 16 novembre 1596.

88. — Est arrivé Mgr le duc de Ventadour avec les autres sieurs commissaires et autres, et la porte ouverte, a été procédé à la continuation des enchères de l'équi-

valent, et, après plusieurs surdites, délivrance a été faite, à savoir : la sénéchaussée de Toulouse à M^e Jean Bornet, de Nîmes, pour 10,135 livres, et à Antoine Gallière, sieur du Villar, celle de Carcassonne, pour 50,000 livres, et celle de Beaucaire et Nîmes, pour 57,695 livres, chacun an ; les lieux tant seulement desdites sénéchaussées étant du département de Mgr le duc de Ventadour, et les obligations reçues par M^e Pierre Guilleminet, greffier pour le Roi auxdits Etats.

dudit jour.

Les fermiers des équivalens des sénéchaussées de Carcassonne et Nîmes ont baillé leurs plaiges pour la folle enchère, a été reçue par M^e Pierre Guilleminet, greffier pour le Roy, auxdits Etats.

du 22 novembre 1596.

89. — M^e Jean Fumel, syndic du pays de Gévaudan, a prié les Etats pourvoir à la décharge dudit pays, pour la grande dépense qu'il souffre à l'entretienement de la garnison de la ville et citadelle de Mende.

Les Etats ont offert à y délibérer, et après lui a fait entendre la remonstration du syndic de Gévaudan, et que les Etats sont avertis que ledit syndic ni les députés de Gévaudan, qui sont dedans les dits Etats, n'ozent faire entendre la misère qu'est audit pays, mais qu'il est notoire que M. de Fosseuse n'a voulu garder aucun règlement, ayant contraint ledit pays lui payer l'entretienement de la garnison dudit Mende, sans avoir égard aux retranchemens faits ; et comme il n'avoit voulu sa-

tisfaire à la volonté du Roy, sur la cassation de la garnison et rasement de la citadelle, et que pis est auroit augmenté ladite garnison jusques à 200 soldats ou plus, qu'il fait payer, mandant secrètement aux consuls des lieux dudit pays et porter leur cotilé ; ce qu'on est contraint faire, tellement que tout ledit pays est ruiné ; et, si cela continue, il n'y aura aucun moyen lever les deniers du Roy. Parquoi, ont prié mondit seigneur y employer l'autorité, force du Roy et sienne, même d'y mander quelqu'un d'autorité pour en informer.

Mondit seigneur a dit qu'il avoit écrit audit sieur de Fosseuse de satisfaire à la volonté du Roy sur la cassation de ladite garnison et rasement de la citadelle ; et sur la difficulté qu'il avoit fait d'y satisfaire, en auroit donné avis à sa Majesté et à Mgr le Connétable, offrant d'y apporter tout ce qui sera de leur autorité et de la sienne : et après s'en est sorti.

Les Etats délibérant sur la réquisition faite par ledit M^e Fumel, syndic de Gévaudan, et avertis des misères dudit pays, ont conclu que, par les syndics généraux, au nom et aux dépens du pays, sera poursuivie exécution de l'édit sur le razement des citadelles et licenciement des garnisons, même de celle dudit Mende, et de faire enquérir des impositions et département extraordinaires que se y font, et le roy supplié y pourvoir, comme aussi Mgr le duc de Ventadour d'y mander quelqu'un d'autorité pour en informer, et d'employer leur autorité et la force, si besoin est, pour l'exécution dudit édit.

4 décembre 1596.

90. — Les consuls de Mende et Marvejols ont dit : les Etats n'y devoir prendre aucune délibération de tant que le Roy les a renvoyés à la Cour de parlement.

Lesdits députés de Nimes et Mende et Marvejols, sorties et vues les délibérations précédentes, a été conclu que les syndics généraux assisteront aux habitans de Nimes à obtenir la cassation dudit Siège de Mende et réduction d'icelui au Siège de Nimes et en feront toutes les poursuites nécessaires partout où besoin sera, sans constituer le pays en fraix.

5 décembre 1596.

91. — Ayant été ez années passées imposé sur le général du pays de Languedoc les parties dues tant aux clergés de Nimes, Uzès et Gévaudan que à Mgr le président d'Agel, a été conclu qu'il sera écrit à l'assemblée des Etats, qui se tiendront au département de Mgr le maréchal de Joyeuse, de payer leur part desdites dettes, de la présente année, des 4,000 écus des réparations et des 6,000 des gratifications de M. le connétable.

9 décembre 1596.

92. — A représenté aussi qu'on devoit avoir pourvu à l'imposition de 22,555 écus un tiers porté par les lettres patentes de sa Majesté pour le siège de Mende, et à la dépense qu'il convient faire pour la conservation des places de frontière ; considérant qu'à moindre occasion

on a fait d'excessives dépenses et que les surdites sont nécessaires et le pays en danger de perte, s'il n'y est pourvu, exhortant lesdits députés d'y pourvoir pour éviter un repentir, et qu'ils n'en soient reprints, Messieurs, de ceux qui les ont délégués, autrement, s'il en arrive inconvénient sa dite grandeur s'en prendra à eux.

dudit jour.

Le député de Mende a représenté que l'assemblée n'a encore pris délibération sur le fait de Mende, et lettres patentes de sa Majesté pour l'imposition de 22,555 écus vingt sols, à quoi requis être pourvu, autrement demeurant le pays de Gévaudan ruiné et en trouble, il n'y pourra être payé ni levé aucuns deniers, à quoi le général du pays recevra un notable intérêt, outre le danger qu'il y a que le mal s'augmente en autres diocèses. Surquoi n'a été rien délibéré.

9 juillet 1597.

93. — Sur les dix mille écus accordés à sa Majesté pour les dépenses faites au siège d'Amiens, le député de Mende a prié l'assemblée ne comprendre ledit diocèse au département, attendu la misère qu'est audit pays.

dudit jour.

Le député de Mende a remis lettre missive envoyée à l'assemblée par Mgr l'Evêque de Mende, laquelle lue, ledit député a remontré que n'ayant voulu le sieur de Fosseuse satisfaire à la volonté du Roy, sur le raze-
ment

de la citadelle dudit Mende, Sa Majesté auroit ordonné être imposé sur tout le pays 22,533 écus 20 sols pour les employer à réduire ladite ville par la force. A quoi n'ayant été satisfait, sa Majesté en auroit encore depuis commandé sa volonté, suppliant l'assemblée y satisfaire et considérer que ladite ville et diocèse de Mende sont du Corps du pays, et que s'il n'y est promptement pourvu, ledit diocèse sera entièrement ruiné, et sa majesté et le pays privés de tirer la côte, dudit diocèse, des impositions qui se font, outre le mauvais exemple que cela est, et le danger que le mal ne s'étende plus avant ; et outre la force, a supplié l'assemblée y employer l'autorité de justice et l'en faire assister du nom et autorité du pays, ayant déjà fait plusieurs inquisitions contre ceux qui sont dans la ville, tant par autorité de la Cour de parlement que par le prévôt de Nismes.

Et pour ce que le diocèse de Mende a fait un département des deniers extraordinaires en leurs derniers Etats, tant pour le payement de leurs dettes que pour le siège de Mende et autres dépenses qu'il faudra faire pour l'armée, et que les habitans de ladite ville et du pays des Sevennes se sont rendus appellans de l'imposition, et fait inhiber le receveur, connaissant bien qu'en empêchant la levée, ladite ville de Mende ne peut être assiégée ; a aussi supplié l'assemblée les assister, tant à obtenir l'autorisation de ladite imposition que pour la levée d'icelle.

Surquoi, a été conclu, qu'en ce que touche ladite imposition, ledit sieur syndic leur assistera pour obtenir de la Cour des Aydes l'autorisation de ladite imposition, et comme aussi, tant en la Cour de Parlement que partout ailleurs où besoin sera, pour faire dé-

clarer, ceux qui assistent audit sieur de Fosseuse, criminels de lèse majesté, et à faire procéder contr'eux par annotation de leurs biens, criéz à trois brefs jours, et autres voyes de justice, et jusques à punition exemplaire, au cas que promptement ils ne s'en retirent.

Et quant à l'imposition de 22,555 écus vingt sols, sans se vouloir charger aucunement du payement d'icelle, et sans approbation des dépenses qui se feront audit siège de Mende, a été conclu que la somme de 2,000 écus, tant seulement, sera empruntée par les sieurs Saint Brés, de Saint-Véran, de La Barthe, de Montagne et le dit sieur Grasset, ou en son absence le sieur de Varandall, chacun d'eux, et icelle bailler au trésorier de l'extraordinaire des guerres, pour l'employer, comme Mgr le duc ordonnera, avec les 15,000 écus répartis à la dernière assemblée, et qu'aux prochains Etats sera pourvu au payement de ladite somme de 2,000 écus, ensemble des intérêts, et lesdits sieurs relevés de toute charge de procuration.

18 décembre 1597.

94. — A été aussi conclu que, par les mêmes députés qui iront à la Cour, sa Majesté sera suppliée très humblement donner pouvoir à la Cour des Aides de permettre aux diocèses et communautés d'imposer les sommes qu'ils doivent, vérification préalablement faite, attendu que lesdites dettes ont été créées pour se conserver en l'obéissance de sa Majesté, durant les troubles derniers, et que la retardation du payement porte un très grand préjudice et intérêt au pays.

Dudit jour de relevée.

Sur le dixième article, que prière très humblement sera continuée à Sa Majesté que les habitants dudit pays soient en liberté, suivant leurs anciens privilèges, à bail-ler la levée des deniers extraordinaires en corps d'as-siette à qui fera la condition meilleure, nonobstant les provisions obtenues par les receveurs desdits diocèses, et à ces fins sera poursuivie confirmation du privilège.

19 décembre 1597.

95. — Après, mondit seigneur le duc de Venta-tadour a représenté qu'ayant le Roy ordonné être im-posé, sur le présent pays, 25,555 écus 20 sols pour le siège de Mende, il n'y auroit été satisfait qu'en partie, tellement qu'il reste à imposer 14,455 écus un tiers, que sa majesté veut et ordonne par autres lettres patentes, qu'ont été lues, être imposés aux présents Etats ; les-quels il a priés y satisfaire et considérer les grandes dépenses que le pays de Gévaudan a fait pour ledit siège, qui se montent à plus 50,000 écus, outre 100,000 francs de composition qu'ils se sont chargés payer, et les grandes ruines que l'armée leur apporté avec ce qu'elle a servi à la conservation de ce pays, comme sa grandeur a ci-devant dit, qui doit occasionner les Etats de tant plus volontiers satisfaire à la volonté de sa Ma-jesté.

La lettre écrite aux Etats par Mgr l'évêque de Mende, sur ce sujet, a été lue, et après, le sieur Chanouilhet, premier consul dudit Mende, a présenté fort au long les misères dudit pays de Gévaudan, la grande pauvreté

des habitans d'icelui et les grandes et insupportable dépenses qu'ils ont souffertes, non seulement durant le siège, mais longtemps auparavant, à cause de la garnison dudit Mende; priant les Etats y avoir égard, et leur donner remboursement des dépenses dudit siège, desquelles ils y devront compte, attendu qu'elles ont été faites de l'exprès commandement du Roy, et suivant la délibération prise à Béziers aux Etats derniers, sur le rasement des citadelles.

5 janvier 1598.

96. — Les consuls de Nimes ont dit qu'on poursuit de nouveau, en parlement de Toulouse, contre les arrêts du privé Conseil, d'empêcher la réunion du Siège présidial de Mende à celui de Nimes.

Les consuls dudit Mende ont supplié les Etats leur faire régler pour la confusion à laquelle ils sont, les uns se retirent à Nimes et les autres en la ville de Mende.

Surquoi il a été conclu que les syndics généraux assisteront ceux de Nimes à l'exécution des arrêts de ladite réunion, suivant la délibération des Etats du 4 décembre 1596.

13 janvier 1598.

97. — Et de satisfaire à la volonté de sa Majesté sur le payement de 14,353 écus 20 sols, demandés pour le siège de Mende, sans constituer les habitans d'iceluy en peine ny frais d'en recourir davantage à sa Majesté.

dudit jour.

Et quant à l'achat de l'artillerie, poudre, balles et cordages, étant à Mende, le pays ne le pouvoir faire attendu sa pauvreté.

15 dudit mois.

Les Etat délibérant sur les demandes faites par les consuls de la ville et diocèse de Mende, après avoir ouy les députés qui les ont vues, ont délibéré et conclu : qu'encores le pays ne soit tenu au payement des sommes contenues ez lettres patentes du Roy et autres par eux demandées, ce néantmoins, qu'ayant égard aux extrêmes dépenses faites par ladite ville et diocèse, et pour les relever aucunement d'icelles, le pays leur a remis la somme de 1,249 écus 57 sols 9 deniers, à quoi se monte la cotité de l'imposition faite au mois de mars dernier, et outre ce 4,000 écus sur ce qu'ils peuvent devoir au receveur de la Bourse, à qui la présente délibération servira de décharge, et, s'ils doivent ladite somme, qu'ils en seront payés des plus clairs deniers desditz restes ; et où lesdits consuls n'accepteroient la présente délibération, qu'ils sont déclarés déchus de ladite gratification, et enjoint audit receveur les contraindre au payement de ladite somme.

du 17 dudit mois.

Conclu que les syndics généraux présenteront requête civile sur l'arrêt obtenu de la Cour des aydes par le fermier de l'équivalent de Montpellier, contenant condamnation et huit vingt dix écus contre le pays, pour rabais, attendu que lesdits syndics n'ont été ouys.

24 avril 1598.

98. — Le député du Gévaudan a dit que sieur Portals, trésorier provincial, leur a demandé 7,000 écus, sur la côte dudit pays, de la subvention imposée aux

Etats tenus à Montagnac en 1592, se montant leur cottité 25,000 écus, de laquelle ils avaient payé la moitié ; à quoi ils auroient été retranchés par délibération tenue à Montpellier, comme il a dit. Suppliant l'assemblée de prendre leur fait et cause. Surquoy, a été délibéré que les syndics généraux leur assisteront à obtenir déchargement, sans toutesfois constituer le pays en frais.

dudit jour.

Le député de Gévaudan a dit que le sieur d'Augier avoit obtenu taxe de 2,005 écus en la Cour présidiale de Nimes, pour un voyage par lui fait audit pays, les menaçant de contraindre pour ladite somme. Suppliant l'assemblée de prendre leur fait et cause.

Surquoy, a été conclu que les syndics généraux assisteront ledit pays de Gévaudan à être déchargé de ladite demande, sans toutefois constituer le pays en frais ; et pour le surplus qu'il en sera par eux fait plainte aux Cours souveraines, pour y être pourvu.

du 23 décembre 1599.

99. — Ayant été aux derniers Etats accordé au pays de Gévaudan la somme de 10,000 écus, outre et par dessus ce qui lui avoit été accordé, aux Etats précédents, sur les rentes, pour tout ce qu'il pourroit prétendre à cause du siège de Mende, outre la somme de 40,000 écus à eux accordée sur les restes de l'année auparavant, ayant différé en dépêcher les délibérations jusques que les députés du pays de Gévaudan l'eussent acceptée ; ce qu'ils auroient refusé ; et depuis ayant prié

les Etats leur faire raison desdites dépenses et voir qu'ils étaient débiteurs, outre ladite somme de 4,000 écus, de 1,631 écus 40 sols, au receveur de la Bourse, leur ont accordé de plus ladite somme de 1,631 écus 40 sols, à la charge qu'ils ne pourront prétendre aucune chose sur les rentes dues audit pays et que, moyennant ce, ils quitteront tout ce qu'ils peuvent prétendre pour raison dudit siège, et que ladite somme de 10,000 écus en sera payé à leur acquit la somme de 4,600 écus, due par ledit pays à M^e Simon Alméras, greffier des Etats, par transaction entr'eux passée, et les 5,389 audit syndic de Gévaudan ; lequel et autres députés dudit pays, étant aux Etats, après avoir entendue ladite délibération, l'ont acceptée et promis faire approuver par lesdits Etats de Gévaudan.

6 novembre 1605.

100. — A été aussi délibéré que les députés du Vivarais et de Mende seront assistés des syndics généraux poursuivant le contenu audit article et provision sur icelle obtenues, ils n'y puissent être contraints de payer à MM. les échevins et Heuris de Lyon, les arrérages de l'équivalent.

12 janvier 1616.

101. — Vu la réquête présentée par le sieur Jean Paullet, fermier de l'équivalent du diocèse de Gévaudan, disant que les habitans de St-Etienne de Valfrancesque, audit pays, refusant de lui payer le droit d'équivalent du vin de leur crû, sous prétexte de l'article couché dans les articles généraux de ladite afferme, contenant qu'il sera permis aux habitans de la ville du Puy, pays

de Velay et Gévaudan, auxquels il y a de vin de leur crû, qu'ils appellent vin prin ou verd, lequel ne se peut boire sans être mêlé de vin d'autre pays, iceux vins prins ou verds mêlés ou vendus en menu ou tenant assiette de buveurs, comme bon leur semblera, sans payer aucun droit, en payant le droit d'équivalent du vin d'autre pays étranger tant senlement qui aura été mêlé avec du vin verd, soit du crû ou acheté ; lequel refus ils font, de tant qu'ils en ont été déchargés par sentence des officiers ordinaires dudit lieu, confirmée par arrêt de la Cour des Aydes, le 7^e jour d'août dernier, du consentement des procureurs des parties, qui témoigne y avoir eu de l'intelligence entre les hôtes et habitans dudit lieu de St Etienne et le précédent fermier, qui sortoit de ferme le dernier dudit mois d'août, pour frauder les fermiers à venir ; ce qui revient au préjudice dudit Paulet et du pays, pour les années à venir. Suppliant, ledit Paulet, à cette occasion que le pays prenne son fait et cause et lui fasse valoir le droit d'équivalent, de tant même que plusieurs autres lieux dudit pays font le même refus. Vu ledit arrêt donné par la Cour des aydes, entre le fermier du trienne précédent et les consuls et hôtes dudit lieu de St Etienne, du consentement des parties, a été arrêté et conclu que le syndic général assistera ledit Paulet pour le faire jouir de sa ferme, comme ont fait ou du faire les précédents fermiers, conformément aux articles dudit équivalent.

16 mars 1617.

102. — Le sieur de Coussergue est entré à l'assemblée et a présenté une lettre de Mgr le duc de Montmorancy adressante aux Etats, par laquelle il donnoit

avis de l'entrée du sieur Dandrieu (1) dans le pays de Gévaudan, et comme il s'était saisi du lieu de Grèzes, qu'il fortifioit, et de la charge qu'il avoit donnée à M. le marquis de Portes d'arrêter les progrès dudit d'Andrieu et tailler en pièces ses troupes ; priant l'assemblée de vouloir délibérer sur ce fait, attendu l'importance d'icelui et pourvoir promptement au mal dont ce premier mouvement semble menacer la province, et de n'abandonner pas, en cette occasion, le bien du pays et repos d'icelui, ainsi lui donner moyen de se conserver sous l'obéissance du Roy contre les pernicious desseins des ennemis de sa Majesté.

Surquoi, il a été arrêté que mondit seigneur de Montmorancy sera très affectueusement remercié du soin qu'il a apporté pour maintenir cette province et pays sous l'obéissance de sa dite Majesté, et très humblement supplié, sur l'occasion présente, employer la force et se servir, à cet effet, des deniers du Roy, qui se trouveront dans la province et que du contenu en sadite lettre il en sera promptement donné avis à Mgr l'archevêque de Narbonne, pour en son Conseil être délibéré sur une affaire si importante. Et cependant enjoint au syndic Bardichon d'écrire au sieur de Pennautier, trésorier de la Bourse du pays, et consuls des villes principales defaillans, de venir à l'assemblée le plustôt que faire se pourra, pour pourvoir aux affaires présentes. Et pour aller voir mondit seigneur de Narbonne a été nommé le sieur Chevalier, député de la ville de Mende.

(1) Andrédieu.

17 mars 1617.

103. — Les Etats, au retour du sieur Chevalier, député de Mende, ayant vu la lettre à eux écrite par Mgr l'archevêque de Narbonne sur le sujet dudit Dandrieu, ont député Mgr l'évêque de Saint-Pons, l'envoyé du sieur baron de Clermont, et M^e Guillaume de Fieubet, député du diocèse de Toulouse, vers Mgr le duc de Montmorancy, pour le remercier, de la part de l'assemblée, de l'affection qu'il a témoigné, en cette occasion, au bien de la province, et le prier très humblement de vouloir continuer les mêmes faveurs en toutes occurrences ; et de plus, pour conférer avec ledit seigneur, particulièrement des moyens qu'il juge être et faire que la force en demeure au Roy, pour, après leur retour et sur leur rapport, y être délibéré.

3 juin 1617.

104. — Mgr de Montmorancy étant entré aux Etats, assisté de MM. les présidents De Faure, Delon et d'Alary, trésoriers généraux de France, commissaires desdits Etats, a représenté qu'il n'y a personne qui ne sache les mouvements qui ont été en Gévaudan, et comme ils avoient été apaisés par sa direction et ordre, et par le secours que le pays y avoit contribué, d'une part, et le diocèse de Mende et pays de Gévaudan, d'autre, que aussi par la prudence et valeur de M. le marquis de Portes, son oncle ; qu'il n'avoit rien fait sans l'avoir communiqué aux Etats, lesquels il avoit informé des desseins que les ennemis du Roy avoient de jeter la guerre dans ce diocèse et de là en toutes les autres de la pro-

vince ; que y ayant falu de grands fraix pour repousser les ennemis du Roy, ce diocèse s'est porté à en faire les avances par ses commandemens, qu'il a cru qu'en conscience et de devoir il étoit obligé de le représenter aux Etats, afin de disposer à les départir et égaliser sur tout le pays ; croyant que si ces dépenses sont ainsi faites, et que le pays demeure uni et que les autres diocèses assistent les autres en pareilles occurences, il est impossible que les perturbateurs du repos public puissent résister, même paraître en ce pays.

Et étant ledit seigneur sorti avec tous les autres sieurs commissaires, les lettres de l'évêque de Mende et des commis du pays de Gévaudan ont été lues, en date du 24 et 26 may dernier, touchant les foules par eux souffert, en ces derniers mouvemens. Ouy le sieur Chevalier sur le même fait, qui a requis l'assemblée de vouloir supplier Mgr le duc de Montmorancy de vouloir congédier neuf compagnies qui restent encore en pied dans leur dit diocèse, veu que le général de France jouit du bénéfice de la paix. Ouy sur ce aussi le sieur de Pradelles, consul de Marvejols, a été arrêté que messeigneurs les évêque de Saint-Pons et de Montpellier, MM. les barons de Villeneuve et Dambres, avec les capitouls de Toulouse, consuls de Montpellier, Carcassonne, Nîmes, Narbonne, Castres et Viviers seront priez voir l'emploi de la somme de 50,000 écus, à eux ci devant accordée, ensemble l'état des dépenses par eux faites, pour, sur leur rapport y être délibéré.

17 juin 1617.

105. — Comme aussi que ledit de Bardichon, syndic, et autres députés en Cour, poursuivant, devers Sa Majesté, le recouvrement tant de la somme de 17,000 écus par les Etats avancée, l'année dernière, pour le payement de la compagnie de Mgr le duc de Montmorancy, que d'autre somme de 7,500 écus avancée aux sieurs commis et syndic du diocèse de Mende, pour le payement et entretenement des troupes, tant de cheval que de pied, munitions et autres fraix faits au pays de Gévaudan pour le siège de Grèzes, duquel le sieur d'Andrieu s'étoit saisi, et la somme de 50,000 écus fournie par ledit pays au syndic du diocèse d'Alby, pour les dépenses par lui faites pour le siège de la ville de Lombers, de laquelle le sieur Panats'étoit saisi, y exerçant tous actes d'hostilité et ravages ; et tacherons de faire défalquer lesdites sommes des commissions qui sont envoyées annuellement, de la part de sa majesté, au pays afin d'être d'autant moins imposé l'année prochaine, et sera Mgr, supplié, tant par ledit seigneur président que par les dits députés étant en Cour, de vouloir assister lesdits députés en leurs justes poursuites et en moyener et procurer le remboursement comme ayant été ladite dépense faite par ses ordres et ordonnances et sous l'assurance, qu'il en a donnée au pays, du remboursement d'icelles.

17 novembre 1618.

106. — Le sieur Dolive, syndic, aiant représenté que l'adjudication de la ferme générale de l'équivalent du dernier trienne, auroit été baillée à Paulet, qui se

seroit réservé l'équivalent du diocèse de Mende, et lequel, pour prétendre non jouissance dudit équivalent d'aucuns villages dudit diocèse pendant les mouvements derniers, auroit obtenu arrêt du Conseil le 16 septembre 1617, par lequel il se fait décharger de la somme de 15,000 écus pour ledit prétendu dédommagement, et, sur ledit arrêt, auroit obtenu ordonnance des sieurs trésoriers de France, de la généralité de Béziers, le 13 juin dernier et 12 du présent mois, par lesquelles est fait défenses, au receveur général, d'expédier des contraintes contre ledit Paulet, et que le syndic général fera fonds et remplacera ladite somme ; qui est une surprise toute manifeste et contraire aux articles dudit équivalent. Surquoy, ouy les raisons discourues et ramenées par ledit sieur Dolive, et lecture faite des dites ordonnances, a été ordonné qu'il sera relevé appel, en ladite Cour des Aydes, des ordonnances desdits sieurs trésoriers de France, par le syndic du pays, et fera icelles casser et obtiendra provision du Conseil, pour se pourvoir contre lesdits arrêts.

23 décembre 1620.

107. — Sur le remboursement, requis par le syndic du pays de Gévaudan, des sommes ez quelles il a été condamné par divers arrêts de la Cour des aydes envers le sieur Daugier, prévôt général, pour les frais de la conduite de Coulondres Fautière, en vertu desquelles condamnations il a fait saisir et décréter ses biens d'autorité de la Cour, a été arrêté qu'il y sera délibéré aux Etats prochains. Et attendu que ledit sieur

d'Augier est en la présente ville, les Etats ont chargé le sieur Dolive, syndic, de le prier de surceoir ses poursuites.

dudit jour de relevée.

Les Etats ont chargé le syndic du diocèse de Mende de recouvrer l'état des sous fermes faites par Paulet, fermier de l'équivalent dudit diocèse, et autres actes qu'il pourra recouvrer, concernant ladite affaire, qu'il enverra au sieur de Lamothe, syndic général, incontinent après les Etats, pour leur servir au procès dudit Paulet au Conseil de sa majesté.

30 mars 1624.

108. — Ouy le rapport fait par le sieur de Guibert, capitoul de Toulouse, des actes qui lui ont été remis en mains par le sieur Seguin, député l'année dernière par la ville de Marvejols aux Etats tenus à Beauraire, qu'il auroit recouvert du mandement des Etats, pour servir en l'instance intentée au Conseil contre les hoirs de feu Paulet, ci-devant fermier de l'équivalent du diocèse de Mende ; et de tant qu'il auroit reconnu que les actes par lui rapportés n'étaient en due forme judiciaire pour pouvoir être employés en ladite instance, n'étant ces certificats faits par le sous fermier dudit diocèse, signés que par un simple officier ; et ouy sur ce ledit Seguin, qui auroit offert tous actes nécessaires pour faire rétracter l'arrêt obtenu par ledit Paulet contre le pays, en lui fournissant de mémoires et instructions de la forme que le pays désire, que les dites expéditions seront faites ; l'indemnisant des frais qu'il a faits et pourra

faire sur ce sujet. Et ouy sur ce ledit sieur de Lamothe, syndic, a été arrêté que lesdits consuls de Carcassonne et autres, ci devant députés, desquels sera baillé copie audit Seguin, signée par un des greffiers des Etats ; et, pour l'indemniser en partie des frais qu'il a fait ou pourra faire, à la réserve des expéditions desdits actes, lui a été accordé la somme de 220 livres 10 sols ; lesquels actes il remettra, le plutôt que faire se pourra, ez mains dudit sieur de Lamotte, syndic, en la forme portée par lesdits mémoires, de quoi il sera reconnu aux prochains Etats, comme aussi qui rapporteront des actes en forme, servant à la révocation dudit arrêt.

16 mars 1624.

109. — Le sieur de Lamotte, syndic général, a dit qu'il lui a été inthimé un arrêt du Conseil, du 14 mars dernier, obtenu par Pierre Barthélemy, fermier de l'équivalent du diocèse de Mende en pays de Gévaudan, contenant renvoy à la Cour des Aydes à Montpellier, pour être pourvu, comme elle verra être à faire pour raison, dans deux mois, ou le rabais de 10,000 livres d'une part, et 4,000 livres d'autre, que ledit Barthélemy prétend devoir lui être fait sur le prix de ladite ferme, suivant l'avis donné par MM. les trésoriers généraux de France. Surquoy, a été arrêté que le syndic général se présentera à ladite Cour, et en icelle demandera communication, tant dudit avis que des enquêtes faites pour obtenir ledit rabais, et donnera avis aux députés du diocèse de Mende à ce qu'ils travaillent à vérifier, soit par actes ou témoins, de ce que ledit Barthélemy a reçu de ladite afferme, soit en vertu de sous fermiers que par

les baux et quittances, et sera poursuivy, devers ladite Cour, communication au premier magistrat royal sur les lieux pour faire ladite vérification. Et attendu que le fermier général et aucuns sous fermiers de ladite ferme des dits droits de l'équivalent ont obtenu arrêt au Conseil portant décharge de grandes sommes du prix de leurs fermes, le pays non ouy, a été arrêté qu'il sera présenté requête au Roy et à nos seigneurs de son Conseil, à ce que le bon plaisir de sa majesté soit en conséquence du susdit renvoy, ordonner aussi qu'ils seront tenus de rapporter en ladite Cour des Aydes lesdits arrêts et décharge, afin que ledit pays puisse avoir communication des enquêtes qui ont été faites à la poursuite desdits fermiers, et icelles débattre, et que lesdits fermiers ne puissent avoir rabais que pour les véritables pertes qu'ils peuvent avoir faites en ladite ferme ; et cependant a été arrêté que les syndics et députés des diocèses commettront, aux dépens d'icelles, telles personnes qu'ils aviseront pour s'informer au vray de ce que lesdits fermiers ont tiré desdits droits, directement ou indirectement, et des lieux ou véritables ils n'ont pu tirer aucun droit, et à quel prix ils étoient ou souloient être affermés ; en seront expédiés tous actes qu'ils remettront et en donneront avis aux syndics généraux, chacun en sa sénéchaussée.

16 mai 1624.

110. — Les Etats délibérant sur le payement que le pays pourra être tenu de faire pour raison du rabais qu'aucun des fermiers de l'équivalent du trienne passé et courant ont obtenu, non obstant, environ la somme de

150,000 livres et sur autre rabais, qu'aucun des dits fermiers poursuivent encore sous de prétendues non jouissances, ont arrêté qu'il sera fait fonds par imposition aux Etats de la somme de 18,000 livres, et aux Etats prochains de la somme de 132,000 livres pour être payée aux receveurs généraux du pays, sur ce à quoi il pourra être légitimement tenu pour raison desdits rabais tant jugés qu'à juger, en attendant la vérification véritable en puisse être faite ; se réservant, ledit pays, de se pouvoir contre lesdits arrêts obtenus, et défendre aux poursuites qui se font contre les autres fermiers, d'autant que les enquêtes par eux faites ont été faites sans que le pays aye contesté ; a été arrêté que tant messeigneurs les commissaires que MM. les trésoriers généraux de France seront suppliés d'accorder audit pays la surcéance du paiement de ce à quoi il pourra être tenu, pour raison desdits rabais, jusques à ce que la vérification véritable en puisse être faite, le pays ouy. A été arrêté qu'aux prochaines assiettes il sera commis, en chaque diocèse, des personnes pour faire exacte recherche des non jouissances véritables desdits fermiers et de ce qu'a été payé du prix desdites fermes, et pour la délivrance des baux et droit prétendu de quittance et de ce que les sous fermiers pourroient avoir payé aux fermiers principaux des diocèses et manderont les actes en diligence aux syndics généraux auxquels est enjoint de faire surceoir à toutes poursuites nécessaires, tant au Conseil qu'en la Cour des Aydes et ailleurs ou besoin sera, pour être déchargés desdits rabais. Et en cas lesdits diocèses négligeroient de satisfaire à la présente délibération, seront tenus de porter en pure perte

les rabais qui en auroient été faits ou seront adjugés auxdits fermiers pour leur diocèse, sans que le pays les en relève.

20 mai 1624.

111. — Et sur ce qui a été représenté par le syndic général de Lamamie et de la difficulté que MM. les trésoriers généraux de France, de cette généralité, font de donner leur ordonnance portant surcéance des sommes dues à cause du rabais de l'équivalent, ont été députés pour parler avec lesdits sieurs : Mgr l'évêque d'Allet, M. le comte de Rieux, le sieur Dabadie, consul de Carcassonne, et consul de la ville de Lavaur, et, en cas ils ne pourroient obtenir la surcéance aux conditions portées par lesdites délibérations, supplieront Mgr de Montmorancy les assister de sa faveur en cette partie.

16 avril 1625.

112. — Ayant été rapporté à l'assemblée que le sieur de Barthélemy, fermier de l'équivalent du diocèse de Mende, étant venu en cette ville à la prière du syndic général et sur la foi publique des Etats aviser de terminer amiablement le procès qu'il a avec le pays, auroit été constitué prisonnier aux prisons royaux de la viguerie de cette ville, en vertu d'une certaine contrainte du sieur Lauriol, receveur général des finances. Les Etats ont député le sieur baron de Peyre et de Roqueirols, 1^{er} consul de Béziers, pour aller présentement élargir ledit Barthélemy desdites prisons, et, en cas d'empêchement, prier Mgr de Montmorancy de vouloir leur faire donner main forte pour la conservation des privilèges et libertés du pays.

15 mai 1627.

113. — MM. les vicaires généraux de Mirepoix et Montauban, envoyés de Vauvert et Florensac et autres sieurs députés à vérifier les remplacements de l'équivalent prétendus par les receveurs généraux des finances de Toulouse et Béziers, à cause du rabais obtenu par les fermiers d'aucuns diocèses, ont rapporté avoir vérifié que le pays demeure condamné par arrêt de la Cour des Aydes, du 20 juillet 1626, envers le fermier de l'équivalent du diocèse de Nîmes, du trienne fini le dernier août 1624, en la somme de 66,871 livres 4 sols 6 deniers ; et envers celui du trienne courant, en la somme de 12,000 livres, par arrêt de la Cour du 27 février dernier, envers le fermier du diocèse de St Pons du même trienne courant, la somme de 900 livres, par arrêt de la Cour du 23 décembre 1626 ; envers le fermier du diocèse de Mende, du trienne fini le dernier août 1624, en la somme de 8,000 livres par arrêt de la Cour des Aydes du 14 septembre 1625 ; envers le fermier du diocèse du Puy, du trienne fini le dernier août 1621, en la somme de 3,600 livres, par arrêt de la Cour du 12 février 1627 ; envers le fermier du diocèse de Castres, du trienne courant, en la somme de 11,145 livres 15 sols, par arrêt de la Cour des Aydes du 28 janvier dernier ; envers le fermier du diocèse de Lavaur, du trienne courant, en la somme de 4,800 livres, par arrêt de la dite Cour des Aydes du 24 décembre 1626, et envers le fermier du diocèse d'Albi, du trienne courant, en la somme de 7,000 livres, par arrêt de la Cour des Aydes, du 9 février dernier ; revenant toutes les condamnations, en

total, à la somme de 121,316 livres 19 sols 6 deniers.

Ont dit aussi lesdits sieurs députés avoir prié, de la part des Etats, MM. les trésoriers généraux de France, de cette Généralité de Béziers, et M. de Montesquieu, de la Généralité de Toulouse, qui est l'un des sieurs commissaires, président pour le Roy aux Etats, de vouloir faire surceoir aux contraintes desdits sieurs receveurs généraux pour cette année, touchant le remplacement de ladite somme, afin de donner temps au pays de se pourvoir contre lesdits arrêts de condamnation, et que lesdits sieurs trésoriers de France auroient dit ne pouvoir accorder entièrement, mais qu'en imposant cette année la somme de 50,209 livres 14 sols 6 deniers pour ce qui regarde la Généralité de Béziers, et 11,145 livres 15 sols 6 deniers, ils accorderaient la surcéance du surplus pour cette année, montant 59,861 livres 9 sols 11 deniers. Surquoi il a été délibéré qu'il sera imposé, la présente année, la somme de 61,355 livres 15 sols pour être remplacés, savoir : à la recette générale de Toulouse 11,345 livres 1 sol, et, en celle de Béziers, le surplus qui est de 50,209 livres 14 sols 6 deniers ; de laquelle dernière somme le receveur général de la dite Généralité de Béziers, qui était en exercice en l'année 1621, prendra 8,586 livres 10 sols ; celui de l'année 1622 : 29,822 livres 14 sols 6 deniers ; et celui de l'année 1625 : 8,000 livres ; et celui qui étoit en exercice, l'année dernière, 1626 : 4,000 livres, sans que, pour cette imposition et remplacement, les Etats entendent préjudicier aucunement au droit qu'ils ont de répéter lesdites sommes sur lesdits sieurs fermiers et de se pourvoir contre les susdits arrêts de condamnation ; ce que par exprès les Etats se réservent, et l'assemblée charge très

expressément les syndics généraux de prêter toute sorte de scin et diligence possible, durant le cours de l'année, à poursuivre et obtenir le retractement des susdits arrêts, à la décharge du pays, des susdites condamnations, partout où il appartiendra.

24 juillet 1629.

114. — Requéran le sieur Destreits, premier consul de Mende, ouy le sieur de Lamotte, syndic général, touchant le payement des rentes et pensions constituées, sur les deniers du Roy, de l'aide, octroy et équivalent, à certains particuliers qui est acroché par MM. les trésoriers de France, jusques à ce que lesdits particuliers ayent fait foi de leurs titres desdites constitutions de rente, quoi qu'ils en ayent jouy paisiblement par longues années ; a été délibéré que le syndic général les assistera en leurs poursuites, sans constituer le pays en fraix, tout de même qu'il a été résolu, par délibération du 25 may dernier, en faveur de ceux du pays de Velay.

31 juillet 1629.

115. — Sur ce qui a été représenté par le sieur Rech, trésorier de la Bourse, qu'ayant M^e Jean Roux, receveur des tailles du diocèse de Mende, retenu par ses mains la somme de 13,880 livres 6 sols 6 deniers du pays, imposés sur ledit diocèse l'année dernière, en vertu des arrêts par lui obtenus contre ledit pays, les 8 avril, 30 août et 28 septembre 1628, le fonds se trouvant court d'autant, il se trouve vexé par les assignés sur la dite imposition ; requérant lui être fait fonds de pareille

somme pour être employée à leur paiement ; a été délibéré que, sans préjudice de restitution de ladite somme laquelle le syndic général a été chargé de poursuivre contre ledit Roux, qu'il sera imposé la présente année pareille somme de 15.880 livres 6 sols 6 deniers, pour être convertie au paiement desdits assignés par ledit trésorier de la Bourse du pays.

18 mai 1632.

116. — Le sieur Chevalier, premier consul et député de Mende, a remis l'extrait de la délibération prise au Conseil général de ladite ville le 12 de ce mois, portant que celle des Etats, du 4 dudit mois, touchant le département des impositions, sera gardée inviolablement en ladite ville et diocèse. A remis aussi la lettre écrite, à mesmes fins, aux Etats par Mgr l'évêque de Mende, du 15 dudit mois, dont lecture a été faite en pleine assemblée.

22 juillet 1632.

117. — Ayant le sieur Chevalier, premier consul et député de Mende, supplié l'assemblée de le congédier pour dix ou douze jours afin d'aller remédier à quelques affaires importantes de ladite ville, il en a été refusé et au contraire les Etats lui ont fait très expresses défenses de désemparer de l'assemblée jusques à la fin d'icelle, attendu que ses trois collègues sont en la ville de Mende, qu'il n'a point d'assesseur en cette assemblée comme les consuls des autres villes, et que le sieur de Prades, diocésain de Mende est malade, ne pouvant à cause de ce entrer en ladite assemblée.

17 décembre 1634.

118. — Sur les plaintes faites par les consuls de la ville de Mende, de ce que après avoir obtenu, avec grande peine, des arrêts du Conseil, portant permission d'imposer certaines parties pour le payement des créanciers dudit diocèse lesdites parties ayant été imposées et levées, et lesdits créanciers payés par main du sieur de Laroche, receveur des tailles du diocèse, qui étoit en exercice, ledit sieur faisant état de son administration devant les sieurs trésoriers de France, et rapportant les quittances desdits créanciers, lesdites parties lui auroient été rayées, et ordonné qu'il les remettoit dans la recette générale, avec contrainte par corps, sauf son recours contre les parties prenantes, auxquelles lesdits arrêts du Conseil les avoient destinées ; ce qui est du tout extraordinaire et grandement dédommageable que les sommes imposées pour le payement des dettes, en vertu des arrêts du Conseil et payées suivant ledit ordre, soient après cela, par violentes exécutions retirées des mains desdits créanciers et remises dans la recette générale, frustant ainsy ledit diocèse du fruit dudit payement et lui remettant sur les bras les créanciers qui ont de nouveau fait assigner le syndic dudit diocèse. Ouy sur ce le sieur de Lamamie, syndic général, a été arrêté que sa majesté sera très humblement suppliée d'ordonner auxdits sieurs trésoriers de France, d'allouer lesdites parties dans l'état dudit sieur de Laroche, receveur du diocèse de Mende, et que doresnavant toutes les sommes imposées par permission du Roy, pour le payement des créanciers, leur seront payées par les receveurs des

tailles, sur leurs simples quittances, et que lesdits payemens seront alloués auxdits receveurs dans l'état qu'ils feront devant lesdits sieurs trésoriers de France, en rapportant les quittances desdits créanciers.

18 novembre 1634.

119. — Vu le traité fait, par les députés du pays, en Cour, avec Laurens Ardon, bourgeois de Paris, le 51 jour de may dernier, de la vente et aliénation de la propriété du droit d'équivalent ; l'arrêt du Conseil du 17 juin en suivant, par lequel le Roy approuve, autorise et homologue ledit traité et ordonne qu'il sera exécuté, gardé et observé ores et à l'avenir l'édit du mois de juillet aussi dernier, en conséquence d'autre du mois de février 1653, pour la vente et aliénation dudit droit. Les Etats, après plusieurs conférences et concertation, grande et mure délibération, ont approuvé, confirmé et ratifié ledit traité et délibéré, conclu et arrêté qu'il sortira son plein et entier effet, et que tout le contenu en icellui sera gardé, entretenu et exécuté de point en point selon sa forme et teneur.

24 novembre 1634.

120. — Messieurs les évêques de Montpellier et Lodève, MM. les barons de Magalas et de Fabrezean et autres sieurs députés pour porter à MM. les commissaires du Roy les plaintes de M. le capitoul de Toulouse, touchant l'adresse des commissions des impositions qui doivent être faites en ladite ville et celle de plusieurs autres sieurs députés, des entreprises et nouvelletés qui

sont faites et introduites sur les libertés des diocèses contre l'ancien ordre d'icelles et des abus et oppressions que commettent en la recherche des gabelles, et exécutions du nouvel bail d'icelles. Les commissaires députés par la Cour des Aydes et finances de Montpellier et leurs subdélégués, ont rapporté à l'assemblée que sur les remontrances par eux faites, de la part des Etats, auxdits sieurs commissaires sur les divers sujets de leur députation ; lesdits sieurs ont fait reponse pour le regard de l'adresse des commissions des impositions de la ville de Toulouse, que dans un mois ils auroient volonté du Roy, et cependant qu'il ne sera rien innové ; que pour le rétablissement en l'entrée des assiettes des diocèses d'Alby et de Mende de ceux que de tout temps avoient eu cette faculté, sans contredit, et que néanmoins en avoient été exclus l'année dernière par les commissaires principaux, sous prétexte de ce qu'ils n'étoient compris et nommés dans l'état des frais et dépenses ordinaires desdits diocèses, arrêté au Conseil du Roy, le 19 avril dernier, qu'ils en ordonneront le rétablissement à l'avenir, à la charge d'entrer et assister auxdites assiettes, sans aucuns frais ni taxations ; qu'ils fairont défenses auxdits commissaires principaux de s'ingérer à faire signer aucuns mandemens et ordonnances pour la distribution des deniers du fonds qui est dans ledit état des dépenses ordinaires, sinon pendant la tenue de l'assiette ez villes où il n'y a point de bureaux de finances ; qu'ils ordonneront aussi, suivant la volonté du Roy, que les impositions qui devront être faites sur les diocèses par lettres patentes de Sa Majesté, duement scellées, contrôlées et consenties aux Etats, seront faites sans l'attache desdits trésoriers de France ; qu'ils fairont très ex-

presses défenses auxdits diocèses d'imposer aucunes
- sommes par dessus les commissions qui émaneront des
Etats, si les lettres d'assiette n'en ont été préalablement
présentées et délibérées aux Etats généraux de ladite
province ; qu'ils enverront leurs instructions auxdits
commissaires principaux des assiettes ainsy qu'il a été
fait de tout temps ; desquelles instructions ils feront dé-
livrer un extrait, signé de M^e Pierre Guilleminet, leur
greffier, aux députés desdits diocèses, pour les porter et
faire voir aux prochaines assemblées des assiettes, afin
de tenir la main à l'observation d'icelles et empêcher
que lui soit contrevenu.

29 novembre 1636.

121. — Le sieur du Buisson, syndic du diocèse
de Mende, ayant remontré que les receveurs des tailles
dudit diocèse divertissant à leur profit partie des som-
mes imposées pour les intérêts des créanciers dudit dio-
cèse. sous prétexte de se rembourser de l'augmentation
des épices que la Cour des Comptes, Aides et finances
de Montpellier prend sur lesdits receveurs, pour la ré-
dition des comptes des deniers extraordinaires dont ledit
diocèse ne leur a point voulu faire fonds. Même plainte
ayant été faite par le sieur Capelle, syndic du diocèse
de St-Papoul, les receveurs du diocèse ayant accoutumé
de retenir par leurs mains, sur le fonds du syndic, l'aug-
mentation desdits épices ; à quoi il était bien nécessaire
pourvoir. Ouy sur ce le sieur de Lamamie, syndic gé-
néral, a été arrêté que les députés du pays, en Cour,
poursuivront, devers sa majesté, la révocation de l'aug-
mentation desdits épices, attendu que par les traités

faits entre le pays et la Chambre des Comptes dudit Montpellier, il est expressément porté que les épices des comptes des deniers extraordinaires ne pourront être augmentés pour quelque cause que ce soit.

15 novembre 1639.

122. — Comme aussi a été arrêté que par les députés du pays, en Cour, Sa Majesté sera très humblement suppliée de révoquer l'édit portant que le pays de Gévaudan sera ressortable du présidial de Rodez, divisant par ce moyen la province.

dernier février 1646.

123. — A dit encore ledit sieur de Joubert, que le sieur Roux, receveur des tailles du diocèse de Mende, rendant compte de son maniement de l'année 1645, en la Cour des Comptes, aydes de Montpellier, il se seroit trouvé reliquataire de 400 et tant de livres, laquelle somme le sieur Eustache, auditeur en ladite Cour, auroit fait banir et arrêter, sous prétexte que ledit diocèse lui a accordé la somme de 600 livres pour un voyage par lui fait en la ville de Lyon, pour les affaires du diocèse. Mais parce que, par les arrêts du Conseil, les deniers imposés ne peuvent être divertis ni employés à aucuns usages qu'à ceux auxquels ils ont été destinés, et que ledit Eustache ne peut prétendre le paiement de la somme de 600 livres qu'après la vérification d'icellé et lorsque le diocèse en voudra faire l'imposition en huit années, conformément à l'arrêt du Conseil ; a été arrêté que le syndic général présentera requête à MM. les

commissaires présidents pour le Roy, en cette assemblée, pour demander la main levée desdits deniers saisis au préjudice des arrêts du Conseil et de l'ordre de la province.

29 mai 1647.

124. — Mgr l'évêque de Mende a représenté que l'année dernière ayant reçu ordre et commandement exprès du Roy, par ses lettres closes du 12 janvier de ladite année, de convoquer les Etats particuliers et assiettes de son diocèse en la ville de Chanac, il auroit fait faire ladite convocation en la forme ancienne et accoutumée, ensuite de laquelle la plus grande partie des députés de tous les ordres dudit pays qui ont entrée auxdits Etats se seroient rendus en ladite ville de Chanac, où toutes les choses qui y furent proposées auroient été résolues et consenties par un suffrage unanime des assistants; au préjudice desquels ordres de sa Majesté, bien et duement signifiés, certains particuliers auroient entrepris, de leur autorité, de faire une autre convocation d'Etats en la ville de Marvejols, et, sans président légitime, sans commissaire principal ni sans commission, fait département des deniers de la taille et autres; envoyé les mandes dans toutes les communautés dudit diocèse, et mis une telle confusion partout, que la levée des deniers du Roy en auroit été retardée et les peuples réduits en état d'en refuser le paiement. De quoi, Sa Majesté aiant été informée, par son arrêt du 19 avril 1646, auroit validé la convocation desdits Etats faite audit lieu de Chanac et ordonné que toutes les choses qui y avoient été résolues seroient exécutées et auroient

leur plein et entier effet, avec deffenses à tous ceux qui avoient assisté à l'assemblée de Marvejols d'exécuter les délibérations prises en iceluy, et à toutes personnes d'y avoir aucun égard. Et depuis, par autre arrêt, auroit ordonné à M. l'Intendant de la justice en la province, d'informer dudit attentat qui va directement contre les ordres du Roy. Ledit seigneur évêque a requis l'assemblée d'y pourvoir et d'en prévenir les conséquences et d'ordonner au syndic général d'intervenir en cette cause partout où besoin sera et d'avertir le greffier pour le Roy, aux Etats, de prendre garde que son commis ne baillie à l'avenir les commissions pour l'imposition des deniers ou des extraits d'icelles signés, ou non signés, à autres personnes qu'aux syndics des diocèses ou autres commissaires principaux qui y sont envoyés pour la tenue des assiettes particulières.

Surquoi, a été arrêté que le syndic général intervien-
dra sans fraix partout où besoin sera, en toutes les instances mûes et à mouvoir pour raison de ce, contre lesdits particuliers qui ont fait telles convocations en ladite ville de Marvejols, et le greffier du Roy exhorté de ne souffrir que son commis expédie à l'avenir les commissions pour l'imposition des deniers ordinaires et extraordinaires, ni en bailler des extraits signés ou non signés à autres personnes qu'aux syndics des diocèses ou communautés principaux qui y sont envoyés pour la tenue des assiettes particulières.

18 mars 1648.

125. — Sur les plaintes qui ont été faites par les habitants de Luc et Pranlac, au diocèse de Mende, de

ce que les étapes étant établies dans lesdits lieux, on vouloit contraindre les habitants d'iceux d'en faire les avances quoique ce soit au diocèse d'y pourvoir ; A été délibéré que ni les lieux de Luc ni Pranalat ne pourront être contraints de faire lesdites avances ni pas un autre lieu de la province où ladite étape pourrait être établie, et que les commissaires des assiettes pourvoient à ladite dépense, les diocèses étant obligés d'en faire les avances.

30 mars 1648.

126. — Sur ce qui a été représenté par le bailli du Gévaudan, sous de prétentions imaginaires, prétendoit s'ingérer dans l'assiette de Mende, et que sur le refus qui lui en avoit été fait par les députés dudit diocèse, s'étoit adressé par devant M. de Breteuil, intendant de cette province, pour connaître de leur différent ; ce qui est tout à fait contre les ordres de cette assemblée et règlement du diocèse ; a été délibéré que MM. les députés, qui ont été déjà nommés pour voir MM. les commissaires du Roy, leur en feroient plainte et les prieront de laisser et maintenir les diocèses dans leurs anciennes coutumes et privilèges.

En suite de quoi, sur les plaintes que le syndic de Gévaudan a fait, que M. le baron d'Entraigues, baillif dudit pays, l'avoit extrêmement maltraité de paroles et sous prétexte d'un acte de justice qu'il luy avoit fait faire, ce qui blesse entièrement la liberté de cette assemblée, qui a toujours maintenu de sa protection ceux qui l'ont composée ; a été délibéré que, si dans 24 heures, le sieur d'Entraigues ne satisfait ledit sieur syndic de Gévaudan, on en portera les plaintes à MM. les commissaires présidant pour le Roy.

4 novembre 1650.

127. — Sur la requête présentée par M. Aldebert Aldin, docteur ez droits, qu'ayant assisté l'année dernière aux Etats en qualité de consul de la ville de Marvejols, ses journées et vacations auroient été imposées et levées par M^e Roux, receveur du diocèse de Mende, lequel refuse de lui en faire le payement, sous prétexte de certaine saisie faite, en ses mains, d'autorité du parlement, à la requête des curateurs des hoirs d'Antoine Vachery ; mais d'autant que ce sont des deniers privilégiés, que par les propres termes de l'édit du mois d'octobre 1649, portant révocation de celui de Béziers, ne peuvent être saisis ni arrêtés pour quelque cause et occasion que ce soit ; requeroit qu'il plut à l'assemblée l'assister de sa protection. Ouy sur ce le sieur de Lammie, syndic général, a été arrêté que lorsque ledit Aldin poursuivra la cassation de ladite saisie, le syndic général l'assistera de son intervention, et cependant que ledit Roux, receveur, délivrera audit Aldin, au premier commandement, toutes et chacunes les sommes qui ont été imposées pour ses journées et vacations, moyennant quoi il demeurera valablement déchargé ; autrement, et faute de ce faire, il sera privé du recouvrement des deniers extraordinaires, la première année qu'il sera en exercice ; enjoignant aux commissaires principal et ordinaires, consuls et députés de l'assiette du diocèse de Mende, de tenir la main à l'exécution de la présente délibération, à peine d'en répondre en leurs propres et privés noms.

6 novembre 1650.

128. — Sur ce qui a été représenté par le sieur Chevalier, syndic du pays de Gévaudan que, quoique par plusieurs arrêts du Conseil il soit inhibé et défendu à MM. de la Cour des Comptes, Aydes et finances de Montpellier de prendre plus grandes épices pour la reddition des comptes des deniers extraordinaires que celles qui sont portées par le traité qu'ils ont fait avec la province, en l'année 1612, avec défenses de les augmenter, néantmoingz la dite Cour continue tous les jours ladite augmentation et contraignent les receveurs au payement d'icelles ; ce qui va à la foule des diocèses qui sont par ce moyen obligés d'en faire fonds aux receveurs. Même plainte ayant été faite par les députés du diocèse du Puy, tant desdites épices de la Cour des Comptes et des trésoriers de France, pour lesquelles les receveurs dudit diocèse demandent leur être fait fonds annuellement de la somme de 1,500 livres. Ouy le sieur de Lamamie, syndic général, a été arrêté que défenses seront faites auxdits diocèses du Puy et Mende et autres, de cette province, de faire aucun fonds pour l'augmentation desdites épices, et si pour raison de ce que les syndics desdits diocèses étoient vexés ou molestés, le syndic général interviendra aux instances qui en seront formées et y fera toutes poursuites nécessaires.

Comme aussi a dit le sieur Chevalier que le diocèse de Mende n'eut jamais fait aucun fonds pour les épices de MM. les trésoriers de France de Montpellier, n'est ce pourtant que depuis le mois d'octobre 1632, lesdits sieurs trésoriers, étant commissaires des assiettes, au-

roient introduit audit diocèse de Mende de faire un fonds annuellement de 424 livres 7 sols pour lesdites épices, lesquelles ils ont depuis augmenté jusques à 500 livres; pour le payement desquelles ils contraignent les receveurs dudit diocèse, et, par même moyen, les députés, à leur en faire fonds dans les assiettes. A suite de quoi auroit été fait plainte par le député du diocèse de Rieux de ce que MM. les trésoriers de France de Toulouse veulent contraindre le greffier de leur diocèse à remettre, dans leur bureau, copie du procès verbal de l'assiette, ensemble les départements faits en icelle des sommes tant ordinaires qu'extraordinaires contre les arrêts du Conseil et délibération de cette assemblée. Surquoi, il a été arrêté que, par Mgr l'évêque d'Uzès, M. le baron de Vilieneuve, les sieurs capitouls de Toulouse et consul de Carcassonne, il en sera parlé à MM. les commissaires présidents pour le Roy, du Corps desquels il y a des trésoriers de France, afin qu'il leur plaise de faire cesser le droit qu'ils ont de prétendre lesdites épices et de prétendre ladite remise des assiettes, pour y être après délibéré.

28 août 1651.

129. — Le sieur Chevalier, syndic de Gévaudan, a représenté que M. de Picheron d'Entraigues, se disant bailli pour le Roy audit pays, a prétendu souventesfois, en la susdite qualité, que la convocation et tenue des Etats particuliers dudit pays étant, selon son sentiment, un cas purement royal, elle lui appartenait en seul, et qu'il étoit seul en droit d'y présider et à toutes les assemblées qui se font audit pays, tant pour les imposi-

tions que autrement, à l'exclusion des officiers de Mgr l'évêque de Mende, quoique la justice du bailliage dudit pays soit exercée par eux alternativement et par années, et que de tout temps ils aient eu à leur tour entrée et assistance auxdits Etats particuliers et assiette, au veu et sceu dudit sieur d'Entraigues et de ses prédécesseurs. Aussi ayant essayé diverses fois obtenir au Conseil ou par devant MM. les commissaires présidents pour le Roy aux Etats de la province, que quelque arrêt ou ordonnance qui lui attribuait l'avantage qu'il poursuivait, il n'a peu jamais en venir à bout ; ce qui l'obligea, en l'année 1649, de recourir au Parlement de Toulouse et d'y former une instance contre lesdits seigneur de Mende et ses officiers. De quoi, cette compagnie aiant été informée par le sieur de Lamamie, syndic général de la province, et ayant reconnu que cette poursuite choquoit grandement ses privilèges et son autorité, puisque c'est à elle seule de régler tous les différends qui regardent l'ordre des Etats particuliers et assiettes des diocèses, et qu'il importoit grandement au repos de la province que les réglemens et usages anciens pour la tenue desdits Etats et assiettes fussent perpétuellement observés ; le 5 novembre 1649, elle prit une délibération solennelle portant qu'à la diligence du syndic général de la province, il serait incessamment poursuivi arrêt au Conseil, par lequel il seroit fait inhibition et défenses tant au parlement de Toulouse qu'à la Cour des Aydes de Montpellier, de prendre connaissance dudit affaire, comme s'agissant d'un règlement qui regarde les Etats et assiettes de la province, dont l'assemblée est seule compétante, et cependant que ledit syndic interviendrait en ladite instance pour demander le renvoy à l'assem-

blée, suivant les règlements et arrêts du Conseil ; mais le sieur d'Entraigues ayant jugé que la conjoncture du temps et des troubles de la province lui pourroit être favorable, il a obtenu audit parlement un arrêt du 14 juin dernier, sur la requête de M. le procureur général, par lequel il est ordonné que ledit sieur d'Entraigues, en qualité de bailli, pour le Roy, du pays de Gévaudan, jouira de la faculté de convoquer les Etats dudit pays et présidera aux assiettes, à l'exclusion du prétendu bailli du seigneur évêque de Mende. En quoi ledit parlement lui attribue deux choses, que jamais un bailli, soit du Roy ou du seigneur évêque, n'a jamais eu ni droit de prétendre et qui n'ont jamais été contestées à Mgr l'évêque. Que si l'arrêt dudit parlement de Toulouse avait lieu, il porteroit une confusion étrange dans ledit pays et un changement entier de ses privilèges et usages. Et d'autant qu'il a été donné sans connaissance de cause et sans ouïr parties et au préjudice des droits de la province et des délibérations ci-devant prises dans cette assemblée, ledit sieur Chevalier l'a très humblement suppliée d'y pourvoir par sa prudence et empêcher, à l'avenir l'effet de semblables entreprises.

Surquoi, l'affaire mise en délibération, a été unanimement arrêté que les délibérations ci devant prises sur les differents du sieur d'Entraigues et de Mgr l'évêque de Mende et ses officiers, pour raison de l'entrée et assistance aux Etats particuliers et assiettes du diocèse de Mende et pays de Gévaudan, seront ponctuellement exécutées en tous ses chefs par le syndic général de la province, lequel, outre ce, poursuivra incessamment, au Conseil, un arrêt portant cassation de celui du parlement

de Toulouse, du jour 13 juin dernier, donné sur la requête de M. le procureur général en faveur dudit sieur d'Entraigues.

14 décembre 1651.

130. — Sur ce qui a été représenté par le sieur Chevalier, syndic du pays de Gévaudan, que le sieur Picheron d'Entraigues, bailli pour le Roy audit pays, a obtenu par surprise un arrêt du Conseil qui confirme celui par lui donné en sa faveur au parlement de Toulouse, le 13 juin dernier, duquel les Etats avoient donné charge au syndic général de poursuivre la cassation audit Conseil par leur délibération du 22 août dernier. Et d'autant que l'assemblée, par leur dite délibération et autres ci devant prises sur ce sujet, a déjà reconnu que s'agissant en cette affaire d'un règlement pour la convocation et présidence des Etats particuliers et assiettes dudit pays, lesdits arrêts blessent non seulement l'intérêt de Mgr l'évêque de Mende, mais encore l'autorité, pouvoir et liberté de l'assemblée qui seule est en droit de connaître les différends de cette nature, comme il a été préjugé par plusieurs arrêts du Conseil, il seroit de la dignité des Etats dy pourvoir par leur prudence. L'affaire mise en délibération, a été unaniment résolu qu'en renouvelant toutes les délibérations ci devant prises par cette assemblée, tant en l'année présente que précédentes sur le sujet des prétentions dudit sieur d'Entraigues, le syndic poursuivra par toutes voyes par devant le Roy et nosseigneurs de son Conseil la cassation et révocation tant dudit arrêt du parlement de Toulouse, du 13 juin dernier, que de celui du Conseil qui le con-

firme, ensemble de tous les autres arrêts qui en ont été ou seront ci-après donnés sur ce sujet contre l'intention desdites délibérations. A été arrêté que MM. les députés en Cour appuieront lesdites poursuites, de leurs instantes sollicitations et feront entendre à sa Majesté le grand intérêt que la province prend à cette affaire, même en faisant article exprès dans le cahier des doléances.

dudit jour.

Sur ce qui a été représenté par le sieur de Joubert, syndic général, que bien que par les délibérations des Etats et ordonnances de MM. les commissaires présidents pour le Roy en ladite assemblée, il seroit enjoint aux diocèses de la province d'imposer les vacations extraordinaires de leurs députés aux Etats, et que même, par délibération du 5 novembre 1650, il ait été résolu qu'à faute par le diocèse de Rieux d'y avoir satisfait à l'égard du sieur Tilhol, son diocésain, aux Etats tenus à Montpellier en l'an 1649, ledit Tilhol seroit reçu aux prochains Etats jusques à ce qu'il fut entièrement payé; néantmoins il a été averti que ledit diocèse de Rieux et autres de la province s'obstinent à contrevenir auxdites délibérations et ordonnances de MM. les commissaires; à quoi il est important de pourvoir par l'autorité de l'assemblée, dont les ordres et réglemens doivent trouver une obéissance aveugle dans les diocèses comme ses subalternes. Surquoi, il a été arrêté que les députés du diocèse de Rieux et autres de la province, qui ont assisté aux Etats, seront payés, par les diocèses, de leurs vacations extraordinaires, autrement et faute de ce faire lesdits députés seront reçus aux prochains Etats en vertu

de la présente délibération qui leur tiendra lieu de procuration, à la place de ceux qui seront en droit d'y venir, et que MM. les commissaires présidents pour le Roy seront priez de donner leur ordonnance, ainsi qu'il a été pratiqué les années précédentes.

22 décembre 1653.

131. — En suite de quoi le sieur de Joubert, syndic général, a dit qu'il y avoit un grand procès entre Mgr l'évêque de Mende, son diocèse, et M. d'Entraigues, voulant entrer dans l'assiette dudit diocèse, comme baillif du Gévaudan ; qu'il seroit de la dignité de cette assemblée de faire renvoyer cette affaire par devers elle, en vertu de ses lettres patentes, qui lui attribuent connaissance et juridiction sur pareils différends.

Surquoi, il a été arrêté que MM. les commissaires présidents pour le Roy seront priés de vouloir écrire à la Cour pour faire renvoyer la dite affaire par devant l'assemblée, et Mgr l'évêque de Laval a été prié de les voir de sa part à cet effet.

23 dudit mois.

132. — Mgr l'évêque de Laval a dit que, conformément à l'ordonnance qu'il avoit reçue de cette assemblée, il avoit vu MM. les commissaires Présidents pour le Roy et les avoit priez de sa part vouloir écrire au Conseil pour faire renvoyer l'affaire qui étoit pendante en iceluy, sur la prétention de M. d'Entraigues d'entrer à l'assiette de Mende comme bailli de Gévaudan ; lesquels lesdits sieurs commissaires lui avoient répondu

qu'ils sy employeroient de toutes leurs forces et en écriroient aussi favorablement qu'il leur seroit possible, et que dans toutes les rencontres ils seroient ravis de pouvoir témoigner à cette illustre compagnie la passion qu'ils avoient de la servir.

17 janvier 1654.

133. — Sur les plaintes qui ont été faites par le sieur Chevalier, syndic du diocèse de Mende, des excessifs droits de quittance que prenoient les receveurs de son diocèse, faisant payer jusques à 7 livres 10 sols aux collecteurs, sous prétexte d'avoir financé pour ledit droit qui n'alloit, auparavant l'édit de Béziers, qu'à 32 sols, suppliant l'assemblée, par sa prudence et protection ordinaire qu'elle a coutume de donner aux diocèses qui ont l'honneur de dépendre de cet illustre Corps, de vouloir porter les remèdes nécessaires pour faire cesser tels et semblables droits.

Surquoi, il a été délibéré et arrêté que l'affaire étant de très grande importance, les droits d'augmentation de quittance que prennent lesdits receveurs depuis l'édit de Béziers et les raisons pourquoi seront soigneusement examinées, et pour le tout étant rapporté à cette Compagnie y être murement délibéré. Et pour cet effet ont été nommés Mgr l'évêque de Lavaur, M. le baron de Ganges, les sieurs consuls de Carcassonne et Narbonne.

SOMMAIRE.



134. Condamnation de divers individus auteurs de nombreux méfaits. — **135.** Le baron de Cénaret se plaint de n'avoir pas reçu sa lettre de convocation pour se rendre à l'assemblée des Etats. — **136. 138 à 147. 155.** Equivalent. Plaintes des engagistes, contestations au sujet de l'adjudication ; différend avec le prince de Conti. — **137.** Débats entre l'évêque de Mende et le baron d'Entraigues au sujet de l'entrée et séances aux Etats du Gévaudan. — **148.** Dépenses pour la prise et exécution d'un faussaire dans les Cévennes. — **149.** Différend entre la province et le syndic du Gévaudan. — **150.** Poursuites contre le seigneur de Montrodat, accusé de divers crimes. — **151.** Délibération relative aux élections consulaires de la ville de Mende. — **152.** Défense aux diocèses d'imposer pour l'entretien des gardes des lieutenants généraux. — **153.** Plaintes contre les receveurs des tailles. — **154.** Mesures à prendre pour mettre fin aux actes de brigandage qui se commettent en Gévaudan. — **156.** Les Etats autorisent la levée, pendant dix ans, de 2 deniers sur chaque livre de viande. Le produit est destiné au rétablissement des églises démolies lors des troubles.

27 février 1654.

134. — Le sieur de Lamamie, syndic général, a dit que suivant la délibération prise à Pézenas, le dernier du mois de mai dernier, il seroit intervenu et fait ses

poursuites au parlement de Toulouse contre certains voleurs attroupés, depuis longues années dans le pays de Gévaudan, qui ruinent le commerce et désolent la campagne ; et, le 8^e novembre dernier, tant en son nom qu'au nom de M. le procureur général intervenant pour le syndic dudit pays de Gévaudan, il auroit obtenu arrêt de condamnation à mort portant que François de Jurquet, sieur de Grèzes, Pierre de Jurquet, sieur del Pouget, et Jean de Jurquet, sieur de Montjézieu, et beaucoup d'autres dénommés audit arrêt, seroient délivrés entre les mains de l'exécuteur de la haute Justice, pour être rompus sur une roue ; auroit de plus aussi ordonné ladite Cour que le château de Montjézieu et la tour de Saint-Germain seroient rasés ; que le présent arrêt seroit mis ez mains du gouverneur de la province pour faire toutes les jussions nécessaires ; que les biens desdits condamnés seroient confisqués à qui de droit appartiendrait, distrait la troisième partie d'iceux à leurs femmes et enfans, si point en avoient. Desquels biens confisqués le solvable pour le non solvable seroit distrait la somme de 40,000 livres d'amende pour être employés à l'ordonnance de la Cour, et 20,000 livres au profit du syndic du pays de Languedoc et fraix de justice envers eux qui les ont exposés. Et attendu que dans l'exécution et suite de cet arrêt il faudra faire des fraix très considérables, soit pour le rasement des maisons, capture ou conduite des prévenus, il a supplié l'assemblée de vouloir délibérer là dessus, pour l'avenir. Lecture ayant été faite dudit arrêt, a été délibéré et arrêté que, pour l'avenir, sans éviction ni garantie, la province a remis et remet à la partie civile ou autres, de sa part, qui fairont exécuter ledit arrêt, la somme de 20,000 li-

vres d'amende, adjugée par ledit arrêt, au profit de la province, au nom du syndic général; avec les dépens qui lui peuvent competer, qui lui seront alloués dans son compte, sauf à les répéter de la partie civile, lorsque l'amende de 20,000 livres sera payée; donnant pouvoir par la présente délibération au syndic général de passer tous contrats valables pour la cession de ladite amende et dépens qui lui peuvent compéter en faveur de ladite partie civile, et d'intervenir sans frais pour l'exécution suite dudit arrêt.

31 mars 1654.

135. — Sur les plaintes qui ont été portées par M. de Cénaret, baron de tour de Gévaudan, que la lettre du Roy, pour entrer aux Etats, ne lui a point été rendue par les consuls de Mende, qui l'ont reçue; a été délibéré que celui entre les mains de qui ladite lettre est, sera contraint de la remettre audit baron de Cénaret, et les consuls dudit Mende seront exhortés d'être plus soigneux, à l'avenir, de bailler la lettre du Roy au baron qui devra entrer aux Etats.

25 janvier 1655.

136. — Le sieur de Roux, syndic général, a dit que le jour d'hier les engagistes de l'équivalent avoient fait faire un acte au sieur de Lamamie, son collègue et à luy, dans lequel, après avoir exposé plusieurs prétendues non jouissances dudit droit, ils protestent de se pourvoir où il appartiendra, en cas la province passe outre à la ferme dudit droit; duquel acte ledit sieur de

Roux ayant remis la copie qui lui a été baillée par le notaire, a été arrêté que MM. les députés déjà nommés pour l'équivalent examineront ledit acte pour, sur leur rapport, être délibéré ce qu'il appartiendra.

26 janvier 1655.

137. — Les gens des Trois Etats de la province de Languedoc ayant vu l'arrêt du Conseil, du 15 octobre dernier, donné à la poursuite de leurs députés en Cour, lequel sa Majesté renvoie aux présents Etats le différent d'entre M. l'évêque de Mende, comte de Gévaudan, et le sieur Launé de Picheron, baron d'Entraigues, bailli pour le Roy audit pays de Gévaudan, au sujet de l'entrée et séance aux Etats particuliers et assiettes dudit diocèse de Mende, en laquelle ledit de Launé prétend avoir droit en seul d'assister à l'exclusion dudit bailli dudit pays, dudit sieur évêque ; commission du grand sceau sur ledit arrêt du 15 octobre dernier, adressante aux Etats, pour parties appelées avoir leur avis sur ledit différent ; les exploits d'assignations données en vertu dudit arrêt tant audit sieur évêque et comte qu'audit sieur d'Entraigues et au sieur Chevalier, syndic dudit pays de Gévaudan, des 10 et 11 décembre dernier ; la transaction de partage et association passée entre le Roy Philippe le Bel et Durant, évêque de Mende, en l'année 1306, avec les lettres patentes du Roy, confirmatives dudit paréage, du 1^{er} décembre 1649 ; les provisions de l'office de Juge en la Cour commune royale du Comté et bailliage de Gévaudan, pour ledit sieur évêque, en faveur de Jean Montbel, du 11 décembre 1504 ; la prestation de serment faite entre les mains du sieur Jean

Rouquette, vicaire général de François, évêque de Mende, par Jean de Bressolles, lieutenant en la justice dudit Bailliage, procureur fondé de noble Artus de La Forest, bailli dudit pays, pour ledit sieur évêque et comte, en présence dudit sieur de Montbel, juge, du des 15 février 1505 ; extrait des provisions de l'office de bailli dudit pays, de la part dudit sieur évêque, au profit de noble Jean de Chapelu, sieur de Montrodât, de La Vigne et autres places, du 21 may 1511, vacant par le décès dudit sieur de La Forest, accordées par François, évêque de Mende ; autres provisions en original du même office, accordées par ledit sieur évêque en faveur du sieur de Rochemure, le 10 octobre 1519 ; l'assiette, l'une devant le sieur de Rochemure, la même année, en ladite qualité de bailli ; autre original des provisions dudit office, accordées par Nicolas Dangu, en faveur de noble Philippe de Robert, sieur de Boisverdun, du 27 mars 1566, avec lettres de confirmation dudit office concédées audit de Boisverdun par ledit Dangu, le 1^{er} mars 1569, à cause de certain trouble qui lui avoit été donné ; verbal sommaire des Etats tenus devant iceluy de Boisverdun, le 5 juin 1578, avec les extraits de deux assiettes et départemens faits devant lui ez mois de juin et de juillet, et un verbal de la vérification des dettes dudit pays, fait par icelluy, la même année ; autre extrait des provisions de l'état et office de juge en ladite Cour du bailliage, donné par Renaud de Beaune, qui étoit pourvu de la même judicature, de la part du Roy, en date du 29 août 1576, avec l'acte de mission de possession, ensuite faite en sa faveur par les sieurs vicaires généraux dudit évêque le 29 mars 1577 ; les extraits sommaires des assiettes te-

nues en la ville de Mende, devant ledit sieur Dumas, juge, en l'absence du bailli pour ledit sieur évêque et pour le Roy ez années 1582, 1583, 1585, 1587, 1592, 1593 et 1603, avec extrait des provisions de l'office de bailli dudit pays expédiées à noble François de Pelamourgue, sieur de Malevielh, de la part de Adam de Heurtelou, évêque de Mende le 15 octobre 1598, avec les verbaux des Etats et assiettes tenues devant ledit sieur de Pelamourgue ez années 1599, 1601, 1603, 1606, 1609, 1611, 1613, 1615 et 1617, signées par extrait : Buisson, greffier ; autre extrait des provisions accordées par Charles de Rousseau, évêque dudit Mende, à noble Guillaume de Mazel, sieur de Pivoul, le 1^{er} octobre 1617; verbaux des Etats et assiettes tenues devant luy ez années 1619, 1621, 1623, 1625, 1627 et 1633 ; autre extrait des provisions dudit office de bailli octroyées par M. Silvestre de Marcilhac, évêque dudit Mende, à noble Vincent Sénéchal de Bornaye, le 19 février 1634, avec les extraits des verbaux et assiettes tenues devant lui, ez années 1637, 1639, 1641, 1643, 1649, 1650, 1651 et 1653 ; extraits sommaires des commissions envoyées de la part de MM. les commissaires présidents pour le Roy en l'assemblée desdits Etats de Languedoc, dressantes aux baillifs de Gévaudan, étant en tour, des années 1649, 1650, 1651, 1652 et 1653; les avertissements reçus de la part dudit sieur évêque et syndic dudit Mende. Et ouy le rapport fait par Mgr l'évêque de Montauban, député de cette assemblée avec M. le marquis de Castries, les sieurs Capitouls de Toulouse et consuls de Saint Pons, pour ouïr les parties, et vérifier les susdits actes ; et ouy aussi le sieur de Joubert, syndic général, qui a dit que l'assemblée étoit juge compétant de tels différends, et

qu'elle avoit intérêt que les diocèses fussent conservés en leurs anciennes formes et usages ; les dits Etats, le tout mûrement considéré, après une longue discussion et concertation, informés des coutumes et usages de tout temps inviolablement observés audit diocèse de Mende sur le sujet de ladite entrée et séance alternative des dits baillis aux Etats et assiettes particulières d'icelui diocèse, voix recueillies, sont d'avis que, conformément au paréage fait entre le Roy Philippe le Bel et le sieur Durant, en l'année 1306, et aux dites lettres patentes confirmatives dudit paréage, du 1^{er} décembre 1649, et suivant l'usage dudit diocèse, sa Majesté peut et doit, si tel est son bon plaisir, ordonner que les Etats particuliers et assiettes dudit pays de Gévaudan se tiendront alternativement dans la ville de Mende et Marvejols, et maintenir aussy, alternativement et partout, les baillis, juges, ou leurs lieutenants, en la Cour commune royale dudit comté et bailliage du Gévaudan, à l'entrée de la séance desdits Etats particuliers et assiette dudit diocèse, savoir : le bailli dudit sieur évêque ou en son absence ledit juge ou lieutenant en ladite Cour, lors et en l'année que ledits Etats et assiette se tiendront audit Marvejols, et que les commissions seront adressées aux baillis dudit Gévaudan, étant en tour ; sans que lesdits baillis puissent être commissaires ordinaires les années qu'ils ne sont pas en tour, n'entendant néanmoins l'assemblée desdits Etats par le présent avis faire préjudicier ni déroger aux anciens droits et usages de l'assemblée, confirmés par les lettres patentes du 21 mai 1653, de juger définitivement de telles contestations, et en autres cas énoncés dans icelles, ni aux coutumes et usages des autres diocèses où les officiers des seigneurs évêques vou-

droient en seuls d'entrée et séance aux assiettes d'iceux, si ont lesdits Etats arrêté que le syndic général de la province et députés en Cour poursuivront, au Conseil, arrêt confirmatif dudit avis.

27 janvier 1655.

138. — Le sieur de Lamamie, syndic général, a dit qu'étant à Paris l'été passé, pour les affaires de la députation, il lui fut donné assignation devant les requêtes de l'hôtel, à la requête du sieur Crion, fermier de l'équivalent de la province, qui demande la rescision du contrat par lui passé avec l'assemblée des Etats, le 28 may 1648, fondé sur la force de la lésion et non jouissance, à laquelle assignation il ne se seroit pas présenté de l'avis de MM. les députés des Etats, ayant appris que ledit Crion a obtenu depuis un jugement, par défaut, aux dites requêtes, portant cassation dudit contrat; de quoi il a cru devoir avertir l'assemblée, afin qu'elle y pourvoye par sa prudence. Il a été arrêté, attendu que, par les libertés de la province, les habitants ne peuvent être divertis de leurs juges naturels, et que la Cour des comptes est seule compétente de connoître des prétentions dudit Crion, le syndic général s'y pourvoira pour demander que, sans avoir égard audit jugement des requêtes et à tout ce qui s'en est ensuivy, les parties contesteront en ladite Cour et demandera, en jugeant le fouls, le relaxe de la province, fondé sur des actes gaminés qui rendent frivoles tous les prétendus moyens de rescision.

27 janvier 1655, de relevée.

139. — Mgr l'archevêque Toulouse a dit que, suivant les ordres qui avoient été donnés par l'assemblée à Mgr l'évêque de Montauban et à MM. les barons de Ganges et de Castries, aux sieurs capitouls de Toulouse, consuls de Montpellier, Carcassonne, Nîmes, ils avoient examiné les pièces qui regardent les droits de la province sur l'Equivalent et l'état de la ferme faite au sieur Crion en l'année 1648, par les Etats tenus à Carcassonne et avoient observé que la propriété de cet équivalent appartient, sans difficulté, à la province, que c'étoit sur le droit de propriété qu'est fondé le pouvoir que les Etats ont exercé depuis l'établissement de ce droit, de dresser des articles sur lesquels le bail de la ferme doit être fait, et que la levée doit être réglée; qu'ils avoient considéré les derniers articles qui avoient été dressés en l'année 1627, où ils avoient remarqué quelques paroles qu'ils avoient adoucies, dont il étoit à propos de n'en faire pas mention pour le présent; mais pour ce qui regarde l'article 32, qui remet à la discrétion des juges des lieux la déduction qu'il faut faire pour la boisson du maître et de sa famille, il avoit été corrigé par la déclaration du Roy, de 1654, laquelle avoit réglé cette déduction à un tonneau pour sept à la fin de chaque année, et un et demy pour quatorze tonneaux, et deux pour vingt, et à trois tonneaux pour trente tonneaux, et à proportion sur le plus ou le moins. Et d'autant que cette déduction étoit incommode, principalement parce qu'elle étoit remise à la fin de chaque année, au lieu que les fermiers font leurs comptes de quartier

en quartier, il avoit été introduit par un usage reçu sans plainte, depuis dix ans et plus, entre les fermiers et les cabaretiers, que la déduction seroit faite par chacun, quartier du dixième prix du vin, sujet à l'équivalent, ce qui avoit obligé lesdits sieurs commissaires de corriger, l'ancien article et régler cette déduction au dixième, suivant l'usage reçu à présent en la province.

Ledit seigneur évêque a ajouté que MM. les commissaires du Roy sont avertis qu'ils doivent avoir quelque inspection sur cette ferme, sur ce qu'ils ont, ainsy que l'on dit, une pleine instruction de ce que leurs prédécesseurs pratiquoient ; et d'autant que si les Etats procédoient à faire la ferme publiquement, sans leur en donner aucune connaissance, ils pourroient y apporter des difficultés qui seroient dommageables à la province ; lesdits sieurs commissaires avoient jugé nécessaire de proposer à l'assemblée qu'il seroit à propos de leur faire savoir qu'en attendant le retour du courrier que M. le prince de Conty avoit envoyé à Sa Majesté, les Etats procéderaient à exposer et affermer l'équivalent et à recevoir les enchères, et que lorsqu'ils voudroient faire l'adjudication du bail, ils supplieroient MM. les commissaires du Roy d'y vouloir assister.

L'assemblée ayant délibéré sur le rapport desdits sieurs commissaires après la réformation qu'ils avoient faite aux articles, et que le compliment proposé seroit fait à Sa Majesté et à MM. les autres commissaires, et pour en porter la parole furent nommés Messieurs les évêques d'Uzès et de Montauban, MM. les barons de Castries et de Lentay, les sieurs capitouls de Toulouse, consuls de Montpellier, Carcassonne et Nîmes. Il fut ordonné en même temps que les portes seroient ouvertes,

les prétendans à la ferme seroient appelés, ce qui fut exécuté en leur présence ; la lecture des articles fut faite par le secrétaire des Etats, et fut déclaré que l'on procéderoit demain à l'ouverture et réception des enchères ; et pour cet effet les premiers commissaires s'assembleront, afin de régler le pied du prix de chaque diocèse sur le pied du blot de 500,000 livres, suivant la dernière ferme.

28 dudit mois de janvier.

140. — Monseigneur l'archevêque de Toulouse a fait rapport à l'assemblée que le soir précédent, comme il étoit occupé avec MM. les autres commissaires à régler le pied de la ferme de chaque diocèse, Mgr le prince de Conty avoit envoyé un valet de pied avec un billet du sieur Guilleminet, secrétaire des Etats, qui étoit avec lesdits sieurs commissaires, lui ordonnant d'apporter les registres des années 1624 et 1627. A quoi lesdits sieurs commissaires lui ordonnèrent obéir ; ce qu'il fit, et peu après il revint avec M. de Boucharat, maître des requêtes et l'un des commissaires du Roy, lequel après avoir pris place dit qu'il venoit comme particulier et non point en qualité de commissaire du Roy, pour faire connoître les entreprises que les Etats faisoient sur l'autorité du Roy, et de ses commissaires, en ce qu'ils avoient fait faire des proclamations par toute la province, et dans cette ville fait faire des affiches, procéder à la lecture des articles, à huyx ouverts, en présence des prétendans à la ferme, et ordonné que l'ouverture de la ferme seroit faite le lendemain ; il soutint que ces actes ne pouvoient être faits que par l'autorité de MM. les commissaires, ce qu'il prétendoit

justifier par la lecture qu'il fit de cinq ou six extraits et endroits de ses registres des Etats dont la foy ne pouvoit nous être suspecte ; à quoi il lui fut amplement répondu ; et néanmoins, d'autant qu'il déclara que si l'on passoit outre, le lendemain MM. les commissaires viendroient dans l'assemblée pour faire les choses de leur autorité ou bien les empêcher entièrement ; il fut résolu par lesdits sieurs commissaires qu'on assureroit audit sieur de Boucherat que l'assemblée délibéreroit préalablement sur sa proposition et qu'on lui feroit savoir la réponse. A quoi ledit seigneur archevêque ajouta qu'il étoit nécessaire de représenter à la compagnie l'état de la question de part et d'autre, afin qu'elle puisse prendre sa résolution.

Il est certain que, suivant la teneur des registres des Etats et ceux du greffe du Roy, avant que l'équivalent fut aliéné, MM. les commissaires présidents pour sa Majesté aux Etats, avoient une commission particulière pour faire le bail à ferme de l'équivalent pour un trienne ; qu'en vertu de cette commission ils ordonnoient que les proclamations fussent faites à son de trompe, et les affiches mises ; qu'ils entroient dans l'assemblée où ils faisoient faire la lecture des articles arrêtés par lesdits Etats, ordonnoient qu'il sera procédé aux enchères, les faisoient proclamer dans l'assemblée, et, après les délais faisoient l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, et ensuite expédioient à leur nom, en faveur des fermiers, les baux généraux et particuliers pour la levée des droits, avec pouvoir de contraindre ceux qui le devoient. Mais aussey d'un autre côté, les Etats faisoient en ce temps là des actes qui ne peuvent être exercés que par celui qui est le maître et le propriétaire de l'équi-

valent ; ils faisoient et arrêtoient les articles en pleine assemblée et sans intervention des commissaires du Roy , tant pour régler la forme de la levée du droit que pour régler la forme et l'ordre qui doit être tenu , à faire les enchères et l'adjudication du bail ; étaient les exécuteurs des réglemens faits par les Etats, et ajoutant l'autorité royale pour faire observer les formalités, et pour donner aux fermiers le pouvoir de contraindre les débiteurs d'un droit qui se lève sur les sujets du Roy ; mais ce qui touche la propriété étoit fait et exercé par lesdits Etats, non seulement en ce qui est déjà observé pour le regard des articles, mais encore pour l'adjudication et le contrat avec le fermier, car l'adjudication se faisoit au plus offrant par les commissaires du Roy, avec l'avis et le consentement des Etats. Cette forme de prononcer se trouve dans le registre du greffe du Roy de l'an . . . , ensuite le contrat se passoit entre le fermier et les Etats, en pleine assemblée, hors la présence des commissaires du Roy ; le fermier s'obligeoit de payer le prix et donnoit des cautions, lesquelles étoient reçues par les Etats ou refusées s'ils jugeoient qu'elles ne fussent pas suffisantes ; et enfin les deniers provenant de la ferme étoient employés, par ordre des Etats, à la décharge des impositions que la province consentoit pour le service du Roy, tant pour l'aide et préciput de l'équivalent qui est de 69,850 livres, que pour les autres sommes octroyées, jusques à la concurrence de ladite ferme.

Néanmoins quoique par le passé la propriété de l'équivalent demeurait très bien établie par les moyens qui ont été représentés, et que l'intervention de MM. les commissaires ne regardât que l'autorisation de l'action pour faciliter l'exécution de la levée, les Etats se trou-

vent maintenant en un état différent du passé qui les mettoit en une place de grande liberté de jouir paisiblement de leurs droits, d'autant que Sa Majesté avoit autorisé par un édit de l'an 1653, confirmé par celui de 1654, la vente que les Etats avoient faite, à faculté de rachat perpétuel, de leur équivalent, pour la somme de trois millions ; les acquéreurs avoient jouy paisiblement de leurs droits pendant quinze années et plus, et les avoient baillés à ferme sans l'intervention d'aucun magistrat royal, de sorte que les Etats, du seul droit duquel les acquéreurs jouissoient, reprenant la possession de leur bien, doivent en jouir avec la même liberté que faisoient les engagistes, et procéder aux baux à ferme, sans l'intervention de l'autorité royale, d'autant plus qu'ils se trouvoient en cette possession par le moyen du dernier bail qu'ils firent, en 1648, à Bernard Crion, auquel les Etats, tenus à Carcassonne, baillèrent par contrat la ferme dudit droit pour huit années, pour rembourser les engagistes, sans que les commissaires du Roy, présidents aux Etats, intervinsent à ce bail ; il fut confirmé par arrêt et lettres de déclaration du Roy, parce que pour faire le plus parfait payement de rachat, il fut nécessaire d'imposer 1,200 et tant de mille livres payables à Crion ; que par l'édit qui autorisait la vente aux acquéreurs, il étoit ordonné que le rachat ne pourroit être fait sans un édit qui le permit, dont il apert que les engagistes ont fait leurs fermes particulières sans l'intervention d'aucun magistrat, et les Etats ont fait aussi le dernier bail sans l'intervention des commissaires du Roy.

Cette procédure peut être appuyée sur ce que, par les lettres de déclaration du Roy, du mois d'octobre 1652,

qui sont énoncées et confirmées par édit de 1634, le Roy décharge l'équivalent du préciput de 69,850 livres, appartenant à Sa Majesté, et déclare que les Etats pourroient disposer de cet équivalent comme de choses à eux appartenant; demeurerait affecté aussi pour le paiement; de sorte que la décharge du préciput, ordonné par ses édits, qui sont confirmés expressément par l'édit de 1649, qui révoque l'édit de Béziers, de 1632, rend l'équivalent plainement libre de toute propriété et hypothèque, pour raison de ce préciput, et met les Etats dans le pouvoir de disposer des fermes sans le concours de MM. les commissaires du Roy, quoiqu'il doive demeurer aussi pour constant que, comme cet équivalent appartient à la province, on doit observer en faisant la ferme des biens communs, c'est-à-dire celle des enchères et licitations publiques en pleine assemblée des Etats, à quoi doit se rapporter la clause de déclaration du Roy, que la ferme se fera après le rachat, comme auparavant, c'est-à-dire avec enchères.

L'affaire mise en délibération, a été arrêté que Mgr l'archevêque de Toulouse, messeigneurs les évêques de Viviers et de Montauban, MM. les barons de tour de Gévaudan, de Castries et Ganges, les sieurs capitouls de Toulouse, consuls de Montpellier, Carcassonne, Nîmes et le diocésain de Narbonne et Montauban, porteroient à MM. les commissaires du Roy, la réponse de l'assemblée sur la proposition de M. de Boucherat, leur représenteront les raisons que les Etats ont pour faire leurs fermes sans leur intervention et les supplieront de n'y apporter aucun empêchement.

29 dudit mois de janvier 1655.

141. — Monseigneur l'archevêque de Toulouse a dit que le jour d'hier, à l'issue des Etats, en compagnie de MM. les autres commissaires, il avoit amplement représenté à Son Altesse, et à MM. les autres commissaires du Roy, les raisons ci-dessus spécifiées, sur lesquelles étoit fondé le pouvoir des Etats, pour faire les fermes de l'équivalent, sans leur intervention, leur ayant fait voir qu'ils étoient en cette possession depuis vingt ans, tant par le moyen des engagistes que de Crion, et que que par les édits du Roy, ils avoient la liberté d'en disposer comme de chose à eux appartenant, et décharger du préciput qui appartient à Sa Majesté ; lequel se trouvoit remplacé par imposition de pareille somme de 69,850 livres que faisoit sur les biens taillables ; à quoi il avoit ajouté que la déclaration qu'on avoit faite à son Altesse, que l'on prioit MM. les commissaires lorsque les Etats voudroient faire l'adjudication d'y vouloir assister, étoit une parole de courtoisie et nullement d'obligation ou nécessité, comme si la chose n'eût pu être faite sans leur présence. Son Altesse répondit que son intention étoit de maintenir les Etats en ce qui leur appartenoit, mais que la justice désiroit qu'il en eut un soin égal pour la conservation de l'autorité du Roy et de l'honneur de sa commission ; qu'il vouloit que les Etats fussent conservés en tout ce qui regarde la propriété de l'équivalent, mais qu'il ne pouvoit pas se départir de l'usage de ses prédécesseurs en la commission qui avoient procédé à faire les affermes dans l'assemblée des Etats, comme les registres publics faisoient une entière foi ; ce

qui fut encore expliqué plus amplement par M. de Boucherat ; et fut ajouté que si les Etats vouloient procéder aux fermes, MM. les commissaires du Roy entreroient en l'assemblée, pour empêcher qu'il n'y fut rien fait sans leur intervention. Surquoi, ayant été délibéré, il a été arrêté que, pour témoigner à Son Altesse l'affection que les Etats ont de conserver leurs droits, les mêmes commissaires lui feroient une seconde remontrance, afin qu'il luy plaise de s'abstenir d'entrer aux Etats pour faire les fermes qui ne doivent être faites que par l'ordre et l'autorité seul des Etats ; et en cas que son Altesse persévérât en sa première résolution, qu'il lui seroit déclaré, par lesdits sieurs commissaires, que les Etats ne consentiroient point, en aucune façon, que luy ny les autres commissaires intervinsent à faire les affermes de l'équivalent, et que si non obstant cette proposition ils y intervenoient, les Etats qui n'ont pas le moyen de l'empêcher et qui ne peuvent différer les fermes, sans un grand préjudice, protestoient de se pourvoir par devant Sa Majesté, pour être maintenus en leur droit et possession de faire les affermes de l'équivalent, sans l'intervention de MM. les commissaires du Roy.

du 30 dudit mois de janvier.

142. — Mgr l'archevêque de Toulouse a dit que, suivant les ordres de l'assemblée, MM. les commissaires et lui avoient représenté à son Altesse, pour la seconde fois, que quoique sommairement les droits des Etats pour faire seuls les fermes de l'équivalent, et l'avoient supplié de se départir de la prétention que MM. les commissaires du Roy avoient d'intervenir, au nom de Sa Ma-

jesté; A quoi, son Altesse auroit répondu qu'il devoit conserver la dignité de sa commission; et pour faire voir que sa prétention étoit bien établie, il avoit fait faire lecture, par M. de Boucharat, de divers actes qui sont dans deux gros volumes du greffe du Roy, où sont contenus les formulaires des proclamations faites ci-devant, au nom des commissaires du Roy, des affiches des procès-verbaux des enchères et des baux généraux et particuliers faits par eux aux fermiers, et avoit répliqué pour montrer la différence qu'il y avoit de l'état présent, depuis les édits de 1652, 1653 et 1654, avec l'état du temps passé; et parce que son Altesse déclara qu'il ne pouvoit relâcher de ce qui regardoit l'honneur et la dignité de sa commission, quoiqu'il assurât qu'il ne vouloit préjudicier en quoique ce soit à la propriété qui appartient aux Etats, Mgr l'archevêque de Toulouse avoit été obligé de lui déclarer l'opposition que les Etats faisoient à ce que MM. les commissaires du Roy ne procédassent point à faire les fermes; et en cas qu'ils ni différassent, la protestation qu'ils faisoient de se pouvoir par devers sa Majesté demeureroit écrite; ajoutant que l'honneur qu'ils portoient à la personne de Son Altesse, les obligeroit de le recevoir avec toute sorte de respect lorsqu'il viendrait aux Etats, avec MM. les autres commissaires du Roy, sous la protestation néanmoins qui lui avait été déclarée. Son Altesse répondit qu'il viendrait aux Etats en qualité de commissaire, pour l'autorité de sa commission et non pas de la souffrance des Etats, sans préjudice néanmoins de leurs protestations. Et d'autant que sur la fin il ajouta qu'il désireroit que, conformément à ce qui s'étoit pratiqué, les Etats communiquassent les articles qu'ils avoient dressés à MM. les commissaires du

Roy, il fut trouvé bon par MM. les commissaires des Etats, pour couper cet incident et éviter les longueurs, que Mgr l'archevêque de Toulouse conférerait, en particulier, avec MM. de Boucherat et de Besons, sur lesdits articles qu'ils leur feroient voir et leur feroient remarquer les changements qui avoient été accordés en l'année 1627.

Il conféra donc avec MM. les commissaires et leur montra par la conférence des anciens articles et des nouveaux qu'il y avoit un changement en trois chefs, l'un regarde les receveurs généraux, entre les mains desquels les anciens articles ordonnent que les deniers de l'équivalent seroient remis, au lieu que par les nouveaux il est porté que ce sera entre les mains de ceux qui fairont la recette par ordre des Etats. On a voulu user de ces termes pour faire voir que la disposition de ces deniers appartient aux Etats, et qu'ils ne sont pas des deniers royaux, outre qu'il y a une raison tirée de l'état prochain des affaires qui oblige de parler de la sorte, comme anciennement les Etats avoient raison de remettre leurs deniers à la recette générale, ils le faisoient d'autant que, par la délibération de l'octroy, ils ordonnoient que les deniers de la ferme de l'équivalent seroient employés au payement de l'ayde et préciput de l'équivalent, et le restant en déduction du surplus de l'octroy. Et, pour cet effet, que les fermiers de l'équivalent remettroient des deniers de l'autre ferme entre les mains des receveurs généraux ; maintenant les Etats se trouvant endettés, jusques à la somme de 1,800,000 livres ou environ, pour le don gratuit accordé au Roy, l'année passée, ils sont contraints d'employer la ferme de l'équivalent pour le payement de ses dettes, qui doit être fait par le trésorier de la Bourse ; et par conséquent

comme ils changent la destination de ces deniers, ils sont obligés de changer la recette ; en quoi les receveurs généraux ne reçoivent point de préjudice, d'autant que la recette demeure égale, prenant tout entier et sur les biens taillables, sans qu'il soit diminué par le fermier de l'Equivalent, comme on le diminueoit auparavant. L'autre chargement regarde le cautionnement qui doit être fait aux assiettes des diocèses pour la valeur de la ferme de chaque diocèse, l'ancien article laisse en liberté les fermiers de faire recevoir leurs cautions par devant les députés des assiettes ou par devant les trésoriers généraux de France, quoique dans les articles antérieurs il fut dit que l'on se pourvoiroit par devant les trésoriers de France, en refus des députés des assiettes ; néantmoins on a considéré maintenant qu'il étoit nécessaire, pour la sureté des deniers, que les cautions soient reçues seulement sous les assiettes et non par les trésoriers de France, qui pourroient recevoir une caution insolvable, et ensuite on seroit en peine d'avoir recours contre eux, pour l'indemnité de laquelle ils pourroient se faire décharger, comme l'on a vu les exemples en cas semblable.

Il y a un troisième changement qui touche la réception des enchères par le greffier du Roy aux Etats, l'ancien article l'ordonne ainsy, parce que c'étoit l'usage de ce temps là ; mais comme les Etats prétendent continuer leur possession de faire leurs fermes sans l'intervention de MM. les commissaires du Roy, ils ont été obligés de mettre que les autres se fairoient par leurs secrétaires ; que si son Altesse venoit on ne pourroit pas empêcher qu'il ne mène avec soy le greffier du Roy, mais aussi qu'il étoit juste que le secrétaire reçut pour

leur intérêt les actes des enchères et autres, et par conséquent que dans les articles on pourroit employer le mot de greffier, sans spécifier si c'est celui du Roy ou celui des Etats.

Après cette discussion, MM. les commissaires firent quelque difficulté, et sur les changemens, estimant qu'il falloit user de termes généraux, en disant sur ces trois articles qu'il en seroit usé en la manière accoutumée sans spécifier qui feroit la recette, qui recevroit les cautionnements particuliers ni qui recevroit les actes.

La chose mise en délibération a été arrêté que Mgr l'archevêque de Toulouse continuera seul la conférence avec MM. de Boucherat et de Besons, et leur montrera que ces articles sont de très grande importance pour la conservation de la propriété de l'équivalent, à laquelle Son Altesse a déclaré qu'elle ne vouloit préjudicier; et partant que les Etats ne peuvent en aucune façon demeurer dans l'ambiguïté sur le contenu en iceux, mais qu'ils veulent que les changemens qu'ils y ont fait subsistent, et même que leur secrétaire reçoive les actes, et qu'à faute de leur donner cette satisfaction ils ne pourroient se servir de leur équivalent pour le payement du don gratuit de l'année dernière, et par ce moyen ils seront impuissans pour le payement de celui qu'ils ont offert cette année, sur lequel ils se réservent d'entrer en nouvelle délibération si MM. les commissaires du Roy font difficulté sur le changement des articles.

1^{er} février 1655.

143. — Monseigneur l'archevêque de Toulouse a fait rapport de la conférence qu'il avoit eue avec M. de

Boucharat et de Bezons, commissaires du Roy ; a dit qu'ils lui avoient répondu, qu'ils en donneroient connoissance à Son Altesse, afin qu'elle prit la dernière résolution sur cette matière ; que son Altesse après lui déclara en présence desdits-seurs de Boucharat et de Bezons, qu'il avoit une si forte inolination pour les intérêts de la province et particulièrement pour la conservation de la propriété de l'équivalent, qu'il désiroit, aussi bien que les Etats, qu'elle ne fut point blessée par aucune ambiguïté. C'est pourquoi elle trouvait bon les changemens qui avoient été portés aux trois articles, bien entendu néanmoins que, pour la recette de la ferme de l'équivalent, on déterminât qu'elle fût faite par les trésoriers de la Bourse ou par les receveurs généraux qui sont personnes publiques, suivant qu'il seroit avisé par les Etats.

Pour le regard du greffier, que les commissaires meneront avec eux celui du Roy, mais qu'ils entendoient que celui des Etats travailleroit conjointement en tous les actes des enchères ; et pour accommoder les choses que l'on mettroit dans les articles, que les actes seroient faits par le greffier, sans spécifier que ce soit celui du Roy ou des Etats. Quant aux cautionnemens qui doivent être faits aux assiettes des diocèses, Son Altesse trouve à propos qu'on ne fit point mention des trésoriers de France.

Surquoi, il a été arrêté que Mgr l'archevêque de Toulouse et MM. les autres commissaires accommoderoient les articles suivant cette correction, et particulièrement qu'il fut déclaré que l'on ordonneroit que la recette seroit faite par le trésorier de la Bourse, tant pour montrer que la disposition entière de ces deniers appartient aux

Etats, que pour la nécessité présente de se servir desdits deniers, afin de payer les dettes contractées pour le don gratuit de l'année dernière ; demeurant néanmoins en la liberté des Etats de régler que la recette sera faite par les receveurs généraux, lorsque par la délibération de l'octroi ils ordonneront que les deniers de la ferme seront employés en diminution du payement de l'ayde du préciput du surplus dudit octroy.

Dudit jour de relevée.

Mgr le prince de Conti et MM. les autres commissaires du Roy étant venus à l'assemblée pour faire l'ouverture des enchères de l'équivalent de la province, que les Etats avoient réglé à trois millions, il fut allumé trois feux, personne auroit fait aucune surdite ; et ayant été requis, qu'attendu que personne ne se présentoit sur le blot, que trois feux fussent aussi allumés sur chacune des trois sénéchaussées de la province ; ce qu'ayant été fait, Jean Cleroy, de la ville de Limoux, auroit fait offre, pour la sénéchaussée de Toulouse, de la somme de 68,000 écus : laquelle auroit été signée dans le registre des Etats, etc.

16 février 1645.

144. — Mgr l'archevêque de Toulouse a dit que MM. les commissaires et lui avoient considéré la requête qui avoit été présentée à MM. les commissaires du Roy, par MM. les engagistes de l'équivalent, pour obtenir défenses à ce qu'il ne fut procédé à la ferme dudit équivalent, au préjudice et au mépris du jugement des requêtes de l'hôtel, par lequel le contrat passé avec Crion

avoit été cassé, et les engagistes maintenus en la jouissance dudit équivalent, ayant été ordonné sur cette requête par MM. les commissaires du Roy, qu'elle seroit montrée au secrétaire général de la province, mais que l'on ne devoit pas se mettre en peine ; que cette signification qui ne pouvoit avoir un plus grand effet que celle qui avoit été faite aux syndics généraux dudit jugement des requêtes ; et que l'acte d'opposition et de protestation de nullité des fermes qui pourroient être faites, avoient été aussi signifiés aux syndics ; en sorte que la signification de l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy, mise au bas de la requête, et ajoutoit autre chose aux actes précédents que la solennité de les faire judiciairement, qu'il ne falloit pas craindre que MM. les commissaires octroyassent les défenses, d'autant que les Etats ne procédoient par voye d'attentat à recevoir les enchères et à faire le bail, puisqu'ils avoient obtenu un arrêt de la Cour des Comptes, aides et finances de cette ville, juge naturel de cette matière d'équivalent et du contrat passé avec Crion, qui est autorisé par les lettres de déclaration et enregistrée en ladite Cour par lequel elle infirme ledit jugement des requêtes, à cause du transport de juridiction, et ordonne, sans y avoir égard, que les parties se pourvoiront en icelle sur leurs prétentions. Mgr l'archevêque a ajouté qu'en faisant la lecture de la requête, ils avoient observé que les engagistes posoient pour chose constante que leur jouissance devoit durer jusques au premier juin 1656, et non pour finir au premier de mars, suivant le terme du contrat, de sorte qu'ils avoient jugé qu'il étoit nécessaire que l'assemblée délibérât sur cette prétention, laquelle les engagistes fondoient sur un pré-

tendu acte passé avec les syndics généraux, le 7 avril 1640, reçu par Barsalon, notaire, de la ville de Carcassonne, en conséquence d'une délibération des Etats, qu'ils y énoncent ; par laquelle ils prétendent que l'on a convenu avec eux que leur jouissance, commençant au 1^{er} de juin et non au 1^{er} mars, comme il est porté par les articles passés avec Crion le même jour 7^e avril.

Surquoi, il a été arrêté que si les engagistes, font signifier l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy, les syndics se contenteroient de prendre la copie, sans faire réponse, et que, s'ils étoient réassignés, ils leur feroient signifier l'arrêt de ladite Cour des comptes, qui infirme le jugement donné par la Cour des Requêtes de l'Hôtel. Et pour le regard de la jouissance prétendue par les engagistes, jusques au 1^{er} juin 1656, que les Etats déclarent n'avoir entendu la leur accorder que jusques au dernier février 1656, suivant le contrat, et que la délibération énoncée dans l'acte dudit jour, 7 avril, n'étant point représentée, l'acte est sans force et vigueur ; et quand elle seroit exhibée, qu'il y auroit été dérogé par l'arrêt du Conseil, le contrat de ferme et les autres actes postérieurs audit jour 7^e avril.

du 18 dudit mois de février.

145. — Le sieur de Lamamie, syndic général, a dit que les engagistes de l'équivalent lui avoient fait signifier, le jour d'hier, un second jugement des requêtes de l'hôtel qui porte défenses de passer outre à la ferme de l'équivalent, à peine de 6,000 livres d'amende, et de prise de corps contre les contrevenans ; suppliant l'assemblée de lui vouloir prescrire ce qu'il a à faire.

Surquoi, il a été arrêté que ledit jugement seroit examiné par les députés déjà nommés pour l'équivalent, et que cependant le syndic général se pourvoira à la Cour des aides, pour demander la cassation dudit jugement des requêtes donné par transport de juridiction, et demandera la contrainte par corps contre les contrevenans.

23 février 1655.

146. — Mgr le prince de Conty et MM. les autres commissaires du Roy étant venus à l'assemblée pour faire procéder à la dernière publication des enchères de l'équivalent et à la délivrance du bail au dernier surdisant, le sieur de Joubert, syndic général, a dit que ce jourd'huy, heure de deux, après midy, les engagistes de l'équivalent lui auroient fait signifier un arrêt du Conseil, en date du 15 du présent mois, par lequel Sa Majesté les reçoit opposans, en exécution des ordonnances et réception des enchères; et sur ladite opposition et appellation ordonner que les syndics, députés et autres qu'il appartiendra, seront assignés au Conseil, dans six semaines, pour, parties ouyes, leur être fait droit ainsi que de raison; et cependant fait, Sa Majesté, très expresses inhibitions et défenses auxdits syndics, députés et autres de donner aucun trouble ny empêchement audits propriétaires, ni de poursuivre plus avant lesdites enchères, à peine de nullité, cassation, de 10,000 livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts. Et d'autant que ledit arrêt a été donné sur requête et ensuite d'un jugement des requêtes de l'Hôtel, qui porte cassation du contrat dudit équivalent passé entre la pro-

vince et lozdits engagistes, et que ledit jugement se trouve cassé par arrêt de la Cour des Comptes et finances de Montpellier, ledit syndic général a requis qu'il plut à Son Altesse le recevoir opposant envers ledit Arrêt du Conseil, renvoyer les parties au Roy. pour leur être pourvu, et cependant qu'il fut procédé à la dernière publication des enchères à l'adjudication du bail faite au dernier surdiant.

Lecture ayant été faite dudit arrêt du Conseil, de l'opposition dudit syndic général, sur laquelle a renvoyé les parties au Roy, pour leur être pourvu, et cependant a ordonné qu'il sera passé outre à la publication des enchères et à la délivrance du bail, au plus offrant et dernier enchérissseur.

Et à l'instant, à la réquisition dudit syndic général, ayant été allumé trois feux sur la dernière surdite du blot de l'équivalent, David Bourguignon, habitant du lieu de Valon, en Vivarais, auroit surdit à la somme de 311.300 livres ; sur laquelle surdite Raymond Dejean, habitant de la ville de Toulouse, auroit surdit à la somme de 311.600 livres. Sur laquelle dernière surdite mondit seigneur le prince de Conty ayant ordonné que trois feux surabondans fussent allumés, ledit sieur Dejean et Bourguignon auroient fait plusieurs surdites, et, sur ce dernier feu, ledit Raymond Dejean auroit resté le dernier surdisant, à la somme de 315.300 livres. Et ayant ledit syndic général requis qu'attendu les nouvelles surdites sur le blot de l'équivalent, il plut à Son Altesse ordonner qu'il fut surcis à l'adjudication du bail pendant trois jours, pendant lesquels toutes surdites seroient reçues devers le greffe des Etats. Surquoi mondit seigneur le prince auroit octroyé acte de la dernière

surdite faite par ledit de Jean et ordonné que les enchères seroient continuées par trois jours utiles pendant lesquels tous surdisans seroient reçus devers le greffe des Etats.

5 mars 1655, de relevée.

147. — La ferme de l'équivalent adjudgée au sieur Aymé Roux, habitant de la ville du Saint-Esprit sur le pied de 525,800 livres.

13 décembre 1655.

148. — Le sieur de Joubert, syndic général, a dit que feu M. le connétable de Montmorancy ayant par son ordonnance du 8 octobre 1615 ordonné au feu sieur Daugier, prévôt général de la province, d'aller prendre le nommé Coulondres, faussaire, qui troubloit le repos des familles, non seulement de Gévaudan mais de plusieurs autres de la province, et au syndic dudit Gévaudan de fournir aux fraix de la conduite et des procédures qu'il conviendrait faire en justice, sauf à faire rejeter ladite dépense sur le général de la province. à la prochaine assemblée des Etats ; ledit Daugier auroit amené ledit Coulondres à la conciergerie de la Cour des Aydes ; lequel, par arrêt, auroit été condamné à être pendu et exécuté. En suite de quoi ledit Daugier auroit présenté requête à la Cour des Aydes en condamnation des frais et vacations par lui exposés, en exécution de ladite ordonnance, qu'il faisoit monter à la somme de 2,400 livres, laquelle fut modérée par ordonnance du sieur de Serres, conseiller en ladite Cour des Aydes, à la somme de 1,800 livres ; au payement de laquelle le syndic de Gé-

vaudan fut condamné, sauf à lui à faire rejeter ladite somme sur le général de la province ; de laquelle ordonnance le syndic de Gévaudan ayant vérifié appel en ladite Cour des Aydes, et le syndic général ayant été appelé en garantie, par arrêt du 50 octobre 1615 rendu ; toutes les parties ouyes, l'ordonnance dudit sieur Serres fut confirmée ; et, ce faisant, le syndic de Gévaudan condamné au paiement de ladite somme et à la garantie ; le syndic général fut aussi condamné à le relever indempne de ladite condamnation ; duquel arrêt ledit Daugier n'étant pas satisfait, croyant d'en avoir davantage de la province, il auroit présenté requête à l'assemblée des Etats, le 5 décembre 1615, par laquelle il auroit prétendu non seulement les 800 écus demandés à la Cour des Aydes, mais aussi quelque gratification.

Surquoy, il fut délibéré que M. le Connétable seroit prié de faire défenses audit Augier de faire aucune demande pour raison de ce, et qu'on poursuivroit la décharge du Gévaudan partout où besoin seroit. Depuis lequel temps ledit Daugier étant décédé, la femme du sieur Bécheraud, conseiller en la Cour des Aydes, comme principale créancière dudit Daugier, auroit fait saisir ladite somme de 1,800 livres entre les mains du feu sieur Fumel, syndic du diocèse de Mende ; et, à faute de paiement, obtenu décret sur ses biens ; contre lequel décret ses héritiers s'étant pourvus, par lettres royaux, en opposition, il fut ordonné que dans trois mois ils payeront ladite somme, autrement que le décret sortiroit à effet, sauf à eux de faire exécuter l'arrêt de la Cour contre la province. Après lequel arrêt, lesdits héritiers ont transigé avec ladite créancière et payés, se réservant leur action contre ladite province ; desquels arrêts le

syndic de Gévaudan poursuit maintenant l'exécution en la Cour des Aydes depuis les Etats derniers, ayant fait commandement au syndic général de payer ladite somme dans trois jours, à peine d'y être contraint par saisie de ses biens ; auquel commandement, le syndic général n'ayant pas voulu déférer, l'affaire portée en audience, il a insisté aux fins de non recevoir, sur lesquelles la Cour a fait clausion, qui pend à juger. Surquoi, le suppliant prie l'assemblée de faire examiner cette affaire par commissaires, afin de luy donner les moyens qu'on jugera les plus propres pour faire décharger la province de cette demande.

Surquoy, il a été délibéré que Mgr le président sera prié de nommer des commissaires, et, à cet effet, ont été nommés Mgr l'évêque d'Uzès, M. le baron de Lanta, les sieurs capitouls de Toulouse et consuls de Carcassonne.

17 décembre 1655.

149. — Mgr l'évêque d'Uzès, M. le baron de Lanta et autres commissaires nommés pour examiner l'affaire que le syndic de Gévaudan poursuit contre la province, en conséquence d'un arrêt de la Cour des Aydes, contradictoirement rendu, ont rapporté qu'ils avoient jugé dans leur conférence que la province n'étoit point obligée à relever indempne de la condamnation portée par l'arrêt de la Cour des Aydes contre le syndic de Gévaudan, attendu que l'ordonnance de M. de Montmorancy avoit été donnée contre les formes de la province, que néanmoins, parce que le syndic du diocèse avoit souffert de grands dommages par la poursuite qui a été faite, il seroit de la charité de cette assemblée de lui accorder

quelque chose pour le relever en partie de toutes les dépenses qui sont tombées sur luy. Surquoy, il a été délibéré qu'il sera payé comptant, par le trésorier de la Bourse, au sieur Bouliaque, grand vicaire de Mgr l'évêque de Mende et concessionnaire dudit sieur syndic, la somme de 1,000 livres, par laquelle il sera passé par les syndics généraux tous actes nécessaires pour la décharge de la province, n'entendant pas pourtant, l'assemblée approuver l'ordonnance donnée par M. de Montmorancy, comme étant tout à fait contraire aux ordres de cette province, ni arrêts donnés en conséquence de cette affaire.

10 janvier 1657.

150. — Messieurs les commissaires, nommés pour voir et examiner la requête présentée aux Etats par les habitants de la ville de Marvejols contre le sieur de Montrodat, ont rapporté qu'il leur avoit été remis de la part desdits habitants plusieurs procédures faites contre le dit sieur de Montrodat, pour divers meurtres, vols, violences, exactions de deniers, interruption de foires et commerces et autres excès qu'il a commis dans le pays de Gévaudan, ayant même été condamné à mort par cinq sentences des ordinaires du lieu de Marvejols, et par quatre divers arrêts du parlement de Toulouse; pour l'exécution desquels les habitants supplient très humblement l'assemblée de vouloir leur accorder sa protection, en priant M. le comte de Bieule de lui donner main forte pour l'exécution desdits arrêts qui lui ont été adressés; comme aussi en ordonnant au diocèse de Mende de pourvoir aux frais qu'il y conviendra faire.

Surquoi, a été arrêté que, par les députés qu'il plaira à M. le Président nommer, M. le comte de Bieule sera prié de donner main forte pour l'exécution des susdits arrêts, et d'employer son autorité pour en faciliter les moyens ; l'assemblée renvoyant au diocèse de Mende pour pourvoir aux frais qu'il conviendra faire à ladite exécution, ainsi qu'il avisera ; et néanmoins lesdits habitants eussent besoin de quelques ordres de la Cour pour faciliter l'exécution des susdits arrêts, il sera écrit, de la part de l'assemblée, à M. le baron de Lanta, agent de la province, de les assister en l'obtention desdits ordres ; et pour aller vers M. le comte de Bieule ont été nommés : M. le baron de Villeneuve, les sieurs consuls d'Uzès et de Marvejols.

Dernier octobre 1658.

151. — Mgr l'évêque de Laval et autres commissaires pour examiner la requête présentée par aucuns des habitans de la ville de Mende, se plaignant de ce qu'en conséquence de la délibération prise l'année dernière, le 30 février, qui ordonne au syndic général d'intervenir au Conseil pour demander la cassation de l'élection consulaire de la ville, ont rapporté avoir vu les actes qui peuvent justifier le sujet de la plainte desdits habitants et qu'ils ont trouvé qu'on a accoutumé tous les ans, dans la ville de Mende, de procéder le 24 décembre, à ladite nomination consulaire dans le palais épiscopal du seigneur évêque, à l'issue du serment par les électeurs, composés des officiers et principaux habitants choisis le jour précédent dans la maison de ville ; que les habitans n'avoient point entendu troubler cet

ordre, lors de la dernière élection et moins encore contester les droits de Mgr l'évêque de Mende ; mais, qu'ayant été avertis que quelques habitans vouloient faire une nomination secrète pour éluder celle qui devoit être faite par le suffrage des habitans, il auroit été donné arrêt au parlement de Toulouse, le 10 du mois de décembre 1657, à la requête du syndic des principaux taillables de ladite ville, par lequel il est enjoint aux officiers du seigneur évêque et consuls de s'assembler en la forme ordinaire à l'effet de ladite nomination consulaire et, à leur refus, s'ils continuoient d'empêcher les conseils de ville, ainsi qu'ils avoient fait ci-devant, comme il appert par les actes, qu'il y seroit procédé par le premier magistrat requis ; lequel arrêt n'ayant pas été exécuté de la part desdits officiers, au contraire ayant été fait le même jour 21 décembre, de leur autorité privée, contre les formes de ladite ville, une élection consulaire et les principaux habitans conformément audit arrêt de parlement pardevant le sieur Chauvet, juge de de Lassous de l'Auvergne, en Rouergue, auquel la commission auroit été adressée, après toutesfois avoir fait diverses sommations et réquisitions aux officiers dudit seigneur évêque, pour les obliger de présider en leur assemblée ; il auroit été relevé appel desdites deux élections au parlement de Toulouse, où toutes les parties ayant produit, auroit été donné arrêt le 29 décembre dernier, par lequel la provision est adjugée en faveur desdits sieurs de Malessaigne, Sabatier et Lafont, consuls, faits par les principaux habitans de ladite ville, en présence dudit sieur Chauvet, avec défenses à toutes personnes de les troubler dans la fonction de leurs charges, et ensuite auroit été donné arrêt définitif le

50 janvier dernier, par lequel, lesdits Malassaignes et ses collègues, demeurent, confirmés consuls. Dequoy, ledit seigneur évêque n'étant pas satisfait, se seroit pourvu par requête au Conseil, au pied de laquelle, il obtint arrêt, le 1^{er} du mois de mars dernier, par lequel il ordonne, que le syndic des principaux habitans sera assigné au Conseil, à six semaines, et qu'il sera surcis à à l'arrêt du parlement de Toulouse ; ordonnant cependant aux consuls anciens de continuer la fonction de leurs charges ; duquel arrêt ayant été donné connaissance au parlement de Toulouse, arrêt seroit intervenu le 6 avril dernier, portant que très humbles remontrances seroient faites au Roy ; cependant que lesdits arrêts seroient exécutés, suivant leur forme et teneur, comme ayant été donnés sur des apels respectifs des parties, suivant les privilèges de la province ; que non obstant les arrêts du parlement, les parties étant présentes au Conseil, seroit intervenu arrêt le 17 du mois de may dernier ; par lesquels ledits Malassaignes et ses collègues son maintenus par provision dans la fonction de de leurs charges, demeurant cependant l'arrêt du Consul, obtenu par ledit seigneur évêque, le 1^{er} de mars dernier, comme non avenu ; mais d'autant que par délibération des Etats, du 22 février dernier, il a été ordonné audit syndic général d'intervenir à l'instance pendante au Conseil, pour demander la cassation du consulat fait des personnes dudit de Malassaignes et ses collègues ; ladite délibération n'ayant été prise sur ce que le sieur de Boulau, vicaire général de Mende, exposa pour lors, que ladite élection avoit été faite contre les termes de l'arrêt de règlement du 4 septembre 1651, lesdits habitans supplioient l'assemblée, qu'attendu que

ladite intervention n'a été donnée que sur de faux fondemens, et qu'ils ont fait voir à l'assemblée que leur élection a été faite dans les formes et suivant l'usage ordinaire de la ville de Mende, et que les apels qui ont été respectivement relevés au parlement de Toulouse sont dans les termes des privilèges, révoquer ladite délibération dudit jour 22 février 1658, avec défenses aux syndics généraux de plus intervenir dans ladite instance pendante au Conseil.

Lecture faite de ladite délibération dudit jour 30^e février dernier, les Etats ont révoqué et révoquent, faisant défenses aux syndics généraux de plus à l'avenir continuer leurs poursuites en ladite instance, attendu que l'élection des personnes des sieurs de Malessagnes et ses collègues a été trouvée faite dans les formes qui ne choquent pas les privilèges de la province, et que les apels respectifs des parties avoient été interjetés au parlement, suivant les termes de l'arrêt de règlement du 4 septembre 1651. Et néanmoins les Etats désirant employer tout ce qui dépend de leur autorité pour pacifier les désordres qui sont dans la ville de Mende, au sujet du consulat, ont délibéré et arrêté que les parties seront respectivement exhortées de donner à la compagnie leurs intérêts pour qu'elle puisse les terminer à l'amiable pendant la tenue de ses présents Etats. En suite de quoy Mgr le président ayant prononcé aux parties la susdite délibération, le sieur de Bouillaco, vicaire général de Mende, ayant témoigné de la part dudit seigneur évêque, qu'il donneroit agréablement ses intérêts à l'assemblée pour les terminer en la manière qu'elle le jugeroit à propos, et le sieur de Villeroussel auroit protesté de sa part et au nom des habitans de

ladite ville, qui ont présenté la requête, pareilles soumissions pour les ordres de l'assemblée et pour tout ce qui viendra de sa part.

13 novembre 1658.

152. — Les Etats faisant faire lecture du procès-verbal de l'année dernière et de ladite délibération prise au sujet des impositions faites à l'assiette du diocèse de Mende, et ayant remarqué que par ladite délibération il étoit fait défenses audit diocèse d'imposer aucunes sommes pour les gardes de M. le comte de Bieule, lieutenant général en cette province, et que pareil ordre pourroit arriver dans les autres diocèses ; ont délibéré que défenses seront faites auxdits diocèses d'imposer à l'avenir aucunes sommes pour les gardes de MM. les lieutenants généraux ; enjoignant pour cet effet auxdits commissaires principal et ordinaires, aux consuls et députés desdites assiettes de tenir la main à l'exécution de la présente délibération, à peine d'être exclus de l'entrée aux Etats et assiettes.

12 novembre 1658.

153. — Sur les plaintes faites aux Etats par plusieurs députés de l'assemblée que les receveurs des tailles exigent de notables sommes des consuls et collecteurs des lieux de la province sous prétexte de ports de lettres d'avis qu'ils envoient après l'échéance des termes des impositions et des commandements qu'ils font, à défaut de payement ; que même ils font payer pour une seule mande plusieurs droits de quittance,

sous prétexte que d'un mandement ou consulat dépendent plusieurs paroisses ou hameaux ; et encore de ce que lesdits receveurs et beaucoup de diocèses pour compter de leur maniement font autant de comptes qu'il y a de natures de deniers, et pour chaque compte ils font taxer auxdits diocèses jusques à 50 ou 40 livres pour l'adresse d'iceux, et qu'ils se font payer les avances des vacations ordinaires et extraordinaires des députés aux présents Etats, et même celles de tous les députés aux assiettes ; ce qui va à la foule et surcharge de tous les diocèses. Ouy le sieur de Boyer, syndic général, qui a dit que les frais des ports des lettres d'avis et commandemens se trouvent réglés par le traité fait par les Etats avec les receveurs des vingt-deux diocèses de la province en l'année 1610, confirmées par arrêt du Conseil de l'année 1612 et par ceux de 1634, ne pouvant exiger que 6 sols la lettre d'avis et 20 sols pour le voyage de chaque huissier qui sera mandé pour contraindre lesdits consuls et collecteurs en un seul droit de quittance pour chaque mande et consulat, bien que d'icellui dépendent plusieurs paroisses, et tout ce que lesdits receveurs prennent au-dessus peut être appelé concussion, lesdits receveurs ne pouvant non plus rendre plusieurs comptes à l'assiette, d'autant que toute la recette et dépense qu'ils font des deniers, dont ils rendent compte, peut être comptant en un seul compte, pour lequel il ne peut rien prétendre, d'autant que par les mêmes articles ils sont obligés de compter à leurs dépens. Et la dernière de leurs prétentions est encore autant que plus injuste que toutes les autres, puisque par les mêmes articles il sont obligés à faire les avances des frais des Etats et des assiettes. Et, en

l'année dernière, aux Etats tenus à Pézenas, il fut convenu avec eux qu'ils avanceroient les vacations ordinaires des Etats, réglés par l'état du Roy en l'année 1634 pendant la tenue de l'assiette, et les autres vacations extraordinaires au premier terme des impositions ; que toutes ces choses étant si bien établies et si bien réglées, il croit qu'il est de la dignité de l'assemblée de les faire observer. Surquoy, l'affaire mise en délibération a été arrêté que, conformément au susdit traité, il ne sera payé par les consuls et collecteurs des lieux de la province que 6 sous pour la lettre d'avis, et 20 sous pour chaque commandement qui leur sera fait après le terme échu, et un seul droit de quittance pour chaque mandement et consulat, nonobstant que d'icellui dépendent plusieurs lieux ; défendant auxdits receveurs de n'exiger et prendre davantage, à peine de concussion, et aux commissaires principal et ordinaires, tenant les assiettes, de recevoir qu'un seul compte desdits receveurs et de leur rien accorder pour l'adresse d'iceluy, ni non plus pour les avances des fraix d'assiette ni des vacations des députés aux présents Etats qui leur seront payés, savoir : celles qui sont réglées par l'état du Roy, de 1634, pendant la tenue de l'assiette, et les autres au premier terme des impositions, et sera la présente délibération imprimée et distribuée à tous les députés de l'assemblée.

18 décembre 1659.

154. — Sur les plaintes qui ont été portées aux Etats des rançonnements, incendies, meurtres et autres excès qui se font tous les jours dans le pays de Géva-

dan, par le sieurs de Rech, de Meblous, Longuesaignes, Laurens et autres leurs complices, pour lesquels, par divers arrêts du parlement de Toulouse, ils ont été condamnés à mort, même en dernier lieu pour des sacrilèges et autres crimes par eux commis ; par arrêt du parlement, du 29 août 1656, ledit François Longuesaignes a été condamné à être brûlé tout vif, ledit Meblous, son frère, à avoir la tête tranchée, et le nommé Laurens et ses complices pendus ; l'un desquels, dit le Charbonnier, ayant été appréhendé et conduit au parlement de Toulouse, auroit été réellement rompu tout vif ; que tous ces excès étaient si graves qu'il estimoit qu'il était de la charité de l'assemblée de pourvoir à la sûreté du pays de Gévaudan, et faire tous ses efforts pour empêcher la continuation de ces violances qui troubloient la liberté et le commerce et causoit la ruine entière de plusieurs familles, qui étoient obligées d'abandonner leur maisons et la culture de leurs terres pour garantir leurs vies et se mettre à couvert des oppressions.

Lecture faite de l'arrêt dudit jour 29 aoust 1656, et des délibération prises l'année dernière en faveur du pays de Gévaudan contre le sieur de Montrodat, ouy sur ce le sieur de Boyer, a été délibéré que le syndic interviendra au Conseil et partout ailleurs où besoin sera, et donnera toutes assistances au syndic et particuliers habitans de Gévaudan, pour avoir réparation des crimes ci-dessus énoncés, et pour empêcher la continuation, afin que les peuples dudit pays soient dans la liberté de leur commerce, et travailler avec sûreté à leurs affaires particulières.

20 mars 1659.

155. — Sur ce qui a été représenté par le syndic général que par le compte que le fermier général de l'équivalent, appartenant à la province, a rendu cette année au bureau des Comptes, MM. les députés du bureau lui ont passé en reprise une somme considérable pour les non jouissances de la ville et diocèse du Puy, causés par les ci-devant engagistes. Et d'autant qu'il ne seroit pas raisonnable que la province supportât cette non jouissance, ayant dédommagé les engagistes de toutes les prétentions qu'ils avoient sur la province, au moyen de la somme de 50,000 livres, qui leur fut accordée en l'année 1655, dont il leur reste dû encore 250,000 livres, et que par la transaction qui fut passée en conséquence, ils se sont obligés de laisser à la province la jouissance libre et paisible du droit d'équivalent de la ville et diocèse du Puy ; les Etats ont délibéré et arrêté qu'il sera retenu, par le trésorier de la Bourse, sur lui, 250,000 livres, qu'il doit payer auxdits engagistes la somme de 50,000 livres pour la sûreté de la province de l'indemnité qui lui sont dues, par lesdits engagistes, desdites non jouissances, et ce sans préjudice des autres clauses et conditions portées par ladite délibération du 10 du mois de février 1658, sous lesquelles le paiement de 250,000 livres restant doit être fait par le trésorier de la bourse ; lesdits Etats voulant que ladite délibération soit exécutée selon sa forme et teneur.

/

dudit jour.

A été arrêté qu'il sera expédié un mandement au profit du sieur de Rech, trésorier de la Bourse, de la somme de 500,000 livres sur Jacques Vallier, fermier général de l'équivalent de la province ; laquelle somme de 500,000 livres sera retranchée du département de celle 1,600,000 livres du don gratuit accordé au Roy, la présente année ; et ainsi ne sera imposé pour ledit don gratuit que la somme de 1,500,000 livres tant seulement, sauf à faire droit, s'il y échoit, au trésorier de la Bourse, pour le dernier quartier de l'équivalent, ainsi que la province jugera à propos.

21 février 1661.

156. — Le sieur de Joubert, syndic général, a dit qu'en l'année 1654, plusieurs curés et vicaires des diocèses de Nîmes, Uzès, Viviers et Mende aiant représenté au Roy le pitoyable état des lieux où ils étaient nécessités de faire le service et célébrer la sainte messe, y ayant plus de 500 églises dans lesdits diocèses qui ont été démolies ou entièrement ruinées par ceux de la Religion prétendue réformée, lors des mouvemens qu'ils excitèrent dans la province, Sa Majesté auroit, par arrêt de son Conseil, du 10 décembre de ladite année 1654, ordonné que pour donner moyen de rétablir lesdites églises, il seroit levé, pendant l'espace de dix ans, deux deniers sur chaque livre de chair qui se consommerait dans lesdits diocèses de Nîmes, Viviers, Uzès et Mende, pour les deniers en provenant être remis ex


maines des personnes dénommées audit arrêt et employées au rétablissement desdites églises. En conséquence duquel arrêt, il en auroit été rendu un autre, le 11 avril 1657, qui ordonne l'exécution du premier, conformément au registre fait d'iceluy en la Cour de comptes, aydes et finances de Montpellier, non obstant l'opposition formée par ceux de la Religion prétendue réformée; pour raison de quoi, Sa Majesté renvoye les parties devant ladite Cour, pour leur être pourvu. Et par ce que les personnes de piété qui en ont promu lesdits arrêts ne peuvent commencer à faire faire ladite levée dudit droit, sans la participation et l'express consentement des Etats, ils ont recours à l'assemblée et la supplient très humblement de vouloir seconder leurs desseins, qui ne vont qu'à la plus grande gloire de Dieu et au rétablissement des églises démolies dans lesdits diocèses.

Surquoi, l'affaire mise en délibération, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que, conformément aux susdits arrêts, il ne soit levé, dans lesdits diocèses de Nîmes, Viviers, Uzès et Mende, deux deniers sur chaque livre de chair qui se débitera, et ce pendant le temps de dix années portées par ledit arrêt, pour être les sommes en provenant perçues et employées au rétablissement desdites églises démolies dans lesdits diocèses, en la manière portée par lesdits arrêts, sans préjudice de l'obligation que peuvent avoir les prenans fruits des bénéfices de contribuer à ladite réédification. Si ont lesdits Etats délibéré qu'au cas de la part de ceux de la Religion prétendue réformée, ou autrement, on fut troublé dans la perception et levée dudit droit, le syndic général interviendra partout où besoin sera, pour faire vuider toutes les oppositions et faciliter l'exécution du susdit arrêt.

SOMMAIRE.



157. 160. 162. 169. Conditions imposées au fermier de l'équivalent ; procès, plaintes. — **158. 166.** Le sieur d'Entraigues, faisant profession de la religion prétendue réformée est exclus de l'entrée aux Etats. — **159.** Suppression des offices d'auneurs, marqueurs et visiteur des draps. — **161.** Les sommes imposées en faveur des consuls de Marvejols doivent lui être payées. — **163.** Procès contre les habitants de la terre de Grizac qui refusaient de payer les impositions des deniers extraordinaires et les frais municipaux. — **164. 166.** Impositions pour la construction de l'église de Marvejols. — **165.** Consentement à imposer pour le collège de Mende. — **167.** Consentement à imposer pour une gratification à donner à M. de Rochefort pour la mise en ordre des archives du pays de Gévaudan. — **168.** Réparation aux prisons de Mende. — **170 à 173.** Procès contre le sieur de Montjézieu. — **174.** Autorisation d'imposer pour la confection du retable du grand autel de l'église cathédrale de Mende. — **175.** Délibération relative à la nomination du prévôt diocésain. — **176.** Imposition pour la construction des églises démolies par ceux de la R. P. R. — **177.** Frais pour le logement des troupes. — **178.** Imposition pour le don gratuit et erreur commise au préjudice du Gévaudan, à rectifier. — **179. 180. 181.** Surcharge de la capitation à examiner.



1^{er} avril 1661.

157. — Les Etats ayant été informés que le fermier de l'équivalent du premier trienne s'est fait passer en reprise, dans le compte qu'il a rendu aux Etats, des sommes considérables, sous prétexte de non jouissance dudit droit dans la ville de Toulouse, diocèses du Puy, Vivarais et Mende, et autres de la province ; et étant avertis que le fermier du présent trienne prétend bailler de telles et semblables reprises, ce qui pourroit diminuer à l'avenir le prix de ladite ferme, l'assemblée, pour couper chemin à toutes ces prétentions, a délibéré de bailler au nommé Montmaulou, adjudicataire de la ferme de l'équivalent à forfait, à la charge qu'il renoncera, par exprès, à toutes les non jouissances dudit droit qui pourront arriver à l'avenir dans la ville de Toulouse, diocèses de Viviers, le Puy et Mende, et autres de la province, ensemble à tous cas fortuits opinés et non opinés, à la réserve seulement de ceux de la guerre et de la peste, dans les lieux où lesdits cas arriveront, à proportion de ce qu'ils viendront ; et qu'en considération de toutes les susdites renonciations, les Etats accordent, audit Montmoulou, la somme de 14,000 livres par an de diminution sur le prix de son adjudication ; en telle sorte qu'il payera de net à la province 280,000 livres par an, et baillera par le jour de bonnes et suffisantes cautions. Les Etats donnant pouvoir aux syndics généraux de lui passer le bail, sous les renonciations, clauses et conditions contenues en la présente délibération et autres énoncées dans le dernier contrat d'affirme.

12 décembre 1682.

158. — Mgr l'évêque de Mende a représenté qu'aux derniers Etats, il fut pris délibération de supplier très humblement le Roy d'interdire de l'entrée à l'assiette du pays de Gévaudan au sieur d'Entraigues, bailly dudit pays, attendu qu'il fait profession de la religion prétendue réformée. En suite de quoy, il auroit plu au Roy faire savoir son intention et sa volonté aux commissaires et députés de l'assiette dudit pays, auxquels Sa Majesté deffend d'y recevoir ledit sieur d'Entraigues, ledit seigneur évêque ayant prié l'assemblée de lui donner ses ordres pour la tenue de l'assiette prochaine dudit pays. Surquoy, a été délibéré et arrêté que, suivant l'usage commun de la province, l'ordre desdits Etats et intention de sadite Majesté, ledit sieur d'Entraigues demeurera exclus de ladite assiette, tant et si longtemps qu'il fera profession de la R. P. R. et qu'en son absence celui des officiers catholiques qui a droit de tenir sa place et de lui succéder, sera receu. Les Etats ordonnant aux commissaires principal, ordinaires et députés de ladite assiette, de tenir la main à l'exécution de la présente délibération, à peine d'être exclus de l'entrée aux Etats et assiettes dudit diocèse.

Ledit seigneur évêque de Mende a aussi représenté que la charge de procureur du Roy, en la juridiction de Marvejols, est possédée par un homme faisant profession de la R. P. R. ce qui cause l'oppression des catholiques et l'impunité de la pluspart des crimes qui se commettent par ceux de ladite Religion, en quoi l'intérêt public et la religion catholique se trouvent notablement blessés

par le droit acquis, à la charge de procureur du Roy, d'entrer et assister dans toutes les assemblées où se font les départements des impositions et délibérations politiques de ladite ville, et qu'il est très important de trouver les moyens de faire passer ladite charge en la main d'un catholique. Les Etats ont délibéré et arrêté que le Roy sera très humblement supplié, par les députés du pays en Cour. que le pourvu de ladite charge, attendu qu'il fait profession de la R. P. R. s'en démettra dans six mois en faveur d'un catholique, et qu'à l'avenir elle ne pourra être possédée ni exercée que par une personne faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine.

30 décembre 1662.

159. — L'année dernière, l'assemblée avoit demandé qu'il plût à Sa Majesté, conformément à l'arrêt du Conseil, du 30 juillet 1660, les communautés de la province fussent maintenues dans la faculté qu'elles ont de rembourser les offices d'auneurs, marqueurs et visiteurs de draps et autres étoffes de laine, sans s'arrêter aux enchères et adjudication qui pourroient avoir été faites à la Chambre du domaine ; en conséquence de quoi, ayant donné arrêt au Conseil le 14 may dernier en conformité de ladite condition, le pays de Gévaudan voulant rembourser ses offices pour faire cesser la levée d'un subside qui ruine le commerce dudit pays, auroit délibéré à la dernière assiette, le 20 du mois d'avril de l'année présente 1662, de faire ledit remboursement et ensuite passé transaction avec les propriétaires d'iceux, le dernier dudit mois d'avril, dans laquelle il est con-

venu et arrêté que, pour la somme de 56,000 écus lesdits offices d'auteurs, marqueurs et visiteurs de draps demeureront éteints et acquis au pays de Gévaudan, à laquelle somme avaient été liquidés et modérés le prix des acquisitions desdits offices. quittance et finance, hérité et confirmation d'hérité, attribution de gages, fraix et loyaux coûts ; de laquelle somme de 50,000 livres les marchands du pays de Gévaudan auroient payé volontairement 10,000 livres, à la décharge du diocèse. Et d'autant que cette transaction est très avantageuse à la province et pays de Gévaudan, et que par ce moyen les subsides établis sur les étoffes de laine, se trouvant éteints et supprimés, le commerce se pourra faire avec plus de facilité, il supplie l'assemblée de vouloir approuver et autoriser ladite transaction et consentir que la susdite somme soit imposée dans l'assiette dudit pays de Gévaudan.

Lecture faite de l'arrêt du Conseil, dudit jour 4^e may, et de la susdite transaction, les Etats approuvant tout ce qui a été géré par ledit pays de Gévaudan, au sujet de ladite transaction, ont déclaré n'entendre empêcher que la somme de 45,000 livres soit imposée et levée sur ledit pays de Gévaudan ; et néanmoins, parce qu'il est venu à la connoissance de l'assemblée qu'au préjudice dudit arrêt du Conseil et de la transaction, il y a quelques particuliers qui continuent, audit pays de Gévaudan, la levée desdits droits, a été arrêté que Mgr le prince de Conty et MM. les autres commissaires du Roy seront priés de donner ordonnance portant que, conformément audit arrêt du Conseil, deffenses seront faites à toutes personnes, de quelle qualité et condition qu'ils soient, d'exiger et lever les droits, à peine de concussion et de punition corporelle.

4 mai 1663.

160. — Messieurs les évêques de Montauban, MM. les barons de Ganges et de Lanta, les sieurs capitouls de Toulouse, consuls de Montpellier, Mende et Castres, commissaires nommés pour examiner les moyens d'appel, interjetté au Conseil par le fermier de l'équivalent de la province du trienne dernier, ont rapporté que le principal moyen dudit appel était fondé sur ce que le nommé Carles, sous fermier de l'équivalent du diocèse de Mende par contrat à lui passé par le sieur Verchaud, principale caution dudit fermier, auroit présenté requête aux Etats derniers, tenus en cette ville, et demandé d'être déchargé de deux tiers du prix de son bail, qui revenoit à la somme de 50,000 livres par an, et cela fondé sur de prétendues non jouissances qui lui avoient été causées par plusieurs villes et lieux du diocèse de Mende, qu'il offroit de justifier par des procédures qui avoient été faites sur ce sujet, etc. Surquoy, ouy le sieur de Joubert, syndic général, qui a dit que les prétentions et demandes dudit Carles sont fondées sur des actes dont il peut justifier le contraire, ayant été certifié que les villes et lieux dont il demande d'être déchargé de l'équivalent, ont entièrement payé le prix des sous affermes, et que ledit Carles a fait la levée des droits d'équivalent dans tout le diocèse de Mende, paisiblement et sans qu'il y ait prétexte légitime pour lui accorder le moindre rabais, en telle sorte que l'instance pendante au Conseil étant bien instruite, la province ne peut espérer qu'un succès favorable de cette affaire ; et pour cet effet il était expédient de faire joindre au Con-

seil la prétention dudit Carles, à l'appel interjetté par le fermier général et de demander la cassation de la sentence arbitrale par les voies de droit pour être instances jugées par un même arrêt contre ledit Verchaut, débiteur principal du prix de la ferme, ledit Carles et autres qu'il appartiendra. Surquoi, a été délibéré et arrêté que ledit syndic poursuivra incessamment au Conseil l'instance intentée en icelui par ledit Verchaud ; et parce qu'il pourroit opposer ladite prétendue sentence arbitrale obtenue sans défense par Carles, sous fermier, il demandera la cassation de ladite sentence arbitrale et de tous autres actes préjudiciables, par toutes voyes et droit. A été délibéré que les syndics généraux enverront au plutôt au sieur Boujette les actes nécessaires pour qu'il mette l'affaire en état d'être jugée définitivement pendant le séjour que MM. les députés feront en Cour.

10 janvier 1663.

161. — Sur la requête présentée aux Etats par le sieur Aldin, contenant qu'ayant eu l'honneur, dans cette assemblée, l'année dernière, en qualité de consul de Marvejols, au diocèse de Mende, et qu'au moyen du service qu'il a rendu à la province en la susdite qualité, il eut dû être payé des journées ordinaires et extraordinaires qu'il avoit employé auxdits Etats, néanmoins le sieur de La Roche, receveur dudit diocèse, refuse de les lui payer, quoiqu'elles aient été imposées à l'assiette dernière, sous prétexte de quelque baniment qui a été fait en ses mains, qui ne peut avoir lieu, attendu les privilèges desdits deniers qui ne peuvent être saisis sous quelque prétexte et occasion que ce soit. Surquoi, il a

été délibéré que le sieur de La Roche, receveur du diocèse de Mende, délivrera audit sieur Aldin les sommes qui ont été imposées à la dernière assiette de Mende pour les journées ordinaires et extraordinaires et ce sans s'arrêter aux banimens qui pourroient avoir été faits en ses mains, comme contraires aux privilèges de la province, délibérations des Etats et arrêts du Conseil, donnés en conséquence. Et en cas que, pour raison de ce, lesdits sieurs de La Roche et Aldin fussent recherchés, le syndic général interviendra en leur faveur, tant au parlement de Toulouse que partout ailleurs où besoin sera.

12 janvier 1663.

162. — Le sieur Oziol, syndic et député de la ville de Mende, ayant été ouy dans l'assemblée, a exposé au long les violences que le nommé Carles, sous fermier de l'Equivalent de ladite ville de Mende, au trienne passé, a fait en ladite ville de Mende en la levée et perception dudit droit, ayant même fabriqué de fausses informations pour avoir occasion de demander rabais du prix de son afferme ; à raison de quoi, il a intenté procès à la province, qui est pendant au Conseil ; ledit sieur Oziol ayant remis au greffe des Etats l'extrait du contrat de sous afferme de l'équivalent de la ville de Mende, passé par ledit Carles à Estienne Arnal et Estienne Bourrié, habitans de ladite ville, le 19 mars 1660 ; un extrait de l'état des restes dues desdits droits audit Carles, pour les douze premiers mois de son afferme, au pied duquel est copie de l'acte passé par ledit Carles auxdits Arnal et Bourrié, par lequel ils se chargent de faire la levée desdits droits, suivant autre

contrat dudit jour 19 mars 1660, dont l'extrait a été remis ; l'extrait de la quittance finale fait par lesdits Arnal et Bourrié de l'entier prix de ladite afferme ; les Etats ont ordonné que lesdits actes seront remis aux syndics généraux pour s'en servir au procès qui est pendant au Conseil contre ledit Carles.

du 22 janvier 1663.

163. — Le sieur de La Vernède, syndic du pays de Gévaudan, a représenté qu'il a été chargé par l'assiette dernière de reprendre la poursuite du procès qu'il a pendant au Conseil contre les habitants de la terre de Grizac qui refusent de payer la cottité des impositions des deniers extraordinaires et fraix municipaux qui s'imposent tous les ans, sous prétexte d'une exemption qu'ils disent avoir obtenue de Sa Majesté à l'égard des deniers ordinaires de l'ayde, octroy, crue et taillon, voulant étendre ladite exemption sur les deniers extraordinaires pour s'empêcher d'en payer sa cottité ; à raison de quoi ledit pays l'a chargé de demander à cette assemblée sa protection pour contraindre plus facilement lesdits habitans au payement de ce qu'ils doivent et devront à l'avenir pour lesdits deniers extraordinaires et ce d'autant plus que lesdits habitans les ont payées d'autres fois en vertu d'une sentence rendue par le Sénéchal de Nimes. Surquoi, il a été délibéré et arrêté que le syndic général interviendra au Conseil, et partout ailleurs où besoin sera, en faveur du pays de Gévaudan, pour contraindre les habitans dudit lieu de Grizac au payement des arrérages qu'ils doivent de leur cottité

des impositions des deniers extraordinaires et fraix municipaux, et pour les obliger à payer à l'avenir lesdites impositions.

26 janvier 1663.

164. — Mgr l'évêque de Mende a représenté que le pays de Gévaudan auroit été obligé, dans les derniers troubles excités dans la province par ceux de la Religion prétendue réformée, d'abattre l'église de Marvejols, dans la prétention où ils étoient que ne pouvant résister à la force et violence des habitans de la R. P. R. elle ne leur servit de forteresse pour se rendre maîtres de ladite ville ; s'étant convertis, ledit pays de Gévaudan, n'ayant rien à craindre, avoient résolu de relever ladite église, mais que comme ils ne pouvoient survenir à cette dépense, quoiqu'ils aient employé une somme de 12,000 livres, il supplie l'assemblée d'avoir la bonté d'y donner son consentement à l'imposition d'une plus grande somme pour achever cet ouvrage. Surquoi, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que le diocèse de Mende n'impose jusques à la somme de 3,000 livres, après toutesfois qu'il aura plu au Roy d'en permettre l'imposition, pour être ladite somme employée à la réédification de l'église de Marvejols, sur les ordres de Mgr l'évêque de Mende.

15 janvier 1664.

165. — Sur ce qui a été représenté par Mgr l'évêque de Mende, qu'il étoit très important pour l'instruction de la jeunesse de son diocèse d'augmenter les classes du collège de la ville de Mende, la plupart

n'ayant pas de quoi envoyer leurs enfans dans les collèges voisins, mais que cela ne se pouvoit faire si les Etats ne donnent leur consentement à ce que son diocèse impose tous les ans, à cet effet, la somme de 600 livres ; l'affaire mise en délibération, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que le diocèse de Mende n'impose tous les ans la somme de 600 livres pour l'augmentation des classes du collège de la ville de Mende.

9 février 1665.

166. — Mgr l'évêque de Mende a représenté que le pays de Gévaudan ayant été obligé dans les derniers troubles excités par ceux de la R. P. R. d'abattre l'église collégiale de la ville de Marvejols qui leur pouvoit servir d'asile et de forteresse, et que depuis, lesdits troubles ayant cessé, ledit pays voulant rétablir ladite église auroit commencé de la faire bâtir et employé pour cet effet une somme considérable, qui avoit été imposée sur ledit pays, par le consentement des Etats ; et d'autant que ladite somme n'a pas été suffisante pour achever ledit bâtiment, et les imposer en une ou plusieurs années ainsi qu'il sera jugé à propos dans l'assiette du pays. Surquoi, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que le pays de Gévaudan n'impose en une ou plusieurs années les sommes qui leur sont nécessaires pour achever le bâtiment de l'église de Marvejols et employée à cet effet par les ordres de Mgr l'évêque de Mende.

dudit jour.

Mgr l'évêque de Mende a dit que sur les plaintes, faites au Roy, par les Etats, de ce que le sieur d'Entraigues, faisant profession de la Religion prétendue réformée, était pourvu des charges de baillif du pais de Gévaudan, au siège royal de Maruejols, avec cette faculté de l'entrée aux Etats et assiette de son diocèse, Sa Majesté auroit non seulement exclus ledit sieur d'Entraigues de l'entrée des assiettes dudit diocèse, tant et si longtemps qu'il feroit profession de la R. P. R., mais encore auroit permis à son diocèse de lui rembourser la finance desdites charges qui depuis a été réglée, par Sa Majesté, sur l'avis de Mgr le prince de Conty et de M. l'intendant, à la somme de 16,000 livres ; moyennant laquelle ledit sieur d'Entraigues est obligé de donner ses démissions desdites charges, pour d'icelles être pourvu une personne catholique, qui sera nommée à Sa Majesté par les Etats et assiette de son diocèse ; auquel payement ne pouvant être pourvu que par imposition ou emprunt, ainsi que le Roy l'a permis, il supplie l'assemblée d'y donner son consentement. Surquoy, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que le diocèse de Mende ne fasse le remboursement des charges dudit sieur d'Entraigues et pourvoye à cet effet au payement de ladite somme de 1,600 livres, par imposition ou emprunt, ainsi qu'il le jugera à propos, à la charge toutesfois que lorsque lesdites charges devront être remplies d'une personne catholique, ledit diocèse répétera ladite somme de 1,600 livres, pour être employée au payement de celui qui aura fait le prêt audit diocèse, ou être moins imposé à sa décharge s'il y a été pourvu par imposition.

7 janvier 1666.

167. — Sur ce qui a été représenté par le syndic du diocèse de Mende, qu'en l'année dernière il auroit été pris délibération aux Etats particuliers dudit diocèse, par laquelle il auroit été délibéré qu'attendu que les papiers et actes qui sont dans les archives dudit diocèse sont dans une très grande confusion, ce qui lui cause de très grands préjudices, qu'il seroit mis en ordre par le sieur de Rochefort, assisté par le syndic et greffier dudit diocèse ; ce qui a été exécuté, y ayant employé quatre mois entiers et qui mérite récompense. Et à cet effet il supplie l'assemblée de consentir que ledit diocèse impose ce qui sera raisonnable pour le payement dudit Rochefort. Surquoi les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que le diocèse de Mende ne paye ledit Rochefort comme il avisera bon être.

8 janvier 1667.

168. — Les Etats ont délibéré n'entendre empêcher que le diocèse de Mende n'impose jusques à la somme de 800 livres et au dessus pour être employée aux réparations des prisons de la ville de Mende, après toutes fois que ledit diocèse l'aura ainsi délibéré.

3 mars 1667.

169. — Sur ce qui a été représenté par Mgr l'évêque d'Uzès que par arrêt du Conseil du 24 septembre 1666, donné à la poursuite de MM. les députés du pais, en Cour, et en conséquence de la délibération des Etats du 26 février 1666, Sa Majesté auroit ordonné la sup-

pression des juges conservateurs de l'équivalent de la province, à la charge de remboursement ; duquel arrêt l'assemblée ayant eu connaissance, lors du rapport de ~~M.~~ les députés en Cour, elle auroit délibéré qu'avant de résoudre si elle devoit faire ledit remboursement on sauroit plutôt à quoi il pourroit monter, même qu'on appelleroit le fermier de l'équivalent pour savoir de lui si cette affaire porteroit préjudice à la levée des droits de la ferme ; que comme l'assemblée n'avoit voulu prendre ces précautions que pour avoir moyen de se déterminer si elle devoit faire ce remboursement en corps de province ou s'il falloit envoyer aux diocèses de le faire chacun en droit soy, il supplioit présentement l'assemblée de délibérer si elle vouloit faire ledit remboursement ou de permettre que son diocèse le fit pour ce qui le concerne, attendu que cet office est d'un très grand préjudice aux habitans de son diocèse, étant obligés pour des affaires de néant de faire quelques fois douze lieues pour aller se défendre aux assignations qui leur sont données par les fermiers et sous fermiers de l'équivalent devant le juge conservateur, au lieu que, lorsque ledit office sera supprimé après ledit remboursement, les consuls des villes et lieux seront en droit de rendre cette justice, suivant et conformément audit arrêt du Conseil, ce qui se fera avec plus de commodité pour les habitans de son diocèse. Surquoi, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher qu'en exécution de l'arrêt du Conseil dudit jour 24 septembre 1666, le diocèse d'Uzès et autres de la province ne remboursent, si bon leur semble, les offices de juges conservateurs de l'équivalent, en imposant les sommes qui seront nécessaires pour raison de ce.

12 décembre 1670.

170. — Le sieur de la Vernède, syndic général de Gévaudan, a dit qu'en conséquence de la délibération prise aux Etats derniers, expédiée originairement et remise au pouvoir de Mgr l'évêque de Viviers, président, qui ordonne audit syndic de remettre dans cette tenue d'Etats une délibération des Etats du païs de Gévaudan pour servir d'éviction et garantie à la province de tous dépens, dommages et intérêts qu'elle pourroit souffrir à cause de la délibération prise le 20 du mois de may 1653, pour intervenir, en faveur dudit pays de Gévaudan, contre le sieur de Montjézieu et autres dénommés en la délibération ; satisfaisant à l'ordre des Etats, a remis la délibération prise par ledit pays de Gévaudan, le 24 du mois de mars dernier, signée par Mgr l'évêque de Mende, président des Etats du païs de Gévaudan, et Descamp, greffier et secrétaire dudit païs, par laquelle ledit païs de Gévaudan s'oblige envers la province de la relever de tous dépens, dommages et intérêts qu'elle peut avoir souffert ou souffrira à l'avenir pour raison du procès qu'elle a contre le sieur de Montjézieu. Lecture faite de ladite délibération, a été arrêté qu'elle sera enregistrée ez registres des Etats pour y avoir recours quand besoin sera.

11 janvier 1671.

171. — Mgr l'évêque de Viviers, président, a dit qu'au commencement de cette assemblée, le syndic du païs de Gévaudan, satisfaisant à la délibération prise le 31 du mois de décembre 1669, auroit remis une délibé-

raison du païs de Gévaudan pour décharger la province de tous dépens, dommages et intérêts qu'elle pourroit souffrir à raison du procès qu'elle a contre M. de Montjézieu. Surquoi, les Etats jugeant qu'aux termes de la délibération dudit pays de Gévaudan, la province est suffisamment à couvert de tout ce qu'elle pourroit appréhender à raison du procès dudit sieur de Montjézieu, a arrêté que ladite délibération originelle, dudit jour 31 décembre 1669, sera remise ez mains de mondit seigneur l'évêque de Mende ; ce qui a été fait en pleine assemblée, pour en user ainsi que bon lui semblera.

26 janvier 1671.

172. — Mgr l'évêque de Mende, M. le baron de Villeneuve, les sieurs capitouls de Toulouse et consuls de Montpellier, commissaires nommés pour voir les actes qui ont été remis pour servir au procès que la province poursuit contre le sieur de Montjézieu, ont rapporté qu'après avoir examiné avec beaucoup d'application les arrêts rendus tant au parlement de Toulouse qu'en la Chambre des grands jours, avec les autres actes produits jusques à présent contre ledit sieur de Montjézieu, ils auroient demeuré d'accord que quoiqu'ils fussent suffisants pour mettre la province et le païs de Gévaudan à couvert de toutes les demandes qu'il prétendoit lui faire pour raison de ce qu'ils avoient pourtant jugé qu'il serait à propos de faire informer de nouveau contre le sieur de Montjézieu des violences, rançonnements et excès par luy commis, tant dans le pays de Gévaudan que partout ailleurs où besoin sera. Surquoy les voix recueillies, l'avis de MM. les commis-

saires a été unanimement approuvé. Ce faisant, a été délibéré qu'aux frais et dépens de la province il sera incessamment informé dans ledit pays de Gévaudan, et partout ailleurs, des meurtres, incendies, extorsions et généralement de tous les graves excès dont ledit sieur de Montjézieu a été l'auteur ou complice, depuis l'année 1665, et les poursuites nécessaires faites en conséquence devant les juges qu'il appartiendra.

5 janvier 1672.

173. — Monseigneur l'évêque de Mende a dit que dans l'assiette de son diocèse on avoit trouvé à propos de terminer à l'amiable le procès entre le pais de Gévaudan et le sieur de Montjézieu, dans lequel le syndic général de la province avoit été reçu partie intervenante, etc. C'est pourquoi, Mgr l'évêque de Mende prioit très humblement l'assemblée de vouloir approuver le susdit accord, et de consentir si l'assiette de son diocèse se portera à faire quelque gratification au sieur de Montjézieu des avantages qu'il pouvoit espérer dans l'exécution des arrêts qu'il avoit obtenus, et que le procès prenant fin, le diocèse de Mende trouve l'utilité à épargner les frais de cette poursuite. Lecture faite dudit accord, les Etats l'ont approuvé en tant que de besoin et déclaré n'entendre empêcher que l'assiette du diocèse de Mende n'accorde au sieur de Montjézieu ce qu'elle jugera à propos, jusqu'à la somme de 4,000 livres; consentant que ladite somme soit comprise dans les départemens qui seront faits en ladite assiette.

7 dudit mois de janvier.

174. — Mgr l'évêque de Mende a dit que le retable du grand autel de son église cathédrale n'ayant pu jusqu'à cette heure être achevé à cause de la grande dépense en laquelle ce dessin les a engagés par la beauté extraordinaire de l'ouvrage, l'assiette de son diocèse avoit témoigné y vouloir contribuer d'une somme de 600 livres ; mais d'autant qu'il ne peut être fait aucune imposition dans les diocèses de la province, sans le consentement des Etats, il prioit très humblement l'assemblée de le lui vouloir accorder. Surquoy, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que le diocèse de Mende n'impose la somme de 600 livres pour être employée au retable qui se fait dans l'église cathédrale de la ville de Mende.

28 janvier 1672.

175. — Le sieur de Boyer, syndic général, a dit que les vingt-deux diocèses de la province ont jouy de tout temps de la faculté qu'ils ont de nommer un prévôt diocésain, et que lorsqu'ils ont rectu quelque trouble, Sa Majesté leur a fait cette justice de les maintenir dans la fonction de leurs charges ; que la nomination de ce prévôt se fait par les délibérations prises dans les assemblées des diocèses, et qu'en suite il prend des lettres d'attache du prévôt général de la province, et que ces deux actes le rendent capable de toutes les fonctions de sa charge et lui donnent tout le pouvoir nécessaire pour l'exercer dans toute son étendue ; qu'il étoit pourtant

arrivé que lorsque le syndic du païs de Gévaudan avoit voulu demander au parlement de Toulouse, suivant l'usage observé dans le diocèse, et conformément aux déclarations accordées par les prédécesseurs de Sa Majesté, que le prévôt dudit pays peut faire ses fonctions en la forme ordinaire et juger des cas prévôtaux avec les officiers du bailliage, le parlement avoit ordonné, par un arrêt rendu en 1669, qu'il prendroit des provisions dans six mois, passé lequel délai il lui seroit défendu de faire l'exercice de sa charge, etc. Il a été délibéré que le syndic général fera toutes les poursuites nécessaires, tant au Conseil que partout ailleurs où besoin sera, pour faire maintenir ledit prévôt du diocèse de Mende dans la faculté dont ses prédécesseurs et lui ont jouy de tout temps, de juger des cas prévôtaux, avec les officiers du bailliage, sans qu'il ait besoin d'autres titres ny provisions que de la délibération qui le nomme, le tout suivant et conformément aux lettres patentes accordées par les prédécesseurs de Sa Majesté, et à l'usage inviolablement observé dans ledit païs de Gévaudan.

19 novembre 1685.

176. — Le sieur de Montbel, secrétaire général, a dit croyoit être obligé d'informer l'assemblée que, par arrêt du Conseil du 10 décembre 1654, rendu sur la requête d'un particulier et au nom des curés et vicaires perpétuels des diocèses de Nîmes, Uzès, Viviers et Mende, Sa Majesté auroit ordonné qu'il seroit levé un droit de deux deniers sur chacune livre de chair qui sy vendroit et consommeroît dans lesdits diocèses, pour en être le produit employé à la réédification des églises qui avoient

été démolies et abattues par ceux de la R. P. R. et qu'ensuite les Etats avoient donné leur consentement pour la levée et perception dudit droit, par leur délibération du 22 février 1661 ; qu'il ne lui paroissoit pas que ce dessein eût été exécuté, et qu'il estimoit, puisqu'il avoit été différé, qu'on pouvoit se servir de ce même moyen dans l'occasion présente d'un grand nombre de conversions qui ont été faites dans lesdits diocèses, pour pouvoir rétablir les églises qui ont été abattues et agrandir celles qui ne peuvent pas contenir les nouveaux convertis, etc. Les Etats ont déclaré n'entendre empêcher qu'il ne soit éably, si tel est le bon plaisir de Sa Majesté, un pareil droit de deux deniers sur chacune livre de chair qui se vendra et consommera dans l'étendue des quatre diocèses de Nîmes, Uzès, Viviers et Mende, pour être le produit employé à rétablir les églises démolies par ceux de la R. P. R. et agrandir celles qui ne pourront pas contenir le nombre de nouveaux convertis, et de telle manière que la dépense qu'il conviendra faire, pour raison de ce, puisse être faite en moins de deux années.

29 octobre 1686.

177. — Le sieur de Joubert, secrétaire général, a dit que le syndic du pays de Gévaudan lui avoit donné connaissance que la plupart des commissaires du diocèse de Mende, qui avoient souffert le logement des troupes en quartier d'hiver, auxquelles les Etats avoient accordé le remboursement d'une partie de leur dépense n'avoient pas été remboursées par la négligence, ou la mauvaise conduite des consuls qui en ont eu l'administration, à quoi il étoit très important de remédier, pour

le soulagement des communautés. Serquoui, il a été délibéré que ledit sieur de Joubert demandera à M. de Basville, intendant, une ordonnance pour contraindre les consuls desdites communautés de rendre compte des sommes qu'ils ont retirées pour les remettre au syndic du diocèse, qui en fera la distribution à ceux qui ont souffert effectivement le logement des troupes.

7 novembre 1691.

178. — Le sieur de Montbel, syndic général, a dit qu'il intervint, l'année dernière, une erreur dans le département de l'imposition du don gratuit, sur l'article de la cotité du diocèse de Mende, et qu'au lieu que ce diocèse ne devoit être cotisé que 143,528 livres 4 sous 3 deniers, il avoit été employé pour 148,528 livres 4 sous 5 deniers ; ce qui avoit fait une surimposition de 5,000 livres, au préjudice de ce diocèse ; que pour réparer cette erreur, qui avoit été vérifiée par MM. du Bureau des Comptes, et faire justice au diocèse, il croyoit qu'on pourroit moins imposer dans le département du don gratuit, qui sera fait pour l'année 1692, et en l'article du diocèse de Mende, pareille somme de 5,000 livres, afin que les contribuables, qui ont été surchargés cette année de leurs cotités de ladite somme, soient déchargés d'autant l'année prochaine ; qu'il croyoit aussi, qu'après que le sieur de Pennautier, trésorier de la Bourse, sera payé de l'entière imposition de l'année présente 1691, il doit dédommager le diocèse de Mende des intérêts de ladite somme de 5,000 livres, à compter depuis le premier janvier 1692 jusques au temps auquel ladite somme qui demeurera en ses mains pour rempla-

cement du moins imposé lui devoit être payée si elle étoit imposée; et cependant que pour l'ordonne du compte dudit sieur de Pennautier, et pour éviter la confusion, il croyoit que cette somme de 5,000 livres devoit être rejetée au chapitre de la recette ou don gratuit en faisant mention dans l'apostille, qui sera mise à l'article du diocèse de Mende, que ladite somme a été rejetée pour les causes contenues en la délibération qui aura été prise en cette assemblée. Surquoi, il a été délibéré que le sieur de Pennautier, trésorier de la Bourse, fera le recouvrement de la somme entière qui a été imposée sur le diocèse de Mende, pour sa cotité du don gratuit de l'année 1694, et que celle de 5,000 livres, dont ladite cotité a été surchargée, lui servira de fonds pour le remplacement de pareille somme qui sera moins imposée dans la cotité dudit diocèse, du don gratuit de 1692, et que le sieur de Pennautier étant payé de l'entière cotité du diocèse de Mende des impositions de l'année présente 1694, il sera tenu de payer, au syndic du diocèse ou au porteur de sa procuration, les intérêts de ladite somme de 5,000 livres surimposée, jusqu'au temps que ladite somme auroit dû lui être payée si elle n'avoit été imposée qu'en l'année 1692, et que, par MM. du Bureau des Comptes, ladite somme de 5,000 livres sera rejetée de l'article de la recette faite par le sieur de Pennautier, trésorier de la Bourse, sur le diocèse du don gratuit de l'année 1694, et qu'il sera mis, à la marge dudit article, que cette somme a été rejetée pour les causes mentionnées en la présente délibération, comme aussi que, par MM. du Bureau des comptes, il sera fait mention, sur le département, du don gratuit qui sera fait pour l'année

1692, qu'il a été moins imposé en l'article du diocèse de Mende, la somme de 5,000 livres, à la décharge dudit diocèse.

20 décembre 1702.

179. — Le sieur de Montbel, syndic général, a dit que les syndics des diocèses de Montpellier, Nîmes, Uzès, le Puy, Mende et Alais, lui ont fait signifier, le 19 de ce mois, un arrêt du Conseil, rendu le 27 juin de l'année présente 1702, et que par l'exploit mis au bas, il étoit dit que les syndics baillent leurs mémoires aux Etats, et qu'il n'y a pourtant que le syndic du diocèse d'Alais qui ait baillé les siens sans aucune pièce.

Que cet arrêt porte qu'il a été rendu sur la requête présentée au Roy par les syndics desdits diocèses, et par le syndic du pays de Vivarais, contenant qu'ils ont été surchargés par le département qui a été fait pour la capitation de l'année 1702, qui revenoit à 2,050,000 livres pour toute la province, en ce compris les taxations et leveures de 6 deniers pour livre pour le trésorier de la Bourse, les receveurs des diocèses et les collecteurs des communautés, etc. Les Etats renvoient à des commissaires pour examiner cette affaire.

22 dudit mois de décembre.

180. — Mgr l'archevêque d'Alby et les autres commissaires nommés pour examiner la plainte qui a été portée au Conseil du Roy, au nom des syndics des diocèses de Montpellier, de Nîmes, Uzès, le Puy, Mende et Alais, et du syndic du pays de Vivarais qui prétendent être surchargés par le département qui a été fait de la

capitation de la présente année 1702, a rapporté qu'ils étoient entrés dans cette affaire, en vue d'exécuter ledit arrêt, et qu'ils avoient discuté tous les moyens dont on pouvoit se servir pour juger, dès à présent, si la plainte de ces diocèses étoit fondée et s'ils étoient véritablement surchargés par le département de la capitation ; qu'il lui a paru qu'il n'y en avoit qu'un seul pour faire les choses avec exactitude et dans toutes les règles qui doivent être observées dans une affaire de cette qualité, parce que les Etats qui sont assemblés depuis six semaines devoient finir bientôt, et qu'ils ne pouvoient pas prendre en si peu de temps les éclaircissements nécessaires pour la juger ; que ce qui leur avoit fait plus de peine étoit que les députés de plusieurs diocèses leur avoient dit qu'ayant été avertis de l'arrêt qui avoit été rendu en faveur de ces diocèses, ils s'étoient plaints aussi, au Conseil du Roy, par des requêtes qu'ils y ont présentées, de la surcharge qu'ils souffroient à cause de la capitation, et que leur plainte avoit été reçue et renvoyée à M. de Basville, pour la joindre à celle qui avoit été fait par lesdits sept diocèses, et que M. de Basville leur avoit dit que c'étoient les diocèses de Carcassonne, Narbonne, Alby et Castres ; que la ville de Toulouse et les autres diocèses de la province, qui jusqu'à présent n'avoient pas eu connaissance de l'arrêt du Conseil, s'étoient plains aussi au Bureau de la Commission d'une pareille surcharge ; de sorte que MM. les commissaires avoient considéré cette affaire d'une manière à devoir y entrer pour faire justice à tous les diocèses qui se trouveroient surchargés ; et comme ce n'est que par les rôles qui ont été arrêtés dans les diocèses que l'on peut juger de cette inégalité dans les taxes qui ont été faites,

ils croyoient que l'assemblée devoit charger les syndics généraux de se faire apporter incessamment les doubles des rôles de la capitation, qui ont été faits pour l'année 1702, et qui ont été remis au greffe de chaque diocèse, et que par le dépouillement qu'ils feront desdits rôles de la capitation des taxes de toute qualité et des facultés d'un chacun dont ils pourront se faire informer, en pourroit asseoir aux Etats prochains, sur leur rapport, un jugement certain sur les plaintes des diocèses qui croiroient être surchargés. Surquoi, il a été délibéré qu'à la diligence des députés qui sont aux présents Etats, les doubles des rôles de la capitation de l'année 1702, arrêtés par MM. les commissaires ordinaires des diocèses, ou par ceux qui dirigent leurs affaires pendant l'année, lesquels ont été remis au greffe de chaque diocèse, seront envoyés incessamment aux syndics généraux, pour par eux être fait le dépouillement, et être examinés suivant l'avis de MM. les commissaires, pour le tout, étant rapporté aux Etats prochains, l'assemblée des Etats puisse juger, en connoissance de cause, de la surcharge prétendue par les diocèses, qui ont porté leur plainte au Roy, et par ceux qui ne se sont plaints qu'à présent.

du 9 janvier 1704.

181. — Sur le rapport fait par MM. les commissaires au sujet de la surcharge de la capitation desdits diocèses, etc. Surquoi les Etats considérant que tous les diocèses de la province ont les mêmes sujets de plainte et que bien loin que les uns soient en état de supporter un rejet sur eux d'une partie de la quotité des autres, ils sont dans l'impuissance de payer leurs propres quo-

tités de la répartition, et qu'il ne peut être trouvé de remise à cet inconvénient que dans la bonté du Roi ; a été délibéré que par MM. les députés des Etats, qui doivent aller en Cour, Sa Majesté sera très humblement suppliée d'avoir égard à l'impuissance dans laquelle se trouvent les diocèses de Montpellier, Nîmes, le Puy, Uzès, Viviers, Mende et Alais, de payer leurs quotités de la capitation, et que les autres diocèses de la province, se trouvant dans le même cas, sont hors d'état de supporter une plus grande charge que celle qui leur a été donnée par la répartition de la capitation qui excède même leurs forces ; et comme les Etats sont sur le point de se séparer, et que les diocèses qui ont porté leurs plaintes à S. M. ne leur ont point fait encore la demande précise, l'assemblée a renvoyé la discussion de cette demande aux Etats prochains.

SOMMAIRE.

182. 188. 188. 198. Indemnités prétendues par le fermier de l'équivalent ; plaintes au sujet de la répartition ; droits à percevoir par les fermiers, etc. — **184.** Suppression des offices de commissaires aux saisies réelles. — **185.** Gratification à M. Chastan, syndic du Gévaudan, en faveur de ses héritiers. — **186.** Augmentation des espèces réclamée par le syndic du diocèse de Mende. — **187. 192, 193. 199.** Dépenses au sujet de la contagion, secours aux lieux infectés. — **199.** Délai à solliciter pour

le paiement de la somme tirée de la caisse du receveur de la province. — **190. 191.** Le Vivarais et le Gévaudan demandent le remboursement de sommes payées pour des fournitures faites à plusieurs corps de garde établis pendant la contagion. — **194. 195.** Délai accordé au Gévaudan pour le paiement de ses dettes. — **196. 197.** Disette du blé dans le diocèse ; envoi de divers pays et délai pour en faire le paiement aux fournisseurs.

6 février 1704.

182. — Monseigneur l'évêque de Mirepoix, commissaire nommé avec M. le baron de Castelnau d'Estretéfous, le sieur de Rochepierre, syndic de Vivarais et le sieur Chastan, syndic de Gévaudan, pour examiner les indemnités prétendues par le fermier général de l'équivalent, à l'occasion des troubles des Cévennes, a rapporté que, par la lecture qu'ils ont fait de ladite ferme, ils avoient trouvé que le fermier avoit renoncé à tous les cas prévus et non prévus à l'exception de la guerre guerroyante et de la peste, et qu'on ne pouvoit douter que les désordres commis en certains endroits des Cévennes ne puissent être regardés comme une guerre guerroyante, puisque les rebelles avoient brûlé plusieurs églises, commis un grand nombre de meurtres et interrompu le commerce ; c'est ce qui a obligé Sa Majesté d'envoyer des troupes dans la province pour arrêter leurs entreprises, et de faire brûler plus de trente paroisses qui leur servoient de retraite ; ce qui avoit porté MM. les commissaires à entrer dans la connaissance des plaintes des sous-fermiers particuliers,

et que dans cet examen ils avoient remarqué qu'il n'y avoit que des villages d'où les hôtes et cabaretiers ayent été obligés de se retirer ; que la preuve qu'on rapportait n'estant pas certaine, ils n'avoient peu fixer définitivement cette indemnité ; mais qu'en attendant que les dommages puissent être vérifiés, ils avoient cru que l'on pouvoit leur donner une surcéance au payement de partie de leurs baux, que l'on avoit estimé pouvoir être d'un quartier pour ceux qui ont souffert d'avantage ; que les sommes dont le payement doit être surcis reviennent pour le diocèse de Nîmes à 709 livres 7 sous 6 deniers ; celui d'Alais à 745 livres 5 sous ; pour celui d'Uzès 1411 livres 15 sous, et pour celui de Mende 2486 livres 10 sous. Lesdites sommes revenant à celle de 5350 livres 17 sous 6 deniers ; et que comme le payement de cette somme devoit être surcis par le fermier général à l'égard des sous fermiers particuliers, sur le prix des fermes de l'année dernière 1705, le trésorier devoit accorder la même surcéance au fermier général.

Que pour pouvoir régler définitivement cette indemnité, les fermiers de l'équivalent de chacun des diocèses devoient remettre au syndic, auparavant le 1^{er} juillet prochain, un état des sous-fermes particulières qui ont été abandonnées et des copies des contrats et autres qui peuvent justifier le profit desdites sous-fermes, et que le syndic général devoit être chargé d'envoyer sur les lieux pour s'informer de la vérité des dommages prétendus par lesdits sous-fermiers, afin qu'il puisse y être pourvu par les Etats prochains.

Surquoy, il a été délibéré que le trésorier de la Bourse se surseoira au fermier général de l'équivalent

la somme de 5350 livres 17 sous 6 deniers sur le produit de son bail de l'année 1703 ; moyennant quoy, ledit fermier général surseoira pareille somme aux sous-fermiers des diocèses de Nîmes, Alais, Uzès et Mende, conformément à l'avis de MM. les commissaires, et que le syndic général s'informerait des lieux où la perception des droits d'équivalent a cessé et de ce qu'ils avoient accoutumé de produire, pour le tout, rapporté aux Etats prochains, y être par eux pourvu ainsi qu'ils le jugeront à propos.

13 février 1705.

183. — Mgr l'évêque de Mirepoix, commissaire nommé avec Mgr l'évêque du Puy, MM. les barons de Ganges et de Tornac, les sieurs maires et députés du Puy et d'Uzès, et les syndics d'Uzès et de Gévaudan, pour examiner les indemnités prétendues par les fermiers et sous-fermiers de l'équivalent, à l'occasion des troubles excitez par les fanatiques, a rapporté que, par délibération des Etats du 6 février 1704, il a été surcis au fermier général de l'équivalent, sur le prix de son bail, la somme de 5,350 livres 17 sous 6 deniers, savoir : pour le diocèse de Nîmes 709 livres 7 sous 6 deniers ; pour celui d'Alais 743 livres 5 sous ; pour celui d'Uzès 1,411 livres 15 sous, et pour celui de Mende 2,486 livres 10 sous. Et il a été délibéré que le syndic général s'informerait des lieux où la perception des droits d'équivalent a cessé et de ce qu'ils avoient accoutumé de produire, pour le tout rapporté aux présents Etats y être pourvu, ainsi qu'ils jugeroient à propos ; que plusieurs sous-fermiers de l'équivalent s'étant pourvus à

la Cour des Aydes, pour raison desdites indemnités, y avoient fait assigner le fermier général de l'équivalent, lequel avoit fait appeler le syndic de la province, mais que par arrêt du conseil, du 10 may dernier, ils avoient été déchargés desdites assignations, sauf aux sous fermiers de se pourvoir, pour leurs indemnités, aux Etats qui se tiendront la présente année ; qu'en exécution de la susdite délibération, les sous-fermiers de l'équivalent des diocèses de Nîmes et Uzès avoient été assignés par devant M. de Montelas ; ceux du diocèse d'Alais par devant M. de Mandajors, et ceux du diocèse de Mende par devant le sieur de Rachas, à la requête des syndics desdits diocèses, au nom du syndic général, pour justifier des dommages par eux soufferts ; devant lesquels ils ont comparu et baillé leurs demandes ; et que par l'examen que les commissaires avoient fait de toutes ces procédures ils ont remarqué qu'il y avoit plusieurs lieux qui avoient été brûlés par ordre du Roy, ou par les rebelles fanatiques, et qu'en d'autres endroits, tous les habitants avoient été obligés de quitter leurs demeures, et qu'il n'y avoit par conséquent aucune difficulté que tous ces lieux ne soient dans le cas de la guerre guerroyante, ainsi qu'il avoit été préjugé par la délibération prise aux derniers Etats, et qu'il ne soit du par conséquent une indemnité proportionnée au temps que les troubles ont duré, à ce que produisoit l'équivalent dans ces mêmes lieux, pourvu que la non jouissance excède le quart du prix de ce que lesdits lieux ont été fermés, ainsi qu'il est porté par une clause du bail de l'équivalent.

Que sur ces principes, MM. les commissaires avoient dressé un état qu'ils estimoient devoir être accordé aux

sous fermiers particuliers des villes et lieux, lesquelles seroient tenues en compte aux fermiers des diocèses par le fermier général de la province, en telle sorte néanmoins que l'équivalent de certaines villes ayant augmenté par le nombre des personnes qui s'y sont réfugiées et par le séjour des troupes, il étoit juste que cette augmentation qui revient au profit des fermiers des diocèses servit à faire fonds d'une partie des indemnités qui sont dues à leurs sous fermiers particuliers ; que les désordres des fanatiques ayant cessé depuis environ le mois de juillet de l'année dernière, il n'avoit été liquidé aucune indemnité que jusques audit temps, à la réserve de certains lieux qui ont été entièrement brûlés, pour lesquels ils avoient cru devoir accorder l'indemnité d'une partie de ce qu'ils étoient afferméés, jusqu'à la fin du bail ; que les indemnités des sous-fermiers particuliers dudit diocèse de Mende reviennent à la somme de 12,283 livres 5 sous, pour tout le passé et jusqu'à la fin de la ferme ; de laquelle distrait celle de 2,486 livres 10 sous, qui avoit été déjà tenue en compte au fermier de l'équivalent, par la délibération aux derniers Etats, il restoit encore dû audit fermier 9,796 livres 15 sous ; laquelle devait lui être tenue en compte savoir : 643 livres sur le prix de la ferme de l'année 1704 et 3,153 livres 15 sous, la présente année 1705, et l'année prochaine 1706, que les indemnités des sous-fermiers de l'équivalent du diocèse d'Alais reviennent à la somme de 1,919 livres 5 sous. De laquelle distrait celle de 745 livres 5 sous, dont le payement avoit été surcis, il ne restoit dû que la somme de 4,176 livres, laquelle devoit être tenue en compte au fermier du diocèse par le fermier général, savoir : 376 livres sur le

prix de la ferme de 1704, et 400 livres ez années 1705 et 1706. Que les indemnités du diocèse d'Uzès, distraction faite de la somme de 1,411 livres 15 sous, dont le payement avoit été surcis l'année dernière, reviennent à la somme de 1,369 livres 2 sous, qui doit être tenue en compte sur le prix de la ferme de 1704. Que les indemnités du diocèse de Nîmes, distraction faite de la somme de 600 livres pour la partie du tiercement de la ferme de la ville de Nîmes, et de la somme de 709 livres, dont le payement a été surcis, revenoit à la somme de 1,107 livres 17 sous 6 deniers, qui doivent être tenus en compte sur le prix de la ferme de l'année dernière ; que les indemnités au diocèse de Montpellier, distraction faite de la somme de 120 livres 12 sous 6 deniers, pour l'augmentation du droit d'équivalent de la ville de Lunel, reviennent à la somme de 224 livres ; toutes les sommes reviennent à la somme de 16,672 livres 19 sous ; il doit être tenu en compte au syndic général de l'équivalent par le trésorier de la Bourse, savoir : 15,119 livres 10 sous 6 deniers sur le prix de la ferme de 1704, et 1,776 livres 10 sous sur celui de la présente année 1705, et pareille somme de 1,776 livres 10 sous sur le prix de l'année 1706 ; qu'après avoir examiné ces procédures, ils avoient cru devoir proposer à l'assemblée de régler les frais, peines et vacations de ceux qui y avoient travaillé, et qu'ils avoient cru qu'il devoit être accordé à M. de Montclus pour les procédures de Nîmes et d'Uzès, 200 livres ; au sieur Cassan, son greffier, pour la procédure de Nîmes, 100 livres ; au sieur Pézon, syndic du diocèse de Nîmes, 100 livres ; au sieur Pouzols pour la procédure particulière des lieux de Vauvert, Saint-Gilles, et Aigues-Mortes 50 livres,

au sieur Larnac, syndic du diocèse d'Uzès, 100 livres ; au sieur Decuny, pour la procédure particulière des lieux de Lussan, St-Ambroix et autres lieux 80 livres, à son greffier 40 livres ; au sieur Larnac, pour les frais par lui faits ou par le greffier de la procédure d'Uzès, 136 livres 15 sous 8 deniers ; au sieur Rachas, pour la procédure de Mendé, 50 livres ; à son greffier, 25 livres ; au sieur Chastan, syndic du pays de Gévaudan, 50 livres ; au sieur de Mandajors, qui a fait la procédure d'Alais, 150 livres ; à son greffier 50 livres ; au syndic du diocèse d'Alais, 80 livres, et pour les frais par lui exposés 35 livres 4 sous. Toutes lesquelles sommes revenant ensemble à celle de 1,159 livres 19 sous 8 deniers.

Surquoi, lecture faite de l'état des indemnités qui a été dressé par MM. les commissaires, les Etats l'ont approuvé et ont donné pouvoir à MM. les commissaires de la signer ; et a été délibéré que, conformément audit état, il sera tenu compte au fermier général de l'équivalent, par le trésorier de la Bourse de la province, de la somme de 13,919 livres 19 sous 6 deniers, sur le prix de la ferme de l'année 1704, et de celle de 1,776 livres 10 sous sur chacune des années 1705 et 1706, à la charge par le fermier général de tenir en compte aux fermiers des diocèses, et ceux-ci aux sous-fermiers particuliers, les indemnités qui leur ont été accordées par l'état qui a été arrêté par MM. les commissaires des Etats, et que pour le remboursement du sieur de Penautier, trésorier de la Bourse, lesdites sommes de 13,919 livres 19 sous 6 deniers et de 1,776 livres 10 sous seront imposées à son profit dans le département des dettes et affaires de la province, la présente année, et

pareille somme de 1,776 livres 10 sous l'année prochaine ; a été arrêté que la somme de 1,450 livres 19 sous 8 deniers, à laquelle les frais des procédures ont été réglés, sera payée comptant aux compris et nommés dans l'état qui a été dressé, lequel sera signé par Mgr le président et employé dans le compte rendu des présents Etats.

14 janvier 1707.

184. — Mgr l'évêque de Mirepoix a rapporté que la sénéchaussée de Nîmes et Beaucaire ayant été la première à rembourser les offices de commissaires aux saisies réelles, qui avoient été créés en 1690, et que néanmoins elle avoit contribué à l'imposition de la somme de 27,500 livres qui a été accordée pour la suppression desdits offices ; ce qui a donné lieu aux Etats de l'année 1703 et 1704 de charger les syndics généraux de liquider la somme à laquelle les diocèses de ladite sénéchaussée ne doivent pas contribuer ; qu'en exécution de ces délibérations il avoit été convenu que, sur ladite somme de 27,500 livres, ladite sénéchaussée devoit contribuer à la somme de 16,000 livres pour les offices du ressort du parlement de Toulouse en la partie de Languedoc et pour ceux de la cour des aydes ; et que ladite sénéchaussée ne devoit pas contribuer à la somme de 11,500 livres, à quoi ont été évalués les offices de contrôleurs des sénéchaussées ; que la cotité de cette somme du diocèse de Nîmes revient à 535 livres 8 sous 10 deniers ; celle du diocèse d'Uzès à 725 livres 18 sous 8 deniers ; celle du diocèse de Viviers à 950 livres 19 sous ; celle du diocèse de Mende à 613 livres

48 sous 8 deniers ; et celle du diocèse d'Alais 294 livres 10 sous 5 deniers. Revenant toutes les susdites sommes à celle de 3,429 livres 7 sous 5 deniers ; que si l'assemblée le juge à propos elle pourrait faire le fonds, cette année, de cette somme, au profit desdits diocèses. Sur quoi, l'assemblée en a agréé ladite liquidation, et a été délibéré que ladite somme de 3,429 livres 7 sous 5 deniers sera imposée dans le département des dettes et affaires de la province, pour être payée, savoir : au diocèse de Nîmes 555 livres 8 sous 10 deniers ; au diocèse d'Uzès 725 livres 18 sous 8 deniers ; au diocèse de Viviers 959 livres 19 sous 4 denier ; au diocèse de Mende 613 livres 18 sous 8 deniers, et au diocèse d'Alais 294 livres 10 sous 5 deniers ; après toutesfois qu'ils auront justifié qu'ils ont fait le moins imposé desdites sommes.

8 janvier 1714.

185. — Le sieur de Joubert, syndic général, a dit que le pays de Gévaudan voulant reconnaître les longs et importants services que le sieur Chastan lui a rendu dans l'exercice de la charge de syndic dudit pays, lui a accordé, par délibération du 20 mars 1713, la somme de 2,000 livres, payables en quatre années, sans intérêts ; que le sieur Chastan est depuis décédé et que ses héritiers demandent qu'il plaise à l'assemblée de consentir l'imposition de cette somme ; qu'il est inutile de rendre témoignage au mérite du sieur Chastan puisque l'assemblée a été témoin, pendant une suite de longues années, de sa capacité et de la fidélité avec laquelle il a rempli cette charge.

Surquoi, lecture faite de ladite délibération du pays

de Gévaudan, dudit jour 20 de mars 1713, les Etats ont déclaré n'entendre empêcher que la somme de 2,000 livres accordée, par le païs de Gévaudan, au sieur Chastan, soit imposée au profit desdits héritiers, aux termes portés par ladite délibération.

15 février 1721.

186. — Mgr l'évêque de Lodève, et MM. les autres commissaires nommés pour les affaires extraordinaires, a dit que s'étant assemblés pour examiner la prétention du syndic du diocèse de Mende, au sujet de l'augmentation des espèces remises à la Bourse, le 8 juin dernier, la commission avoit trouvé que ce diocèse n'étoit pas fondé dans sa demande ; que la somme de 4,609 livres dont il s'agissait devoit regarder la province, parce que les espèces sur lesquelles cette augmentation étoit survenue étant due à la province, et ayant été voiturées pour éviter la diminution à ce diocèse sur la réquisition même du syndic, il étoit juste que l'augmentation survenue cédât au profit de la province, parce qu'elle auroit supporté la diminution ; qu'il y a d'autant moins de difficulté dans cette affaire, qu'on en avoit usé de même avec les autres diocèses.

Surquoi, il a été délibéré, suivant l'avis de MM. les commissaires, que l'augmentation des espèces dont il s'agit, montent à 4,609 livres, cédera au profit de la province dont le sieur Bonnier, trésorier de la Bourse fera recette dans son compte.

13 février 1723.

187. — Mgr l'archevêque de Toulouse a dit que MM. les commissaires des affaires extraordinaires s'étant assemblés, la première affaire qu'on avoit traité regardoit le diocèse de Mende ; la première desquelles étoit que ce diocèse ayant employé à ses usages particuliers une somme de 154,184 livres 5 sous 6 deniers, à ceux de la contagion, sur les impositions de 1721, dont le Roy avoit fait opérer le remplacement, la province devoit décharger ce diocèse de cette somme, mais que cela dépendant d'un événement qui ne doit pas regarder la province, c'étoit affaire de ce diocèse, et que MM. les commissaires avoient été d'avis qu'il ne pouvoit être fait rien de plus favorable que d'accorder un délai, à ce diocèse, d'une année ; et cependant de payer l'avance de cette somme au trésorier de la Bourse, pour ce délai, après lequel, en cas que ledit remplacement n'ait pas été fait, le diocèse sera tenu de réimposer ou d'emprunter cette somme.

Surquoi, il a été délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, qu'il sera accordé au diocèse de Mende, pour le remplacement de la somme de 154,184 livres 5 sous 6 deniers, une année de délai, dont la province payera l'intérêt sur le prêt du denier 20, pour ladite année, au trésorier de la Bourse, après lequel délai le diocèse sera tenu de payer ladite somme, en la faisant imposer, ou par emprunt, ledit délai ayant été accordé pour un an et sans conséquence.

dudit jour.

Mgr l'archevêque de Toulouse, continuant son rapport, a dit que les députés du diocèse de Mende ont encore représenté à la commission que ce diocèse doit à la province, sur les impositions de 1722, la somme de 36,000 livres : ce qui provient de la quotité des impositions des lieux qui ont été atteints de la contagion, qui sont hors d'état de payer ; que les 100,000 livres accordées à ce diocèse, l'année dernière, sur le million remis par Sa Majesté, ont été employés, par délibération de l'assiette, à un moins imposé sur le général du païs, toutes les communautés de ce diocèse ayant besoin d'être soulagées ; que ces députés demandent à la province qu'elle veuille bien lui remettre cette somme de 36,000 livres, attendu l'impuissance des lieux ravagés par la peste et la misère générale du pays ; que MM. les commissaires, après avoir examiné leurs raisons, ont trouvé que l'assiette du Gévaudan n'avoit pas suivi l'esprit de la délibération des Etats dans la distribution de la somme de 100,000 livres ; leur intention aiant été qu'elle fut principalement appliquée au soulagement de lieux infectés ; qu'il est cependant nécessaire de réparer cet inconvénient, n'étant pas juste que la faute des députés de l'assiette retombe sur de misérables communautés qui sont hors d'état de payer leurs charges ; que par cette raison MM. les commissaires ont été d'avis que l'assemblée pourroit se porter à leur accorder une somme de 12,000 livres à quoi ils ont cru devoir réduire la demande desdits députés, d'autant plus que la province accorde en même temps un autre grâce à ce diocèse

par le surcis d'une année pour le payement des sommes qu'il doit sur les impositions de 1721, et dont elle ne lui fait pas supporter les intérêts, et que cette somme de 12,000 livres sera uniquement employée à la décharge des lieux infectz, suivant la répartition qui en sera faite par MM. les commissaires du diocèse ; que lesdits députés ont encore demandé à la province de leur accorder un secours pour ayder les particuliers de remettre en valeur leurs terres qui sont devenues incultes, l'année dernière, et payer par ce moyen les impositions de la présente année ; mais que la commission a estimé qu'il n'y avoit lieu d'entrer dans cette demande, et que les Etats devoient se contenter de charger MM. les députés qui iront cette année à la Cour de solliciter auprès de Sa Majesté quelque nouvelle grâce pour ce diocèse ; surquoi, les Etats ont approuvé l'avis de MM. les commissaires, et ils ont délibéré d'accorder une somme de 12,000 livres au païs de Gévaudan, en considération des lieux qui ont été infectés de la contagion, en enjoignant aux commissaires d'employer cette somme au soulagement des communautés, et au surplus que MM. les députés supplieront Sa Majesté de vouloir bien accorder au diocèse quelque remise sur les impositions de cette année.

7 février 1724.

188. — Mgr l'archevêque de Toulouse a dit ensuite que MM. les commissaires avoient examiné la demande faite par les sous fermiers de l'équivalent du diocèse de Mende, qui se plaignoient que Jans la répartition, réglée par MM. les commissaires du diocèse, de la somme de 40,000 livres accordée par les Etats, l'année dernière,

pour la non jouissance de l'équivalent, à cause de la contagion, il n'avoit été accordé pour les villes de Mende et de Maruejols que la somme de 15,947 livres, quoiqu'ils eussent justifié que leur perte pour la non jouissance de ces deux villes, qui ont été en régie, monte à plus de 26,000 livres ; mais que le syndic du diocèse du pays de Gévaudan ayant assuré MM. les commissaires que cette répartition avoit été faite en connaissance de cause, et étant très bien informés que MM. les commissaires du diocèse avoient donné leurs soins avec toute l'attention possible, ils ont estimé que la somme de 40,000 livres étoit suffisante pour dédommager lesdits sous-fermiers de la non jouissance.

Surquoi, il a été délibéré qu'il n'y a lieu d'accorder aucune indemnité aux sous-fermiers de l'équivalent du pays de Gévaudan, au delà des 40,000 livres qui luy furent accordées l'année dernière.

14 février 1724.

189. — Mgr l'archevêque de Toulouse a dit que s'étant assemblé avec MM. les commissaires des affaires extraordinaires, ils auroient entendu la lecture du mémoire présenté par le syndic de Gévaudan ; par lequel il demande que les Etats veuillent bien accorder encore une année de délai pour le payement de la somme de 154,184 livres 5 sous 6 deniers, qui fut tirée de la caisse du receveur, dans le temps qu'il n'y avoit point d'autres fonds pour fournir aux dépenses nécessaires pour la contagion, que l'assemblée déjà informée de cette affaire a chargé MM. les députés à la Cour de faire de nouvelles instances pour que le Roy veuille bien or-

donner qu'en faveur dudit païs, cette somme sera précomptée sur celles que la province doit payer, et que MM. les commissaires ayant lieu d'espérer que pendant le séjour que M. de Bernage doit faire à Paris, il voudra bien soutenir la justice de cette demande ; ils ont été d'avis d'accorder une année de délai sans intérêt au diocèse de Mende, pour le payement de ladite somme, la province en ayant usé de même pour les diocèses de Narbonne, Alby et Lavaur, dans des cas moins favorables.

Surquoi, il a été délibéré d'accorder, au pays de Gévaudan, une année de délai pour le payement de la somme de 154,184 livres 5 sous 6 deniers, dont la province supportera les intérêts.

29 janvier 1725.

190. — Le sieur de Bonnier, trésorier de la Bourse, a dit que le païs de Vivarais et de Gévaudan demandant d'être payés de la fourniture de plusieurs corps de garde établis pendant la contagion et dont on ne peut pas remettre les états du moment l'année dernière.

Surquoi, l'assemblée a chargé MM. les commissaires des affaires extraordinaires d'examiner si lesdites demandes sont fondées ; elle leur a renvoyé aussi l'examen de la requête présentée, etc.

6 février 1725.

191. — Mgr l'archevêque d'Alby, a rapporté que MM. les commissaires des affaires extraordinaires s'assembleront vendredi dernier pour examiner plusieurs

affaires qui leur ont été renvoyées, que la première, etc.

Que la troisième est faite par le pays de Vivarais et de Gévaudan, par la communauté de Mauguio et par le nommé Lambert, à l'occasion des dépenses faites pendant le temps de la contagion. Celle du pays du Vivarais pour ce qu'ils prétendent lui être dû pour la fourniture de bois et chandelles et autres frais des postes et corps de garde, etc.

Qu'on avoit aussi trouvé qu'il étoit dû 5,000 livres au diocèse de Mende pour pareille dépense, et 94 livres au nommé Lambert, sergent, pour reste de paye dans le grand Palavas où il étoit placé, etc.

En sorte que l'avis de la commission sur toutes ces prétendues demandes a été, etc. 2° etc. 3° etc.

4° Au Gévaudan pour même dépense 3000 livres.

Surquoi, il a été délibéré, etc.

Qu'il sera imposé dans le département des dettes et affaires, etc. et 5,000 livres en faveur du diocèse de Mende, etc.

14 février 1727.

192. — Le sieur de Joubert, syndic général, a dit que le diocèse de Mende devoit à la province la somme de 154,184 livres 5 sous 6 deniers, qui fut prise, en 1721, dans la caisse du receveur de ce diocèse, en conséquence d'une ordonnance de M. de Bernage, pour être employée aux dépenses de la contagion ; que par arrêt du Conseil du 7 novembre 1724, Sa Majesté a accordé au diocèse le remplacement de partie de ladite somme, celle de 72,235 livres 15 sous 3 deniers ; en sorte qu'il doit encore à la province la somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, et qu'il supplie les

Etats de vouloir bien lui accorder un délai pour le paiement de cette somme, et d'en payer les intérêts au trésorier de la Bourse, pour les années 1725, 1726 et 1727, que cette affaire méritant d'être examinée, les Etats jugeront sans doute à propos de la renvoyer à une commission.

Surquoy, les Etats ont renvoyé l'examen de la proposition du diocèse de Mende à la commission des affaires extraordinaires.

20 février 1727.

193. — Mgr l'évêque de Saint-Pons a dit qu'en l'absence de Mgr l'archevêque de Toulouse il aura l'honneur de rapporter à l'assemblée plusieurs affaires qui ont été examinées dans la commission des affaires extraordinaires dont la première regarde les sommes dues à la province par le diocèse de Mende, sur les impositions de l'année 1721 ; qu'il fut pris ladite année dans la caisse du receveur du diocèse, en conséquence d'une ordonnance de M. de Bernage, 154,184 livres 5 sous 6 deniers, pour servir au soulagement des lieux de Gévaudan qui étoient attaqués de la contagion ; que les Etats avoient demandé au Roy, pour le diocèse de Mende, le remplacement de cette somme pendant plusieurs années, et que Sa Majesté, par arrêt du Conseil du 7 décembre 1724, avoit seulement accordé la somme de 72,255 livres 5 sous 6 deniers, laquelle étant distraite de celle de 154,182 livres 5 sous 6 deniers, ce diocèse doit encore à la province 81,948 livres 10 sous 3 deniers ; que les intérêts de ladite somme de 154,182 livres 5 sous 6 deniers ont été supportés par la province depuis 1731,

jusques et compris l'année 1724 ; que ce diocèse demande aujourd'hui la continuation de cette grâce, et qu'ils veuillent bien le décharger du paiement des intérêts de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, pour les années 1725 et 1726 et pour la présente année, et lui accorder un délai pour le paiement du capital, ne pouvant payer quant au présent une somme si considérable, que la remise des intérêts demandée par le diocèse pour les années 1725 et 1726, et pour la présente année avoit paru favorable à MM. les commissaires, s'agissant d'une somme qui avoit été déjà levée sur les contribuables, et prise par ordre de M. de Bernage, à cause du malheur de la contagion et que le diocèse n'avoit pas été en état de réimposer jusques à présent, et que la commission avoit été d'avis de charger le diocèse de Mende desdits intérêts ; que pour le paiement du capital, ils avoient cru devoir proposer à l'assemblée d'obliger ce diocèse de payer ladite somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, en quatre années, à compter du 1^{er} janvier 1728 et d'en payer le quart chacune desdites années, durant lesquelles la province continuera de payer au trésorier de la Bourse les intérêts qui diminueront au prorata du remboursement qui sera fait par le diocèse ; qu'au cas qu'il plaise à Sa Majesté, sur les nouvelles représentations qui pourront lui être faites par le diocèse de Mende, de lui accorder ladite somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, avant les termes ci-dessus, ledit diocèse sera tenu de s'acquitter envers la province. Surquoi, il a été délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, que les intérêts de ladite somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, pour les années 1725 et 1726 seront supportés par la province et

alloués sur le pied du denier vingt dans la dépense du compte que le sieur Bonnier rend aux présents Etats, et que les intérêts pour la présente année seront alloués dans son compte de l'année prochaine ; que le diocèse de Mende sera tenu de s'acquitter, envers la province de ladite somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, en quatre années, à compter du 1^{er} janvier 1728, et d'en payer un quart chaque année, les Etats voulant bien décharger ce diocèse des intérêts qui seront dûs pour lesdites quatre années, et qui diminueront au pro rata du remboursement ; et que s'il plaît à Sa Majesté d'accorder à ce diocèse la somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, avant lesdites quatre années, la province sera remboursée sur le don qui pourra être fait par Sa Majesté et les intérêts cesseront.

18 janvier 1729.

194. — Mgr l'archevêque de Toulouse, continuant son rapport, a dit que l'assemblée est informée, etc.

Surquoi, lecture faite de la délibération du 20 février 1727, les Etats ont accordé un nouveau délai au diocèse de Mende pour le payement de la somme de 81,946 livres 10 sous 3 deniers, dont le premier payement, qui devoit être fait à la fin de l'année 1728, sera porté dans l'année 1750, et qu'alors le diocèse de Mende sera tenu de payer un quart de ladite somme ; qu'à cet effet il sera imposé, dans l'état des dettes et affaires, la somme de 4,097 livres 9 sous pour les intérêts de ladite somme capitale en faveur du trésorier de la Bourse, pour chacune des années 1729 et 1750, ainsy qu'ils ont été imposés pour 1728, et que la province supportera pareil-

lement les intérêts tenus pour tenus des trois années suivantes, conformément à la précédente délibération.

6 décembre 1729.

195. — Mgr l'archevêque de Toulouse a dit que les députés du diocèse de Mende ont présenté un mémoire à la Commission par lequel ils supplient les Etats d'accorder à ce diocèse un nouveau délai pour le paiement de la somme de 81,946 livres 10 sous 3 deniers, etc.

Surquoy, il a été délibéré que le délai accordé au diocèse de Mende pour le paiement de 81,946 livres 10 sous 3 deniers, qu'il doit à la province, sera prorogé jusqu'en l'année 1751, et que le département qui sera fait pour ladite année sera grossi pour le quart de ladite somme, dans l'article du diocèse de Mende, dont la quotité sera augmentée de la somme de 20,487 livres 2 sous 7 deniers, qui sera pareillement imposée, sur ledit diocèse, pendant les trois années suivantes, et que les intérêts continueront d'être payés chaque année au sieur Bonnier, trésorier de la Bourse, pour le capital qui restera dû par le diocèse de Mende.

12 décembre 1729.

196. — Mgr l'archevêque d'Alby, continuant son rapport, a dit que le diocèse de Mende se trouvant en disette de blés, au mois de juin dernier, demanda les secours des greniers de la province, et que Mgr l'archevêque de Narbonne ayant vu la délibération prise par les commissaires du diocèse, ordonna, le 15 du mois de

juin, aux sieurs Mouton et Gelly, de délivrer au syndie du diocèse 2,000 cetiers bled de Bourgogne ou misture demandés, par la délibération qui portoit promesse de faire le payement dudit bled aux prix et aux termes qui seront réglés par les Etats ; que cette quantité de bled fut délivrée, savoir : à Lunel, 764 cetiers trois quarts, mesure de Lunel, froment de Bourgogne, à 6 livres 15 sous le cetier, et 285 cetiers un quart, mesuré, à 6 livres le cetier, la susdite quantité ayant été mise en 600 sacs.

Qu'il fut délivré à Beaucaire 431 cetiers et demi, froment, en 116 salmées de Beaucaire, à 24 livres la salmée, et 518 cetiers et demi en 140 salmées dudit Beaucaire, à 22 livres 10 sous la salmée, et 515 sacs pour empocher les susdits grains, à 12 sous la pièce, revenant en total ladite livraison à 2,000 cetiers et 1,113 sacs, qu montent au prix ci-dessus à 15,462 livres 7 sous 3 deniers.

Que le diocèse de Mende a fait présenter un mémoire à la commission contenant des représentations sur la misère du Gévaudan, sur les frais immenses qu'il a fallu faire pour le transport de ces grains, dont la plus grande partie a été distribuée à des pauvres, et le surplus étant très difficile à recouvrer par la misère des particuliers, suppliant l'assemblée de vouloir bien régler le prix des bleds à un pied modique, et d'accorder quelque délai pour le payement.

Que MM. les commissaires ont estimé que le diocèse de Mende devoit payer les bleds aux prix ci dessus, de même que les autres diocèses qui l'ont payé comptant ; qu'on a déjà accordé un délai d'une année à ce diocèse pour le premier payement de ce qu'il doit d'ailleurs à la province et que ce seroit le surcharger de renvoyer

plus loin le payement du bled, et que la commission est même d'avis de faire supporter au Gévaudan les intérêts qu'il faudra payer à M. le trésorier de la Bourse.

Surquoi, il a été délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, que le diocèse de Mende payera, au dernier terme des impositions de l'année 1730, la somme de 15,452 livres 7 sous 3 deniers, avec l'intérêt, sur le pied qu'ils sont payés au sieur trésorier de la Bourse, et qu'à cet effet la quotité du diocèse de Mende sera grossie et augmentée, dans le département des dettes et affaires, de la susdite somme de 15,452 livres 7 sous 3 deniers, et des intérêts sur le cours de la place de Lyon, à deux pour cent par payement, sauf à lui en être fait raison si le change étoit moindre.

1^{er} février 1731.

197. — Mgr l'archevêque d'Alby, continuant son rapport des affaires extraordinaires, a dit que le diocèse de Mende s'étant trouvé dans une grande disette de grains, etc.

Surquoi il a été délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, d'accorder au diocèse de Mende une diminution sur le prix des grains qui lui ont été vendus et de le réduire à la somme de 10,000 livres, à la charge, par le diocèse, de remettre incessamment cette somme à M. le trésorier de la Bourse, les Etats ayant bien voulu aussi le décharger des intérêts.

1^{er} mars 1732.

198. — Mgr l'archevêque de Toulouse, continuant son rapport, a dit que le sous-fermier de l'équivalent de

la ville de Toulouse, ayant éably des commis aux portes de ladite ville pour exiger à l'entrée le droit d'équivalent de la viande que les particuliers habitants vont acheter, pour leur usage, dans les boucheries voisines, le syndic de ladite ville y forma opposition et en porta ses plaintes à Mgr l'archevêque de Narbonne. Cet établissement étant une nouveauté, absolument contraire à l'article 32 du règlement des Etats, sur la ferme de l'équivalent, du mois d'octobre 1729, pour l'exploitation du bail courant ;

Que mondit seigneur l'archevêque de Narbonne en ayant donné connoissance aux syndics généraux, ceux-ci en conférèrent avec les intéressés en la ferme de l'équivalent ; lesquels ont prétendu qu'ils avoient éably des commis aux portes, non seulement de la ville de Toulouse, mais encore de toutes celles de la province, en vertu d'une ordonnance de la Cour des Aydes, du 19 avril 1751, et que c'est pour remédier aux fraudes continuelles qu'on peut pratiquer particulièrement dans la ville de Toulouse, à cause du voisinage de la Guyenne, et que mondit seigneur l'archevêque reconnaissant l'importance de cette affaire avoit fait convenir les parties qu'elle seroit réglée aux présents Etats ;

Que la commission ayant examiné le mémoire du syndic de la ville de Toulouse et celui de Dumas, fermier général de l'équivalent, ensemble les articles sur lesquels le droit doit être exigé, elle a trouvé que par l'article 32 il est permis aux habitans de la province d'aller ou envoyer quérir du vin ou de la chair pour leur provision, tant seulement, hors de leur diocèse, villes et lieux, pourvu qu'au lieu où ils iront acheter ladite chair et le vin, il se paye droit d'équivalent, le tout sans

fraude ; qu'au terme de cet article les habitans de Toulouse comme tous ceux des autres villes de la province paroissent fondés à tirer la viande des boucheries voisines et que l'établissement des commis aux portes étoit une nouveauté absolument contraire aux réglemens; que le fermier de l'Equivalent n'a peu poursuivre en la Cour des Aydes la permission d'exiger le droit aux portes des villes sans le consentement des Etats, conformément à l'article 50^e dudit règlement.

Qu'ainsi MM. les commissaires ont été d'avis que l'article 52 sera exécuté selon sa forme et teneur, et les habitans des vil es maintenus dans la permission de de prendre de la viande hors de leur diocèse, villes et lieux, pour leur provision tant seulement, pourvu qu'au lieu où ils iront l'acheter il se paye droit d'équivalent, le tout sans fraude, sauf au fermier à poursuivre les délinquans en la forme ordinaire jusques à ce que les Etats aient jugé à propos de faire quelque changement au contenu dudit article.

Qu'à cet effet, ledit Dumas sera tenu de retirer les commis qu'il a établis tant aux portes de la ville de Toulouse qu'aux autres de la province en vertu de ladite ordonnance de la Cour des Aydes, contre laquelle les syndics généraux se pourvoiront, s'il est nécessaire, au cas ledit Dumas voulut continuer l'exécution.

Que cette discussion particulière a engagé MM. les commissaires à examiner les articles de l'équivalent, ensemble un projet de requête dudit fermier, contenant diverses explications qu'il croit nécessaires pour l'avantage de la ferme ; et pour éviter les procès sur la levée du droit qu'on a reconnu que ces articles, qui étoient bons dans le temps que le droit d'équivalent ne consis-

toit qu'à un denier par livre prime de viande, pouvoient avoir besoin à présent de quelque interprétation pour obvier aux fraudes et faciliter en même temps à l'exploitation de la ferme, sans fouler les habitans de la province ; que d'ailleurs le diocèse de Mende se plaint de la manière dont on veut exiger le droit d'équivalent en Gévaudan ; que cette matière étant très importante et demandant un examen particulier, la commission n'a pas cru devoir la traiter à la veille de la séparation des Etats, et qu'elle a été d'avis, sur cet article, de proposer à l'assemblée de nommer des commissaires pour la discuter pendant l'année, afin qu'il puisse y être pourvu aux Etats prochains.

Surquoi, il a été délibéré : 1° Que l'article 52 du règlement pour la perception des droits d'équivalent sera exécuté suivant la forme et teneur, jusques à ce que les Etats aient jugé à propos d'y apporter quelque changement.

2° Que le fermier du droit d'équivalent sera tenu d'ôter les commis qu'il a mis aux portes de la ville de Toulouse et à celles des autres villes de la province.

3° Que le droit d'équivalent sera perçu en la manière qu'il l'étoit avant l'ordonnance de la Cour des Aydes, du 19 avril 1734, et en la forme prescrite par les articles sur le droit d'équivalent.

4° Que les syndics généraux se pourvoiront où besoin sera pour faire révoquer ladite ordonnance, au cas le fermier voulut la mettre à exécution, tant pour cet article que pour les autres dispositions nouvelles et contraires aux articles et réglemens généraux.

5° Qu'à l'égard des demandes du fermier général de l'équivalent en explication de quelques articles du ré-

glement sur la manière d'exploiter la ferme, le projet de requête, qu'il a remis aux syndics généraux, sera examiné par des commissaires, pendant l'année, aussi bien que les plaintes du diocèse de Mende pour y être pourvu sur leur rapport aux Etats prochains. Et l'assemblée a chargé les syndics généraux de veiller à ce que les commis et préposés à la levée dudit droit ny donnent aucune extension et qu'il ne soit innové aux réglemens des Etats, et à cet effet Mgr l'archevêque de Narbonne a nommé Mgr l'évêque de Béziers et les autres commissaires des travaux publics pour examiner cette affaire avec les syndics généraux.

dudit jour.

Le sieur de Joubert, syndic général, a dit que Jean Solières, ci devant fermier de l'équivalent des diocèses de Mende, Viviers et le Puy, a présenté un mémoire aux Etats, par lequel il expose que, par délibération du 18 février 1725, l'assemblée lui accorda la somme de 40,000 livres en indemnité pour la non jouissance des droits de sa ferme, dans les villes et lieux du Gévaudan qui avoient été attaqués de la contagion ou qui avoient été enfermés dans les lignes ; que la répartition de cette somme fut faite par les commissaires du diocèse de Mende, en vertu de la même délibération entre les sous-fermiers et arrière-fermiers et qu'ils adjudèrent à chacun des arrière-fermiers l'entier prix de leur bail, pour le temps de leur non jouissance, au lieu qu'il ne fut accordé audit Solières que la somme de 11,747 livres, pour la non jouissance de ses droits dans la ville de Mende, et 4,200 livres, pour la ville de Marvejols ;

lesquelles sommes ne sont pas proportionnées au produit des droits qu'il aurait du retirer des dites villes ; qu'il s'adressa l'année suivante aux Etats et leur représenta qu'il n'avoit pas été suffisamment indemnisé, et que l'assemblée n'ayant pas jugé à propos d'avoir égard à sa demande, il fut obligé de se pourvoir à la Cour des Aydes, où il fit assigner le fermier général, lequel appela en garantie le syndic général de la province ; que cette affaire ayant demeuré impoursuivie pendant plusieurs années le syndic général a obtenu un arrêt du Conseil, le 2 may 1750, qui évoque l'instance pendante en la Cour des Aydes entre ledit Solièges, sous-fermier ; Thomas, fermier général de l'équivalent, et le syndic général de la province, avec défenses aux parties de continuer leurs poursuites ailleurs qu'au Conseil ; que ledit Solièges supplie aujourd'huy l'assemblée, pour éviter les longueurs et les frais d'une instance au Conseil, de vouloir bien consentir que cette affaire soit terminée par la voie d'arbitres, offrant de s'en remettre au jugement de ceux qui seront nommés par les Etats, et que cette proposition étant également avantageuse à la province et au sous-fermier paroît ne devoir pas être refusée.

Surquoi, les Etats ont consenti que le procès, qui est pendant au Conseil, entre ledit Solièges ; Thomas, fermier général et le syndic général de la province, sera remis à des arbitres conformément à l'offre dudit Solièges ; et Mgr l'archevêque de Narbonne a été prié de vouloir bien nommer, au nom de l'assemblée, lesdits arbitres, voulant bien se soumettre à tout ce qui sera par eux décidé au sujet desdites contestations.

9 décembre 1732.

199. — Mgr l'archevêque de Toulouse, continuant son rapport, a dit que le dernier article compris dans les instructions regarde le payement de la somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, qui fut prise, en 1721, dans la caisse du receveur des tailles du diocèse de Mende, pour subvenir aux dépenses indispensables de la contagion dont le Gévaudan étoit pour lors affligé, et que l'intention de Sa Majesté est que le diocèse de Mende soit déchargé du payement de ladite somme, et qu'elle soit remplacée par les Etats à leur trésorier, aux dépens de la province ; qu'à examiner cette affaire dans son origine il semble que cette somme devoit être remplacée par le Roy, puisqu'elle fut prise dans la caisse du receveur de ce diocèse, en 1721, en vertu d'une ordonnance de M. de Bernage, pour secourir les lieux pestiférés et empêcher la communication de la maladie contagieuse, ce qui intéressoit le bien général du royaume ; que sur ce fondement les Etats n'ont point cessé de faire chaque année de nouvelles représentations par leurs députés, que le fonds qui manquoit dans la caisse du diocèse de Mende, sur les impositions de 1721, étoit de 154,184 livres 5 sous 6 deniers, sur lequel Sa Majesté accorda au diocèse de Mende, par arrêt du Conseil du 7 novembre 1724, 72,255 livres 4 sous 3 deniers, attendu que le recouvrement n'en avoit pu être fait sur les communautés du diocèse affligées de la contagion ; et qu'à l'égard du surplus de ladite somme, revenant à 81,948 livres 10 sous 3 deniers, Sa Majesté a décidé que cette somme devoit être supportée par la province, au

moyen d'un million de remise qui lui fut accordée, en 1722, pour toutes les dépenses qui avoient été occasionnées par la contagion, outre les secours considérables que le Roy avait fait fournir au Gévaudan, en particulier, de la part de Sa Majesté, il avoit paru à MM. les commissaires qu'il ne seroit pas juste de faire réimposer sur les villes et lieux du Gévaudan une somme qu'elles avoient déjà payé et que les Etats s'obligeoient l'avoir préjugé ainsy par les différents délais qu'ils ont accordé au diocèse de Mende pour le payement de ladite somme dont ils ont toujours payé les intérêts à M. le trésorier de la Bourse ; qu'ainsy MM. les commissaires ont été d'avis de décharger le diocèse de Mende de ladite somme et de l'imposer en quatre années au profit du trésorier de la Bourse avec les intérêts qui diminueront à mesure du remboursement.

Surquoi les Etats ont délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, de décharger le diocèse de Mende de ladite somme de 81,948 livres 10 sous 3 deniers, et qu'elle sera imposée en quatre années au profit dudit sieur trésorier de la Bourse, savoir 20,000 livres pendant chacune des trois premières années, et 21,948 livres 10 sous 3 deniers pour la quatrième avec les intérêts à 5 pour cent de la dite première somme qui diminueront à mesure du remboursement.

SOMMAIRE.

200. 203. 205. 207. Office de revendeurs du sel. — Augmentation du prix. — Qualité du sel. — **201.** Droit d'équivalent. — **202.** Dégrevement en faveur des diocèses surchargés d'impôts. — **204.** Imposition à solliciter pour l'entretien des chemins. — **206.** Emprunt permis pour achat de grains. — **208.** Plaintes de la communauté de St-Etienne-Vallée-Française. — **209.** Dépenses pour l'établissement des signaux sur les routes. — **210. 211.** Imposition demandée pour l'entretien des chemins dégradés. — **212.** La tenue des Etats fixée à Mende.

du 14 décembre 1732.

200. — Qu'on a exposé dans l'article 4^e que le pays de Gévaudan qui a acquis depuis près de 80 ans les offices de regratiers ou revendeurs de sel à petites mesures, et qui a jouy depuis ce temps là jusques à présent de la liberté de revendre le sel, y a été troublé par les fermiers généraux, sur le fondement d'une déclaration du 8 octobre 1720, qui défend de vendre du sel sans permission ; que MM. les députés ont représenté que cette déclaration n'avoit été ni connue ni exécutée dans le Gévaudan ; que les fermiers généraux n'en souffrent aucun dommage, et que cette liberté est utile au

commerce, parce que les voituriers qui portent des étoffes à Montpellier, Nîmes et autres endroits, sont assurés d'un retour en prenant du sel, ce qui rend le prix des voitures moins cher; qu'enfin si cette déclaration doit être exécutée, il est du moins juste que le pays de Gévaudan soit remboursé du prix desdits offices qu'il avoit acquis; que cette demande a paru raisonnable, et le Roy a ordonné, par arrêt du 18 octobre dernier, que le pays de Gévaudan remettrait, devant M. l'Intendant, ses titres sur cette prétention, pour être ensuite pourvu en connaissance de cause à son remboursement.

3 février 1734.

201. — Le sieur de Joubert, syndic général, a dit que par délibération du 1^{er} mars 1732, les Etats voulurent bien consentir que le procès qui était pendant au Conseil entre Solièges, sous-fermier de l'équivalent du diocèse de Mende, Thomas, fermier général de l'équivalent, et le syndic général de la province, sur la demande dudit Solièges, en indemnité par rapport à la non jouissance du droit d'équivalent dans les villes de Mende et de Maruejols, pendant le temps de la contagion, fut remis à des arbitres, conformément à l'offre de Solièges, de s'en remettre au jugement de ceux qui seroient nommés par l'assemblée, et Mgr l'archevêque de Narbonne fut prié de vouloir bien nommer, au nom de l'assemblée, lesdits arbitres, les Etats voulant bien se soumettre à tout ce qui seroit par eux décidé au sujet desdites contestations.

Qu'en conséquence, Mgr l'archevêque de Narbonne ayant prié par lettres MM. de Fombon, président en la

Cour des Comptes, aydes et finances de Montpellier ; de Monclar, conseiller à la dite Cour, et Moustelon, président de Montpellier en la sénéchaussée et siège présidial de Montpellier, dont les lumières, l'expérience et la probité sont reconnues dans la province, d'être arbitres de cette contestation, elle a été instruite par les syndics généraux et par Solières devant lesdits arbitres, et qu'enfin ils ont été d'avis de débouter ledit Solières de sa demande, tant envers la province qu'envers le fermier général ; laquelle décision a été donnée par écrit et signée de tous les arbitres.

Surquoi, lecture faite de la dite décision, il a été délibéré de charger le sieur de Joubert, syndic général, de remercier, de la part des Etats, MM. de Fonbon, Montclar et Moustelon, des soins qu'ils se sont donnés dans l'examen de cette affaire et de leur témoigner que l'assemblée y est extrêmement sensible.

2 décembre 1737.

202. — Mgr l'archevêque d'Alais a dit que MM. les commissaires nommés pour travailler sur l'affaire de la capitation s'étaient assemblés chez lui dans les premiers jours des Etats, etc.

Que MM. les commissaires se sont alors attachés à chercher les diocèses qui dans la surcharge générale se trouvoient dans une grande disproportion par rapport aux autres, pour tâcher de les en rapprocher en diminuant un peu leurs cotités ; que ces diminutions absolument indispensables ne montent qu'à une somme de 46,500 livres ; ce qui est un bien petit objet par rapport à l'accablement de ces diocèses qui sont ceux de Castres,

d'Alby, de Mende, de Montauban, du Puy, de Montpellier et de Comminge.

Qu'après avoir ainsi déterminé la somme dont il falloit diminuer leurs cottités et les avoir fixées en particulier, savoir pour le diocèse de Castres à 8,000 livres ; pour celui d'Alby 4,000 livres ; pour celui de Mende 11,000 livres ; pour Montauban 6,000 livres, pour le Puy 6,000 ; pour Montpellier, 4,500 livres, et 4,000 livres pour Comminge, il avoit été question de savoir où on prendroit cette somme totale, et qu'ayant agité s'il convenoit de la rejeter sur les fonds de terre, soit en la prenant sur le produit de la ferme de l'équivalent, ou en diminuant d'autant le département des intérêts dont le montant est joint à la capitation, et dont cette partie auroit été portée dans le département des dettes et affaires de la province, soit enfin en rejetant cette somme sur tous les capitales au sol la livre, on s'étoit arrêté à ce dernier moyen, comme le plus convenable, dans la vue de ne pas surcharger les fonds de terre.

Qu'ainsy l'avis de MM. les commissaires, etc.

Surquoy, il avoit été délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, qu'il ne sera point fait de nouvelle répartition comme on l'avoit projeté l'année précédente, attendu les difficultés insurmontables qui se présentent dans cette opération ; que les cottités des diocèses qui ont été les plus surchargés seront diminuées, savoir : celle du diocèse de Castres 8,000 livres ; celle d'Alby de 40,000 livres ; celle de Mende de 11,000 livres ; celle du Puy, de 6,000 livres ; celle de Montpellier, de 4,500 livres ; celle de Montauban, 6,000 livres et celle de Comminge de 4,000 livres ; que le total de ces diminutions montant à 46,500 livres sera rejeté

et reparty sur tous les diocèses de la province, sans exception ; enfin qu'on ne recevra plus de plaintes d'aucun diocèse, et qu'on s'en tiendra à ce qui est présentement réglé, etc.

27 janvier 1739.

203. — Mgr l'évêque de Lodève a dit, etc.

Que la commission a aussi examiné un mémoire du syndic du pays de Gévaudan, qui se plaint des dispositions d'une ordonnance de M. l'Intendant, autorisée par arrêt du Conseil du 1^{er} octobre 1737, qui a introduit dans ledit pays l'usage du sel de Peyriac et de Sigean, au lieu de celui de Peccais, dont on usoit précédemment ; qu'il paroît par les observations contenues dans ce mémoire, que les plaintes du syndic de Gévaudan sont fondées sur des raisons et des expériences très solides, prises de la différente qualité des sels, et qu'il est très important de venir au secours de ce païs, en chargeant MM. les députés de faire des remontrances pour obtenir la révocation de cet arrêt, conformément à la demande du syndic de Gévaudan.

Surquoi, il a été délibéré que toutes les affaires dont il a été parlé dans le rapport de Mgr l'évêque de Lodève, seront suivies par MM. les députés et insérées par eux dans le cahier, etc.

29 janvier 1739.

204. — Mgr l'évêque d'Alais a ajouté que le syndic du pays de Gévaudan a représenté la nécessité où se trouve ledit pays de demander leur consentement aux Etats pour obtenir la permission d'imposer annuel-

lement la somme de 4,000 livres au delà de celle de 8,250 livres qu'on a accoutumé d'imposer pour l'entretien de ses chemins, que comme ils sont très étendus, y ayant près de 150 lieues de chemin que le diocèse est obligé d'entretenir, la somme de 8,250 livres, qu'on impose toutes les années, ne revient qu'à 60 livres ou environ par lieue, et qu'il est impossible qu'elle puisse suffire, surtout par rapport à la situation desdits chemins qui, étant pratiqués sur le penchant des montagnes, sont exposés dans le temps des pluies et inondations à des dégradations très considérables.

Que MM. les commissaires ont été d'avis que les États devoient donner leur consentement à cette imposition, et qu'elle leur a paru nécessaire, soit pour empêcher que le Gévaudan ne se trouve exposé à de plus grandes dépenses, par le défaut d'entretien de ses chemins, soit aussi pour conserver le commerce dudit pays, qui demande la faculté et liberté de la communication d'un lieu à un autre.

Que les mêmes motifs ont aussi engagé MM. les commissaires à être d'avis de consentir à l'imposition qui est proposée par le Gévaudan pour la construction ou réparation de quatre chemins dont les devis ont été apportés, de Saugues à Langogne, du Malzieu à Serverettes, en passant à St-Alban; du Malzieu à St-Chély, et des avenues de Châteauneuf; que comme le Gévaudan est composé de petites villes et bourgs, dans lesquelles il y a des foires et des marchés très fréquents; que ces marchés sont considérables par rapport au commerce des petites étoffes de laine qui sont fabriquées dans le pays, il est indispensable, par cette raison, de faciliter les communications, au moyen des chemins, dont on

retire un très grand avantage, et que c'est ce qui a déterminé MM. les commissaires à être d'avis que les Etats doivent consentir que le Gévaudan obtienne la permission d'imposer la somme de 12,000 livres pendant quatre années consécutives, à la charge néanmoins de rendre compte de l'employ desdites sommes.

Surquoi il a été délibéré que les Etats consentent à l'imposition annuelle de 4,000 livres, proposée par le Gévaudan, pour augmenter les fonds de l'entretien des chemins, et à l'imposition de 12,000 livres, pendant quatre années, pour être employée à la construction ou réparation des chemins, énoncés ci-dessus, à condition, par ledit pays, d'obtenir de Sa Majesté la permission d'imposer lesdites sommes et de rendre compte de l'employ.

30 décembre 1739.

205. — Que une augmentation sur le prix du sel qui est porté dans le Gévaudan avoit donné lieu aux représentations dont avoient été chargés, il y a deux ans, MM. les députés à la Cour, et ils obtinrent, non sans peine, un arrêt qui ordonna la suppression de cette augmentation, mais que ceux au profit desquels elle tournoit, cherchèrent d'abord à éluder l'exécution de l'arrêt, en substituant au sel de Peccaix, dont on avoit occasionné de faire usage dans le Gévaudan, à celui de Peyriac et Sigean, qui est d'une qualité inférieure à celle du premier, et donc par conséquent on est forcé d'employer une plus grande quantité, en sorte que par là les habitans du Gévaudan ne tireroient aucun avantage de la suppression de l'augmentation du prix de cette denrée si nécessaire, non seulement pour l'usage des hommes,

mais encore pour celui des bestiaux qui font la principale richesse de ce pays, qui a eu recours à la protection des Etats pour faire échouer cette entreprise contraire à l'esprit de l'arrêt du Conseil, que l'assemblée crut devoir le soutenir, et avoit chargé MM. les députés de demander la révocation d'une ordonnance de M. l'intendant, et d'un autre arrêt du Conseil qui, en l'autorisant, avoit interdit l'usage du sel de Peccais, qu'ils ont fait à ce sujet des fortes représentations, et ont obtenu un nouvel examen qui probablement doit opérer la réussite de cette demande.

22 janvier 1740.

206. — Le sieur de Joubert a dit ensuite que le Gévaudan ayant été exposé l'année dernière à la perte totale des récoltes dans un grand nombre de communautés, et ayant fait faire la vérification des terres endommagées, dont la taille revient à 81,000 livres, a obtenu du Roy une remise de 50,000 livres sur les impositions de ladite année, mais que ce secours qui est même insuffisant, eu égard au montant de la taille, n'a pu dispenser le diocèse de pourvoir aux semences des terres qui seroient demeurées incultes, puisque la plupart des habitants des dites communautés n'ont pas même de quoi subsister, de sorte qu'il a été fait un emprunt, sous le bon plaisir des Etats, pour la somme de 50,000 livres; laquelle a été employée à fournir des grains pour les semences aux particuliers seulement qui n'étoient pas en état d'en acheter; qu'il s'agit maintenant d'autoriser cet emprunt, et de consentir que le diocèse se pourvoie au Conseil au même effet.

Surquoi, il a été délibéré d'approuver l'emprunt de 50,000 livres fait par le diocèse de Mende pour les raisons et motifs exposés ci-dessus, et que ledit diocèse poursuivra un arrêt du Conseil pour en obtenir l'autorisation.

12 janvier 1741.

207. — Que les Etats ayant demandé par un article du cahier présenté au Roy, en l'année 1759, le rétablissement de l'usage du sel de Peccais, en Gévaudan, à la place du sel de Peyriac et de Sigean, il a été fait, pendant le cours de l'année dernière, une vérification de ces deux sels par des commissaires nommés par l'académie royale des sciences de Paris, et que pour rendre cette vérification plus exacte, elle a été faite sur des sels de même date, pris à Peccais et à Peyriac, en présence du syndic de Gévaudan et du directeur des fermes; que les dits commissaires après les avoir éprouvés, en salant des chairs du même animal, ont été d'avis que la qualité des deux sels est la même, mais que celui de Peyriac est plus chargé que l'autre de parties terreuses, et qu'on y trouve même de petits cailloux dont le sel de Peccais est exempt; ce qui fait qu'à raison de ces différences, ils estiment que le sel de Peccais est préférable à l'autre, et que suivant les calculs, qui en ont été faits, dix mesures de ce sel tiennent lieu de onze mesures et un cinquième de sel de Peyriac et de Sigean; que l'académie des sciences s'est conformée à ce rapport dans le certificat qu'elle a donné à M. le contrôleur général, et que comme il ne lui a été remis qu'au commencement du mois de décembre dernier, il n'a pas été possible de faire aucune démarche pour obtenir une

décision favorable au Gévaudan, mais que cette affaire pourra être suivie et terminée par MM. les députés qui iront cette année à la Cour.

7 février 1742.

208. — Le sieur de Joubert a dit que la communauté de St-Etienne-de-Valfrancisque, en Gévaudan, qui est du nombre de celles qui furent déchargées en 1704 de la taille et de la capitation à l'occasion des troubles des fanatiques, prétend avoir payé, non obstant cette décharge, différentes sommes au receveur en exercice du dit diocèse, et qu'elle a remis un mémoire dans lequel elle suppose que lesdites sommes ont tourné au profit du diocèse ou des receveurs, ce qui lui donne lieu d'en demander la restitution ou qu'il lui soit permis de prendre la voye de la justice ; que ce mémoire ayant été communiqué au sieur Gros, syndic du Gévaudan, il a tourni sa réponse dans laquelle il prétend être en état de justifier que les sommes dont il s'agit, bien loin d'avoir tourné au profit du diocèse ou des receveurs, ont été payées au Roy sur le contingent de ladite communauté, laquelle n'a jouy de la remise qui lui était accordée que pour l'excédent de ladite somme ; que suivant cet exposé toute la question se réduit à l'éclaircissement du fait exposé par le syndic du Gévaudan ; que la communauté peut s'en éclaircir elle-même, suivant l'offre qui est faite par ledit syndic, en envoyant un député sur les lieux pour le vérifier sur les comptes qui sont dans les archives, et que cet éclaircissement mettra fin à toute cette contestation.

Surquoi, il a été délibéré que la communauté de St-

Estienne-de-Valfrancisque fera vérifier sur les comptes qui sont dans les archives du diocèse, suivant l'offre du syndic du Gévaudan, si les sommes qui ont été payées par cette communauté depuis l'année 1707, jusques en l'année 1715, tant sur la taille que sur la capitation ont été payées au Roy ou si elles ont tourné au profit du diocèse, ou des receveurs, sauf en cas de difficulté à y être pourvu à l'assemblée prochaine des Etats, sur les mémoires qui ont été remis pendant le cours de l'année au syndic général du département et sur les extraits en bonne forme des articles des comptes des receveurs qui ont été en exercice pendant les dites années.

18 décembre 1744.

209. — Le sieur de Joubert a dit qu'il lui a été remis une délibération prise par MM. les commissaires ordinaires du pais de Gévaudan, dans laquelle ils exposent que le pays est obligé de faire une dépense considérable, tant pour faire placer une grande quantité de signaux de pierre dans plusieurs endroits où les neiges ne permettent pas de reconnaître le chemin, ce qui interrompt la communication et porte un préjudice au commerce, que d'ailleurs il est nécessaire de réparer plusieurs ponts, et d'en construire même de nouveaux, comme aussi de réparer plusieurs parties de chemin, suivant ce qui est plus amplement porté par ladite délibération ; et que pour fournir à ces dépenses les Etats particuliers dudit pais ont déjà pris le parti de faire imposer cette année, sous le bon plaisir des Etats, la somme de 10,000 livres, et qu'en demandant l'autorisation de cette imposition, ils demandent aussi qu'il leur soit

permis d'imposer la somme de 55,000 livres en quatre années à commencer en 1745, que la nécessité de pourvoir à la seureté et à la libre communication des chemins paroîtront sans doute à l'assemblée un juste motif d'autoriser l'imposition qui a été déjà faite par le diocèse de Mende, et de consentir à celle qui est proposée, et qu'on ne peut que louer l'administration de ce diocèse de s'appliquer à un objet aussi utile et d'y pourvoir d'une manière peu sensible aux contribuables, en évitant de contracter de nouvelles dettes par la voye des emprunts.

Surquoi, les Etats ont approuvé l'imposition qui a été faite, cette année par le païs de Gévaudan, de la somme de 10,000 livres, et ont consenti à celle qui est proposée de 55,000 livres en quatre années, à commencer en 1745, pour les réparations des chemins et pour l'établissement des signaux énoncés en la délibération des commissaires ordinaires dudit diocèse.

5 février 1746.

210. — Le sieur de Joubert, syndic général, a ajouté qu'il luy a été remis une délibération de MM. les commissaires ordinaires du diocèse de Mende, en date du 22 décembre 1745, et une requête présentée en conséquence aux Etats pour obtenir leur consentement à l'imposition qu'ils ont projeté de faire de la somme de 50,000 livres, en trois années, pour fournir à la dépense des réparations des grands chemins, qui ont été entièrement dégradés par les dernières inondations; que la dépense des dites réparations pourra excéder cette somme, et que le diocèse se réserve d'y pourvoir en ce

cas par emprunt, mais qu'en attendant il a recours à la voye de l'imposition pour éviter autant qu'il est possible d'augmenter les dettes qui ont été ci-devant contractées.

Surquoi, il a été délibéré de consentir à ce que le diocèse de Mende impose la somme de 50,000 livres dans le cours de trois années, à commencer de la présente pour fournir à la dépense de la réparation des chemins.

12 décembre 1746.

211. — Le sieur de Joubert a dit qu'il lui a été pareillement remis une délibération des sieurs commissaires ordinaires du païs de Gévaudan, pour demander aux Etats leur consentement à l'imposition de la somme de 20,000 livres, savoir : 10,000 livres l'année prochaine 1747 et pareille somme l'année suivante, pour être employée avec la somme de 50,000 livres, dont l'imposition a été déjà permise aux Etats derniers, aux réparations des chemins dégradés par les inondations survenues à la fin de 1745; qu'on n'avoit peu connoître que d'une manière imparfaite, à la fin de l'année dernière, l'objet de cette dépense à laquelle on avoit cru pouvoir suffire avec une somme de 50,000 livres; mais que l'examen plus particulier qui en a été fait, et les estimations énoncées aux devis qui en ont été rapportés ont fait connaître qu'il étoit nécessaire d'y ajouter une somme de 20,000 livres.

Surquoi, les Etats ont donné leur consentement à l'imposition de 20,000 livres, en deux années, à commencer en 1747, pour être ladite somme employée aux réparations des ponts et chemins dudit diocèse, avec la somme de 50,000 livres, dont l'imposition a été déjà

permise, à la charge par lesdits sieurs commissaires et députés à l'assiette de se faire rendre compte de l'employ desdites sommes et d'en faire mention dans le procès-verbal de l'assiette.

25 novembre 1752.

212. — Mgr l'archevêque d'Alby, continuant son rapport, a dit que la commission a examiné la question qui s'est élevée au sujet du lieu de la tenue des Etats particuliers et assiette du païs de Gévaudan, qui se tient alternativement à Mende et à Marvejols, et que ce qui donne lieu à cette question est que la dernière séance desdits Etats s'étant tenue à Mende, en 1749, la suivante devoit être tenue à Marvejols; ce qui est néanmoins susceptible de difficulté par rapport au temps qui s'est écoulé depuis que les Etats ont été séparés; que l'alternative dont il s'agit entre Mende et Marvejols pour la tenue de l'assiette est fondée sur l'acte de paréage passé, en 1306, entre le Roy Philippe le Bel et Guillaume Durand, évêque de Mende, par lequel ils s'associèrent à la puissance temporelle et aux droits de régaliens dont ils jouissaient l'un l'autre dans le Gévaudan, et qu'ils se communiquèrent réciproquement dans toute leur étendue; que pour exécuter cette association, ils créèrent un bailliage composé d'officiers nommés les uns par le Roy, et les autres par l'évêque; qu'ils assignèrent aux particuliers leurs séances à Marvejols, qui appartenait au Roy, et où les officiers de l'évêque eurent la leur à Mende, qui appartenoit à l'évêque, et où les officiers nommés par le Roy étoient pareillement inibés, de manière que lorsque les uns seroient en exercice, les autres

ne pourroient faire aucune espèce de fonction ; que la création de ce bailliage, la distiction des deux séances fixées chacune dans une ville différente et le tour étably entre elles, donnèrent lieu à l'alternative établie entre Mende et Marvejols pour la tenue des Etats particuliers et assiette ; que les commissions expédiées pour leur convocation furent adressées par MM. les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats, aux officiers en tour du bailliage, lesquels officiers les ont toujours fait exécuter dans le lieu de leur séance ; c'est-à dire à Mende ou à Marvejols, suivant le tour qui a été toujours suivy pour l'exercice de toutes leurs fonctions ; que lesdits officiers, après être entrés aux Etats particuliers et assiette, sont encore, pendant l'année, commissaires du diocèse, et que, suivant la loy établie par le paréage, les officiers qui tiennent leur séance à Marvejols, ne pourroient, comme il a été déjà dit, remplir aucune de ces fonctions à Mende, comme les officiers qui ont leur séance à Mende ne pourroient les faire à Marvejols.

Que suivant des dispositions aussi précises il paroît que les Etats particuliers ou assiette doivent se tenir, pour l'année 1755, dans la ville de Mende, attendu que ce sont les officiers ayant leur séance dans cette ville qui sont en tour depuis le 1^{er} septembre dernier, et que si lesdits Etats particuliers ou assiette se tenoient à Marvejols, sous prétexte qu'ils ne s'y sont pas tenus depuis 1749, il s'ensuivroit que les officiers de la séance de Mende, qui sont en tour, rempliroient une partie de leurs fonctions à Marvejols ; ce qui est contraire à l'acte de paréage, qui doit être exactement observé, et que cette interversion de l'ordre étably, par l'acte de paréage, seroit renouvelé tous les ans, attendu que l'année sui-

vante ce seroit les officiers royaux tenant leur séance à Marvejols qui viendroient aussi à Mende remplir une partie de leurs fonctions.

Que ces réflexions ont paru si solides à MM. les commissaires, qu'ils ont été d'avis de proposer à l'assemblée de délibérer que les Etats particuliers et assiette du Gévaudan, pour l'année 1753, seront assemblés à Mende, attendu que les officiers du bailliage, qui ont leur séance dans cette ville, sont en tour pour la justice et que l'alternative sera ainsi continuée comme ci-devant, conformément à l'acte de paréage, que MM. les commissaires ont été d'autant plus volontiers de cet avis, qu'ils ont été informés que le député de la ville de Marvejols aux Etats a eu connaissance du mémoire qui a été présenté à la commission et qu'il ny a eu de sa part aucune opposition ny réponse.

Surquoi, il a été délibéré que les Etats particuliers ou assiette du Gévaudan se tiendront à Mende, pour l'année prochaine, 1753, attendu que les officiers du bailliage ayant leur séance dans ladite ville, sont en tour d'exercice pour la justice, en ladite année, et que l'alternative établie entre les villes de Mende et de Marvejols continuera d'être exécutée à l'avenir conformément à l'usage et à l'acte de paréage.



LE GRAND CLOCHER

DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE MENDE

(Monument Historique).

La ville de Mende est fière, et à juste titre, des deux clochers qui décorent sa cathédrale, église la plus monumentale du département.

Les amateurs des beaux-arts, qui visitent Mende, admirent ces deux morceaux d'architecture.

En 1837, un touriste écrivait de Clermont-Ferrand au journal *Le Courrier du Gard* : « Je voulais bien redescendre jusqu'à Mende, ne fusse que pour revoir son clocher à frêles colonnettes, ce clocher ciselé, dentelé, découpure aérienne, ayant le ciel pour fonds et pour cadre un oasis de verdure ».

En effet, le grand clocher est d'une architecture élégante et légère, remarquable par ses ornements dentelés, par les colonnes effilées de ses galeries et l'élévation de sa flèche. Il faut monter 244 marches pour parvenir à la quatrième galerie où se trouve l'horloge de la ville. La flèche est octogone et présente à l'extrémité, dans l'intérieur, des ouvertures oblongues comme celles des minarets. La tour de l'escalier est terminée par un dôme au chapiteau en forme de cône renversé.

Le grand clocher a depuis sa base, prise au niveau de la cour de la Préfecture, ancien palais épiscopal, jusqu'à la croix qui termine la flèche 84 mètres environ, sur une base carrée de 11 mètres de côtés. La hauteur du petit clocher est de 65 mètres.

On doit à la munificence de l'évêque de Mende, François de La Rovère, la construction de ces deux monuments. Elevé sur la terre classique des arts, ce prélat voulut, à l'exemple de son oncle, le pape Jules II, qui venait de poser la première pierre de l'église Saint-Pierre à Rome, laisser dans sa ville épiscopale deux superbes édifices pour perpétuer sa mémoire (1). Le 26 mai 1508 le prélat fit communiquer son projet aux chanoines, assemblés en Chapitre. On lui témoigne une vive reconnaissance, et on le prie de doubler de générosité en faisant construire un second clocher.

L'emplacement d'abord choisi pour les clochers parut aux yeux de certaines personnes offrir des dangers pour la solidité de la cathédrale. L'évêque crut devoir prendre l'avis des hommes de l'art. Il appela quatre maîtres architectes, ce furent Bernard Antoine, directeur des travaux de la Cathédrale de Rodez, Antoine Maurin, qui dirigeait la construction des tri-

(1) Les armes de François de La Rovère se voient à tous les étages du clocher ; mais c'est surtout à la naissance de la flèche qu'elles se trouvent sculptées avec luxe et profusion. Elles portent sur l'écu deux branches de chêne avec leur fruit ; elles sont surmontées d'une mitre et d'une crosse et couronnées du chapeau et du gland cardinales ; quelquefois au lieu de crosse et de mitre on les voit surmontées d'une tiare, en mémoire du pape Jules II qui avait été évêque de Mende.

bunes de la cathédrale de Mende, Jacques Chazal et Pierre Fayn (ou Fay).

Voici la teneur de leur conférence, qui eut lieu le 19 juillet 1508 :

• Avis et délibération de nous Bernard Anthoni,
• maistre de l'esglise de Rodes ; Anthoine Maurin,
• Jacques Chasal et Pierre Fay, massons, sur l'édif-
• fice et manière de édifier le clochier duquel a
• présent est acomensée la piason en la présent es-
• glise cathedrale de Mende. Vist et vesitat lo loc
• ho yt es comensada la piason et aquel diligemment
• palpat, disem selon Dieu et nostra consencia que
• selon que l'esglise es comensada et troban et re-
• gardan toutz quatre , d'ung accord , que lo dict
• clochier non se pot point trobar sans pendre l'alée
• ho corredo de dicha eglise ou de lévesché autant
• que monta la dicta alée.

• Disém en oultra que non se pot fayre en prenden
• la dicha alée que sia au profit de l'esglise, per so
• que nos troban ladicha esglise estre febla de muralha,
• et non se pot trobar fayssos ne moyan de liar lo
• clochier an ladieta esglise que sia ben ny a profe-
• table et que nom fos en grand dangier de metre la
• dicte esglise per terra per lo temps avenir, à causa
• del tramblamen de las clochas, car nos troban et
• regardan que non y a si bonas muralhas, tant sian
• espessas ny fortas, que las clochas quant on las sona
• nom las fassa trambalar, tant y puecha aver d'arcez ny
• de faulx brez, loquelz ne retretas ; la rayson est que
• nom ho dison point per las clochas que y sont a pré-
• sent tant solamen, mes pour la rayson du tamps à
• venir : Que toutz quatre ensemble nous considerons

« que Mgr de Mende ho mosseignors de Chapitre por-
« roient fere de plus grans cloches que celles qui y
« sont a present, et portarent encores plus grand pré-
« judice à ladicte esglise ; et tous quatre, d'un comun
« accord dison et troban selon nostrè art, que si lodich
« clochier prend au long de la muralha de la nef, que
« per lodict tramblament del clochier les voultres de
« ladicte grant nau d'este glise seront en grand dan-
« gier de se fendre et tombar à terra, car ladicha es-
« glise a assés de charge et de fays sans so que lo
« clochier non si ajouste.

« Aussi disen toutz quatre, d'ung accord, et aven
« avisat que lo dich clochier si pot bien faire sans pré-
« judice ne domatge de la dicta esglise et au profit
« et honeur de Mosseignor, c'est assavoyr sur la cha-
« pelle que toche en l'alée, en prenant certaine partie
« des maysons episcopales ou de la court d'icelles, et
« en lo fasen autrement non sera point de proffit à
« monseignor ny à ladicha esglisa, attendu que lobratge
« es somptieux et de grant extime et que que quant
« au regard des fondemens ja faictz, il ny a rien faict
« qui ne serve au prope dudict clochier. »

Dès que le rapport des architectes fut connu, l'évé-
que et les chanoines décidèrent que : « Veu ce que
« dessus est contenu, tant par mondict sieur de Mende
« que par Messieurs de Chapitre, et attendu que ledict
« clochier ne se pouvoyt fere que avoyt esté advisé,
« premierement, a esté de rechief advisé et délibéré
« par mesdictz seniors de Chapitre et les dessus nou-
« més mestres, que ledict clochier se fera et édifiera
« au lieu ou estoyt la chapèle de Toussans, noumée
« Unze mil Vierges, et prendra le premier mur vers

• l'esglise jusques au pilier des chapelas et les alées
• franches, et tireront par leur cours ainsi qui sont
• commencées, et tirera ledict mur devers la chapela
• de Sainte Luce, autant que sera nécessaire, et devers
• l'évesqué sera l'autre mur et prendra jusques au
• mur de la chapela de Sancte Gnete (Agnès), comprins
• le mur de ladicte chapela, et puy, s'il est nécessaire
• et y sera fect une porte audict clochier devers le
• costé dudict évesqué pour l'antrée de mondict sei-
• gneur de Mende à ladicte esglise, aussi qu'estoyt par
• avant et de toute ancieneté, et de sobz ledict clochier
• sera fecta une chapela de la auteur dels aultres
• chapelas avec que seroyt nécessaire par davant la-
• dicte chapela et jouinia la mur dudict clochier au
• mur fec par la dicta chapela de Toutzsans, et mondit
• seigneur de Mende fera l'autre clochier et chapela
• semblable ou plus grand du costé de Cloustres et sur
• la chapela de Saint Salveur, ainsi que autres foys a
• esté convenu entre mesdictz seigneurs de Mende et
• Chapitre, qu'il le pourra faire semblable audict clo-
• chier premier, icelluy achavé, et pourra prendre des
• Cloustres ou lui veoir ou dela où qu'il sera nécessaire
• pour fera ledict clochier en semblable quantité que
• ledict sieur de Mende a bayllé de son évesqué et
• maisons épiscopales ou plus s'il est nécessaire. » (1)

On se mit immédiatement à l'œuvre pour le creuse-
ment des nouvelles fondations, et, le 2 août suivant
1508, la première pierre du grand clocher fut posée
par M^{re} Antoine de Roquette, chanoine et prévôt de l'é-

(1) Archives départementales, G. 699.

vêque (1). Le 13 juillet de l'année suivante, l'official de l'évêché posa la première pierre du petit clocher.

Les travaux se poursuivaient avec la plus grande activité sous l'habile direction de l'architecte Jean Peytavin, (2) enfant du pays ; cependant cet artiste n'eût pas la satisfaction de voir ces deux bâtiments terminés. Il mourut dans les derniers jours du mois de mai 1511, et fut enterré, selon son désir, au couvent des Carmes de la ville de Mende. A la prière du sieur Arnaud Bazalgette, au nom des héritiers du défunt, les chanoines permirent, par grâce spéciale, qu'une « messe de mort » fut chantée à l'autel de la Croix, dans l'église cathédrale, ce qui n'avait jamais lieu lorsque les corps des personnes décédées étaient ensevelies dans un autre cimetière que celui de la paroisse. (3)

On a dit que les clochers furent terminés en 1512 ; je ne le pense pas ; car il résulte d'un acte de l'année

(1) Sapion tous presens et advene que l'an qu'on conto 1508 et lon 2 del mes d'aoust ion Georgi Marroc ay vist commença lon cloquo de la Gleixo cathédrale de Mende et ay viat passa la premiero peiro à Moussu Anthony de Roqueta, chanoine de Mende et priour d'Aumont, prévoat de Moussu de Mende et mest de costa la peiro un esout al soleil.

TRADUCTION.

Sachant tous présents et à venir que l'année qu'on compte 1508, et le 2 du mois d'août, je, Georges Marroc, ai vu commencer le clocher de l'église cathédrale de Mende et ai vu poser la première pierre à M. Antoine de Roqueta, chanoine de Mende et prieur d'Aumont, prévôt de M. de Mende, lequel mit à côté de la pierre un écu au soleil.

(2) Johanni Peytavini lapicide et magistro pignaculorum (Archives départementales, G. 1092).

3) Archives départementales, G. 1092. (B)

1515, que les travaux se poursuivaient encore et que M. Jean Macel, prêtre du collège de Toussaint, qui était intendant du bâtiment du clocher, à cause de quoi il fut dispensé, par le Chapitre cathédral, d'assister aux trois heures principales de l'office canonial. (1)

Les travaux terminés, (2) l'évêque fit placer une cloche du poids de 500 quintaux environ (460); elle avait peu de rivales en France, aussi fut-elle appelée la *Non-Pareille*.

La grande cloche brisée par Merle, qualifiée de *Non-Pareille*, s'appelait cloche *François*, du nom de l'évêque François de La Rovère. Elle portait l'inscription suivante, que je découvris dans une chronique manuscrite sur le pays de Gévaudan.

Je transcris textuellement cette inscription .

L'AN MIL CINQ CENS DIX SEPT
UN MERCREDI JOUR DIX SEPT
A MENDE FEVST FAICT
CHASCUN LE SAIT,
PAR LE BON EVESQUE FRANÇOIS, AUVSSI FRANÇOIS
PAR MON NOM L'ON M'APPELLE
DE QVATRE CENS TROIS VINGT QVINTAVX DE POIS
ADVISÉS BIEN SY JE SVIS NON PAREILLE
MA VOIX BRVYANT LES CITOIENS ESVEILHE
L'ON M'ENTEND A DES LIEVS BIEN QVATRE
JE ESPARS TOVNERES ET TEMPETES GRELLES

(1) Archives départementales, G. 1447.

(2) Les pierres furent tirées des carrières de Chanteradjois et de Bahours, situées aux environs de Mende. A cette époque la journée ordinaire était de 2 sous 6 deniers.

FOVDRE AVSSI DE L'AIR JE FAIS DEBATTRE
QVI ME VOVDRA ORS DE MENDE ESBATTRÉ
FACE DES PARAIS DE LA CITÉ ABATTRE.
VU MA GRANDEVR JE VAVX BIEN VNE TOVR
MA BOVCHE A CINQ CENS DE BON TOVR
ONZE PANS D'AVLT ET TREIZE DE LARGEVR
AV BAS JE TIENS VN GRAND PIED D'ESPESEVR
MA LANGVE (1) A ONZE QVINTALS DE FER
CONSIDEREZ SY JE EN DOIS MIEVX PARLER.
PORTANT CESTE MINEVR MAIS MAGNANIME MENDE EN
A MIEVX
CONSIDÉRÉ ET ESTIMÉ LEVR FORTUNE AVQVEL ORES
JE VEVX
VEV QVE TV AS DESOVS CE NOM
FRANÇOIS ROY DE CE NOM
PREMIER AVSSI PRELAT
QVE TA DOTER PREND SY PLAISANT ESBAT
SVPLIE DIEV ET SAINCT PRIVAT TON PATRON
QUE DES FRANÇOIS SOIT MAINTENV LE NOM
ET FLORIR PVISSE EN MEMOIRE ETERNELLE CE NOM
FRANÇOIS
QVI EN TERRE PROSPÈRE EN PAIX ET EN JOYE
SOIT MENDE LA CITÉ
DESOVS FRANÇOIS ET SANS NECESSITÉ

Après la prise de Mende par les protestants, en 1579, Mathieu de Merle, leur capitaine, fit briser cette cloche et transformer le métal en pièces d'artillerie. Seul, le battant ne fut pas utilisé.

(1) Ce battant a 2^m25 de hauteur sur une circonférence de 1^m10 à son nœud de percussion.

Les clochers faillirent avoir le sort de l'église cathédrale, qui fut renversée ; mais leur chute aurait pu écraser le palais épiscopal où Mathieu de Merle était ogé ; ce fut leur salut.

En 1596 quelques réparations furent faites au clocher par ordre de M. de Fosseuse, gouverneur de la ville de Mende, qui y fit loger des soldats. Nous trouvons dans un document de 1619, que le sonneur des cloches devait y coucher pendant l'été « pour les sonner lors des orages. » (1) En 1670, quelques réparations furent exécutées à ce monument, et les travaux adjugés au sieur Jacques Cartereau, maître architecte du diocèse de Rodez.

En 1752, la foudre frappa et démolit une des quatre tourelles ; elle ne fut rétablie que douze années plus tard. Les travaux furent adjugés le 25 juin 1745 pour la somme de 2.600 livres ; le clergé contribua pour un tiers et le pays pour deux tiers.

« La tourrelle et la nouvelle flèche d'icelle, est-il dit, seront construites à la ressemblance des autres trois tourrelles, avec les mêmes ornements, de sorte que l'uniformité s'y trouve comme elle y était autrefois ».

Un demi siècle après, le grand clocher fut de nouveau frappé par la foudre ; mais cette fois les dégâts furent plus considérables, le haut de la flèche fut fortement endommagé (2).

(1) Archives départementales, G. 1074.

(2) Le 2 septembre 1784, vers les 2 heures du matin.

Une inscription placée autour des murs intérieurs de la galerie rappelle ce fâcheux sinistre (5).

Dans l'assemblée des Etats particuliers du Gévaudan, on agita la question de la restauration ou de la démolition de la flèche. Les frais de démolition étaient évalués à la somme de 6,500 livres; ceux de sa restauration à 10.020 livres 12 sous 4 deniers.

M. de Servièrès, fils, représentant de M. le baron de Cénaret, dans l'assemblée tenue le 29 juin 1785, donna un avis favorable en faveur de la conservation de ce monument, et proposa « de l'armer d'un paratonnerre et de consulter à cet effet MM. de l'académie royale des sciences, et M. l'abbé Berthelou, professeur de physique expérimentale à Montpellier. »

L'avis de M. de Servièrès fut adopté et la magnifique flèche fut rétablie dans son premier état.

En 1794, nos deux clochers échappèrent heureusement à l'arrêt de démolition qui les menaçait. Dans la séance du 11 juin un membre de la « Société populaire » de Mende, proposa de les abattre; mais on lui observa que ces deux édifices n'avaient été conservés « que comme chef-d'œuvre des arts; qu'ils

(5) L'an 1794, cet édifice a été frappé par la foudre et fortement endommagé au haut de la flèche, et a été réparé sous l'épiscopat de Mgr de Castellane; M. de Vebrou, vicaire général et syndic de la Chambre ecclésiastique; M. Bessière, chanoine et baillie du Chapitre; M. Desfonds, baillie du clergé; M. de L'Hermet, syndic du pays. Le plan de l'échafaudage a été dressé par M. Boissonnade, aîné, directeur des travaux publics du diocèse et mandataire de ceux de la Province. Visé par M. O. Farrell, directeur des travaux de la province, et a été exécuté par Louis et Pierre Sirvent et Pierre Toquebeuf, entrepreneurs.

devaient être étetés et qu'à la place de la flèche on mettrait une statue et sur les quatre coins les emblèmes de la liberté. »

Quant au petit clocher, « il sera converti en prison. » (1)

Les clochers et leur flèche sont encore debout et classés avec la cathédrale parmi les monuments historiques, et le gouvernement accorde de nombreuses subventions pour les entretenir en bon état.

En terminant cette notice historique je suis heureux de l'accompagner de quelques notes sur les divers genres d'architecture qu'offre le grand clocher. M. Edme Armand, (2) professeur de dessin au collège municipal de Mende, très compétent en cette matière, a bien voulu nous les communiquer.

FERD. ANDRÉ,

Archiviste de la Lozère,

Officier de l'Instruction publique.

(1) En 1815 ce clocher servit de prison à plusieurs victimes de la réaction royaliste, ce furent M. de Charnage, préfet de la Lozère; Viviani ex conseiller de préfecture; Saivres, sous-préfet de l'arrondissement de Mende; M. Broussous, secrétaire général.

(2) Architecte, ancien élève de l'école nationale des Beaux-Arts.

NOTES DE M. E. ARMAND.

Dans l'ordonnance et la décoration du grand clocher, on trouve entre le style roman et le style ogival les goûts que François de La Rovère avait acquis en Italie.

Il est évident que le style ogival n'avait pris, dans le Gévaudan, ni la perfection, ni la pureté que nous lui connaissons dans les provinces du nord de la France. D'un autre côté les monuments de l'époque romane, qui se rencontrent dans l'Auvergne et le midi de la France, ont toujours été les inspirateurs des artistes méridionaux, sinon dans les grandes lignes de leurs œuvres, du moins dans le décor.

En ce clocher, qui a été élevé avec une grande rapidité, où par conséquent on ne peut admettre la transformation du style pendant le temps de l'exécution, nous voyons, depuis le sol jusqu'à la première galerie, l'ogive au-dessus de chaque ouverture ; et brusquement le parti change. Une galerie à colonnettes règne entre les quatre contreforts. Cette galerie offre un ensemble bien curieux : l'ogive disparaît complètement, le plein cintre ferme les ouvertures. A l'un des angles du côté sud, la colonnette au lieu d'être doublée, afin de maintenir la poussée, est consolidée par un pilastre ou ante. Par un besoin de symétrie l'ante se retrouve à la première colonnette de ce côté.

Ces colonnettes réunies par des arceaux plats, soutiennent une seconde galerie, faisant comme la première le tour du clocher. Huit grandes baies s'ouvrent sur cette galerie ; ici comme dessous elles sont à plein cintre, seulement les cintres sont surmontés d'archivoltes, décorés de rosaces.

La troisième galerie et la flèche sont du style ogival.

Il ne faudrait donc pas voir dans ce monument une œuvre de la Renaissance française, comme on l'a prétendu dans un mémoire, lu à la séance du 25 août, au Congrès archéologique de France, tenu à Mende en 1857. Le style général du clocher est ogival ; la première galerie seule a une tendance à rappeler l'art italien. Quant aux pleins cintres dont j'ai parlé, il n'y faut voir qu'une reminiscence des nombreux exemples romans. (1)



(1) Nous sommes heureux de pouvoir annoncer qu'un projet de restauration du portail de la cathédrale dont M. E. Armand est l'auteur, a été admis, cette année, au Salon des Champs Elysées.

A.

**Délibératio et conclusio facta per venerabilem
Capitulum ecclesie cathedralis Mimatensis
de Pignaculo.**

(Archives départementales, Série G. 1092.)

Anno Domini millesimo quingentesimo octavo et die vicesima sexta mensis madii. Capitulantibus Mimatensi in domo capitulari capitulum ecclesie cathedralis Mimatensis appellata. Revevendis patribus nobilibus et venerabilibus viris dominis Bertrando de Cenareto, preposito ; Guidone de Panusia ; Johanne Martini, seniore, Sancte Sedis apostolice prothonotario ; Poncio Algerii ; Anthonio de Apcherio ; Helia de Castronovo, Sancte sedis apostolice prothonotario ; Johanne Martini, juniore, et Guillelmo de Grandimonte, tam in legibus quam in decretis baccallario, capitulantibus et capitulum facientibus et tenentibus, nullis aliis dominis canonicis pro tunc in dicto capitulo existentibus nisi reverendo patre nobilibus et venerabilibus viris dominis Johanne de Grandimonte, sancte sedis apostolice prothonotario et Raimondo de Grandimonte, canonicis, qui licet mandati non venerunt, sed supranominatus dominus Johannes de Grandimonte mihi respondit quod ipse erat occupatus pro servicio ecclesie sed se refferebat et comitebat Capitulo et sic minime venire curaverunt. Venerunt venerabiles viri domini Petrus Cappellani, in utroque jure baccallarius, vicarius et officialis ac alii officarii reverendi in Christo patris et domini, domini Francisci de Ruvere miseratione divina Mimatensis episcopi et

comitis Guabalitani, eisdem dominis capitulantibus exposuit quod supradictus reverendus pater dominus Mimatensis episcopus et comes Guabalitani fuerat et erat intentionis fieri facere unum pignaculum, suis propriis sumptibus et expensis, et volebat quod esset ad utilitatem ecclesie Mimatensis et totius Reipublice; ideo eisdem dominis capitulantibus supplicavit et requisivit prout alias plurisper supplicaverat dictum capitulum quod eisdem placeret deliberare et concludere locum ubi fiet dictum pignaculum; nam dictus reverendus in Christo pater dominus Mimatensis episcopus est intencionis, Deo duce, prima die dictum pignaculum fieri facere; requirendo, quatenus de premisis sibi responcionem facerent.

Et hiis peractis plurisper per dictum venerabile capitulum fuit mature et multis avisatum et cum consilio magistri Anthonii magistri operis tribunarum dicte ecclesie Mimatensis, dicti domini deliberaverunt et concluserunt quod placeat reverendissimo paternitati domini Mimatensis, episcopi fieri facere duo pignacula ad modum turrium, una turris erit supra cappellam Undecim milium virginum, et alia turris erit supra cappellam Sanctorum Salvatoris, . . . , et in medio dictarum turrium erit viatorium vulgariter dictum *ung corrodo* pro eundo de una turri ad aliam, et quod fiat juxta *lo portrach* per dictum magistrum Anthonium Maurini alias ostentum; et dictus Maurini tenebitur tradere dicto domino Mimatensi episcopo unum portractum et aliud dicto venerabili Capitulo. Et ita fuit per dictum venerabile Capitulum conclusum et deliberatum Mimatensi in dicto capitulo, in presentia discretorum virorum dominorum Jacobi Brolieti; eb-

domadarii ; Arnaldi Basalgete, senioris, presbiterorum in dicta ecclesia Mimatensis beneficiatorum. Quæ omnia premissa dictus dominus Cappellani, vicarius et officialis ac etiam dicti domini de Capitulo pecierunt per me scribi et registrari in presenti libro appellato *Percio*. Per me Johannem Torrentis auctoritatibus regia et episcopali, publico notario et secretario dicti venerabilis Capituli.

Signé : J. TORRENTIS.

B

Funérailles de l'architecte des clochers.

Licencia concessa per Capitulum.

Anno quo supra 1511, et die vicesima secunda mensis maii, venerabilis vir dominus Arnaldus Basalgete, senior, vice et nomine heredum probi viri Johannis Peytavini, condam, lacipide et magistro pignaculorum, qui, sapradictis dominis canonicis superius nominatis exposuit quod ipse Peytavin dies suos in Domino clauserat extremos et quod eligerat cepulturam in Conventu Fratrum Carmelitarum Mimali, et quod non est assuetum dicere seu dici facere missam alta voce in altare Sancte Crucis quando sepeliuntur corpora sive cadavera defunctorum. Igitur supplicat quatenus darent licenciam fieri dici missam alta voce pro dicto Peytavini. Ea propter superius nominati canonici pro hac vice duntaxat dispensarunt dicenci dictam missam alta voce, ac etiam *Los exaudis*, cum protestatione quod non trahitur

in consequentiam ; et tunc dictus Basalgete nomine dictorum heredum supra dictorum, dominis regratiatus fuit, et premissa petierunt scribi et registrari in presenti libro per me.

J. TORRENTIS.

(Archives départementales, Série G. 1092. — Liber Persicus.)

**Charges esquelles le Chapitre entend bailler
l'office de Marrolyer.**

1566

Premièrement: qu'il visitera les cloches de quinze en quinze jours pour en advertir le Chapitre, ou il y fauldra rien pour y pourveur et on y viendra incontinent; pour sa négligence qu'il en respondra.

Qu'il fera fere la sonnerye comme il apartient et comme estoit accoustume antiennement et comme est contenu au martiloge;

Que celluy qui sonnera il mangera avec luy comme estoit acoustumé d'antienneté, affin de mieulz pourveoir à la familhe;

Qu'il prendra le tout soulz bon st loyal inventaire des bailles du Chapitre;

Qu'il ne revellera aucuns secretz du Chapitre ny de l'église.

Qu'il tiendra les clochiers fermés pour obvier aux insolences et jeuz que se font dedans et ordures et imundices; tiendra la main à ce que ne se y facent dores navant et quil laissera entrer personne sans licence des bailles ou de quelcun de Messieurs du Chapitre.

Le Pont Notre-Dame, à Mende.

(Monument historique classé.)

Deux qualités de pierre ont été employées à la construction du pont : le tuf et le calcaire arénacé.

Le tuf, à cause de sa légèreté, à la voûte des arches ; le calcaire, à cause de sa résistance aux intempéries du climat, domine dans les autres parties de l'édifice. Les magnifiques clochers de la cathédrale de Mende sont construits avec la pierre de calcaire arénacé.

Parmi les monuments historiques du département de la Lozère, figure le pont Notre-Dame, sur le Lot, à Mende.

Monument du moyen-âge, il est remarquable par ses larges dimensions, sa solidité et son antiquité. Pendant des siècles il a pu résister aux terribles et fréquentes inondations de la rivière.

On ne connaît pas la date précise de la construction de ce pont ; toutefois, un document de nos archives, de l'année 1229 le mentionne (1). C'était alors le seul pont en pierre que possédait la ville de Mende ; « il servait au passage des villes et lieux de ce diocèse et de celles de Velay, Vivarais, Auvergne et Dauphiné. »

En 1365, ce pont est désigné sous le nom *del pon Peyrenc* c'est-à-dire pont en pierre (prope pontem lapideum).

Au quinzisième siècle, une petite chapelle, sous le

(1) Archives départementales, G. 252.

vocable de Notre-Dame, fut construite sur un avant-bec du pont entre la grande arche et la moyenne : dès lors le pont Peyrenc prit le nom de pont Notre-Dame,

En 1496, le Chapitre cathédral permit de placer une petite cloche à la chapelle ; autorisation limitée à la volonté des chanoines.

On signale, vers cette époque, l'enlèvement furtif de divers objets et ornements de la chapelle et du tronc destiné à recevoir les offrandes des fidèles.

En 1549, un chanoine, M. André de Gramond, fonda une messe basse en l'honneur de la glorieuse Vierge Marie, à dire tous les dimanches et festivités de Notre-Dame. Le recteur de l'église paroissiale de St Gervais ou un autre prêtre par lui désigné, devait dire cette messe à la chapelle du pont.

Un legs assez curieux fut fait à ce petit sanctuaire, en 1687, par une dame, Marguerite Pélissier, femme de Jean Malige. Elle donne à l'autel du pont Notre Dame son *cautillon de fatains* pour en faire un devant d'autel.

Malgré sa solidité, l'antique pont fut endommagé à diverses reprises ; mais il resta debout. Il fut réparé en 1662.

Dans les premières années du dix-huitième siècle, une partie de l'avant-bec du grand arceau fut emportée. Nous lisons à ce sujet dans le registre des délibérations consulaires de la ville de Mende : « Du 7 septembre 1708. Par devant M. de Bardon de Chabanes, maire et président, assemblés MM. les consuls et conseillers politiques, etc., M. Laurans, premier consul, a dit qu'une partie de l'avant-bec du grand arceau du pont Notre Dame ayant été emportée depuis

quelques années par les inondations, on a entrepris, par deux fois, de le remettre, ce qu'on a fait avec de grandes dépenses ; mais comme on n'a fait qu'y introduire de grosses pierres avec du mortier, qui n'a jamais pu faire de prise, ce qu'on y a fait n'a pas été de durée, et l'ouverture en est à présent devenue plus grande, et il est nécessaire d'y pourvoir, à faute de quoy il est à craindre que ce pont n'aille bientôt en ruines, et que, pour y réussir, il croit qu'après avoir rempli le vide avec de gros quartiers de pierre de taille, bien unie, attachés ensemble par des crampons et des coins ou peignes de fer, il faut encore garnir cette pointe de l'avant-bec d'un gros chaine canelé qui sera attaché par des clés de fer et bander de toute la hauteur nécessaire et en présence de quelques-uns de MM. du Conseil. •

L'avis du Conseil fut approuvé, séance tenante, et ensuite exécuté.

Voici les dimensions du pont : la grande arche, de forme ogivale, a 20^m20 d'ouverture et 7^m80 de hauteur sous clef. L'autre arche, rive gauche du Lot, a 10^m30 d'ouverture. La troisième cachée par le limon laissé par les inondations, a 4^m50 d'ouverture.

Dans sa séance du 2 décembre 1793, la Société populaire de Mende arrêta que le pont Notre-Dame serait appelé dorénavant : *Le pont de la Raison*.

Tels sont les quelques renseignements historiques qui se rattachent à cet antique pont. La chapelle n'existe plus, mais le vieux monument est resté debout et paraît disposé à résister pendant les siècles encore aux ravages des eaux.

FERD. ANDRÉ, archiviste.

Pancarte des droits que Messire Trophime de Séguin de Born, seigneur de Prades, conseiller direct de la ville de Maruejols tient et a droit de lever dans la ville de Maruejols par lui ou par ses fermiers.

Premièrement de tous estrangers portant vendre de bled à la ville de Maruejols, soit froment, seigle, orge, avoine, pois, fèves, lentilles, erres, gayrouses et autres legumes et pareillement chatanies, quatre couffels pour cetier, un couffel pour carte et demy couffel pour mitedan.

Plus appartient audit seigneur de Prades le droit de fournage quy se prend et a accoutumé de lever et prendre dans ladite ville : scavoir pour chaque cetier de bled quy sy cuit, deux deniers et un plain pot, sive oulle de brese les jours que leurs fours cuisent du pain.

Item, pour charges de drap passant par ladite ville, six deniers.

Item, pour charges de filet pour faire carder ou autrement, trois deniers.

Item, pour charge de fer, cuivre, plomb œuvré, verdet et opiment six deniers

Et s'il n'est œuvré, trois deniers.

Item, pour chaque charge de bresil, laine nette, de quelque epicerie que ce soit, six deniers.

Item, pour chaque [charge] de peaux acotrées et mises en œuvre de quelle beste que ce soit, six deniers.

Item, pour charges d'alun, figues, raisins, passerilles, bœuf en poil, piaux de moutons, agniaux de brebis,

chevres non acoutrées, laine surge, anisses et chamvre trois deniers.

Item, pour chaque charge de vin, sel, vendu en ladite ville, deux deniers en passant par ladite ville, quand en icelle ne se vend, un denier

Item, pour chaque charge de fustaille ou charatée de sabots, galoches, gerles, oribles, pelles, tonneaux, se-maux, postalie ou autre fustaille, portée à vendre à ladite ville doit estre une fois l'année une pièce desdites choses, à l'option du fermier et deux deniers pour chaque charge charretée en après.

Item, quiconque aux foires descharge de drap, ais ou laine ou de cuir accoutré doit payer par charge quinze deniers.

Item, pour chaque charge de bled, vin ou chatanies qui sort de ladite ville pour l'issue, deux deniers.

Item, pour charge d'huile vendant et passant par ladite ville, trois deniers.

Item, pour charges des pommes, ails, oignons, serises egristées, et autres fruits vendus ou passant, un denier maille.

Item, ânes chargés de quelque chose que ce soit donnent droit de demi péage.

Item, chaque de moutons quy passeront par ladite ville pour estre vendus ailleurs ils donnent deux deniers, et le jour de foire le double.

Item, si des anes chargés passent par ladite ville pour estre vendus ailleurs ils donnent sept deniers.

Item, pour chaque poulia, soit mule ou mulet, jument ou cheval vendu en ladite ville le jour de foire ou marché, six deniers, en passant pour aller à autre foire même somme de six deniers.

tem, chaque ane qui aura esté achapté aux foires de ladite ville donne trois deniers et sy c'est un jour de marché deux deniers.

Item, pour chaque pourceau vendu un jour de foire un denier maille et un jour de marché un denier.

Item, pour chaque beste bovine, bœuf, vache ou veau, vendu à ladite ville trois deniers, en passant par ycelle pour vendre un denier.

Item, sy un homme ou plus, non compagnons tenant ensemble un étable jour de marché ou jour de foire chacun paye la leude accoutumée.

Item, pour chacune table dressée tant dans la ville que dehors de ladite ville fait de drap ou de toile ou de toutes autres marchandises quelles quelles soient doivent les dressans le jour de foire de St Michel quinze deniers.

Et le jour de foire de St Martin, pour chaque table dressée de toute marchandise douze deniers.

Et le jour de la foire de St André, pour chacune table dressée de drap ou toile dix deniers et de toutes autres marchandises huit deniers.

Item, par pour chaque beste à bast passant par ladite ville un denier maille et si elle revient chargée et passe ledit jour un denier maille.

Item, pour chaque charge de pourceaux un faisseau.

Item, tous ceux qui font des pots de terre dans ladite ville, de chaqueournée un pot sive ouffe.

Item, pour chaque lard sive bacou porté audit Marcejois pour vendre, un denier pour leude et une maille pour Fissue.

Et pour chaque peau de bœuf ou vache, non jour de marché, une maille, et jour de marché un denier.

Item, tous marchands paquetaiers deplians leurs marchandises le jour de bel mars dedans ou dehors ladite ville ou marché de la Pentecoste cinq sols.

Item, pour chaque charge de safran douze deniers.

Item, généralement de toutes charges d'autres choses dessus non spécifiées deux deniers, lequel émolument s'appelle le bastage.

Se reservant ledit seigneur de Prades les autres plus grands droits qui lui peuvent estre deubs, meme sur les choses especifiées, en vertu des titres ou des coutumes et qu'il ne prethend se faire aucun prejudice de quoi il proteste par expres.

(Archives départementales : Titres sur Marvejols. — Série E.)

RÉPONSE

Du Père Louvroleul, prêtre de la Doctrine Chrétienne, à l'auteur de la critique de ses *Mémoires sur le pays de Gévaudan, et sur la ville de Mende*.

MONSIEUR,

J'ai eu raison de dire dans mon Epître Dédicatoire, que je ne crains aucun censeur solide, et j'ose soutenir dans ma réponse à votre lettre anonyme, que personne ne me sçauroit faire retracter en quoi que ce soit ; parce que je n'ai rien avancé dans mes *Mémoires Historiques*, dont je ne puisse donner des preuves autorisées,

et que mes citations méritent plus de foi que les vôtres.

Toute votre critique se réduit à m'imputer des erreurs, des ômissions, et des anachronismes. C'est à moi à me justifier sur ces trois chefs : Entrons donc en lice sans franchir les bornes de la charité, ni de l'honnêteté, et voyons de quoi il s'agit.

Vous avez pris d'abord la liberté de vous railler du détail que j'ai fait des raretés qu'on voit en Gévaudan, mais vous auriez dû observer dans ma Préface, que la Cour a ordonné, aux Intendans des provinces, de ramasser, par le secours de leurs subdélégués, tout ce qu'il y a de curieux dans leurs départemens.

Ensuite vous trouvez à dire au récit de certains événemens qu'il falloit à votre avis supprimer ; cependant, comme ces faits sont des plus mémorables qui soient arrivés en ce pays, je ne pouvois pas les passer sous silence sans défigurer mes narrations.

Il n'est pas nécessaire de vous reprocher d'autres petites observations qu'il vous a plu de faire. Venons à un point plus important qui a été si rebattu, et sur lequel vous n'avez pas des autorités plus certaines que moi. J'ai dit, que nôtre Ste Foi n'a été prêchée en France que dans le troisième siècle. Pour me contredire au sujet de saint Grégoire de Tours que je cite, vous m'objectez qu'il ne nie pas qu'il y ait eu des chrétiens, avant que saint Fabien y envoyât les sept Evêques dont je parle ; mais vôtre argument ne conclut rien, puisqu'il n'assure pas non plus qu'il y en ait eu, et que j'ai un grand nombre d'auteurs considérables qui confirment ma proposition ; sçavoir, Bernard Guido, Evêque de Lodève, Fortunat, Belleforêt, Demochárez, et plusieurs autres qu'il

seroit trop long de rapporter. Le seul Tillemont suffit, pour appuyer mon sentiment. Il dit au Tome quatrième de ses notes page 221, que saint Fabien mérite le nom d'Apôtre d'une grande partie de la France, pour y avoir envoyé sept prédicateurs de l'évangile, comme la plupart des gens habiles le croient aujourd'hui : ce sont ses termes. Saint Severe Sulpice était de son tems de cette opinion ; car il n'a pas fait difficulté d'avancer que la religion chrétienne a été reçue assez tard au-deça des Alpes. Mezerai dans ses observations historiques dit qu'en 4029, on tint à Limoges un concile où présida Gaucelin, archevêque de Bourges, pour décider s'il falloit donner à saint Martial le titre d'apôtre ou de confesseur dans l'office. Quelques prélats peu versés dans les connoissances de l'antiquité racontaient des histoires fabuleuses pour attribuer la fondation de leurs églises aux disciples de Jésus-Christ, ou à leurs contemporains, afin d'avoir la préséance sur les autres Evêques ; cependant on ne décida point la question en ce concile, ni en celui de Bourges assemblé trois ans après : Mais on consulta le Saint Siège qui reconnut saint Martial pour l'Apôtre de l'Aquitaine, sans parler de l'origine ni du temps de son apostolat.

Je conviens avec vous que saint Irenée, saint Audeol et d'autres ont souffert le martyre dans le deuxième siècle ; mais cela ne détruit pas les témoignages ci-devant allégués, puisque le Lyonnais et le Vivarais, où ces deux martyrs ont versé leur sang pour Jésus-Christ, n'étoient pas alors de la France, quoiqu'ils fussent de la Gaule Celtique : J'entens par la France, une partie de la Gaule Belgique, et une de la Gaule Aquitanique ; c'est-à-dire, l'étendue des pays qui dans la suite du tems fu-

rent conquis et habitez par les Francs, ou premiers Français, et dans lesquels les sept Evêques venus de Rome fondèrent des églises. Ecoutez donc, Monsieur, ce que Plinè dit dans la préface de son histoire naturelle. *Res ardua est vetustis novitatem dare, novis auctoritatem, obscuris lucem, dubiis fidem.*

Vous me demandez des preuves convaincantes pour montrer que saint Severien n'a pas été le premier évêque du Gévaudan. En voici trois qui me paroissent fortes ; La première est, qu'il n'a point été possible de trouver la succession des évêques qui ont tenu le siège du Gévaudan depuis le prétendu saint Severien jusqu'à saint Privat : c'est-à-dire pendant deux siècles : C'est toutefois par la succession non interrompue des évêques que saint Augustin a fait remarquer aux hérétiques la catholicité de la foi de l'Eglise. Le second est, qu'il n'y a aucun monument dans toute cette contrée qui nous puisse instruire de la mission, ni des travaux apostoliques de ce premier évêque supposé. La troisième raison est, que l'équivoque du nom de Severien l'a fait confondre avec Severien évêque de Gabales en Syrie, comme on a confondu saint Denis, évêque de Paris, avec saint Denis l'aréopagite, premier évêque d'Athènes, où il mourut martyr selon tous les Martirologes Grecs.

Monsieur de Tillemont vérifie ceci au tome 4 de ses notes page 21, où il dit : On marque que le Gévaudan a eu plusieurs évêques avant saint Privat. Cela n'est pas aisé à croire ; on n'en met aucun aujourd'hui que Severien honoré à Mende, depuis le neuvième siècle seulement : On prétend qu'il a été disciple de saint Martial et établi par lui le premier évêque de ce Pays-là. C'est tout ce qu'on en dit ; et ce peu même n'est pas assuré.

Voilà pourquoi Baronius l'a ôté du Martirologe Romain.

Messieurs de sainte Marthe qui l'ont placé le premier de nos évêques dans la liste de ceux qui ont occupé ce siège, disent pour se disculper de toute erreur, qu'ils ont suivi les mémoires que M. Esparbier, archidiacre et grand vicaire, de Mende, lui avait envoyez ; de sorte que cette primauté n'est pas moins apocriphe, que l'histoire du roi payen nommé Got, qui s'étant converti donna toute la seigneurie du Gévaudan à saint Severian, selon le registre fabuleux que ce chanoine trouva, dit-on, dans les archives de l'évêché. Mais, dites-vous, on fait l'office et la fête de saint Severian, et quoiqu'il n'y ait point de légende pour lui, il ne doit pas être exclus du nombre des saints ; comme saint George dont le breviaire romain ne dit rien, ne laisse pas d'être nommé parmi les martyrs, et reveré dans toute l'église. Permettez, Monsieur, que je nie cette parité ; parce que je mets de la différence entre l'Eglise universelle et une Eglise particulière. La première est infallible : La seconde peut être en quelque erreur sur un préjugé, de là vient que saint Bernard reprit autrefois l'église de Lyon, de ce qu'elle faisoit la fête et l'office de la Conception immaculée de la sainte Vierge, sans en avoir l'autorité de l'Eglise universelle.

L'acronisme dont vous m'accusez touchant la mort de saint Privat est une pure chicane : Qui peut juger qu'elle arriva en 265, et non pas en 262. Les auteurs qui ont établi ma chronique, sont-ils moins savants que les vôtres ? Et les actes tirez des archives du Chapitre, sont-ils moins anciens ou moins vrais que ceux qu'on trouve dans celles de l'évêché ? On ne doit pas vous en croire absolument plutôt qu'à moi.

Que pensera-t-on de vous donc, quand vous vous inscrivez en faux contre l'Apostolat de ce glorieux martyr ? Si non que vous prenez le change. En vain vous faites l'énumération des patrons de diverses églises qui n'en ont pas été les apôtres : Il ne s'en suit pas de là qu'une église ne puisse avoir plus d'un patron et plus d'un apôtre. Saint Lucius a annoncé l'Evangile en Angleterre dans les premiers siècles, et la Foi y ayant été corrompue, saint Augustin avec plusieurs autres Moines de l'ordre de saint Benoît y fut envoyé par le pape saint Grégoire pour la rétablir ; de sorte que la conversion de ce royaume lui a acquis le titre d'apôtre. St Thomas, disciple du Sauveur, porta le christianisme aux Indes, et parce qu'il ne s'y était pas conservé, saint François Xavier en ses derniers tems l'y a renouvelé. C'est pourquoi il en est appelé l'apôtre ; ainsi laissez nous dans l'ancienne et légitime possession où nous sommes d'honorer saint Privat comme notre apôtre, notre premier évêque et notre patron.

Ne disputez pas non plus à saint Hilaire, l'un de ses successeurs, la gloire d'avoir assisté au second concile d'Agde en 515, et non 535, selon l'erreur de mon imprimeur : Si vous aviez lu le supplément des petits conciles, auxquels saint Cesaire d'Arles a présidé, composé en 1402, par Massianus, moine de Lerins, et historien de la vie de ce grand évêque, vous auriez vu que notre saint Hilaire a souscrit à ce concile ci-dessus énoncé, tenu contre les clercs usuriers neuf ans après celui ou Optimus, diacre, fut député par Leonicus, évêque du Gévaudan, et dont le dernier canon ordonne la fréquente célébration des Sinodes ou petits Conciles.

Après cet éclaircissement vous m'en demandez un

autre à l'égard du Cardinal Guillaume de Chanac, et vous doutez que je puisse montrer qu'il était originaire de Mende, parce que la plus commune opinion le fait Limosin ; mais j'ai plusieurs raisons très probables pour défendre la mienne. La première est, que Moreri, dit que Chanac et Canillac est la même maison : Or la maison de Canillac a résidé durant plusieurs siècles à Mende, et a possédé une des huit Baronies du Gévaudan. La seconde est, que comme plusieurs Historiens, par exemple, Marcel dans ses tablettes de l'Histoire Ecclesiastique, Hermand Schedel dans sa Chronologie, Baluse dans son Histoire des Papes qui ont siégé à Avignon, et quelques autres ont écrit que le Pape Urbain V, étoit du Limosin, ils ont fait une semblable erreur, en disant, que le Cardinal Guillaume de Chanac a été du même Pays. L'auteur de la vie d'Urbain V, dit, qu'il étoit d'Auxerre ; et Ciaconius avance que ce Pape avoit été Moine de Cluny, faussetez qui sont contraires à la connaissance certaine que nous avons : La troisième, est qu'il se faisoit appeler et se signait le Cardinal de Mende ; quoiqu'il eût le titre de S. Vital : son seing ainsi écrit se voit dans un Acte passé, à Ville-neuve sur le Rhône, entre lui et Robert de Genève : La quatrième est, que ceux qui le font Limosin assèrent qu'il étoit de la maison de Pompadour qui porte dans ses Armoiries trois Tours, au lieu que celle de Chanac a son Blason fuselé de sable au Lion d'Argent : La cinquième est, que selon Fleuri au 20^e Tome de son Histoire Ecclesiastique, quand les Cardinaux Français étoient divisez entr'eux pour l'élection d'un Pape qui fut Urbain VI, Guillaume de Chanac n'entra point dans la faction des Limosins : La sixième et la principale raison est, que dans une ancienne Pan-

carte qui est dans les armoires d'un curieux Antiquaire de ce Pays décedé à Bedoez, il est rapporté que le Seigneur de Chanac, originaire de Mende, mourant sans enfans au service du Roi, laissa ses biens à son frère le Cardinal, et que celui-ci, malgré les sollicitations de sa parenté, n'ayant pas voulu se faire dispenser de son Ordre de Sous-diacre pour se marier, les donna par son Testament à l'Eglise du glorieux martyr S. Privat ; ce qui a porté les Evêques de Mende à augmenter et à agrandir cette acquisition, aussi-bien que Beatrix de Canillac à donner à ladite Eglise un Fief qu'elle avoit dans le Terroir de Chanac.

L'Epitaphe gravée sur le tombeau du Cardinal de Chanac que vous citez, n'est qu'un témoignage d'une prévention erronée, et la translation de ses ossemens au Monastère de S. Martial de Limoges, où il avoit fait Profession de la Règle de S. Benoît ne doit être regardée que comme un effet de sa dévotion, ou comme l'exécution de sa dernière volonté ; ne voit on pas à Toulouse, dans le Cloître des Augustins par une pareille et fausse préoccupation, un Ecriteau fait à l'honneur du Pape Urbain V, qui marque qu'il étoit Limosin.

Enfin pour refuter toutes vos observations touchant Guillaume de Chanac, il me semble que vous auriez dû présumer que la Famille d'où il est issu en Gévaudan, étoit une branche sortie de la souche du Limosin où vous l'établissez ; puisque plusieurs de diverses Provinces sont transplantées dans notre Contrée.

Je ne veux pas m'amuser à vérifier que j'ai suivi la Chronologie de mes Auteurs pour la mort de ce Cardinal, aussi-bien que pour la fondation des Monastères de S. Sauveur de Chirac, et du College de S. Lazare de Mende :

Vous devez être persuadé que quoique vous soyez un bon Dataire et un habile Chiffreur, je ne suis pas un Copiste infidèle de ce que j'ai lu. Ne barbotillez donc plus l'Arithmétique que tant de cas rendent variable, ni le titre de Duc dans l'illustre maison d'Armagnac : personne n'ignore qu'étant une branche de celle de Lorraine, celui dont j'ai parlé ne fut Comte par rapport à la Comté dont il portait le nom, et en même tems Duc par raport à son origine et à sa naissance.

Vous me renvoyez sans cesse aux Historiens que vous avez feuilleté ; souffrez qu'à mon tour je vous renvoie à la France Chrétienne, où Messieurs de S^{te} Marthe, à la page 736 du 3^e Tome, disent, que Claude du Prat, Evêque de Mende, étoit véritablement fils naturel d'Antoine du Prat, Chancelier de France. Vous représentez, Monsieur, en cet endroit la Fable du Lion ; c'est-à-dire, que vous voulez avoir droit, et que je sois en faute par tout où il vous plaît.

Votre Censure n'est pas moins mal entendüe, lorsque vous prétendez que Nicolas Gaston, Evêque de Rodez, soit Gaston de Cornom, Bienfaiteur de l'Eglise du Puy ; car Rouve étoit son surnom comme j'ai vu dans le Catalogue des Evêques de Rodez, dressé par les susdits frères Jumeaux, et j'ai trouvé dans les Archives du Chapitre de nôtre Ville qu'en étant Chanoine et originaire il fut élu Evêque de Rodez : Si vous n'êtes pas satisfait de ce témoignage, c'est à vous à montrer qu'il est faux, et à intenter un Procès à l'Imprimeur qui a mis un C. pour un G. en la première lettre de son nom.

Vous perdrez assurément avec dépens, celui que vous me faites pour avoir dit, que Mende a donné Bernard Alaman ou Allemand à l'Evêché de Comdom ; il est de

notoriété publique en Gévaudan que sa famille a été l'une des principales de Mende, et qu'elle y a résidé pendant plusieurs siècles dans la maison appelée aujourd'hui le Collège des cinq playes du Sauveur, acquise du Seigneur Puber de Peyre en 1350, où dans le Château de la Case au bord du Tarn, sur le Portail duquel on voit ses Armoiries, qui sont une aile d'Oiseau, ou en terme de Blason un demi Vol : La maison de Maïllan de Grandlac est éteinte sur cette famille éteinte depuis deux cens ans, jouit de plusieurs Fiefs qu'elle possédoit, et confère la Chapellenie nommée de Comdom, fondée par ledit Bernard qui transigea, pour cet effet en 1394, avec le Chapitre de Mende : Mr. de Villeret de Retz est en possession d'un Domaine et des Cens que ses Ayeuls ont acquis de cette Famille, et il en conserve l'Acte ; il est aisé par là de comprendre que vos conjectures tirées de l'établissement d'une Famille de ce nom au Puy, sont très foibles, puisqu'il y en a aussi d'autres ainsi appelées en Bourgogne, en Dauphiné, et dans le Comtat Venaissin. La Fondation que nôtre Bernard a fait dans l'Eglise Cathédrale du Puy, prouve seulement qu'il étoit devot à N. Dame, qui y est fort honorée, comme sont les Peuples du Gévaudan et des autres Pays voisins de cette ville.

La circonstance que vous marquez de Phelise Allemandi ne sert qu'à me faire user du droit de représailles, en vous avertissant de trois fautes que vous avez faites ou laissé faire à la page 305, de vôtre Lettre. Il falloit écrire Félice et non Phelise par un Ph, et mettre un C au lieu d'un S, dire Clavas, et non Clara, Polverel, au lieu de Poluerel. Mais je n'ai pas l'Esprist fantasque ; ainsi lorsque vous me demandez de bons Mémoires pour

nous approprier Messires de Lestang, et de Polverel, je puis vous assurer, Monsieur, que j'en ai qui sont indubitables, et trois de leurs parens que j'ai eu l'honneur de connaître en ce Pais et en Limosin en ont encore qu'il ne tiendra qu'à vous d'examiner. La Tige de la Race de Mrs. de Lestang est à Brive-la-Gaillarde, comme j'ai sçu quand j'y enseignois les Humanitez dans nôtre College, et elle a formé une branche qui est plantée depuis cent cinquante ans à Toulouse, ou elle a donné des Présidens au Parlement. C'est de celle-ci qu'est venue la Famille de ce nom, qui résidoit à Mende dans la maison que Mr. Borne habite à present. La matricule de 1600, que j'ai eüe entre les mains, confirme cette résidence. Pour la Famille de Polverel, après avoir été longtemps à Mende, elle en est sortie. Une partie s'est dispersée en deux Parroisses de ce diocèse par une Fille et par un Officier de Guerre qui s'y sont mariez il y a environ cinquante ans, leur fortune étant devenue fort médiocre : L'autre a été transplantée au Diocèse d'Aleth où elle suivit Vital Polverel, Coadjuteur d'Etienne : Vous ne m'obligerez donc pas à me dédire de l'assurance avec laquelle j'ai avancé que ces deux Evêques ont été mes compatriotes.

Toutefois je desavoüe mon Imprimeur, qui a ômis trois mots essentiels en la page 117, ou après avoir nommé Urbain V, il a laissé ceux-ci (et Gregoire XI, neveu de Clement VI.) s'il n'a pas marqué sa faute dans l'Errata, c'est dit-il, pour n'avoir pas eu assez de place, se trouvant à la fin de la derrière page du Cayer qui précède le commencement de la Table ; Les Livres les plus corrects ne sont pas exemts de ces sortes d'omissions et transpositions, dont les auteurs ne sont pas res-

ponsables. Quoiqu'il en soit, le Pape Gregoire XI. est né en Gévaudan où étoit alors sa mère Guérine de Canillac, épouse de Guillaume de Rosiers, vicomte de Beaufort et de la Mothe, frère de Clément VI. lequel étant Souverain Pontife fit bâtir le Château de Canillac et érigea la Seigneurie en Principauté ; ainsi j'ai sujet de me recrier contre vous, puisqu'une ancienne Charte de cette illustre maison qui est dans les Archives de M. de la Mothe Canillac, près de Brioude, me sert de garant, car j'en ai vu un Extrait parmi les pièces curieuses manuscrites qu'un Chanoine, Comte de cette Ville, à ramassées de l'Histoire de la plus haute Noblesse d'Auvergne. D'ailleurs les Historiens des Papes ne sont pas mieux d'accord entr'eux, que ceux qui parlent des Cardinaux.

Contalorius et Ciaconius sont oposez à Frison au sujet du Cardinal Arnaud Bernardi ; Baluse et Frison ne conviennent pas sur le Cardinal du Bousquet, ni Bellefôret, et Contalorius touchant le Cardinal Etienne de Poissy ; Panninus et Ciaconius marquent differemment le Pays du Cardinal de Cabassole ; ainsi ce n'est pas une chose étrange de voir des sentiments et des mémoires differens à l'égard de l'origine du Pape Grégoire XI.

Comme vous parcourez toutes mes pages, il faut aussi que je vous suive pas à pas dans les vôtres, et qu'au lieu d'un seul cardinal que vous donnez au Gévaudan, j'en ajoute trois, scavoir : Raymond de Canillac, que Jean XXII éleva à cette dignité peu de temps après l'avoir nommé évêque de St-Flour ; Guillaume Bragose, évêque de Vabres, dont vous trouverez la promotion dans la France Pourprée de Frison, p. 373 et dans le 1^{er} tome du Dictionnaire de Moreri ; et Jean d'Arceis ; j'avoue que je n'ai vu ni le Cardinalat de ce dernier,

ni son origine du diocèse de Mende dans aucun livre imprimé ; mais j'ai trouvé l'un et l'autre dans un livre manuscrit contenant un Recueil des Prérogatives de nos évêques, et diverses remarques sur le Gévaudan que M. Mourg du Villaret me remit quand j'eus commencé mes *Mémoires*, à sa prière. J'ai ouï dire que feu M. Lenoir, juge de Mende, sous trois évêques, rempli d'érudition pour le Droit civil et canonique et pour les Belles-Lettres avoit fait la compilation, après avoir fouillé très souvent dans les archives de l'Evêché et du Chapitre. Si l'écrivain ou l'imprimeur avoit connu votre délicatesse pour l'orthographe, il n'aurait point écrit Aresis au lieu d'Arceis ; ils mériteraient que vous les fissiez condamner à une amende : mais il n'y a point de maîtrise à Mende pour les arts.

Vous n'avez pas parlé en maître, Monsieur, quand vous avez dit que St Véran n'a pas droit d'avoir le titre d'apôtre de Cavaillon, parce qu'il n'en a été que le sixième évêque ; ce que j'ai l'honneur de vous remontrer au sujet de l'apostolat de St Privat auroit dû arrêter vos notes onéreuses ; cependant je vous prie de lire le célèbre Pétrarque, lequel pour louer dignement le cardinal Philippe de Cabasole, évêque de Cavaillon, sa patrie, dit qu'il étoit successeur et imitateur de St Veran, apôtre et patron de cette heureuse ville ; vous n'avez qu'à jeter les yeux sur la première Leçon du second Nocturne de l'office de ce saint Prélat, pour y admirer la vocation de Dieu qui lui inspira d'aller prêcher l'Evangile aux peuples idolâtres, et la soumission des habitants de Cavaillon, qui étonnez de ses miracles et de ses vertus le reçurent comme un envoyé de Dieu, c'est-à-dire comme un apôtre, par lequel ils devoient apren-

dre les voyes du salut éternel, car ce mot grec *apòstolos*, signifie en latin *Missus*.

Quant à S. Firmin, S. Hilaire, S. Frézal, S. Ilère, évêques du Gévaudan, toute cette contrée est dans une tradition ancienne, immémoriale, commune et générale, qu'ils n'ont pas été étrangers; personne jusqu'à présent n'a jamais contredit cette créance, qui est d'autant plus certaine, qu'elle est fondée sur les Décrets de divers conciles de la primitive Eglise, où il étoit ordonné de n'élire des évêques que au sein du clergé de la ville qui en manquoit, à moins que ce ne fut quelque excellent prédicateur de notre sainte Foy, venu d'ailleurs pour y exercer ce saint ministère.

A cet article finissent les erreurs dans lesquelles vous voulez que je sois tombé, et commencent les omissions dont vous me chargez, disant que je n'ay pas fait mention de plusieurs évêques, de beaucoup d'abbes et de quelques abbesses qui ont illustré ma patrie. Mais souvenez-vous, Monsieur, que la Cour n'a demandé, à chaque diocèse, que des Mémoires et non pas des histoires entières, pour ne point rendre infini le Dictionnaire universel de la France, dont deux gros volumes ont déjà paru pour la description de quelques provinces; faites attention que j'ai prévenu mon lecteur qu'il verroit seulement dans la liste des évêques de Mende, ceux que j'estimois les plus remarquables, et que j'ai déclaré qu'en faisant mes *Mémoires* je n'entreprendois pas un ouvrage parfait, mais un petit essai qui donneroit peut-être envie à quelque habile écrivain de remplir le vuide que je faisois.

Au lieu de prendre ce glorieux emploi, vous vous êtes occupé à me critiquer, contre le respect que vous

devez à l'illustre Prélat que j'avois pris pour le protecteur de ma production, et, sans avoir aucun égard à mon état qui me lie à un Corps, vous avez fait insérer votre censure dans le *Journal de Trévoux*, du mois de février dernier, qu'on ne m'a communiqué que vers la fin de mai.

Cette attaque imprévue m'a fait dire aussitôt après S. Patien, évêque de Barcelonne : *Iratus non irascor, sed stimulator ut apis, quæ aculeo sua mella defendit.* (In Ep. 2 ad semp.) Je suis irrité sans passion, mais je suis pourvu d'un aiguillon comme l'abeille et à son exemple je m'en servirai pour défendre mon miel. C'est pourquoi vous ne trouverez pas mauvais que je me plaigne de ce qu'injustement vous avez accusé de fausseté plusieurs endroits de mes *Mémoires* et que je vous fasse la même réponse que fit S. Augustin à une pareille injure. *Accusa quantum potes, vinco si non probas : Ad Crescen. lib. 2 cap. 36.* Votre accusation retombe sur vous. Je suis victorieux si vous ne prouvez que j'ai fait des narrations inventées et que je n'ay pas été fidèle dans la citation des auteurs.

Voilà, Monsieur, ce que l'amour de la vérité a arraché de ma plume, peu accoutumée à ces sortes de combats. Je vous conseille de manier la vôtre désormais avec la même précaution que vous la maniez quand vous écrivez des lettres importantes ; ne niez pas surtout que la vérité ne soit le plus grand ornement de mes *Mémoires*, et je vous avouerai qu'elle en est l'unique beauté : si vous me refusez cette justice, je vous appliquerai ce que S. Augustin dit à Petillien : *Tua sententia non est sententia, sed vessica quæ non solum inani sono, sed etiam in tuo capite crepuit* (Lib. 1 c. 10). Votre jugement n'est

d'aucun poids et ne décide de rien. Ce n'est qu'une vessie gonflée et légère qui a crevé dans l'air, aussi bien que dans votre tête. J'ai été sincère dans ce que j'ai écrit, et je ne le suis pas moins lorsque je me dis publiquement,

Monsieur,

Votre très humble et très obeissant serviteur,

L'OUVRELEUL,

Prêtre de la Doctrine Chrétienne.

Lettre de M. Aurés, maire de Vebron

A L'ÉVÊQUE DE MENDE

(Document inédit relatif à la guerre des Camisards.)

1706

Je supplie votre Grandeur, avec tout le respect que je dois, agréer que j'aye l'honneur de lui écrire cette lettre, pour la supplier de me secourir et protéger dans le dessein que j'ay de supplier aussy M^{sr} de Basville, intendant en notre province, de me faire la grâce de me procurer ma liberté, afin de me tirer de la misère où je suis, comme Votre Grandeur n'ignore point, ou bien, au cas il ne veuille pas avoir cette bonté pour moy, avoir du moins celle cy, de ne sy opposer point,

sy le Roy, par sa bonté et clémence me la veut accorder.

Mais avant de venir aux raisons qui peuvent favoriser mon desir, je supplie encore Votre Grandeur, rappeler sa memoire sur l'affection et protection qu'elle me fit l'honneur de m'accorder à Montpellier, lorsqu'il leur fut question de parler des affaires de M. l'abbé de Nouettes, lesquelles m'attirèrent une haine et inimitié si grande du M^r avec lequel il avoit à faire, qu'il ne me l'a jamais voulu pardonner.

Sy mes mizères, Monseigneur, n'estoient que mediocres, je me tiendrais encore dans le silence ou j'ay été jusqu'ici, mais estant extrêmes elles me forcent de les déclarer à Votre Grandeur et luy représenter que j'en souffre à plusieurs égards : d'un costé je suis accablé de chaines et dévoré par la vermine ; de l'autre, je suis parmy de brigands et de scelérats, qui à tout moment déchirent Dieu par leurs juremens et sales discours qu'ils vomissent, sans parler de plusieurs autres actions que la bienséance me fait taire ; mais ce n'est pas le tout, Monseigneur, j'ay mes affaires et celles de plusieurs personnes, que je servais, dans le dernier désordre ; et ces pauvres personnes souffrent du damage de mon malheureux sort, ce qui travaille beaucoup mon esprit. Ce n'est pas encore le tout, Monseigneur, je souffre aussy beaucoup d'être privé de secourir ma chère famille qui est assez nombreuse ; j'ay ma belle mère âgée de près de quatre vingts ans ; ma femme qui n'a pas une santé bien estable ; trois filles dont il y en a deux fort jeunes, et un garçon aussy fort jeune ; car pour mon ayné il est dans les gardes de Sa Majesté, en la compagnie de Monseigneur le duc de Noailles ;

et au lieu de pouvoir secourir cette pauvre famille, mon ayné et moy, au contraire, la frustons de ses aliments les plus nécessaires, dont elle se prive pour nous secourir tous deux, dans nos nécessités, car presque tous mes biens sont incultes et abandonnés à faute de pouvoir mettre à couvert les personnes nécessaires pour les cultiver, et ainsi ne peuvent pas produire pour nous subcister, car mes maisons des metheries furent brillées, excepté une, qui est proche Meirueis, dans le diocèse d'Alais ; celle de Vebron me feust conservée à condition de la descouvrir et déplancher ; cela feut ainsy fait ; et quand ma femme en feut sortie, les Messieurs de Fraixinet furent en troupes m'enfoncer les portes, et enlever toutes les planches du couvert et des planchers, et plusieurs autres choses que ma femme y avoit cachées, et moy aussy avant mon malheur.

Je ne crois pas, Monseigneur, m'être rendu indigne de l'affection et protection qu'il vous plent m'accorder à Montpellier, et que je supplie votre grandeur me continuer, pour me rendre favorable M^r l'Intendant, et tous les deux me redonner la vie, en me procurant ma liberté. J'ay l'honneur et l'avantage, Monseigneur, d'être une des brebis de votre bergerie, et sur cela je supplie Votre Grandeur me permettre de joindre à mes très humbles suplications la parabole dont parle l'Evangile, de l'homme qui ayant cent brebis, s'il en égare une, ne quittera-t-il pas les quatre vingt dix neufs pour aller chercher celle qui s'est égarée ; et l'ayant trouvée, il en est plus joyeux que des autres qui n'avoient point été égarées. Je suis l'égarée à la vérité, Monseigneur, puisque dans le malheureux estat où je suis je ne suis plus sous votre garde, ce que je désire d'être, et ainsi

d'être trouvé. Mais, Monseigneur, je ne suis pourtant pas égaré par rapport au blâme, dont mes ennemis ont voulu me noircir, m'ayant accusé de n'être pas bon catholique, ny bon serviteur du Roy. Ils eurent la malice et la lâcheté de le rapporter ainsy à M. le comte de Peyre ; et je scay bien le canal qu'ils suivirent pour luy insinuer, qui feut un poison sy envenimé pour moy, qu'il me fut impossible de l'estouffer, sy fort il eut faict impression auprès de ce seigneur ; et c'est bien dans cette occasion que j'ay esprouvé ce qu'a dit l'excellent interprète ou explicateur des deux livres dus Roys sur le premier livre, chapitre 22, où il est parlé du cruel et malheureux flatteur Doeg, qui raporta au roi Saül que le grand roi Archimeleck avoit reculy chez luy David, ce grand prophète royal, lorsqu'il fuyoit pour se garantir des persécutions de Saül, son bean père, les accusant tous deux d'avoir conspiré contre Saül. Le grand prêtre comparant devant luy proposa ses defenses fort légitimes ; mais nonobstant tout cela, il falut mourir et non seulement luy, mais tous les autres prêtres de Dieu, que cet infâme Doeg fit lui-même mourir, et ainsy trempa ses oruelles mains dans leur sang innocent. Surquoy, cet excellent interprète dit que Dieu a voulu donner cette histoire à tous les princes, et concéquemment à tous ceux qui les représentent, pour leur apprendre combien ilz doivent apprehender de ce laisser surprendre à la passion des rapporteurs, parce qu'une pensée forte dont ils se seront laissés prévenir, peut les porter à ce déclarer contre des innocens qui ne pensoit qu'à vivre en paix. Ces cruels rapporteurs qui me vouloient entierement perdre, raportèrent à Monseigneur le comte de Peyre, pour fonder que j'estois

un mauvais catholique et infidèle au Roy, que j'avois été à l'assemblée que Castanet, chef des prédicans, fit dans l'église de Vebron, et en après cette assemblée finie que j'eus souper avec ledit Castanet. L'un et l'autre de ces deux faitz sont veritables, Monseigneur, comme j'eus l'honneur de l'escrire à M^{re} l'Intendant, dès que les Camizars feurent sortis dudit Vebron, qui feut le lendemain matin. Après que ses deux cas me feurent arrivés, j'eus l'honneur de l'écrire aussy à Votre Grandeur, Monseigneur, quelque temps avant que je fesse en prévention. Mais ses cruels ce gardèrent bien de dire à M^{re} le comte de Peyre, la manière avec laquelle j'avois été conduit à ses deux actions, c'est à dire par force et violence. Cependant, Monseigneur, cette force et violence estoit constante et publique, faite à la force de plus de 2,000 personnes.

Castanet arriva à Vebron avec sa troupe, composée de deux cens moins dix hommes, le vendredy 9 février 1705, après midy, armés de fusilz et épées ou bayonnettes, tambour battant, ayant passé par Barre. Je me trouva hors de Vebron, lorsqu'ils y arrivèrent, et au lieu d'aller ches moy, je fus me cacher dans une maison seule, à la campagne, appartenant à Jean Teissier, du Claux, où je resta ainsy caché jusques au dimanche au soir 11^e du dit mois, qui ayant esté desouvert par neufs desdits camisards, tous biens armés, ils m'enlevèrent de cette maison, par force et violence, et me menèrent ainsy audit Vebron et à la dite assemblée ; l'un d'iceux m'ayant même donné quelque coup du bout de son fusil, parce que je ne marchais pas assés vite. Cette assemblée, je veux dire la prédication, estoit déjà finie, lorsque nous y arrivames, et ceux qui auroient peu deposer

de cette force et violence, auroient été les habitans anciens cotholiques de la communauté, quy y avoient esté aussy menés par forcé avant moy. La prédication finie je me glissa de parmy eux et m'en feus ches moy, ou je n'avois pas été depuis ledit jour vendredy matin, et je trouva ma maison remplie de ces gens là, qui me firent mille avanies. L'heure du soupé venue, trois des neufs qui m'avoient entraîné à l'assemblée, feurent me dire, de la part de Cartanet, de venir souper avec luy. Je les renvoya par deux fois ; mais enfin ma femme ayant été avertie par M^{lle} d'Olivier, qu'ils avoient dit que sy je ne venois pas il me faloit tuer. Je me lascia enfin persuader et j'y feus. J'avoue encore que je parla publiquement avec eux jusques après leur départ. J'en uza à peu près avec eux, de même la seconde fois qu'ils vinrent à Vebron, et qu'ils feurent bruler Fraixinet, parce qu'ils me surprirent encore ; mais y estant venus une troiziesme fois, il n'en feut pas de même, Jeus le temps de me tirer de devant eux, et s'y jamais, devant n'y après ses deux premières fois, j'ay eu aucun commerce ny conférence avec eux, directement ny indirectement, je me soumetz à la perte de ma vie ; mais pour sès deux dernières fois il ma faleut faire ce que je fis, ou mourir.

Peu de temps après, ayant esté averty qu'on vouloit me prendre prisonnier, sans sçavoir pourquoy ny comment, je feus me jetter entre les bras de M. de Jullien, à Saint-Jean, où je resta environ 15 jours ; après lesquels, M. de Julien ayant fait sa tournée en Sévennes, je m'en retournay à Vebron ; et ayant esté averty que M. Doyre, capitaine en cartier à Barre, avoit ordre de m'arrestier, je feus me remètre volontairement entre ses mains dans ledit lieu de Barre et delà en Alais,

ou M^{re} l'Intendant étoit. Je subis tous les interrogats qu'il luy pleut me faire ; mais on ne me confronta point de tesmoingtz que suu ladite assemblée, et ledit soupé, et on ne pouvoient pas à la vérité m'en confronter sur aucun autre cas ; car j'en suis innocent comme les anges. Cependant c'est sur ses deux cas, Monseigneur, qu'on m'a fait mon procès ; mais je ne les ay jamais déniés, et si j'ai péché c'est par ma fragilité et faiblesse et non par aucune malice de mon cœur. Il y a une infinité de personnes qui sont tombées dans le même cas que moy, et pas une n'a esté traitée comme moy. L'estat de mes affaires et toutes les circonstances quy sy rencontrent justifient victorieusement mon innocence et la malice de mes ennemis.

A légard de la Religion, je rapporte un certificat de M. du Banquet, mon curé et mon directeur spirituel, du 1^{er} novembre 1701, légalisé par votre Grandeur, le 3^e du dit mois et an, longtemps avant que lesdits deux cas me fussent arrivés, que feut le 11^e février 1703. De ce certificat résulte, Monseigneur, au sujet de la Religion, que jen ay remply tous les devoirs, et que j'ay par mon exemple édifié la paroisse ; et, a l'égard de sa majesté, que j'ay été vigilant à contenir les habitans dans leur devoir par mon exemple et mes fréquentz avertissements, faits ausdits habitans, et que j'ay été d'un grand secours audit sieur curé. Tout cela est confirmé par un grand nombre de délibérations, faites par tous les principaux habitans de la paroisse contre les dits Camisards, faites devant moy et par mes soins, même la plupart sur mes propositions et exortations. Je me suis toujours maintenu icy dans l'exercice de la religion sans aucun relachement comme appert des certificats que je rap-

porte ; le premier : du sieur Castagne , aumonier et directeur de la galere ditte *La Vieille Reale*, et les derniers du sieur Cussé qui a succédé audit sieur Castagne. J'en ay envoyé autant à Paris ; et ceux dudit sieur Castagne sont légalisés par Mgr l'évêque de Marseille.

Il y a une autre raison décisive et confirmative de mon innocence, tirée d'un billet que la maitresse décole, que votre Grandeur avoit envoyée à Vebron, trouva un matin, en se levant, derrière la porte de sa chambre, répondant à la rue, que M. du Ranquet, curé, me montra, et me dit luy avoir esté remis par ladite maitresse décole, l'ayant voulu garder pour en informer votre Grandeur et Mgr l'Intendant ; de quoy il se chargea. Par ce billet ledit sieur curé, le sieur vicaire et ladite maitresse d'école estoient menassés de la mort, s'ils ne quittoient ladite paroisse, ensemble quelques habitans et moy, comme le plus coupable. Je devois être rompu tout vif et brulé. J'ai plusieurs autres raisons importantes pour détruire tous les faux faits allégués par mes ennemis et pour prouver que je suis meilleur catholique et meilleur serviteur de sa Majesté que non pas eux,

Et je croy, Monseigneur, pouvoir dire avec vérité, que de toutes les paroisses qui sont tombées dans le cas, en votre diocèse, celle de Vebron est une de celles qui ont produit le moins de camisards. J'ay veu icy le livre du révérend père Louvrelœil, qui met plusieurs personnes condempnées aux galères de la communauté de Vebron, qui n'en sont pas sous son rapport, il ny en a qu'une nommée Jean Nerse, a part, M. de Salgas et moy ; et, sur mon chapitre il dit que je n'ay pas sçu m'empêcher d'être condamné aux galères pour avoir

trop favorisé les camisards, sans dire comment. Je le prie avoir meilleure opinion de moy qu'il n'a pas. Je voy par son livre que mon plus grand crime est le péché originel ; c'est-à dire, Monseigneur, d'avoir esté de la religion Prétendue Réformée ; par raport aux faits que mont attiré ma condamnation, car il parle apres du sieur Lefevre, notaire de Saint Jean, ancien catholique, et il le loue d'avoir seu garantir sa vie en donnant une paire de pistoletz à la Roze, lieutenant de Castanet, entre les mains duquel il estoit tombé par dessus Anduze, dans le grand chemin ; mais je ne crois pas que j'en eusse esté quitte à sy bon marché, sy Dieu avoit permis que je fusse tombé dans un pareil cas, la roue auroit esté assurément mon partage.

Je vous prie encore, Monseigneur, d'être bien persuadé de mon innocence, et vous supplie de faire attention aux raisons que j'ay eu l'honneur de représenter cy dessus à votre Grandeur, et me faire la grâce de m'accorder le secours que je luy demande et de me croire avec un respect tres profond,

Monseigneur,

De Votre Graudeur,

le très humble et très obéissant serviteur.

AURES.

A Marseille, ce 27 avril 1706.

Construction d'une chapelle à Bagnols

PAR ORDRE ET AUX FRAIS DE M^{me} LA DUCHESSE DE NOAILLES

Prix faict de la chapelle.

1676

Ce jourdhuy, second du mois d'octobre mil six cens septante six, après midy, régnant très chrestien prince Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre. Devant nous, notaire royal soubsigné et prézantz les tesmoingz bas nommés a esté en sa personne Monsieur M^e Sylvestre Chevalier, prebtre, docteur en droit civil et canon, chanoine, official et vicaire général de Illustrissime seigneur Messire Hyacinthe de Serroni, comte de Gévaudan, abbé de la Chaize-Dieu, lequel se faisant fort de l'ordre et pouvoir à luy donné par haute et puissante dame Madame la duchesse de Noailles, laquelle meue d'une dévotion particulière, a voullu faire ediffier une petite chapelle aux bains de Bagnols pour la commodité des malades et autres quy prenent les bains, à cauze que la seule esglise de paroisse, qu'il y a dans ledit lieu, se trouve assés éloignée desdits bains; en cette qualité, ledit sieur vicaire général a bailhé à Pierre Gosse, m^e masson du lieu de la Roche, paroisse de Brenous, en ce diocèse de Mande, prézant et acceptant sçavoir est à faire et à ediffier à neuf une petite chappelle dans le fondz et sol de noble Godefroy de Retz de Bressolles, seigneur du Villeret, et au bas

bout de la cuizine de la maison qu'il possède proche les bains dudit Bagnolz et à l'endroit où estoit le four, laquelle chappelle sera de quatre canes de long et de vingt pans de largeur dans œuvre, bastie de bonne massonnerie avec achaux et sable avec de degrés de pierre de talhe despuis là gallerie dudit logis jusques à la maistresse porte de la chapelle, laquelle aboustira proche la rue publique au dessoubz la maison des hoirs du sieur Fouzilhac, chirurgien, laquelle porte sera ronde de la hauteur de neuf pans et de bonne pierre de tailhe et de largeur à proportion; fera de mesme ledit preneur dans ladite chappelle et aux endroitz necessaires deux fenestres en rond, de bonne pierre de tailhe par le dedans et le dehors de trois pans et demy de hauteur et un pan et trois quartz de largeur chacune d'icelles. De plus fera un tœuil de bœuf au fondz de ladite chapelle du costé de la rue, de bonne et belle pierre de tailhe d'un pan et demi de largeur; et sera ladite chapelle de la hauteur de sept pans despuis le plancher qu'yl fera double jusques au lembri que ledit preneur fera en berceau de bois de pin; sera encore tenu ledit preneur de faire blanchir ladite chapelle avec de bons achaux à double couche, avec colle et bourre et fera ferrer et vitrer les fenestres de ladite chapelle, et la porte d'icelle de bois de pin double avec les gonts, bandes, clous, serrure et clefz, fera de mesme le couvert avec tout le bois nécessaire qu'yl fera couvrir de bonne thuyte à chevilhe et fournira tous les materiaux et manœuvres necessaires; lequel prix fait ledit Gosse sera tenu, comme a promis, avoir fait et parfait entre icy et la prochaine feste de Pasques moyenant le prix et somme de trois cens livres que ledit sieur vicair général a promis de payer, scavoir tout prezantement et des deniers de ladite dame de Noalhes, cent livres

que ledit Gosse a dit avoir receus et s'en est contanté et quitté ledit sieur vicaire général quy sera tenu luy payer autres cent livres le premier de janvier prochain et le restant à œuvre parfaite, et moyennant ce ledit Gosse a promis outre, tout ce dessus, de faire l'autel de bois de ladite chapelle de la hauteur, longueur et largeur nécessaire et de paver ce quy ce trouvera de terrain dans ladite chapelle de pierre de tailhé hyveau et en escarre. De mesmes a esté présent ledit seigneur du Villeret de Retz, lequel en considération de ladite edification a donné le sol de ladite chapelle et promis de fournir audit Gosse tous les chevrons nécessaires pour le couvert de ladite chapelle à condition que ledit Gosse sera tenu de les faire couper et porter à ses frais et despans, et pour ce don dudit sol, chevrons et permission dudit ediffice se rezerve ledit seigneur du Villeret ie juspatronat de ladite chappelle pour luy et ses successeurs à l'advenir, en cas il y auroit de prezant ou pour l'advenir des dottations ou fondations en icelle, et pour tout ce dessus observer et ny contrevenir lesdites parties, comme à chacune concerne, ont obligé leurs biens qu'ont soubzmis aux rigueurs des Cours du Balliage de Gévaudan, Sénéchal et Couventions royaux de Nismes. Ainsin l'ont promis et juré.

Fait et récitté audit Mende, maison du sieur vicaire général, ez prezances de sieur Pierre d'Yllaire, seigneur du Bounetés ; Vidal Salanson et Estienne Prades, clerks dudit Mende, soubzsignés aveq ledit sieur vicaire général, et ledit seigneur du Villeret ; ledit Gosse n'a sceu et de nous Durand Mercier, notaire royal du nombre réduit de la ville, requis, soubzsigné.

CHEVALIER, *vic. général.* — VILLERET DE RETZ. — D'YLLAIRE.
— PRADES. — SALANÇON. — MERCIER, *notaire.*

PROCÈS-VERBAL

**de la conversion générale à la Religion
catholique des habitants de la ville
de Marvejols.**

L'an mil six cens quatre vingt cinq, et du huitiesme jour du mois d'octobre à deux heures de relevée. Par devant Monsieur Maitre Pierre de Rouvière, conseiller du Roy, juge pour Sa Majesté de la Cour royale de Maruejolz, Chirac, Grèze, la Canourgue et autres propriétés royaux au pays de Gévaudan, commissaire nommé et député par lettre de cachet de Sa Majesté; du 12^e mars dernier, pour assister aux assemblées et consistoire dudit Marvejols et autres lieux au diocèse de Mende.

Assemblés en conseil général, les chefz de famille de Maruejolz, faisant profession de la Religion préthendue réformée, en conséquence de l'ordonnance dudit sieur Rouvière; noble Aldebert de Pineton de Chambrun, seigneur de Pommier; noble Jean de Chapelle, sieur de Rieumal; M. M^e Jean de Laurens, sieur de Péjas; Aldebert de Jourdan, Jean Boyer, Samuel de Barthélemy, sieur de La Valette, docteurs et advocat; Gabriel Guyot, Jean Du Lignon, docteurs médecins; Estienne de Laurens, sieur des Vernets; Etienne de Salesses, Jacques et Estienne Vachery, Jacques Boudany, Augustin

Roux, André Giscard, Samuel et Pierre Boissier, Samuel Rochevalier, Jean Daudé, bourgeois, Paul Rochevalier de la Devèze, Jean Jourdan, Antoine et Gély Vigans, frères ; Jean Cazes, François et François Martin, père et fils ; autre François Martin, Antoine et Pierre Teste, frères ; Estienne et Simon Bonbernat, Paul Meissonnier, tondeur, Gély Peiralde, Christophe Dides, mareschal, Pierre Julien, le sieur Breillant, père et ses trois filz, Jacques Ferlet, Estienne Téron, Urbain Lafont, Gély Dugua, Samüel Dugua, Estienne Pinet, chiurgien ; Antoine Folchier, Adrien Combes, Estienne Gély, Jacques Pinet, orfèvre ; Pierre Abric, marchand ; Estienne Meissonnier, marchand ; Pierre Mallet, Zacarie Compains, Jean Castanier, Pierre Prieuret, David Sere et son filz, César Malplach, Estienne du Lignon, Jacques Chauchadis, Jean et Pierre Rousson, père et fils ; Isaac et Elie Louve, frères ; Estienne Blanquet, Eymad Meissonnier, Pierre, Jean et Urbain Meissonnier, frères ; sieur Jean Eymard, avocat ; Jean Bastide, jeune, bourgeois ; André Giscard, vieux ; Antoine Roussel, Jean Chaminat, Jacques du Lignon, Noel Deleuze, Jean Solier, Antoine Negret, Pierre et autre Pierre Aldebert et Etienne Mendras, freres ; Jacques Dominisse, Pierre Goyer, Jean Guyot, Salomon Valette, Pierre Duranc, m^e chirurgien ; Jean Balda, Estienne Moinier, fils ; Jean Bastide, vieux ; David Privat, Jacques Roussel, Jacques Planes, David Meissonnier, Anthoine Amblard, Jean Gendre, Jacques Lacombe, Estienne Chaminat, Simon Mathieu, Anthoine Lacombe, Jean Rochier, Anthone Fangouze, Jean Privat, Estienne Riguade, Jacques Manoel, Jean Clavel, Noel Merle, Barthélemy Bilierre, Elie Lacombe, Abraam Teissonnière, Charles Atgier, Anthoine Arnal, Jean Chau-

vet, Jacques Maliolle, Simond Talancier, Aldebert Blanquet, filz à Samuel ; M^e Hillaire Daudé, docteur médecin ; Jean Rogier, teinturier ; Pierre Mallet dit Nourét ; Estienne Lacombe, Augustin Vigne, Daniel Sanch, Anthoine Laurens, Urbain Lafont, Samuel Rochevalier, Jacques Marion, Jean Sanch, Jacques Bouniol, Louis Dides, mareschal ; Pierre Goyer, Jean Pierre Randavel, Paul Pinet, Guillaume Pinet, Jean Bonnet, Gilly Dugua, Estienne Rochier, Estienne Martin, François Livernois, Jean Vigne, Louis Lacombe, Pierre Laurens, Gabriel Theirac, André Hours, Jean Dides, Jacques Valescure, Augustin Badocy, Pierre Vallette, Jean Moinier, filz ; Pierre Mallet, Pierre Laurens, Pierre Priouret, Pierre Deleuze, Augustin Monastier, Jean Castanier, Jacques Simond, Jean Sevène, Jacques Chauchadis, Jean Clavel, Estienne Randavel, Pierre Boyer, Jacques Boyer, Anthoine Domminisse, Anthoine Vallette et autres habitants, chefs de famille, faisant profession de ladite religion prétendue réformée.

Laquelle assemblée ayant esté formée, ledit sieur Rouvière, juge et commissaire, accompagné de MM. Anthoine Aldin, sieur de La Bastide, et Ignace-François de Vidal, sieur de la Saniolle, conseiller du Roi, lieutenant et procureur du Roi, et de MM. M^e Jean Rodes de Castan, sieur des Espinassoux, docteur et avocat ; Jean Grangier et Jean Ichier, consuls de ladite ville, estant allé prendre Mgr l'évesque de Mende, conseiller du Roi, en ses Conseils, venu exprès en cette ville pour le fait présent, et M^e Charles de Molette, seigneur marquis de Morangiés, comte de St Alban. baillif et gouverneur, pour le Roi, de ladite ville de Marvejols, et tous ensemble ayant accompagné ledit seigneur évesque dans l'ho-

tel de ville, où estant, après que Mgr l'évesque a fait entendre à l'assemblée les intentions du Roi, et ayant exhorté la compagnie de rentrer dans l'église catholique, apostolique et romaine, que leurs anciens avoient abandonné, sans aucun sujet légitime, lesdits habitans de ladite ville de Maruejols, en Gévaudan, faisant profession de la religion prétendue réformée, soubsignés, assemblés comme dit est pour délibérer sur le fait de la Religion; ayant fait reflection sur les instructions que Mgr l'évesque de Mende a eu la bonté de nous donner, et ayant meurement examiné les sujets qui avoient donné lieu à nos ancêtres de se séparer de la communion de l'église catholique, apostolique et romaine et veu qu'ilz n'ont eu aucun sujet ni fondement légitime de ce faire, et touchés de l'exemple de nos frères qui se convertissent journellement en divers lieux de ce royaume; et voulant enfin seconder les pieuses intentions que le Roi a de procurer notre conversion, nous avons tous unanimement résolu et délibéré de nous réunir à ladite esglise catholique, apostolique et romaine et de supplier mondit seigneur de Mende de nous y recevoir et de faire adjuration, entre ses mains, de toutes erreurs qui nous en avoit séparés.

Après laquelle délibération prinze et signée, Monseigneur l'évêque de Mende a exhorté lesdits sieurs délibérans de suivre des inspirations qu'il a pleu à Dieu de leur donner pour leur conversion, et de faire incontinent entre ses mains leur adjuration, et en suite accompagnés de Messieurs le gouverneur et commissaire et des sieurs officiers et consuls, sont allés tous en Corps à l'esglise collégiale et paroissiale où ilz ont tous fait leur adjuration, et où on a chanté le *Te Deum*, et rendu grâces à

Dieu ; et ceux qui n'ont pu faire leur adjuration le mesme jour, l'ont faite les jours suivants.

Signé : FRANÇOIS PLACIDE,

MORANGIÉS.

Evêque de Mende.

Ainsi procédé devant nous dits juge et commissaire.

ROUVIÈRE, juge et commissaire ; LABASTIDE, lieutenant ;

LA SANIOLLE, procureur du Roi ; RODES-CASTAN, consul ;

GRANGER, consul ; ICHIER, consul.

Acte de profession de foi.

Les lundy, mardy et mercredy 8, 9 et 10^e jour du mois d'octobre 1685. Dans l'église collégiale et paroissiale de la ville de Maruéjolz en Gévaudan. Devant nous François-Placide de Baudry de Piencourt, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège apostolique, évêque de Mende, comte de Gévaudan et conseiller ordinaire du Roy en tous ses conseils, se sont présentés noble Aldebert de Pineton de Chambrun, sieur de Pommiers ; noble Jean de Chapelle, sieur de Rieumal, sieur Jean de Laurens, sieur de Péjas ; Aldebert de Jourdan, Jean Bouyer, Samüel de Barthélemy, sieur de la Valette ; Gabriel Guyot, Jean du Lignon, docteurs médecins ; Estienne de Laurens, sieur des Vernetz ; Estienne de Salesses, Jacques et Estienne Vacheri, Jacques Bodany, Augustin Roux, André Giscard, Jacques Lafont, Barthélemy Giscard, Samuel et Pierre Boissier, Samüel Rochevalier, Jean Daudé, Paul Rochevalier, Jean Jourdan, Antoine Gily, Vigan, frères ; François Martin, Antoine et Pierre Teste, frères ; Estienne et Symon Bombernât, Paul Meis-

sonnier, tondeur ; Gily Peralbe , Christophe Dides , Pierre Julien, le sieur Reillant et ses trois fils ; Jacques Ferlet, Estienne Téron, Urbain Lafont, Gély du Guax, Samuel du Guax, Estienne Pinet, Anthoine Folchier, Adrien Combes, Estienne Gily, Jacques Pinet, Pierre Albus, Estienne Meissonnier, Pierre Mallet, Zacarie Compain, Jean Castanier, Pierre Prieuret, David Serre et son filz, Cezar Malplach, Estienne du Lignon, Jacques Chau-chadis, Jean et Pierre Rousson, père et filz ; Izaac et Hélié Jouve, frères ; Estienne Blanquet, Eymard Meys-sonnier, Pierre, Jean et Urbain Meissonnier, frères ; Jean Eymard, avocat ; Jean Bastide, jeune ; André Giscard, vieux ; Antoine Roussel , Jean Chaminat , Jacques du Lignon, Noël Deleuze, Jean Solier , Antoine Negret, Pierre et autre Pierre Aldebert et Estienne Mendras, frères ; Jacques Dominisse, Pierre Goyer, Jean Guyot, Sa-lomon Valette, Pierre Duranc, Jean Baldin, Estienne Moynier, fils ; Jean Bastide, vieux ; David Privat, Jacques Roussel, Jacques Planes, David Meysonnier, Anthoine Emblard, Jean Gendre, Jacques Lacombe, Jean Rochier, Antoine Fangouze, Jean Privat, Estienne Ri-guade, Jacques Mandy, Jean Clavel, Noël Merle, Bar-thélemy Bilierre, Hélié Lacombe, Abraham Teissonnière, Charles Atgier, Antoine Arnal, Jean Chauvet, Jacques Maliolle, Symon Talancier, Aldebert Blanquet, filz ; Sa-müel Hilaire Daudé , docteur médecin, Jean Rogier, Pierre Mallet, dit Nouret ; Hélié Lacombe, Augustin Vi-gne, David Sanch, Anthoine Laurens, Urbain Lafont, Samuel Rochevalier, Jacques Marcon, Jean Sanch, Jacques Bouniol, Louis Dides, Pierre Gouyer, Jean-Pierre Randavel, Paul Pinet, Martin, François Livernois, Jean Vigne, Louis Lacombe, Pierre Laurens, Gabriel Teyrac,

André Hours, Jean Dides, Jacques Valescure, Augustin Badocy, Pierre Valette, Jean Moynier, fils ; Pierre Mallet, Pierre Laurens, Pierre Prieuret, Pierre Deleuze, Augustin Monastier, Jean Castanier, Jacques Symon, Jean Sevène, Jacques Chauchadis, Jean Clavel, Estienne Randavel, Pierre Boyer, Jacques Boyer, Anthoine Dominisse, Anthoine Vallette, et autres qui sachant signer ont sousigné et autres dit ne scavoir signer.

Tous habitantz de ladite ville de Maruejolz faisant cy devant profession de la Religion prétendue réformée ; lesquelz en conséquence de la délibération par eux prise, nous ont supplié de les vouloir recevoir et réunir à la communion de l'église catholique, apostolique et romaine, renonçant et abjurant tous les erreurs qui les aroient séparé, et promis et juré, sur les saints évangiles, de vivre désormais dans la foy de ladite église ; à quoy nous les avens admis et receu, leur ayant donné l'absolution de l'hérésie dans la forme ordinaire, en présence des sieurs doyen, chanoines et clergé de ladite église, de M. le comte de Morangez, gouverneur pour le Roy, magistrats, officiers royaulx et consuls et habitantz de ladite ville.

(Suivent les signatures ainsi que celle de l'évêque de Mende).

(Archives départementales, Série G. 906).

La population de Marvejols était de 2,650 individus, Sur ce nombre 1,828 catholiques et 822 protestants,

ÉTAT

DES DÉPENSES FAITES POUR LES TRAVAUX DE RÉPARATIONS AUX MURAILLES ET FOS- SÉS DE LA VILLE DE MENDE EN 1361.

La ville de Mende, chef lieu du département de la Lozère, n'eût une enceinte de murailles qu'au milieu du XII^e siècle. Ce fut l'évêque Aldebert du Tournel qui, vers l'année 1161, fit bâtir les remparts, flanqués de plusieurs grosses et fortes tours, munis de fausses-braies et de fossés profonds qu'on pouvait remplir d'eau en 48 heures.

Un acte de l'année 1508 nous donne la mesure de l'étendue des remparts : 589 cannes extérieurement et 514 intérieurement.

Pendant l'invasion anglaise les fossés furent constamment remplis d'eau ; les poissons s'y étaient multipliés et les évêques affermaient le droit de pêche.

La ville avait cinq portes appelées d'Aigues-Passes, du Chastel, d'Angiran, du Soubeyran et du Mazel.

La première mention des réparations faites aux murailles de la ville est de l'année 1281. L'évêque de Mende permit aux habitants de lever un impôt pour faire face aux dépenses.

En 1358, l'évêque Albert Lordet, attendu le bruit de guerre entre la France et l'Angleterre, permit aux habitants de lever un impôt de 1,500 livres sur le vin, et autres denrées, pour la réparation des murs, fossés et autres fortifications de la ville.

En 1361, nouveaux et importants travaux pour mettre en bon état les murailles et fortifications à cause du voisinage des Anglais.

L'état des dépenses faites à ce sujet, a été conservé ; il fait partie du dépôt des Archives communales, Série CC. 155. C'est un petit registre de 22 feuillets, papier.

Ce document, rédigé en langue vulgaire, offre un certain intérêt sous plusieurs rapports : son dialecte, divers faits intéressant l'histoire locale, le prix de la main d'œuvre à cette époque reculée, etc.

Ce journal des dépenses était tenu jour par jour par le sieur R. Malel, chargé de la surveillance des travaux et de l'emploi des fonds.

Voici la reproduction textuelle de ce document :

ANNO X.CCC.LXI.

(1361)

Sec si la despessa facha per R. Malel, coma obriers de las obras de la vila constituat per mossen Guïlhem Lordet, evesque de Mende.

Premieyramen, lo 22 die de setembre per 6 homes a portar peyra et à far mortier al portal Sobeyra, 18 sols.

Item, lo 23 jorn de setembre per altres 6 homes a far las dichas obras, 18 sols.

Item, à 5 bestias de logier dels jorns sobredichs per portar la peyra e la arena(1) al portal sobredig costeron per 2 jorns, 50 sols.

(1) Arena. — Sable,

Item, per arvore 1000 ~~sumadas~~ et 200 charratadas
d'aroma a la obra del pon de Chamnou (1) et à la pays-
serra (2) et à las altres rieras de la vila à Guilhem
~~Barbier~~ 11 floratz.

Item, per lo tractat del prefach, 2 sols.

Item, per tractament las cedula del guagl noel et per
~~mandar als hostals~~ 22 sols.

Item, a Laurens Chénou per 1 jorn am 2 bestias à
porta d'aroma a porta d'Ayguasparssa per far la pila,
4 floratz.

Item, per montar la festa de sobre la pila del pon del
portal d'Ayguasparssa et per far lo mortier et per portar
lo chals a portar mortier, 20 sols.

Item, montar de chals en la pila et en las paretz del
portal de ~~un sester~~ 9 sestiers de chals que valon
10 floratz.

Item, per arbor lo gag (3) noel, 8 sols.

Item, per montar a Bertrand Tauron per far lo reyreg
del chals.

Item, per montar ad Arnal Noli per comandamen
de ~~un sester~~ de Perre per far lo reyregag de 15 nueys,
10 floratz.

Item, a M. Chabrido per alargar la porta del portal
del ~~chals~~ 10 floratz.

Item, per 3 jornatz de li fozien manobra al dich por-
tal, 4 floratz.

Item, per l'obra que fustet la porta del dig portal,
10 floratz.

1. ~~Chamnou~~ Dos des quartiers de la ville.

2. ~~Arros~~ Arros de Chamnou.

3. ~~Arros~~ Arros de Chamnou.

Item, per la fusta de la dicha porta, 8 solz.

Item, per la peyra del hostel de dona Vegieyra que fo estimada per Durand Coli et per P. Chabrido de que bastiguem lo reyre portal e las pilas de sobre la teulissa del portal sobeyra et per far lirisso de la paysieira d'Aiguasperssa, 16 fluris.

Item, foron mes el dig reyre portal et e las pilas 10 sestiers de chals que valon 5 fluris e ters.

Item, per 6 gerlas a porter laygua e lo mortier el dig reyre portal e en las pilas 12 solz.

Item, per 3 homes que isteron el dig portal per far manobra, 9 solz.

Item, per 4 bestias de logier per 6 jorns que isteron a portar la rena a la dicha obra 20 solz per jorn, que monto en somma 6 libras.

Item, a R. Bodo, alias Maynel, per istar a la bada (4) 40 jorns que del mes setembre que de octhoyre, 30 solz.

Item, a Mathieu Doet per istar el cluchier los digs 10 jorns, 30 solz.

Item, als digs R. Bodo et a Mathieu Doet per far la dicha guacha per altres 10 jorns, a chascun 30 solz que monto 60 solz.

Item, fon donatz a prefag per mossen P. de Montaurros et per G. Morres a P. Chabrido et a Duran Coli lo reyre portal sobeyro, de que degon aver 12 flurits dels quals ne pagiey 3 flurits a P. Chabrido et 3 flurits a Duran Coli.

Item, per bastir la pila del pon del portal Dayguasparssas e la paret dans l'ostal de G. Avilart a Durand Coli et a Johan Delmas v flurits.

(1) Guet.

Item, à G. Chalmon per portar de la arena à la dicha pila am 2 bestias per 12 jorns, 20 sols.

Item, per papier à far totz mos escrigz 4 sols 6 deniers.

Item, à la guacha del cluchier et à la bada per 8 dias 12 sestier de segel que lur baylet M^e G. Marra.

Item, à P. Aldegier per bastir lo pas del Chastel, 5 sols.

Item, per lo logier del rossi que menet mossen St-Salayroam à Balsiega (1) an la livrazo del rossi, 4 sols.

Item, per 11 traus a las barrieyras del portal Sobeyra 14 sols.

Item, per los homes que las adobéran é per lo verralh que hom mes en la barrieyra davan lostal de Agnès Brugada e per metre 2 barriers en la traversa de las Utas, 11 sols.

Item, per lo logier e per la livraso del rossi que menet mossen S. Salayro a monsenhor del Tornel, 4 sols.

Item, per 2 cordas à tirar la fusta, 2 sols.

Item, per 5 bestias que isteron 6 jorns à portar darena, per chascun dia 25 sols, monta 7 libras 10 sols.

Item, à J. Lebrato que istet 12 jorns à bastir el pan de Chamnou, 5 sols per jorn monta, 60 sols.

Item, à P. Aldegier que istet 8 jorns à bastir el dich pan, 5 sols per dia, monta 40 sols.

Item, per una tina à portar la chals et las bastidas, 6 sols.

Item, à Regacho per 6 jorns que mandet las gens el valat, 18 sols.

Item, à 4 bestias per portar darena, 6 jorns, 20 sols per dia, monto 6 libras.

(1) Quartier des environs de Mende.

Item, à P. Aldegier que istet 6 jorns el valat, 18 sols.

Item, à J. Borriac que istet el dig valat per 6 jorns
18 sols.

Item, à 4 homes que isteron el dig valat per 1 jorn, 2
sols 6 deniers à chascun home, monto los 4 homes 10
sols.

Item, fezi gardar las portals 4 jorns, que costeron per
chascun jorn 12 sols 6 deniers, monto 50 sols.

Item, per gardar Flasy, (1) à 2 homes per 4 jorns, 24
sols.

Item, à S. lo pestre par gardar la portal del Mazel
2 jorn, 5 sols.

Item, per sarraï los passes de la Volta de la Rocha,
7 sols.

Item, à 5 bestias de logier de 6 jorns, per chascun
dia 25 sols, monto los 6 jorns 7 libras 10 sols.

Item, per adobar lo pas del arc de l'hostal de maistre
R Bessieyra, 30 sols.

Item, per bastir la paret del valat, davant lo portal
del Chastel e per aportar la peyra per bastir lo dig por-
tal, 15 sols.

Item, à 2 homes que aneron vezer si lénemic (2) eron
à la Vinha (3), 6 sols.

Item, à Peyre Aldegier et à J. Colonh, que isteron el
valat 8 jorn, 3 sols à chascun per chascun dia, monta
48 sols.

(1) Flagi, montagne au couchant de Mende. On y voit encore des re-
tranchements creusés dans la roche.

(2) Il s'agit des Anglais.

(3) La Vigne, château près de Barjac, démoli vers le milieu du
17^e siècle.

Item, à 4 bestias de logier que isteron 4 jorns, per chascun dia 20 sols, e monteron 4 libras.

Item, Mezen el pan de Chamnou 115 sestiers de chals que valon 38 fleuris e ters, monto 46 libras.

Item, per tombar la crota del celier de G. Vilato, 30 sols.

Item, per sarrar e per adobar la puada de claustra, 10 sols.

Item, à Vidal Bechiquier et ad Arnal Minheta per far lo palenc de Chamnou, 2 fluris.

Item, per los guaraus que ac Guigo de Clavieyras à mettre en las lanternas del mur, 11 sols.

Item, per 52 libras de chandelas de ceu per cremar el mur, 70 sols.

Item, à 2 homes que mescleron del mortier en Chamnou, 6 sols.

Item, à 4 bestias de logier que isteron 3 jorns à portar peyra, 60 sols.

Item, per 4 mags que comprem per portar la terra del valat, 2 fluris.

Item, par chavar lo palenc de chamnou, 1 flurin.

Item, per 3 saumadas de rover (1) que comprem 11 sols.

Item, per una saumada de rover que comprem mays 2 sols 7 deniers.

Item, 4 libras e miega de cera en 7 farassas (2) que ac G. Gibote lo jorn de la Tot sanhs.

Item, 5 libras e miega de cera que ac J. Bort del Tornel quan say fezem venir monsenhor del Tornel.

(1) Rover, chône.

(2) Flambeaux.

Item, 4 libras et 3 onssas de cera à far lo gag per vila
quam say ero lo frayre del archipestre.

Item, à la sepultura de monsenhor de Mende 37 li-
bras de cera (1).

Item, 7 libras e miega de cera en 2 farassas que agron
P. Astort et R. de Servieyra.

Item, 15 libras de cera que donet hom al seneschalc.

Summa que val la cera, 25 libras 12 sols 6 deniers.

Item, à la crida per cridar chascun jorn lo gag, mieg
fluri.

Item, à 5 bestias de logier per 2 jorns, 5 sols.

Item, per chanar la pezazo de la payssieyra d'Ayguas-
passas 3 fluris.

Item, per metre la fusta el guachil (2) sobeyra, del
portal sobeyra, 25 sols.

Item, à 2 homes que chargeron las mags, 1 jorn el va-
lat, 5 sols.

Item, per 4 homes à portar la fusta del hostel de
Gisberto al portal sobeyra, 8 sols.

Item, la vigilia de sanh Andrieu, à 4 homes à char-
gar las mags de la terra del valat, 10 sols.

Item, à P. Chabrido et ad S. Balsiega, peyriers, 12 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, à 1 home de logier, 2 sols 6 deniers.

Item, à 2 parelhs de bueus, 12 sols.

Item, à 2 boyers que despenderon 2 copas de vi que
valon 2 sols 8 deniers.

Summa daquest jor, 64 sols 2 deniers.

(1) Albert Lordet.

(2) Guérite.

Item, per un trau à far la grua del portal Sobeyran, 5 sols.

Item, à 2 fustiers per adobar la grua e mays lo torn, 12 sols.

Item, ad 8 homés à far manobras et à charger las mags de la terra del valat, 20 sols.

Summa daquest jorn, 37 sols.

Item, à 2 peyriers, 12 sols.

Item, ad 1 home que trauchet lo palenc, 2 sols 6 deniers.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Summa daquo de sus 39 sols 6 deniers.

Item, à 18 homes tan per chavar lo valat quan per altrás manobras à far, que monto 45 sols.

Item, à 2 fustiers el palenc, 12 sols.

Item, à 2 peyriers e la payssieira, 12 sols.

Item, per lo logier de 5 bestias, 25 sols.

Summa daquest jorn 4 libras e 14 sols.

Item, lo vemres, premier d'avens, 19 hommes tant per valadar quan per charger los mags quan per altrás manobras, monto 47 sols 6 deniers.

Item, à 2 peyriers et à 2 fustiers am 2 manobras, 24 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, per 1 home que menava los bueus de Guigo Faga, 3 sols.

Item, per 12 sestiers de vi que foron dona al Seneschalc, quam fo en ista vila, 9 libras 12 sols.

Summa daquest jor 14 libras 11 sols 6 deniers.

Item, lo sapte per 4 homes que mezeron la peyra al portal, 10 sols.

Item, per 1 maystre, 6 sols.

Item, per 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, à 6 homes per triar la peyra de l'hostal de G. Vilato, 15 sols.

Item, per tombar lostal de R. Gasc, 15 sols.

Summa daquest jorn, 71 sols.

Item, lo lus daprès, per 1 fustier, 6 sols.

Item, per 1 peyrier à la payssieyra, 6 sols.

Item, per 4 manobras, 12 sols.

Item, per une femena, 15 deniers.

Item, per 2 homes à chavar lo palenc, 7 sols.

Summa daquest jorn, 52 sols 3 deniers.

Item, lo mars daprès que fo la vigilia de Notra Dona, à 10 homes, tan per palencar quan per cargar las mags, quan per far lo mortier, quan per portar peyra, 25 sols.

Item, à 3 peyriers, 18 sols,

Item, per una femena, 15 deniers.

Item, per 1 fustier, 6 sols.

Item, per 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, per 4 traus à far jazenaz, 2 fluritz,

Item, per una jazena al palenc, 2 sols.

Summa daquest jor, 6 libras 5 sols 3 deniers.

Item, promes Marti de la vila a B. Tauran per far lo reytre gag quan yeu era à Pezenas, 20 sols.

Item, lendema Nostra Dona, per 12 homes à far e portar los palencs et à far manobras et à cargar las mags, 23 sols.

Item, à 3 fustiers et à 2 trauchados del palenc, 18 sols.

Item, à 2 peyriers, 12 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, per 2 parelhas de bueus, 12 sols.

Item, per 2 charnelas à la tera, 1 fluri,

Summa daquest jorn 116 sols.

Item, lo venres, à 16 homes al valat, al mortier et al palenc, 40 sols.

Item, à 2 parelhas de bueus, 12 sols.

Item, per 3 fustiers e per 2 peyriers am 2 manobras, 30 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Summa daquest jorn 107 sols.

Item, lo sapte, à 16 homes al palenc et al mortier et al valat, 52 sols.

Item, à 3 fustiers am 2 trauchadors, 18 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, à 2 peyriers, 12 sols.

Item, per 2 traus à far jazenaz del palenc de Claustra, 43 sols.

Summa daquest jorn 100 sols.

Item, lo luà d'après Nostra dona per 11 homes à far totas manobras, 22 sols.

Item, per 3 fustiers am 2 trauchadors del palenc, 18 sols.

Item, per 4 bestias à mudar lo murier del Sobeyra⁽¹⁾ en Chamnou, 25 sols.

Item, per 2 peyriers, 12 sols.

Summa daquest jorn, 77 sols.

Item, lo mars, à 6 fustiers e 2 trauchayres del paleno, 30 sols.

Item, per 8 homes à far manòbras al valat et al palenc, 20 sols.

Item, per 1 peyrier, 6 sols.

Item, per una perga gran de maistre J. Caors, 12 sols.

Item, per 2 traus de G. Avilart à coronar lo portal Sobeyra, 4 solto.

Item, per 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, per 5 parelhs de bueus, 18 sols.

Summa daquest jorn 7 libras 5 sols.

Item, lo mercres seguen, per 16 homes à far las obras de la vila, 40 sols.

Item, per 3 fustiers am 3 trauchayres de palenc, 24 sols.

Item, per 1 peyrier à far l'riuso de la payssieyra Dayguesparssa, 6 sols.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sols.

Item, 5 bestias à portar peyraren chamnou, 25 sols.

Item, per 2 charruelas à la terra portar, 26 sols.

Summa daquest jorn, 6 libras 19 sols.

(1) Le Soubeyran, quartier de la ville.

Item, lo jou daprès, à 19 homes per far totas manobras, 47 sols 6 deniers.

Item, 5 fustiers e 3 trauchayres, 30 sols.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sols.

Item, per 5 bestias à logier en Chamnou, 25 sols.

Item, per 4 homes que ysteron el Prat bisbal (1) à talhar et adobar la fusta, 12 sols.

Summa daquest jorn, 6 libras 12 sols 6 deniers.

Item, lo vemres seguen à 22 homes à chavar lo valat et charger las mags covrar la chanal del palenc, 55 sols.

Item, 6 fustiers et 5 trauchayres, 36 sols.

Item, 4 parelhs de bueus per portar la fusta e las mags, 24 sols.

Item, per 4 bestias en Chamnou, 20 sols.

Item, per 7 traus petitz e 4 pilos per coronar lo portal Sobeyra, 25 sols.

Item, per 2 peyriès que adoberon alcuè dels guachils de chamnou, 10 sols.

Item, à Mossen Peyre de Montauros per 180 posses et per 2 traus et per 5 jazenassas que mes hom en chamnou à fustar lo mur e lo portal del Mazel e lo guachil (2) de maystre B. Corti et far los ladriers (3) de la corona del portal Sobeyra, 9 floris e 20 sols.

Summa daquest jorn, 20 libras 6 sols.

(1) Le Pré Vival,

(2) Guérite.

(3) Côtés, flanc, quartier.

Item, lo sapte, à 23 homes, 57 sols 6 deniers.

Item, 4 fustiès e 2 trauchayres, 24 sols.

Item, à 2 peyriès et à Boiriac, 15 sols.

Item, per 5 bestias de logier el pan de Chamnou, 25 sols.

Summa daquest jorn, 6 libras 18 deniers.

Item, lo lus davan chalendas, (1) à 23 homes per far totas manobras, 46 sols.

Item, à 6 homes que fustiers quam ajudas del palenc, 24 sols.

Item, à 2 peyriers, 12 sols.

Item, à 5 parelhs de bueus, 18 sols.

Item, per lo logier de 4 bestias, 20 sols.

Item, per 3 traus (2) per asclar (3) à far jazenàs al palenc que eron de 24 canas, 24 sols.

Item, per una saumada de rover, 2 sols 6 deniers.

Summa daquest jorn, 7 libras 6 sols 6 deniers.

Item, lo mars, à 32 homes, 64 sols.

Item, à 4 fustiers et à 2 manobras, 24 sols.

Item, per 1 peyrier, 6 sols.

Item, à 5 bestias en chamnou, 25 sols.

Item, à 2 parelhs de bueus, 12 sols.

Item, per 3 traus à far jazenàs, 15 sols.

Item, per 2 jazenàs al palenc, 6 sols.

Summa daquest jorn, 7 libras 12 sols.

(1) Avant Noël.

(2) Pontres.

(3) Fendre.

Item, lo mereres daprès, à 26 homes per far totas manobras, 58 sols.

Item, à 7 homes per fustars e per trauchar lo palenc, 40 sols.

Item, per 4 parelhs de bueus, 24 sols.

Item, pagicy à J. Bertomieu Ozilhac per 6 pergas part aquelas que donet, 2 floris.

Item, per 32 posses (1) de messen Peyre Criati, à far lo sol els eschaliers de la corona del portal Sobeyra e per adobar la teulissa, 46 sols.

Item, per 5 bestias de logier, 25 sols.

Summa daquest jorn 40 libras 44 sols.

Item, lo jous, 32 homes, 64 sols.

Item, 4 fustiers e 2 peyriers, 24 sols.

Item, 2 fustiers à coronar lo sobeyra, 12 sols.

Item, per 4 parelhs de bueus, 24 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, à 2 teulayres de las pilas de la corona del portal Sobeyra, 5 sols.

Item, per 200 clavels batatz à coronar, 14 sols.

Item, per las palastratgas et per las posses e per lo cuer et per los clavels e per far la porta mejana del portal Sobeyra, 3 floris 4 sols.

Summa daquest jorn, 12 libras 2 sols.

Item, lo vemres, 27 homes, 54 sols.

Item, 7 fustiers e 4 trauchayres, 42 sols.

(1) Plancho, aiz.

Item, 3 peyriers à la payssieyra et autres 3 peyriers en chamnou, 33 sols.

Item, per 5 bestias en chamnou, 25 sols.

Item, à maystre J. Caors, per 7 pergas part aquelas que ne aguem, 2 fluris.

Item, per 1 trau de maistre J. Passabost a far jazena en Chamnou, 8 sols.

Item, per 3 parèlhs de bueus, 18 sols.

Item, à R. de Sanh Paul, à l'as Coges, per 2 claus del portal Sobeyra et per una palastratga que era rota et per lo veïrol del dich portal quar en ayssi fo merçadat per R. de Servieyra, 18 sols.

Summa daquest jorn, 12 libras 6 sols.

Item, lo lus que fo lo jorn de Sanh Johan, feyro manobra Tug hòbrier à la vila per gradier e despenderon entre tuch 32 sols.

Item, lo mars daprès, 32 homes, 64 sols.

Item, 7 homes que fustiers que trauchayres del palenc, 30 sols.

Item, à 2 peyriers de la payssieyra, 12 sols.

Item, 1 parolh de bueus en Claustre, (1) 8 sols.

Item, 5 bestias en chamnou, 25 sols.

Summa daquest jorn, 6 libras 17 sols.

Item, lo esterres, per 32 homes, 64 sols.

Item, per 7 homes que fustiers que trauchayres del palenc, 30 sols.

Item, per 3 peyriers à la payssieyra, 18 sols.

(1) Quartier de la ville appelé Claustres.

Item, à 5 bestias en chamnou, 25 sols.

Item, per 2 jazenars en chamnou, 6 sols.

Item, per 1 parelh de bueus en Claustra, 6 sols.

Summa daquest jorn, 7 libras 9 sols.

Item, lo jous, per 33 homes, 60 sols.

Item, 5 fustiers et 2 trauchayres, 30 sols.

Item, per 2 peyriers, 12 sols.

Item, per lo logier de 5 bestias, 25 sols.

Item, per adobar lo portal de la terra que hi era, 6 sols.

Item, per 1 trau dels clergues, 8 sols.

Summa daquest jorn, 6 libras 7 sols.

Item, lo vemres, per 32 homes, 64 sols.

Item, per 4 fustiers e 2 trauchayres, 24 sols.

Item, per 2 peyriers, 12 sols.

Item, 7 bestias en Chamnou, 25 sols.

Item, 3 parelhs de bueus à logier, 18 sols.

Item, 7 libras menhs 6 onces de cera à maystre R. Mathieu, que valo 64 sols 6 deniers.

Summa daquest jorn, 40 libras 17 sols 6 deniers.

Item, lo lus 38 homes, 76 sols.

Item, 6 homes que fustiers que trauchayres del palenc, 24 sols.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sols.

Item, per 12 pergas de G. Galtier per aquelas que donet de la voluntat de mosseu Brian et de P. Astorc, 5 florins.

Item, per 2 pergas de na Deguava, 1 molto.

Item, per 3 faysses de boyssas el palenc de Claustra,
25 sols.

Item, per 7 bestias en Chamnou, 35 sols.

Summa daquest jorn, 46 libras 12 sols.

Item, lo mars, per 59 homes, 78 sols.

Item, per 1 peyrier, 5 sols.

Item, per 6 homes à fustar, à plançar et à trauchar lo
palenc, 24 sols.

Item, per lo logier de 8 bestias, 40 sols.

Item, per tombar lostal de Giral Vilaret et per aper-
fechar la fusta, 22 sols.

Item, per 400 clavels per adobar los guachils del
mur, 24 sols.

Item, per 24 fayssas de boyssos al palenc de Cham-
nou, 20 sols.

Summa daquest jorn, 41 libras 11 sols.

Item, lo mercre, per 44 homes à far totas manobras
el valat, 4 libras 8 sols.

Item, per 2 peyriers, 12 sols.

Item, per 4 fustiers et 2 trauchayres del palenc, 24
sols.

Item, per 7 bestias en chamnou, 55 sols.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sols.

Item, per 3 quintals de royer, 20 sols.

Summa daquest jorn, 9 libras 17 sols.

Item, lo ventres, à 2 peyriers, 12 sòls.

Item, à 26 homes brassiers, 52 sòls.

Item, à 7 homes per aponchar per plantar, per adreysar et per trauchar lo palenc, 24 sòls.

Item, per 6 bestias en Chamnou, 40 sòls.

Item, per 8 pergas de la barbieyra, part aquelas que hom navia anudas, 2 fluris.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sòls.

Item, per 2 quintals de rover, 5 sòls.

Summa daquest jorn, 6 libras 14 sòls.

Item, lo sapte, à 29 homes, 58 sòls.

Item, per 3 fustiers et per 2 trauchayres, 18 sòls.

Item, per lo logier de 8 bestias, 40 sòls.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sòls.

Summa daquest jorn, 16 libras 14 sòls.

Item, lo lus, à 19 homes, 28 sòls.

Item, per 4 homes al valat, 12 sòls.

Item, à 4 fustiers, 20 sòls.

Item, per 1 peyrier, 6 sòls.

Item, à 5 bestias en Chamnou, 55 sòls.

Item, al Bert que feys manobra, 5 sòls.

Item, per far una canal, (1) 8 sòls.

Item, per 3 parelhs de bueus, 18 sòls.

Summa daquest jorn, 6 libras 18 sòls.

(1) Conduite d'eau en maçonnerie ou en bois.

Item, lo mare, per 16 homes, comtan à chascun 2 sols
6 deniers, monta 40 sols.

Item, à 4 homes al valat, 12 sols.

Item, à P. Borriac, peyrier, 3 sols.

Item, à 4 fustiers, 20 sols.

Item, à 3 parelhs de bueus, 18 sols.

Item, per 8 bestias de logier, 40 sols.

Summa daquest jorn, 6 libras 13 sols.

Item, lo mercres, à 2 peyriers, 12 sols.

Item, à 18 homes brassiers, 36 sols.

Item, à 4 fustiers, 16 sols.

Item, 8 bestias de logier, 40 sols.

Item, per 18 saysses de boyssos, 18 sols.

Item, per las estrenas dels boyers que bayleron los
bueus els pans de Claustra, Dauriac et de Chamnou,
110 sols.

Summa daquest jorn, xi libras 12 sols.

Item, lo jous, à 16 homes, comtan per home 2 sols 6
deniers, 40 sols.

Item, à 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, par una charruela, mieg fluris.

Item, per 12 palas, 8 sols.

Summa daquest jorn, 4 libras 8 sols.

Item lo vemres à 15 homes per far totas manobras,
52 sols 7 deniers.

Item, à J. Borriac, peyrier, 3 sols.

Item, per mandar los bueus en Chamjofeja (1) à portar lo palenc, 2 sols.

Item, per una charruela, mieg flurin.

Item, a mossen G. Golabert per la civada que doné al Seneschalc, 60 sols.

Summa daquest jorn, 109 sols 6 deniers.

Item, lo sapte, à 14 homes, 55 sols.

Item, à 2 femenas que portero la peyra del portal Sobeyra dedins la vila, 2 sols 6 deniers.

Item, à Borriac, peyrrier, 3 sols.

Item, per chavar 2 chanals, 6 sols.

Summa daquest jorn, 46 sols 6 deniers.

Item, lo lus, per 8 homes, 20 sols.

Item, per 3 quintals de rover, 6 sols.

Item, per 2 homes à trayre los boyssas, 4 sols.

Summa daquest jorn, 30 sols.

Item, lo mars, à 16 homes, 40 sols.

Item, à Peyrocho et à Borriac, 6 sols.

Item, per de rover al palenc del Chastel, 6 sols.

Item, per 5 bestias de logier, 25 sols.

Summa daquest jorn, 71 sols.

Item, lo mercres à 16 homes, 40 sols.

Item, à Peyrocho, 5 sols.

Item, à doas femenas, 2 sols 6 deniers.

(1) Changefége, commune de Balsièges.

Item, à 7 bestias de logier, 35 sols.

Item, per 16 quintals de rover, 32 sols.

Summa daquest jorn, 112 sols 6 deniers.

Item, lo jous, à 16 homes, 40 sols.

Item, à Peyrocho, 3 sols.

Item, à doas femenas, 2 sols 6 deniers.

Item, per 2 bestias de logier, 40 sols.

Summa daquest jorn, 4 libras 5 sols 6 deniers.

Item, lo sapte, à 5 peyriers, 18 sols.

Item, à 19 homes, 47 sols 6 deniers.

Item, à J. Chaulhac, de 6 jorns per adobar Chamnou
et dalcunas garidas, 24 sols.

Summa daco de sus del sapte 14 sols 6 deniers.

Item, lo dig sapte per los boyssos del Chastel, 20 sols.

Item, per lo logier de doas femenas de 6 jorns, 15 sols.

Summa daco dessus del sapte, 55 sols.

Item, lo lus à 16 homes, 40 sols.

Item, à J. Chaulhac, per fustar las guaridas de Claus-
tra, 11 sols.

Item, à maistre P. Boyer, de ceu et de borrassa per
far los fagotz à vezer anar per lo mur la nueg, 15 sols.

Summa daquest jorn, 66 sols.

Item, lo mercres, à 4 homes per gitar la fusta del
hostal de Gisberto e las garidas e las posses et la peiras
del valat de Claustra, 10 sols.

Item, lo jous daprès, à 12 homes el valat de Clastra, 50 sols.

Item, à 4 bestias per portar la peyra en Chamnou, 20 sols.

Item, à 3 fustiers per far los suplecç el mur als gachayres, 15 sols.

Summa daquest jorn, 65 sols.

Item, lo vemres, à 18 homes, 45 sols.

Item, à 4 bestias de logier, 20 sols.

Item, à 2 parelhs de bueus, 10 sols.

Summa Jaquest jorn, 75 sols.

Item, lo sapte, à 22 homes, 55 sols.

Item, à 7 bestias en Chamnou, 35 sols.

Item, per 5 parelhs de bueus, 15 sols.

Item, per desteular lotal de la Bachassa, 6 sols.

Summa daquest jorn, 111 sols.

Item, lo lus, à 26 homes, 65 sols.

Item, à 4 bestias de logier, 20 sols.

Item, per 3 parelhs de bueus, 15 sols.

Item, per gitar la fusta de Rieucros e l'aygua, 18 sols.

Summa daquest jorn, 118 sols.

Item, lo mars, à 26 homes, 65 sols.

Item, à 3 parelhs de bueus, 15 sols.

Item, à 4 bestias de logier, 20 sols.

Item, per 16 boquetz (1) que aguem de tres partz al mur de Chamnou, 60 sols.

Item, à 6 femenas per metre la peyra en Chamnou, 7 sols 6 deniers.

Item, pagiey à G. Gibote que baylet per la vila à mossen P. Charrola que me obliguey à paiar de la voluntat de mossenhor lo prebost, 8 fluritz mieg.

Summa daquel jorn, 18 libras 11 sols 6 deniers.

Item, lo vemres, à 22 homes, 55 sols.

Item, per 8 tortorieiras, 16 sols.

Item, donem à presfach al Valadier de coffèrtar lo palenc d'Auriac et de rayre lo costat et dec ne aver 6 fluritz.

Item, per 2 parelhs de bueus, 10 sols.

Item, per 8 garidas à far per metre en Claustra à J. Chaulhac, 10 sols.

Summa daquest jor 11 libras 15 sols.

Item, lo sapte, à 22 homes, 55 sols.

Item, à 2 bestias de logier, 10 sols.

Item, per 5 saumadas de rover, 20 sols.

Summa daquest jorn, 4 libras 5 sols.

(1) Pierres d'attente ?

Item, lo lus, à 12 homes, 50 sols.

Item, per 2 parelhs de bueus, 10 sols.

Summa daquest jorn, 40 sols.

Item, lo mars, à 16 homes, 40 sols.

Item, per 2 parelhs de bueus, 10 sols.

Item, bayliey à maystre R. Mathieu que baylet al
vaylet que anet am Durand Artal à Nenze (1), 52 sols.

Item, per mandar los bueus à portar los palencs,
9 sols.

Summa daquest jorn, 8 libras 11 sols.

Item, lo mercres, à 16 homes, 40 sols.

Item, per 2 parelhs de bueus, 10 sols.

Summa daquest jor, 50 sols.

Item, lo vemres, à 16 homes, 40 sols.

Item, per 2 parelhs de bueus, 10 sols.

Summa daquest jor, 50 sols.

Item, lo sapte, à 16 homes, 40 sols.

Item, per 2 parelhs de buens, 10 sols.

Summa daquest jor, 50 sols.

(1) Nenze : Nimes.

Item, lo lus, à 7 homes, 17 sols 6 deniers.

Item, per 5 bestias de logier, 25 sols.

Item, per 1 parelh de bueus, 5 sols.

Summa daquest jorn, 47 sols 6 deniers.

La charreta e lo charratier.

Item, lo 22 jorn de setembre comensset de istar am me la charreta e fezi la adobar à J. Gemenat, e costet 9 sols.

Item, istet lo charretier am la charreta à las obras de la vila 16 jorns, obrans de que ac per dia 3 sols 6 deniers, e monta entretuch li jornal 52 sols.

Item, per la bestia de la charreta per aqueh ses 16 jorns, 6 sols per dia, monta 4 libras 16 sols.

Item, istet may's lo charratier am la charreta e las obras de la vila el mes de octovre per 15 dias que valon, à 3 sols ei 6 deniers per dia, 52 sols 6 deniers.

Item, per lo logier de la bestia de la charreta à 6 sols per dia, monta per los digs 15 dias 4 libras 10 sols.

Item, per 2 ayssés que fezi far nous à la charreta, 8 sols.

Item, Arnal Minheta mes 2 raygs en la charreta entre doas ves de que ac 5 sols.

Item, à Peyre Boyer, fabre, per metre de baguas e de barras et de clàvels en la charreta, 15 sols.

Item, per adobar altra ves la charreta al maystre de Fregvilar, 8 sols.

Item, à P. Boyer, fabre, per adobar la charreta altra ves que pueys no feys obra, 47 sols.

Item, bayliey à G. Vilato de que ay escrig de sa ma, 6 fluritz et demi.

Item, per 12 tortorieyras (1) de G. Gibota et per 3 d'un home de Maruegol et per una corda tortissa al charratier, monta entre tot 30 sòls 6 deniers.

Item, per 4 quintals de rover, 8 sols.

Item, per la fusta que mezem en Chamnou et per 4 pessas que ne aguem de Payrastre et per 52 boquetz, 4 libras 12 sols.

Item, per 4 pergas de G. de Crozas que nos falhiau en Claustra part aquelas que hom navia prezas coma dels altres, 1 flurit.

Item, a Peyre Atgier, per tres canas de peyra que fo estimada per J. Delmas, 2 fluritz.

Item, per la peyra et per la fusta et per la teula del hostel de Agnes Brugida, que fo estimada per Durand Coli é per Steve Balssiéga, 10 fluritz.

Item, à la Bachassa per son hostel dape tro a cel que fo estimatz per Peyre Chabrido et Durand Coli, 30 fluritz.

Item, per la Teula e per la fusta del hostel de Giral Vilaret, que fo estimada per los estimadors, 15 fluritz.

Item, per 2 traus (2) que aguem del quistanh al portal, 10 sols.

(1) Cable d'une charrette qu'on bande au moyen d'un moulinet pour assujettir et garotter les ballots.

(2) Poutre, pièce de charpente, du mot tran-trada, trabe.

Item, despendiey maye e mandar los bueus al palenc et al valat, 16 sols.

Item, pagiey à la paga de maystre Steve per 1 flurit que hi falhia à la paga e per lo chambí (1) de la moneda, 3 fluritz e mieg.

Item, per lo rossi que menet Johan Faga el Puey (2) que istet 8 jorns am la livrazo del rossi et am lo vaylet (3), 26 sols.

Item, feys quitar lo bayles a P. Boyssó del vi del mieu mes, 26 sols.

Item, per 22 libras de chandelas de ceu a crémar el mur, 29 sols 4 deniers.

Item, per 12 lenternas al mur, à Privat, fabre, 18 sols.

Item, à maystre G. de Nozieyras per 15 palas al valat, 15 sols.

Item, a J. Cozinier, fustier, per far lo gachil de G. Morres, 2 moltsos.

Item, à G. Mazelier, alias Caneta, per trayre 120 charratados darena ad ops de la vila, 2 fluritz.

Item, per 210 sestiers et emina de chals que mezeron e la payssieria et en Chamnou entro que foro fachs syndics noels (4), part aquela de sus dicha, à 3 sestiers per 1 flurit, monta, 70 fluritz 4 sols.

Item, per 3 parelhs de perdizes que si despenderon als contes, 1 flurit.

(1) Change. —

(2) Le Páy, Haute-Loire.

(3) Valet. domestique.

(4) Nouveaux Syndics.

Item, per adobar las paretz de l'ort (1) de Bertolmieu Ozilho que tomberon am las pergas que agron de sien ort, 10 sols.

Item, de noel, a 7 bestias de logier de 9 jorns à 25 sols per jornada, monta 15 libras 15 sols.

Item, per una farassa (2) de 2 libras e miega que ac P. Boysso, 17 sols 6 deniers.

Item, per de pergas que hom ac de messier Steve Tonel, las quals foron estimadas per los estimadors part aquelas que hom avia amidas de luy coma dels altres, 2 fluritz 1/2.

Item, per 150 clavels que mes hom e la gacha de G. Morres, 9 sols.

Del Valadier.

Item, comtiey am lo valadier (5) del 22 jorn del mes de setembre entro al 21 jorn del mes de fevrier e degui li 29 fluritz e ters en presentia de Peyre Estori et de Steve Pelloza e de Laurens Chalmon e tenc si per pagatz de me.

Item, doniey li a preffach lo valat Dauriac (4) de que degui donar a luy, 6 fluritz.

Item, de noel, per 2 jornals per adobar lo raust del valat de Chamnou en 2 luecs, davant l'ostal de G. Vilato e de sobre la chanal, 16 clavenchas (5).

Summa 42 libras 16 sols.

(1) Jardin.

(2) Torche.

(3) Valadier, celui qui creusait les fossés.

(4) Quartier de la ville.

(5) Monnaie.

Item, comtiey am Steve Salmoyrat, del premier jorn del mes de octoyre entro al 10 jorn del mes de fevrier, en lo qual meja ac 131 jorns e prenia 5 sols per dia de que li rebatiey 11 jorns et remazeron 120 jorns que valon 18 libras.

Item, comtiey de la bada am los chapelas de la Rocha (1), de 11 setmanas del temps que ho laysset mestre R. Mathieu et sieu companho entro que ho pres R. Gorgari am sos companhos, de que agron li dich chapela, 11 fluritz.

Item, ay paiat a Nicolau Cevanier et a son companho per lo gag de la nueg, per far lo toc del senh, a chascun, 1 flurit.

Item, pagiey la garda del dia del cluchier del temps que ho laysset Marti de la vila, entro que ho près R. Gorgori 2 sols per jorn, e monta per 28 jorns, 56 sols.

Item, donet a perffach maystre Bertran Corti, a J. Lebrato et a las soas manobras lo pan de Chamnou a bastir et degro ne aver 35 fluriz e mieg.

Item, al valadier per preffag daygas parsa; 4 fluriz.

Item, 1 fluri a J. Faya, per 2 jasenos et per 2 trans.

Item, per tres setiers de civada que foro dat al Seneschalc, 60 sols.

Summa universalis 951 libras 14 sols 1 denier.

Item, per lo palenc del valat del pan del Chastel, la qual despesa fey M. G. Maria et R. Malel o paget 80 libras 3 sols 4 deniers.

Summa universalis 1031 libras 17 sols 5 deniers.

(1) C'est la chapelle de l'hermitage St-Privat.

De qua summa infrascripta habuit idem R. Malelli a gentibus domini episcopi Mimatensis quatuor viginti florenos auri.

Item, a domino G. Galaberti sexaginta florenos auri, nomine venerabilis Capituli Mimatensis.

Item, a domino Jo. Vitalis quinquaginta florenos auri, nomine universitatis Mimatensis.

Summa pro dictistribus titulis supradictis, 190 florenos.

Precedentia non sunt necessaria quia ante electionem domini G. Lordeti erant facta (1).

SÈQUNTÚR EXPENSE FACTE PER M. MALELH,
SYNDICUM MIMATENSIS

Anno 1362.

Item, seguet la despessa facha a la passieyra de claustra socs lo portal del Sobeyra facha per G. Danfura, valadier per me R. Malel, sindic, l'an 1362 e de las altrás chausas de sos escrichas.

Premieyramen. Pagiey per trayres larzilha a tres homes que i tenguez per 5 dias, 45 clavenchas.

Item, pagiey a G. Engles que istet per bastir am lo dig Valador en la dicha passieyra 24 clavenchas per 6 jornals.

(1) Guillaume Lordet, évêque de Mendo, neveu d'Albert Lordet.

Item, pagiey a J. Bayle que istet per bastir en la dicha paysieyra am lo dig Valadier 15 clavenchas per tres jornals.

Item, pagiey à Steve de Mayros que istet en la dicha paysieyra am lo valadier per 6 jornals, 18 clavenchas.

Item, a Steve Bestiol per 6 jornals que istet en la paysieyra, 18 clavenchas.

Item, à Guilhelmes lo mertier per 6 jornals qui istet en la paysieyra, 18 clavenchas.

Item al dig valadier per 6 jornals que istet a far la dicha paysieyra am sa molher, 3 fluritz demi.

ITEM, SI SEGUET LA DESPES DEL PORTAL
DANGIRAN ET DE LA PAYSIERA

Premieyramen, donem à presfach à Durand Coli lo dicha paysieyra e lo portal Dangiran et l a pila del pon levadis de que det aver 60 fluriz daur per 1 bastier et per sas manobras et la vila det li a portar la peyra et l'arena et la chals al pé de lobra los quals lay pagatz.

Item, fo donat après fach à P. Bomeles à P. Aldegier de chanar las pezaziis del portal et la paysieyra, degron aver, 15 fluriz.

Item, pagiey mays à Durand Coli per la estima facha per mossenhor lo bayle o dels autres senhors de so que aviam mays fach en la dicha obra et que deviam mays fac que non era en covinem, 15 fluriz daur.

Item, pagiey a J. Geraldo per fusta messa en istatgar et metre en las salas per la ma de R. de Sanch Flor, 4 fluriz.

Item, pagiey a 2 homes per aportar la peyra et la chals al dig portal lo premier jorn que si comenset l'obra, per 1 jorn, 6 clavenchas.

Item, pagiey a J. Segui que istet en la obra à botar la terra que era davan lo bastimen, 6 clavenchas per 2 jorns.

Item, lo jorn seguen, pagiey à tres homes que isteron a botar la terra davan la obra, 10 sols.

Item, pagiey à 4 homes que istero à portar e trayre peyra et la chals en la obra d'Angiran per 5 jorns, 2 floriz e mieg.

Item, tengui lo 18 jorns dabriel 4 homes à portar las chals et la peyra en la dicha obra, que monta 12 clavenchas que pagiey.

Item, lo 19 jorns tengui à la obra meteyssa 4 homes als quals pagiey, 12 clavenchas.

Item, lo 20 jorns tengui 4 homes à la obra meteyssa que agron, 12 clavenchas.

Item, lo 21, 22, 23, 25, 2 homes a portar las chals monta 30 clavenchas.

Item, lo dia 27, 28, 29 del dig mes, tengui 2 homes a la dicha obra per portar la chals e peyra, monta 18 clavenchas.

Item, lo 3 jorn de may, logiey 2 homes per portar peyra et la chals en la obra per 5 clavenchas.

Item, lo 4 jorn de may et 5, logiey 2 homes en la dicha obra et pagiey lur, 12 clavenchas.

Item, 23 jorn de may, tengui en la dicha obra 2 homes lo 24 de may 2 homes, monta 12 clavenchas.

Item, lo premier jorn de Julhet et 2 et 3 et 4, lo 5 et 6 et lo 8, 4 homes per chascun jorn, et monto lur jornal 84 clavenchas, las quals lur pagiey.

Item, pagiey a 4 homes que isteron en la dicha obra, lo 25 et 26 de Julhet, 24 clavenchas.

Item, pagiey a Caneta per amassar lo mortier et las marlars (1) del pon d'Angiran per 2 jorns, 6 clavenchas.

Item, pagiey à Giral Vilaret de la estima de son ostal, 8 libras 10 sols 8 deniers.

Item, pagiey mays ad dich Giral 10 fluriz per las mas de J. Valetas.

Item, mays 10 fluriz per la gabela de 1 denier del vi a del quitat.

Item, pagiey a J. Giralde la peyra estimada de son ostal per los maystres, laqual estima fo escricha per Duran Artal, 10 fluriz,

Item, pagiey mays per la dicha peyra et per la fusta de son ostal, 14 fluriz.

Item, pagiey a Gebili son boyer per el 30 sols.

Item, quintiey li del talh levat per J. Valetas, de 120 dumergos ? 10 sols.

Item, pagiey à J. Vilato per son ostal 55 floriz dels quals nay policia de sa ma.

Item, pagiey à Duran Cresti de la estima de lostal de mossen Peyro Cresti de 40 fluriz que fo estimada 20 sols.

(1) Espèce de terre grasse et calcaire.

Item, à mossen Peyro Cresti per las mas de mossen Guilhem Boschet, 7 fluriz daur.

Item, pagiey à J. Bèchiquier de la estima de son ostal 25 sols, losquals li fezi quitar à Johan Valetas.

Item, pagiey à Michel Richart per la peyra de son ostal que fo estimada per Johan Garnier et per Peyre Chabrido 20 fluriz ; pagiey li 60 sols per los talhs de Johan Valetas et de maystre Folc.

Item, pagiey à Johan Lebrato de 4 fluriz quars, los qual li deu hom de la peyra de son ostal estimat per Peyre Chabride et Johan Delmas 20 sols de talhs de Johan Valetas.

Item, pagiey à S. Begorn 30 sols per la estima de la peyra de son ostal losquals li foron quitatz de talh de maistre Folc et de Johan Valetas.

Item, pagiey à Peyre Verdier per son ostal 130 sols quitatz de talh de Johan Valetas.

ITEM, SI SEGUET LA DESPESSA DELS CAPITAINS

Prem.eyramen, Pagiey al bayle per lo mes de fevrier et de mars 10 fluriz, et dels altres meses à comptat mossen Guilhem Boschet.

Item, pagiey al dig bayle e nom de mossenhor de Mende per la peyra del ort sieu que dis Johan Faga que presa laviam 6 fluriz.

Item, pagiey 2 sols à Johan Valetas per un home que loget una nueg en la fracha de Chamnou.

Item, pagiey à Raymon de Servieyra per una cota de la voluntat de mossenhor de Mende 6 fluriz daur quar fi dava garda de la vila.

Item, per lo despes que si fairont per lo filh de mossenhor lo Seneschal en lo ostal de Guigo de Chameyras, fluriz 4 et quart.

Item, pagiey à Laurent Chalmon et à G. de Crosas per 2,300 saumadas darena oltra 4 saumadas compradas per mossen G. Boschet 27 fluriz, donan per lo milia 11 fluriz et mieg.

Item, per trayre larenas, 5 fluriz 4 grosses.

Item, pagiey à S. Salmoyrat per 35 dias que istet en mandar las manobras 6 fluriz 13 sols.

Item, mays à S. Salmoyrat per 12 dias que mandet las manobras el mes de juihet, 36 clavenchas.

La despessa ad adobar la paysieyra de Claustra que feys Chabrido, et de la paysieyra et de Durand Coli.

Premieyramen. Tengui tres homes à trayre larsila per chalsar la paysieyra lo 18 jorn dabriel per 9 clavenchas.

Item, 4 homes à picar et detrempar larzila per 7 jorn 12 clavenchas.

Item, tengui G. de Crosas am sas bestias per 2 dias per portar larzilha, 20 sols.

Item, doniey à presfach à Jacomi et à Peyre Gameu et à Stève Begoen, de chavar la dicha paysieyra davant et als duas tro al pe de la pezaso de que nagro 2 fluriz e mieg.

Item, fesi aportar de peyra en la paysieyra que fay Durant Coli à Estève Corrian am sas bestias per 5 jornals de que nat 40 sols.

Item, pagiey à Jacme Valdu per estima la gabela de 40 jorns davan que fos venduda à Johan Valetas et à Peyre Garrejat, 3 fluriz.

Item, doniey 2 fluriz as un vaylet que anet à mossenhor lo mareschal et lo seneschal que sey trameses gens darmas de comandamen de mossenhor de Mende que era en la sala.

Item, pagiey à 4 maystres per adobar las portas del mur et per tres palastratgas que y mesere lo 29 jorn de julhet, 6 clavenchas.

Item, 7 libras 18 sols, 8 deniers, pagadas per 119 setiers de vi de la mays valensa de 1 denier per la crida que avia facha mossenhor lo bayle a 12 deniers la copa, quar fo conegut que mays lo costava que no vendiey, fo comandat per mossenhor de Mende que del los fos restaurat 1 denier et tornat lo vi a 14 deniers la copa.

Item, pagiey als issidors de que yssegron à la galcla de 2 deniers per copa, 50 fluriz.

Item, pagiey a J. Delmas per 13 traus ? que compret R. Gasi a ops de la vila, 3 fluriz quart.

Item, 9 clavenchas a G. Amblar per fusta messa per el metens.

Item, gentibus armorum nundinarum Omnium Sanctorum, 5 fluriz 5 quartz.

Item, preconi qui preconisavit gabellam dictorum nundinarum, 3 grossos.

Item, pagiey à R. Gasc la gabela de tres mueg de vi que li fo donat per son sindigat, 8 libras.

Item, altrés 8 libras que foron donadas a me per lo dig syndigat que si devon defalguarde 34 libras que mi foron bayladas per las mas de J. Valetas que yeu ay cofessat al dig Johan per aver amitz de la gabela que el levava en aquel temps.

Summa 203 floritz 22 sols 2 deniers.

Voici le prix de diverses denrées et autres objets de consommation à l'époque des travaux des réparations faites à la ville de Mende.

Le setier de froment valait 2 florins 15 clavenches (1).

Le setier de seigle. 2 florins.

Un lapin. 2 sous 6 deniers.

Une poule. 2 sous 6 deniers.

Un quintal de fromage. . . 2 florins 1/2.

Un bœuf et quatre porcs
salés. 15 florins 16 sous.

Un muid de vin. 10 florins.

Dix coupes de vin. 15 clavenches 1/2.

Seize quintaux bois de chêne 22 sous.

Quatre id. 4 sous.

(1) On écrit quelquefois clavinisse.

Le florin valait. 24 sous ou 10 clavenches.

La clavenche 13 deniers.

Cinq florins valaient. 4 francs.

Six livres 12 sous valaient. . 8 florins $1/4$.

Soixante sous valaient. . . . 3 florins $3/4$.

La journée d'un homme se payait généralement 3
sous, quelques plus ou moins.

La journée d'une femme 1 sou 3 deniers.

NOTICE

SUR L'ANCIEN PALAIS DES ÉVÊQUES DU GÉVAUDAN

Par M. TOURRETTE,

architecte du département de la Lozère.



En détruisant complètement les bâtiments de l'ancien évêché de Mende, affectés depuis 1800 à l'administration préfectorale et reconstruits en partie en 1859, l'incendie du 20 mai 1887 a anéanti les richesses artistiques que les évêques du Gévaudan, depuis le 12^e siècle, y avaient accumulées.

La Société d'agriculture, désireuse d'en conserver le souvenir, a décidé la réimpression, dans son Bulletin, de l'extrait suivant du rapport adressé en 1859 à M. le Préfet de la Lozère, par M. Tourrette, architecte du département, dans lequel se trouve la description de l'état, à cette époque, du monument incendié.

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ANCIEN PALAIS DES ÉVÊQUES DU GÉVAUDAN, AUJOURD'HUI HÔTEL DE PRÉFECTURE.

Les bâtiments de l'hôtel de la préfecture de Mende formaient autrefois la résidence des évêques du Gévaudan.

Cet édifice, à en juger par les arcatures à plein cintre, posées en amortissement sur les contreforts de la façade nord, paraît avoir été construit au XI^e ou au XII^e siècle ; car c'est plus particulièrement à cette époque que, dans

nos contrées ces arcades simulées furent employées par les architectes pour rompre l'uniformité et la monotonie des surfaces de murs trop considérables.

Ces arcatures sont du reste un des éléments décoratifs les plus usités et les plus gracieux des édifices religieux et claustraux: On les retrouve au sommet du bâtiment adjacent à la façade latérale sud de la cathédrale et converti en caserne d'infanterie depuis le premier empire.

Or, comme ce bâtiment fait partie de l'ancien cloître et que son architecture rappelle très exactement celle de la façade nord du palais épiscopal, il y a lieu de supposer que, vers le onzième siècle, s'élevaient sur ce point des constructions importantes, reliées entre elles, et s'étendant jusqu'à la rue d'Aigues-Passes.

Cette hypothèse est d'autant plus admissible que la cathédrale n'existait pas à cette époque. L'histoire nous apprend en effet que les fondements en ont été jetés vers le milieu de la deuxième moitié du quatorzième siècle.

En considérant les lignes architecturales des autres parties de l'ancien palais épiscopal, on ne tarde pas à reconnaître que ces bâtiments ont subi de nombreuses et importantes transformations.

Ils formaient un vaste quadrilatère dont l'un des côtés était adossé à la façade septentrionale de la cathédrale.

Au centre du palais se trouvait une cour de 25^m50 de longueur sur 25^m00 de largeur, et fermée de toute part.

Les combles de la cathédrale, vu leur hauteur considérable à cette époque (1), ne permettaient pas aux rayons solaires d'y pénétrer, même dans la belle saison.

(1) Ces combles, couverts en ardoises, étaient inclinés à 45 degrés. Ils ont été reconstruits en 1840 par M. Mallay, architecte du département, qui a substitué le zinc à l'ardoise.

Par ces motifs, cette résidence était triste et insalubre, mais elle offrait aux évêques l'avantage de la proximité de la cathédrale, avec laquelle ils communiquaient directement et à couvert par une galerie peinte, située au 2^e étage de l'aile orientale de leur palais.

Tribune de la cathédrale. — Cette galerie s'ouvrait à son extrémité nord sur une tribune construite dans la hauteur des chapelles correspondant aux 4^e et 5^e entre-colonnements de la grande nef de l'église, au droit de la porte latérale nord et au-dessus de la cinquième chapelle, à partir du grand clocher. Cette tribune était surmontée d'un dôme en planches sur lequel l'artiste Bénard avait peint l'Assomption de la Vierge. Le mauvais état de la charpente et de la menuiserie du dôme, d'une part, et de l'autre les dégradations des peintures dues aux infiltrations des eaux pluviales, en firent ordonner la démolition, en 1847, sous l'administration de M. Hénaut, préfet de la Lozère. Il est présumable que cette tribune avait été construite et décorée sous l'épiscopat de Mgr de Baudry de Piencourt, en 1697, c'est-à-dire 77 ans après la construction, par l'architecte Déméjannes, des combles des bas-côtés, de la rosace et des salles du chœur.

Au reste, ce palais avait été décoré avec magnificence par les évêques de Mende dont les revenus, dit-on, ne s'élevaient pas à moins de 120,000 fr. Il existe encore des traces nombreuses et remarquables de l'ancienne splendeur de cette résidence épiscopale.

Grand escalier d'honneur en pierre. — Ainsi, un escalier en pierre, situé à l'angle des rues Aigues-Passes et de l'Ormeau, s'élève dans des proportions monumentales du 1^{er} au 2^e étage qui, d'après la tradition, à défaut

de titres, avait été disposé à grands frais pour recevoir Louis XIV et la Reine.

La cage de l'escalier, de 10^m00 de longueur sur 6^m30 de largeur, est surmontée d'une vaste peinture sur bois à double voussure exécutée, en 1697, par Lacour.

Autant que permettent d'en juger ses dégradations, cette peinture, imposante d'ailleurs par ses dimensions, paraît représenter l'Assomption de la Vierge.

Permettez-moi, Monsieur le Préfet, d'exprimer le vœu qu'une restauration habile et intelligente puisse bientôt faire ressortir le mérite incontestable de l'œuvre du peintre Lacour et en assurer la conservation. Cette voussure sera en effet un des motifs les plus riches et les plus intéressants de la décoration intérieure de l'hôtel de la préfecture.

Au niveau du dernier palier de cet escalier, c'est-à-dire au 2^e étage au-dessus de la cour, s'ouvre une série de pièces qui occupent toute la longueur du corps de logis principal.

Ce bâtiment est fort étroit (6^m70 de largeur dans œuvre) et les pièces qui en forment la distribution se commandent mutuellement. Les dix croisées de sa façade, sur la cour, ont des dimensions inégales et ont été percées sans ordre et sans symétrie. Les chambranles en sont modestes, et rien, sur cette façade, ne rappelle l'architecture en honneur sous l'épiscopat de Mgr de Piencourt ou de ces prédécesseurs immédiats, Hyacinthe Serroni, Cruey de Marsillac. Toutefois, certaines croisées bouchées ou en partie conservées que l'on remarque dans le mur-nord de la cage de l'escalier d'honneur, ainsi qu'à la salle du dôme, au 2^e étage, sont ornées de chambranles finement profilés dans le style du 15^e siècle.

Ce deuxième étage, quoique défectueux quant à la distribution, renferme cinq plafonds peints sur bois et riche-

ment encadrés. Malgré les mutilations dont elles ont été l'objet, ces peintures, au moins quant à la composition, ont un mérite incontestable.

Chambre du roi. — Le premier, de forme semi-sphérique, a un diamètre qui varie de 5^m35 à 5^m05 dans œuvre.

L'artiste Bénard y a peint les quatre Saisons. Ce dôme est très bien orienté. Ainsi on remarque au nord l'hiver, au midi l'été sous la figure de Cérès, à l'est l'automne, et à l'ouest le printemps.

Le dessin de ce sujet, à l'exception des 4 pendentifs en grisaille, laisse beaucoup à désirer, surtout dans l'exécution des figures.

Ce dôme est orné, dans son pourtour, d'un boudin doré de 0^m34 à 0^m06 de largeur, au dessous duquel se développent un filet et une doucine formant encadrement. Le caisson adjacent au dôme, dans la même pièce, est peint sur toile dans la partie horizontale et sur bois dans la voussure. La frise tracée sur le pourtour rappelle celle de la cage de l'escalier d'honneur. On peut donc admettre que cette peinture est due au pinceau de l'artiste Lacour, et remonte à 1697. Ce caisson, de forme hexagonale, représente Phaëton, fils du soleil et de l'Océanide Clymène. Au-dessous du dôme se trouve un parquet en bois dur et à feuilles entrelacées avec frise d'encadrement. Au centre on remarque une étoile à six branches décorée des trois mains des armes de Mgr de Piencourt incrustées dans le bois.

A ce sujet, Monsieur le Préfet, je vous ferai observer que les divers artistes qui ont concouru aux grands travaux de restauration entrepris et exécutés sous l'épiscopat de Mgr de Piencourt, ont prodigué les écussons représentant les armes de ce prélat.

Cependant je ne saurais passer outre sans appeler votre attention sur un écusson en pierre qui a été détaché d'un des piliers de l'escalier d'honneur. Cette pierre de 0^m30 sur 0^m58 et 0^m16 d'épaisseur, est ouvragée avec art sur les 2 faces opposées. Sur la face apparente sont sculptées les armes de Mgr de Piencourt, et sur l'autre, qui avait été engagée dans le mur d'eschiffre de l'escalier, j'ai cru reconnaître celles de Mgr Clément de la Rovère, nommé évêque de Mende en 1483.

Les dégradations de ces armes, si remarquables par la délicatesse des détails et le fini de l'exécution, sont assurément très-regrettables. Elles témoignent du peu de respect que les artistes avaient à cette époque des œuvres de leurs devanciers.

Chambre de la reine. — A la suite de cette pièce se trouve celle qui, d'après la tradition, était destinée à la Reine.

Le plafond de cette chambre, de 6^m45 de largeur sur 6^m50 de longueur, est décoré de deux caissons peints. L'un paraît être une copie du tableau du célèbre peintre Bolonais Le Guide, (1) représentant Apollon trainé sur un char de vermeil par des chevaux blancs. L'aurore occupe la partie antérieure du tableau et précède le char d'Apollon. Le dieu est sur son char entouré des Heures.

Dans la voussure, on distingue 4 sujets peints sur fond d'or :

(1) On sait que ce peintre, né en 1575, est mort en 1642. — On remarque dans ses ouvrages un pinceau léger et coulant; une touche gracieuse et spirituelle, un dessin correct et des carnations si fraîches qu'on croirait y voir couler le sang.

1° Phaëton demande à Apollon la faveur de conduire son char.

2° Phaëton prend les rênes et se prépare à monter sur le char.

3° Plus loin on le voit entraîné par les chevaux et précipité dans l'Eridan.

4° Enfin le dernier sujet représente les Nymphes du fleuve lui rendant les honneurs funèbres.

Le caisson adjacent, qui surmontait sans doute le lit de la Reine, représente le Temps sous la figure d'un vieillard décharné, ayant la barbe et les cheveux blancs et deux grandes ailes au dos. Le Temps paraît dormir nonobstant le souffle des vents, enfants d'Astrée et de l'Aurore.

Cette allégorie est heureuse et a été habilement traitée par le peintre Bénard.

Cabinet. — A l'extrémité est de cet étage, dans la partie qui correspond à l'arceau de forme ogivale franchissant l'avenue latérale nord de l'église cathédrale, s'ouvre une chambre de forme oblongue ayant 7^m70 de longueur sur 3^m30 de largeur. Elle est éclairée par deux croisées percées dans les murs nord et sud de ce corps de logis.

Le plafond, de même que dans les autres pièces dont il a été question ci-dessus, se compose de deux parties bien distinctes. La partie horizontale est peinte sur toile, et celle à voussure surtout le pourtour est peinte sur lambris. Le sujet, peint sans doute par Lacour, est le Jour chassant la Nuit.

A une des extrémités de la Toile un Amour, armé d'une torche, poursuit une femme ailée qui emporte un enfant au milieu de l'obscurité. Plus loin, les ombres de la Nuit, sous forme de nuages, en s'éclairant graduellement, laissent

apercevoir le dieu du Jour. Des Nymphes sortant des eaux viennent lui offrir des fleurs.

Par leurs dispositions et par les sujets qu'elles représentent, ces compositions confirment la tradition, et semblent établir que l'appartement dont elles forment la décoration avait été préparé pour Louis XIV.

Le Temps endormi qui surmonte le lit de la Reine; le dieu du Jour occupant le centre du tableau qui devait frapper les regards de Sa Majesté à son réveil, et la figure du même dieu dans le caisson du cabinet adjacent à la chambre à coucher, sont autant d'allégories à l'adresse du monarque qui avait pris le Soleil pour emblème. J'ajoute que la chute de Phaëton, représentée dans le plafond au-dessus du lit du grand roi, doit être considérée comme une flatterie d'une délicatesse douteuse, sans doute, mais dont on ne saurait méconnaître l'intention.

Ces cinq compositions sont rehaussées par des voussures dorées et décorées de dessins variés, d'une touche large et hardie, qui sont en parfaite harmonie avec le sujet principal.

Galerie. — Enfin, au 2^e étage et sur la chambre de la reine s'ouvre une galerie peinte également par Bénard.

Cette galerie, ajournée à l'est ou à l'ouest par 17 croisées de 1^m50 sur 2^m 95, a une longueur de 34^m35 sur 5^m10 de largeur moyenne dans œuvre. Sa hauteur totale est de 5^m10. Elle donne accès à la tribune des évêques. Eu égard à son importance et à sa valeur artistique, cette galerie me paraît mériter une description particulière.

Les peintures qui en forment la décoration ont trait à l'Histoire Sainte.

Chaque trumeau est occupé par un tableau sur toile, de

1^m57 de largeur sur 2^m60 de hauteur, orné d'un cadre en bois doré, largement profilé dans le style de l'époque.

Ces tableaux s'appuient sur un lambris d'appui, à panneaux, qui pourtourne la salle ainsi que les ébrasements des croisées dans toute leur hauteur. Ces panneaux encadrés de moulures sont peints en grisaille, dans un ton sombre, et semblent compléter les sujets des tableaux adjacents, plus particulièrement dans les allées des croisées.

Comme dessin, ces peintures n'ont pas toute la netteté désirable, soit qu'elles n'aient été qu'ébauchées par Bénéard soit que plus tard elles aient été retouchées par un pinceau inhabile.

Je me hâte de donner l'explication sommaire des sujets peints sur ces 18 tableaux et sur les panneaux du lambris d'appui correspondant à chaque croisée, en commençant par l'angle nord est de la galerie.

1^{er} tableau. — Le Chaos et, dans le panneau adjacent, la Création.

2^e. — Adam et Eve dans le paradis terrestre, et, dans le panneau inférieur et adjacent, Eve présentant à Adam le fruit défendu.

3^e. — Adam et Eve chassés du paradis, et, dans le panneau, Abel gardant son troupeau.

4^e. — Meurtre d'Abel par Caïn et, dans le panneau, l'Eternel annonce à Noë le déluge.

5^e. — Construction de l'arche par Noë et ses enfants, et, dans le panneau, le déluge.

6. — Noë, sur le mont Ararath, offre un sacrifice à Dieu, après le déluge. Dans le panneau de la 6^e croisée, comme il de Noë surpris par le vin. Railleries de Cham. Sem et Japhet le couvrent d'un manteau.

7^e — Départ d'Abraham pour la terre de Chanaan.

Dans le panneau, les anges annoncent à Loth la ruine de Sodome.

8° — Loth s'éloigne de Sodome réduite en Cendres.

9° — Un ange indique à la mère d'Ismaël une source pour désaltérer son fils. Dans les panneaux adjacents, sacrifice d'Abraham et vision de Jacob,

10° — Laban présente à Jacob ses deux filles. Dans le panneau inférieur, les enfants de Jacob lui présentent la robe ensanglantée de leur frère Joseph.

11° — Joseph conduit en prison sous l'accusation de la femme Putiphar.

12° — Joseph expliquant les songes de Pharaon.

13° — Moïse sauvé des eaux et présenté à la fille de Pharaon.

14° — Le buisson ardent. L'Eternel apparaît à Moïse au milieu d'un buisson ardent.

15° — Moïse présente aux Israélites les Tables de la Loi.

16° — Nadab et Abiu, fils d'Aaron, frappés de mort pour avoir violé la Loi.

17° — La Pythonisse évoquant l'ombre de Samuël et suicide de Saül.

18° — Les trois fléaux présentés à David pour avoir rendu infidèle Bethsabée, femme d'Uric, et avoir fait périr Uric lui même pour épouser Bethsabée.

Voussure de la galerie — Cette Galerie est surmontée d'une voussure en arc de cercle et en lambris, peinte par Bénard. Ses retombées s'appuient sur la corniche denticulée qui règne sur son développement, à 3^m75 au-dessus du parquet à compartiments variés dans la salle.

La peinture a divisé la voussure en cinq parties formant des encadrements d'inégale grandeur.

Au centre, le panneau oblong et le plus important représentent l'exaltation de la religion ou de l'Eglise catholique. Les deux panneaux de forme elliptique, qui limitent la voussure au nord et au midi, représentent Héli et Hénoch enlevés au ciel, l'un sur un char de feu, l'autre par deux anges ailés.

Les deux panneaux adjacents au panneau central représentent (1), l'un le baptême donné à ses disciples par Saint Paul, l'autre (2) la destruction par le feu des livres magiques, à Ephèse, en présence et sous l'influence des prédications de cet Apôtre.

Aux quatre angles du panneau central et dans la frise qui pourtourne la corniche, l'artiste a représenté les quatre évangélistes : — St Jean, avec l'aigle ; St Marc, avec le lion ; St Mathieu, avec l'ange ; St Luc, avec le taureau.

Dans l'axe transversal de la voussure, et à sa retombée à droite et à gauche, on remarque deux écussons représen-

(1) Ces deux sujets sont tirés des actes des Apôtres chap. 18, verset 4, 5, 6 et 19, dont suit la traduction :

4. — Paul dit là-dessus : Jean a baptisé le peuple du baptême de la pénitence, leur disant de croire en celui qui devait venir après lui, c'est-à-dire en Jésus ;

5. — Ce qu'ayant entendu, ils furent baptisés au nom du Seigneur Jésus.

6. — Et après que Paul leur eût imposé les mains, le Saint Esprit vint sur eux.

19. — Plusieurs aussi de ceux qui s'étaient adonnés aux sciences magiques, apportèrent ce qu'ils avaient de livres et les brûlèrent devant tout le monde. — On supputa ce que les livres pouvaient valoir, et on trouva que la somme allait à cinquante mille deniers d'argent.

(2) On sait que ce sujet a inspiré à Eustache Lesueur, pour le May de 1649, un tableau qui eut un grand succès et fit pâlir le Martyre de Saint-André peint par Lebrun, pour le May de 1648. — On reconnaît facilement à certains détails de cette grisaille que le peintre Bénard, malgré la forme et l'exiguité du panneau dont il s'agit, a cherché à reproduire l'œuvre de ce grand maître.

tant les armes de Mgr de Piencourt, gardées par quatre statues assises et de grande dimension, qui m'ont paru être les quatre vertus cardinales : la Force avec le bouclier et l'épée, la Justice avec la balance, la Prudence ou l'Espérance avec l'ancre, la Tempérance avec l'urne enchaînée.

Sur cette frise sont tracés, en grisaille, les attributs de la papauté et de l'épiscopat.

Tous les éléments de cette vaste composition qui, en dehors des grisailles du lambris d'appui, ne comprend pas moins de 259 personnages et un grand nombre d'attributs et d'ornements, ont été groupés par le peintre de manière à les faire concourir, dans un ordre logique, à la représentation de la pensée qui en a inspiré le sujet, c'est-à-dire de l'exaltation de la Religion ou de l'Eglise catholique.

Ainsi, à la base de l'œuvre, l'ancien testament se déroule dans les 18 tableaux qu'encadrent les croisées et que les grisailles du soubassement complètent.

Au-dessus, mais aux extrémités, on remarque les prophètes.

Vers le centre, la prédication évangélique et symbolisée par deux tableaux représentant les faits principaux de l'apostolat de St Paul. — Plus près encore, on aperçoit les 4 évangélistes. — Enfin, au point culminant de l'œuvre, dans un panneau de grandes dimensions formant son couronnement et la dominant, la Religion ou l'Eglise catholique, symbolisée par une femme, sans doute par la Mère de Notre Seigneur, appuyée sur la croix.

Sans contredire certains des nombreux détails qui la composent laissent à désirer quant à la correction du dessin, mais cette galerie n'en est pas moins une œuvre magistrale autant par ses dimensions que par la manière dont les sujets ont été groupés et exécutés.

Il est regrettable que la largeur et la hauteur de la galerie ne permettent pas d'apercevoir également, et à leur point de vue, les différents sujets peints sur les côtés et dans la voussure. — Il serait possible cependant de remédier, au moins en partie à l'exiguité de la salle en en faisant disparaître le plancher, sauf à rechercher le point où il devait être rétabli pour que l'œil embrasse l'ensemble de la voussure.

La description du deuxième étage du corps de logis-milieu et de la galerie en retour vers l'église cathédrale, démontre que les pièces énumérées formaient un appartement d'honneur, décoré avec une certaine magnificence, mais très incommode à habiter. — La salle des Gardes était sans doute la plus rapprochée de l'escalier d'honneur. La décoration primitive a disparu entièrement pour faire place au papier peint.

Au reste, cette pièce a dû être remaniée souvent et notamment en 1838, époque à laquelle elle a été appropriée à une salle de délibérations du conseil général du département.

La chambre adjacente, si on en juge par la décoration à caissons du plafond, a dû également être remaniée. — Il est présumable qu'elle devait se rattacher directement à la salle du Dôme, puisque les parements des murs, à l'intérieur, mis à nu par les démolitions faites récemment, sont décorés des portraits en pied du pape Urbain V, et de plusieurs évêques du Gévaudan.

Cette pièce, de 15^m20 de longueur sur 6^m78 de largeur dans œuvre, est ajournée par six croisées, dont trois au nord et trois au midi. — Les peintures murales et les inscriptions latines, signalées au droit de chaque trumeau, accusent un pinceau peu exercé et une ignorance regrettable de l'histoire ecclésiastique du Gévaudan.

Néanmoins, vous avez cru devoir faire relever ces inscriptions par M. Baldit, archiviste départemental. En ce qui me concerne, j'aurais dessiné le portrait du pape Urbain V pour l'annexer à cette notice, mais le dessin en est si incorrect que je pourrais encourir le blâme d'avoir mis au jour l'œuvre d'un modeste peintre en bâtiment.

Premier étage. — D'après la tradition, et à en juger par les peintures à trois tons et à filets des solives du plancher du deuxième étage mis à découvert par les démolitions, le premier étage du bâtiment dont il s'agit devait être également décoré avec magnificence.

En effet, les planches qui reliaient les poutres et les solives de remplissage étaient couvertes d'arabesques bien dessinées et du meilleur goût. Les tons vifs employés dans cette décoration (jaune, vert et rouge), formaient des nuances habilement ménagées et devaient produire un grand effet. — Ce système de plafond à charpente apparente avec une décoration polychrome, fort en honneur au 17^e siècle, prouve que cet étage a dû être décoré sous l'épiscopat de Mgr de Piencourt, ou plutôt de l'un de ses prédécesseurs immédiats. En ce qui concerne le plafond de la chambre située au-dessus de l'arceau ogival qui s'ouvre sur la place de la préfecture, je pense que sa construction ne peut remonter à la même époque. Peut-être les aigles qui en ornent les quatres angles ont-ils été moulés et placés après coup, car la voussure et les moulures de la frise en plâtre semblent appartenir à la fin du règne de Louis XV.

Quoiqu'il en soit, cette pièce a subi de nombreux changements, et si l'on tient compte de ses vastes dimensions (7^m00 sur 6^m40) elle avait sans doute une destination particulière et importante. Il est très probable que ce plafond

dérobe à la vue des poutrelles également peintes et encastrées dans des arabesques.

Soubassement du palais. — Le soubassement du corps de logis du milieu est dominé, au midi, par la cour du palais et longe la rue Aigues-Passes, au nord. Il renferme, sur une longueur de 49^m00 hors d'œuvre, six boutiques avec entre-sol séparées entre elles par des murs de refend et voûtés en arête à l'exception de la partie extrême, à l'ouest, qui a été construite et voûtée en arc de cloître sous l'épiscopat de Mgr de Marsillac.

Chaque travée de boutique est accusée, sur la façade-nord, par des contreforts en tufs reliés entre eux par des arcatures à plein cintre qui en forment le couronnement.

Cette façade, au point de vue architectural et historique, me paraît digne de fixer votre attention.

Je dois dire, tout d'abord, qu'il est très regrettable que, pour satisfaire à des exigences de distribution intérieure et dans certains cas de simple convenance, ce mur ait été percé, mutilé et couvert d'un crépissage à grain d'orge. On n'a respecté ni ses détails architectoniques, ni sa structure, et encore moins sa stabilité. Peut-être un jour sera-t-il possible de restaurer cette façade et de lui rendre son caractère primitif.

Le mélange de brique et de pierre, déjà projeté dans la partie de l'hôtel à remanier dans le style du 17^e siècle, me semble pouvoir être adopté et s'allier heureusement avec les formes extérieures de l'architecture romane du XI^e siècle. Des exemples nombreux d'édifices de cette époque construits et décorés dans ces conditions, sont de nature à engager l'administration dans cette voie, sans avoir à encourir le blâme et la critique des archéologues.

L'intérêt qui s'attache à l'existence et à la conservation de ce mur s'accroît par quelques particularités historiques que je ne saurais passer sous silence. L'étage voûté qui s'ouvre sur la rue d'Aigues-Passes, en ce moment occupé par des marchands, servait autrefois de halle aux grains aux habitants de la ville de Mende.

.....

Bâtiment ouest. — L'aile ouest, dont la démolition a été effectuée pendant l'hiver de 1858, en vue des nouvelles constructions projetées sur cet emplacement, s'appuyait au nord sur la cage de l'escalier d'honneur et s'avancait au delà du contrefort nord du grand clocher de la cathédrale, sur une longueur de 30^m00 et une largeur de 12^m50 hors d'œuvre. Les murs de ce bâtiment, à l'exception des combles, s'élevaient à la même hauteur que ceux du corps de logis principal, c'est-à-dire à 13^m20 au-dessus du sol de la cour. Cette aile se composait d'un soubassement affecté à des caves inoccupées, d'un premier étage en contre-bas de 1^m15 de celui des appartements d'honneur, disposé pour les cuisines et ses dépendances, et d'un 2^e étage renfermant sept pièces desservies par un vaste corridor situé à l'est, sur la cour, et se prolongeant sur toute la longueur du bâtiment.

Le mur de face sur la cour s'élevait sur une série d'arcades plein-cintre, de 3^m00 de largeur et 5^m50 de hauteur, formant en quelque sorte un promenoir couvert.

Un cordon mouluré en pierre de taille régnaît à chaque étage.

Le mur était percé de douze croisées situées dans l'axe des arcades et ornées de chambranles saillans avec corniche, tablette et consoles plates, au droit des appuis.

Il était couronné d'une corniche à modillons consolés d'un profil fort simple et peu accentué.

L'ensemble de cette construction, élevée sous l'épiscopat de Mgr de Marsillac, présentait un aspect peu satisfaisant et une ordonnance irrégulière.

Les fouilles qui ont été faites, en 1858, pour jeter les fondements du pavillon destiné à l'habitation personnelle du préfet, ont mis à découvert des cachots et des substructions assez importantes qui couvraient la surface de ce bâtiment et de ses dépendances, jusqu'à la rue de l'Ormeau et au grand clocher de la cathédrale.

Cette surface, déduction faite de la petite cour située au centre, était de 800^m00 environ.

A la date du 19 mars 1858, j'ai signalé à M. le président de la Société d'agriculture, sciences et arts de Mende les substructions dont il s'agit, et lui ai adressé :

1° Trois pièces de monnaie, l'une du règne de Louis XIV, l'autre de la colonie de Nîmes. Vu les dégradations de la troisième, je n'ai pu en indiquer l'origine.

2° Une chaîne en fer de 1^m40 de longueur, formée de onze anneaux en fer rond de 0^m17 de longueur chaque sur 0^m018 de diamètre, et de forme oblongue. L'une des extrémités était reliée aux murs du cachot par une bande de fer méplat de 0^m031 de largeur sur 0^m014 d'épaisseur et 0^m40 de longueur, y compris l'agrafe coudée qui servait à fixer la chaîne et embrassait une des grosses pierres formant la première assise du mur nord du deuxième cachot ;

3° Une penture de la porte du 2° cachot en fer méplat, de 0^m64 sur 0^m055 et 0^m01 d'épaisseur ;

4° Un boulon à clavette, en fer rond et à tête ovale, de 0^m61 de longueur sur 0^m035 de diamètre ;

5° Un verrou de la dite porte d'une longueur de 0^m47 sur 0^m27 de diamètre ;

6° Des débris de poterie trouvés dans le même cachot ;

7° Un crochet en pierre sculpté dans le style du 15^e siècle et semblable à ceux qui ornent les arêtes des flèches de la cathédrale.

Ces caveaux étaient au nombre de six et à deux étages, dans la partie ouest. Ils étaient maçonnés avec soin, voûtés en berceau et prenaient le jour par des soupiraux de 0^m40 sur 0^m10, sur la cour de service située au centre. Il ne m'appartient pas de dire si ces cachots datent du 13^e ou du 17^e siècle, et si l'on peut avec quelque raison leur donner la dénomination d'oubliettes. Vu leur petit nombre et les traces apparentes d'incendie mises à découvert par les fouilles et les démolitions, il est presumable qu'une grande partie de ces cachots ou constructions a été incendiée, en 1579, par les Huguenots conduits et commandés par le capitaine Merle.

Aile sud du palais. — Enfin, l'aile sud du palais épiscopal était adossée contre les bas côtés-nord de l'église cathédrale.

Elle renfermait, à rez-de-chaussée, les communs, sans doute, et au 1^{er} étage une vaste pièce de 13^m50 de longueur sur 7^m07 de largeur, dans œuvre, qui, depuis la révolution de 1793 jusqu'en 1838, si je ne me trompe, a servi de salle des assises.

Le 2^e étage comprenait trois pièces formant les dépendances et le complément du Palais.

Un escalier en pierre assez important permettait d'accéder à tous les étages de ce bâtiment et de l'aile-ouest du Palais.

La façade sur la cour de ce bâtiment encore debout, rappelle l'architecture modeste de l'aile-ouest et n'offre rien de particulier et d'intéressant qui soit digne d'être signalé.

Je me borne à ajouter que cette construction relie les arêtes est et ouest du Palais épiscopal, du côté sud, que les combles s'élèvent à la même hauteur que ceux du bâtiment de la galerie, et qu'elle n'est séparée des chapelles latérales-nord de la cathédrale que par une ruelle de 0^m80 de largeur au bas de laquelle existe un caniveau en pierre destiné à conduire les eaux pluviales, à ciel-ouvert, dans l'égout qui longe l'avenue latérale nord de l'église.



NOTICE

SUR LES ROCHES A BASSINS ET LES ROCHES A GODETS

DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE (1)

Depuis quelque temps, un assez grand nombre d'Archéologues, ceux surtout qui étudient les âges préhistoriques, s'occupant de gravures et de creux pratiqués sur des roches que l'on a appelées roches à bassins et roches à écuellen.

Ce dernier nom, qui a voulu être dérivé du mot anglais « cup », employé par M. Simpson, un des premiers qui ait traité ce sujet, me semble mal choisi : Ces cavités coniques, ne dépassant jamais 4 ou 5 centimètres de diamètre ou de profondeur, ressemblent beaucoup plus à des godets qu'à des écuellen, mot employé pour définir un récipient d'une dimension bien plus considérable.

Quoiqu'il en soit, ces rochers ou blocs erratiques creusés

(1) Un extrait de cette Notice a paru dans les *Matériaux pour l'histoire primitive et matérielle de l'homme* (mars 1879). Les gravures qui l'accompagnent sont dues à l'obligeance du Directeur de cette excellente publication, M. Cartailhac, qui a bien voulu nous les communiquer.

ou gravés ont été très-recherchés et discutés dans ces derniers temps.

Le journal *Les Matériaux pour l'Histoire de l'homme*, qui pourrait de plus en plus être appelé le journal officiel des découvertes préhistoriques, contient dans ses derniers numéros une foule d'indications, de recherches et de dessins se rapportant à ce sujet.

L'Angleterre avec M. Simpson, la Suisse avec M. Keller, l'Allemagne avec M. Friedel, la Suède avec M. Hildebrand, le Danemark avec M. Petersen, la France avec MM. Aymard, Lalande, Marlot, Piette et Falsan, l'Italie avec M. Rivière, passent tour à tour dans ces pages, où sont décrites les découvertes faites par les savants explorateurs de telle ou telle région de ces divers pays.

De la comparaison de ces descriptions et de ces dessins naissent des éclaircissements qu'une découverte isolée ne pouvait laisser pressentir. Ce qui n'était qu'une hypothèse d'abord devient souvent une évidence, et s'il reste encore bien des obscurités en cette matière, où le champ des suppositions est toujours beaucoup trop vaste, du moins a-t-on déjà des résultats qui ne peuvent qu'augmenter de jour en jour par l'apport au faisceau commun de découvertes nouvelles.

Je viens donner ici des renseignements sur ce genre de monuments dans le département de la Lozère, dont les immenses plateaux déserts gardent de nombreux témoins des âges les plus reculés.

Notre Gévaudan, formé par les trois gros massifs granitiques de l'Aubrac, de la Margeride et du mont Lozère, a de si vastes espaces déserts, abrupts et presque inaccessibles, que, malgré plus de dix ans de recherches, je n'ai pas la prétention d'en être l'explorateur complet à ce point de vue.

— Quelque infatigable que fût un touriste ou un archéologue, l'exploration des mille pitons de ces montagnes, le parcours de ces interminables crêtes qui les relient, les recherches dans ces immenses landes semées de gros blocs, recherches qu'il faudrait faire avec minutie d'un roc à l'autre, dépasserait, je crois, la vie d'un homme. Aussi me suis-je borné aux principaux pitons qu'il m'a été donné d'escalader.

Je ne crois pas exagérer en disant que, neuf fois sur dix, si un roc a une forme singulière qui le signale de loin à l'attention, si un piton domine un immense horizon, si un bloc de rocher surgit seul au milieu d'un grand pâturage, si une roche porte un nom étrange et rappelant la magie, il y a là une cuvette ou un bassin.

On a contesté le travail humain de ces bassins que l'on a attribués à la nature, et l'on a eu raison dans certains cas. Mais l'on n'a pas besoin d'être un géologue émérite pour distinguer ce que la main de l'homme a fait de ce qui est l'œuvre des saisons ou d'une situation particulière. Le travail humain est indiscutable dans la plupart des cas et on ne le nie plus aujourd'hui.

Je n'entreprendrai pas la description des nombreuses tables à bassins qu'il m'a été donné de découvrir. Je ne signalerai que les principales; mais, voulant procéder par analogie dans les déductions que j'ai à tirer, je dois d'abord parler de l'autre forme de travail humain sur ces rochers, c'est-à-dire des tables à écuelles ou godets.

Jusqu'ici, les roches de ce genre qui ont été signalées ou décrites appartenaient à l'Angleterre, aux provinces Baltiques et aux régions alpines. Le grand plateau central de la France n'avait rien laissé voir de ce genre. Il m'est permis aujourd'hui de combler cette lacune en décrivant une

très-belle roche à godets située dans la commune de Chirac, section du Massibert. La découverte de ce roc ne m'est venue pas. M. l'abbé Boissonade, qui est un infatigable chercheur, l'avait indiqué à mon frère, et c'est d'après ses indications que nous avons pu aller l'étudier.

Le ruisseau du Rioulong, descendu des contreforts de l'Aubrac, parcourt une vallée profondément encaissée dans un massif de schistes et de gneiss. C'est sur la rive gauche de ce ruisseau, à 3 kil. 300 m. de Chirac et aux premiers arbres des bois de pins du Massibert, que se voit un rocher de schiste surplombant un petit torrent, à environ 160 m. d'élévation au-dessus de la rivière (fig. 1). On y arrive à



Fig. 1. — Vue de l'escarpement de Rioulong ;
en A fossettes gravées sur le roc.

travers de hautes fougères et des genêts qui tapissent le flanc de la montagne, là où ne se montre pas le

roc (1). Inaccessible de sa base, qu'il surplombe d'environ 30 m., on y parvient facilement par le haut en le contournant. On a alors devant soi une sorte de corniche offrant une table irrégulière de 2 m. environ sur 1^m30, où se distinguent aisément de nombreux godets. Les empreintes (fig. 2) sont groupées sans ordre, au nombre de 40 environ

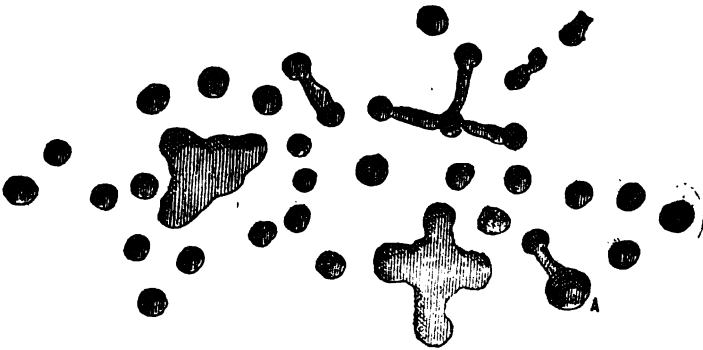


Fig. 2. — Plan des fossettes du roc du Massibert, d'après un estampage.

(certaines presque effacées), sur un espace de 90 cent. sur 45. Plusieurs de ces godets ont intentionnellement été réunis par une rigole formant ainsi une croix ou un triangle, mais

(1) Je donne ces détails, au cas où un touriste voudrait le visiter. Il est inconnu des paysans et ne porte aucun nom particulier. Cependant un roc voisin qui forme un abri assez vaste est appelé « roc de las farallés ». Pour trouver cette roche à godets il faut remonter le torrent de la rive gauche du Rioulong, qui coupe les premiers massifs boisés du Massibert. Le roc surplombe le torrent aux deux tiers du flanc de la montagne.

toujours cette rigole est moins profonde que les godets. Le diamètre de ces dépressions circulaires et leur profondeur varient de 3 à 5 cent. comme ouverture, et de 3 cent. 1/2 à 1 comme profondeur. Le plus grand godet, marqué en A (fig. 2) et représenté au naturel par une coupe (fig. 3) a 5 cent. d'ou-

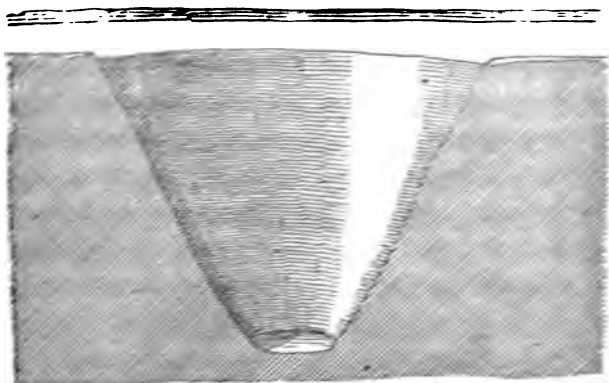


Fig. 3. — Le godet A du plan précédent, grandeur naturelle.

verture sur 3 1/2 de profondeur. Toutes ces dépressions sont coniques, certaines ont le fond plat. Il est aisé de voir qu'elles ont été creusées par le mouvement rotatif d'un instrument quelconque. La roche, quoique assez dure, a parfaitement pu être entamée par un caillou pointu que l'on aurait tourné et retourné sur le même point.

Assez près de cette table à godets, mais sans vouloir toutefois établir entre eux un rapport direct, je dois signaler un abri sous roche noirci par la fumée; puis, assez bas dans la vallée et tout près du ruisseau le Rioulong, des excavations ou petites grottes naturelles que la main de l'homme paraît

avoir agrandies, et où s'abritent encore aujourd'hui les bergers surpris par l'orage.

Du haut du roc où sont ces empreintes décrites plus haut, on jouit d'un immense panorama, et je dois ajouter, pour servir de documents et non pour en tirer des déductions, que la crête de la montagne sur le flanc de laquelle est situé notre rocher est suivie par un de ces vieux chemins appelés *drayes*, sans origine connue. Le long de ce chemin, sont de nombreux *tumuli* qui, d'après les sept à huit déjà fouillés, paraissent appartenir à la période gauloise ou gallo-romaine. En face de ce même rocher, de l'autre côté de la vallée, est un contrefort calcaire où sont quatre dolmens, espacés le long du chemin dit « de la Borio del bioou. »

J'ai dit que l'on n'avait pas signalé encore de roc ou table à godets dans le massif central de la France. il est bon toutefois d'ajouter que deux fragments de roche, l'un en quartzite, l'autre en gneis, du poids de 2 kil. environ chacun, trouvés l'un par M. l'abbé Boissonade, l'autre par M. André, archiviste, dans des régions tout à fait calcaires et assez près de dolmens, portent l'un et l'autre deux godets du même genre que ceux que je viens de décrire. Ils sont toutefois beaucoup plus petits, et leur cône est beaucoup plus aigu. L'un de ces fragments de roche a figuré à l'exposition des sciences anthropologiques du Trocadéro. Je crois que, bien que cette découverte faite en plein pays des dolmens, loin des sols de roche dure, soit très-importante, on ne pourrait en tirer une analogie directe avec les tables à godets, qui empruntent surtout leur intérêt au nombre des dépressions et à leur disposition.

En effet, ce qui n'était d'abord qu'une conjecture, devient presque une évidence après de nombreuses décou-

vertes et de nombreux rapprochements. Ces dispositions variées, mais partout analogues, réparties dans tant de contrées, sont une sorte d'écriture hiéroglyphique d'un peuple ou d'une race qui reste encore à déterminer. Si le mot écriture semble trop précis, il faut le remplacer par celui de « signe destiné à rappeler un événement mémorable. » Sur diverses roches, les unes classées comme propriété de l'Etat, d'autres apportées non sans peine dans divers Musées, ces groupes de godets partout analogues, ainsi que je l'ai dit, et formant comme la base de cette sorte d'écriture, sont associés à des cercles concentriques, à des figures lazarres qui ne laissent pas de doute sur une marque hiéroglyphique plus ou moins rudimentaire suivant la localité. Par transition, on arrive facilement à comparer ces signes aux runes du nord.

On avait même cru, un moment, à leur contemporanéité; mais on s'est aperçu que certains dessins avaient été ajoutés après coup à des roches déjà marquées, comme, au moyen-âge, nos ancêtres mettaient des croix sur les Menhirs qu'ils n'avaient point élevés.

Cette signification de « gravures destinées à rappeler un événement », que portent les roches à godets, m'amène à les séparer ici complètement des roches à bassins.

Je crois même à ce sujet que, malgré son peu d'étendue, le département de la Lozère possède le plus de documents aptes à jeter du jour sur cette question.

Les roches à bassins ont toutes, ainsi que je l'ai dit plus haut, une situation saillante qui frappe la vue, ou bien elles portent un nom rappelant d'anciennes superstitions : roe des fées, trou du diable, roe de la magie, etc... Ce ne peut être une écriture que ces bassins ou cuvettes dont certaines atteignent 80 cent. de diamètre, sur 40 à 50 de

profondeur dans de vastes tables de granit. La superstition qui s'attache d'ailleurs aujourd'hui encore à l'eau de pluie contenue dans certains de ces bassins, démontre qu'autrefois ils ont été creusés pour recevoir, sur les hauteurs, l'eau venant directement du ciel. C'étaient des sortes d'autels que l'on pouvait voir d'un immense horizon. Peut-être, autrefois, tous avaient leurs adorateurs, et, à travers tant de siècles, certains ont encore leurs fidèles. Dans la commune de Grandrieu, est la roche à bassin dite de Saint-Men, sorte de pèlerinage où l'on vient baigner les enfants atteints de la teigne. L'usage veut que l'on laisse le bonnet de l'enfant dans l'eau du bassin ; de là ce dicton patois :

« Dins le bassi de Sain Mén,
« Qu'a pas la rougno, l'a prén. »
(Dans le bassin de Saint-Men,
Celui qui n'a pas la teigne l'y prend.)

On conçoit en effet que cette eau, qui ne se renouvelle jamais en entier, n'est rien moins que propre.

A Termes, canton de Fournels, est une autre roche à bassin dont l'eau guérit, croit-on, du mal aux yeux, à condition que chaque fois que l'on s'y baigne l'on y jette une épingle, dont un certain nombre se voit au fond de la cuvette.

D'autres croyances s'attachent à divers de ces bassins qu'il serait trop long d'énumérer ; elles rentrent dans le même cadre.

Si l'usage de ces grands creux taillés sur les hauteurs me paraît évident, il resterait à déterminer à quel peuple on les doit.

L'histoire vient ici à notre secours pour nous éclairer.

On est frappé de l'analogie qui existe entre ces pratiques superstitieuses et celles qui se rattachent encore aujourd'hui

d'hui au lac de Saint-Andéol, situé dans ces régions. Je ne répéterai pas l'histoire de ce lac, dont il a été tant question dans ces derniers temps, et dont parle longuement Grégoire de Tours, dans sa vie de saint Hillaire. Mais nous avons là un document historique pour rattacher à une période déterminée tous ces bassins des hauteurs de ces régions.

Puisque, d'après Grégoire de Tours, l'évêque des Gabales, ne pouvant déraciner chez ses ouailles la superstition envers ce lac, le dédia à un saint et laissa subsister les mêmes rites en changeant seulement la direction des hommages, la même méthode a dû être suivie à l'égard de ces bassins pleins d'eau de pluie, dont beaucoup sont encore vénérés.

Nous aurions donc là un exemple historique de ces rites païens christianisés, rites qui ont dégénéré souvent depuis en superstitions diverses.

Il me paraît évident aussi que, lorsque le christianisme s'introduisit chez ces Gabales, peuplade des Arvernes, le nouveau dogme eut directement à lutter contre la religion Gauloise ou l'amas de croyances qui la composait. Ces bassins, creusés pour recevoir l'eau du ciel, paraissent donc d'origine Gauloise.

On pourra objecter que les Gaulois eux-mêmes ont pu subir l'influence d'hommages que les peuples qu'ils ont remplacés rendaient à ces mêmes rochers.

Je répondrai à cela que, si les peuples antérieurs aux Gaulois, sous quelque nom qu'on les désigne, connaissaient le fer trempé, cela est possible ; mais cette connaissance est loin d'être démontrée. Il est au contraire évident que ces bassins doivent leur origine à des instruments de fer. La dureté de la roche, gneis ou granit, la verticalité des parois, la profondeur et la régularité de certains creux excluent

tout emploi du bronze ou de la pierre. D'ailleurs, certains d'entre eux portent encore l'empreinte de coups de ciseaux maladroits. .

Le nombre de ces bassins et leur situation, difficile à désigner, ne me permettent pas d'en faire ici la nomenclature. Je ne citerai que les plus remarquables qu'il m'a été donné de voir, en sus de ceux déjà désignés. Les deux bassins dits « pleds du diable », sur une vaste table, au lieu de la Veysière, commune de Rieutort-de-Bandon ; le roc de l'autel, au-dessus du château de Combettes, commune de Ribennes. Deux faces de ce roc sont aplanies à l'aide d'un instrument grossier dont les larges coups sont très-visibles. Le roc du chasseur (le plus vaste des bassins), commune du Chastel-Nouvel. Enfin, sur le mont Lozère, le roc de l'Aire, un des pitons les plus saillants de cette montagne, et le roc des Fayssèles (fig. 4), possédant cinq bassins, dont deux sont les plus parfaits de forme qu'il m'ait été donné de voir. Ces deux rocs sont situés sur la commune de Lanuéjols.

Quoiqu'il y ait des cuvettes très-remarquables sur des rocs calcaires, je n'en parlerai pas, l'oblitération des parois par les intempéries des saisons ne permettant guère de distinguer le travail de l'homme du travail de la nature.

Si nous avons pu fixer approximativement une époque à l'établissement des bassins taillés dans l'ancien pays des Gabales, nous sommes beaucoup plus incertains en ce qui concerne les roches à godets de ces régions.

Quelle époque peut-on assigner aux empreintes du roc du Massibert ? Très-probablement, une période se rapprochant de celle des nombreuses roches à godets semblables, dispersées dans le nord ou le massif alpin. Les savants chercheurs des anciens âges sont encore indécis, pour ces vestiges des temps reculés, entre l'époque de la pierre



Fig. 4. — Un des sommets du mont Lozère avec trois bassins (A B C). Roc des Fayselles. (Photogravure)

polie et celle du bronze. Des sépultures de l'un et de l'autre de ces âges portent en effet de ces empreintes. Ce qui est évident, c'est que ce travail, très-rudimentaire, peut avoir été fait avec l'outil le plus primitif, et est tout à fait différent, je le répète, du travail des roches à bassins.

Le rocher du Massibert, cette page isolée laissée par un peuple détruit, est trop énigmatique pour que de ses empreintes je tire des conclusions.

Je crois néanmoins qu'il est du devoir du plus modeste pionnier des sciences préhistoriques de faire connaître ses découvertes, pour si petites qu'elles soient.

Ce que son esprit n'a pu voir, une intelligence mieux douée peut le découvrir et dévoiler ainsi des horizons nouveaux ou même, le dirai-je, mettre quelquefois à néant des hypothèses qui pouvaient faire errer des chercheurs pleins de bonne volonté.

L. DE MALAFOSSE.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME III.

DES

Documents relatifs à l'histoire du Gévaudan

TROISIÈME PARTIE



	Pages
Les Etats particuliers du Gévaudan devant les Etats généraux du Languedoc. — Préface.	
Sommaire : années 1502-1588.....	1 à 30
— 1589-1596.....	31 58
— 1596-1654.....	59 103
— 1654-1661.....	104 146
— 1661-1704.....	147 171
— 1704-1752.....	172 216
Notice. — Le grand clocher de l'église cathédrale de Mende (monument historique).....	217

	Pages
Note de M. E. Armand.....	228
Délibération du Chapitre cathédral (texte latin).....	230
Funérailles de l'architecte des clochers.....	232
Charges du sonneur des clocles.....	233
Notice sur le pont Notre-Dame, à Mende (monument historique classé).....	234
Pancarte des droits perçus à Marvejols par le Seigneur de Prades.....	237
Réponse du père Louvreleuil, prêtre de la doctrine chrétienne, à l'auteur de la critique de ses <i>mémoires</i> <i>sur le pays de Gévaudan et sur la ville de Mende....</i>	240
Lettre de M. Aurès, maire de Vebron, à l'évêque de Mende en 1706 :.....	255
Construction d'une chapelle à Bagnols par ordre et aux frais de Mme la duchesse de Noailles, en 1676.....	264
Procès-verbal de la conversion générale à la religion catholique des habitants de Marvejols.....	267
Etat des dépenses faites pour les travaux de réparations aux murailles et fossés de la ville de Mende en 1361. (Texte patois).....	274



113
19
DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN

TROISIÈME PARTIE

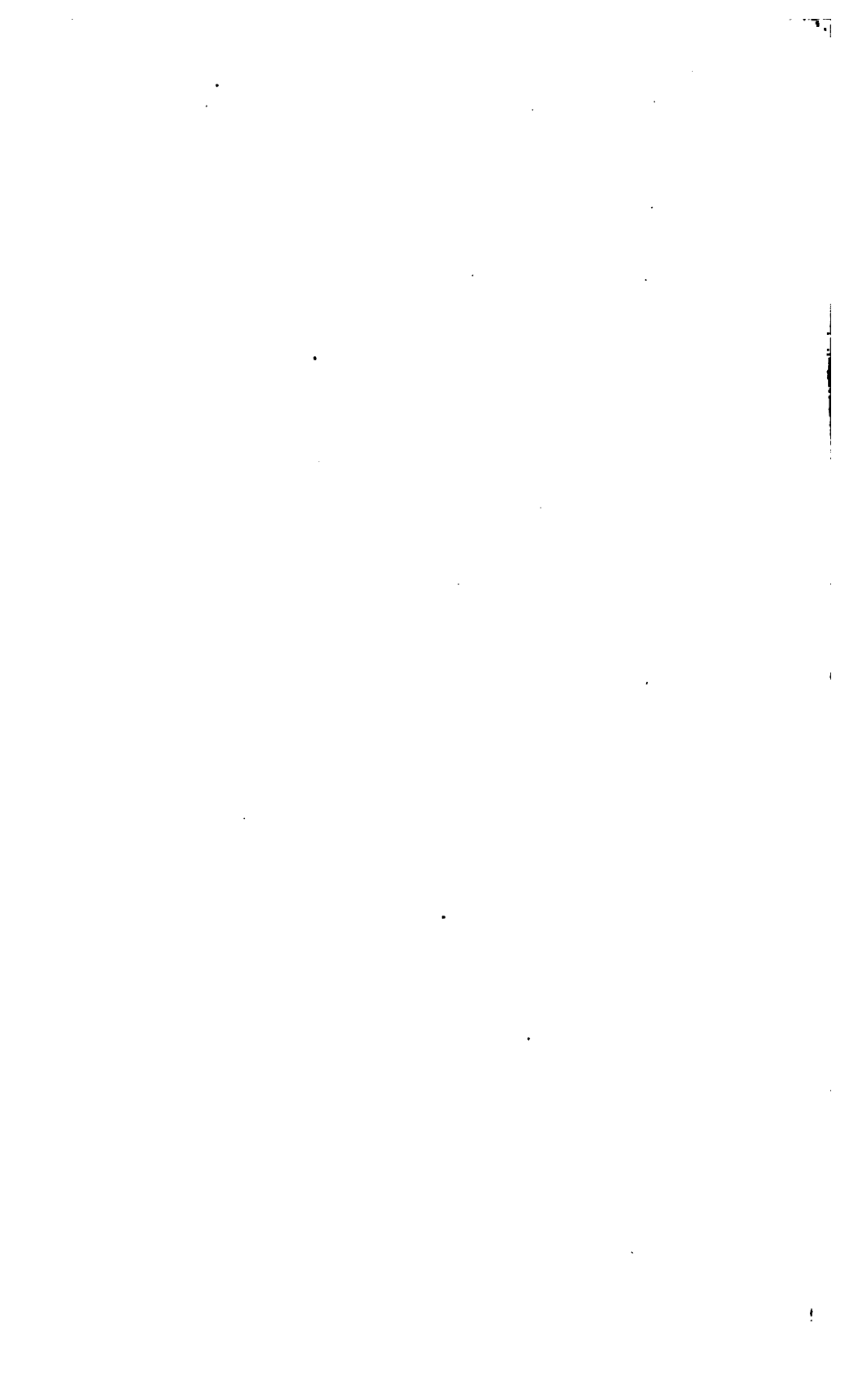
DOCUMENTS HISTORIQUES

ANTÉRIEURS A 1790

Publiés par la Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère
sous les auspices du Conseil Général et sous la direction de
M. Ferdinand André, Archiviste du Département.

~~~~~  
TOME IV  
~~~~~

MENDE
IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. PRIVAT
—
1892



INVENTAIRE

**des reliques, croix, calices, images et
autres joyaux, livres, etc. de l'église
cathédrale de Mende, dressé en 1380.**

Parmi les documents conservés aux archives départementales de la Lozère et offrant un très grand intérêt, figure l'inventaire du trésor de l'église cathédrale de Mende (1).

Grâce aux libéralités du pape Urbain V, originaire du Gévaudan, des cardinaux, du roi de France Charles V, de divers évêques et de plusieurs Seigneurs du pays, peu de cathédrales du royaume possédaient autant de joyaux en or, en argent, en pierres précieuses, en reliquaires, vases sacrés, croix, vêtements épiscopaux et sacerdotaux, tapisseries, livres liturgiques et autres.

Cet inventaire est rédigé avec beaucoup de soin et avec de nombreux détails : la description des objets, leur valeur, leur provenance.

Nous lisons dans l'inventaire des archives du Chapitre cathédral (G. 1447), que le pape Urbain V donna à

(1) Archives départementales, série G. 700 et série E, protocole de M^r Pierre Magistré, notaire.

l'église de Mende, pour laquelle il avait une affection paternelle, une des épines de la couronne de Notre Seigneur Jésus-Christ, avec l'image d'un ange d'argent doré, qui portait la dite épine, et la tête de Saint Blaise aussi enchassée en une image d'argent doré, et deux calices, l'un d'or, enrichi de perles et pierres précieuses, et l'autre d'argent doré, etc. »

Le généreux pontife, fit successivement d'autres dons, parmi lesquels : une statue de la Vierge, en vermeil, un encensoir en or, un vase de même métal, etc.

On donne dans l'inventaire la description des parements des dix galères que le roi Charles V envoya, au mois de septembre 1370, en Italie, pour ramener le pape Urbain V à Avignon.

Le chanoine sacristain de la cathédrale était chargé par inventaire de la garde de ces précieux objets.

Une bulle du pape Urbain V défendait « à tous prélats, rois, princes et toutes autres personnes de dérober, emporter ou engager les dits reliques et ornements à peine d'excommunication. » Par une autre bulle, il défend de transporter les dites reliques, pour quelque considération que ce fut, plus de demi-lieue hors la ville de Mende.

Malgré ces défenses, les chanoines quelques années plustard, aliénèrent divers bijoux de ce trésor, et cela disaient ils, pour réparer et conserver en bon état le chevet de l'église cathédrale nouvellement construit. Ils ajoutaient que le pape actuel avait donné son autorisation.

L'évêque de Mende, les gentilshommes et les communes du Gévaudan, n'approuvèrent pas le procédé des chanoines. Le roi Charles V, intervint de son côté, et

donna ordre au Sénéchal « de contraindre les chanoines à rapporter ou faire rapporter tantôt et sans délai les joyaux aliénés et les remettre au lieu où ils doivent être mis, et cela sous peine de la prise et détention du temporel de ces ecclésiastiques et par toutes autres voies et manières dues (1392). » Le Chapitre cathédrale, en présence de ces menaces, s'obligea à rendre les joyaux qui n'avaient pas été vendus et à remplacer ceux qui avaient été aliénés (1).

Pendant les guerres de religion, vers la fin du XVI^e siècle, le riche trésor de la cathédrale disparut complètement, le souvenir seul en est resté grâce à l'inventaire que nous publions.

Ce document sera accompagné d'une traduction française.



INVENTARIUM

BONORUM, RERUM ET JOCALIUM VENERABILIS CAPITULI MIMATENSIS AC EJUSDEM ECCLESIE.

Anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, et die vicesima quinta mensis octobris ; illustrissimo principe domino Karolo, Dei gratia rege Francorum regnante, et reverendo in Christo patre et domino, domino Poncio, eadem gratia Mimatensi episcopo et comite Gaballitani existente. Noverint universi et singuli, presentes pariter et futuri quod existentibus in presentia reverendi in Christo patris et domini, domini Poncii, miseratione divina Mimatensis episcopi et comitis Gaballitani, predicti mei que notarii publici et testium infrascriptorum, venerabilibus et circumspectis viris dominis Petro Boerii, precentore ; Poncio Alvernacii, Guillelmo Golaberti, Astorgio de Charboneriis, Johanne de Colenco, canonicis ecclesie Mimatensis ; ipsi inquam domini canonici, nomine ipsorum et Capituli Mimatensis, requisiverunt venerabilem et circumspectum virum dominum Guillelmum Bachalar, concanonicum eorundem et sacristam ecclesie predictae, ibidem presentem quatinus, ut sacrista, inventarium faciat et cum inventario recipiat, prout ex tenore certarum compositionum alias inter Capitulum ab una parte, et sacristas, predecessores suos, ab alia factorum, ipsum astrictum fore dicebant et asserabant, cum etiam nomine dicti Capituli parati sint facere inventarium et cum inventorio eidem domino Sacriste

tradere scilicet omnia et singula jocalia in auro, argento, lapidibus preciosis seu aliis quibuscumque concistencia, ornamenta, paramenta, libros et alia quecumque, ad ornamentum, decentiam et honorem ipsius ecclesie pertinentia, et generaliter omnia quecumque que sub nomine thesauri ipsius ecclesie intelligi possunt.

Dictus vero dominus sacrista eorundem requisitioni annuens penas legum et iurium contra inventaria non facientes et facere renuentes, volens evitare, dixit et obtulit se fore paratum inventarium velle facere de hiis que sibi tradentur per dominos canonicos ante dictos prout vigore dictarum compositionum tenetur.

Dicti vero domini canonici, nomine quo supra, inventarium suum incipientes, ipsumque complere volentes et dicto domino sacriste omnia et singula contenta in inventario faciendo tradere volentes, dixerunt et in presentia mei notarii et omnium supra et infrascriptorum recognoverunt de bonis et jocalibus ecclesie supradicte se invenisse et per discretum virum dominum Hugonem Regordi, subsacristam, eis ad oculum hostensa fuisse:

Et primo, unum angelum argenti deauratum cum diversis ysmaltis et armis sancte memorie domini, domini Urbani pape quinti, ponderis, ad pondus curie, quadragenta marcharum, precio pro marcha octo florenorum et unius quarti, summa trium centorum quadraginta quatuor florenorum et octo grossorum de Camera, portantem in manibus suis unum vas de cristalho, in quo est una de spinis sacre corone Jhesu-Christi; quam spinam dixerunt, ex relatu fide dignorum, alias esse datam per illustrissimum dominum Philipum regem Francie condam Sanctissimo patri domino Clementi, olim pape Sexto, et per eundem dominum Clementem reverendissimo patri

domino Petro Bellifortis, tituli sancte Marie nove cardinali, nepoti suo, qui postea fuit dominus Gregorius papa undecimus, et per eundem cardinalem sancte memorie domino Urbano predicto, et per eundem dominum Urbanum ecclesie presenti Mimatensi.

Item, quamdam ymaginem argenti deauratam, in forma Sancti Blasii episcopi, in qua est capud ejusdem Sancti Blasii reconditum, ponderis ad pondus curie centum quinquaginta marcarum argenti et modicum plus habens colare esmaltatum; que ymago habet quamdam mitram in capite, argenti deauratam, cum perlis et diversis lapidibus preciosis prout sequitur: et primo, a parte auriati ubi sunt quinque compassia in recto et alto; in primo vero compacio a parte inferiori est unus saphirus in medio plus longus quam rotundus, orientis in quatuor angulis ejusdem sunt quatuor balassii; in secundo compassio est in medio, una matisa longa, in quatuor angulis ejusdem quatuor peredos; in tertio compassio est unus balassius in medio, et in quatuor angulis ejusdem quatuor saphiri; in quarto compassio est in medio unus peredos et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati; in quinto compassio est in medio una matisca quadrata tenius, et in quatuor angulis ejusdem quatuor peredos, et supra istud compassium unus stepasius quadratus, supra vero in cuspide est unus saphirus de trelha grossus cujus pes est fractus, infra vero a latere primi compassii a parte dextra est unum compassium et in medio ejusdem unus saphirus sytrinus, et in quatuor angulis ejusdem sunt quatuor granati et de super unus camayeu albus; in secundo compassio ab eodem latere in medio una margarita sive perla grossa et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati et desuper unus saphi-

rus quasi albus, desuper est una roza, et in medio ejusdem una matisca magna et grossa, et circum circa sex granati desuper una matisca longa ; ab alia vero parte sinistra, in primo compassio in medio ejusdem unus saphirus siternus in quo est impressa Veronica ; et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati, et desuper unus camayeu albus ; in secundo compassio, in medio ejusdem, una perla grossa, et in quatuor angulis ejusdem, quatuor peredos et desuper unus saphirus et desuper una roza, et in medio una matisca longa, et circum circa sex granati ; desuper vero una matisca alba. A parte vero ulteriori dicte mitre in recto et longo sunt quinque compassia. In primo vero compassio a parte inferiori, in medio ejusdem, est unus saphirus siternus, et in tribus angulis sunt tres granati, in quarto angulo una lupa saphiri ; in secundo compassio, in medio ejusdem, est unus saphirus in quo sunt impressae imagines sanctorum Petri et Pauli, et in quatuor angulis quatuor granati ; in tercio compassio, in medio ejusdem, est unus saphirus siternus, et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati ; in quarto compassio in medio est unus saphirus syternus et in quatuor angulis ejusdem quatuor matiste ; in quinto compassio, in medio unus saphirus longus de trelha, et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati, de super vero una perla grossa supra unus saphirus de trelha longus in summitate ; in parte vero inferiori juxta primum compassium a parte dextra est unum compassium et in medio ejusdem est unus granatus grossus, et in quatuor angulis ejusdem quatuor peredos, et desuper unus camayeu ; in secundo compassio in medio est una calcedonia plus longa quam rotunda, et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati, et desuper

unus saphirus sytrinus et circum circa sex granati, et desuper unus saphirus quasi albus; in parte vero sinistra, juxta primum compassium predictum in primo compassio est unus saphirus de trelha, et in quatuor angulis ejusdem quatuor peredos, et desuper unus camayeu quasi albus; in secundo compassio, in medio, una perla grossa, in quatuor angulis ejusdem quatuor granati, et de super unus granatus grossus, desuper vero una rosa et in medio ejus unus saphirus sytrinus, et circum circa sex granati, desuper vero unus saphirus de trelha. In toto vero campo dicte mitre cum duobus floribus liliorum desuper sunt decem uncie perlarum; fuit extimata quelibet uncia triginta florenos de camera. In illa vero parte que pendet a parte posteriori dicte mitre a dextra parte in inferiori parte ejusdem sunt duo granati, et in medio eorum unus peredos; et ascendendo, in primo compassio est una magna matisca quadrata, et in duobus angulis ejusdem duo peredos, in tercio angulo ejus unus stopassius, cujus pes est disclavatus; in quarto angulo ejusdem unus saphirus sytrinus; in secundo compassio in medio unus saphirus et in quatuor angulis quatuor granati; in tercio compassio in medio unus lapis israhelis cum impressione unius ymaginis prophete, et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati; in quarto compassio unus saphirus sytrinus et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati; in quinto compassio, in medio una lupa saphiri, et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati. In alia vero parte que pendet a parte posteriori dicte mitre, a parte sinistra, sunt in inferiori parte duo granati, et in medio ipsorum unus peredos,

et assendendo, in primo compassio in medio ejusdem una macisca cum impressione duorum ymaginun, et in quatuor angulis ejusdem, quatuor granati. In secunda compassio, in medio, unus saphirus syrcinus et in quatuor angulis ejusdem quatuor matisce. In tercio compassio, in medio, unus lapis israhelis niger cum impressione unius prophete, et in quatuor angulis quatuor granati. In quarto vero compassio in medio ejus unus saphirus syrcinus, et in quatuor angulis ejusdem, quatuor granati. In quinto compassio in medio una lupa saphiri, et in quatuor angulis ejusdem quatuor granati. Item, in pectore dicte ymaginis est unum pectorale in quo sunt lapides preciosi, in cujus medio est unus saphirus syrcinus magnus, iquadratus; item circa istum est unus circulus in quo sunt sex lapides, scilicet tres saphiri de trelha, duo granati et una esmerauda; item, in parte exteriori est unus circulus aliud in quo sunt quinque saphiri de trelha et due esmeraude, due matiste quarum minor est desincastrata, unus camayeu cum impressione ymaginis Sampsonis frangentis leonem; item duo granati.

Item, est ibi una caxeta rotunda argenti in qua solebat esse antiquitus dictum caput sancti Blasii, ponderis trium marcharum sex unciarum et medie de treyās extimata viginti florenos camere.

Item, unum reliquiarum modicum in quo solebat esse dicta sacra Spina, extimatur sex florenos.

Item, unum marteletum cum forcibus argenti, extimatum quindecim florenos.

Item unam ymaginem Beate Marie cum scabello argenti deauratam, cum esmaltis in scabello, in quo scabello fractus est leo et armis domini nostri pape,

cum uno roserio in manu, qui in parte fractus est, et unus anulus auri in digito et corona argenti deaurata cum lapidibus et perlis in capite, que omnia ponderant quinquaginta marchas argenti et septem uncias ad pondus curie, precio pro marcha undecim florenos valent quingentos quinquaginta novem florenos et sex grossos decem novem denarios obolum. Item, in dicta corona sunt lapides et perle sequentes : Primo, a parte ante est una perla magna ad modum cordis, sexdecim florenos. Item, de super in uno lilio sive flore sunt tres saphiri, pro quolibet decem florenos, triginta florenos.

Item, in medio dicti floris est una esmerauda, non ex toto quadrata sed aliquathulum magis lingua, viginti duos florenos. Item unus peredotus longus, unum florenom tres quartos. Item, desuper in uno flore a duobus lateribus duo stopassii, quatuor florenos et medium.

Item, in medio floris una esmerauda quadrata, octo florenos et medium. Item, desuper, una matisca, octo grossos. Item, post dictum peredotum est una lupa saphiri grosseta, unum florenum et quartum.

Item, post, unus saphirus longus de trelha, decem florenos. Item, desuper in flore in medio unus saphirus de trelha, quasi ad modum scuti, decem florenos. Item, a duobus lateribus due esmeraude parve, quatuor florenos medium. Item, in superiori parte unus balassius, quatuordecim florenos. Item post sequitur unus camayeu, unum florenum. Item, in circulo sunt quinque saphireti, unum florenum et medium. Item, indicto circulo sunt sex granati, quatuor grossos. Item, in tota corona sunt quinquaginta et una perla, qua-

tuor florenos. Item, in dicto anulo auri est unus robinus magis longus quam quadratus, quadraginta quinque florenos.

Item, duo angeli argenti deaurati et quilibet cum sex parvis leonibus in pede, in quorum uno fractus est unus leo, cum escabello esmaltatis, portantes duo candelabra ponderis triginta marcharum unius uncie medie curie, precio pro marcha novem florenorum camere, ducentos octuaginta novem florenos camere sexdecim solidos et sex denarios.

Item, unam crossam argenti deauratam, operis Parisiensis, cum diversis esmaltis, et in capite cum tribus ymaginibus et aliquibus lapidibus preciosis, ponderis curie viginti quatuor marcharum sex unciarum decem octo denariorum, precio pro marcha decem florenorum valent ducentos quadraginta et novem florenos novem grossos et decem et novem denarios obolum.

Item, quandam caxam longitudinis duorum palmarum latitudinis unius palmi et altitudinis unius palmi crustatam de argento deaurato cum duodecim esmaltis et armis dicti domini nostri pape, in cujus summitate sunt una crux cum Crucifixo et imaginibus Beate Marie et beati Joannis evangeliste, et a duobus lateribus imagines Sanctorum Apostolorum Petri et Pauli, cum duobus clavaturis, tota plena reliquiis Sanctorum infra enumeratis, cum aliquibus reliquiariis et incastratis argento, ponderat dictum argentum totum viginti sex marchas quatuor uncias, pro marcha octo florenos medium, valent ducentos viginti quinque florenos tres grossos.

Diète vero reliquie que sunt in dicta caxa desi-

gnate sunt in quodam inventario alias facto per magistrum Armandum de Bosco.

Item, quandam mitram cum perlis munitam cum diversis lapidibus incastratis in argento deaurato, de qua unus saphirus bonus, qui erat in summitate a parte ante, est desincastratus. Item, unus saphirus ad modum medie lune, qui erat a parte retro, est desincastratus. Item, unus pendiculus est fractus. Item, deficiunt quatuor pendiculi, septies viginti florenos.

Item, quendam postem crustatum de auro, operis Grecorum, cum ymagine Beate Marie, filium suum tenentis in brachio, centum florenos.

Item, quemdam postem deauratum, in quo est depicta sacra Veronica, que extracta est et depicta in conspectu illius sacre Veronice que est in basilica principis apostolorum de Urbe, in qua nullum erat velamen cum ista dēpingebatur ut cercius haberi posset illius similitudo, inclusa quadam caxa fustea cum frachissis et sarratura de argento, in qua sunt ymagine depicte Sanctorum Petri et Pauli, viginti duos florenos.

Item, unum anulum pontificalem de auro cum una matisca grossa in medio, et circumcirca duodecim perle rotunde albe, sex esmeraude, sex granati, triginta florenos.

Item, unum alium annulum pontificalem de auro pro ymagine Beati Blasii, que est in dicta ecclesia Mimatensi, cum uno saphiro in medio ad modum scuti et circumcirca sex granati, decem et octo florenos.

Item, duos platellos ablutorios argenti eidem ecclesie datos per reverendum in Christo patrem dominum B. de Sancto Stephano, prothonotarium Sancte Romane

ecclesie, cum ejus armis et nomine, ponderis tresdecim marcharum duarum unciarum decem et octo denariorum, pro marcha septem florenos, valent quater viginti tresdecim florenos undecim grossos sexdecim denarios obolum.

Item, unum sparsorium argenti deauratum cum repositario de corio, ponderis quinque unciarum cum dimidia, quinque florenos cum dimidio.

Que omnia et singula supradicta, prout expressata sunt et designata, predicti domini canonici eidem domino Sacriste tradiderunt et realiter assignaverunt, petentes quod idem dominus Sacrista ipsa conservet et custodiat, tam per se quam per alios ad hoc deputatos et deputandos.

Dictus vero dominus sacrista, predicta omnia recepit se que habuisse recepisse realiter dixit, et ex certa sua scientia confessus fuit.

De quibus predicti domini canonici pro se et nomine dicti Capituli petierunt sibi fieri publicum instrumentum seu publica instrumenta per me notarium infra scriptum. Protestantes tamen, tam dicti domini canonici quam sacrista, quod alia omnia ad ipsam ecclesiam pertinentia, cum plura restent, prout dixerunt, parati sunt addere, expressare et declarare in inventario presenti cum ad ulteriora pro tunc exprimenda et declaranda non possent aliis certis negociis ecclesie et Capituli predictis, incontinenti tamen dictus dominus Guillelmus sacrista fuit protestatus quod si sibi videretur quod extimatio sic facta de predictis jocalibus esse excessiva vel malefacta, quod Capitulum predictum debeat et teneatur facere iterato extimare per alios extimatores prout ad hoc tenetur vigore cujusdam compositionis alias facte per reverendum

in Christo patrem dominum B. quondam episcopum Mimatensis, inter dictum Capitulum, ab una parte, et dominum Petrum Dalbiarts, tunc sacristam Mimatensis. Et dicti domini canonici dixerunt, nomine dicti Capituli et in dicta protestatione, in hoc solo et non in aliis consencierunt quod si dicta extimatio videatur excessiva vel malefacta dicto sacriste, quod dictum Capitulum iterato faciat per alios extimatores, ad expensas dicti Capituli, extimare, prout vigore dicte compositionis tenetur Capitulum antedictum. Acta fuerunt hec Mimate, infra quadam domum subsacristiam ecclesie Mimatensis appellatam. Presentibus discretis viris dominis Hugone Regordi, predicto; Johanne Raubilherii, Raymundo Barralis, presbiteris; Juliano Ymberti, Raymundo Dedeti, clericis; Raymundo Malelli, mercatore Mimatensis, testibus ad premissa vocatis, et me Petro Magistri, notario publico qui predicta scripsi.

Postquam, anno et principibus regnantibus quibus supra, et die vicesima sexta dicti mensis octobris. Noverint universi et singuli, presentes et futuri quod die predicta, existentibus Mimate, tam in domo subsacristie quam in domo claustrali Capitulum appellata, in qua domo aliqua de infrascriptis conservabantur: venerabilibus viris dominis Petro Boerii, precentore, et Poncio Alvernhacii, canonicis dicte Mimatensis ecclesie, ac dicto domino Guillelmo Bachalar, sacrista, volentibus complere et perficere hujusmodi suum inventarium, idem domini canonici tradiderunt, declaraverunt et assignaverunt eidem domino sacriste omnia que sequuntur:

Et primo, unam cappellam indii coloris panni de damasco de sitagis sive papagays seminato, munitam prout sequitur: primo, casula cum aurifreziis de Florencia,

ymaginis de multis sanctis ; item, dalmatica pro dyacono cum aurifreziis de damasco ; item, tunicella pro subdiacono ; item, tres albe, cum paramentis cujusdam panni indii damasco ; item, tres amictoni ejusdem paramenti ; item, due stole ; item, tres manipuli ejusdem paramenti ; item, tres zone de cirico, estimate duodecim florenos. In quibus omnibus sunt inserta arma dicti domini nostri.

Item, aliam cappellam rubeam panni de marmato de Venetiis, in quo panno sunt inserte littere Sarracenorum, munitam ut sequitur : et primo, casula cum aurifreziis de Anglia ymaginis de Incarnatione Domini, folrata de sandaco crossi coloris ; item, dalmatica pro dyacono ; item, tunicella pro subdiacono ; item, una alba pro presbiteris cum uno amictono, stolo et manipulo cujusdam panni aurei de damasco rubei, que sunt parate due dalmatice albe ; item duabus albis cum duobus amictonibus cum paramentis cujusdam alterius panni rubei de damasco ; item, una stola, duobus manipulis panni principalis cappelle ; item, tribus zonis de cirico, estimate duodecim florenos.

Item, aliam cappellam albi coloris panni aurei de damasco inserti cum compassiis quadratis diversorum colorum et cum sitagiis sive papagays in campo munitam ; et primo uno pluviali cum aurifreziis auri et argenti tracti de damasco ymaginis, et in capite cujuslibet ymaginis est unus circulus indiademate factus de perlis, et tota ymago Salvatoris que est in medio dicti aurifrezii, est etiam tota facta de dictis perlis, que perle sunt in numero quadraginte viginti quatuor, estimate sexaginta florenos. Item, dictum pluviale est circumdatus inferius per totum circulum

de quodam velueto rubeo inserto ex toto floribus liliorum, avibus diversis et armis dicti domini nostri. Qui circulus est extimatus sexaginta florenos auri camere. Dictum vero aurifrezium fuit extimatum ducentos florenos auri; pannus vero dicti pluvialis fuit extimatus quadraginta quinque florenos auri. In dicto pluviali est et servit unum de infrascriptis pectoralibus argenti sine formalh cum esmalteis historiaturae de Incarnatione, Nativitate, Resurrexione et Assentione Domini, Purifficatione et Assumptione Beate Marie.

Item, in dicta cappella est casula ejusdem panni, estimati quadraginta quinque florenos auri camere cum aurifreziis de Anglia, estimatis quadraginta quinque florenos auri camere; item, dalmatica pro diacono, ejusdem panni, extimati quadraginta florenos auri, cum paramento superius designato in cappella rubea. Item, tunicella pro subdiacono ejusdem modi, pannus est extimatus quadraginta florenos auri camere; duo paramenta predicta cum aliis omnibus que sunt ejusdem panni, fuerunt extimata quinquaginta florenos auri camere; item, tres albe tele de Remis extimate cum amictonibus triginta sex florenos auri camere, que sunt parate cum duobus amictonibus de quodam panno albo de marmato de Venetiis, extimato cum omnibus aliis que sunt ejusdem panni quadraginta florenos auri camere.

Item in amicto presbiteri est paramentum situs est aurifrezium dicti pluvialis alibi extimatum quadraginta quinque florenos auri, in quo sunt perle in numero ducente quater viginti octo, extimate triginta florenos auri camere; item due stole et tres manipuli ejusdem paramenti; item tres zone, extimate duodecim

florenos; item, pro capella rubea est unum pluviale veluti rubei, extimati quadraginta florenos, auri camere, cum aurifreziis de Florencia, ymaginatis de diversis sanctis, extimatum sexaginta quinque florenos.

Item, in dicto pluviali est et servit unum pectorale sine fermalh, cum ystoriis omnium Sanctorum, Pentecoste et beatorum Privati et Blasii de infrascriptis; item pro cappella india est unum pluviale veluti viridis, extimati quadraginta florenos cum aurifreziis de Florencia, ystoriatum de Pacione Domini, extimatum sexaginta quinque florenos auri camere; item, in dicto pluviali est et servit unum pectorale, sine fermalh, de infrascriptis in quo sunt ymagine sanctorum Martini, Benedicti, Germani et Nicolay; item, aurifrezia de damasco posita in oris casularum, capuciois, pluvialium et predictis dalmaticis et tunicellis fuerunt extimata sexies viginti florenos camere, in quo est pectorale ut supra cum ymaginibus quatuor confessorum.

SECUNTUR PARAMENTA ALIA.

Et primo: unus pulcher pannus longitudinis trium cannarum et quinque palmarum, latitudinis vero duarum cannarum et unius palmi, in quo sunt in medio tres pulcherimi panni aurei de damasco circumdatus sive bornatus de satani indio, in qua bornatura sunt seminata multa arma domini nostri pape. foliatis de taffatano viridi, cum tela in medio; totus dictus pannus estimator mille florenos auri camere.

Item, unum faldistorium pro cappella india cum

campo de satani indio circumdato sive bornato de diversis sandalis folratum de tela livida cum armis domini nostri, extimatum viginti octo florenos.

Item, aliud faldistorium pro cappella alba cum campo dicti panni albi de marmato extimato supra, quod est circumdatum et folratum ut precedens, extimatum ultra campum viginti duos florenos.

Item, sunt sex flabella sive moschals diversorum colorum et pannorum, estimata viginti quinque florenos.

Item, unum vexillum, armorum domini nostri pape, extimatum tresdecim florenos.

Item, una sobremesca de sandaco eorundem armorum, extimata quinque florenos.

Item, unum vexillum armorum Sancti Privati, extimatum decem florenos auri camere.

Item, una sobremesca de armis domini nostri Francorum regis, unum florenum et dimidium extimata.

Item, una mapa cum campo de cirico albo operata de diversis ciricis cum diversis compassiis et quatuor armis domini nostri pape, extimata triginta quinque florenos.

Item, unum repositorium corporalium cum quatuor ymaginibus de Anglia folratum de suptus de quodam panno de damasco rubeo supra extimato et deintus folrato de traffatano rubeo, cum armis domini nostri, extimatum, ultra dictum pannum rubeum, viginti duos florenos.

Item, quatuor corporalia extimata octo florenos.

Item, unum coyssinum sive pulvinas pro altar de velueto rubeo, cum armis dicti domini nostri, extimatum quatuor florenos.

Item, alia duo de satani indio ut supra, extimata quatuor florenos.

Item, alia duo pulvinaria de velueto viridi cum armis domini nostri, extimata octo florenos.

Item, unus calix de argento cum pathena deaurata, ponderis octo marcharum quatuor unciarum, precio pro marcha novem florenos et dimidii.

Item, unum repositorium pro dicto calice, extimatum sex florenos, in quo sunt quinque uncie et quinque denarii de argento, valent quinque florenos, summa calicis argenti predicti nonaginta unius floreni novem grossorum.

Item, due pincole argenti deaurate ponderis trium marcarum quatuor unciarum et duodecim denariorum, precio pro marcha novem florenos et dimidii.

Item, unum repositorium pro ipsis, summa viginti quinque florenos quatuor grossos.

Item, una hostia pro hostiis, argenti deaurata, ponderis trium marcharum unius uncie trium denariorum, precio pro marcha novem florenorum.

Item, repositorium pro ipsa extimatum unum florenum, summa viginti et novem florenos quatuor grossos.

Item, tria fermalhia sine pectoralia supra nominata, ponderis quatuordecim marcharum trium unciarum unius quarti, precio pro marcha undecim florenos.

Item, unum repositorium pro ipsis extimatum tres florenos, summa octies viginti unius florenos et dimidii.

Item, sunt duo penoni pro tubis cum armis dicti domini nostri pape.

Item, alii duo penoni pro tubis.

Item, aliud pro thalamillis cum ymaginibus sanctorum Privati et Blasii et cum armis domini nostri pape.

Item, sunt septem coffani depicti liversorum colorum cum armis dicti domini nostri pape.

Item, quedam sandalie pontificales, panni de damasco viridi, scilicet sotulares cum caligis.

Item, unus pecten eboris, medium florenum.

Item, unum fermalhium longum cum tribus botonibus rotundis perlarum pro pluviali, decem florenos.

Item, una crux argenti cum baculo argenti ad portandum in processionibus, ponderis decem marcharum et quinque unciarum, ad pondus curie valet pro marcha septem florenos camere, eidem ecclesie data per eundem dominum nostrum, septuaginta quatuor florenos quatuor grossos medium.

Item, unus alius anulus pontificalis, argenti deauratus cum uno stopassio in medio et aliis lapidibus circum circa, octo florenos.

Item, dixerunt se invenisse unam cappellam indii coloris panni aurei de lucha seminati de lassis, sive compassiis cum bestionibus et pennis munitam ut sequitur: prima, uno pluviali dicti panni cum aurifrezii de Florencia, cum istoria Passionis Domini, extimato septuaginta septem florenos et medium.

Item, uno fermalhio sive pectorali argenti deaurato pro dicto pluvialio cum tribus botonibus perlarum, triginta duos florenos.

Item, una casula, pro sacerdote, ejusdem panni, cum aurifrezii de Florencia, cum istoria de Passione Domini, septuaginta septem florenos.

Item, una planeta pro diacono, ejusdem panni, cum aurifreziiis de Florencia cum istoria de Passione Domini, septuaginta et septem florenos.

Item, una planeta pro subdiacono sicut precedens, septuaginta et septem florenos.

Item, una dalmatica ejusdem panni aurei cum agraminotis de matabaco rubeo, quinquaginta duos florenos.

Item, una tunicella, ut precedens, quinquaginta et unum florenos.

Item, tribus albis cum paramentis dicti panni aurei de subtus et manocetis, in quarum una est aurifrezium de super, triginta quatuor florenos.

Item, uno faldistorio, ejusdem panni, brondato de sandaco crocei et rubeo, novem florenos.

Item, duabus stolis et tribus manipulis ejusdem panni, duodecim florenos.

Item, quinque amictionibus cum paramentis ejusdem panni aurei indii de Venetiis, duodecim florenos.

Item, uno frontali panni aurei precedentis, octo florenos.

Item, caligis et sandaliis panni precedentis, tresdecim florenos et quartum.

Item tribus zonis de cirico indii coloris, ponderis viginti et unius uncie medie ternal, pro uncia septem grossos, valent duodecim florenos.

Item, uno pulvinari pro cathedra, panni de quo sunt paramenta dictorum amictionum et sandaliorum, tres florenos novem grossos.

Item, duobus pulvinaribus sine pluma pro altari, panni precedentis, estimatis quolibet duos florenos novem grossos.

Item, aliam cappellam albi coloris, panni aurei de Lucha cum pennis pavonis, bestionibus et arboribus cum aurifreziiis de Florencia munitam uno pluvialio de dicto panno cum aurifreziiis de Florencia cum ystoria Nativitatis Domini, extimato quater viginti tres florenos, munitam ut sequitur: Primo, uno fermalchio pro dicto pluviali argenti deaurato cum tribus boto-nibus perlarum, triginta duos florenos; item, una casula ejusdem panni cum aurifreziiis de Florencia, cum ystoria Nativitatis Domini, quater viginti quatuor florenos ters; item, una dalmatica ejusdem panni cum agraminotis bonis de aurifreziiis de Florencia in brachiis cum aliquibus apostolis, et in partibus inferioribus cum ystoria Anunciationis Beate Marie et Nativitatis Domini, quater viginti et unum florenum et medium; item, alia dalmatica ejusdem panni cum agraminotis de matabaco rubeo, quinquaginta et duos florenos; item, duabus tunicellis cum agraminotis ut precedens, pro quolibet quinquaginta duos florenos, valent centum quatuor florenos; item, uno faldistorio ejusdem panni brondato de sandacis viridi et rubeo, decem florenos; item, una stola, duobus manipulis ejusdem panni, quinque florenos quartum; item, tribus albis cum paramentis panni aurei de Lucha cum arboribus et bestionibus diversis et manocetis in quarum una sunt aurifrezia de super, triginta quatuor florenos; item, quinque amictionibus cum paramentis precedentibus panni, quorum duo sunt ordinata ad serviendum in coro, duodecim florenos; item una stola, uno manipulo, quatuor florenos; item, uno frontali albo panni precedentis pro altari, septem florenos; item, caligis et sandalis, tresdecim florenos quartum;

item, una zona de cirico albo, ponderis sex unciarum unius ternalis, pro uncia septem grossos, valent tres florenos medium viginti et unum denarium.

Item, aliam cappellam rubei coloris, panni aurei rubei de Lucha, seminatam arboribus, avibus et bestionibus diversis, munitam ut sequitur: et primo, uno pluviali dicti panni cum aurifreziiis de Florencia cum ymaginibus octo apostolorum cum Anunciatione Beate Marie, septuaginta florenos quartum; item, uno fermalhio pro dicto pluviali argenti deaurato cum tribus botonibus perlarum, triginta tres florenos; item, una casula ejusdem panni cum aurifreziiis de Florencia, in quibus sunt passionones aliquorum apostolorum, et in pectore, trium martirum, ceptum quatuor florenos quartum; item, una dalmatica ejusdem panni cum agraminotis in brachiis aurifrezium de Florencia, in quibus sunt apostoli, et inferius a parte ante ystoria Nativitatis Domini, et ab alia parte Anunciationis Beate Marie, octuaginta unum florenum et medium; item, alia dalmatica cum agraminotis de matabaco viridi, quinquaginta quatuor florenos; item, duabus tunicellis cum agraminotis inferius ejusdem matabaci, ambe centum et octo florenos; item, uno faldistorio ejusdem panni, brondato de sandalis rubeo et indio, sexdecim florenos tres quartos; item, tribus albis cum paramentis et manocetis cujusdam panni aurei rubei de Lucha cum ramagiis rozis albis, avibus et bestionibus diversis, viginti sex florenos et duos grossos; item, quinque amictionibus cum paramentis panni precedentis, novem florenos; item, duabus stolis et tribus manipulis panni precedentis, duodecim florenos; item, caligis et sandaliis ejusdem panni,

tresdecim florenos quartum ; item, tribus zonis de cirico rubeo, ponderis unius libre, undecim unciarum trium ternalium, pro uncia septem grossos, valent tresdecim florenos septem grossos quindecim denarios.

Item, aliam cappellam rubeam panni camocati rubei fortis cerici de Veneciis, seminati de ramagiis, et infra ramagia diversis animalibus, munitam duobus pluvialibus dicti panni cum aurifreziiis de Florenzia, cum ymaginibus diversorum sanctorum, extimatis ambobus insimul octuaginta sexdecim florenos ; item, una casula ejusdem panni cum aurifreziiis de Anglia, cum diversis ymaginibus, octuaginta et quatuor florenos ; item, duabus dalmaticis dicti panni cum agraminotis panni aurei viridis baldaqui de Lucha cum diversis ramagiis, octuaginta duos florenos tres quartos ; item duabus tunicellis cum agraminotis de subtus baldaqui ejusdem, septuaginta quatuor florenos tres quartos ; item, una alba tele prune pro sacerdote cum paramentis et manocetis dicti panni cirici cum aurifreziiis de super et in pugnibus, triginta novem florenos ; item aliis duabus cum paramentis ejusdem panni cerici de subtus et in pugnibus, viginti duos florenos ; item, quinque amictionibus cum paramentis dicti panni cerici, quarum duo sunt ad servitium cori, quinque florenos ; item, uno faldistorio dicti panni brondato de sandaco croceo et indio, viginti sex florenos ; item, duabus stolis et tribus manipulis, duodecim florenos et quartum ; item uno frontali ejusdem panni pro altari, novem florenos tres quartos ; item caligis et sandaliis dicti panni, tresdecim florenos et quartum ; item, duabus zonis de cirico de rubeo coloris planis, ponderis duodecim un-

ciarum sex ternals, pro uncia septem grossos valent septem florenos sex grossos et medium; item, uno pulminari sine pluma pro cathedra, dicti panni tres florenos; item, duobus pulvinaribus sine pluma pro altari, ejusdem panni, quatuor florenos; item, de dicto panno pro uno manipulo estimato tres grossos.

Item, ultra dictas quatuor capellas, unum pluviale de velueto indio brondato de auro cum lassis, in quibus lassis capita leonum et bestionum, et in campo ymagine Dei, Sanctorum et Sanctarum, extimatum quatercentos florenos; item, aurifrezia in eodem pluviali de Anglia cum ystoria captionis et pacionis Sancti Thome Canthuariensis, centum florenos; item, unum fermalhium argenti deauratum in dicto pluviali cum tribus botonibus perlarum, triginta quinque florenos; item, aliud pluviale cum campo de auro, factum de brondatura, ynstoriatum de Anunciatione Beate Marie et omnibus actibus Domini usque ad Cenam, inclusive, et de Assencione Domini et missione Spiritus Sancti, cum aurifreziiis stractis textis de auro, cum aleis de perlis, cum armis domini nostri pape predicto et reverendissimi in Christo patris et domini domini Raynaldi, condam de Vesinis, tituli Sancti Adriani, Sancte Romane ecclesie dyaconi cardinalis, extimatum centum quinquaginta florenos; item, unum fermalhium pro dicto pluviali, argenti deauratum cum tribus botonibus perlarum et cum armis domini nostri ac dicti domini cardinalis, triginta quinque florenos; item, unum par cirothecarum cum aurifreziiis de Venetiis, quatuor florenos; item, aliud par cirothecarum cum aurifreziiis et paramentis de Damasco cum uno esmalto, quatuor florenos; item, unam mapam

pro altari, operatam de cirico indio et de auro cum aurifrangia diversorum colorum cum quatuor decim armis domini nostri, sexaginta florenos; item, unum paramentum in quo sunt quatuor panni aurei rubei de Damasco cum folhagiis et sitagiis sive papagays, de auro brondatum de satanino indio, folratum de taffatavo indio, una tela in medio cum aurifrangiiis diversorum colorum et anulis, extimatum tercentos quinquaginta florenos; item, aliud paramentum in quo sunt duo panni aurei de lucha albi, cum angelis, diversis armis, quorum aliqui portant crucem, alii lanceam, alii coronam spineam, alii claves, alii calices et alii turribulas, brondatum de satanino viridi cum aurifrangiiis diversorum colorum et anulis, folratum de tela viridi, centum sexaginta florenos; item, aliud paramentum brondatum in parte de satanino viridi et in parte de camocato viridi de Romania cum duobus pannis albis folratum et designatum ut precedens in omnibus, centum sexaginta florenos; item aliud paramentum cum duobus pannis aureis de Luca, viridi coloris, brondatum de satanino indio, folratum de tela india, alias designatum ut precedens, centum sexaginta florenos; item, aliud paramentum in omnibus sicut immediate precedens, centum sexaginta florenos; item, aliud paramentum de lana operatum in Atrebate, in quo est tota creatio mundi et initium novi testamenti, folratum de tela alba cum anulis longitudinis undecim cannarum, ducentos florenos; item aliud paramentum de lana operatum in Atrebate, in quo est istoria Sancti Georgii, cum anulis, quinquaginta quinque florenos; item, aliud paramentum ut precedens in quo est ystoria pauperis et divitis, quinquaginta

septem florenos ; item duo capeta magna cum armis dicti domini nostri pape, quarum unum fuit divisum in duas partes, quinquaginta florenos.

Item, unum paramentum ante vel retro altare, de satanino indio, in quo est coronatio beate Marie et diversi angeli de auro, diversa officia facientes, cum stellis de auro seminatis in campo, cum imaginibus sanctorum Privati et Blasii, folratum de satanino viridi, tela alba in medio cum quatuor decim anulis de argento cum tribus scutis de armis dicti domini nostri pape, et uno scuto de armis Sancti Privati, et aurifrangiis diversorum colorum cum quadam corona in capite Beate Marie, cum perlis et lapidibus preciosis, extimatum ducentos quinquaginta florenos.

Item, quinque coffanos albos extimatos duodecim florenos et medium.

Item, cathedram ferri pontificalem munitam de corio, decem et octo florenos.

SEQUUNTUR PARAMENTA DECEM GUALEARUM QUAS MISIT ILLUSTRISSIMUS PRINCEPS DOMINUS KAROLUS REX FRANCORUM SANCTISSIMO IN CHRISTO PATRI ET DOMINO DOMINO URBANO PAPE QUINTO SUPRADICTO PRO REGRESSU SUO ET TOGIUS CURIE ROMANE DE PARTIBUS ITALIE AD PARTES AVINIONIS ANNO DOMINI MILLESIMO TRECENTESIMO SEPTUAGESIMO ET MENSE SEPTEMBRIS TUNC LAPSO; QUE PARAMENTA PER EUMDEM DOMINUM NOSTRUM DATA FUERUNT ECCLESIE MIMATENSIS ET PORTATA ET ASSIGNATA IN EADEM ECCLESIA PER DOMINUM PETRUM BOERII, PRECENTOREM PREDICTUM PROUT DE HUIUSMODI DONATIONE ETIAM CONSTAT PER QUASDAM LITTERAS APOSTOLICAS INDE CONFECTAS.

Et primo, quatuor pecie paramentorum de velueto, indii coloris cum floribus de auro in eis seminatis factis de brondatura, arma Francie representantes, que erant pro paramentis in camera galee principalis, in qua erat idem dominus noster, scilicet in cohopen-
tura lecti domini nostri, et de super in celo et circumcirca per totam cameram, de quibus omnibus facta fuerunt tria sollempnia paramenta in dicta ecclesia, et primo: unum paramentum quod est taxatum in superiori parte sive in capite ecclesie, a parte altaris Sancti Pauli, dicti velueti cum aurifrangis de cirico diversarum colorum folratum de tela india, altitudinis duarum cannarum et unius palmi, et amplitudinis duarum cannarum sex palmorum et medii pedis, extimatum tercentos quinquaginta francos.

Item, aliud paramentum quod stat juxta precedens, subtus altare Sancti Pauli, ejusdem velueto et designatum ut precedens, altitudinis predicte et amplitudinis duodecim palmorum et trium digitorum, folratum de sandaco rubeo in quo etiam fuit positum unum bancale, quod erat in pupa galee, quod paramentum est extimatum ducentos francos.

Item, alium paramentum ejusdem velueti, folratum de tela india quod stat juxta precedens super armario Sancti Blasii, altitudinis prediote et amplitudinis duarum cannarum et medii palmi, extimatum ducentas quinquaginta francos. Item, fuit de predictis factus unus papilio et tunc portatus super ymaginem Beate Marie, ejusdem velueti, et designatus ut supra, longitudinis quatuordecim palmorum et altitudinis quinque palmorum cum bornatura circummoirca de sandaco indie rubei et crossei coloris, cum armis dictorum dominorum pape et regis ac Sancti Privati, cum aurifragiis diversorum colorum de cirico, folratum de tela india, extimatum centum francos. Item, aliud paramentum quod erat in tinello dicte galee retro et supra cathedram dicti domini nostri pape, ejusdem velueti, designatum ut precedens, ejusdem longitudinis et altitudinis, folratum de sandaco, colorum rubei cum pendentibus, in parte superiori dicti velueti duplicis, quod est taxatum in dicta ecclesia, pro cathedra episcopali, extimatum nonaginta francos. Item, pependencia que erant circum circa lectum dicti domini nostri, dicti velueti duplicis; unum bancale quod erat in pupa dicte galee, de quorum uno facta sunt duo frontalia altaris, longitudinis unius canne cum dimidia et quatuor digitorum, extimata quolibet

octo francos, et bancale remansit in statu suo, quod est longitudinis quatuordecim palmarum, latitudinis duorum palmarum et medii pedis, folratum de sandaco rubeo, extimatum quatuordecim francos.

Item, unum paramentum sive temptorium quod erat in pupa gualee predictæ, de sandaco indii coloris, cum floribus liliorum de auro batuto, longitudinis quinque cannarum cum dimidia, folratum de tela indii coloris, de quo factum est paramentum in dicta ecclesia in duabus peciis quos tenet totum chorum ipsius ecclesie, ab una parte extimatum.

Item, due cortine que erant a duabus partibus lecti et in duabus portis dicte gualee dicti sandaci indii et liliorum ab ubtraque parte, de quibus facte sunt due cortine a duobus lateribus altaris majoris.

Item, alia cortina que erat retro pupam gualee, designata ut proxime precedens, de qua facta est cortina retro altare Sancti Privati, in dicta ecclesia.

Item, aliud paramentum designatum ut precedens, quod erat ante pupam gualee, de quo factum est paramentum sive cortina ante altare majus dicte ecclesie, extimatum viginti francos.

Item, de dictis cortinis de sandaco facta sunt aliqua paramenta in retabulis superioribus altaris majoris, extimata quatuor francos.

Item, sunt novem pecie de saya, indii coloris cum floribus liliorum, crocei coloris, arma dicti domini nostri Regis representantes, que erant in tinello et quadam camera dicte gualee.

Item, octo temptoria sive paramenta dictarum sayarum que erant in dicta gualea et aliis septem gualeis predictis; Je quibus omnibus facta sunt paramenta

sollemnia per totum circulum dicte ecclesie, scilicet a capite superiori ecclesie contra medium altaris majoris, procedendo ad cathedram episcopalem altaris Sancte Crucis, portam ecclesie, organa, altare Crucis per chorum usque ad armarium Sancti Blasii, exclusive; item, in circulo dictarum tribunarum; item, in superiori parte chori, a duobus lateribus per totum longum chori supra sedes.

Item, quatuor bancalia que sunt omnia extimata occies centos quinquaginta francos et medium.

Item, unum estandardum magnum de sandaco, de armis domini nostri pape, quod erat supra pupam dicte gualee, extimatum quinquaginta octo francos.

Item, aliud standardum, ut supra, armorum dicti domini nostri regis, extimatum quinquaginta octo francos.

Item, due banderie de sandaco, de armis dicti domini nostri pape, extimatum pro qualibet decem florenos, valent viginti francos.

Item, quatuor banderie, ut precedentes, de armis dicti domini nostri regis, que banderie erant in dictis gualeis, extimata quelibet trium, decem francos, triginta francos. Item, de predictis cortinis fuit factum unum aliud paramentum ad ponendum in altari majori, coram ymagine Beate Marie, extimatum quinque francos.

Item, tria pluvialia de velueto indio cum aurifreziiis ejusdem panni, in quibus sunt flores de armis dicti domini nostri regis, que facta fuerunt de hiis que superaverunt de paramentis dictorum gualearum; que predicta etiam donata fuerunt eidem ecclesie per dictum dominum nostrum papam, prout constare dicitur per litteras apostolicas inde confectas.

Que omnia supradicta et singula, prout superius expressata et designata sunt, preffati domini canonici, nominibus quibus supra, dicto domino Guillelmo, sacriste, in custodiam et comandam ac nomine custodie et comande prout ad ipsum, ut sacristam, pertinet, realiter tradiderunt; que idem dominus Guillelmus ab ipsis dominis canonicis nomine ipsorum et Capituli ecclesie Mimatensis habuit et recepit pro habitisque et receptis habuit dixit et confessus fuit.

Incontinenti tamen, dictus dominus sacrista protestatus fuit quod licet ipse receperit pannos immediate prescriptos qui sunt caxati pro pronendo in porticis dicte ecclesie ad parandum dictam ecclesiam et alias pro parando infra dictam ecclesiam per totum circuitum et circumcirca altare, cum extimatione predicta quod quia dicti panni stant et steterunt in quadam mensa infra domum Capitulum appellatam, de qua domo ipse sacrista non tenet nec consuevit tenere claves nec aliquis familiaris suus, quod si dicti panni seu aliqui ipsorum perderentur in dicta domo, quod ipse sacrista non intendit teneri de perditione eorumdem. Et dicti domini canonici dixerunt quod ipsi ut Capitulum et nomine dicti Capituli, parati sunt reparare et reparari facere, pro ista vice, quedam armaria que sunt infra dictam ecclesiam, in quibus dicti panni possent, per dictum dominum sacristam, comode conservari quandiu vero ipsi panni in dicta domo Capitulum appellata interim conservabuntur. Dixerunt et voluerunt quod si dicti panni vel aliqui ipsorum aliquo casu fortuito perderentur, idem dominus sacrista de dicto casu non teneatur, casu tamen quod de dicta domo extracti essent et aliquali-

ter perderentur, illo tunc de perditione teneretur ; et sic fuerunt protestati domini canonici antedicti. Item, protestatus fuit dictus dominus sacrista quod si predicta vestimenta, propter portacionem vel usum, tam processionibus quam in aliis divinis officiis exercendo deteriorarentur, quod de illa deterioratione non teneatur. Et dicti domini dixerunt quod de deterioratione quam petit non teneatur nisi alias mala custodia et negligencia ipsius domini sacriste vel aliorum, qui predicta, suo nomine, tenerent, predicta deteriorarentur in quantum vero ipsa custodire reparare et refficere tenetur, vigore compositionum alias factarum inter dictos Capitulum et predecessores suos, in hiis non intendum aliquatenus derogare nec dicto Capitulo prejudiciare seu dictas compositiones aliquavoliter innovare. De quibus omnibus et singulis supradictis, dicti domini canonici nomine suo et dicti Capituli pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec a proximo citra Mimate, tam infra subsacristiam ipsius ecclesie quam infra domum Capitulum appellatam, ubi predicta supra scripta expressata et designa erant. Presentibus : discretis viris dominis Hugone Regordi, subsacrista, Johanne Raubilherii, Raymundo Barralis, presbiteris et dicte Mimatensis ecclesie corariis et perpetuis benefficiatis ; Juliano Ymberti, bedello sive rege ejusdem ecclesie, et Raimundo Dedeti, clericis, ac Raimundo Malelli, mercatore de Mimata, et me Petro Magistri, clerico, notario publico infrascripto, qui hec scripsi.

Item, anno et principibus regnantibus supra et die vicesima septima dicti mensis octobris. Notum sit

quod existentibus in presencia reverendi in Christo patris et domini Poncii, Mimatensis episcopi et comitis Guaballitani meique notarii et testium infrascriptorum et personaliter constitutis: venerabilibus et circumspectis viris dominis, dominis Petro Boerii, precentore; Poncio Alvernhacii, Astorgio de Charbone-riis, canonicis ecclesie Mimatensis, superius nominatis, nec non dicto domino Guillelmo Bachalar, sacrista, etiam presente. Dicti inquam domini canonici, completo suo, ut dixerunt, ac finito inventario de omnibus reliquiis, jocalibus, vestibus, paramentis, ornamentis et aliis quibuscumque, que in ipsa Mimatensi ecclesia, tunc invenerunt et invenire poterunt, que per Sancte Memorie dominum Urbanum, condam papam quintum, dicte Mimatensis ecclesie fuerunt collata, et de mandato ejusdem ad eandem ecclesiam portata et per eundem dominum Petrum Boerii ejusdem ecclesie precentorem, collocata et assignata, volentes et cupientes ulterius dictum suum inventarium continuare illud que perficere et complere de aliis omnibus reliquiariis, jocalibus, vestimentis, paramentis et ornamentis ac generaliter de hiis omnibus et singulis que antiquitus erant in dicta ecclesia Mimatensi, ipsa recognoscendo ea omnia et singula singulariter et sigillatim ac nominatim et expresse, dicto domino Guillelmo, sacriste, in mei dicti notarii et testium infrascriptorum presentia, realiter tradiderunt et assignaverunt custodienda et reservanda per eundem prout sequitur:

Et primo, unam cappellam rubeam de emitto? que fuit domini Guillelmi Duranti, quondam episcopi Mimatensis, munitam una casula, duabus dalmaticis,

uno pluviali, tribus zonis, tribus amictonibus et tribus colaribus, tribus manipulis, duabus stolis.

Item, aliam cappellam rubeam de semito? dōmini Raimundi Barroti, quoniam Mimatensis precentoris, munitam una casula, duabus dalmaticis.

Item, quandam aliam cappellam rubeam de semito? sine armis, caxatam per ebdomadarios, munitam una casula, duabus dalmaticis, tribus albis paratis de paramento dictarum dalmaticarum, tribus amictonibus, tribus manipulis, duabus stolis diversis, uno colori albo, una zona.

Item quandam cappellam, viridi coloris, domini *Speculatoris* (1), condam, munitam una casula, duabus dalmaticis, uno pluviali quasi ejusdem panni, una alba parata cum ymaginibus, uno amictone, zona, manipulo, stola et colario.

Item, quandam cappellam, crocei coloris, que fuit domini Guillelmi de Villareto, condam, magistri hospitalis Sancti Johannis, munitam : casula, duabus dalmaticis, tribus albis paratis, tribus zonis, tribus amictonibus, tribus manipulis, duabus stolis, tribus colaribus, que omnia sunt diversorum pannorum.

Item, quandam cappellam violacei coloris, domini Guillelmi Duranti, quarti, episcopi Mimatensis quondam, munitam : una casula, uno pluviali, duabus dalmaticis, una alba parata cum ymaginibus, una zona, uno amictono, uno manipulo, una stola, uno colario.

(1) Guillaume Durant, évêque de Mende, auteur du livre intitulé *Speculum Juris*, qui lui a fait donner le titre de *Speculator*.

Item, unam cappellam albam que fuit ejusdem domini Guillelmi quarti, quondam, de panno aureo cum agulheriis, munitam : una casula, uno pluviali, duabus dalmaticis, una alba parata in campo rubeo cum ymaginibus, duabus albis, cum paramentis reffecatis, una zona, tribus amictonibus, tribus colaribus, tribus manipulis, duabus stolis.

Item, unam aliam cappellam albam, munitam una casula, item duabus dalmaticis, in quibus dalmaticis sunt arma dicti domini Guillelmi, quondam.

Item, quandam cappellam albam, vocatam *la bro-lhada*, alias emptam, ut dicitur, per Capitulum Mimatensem ab episcopo Anniciensis, munitam una casula, uno pluviali, in quibus sunt perle ; duabus dalmaticis ejusdem panni ; una alba cum paramentis de ymaginibus ; duabus albis diversorum paramentorum, tribus amictonibus, una zona pulcra, tribus manipulis, duabus stolis, tribus colaribus.

Item, quandam cappellam nigram munitam una casula cum aurifreziis romanis, tribus pluvialibus, sex dalmaticis, una alba parata, una stola, uno manipulo, uno amictono ; item paraturas pro duabus albis.

Item, quandam cappellam viridis coloris caxatam, pro ebdomadariis, munita una casula et duabus dalmaticis ; item undecim albas paratas sufficienter pro ebdomadariis, dyaconis et subdiaconis, munitas stolis, manipulis, zonis et amictonibus, quarum albarum alique sunt petaciate, alique reparate.

Item, duodecim dalmaticis, scilicet: octo violacei et duas viridi colorum ; item, unam viridis coloris cum aliquibus listis rubeis ; item, aliam quasi ad modum undarum

seu serpentium, que duodecim sunt pro reliquiis portantis.

Item, unam cappellam violacei coloris, munita una casula et duobus dalmaticis; item, septem casulas diversorum colorum et sine aliquo garnimento, pro ebdomadariis; item, quatuor vestes munitas pro ebdomadariis quas ipsimet habent; item, pro eisdem ebdomadariis: quatuor albas non paratas cum amictionibus, zonis, stolis et manipulis, quas habent ipsi domini ebdomadarii; item, duas planetas antiquas pro tempore quadragesimali; item, alias tres planetas sive casulas, de satanino indio, pro eodem tempore, nuper factas; item duodecim amictiones, qui erant pro officiendo, pro dominis canonicis, quorum paramenta sunt remota; item, tres stolas antiquas, satis debiles sive modici valoris; item, quinque pannos aureos antiquos pro sepulturis; item, unam polpram, etiam modici valoris; item, aliam polpram modici valoris; item, unam dimidiam polpram, etiam modici valoris; item, unum pannum aureum, nuper datum, in adventu jocalium domini nostri pape, ecclesie Mimatensi per nobilem et potentem virum dominum Garinum de Castronovo, dominum de Apcherio, condam; item, duos pannos aureos albos de Venetiis, nuper emptos pe Capitulum; item, duos pannos aureos de damasco, unum viridis et alterum indii colorum, nuper habitos ab exequutoribus reverendi patris domini Petri de Agrifolio, olim episcopi Mimatensis, ratione legati per ipsum facti ecclesie Mimatensis antedictae; item, unum frontale altaris anticum cum ymaginibus apostolorum et aliis ymaginibus; item, aliud frontale, satis pulcrum, quod fuit datum

eidem ecclesie per dominum Ramundum de Casalis, olim canonicum ipsius ecclesie; item, quatuor albas, non paratas, cum quatuor amictonibus pro diaconis et subdiaconis; item, unam cortinam pro faciendo *las marias*, in die pasche; item, triginta dalmaticas pro quatuor pueris, diversorum colorum; item, novem capas diversorum colorum pro eisdem pueris; item, unam dalmaticam non usitatam, cum rozis.

Item, quandam cappellam rubeam dyaspre que fuit domini Alberti Lordeti, episcopi condam Mimatensis, munitam una casula, duobus pluvialibus, dalmatica et tunicella pro episcopo, dalmatica et tunicella pro diacono et subdiacono et uno faldistorio; item, unam albam paratam cum aurifreziis, ymaginatis, stola, manipulo et amictone, parata cum ymaginibus, et una pulcra zona.

Item, aliam cappellam nigram de dyaspre que fuit ejusdem domini Alberti, condam, munitam una casula, duobus pluvialibus, dalmatica et tunicella, una stola et manipulo ac faldistorio pro episcopo; item, dalmatica et tunicella pro diacono et subdiacono.

Item, aliam cappellam violacei coloris que fuit domini Guillelmi Lordeti, episcopi condam Mimatensis, nepotis dicti condam domini Alberti, munitam una casula, duobus pluvialibus, dalmatica et tunicella, faldistorio pro episcopo, dalmatica et tunicella pro diacono et subdiacono.

Item, quandam aliam cappellam albam de diaspre, datam per dictos dominos Petrum Boerii, precentorem, et Petrum de Monteauroso, canonicos Mimatensis, munitam una casula, uno pluviali, una dalma-

tica, una tunicella, tribus albis paratis, una stola, tribus manipulis, tribus zonis, tribus amictionibus cum tribus colaribus.

Item, aliam cappellam viridis coloris de diaspre, eidem ecclesie datam per reverendum in Christo patrem, dominum Anglicum de Grizaco, episcopum Albanensis, sancte romane ecclesie cardinalem, fratrem domini Urbani pape supradicti, munitam una casula, duobus pluvialibus, duabus dalmaticis, una tunicella ejusdem panni, et alia tunicella sandaci viridis, una stola, uno manipulo, caligis et sandaliis ac faldistorio cum armis dicti domini cardinalis; item, unam stolam et unum manipulum pro quadam casula alba supra scripta, modici valoris; item, unam aliam casulam nigram cum una stola et uno manipulo, nuper factam per Capitulum, pro ebdomadariis ad celebrandum missam mortuorum.

Item, unam aliam cappellam, indii coloris de dyaspre, datam eidem ecclesie per reverendum patrem et dominum, dominum B. episcopum Mimatensis condam, munitam una casula, duobus pluvialibus, dalmatica et tunicella pro diacono et subdiacono, faldistorio, duabus stolis, tribus manipulis, caligis et sandaliis; item, paramentis pro duabus albis; item, manotetis pro duabus albis, duobus colaribus ejusdem diaspre; item, una dalmatica et tunicella de satanino pro episcopo, in eadem cappella; item, unum pluviale album de baldaqui cum aurifreziis de Anglia, cum ystoria Passionis, eidem ecclesie datum per eundem dominum B. episcopum; item, aliud pluviale de dyaspre rubeo cum aurifreziis de Anglia, ymaginatis, eidem ecclesie datum per enu-

dem dominum B. episcopum, in festo sollempnitatis vesperarum Circumsisionis Domini, anni septuagesimo tercii; item, unum pectorale sine fermalh, de argento, pro uno dictorum pluvialium; item, unum pluviale quod fuit domini speculatoris (1) condam, ystoriatum de passionibus Sanctorum, cum armis suis, cum tribus botonibus modicis sive parvis, perlarum et duobus botonibus de filo auri pro pectorali; item, unum pluviale cum campo rubeo ystoriatum de passionibus Sanctorum, quod fuit domini Bernardi Bedoscii, prepositi Mimatensis condam, cum armis suis; item, aliud pluviale ejusdem campi cum aurifreziis de Anglia, cum prophetis et ramagiis et quatuor botonibus de filo argenti in pectore, quod fuit domini Guillelmi Ruphi, canonici Mimatensis condam, cum armis suis; item, tria pluvialia ejusdem panni, cum diversis barris diversorum colorum, in quorum quolibet pectorali quatuor botoni perlarum, in quorum uno sunt arma domini de Tornello; item duo pluvialia ejusdem similitudinis cum predictis, cum aurifreziis romanis, cum armis in ambobus dominorum de Apcherio et de Canilhiaco; item, tres pluvialia celestis coloris et ejusdem panni, cum quatuor botonibus fili argenti in quolibet, in quorum uno sunt arma domini Johannis Deodati, canonici Mimatensis condam; item, duo pluvialia albi coloris, panni aurei, cum diversis ramagiis cum quatuor botonibus fili de argento, in quorum uno sunt arma avunculi domini Ramundi de Baccolaria, canonici condam Mimatensis, et in alio sunt arma domini Johannis

(1) Guillaume Durant, surnommé le *Speculator*, évêque de Mende.

Borrelli, canonici Mimatensis condam ; item, aliud pluviale de dyaspre, in campo viridi, quod fuit domini Philippi de Chambarlato, archiepiscopi Nicosiensis, qui antea fuerat canonicus Mimatensis ; item, quoddam pluviale quod fuit domini Guillelmi de Vilarreto (1), magistri hospitalis sancti Johannis Jherosolitani condam, cum armis suis ; item, aliud pluviale, in campo indio, cum diversis bestionibus et aurifrezis de Florencia, cum quatuor grossis botonibus fili de argento, quod fuit domini Petri Brescheti, canonici Mimatensis condam ; item, aliud pluviale quod fuit domini Bertrandi de Auriaco, canonici Mimatensis condam, cum armis suis ; item, aliud pluviale, in campo viridi, cum diversis cornis, quod fuit domini Fredoli de Ruppe (2), sacriste Mimatensis condam, cum ejus armis ; item, aliud pluviale quod fuit domini Gerald de Montealto (3), sacriste condam Mimatensis, cum rotis in campo et armis suis ; item, duo pluvialia viridis coloris de diaspre cum aurifrezis Romanis que fuerunt domini Bernardi Duranti (4), canonici Mimatensis, condam, cum armis suis ; item, quoddam pluviale de semito viridi cum aurifrezis planis, quod portat cappellanus Sancti Salvatoris, quod est assignatus pro diebus dominicis ;

(1) Guillaume de Vilaret. Originaire du Gévaudan, grand-maitre de l'ordre de St-Jean de Jérusalem, mourut en 1307.

(2) Frézal de la Roche. Il figure en qualité de chanoine sacriste de 1317 à 1343.

(3) Gerald de Montault. Il figure en qualité de chanoine sacriste de 1284 à 1291.

(4) Bernard Durant ; neveu de l'évêque Guillaume Durant.

item, duo pluvialia, in campo rubeo de diaspre cum avibus et cervis, quorum unum fuit domini Hugonis de Mirabello (1), prepositi domini Mimatensis condam, cum armis suis; item aliud pluviale, in campo indio cum avibus et cervis rubeis quasi similitudinis duorum precedentium, quod fuit domini Guillelmi de Crosacio, presbiteri condam, cum armis suis; item septem pluvialia de diversis diaspres quasi ejusdem similitudinis, quorum in uno sunt arma domini Raymondi Barroti (2); precentoris quondam; in secundo, arma domini Stephani Bedoscii, canonici condam; in tercio, domini Guillelmi Duranti, episcopi et domini Stephani Augerii presbiteri condam; in quarto, arma de Genareto (3); in quinto, ejusdem domini Guillelmi, episcopi, et Jacobi Folquerii, canonici Mimatensis, condam; in sexto, ejusdem domini Guillelmi, episcopi; in septimo, arma ejusdem episcopi et domini Raymondi de Prada, presbiteri condam; item, aliud pluviale, in campo viridi de diaspre, cum bestionibus et avibus indiis cum auri-reziis de Florencia strictis, quod fuit domini Guillelmi de Layrigayres, alias lo Grel, ebdomadarii Mimatensis condam; item, quatuor pluvialia de semico rubeo, simplicia; item, duo pluvialia cum barris diversorum colorum cum aurifreziis romanis, in quorum uno sunt arma domini Fredoli de Follaquerio (4),

(1) Hugon de Mirabel. Il était conseiller du roi de France. Son nom figure dans la liste des prévôts de la cathédrale de 1322 à 1355.

(2) Raymond Barrot, précenteur du chapitre de 1298 à 1322.

(3) Les armoiries de cette famille sont : d'azur, au bélier passant d'argent clariné d'or.

(4) Frézal de Folhaquier, sacriste de la cathédrale de Mende 1302 à 1315.

sacriste Mimatensis condam. et in alio, domini Raymundi de Aula, canonici Mimatensis condam; item, quatuor pluvialia de diaspre, albi coloris, in quorum uno sunt arma domini Garini de Petra, prioris condam de Albavilla, per ipsum alias facta in sollempnitate festi Circumcisionis Domini; item, tria pluvialia quasi ejusdem similitudinis, vocata badalquis, in quorum tribus sunt arma Atgeriorum (1); item, duo pluvialia indii coloris cum diversis bestionibus et in uno sunt arma dominorum Guinoti, prepositi Aniciensis et Bernardi de Apcherio, fratrum; et in alio sunt arma dominorum Petri de Regaudo et Aldeberti Meruli (2), condam canonicorum Mimatensis; item, aliud pluviale, principaliter in campo indio cum diversis compassiis et diversis rozis et floribus, tam de auro quam indii et albi coloris, cum aurifreziis et magnis ymaginibus de Florencia, cum uno pectorali de perlis cum imagine Sancti Privati in pectore, quod fuit domini Geraldii Maurelli, vice thesaurarii predicti domini nostri pape, et canonici condam Mimatensis; item, aliud pluviale ejusdem panni de cirico, in campo rubeo cum diversis ramagiis de indio, cum bestionibus de auro et aurifreziis, in quibus sunt capita ymaginum, quod fuit alias datum eidem ecclesie per magistrum Raymundum Mathei, notarium Mimatensis, in sollempnitate vesperum festi Circumcisionis Domini; item, aliud pluviale de dyaspre rubeo cum aurifreziis strictis ymaginatis, alias datum in dicta sol-

(1) Les Atger. La famille des Atger était ancienne à Mende.

(2) Aldebert Merle. La famille des de Merle, avait possédé au 13^e siècle la Seigneurie de Serverette.

lempnitate per dominum Guillelmum Boscheti, condam, subsacristam Mimatensis; item, unum aliud pluviale cujusdam diversi panni aurei cum magnis et modicis rotis indii coloris, cum diversis bestionibus de auro et de rubeo ac floribus in dictis rotis seminatis, cum aurifreziis strictis planis, de auro, folratum de bocassino albo; item, aliud pluviale panni aurei de marmato de Venesciis cum litteris Sarracenorum cum aurifreziis amplis de Florencia, folratum de taffatavo viridi cum listis aureis, quod fuit domini Guillelmi Alberti, clerici Camere domini nostri pape et prepositi condam Mimatensis, cum armis suis, cum una plata de auro in pectore; item, aliud pluviale de velueto, indii coloris cum aurifreziis de Florencia, habitum pro legato reverendi in Christo patris domini Johannis Gasconis (1), olim episcopi Nemausensis, cum armis suis; item, alia duo pluvialia ejusdem panni aurei de Damasco, in campo albo, cum diversis bestionibus et ramagiis, cum aurifreziis ystoriatis de Florencia, nuper empti per Capitulum, pro dominis Guillelmo de Bellocclaro, Guillelmo de Bellovisu, Alberto Lordeti (2), condam, et Bertrando de Miramonte, canonicis Mimatensis, cum armis eorundem; item, alia duo pluvialia, panni plani cerici de Damasco cum aurifreziis de Florencia, ystoriatis, nuper empti per Capitulum pro dominis Poncio de Montelauro, Alrico Saumate, Astorgio de Au-

(1) Jean Gasconis, dit Jean de Gasc, abbé d'Aniane, évêque de Nîmes, 1367 à 1372, on le dit de la maison d'Uzès.

(2) Albert Lordet, de Chirac, fut évêque de Mende.

riaco (1), archidiacono ; Andrea de Vilareto, canonicis Mimatensis condam, cum armis eorumdem.

Item, aliud pluviale panni crocei viridis plani de Damasco, cum aurifreziis istoriatis, nuper emptum per eundem Capitulum pro dominis Petro Dalbiartz (2), clerico Camere apostolice ac sacrista, et domino Guillelmo Bernardi de Caslucio, canonicis Mimatensis condam, sine armis eorumdem ; item, triginta quatuor pluvialia communia pro presbiteris, scilicet duo indii coloris ; item, unum quod fuit domini Raymundi Piscis, canonici Mimatensis, condam, cum armis suis ; item, tria crocei coloris que dicuntur illorum de Mostayrolis ; item, duo cum crucibus in campo viridi ; item, unum quod fuit domini Johannis Filii, presbiteri condam ; item, duo cum equitibus equitantibus que fuerunt dels Cessieyras ; item, aliud cum barris viridis et albi coloris cum griens et leopardis, domini Stephani de Manso Auriaco (3), Mimatensis episcopi condam ; item, alia sex pluvialia, minoris valoris, pro subcorariis ; item, unum, modici valoris nigrum, pro mortuis ; item, unum pluviale, panni aurei rubei de matabaco cum aurifreziis, ystorie Beati Petri, legatum dicte ecclesie per reverendum in Christo patrem, dominum Raymundum, Dei gracia episcopum Penestriensis, Sancte Romane ecclesie car-

(1) Astorge d'Auriac, figure parmi les archidiaques de Mende de l'année 1364 à 1374. Il fut vicaire général du pape Urbain V.

(2) Pierre Dalbiartz, figure dans la liste des chanoines sacristains, de 1359 à 1373.

(3) Etienne d'Auriac ou plutôt Etienne de Masauric, nous paraît originaire du Gévaudan, évêque de Mende.

dinalem, dictum de Caniliaco; item, unam cappellam rubeam, datam per reverendum patrem dominum Bernardum Alamandi (1), episcopum Condomiensis, de qua se retinuit, ut dicitur, usumfructum quandiu vivet, et custodiam voluit, quandiu vivet, penes fratrem ejus remanere, prout de predictis dicitur constare per instrumentum.

Que omnia supra proxime dicta expressata et designata, dicti domini canonici, nominibus quibus supra, preffato domino sacriste custodienda tradiderunt et assignaverunt. Que idem dominus sacrista ab ipsis dominis canonicis, nomine ipsorum et Capituli antedicti, in mei notarii et testium infra scriptorum presentia, realiter habuit et recepit ac pro habitis realiter et receptis habuit seque habuisse et recepisse, ex sui certa sciencia dixit et confessus fuit. De quibus dicti domini canonici, pro se ac pro dicto Capitulo, pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum.

Acta fuerunt hec Mimati a proximo, citra, infra dictam Mimatensis ecclesiam, videlicet tam coram altari Sancti Pauli, contiguo altari majori dicte ecclesie, ubi quadam caxa erat reposita, in qua erant vestimenta quedam, superius designata, quam coram altari majori de subtus tamen barrendas fustneas; presentibus discretis viris dominis Hugone Regordi, subsacrista; Johanne Lebratonis, presbiteris, in ipsa ecclesia Mimatensi, perpetuis beneficiatis; Raymundo Dedeti, Juliano Ymberti, Petro Greze, clericis, tes-

(1) Cet évêque était originaire du Gévaudan.

tibus ad premissa vocatis et rogatis. Et me Petro Magistri, clerico supradicto, et infrascripto notario publico, qui hec scripsi.

Postquam, Anno et principibus regnantibus quibus supra, videlicet die vicesima octava dicti mensis octobris. Noverunt universi, quod existentes in presentia Reverendi in Christo patris et domini, domini Poncii, Mimatensis episcopi et comitis Guaballitani supradicti, venerabiles viri domini Albertus de Petra (1), archidiaconus; Petrus Boerii, precentor; Pontius Alvernhacii, Guillelmus Golaberti et Johannes de Colenco ac dictus dominus Guillelmus, sacrista; idem, domini canonici, nomine suo et dicti Capituli, dictum suum inventarium continuantes, tradiderunt dicto domino sacriste, nominando et expressando et declarando ea omnia et singula que secuntur :

Et primo, ymaginem sancti Privati, cum corona sua grossa et cum ceptro regalie; item, ymaginem Beate Marie Virginis, antiquam, cum duobus chapeletis de perlis et lapidibus et cum uno mantello panni aurei; item, in altari, duas cruces magnas crustatas de argento; item, in altari, unam crucem modicam, de lutono, supra caxiam Beati Privati; item, unam crucem que portatur, cum baculo, in processionibus; item, etiam unam aliam crucem, que portatur in processionibus, de cristallo; item, unam aliam crucem, de argento, in qua portatur Corpus Christi, cum diversis lapidibus; item, unam crucem de argento que portatur in processionibus, contra lignum

(1) La famille des de Peyre, l'une des plus illustres et des plus anciennes de Gévaudan. Aldebert de Peyre figure parmi les archidiacres du Chapitre cathédral de Mende de 1377 à 1379.

dominicum que habet pedem etiam de argento, qui pes pro nunc non est in ecclesia, de quo fiet mentio in pede istius inventarii ; item, etiam unam aliam crucem de argento, magis longam et strictam quam precedentem, etiam cum pede de argento, qui pro nunc non est in ecclesia, de quo fiat mentio in pede istius inventarii : item, unam aliam crucem in qua est de ligno crucis, de argento, cum pede etiam de argento, que portatur in processionibus ; item, aliam modicam crucem que portatur in processionibus cum Crucifixo de argento, ligatum cum plumbo ; item, unam caxulam rotundam de argento, in qua est reconditum caput Sancti Privati ; item, unam caxetam, longitudinis unius palmi, de luctono, cum reliquiis ; item, unum tabernaculum Beate Marie, cum pede de argento, duobus angelis, cujus pes pro nunc non est in ecclesia, sed fiet mentio in pede inventarii ; item, unam perlam sine fermalh cum una nacla cum diversis lapidibus in medio ; item, unam platam de argento quadratam, pro dicta nacla ; item, unum reliquiarium modicum, de argento, in quo dicitur esse incastrata una de costis beate Marie Magdelene, alias data ipsi ecclesie per magistrum hospitalis Sancti Jobannis Jerhosolimitani ; item, aliud reliquiarium quasi simile, alias datum per dominum Raymundum de Aula, ipsi ecclesie, in quo est incastratus digitus Sancti Ypoliti ; item, aliud reliquiarium de argento, quod vocatur Sancti Andree, cum multis reliquiis, alias datum per dominum Raymundum Barroti (1), precentorem ; item, unum aliud re-

(1) Ce chanoine décéda en 1322, il avait été vicaire général du diocèse.

liquarium de argento, in quo est de lacte Beate Virginis Marie ; item, unum capud magnum, in quo est reconditum unum de capitibus undecim milium virginum ; item, unum aliud reliquarium modicum quadratum, cum uno magno cristallo, in quo sunt multe reliquie, cum quatuor leonibus parvis pro pedibus, alias datum per dominum Guillelmum Duranti, condam episcopi Mimatensis ; item, unum reliquarium in quo est una boceta de cristallo, cum pede de argento et lapidibus preciosis, in quo sunt multe reliquie, specialiter de Sancto Verano, alias datum dicte ecclesie per dominum Petrum Boerii (1), precentorem, cum uno repositoio de corio, quod reliquarium idem dominus precentor pro aptando recepit : item, unam caxam totam de cipresso in qua est recondita tibia Sancte Anastasie, munitam de lutono ; item, pera sancte Elene, que capsula cum dicta tibia est data ipsi ecclesie per dictum dominum precentorem ; item, unum tabernaculum de cipresso, munitum de diversis reliquiis, deauratum de super, eidem ecclesie datum per dictum precentorem : item, unum aliud reliquarium de argento deauratum, cum pede, cum diversis reliquiis, alias datum ipsi ecclesie per reverendum patrem, dominum Johannem Gasconis (2), condam episcopum Nemausensis, cum uno repositoio de corio ; item, unum tabernaculum cum diversis ymaginibus de ebore ; item, aliud tabernaculum depictum et deauratum in dua-

(1) M^{re} Pierre Boerii, était en 1385 acolyte du pape. Il figure dans la liste des précenteurs de 1370 à 1392.

(2) Jean Gascon, d'autrui disent Jean de Gasc, évêque de Nîmes.

bus peciis; item, unum altare portatile consecratum, de porfirio crustatum circumcirca de argento; item, duo candelabra de cristallo; item, quatuor candelabra de luctono, operis Lemovicensis; item, duos bordonos de argento; item, unum missale cum postibus crustatis de argento; item, unum textum evangeliorum, cum postibus crustatis de argento; item, unum scutellum de argento cum ysmaltis et ymagine Sancti Georgii, cum cathenis de argento, alias datum pro reliquiario, per Stephanum Gregorii; item, cohopenuram de corporalibus cum perlis; item, unam aliam cohopenuram de corporalibus; item, duo cornua de ebore; item, duas chânetas de argento, datas per Ramundum Malelli; item, alias quatuor chânetas de argento, quarum due non habent cohopenuria; item, unam crossam de argento cum uno pede crustato de argento, cujus caput pro nunc non est in ecclesia, sed fiet mentio in pede inventarii; item, quatuor crossas de ebore; item, quinque mitras cum quibus paratur altare; item, duo bassilia de argento que stant coram altari cum candelis accensis cum duobus aliis bassilibus de cupro stantibus infra dictam bassiliam, quolibet cum tribus catenis de argento, que bassilia de argento preter cathenas pro nunc non sunt in ecclesia, sed fiet mentio in pede inventarii; item, aliud bassinum sive platellum de argento quem penes se habet Bartholomeus Jaufre, marrellarius; item, unam coronam de argentatam cum diversis lapidibus preciosis que stat in capite Crucifixi altaris Sancte Crucis, in medio ecclesie, quam in presenti inventario apposuerunt, quia deponitur in principio cadragesime et reponi-

tur die veneris Sancta; item, unum turribularium argenti deauratum; item, aliud turribularium de argento, que duo pro nunc non sunt in ecclesia sed fiet mentio in pede inventarii presentis; item, alios duos turribularios ad communem usum; item, unam navetam de argento; item, unum cloqueare de argento; item, tria vasa pro crismate et oleis conficiendis; item, duo cloquaria de argento deaurato modica ad conficiendum crisma.

Que predicta omnia supra proxime expressata et designata preffati domini, nominibus quibus supra, dicto domino Guillelmo, sacriste, tradiderunt et assignaverunt, que preffatus dominus Guillelmus, sacrista a dictis dominis canonicis, nominibus quibus supra, habuit et recepit, seque habuisse et realiter recepisse dixit et confessus fuit cum intentione tamen et animo presens inventarium adhuc continuandi; et protestato etiam, per eum, quod sit, sibi salvum et licitum de jure suo et aliis causis de quibus volueri protestare dum et quando sibi expediens visum fuerit, loco et tempore opportuno.

De quibus domini canonici, quibus supra, pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec a proximo, citra, Mimate, infra dictam ecclesiam Mimatensis, videlicet coram altare majori ipsius ecclesie, in quo altari tunc erant et reponebantur predicta supra proxime expressata, dum dicto domino sacriste, illa nominando et expressando ac declarando tradebantur et assignabantur per dominos canonicos antedictos et hoc in presentia et testimonio predicti reverendi, in Christo patris et domini, domini Poncii Mimatensis

episcopi, dominorum Hugonis Regordi, subsacriste ; Petri Gui, presbiterorum dicte ecclesie Mimatensis, Raymundi Dedeti, Guillelmi Vestiti, clericorum ; Juliani Ymberti, bedelli ipsius ecclesie, et plurium aliorum ; et mei Petri magistri, clerici, supra et infrascripti notarii, qui hec scripsi.

Postquam Anno et principibus regnantibus quibus supra et die sexta mensis novembris. Notum sit quod prefati domini canonici, scilicet domini Aldebertus de Petra, archidiaconus ; Petrus Boerii, precentor ; Pontius Alvernhaci, Guillelmus Golaberti, Johannes de Colenco, Astorgius de Charboneriis, existentes in mei notarii et testium infrascriptorum presencia, ac dictus dominus Guillelmus, sacrista predictus, ipsi inquam domini canonici nomine suo et dicti Capituli continuantes dictum suum inventarium eidem addendo, tradiderunt dicto domino Guillelmo, sacriste. nominatim et expresse in mei dicti notarii et testium infrascriptorum presentia, ea que secuntur :

Et primo : unam mapam de tela de Alexandria, cum quibusdam crucibus de cirico, longitudinis duarum cannarum, latitudinis septem palmarum, alias datam per dictum dominum Petrum Boerii, precentorem ; item, alias duas mapas ex toto similes eschatatas, alias datas per dictum dominum B. episcopum Mimatensis quondam ; item, unam aliam mapam de cirico, totam plenam, cum una barra de rubeo, quasi usam in quolibet capite, qua est caxata, qua fiant due ; item, alias duas mapas similes, operatas de cirico cum diversis barris ; item, unam aliam mapam cum una magna barra inter duas modicas barras in quolibet capite, et una cruce in medio ; item,

unam aliam mapam cum duabus magnis barris de rubeo et tribus parvis barris de nigro de cirico in quolibet capite ; item, unam aliam mapam albam, totam plenam, operatam tamen de cirico albo per totum ; item, octo mapas albas quasi usas, pro altar, majori ; item, quindecim thoalhonos pro reliquiis portandis et pro altare ; item, duos toalhonos similes, operatos de cirico ; item, quatuor toalhonos simplices modicos ; item, unum toalhonum operatum de cirico, quos septem toalhonos precedentes dedit, alias, dictus dominus Petrus Boerii, precentor ; item, unum barbeiado datum per eundem dominum precentorem ad cohoperiendum ymaginem Sancti Blasii ; item, duos toalhonos ad portandum patenam ; item, octo cohopen-
turas pro altare majori pro Cadragesima et Adventu ; item, unam cohopen-
turam pro cathedra cum diversis barris de sandaco ; item, duas cortinas juxta altare, de armis Sancti Privati ; item, duas alias cortinas de tela ; item, cohopen-
turam tumuli Sancti Privati ; item, septem banerias antiquas ; item, unam cortinetam cum floribus, ab una parte ; item, unam banderiam cum ymaginibus sanctorum Gervasii et Prothasii alias datam per dictum dominum Petrum Boerii, precentorem ; item, duo pendicula de cirico pro crucibus ; item, duos aurelherios pro altari ; item, unum calicem argenti deauratum, alias datum per dominum Albertum Lordeti, condam Mimatensis episcopum ; item, unum alium calicem argenti deauratum ; item, unam caxetam depictam ad tenendum toalhonos ; item, cohopen-
turas de tela, pro pilaribus, de lutono, in Cadragesima et Adventu ; item, unam caxam de ebore plenam diversis reliquiis ; item,

unum pulvererium supra altare ; item, diversos pannos ad parandum circum circa ecclesiam in partitis, numero triginta ; item, duos parvos pannos pro pueris mortuis.

Que omnia supra, proxime dicta, designata, et expressata, preffati domini canonici, nominibus quibus supra, predicto domino Guillelmo, sacriste, tradiderunt et assignaverunt custodienda ; qui idem dominus sacrista, in mei notarii et testium infrascriptorum presentia, a dictis dominis canonicis, nomine ipsorum et Capituli ecclesie Mimatensis predictæ, habuit et recepit pro habitisque et receptis, dixit et confessus fuit, continuando dictum presens inventorium et protestato per ipsum, prout proxime supra, scilicet quod sibi salvum et licitum protestare de jure suo et de aliis causis, de quibus voluerit locis et temporibus debitis et opportunis. De quibus dicti domini canonici pro se et pro dicto Capitulo petierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Acta et recitata fuerunt hec a proximo et citra, Mimate, infra ecclesiam cathedralem Mimatensis, videlicet ante portam qua itur de dicta ecclesia, exeundo versus cimiterium (1) Sancti Blasii antiquitus dictum, sive versus planum Sancti Michaelis ; presentibus discretis viris dominis Johanne Raubilherii, Johanne Telhini, Gaucelino Achardi, priore de Cruce ; Andrea Chabrerii, ebdomadario, et Poncio ejus fratre, presbiteris ecclesie Mimatensis predictæ ; Guillelmo Servientis, Guillelmo de Fonte, clericis et corariis ejusdem ecclesie Mimatensis

(1) L'église cathédrale était entourée de sépultures. Dans ces dernières années on a découvert un ossuaire renfermant une grande quantité d'ossements qui furent transportés au cimetière Saint-Gervais.

Juliano Imberti et me Petro Magistri, clerico, supra infrascripto et notario qui predicta scripsi, etc.

Postquam, Anno et principibus regnantibus quibus supra, et die nona mensis predicti novembris. No-verint universi quod prenominati domini canonici, sci-licet domini Aldebertus de Petra, archidiaconus; Pe-trus Boerii, precentor; Poncius Alverhatus, Guillel-mus Golaberti, Astorgius de Charboneriis et Johan-nes de Colenco, ac dictus dominus Guillelmus Ba-chalar, sacrista, existens in presentia reverendi in Christo patris et domini, domini Poncii Mimatensis episcopi et comitis Guaballitani predicti, meique no-tarii publici et testium infrascriptorum; ipsi inquam domini canonici, dictum suum inventarium continu-antes, eidem addendo, tradiderunt ipsi domino sa-criste, in mei dicti notarii et testium subscriptorum presentia, ea que secuntur, illa nominando et expres-sando ac designando et declarando suumque dictum inventarium, ut predictum est, continuando. Et pri-mo: pro altari majori, unum missale mixto sine epistolis et evangelis; item, unum epistolarium; item, unum textum euvangeliorum; item, pro coho-pertura crucifixi altaris Sancte Crucis unum coho-pertorium panni diversi mode operati de ultra mari; item, etiam unam telam albam ad idem; item, pro altari Sancti Pauli unum officiarium missale cum quo-dam officario sine nota; item, unum epistolarium bonum; item, unum textum euvangeliorum bonum; item, unum calicem argenti cum pathena; item, ves-tes sacerdotales; item, duas mapas.

Item, pro cripta veteri Sancti Privati subtus altare Sancte Crucis, et primo: vestes sacerdotales; item,

res mapas altaris , item, unum calicem argenti cum patena ; item, chanetas de stagao ; item, corporalia ; item, unum missale ; item, unum officiarium cum nota, parvi valoris ; item, unum textum euvangeliorum ; item, epistolarium ; item, unum reliquarium.

In altari Sancte Crucis, dixerunt se invenisse sequencia, primo : quasdam vestes sacerdotales, nuper factas per Alasaciam , uxorem Guigonis Morres, munitas ex toto ; item, quasdam vestes sacerdotales, viridi coloris, munitas ex toto ; item, quasdam vestes sacerdotales, viridi coloris, munitas ex toto ; item, unam casulam albam de fustani ; item, tres mapas altaris ; item, corporalia ; item, unum cohoptorium de corio ; item, unum calicem argenti ab intus deauratum ; item, unam crucem de argento cum pede de lutono ; item, unum ensessier et unum thomier de lutono ; item, unum missale ; item, unum textum euvangeliorum ; item, unum epistolarium ; item, unum officiarium cum nota : item, pro cappella antiqua Sancti Blasii et Sancte Teele ; et primo sunt in Capitulo et ibi invenierunt ymagine dictorum Sanctorum : item retabula altaris ; item, ymaginem Beate Marie, de alabaustro ; item, unam crucem magnam, positam in altari Sancti Pauli ; item, unum coyssimum, positum in altare majori ; item, quasdam vestes sacerdotales datas ecclesie de Branosco ; item, unum calicem argenti cum patena, qui est in Capitulo ; item, duas virgas de ferro ad tenendum cortinas, que sunt in Capitulo ; item, quamdam caxam fuste, in qua invenerunt omnia sequentia, primo : quendam librum ecclesie videlicet epistolarium vetus ; item, textus et legendarium ; item, librum vocatum

collecta ; item, epistolarium bonum ; item, responsorium cum nota, antiquum ; item, missale bonum, novum ; item, missale antiquum ; item, duas cortinas altaris ; item, duas chanetas altaris ; item, duas postes ad dandum de pace ; item, quoddam candelabrum fuste ; item, quandam parvam caxiam cum reliquiis ; item, quandam parvam crucem incastratam in quadam caxa fuste ; item, quedam corporalia altaris ; item, quoddam cohopenatorium cori altaris ; item, tres mapas altaris ; item, duos tolhonos altaris modici valoris ; item, quoddam simbalum in campanili est ; item, quandam caxiam clausam cum clave ; item, quoddam scrineum ; item, quoddam forestol fuste ; item, sex fereos lampadum cum cordis suis ; item, novem scanna tam parva quam magna ; item, aliquos postes qui erant supra altare ; item, quandam crucem parvam de lutono ; item, quandam casulam de tela lividi, cum quadam cruce ante et retro et cum quibusdam rozis de tela ; item, quandam albam cum amictone, stola, manipulo et zona ; item, quandam aliam casulam duplicem cum crucibus, videlicet alteram tele lividi et alteram tele viridi et cruces sindones vermelh, cum stolo, manipulo et zona ; item, aliam cazulam panni aurei longam ante et retro et scriclam in spectulis, folratam de tela alba ; item, aliam cazulam cum leonibus in ramagio, cum quadam veta retro ; item, duas mapas altaris ; item, aliam casulam cum leopardibus cum veta in medio leopardi et veta ante, retro folratam de tela alba ; item, casulam cum leonibus cum magnis testis cum veta ante et retro, folratam de tela alba ; item, quandam albam cum manipulo solum ; item, unum velum de cirico ; item, duo capucia ad opud

Beate Marie et filii sui ; item , quendam caternum in quo sunt capitulo prime et vespere et quedam preces et quedam alia ; que bona fuerunt tradita omnia Bartholomeo Jaufre, marrellerio, pro custodiendo illa in Capitulo Mimatensi. Que omnia supra proxime dicta, expressata et designata, dicti domini canonici, nominibus quibus supra, preffato domino sacriste custodienda tradiderunt et assignaverunt ; que quidem idem dominus sacrista ab ipsis dominis canonicis, nomine ipsorum et Capituli antedicti, in mei dicti notarii et testium infrascriptorum presentia habuit et recepit ac pro habitis et receptis tenuit seque habuisse et recepisse dixit et confessus fuit prout supra, ipsa etiam tradendo nomine custodie Bartholomeo, marrellario, antedicto. Quibus omnibus sic traditis et assignatis per preffatos dominos canonicos eidem domino sacriste et per eundem dominum sacristam receptis. Preffati domini canonici volentes dictum suum inventarium concludere et eidem finem dare seu facere quo ad presens, cum tamen premitus interrogassent et petissent a quibusdam de ecclesia, ibi assistantibus, si ipsi sciebant sive erant memores aut recordabuntur si erant aliqua alia jocalia in dicta Mimatensi ecclesia, qui in presenti inventario non essent scripta, quod nunc dicerent et revelarent pro scribendo et repponendo in eodem et se informassent cum eisdem qui pro nunc non erant aliqua alia in hujusmodi presenti inventario scribenda seu repponenda preterquam superius scripta et designata quam ipsi scirent seu recordarentur, salvis tamem quodam calice, quodam turribulo et quodam urceolo de auro ; item, duobus bassilibus, duobus candelabris, quatuor

pedibus crucium, uno turribulo deaurato et alio turribulo de argento et quodam capite cujusdam crosse antique de argento, de quibus fiet mentio infra. Protestati fuerunt quod quamprimum ad ipsorum dominorum Capituli noticiam aliqua alia jocalia ipsius ecclesie devenerunt, quod in ipso inventorio non essent scripta, quod ipsi domini Capitulum et canonici parati sunt dicto suo inventario, eundem continuando, addere et scribere seu scribi facere ac ponere totiens quotiens eisdem expediens visum fuerit, et etiam opportunum pro utilitate et comodo ecclesie ac Capituli memorati. Item, dicti domini canonici, ut Capitulum et nomine dicti Capituli, ibidem dixerunt et exposuerunt quod cum ipsi domini canonici reperiant seu reperierint per non nulla instrumenta certa inventaria continentia, scilicet per iuventarium, olim factum per venerabilem virum dominum Petrum Borerii, canonicum et precentorem dicte ecclesie de non nullis jocalibus eidem ecclesie Mimatensis assignatis per eundem et per sancte memorie dominum Urbanum, condam, papam quintum, datis et transmissis aliqua jocalia in dicto inventario contenta, scilicet: quemdam calicem auri; quendam turribulum et quendam urceolum de auro, predieta per eundem dominum Petrum, alias ipsi ecclesie fuisse assignata et quod etiam alias per dictum Capitulum domino Johanni Boni Infantis, sacriste ecclesie Mimatensi condam, cum beneficio inventarii fuerunt tradita, prout de hoc latius constat per instrumentum seu instrumenta in notam sumpta per magistrum Armandum de Bosco, et me Petrum Magistri, supra et infrascriptum. Cumque etiam constet eis dicta jocalia et

non nulla alia jocalia videlicet : duo bassilia argenti, duo candelabra, quatuor pedes Crucium, unum turribularium deauratum, et alium turribularium de argento et quoddam capud cujusdam crosse antique, de argento, supra scripta, in ecclesia Mimatensi predicta seu inter thesaurum ipsius ecclesie non esse de presenti nec inveniri potuisse ; que etiam jocalia ultimo proxime dicta reperiuntur in thesauro ipsius ecclesie, olim fuisse scripta designata et posita, prout dicti domini canonici dixerunt costare per instrumenta antiqua, inventarium seu inventoria continentia de hujusmodi jocalibus facta, hujusmodi instrumenta in mei notarii et testium infrascriptorum presentia exhibendo et hostendendo et fidem plenariam faciendo; propter quod dicto suo inventario scribere et addere ac pronere non potuerunt nec possunt, ut ydeo prothestati sunt de penis a jure concessis contra inventarium non facientes seu facere renuentes, quas nullo lathenus incurrere possint, cum per ipsos non stet nec steterit, quominus predicta jocalia omnia et singula dicto suo inventario addidissent posuissent et scripserint seu scribi fecissent si ea in promptu haberent seu habuissent ; requirentes, nichilominus, dictorum jocalium indebite detentores quoscumque ac quoscumque canonicos qui predicta seu partem predictorum impignoraverunt sive impignorando tradiderunt per se vel per alios, sive sint presentes sive abscentes, quicumque sint neminem nominando qui hujusmodi jocalia de dicta ecclesia extraxerint, habuerint et secum portaverint aut alias impignoraverint, ea reddant et restituant dicte ecclesie et Capitulo, reddereque et restituere ac asportare procu-

rent cum effectu, alias prothestati fuerint de penis à jure concessis contra rerum sacrarum indebite detentores, necnon et de sententiis excommunicationum contra eosdem latis in litteris apostolicis per sancte memorie dominum Urbanum condam, papam quintum, concessis, contentis, et per constitutiones sinodales contra tales prolatis. Protestati fuerunt etiam sollempniter contra ipsos et eorum bona de interesse et valore eorundem bassilium et omnium aliorum jocalium predictorum ac etiam de expensis faciendis, si quas fieri contingerit per Capitulum memoratum in petendo et recuperando jocalia predicta a quibus cumque indebitis detentoribus eorundem. Ceterum dicti domini canonici, ut Capitulum et nomine dicti Capituli, desiderantes et affectantes omnia et singula supradicta per ipsos, ut superius continetur, dicto domino Sacriste tradita et assignata pro utilitate ecclesie et Capituli memorati, quantum possunt, sub fide et tuta custodia, nunc et in futurum in dicta ecclesia Mimatensi existere et remanere tres claves, quas venerabilis vir dominus Petrus Boerii, canonicus et precentor dicte Mimatensis ecclesie, in manibus suis tunc tenebat et que erant seu esse dicebantur cujusdam armarii scituati prope extra eorum dicte ecclesie, a parte sinistra versus altare majus de dicto coro assendendo, in quo armario ymagines Beati Blasii et Virginis Marie una cum nonnullis aliis reliquis et jocalibus, multis preciosis, de quibus superius habetur mencio, tenentur et reservantur; in signum majoris securitatis et thucioris custodie eorundem, dominis infrascriptis tradendas ut sequitur diviserunt prout etiam tenebantur vigore cujusdam compositio-

nis, alias inter predecessores ipsius sacriste et dictum Capitulum facte, tradiderunt namque primam clavem, quam penes eundem, pro jure dicti Capituli, voluerunt remanere venerabili viro domino Guillelmo Golaberti, eorum concanonico, pro annua presenti dicti Capituli bajulo; deinde secundam dicto domino Guillelmo Bachalar, sacriste predicto, ratione officii sui dicte sacristie, et demum terciam discreto viro domino Hugoni Regordi, subsacriste, etiam ratione officii dicte sue subsacristie, presentibus. Quas claves predicti domini Guillelmus et Hugo et eorum quilibet a preffatis dominis, Capitulo nichil contradicendo gratanter receperunt. Dicentes etiam ulterius dicti domini canonici quod ipsi predicta omnia et singula superius et infrascripta, ut canonici et Capitulum in Jomo Capitulum appellata congregati, super hoc capitulantes et capitulum suum tenentes et celebrantes in presentia ejusdem domini episcopi faciebant et fecerunt, presente etiam ibidem et assistente discreto viro domino Hugone Regordi, subsacrista ipsius ecclesie Mimatensis, qui predicta omnia et singula in sua custodia habuit et habebat ipsaque idem dominus Hugo et alii subsagristie predecessores sui in dicto officio, servare, custodire, administrare, in altari, ponere et deponere cappellas, vestimenta, pluvialia et alia ornamenta de caxis, armoriis et aliis locis in quibus conservabantur extrahere, tradere, ponere et reponere juxta morem ipsius ecclesie et ad ipsius Capituli voluntatem consueverunt. Quare cum idem dominus Hugo predicta omnia et singula in presenti inventario posita et declarata, realiter exhibuerit et ad oculum hostenderit dicti domini cano-

nici et Capitulum ac sacrista et quilibet per se eundem dominum Hugonem subsacristam, requisiverunt quatinus omnia et singula in presenti inventario contenta et per eum, ut premititur, exhibita et hostensa teneat, administret, ponat et repponat, servet et custodiat prout per eundem et alios predecessores suos subsacristas est acthenus fieri consuetum, ac dictis dominis Capitulo et sacriste exhibere, declarare, assignare et reddere ac tradere habeat quando per eosdem et quociens fuerit requisitus.

Et dictus dominus Hugo, subsacrista, dixit; et respondit ac obtulit se fore paratum predicta omnia et singula administrare, tenere, servare, custodire, ponere, repponere et alias facere de predictis omnibus et singulis prout per ipsum et alios predecessores suos predictos est fieri consuetum et melius si melius facere possit et valeat, ipsa que administrare exhibere et assignare ad requisitionem dominorum Capituli et sacriste predictorum, non intendens tamen se, nec ejus successores in dicto officio, astringere ad aliqua onera subportanda nec alia facienda quam facere consueverunt ipse et predecessores sui antedicti.

Et ibidem incontinenti, predicti domini canonici et Capitulum dixerunt se velle facere inventarium de libris omnibus ipsius ecclesie Mimatensis et ad ejusdem ecclesie usum destinatis, ac presenti inventario addere. Et primo dixerunt se invenisse et ad oculum vidisse, infra ecclesiam predictam, libros subsequentes: Et primo, octo Psalteria infra chorum; item, unum Responsorium a parte chori prope cathedram episcopalem, in quatuor voluminibus con-

similibus ; item, in medio chori, ab illa parte, unum Responsorium ; item, in loco Prepositi, unum Responsorium, in duobus voluminibus ; item, in loco domini archidiaconi, unum magnum Responsorium ; item, in medio chori, a parte domini archidiaconi unum Responsorium in duobus voluminibus ; item, in capite chori, ab eadem parte, unum Responsorium in duobus voluminibus ; item, in pilatorio, unum Responsorium ; item, unum aliud Responsorium magnum, antiquum ; item, octo Officiaria ; item, duos magnos libros Prozarum ; item, unum parvum librum Prozarum cum una cathena ferri ; item, unum librum vocatum Eschassier ; item, tres Collectas ; item, unum librum vocatum Marthologium ; item, unum librum pro processionibus et pro mortuis sepeliendis ; item, quinque libros pro processionibus ; item, unum alium librum pro processionibus quem habet dominus Johannes Vitalis, ebdomadarius ; item, alium Processionale quod habet dominus Petrus Devesa ; item, Constitutiones ; item, unum Ordinarum ; item, Flores Sanctorum ; item, duos Legendarios quorum unus est scilicet Feriale in duobus voluminibus, et Sanctorale, in aliis duobus voluminibus ; item, alium Legendarium, scilicet Sanctorale, in duobus voluminibus, noviter factum ; item, quinque lanternae ferreas ; item, duas lanternas de fusta ; item, unam lanternam de corio ; item, unum magnum librum Homeliarum dominicalium ; item, unum alium libretum de Divinis officiis qui est in eadem subsacristia ; item, unum librum Passionarium cum nota ; item, unum librum cum responsaria antiqua passione et miraculis Sancti Privati, in eadem subsacristia ; item,

unum pavalhonum de armis Sancti Privati, cum quinque armis domini domini Guillelmi Duranti, episcopi condam. Quibus libris scriptis et additis in inventario presenti per eosdem dominos canonicos eidem domini canonici requisiverunt dictum dominum sacristam, quatinus dictos libros recipiat et addat inventario predicto, per eum recepto, cum ipsi parati sunt jacere seu fieri facere unum armarium infra vel juxta chorum ecclesie predictae, prout facere tenentur vigore certe compositionis, alias inhite inter Capitulum Mimatensis et venerabilem virum Dominum Petrum Dalbiartz, sacristam ecclesie predictae. Et dictus dominus Guillelmus, sacrista predictus, respondit quod ipse, de presenti, non reciperet dictos libros, sed tamen paratum se fore obtulit dictos libros recipere et dicto suo inventario addere, cum tamen primitus dictum Capitulum et domini ejusdem dictum armarium, juxta predictum chorum, fecerint seu fieri procuraverint, prout ad hoc tenentur vigore dicte compositionis, in quo dictos libros custodire, tenere et reservare secure possit et valeat ad salvum jus sui, ecclesie et Capituli predictorum.

Post predicta vero ibidem incontinenti, predicti domini canonici et Capitulum dicentes se velle facere inventarium seu repertorium de libris omnibus ipsius Capituli et ad eundem Capitulum pertinentibus, dixerunt se invenisse et ad oculum vidisse ac inspexisse infra dictum Capitulum libros subsequentes : et primo, unum librum vocatum Lo catholicon ; item, unum librum vocatum Rationale ; item, Speculum juris ; item Repertorium juris ; item, unum librum parvum de proprietatibus rerum ; item, unum librum

vocatam Papiam ; item, unam magnam Bibliam in duobus magnis voluminibus ; item, unam aliam Bibliam, in uno magno volumine valde primam ; item, unum Psalterium glosatum intitulatum in rubro liber ymnorum vel Soliloquiorum, in magno volumine et magna littera ; item, unum alium simile et eodem modo intitulatum, in minori volumine ; item, unum alium librum intitulatum : Epistola Gregorii supra libro moralium Job, in duobus voluminibus consimilibus ; item, liber Jeronimi super Marchum et Augustinum, de vera religione, in uno volumine ; item, unum magnum librum Ambrosii super epistolas Pauli ; item, unam postillam super quatuor euvangelistis, in magno volumine et cum magna littera ; item, unum librum copertum de rubeo in quo sunt quedam cronice cum miraculis Sancti Privati ; item, quedam epistole et expositiones euvangeliorum Sancti Gregorii, in uno volumine ; item, unum librum intitulatum, in rubeo, Cimbolum, quam dictavit Sancte memorie Dominus Gregorius, papa ; item, alium librum intitulatum : Collationes patrum ; item, unum librum modicum, intitulatum : Incipiunt decreta Sanctorum pontificum ; item, unum alium librum, intitulatum Tractus Aurelii Augustini super evangelium Johannis ; item, aliam postillam antiquam super titulos Psalmorum ; item, unum alium librum, in quo est extrema pars vite Sancte Enimie et quedam ystorie antique ; item, unum librum intitulatum : Prefacio Jeronimi, in explanatione Ozec prophete ; item, alium librum antiquum qui in nigro incipit : Paulus apostolus ; item, aliud volumen Biblie de Genesi et quibusdam aliis libris Biblie sequentibus ; item, in alia

parte, sequentes libros dicte Biblie ; item, unum librum in quo est textus Mathei ; item, Cantica Cantorum glosata ; item, unum alium librum in quo sunt epistole Jeronimi ; item, alium librum intitulum : ab extra, secunda pars super epistolas Pauli ; item, alium librum intitulum ab extra , tertia pars Psalmorum ; item, unum alium librum intitulum ab extra : Sermonarius amici ; item, unum alium librum vocatum Dyalegor ; item, duos libros Sententiarum completos ; item, alios duos libros intitulatos : ab extra Augustinus super psalmos ; item, alium librum parvum de vilitate humane conditionis ; item, unum librum Ystorie scolasticarum ; item, librum Ethimologiarum Yzodorii ; item, librum Clementani supra expositione vocabularum ; item, unum librum modicum de expositione quarundam dictionum inusitarum ; item, quasdam modicas Decretales ; item, quasdam Constitutiones Clementis, pape tercii, in forma caterni ; item, unum modicum librum, qui incipit: Epistola Sancti Jeronimi presbiteri ad principium Virginem de Vita Sancte Marcelle ; item , in uno modico libro Epistole Jacobi, glosate ; item, librum Epistolarum Petri Blazensis ; item, unum librum in quo sunt aliqua euvangelia glosata ; item, unum modicum libretum, scilicet Penitentiale abbreviatum , item , Summa confessorum que incipit in ingro : nota quod lectorem iste Johannes ; item, Genealogiam Biblie, in uno rotolo ; item, unum librum vocatum Derivatorem ; item unum parvum librum vocatum : de vita, miraculis, inventione, translatione et? Sancti Privati ; item, unum Pontificale, factum et datum per dominum Guillelmu Duranti,

condam episcopum Mimatensis, scriptum cum magna et grossa littera, in quatuor voluminibus, quorum prima duo volumina sunt supra prima parte ipsius pontifficalis; tercium volumem, supra tercia parte; quartum volumem est supra quarta parte; duo volumina de istis fuerunt tradita domino episcopo ut dixerunt; item, Benedictiones episcopales in uno libro ejusdem littere ejusdem voluminis qui fuit traditus dicto domino episcopo; item, unum Collectarium ejusdem littere et ejusdem voluminis; item, unum magnum Missale, ejusdem littere, in duobus magnis voluminibus, secundum usum ecclesie Mimatensis; item, unum Missale mixtum, in duobus magnis voluminibus, in quorum primo volumine et majori est feriale et cum nota, in secundo est Sancto-lore et cum nota; item, unum librum Missale cum grossa littera, dicti domini Guillelmi, in parvo volumine ad usum Romanum; item, unum alium librum minoris voluminis et ejusdem littere, in quo est officium Beate Marie ad usum ecclesie Mimatensis, et quedam alia officia; item, unum Missale, mixtum cum officiaro, grosse littere, ad usum Romanum; item, unum Pontificale parvum; item, tres libros, cum postibus, in quibus sunt registrata plura instrumenta tangentia Capitulum; item, ad idem unum magnum caternum de vitulis; item, in clau-tro unum breviarium incathenatum pro eorum usu; item, unum librum Devinatione, quem habet magister Andreas Castelli; quos libros supra proxime scriptos et designatos dixerunt, predicti domini canonici, ad dictum Capitulum et ecclesiam Mimatensis pertinere, quos in inventario presenti addiderunt, ipsosque li-

broſ remanere voluerunt a predicta domo, Capitulum appellata, ubi eustodiantur et reseruentur prout athenus est fieri consuetum. Precipientes et expresse injungentes Bertholomeo Jaufredi, marellario, et Juliano Imberto, bedello dicti Capituli, qui claves dicte domus Capitulum appellata tenent et tenere consueverunt, ibidem presentibus quatenus dictas claves ac libros et alia in dicta domo concistencia custodiant, et conservent cum diligentia, prout athenus consueverunt.



Et incontinenti dicti domini canonici et sacrista protestati fuerunt, quod calicem, turribularium et urceolum de auro, duo bassilia, duo candelabra, quatuor pedes crucium, caput crosse, turribulum de argento, aliud turribulum de argento deauratum, de quibus supra habetur mentio ac libros et alia quicumque ad dictam ecclesiam pertinentia, quam citius ad manus ipsorum pervenerint, parati sunt addere et ponere in inventario presenti. Quibus omnibus et singulis sic peractis, predicti domini canonici et sacrista supplicaverunt reverendo in christo patri domino Poncio, episcopo Mimatensi et comiti Guaballitani, ibidem presenti, quatinus in omnibus et singulis predictis et per me notarium *infrascriptum* scriptis. De quibus omnibus satis plene extitit

informatus et in majori parte predictorum presens fuit, tanquam rite, juste et legitime factus auctoritatem suam ordinariam et judicariam interponat pariter et decretum et quod litteras opportunas eidem Capitulo concedere dignaretur monitorias, quod nullos libros de dictis ecclesia et Capitulo extrahere presumat preterquam necessarios pro divino officio exercendo, absque consensu Capituli memorati seu bajulorum dicti Capituli, sub certis penis per eum super hoc promulgandis; que littere debeant, suo magno sigillo patenti, sigillari. Et dictus dominus episcopus et comes predictus, supplicatione dictorum dominorum canonicorum et sacriste, tanquam juste et rationi consone annuere volens in hac parte in predictis omnibus et singulis in presenti instrumento contentis, tanquam rite, juste et legitime factis, et de quibus omnibus extitit plenarie per dictos dominos canonicos, sacristam et alios, ibidem presentes, informatus et in quibus, pro majori parte, dixit se fuisse presens; et quia prout dixit gaudebat et gaudere debebat de conservatione omnium predictorum, auctoritatem suam ordinariam et judicariam interposuit pariter et decretum in predicta domo, Capitulum appellata, existens et pro tribunali sedens, quem locum elegerat ad hec facienda, litteras predictas monitorias per dictum Capitulum petitas, concedendo, volens nichilominus quod, pro majori firmitate omnium premissorum, bulla plumbea Sancti Privati et sua huic presenti instrumento apponatur, juxta morem, per episcopos Mimatensis, sepius observatum. De quibus omnibus et singulis supra scriptis, dicti domini canonici et sacrista, nomine dicti Capituli

pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec Mimati a proximo, etc; citra incipiente.

Postquam anno et principibus regnantibus quibus supra et die nona mensis predicti novembris, etc; in dicta domo Capitulum appellata, presentibus: discretis viris dominis Gaucelmo Achardi, priore de Cruce; Johanne Tilini; Petro Spinassa, presbiteris; Bartholomeo Jaufredi, marrellario, et Juliano Ymberti, bedello, ac clericis dicte Mimatensis ecclesie et corariis, ac domino Hugone Regordi, predicto, necnon et discretis viris magistris: Bertrando Cortini, Guillelmo Marrani, notariis, et me Petro Magistri, clerico et notario publico supradicto, auctoritate episcopali in civitate et diocesi Mimatensi, qui in predictis omnibus et singulis una cum prenominationis testibus presens fui et de eisdem notam recepi et scripsi.

Deinde anno Domini millesimo trescentesimo octuagesimo primo et die tertia mensis decembris, illustrissimo principe domino Karolo, Dei gratia rege Francorum regnante; reverendo in Christo patre et domino domino Poncio, eadem gratia, Mimatensi episcopo et comite Guabalitani existente. Noverunt universi quod existentes Mimati in domo Capitulum appellata, in mei notarii et testium infrascriptorum presentia: venerabiles et circumspecti viri domini Petrus Boerii, precentor; Poncius Alvernhacii, Guillelmus Golaberti, Astorgius de Charboneriis et Raymondus Puelli, legum doctor, canonici ecclesie Mimatensis nec non et venerabilis vir dominus Guillelmus Bachalar, sacrista, et canonicus etiam dicte

Mimatensis ecclesie. dixerunt et exposuerunt quod ipsi domini canonici nomine ipsorum et Capitali Mimatensis, jam annus est lapsus et ultra sub certis horis, diebus et vicibus suum inventarium seu repertorium fecerunt de omnibus et singulis jocalibus in auro, argento, lapidibus preciosis seu aliis quibuscumque consistentibus, ornamentis, paramentis, libris et aliis quibuscumque ad ornatum decentibus et honorem ipsius ecclesie pertinentibus; et generaliter de omnibus quibuscumque, que, sub nomine thesauri ipsius ecclesie intelligi possunt et cum inventario dicto domino sacriste tradiderunt et assignaverunt quo ad eorum noticiam tunc occurrebant et ad memoriam reducebantur et que in promptu habebantur, et cum prothestatione quod ipsi Capitulo et dominis ejusdem esset licitum dicto suo inventario eundem continuando addere et scribere seu scribi facere ac ponere, si que alia reperirentur, que in eorum inventario non essent scripta nec posita, et hoc tosciens quoscians eis expediens visum foret et etiam opportunum pro utilitate et comodo ecclesie et Capituli memorati. Quodque adhuc sunt et restant eorum inventario scribenda et ponenda aliqua jocalia inferius declaranda et specificanda una cum libris ipsius ecclesie Mimatensis ad ejusdem ecclesie usum destinatis, quos libros dum dicti domini canonici preffato domino sacriste alias tradere et assignare, cum inventario voluerunt et acceptarunt; idem dominus sacrista predictus, suo inventario addere et recipere recusavit, respondendo quod quousque ipsum Capitulum et domini ejusdem quoddam armarium juxta seu infra choram fecissent seu fieri facere procurassent, non

reciperet dictos libros nec suo inventario adderet, sed tamen cum primitus dictum armarium per dictum Capitulum foret factum prout facere tenetur vigore certe compositionis, paratum se offerebat dictos libros recipere et suo inventario addere, prout de hiis et aliis supradictis constat et constare dixerunt per notam seu notas per me notarium infrascriptum receptas. Quamobrem, die presenti, preffati domini canonici in mei dicti notarii publici et testium infrascriptorum presentia personaliter constituti, deziderantes predictos libros una cum dictis jocalibus in ipsa Mimatensi ecclesia sub fida et secura custodia nunc et per imperpetuum existere et remanere, requisiverunt dictum dominum G. Bachalar, concanonicum eorum et sacristam dicte Mimatensis ecclesie, quathinus ut sacrista, cum inventario recipiat dictos libros cum etiam nomine et pro parte dicti Capituli armarium per eundem dominum sacristam, superius fieri petitum et requisitum, jam factum sit et completum. Quod armarium, ut dixerunt, de presenti adeo est bene paratum et ordinatum quod a quocumque intuenti pro ipsis libris tenendis et recolligendis discerni potest fore apertum. Requirentes eum etiam nihilominus ut dicta jocalia de quibus supra habetur mentio, dicto inventario addat; qui dominus sacrista dixit et obtulit se fore paratum inventarium velle facere de libris et jocalibus predictis prout tenebitur juxta et secundum compositionem alias inter Capitulum et sacristas, predecessores suos factas.

Deinde vero dicti domini canonici, nomine quo supra, suum inventarium continuantes et illud com-

plere volentes. dixerunt se de bonis et jocalibus ecclesie predictae amplius invenisse et ad sui noticiam occurrisse et memoriam reduxisse libros et jocalia predicta, que jocalia sunt hec. scilicet: unus calix auri; item, unus turribulus auri; item, unum orcelolum auri; item, unum reliquiarium de crystallo. Quos libros una cum dictis jocalibus, preffati domini canonici, nomine suo et Capituli, dictum suum inventarium continuando et eidem addendo preffato domino sacriste tradiderunt et assignaverunt per eundem dominum sacristam, prout tenetur, custodienda et reservanda. Et primo: dictum calicem auri cum pathena. ponderis septem marcharum trium unciarum quatuor denariorum, precio quinquaginta trium florenorum et unius tercii; item, per facturam? cujuslibet marche septem florenos et dimidium summa auri quater centorum quinquaginta unius florenos Camere; item, in medio dicti calicis est unus circulus in quo sunt octo lapides preciozi et sexdecim perle qui est in pede dicti calicis a parte ante. Primo, est ibi supra Crucifixò una esmerauda grossa et cadrata, extimata viginti quinque florenos Camere; item, unus balassius longus estimatus viginti florenos Camere; item, sequitur alia esmerauda plus longa quam quadrata, extimata decem et octo florenos.

Sequitur alius balassius, ad modum cordis, extimatus decem et octo florenos auri Camere; item alius balassius pertuzatus quasi ejusdem forme, extimatus quindecim florenos. Sequitur alius balassius planus de super, extimatus quindecim florenos; item, alia esmerauda rotunda, extimata sexdecim florenos; item, sequitur aliud balassius longus de super rotundus,

extimatus decem et octo florenos; item, sexdecim perle, extimate quinquaginta sex florenos; summa totius calicis: sexies centum quinquaginta duorum florenorum Camere; item, et unum repositorium de corio, extimatum duodecim florenos; item, sunt in eodem due marche, due uncie, decem et octo denarii argenti, precio pro marcha novem florenorum; summa totius repositorii: triginta trium florenorum unius grossi et trium denariorum; item, turribulum auri, operis Parisiensis, operatum cum diversis fenestragiis, ramatgiis, angelis, literis Sarracenorum, cum diversis esmaltis et armis dicti domini nostri pape, ponderis Curie sex marcharum, precio pro marcha cum repositorio de corio, sexaginta florenorum, valent tres centos sexaginta florenos; item, urceolum auri, operis Grecorum, de super cum diversis ymaginibus cum una cathena, cum armis dicti domini nostri pape, de subtus, ponderis Curie quatuor unciarum medie, pro marcha quinquaginta florenos, cum repositorio de corio, valent tres centos triginta unum florenum et quartum; item, dictum reliquarium in quo est una boceta de cristallo cum pede de argento et lapidibus preciosis in quo sunt multe reliquie, specialiter de Sancto Verano, alias datum dicte ecclesie per Dominum Petrum Boerii, precentorem, cum uno repositorio de corio; quod reliquarium per eundem dominum Petrum, alias ab inventario, causa reparandi et meliorandi amotum et ejectum fuerat, quod die predicta in dicta domo Capitulum appellata, predictis dominis canonicis capitulantibus, me notario et testibus infrascriptis presentibus fuit publice exhibitum, presentatum et hostensum; item, traiderunt et assignave-

runt preffati domini canonici, nomine quo supra, dicto domino sacriste, libros omnes ipsius ecclesie et ad ejusdem ecclesie usum destinatos, de quibus supra fit mentio, dicentes se invenisse et ad oculum videsse infra ecclesiam predictam libros sequentes ; et primo : octo Psalteria infra chorum ; item, unum Responssorium, a parte chori prope cathedram episcopalem, in quatuor voluminibus consimilibus ; item, in medio chori, ab illa parte, unum Responssorium ; item, in loco prepositi, unum Responssorium in duobus voluminibus ; item, in loco archidiaconi, unum magnum Responssorium ; item, in medio chori, a parte domini archidiaconi, unum Responssorium in duobus voluminibus ; item, in capite chori, ab eadem parte, unum Responssorium, in duobus voluminibus ; item, in pulpitorio, unum Responssorium ; item, unum aliud Responssorium magnum antiquum ; item, octo Officiaria ; item, duos magnos libros Prosarum ; item, unum parvum librum Prosarum cum una cathena ferri ; item unum librum vocatum Esclassier ; item, tres Collectas ; item, unum librum vocatum Marthologium ; item, unum librum pro processionibus et pro mortuis cepeliendis ; item, quinque libros pro processionibus ; item, unum libretum pro processionibus ; item, unum alium Processionale ; item, Constitutiones ; item, unum Ordinarium ; item Flores Sanctorum ; item, duos Legendarios, quorum unus est scilicet feriale, in duobus voluminibus, et Sanctorale in aliis duobus voluminibus noviter factum ; item, unum magnum librum Omeliarum dominicalium ; item, unum libretum de divinis officiis, qui est in subscristia ejusdem ecclesie Mimatensis, ut dicebatur ;

item, unum librum Passionarium, cum nota ; item, unum librum cum responsaria ? antiqua Passione et miraculis Sancti Privati, in eadem subsacristia.

Quibus quidem libris una cum dictis jocalibus supra proxime designatis, expressatis sicut premissum est et scriptum et in inventario presenti per eosdem dominos additis, iidem domini canonici, nomine quo supra, huiusmodi libros et jocalia prescriptos, dicto domino sacriste assignaverunt, tradiderunt et comiserunt per eundem et suos ad hoc deputatos seu deputandos custodienda diligenter et reservanda prout tenetur. Et dictus dominus sacrista, presente ibidem et assistente discreto viro domino Hugone Regordi, presbitero, subsacrista dicte ecclesie Mimatensi, qui tam hodie quam alias diversis vicibus dum inventarium seu inventaria fiebant continue presens erat, libros et jocalia prescriptos a dictis dominis canonicis, nomine quos supra, recepit et pro receptis habuit.

De quibus peccierunt fieri publicum instrumentum. Que jocalia cum dictis libris eidem domino Hugoni, subsacriste predicto, predictus dominus Guillelmus, sacrista, sub eisdem modo et forma quibus hodie et alias ab ipsis dominis canonicis, nomine quo supra, recepit, tradidit incontinenti, comisit et assignavit custodienda per eundem dominum subsacristam et reservanda.

In qua assignatione et traditione dictus dominus Hugo, subsacrista, dixit se cito concentire. Dictus vero dominus sacrista ad hostendendum qualiter idem dominus subsacrista inventarium facere et cum inventario recipere teneatur, ab eodem domino sacrista, jocalia, paramenta et ornamenta ipsius ecclesie quecumque, exhibuit

et presentavit et ostendit quoddam prima facie publicum instrumentum, certum inventarium continens, per dominum subsacristam in eodem instrumento nominatum quodam factum, quod instrumentum dum sic ut prefertur per eundem dominum sacristam produceretur, venerabilis vir dominus Petrus Boerii, canonicus et precentor ejusdem ecclesie de ipsius domini sacriste manibus cepit et de contentis in eodem dicto domino Hugone, audiente et precipiente aliquathulum legit. Qui dictus subsacrista audito et percepto paululum tenore dicti instrumenti et de materia de qua cavetur in eodem, cum per dictum dominum precentorem legeretur, dixit se non teneri ad petita per dictum dominum sacristam, eo quare ipsum instrumentum adeo est antiquum quod adversus hujusmodi instrumenti et contenta in eo propter ipsius antiquitatem posset prescriptio allegare et jam transivit prescriptionem, ut dixit, et ex eo etiam quia in dicto instrumento non sit mentio nisi de jocalibus, paramentis et ornamentis ipsius ecclesie antiquis et non de jocalibus modernis per Sancte memorie dominum Urbanum, quondam papam quintum, ecclesie Mimatensis datis unquam de quibus non reperitur predecessores suos inventarium fecisse nec cum inventario unquam recepisse, ut dixit. Qui dominus sacrista nomine suo et aliorum dominorum canonicorum et dicti Capituli audientes dictum dominum Hugonem, subsacristam prescriptionem allegasse, dixerunt et asseruerunt quicumque officiarium quovis officio constitutum per prescriptionis remedium sive privilegium non posse nec debere excusari quominus ad onera subportanda et exercenda teneatur, ad que ratione sibi injuncti officii teneri reperitur et est astrictus; et dictus dominus subsacrista, non obstanti-

bus predictis per dictos dominos precentorem et sacristam, nominibus quibus supra, allegatis, dixit et respondit ut supra se non teneri ad petita per eundem dominum sacristam, et ex eo etiam quia cum in dicta ecclesia sint plures porte, ipse non tenet claves omnium portarum ipsius ecclesie, ymo ex ipsis clavibus aliqui domini canonici tenent aliquas ut dixit. Preffatus vero dominus sacrista, non obstantibus predictis, per ipsum dominum subsacristam allegatis, tradidit et assignavit ut supra. Et nihilominus dictus dominus Hugo, subsacrista, non concecniens respondit ut supra, adhiciens quod si dictus dominus sacrista per instrumenta sive testes aut documenta alia legitima reperiatur et eum ad plenum informare possit predecessorem suum, scilicet dominum Guillelmus Boscheti, subsacristam ecclesie Mimatensis condam, de jocalibus reliquiarum, paramentis et ornamentis per sancte memorie dominum Urbanum, papam quintum predictum, ipsi ecclesie Mimatensi datis, inventarium fecisse et cum inventario recepissee, paratum se obtulit facere quod debebat et fuerit rationis; offerens se etiam nihilominus bene et fideliter administrare, regere et gubernare et suam circa eadem administrando diligenciam facere sic et prout facere consuevit et melius si melius facere possit, seque in administratione hujus et gubernatione legaliter habituri, non astringens tamen se nec astringere intendens ad alia onera subportanda nec alia facienda quam facere consueverunt ipse et predecessores sui. Quibus itaque paratum preffati domini canonici una cum dictis dominis sacrista et subsacrista ac me notario et testibus infrascriptis exeuntes de domo Capitulum appellata, et via recta versus ecclesiam tendentes eandem, cum infra fuerunt ecclesiam

per chorum suum transitum faciendo, quodam armario primitus aperto in quo tenentur et teneri consueverunt ymagines, videlicet: Beate Virginis Marie et Beati Blasii cum nonnullis aliis jocalibus reliquiarum per Sancte memorie dominum Urbanum papam quintum, ad ipsam ecclesiam Mimatensis missis, ipsi inquam domini canonici nomine suo et dicti Capituli exhibuerunt, presentaverunt et hostenderunt omnibus predictis testibus presentibus et videntibus, palam et publice, dicta tria jocalia de quibus supra fit mentio, scilicet calicem, turibulum et urceolum auri, superius declarata, designata et specificata, ipsa que post quasi incontinenti infra eundem armarium incluserunt cum clavibus firmiter et clausurunt. De quibus predicti domini canonici pecierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium iuferscriptum. Acta fuerunt hec a proximo et incipiente, etc.

Deinde, anno Domini millesimo trescentesimo octuagesimo primo et die tertia mensis decembris, etc. citra. Mimate tam infra dictam domum Capitulum appellatam quam infra eandem ecclesiam, scilicet in loco illo qui est supra corum et de subtus altare majus ipsius ecclesie juxta armarium predictum, presentibus magistro Johanne Brondelli, notario, diocesis Viridunensis; Juliano Ymberti, marrellario dicte ecclesie Mimatensis; domino Guillelmo Cobe, presbitero, testibus ad premissa vocatis. Et me Petro Magistri, notario publico sepe dicto qui de predictis notam recepi.

Consequenter, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo septimo et die nona mensis julii, illustri principe domino Karolo, Dei gratia, rege Francorum regnante et reverendo in Christo patre domino Johanne eadem gratia, Mimatensi episcopo et comite Guaballi-

tano existente. Noverint universi singuli presentes pariter et futuri, quod existentes Mimate in domo Capitulum appellata, venerabiles viri domini Urbanus, (1) prepositus; Guillelmus Bachalar, sacrista; Poncius Alvernha-cii, Raymundus de Colandris, Raymundus Puelli, legum doctor; Petrus Volmanerie, Stephanus de Miromonte, Guillelmus Pradetas, Petrus Bascle, Johannes Senhoreti (2), Guillelmus de Mostuejolis, canonici ecclesie Mimatensis, ipsi inquam domini canonici predicti ut Capitulum et Capitulum suum generale tenentes et celebrantes, attendentes et ad memoriam reducentes, nuper fuisse data ecclesie Mimatensi, per reverendum in Christo patrem dominum Poncium de Garda, condam ipsius Mimatensis ecclesie episcopum, non nulla jocalia concistencia tam in vestibus sacerdotalibus, paramentis, reliquiariis et in aliis, prout infra continetur, Cupientes in dicta Mimatensi ecclesia perpetuis temporibus sub fida custodia colloquata remanere, esse et existere; hoc ideo dicta die, preffato domino Guillelmo Bachalar, eorum con-canonico et sacrista. presente ibidem domino Hugone Regordi, subsacrista ipsius ecclesie Mimatensis, tradiderunt, assignaverunt et custodienda comiserunt: Et primo, unum pluviale rubeum de velueto, laboratum sive decoratum de super cum floribus indii coloris, et cum ramagiis fili aurei cum aurifreziis de Florentia, cum ymaginibus Passionis Christi et quorundam apostolorum:

(1) Urbain de Senhoret, dit de Grisac, fils de Pierre de Senhoret, seigneur de la Roche-Sainte-Marguerite, au diocèse de Rodez, proche parent du pape Urbain V. Il fut prévôt de l'église cathédrale de Mende. Il résigna son bénéfice en 1395, et se maria ensuite. (G. 1447 f° 161).

(2) Jean de Senhoret était frère d'Urbain.

Item, unam casulam ejusdem panni et eodem modo laboratum cum aurifresis de Florentia et istoria Beate Marie; item, unam tunicellam et dalmaticam de dyaspre rubeo cum paramentis panni viridis vocati macabat? item, duas tunicellas panni rubei vocati sanut? cum paramentis panni rubei, vocati matabat pro episcopo, in quarum manitis sunt duodecim botoni argenti rotundi parvi; item, unam albam cum paramentis panni rubei de velueto cum ymaginibus apostolorum; item, unum amictorium ejusdem panni et ymaginibus apostolorum; item, una stola et manipulum ejusdem panni et ymaginibus etiam apostolorum et virginum; item, unam zonam rubeam de cirico; item, quasdam sandalias de diaspre rubeo cum suis caligis; item, unum faldistorium de diaspre rubeo; item, duo pulvinaria sive menbotz (?) de syndone viridi, laborata diversis ramatgiis, avibus, de cirico diversi coloris; item, unum reliquarium de argento deaurato cum duobus angelis tenentibus reliquias diversorum sanctorum, inter quas est unus deus beati Petri apostoli, ponderis undecim marcharum, prout ipsi domini canonici asserebant constare per notam manu magistri Benedicti Durantii, notarii, scriptam, cum quadam parva Cruce que potest removeri; in quibus predictis erant et sunt arma dicti domini episcopi; item, duos pannos lane, coloris viridis, cum armis dicti domini episcopi; item, unum tapetum de Yspania, cum armis domini cardinalis de Canilhaco, de quo tapeto fuerunt facta duo, post mortem dicti domini episcopi; quos pannos cum dictis tapetis idem dominus sacrista cum protestatione sibi salva per eum alias facta dum sibi tradebantur per Capitulum, panni de quibus supra in inventario, per me notarium supra et infra scrip-

tum sumpto, latius continetur recepit. Item, tradiderunt preffati domini canonici ut Capitulum et capitulantes, ut supra, ultra predicta jocalia supra proxime designata et assignaverunt ac custodienda comiserunt preffato domino sacriste, scilicet : quamdam capam sive pluviale indii sive percii coloris, panni de Damasco, cum compassibus, infra quos sunt quatuor forme ad modum quatuor foliorum, et in aliis galli coronati fili aurei cum suis aurifreziiis de Anglia ystorialis et textis de filo aureo, in quibus sunt undecim ystorie ultra ystoriam capucii, in quo capucio est ystoria Coronationis Beate Marie et alia similis ystoria in summitate dicti aurifrezii. Item, tradiderunt unum librum vocatum Missale sine epistolis et euvangelis, ad servicium altaris majoris, datum per venerabilem virum dominum Petrum de Monteauroso, condam Mimatensis ecclesie canonicum ; qui liber finit in ultima linea primi folii : velit ; et in fine secundi folii, in ultima linea finivit : sanctissimi. Que predicta omnia supra proxime declarata, designata et specificata, preffati domini canonici et ut Capitulum tradiderunt, assignaverunt et comiserunt custodienda dicto domino sacriste, eorum concanonico, prout ad ipsum pertinent tanquam sacrista ; que idem dominus sacrista recepit si dictus dominus Hugo recepire velit alias non. Et nichilominus dicti domini canonici tradiderunt ut supra ; quoque ibidem incontinenti dicto domino Hugoni Regordi, subsacrista, ab eisdem, modo et forma quibus a dicto Capitulo custodienda recepit, tradidit, remissit et assignavit custodienda, in quibus dictus dominus Hugo dixit se minime concentire nec se unquam concentisse, ut dixit, sed tamen obtulit se fore paratum bene et fideliter administrare, gubernare, regere et conservare prout con-

suevit et melius si melius facere possit, prout dixit, se alias obtulisse et respondisse ut dixit. De quibus preffati domini canonici, nomine quo supra, petierunt sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum. Acta fuerunt hec Mimata, infra dictam domum Capitulum appellatam, presentibus dominis Petro Guini, Johanne de Plano, presbiteris, Petro de Podio, marrellario dicte ecclesie Mimatensis, testibus ad predicta vocatis. Et me Petro Magistri, notario publico, auctoritate episcopali in civitate et diocesi Mimatensi, qui in premissis presens dum sic fierent interfui. Et requisitus notam de eisdem recepi et scripsi, de qua per clericum fidelem juratum et substitutum meum, hoc presens et publicum instrumentum hic extrahi et grossari feci ad opus reverendi in Christo patris et domini domini Roberti, digna Dei providencia, episcopi Mimatensis et comitis Guahallitani seu ejus procuratoris, in quinque pargameni peciis seu pellibus et dimidia, cum in una comode interesse non posset sutis et junctis ad invicem cum cabilheriis coloris albi. Quarum pellium prima incepit in sexta sui linea a principio computanda inventarium et sunt in eadem quecumque in penultima vero sui linea a principio computando incipit Omnium Sanctorum et finit in eadem ystoriata; secunda vero pellis incipit in quarta sui linea a principio computando octo florenos, et finit in eadem: item sunt; in ante penultima vero sui linea a principio computando, incipit ipsarum, et finit in eadem completo suo; in penultima autem sui linea a principio computando incipit: aliis causis et finit in eadem hoc. Quarta vero pellis incipit in tertia sui linea a principio computando:

regnantibus, et finit in eadem Astorgius. in ultima vero sui linea a principio computando incipit: de vita, et finit: in eadem modicum. Quinta vero pellis incipit in tertia decima sui linea a principio computando auro, et finit in eadem dictam; in quadragesima vero sui linea a principio computando incipit, seu notas, et finit in eadem, in ipsa presens vero et mediam pellis incipit in quinta sui linea a principio computando inventario, et finit in eadem jocalia; in undecima vero sui linea a principio computando incipit specificata et finit in eadem tanquam sacristam. Quodque facta diligenti collatione de presenti instrumento ad dictam notam unacum dicto jurato et substituto meo, hic me manu mea propria subscripsi et signum meum apposui solitum et consuetum in fidem et testimonium omnium premissorum. Et ex licencia michi super hoc ad instantem requisitionem procuratoris supra nominati domini episcopi Mimatensis, per venerabilem virum dominum officialem Mimatensis, literatorie data et concessa prout de hujusmodi licencia datione et concessione constat per quasdam patentes litteras, ab eodem domino officiali emanatas, in papiro scriptas et sigillo autentico Curie officialatus Mimatensis, a tergo earum sigillatas; quarum literarum tenor sequitur in hec verba: Officialis Mimatensis, magistro Petro Magistri, notario publico, auctoritate episcopali, in civitate et diocesi Mimatensi, salutem in domino; ut de quadam nota. olim per vos recepta, continente inventarium sive repertorium factum per venerabilem Capitulum Mimatensis seu dominos canonicos ipsius nec non sacristam et subsacristam, dicte ecclesie, de jocalibus et ornamentis et paramentis ecclesie Mima-

tensis atque valorem, ad quem extimata fuerunt, instrumentum publicum extrahere, et in modum seu formam publicam reddigere seu per alium extrahi facere signoque vestro signare ipsumque inde procuratori domini nostri Mimatensis episcopi tradere possitis et valeatis; vobis, per presentes, licenciam concedimus atque damus, quamvis de eisdem pro parte dicti domini nostri Mimatensis episcopi non fuerit petitum alias instrumentum cum ipse procurator instrumento ipso indigeat certis ex causis per eundem nobis expositis. Datum Mimate, die penultima mensis octobris Anno Domini M. CCC° nonagesimo secundo. R. officialis, Durantus.



Nous croyons devoir donner soit une copie soit une analyse de divers documents relatifs au trésor de l'église cathédrale de Mende. Plusieurs de ces documents offrent un certain intérêt historique.

Inventaire des ornements confiés par le sacristain au prieur de la Croix en 1370. — G. 1364, folio 31.

Sentence arbitrale rendue par l'évêque Bompar Virgile, entre le Chapitre et le Sacristain pour la garde des reliques et ornements donnés par le pape Urbain V. 1373 — au registre G, 1356 folio 64.

Prière faite au sacristain par le Chapitre de se charger par inventaire des bijoux, reliques et ornements donnés à cette église par le pape Urbain V et de consentir à ce que les objets susdits fussent estimés. 1376. (G. 1447).

LETTRE DU ROI CHARLES VI

RELATIVE A L'ALIÉNATION FAITE, PAR LES
CHANOINES DE MENDE, DES JOYAUX DE
L'ÉGLISE CATHÉDRALE

1392

Charles, par la grace de Dieu roy de France, Au Sénéchal de Beaucaire et au bailli de Gevaudan ou a leurs lieutenants, Salut. — Les gens nobles et communes dudit païs de Gevaldam avecques leurs adherens nous ont exposé en compleingnant que feu le pape Urbain le quint, pour le temps qu'il vivoit, par grant devotion et pour la singuliere affection quil avoit à l'église cathedral de Mende et aus dits exposans, donna et fist bailler de fait plusieurs beaux et riches joyaulx d'or et d'argent, garnis de plusieurs pierres precieuses qui valoient bien la somme de trois mille frañs et volt et ordena que iceulx joyaulx feussent et demourassent perpetuellement et a toujours à la dicte église de Mende senz ce que le Chapitre dicelle ne aultres personnes quelxconques en puissent aucune chose vendre, aliéner ou transporter hors de la dicte eglise ne de la dicte ville et cité de Mende, sur peine d'escommeniement,

et ja soit que la dicte eglise et tous les biens d'elle aient esté de tres long et ancien temps et encore soient en nostre protection et spéciale sauvegarde et que par la constitution et ordenance que en fist ledit pape Urbain, il ne loise (1) a aucun faire aliénation aucune desdiz joiaulz ne les mettre ou hors de ladite église ne de la dite ville et cité de Mende. Neantmoins ceulx de Chapitre de ladite église de Mende, de leur volonté désordonnée sans pouvoir ou auctorité qu'ilz aient de ce faire et contre le gré et consentement des diz exposans, à qui la chose touche et regarde comme elle fait ausdiz de Chapitre, ont de fait vendu, aliéné, engaigié et transporté hors de notre royaume une partie desdiz joyaulx et encore s'efforcent de jour en jour de vendre, aliener, engaigier, et transporter hors de la dite église ce qui en est demouré, qui est fait de mauvais exemple en encourant les dites sentences descommeniement et enfraingnent notre dite sauvegarde et en grant grief, prejudice et dommage desdiz exposans si comme ilz dient en nous requerant que sur ce nous leur vueillons pourveoir de remède gracieux et convenable. Pourquoy, nous ces choses considérées, vous vous mandons et pour les causes dessus dites, et pource que la dite ville est assise es metes (2) de voz juridictions, commettons et à chacun de vous que se appelez ceulx qui seront a appeller il vous appert estre ainsi, faites commandement ausdiz de Chapitre, de par Nous, et à tous autres a qui il appartendra

(1) Ne loise : c'est-à-dire qu'il ne soit permis.

(2) limites.

que sur certaines et grosses peines, à nous a appliquer, ilz ne vendent, transportent ou aliènent aucune chose desdiz joyaulz, et tous ceulx qu'ilz ont transportez ou alienez hors de la dite église ilz les raportent ou facent rapporter tantost et sens delay et remectre au lieu ou ilz doivent estre mis, et à ce les contraignent ou faites contraindre par la prinse et détention de leur temporel et par toutes autres voyes et manieres deues, et s'il y chiet debat ou opposition, faites aux parties, icelles oyes sommerement et de plain seuz long procès, bon et brief accomplissement de justice.

Car ainsi le voulons nous estre fait, nonobstant quelxconques impetracions subreptices à ce contraires.

Donné à Paris le XII^e jour de Septembre, l'an de grace Mil. CCC. III^{xx} et douze et de notre regne le XII^e.

Par le Roy a la relation du Conseil

Signé: SAVIGNY

Archives départementales: G. 701.

Deux lettres du même prince et pour le même objet. L'une du 12 septembre 1392, est adressée à son premier sergent; l'autre du 13 septembre, même année est adressée au Maître des ports de la Sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes. — G. 701.

M^{re} Bernard Alemand, évêque de Condom, natif de Mende, fonda la chapelle appelée de *Condon* et donna une très riche croix qu'on appelait aussi de *Condon*, et à la fin de ses jours il chargea ses exécuteurs testamentaires de délivrer au Chapitre une image en relief de St, Jean Chrisostôme et une chape processionnelle. 1417. — G. 1085 et 1447.

Inventaire des reliques joyaux et ornements de l'église cathédrale, dressé en 1465. — G. 1084, folio 33.

Le Chapitre vendait ou engageait partie de l'argenterie, notamment les bassins quand il y en avait de superflus dans la sacristie, comme appert par les actes sur ce dressés au livre appelé *Capituli Stephani Torrentis*, où l'on trouve des obligations, sur ce sujet, de noble Bertrand de Cénaret, en 1471. — G. 1085.

MISSIVE DU ROI FRANÇOIS II

ADRESSÉE AU DOYEN, CHANOINES ET CHA-
PITRE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE MENDE.

1560

De par le Roy.

Chers et bien amez, vous scavez les troubles qui sont aujourd'hui au faict de la Relligion entre les subjectz de noz royaulme, païs, teres et seigneuries, et comme soubz umbre dicelle aucun se sont ja eslevez a l'encontre de nous, contrevenans et enfraignans noz ordonnances et injonctions ; A quoy désirons par tous moiens pourveoir et mesmes pacifier lesdictz troubles et oster aux desvoiez leur mauvaise volonté et oppinion, nous avons pour y pourveoir et résister a leurs entreprises esté contrainctz faire lever et mettre sus certain nombre de gens de guerre et requérir non seulement vostre Evesque, mais vous en particulier, que pour partie des paiemens et solde desditz gens de guerre, vous nous vueillez, de vostre part, comme ceulz à qui le faict touche autant qu'a nulz autres, aider de voz facultez et jusques a y employer par engagement, s'il en et besoing, et ne pouvez par autre moyen

recouvrer plus promptement deniers, vos vesselles et autres precieulx meubles, mesmes les reliquaires et joyaulx de vostre église, de la somme de mil livres tournois, et pour vous faire ceste requeste avons commis nostre ami et féal le Senechal ou son lieutenant; vous priant et exortant à ceste cause que mectant par vous en considération ce que dessus, vous nous vueillez octroier et accorder ladite somme, et icelle promptement fournir es mains du trésorier de nostre espargne ou de nostre receveur général à Lyon, par les quictances de l'un deulx representant; lesquelles vous seront rendre et restituer icelle dicte somme si tost qu'elle aura esté levée et recouverte, comme entendons estre faict sur les biens de ceulx qui auront esté et seront trouvez rebelles; sur lesquels avons ordonné assiette, cottisation et levée en estre faicte; et ou seriez de ce faire reffusans ou délaians, actendu qu'il est question du soustenement de la Relligion et conservation des ministres d'icelle, voulons et entendons estre procédédé à l'encontre de vous et voz biens, selon le pouvoir et instruction qu'avons à ceste fin faict expédier audict Sénéchal ou sondict lieutenant. Si ny faictes faulte, car tel est nostre plaisir.

Donné à St Germain en Laye, le 8^e jour d'octobre 1560.

Signé : FRANÇOIS
et plus bas : BURGENSIS

PROMESSE DE M. VACHERY, BOURGEOIS DE
MENDE, DE RENDRE AU CHAPITRE CERTAINS
JOYAUX DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE QUI LUI
FURENT CONFIÉS.

11 juin 1562.

Je Anthoine Vachery, merchant de Mende, soubz-
signé, confesse avoir de MM. du Chapitre de Mende ce
qui s'ensuyt : deux chandeliers d'esglise, d'argent ; plus
une croix d'argent avec la couverte du baston d'argent ;
plus quatre baston d'argent appelés pour faire l'office
dans le cueur ; plus une croix d'argent, y ayant le lieu
pour tenir l'hostie ; plus un baston de croix, y ayant six
canons d'argent ; plus un tex d'Evangille, estant les
couvertes d'argent, que leur prometz rendre à leur
première réquisition. En foy de ce me suys soubzsigné.

A Mende ce xi^e juing mil cinq cens soixante-deux.

Signé : VACHERY.

(G. 1150.)

**VENTE DE CERTAINS JOYAUX POUR EMPLOYER
LES DENIERS A LA DEFFENCE CONTRE
CERTAINS QUI AVOINT DESJA OPPRIMÉ LE
CHAPITRE DE QUÉZAC, DU 19 JUIN 1562.**

Nous Jehan Boniol, prévost en l'esglise cathedralle de Mende ; Loys de Gramond, précepteur ; André de Colloneau et Jehan de Myramond, chanoynes en ladiote esglise, commis et depputez pour les aultres chanoynes du Chappitre de la susdicte esglise, certiffions que ce jourd'huy, datte des présentes, avons vandu et deslivré à M. le commis Jacques Serre, bourgeois de Mende, cinquante marcz d'argent, scavoir : bassins, chandellié et une crosse, pectoraulx et aultres petites pièces d'argent pesé le tout par Anthoine Duboys, orfèvre, habitant audit Mende, à raison de treze livres le marc, se montant la somme de six cens cinquante livres, pour iceulx employer à la deffence et thuition de nostre esglise, Chappitre et ville contre toutz oppresseurs, volleurs et sedissieux que se jactent nous uzer de semblables oppressions qu'ilz ont fait au colliège de Quézac et aultres lieux, que pour employer en achapt d'armes pour soldyer soldatz de garde de la présent ville et esglise.

De laquelle somme a esté délivrée par ledict Serre à sire Anthoine Pons, marchand de Mende, la somme de 400 livres tournois pour employer à l'achapt des armes, suyvant la conclusion qu'en a esté faicte avec Messieurs les vicaire et consuls ; de laquelle somme

ledict Pons en a fait récepissé à nous depputez, et le reste de la somme, qu'est deux cens cinquante livres, ledict sieur nous payera suyvant les descharges que par nous luy seront baillées et remis à nous, icelly sera quite. En foy de ce avons signé les présentes.

A Mende, ce 19^e juing mil cinq cens soixante-deux.

BONIOL, DEGRAMONT, A. DE COULLONEAU, DE MYRMONT, SERRE.

Suis esté présent à ce dessus.

Suys esté présent à ce dessus *Signé* : Hélié SERRE.

Signé : A. PONS.

(Archives départementales, G. 1150.)

INVENTAIRE DES JOYAUX VENDUS AU SIEUR
DE LA VIGNE POUR SATISFAIRE AU PAYE-
MENT DE LA SOMME DE 2,000 ÉCUS ET
AUTRES IMPOSÉS PAR LE ROI.

1562

Pour 86 livres poix (1) de romaine ce qui s'ensuyt :
C'est ung calice avec sa patène.
Ung encecyer d'argent.

(1) Poids.

L'ymaige de nostre Dame avec son enfant au bras et deux anges.

Ung ange appelé Saint Michel.

L'ange qui pourtoyt Sainte Espyne.

Une longue croix avec un crucifix, l'ymaige Nostre Dame et de Saint Jehan.

Deux piedz de reliquaires.

Quatre esles (1) desdictz anges.

Une autre croix.

Ung petit coffre d'argent dans lequel y a certaines reliques, le tout argent surdoré.

Saint Blaïse avec sa crosse et mains, poix de romaine, 59 livres.

Plus, troys petitz serpens d'argent et autres pièces en nombre de dix, poysans (2) ung marc cinq onces troys quartz, trouvés par M. Duprat à ung armoyre de la sacristye dans l'église, à la compaignye de M. le baille Torrentis, le 30^e juillet 1562.

Poisë argent à feulhe que avoient esté tiré du devant du grand autel (3) et du coffre de Saint Privat, 54 livres et demye argent.

Plus la croix de Condom, d'or, enrichie de dyamans et autres pierres précieuses, poisant cinq livres moins une once.

Toutes les susdites pièces remises devers les Messieurs nommés en la commission pour vendre et délivrer pour le payement de deux mil escus, aultres partyes sauf le

(1) Alles.

(2) Pesant.

(3) L'évêque Guillaume de Peyre à son retour de la Terre Sainte fit couvrir le grand autel d'une table d'argent, environ l'an 1220.

remboursement sur l'évesque de Mende, pour la réintégration de l'église de Mende et aussi sur les Messieurs de Chapitre, année par année ainsi qu'il plaira au Roy ordonner.

Nous Anthoine Duprat, chanoine, suyvnt la procuration à nous faicte par le Chappitre, avons délivré les susdictes pièces à M^r de La Vigne, chevalier, sieur du dict lieu, pour les sommes dessus expesiffiées et ce avec et en présence de sire Helye Serre, premier consul de Mende; sire Anthoine Vachery, nommez aussi en la dicte procuration.

Ce trentiesme juillet M. V^e LXII.

Ont signé; Hélye SERRE; DÚPRAT; VACHERY.

(Archives départementales, G. 1150.)

I N V E N T A I R E

DE LA TAPISSERIE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE
MENDE FAICT LE 27 JOUR DE NOVEMBRE 1556, DE-
VANT MESSIEURS L'ARCHIDIACRE, PRECENTEUR,
JEHAN DE MIROMONT, JACQUES DUSSART ET FRAN-
ÇOYS MALIAN.

Premièrement ung grand tapis de feu sainte mémoire Urban (Urbain) pape quint, appellé le drap d'Abraham.

Plus ung grand tapis faict avec cinq armes dudict saint père, que l'on conche a terre le Jeudi Saint, pour faire la cène, appellé de Turquie.

Plus ung grand tapis du pape Urban, de velours, semé de flor de lis, doublé de toile perse.

Plus ung aultre tapis de velours, semé de flor de lis d'or, doublé comme dessus, plus petit.

Plus ung aultre de velours, semé de flor de lis, doublé de tafetas roge.

Plus ung aultre tapis de satin de soye blanc, a petis angles et à lentour les armes dudict saint père, doublé de toille verde, et a l'entour de franges de soye.

Plus une aultre piessse de satin vert, avec que de petitiz anges semés de toilles. a lentour les armes dudict saint père, doublé de toille verde et à l'entour de franges de toille.

Plus ung aultre grand tapis dudict saint père, le dedans broché d'or à fleurs, une partye et

. . . d'ung costé et ung aultre pareilhe avec aultre . . . entre deux, faict à carreaux, et à l'entour de satin avecque les armes dudict saint père, doublé de toille et tafetas dessus la toille, excepté à ung coing dudict tapis, une pièce contenant 3 pans de longueur et environ 2 pans et demi de largeur.

Plus ung aultre grand tapis faict en satin broché d'or, avec figures a fleurs à lentour, satin bleu avec les armes dudict saint père, doublé de toille taffetas.

Plus un aultre tapis de dostade faict à flor de lis, doublé de toille perse, bien uzé, appelé le tapis des orges.

Plus cinq tapis, appelés de Lopiack.

Douze tapis faitcz et semés a fleurs de lis, de sarge perse doublés de toille perse.

Deux tapis de la guerre.

Ung tapis ou a limaitge de St-George, l'aultre y a d'hormites.

Plus ung aultre beau et grand tapis apellé la touaille.
Plus ung tapis gasté, doublé de toille perse le dessus de
diverses coleurs.

Plus une vane blanche avec d'armes autour.

Monsieur l'archidiacre ne y consent de là comme plusieurs pièces y faillent, mesme deux des anges, proteste contre le marrellier.

T. P. BERTRAND DE ST-BAUSILE. — G. AMAT.

(Archives départementales, Série E. — Registre de M^e Torrent, notaire.)

Mémoire et inventaire des aournemens de l'esglise cathedrale de Mende, retirés le 26^e jour du mois de juillet l'an 1562, par moy Pierre Torrent, notaire royal, baille et secrétaire du Chapitre de ladicte esglise et bédeau d'icelle, pour ce que le mardi précédent, qu'estoit la veille de la Marie Magdaleine, intitulée 24 jour de juillet, audit an; les Huguenaultz, contrevenans aux commandemens de Dieu et sainte esglise, assiégèrent la cité de Mende, et tant feirent que le sabmedi, jour et feste de Saint-Jacques, apostre, intitulé 25 dudict mois, envyron l'heure de vespres, par composition ou aultre moien, entrèrent dans la présent cité, cessant le divin office acostumé estre dévotement célébré en ladicte esglise; lesquels aournemens mis à ma maison, de nuict, secrètement, affin que lesdictz huguenaultz ne les pillassent. Et après furent inventarizés le 6^e jour du mois d'octobre suyvant, par Monsieur maistre An-

thoine Duprat, chanoine de ladicte esglise, en présence de maistre Barthelemi Comitès, prêtre subsacristain d'icelle, et depuis rendus par moy et mis à la maison des enfans de cuer, au pouvoir de maistre François Lagente, maistre Jesditz enfans, et par fin remis au lieu d'où avoient esté prins.

Suit la désignation des ornemens :

28 chasubles.

79 dalmatiques.

76 chapes processionelles.

Vient ensuite : l'énumération des chapes communes, aubes, étoles, carreaux, gants, manipules, dalmatiques, tapis, etc.

Une croix faite avec de pierres.

Du huitiesme d'Octobre.

Maistre Barthelemi Comitès, subsacristain de ladicte esglise a dict avoir caché et a rié soy certains biens de l'esglise, lesquels a faict porter à la sacristie et les a exhibés et ont esté inventariés.

Premierement : ung calice avec la patène d'argent surdauré fors la cope dedans ni dehors ; et au boton dudit calice y a trois armes dels Lordetz (1)

Ung colier de la chapela letrade aux armes du pape Urbain.

(1) Famille qui a donné deux évêques à Mende.

Trois devant d'albes aux armes dudict pape Urbain.

Le reliquaire où est la sainte espine.

Un bel corail et une coquille.

Une pièce de marbre pour servir d'autare garnie à l'entour d'argent.

Ung asperges d'argent surdoré.

La régale d'argent ordinaire avec un cristal.

Une pièce d'argent naguières faicte pour porter *Corpus Domini* le jour de l'hostie.

L'ensensier ordinaire d'argent avec chaines aussi d'argent.

Le texte des Oraisons apellé des Euvàngiles ordinaire commun, garni d'argent.

Un lion petit, d'argent surdoré qui a esté du pied de quelque reliquaire.

Deux fort petitz cuilliers d'argent surdaurés.

La touaille d'or faicte en champ vert, qu'on met sur *Corpus Domini* le Vendredi Saint.

La grande touaille du pape Urbain, qu'on met, le jour de St Privat, sur le grand hautel.

Le beau tapis où est l'ymage de Nostre Dame, à corone de perles, qu'on met devant le grand hautel le jour de l'Assomption.

Le grand ciel ou pavillon de drap d'or donné par le baron du Tournel.

Un tapis donné par les Alemans (1) qu'on met soubz la custode.

(1) La famille gévandanaise des Alamans a donné un évêque au diocèse de Condom.

La chemise processionnelle que sert le jour de Saint Michel, etc.

Et en foy de ce me suys cy soubz signé.

TORRENT, *notaire*.

(Archives départementales, Série E. — Registre de M^r Torrent, notaire.)

L'an 1572 et le xi^e jour du mois d'avril, ung hostiaire d'argent surdauré aux armes du pape Urbain cinquesme, a esté remis dans le grand haultel de l'esglise cathédrale de Mende, lequel Maistre Bertrand de Saint-Bauzille avoit eu du Chapitre et le bailla à M^r Adam Heurtelou, chanoine; et ledict Heurtelou le bailla à M. François Malian, archidiacre, commè il a esté illec dict, lequel seigneur archidiacre le rendit en plein Chapitre, et après, pour le faire acoustrer, feust baillé à Maistre Jehan Brugeironis, procureur fiscal de la Court spirituelle de Mende, à la poursuite duquel auroit esté ledict hostiaire recouvré dudit Saint-Bauzille. Ledict Brugeironis l'a baillé illec présentement et a esté mis dans ledict haultel.

Plus ont esté mis dans ledict hostiaire quatre testons qui ont esté baillés à M. Jehan Boniol, prévost et chanoine, comme a dict, par ung pénitant.

Plus ont esté mis dans ledict haultel une petite croix d'argent, en laquelle y a un crucifix et une petite teste d'argent pleine de syment. Lesquelles petite croix et petite teste avoient esté rendues par Fr. Estienne Richard, prieur des Carmes dudict Mende, qu'il disoit qu'ung pénitant les luy avoit baillées.

Plus a esté mis ung boton d'une grande Croix, lequel

est de cuivre ; le quel boton a demeuré à ung armoire dans la sacristie despuys les premiers troubles.

Ce dessus a esté faict 'ez présences desdictz Messieurs le prévost et Raimond Claustre, chanoines de ladicte esglise et bailles du Chapitre d'icelle esglise et dudict Brugeironis, procureur fiscal, tesmoins ad ce appelez, maistres Jehan de Lestrade docteur d'icelle esglise, Vidal Solinhac, bénéficié en ladicte esglise, Vidal Reverat, mairre d'icelle esglise, et moy notaire roial soubzsigné.

Signé : TORRENT.

Ledict grand haultel a esté fermé avec deux chadenatz dont M. le prevost a une clef de l'ung et M. Claustre la clef de l'autre.

Ledict jour, à la sacristie d'icelle esglise, maistre Barthelemy Comitès, subsacrestain de ladicte esglise a exhibé à mesdictz sieurs bailles du Chapitre deux textes d'evangiles couvertz d'argent, et une croix couverte d'argent, en laquelle on tenoit *Corpus Domini* les octaves de *Corpore Christi*, ensemble ung rond d'argent auquel on mettait le très Sacré Corps de Dieu, et a affirmé n'avoir jamais veu aultres textes d'Evangiles, couvertz d'argent, de sa mémoire, fors que ceulx qu'il a illec exhibés.

Plus a exhibé une croix d'argent avec ung long baston couvert d'argent en forme de canon, et à la dicte croix sont les armes de feu pape Urbain.

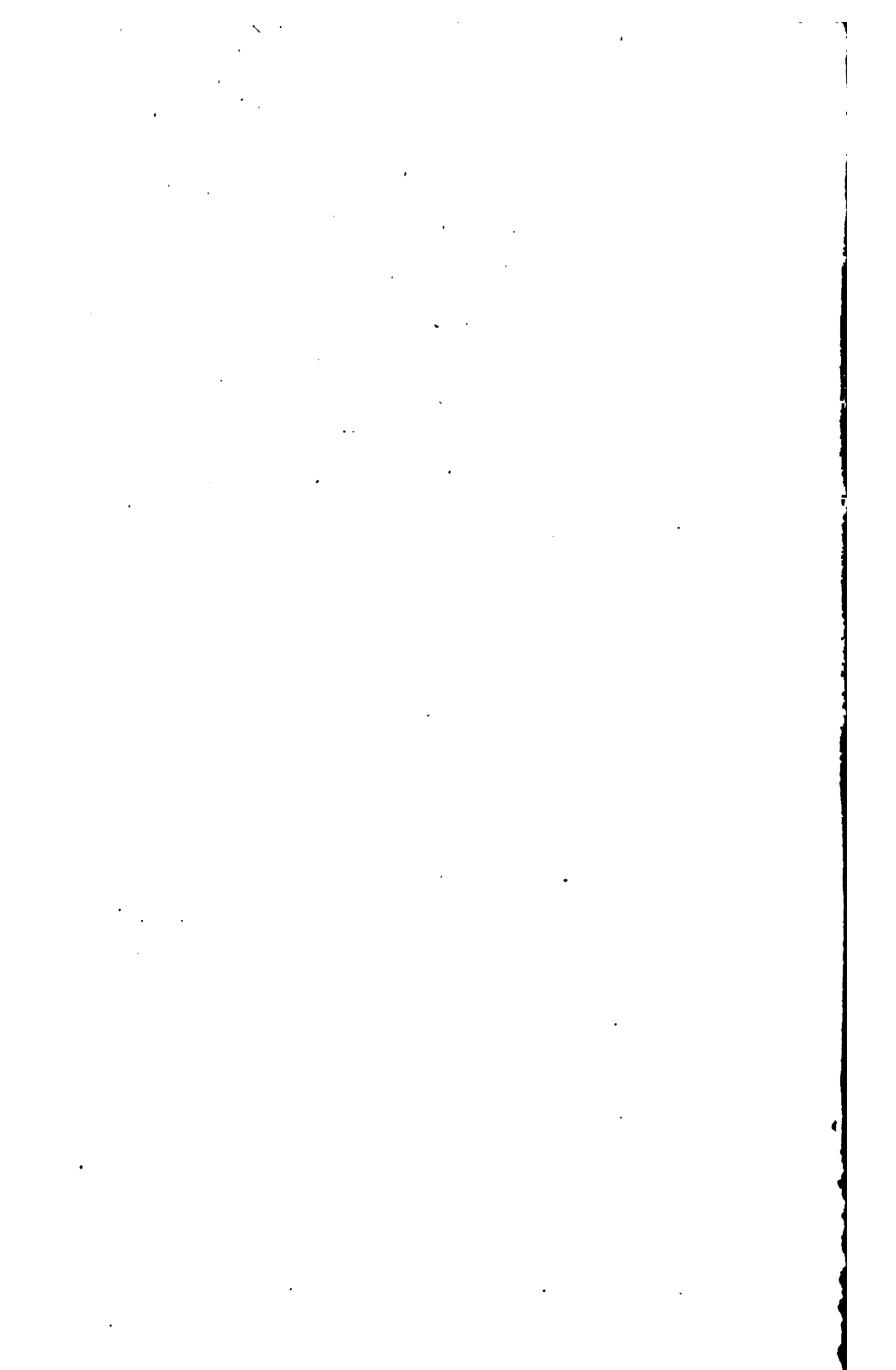
Plus a dit que au grand haultel feust remise une aultre croix d'argent que feust faicte par le clergé de l'argent de feu M. de Roquete, et avoit ung long pied de bois.

couvert d'argent, en façon de canon. Laquelle Croix luy feust baillée, comme dict par M. de Broa, chanoine, et les bastons et couverture dudict pied y faillent, car dict ne l'avoir veue despuys les premiers troubles jusques au jour que feust remise audict haultel.

Faict ez présences dudict Brugeironis, procureur fiscal et des tesmoins susdictz et moy Torrent.

On peut consulter aussi, au sujet du trésor de l'église cathédrale de Mende, divers autres documents des Archives départementales, entre autres les dossiers ou registres G. 22, 25, 702, 1148 et 1149.

FERDINAND ANDRÉ,
Archiviste Départemental
de la Lozère



TRÉSOR

DE L'ÉGLISE DE MENDE

1380.

TRADUCTION PAR M. L'ABBÉ BOSSE

Secrétaire Général.

L'Inventaire du Trésor de la Cathédrale de Mende, en 1580, que nous devons à M. André, archiviste, et dont nous essayons de donner la traduction, n'est pas, pour ce Trésor, le premier en date.

D'antiques et sages prescriptions, en avaient ordonné l'exécution qui se renouvelait de temps en temps, notre document en fournit la preuve.

Celui que M. André a extrait de nos archives, est sans doute le plus important de tous, et par son étendue, et

par les richesses nouvellement acquises, qu'il était urgent d'inventorier ; il en porte lui-même la preuve.

En ces temps de troubles, où sous des noms multiples le Clergé payait de lourdes contributions, et plus particulièrement en ces dernières années, où il fallait continuer la construction de la Cathédrale, commencée par Urbain V (1364). Les ressources n'étant pas sous la main, pour y faire face, on était obligé de recourir à des emprunts. Alors le Chapitre n'hésitait pas à mettre en gage quelques-uns des bijoux du Trésor.

M. André nous en donne des exemples antérieurs et postérieurs à 1580. L'Inventaire nous en fournit un autre, et nous montre la sollicitude de la majorité du Chapitre, pour faire rentrer tout ce qui était en gage au moment de la rédaction de cet Inventaire.

Le renouvellement de l'Inventaire du Trésor de notre Eglise était devenu d'autant plus nécessaire que, depuis peu de temps, il s'était magnifiquement accru par les libéralités du pape Urbain V.

Les immenses préoccupations de son règne ne lui firent jamais oublier sa *chère église de Mende*. Il l'aimait comme un bon cœur de fils aime sa mère ; et cet amour, il le lui témoignait par l'envoi successif, qui s'est continué jusqu'à la veille de sa mort, des riches présents qu'énumère l'Inventaire. Embarqué à Corneto le 5 septembre 1370, arrivé à Marseille le 16, et le 24 à Avignon, avant la fin du même mois, il faisait parvenir à Mende le splendide ameublement des dix galères, mises à sa disposition par le roi de France, Charles V.

Ce don royal, et ainsi doublement précieux, avait été amené de Marseille à Mende par un gévaudannais, Pierre Boyer, précenteur, son ami particulier, son bras

droit pour les affaires de l'église de Mende, chargé spécialement de surveiller la reconstruction de la cathédrale ; mort en 1389.

Nous verrons qu'il avait profité de sa situation pour augmenter le trésor de notre église ; et c'est sans doute à ses instances que fût dressé le présent inventaire. Ce qui le prouve, c'est qu'il fût présent à toutes les séances, et qu'on relégua, ce que possédait anciennement le trésor, après ce qu'on avait reçu d'Urbain V.

Aussi bien est-on ébloui par la richesse des bijoux dus à sa munificence : les statues d'Ange, de la Ste Vierge, de St-Blaise, dont la mitre n'est qu'un écrin de perles précieuses ; un calice, un encensoir, une urne en or ; différentes chapelles (1), etc. Aux grandes fêtes, le coup d'œil de la cathédrale devait être magnifique, lorsqu'on y développait les tentures provenant des dix galères.

Il fut commencé le 25 octobre 1380, sous l'épiscopat de Pons de la Garde, et continué les 26, 27, 28 octobre, 6 et 9 novembre. A cette vacation furent réintégrés les bijoux mis en gage auparavant ; il fut terminé le 3 décembre 1381 sous le même évêque, qui assista presque à toutes les opérations.

Peu de temps après sa mort, le Chapitre s'empessa de rouvrir cet inventaire, (9 juillet 1387), pour y insérer ce que cet évêque Pons avait légué à son Eglise.

A peine arrivé dans son Diocèse (10 mai 1392), l'Evêque Robert du Bosc en demanda un exemplaire. Et ce n'est que cet exemplaire, mais grossoyé par la main du même notaire qui avait rédigé la minute, que possèdent

(1) Chapelle, ensemble des ornements nécessaires pour pontifier ou célébrer aux Offices solennels.

nos Archives. Malheureusement il y employa un clerc qui ne comprenait pas bien ce qu'il transcrivait, ce qui a rendu notre travail assez pénible. Nous avons encore été embarrassé pour le sens de certains mots. Réduit au seul Glossaire de Du Cange, il ne nous a pas été difficile de reconnaître qu'il avait peu travaillé sur les documents du midi de la France ; un très grand nombre de mots manquent à ce Glossaire. Nous aurions voulu aussi donner la valeur du *florin* en monnaie courante ; n'ayant pas d'ouvrages spéciaux, nous avouons notre impuissance. Nous dirons toutes fois que d'après Leblanc, en 1705, le florin valait déjà sept fois sa valeur de 1580, c'est-à-dire sept livres ; ce qui pourra donner une idée de la valeur des bijoux à notre époque. Cette valeur est estimée, au cours de la *Cour Romaine* ou de la *Chambre Apostolique*, ce qui la rehausse encore ; car on sait que dès l'avènement des Valois, les monnaies furent souvent altérées. On remarquera que l'évaluation des tentures des Galères, est faite en francs, équivalant au florin. On commençait à réagir contre les noms étrangers donnés à nos monnaies.

Cet inventaire nous montre que, quoique perdue dans nos montagnes, l'Eglise de Mende avait su trouver les produits des fabriques les plus renommées : œuvres de Damas, de Lucques, de Florence, de Venise, d'Espagne, d'Angleterre, de Paris, de Reims, d'Arras, Byzantines, etc. Elle comptait dans son trésor les étoffes les plus variées, les plus riches, les plus recherchées, dans lesquelles on remarque le fond non seulement emprunté à la flore, mais aussi souvent à la faune : lions, tigres, léopards, griffons, cerfs, papegays (*perroquets*), paons, etc.

Nous ferons remarquer qu'à l'époque de l'inventaire nos ornements n'avaient pas encore la forme étriquée qu'on leur voit de nos jours ; et cependant la décadence commençait, car on y signale une chasuble *longue et étroite*, qui fait pressentir celle de nos jours. Les chasubles et les dalmatiques n'étaient pas échancrées. Elles n'avaient qu'un trou pour passer la tête ; et pour que le tour de cette ouverture ne fut pas sali, on prenait un *tour de cou mobile (colare)* qui est mentionné dans toutes les chapelles.

On remarquera encore ce qui est dit :

1° Des amicts ornés de médaillons, bordures, étoffes à ramages, etc. Avec l'amict tel qu'il est porté de nos jours, on ne pourrait se rendre compte de ces ornements. Mais il faut se rappeler que l'amict est destiné à couvrir la tête à la Ste Messe. S'il est rabattu de nos jours, il ne l'était pas autrefois. Certains Ordres religieux le portent encore ainsi, et lorsqu'ils le rabattent c'est toujours en dessus de la chasuble. Porté ainsi, il rappelle le capuchon des moines. A cette époque, on aimait à en orner les parties saillantes.

2° Des aubes, enrichies de pièces de la même étoffe que celle de la chasuble, non seulement aux manches, mais aussi sur tout le fond. Ces garnitures sont aujourd'hui remplacées par des fonds en broderie.

On ne pourra qu'être étonné du nombre prodigieux des chapes mentionnées en dehors de celles des *chapelles*. On ne l'est plus quand on voit qu'à cette époque, tout le clergé était en chape aux processions des grandes fêtes. Nous le tenons de Guillaume Durand qui dit dans le *Directorium Chori*, à la rubrique du jour de la Purification, « qu'après la dernière antienne du *Nunc di-*

- *mittis*, les cierges sont allumés, et tout le clergé se
- pare de chapes en soie pour procéder à la procession,
- selon la demande de Raymond de Moriers, hebdoma-
- dier, qui, à cette fin, a établi une fondation pour la
- distribution manuelle faite au chœur en ce jour. »

Comme coutumes de notre Eglise, à cette époque, retenons : 1° ce que nous dit encore Guillaume Durand, dans le *Directorium*, qu'à la procession de la Purification, on portait deux colombes, dans une cage, que l'on déposait sur l'autel de la Croix et qui y restaient jusqu'à la fin de la Messe.

2° L'inventaire nous apprend qu'il y avait des cour-
tines qui servaient à représenter dans l'Eglise, au jour
de Pâques, le mystère des *Trois Maries*, *per far las tres*
Marias.

Nous ajouterons enfin que, parmi les Gévaudannais qu'Urbain V avait appelés auprès de lui, l'Inventaire nous en fait connaître quelques-uns en outre de Pierre Boyer :

- 1° Anglic de Grimoard, son frère, cardinal.
- 2° Raymond de Canilhac, cardinal évêque de Préneste, chanoine de Mende.
- 3° Rayna'd de Vesins, chanoine de Mende, cardinal diacre du titre de Saint Adrien.
- 4° Gérard Maurel, vice-trésorier d'Urbain V, chanoine de Mende.

5° Guillaume Aldebert, clerc de la Cour d'Urbain V, prévôt de Mende.

6° Pierre d'Albiartz (1), clerc de la Chambre apostolique, sacristain et chanoine de Mende.

7° B. de St Etienne, protonotaire, chanoine de Mende.

Il mentionne encore :

1° Philippe de Chambarlat, archevêque de Nicosie, chanoine de Mende.

2° Jean de Gasc, évêque de Nîmes, chanoine de Mende.

3° Bernard Alaman, évêque de Condom, mentionné ici venant en visite chez son frère Raymond, propriétaire à Berlière en 1359, d'après le Cartulaire de l'Hôpital de Mende.

4° Guinot d'Apcher, prévôt du Puy.

5° Guillaume de Villaret, grand-maître de St Jean de Jérusalem.

(1) D'Albières, paroisse de Javols.

TRÉSOR DE LA CATHÉDRALE DE MENDE en 1380

TRADUCTOIN DE L'INVENTAIRE DES MEUBLES,
ORNEMENTS ET JOYAUX DU VÉNÉRABLE
CHAPITRE ET ÉGLISE DE MENDE.

Par M. l'Abbé BOSSE

Secrétaire Général de la Société.

L'an 1380 et le 25 octobre. Illustrissime prince Charles (VII, 16 sept) par la grâce de Dieu, roi de France; Révérend père en Dieu et seigneur Pons (*de la Garde*), par la même grâce de Dieu, évêque de Mende et comte du Gévaudan et en présence de moi notaire public et destémoins soussignés : Pierre Boyer, précenteur (1); Pons Alvernac; Guillaume Golabert, Astorg de Charbonnières et

(1) Préchantre, chef de chœur; capiscol à Marvejols, 3^e dignité du Chapitre de Mende.

Jean de Colencon ; chanoines de l'Eglise de Mende : les dits chanoines de l'Eglise de Mende ; agissant en leur propre nom, et au nom du Chapitre de Mende, ont requis honorable Guillaume Bachalar, aussi chanoine, leur confrère et sacristain de ladite Eglise, ici présent, et en cette dernière qualité, de faire l'inventaire de tous les bijoux en or et en argent, pierres précieuses ou autres, en quoi qu'ils consistent : ornements, parements, livres et tous autres objets destinés à l'ornement, décor et embellissement de ladite Eglise, et généralement de tout ce qui peut être compris sous le nom de *trésor* de ladite Eglise ; d'en prendre charge selon les conventions faites entre le Chapitre d'une part, et les sacristains, ses prédécesseurs, d'autre part ; conventions qu'ils veulent remplir, à leur tour au nom du Chapitre, en dressant cet Inventaire, et en le lui remettant en charge.

Et ledit sacristain, obéissant à leur réquisition, et ne voulant pas encourir les peines portées contre ceux qui négligent ou ne veulent pas faire les inventaires auxquels ils sont tenus, s'est déclaré prêt à procéder à l'inventaire de tous les objets que lesdits chanoines lui livreront, conformément aux conventions sus énoncées.

Et lesdits chanoines, agissant comme dessus, commençant et voulant compléter ledit Inventaire pour le remettre intégralement audit sacristain, dirent et reconnurent en présence de moi, notaire et des témoins ci-dessus et après soussignés que, desdits bijoux et autres objets appartenant à l'Eglise de Mende et devant eux réellement produits par Hugon Regord, sous-sacristain, ils ont reconnu, savoir :

1° Un ange en vermeil, orné de divers émaux et des

armes d'Urbain V, de sainte mémoire ; pesant au poids dit de *la cour Romaine* : quarante marcs, le marc valant huit florins et huit gros, valeur de la *Révérènde Chambre Apostolique* ; ledit ange portant entre ses mains un vase en cristal renfermant une des épines de la couronne de N. S. J. C. D'après des témoignages dignes de foi, cette épine avait été donnée par le Roi de France Philippe VI au pape Clément VI, et par ce pape à Pierre de Beaufort, son neveu, cardinal du titre de *Ste Marie la neuve*, devenu plus tard le pape Grégoire XI. Le cardinal la transmet au pape Urbain V, de sainte mémoire qui en fit don à la présente église de Mende.

2° Une statue en vermeil de Saint Blaise, évêque, renfermant le chef de Saint Blaise; de la valeur de la *Cour Romaine*, de cent cinquante marcs d'argent, et un peu plus ; ayant un tour de cou émaillé.

Cette statue porte une mitre en vermeil ornée de perles et diverses pierres précieuses, comme suit :

La face antérieure est divisée en cinq compartiments carrés ; sur le plus bas, à droite, il y a un *saphir d'orient* ovale, et aux quatre coins un *rubis balais* ; sur le milieu du second, une *améthyste* allongée, et aux quatre angles un *péridot* ; sur le troisième, un *rubis balais*, et aux quatre angles, un *saphir* ; sur le quatrième, un *péridot*, et aux quatre angles, un *grenat* ; sur le cinquième, une *améthyste* de forme légèrement carrée, et aux quatre angles un *péridot*, et au dessus de ce compartiment, une *topaze* carrée. La pointe est ornée d'un gros *saphir* vermeil dont l'enchaînement a été brisé.

Et encore, à côté du premier compartiment d'en bas, à droite, il en est un autre au milieu duquel est un *saphir*, couleur citron, et aux quatre angles, un *grenat*,

avec un *camaïeu* blanc au dessus ; au second , du même côté, une *marguerite* ou grosse perle, quatre *grenats* aux angles, et au-dessus, un *saphir* presque blanc ; et encore au dessus, une *rose* ayant au milieu une grosse *améthyste* et autour six *grenats* ; et surmontée par une *améthyste* allongée. A gauche sur le premier compartiment d'en bas, il y a un *saphir* jaune portant gravée l'image de la Véronique, avec quatre *grenats* aux angles ; et un *camaïeu*, blanc au dessus ; au second, une grosse *perle*, quatre *péridots* aux angles, et au dessus, un *saphir* ; plus une rose composée d'une *améthyste* longue, entourée de six *grenats*, surmontée d'une *améthyste* blanche.

Sur la face postérieure, sont aussi cinq compartiments carrés. Au milieu du premier en commençant par le bas, est un *saphir* jaune avec un *grenat* à trois angles, et au quatrième, une loupe de *saphir*. Au milieu du second, est un *saphir* sur lequel sont gravées les têtes des SS^{tes}. Pierre et Paul, avec un *grenat* aux quatre angles. Au troisième, un *saphir* et un *grenat* aux quatre angles. Au quatrième, un *saphir* jaune et une *améthyste* aux quatre angles. Au cinquième, un *saphir* vermeil allongé et un *grenat* aux quatre angles ; la pointe est ornée par une grosse *perle*, portée par un *saphir* vermeil allongé.

Au bas encore, le compartiment à droite du premier, porte un gros *grenat*, un *péridot* aux quatre angles et au dessus un *camaïeu*. Au second, une *caloédoine* oblongue, un *grenat* aux quatre angles, et au dessus, un *saphir* entouré de six *grenats*, le tout surmonté par un *saphir* presque blanc. A celui de gauche du premier compartiment un *saphir* vermeil, un *péridot* aux quatre angles, et au-dessus, un *camaïeu* presque blanc. Au second, une grosse *perle*, quatre *grenats* aux angles ; et au dessus,

un gros *grenat*, surmonté par une rose formée par un *saphir* jaune entouré de six *grenats*, surmontée par un *saphir* vermeil.

Dans tout le champ de la mitre, courent deux fleurs de lis, formées par dix onces de perles ; l'once valant trois florins valeur de la *Cour Romaine*.

Le bas du fanon de droite est garni de deux *grenats* avec un *péridot* au milieu. Dans le premier compartiment, en montant, est une grande *améthyste* carrée, avec deux *péridots* à deux angles, une *topase* au troisième, et un *saphir* jaune au quatrième. Au milieu du second compartiment, est un *saphir* avec un *grenat* aux quatre angles. Au milieu du troisième, est une *pietre d'Israël* avec l'image d'un prophète, et un *grenat* à chaque angle. Au quatrième, un *saphir* citron, et un *grenat* à chaque angle. Au cinquième, une *loupe de saphir*, avec *grenats* aux quatre angles.

Sur le fanon de gauche : au bas, est un *péridot* au milieu de deux *grenats*. En montant, le premier compartiment, a une *améthyste* avec deux personnages, et un *grenat* à chaque angle. Au milieu du second, est un *saphir* jaune et une *améthyste* aux quatre angles. Au milieu du troisième, est une *pietre d'Israël* noire, avec l'image d'un prophète, et un *grenat* à chaque angle. Au milieu du quatrième est un *saphir* jaune et un *grenat* aux quatre angles. Au milieu du cinquième est une *loupe de saphir*, et un *grenat* aux quatre angles.

Le pectoral de la statue est orné de pierres précieuses, et porte au milieu un grand *saphir* carré, et autour, six pierres : trois *saphirs* vermeils, deux *grenats* et une *émeraude*. Le bord est formé par un autre cercle composé de cinq *saphirs* vermeils ; deux *émeraudes*, deux

améthystes, dont la plus petite est détachée ; un *camaïeu* sur lequel est gravé Samson terrassant un lion, et deux *grenats*.

Une cassette ronde ou bombée, en argent destinée autrefois à recevoir le chef de St Blaise, du poids de trois marcs, six onces et demie de *treyas* valant cinq florins de la *Cour Romaine* (1).

4° Un petit reliquaire pour la Sainte Epine, estimé six florins.

5° Un petit marteau avec des tenailles en argent, estimé quinze florins.

6° Une statue en vermeil de la B. V. Marie, assise sur un escabeau orné d'émaux et des armes d'Urbain V ; le lion portant l'escabeau est brisé. La statue porte à la main un rosaire brisé, un anneau d'or au doigt : sur la tête, une couronne en vermeil, ornée de pierres et de

(1) Parmi les reliques envoyées de Constantinople à St Louis, par l'empereur Baudouin, nous trouvons cette mention : *Coput S. Blasii*, le chef de St Blaise.

Ce même chef, nous voyons qu'Urbain en fait don à sa *chère église de Mende*. Y aurait-il contradiction ?

Le magnifique reliquaire, sous le nom de *statue*, dont Urbain V fait don, pour exposer la relique, ne laisse aucun doute que ce ne soit le Chef même de St Blaise. S'il n'eût donné qu'une *parcelle* et non la partie *insigne* de la relique, il ne l'eût pas accompagnée de tant de richesses.

Et alors il faut croire que, de même que la *Ste Epine* qu'il avait envoyée à Mende, avait été tirée du trésor de la sainte Chapelle ; de même, en avait-il reçu le Chef de St Blaise par Jean-le-Bon ou Charles V. Et si le trésor de la sainte Chapelle compte encore le Chef de St Blaise parmi ses reliques, il n'y a nul doute que la partie donnée à Urbain V, ne fut le sommet du chef, comme l'indique, ci dessus, la mention de la *cassette en argent ronde ou bombée, destinée à recevoir le Chef de St Blaise*, après les expositions.

perles ; le tout pesant cinquante marcs d'argent et sept onces, poids de la *cour romaine* ; le marc pris pour onze florins, valant le tout cinq cent cinquante-neuf florins, six gros et dix-neuf deniers d'obole.

Dans cette couronne on compte les pierres et les perles suivantes :

Sur le devant, une grande *perle* en forme de cœur ; seize florins.

Au-dessus, dans un lis ou fleur, trois *saphirs*, à dix florins l'un, trente florins.

Au milieu de cette fleur est une *émeraude*, un peu plus longue que large ; vingt-deux florins ; plus un *péridot* allongé, un florin trois quart ; et au-dessus, dans une fleur qui est des deux côtés, deux *topazes* ; quatre florins et demi.

De même, au milieu d'une fleur, est une autre *émeraude* carrée, huit florins et demi ; au-dessus, une *améthyste*, huit gros ; après le *péridot*, une *loupe de saphir* assez grosse, un florin et quart.

Sur le derrière, un *saphir* vermeil long, dix florins ; au-dessus dans la fleur et au milieu, un *saphir* vermeil en forme d'écu, dix florins ; des deux côtés, deux petites *émeraudes*, quatre florins et demi ; sur la partie supérieure, un *saphir balais*, quatorze florins ; et. à la suite un *camaïeu*, un florin.

Dans le pourtour sont cinq petits *saphirs*, un florin et demi ; plus six *grenats*, quatre gros.

Dans toute la couronne sont cinquante et une *perles*, quatre florins.

A l'anneau en or, est un *rubis* plutôt long que carré, quarante-cinq florins.

7° Deux anges en vermeil, portant deux flambeaux et

supportés chacun par six petits lions, dont un a été brisé, et un soubassement émaillé ; le tout du poids de trente marcs et une once et demie, poids de la *Cour Rom.* ; le marc estimé neuf florins même valeur, valant deux cent quatre-vingt-neuf florins de la *Révér. Chambre Apost.*, valant deux cent quatre-vingt-neuf florins, seize sols et six deniers.

8° Une crosse en vermeil, œuvre de Paris, avec divers émaux et, à la volute, trois médaillons et d'autres pierres précieuses, du poids de la *Cour Rom.* vingt-quatre marcs, six onces, dix huit deniers, le marc à dix florins, valent deux cent quarante-neuf florins, dix-neuf gros et deux deniers d'obole.

9° Une chasse de la longueur de deux palmes, et d'une palme en largeur et hauteur, avec ornements en vermeil, douze émaux et les armes d'Urbain V. Elle est surmontée par un crucifix accosté de la sainte Vierge et de saint Jean, et, sur les deux bouts, par les apôtres saint Pierre et saint Paul ; elle a deux fermoirs, et est remplie de Reliques de Saints, énumérées ci-après avec quelques autres Reliquaires incrustés d'argent ; le poids de l'argent qui y a été employé s'élève à vingt-six marcs et quatre onces ; le marc à huit florins et demi, donne deux cent vingt cinq florins et trois gros.

Les dites Reliques que renferme cette chasse sont énumérées dans un Inventaire déjà fait par Armand de Bosc.

10° Une mitre ornée de perles et de diverses pierres enchassées dans du vermeil. Un bon *saphir* qui couronnait la pointe antérieure, est détaché ; il en est de même du *saphir*, en forme de croissant, qui était au milieu de la partie postérieure. Un des fanons est brisé ; il y manque quatre pendentifs ; le tout évalué vingt florins.

11° Un panneau avec incrustations en or, œuvre byzantine, représentant la B. V. M. tenant son Fils au bras, cent florins.

12° Un autre panneau avec ornements en or, représentant la Véronique, copie faite d'après le tableau qui est à Rome dans la Basilique des Apôtres ; le voile, qui le couvre, avait été tiré pour permettre d'en bien saisir l'ensemble : renfermé dans un coffre en bois, avec ferrures et serrure en argent, portant l'effigie de St Pierre et St Paul ; valant vingt-deux florins.

13° Un anneau pontifical en or, avec une grosse *améthyste* ronde enchassée au milieu, entourée de douze *perles* blanches, six *émeraudes* et six *grenats* ; le tout, trente florins.

14° Un autre anneau pontifical, en or, pour la statue de St Blaise, qui est à la Cathédrale, avec un *saphir* au milieu, taillé en écu, entouré de six *grenats* ; dix huit florins.

15° Deux bassins d'aiguière ou *gémellions*, pour ablutions, en argent, donnés à la Cathédrale par B... de St Etienne, protonotaire de la Ste Eglise Romaine, avec ses armes et son nom, du poids de treize marcs, deux onces et dix huit deniers, à sept florins le marc, valant quatre-vingt-treize florins, onze gros, seize deniers d'obole.

16° Un aspersoir en vermeil, avec son étui en cuir, du poids de cinq onces et demie ; cinq florins et demi.

Lesquels objets, ci-dessus désignés et décrits, ont été réellement remis par lesdits chanoines, et confiés audit sacristain afin qu'il les garde et conserve, soit par lui-même, soit par ceux qu'il aura soin de choisir.

Et ledit sacristain, reconnaît et déclare les avoir reçus et reconnus avec le plus grand soin.

Et lesdits Chanoines, tant en leur nom propre qu'au nom du Chapitre, ont requis de tout ce dessus, un ou plusieurs actes de moi, notaire soussigné, déclarant tant les dits Chanoines que ledit Sacristain que, comme il reste bien d'autres objets appartenant à ladite Eglise, ils sont prêts à les comprendre dans le présent inventaire qu'ils ne peuvent présentement continuer à cause de certaines affaires de l'Eglise et du Chapitre.

Et au même moment, ledit Guillaume, sacristain, a exposé que si l'estimation des objets ci dessus était jugée excessive ou mal faite, le Chapitre serait tenu de la faire faire de nouveau par d'autres experts, comme il appert d'une convention faite par devant l'Evêque B. (*Bompar*) entre le Chapitre d'une part, et Pierre Dalbiarts, alors sacristain.

Et lesdits Chanoines, au nom du Chapitre, accordent pour ce cas seulement, que si le Sacristain trouve que la susdite estimation est excessive ou mal faite, en vertu de cette convention, le Chapitre la fera reprendre par d'autres experts, et à ses frais.

Dont acte fait à Mende dans la sacristie basse de la Cathédrale, présents; Hugues Regord, ci-dessus nommé, Jean Raubilher, Raymond Barral, prêtres; Julien Imbert, Raymond Dedet, clercs; Raymond Malel, marchand de Mende, témoins requis, et moi Pierre Mestre, notaire public qui ai rédigé le présent Acte.

Suite de l'Inventaire

26 OCTOBRE

L'an et Princes régnant que dessus, et le 26 Octobre.

Sachent tous et chacun, présents et à venir que, ce même jour, réunis tant dans la Sacristie basse de la Cathédrale que dans la partie de la maison claustrale, appelée *Chapitre*, dans laquelle sont conservés certains des objets ci-dessous, vénérables chanoines : Pierre Boyer, précenteur et Pons Alvernhaç, chanoines de la Cathédrale ; et Guillaume Bachalar, sacristain ; voulant compléter leur inventaire lesdits Chanoines lui ont remis ce qui suit :

1° Une chapelle pour la couleur bleue, en damas parsemé de papegais (*perroquets*) ainsi composée : une chasuble avec orfrois de Florence et médaillons de plusieurs saints ; une dalmatique pour diacre avec orfrois en damas ; une tunicelle pour le sous diacre ; trois aubes avec les parements en damas bleu ; trois amicts pour cet ornement ; deux étoles ; trois manipules ; trois ceintures en soie, valant 12 florins. Tous ces ornements portent les armes d'Urbain V. (*Domini nostri*).

2° Une autre chapelle, pour la couleur rouge, en drap marbré de Venise entrelacé de lettres arabes, (*arabesques* ?) composée comme il suit : une chasuble avec orfrois d'Angleterre et médaillons de l'Incarnation, dou

blée de cendal (1) couleur de safran ; une dalmatique pour diacre ; une tunicelle pour sous diacre ; une aube pour le prêtre, avec amict, étole et manipule en damas rouge broché or, et deux dalmatiques blanches : deux aubes et deux amicts d'un autre damas rouge ; une étole et deux manipules en drap de la chasuble ; trois ceintures en soie, estimées douze florins.

3° Une chapelle, pour la couleur blanche, en damas broché or, carrelé de diverses couleurs, sur champ de papegai et composée : d'une chape en damas broché or et argent, avec orfrois à médaillons ; au-dessus de chacun est un cercle en forme de diadème fait avec des perles. Le médaillon du Sauveur, qui est au milieu, est tout entier en perles au nombre de huit cents, estimées soixante florins. Cette chape est bordée au fond par un velours rouge, parsemé de fleurs de lis, oiseaux et armes d'Urbain V. Cette bordure est estimée soixante florins d'or, valeur de la Révérende Chambre Apostolique. Cet orfroi a été estimé deux cents florins d'or ; et le drap, quarante cinq florins d'or. Le pectoral ou fermail en argent de cette chape est orné d'émaux portant l'Incarnation, la Nativité, la Résurrection et l'Ascension de N. S., la Purification et l'Assomption de la B. V. Marie.

Dans la même chapelle est comprise une autre chasuble en même drap que la première, estimée cinq florins d'or, valeur de la Rév. Chambre Apost., avec orfrois d'Angleterre, estimés quarante-cinq florins d'or, valeur de la R. C. Ap. : une dalmatique pour diacre, même drap, estimée quarante florins d'or avec les mêmes parements que celle de la chapelle en rouge ; une tunicelle semblable pour sous-diacre ; le drap en est estimé

(1) Etoffe légère en soie.

quarante florins d'or, valeur de la R. C. Ap.; les deux parements en même drap, avec ce qui les accompagne, sont estimés cinquante florins d'or, valeur que dessus; trois aubes en toile de Reims, estimées, avec deux amicts, trente six florins d'or, valeur que dessus; elles sont ornées d'un drap blanc marbré de Venise, estimé quarante florins d'or, valeur que dessus.

Dans l'armoire du presbytère, est un autre parement ou orfroï de la chape ci dessus, estimé quarante cinq florins d'or, comprenant deux cent quatre-vingt huit perles, estimées trente florins d'or, valeur que dessus; deux étoiles et trois manipules du même ornement; trois ceintures, estimées douze florins. De même, pour la chapelle en rouge, une chape en velours rouge, estimée quarante florins d'or, valeur que dessus, avec orfrois de Florence, décorés de médaillons de divers saints, estimée soixante cinq florins. A l'usage de cette chape, est un pectoral ou fermail, orné des médaillons de tous les Saints, de la Pentecôte, de St-Privat et de St-Blaise.

Pour la chapelle en bleu, il y a une chape en velours vert, estimée quarante florins, avec orfrois de Florence, et médaillons de la Passion de N.-S.-J.-C., estimés soixante-cinq florins d'or, valeur que dessus. Le pectoral ou fermail de cette chape est orné des médaillons des SSs Martin, Benoît, Germain et Nicolas. Les garnitures ou orfrois posés aux ouvertures des chasubles, capuces, chapes, dalmatiques et tunicelles sont estimés cent vingt florins, valeur que dessus, y compris un autre pectoral ou fermail orné des médaillons de quatre confesseurs.

Ci-après suivent d'autres parements.

1° Un beau tapis en damas, partagé en trois superbes panneaux sur fond d'or, d'une longueur de trois cannes et cinq palmes, et d'une largeur de deux cannes et une palme, avec bordure en satin bleu, relevée par les nombreuses armes d'Urbain V. Il est doublé en taffetas vert, avec toile à l'intérieur ; estimé mille florins, valeur de la Révér. Chambre Apost.

2° Un fauteuil pour la chapelle bleue, avec fond en satin bleu, bordé de divers cendal portant les armes d'Urbain V, doublé en toile couleur de safran, estimé vingt-huit florins.

3° Un autre fauteuil, pour la chapelle blanche, en satin blanc, marbré de Venise, bordé et doublé comme le précédent, estimé en dehors de la garniture, vingt-deux florins.

4° Six éventails ou *esmouchoirs*, de couleurs et tissus variés, estimés vingt-cinq florins.

5° Une bannière aux armes d'Urbain V, estimée cinq florins.

6° Un couvre-autel, en cendal, aux mêmes armes, estimé cinq florins.

7° Une bannière aux armes de St-Privat, estimée douze florins, valeur de la Révér. Chambre Apost.

8° Un couvre autel aux armes du Roi de France, estimé un florin et demi.

9° Une nappe en soie blanche, avec dessins en diverses couleurs, médaillons et quatre écussons d'Urbain V, estimée trente cinq florins.

10° Une cassette pour corporaux, aux armes d'Urbain V et quatre médaillons d'Angleterre, doublée au dehors en damas rouge, estimée ci dessus, et au dedans en taffetas rouge, estimée en dehors du damas, vingt-deux florins.

11° Quatre corporaux, estimés huit florins.

12° Un coussin (1) pour l'autel, en velours rouge, aux armes d'Urbain V, estimé quatre florins.

13° Autres deux coussins en satin bleu, avec mêmes indications que dessus, estimés quatre florins.

14° Autres deux coussins en velours vert, aux armes d'Urbain V, estimés huit florins.

15° Un calice en argent avec patène dorée, du poids de huit marcs et quatre onces, le marc valant huit florins et demi.

16° Un étui pour ce calice, estimé six florins. Il y a cinq onces et cinq deniers d'argent, valant cinq florins. Le tout de ce calice est de quatre vingt-onze florins et neuf gros.

17° Deux burettes en vermeil, du poids de trois marcs, quatre onces et deux deniers, le marc valant neuf florins et demi.

18° Un étui pour ces burettes, valant vingt cinq florins et quatre gros.

19° Une boîte en vermeil pour hosties, du poids de trois marcs, une once, trois deniers, le marc valant neuf florins.

(1) Le Coussin tenait lieu de porte-livre, souvent il y en avait un du côté de l'épître, et l'autre du côté de l'évangile.

20° Un étui pour cette boîte, valant un florin; et les deux objets ci-dessus estimés vingt-neuf florins et quatre gros.

21° Trois fermails ou pectoraux, déjà énumérés, du poids de quatorze marcs, trois onces, et un quart; le marc valant onze florins.

22° Un étui pour ces fermails, estimé trois florins. Et les deux articles ci-dessus quatre-vingt-un florins et demi.

23° Deux fanions pour trompettes, aux armes d'Urbain V.

24° Autres deux fanions pour trompettes.

25° Un autre pour les *thalamilhes*, avec médaillons de St-Privat et St-Blaise, et aux armes d'Urbain V.

26° Sept coffrets peints de diverses couleurs, aux armes d'Urbain V.

27° Quelques sandales pontificales ou chaussures avec les bas en damas vert.

28° Un peigne en ivoire; demi-florin.

29° Un fermail allongé pour chape, avec trois boutons ronds; dix florins.

30° Une croix processionnelle en argent, avec bâton aussi en argent, donnée par Urbain V. du poids de dix marcs et cinq onces, le marc valant sept florins, valeur de la Révér. Chambre Apost., estimée soixante et quatorze florins, quatre gros et demi.

31° Un anneau pontifical en vermeil, portant une *topase* entourée d'autres pierres, huit florins.

32° Lesdits chanoines ont exhibé une autre chapelle pour la couleur bleue, en drap broché or de *Lucques*, parsemé d'entrelacs garnis d'animaux et d'oiseaux, composée comme suit :

Une chape avec orfrois de Florence et scènes de la Passion, estimée soixante-sept florins et demi.

Un fermail ou pectoral en vermeil pour cette chape, avec trois boutons en perles, trente deux florins.

Une chasuble avec orfrois de Florence et scène de la Passion, soixante et dix sept florins.

Une tunique pliée pour diacre, avec orfroi de Florence, et scènes de la Passion, soixante et dix sept florins.

Une tunicelle pliée, pour sous-diacre, semblable à la précédente, soixante et dix sept florins.

Une dalmatique pour diacre, en même drap broché or avec garnitures en rouge, cinquante deux florins.

Une tunicelle comme la précédente dalmatique, cinquante et un florins.

Trois aubes avec parements au bas et manchettes, en même drap broché or que dessus ; l'une d'elles est garnie d'orfrois sur le haut, trente-quatre florins.

Un fauteuil, en même drap, bordé en cendal jaune et rouge, neuf florins.

Deux étoiles et un manipule, en même drap, douze florins.

Un devant d'autel, en même drap, huit florins.

Treize ceintures en soie bleue, du poids de vingt et une onces et demie, à sept gros l'once, douze florins.

Un coussin pour fauteuil, en même étoffe que les sandales et bas, trois florins neuf gros.

Deux coussins sans plumes pour l'autel, en même étoffe que le précédent ; deux florins neuf gros.

53° Une autre chapelle pour la couleur blanche, en brocart de Lucques, à champ d'oiseaux, paons, animaux, arbustes, avec orfrois de Florence, composée ainsi :

Une chape, en même drap et orfrois de Florence,

avec scènes de la Nativité, estimée quatre-vingt-trois florins.

Un fermail, pour ladite chape, en vermeil avec trois boutons en perles, trente-deux florins.

Une chasuble en même drap avec orfrois de Florence, et scènes de la Nativité, quatre-vingt quatre florins et un tiers,

Une dalmatique, en même drap, agrémentée aux bras d'orfrois de Florence et médaillons d'Apôtres ; et en bas des scènes de l'Annonciation et de la Nativité ; quatre vingt-un florins et demi.

Autre dalmatique, en même drap, avec garnitures en rouge, cinquante deux florins.

Deux tunicelles, comme la précédente dalmatique, chacune cinquante deux florins ; les deux, cent quatre florins.

Un fauteuil, en même drap, avec bordure en cendal vert et rouge ; dix florins,

Une étole, deux manipules, en même drap ; quinze florins et un quart.

Trois aubes garnies aux manches et à la partie inférieure de brocart de Lucques, à champ d'animaux et arbustes ; l'une d'elles est garnie d'orfrois à la partie supérieure ; trente-quatre florins.

Cinq amicts, dont deux pour le service du Chœur, avec parements de même drap ; douze florins.

Une étole et un manipule ; quatre florins.

Un devant d'autel, en même drap ; sept florins.

Sandales et bas ; treize florins un quart.

Une ceinture en soie blanche, pesant six onces et un tiers, à sept gros l'once ; trois florins et demi et un denier.

34° Une autre chapelle, pour la couleur rouge en brocart de Lucques, et champ d'arbustes, oiseaux et animaux divers, composée comme suit :

Une chape avec orfrois de Florence et médaillons de huit Apôtres et de l'Annonciation ; soixante et dix florins et un quart.

Un fermail pour cette chape, en vermeil, avec trois boutons de perles ; trente-trois florins.

Une chasuble avec orfrois de Florence et médaillons de quelques Apôtres et de trois martyrs sur le devant ; cent quatre florins et un quart.

Une dalmatique avec parements aux bras et orfrois de Florence, sur lesquels sont des médaillons d'Apôtres, et au bas, sur le devant, les scènes de la Nativité, et celles de l'Annonciation sur le derrière ; quatre-vingt-un florins et demi.

Une autre dalmatique avec ornements en... (*matabaco*) vert, cinquante quatre florins.

Deux tunicelles avec ornements en... (*matabaco*) à la partie inférieure ; les deux, cent huit florins.

Un fauteuil garni de la même étoffe, avec bordure en cendal rouge et bleu ; seize florins trois quarts.

Trois aubes avec parements et manchettes en brocart rouge de Lucques, avec fond de roses blanches, oiseaux et animaux divers ; vingt-six florins et deux gros.

Cinq amicts avec parements de la même étoffe, neuf florins.

Deux étoles et trois manipules, de la même étoffe ; douze florins.

Sandales et bas de la même étoffe ; treize florins et un quart.

Trois ceintures en soie rouge, du poids d'une livre,

onze onces et trois *ternals* ; à sept gros l'once : treize florins, sept gros, treize deniers.

35° Une autre chapelle pour la couleur rouge, en camocas rouge de forte soie de Venise, parsemée de ramages encadrant divers animaux, composée comme suit :

Deux chapes en cette étoffe, avec orfrois de Florence et médaillons de divers saints ; les deux quatre-vingt six florins.

Une chasuble avec orfrois d'Angleterre, et divers médaillons ; quatre-vingt-quatre florins.

Deux dalmatiques en baudequin vert de Lucques, broché or et à ramages ; quatre-vingt deux florins, trois quart.

Deux tunicelles avec ornements en même baudequin, soixante et quatorze florins, trois quart.

Une aube pour prêtre en toile *prune* avec parements de la même étoffe et orfrois à la partie supérieure et aux poignets ; trente-neuf florins.

Autres deux aubes avec parements en soie aux poignets et à la partie inférieure ; vingt-deux florins.

Cinq amicts dont deux pour le service du Chœur, avec parements en même soie ; cinq florins.

Un fauteuil avec garniture de la même étoffe, et bordure en cendal jaune et bleu ; vingt six florins.

Deux étoles et trois manipules ; douze florins et quart.

Sandales et bas en même étoffe ; treize florins et quart.

Deux ceintures en soie rouge unie, du poids de douze onces, et six *ternals*, à sept gros l'once, sept florins, six gros et demi.

Un coussin sans plumes, en même étoffe, pour fauteuil ; trois florins.

Deux coussins sans plumes, en même étoffe, pour l'autel ; quatre florins.

Un coupon de la même étoffe. pour manipule ; trois gros.

36^e Outre les quatre chapelles ci-dessus, il y a :

Une chape en velours bleu, relevé d'or, à entrelacs à têtes de lion et autres animaux, et sur le champ, le Père éternel environné de saints et de saintes, estimée quatre cents florins. Sur l'orfroi d'Angleterre se déroule l'arrestation et le martyre de saint Thomas de Cantorbéry ; cent florins.

Le fermail de cette chape, en vermeil, avec trois boutons en perles ; trente-cinq florins.

Une autre chape en drap d'or à ramages, avec médaillons de l'Annonciation et de la vie de N. S. jusqu'à la Cène inclusivement ; et ensuite, de l'Ascension et de la Pentecôte, avec orfrois tissus en or et liserés de perles, les armes d'Urbain V et de Raynald de Vesins, cardinal diacre de la sainte Eglise romaine, du titre de saint Adrien ; estimée cent cinquante florins.

Le fermail en vermeil de cette chape, orné de trois boutons de perles et des armes d'Urbain V et du Cardinal, est estimé trente cinq florins.

Une paire de gants avec orfrois de Venise ; quatre florins.

Une autre paire de gants avec orfrois et ornements de Damas, et un émail ; quatre florins.

Une nappe pour l'autel en soie bleue et or, avec franges de diverses couleurs, parsemé de douze écussons aux armes d'Urbain V, soixante florins.

Une courtine en drap d'or, divisée en quatre panneaux en damas rouge et fond or, avec feuillages et perroquets

et bordure en satin bleu, doublée de taffetas bleu, toile entre deux, avec franges de diverses couleurs et anneaux ; trois cent cinquante florins.

Autre courtine, de brocart bleue de Lucques, divisée en deux panneaux, ornés de divers écussons, avec Anges portant l'un, la Croix ; un autre, la Lance ; un autre, la Couronne d'épines ; un autre, les Clous ; d'autres des calices, des encensoirs ; avec bordure en satin vert et franges de diverses couleurs et anneaux ; doublée en toile verte ; cent soixante florins.

Une autre courtine avec bordure partie en satin vert, et partie en camocas vert des Romagnes, divisée en deux panneaux sur fond blanc, ornée et doublée comme la précédente ; cent soixante florins.

Une autre courtine avec deux panneaux en brocart vert de Lucques, avec bordure satin bleu, doublée en toile bleue et mêmes ornements qu'à la précédente ; cent soixante florins.

Une autre semblable à la précédente ; cent soixante florins.

Une autre en laine ouvragée d'Arras, où est représenté toute la Création et le commencement du Nouveau Testament, doublée en toile blanche et garnie d'anneaux ; d'une longueur de onze cannes ; deux cents florins.

Un autre en laine ouvragée d'Arras et garnie d'anneaux comprenant l'histoire de St-Georges ; cinquante-cinq florins.

Une autre semblable à la précédente, comprenant la Parole du pauvre et du riche ; cinquante sept florins.

Deux Capa-Magna, dont une partagée en deux ; aux armes d'Urbain V, cinquante florins.

Une autre courtine pour le devant et le derrière de

l'autel, en satin bleu, avec champ parsemé d'étoiles fond or, doublées en satin vert, toile blanche entre deux, avec quatorze anneaux en argent, et franges de diverses couleurs. On y voit le couronnement de la B. V. Marie, et des Anges, sur fond or, remplissant divers offices, accompagnés de saint Privat et de saint Blaise; plus trois écussons de saint Privat et un d'Urbain V. La B. V. Marie porte un couronne en perles et pierres précieuses; le tout deux cent cinquante florins.

Cinq coffrets blancs, estimés douze florins et demi.

Un fauteuil pontifical en fer, garni en cuir; dix-huit florins.

ÉTAT

DES TENTURES ORNANT LES DIX GALÈRES
QUE CHARLES V, ROI DE FRANCE, AVAIT
ENVOYÉES A URBAIN V POUR SON RETOUR
ET CELUI DE TOUTE LA COUR ROMAINE,
D'ITALIE A AVIGNON, L'AN MIL TROIS CENT
SOIXANTE-DIX, AU MOIS DE SEPTEMBRE.

Ces tentures données à l'église de Mende par Urbain V, selon qu'il est établi par Lettres Apostoliques, y ont été apportées par Pierre Boyer, précenteur.

1° Quatre pièces de tentures en velours bleu parsemé de fleurs sur fond or, aux armes de France, ornant la chambre de la galère principale qui portait le pape, comprenant la couverture du lit, le ciel du lit, et les courtines autour de l'appartement. Il en a été tiré trois magnifiques tentures pour la décoration de l'église :

1° Une pour le chef de l'abside, du côté de l'autel de saint Paul, ornée de franges en soie de diverses couleurs, et doublée en toile bleue, de la hauteur de deux cannes et une palme, et de la largeur de deux cannes et six palmes et demi ; trois cent cinquante francs.

2° Une autre à la suite, et après l'autel de saint Paul, de la même hauteur et de la largeur de deux palmes et trois doigts, doublée en cendal rouge. On y a joint la garniture qui était à la poupe de la galère ; deux cents francs.

5° Une autre placée à côté de la précédente, sur l'armoire de saint Blaise, de la même hauteur, et de deux cannes et demi palme en largeur ; deux cent cinquante francs.

4° Un baldaquin, placé au-dessus de la statue de la sainte Vierge, de la largeur de quatorze palmes et de quinze en hauteur, avec bordure de cendal rouge et jaune et franges en soie de diverses couleurs ; et aux armes d'Urban V, du roi de France et de saint Privat ; cent francs.

5° Une autre tenture, du même velours, de la salle à manger et qui était derrière et au dessus du fauteuil du Pape, de la même longueur et hauteur que la précédente employée au trône pontifical de la cathédrale ; estimée quatre-vingt dix francs.

6° Des lambrequins qui étaient autour du lit du Pape, en velours double, et d'une garniture qui était à la poupe, de la même galère, il a été fait deux devant d'autel de la longueur d'une canne et demie et quatre doigts ; estimés chacun huit francs. La garniture de la poupe, d'une longueur de quatorze palmes et d'une largeur de deux palmes et demi pied, doublée en cendal rouge, a été conservée telle quelle ; quatorze francs.

7° La tente qui était à la poupe de cette même galère du Pape, en cendal bleu, avec fleur de lis en or battu, d'une longueur de cinq cannes et demi, doublée en toile bleue. Il en a été fait un tapis en deux pièces, tenant tout le chœur ; estimée.

8° Deux courtines qui étaient des deux côtés du lit du pape, et autres deux qui étaient aux portes de la même galère, en cendal bleu et fleurs de lis. Il en a été fait deux courtines placées aux deux côtés du grand autel.

9° Une autre courtine qui était sur le derrière de la poupe, semblable aux précédentes. Il en a été fait une courtine pour le derrière de l'autel de saint Privat à la Cathédrale.

10° Une autre courtine qui était sur le devant de la poupe, semblable à la précédente. Il en a été fait une courtine pour le devant du grand autel ; estimée vingt francs.

11° Des restes des dites courtines, on en a fait des tentures pour les rétables supérieurs du grand autel ; estimées quatre francs.

12° Neuf pièces de soie bleue avec fleurs de lis, couleur sufran, et les armes du Roi de France, tirées de la salle à manger et d'un autre appartement de la galère, et.

13° Huit tentes ou parements en soie, de la même galère et des sept autres qui l'accompagnaient. Il en a été fait des tentures pour le pourtour de la Cathédrale, aux jours de fête, à partir du chevet de l'église, au droit du milieu du grand autel en allant vers la chaire épiscopale, de l'autel de la Croix, la porte de l'église, les orgues, l'autel de la Croix ; et dans le Chœur jusqu'à l'armoire de saint Blaise ; de même sur le pourtour des tribunes, et à la partie supérieure du chœur, des deux côtés sur toute la longueur des stalles.

14° Quatre garnitures estimées ensemble huit cent cinquante francs et demi.

15° Un grand étendard, en cendal, aux armes d'Ur-

bain V, qui flottait à la poupe sur sa galère ; cinquante-huit francs.

16° Un autre semblable au précédent, aux armes du Roi de France ; cinquante-huit francs.

17° Deux bannières, de même étoffe, aux armes d'Urbain V, à dix *florins*, vingt *francs*.

18° Quatre bannières semblables aux précédentes, aux armes du Roi, provenant des mêmes galères ; trois d'entre elles, estimées dix francs ; trente francs.

19° Des précédentes courlines, on a fait une tenture pour placer, au grand autel, au devant de la statue de la sainte Vierge ; estimée quinze francs.

20° Trois chapes en velours bleu, avec orfrois de même étoffe, ornés des fleurs aux armes du roi. Elles ont été tirées de ce qui restait des tentures des galères, données à notre église par Urbain V, comme il est établi par Lettres Apostoliques.

Tous les objets désignés et spécifiés ci dessus, ont été confiés à la garde de Guillaume, sacristain, au nom desdits Chanoines et du Chapitre ; et ledit Guillaume a déclaré et confessé les avoir réellement reçus desdits Chanoines, en leur qualité et au nom du Chapitre.

Et, sans désespérer, ledit sacristain a tenu à déclarer que, quoiqu'il ait pris en charge les tentures ci-dessus estimées, et désignées pour orner l'église soit aux portes ou à l'intérieur et autour de l'autel, comme ces tentures sont déposées dans un des appartements de la Maison Clausurale, dite le Chapitre, dont lui, ni aucun de ceux qui sont sous ses ordres, n'ont pas les clefs, il n'entend pas être recherché dans le cas où quelques uns de ces objets viendraient à disparaître.

Et lesdits Chanoines, tant en leur qualité qu'au nom

du Chapitre lui ont promis, pour le moment, de faire réparer quelques armoires appartenant à l'église, et dans lesquelles ces tentures pourront être renfermées tant qu'elles seront dans la maison du Chapitre. Et ils déclarent en même temps, qu'ils le déchargent de toute responsabilité si, par cas fortuit, quelqu'un de ces objets venait à disparaître ; excepté le cas où, les ayant lui-même laissé sortir de la maison capitulaire, ils viendraient à s'égarer ; ils déclarent formellement l'en rendre responsable.

Ledit sacristain a encore demandé que si, dans le transport ou l'usage tant dans les processions que dans les autres services religieux, ces objets venaient à se détériorer, il n'en fut pas rendu responsable. Et lesdits Chanoines le lui ont accordé, sauf les cas de négligence ou de défaut de surveillance de sa part, ou de ses subordonnés ; dans lesquels cas, ils seraient tous tenus, en ce qui les regarde, à les réparer. Et ce, en vertu des conventions précédemment faites entre le Chapitre et les anciens sacristains, auxquelles ils n'entendent rien déroger, ni innover qui puisse porter préjudice aux droits du Chapitre.

Et de tout ce dessus, lesdits Chanoines, tant en leur nom propre qu'au nom du Chapitre, ont réclamé qu'il leur soit délivré un ou plusieurs actes par moi notaire soussigné.

Dont acte fait présentement à Mende, tant dans la sacristie basse de la Cathédrale que dans la maison dite du Chapitre, où se trouvent les objets ci dessus désignés et spécifiés ; présents les témoins :

Hugon Regord, sous sacristain, Jean Raubilher, Raymond Barral, prêtres, choriers et bénéficiers perpétuels

de l'église de Mende ; Julien Imbert, bedeau ou roi (1) de la même église, et Raymond Dedet, clercs ; et Raymond Malel, marchand de Mende ; et moi Pierre Mestre, clerc et notaire public, soussigné, qui ai écrit le tout de ma main.

Continuation d'Inventaire

27 OCTOBRE

L'an et Princes régnant que dessus, et le vingt-sept du mois d'octobre.

Sachent tous, qu'en présence de Révérend Père en Dieu, Pons, évêque de Mende et comte du Gévaudan, de moi, notaire et des témoins, sous-signés, vénérables : Pierre Boyer, précenteur, Pons Alvernhac et Astorg de Charbonnières, chanoines de l'Eglise de Mende, et de Guillaume Bachalar, sacristain, aussi présent.

Lesdits Chanoines ont déclaré, qu'après avoir terminé l'inventaire de toutes les reliques, joyaux, vêtements,

(1) Cette fonction a été conservée jusqu'en 1859, époque du rétablissement de la Liturgie romaine. Le Bedeau fermait les processions ; il y marchait le dernier après le Célébrant ou Mgr l'Evêque, en robe noire, qui pouvait bien descendre de la *touaille* antique. Il portait, couché sur l'avant bras gauche, un sceptre en cuivre, avec écusson aux armes du Chapitre. De là, peut-être le titre de roi.

tentures, ornements et tous autres objets donnés à l'église de Mende par le Pape Urbain V, de sainte mémoire, et, par ses ordres, apportés par Pierre Boyer, précenteur ;

Voulant et désirant continuer et compléter l'inventaire des reliques, bijoux, vêtements, tentures, ornements, et généralement de tous et chacun des objets appartenant anciennement à l'église de Mende, en les reconnaissant tous par le détail et par exprès, en présence de moi, notaire, et des témoins soussignés, ont donné et remis à la charge du susdit Guillaume, sacristain, ce qui suit :

1° Une chapelle pour la couleur rouge, en *samit* (1), provenant de Guillaume Durand, évêque de Mende, composée : d'une chasuble, deux dalmatiques, une chape, trois amicts, trois tours de cou, trois manipules et deux étoles.

2° Une autre chapelle, pour la couleur rouge, en *samit*, provenant de Raymond Barrot, précenteur, composée d'une chasuble et de deux dalmatiques.

3° Une autre chapelle pour la couleur rouge, en *samit*, sans écussons, à l'usage des hebdomadiers, comprenant une chasuble, deux dalmatiques, trois aubes avec parements de l'étoffe des dalmatiques, trois amicts, trois manipules, deux étoles diverses, un tour de cou, une ceinture.

4° Une chapelle pour la couleur verte, provenant de Guillaume Durand, le *spéculateur* (1296-1330), comprenant une chasuble, deux dalmatiques, une chape pres-

(1) Samit, étoffe de soie de fabrication orientale, imitée au moyen-âge, à Palerme et à Lucques, ressemble en lustre au satin. Nicot.

que de la même étoffe, une aube avec médaillons, un amict, une ceinture, un manipule, une étole, un tour de cou.

5° Une chapelle, couleur safran, provenant de Guillaume du Villaret, chevalier de Saint-Jean, comprenant : une chasuble, deux dalmatiques, trois aubes avec parements, trois ceintures, trois amicts, trois manipules, deux étoles, trois tours de cou, le tout de diverses étoffes.

6° Une chapelle, couleur violette, provenant de Guillaume Durand, III^e, évêque de Mende, composée : d'une chasuble, une chape, deux dalmatiques, une aube avec parements et médaillons, une ceinture, trois amicts, un manipule, une étole, un tour de cou.

7° Une autre chapelle, couleur blanche, du même Guillaume III, en étoffe brochée en or avec liserés, composée : d'une chasuble, une chape, deux dalmatiques, une aube avec parements rouges et médaillons, autres deux aubes avec parements brodés, une ceinture, trois amicts, trois tours de cou, trois manipules, deux étoles.

8° Une autre chapelle, couleur blanche, comprenant une chasuble, et deux dalmatiques, aux armes du même Guillaume III.

9° Une autre chapelle, couleur blanche, appelée *la brolhada*, acquise de l'évêque du Puy par le Chapitre, savoir : une chasuble et une chape, ornées de perles, deux dalmatiques de la même étoffe, une aube avec parements en médaillons, deux aubes à ornements divers, trois amicts, une belle ceinture, trois manipules, deux étoles, trois tours de cou.

10° Une chapelle, couleur noire, comprenant : une chasuble, avec orfrois romains, trois chapes, six dalma-

tiques, une aube ornée, une étole, un manipule, un amict, et garnitures pour deux aubes.

11° Une chapelle, couleur verte, à l'usage des hebdomadiers, composée : d'une chasuble, deux dalmatiques, onze aubes, assez ornées, pour hebdomadiers, diares et sous-diares, munies d'étoles, manipules, ceintures et amicts ; il y en a de reprises, d'autres rajustées.

12° Douze dalmatiques, savoir : huit violettes ; deux vertes ; une verte avec quelques bordures rouges, et l'autre moirée. Ces douze dalmatiques sont employées pour porter les reliques.

13° Une chapelle, couleur violette, comprenant : une chasuble et deux dalmatiques ; sept chasubles de diverses couleurs et sans aucune garniture, pour les hebdomadiers ; quatre ornements, garnis, pour les hebdomadiers, qui leur ont été livrés ; pour eux aussi, quatre aubes sans ornement, avec amicts, cordons, étoles et manipules, qui leur ont été livrés ; deux dalmatiques anciennes pour le Carême ; autres trois dalmatiques ou chasubles, en satin bleu pour le Carême, nouvellement faites ; douze amicts auxquels on a enlevé les parements, pour les chanoines lorsqu'ils officient ; trois étoles anciennes, assez usées, de peu de valeur ; cinq draps mortuaires anciens, en brocart ; deux *polpra* et la moitié d'une, de peu de valeur ; un autre drap, broché or, dernièrement offert à l'église de Mende par noble et puissant Seigneur Guérin de Châteauneuf, Seigneur d'Apcher, à l'occasion des présents envoyés par Urbain V ; deux draps blancs brodés or, de Venise, dernièrement achetés par le Chapitre ; deux draps en damas broché or, l'un vert et l'autre bleu, provenant des exécuteurs testamentaires de Pierre d'Aigrefeuille, évêque de Mende (1567-1568) et

légues par lui à l'église de Mende ; un devant d'autel antique avec médaillons d'apôtres et autres ; un autre, assez beau, donné par Raymond de Casals, chanoine de cette église ; quatre aubes, sans parements, pour diacre et sous-diacre avec quatre amicts ; une courtine pour la *représentation des trois Maries* au jour de Pâques ; trente dalmatiques en diverses couleurs pour quatre enfants ; une dalmatique avec roses, qui n'a pas d'emploi.

14° Une chapelle, couleur rouge en *dyaspre* (*couleurs et dessins variés*) d'Aldebert Lordet, évêque de Mende (1551-1561), composée : d'une chasuble, deux chapes, dalmatique et tunicelle pour évêque ; dalmatique et tunicelle pour diacre et sous-diacre ; un fauteuil ; une aube ornée d'orfrois à médaillons ; une étole, un manipule et un amict également ornés de médaillons, et une belle ceinture.

Une autre chapelle, couleur noire dyasprée, du même Aldebert, comprenant : une chasuble, deux chapes : dalmatique, tunicelle, étole, manipule et fauteuil pour évêque ; dalmatique et tunicelle pour diacre et sous-diacre.

16° Une chapelle couleur violette, provenant de Guillaume Lordet, évêque de Mende (1561-1566), neveu d'Albert Lordet, comprenant : une chasuble, deux chapes, une dalmatique ; une tunicelle et un fauteuil pour évêque ; dalmatique et tunicelle pour diacre et sous-diacre.

17° Une chapelle, couleur blanche, en dyaspre, donnée par Pierre Boyer, précenteur et Pierre de Montauroux, chanoines de la cathédrale, composée : d'une chasuble, chape, dalmatique, tunicelle, trois aubes avec parements, une étole, trois manipules, trois ceintures, trois amicts, trois tours de cou.

18° Une chapelle, couleur verte en dyaspre, donnée à cette église par Anglic (*Grimoard*) de Grizac, évêque d'Albano, cardinal de la sainte Eglise romaine, frère d'Urbain V, composée : d'une chasuble, deux chapes, deux dalmatiques, une tunicelle, le tout de la même étoffe, et d'une tunicelle en cendal vert ; une étole, un manipule ; chaussures et bas ; un fauteuil, avec armes dudit cardinal ; une étole et un manipule pour chasuble blanche, de peu de valeur ; une autre chasuble noire avec étole et manipule, dernièrement achetée par le Chapitre pour servir aux hebdomadiers dans les services funèbres.

19° Une autre chapelle, couleur bleue, en dyaspre, donnée par B. (*Bompar Virgile 1371-1375*), évêque de Mende, comprenant : une chasuble, deux chapes, dalmatique et tunicelle pour diacre et sous-diacre ; fauteuil : deux étoles, trois manipules ; chaussures et bas ; parements pour deux aubes ; manchettes pour deux aubes et deux tours de cou, en dyaspre ; une dalmatique et une tunicelle d'évêque, en satin, pour la même chapelle. Une chape blanche, en baudequin, avec orfrois d'Angleterre et médaillons à scènes de la Passion, donnée par le même. Une autre chape, en dyaspre rouge, avec orfrois d'Angleterre à médaillons, encore donnée par le même, en la solennité des Vêpres de la Circoncision de l'année (*treize cent*) soixante-treize ; un pectoral ou fermail en argent, pour chacune de ces chapes.

20° Une chape à fond rouge, provenant de l'évêque Durand, le *Spéculateur*, avec médaillons de Martyrs, ses armes, et, au pectoral, trois petits boutons en perles et deux en fil d'or.

21° Une chape, fond rouge, avec médaillons de Mar-

tyrs, provenant de Bernard Bedos, prévôt du Chapitre, avec ses armes.

22° Une autre chape, fond rouge, avec orfrois d'Angleterre, ramages, médaillons de prophètes, et quatre boutons en fil d'argent au pectoral, provenant de Guillaume Roux, chanoine, marquée de ses armes.

23° Trois chapes, de même étoffe, avec barres de diverses couleurs. Au pectoral il y a quatre boutons de perles. L'une de ces chapes porte les armes du Tournel.

24° Deux chapes semblables aux précédentes, avec orfrois romains. Elles portent, toutes les deux, les armes d'Apcher et de Canilhac.

25° Trois chapes, bleu céleste et même étoffe; chaque pectoral est garni de quatre boutons en fil d'argent; sur l'une sont les armes du chanoine Jean Dieudonné.

26° Deux chapes en brocart blanc à ramages. Le pectoral a quatre boutons en fil d'argent. Sur l'une sont les armes de l'oncle de Raymond Bachalar, chanoine, et sur l'autre, celles de Jean Borrel, chanoine.

27° Une chape en dyaspre à fond vert, provenant de Philippe de Chambarlat, archevêque de Nicosie; au paravant, chanoine de Mende.

28° Une autre chape provenant de Guillaume de Villaret, grand maître de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem; avec ses armes.

29° Une chape en étoffe bleue avec animaux et orfrois de Florence; quatre gros boutons en fil d'argent au pectoral; provenant de Pierre Breschet, chanoine.

30° Une autre chape provenant de Bertrand d'Auriac, chanoine, avec ses armes.

31° Une autre chape, couleur verte, avec plusiet

pointes provenant de Frézal de la Roche, chanoine, sacristain, avec ses armes.

32° Une autre chape provenant de Géraud de Montault, sacristain, avec champ à roues et ses armes.

33° Deux chapes, couleur verte, en dyaspre, avec orfrois romains, provenant de Bernard Durand, avec ses armes.

34° Une chape en samit vert, avec orfrois unis, au service du chapelain de St-Sauveur, pour les dimanches.

35° Deux chapes en dyaspre rouge, avec champ d'oiseaux et cerfs, provenant d'Hugon de Mirabel, prévôt, avec ses armes.

36° Une autre chape, fond bleu, avec oiseaux et cerfs presque semblables à ceux des deux précédentes, provenant de Guillaume de Crozas, prêtre, avec ses armes.

57° Sept autres chapes en dyaspre de diverses couleurs et à fond semblable. Sur l'une, sont les armes de Raymond Barrot, précenteur; sur la seconde, celles d'Etienne Bédos, chanoine; sur la troisième, celles de l'évêque Guillaume Durand, et d'Etienne Augier, prêtre; sur la quatrième, celles de la famille de Cénaret; sur la cinquième, celles de l'évêque Guillaume et de Jacques Folchier; sur la sixième, celles du même Guillaume, évêque; sur la septième, celles du même évêque et de Raymond de Prades, prêtre.

38° Une autre chape en dyaspre vert, animaux et oiseaux en bleu avec orfrois de Florence, provenant de Guillaume de Layrigayrès, autrement dit *lo Grel*, hebdomadier.

39° Quatre chapes en samit rouge, unies.

40° Deux autres chapes, avec barres de diverses cou-

leurs et orfrois romains. Sur l'une sont les armes de Frézal de Folhaquier, sacristain, et sur l'autre, celles de Raymond de La Cour, tous les deux chanoines.

41° Quatre chapes en dyaspre, couleur blanche. Sur l'une sont les armes de Guérin de Peyre, prieur d'Aubeville, et donnée par lui en la fête de la Circoncision.

42° Trois chapes presque semblables, en étoffe de baudequin, toutes les trois portant les armes des Atger.

43° Deux chapes bleues avec champ d'animaux. Sur l'une sont les armes de Guinot d'Apcher, prévôt du Puy, et de son frère Bernard, et sur l'autre celles de Pierre Regnaud et Aldebert Merle, chanoines.

45° Une autre chape, fond bleu, avec cloisons roses et fleurs en or et en soie bleue et blanche, avec orfrois de Florence et grands médaillons ; au pectoral médaillon de St Privat, en perles ; provenant de Gérard Maurel, vice-trésorier d'Urbain V et chanoine de Mende.

46° Une autre chape à fond rouge en soie, ramages bleus et animaux fond or, avec orfrois et médaillons au sommet : donnée par Raymond Mathieu, notaire de Mende, aux vêpres de la Circoncision.

47° Une autre chape en dyaspre rouge, avec orfrois à médaillons, donnée en la même solennité par Guillaume Bouschet, sous-sacristain.

48° Une autre chape en certaine étoffe brochée or, avec grandes et petites roues en couleur bleue, ornées d'animaux et fleurs fond or et soie rouge, avec orfrois étroits et fond or uni, doublée de bocassin blanc.

49° Une autre chape en brocart marbré, de Venise, avec caractères arabes et amples orfrois de Florence, doublée en taffetas vert avec liserés en or, provenant de Guillaume Aldebert, clerc de la Cour d'Urbain V, et

prévôt de Mende, avec ses armes, et une lame en or sur le pectoral.

50° Une autre chape en velours bleu et orfrois de Florence, léguée par Jean de Gasc, évêque de Nîmes, avec ses armes.

51° Deux autres chapes en brocart blanc de Damas, sur champ d'animaux et feuillages avec orfrois de Florence et médaillons, dernièrement achetées par le Chapitre pour être au service de Guillaume de Beauclair, Guillaume de Belvezet, Albert Lordet et Bertrand de Miramont, chanoines, avec leurs armes.

52. Deux autres chapes en étoffe unie de Damas, avec orfrois à médaillons de Florence, dernièrement achetées par le Chapitre, pour être au service de Pons de Montlaur, Alric Saumate, Astorg d'Auriac, archidiaacre, et André de Vilaret, tous chanoines, avec leurs armes.

53. Une autre chape en étoffe unie, jaune et vert, de Damas, avec orfrois à médaillons, achetée par le Chapitre pour Pierre Dalbiartz, clerc de la Chambre Apostolique, et sacristain et pour Guillaume Bernard de Casluc, chanoines ; sans leurs armes.

54° Et trente-quatre chapes communes, pour prêtres, savoir : deux en étoffe bleue, une de Raymond Poisson, chanoine, avec ses armes ; trois en étoffe jaune, dites de la famille des *Mostayrols* : deux avec croix sur fond vert, une provenant de Jean Fils, prêtre ; deux avec champ à chevauchées, provenant de la famille dite *dels Cessieyrs* ; une autre blanche à bandes vertes avec griffons et léopards provenant d'Etienne du Mas d'Auriac (*Etienne d'Auriac 1278-1285*), évêque de Mende ; six autres d'une moindre valeur pour les sous-choriers ; une

noire de peu de valeur, pour les services funèbres ; une autre en brocart rouge et médaillons de St Pierre, léguée par Raymond, évêque de Préneste (*Palestrina*), cardinal dits de Canilhac.

55° Une chapelle, couleur rouge, donnée par Bernard Alaman, évêque de Condom. Il s'en est retenu l'usage sa vie durant ; pendant laquelle, cette chapelle doit rester en dépôt chez son frère, comme il est établi par l'acte de donation.

De tous les objets désignés et détaillés ci dessus, les dits chanoines ès-noms que dessus, ont fait remise audit sacristain et lui en ont confié la garde. Et ledit sacristain en ma présence et celle des témoins soussignés, a reconnu et déclaré les avoir réellement reçus et reconnus. De quoi lesdits chanoines tant en leur nom qu'au nom du Chapitre, ont réclamé, de moi, notaire, un acte public.

Fait à Mende, dans l'église cathédrale, tant devant l'autel de Saint-Paul, contigu au grand autel, où se trouve un coffre contenant un certain nombre des objets désignés ci-dessus, que devant le grand autel, mais en dehors de la balustrade de bois, présents :

Hugon Regord, sous-sacristain, Jean Lebraton, prêtres et bénéficiers perpétuels de la cathédrale ; Raymond Dedet, Julien Imbert, Pierre Grèzes, clercs, et moi, Pierre Mestre, clerc, et notaire soussigné, qui ai rédigé le présent acte.

Suite de l'Inventaire

28 OCTOBRE

L'an et Princes régnant que dessus, et le vingt huit octobre.

Sachent tous qu'en présence de Rêvérend Père en Dieu, Pons, évêque de Mende et comte du Gévaudan, vénérables : Albert de Peyre, archidiacre ; Pierre Boyer, précenteur ; Pons Alvernhaç, Guillaume Golabert, Jean de Colencon, et Guillaume (*Bachalar*), sacristain, tous chanoines ; voulant continuer leur inventaire, tant en leur nom qu'au nom du Chapitre, ont livré au dit sacristain tous et chacun des objets ci après désignés et spécifiés :

La statue de St-Privat, avec sa grosse couronne et le sceptre régalien.

La statue antique de la B. V. Marie, avec deux chapelets en perles et pierres précieuses, et son manteau en drap d'or.

Sur l'autel, deux grandes croix avec incrustations en argent, et une autre médiocre, en laiton, sur le Reliquaire de St-Privat.

Une croix processionnelle ; plus une autre en cristal⁽¹⁾.

(1) Probablement ainsi nommée à cause du vase en cristal, contenant des Reliques, qui y était adapté.

Une croix en argent, ornée de pierres précieuses, pour porter le St-Sacrement.

Une croix en argent pour porter en procession la Vraie Croix ; il manque son pied en argent qui n'est pas, pour le moment dans l'Eglise. Il en sera fait mention après l'Inventaire.

Une autre croix en argent, moins longue et plus étroite que la précédente ; manque aussi son pied en argent qui, pour le moment, n'est pas dans l'Eglise. Il en sera fait mention après l'Inventaire.

Une autre croix et son pied en argent, pour porter en procession la vraie Croix.

Une autre croix moyenne pour les processions, avec un crucifix en argent, fixé avec du plomb.

Une boîte ronde en argent, pour déposer le Chef de St-Privat.

Une cassette en laiton, de la longueur d'une palme, contenant des Reliques.

Un reliquaire de la Ste-Vierge, porté par deux Anges, avec pied en argent. Ce pied manque, il en sera fait mention après l'inventaire.

Une perle ou fermail avec une boucle ornée, au milieu, de plusieurs pierres précieuses.

Une plaque carrée, en argent, pour cette boucle.

Un petit Reliquaire en argent, contenant une partie de côte de Ste-Marie Magdelaine, donnée par le Grand-Maître de l'ordre de St Jean de Jérusalem.

Un autre Reliquaire, presque semblable au précédent, donné par Raymond de La Cour, renfermant un doigt de St-Hippolyte.

Un autre reliquaire en argent, dit de St André, avec nombre de Reliques ; donné par Raymond Barrot, précenteur.

Un autre reliquaire en argent, contenant des restes du lait de la St-Vierge Marie. (1)

Une autre, en forme de grande tête, renfermant un des chefs des onze mille Vierges.

Un autre, moyen et carré, avec face en cristal, porté par quatre petits lions, renfermant nombre de Reliques; donné par Guillaume Durand, évêque de Mende.

Un autre en argent avec face en lentille de cristal, pied en argent et pierres précieuses, contenant plusieurs Reliques, et notamment de St-Véran, donnée par Pierre Boyer, précenteur, avec étui en cuir, donné par le même.

Une chasse toute en bois de cyprés et ornements de laiton, renfermant un tibia de Ste Anastasie et la bourse de Ste Hélène, cette chasse avec ledit tibia a été donnée par le même précenteur.

Un autre reliquaire, en forme de tabernacle, en cyprés avec ornements en or au-dessus, renfermant plusieurs reliques; donné par le même.

Un autre en vermeil, avec pied, renfermant plusieurs reliques, données par Jean de Gasc, évêque de Nîmes, renfermé dans un étui en cuir.

Un autre en ivoire, avec divers médaillons.

(1) Cette mention peut paraître extraordinaire, il n'est presque pas de Trésor d'Eglise qui, dans l'énumération de ses Reliques ne contienne cette mention : *de lacte B. M. V.* Entre autres, elle se trouve dans l'antique Reliquaire de notre église du Monastier.

Ces Reliques ne sont pas du lait véritable ni miraculeux. C'est une poudre fine, blanche, semblable à la poudre de craie, provenant d'une grotte située près de Bethléem, dite encore de nos jours, *grotte de l'allaitement*, parce que la B. V. M. avait coutume de s'y retirer pour y être seule pendant cet office.

Un autre peint et avec dorures sur deux faces.

Un autel portatif consacré, en porphyre et ornements en argent.

Quatre chandeliers, en laiton ; œuvre de Limoges.

Deux bourdons en argent.

Un Missel, avec couvertures garnies en argent.

Un évangélaire, avec les mêmes garnitures.

Une monstrance en argent, avec émaux et médaillons de St George, et chaînes en argent, donnée comme reliquaire par Etienne Grégoire.

Une bourse avec perles, pour corporaux ; plus une autre.

Deux oliphands en ivoire.

Deux canettes (*burettes*) en argent, données par Raymond Malé ; et quatre autres, en argent, dont deux sans couvercle.

Une crosse en argent, avec le bâton à incrustations d'argent. La volute manque, il en sera fait mention au bas de l'inventaire.

Quatre crosses en ivoire.

Cinq mitres pour parer l'autel.

Deux bassins en argent pour recevoir les cierges allumés devant l'autel, avec chacun, trois chaînes en argent : pour le moment ces bassins, excepté les chaînes, sont absents de l'église, il en sera fait mention, au bas de l'inventaire ; plus autres deux bassins en laiton placés au-dessous des premiers.

Un autre bassin ou plateau en argent, qui est chez Barthélemy Jauffre, marrellier. (1)

Une couronne argentée, ornée de diverses pierres

(1) Gardien d'église, de son matériel ; sorte de sacristain.

précieuses qu'on place sur la tête du crucifix de l'autel de la croix qui est au milieu de l'église, et qu'on a apportée pour le présent inventaire, parce qu'on l'enlève au commencement du carême pour la remettre le Venedi Saint.

Un encensoir en vermeil et un autre en argent. Ils ne sont pas dans l'église ; il en sera fait mention au bas de l'inventaire.

Autres deux pour l'usage ordinaire. Une navette en argent ; une cuillier en argent.

Trois urnes pour faire le St Chrême et les Stes Huiles, avec deux petites cuilliers en vermeil pour le même usage.

Tous ces objets ci dessus désignés et détaillés, ont été remis par les dits chanoines à Guillaume, sacristain. Lequel a déclaré et confessé les avoir reçus réellement, avec l'intention et le désir de continuer ledit inventaire ; déclarant qu'il entend le faire comme son droit et autres causes le lui permettent, en temps et lieu opportun.

De tout ci-dessus, les dits chanoines ont réclamé un acte public de moi, notaire.

Fait à Mende, dans l'église et devant le grand autel, sur lequel ont été apportés lesdits objets à mesure que lesdits Chanoines les délivraient audit sacristain, en présence de : Révérend Père en Dieu, Pons, évêque de Mende ; Hugon Regard, sous sacristain ; Pierre Gui, prêtres de l'Eglise ; Raymond Dédet ; Guillaume Vestit, clercs ; Julien Imbert, bedeau de l'église ; et de plusieurs autres ; et de moi Pierre Mestre, clerc et notaire soussigné, qui ai écrit de ma main le présent acte.

Suite de l'Inventaire

6 NOVEMBRE

L'an et Princes régnant que dessus, et le six novembre.

Sachent tous, que les chanoines : Aldebert de Peyre, archidiacre (1) ; Pierre Boyer, précenteur ; Pons Alvernhac ; Guillaume Golabert ; Jean de Colencon, et Astorg de Charbonnières, en présence de moi, notaire, et des témoins soussignés, ainsi que Guillaume, sacristain ; les-dits chanoines, tant en leur nom qu'au nom du Chapitre, continuant leur inventaire, et y ajoutant, ont confié nominativement et expressément audit Guillaume, sacristain, en ma présence et celle des témoins soussignés, les objets suivants :

Une nappe en toile d'Alexandrie, ornée d'un certain nombre de croix en soie, et d'une longueur de deux cannes, sur sept palmes en largeur ; donnée par Pierre Boyer, précenteur.

Deux autres nappes, en tout semblables, données par B. (*Bompar Virgile*) évêque de Mende.

(1) Première dignité du Chapitre.

Une autre nappe en soie unie, avec une bande rouge ; presque usée aux deux bouts ; destinée à en faire deux.

Autres deux nappes semblables, avec diverses bandes.

Une autre, avec une grande bande entre deux plus petites, aux deux extrémités, et une croix au milieu.

Une autre en soie avec deux bandes rouges et trois petites noires aux deux bouts.

Une autre nappe blanche, unie, mais avec dessins en soie blanche sur toute son étendue. Huit nappes blanches presque usées pour le grand autel.

Quinze touailles (1) pour porter les Reliques et pour le service de l'autel ; autres deux semblables, avec broderies en soie ; autres quatre unies et plus petites ; une autre brodée en soie. Ces sept dernières ont été données par Pierre Boyer, précenteur.

Une *barbeïado* (voile) pour couvrir la statue de Saint Blaise, donnée par le même Pierre Boyer, précenteur ; deux touailles pour porter la patène ; huit couvertures pour le service du grand autel pendant le Carême et l'Avent.

Un tapis pour la chaire avec diverses bandes en cendal.

Deux courtines près du grand autel, aux armes de St Privat. Autres deux courtines en toile.

Un voile pour couvrir la chasse de St Privat. Sept bannières anciennes ; une courtine avec fleurs d'un côté ; une bannière des SS^{ts} Gervais et Protas, donnée par Pierre Boyer, précenteur ; deux fanons en soie, pour les croix ; deux oreillers pour l'autel.

(1) Touailles, ornements du genre des linges ; en formes d'aubes, percées d'un trou pour passer la tête ; souvent en soie, et ornées d'orfrois perles, médaillons, et même d'anneaux, comme les chapes.

sents. Jean Raubilher ; Jean Thelin ; Gaucelin Achard, prieur de la Croix ; André Chabrer, hebdomadier, et Pons, son frère, prêtres de l'église de Mende ; Guillaume Sergent ; Guillaume Delafont, clerks et choriers de la même église ; Julien Imbert, et moi, Pierre Mestre, clerc et notaire, qui ai rédigé le présent acte.

sépultures superposées. A la surface, la sépulture à fosse ; au-dessous la sépulture à dalles plantées encaissant et recouvrant le corps ; au-dessous de celle-ci, la sépulture dite à *auges*, c'est-à-dire à pierres creusées, larges aux épaules avec un rond pour recevoir la tête, étroites aux pieds, et recouvertes d'une pierre. On en voit encore la moitié d'une servant à retenir le remblai du côté du petit clocher ; elle est en tuf.

Dans le nivellement de la place, on a presque rasé un *ossuaire* d'environ 4 m. carrés et bien voûté, destiné à recevoir les ossements de la période moderne, et que nous y avons vu rangés par ordre. M. André archiviste, a pu sauver un bon fragment de la lampe en verre mince, qu'on y entretenait par respect pour ces ossements.

Le cimetière du midi, que nous voyons ici désigné sous le nom de *St Blaise*, l'avait été postérieurement sous celui de *St Michel*. La Chapelle de *St Blaise* est à droite, en sortant, de la porte du Soubeyran. Avant les réparations commencées en 1857, on y voyait la porte communiquant de la cathédrale avec le cloître, surmontée par les armes du Chapitre.

Ce cimetière du midi occupait le terrain, au de là du cloître et contigu aux chapelles actuelles de N.-D. de Lourdes, *St-Joseph*, N.-D. du Sacré-Cœur et celle dite de Monseigneur l'évêque. Les maisons claustrales le bornaient à l'O. et au S. où il communiquait, par un porche, avec la rue de l'Arjal ; et il l'était à l'E. par les greniers du Chapitre que longeait la rue du Soubeyran, qui avait accès avec la porte S. de la cathédrale par un porche sous les greniers et un autre sous le cloître. Ce passage formait une petite place, à laquelle l'inventaire donne le nom de *plan de St Michel* ; *plan*, *plo*, nom local, pour petite place, usité encore ; et il prenait le nom de *St Michel*, d'une chapelle de cet archange, située au-dessus du passage des greniers. On se rend ainsi compte du texte : *fait devant la porte qui va de l'église vers le cimetière, anciennement appelé de St Blaise, ou vers le plan de St Michel*.

Suite de l'Inventaire

9 NOVEMBRE

L'an et Princes régnant que dessus, et le neuf novembre.

Sachent touz, que les chanoines : Aldebert de Peyre, archidiaque ; Pierre Boyer, précenteur ; Pons Alvernhat, Guillaume Golabert ; Astorg de Charbonnières ; Jean de Colencon et Guillaume Bachalar, sacristain ; en présence de Révérend Père en Dieu, Pons, évêque de Mende, et comte du Gevaudan, de moi notaire, et des témoins soussignés.

Lesdits chanoines, continuant leur inventaire et y ajoutant, ont donné audit sacristain, en ma présence et en celle des témoins soussignés, les objets ci après en les désignant et les spécifiant nommément, comme faisant suite à leur inventaire, savoir :

Pour le grad autel :

Un missel mixte, sans épîtres et évangiles ; un épistolier et un évangélaire.

Un voile à étoffe ouvragée d'outre-mer, pour couvrir les crucifix de l'autel de la Croix ; une toile blanche pour le même usage.

Pour l'autel de St Paul, un Missel complet, et un autre sans les notes de chant ; un épistolier et un évangélier en bon état ; un calice en argent avec sa patène ; des ornements sacerdotaux ; deux nappes.

Pour la crypte ancienne de St Privat, sous l'autel de la Croix : des ornements sacerdotaux ; trois nappes d'autel, un calice en argent avec sa patène ; des canettes (*burettes*) en étain ; des corporaux ; un Missel ; un autre avec chant, de peu de valeur ; un évangélier, et un épistolier ; un Reliquaire.

Pour l'autel de la Croix, ils disent avoir trouvé : quelques ornements sacerdotaux complets, dernièrement confectionnés par Alasacie, épouse de Guigon Morres, quelques autres en couleur verte, complets ; une chasuble blanche, en futaine ; trois nappes d'autel ; des corporaux, avec une bourse en cuir ; un calice en argent, doré à l'intérieur ; une croix en argent, avec son pied en laiton ; un encensoir et sa navette ; un missel ; un évangélier et un épistolier ; un livre d'office, noté.

Pour la chapelle ancienne de Saint Blaise et Sainte Thècle : les statues de Saint Blaise et Sainte Thècle ; elles sont à la maison capitulaire ; les rétables de l'autel ; la statue de la Ste Vierge, en albâtre ; une grande croix, prêtée à l'autel de St Paul ; un coussin, prêté au grand autel : quelques ornements destinés à l'église de Bre-noux ; un calice en argent avec sa patène ; il est déposé à la maison capitulaire ; deux tringles en fer pour supporter les courtines, qui sont encore déposées à la maison capitulaire.

Dans un coffre en bois, ils ont trouvé : un épistolier ancien ; un légendaire ; un livre des collectes ; un bon épistolier ; un vieux responsoire noté ; un bon Missel,

neuf; un vieux Missel : deux courtines pour l'autel ; deux burettes d'autel : deux baisers de paix ; un chandelier en bois ; une petite chasse avec des Reliques ; une petite croix encadrée dans un reliquaire en bois ; quelques corporaux ; un couvre-autel en cuir ; trois nappes d'autel ; deux tauilles d'autel, de peu de valeur ; un campanile, une petite cloche ; une petite boîte fermant à clef ; un écrin ; un pupitre en bois ; six porte lampes avec leurs cordes : neuf banos, tant petits que grands ; quelques cartons sur l'autel ; une petite croix en laiton.

Une chasuble en toile, couleur cendrée, avec croix devant et derrière, accompagnées de roues également en toile ; une autre chasuble blanche, avec amiot, étole, manipule et ceinture ; une autre chasuble double ; un côté, en toile cendrée, et l'autre en toile verte, avec croix portant le suaire en rouge, accompagnée de l'étole, manipule et ceinture.

Une autre chasuble en drap d'or, longue devant et derrière, étroite sur les côtés, doublée en toile blanche. Une autre chasuble avec fond à lions et ramages, et franges sur le derrière ; deux nappes d'autel ; une autre chasuble avec fond à léopards, et franges ; sur le milieu un léopard, devant et derrière ; doublée en toile blanche. Une autre chasuble avec fond à lions et franges devant et derrière, doublée en toile blanche. Une autre chasuble blanche, avec son manipule seulement.

Un voile en soie ; deux capuces pour couvrir la statue de la Ste Vierge et l'Enfant Jésus.

Un volume contenant les Capitules de Prime et de Vêpres, quelques oraisons et quelques prières. Tous ces objets ont été confiés à la garde de Barthélemy Jaudre, marrellier, pour les garder dans la maison capitulaire.

Tous les objets ci dessus désignés et spécifiés, ont été remis à la garde dudit sacristain, en ma présence et celle des témoins soussignés. Lequel a déclaré les tenir pour reçus, et même prendre en charge ceux qui ont été confiés audit mariellier Barthélemy.

Et après que lesdits Chanoines ont eu ainsi livré et remis audit sacristain les objets ci-dessus, et que ledit sacristain les a eu pris en charge, avant de conclure et de terminer ledit inventaire pour le présent, lesdits Chanoines ont tenu à demander à quelques membres du Clergé, ici présents, s'ils avaient connaissance d'autres joyaux de l'église qui ne seraient pas compris dans le présent inventaire, et de les déclarer, afin de les y comprendre. De même, de vouloir bien s'en informer auprès de ceux qui ne sont pas ici présents, afin d'y comprendre ce qui serait à leur connaissance.

Excepté toutes fois : un calice, un encensoir, une petite urne, en or; deux bassins, deux chandeliers, quatre pieds de croix, un encensoir en vermeil, un autre en argent, et le sommet d'une crosse antique, le tout en argent, et dont il sera fait mention ci-après.

Lesdits Chanoines, en leur nom et au nom du Chapitre, déclarent encore qu'aussitôt qu'il leur sera connu qu'il existe d'autres joyaux appartenant à ladite église, ils les ajouteront et les feront inscrire en continuation dudit inventaire.

En outre, lesdits chanoines, tant en leur nom qu'au nom du Chapitre, disent et exposent que par certains actes contenant inventaire, notamment par l'inventaire fait par Pierre Boyer, chanoine et précenteur, mentionnant certains joyaux donnés à cette église par lui et par le Pape Urbain V, à savoir : un calice, un encensoir et

une petite urne, en or, et confiés par le Chapitre, avec inventaire, à Jean Bonenfant, alors sacristain, comme il est ailleurs établi par actes passés par Armand de Bosc, et moi, Pierre Mestre ; et qu'il est à leur connaissance que ces joyaux, et certains autres, à savoir : deux bas-sins, deux chandeliers, quatre pieds de croix, un encensoir en vermeil, un autre en argent, et la volute d'une crosse antique, le tout en argent, ne se trouvent de présent ni dans l'église, ni dans son trésor, et que néanmoins ces joyaux font partie de son trésor, comme il est établi par des actes précédents, portant inventaire de ces joyaux, actes qui ont été produits devant nous notaire et témoins soussignés :

Vu que cette absence ne leur permet pas de les inscrire dans le présent inventaire, ils protestent sous les peines de droit portées contre ceux qui ne font pas, ou ne veulent pas faire inventaire, qu'ils sont responsables de ce qu'ils ne peuvent eux-mêmes les comprendre dans cet inventaire, comme ils l'eussent fait, si ces joyaux leur eussent été présentés. Et néanmoins, ils requièrent les injustes détenteurs de ces joyaux, quels qu'ils soient, même Chanoines, qui ont mis en gage, soit par eux, soit par d'autres, qu'ils soient présents ou absents, tout ou partie de ces joyaux, qu'ils auraient pris de l'église, soit pour leur service, soit pour les mettre en gage, de les rendre, ou de les faire rendre à l'église et au Chapitre, et ce, sous les peines de droit, portées contre les injustes détenteurs des choses sacrées, et notamment en vertu des sentences d'excommunication, portées contre les mêmes, par les Lettres Apostoliques du Pape Urbain V, ainsi que par les Constitutions Synodales. Ils les déclarent en outre responsables de la valeur et des intérêts des-

dits bassins et joyaux, et des frais à faire, le cas échéant, par le Chapitre, pour poursuivre ces injustes détenteurs.

Lesdits Chanoines, tant en leur nom qu'au nom du Chapitre, voulant assurer, pour le présent et l'avenir, la conservation des dits joyaux, et dans l'intérêt de l'église et du chapitre, et confiés à la garde dudit sacristain, ont produit les trois clefs, que Pierre Boyer, précenteur, tient entre ses mains, d'une armoire, où ils seront enfermés. Cette armoire est située proche et hors du chœur, à gauche en allant du chœur vers le grand autel. Elle renferme les statues de St Blaise et de la Ste Vierge et d'autres joyaux précieux, énumérés ci-dessus.


Ces trois clefs, en vertu des conventions passées entre le Chapitre et les sacristains, ont été confiées, ainsi qu'il suit : une, pour le Chapitre, à Guillaume Golabert, chanoine, et Bayle du Chapitre, pour la présente année ; la seconde, à Guillaume Bachalar, sacristain, à raison de sa charge ; la troisième, à Hugon Regord, sous sacristain, à raison de sa charge ; tous ici présents. Guillaume et Hugon, chacun en ce qui les concerne, ont reçu ces clefs avec reconnaissance.

Et lesdits Chanoines ont encore déclaré que tout ce qui a été fait ci-dessus, ou restant à faire, ils le faisaient en qualité de Chanoines, réunis dans la maison capitulaire, pour tenir Chapitre, et ce, en présence de l'Evêque ; qu'ils y ont aussi admis Hugon Regord, sous sacristain de l'église, qui a comme ses prédécesseurs dans le même office, la charge de garder, conserver, administrer le contenu de l'inventaire ; en parer l'autel et le dégarnir : sortir des coffres, armoires et autres lieux, qui les contiennent, les chapelles, vêtements, chapes et

autres ornements, les donner, les intaller et les reprendre, selon l'usage de l'église et la volonté du chapitre.

Et, comme ledit Hugon a réellement exhibé et produit tout le contenu dudit inventaire, lesdits Chanoines, le Chapitre et le sacristain, chacun en ce qui les concerne, ont requis ledit Hugon, sous sacristain, à l'égard de tout le contenu de cet inventaire qu'il a réellement exhibé et présenté, d'avoir à le conserver, garder, administrer, sortir et rentrer, comme il a été fait par lui et ses prédécesseurs, et d'avoir à les produire, déclarer, donner aux dits Chanoines, Chapitre et Sacristain, toutes les fois qu'il en sera requis.

Et le dit Hugon, sous-sacristain a dit, répondu et offert être tout disposé à bien administrer, tenir, conserver, garder ; sortir et rentrer les objets contenus dans l'inventaire, comme lui-même et ses prédécesseurs l'ont fait, et avec plus de soin même s'il est possible, à la demande du Chapitre et du Sacristain, avec la clause cependant que ni lui, ni ses successeurs ne seront pas atteints à d'autres charges ou services que ceux que lui et ses prédécesseurs ont eu coutume de rendre.



Suite de l'Inventaire

BIBLIOTHÈQUE

Et sans désenparer, lesdits Chanoines et Chapitre, ont déclaré qu'ils voulaient faire l'inventaire des livres appartenant à l'Eglise, destinés à son usage, et à les ajouter au présent inventaire. Et ils ont déclaré avoir trouvé et reconnu, dans l'Eglise, les livres suivants :

1° Huit Psautiers dans le Chœur ; 2° du côté du chœur près du trône épiscopal, un Livre des Répons en quatre volumes égaux ; 3° au milieu du chœur, du même côté, un autre livre des Répons ; 4° à la stalle du Prévôt, un livre des Répons, en deux volumes ; 5° à celle de l'Archidiaque, un grand livre des Répons ; 6° au milieu du chœur, du côté de l'Archidiaque, un livre des Répons, en deux volumes ; 7° en tête du chœur, du même côté, un livre des Répons, en deux volumes ; 8° sur le pupitre, un livre des Répons ; 9° un autre grand, ancien ; 10° huit livres d'offices (*Bréviaires*) ; 11° deux grands livres de Proses ; 12° un petit livre de Proses, attaché avec une chaîne en fer ; 13° un livre dit : *Eschasaier* ; 14° trois livres de Collectes ; 15° un Martyrologe ; 16° un livre pour les Processions et les Sépultures ; 17° cinq

livres pour les Processions; 18° un autre pour les Processions, actuellement entre les mains de Jean Vital, hebdomadier; 19° un autre Processionnal, entre les mains de Pierre Devèze; 20° un livre des Constitutions; 21° un Ordinaire (*du Chœur*), 22° Fleurs des Saints; 23° deux Légendaires; deux volumes pour le Propre du temps; deux volumes pour le Propre des Saints; 24° un autre pour le Propre des Saints, nouvellement transcrit; 25° cinq lanternes en fer; 26° deux en bois; 27° une en cuir; 28° un grand livre d'Homélies pour le dimanche; 29° un petit sommaire des Divins Offices, à la Sacristie basse; 30° un livre noté pour le chant des Passions; 31° un livre avec les Répons anciens du martyr et des miracles de St Privat, à la sacristie basse; 32° un pavillon aux armes de St Privat, et cinq écussons de l'Evêque Guillaume Durand.

Tous ces livres ainsi désignés et ajoutés au présent inventaire par lesdits chanoines, ceux-ci ont requis le dit Sacristain de les prendre en charge, et de les renfermer dans une armoire qu'ils feront placer à côté ou au-dessous du Chœur, d'après les conventions passées antérieurement entre le Chapitre et le sacristain Pierre Dalbiartz.

Mais ledit Guillaume, sacristain, a répondu que, pour le moment il ne pouvait prendre en charge ces livres; qu'il les ajouterait à son inventaire lorsque le Chapitre ou ses délégués auraient établi une armoire, à la place indiquée, selon les conventions, où il put les conserver en sûreté; réservant ses droits, ceux de l'Eglise et du Chapitre.

Et immédiatement après, lesdits chanoines, et le Chapitre ont déclaré vouloir faire l'inventaire ou catalogue

des livres appartenant au Chapitre. Ils ont vu et exhibé dans la maison capitulaire les livres suivants :

1° Un livre dit *Lo Catholicon* ; 2° un Rational ; 3° un Miroir du droit ; 4° un Répertoire du droit ; 5° un petit livre traitant des propriétés de la matière ; 6° un livre appelé *Papias* ; (*commentaire sur les Evangiles*) ; 7° une grande Bible en deux grands volumes ; 8° une autre Bible en un grand et beau volume ; 9° un Psautier commenté avec titres en rouge ; 10° un livre d'Hymnes ou Soliloques, en un grand volume et à grands caractères ; 11° un autre semblable et intitulé de même, mais moins grand ; 12° un autre intitulé : Lettres de St Grégoire sur le livre des morales de Job, en deux volumes égaux ; 13° le traité de St Jérôme sur St Marc et St Augustin, de la vraie Religion, en un volume ; 14° un grand traité de St Ambroise sur les Epîtres de St Paul ; 15° un grand volume, de notes sur les Evangiles, à gros caractères ; 16° un livre, couvert en rouge, contenant quelques Chroniques avec les miracles de St Privat ; 17° un volume contenant quelques lettres et les gloses de St Grégoire sur les Evangiles ; 18° un livre, avec titres en rouge, intitulé ; Le Symbole, dicté par St Grégoire, pape ; 19° un autre, intitulé : Collations des Pères ; 20° un autre moins grand, intitulé : Commencement des décrets des Souverains Pontifes ; 21° un autre, intitulé : Traité d'Aurelius Augustin sur l'Evangile de St Jean ; 22° un Recueil, d'anciennes notes sur les titres des Psaumes ; 23° un autre, contenant la dernière partie de la vie de Ste Enimie, et quelques vies anciennes ; 24° un autre, intitulé : Préface de St Jérôme, ou explication du prophète Osée ; 25° un autre volume ancien, avec titres en noir, et commençant par ces mots : *Paul Apôtre* ; 26°

un volume, contenant la Génèse et quelques autres des Livres qui suivent ; 27° un autre contenant les Livres qui viennent après ; 28° un volume contenant le texte de St Mathieu ; 29° Le Cantique des Cantiques, avec glose ; 30° un autre contenant les lettres de St Jérôme ; 31° un autre intitulé à l'extérieur : Seconde partie sur les Epîtres de St Paul ; 32° un autre intitulé à l'extérieur ; Troisième partie des Psaumes ; 33° un autre intitulé : Sermons d'un ami ; 34° un autre, intitulé : Dialogues ; 35° deux livres complets des Sentences ; 36° autres deux, intitulés à l'extérieur : St Augustin sur les Psaumes ; 37° un autre petit, sur le néant de la nature humaine ; 38° un autre d'Histoires des Scholastiques ; 39° un autre : Etymologies de St Isidore ; 40° un autre : Clémentan, sur l'exposition des vocables ; 41° un autre : Exposition de certaines locutions inusitées ; 42 quelques Décrétales ; 43° Les Constitutions du pape Clément III, en forme de cahiers ; 44° un autre petit volume, intitulé : Lettre de St Jérôme, prêtre, à la vierge Principie, sur la vie de Ste Marcelle ; 45° Epître de St Jacques, avec gloses, en un petit volume ; 46° Les Lettres de Pierre de Blois ; 47° un volume contenant quelques Evangiles avec gloses ; 48° un petit Pénitentiel abrégé ; 49° La Somme des confesseurs, avec ce titre en noir : note pour le lecteur, que ce Jean. . . 50° Généalogie de la Bible, en un rouleau ; 51° un volume appelé : Dérivateur ; 52° un petit livre intitulé : Vie, miracles, invention, translation de St Privat ; 53° un Pontifical fait de la main de Guillaume Durand, évêque, en quatre volumes, à grands et gros caractères, et donné par lui. Les deux premiers volumes contiennent la première partie du Pontifical ; le troisième, la troisième : le quatrième, la quatrième ;

deux de ces volumes sont entre les mains de Monseigneur l'Evêque ; 54° Bénédiction épiscopales, en un volume de même format et caractères que les précédents ; elles sont entre les mains de Monseigneur l'Evêque ; 55° un Livre des Collectes, même format et caractères que les précédents ; 56° un grand Missel, en deux volumes, selon le rit de l'Eglise de Mende ; même format et caractères que les précédents ; 57° un autre Missel, mixte, en deux grands volumes. Le premier et le plus grand, comprend le temps ferial, noté ; le second, contient le Propre des Saints, aussi noté ; 58° un autre Missel selon le rit Romain, format plus petit, gros caractères, donné par Guillaume Durand ; 59° un autre volume, à format plus petit et gros caractères, contenant l'Office de la Ste Vierge, selon le rit de l'Eglise de Mende et quelques autres Offices ; 60° un Missel mixte avec office, selon le rit Romain ; 61° un petit Pontifical ; 62° trois volumes avec couvertures en bois contenant plusieurs actes concernant le Chapitre ; 63° un autre grand cahier couvert en peau de veau ; 64° dans le Cloître, un Bréviaire pour le service des Chanoines, fixé par une chaîne en fer ; 65° un traité de la Divination, entre les mains d'André Castel.

Lesdits Chanoines ont déclaré que les volumes ci-dessus énumérés, appartiennent au Chapitre et à l'Eglise de Mende ; qu'ils les comprennent dans le présent inventaire, et qu'ils veulent qu'ils restent dans la maison dite Capitulaire, pour y être conservés selon qu'il a été d'usage ; ordonnant et enjoignant expressément à Barthélemi Jaufred, marrellier, et à Julien Imbert, bedeau du Chapitre, qui ont les clefs de ladite maison, de prendre soin de bien garder et conserver, comme ils l'ont fait

jusqu'ici, ces clefs, et les livres et autres objets renfermés dans la dite maison.

Suite de l'Inventaire

9 NOVEMBRE

*Réintégration d'articles absents. — Monitoire. — Appro-
bation Episcopale*

Et peu après, lesdits Chanoines et Sacristains, ont annoncé qu'ils viennent d'être mis en possession : 1° du calice, encensoir, et petite urne, en or ; 2° des deux bassins, deux chandeliers, quatre pieds de croix, volute de crosse, encensoir, autre encensoir en vermeil, le tout en argent ; 3° des livres et autres objets dont il a été question dans le présent inventaire, et qu'ils les ajoutent et comprennent dans cet inventaire.

Après cela, lesdits Chanoines et Sacristain ont présenté à Monseigneur Pons, évêque de Mende et comte du Gévaudan, ici présent, une supplique tendant à ce qu'il veuille bien par son autorité ordinaire, judiciaire, et décret, approuver tout ce qui a été rédigé ci dessus

par moi notaire soussigné, comme étant bien, justement et légitimement fait, attendu que presque tout a été fait en sa présence. En outre qu'il veuille bien accorder au Chapitre des *Lettres Monitoires*, défendant sous telles peines qu'il lui plaira édicter, que, sans le consentement du Chapitre, ou de ses Bailes, personne n'entreprenne de sortir aucun livre soit de l'Eglise, soit de la maison claustrale, excepté pour les besoins des offices à faire, et qu'il veuille bien munir ces Lettres de son grand Sceau.

Et ledit Seigneur Evêque et comte, accueillant gracieusement ladite supplique, présentée par lesdits Chanoines et Sacristain, comme juste et raisonnable, en tant que tout ce qui a été inséré dans le présent acte, l'a été fait régulièrement et en toute justice, ainsi que les dits Chanoines, sacristain et autres, le lui ont attesté, et comme il en a été témoin pour la plus grande partie ;

Siégeant judiciairement dans la maison et salle Capitulaire choisie par lui à cet effet. et usant de son pouvoir ordinaire, judiciaire et décret, il accorde au Chapitre les présentes *Lettres Monitoires* ; voulant, pour leur donner plus grande autorité, qu'elles soient scellées de la Bulle plombée de St Privat, selon l'usage bien souvent pratiqué par les Evêques de Mende.

De tout ce dessus, lesdits Chanoines et Sacristain, m'ont requis de leur délivrer un acte public. Ce qui a été fait à Mende en la forme ci-dessous :

L'an et Princes régnant que dessus, et le neuf novembre etc. ; fait dans la maison Capitulaire, présents : Guillaume Achard, prieur de La Croix ; Jean Tilin, Pierre Espinouse, prêtres ; Barthélemi Jaufred, marrellier, et Julien Imbert, bedeau, clerks et choriers de l'Eglise de

Mende, et Hugon Regord ; Bertrand Cortin, Guillaume Manand, notaires, et moi Pierre Mestre, clerc et notaire par autorité épiscopale dans la ville et diocèse de Mende, qui ai assisté à tout ce dessus, avec les témoins susnommés, et, de ma main, ai rédigé le présent Acte.

Reprise d'Inventaire

3 DÉCEMBRE 1581.

Evaluation des bijoux réintégrés, etc.

L'an 1581, Charles par la grâce Dieu, Roi de France, Pons, par la même grâce, Evêque de Mende et comte du Gévaudan.

Sachent tous que, dans la Maison Capitulaire, et en ma présence et celle des tèmpins soussignés, assemblés vénérables ; Pierre Boyer, précenteur, Pons Alvernhaç, Guillaume Golabert, Astorg de Charbonnières et Raymond Puel, docteur ès-lois, chanoines de l'Eglise de Mende ; Guillaume Bachalar, sacristain, et aussi chanoine, lesquels en leur nom propre et au nom du Chapitre, exposent que, l'année déjà écoulée, et, aux heures,

jours et vacations indiqués, ils firent l'inventaire ou reconnaissance de tous et chacun des joyaux, en or et argent, pierres précieuses et autres; ornements, parements, livres et autres objets destinés à la décoration et ornementation de l'Eglise; et généralement de tout ce qui peut être compris sous le nom de Trésor de l'Eglise; inventaire par lequel ils confièrent audit Sacristain, tout ce dont ils avaient pu avoir connaissance, ou tenir sous la main;

De plus, qu'il serait loisible au Chapitre et aux dits Chanoines, en continuant le dit inventaire, d'y ajouter, d'écrire ou faire inscrire ce qu'ils trouveraient avoir échappé audit inventaire, et cela, toutes et quantes fois il sera expédient et opportun pour l'utilité et l'avantage de l'Eglise et du Chapitre.

Et comme il reste encore à y inscrire certains joyaux, spécifiés ci-après, avec les livres de l'Eglise, destinés à son usage, ils veulent présentement livrer et confier ces livres, audit sacristain, à titre d'inventaire.

Mais ledit sacristain y a répondu par un refus; alléguant que tant que le Chapitre et lesdits Chanoines ne fourniraient pas une armoire, sous le chœur ou auprès, il n'ajouterait pas lesdits livres à son inventaire, mais qu'aussitôt que la convention intervenue au sujet de cette armoire serait exécutée, il s'offrait à les recevoir et porter à son inventaire selon qu'il y est tenu par l'acte ou les actes rédigés par moi notaire.

C'est pourquoi, en ce jour, lesdits Chanoines, en ma présence et celle des témoins soussignés et requis, désirant pour le présent et l'avenir, mettre en sûreté les livres et les joyaux dont il est question, ont requis Guillaume Bachalar, aussi chanoine et sacristain, et en sa

qualité de sacristain de ladite Eglise, de recevoir et faire inventaire desdits livres, attendu que l'armoire par lui réclamée, a été faite et placée ; que l'armoire est bien conditionnée et disposée de telle sorte, qu'à son ouverture, l'œil puisse facilement discerner où il faut les prendre et les replacer : le requérant encore d'ajouter à cet inventaire, les bijoux dont mention est faite ci-dessus.

Sur ce, ledit sacristain, tenant à remplir les conventions précédemment faites entre le Chapitre et les sacristains ses prédécesseurs, s'est montré tout prêt à faire inventaire de ces livres et bijoux.

Et alors, lesdits Chanoines, ès-noms que dessus, voulant continuer et compléter leur inventaire, ont déclaré les livres et bijoux dont il est question ci dessus : lesquels bijoux sont :

1° Un calice en or ; 2° un encensoir en or ; 3° une petite urne en or ; 4° un reliquaire en cristal. Ces livres et bijoux, lesdits Chanoines ès-noms que dessus, continuant ledit inventaire, et les y ajoutant, les ont confiés audit sacristain pour qu'il les garde et les conserve en vertu de sa charge. A savoir :

1° Le calice en or avec sa patène, du poids de sept marcs, trois onces, quatre deniers, le marc valant cinquante-trois florins et un tiers, y compris la façon, le marc estimé sept florins et demi chaque : faisant en or le total de quatre cent cinquante un florins, valeur de la Révér. Chambre Apost.

Au nœud du calice est un anneau composé de onze pierres précieuses et seize perles.

Autour du pied du calice, il y a sur le devant, au-dessus de la croix : une *émeraude* grosse et carrée, esti-

mée vingt-cinq florins, valeur de la R. C. Ap. ; un *balais* long estimé vingt florins, valeur id. ; une *émeraude* allongée, estimée dix huit florins.

Vient ensuite un *balais* en forme de cœur, estimé dix-huit florins, or, valeur id. ; un *balais* avec entailles, presque de la même forme, estimé quinze florins ; un *balais* uni, estimé quinze florins ; une *émeraude* ronde estimée seize florins ; un autre *balais* long, à face ovoïde, estimé dix-huit florins ; seize *perles*, estimées cinquante-six florins. Total de la valeur de tout le calice, six cent cinquante-deux florins, valeur de la R. C. Ap.

Son étui en cuir, estimé douze florins. Les ornements en argent qui le décorent, pèsent deux marcs, deux onces, dix-huit deniers ; à neuf florins le marc, l'étui s'élève à trente-trois florins, un gros et trois deniers.

2° L'encensoir en or, œuvre de Paris, à fenestragés divers, ramages, anges, arabesques, orné de plusieurs émaux et armes d'Urbain V, à la partie inférieure, du poids de six marcs, le marc y compris l'étui en cuir, valant soixante florins, le tout s'élevant à trois cent soixante florins, valeur de la R. C. Ap.

3° La petite urne en or, œuvre byzantine, ornée à la partie supérieure d'une chaîne et de divers médaillons, et des armes d'Urbain V à la partie inférieure, du poids de quatre onces et demie, le marc à cinquante florins, s'élevant, avec l'étui en cuir, à trois cent trente-un florins et quart, valeur de la R. C. Ap.

4° Le Reliquaire, garni d'une lentille en cristal, avec pied en argent et orné de pierres précieuses. Il contient nombre de Reliques, et spécialement de St Véran. Il a été donné par Pierre Boyer, précenteur, avec son étui en cuir. Il manquait au moment de l'inventaire pour

cause de réparation et d'amélioration : mais en ce jour, il vient d'être réintégré et présenté auxdits Chanoines, en ma présence et celle des témoins soussignés.

De plus, lesdits Chanoines, ès-noms que dessus, ont remis et confié audit sacristain, tous les livres de l'Eglise destinés à son usage, dont il a été fait mention, et nommément ceux qu'à première vue, ils ont trouvé dans l'Eglise, à savoir :

1° Huit Psautiers dans le chœur ; 2° un livre de Répons en quatre volumes semblables, dans la partie du chœur qui est près du trône épiscopal ; 3° au milieu du chœur, du même côté, un livre de Répons ; 4° à la stalle du Prévôt, un livre de Répons, en deux volumes ; 5° à celle de l'archidiaque, un autre grand livre de Répons ; 6° au milieu du chœur du côté de la stalle de l'Archidiaque, un autre livre de Répons, en deux volumes ; 8° un autre au pupitre ; 9° un autre grand et ancien ; 10° huit livres d'Offices ; 11° deux grands livres de Proses ; 12° un autre de Proses, plus petit, attaché avec une chaîne ; 13° un autre appelé *Eschassier* ; 14° trois livres de Collectes ; 15° un Martyrologe ; 16° un livre pour les Processions et les Sépultures ; 17° cinq Processionaux ; 18° un petit Processionnal ; 19° un autre Processionnal ; 20° le livre des Constitutions ; 21° un Ordinaire du Chœur ; 22° les Fleurs des Saints ; 23° deux Légendaires : le Ferial en deux volumes et le Sanctoral (*propre des Saints*) également en deux volumes tout neufs ; 24° un grand livre d'Homélies dominicales ; 25° un abrégé des Offices, qui est à la sacristie basse ; 26° un livre de Passions, noté ; 29° à la sacristie basse, un autre avec les Répons anciens de l'office du Martyre et des Miracles de St Privat ;

Tous ces livres avec les joyaux détaillés comme il est consigné dans le présent inventaire, et ajoutés par lesdits chanoines, ont été par eux remis et confiés audit Sacristain pour être conservés avec soin par lui-même ou ceux qu'il désignera, et comme il y est tenu; et ledit Sacristain a déclaré avoir reçu et tenu pour reçus, de la main desdits chanoines tous ces livres et joyaux, en présence et assistance d'Hugon Regord, prêtre, sous sacristain qui, tant aujourd'hui, que toutes les fois qu'on a procédé audit inventaire, a été continuellement présent.

De tout ce dessus, a été demandé un acte public. Et au même moment Guillaume (*Bachalar*), sacristain, a confié à la garde d'Hugon (*Regord*), sous-sacristain, les mêmes livres et joyaux, de la même manière et en la même forme qu'il les a reçus des Chanoines.

Et ledit Hugon a déclaré consentir à accepter cette charge.

Le Sacristain voulant montrer audit sous-sacristain comment il devait faire et tenir l'inventaire des joyaux, parements et ornements de l'Eglise qu'il lui remettait lui-même, a produit et présenté un acte public contenant à première vue, un certain inventaire, rédigé par un sous-sacristain qui y est nommé. Et à peine l'a-t-il présenté, que Pierre Bayer, chanoine et précenteur de cette Eglise, l'a pris de ses mains, et a donné lecture, pendant quelques instants, du contenu, en présence d'Hugon, qui l'écoutait attentivement. Mais après quelques instants de cette lecture faite par le Précenteur, se rendant compte du contenu de cet acte, il déclare qu'il ne peut se rendre à la demande dudit sacristain; d'abord, parce que cet acte est si ancien qu'on pourrait lui opposer la prescription, qu'il l'a même encourue;

secondement, que dans cet acte il n'est fait mention que des joyaux, parements et ornemens possédés anciennement par l'Eglise, et qu'il n'y est pas fait mention des joyaux postérieurement donnés par le Pape Urbain V. de sainte mémoire, desquels ses prédécesseurs n'ont fait ni reçu aucun inventaire.

Mais le Sacristain, répondant en son nom, et au nom desdits Chanoines et Chapitre au sous sacristain alléguant la prescription, qu'aucun employé, quelque soit son office, ne peut se couvrir du moyen, ni du privilège de la prescription pour remplir les devoirs de la charge auxquels il est tenu par la nature de son emploi.

Le Sous sacristain ne se rendant pas à ce qui lui était dit par le Précenteur et le Sacristain, au nom des sus-nommés, ajoute encore : que la raison qui l'empêche de se rendre à la demande du Sacristain est, qu'il y a à l'Eglise plusieurs portes dont il n'a pas en sa possession toutes les clefs, que quelques unes même de ces clefs sont entre les mains de certains chanoines.

Le Sacristain, ne tenant pas compte des objections du Sous Sacristain, le met en charge de l'inventaire.

Le Sous Sacristain Hugon, loin d'y consentir, ajoute que si le Sacristain, par Actes, témoins, ou autres documents authentique, peut le convaincre que son prédécesseur Guillaume Bouschet, sous-sacristain a fait, ou reçu l'inventaire des joyaux, reliques, parements et ornemens donnés à l'Eglise par le Pape Urbain V. de sainte mémoire, il est prêt, et s'offre à faire tout ce qu'il doit faire et est convenable à raison de sa charge. Il s'offre à bien et fidèlement administrer, régir, et gouverner, et, dans cette administration, apporter sa diligence habituelle, et mieux encore s'il est possible. Il y accomplira

rigoureusement tout ce que sa charge exige, mais il déclare néanmoins qu'il n'entend pas prendre plus de responsabilité, ni plus de charges que n'en ont pris ses prédécesseurs.

Le voyant ainsi disposé, lesdits Chanoines, accompagnés du Sacristain, du Sous-sacristain, de moi notaire et des témoins soussignés, sont sortis de la maison Capitulaire, se dirigeant vers l'Eglise par la voie la plus courte; et, traversant le Chœur, sont allés droit à une armoire, qu'ils ont trouvée ouverte, et dans laquelle sont conservées les statues de la Ste-Vierge et de Saint Blaise, et quelques bijoux et reliques, données à cette Eglise par le Pape Urbain V, de sainte mémoire.

Et là, ouvertement, publiquement, et en présence et à la vue de tous les témoins assignés, lesdits Chanoines, en leur nom et celui du Chapitre, ont sorti, présenté, les trois bijoux dont il est fait mention ci-dessus : le calice, l'encensoir et la petite urne, le tout en or, tels qu'ils ont été déclarés, spécifiés et décrits ci-dessus; et immédiatement ils les ont renfermés sous clef dans la dite armoire; et ils m'en ont demandé acte public, à moi, notaire public, en la forme suivante :

L'an mille trois cent quatre vingt-un et le troisième jour du mois de décembre, etc.... fait à Mende tant dans la maison dite Capitulaire, que dans l'Eglise, dans l'endroit qui est après le Chœur et au dessous du grand autel, auprès de l'armoire sus-mentionnée; présents : Jean Brondel, notaire de Verdun; Julien Imbert, marrellier de cette Eglise; Guillaume Cobe, prêtre, témoins requis; et moi, Pierre Mestre, notaire public, souvent mentionné, qui ai rédigé le présent acte.

Additions à l'Inventaire

Sous Jean d'Armagnac

9 JUILLET 1387

L'an 1387 et le 9 juillet, régnant Charles VI, par la grâce de Dieu roi de France, et Jean, par la même grâce Evêque de Mende et comte du Gévaudan ;

Sachent tous, présents et à venir, qu'assemblés à Mende dans la maison Capitulaire, vénérables : Urbain, prévôt ; Guillaume Bachalar, sacristain ; Pons Alvernac ; Raymond de Colendres ; Raymond Puél, docteur es-lois ; Pierre Volmanière ; Etienne de Miremont ; Guillaume Pradet ; Pierre Bascle ; Jean Senhoret et Guillaume de Mostuéjols, chanoines de l'Eglise de Mende, tenant Chapitre Général ;

Attendu que dernièrement, il a été donné par défunt Pons de la Garde, Evêque de Mende, à l'Eglise de Mende certains joyaux consistant en ornements sacerdotaux, parements, Reliquaires, et autres objets, mentionnés ci-dessous :

Désirant, pour l'avenir, procurer leur fidèle conservation ; ils ont confié et donné en garde à Guillaume Bachalar, chanoine et sacristain, en présence d'Hugon Regord, sous sacristain, à savoir :

Une chape en velours rouge, avec broderies de fleurs bleues et ramages à fil d'or. Les orfrois de Florence, sont ornés de médaillons de la Passion et de quelques Apôtres ;

Une chasuble en même velours et broderies. Les orfrois de Florence sont ornés de médaillons de la Sainte Vierge.

Une tunicelle et une dalmatique en dyaspre rouge, avec parements en drap vert appelé *macabat*.

Deux tunicelles, pour évêque, en étoffe rouge, appelée *sanut*(1), avec parements en étoffe rouge dite *matabat* ; aux manchettes sont douze petits boutons ronds en argent.

Une aube avec parements en velours rouge, avec médaillons d'Apôtres.

Un amict garni en même velours, et médaillons d'Apôtres.

Une étole et manipule en même velours, et médaillons d'Apôtres et de Vierges.

Une ceinture en soie rouge.

Deux coussins ou *menhots*, en *syndon*(2) vert avec broderie à ramages, oiseaux de diverses couleurs.

Un Reliquaire en vermeil, porté par deux anges ; il renferme diverses Reliques, et entre autres, une dent de St Pierre. D'après lesdits Chanoines, il pèse onze marcs,

(1) *Sanut* pour *Sancti*. Du Cange.

(2) *Syndon*, lin très fin.

comme il est établi par une note de la main de Benoit Durand, notaire. Il porte une petite croix mobile.

Tous les objets ci dessus, sont marqués aux armes du Seigneur Evêque.

Deux draps en laine, couleur verte, aux armes du même Evêque.

Un tapis d'Espagne, aux armes du cardinal de Camille. Après la mort du Seigneur Evêque, on en a fait deux tapis.

Les ornements et tapis ci dessus, ont été reçus par le dit sacristain à mesure qu'ils lui étaient livrés au nom du Chapitre, avec les réserves exprimées dans l'inventaire ci dessus et après, insérées dans l'inventaire rédigé par moi notaire.

Lesdits Chanoines, tenant Chapitre, ont en outre confié audit Sacristain :

Une chape couleur bleue ou perse, en drap de Damas, à compartiments remplis par des fleurs quadrilobées, ou des coqs couronnés, le tout brodé en fil en or. Les orfrois d'Angleterre, tissés en fil d'or, portent, entre le capote, onze médaillons. Le couronnement de la Ste Vierge occupe celui du capote ; et un autre semblable, termine le sommet de l'orfrois.

Ils ont donné en outre un Missel sans Epîtres et Evangelies, pour le service du grand autel, légué par Pierre de Montauroux, chanoine de cette Eglise. La dernière ligne du premier feuillet finit par ce mot *refit* ; et celle du second par : *sanctissimi*.

Tout ce qui a été présenté, désigné et spécifié ci dessus, a été confié audit Sacristain, par lesdits chanoines agissant au nom du Chapitre, et ont été livrés et confiés audit Chanoine, Sacristain, à raison de sa charge, lequel les

a acceptés ; mais avec la condition expresse que ledit Hugon consentira à les garder ; son refus entraînant le sien propre. Malgré cette clause, lesdits chanoines ont persisté dans la livraison desdits objets, audit Hugon Regord, sous sacristain, pour qu'il les garde dans la manière et la forme réglée par le Chapitre, auxquelles ledit Hugon déclare ne pas consentir, comme il n'y a pas consenti pour le passé. Mais néanmoins il s'offre et est tout disposé à bien et fidèlement administrer, gouverner, régir et conserver tous ces objets comme il en a coutume de le faire, et mieux s'il est possible.

De tout ce dessus, lesdits Chanoines, en leur nom et au nom du Chapitre m'ont demandé à moi, notaire sousigné un acte public.

Fait à Mende, dans la maison Capitulaire, présents : Pierre Guin ; Jean Duplan, prêtres ; Pierre Dupui, marrellier de cette Eglise, témoins requis pour le présent acte ; et moi Pierre Mestre, notaire public, par autorité épiscopale, dans la ville et diocèse de Mende, qui ai été présent et suis intervenu dans tout ce qui a été fait, et en étant requis, ai rédigé et écrit le présent acte.

Expédition du présent Acte

POUR ROBERT, ÉVÊQUE DE MENDE , ET COMTE DU GÉVAUDAN

Du présent acte, par mon clerc fidèle, assermenté, et tenant ma place, j'ai fait transcrire et grossoyer, le présent acte public, pour l'usage de Révérend Père en Dieu, Robert, par la divine Providence, évêque de Mende et comte du Gévaudan, ou de son procureur, en cinq pièces et demie de parchemin, ou peaux, attendu qu'il ne pouvait être contenu en une seule, cousues et jointes ensemble par des ligatures couleur blanche.

Dans la première de ces peaux, la sixième ligne, en comptant du commencement de l'inventaire, commence par ces mots : *et sunt in eadem quæcumque* ; la dernière, en descendant, commence par *Omnium Sanctorum*, et finit par : *in eadem ystoriata*.

La seconde peau, en sa quatrième ligne, en comptant du commencement, commence par : *octo florenos*, et finit par : *item sunt* ; sa pénultième ligne, toujours en descendant, commence par : *aliis causis*, et finit par : *hoc*.

La quatrième peau, en sa troisième ligne, en commençant par le haut, commence par : *regnantibus*, et finit par : *Astorgius*. Sa dernière ligne commence par : *de vita*, et finit par : *in eadem modicum*.

La cinquième peau, commence sa troisième ligne, en comptant par le haut, par *auro*, et finit par : *dictam*, et sa quatrième ligne commence par : *seu notas*, et finit par : *in ipsa*.

La moitié de la dernière peau commence en sa cinquième ligne par : *inventario*, et finit par : *in eadem jo-calia* ; sa onzième commence par : *specificata*, et finit par : *tamquam sacristam*.

Après avoir collationné avec le plus grand soin et avec l'assistance dudit clerc assermenté et mon délégué le présent acte avec l'original, j'y ai apposé ma signature et mon sceau en témoignage et pour faire foi de tout ce qui y est contenu ; et je l'ai délivré à l'instante réquisition du procureur de mon dit Seigneur Evêque de Mende, en vertu de l'autorisation donnée par écrit de l'official de Mende, comme il est établi par lettres patentes sur papier, émanées de sa main et scellées du sceau de l'officialité sur le verso, et dont la teneur suit :

L'Official de Mende à Pierre Mestre, notaire public, par l'autorité épiscopale, dans la ville et diocèse de Mende, salut en N. S. : Par ces présentes, nous vous donnons et accordons la faculté de faire ou faire faire une copie en acte public d'un certain acte, autrefois reçu par vous, et contenant l'inventaire ou répertoire, fait par le Chapitre, ou quelques uns de ses chanoines, assistés du sacristain et sous sacristain, de cette Eglise, concernant les joyaux, ornements et parements de l'Eglise de Mende, et de la valeur qui leur a été attribuée ;

de le certifier vous-même, et de le remettre au procureur de mon dit Seigneur Evêque de Mende , quoique ce ne soit pas lui-même qui en ait fait la demande, mais bien son procureur, pour certaines raisons qu'il nous a exposées.

Donné à Mende le pénultième du mois d'octobre 1392.

R.

Official. Durant.





LE CARDINAL DE GRIMOARD

I.

Lorsque son frère Guillaume — et non pas son oncle comme le prétendent la plupart de ceux qui se sont occupés de lui, — fut promu au souverain pontificat sous le nom d'Urbain V, Anglic de Grimoard, chanoine régulier du monastère de Saint-Ruj, était prieur de l'église abbatiale de Saint-Pierre-de-Die.

Or, en ce temps-là, le siège épiscopal d'Avignon étant devenu vacant, Anglic fut placé à la tête de ce diocèse, le premier jour des ides de décembre 1362. Environ quatre ans plus tard, le 18 septembre 1366, il fut revêtu de la pourpre avec le titre de cardinal-prêtre de Saint-Pierre-es-Liens.

Sans doute, ces deux nominations successives avaient été rapides : personne n'en fut surpris. L'homme qui en avait été l'objet était vraiment digne de ces hautes distinctions. En les lui conférant, Urbain V ne fit pas œuvre de népotisme ; il se donna pour auxiliaire, comme l'aurait fait tout autre pape sage et éclairé, un prêtre sûr, prudent, instruit et si bien avec Dieu qu'il fit, au dire d'un historien naïf, des miracles même pendant sa

vie, — *quem miraculis in vita claruisse testatur Aymericus de Peyraco infra paginan 417 in Vita Urbani* (1).

On a prétendu — mais on ne trouve aucune preuve de ce fait — que le nouveau prince de l'Eglise fut délégué auprès du roi de Castille qui menaçait, je ne sais pourquoi, de se soustraire, lui et ses sujets, à la domination papale, et qu'il ramena ce roi mal pensant à des sentiments meilleurs envers le Saint-Siège.

En 1367, Anglic de Grimoard suivit son frère à Rome et il était à Bologne, lorsqu'il fut chargé de remettre lui-même le pallium à Albert de Sterburg, archevêque de Magdebourg. En 1370, lorsque le pape Urbain V se décida à revenir à Avignon, les bords du Tibre lui paraissant moins sûrs que ceux du Rhône, le cardinal de Grimoard fut nommé légat pontifical en Italie. Mais l'année suivante, le limousin Pierre Roger ayant succédé à Urbain V sur le trône pontifical sous le nom de Grégoire XI, le frère du pape défunt fut remplacé comme légat en Italie par le cardinal Pierre de l'Etang — *Petrus de Stugno*. Alors Anglic revint à Avignon, où il ne donna plus signe de vie jusques en 1378.

II

Cette année-là, le 27 mars, Grégoire XI étant mort, Barthélemy, archevêque de Bari, fut élu à sa place sous le nom d'Urbain VI. Mais cette élection fut contestée. Le Conclave avait eu son libre arbitre gêné, paraît-il, par une insurrection populaire. Une nouvelle élection eut lieu, peu de près, et cette fois, les voix se portèrent sur

(1) Baluze, *Vit. pop. rom.*

le cardinal Robert de Genève, qui prit le nom de Clément VII.

Ce fut le début du grand Schisme, — Schisme qui dura soixante dix-huit ans, partageant la chrétienté en deux obédiences et préparant l'avènement de la Réforme.

Se croyant légitiment élus, chaque pape garda ses fonctions, les foudres de l'un tombant sur la tête de l'autre, comme entre mécréants.

Le cardinal de Grimoard s'inclina tout d'abord devant l'autorité d'Urbain VI ; mais l'élection de Clément VII étant survenue, ses hommages ne s'adressèrent plus qu'à ce dernier. Bien plus, il crut devoir, dans un document qu'il rendit public, déclarer que Robert de Genève seul était chef de l'Eglise, — *illum esse credendum verum papam qui, assensu unanimi cardinalium, electus fuerat et quem iidem cardinales in extremis dierum suorum, ubi nullius nisi solius Dei timorem habebant, in animarum suarum periculo, firmiter et simpliciter, absque, cujuscumque hesitationis scrupulo palam et publice professi fuerant esse Christi vicarium et unicum universalis militantis Ecclesie patrem procipuum et pastorem*. Cette déclaration ne fit pas grand mal à Urbain VI, qui continua à être reconnu par une grande partie du monde catholique.

III

Un autre événement vint mettre en plus grande évidence encore le héros de cette étude.

En 1379, le gouverneur de la province du Languedoc, le duc d'Anjou, avait criblé de tant d'impôts et d'impôts si iniques les populations que celles-ci furent forcées de se révolter.

« Jamais, dit un auteur peu suspect (1), le fisc n'atteignit plus de choses à la fois. Ce fut un impôt sur l'air et le sang. Le blé, l'avoine, les légumes, le pain, le vin, la viande de boucherie, le poisson, l'huile, le fromage, les intestins des animaux, tous ces objets de consommation furent soumis à des taxes spéciales. Le pain, en particulier, était atteint sous trois formes : dans la terre, à l'état de semence, par l'impôt foncier ; dans les greniers, à l'état de grains ; chez le boulanger, à l'état de pain, par une taxe sur la confrérie. Le vin, comme le pain, était taxé trois fois : une première fois dans le sol, avant que le bourgeon se fut montré ; une seconde fois dans la vigne vendangée, où le fisc allait compter les grappes et les hottées ; une troisième fois, dans le tonneau et jusque dans le verre du consommateur. Il y avait des impôts sur les hôteliers pour chaque journée de cheval ou de mulet qu'ils logeaient dans leur auberge ; il y en avait pour la dinée d'un voyageur, il y en avait pour la couchée. L'impôt personnel ou de capitation saisissait l'enfant presque au sortir du berceau ; au-dessus de trois ans, il avait le titre d'habitant et une part des charges attachées à ce titre écrasant. Le gros bétail était recensé et taxé par tête ainsi que le peuple, et comme dans le peuple l'impôt descendait jusqu'à l'enfant au-dessus de trois ans, de même dans le bétail, grand et menu, outre les bêtes arrivées à leur grosseur naturelle, l'impôt allait épier dans les étables la naissance des veaux, agneaux, chevreaux, cochons de lait pour les coucher, en sortant du ventre de la mère, sur le registre des imposés. J'oubliais une quatrième et cinquième forme sous laquelle le

(1) Désiré Nisard, *Histoire et description de la ville de Nîmes*.

fisc poursuivait le pain du peuple; c'était dans le moulin où l'on faisait moudre le blé et dans le four où on le faisait cuire. Tout cela, sauf les impôts ordinaires, et si l'on peut dire raisonnables, que tout membre de l'état doit à la communauté en retour de la protection qu'il en reçoit ?

Telle était, au point de vue final, la situation de la province du Languedoc, au commencement de l'année 1379, lorsque, dans le mois de mars de cette année, on crut devoir ajouter une nouvelle contribution de *cinq francs et dix gros par feu*, lorsque, enfin, le 21 octobre, les commissaires du duc d'Anjou sommèrent les communes de lui accorder *douze francs d'or par feu pour une année, savoir un franc d'or par mois* (1).

Si encore il se fut agi de sauver le pays ! Mais, non. Les bénédictins Vaissette et Vic nous apprennent que le « but principal » du duc d'Anjou « étoit de s'enrichir aux despens des peuples, car il avait une disposition absolue des finances de la province. »

Les populations n'y tinrent plus. Partout, elles se soulèvent, mais, nulle part, avec autant de colère qu'à Montpellier.

IV

C'était le 21 octobre 1379.

Les commissaires du duc d'Anjou ayant réuni le conseil de ville dans le chapitre du couvent des Cordeliers exposèrent le sujet de leur commission. Les consuls de

(1) Les historiens du Languedoc assurent que sous le poids énorme des impôts accumulés les feux de la province étaient descendus, en trente ans, de cent mille à environ trente mille.

Montpellier écoutèrent jusqu'au bout sans interrompre, puis, ils demandèrent quelque temps de réflexion, promettant une réponse définitive pour le mardi 25 octobre, à l'heure des Vêpres.

Au jour dit, • après avoir attroupé une multitude de gens armés, qui leur servoient d'escorte, ils se rendirent à la maison des commissaires, sous prétexte de leur rendre réponse : et là, leur ayant d'abord parlé avec beaucoup de vivacité, tandis que le peuple en foule entrant dans la maison, ils se jetèrent sur eux, sur tous les officiers du roi et du duc d'Anjou, tant clercs que laïques, et sur leurs domestiques, et les massacrèrent tous impitoyablement, excepté Bérard de Pandons à qui ils firent grâce. Ils jetèrent ensuite leurs corps dans des puits, après les avoir traînés dans les rues et les avoir exposés à être dévorés par les chiens. Ils mirent en même temps tous leurs meubles et effets au pillage; et pour éviter la punition de leur crime, ils implorèrent le secours de divers princes, excitèrent les autres villes de la province à la révolte, se fortifièrent, rappelèrent tous les bannis de la ville, et délivrèrent ceux qui étoient dans les prisons du roi. L'auteur des *Chroniques de France* et le continuateur de Nangis font monter à quatre-vingts le nombre de ceux qui furent tués par les habitants de Montpellier dans cette émeute : d'autres assurent que, outre le chancelier du duc d'Anjou, le Sénéchal de Rouergue, le gouverneur de Montpellier, Jean de Perdignier et Pierre de Bagnols, il y en eut cent sept de tués, dont on ignore les noms. Les habitants de Clermont-de-Lodève suivirent bientôt après l'exemple des habitants de Montpellier; et une centaine d'entr'eux ayant conjuré la mort de quelques uns qui étoient attachés aux intérêts du roi et du duc

d'Anjou, ils le tuèrent, le pénultième d'octobre et le lendemain ils mirent le feu à leurs maisons. » (1).

Pendant que des messagers partent annoncer au roi et à la duchesse d'Anjou la révolte des Montpelliérains, les officiers de la Sénéchaussée de Beaucaire se transportent partout où de nouvelles émeutes paraissent pouvoir se produire. Le pape lui-même fait renforcer les garnisons des châteaux situés sur les rives du Rhône.

On a peur, et on a raison d'avoir peur. Jamais populations n'eurent d'aussi légitimes motifs de colère furieuse. Si peu que l'exemple de Montpellier eut été suivi, c'en était fait des impôts excessifs et des criminels oppresseurs, et l'histoire eut rendu hommage aux spoliés de s'être vengés de leurs spoliateurs. Mais les populations étaient timides et comme personne ne s'offrait pour les diriger et les conduire au succès, humblement, elles s'agenouillèrent, demandant pardon du mal qu'on leur avait fait jusqu'alors.

V

Clément VII ne se contenta pas de renforcer ses châteaux. Comprenant la fâcheuse situation où s'étaient placés les habitants de Montpellier, prévoyant bien qu'ils ne seraient pas suivis dans leur rébellion et que les choses seraient à l'avenir comme elles avaient été dans le passé, il écrivit au roi d'être indulgent et il envoya aux rebelles déjà repentants le cardinal de Grimoard pour les apaiser et leur faire espérer miséricorde.

Le prélat arriva par eau à Lattes, le samedi 29 du mois d'octobre, et vint descendre au collège de St-Ruf,

(1) *Histoire Générale du Languedoc*, T. IV, p. 358, 359.

qu'il avait lui-même fondé, à Montpellier. La population l'accueillit avec respect et avec joie. Tout ce que le cardinal lui demanda, elle promit de le faire. Cette assurance obtenue, Anglic de Grimoard revint à Avignon rendre compte au souverain Pontife de ses démarches ; puis il retourna auprès de ses protégés, le 28 décembre,

Cependant le duc d'Anjou fortement escorté s'approchait de la ville coupable, résolu à tirer d'elle une vengeance exemplaire. Je laisse au savant auteur de *l'Histoire de la commune de Montpellier* (1) le soin de continuer mon récit.

Les Montpelliérains, dit il, « vont processionnellement à la rencontre du duc d'Anjou, et, dans le but d'émuouvoir sa pitié, étalent à ses yeux le spectacle réfléchi d'une repentance presque théâtrale. Il n'est pas jusqu'aux religieuses recluses qui ne se mêlent au cortège, en compagnie des moines des divers ordres, sous la bannière du clergé. Une multitude d'enfants les suivent, puis toute l'Université, maîtres et élèves, puis les consuls à la tête de tout le peuple criant avec larmes : miséricorde !

« Quel moyen de refuser le pardon à des gens qui s'humilient si fort ? Le prince n'eut pas la barbarie de résister à une supplique si imposante : il pardonna. Mais ne trouvant pas, apparemment, l'humiliation assez amère, il voulut environner sa grâce de circonstances propres à en graver le souvenir dans la mémoire. Il ordonna, à cette intention, un désarmement général et fit dresser sur le pont-levis de l'avant-portail de la Saunerie un vaste échafaud où, le 24 janvier 1380, il fit lire pu-

(1) A. Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, T. II, p. 191.

bliquement et à haute voix une sentence remarquable, soit comme monument de la jurisprudence de l'époque, soit comme étude de mœurs. Cette sentence étant d'un intérêt majeur,.... il importe d'en donner ici au moins l'analyse :

• Les habitants de Montpellier, y est-il dit, n'ont pas seulement désobéi : ils se sont rendus coupables de lèse majesté et de sacrilège : — de lèse-majesté, car ils ont tué tous les officiers du roi, moins un ; — de sacrilège, car, sans respect pour les morts, ils les ont précipités dans des puits ou traînés par les rues. Dans leurs transports de rage, ils ont été jusqu'à ouvrir les cadavres, jusqu'à manger eux mêmes des chairs baptisées. (1)

• De plus, ajoutant crime à crime, ils ont dépouillé ceux qu'ils avaient si cruellement massacrés ; ils leur ont enlevé leur or, leur argent, leurs habits, leurs chevaux. Persistant ensuite dans leur pestilentielle obstination, ils ont recherché au dedans et au dehors du royaume des protections étrangères ; à la manière du démon, ils ont semé la révolte partout le Languedoc ; ils ont, afin de soutenir leur rébellion, réparé leurs murailles et leurs tours, rappelé les bannis et les exilés.

• Pour la punition de tant de forfaits, les lois prescrivent de recourir au glaive, au gibet, au feu, à l'esclavage, à la confiscation. Et ce n'est pas uniquement dans la personne de leurs auteurs qu'elles poursuivent de pareilles atrocités, c'est aussi dans les enfants de ces

(1) M. Germain n'exagère pas. Voici, en effet, les termes mêmes de la sentence du duc d'Anjou : — *Imo, quod maxime exemplo grave est et abominabile in natura et aliis inauditum, interfectorum corpora aperiebant mucronis et baptizatas carnes ut fere bestie comedebant.*

mêmes auteurs, de telle sorte que la vie leur soit un supplice et la mort une grâce. La commune rebelle mérite d'être privée désormais de son consulat, de son conseil, de sa maison de ville, de ses archives, de sa cloche, de ses armoiries, de ses murailles, de ses tours, sur lesquelles on devrait promener la charrue pour servir d'exemple à perpétuité.

• Néanmoins, ayant égard à la clémence de Dieu et préférant la justice à la rigueur (!) le duc d'Anjou décide et prononce que six cents hommes choisis parmi les plus coupables, ce qui ne fait que le quart des criminels, périront du dernier supplice, deux cents par le feu, deux cents par le gibet, deux cents par le glaive. Les autres auront seulement leurs biens confisqués.

• Et, attendu que la commune ne saurait être punie corporellement, vu qu'elle n'a ni corps ni âme, elle paiera pour le bien de la paix 600,000 francs d'or. Elle perdra, de plus, son consulat, son conseil, ses archives, son sceau, sa maison de ville, sa cloche. Cette cloche, qui a servi à l'émeute, servira, à l'avenir, à appeler le peuple à la prière ; elle sera consacrée à l'usage d'une chapelle expiatoire en faveur des victimes de la sédition. Les murailles et les tours comprises entre les portes de la Saunerie et de Saint-Gély, seront entièrement détruites et on comblera les fossés dans cet intervalle, parce que c'est là surtout que s'est commis le crime de rébellion. On accordera sur les fonds communaux des indemnités aux vivants qui ont essuyé quelques dommages et aux parents ou héritiers des morts ; sur les fonds communaux aussi, on prélèvera les frais occasionnés par l'entretien des troupes employées à la réduction de la ville. Quant aux armes déposées à la

maison consulaire, elles seront brûlées, et défense est faite à qui que ce soit de s'en procurer d'autres. »

Personne, à Montpellier, ne protesta contre l'iniquité d'une pareille sentence ; personne n'osa dire que le grand, l'unique coupable des malheurs signalés n'était autre que le juge lui-même, le rapace duc d'Anjou.

Mais si, à Montpellier, la terreur inspirée fit taire toutes les langues, il n'en fut pas de même ailleurs. Il passa sur toute la région un sentiment d'indignation, dont le duc d'Anjou comprit la portée et le danger. C'est pourquoi, le lendemain du jour de la première sentence, à la même place, sur la même estrade, il vint adoucir la rigueur de son arrêt.

« A la prière réitérée, dit-il, du très-saint père en Christ, le pape Clément VII, du Sacré Collège et particulièrement du révérendissime seigneur le cardinal d'Albano », notre Anglie de Grimoard, grâce est faite des peines corporelles et pécunières. La ville conservera son consulat, son conseil, ses archives, son sceau, ses murailles, ses fossés, « à cause de la révérence due à la passion de Jésus Christ, en l'honneur de Souverain Pontife, par respect pour le cardinal d'Albano, eu égard de son amitié pour dame Isabelle de Majorque, sa très-chère cousine, à sa grande dévotion pour les religieuses et les moines, à sa singulière affection pour le sérénissime prince Léopold duc d'Autriche, dont les ambassadeurs étaient venus solennellement le supplier en faveur de la ville pénitente, et en contemplation aussi de l'Université du dit lieu. »

Il est permis de se demander si Jésus-Christ fut heureux de se voir mettre en jeu en pareille circonstance...

« Le seul châtiment, que maintint le duc oppresseur,

fut celui des principaux moteurs de l'émeute et des assassins directs de ses délégués. Pour ceux-ci pas de pitié. Il maintint également la suppression de la cloche de la Commune, défendant désormais aux Consuls, au Conseil de ville et au peuple de se réunir au son d'aucune cloche. Il se réserva de plus, selon son bon plaisir, l'institution du bayle et des officiers de la baylie et persista à exiger, quoique en diminuant de près de moitié les frais de dotation, la fondation d'une chapelle expiatoire que surmonterait l'ancienne cloche de la Commune. Les habitants durent, comme il avait été dit précédemment, indemniser les victimes ou les héritiers des victimes de la rébellion et supporter les frais de l'armement qu'il avait du faire pour reprendre possession de leur ville. A cela près, le duc d'Anjou révoquait sa dernière sentence, à condition que pareil délit en se renouvellerait plus, faute de quoi, la présente grâce serait annulée par le fait. »

Cette seconde sentence était aussi inique que la première : elle ne répondait en rien aux raisons qui avaient forcé tout un peuple à se révolter, ne voulant pas mourir de faim. Pourtant cette sentence était plus douce que celle qui l'avait précédée, et c'était l'effet des démarches incessantes du cardinal Anglic de Grimoard.

C'est ce prélat qui avait écrit et fait écrire par le pape au roi de France en faveur des rebelles ; c'est lui qui avait mis en œuvre, auprès du duc barbare, l'heureuse influence des représentants des nations étrangères près la cour pontificale d'Avignon ; c'est lui encore qui avait fait intervenir les villes voisines ; c'est lui enfin qui avait obtenu la résignation du peuple, que l'on voulait décimer, après l'avoir ruiné dans le présent et dans l'avenir.

Le duc d'Anjou a laissé lui-même une sorte de certificat de l'action bienveillante, de l'action efficace, exercée par le héros de cette étude en faveur de Montpellier : — *Nos autem, dit-il, precibus assiduis... et reverendissimi in Christo patris domini cardinalis Albanensis, amici nostri carissimi, qui laboriosa, personali et laudabili prece hujusmodi indulgentiam sectabatur...*

On assure que Montpellier a conservé du cardinal Anglic un souvenir reconnaissant. Le contraire serait surprenant. Qui peut dire ce que serait devenue cette ville sans les infatigables démarches du dévoué prélat.

VI

Au surplus, Anglic de Grimoard et les Montpelliérains étaient déjà de vieilles connaissances. Ces derniers n'avaient pas oublié que le monastère de Saint-Germain et sa chapelle — devenus depuis l'église cathédrale, — étaient une fondation d'Urbain V, et que le cardinal de Grimoard avait été spécialement chargé du soin de ces immenses constructions. C'est même notre héros qui consacra la nef de l'église, le 11 septembre 1378.

De plus Anglic de Grimoard avait fondé lui-même, fait construire, aménagé et doté un collège superbe — le collège de Saint Ruf, « pour les étudiants de cet ordre auquel il se faisait gloire d'appartenir. » Cette fondation remontait à 1368. « Les deux frères », dit avec raison M. Germain, se trouvaient de la sorte réunis à Montpellier dans un généreux voisinage et une libérale similitude de goûts. L'ordre de Saint-Ruf et celui de St-Benoit n'avaient rien à s'envier. Comme le prieuré de Saint-Germain, le collège de Saint-Ruf fut désormais un de nos principaux foyers intellectuels. Il entretenait cons-

tamment, aux termes de ses statuts, dix-huit étudiants, quatre pour la théologie, huit pour le droit, et six pour les arts, pris les uns et les autres dans la congrégation dont il portait le nom ?

Montpellier a donc raison de ne pas oublier Anglic de Grimoard.

VII

D'autres localités se souviennent également avec reconnaissance du prélat que je m'efforce de faire connaître. Telles sont celles qu'il combla de ses bienfaits, lorsque, surtout, la mort approchant, il fixa, par écrit, ses volontés suprêmes.

Le cardinal Anglic de Grimoard mourut le 14 avril 1388, quatre jours après avoir fait son testament.

Les princes de l'Eglise mouraient, tous riches, en ce temps-là.

Anglic de Grimoard, cadet d'une noble famille Gévaudanaise, dut être fort riche, lui aussi, si on en juge par les dépenses qu'il fit de son vivant, et, plus encore, par les legs qu'il institua sur son lit de mort.

Voici quelques-unes de ses dispositions testamentaires :

VIII

Par son testament, Anglic de Grimoard laissa :

1° Au collège séculier de l'église de Notre-Dame de Bedoès, en Gévaudan, cinquante florins d'or, pour la célébration d'une messe annuelle, à l'intention de révérend de Montaud, seigneur de Grizac, son neveu, aux lieu et place d'une chapelle que le même révérend y avait fondée, par testament du 17 avril 1373.

2° A Notre Dame de Grésac, toujours en Gévaudan, sept cent cinquante florins d'or, à la condition que le

prieur sera tenu d'entretenir et nourrir un prêtre chargé de dire quatre messes par semaine pour le repos des âmes d'Urbain V — à qui, ailleurs, l'on dressait des autels, — et du testateur son frère.

5° A chaque hôpital de la ville d'Avignon, dix florins d'or.

4° Au seigneur de Grisac le château de Verfeuil — *de Viridi folio* — dans le diocèse d'Uzès, avec toute son étendue et sa juridiction, sans en rien retenir ni réserver.

5° Au collège de Saint-Ruf, de Montpellier, par lui fondé, tous les biens meubles et immeubles qu'il possédait au-dessous de ce même collège, ensemble les rentes par lui acquises dans le diocèse de Maguelonne et de Nîmes, à l'exception de celles qu'il avait données pour la dotation des chapelles par lui fondées dans l'église de Notre-Dame de Vauvert; avec les cens et rentes par lui achetés dans la ville d'Avignon : la maison acquise des exécuteurs testamentaires du cardinal Vigelle; celle qu'il avait eue du révérend Mauranguin, prêtre et seigneur de Pateme, proche le monastère de Saint Laurent, à la réserve de deux pensions, l'une de cinq florins pour sa sœur Dauphine de Grimoard, religieuse en ce monastère, et l'autre de dix florins en faveur d'Isabelle de Sizelle religieuse de Notre-Dame du Four d'Avignon; tous ses livres, ensemble tous ses meubles sacrés, une croix d'argent de douze marcs et deux cents francs pour achever les bâtiments et les cloîtres de ce Collège.

6° Au couvent de Saint-Ruf de Valence un livre appelé *Catholicon* qui demeurerait attaché à une chaîne de fer dans le monastère, avec les ornements d'une chapelle de couleur bleue.

7^e A celui de Sainte Croix d'Apt. une Bible pour y demeurer toujours. avec deux cents florins d'or pour parachever les édifices par lui commencés.

8^e Aux convents de Notre Dame du Four d'Avignon et de Sainte Croix d'Apt. les livres qui servaient à sa grande chapelle et qui seraient également portés entre eux.

9^e Au même monastère du Four. trois cents florins d'or. afin d'achever des vignes suffisantes pour assurer sa fourniture de vin.

10^e A l'église de Mende. une chapelle blanche et cent francs d'or. pour la célébration annuelle de son anniversaire. à pareil jour que celui de son décès.

11^e A tous les convents de religieux d'Avignon. dix setiers de froment.

12^e A Urbain et Jean de Senhoret. autrement dits Grimoard. fils de Monsieur Jean Senhoret. chevalier, jadis seigneur de la Roche-Sainte-Marguerite. au diocèse de Rodez. et d'Amphélise de Grimoard. autrement de Grisac. sa nièce. ses petits neveux. sept cents florins d'or pour acheter des livres de droit civil.

En même temps. le testateur confirme la donation par lui faite antérieurement de la terre et seigneurie de Grisac à Grimoard. fils de Pierre Senhoret ...

Etaient chargés de veiller à l'exécution des dernières volontés d'Urbain V : Pierre et Guy. évêques de Pont et de Preste. cardinaux. et Guillaume Villate. abbé de Saint-André d'Avignon. Le cardinal Guy n'était que Guy de Malsec. prieur de l'église des Vans. Il est désigné dans le texte de l'acte testamentaire par ces mots : *Guidonem Præstianum* (dies *Præstianum Episcopum*).

Marius IALLOX.

CHERTÉ DES VIVRES A NARBONNE

LETTRE ADRESSÉE A M. L'ABBÉ LEFEBRE, PRIEUR
ET SEIGNEUR D'ISPAGNAC, A MENDE, PAR M. GROS,
SYNDIC DU PAYS DE GÉVAUDAN.

Narbonne, le 8^e janvier 1736.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire avec le mémoire qui y était joint; M. Favier, procureur, me marque qu'il va faire toute la diligence possible pour obliger le procureur de M. Rachas à rendre le procès et le mettre en état de recevoir jugement à notre arrivée à Montpellier. Je dis en arrivant ici à M. le prévôt que M. Rachas ne rendrait le procès qu'à la dernière extrémité; la chose arrive, cependant M. le prévôt prétend que je suis prévenu contre M. Rachas.

M. le prévôt (1) jouit d'une parfaite santé aussi bien que moi; il est fort gai et fort content; il se délecte à me faire boire et manger tout ce qu'il

(1) M^{re} Vital Dangles, chanoine et prévôt de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de l'évêque, commissaire principal des Etats et assiettes du Gévaudan.

juge à propos avec les ragôts et les sauces dont il se sert ; il faut que j'en passe par là malgré moi ; il ne démont jamais, prétendant que la chose est nécessaire pour ma santé.

Vous m'obligerez sensiblement de dire à M. de Lhermet que j'ai enfin rattrapé mon linge et payé chèrement ma blanchisseuse ; il n'y a point de blanchisseuse de profession dans cette ville ; il en est venu quatre de Montpellier, qui sont à la suite de messeigneurs des Etats, aussi bien que la comédie et la grecque de Montpellier pour fournir le café et des salles à jouer. Il n'y a pas eu encore de grandes pertes ; nous avons entendu dire seulement qu'un député du Tiers Etat a renvoyé ses porteurs.

M. Roujon se plaint qu'on écorche à Montpellier, je me fâche de ce qu'on emporte ici la pièce. Le barbier compte six francs par mois ; la blanchisseuse neuf francs, et encore le linge est blanchi dans une eau aussi trouble et bourbeuse que celle de la rivière de Monde dans les grandes inondations. M. le prévôt ne peut point contester cet article parce que la rivière passe sous ses fenêtres et sous les mien-
nes, cependant il n'y a pas d'autre abreuvoir.

Point de beurre, point de bonne huile ni guère de provisions pour les jours maigres. Les bons morceaux du gras sont réservés pour les hautes puissances. Christophle n'a pas pu faire manger un morceau de gigot à M. le prévôt preuve que la consommation est petite.

Les lapins, les dindons et les chapons sont très communs, cependant on les vend chèrement. Notre

ordinaire est magnifique : nous avons un bon potage, un gros bouilli, deux plats d'hors d'œuvre, le rôti, entre mets et dessert pour le dîner. Nous avons du gibier, matin et soir, et souvent des ragoûts. M. le chef de cuisine fait des prodiges ; nous ferons son panégyrique en détail quand nous serons à Mende.

Nous agissons vainement pour obtenir une diminution de la capitation, mais malheureusement le bureau est composé, pour le plus grand nombre, des personnes dont les diocèses ont été diminués ; les autres prêchent pour eux-mêmes ; tout le monde crie et se plaint de sa surcharge, en sorte qu'il sera très difficile de faire rendre justice au Gévaudan. J'écrirai à M. de Lhermet, dès qu'il y aura quelque chose de décidé.

Nous ferons ensuite les mêmes opérations touchant le dixième de l'industrie des marchands et artisans, aussi bien que pour les manufactures. Bien des gens prennent intérêt à cette dernière affaire. Je suis persuadé qu'on sera d'avis ici de représenter au Roi que nos étoffes ne peuvent point être marquées entre les mains des paysans. J'attends tous les jours la réplique de l'Inspecteur extraordinaire qui passe à Mende au mois de septembre 1735, et je crains plus que tout la Chambre du Commerce de Paris qui veut que la marque soit appliquée, afin d'éclaircir par expérience si les raisons contenues dans mes mémoires sont véritables ou non. Monseigneur, qui a remis mon dernier mémoire à M. Rouillié, intendant du commerce, nous assure qu'on veut absolument la marque ; ainsi nous ne l'éviterons peut-être pas, quoique nous parvenions à mettre la province dans notre parti.

Vous n'accusez point la réception du paquet touchant la cure de Prunières, consistant en une procuration, et les provisions de cette cure. M. le prévôt en est fort en peine. Il me charge cependant de vous faire ses compliments et de vous prier de lui écrire de temps en temps. M. Roujon me marque aussi de vous faire mille compliments. Il me donne une pareille commission pour Mlle Dangles.

Je suis avec l'attachement le plus sincère, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

GROS.



Parmi les documents qui témoignent de l'état de l'esprit public à une période donnée de la vie d'un peuple, aucun n'est plus caractéristique que les manifestations solennelles émanées, à cette époque, des diverses classes de citoyens qui la composent.

C'est pour faire connaître les pensées et les sentiments qui, en 1789, animaient les populations gévaudanaises que le Bulletin de la Société d'Agriculture publie aujourd'hui deux Mémoires ou Cahiers adressés en 1789 au roi, l'un, par les membres du Tiers-Etat du Gévaudan; l'autre au nom des Trésoriers réunis du même pays.

Le respect le plus profond pour l'autorité royale, uni à une ferme volonté de ne pas en tolérer les abus, ont inspiré les revendications que renferme le premier cahier. Tandis que, dans le second, les représentants de la ville royale de Marvejols font entendre de vives protestations contre les empiètements du pouvoir épiscopal, siégeant à Mende, et demandant au roi de les faire cesser.

A. M.

**CAHIER D'INSTRUCTIONS ET RÉCLAMATIONS DU
TIERS-ÉTAT DU PAYS DE GÉVAUDAN, POUR ÊTRE
REMIS A SES DÉPUTÉS AUX ÉTATS-GÉNÉRAUX DE
MIL SEPT. CENT QUATRE-VINGT-NEUF..**

Le premier soin du Tiers Etat de la Sénéchaussée de Mende, doit être d'adresser à notre auguste Monarque de très humbles remerciemens, de ce qu'il a bien voulu s'environner de son Peuple, pour s'occuper avec lui de la restauration de la chose publique. Nul Pays n'a besoin de ses bienfaits comme cette contrée; un sol aride et montagneux, un climat froid, la privation de tout commerce; des désastres fréquens occasionnés par les grêles et les orages, l'insuffisance de la denrée de première nécessité, une administration depuis longtemps vicieuse et mal'organisée; tout semble se réunir pour lui mériter une attention et des faveurs particulières. Ce malheureux pays les attend de la justice du Roi autant que de la bienfaisance et du zèle éclairé de la Nation; qui sera juste dans l'application des moyens qu'elle obtiendra, pour porter la vie et le bonheur dans toutes les parties du Royaume. En conséquence, il charge ses Députés aux États-Généraux de demander :

ARTICLE PREMIER.

Qu'il sera voté aux États-Généraux par tête et non par Ordre; que ce sera une règle fixe et invariable pour l'avenir.

ARTICLE II.

Que les États Généraux s'occuperont d'abord de la constitution de la Monarchie, et qu'il la fixeront de manière, qu'il ne puisse y être fait aucun changement que de l'express consentement de la Nation assemblée :

ARTICLE III.

Que les points principaux de cette constitution seront :

1°. Que nul impôt ne pourra être établi, prorogé, ou augmenté, sous aucun prétexte, que de l'express consentement des États-Généraux.

2°. Que dans toutes les Assemblées, soit générales, soit particulières, le Tiers-Etat sera toujours en nombre, au moins égal à celui du Clergé et de la Noblesse réunis ; et que ces Assemblées ne seront composées que des Députés librement élus par leurs pairs.

3°. Que la Nation ne sera soumise qu'aux Loix qui auront été convenues entre elle et le Souverain.

4°. Que les Loix, ainsi arrêtées, seront enregistrées aux Administrations de la Province, à celle du Diocèse, dans les Greffes des Municipalités, tant de la Ville que de la Campagne, et dans tous les Tribunaux de Justice supérieurs et inférieurs, pour servir de règle à leurs jugemens, sans qu'il soit permis de les modifier, ni d'en retarder l'exécution.

5°. La liberté individuelle de tous les sujets du Roi, et la suppression des Lettres de cachet.

6°. Que toute règle, tendante à donner au Tiers-Etat

l'exclusion aux emplois militaires et aux charges de Magistrature, sera abolie ; que désormais le mérite suffira, sans la noblesse, pour y prétendre.

8°. La liberté de la Presse, avec tel Règlements que la sagesse des États trouvera à propos de déterminer.

9°. Que les impôts créés et à créer, seront également répartis, et sur les Personnes, et sur les Biens, Rentes et Revenus, de quelque nature qu'ils soient, expressément sur les Capitalistes comme sur les autres, sans aucune exemption, et par un même rôle d'impositions ; tout privilège, à cet égard, demeurant supprimé ; et que la perception en sera la même pour tous les Ordres indistinctement.

10°. Qu'il sera pris en considération : que la dîme n'est payée que pour le Service divin, auquel les Citoyens de tout état doivent également contribuer ; que néanmoins les Cultivateurs supportent seuls cette surcharge ; que l'on doit y avoir égard dans la répartition de l'impôt.

11°. Que sa Majesté sera très humblement suppliée de régler, de concert avec la Nation, les dépenses de sa Maison, celles des Princes apanagistes, ainsi que des autres Princes et Princesses de sa famille.

12°. Que les comptes de l'Administration générale des finances, et de chaque Département, seront rendus publics toutes les années, par la voie de l'impression.

13°. Que les Ministres seront responsables aux États-Généraux de leur gestion, et des abus d'autorité par eux commis.

14°. Que les Domaines de la couronne seront incessamment aliénés et mis hors de la main du Roi, pour le

prix être employé au payement de la dette nationale, que les Seigneurs échangeistes seront tenus de rendre les objets échangés, et les engagistes de suppléer le juste prix de leurs engagements, si mieux ils n'aiment délaisser les biens engagés, en recevant leur remboursement légitime.

ARTICLE IV.

Que le Pays du Gévaudan, à raison de sa population et de son étendue, sera autorisé, à l'avenir, à envoyer aux États-Généraux un plus grand nombre de Députés que celui déterminé par le règlement du 7 Février 1789.

ARTICLE V.

Que le Roi sera supplié d'accorder à la Province de Languedoc une constitution représentative des trois Ordres, ainsi qu'il a bien voulu l'accorder à celle du Dauphiné.

ARTICLE VI.

Que sous la vigilance des Commissaires qu'il lui plaira de nommer, Sa Majesté voudra bien autoriser sa Province de Languedoc à s'assembler, par Députés librement élus, en tel lieu qu'elle lui indiquera, pour former un plan d'Administration, qui sera mis sous ses yeux.

ARTICLE VII.

Que dans le cas, où il seroit porté atteinte aux droits et prérogatives des États-Généraux, tels qu'ils seront déterminés à leur prochaine Assemblée, la Province de Languedoc sera rétablie par le fait dans ses droits, im-

munités, prérogatives et privilèges quelconques, qui pourroient avoir été transportés aux États-Généraux ; la présente clause étant expresse et de rigueur.

ARTICLE VIII.

Que les Députés ne pourroient voter aucun subside qu'après que les Articles ci-dessus auront été arrêtés, le déficit rigoureusement vérifié, et d'après que les réductions, dont les dépenses de l'État sont susceptibles, auront été opérées.

ARTICLE IX.

Que l'impôt que la Nation sera dans le cas d'accorder, ne pourra l'être que pour un temps limité ; après lequel il cessera de plein droit, et ne pourra être prorogé, sous quel prétexte que ce puisse être, que du consentement d'édits États Généraux ; que même il sera fait défense à toutes personnes d'en continuer ou ordonner la perception, à peine d'être poursuivis extraordinairement comme concussionnaires, par le ministère des Juges ordinaires.

ARTICLE X.

Que la Gabelle sera supprimée, comme un impôt également onéreux au Peuple, et préjudiciable, tant à l'agriculture qu'au commerce.

ARTICLE XI.

Que l'aliénation des Biens de main-morte sera ordonnée, jusques et à concurrence des dettes du Clergé.

ARTICLE XII.

Que tous les bénéfices consistoriaux en commende, et les autres Bénéfices simples qui sont actuellement vacans, ou qui viendront à vacquer dans le cours de dix années, seront unis à l'économat, pour le produit de leur revenu être employé à l'acquit de la dette nationale.

ARTICLE XIII.

Que l'entretien des Maisons curiales, Églises, Cloches et Clochers, Cimitières, le logement et le paiement des Vicaires, et les secondes Messes, seront dorénavant à la charge des Prieurs décimateurs.

ARTICLE XIV.

Que les Paroisses seront multipliées, à raison de leur population et de l'éloignement des habitans, et formées de manière qu'elles aient un arrondissement à peu près égal.

ARTICLE XV.

Que les portions congrues seront portées à 1,500 livres pour les Curés, et à 800 livres pour les Vicaires : qu'en conséquence le casuel, prémices, et autres droits de cette nature, seront supprimés.

ARTICLE XVI.

Que le droit d'Annates sera révoqué.

ARTICLE XVII.

Que les Monastères et Couvents inutiles seront supprimés.

ARTICLE XVIII.

Que les Bénéficiers, non attachés à un Corps, seront tenus de résider dans le lieu de leur Bénéfices, sous peine de la saisie de leurs revenus au profit des Pauvres de la Paroisse.

ARTICLE XIX

Que toute sorte de dîme, soit carnen, soit gros fruit, soit réduite à la vingtième partie, attendu que la semence aye deux fois ce droit.

ARTICLE XX.

Que les rentes obituaires, et autres servies à la main-morte, seront sujettes à la prescription quarantenaire, et déclarées rachetables à volonté, au taux de l'ordonnance, à la charge par le bénéficiaire d'en placer le prix en mains sûres.

ARTICLE XXI.

Que les dispenses et rimissoires seront accordées *gratis*, et que les Évêques seront tenus de défrayer les prétendants aux Ordinations de leur voyage en diocèse étranger, lorsqu'ils ne conféreront pas eux-mêmes les ordres, excepté le cas de maladie, ou autre légitime empêchement.

ARTICLE XXII.

Qu'il sera fait, dans ce diocèse, des arrondissements des Justices seigneuriales, dont les Officiers ne pourront être révoqués que pour forfaiture préalablement jugés.

ARTICLE XXIII.

Que les Tribunaux d'exception et toute attribution particulière seront supprimés, et que les Juges ordinaires connoîtront de toute sorte de matières indistinctement.

ARTICLE XXIV.

Qu'il n'y ait à l'avenir que deux degrés de Juridiction : que la Justice soit rapprochée des justiciables, et qu'elle soit rendue d'une manière plus simple et moins dispendieuse.

ARTICLE XXV.

Que les Codes civils et criminels soient réformés et simplifiés ; l'instruction criminelle rendue publique, et que les prisons soient saines et commodes.

ARTICLE XXVI.

Que l'Édit des hypothèques soit révoqué.

ARTICLE XXVII.

Que la Nation assemblée s'occupe dans sa sagesse à chercher des nouvelles règles, qui soient exemptes d'abus, pour l'établissement des séquestres et gardiens.

ARTICLE XXVIII

Que les créanciers seront autorisés à faire saisir et vendre, sur trois publications judiciaires, les biens de leurs débiteurs à l'audience et sommairement.

ARTICLE XXIX.

Qu'il sera donné juridiction aux Officiers municipaux des Villes et à ceux des Communautés des Campagnes, assistés de deux Prud'hommes, pour terminer et juger sommairement, et sans frais, toute contestation en matière personnelle, dont l'objet n'excédera pas la somme de dix livres.

ARTICLE XXX.

La suppression des Intendances, et la réunion de leurs fonctions aux Cours de Justice et aux Administrations municipales régénérées.

ARTICLE XXXI.

Qu'il soit fait un tarif général de la Province, à l'effet de réduire la quotité du Diocèse de Mende, proportionnellement à la nature de son sol et aux détériorations qu'il a éprouvées depuis le dernier Cadastre; et qu'il soit permis aux Communautés de se choisir la forme de répartition qui leur paraîtra la plus convenable.

ARTICLE XXXII.

Que la terre, dite épiscopale, ainsi que toutes les terres franches seront comprises dans le nouveau Cadastre.

et que par provision elles contribuent aux impositions foncières à proportion de celles des Communautés voisines.

ARTICLE XXXIII.

Que les terres cultes et les édifices, non encadrés, seront compris dans le nouveau Cadastre, et contribueront en attendant, aussi par provision, aux impositions des communes où ils sont situées.

ARTICLE XXXIV.

Que les écluses, pellières, et filets, établis sur la Rivière d'Allier au pont du Château, en Auvergne, à Moulins en Bourbonnais, et ailleurs, pour intercepter le passage du poisson, seront démolis.

ARTICLE XXXV.

Que le Gouvernement veillera avec plus d'attention à la conservation des bois communs, ou sujets à des usages; et qu'il sera accordé des récompenses à ceux qui en formeront des nouveaux.

ARTICLE XXXVI.

Qu'il soit enjoint aux Administrations générales et diocésaines de la Province du Languedoc, de rendre un compte public de leur gestion depuis vingt ans.

ARTICLE XXXVII.

Qu'à l'avenir les Communautés aient la liberté de se départir elles-mêmes, dans l'Hôtel de Ville, leurs impositions, sans l'assistance d'aucun Commissaire.

ARTICLE XXXVIII

Les Députés demanderont encore la démolition des Places fortes dans l'intérieur du Royaume, la suppression des emplois qui y sont attachés, et des États Majors, la diminution des gages des Gouverneurs et Commandans des Provinces ; que ceux de ces emplois, qui ne seront pas jugés absolument nécessaires, soient aussi supprimés ; et qu'aucun sujet ne puisse jamais réunir deux emplois, ou du moins en retirer les émolumens, afin que toutes les faveurs ne s'accablent pas sur la même tête.

ARTICLE XXXIX.

La suppression des pensions, accordées uniquement à la faveur à l'intrigue et au crédit, ou qui ne sont pas proportionnées aux services pour lesquels elles ont été obtenues.

ARTICLE XL.

La suppression des Fermiers et Trésoriers généraux, ensemble des Receveurs généraux et particuliers, à la charge du remboursement le cas y échéant, et que chaque Diocèse soit libre de faire parvenir au trésor royal son contingent de l'impôt de la manière qui lui sera la plus favorable.

ARTICLE XLI.

Que les Douanes et Traités intérieures seront réculées aux frontières, et que tous les autres droits intérieurs, qui peuvent mettre des entraves au commerce, seront supprimés.

ARTICLE XLII.

Que le commerce national sera encouragé par les Réglemens les plus avantageux, et que l'on fera revivre la sévérité des Loix contre les banqueroutiers.

ARTICLE XLIII.

Que l'agriculture sera protégée et encouragée par des récompenses distribuées publiquement au meilleur Agriculteur dans chaque district, et que les mêmes récompenses seront accordées au meilleur Fabricant des étoffes du Pays.

ARTICLE XLIV.

Que le tirage de la Milice n'aura plus lieu.

ARTICLE XLV.

Que les Troupes, en temps de paix, seront employées aux travaux-publics.

ARTICLE XLVI.

Qu'il soit établi un même poids et une même mesure pour le commerce dans tout le royaume.

ARTICLE XLVII.

Que toutes les Communautés du Diocèse seront à l'avenir admises, à leur tour, sans aucune exclusion, dans les Assemblées diocésaines, et qu'elles y seront représentées par leurs pairs, élus librement parmi les taillables ou domiciliés.

ARTICLE XLVIII.

Que les réparations et embellissements faits et à faire dans les villes, seront uniquement à leur charge, et qu'ils ne pourront pas être compris dans les impositions générales de la Province et des Diocèses.

ARTICLE XLIX.

Que l'Administration municipale des Villes et Communes sera libre et indépendante de l'autorité des Seigneurs, dont les droits, à cet égard, seront abolis ; que les Officiers municipaux seront nommés librement et au scrutin, et qu'ils ne pourront pas être prorogés dans leurs fonctions au-delà du temps ordinaire de leur exercice.

ARTICLE L.

Qu'en cas il soit fait des suppressions des maisons religieuses dans ce Diocèse, leurs biens et revenus seront employés à fonder des Institutions publiques, soit dans les Villes, soit dans les Campagnes, pour l'instruction de la Jeunesse, et que le revenu du Prieuré du Monastier, situé dans le Gévaudan, et supprimé, sera employé à doter le Collège de la Capitale, et à y établir un Pensionnat.

ARTICLE LI.

Que les Juges ordinaires jugeront sommairement, avec l'assistance de deux Assesseurs, toute affaire pure, personnelle, qui n'excédera pas la somme de cinquante livres.

ARTICLE LII.

Que le papier de la Formule sera d'une meilleure qualité, et que le parchemin sera supprimé.

ARTICLE LIII.

Qu'il sera établi des règles fixes, simples et invariables sur les droits du Contrôle et sur leur perception; que la connaissance des contestations, qui s'élèveront sur cette matière, sera attribuée aux Juges ordinaires; que ces juges seront autorisés à décerner exécutoire en faveur des parties qui auront gagné leur cause contre les Administrateurs des domaines, et que tout droit en sera prescrit après deux ans.

ARTICLE LIV.

Que toute insinuation sera faite dans les Bureaux du Contrôle des lieux, et que le droit de Franc-fief sera supprimé.

ARTICLE LV.

Que l'intérêt de prêt à jour sera autorisé.

ARTICLE LVI.

Qu'il sera établi une plus grande sévérité dans l'examen des études de Droit et de Médecine, sans aucune dispense d'âge, ni de temps d'étude; qu'il ne sera reçu aucun Officier de Justice, qu'après qu'il aura justifié de sa capacité par un examen rigoureux, et de sa probité par une enquête de vie et mœurs.

ARTICLE LVII.

Que les résidences des Brigades de Maréchaussée, à pied ou à cheval, seront multipliées dans ce Diocèse.

ARTICLE LVIII.

Que les Banalités, Corvées, Taille aux cinq cas, Brasage, Fouage, Polvéage, Paréage, Vaingtain, Guet et Garde, Fourneaux, Usage et Bail, Chassi-pont, et autres droits de cette nature, abonnés et non abonnés, qui attaquent la liberté personnelle, soient abolis, ainsi que les redevances attachées à la faculté de faire boire les bestiaux aux fontaines et rivières, sauf à indemniser les Seigneurs, s'il y a lieu.

ARTICLE LIX.

Que tous les droits féodaux seront déclarés prescriptibles, même quant au fonds, après l'espace de quarante ans, faute de perception ou de demande, et que les reconnaissances féodales seront à l'avenir à la seule charge des Seigneurs.

ARTICLE LX.

Que les droits de Leude, Péage, et autres de cette nature, seront supprimés, à la charge de l'indemnité, s'il y a lieu.

ARTICLE LXI.

Qu'il sera donné aux Campagnes quelques secours, pour faire des chemins de communication avec les Villages, afin que le débit des denrées soit moins difficile pour leurs habitants.

ARTICLE LXII.

Qu'il n'y aura plus dans le Diocèse qu'un seul Ingénieur, amovible au gré de l'Administration diocésaine, et que cet Ingénieur, ni toute autre Personne, ne pourra retirer aucune rétribution à raison de l'inspection des chemins du Diocèse et des Communautés, sauf les émolumens attachés à son emploi.

ARTICLE LXIII.

Qu'il soit permis aux notaires d'instrumenter hors de leur district.

ARTICLE LXIV.

Que les Députés feroient connaître au Roi et à la Nation le cruel désastre dont la Ville de Saugues a été affligée, et réclameront, pour ceux qui en ont été les malheureuses victimes, des secours et des soulagemens.

ARTICLE LXV.

Que le roi sera supplié de créer un Siège de ressort avec Présidialité, dont la séance, d'après la majorité de suffrages, sera fixé dans la ville de Mende, capitale du Pays.

ARTICLE LXVI.

Que le monopole des grains sera défendu dans le Gévaudan.

FAIT clos et arrêté à Mende le trente Mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

MONTEIL.	SAVY.
BRUN.	TENSONNIÈRE.
ACTRAZIC DE LA PEYROUZE.	LA BAUME.
'AYRAL.	DANGLES.
BES DEPLAGNES.	LAYRE.
REIROLS.	MEIDADIER.
PORTEFAIX.	VALENTIN.
BIRON.	BROS.
CHARRIER.	CHEVALIER.
VIALARD.	FERRAND.
GRANDET.	CHAS.
FILHON.	BARROT.
MICHEL.	COMBES.
VELAY.	LAPORTE DE BELVIALA.
DOMERGUE DE BESSIÈRE.	BALDIT.
SALAVILLE.	FORESTIER.
PANFIEU.	CONDAMI.
JULIEN.	LA BIENNERIE.
BONNET.	BODETI.
LA COSTE.	BONNET.
BONNEL DE LA BRAGERESSE.	POLGE.
RANC.	BOULANGER.
DALZAN DE LA PIERRE.	MANÇON.
COMBET.	VINCENS.
DE LA PIERRE.	VERNET DIJON.
NANTON.	GAILHARD.
CHARIER.	MOLINETS.
ANDRÉ.	POURQUIER.
ANDRÉ.	BERGOUHNE.
F. GLEIZE.	DELTOUR.
BANCILHON.	MONASTIER.
DES PUECH.	OLIVIER.

DE LA MARTINIERIE.

RENUSC.

PAUL.

DUMAS.

VALETTE.

SEVÈNE, protestant contre l'Art. 65, ledit Article étant contraire aux droits du Roi, au bien de son service, et aux prérogatives de la Ville royale de Marvejols, la décision devant être renvoyée à Sa Majesté et à son Conseil, où l'objet est en instance réglée.

OSTY, Député de la Ville de Marvejols, proteste comme dessus. DESFLOS, député de Chirac, proteste de même.

ALLA, Député du Monastier, *idem*, REVENAT, *idem*.

PENTARD, député de Notre Dame de Valfrancesque, demande que la Communauté continue à ressortir de la Sénéchaussée de Nîmes.

BERTRAND, député de Chanac, proteste contre l'Article relatif à la taille épiscopale, jusques à ce que le Cadastre-général soit fait. PLENS, *idem*, BODETI, *idem*, FILLON, *idem*, DARGES, *idem*.

(Archives départementales).

GRIEFS DES TROIS ORDRES DU PAÏS DE GÉVAUDAN
TANT CONTRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
QUE CONTRE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE DU
PAÏS.

Février 1789.

Les soussignés, ouïe la lecture d'un écrit imprimé, contenant certains arrêtés pris à Mende le 10 du présent mois de janvier, par quelques individus convoqués tumultuairement dans la salle de l'Evêché par le sieur abbé de Siran, et soi-disans les 3 Ordres des habitans de ladite ville, n'ont pu qu'être pénétrés d'un juste sentiment de mépris et d'indignation contre le rédacteur de ces arrêtés, qui, se jouant des liens qui l'attachaient à un ordre respectable, n'a pas craint de fomenter la discorde entre les 2 premiers et le Tiers-Etat, en inspirant à ce dernier la prétention de concourir à la présidence de l'administration municipale, si cette place cessait d'être dévolue à l'ordre de l'Eglise ; c'est avec le même sentiment que les soussignés ont vu que les susdits individus se sont permis d'énoncer, comme le vœu du Gévaudan, *que ce païs désire qu'il plaise à Mgr l'Evêque, dont le zèle, les talens et les lumières lui ont été si utiles, continuer ses soins et ses bons offices et considérer son administration particulière dans le cas où il se verroit forcé de l'isoler de celle du Languedoc.*

A ces mots qui supposent que l'Evêque est aussi maître de l'administration du païs que de sa chose propre et que c'est le vœu du Gévaudan qu'il daigne la pro-

téger et la présider, on ne peut que reconnaître le langage d'un homme aussi dangereux qu'étranger à la société, à qui l'Evêque abandonne tous ses pouvoirs et surtout celui de présider à sa place.

Frappés des vices de la représentation actuelle des Etats de Languedoc et de ceux du païs, qui n'en sont qu'une copie encore plus défectueuse ; convaincus des abus auxquels donnait lieu la présidence de ces Etats, inhérente aux mêmes sièges, les 3 ordres de la ville de Mende avoient délibéré, le 9 du courant, de supplier le Roi d'accorder au Languedoc et au Gévaudan des Etats formés sur le modèle de ceux du Dauphiné, avec la clause expresse que le Gévaudan ne seroit pas isolé de la province de Languedoc.

Ce vœu ne pouvait convenir au despotisme théocratique qu'il sapait dans ses fondemens en lui otant le dévolu de présider l'administration municipale.

Il ne restait qu'un moyen de faire échouer des vues si patriotiques : celui de troubler l'assemblée qui cherchait à les effectuer ; et c'est aussi celui que prit le sieur abbé de Siran en appelant à lui le Tiers-Etat pour le haranguer et lui persuader que la noblesse voulait lui faire supporter tous les impôts. Hué, bafoué, ne pouvant se faire entendre, il sortit de l'église où se tenait l'assemblée, suivi de ses suppôts qu'il convoqua au surlendemain dans la salle de l'Evêché où furent pris les arrêtés dont il s'agit.

Les 3 Ordres, continuant la séance voulurent se donner un président : ils firent une députation à M. l'Evêque pour lui offrir cette place.

Sa réponse, contre laquelle M. le Marquis de Châteauneuf-Randon a protesté par devant notaire, à son

nom et à celui de toute la noblesse, fut que sa dignité et ses droits de suzeraineté sur tout le Gévaudan le mettoient trop au dessus de tous pour qu'il put être présidé par personne.

Réponse qui excluait toute demande d'Etats conformes à ceux du Dauphiné, où le président doit être nommé par scrutin à la pluralité des suffrages; en même temps qu'elle donnait, comme un droit incontestable, la prétention du prélat de présider à l'exclusion de tout autre.

Réponse vaine et fausse en ce que l'Evêque de Mende n'a aucun droit de suzeraineté sur la vicomté de Gévaudan qui ne relève que de la couronne et qui fait le tiers et la plus belle partie de ce païs, dont le restant, qui compose le comté de Gévaudan, est commun au Roi et à l'Eglise de Mende, la justice y étant rendue une année à Marvejols par les officiers de Sa Majesté au Baillage Royal et l'autre à Mende par les officiers du prélat.

Réponse peu réfléchie, puisque la haute prééminence et la supériorité des pouvoirs que l'Evêque s'y arroe n'exclut nécessairement, surtout aujourd'hui, de la perpétuité de la présidence d'une administration dont la liberté doit être l'essence, sans quoi elle ne seroit, comme par le passé, que le vil organe du chef qui la préside.

Réponse encore une fois inconciliable avec la demande formée par le conciliabule du sieur de Siran, d'une constitution semblable à celle du Dauphiné, autant qu'avec l'idée de faire concourir le Tiers-Etat à l'alternative de la présidence avec les deux premiers ordres : idée inspirée à des suppôts, par le sieur de

Siran, dans la vue d'exciter une scission aussi funeste au bien de la chose publique que favorable aux intérêts personnels de l'Evêque et de ceux qui partagent sa pleine puissance.

Tant il est vrai que l'esprit de parti peut entraîner dans d'étranges contradictions lorsque, disposé à sacrifier le bien général à sa propre cause, il en vient au point de ne regarder la loyauté que comme une de ces vertus triviales qui ne sont chères qu'à des âmes communes mais vertueuses.

C'est par une de ces contradictions avec l'opinion générale que le comité convoqué à l'évêché donne les plus grands éloges au zèle du prélat, aux principes d'équité et aux vues les plus étendues pour le bien du pays du sieur de Siran, qui en a défendu les droits avec un zèle qui a fait citer nos commissaires comme un modèle de patriotisme, pendant que le sieur de Siran et ces commissaires ont été désavoués par une protestation solennelle des 3 ordres de la ville de Marvejols.

Le rédacteur examine après l'intérêt qu'a le Gévaudan de se séparer du Languedoc, projet contre lequel les 3 Ordres des villes de Nende et de Marvejols ont protesté de concert.

Il s'élève ensuite contre les prétendus Etats de Languedoc et notamment contre le projet de construction d'un palais de ces Etats pour y loger, dit-il, des protégés et des créatures, terme indécent et plus dans la bouche qui l'a dictée et qui en connaît bien la valeur.

Il conclut par demander : 1° Que les Etats de Languedoc soient mis sur le pied de ceux du Dauphiné, et qu'à défaut ceux du pays de Gévaudan soient mis sur le même pied et rendus indépendans de ceux du Languedoc.

C'est-à dire, pour qui entend le français, que si les Etats de Languedoc sont mis sur le pied de ceux du Dauphiné , ceux du païs de Gévaudan resteront tels qu'ils sont aujourd'hui, sous la présidence de l'Evêque ou du sieur de Siran, son grand vicaire, proposition enlappée dans une phrase obscure, qu'une fois expliquée, manifeste encore mieux l'intention de conserver au prélat la plénitude de sa prépondérance.

2° Que la représentation des Etats du païs soit fixée à 12 députés du clergé, 18 de la noblesse et 30 du Tiers-Etat, et qu'un tiers de ceux du clergé soit pris parmi les curés, tant aux Etats de Gévaudan qu'à ceux de Languedoc.

5° Que si le droit exclusif de présider est oté au clergé, non à cause d'une égalité de rang, qui n'a jamais existé, il soit juste que le président soit pris indistinctement dans les 3 Etats, désirant néanmoins le Gévaudan qu'il plaise à Monseigneur l'Evêque présider son administration particulière dans le cas où il se verroit forcé de l'isoler de celle de Languedoc.

4° Que les Etats de la province ne s'assemblent que tous les deux ans ; que tout privilège, soit personnel soit sur les terres, quant à la contribution aux charges royales et municipales soit aboli ; que la taille, capitation et industrie du Gévaudan soient modérées ; que le sel soit mis dans le commerce sans aucune entrave ; que le tirage de la milice soit supprimé ; que le Gévaudan ne soit distrait du ressort du parlement de Toulouse sous aucun prétexte.

Et pour l'exécution etc. etc. sommant M. l'abbé de Siran, choisi par Mgr l'Evêque de Mende pour l'y représenter (à l'assemblée de Montpellier) et tous MM. les

barons, consuls et syndic, qui y assisteront, de refuser leur suffrage à toute délibération contraire et surtout à toute députation que ladite assemblée pourroit tenter de faire aux Etats généraux.

On peu demander au sieur de Siran comment il concilie ce dernier article avec celui de son mémoire aux Notables où il dit que c'est aux Etats particuliers du pays à députer aux Etats généraux du Royaume.

On ne discutera point ici ces divers arrêts, parmi lesquels on doit remarquer, comme juste, celui qui porte que le Gévaudan ne sera point distrait du Ressort du parlement de Toulouse, ce pays ne pouvant former un vœu contraire sans manquer à la reconnoissance due à la fidélité de cette cour envers le souverain, et à sa constance à défendre les droits sacrés de la nation, et sans trahir son plus cher intérêt : celui d'être jugé par des magistrats respectables et d'une expérience consommée dans l'administration de la justice.

Il est dit, dans un 2^e Mémoire de M. le comte Dantraigues, qu'au cas où il voudrait écrire contre les abus de l'administration de Languedoc, M. l'abbé de Siran lui avait offert les plus grands secours, ayant fait un travail immense sur cette matière.

A cette offre du détracteur des Etats de la province, le public devait attendre de sa justice des secours du même genre contre les abus de l'administration du Gévaudan, qui n'ont d'autre source que le despotisme absolu des chefs qui en dirigent toutes les opérations. Mais bien loin de s'occuper d'un devoir si digne d'un homme si attaché par son ministère de curé à ce pays, dont il se dit le député à la Cour, dont il a reçu de fortes rétributions en cette qualité, et dont il est le

premier représentant, le sieur de Siran a fait au contraire retentir Paris, Versailles, le Gévaudan et la province des éloges de cette administration la plus corrompue qui existât jamais.

Les droits de la vérité, autant que le bien de cette malheureuse contrée, réclament hautement contre la prostitution de ces louanges aussi peu méritées qu'effrayantes par leurs conséquences, qui ne tendent qu'à retenir, dans le despotisme qui l'opprime, une population de cent quarante mille âmes, éparses sur une terre ingrate, dont les faibles ressources devroient être plus ménagées.

Despotisme d'autant plus odieux, que son premier principe est de ne respecter aucunes règles d'équité ni de convenance, et de sacrifier tout à ses avantages ou à ceux de ses protégés, tant dans la justice que dans la municipalité du pays.

C'est ainsi qu'on voit tous les ans l'Evêque nommer son ex-valet de chambre commissaire pour répartir les capitations et industries sur 18 ou 20 paroisses, à la plus grande humiliation des officiers municipaux des villes et bourgs où cette espèce de commissaire va présider, comme à la plus grande confusion de 4 à 5 mille chefs de famille qui rougissent de se voir imposer par un tel président.

C'est ainsi qu'on a vu ce même homme, aujourd'hui greffier en chef du Bailliage de l'Evêque, où devant son procureur fiscal dans la principale terre de l'Evêché, lors même qu'il était aux gages du prélat, inauguré pompeusement à Mende en qualité de lieutenant de juge, office dont il a été obligé de se désister comme incompatible avec celui des eaux et forêts dont on le

fait décorer pour avoir un moyen de plus de vexer les propriétaires de toute classe et condition.

C'est ainsi que, sous les prétextes les plus puérides, le clocher de Mende, dont les réparations doivent être à la charge du prélat, ainsi que le Chapitre en justifiait par acte, a été plusieurs fois réparé aux frais du Diocèse, contre toutes les dispositions du droit commun.

C'est ainsi que les contribuables du Gévaudan ont payé plus de cent mille livres de chemins construits sans aucune autorisation par les seuls ordres de l'Evêque.

C'est ainsi que, en 1786, le susdit syndic a présenté de son chef, et sans y être autorisé aucunement par les Etats et assiette du pais de Gévaudan, une requête, en leur nom, au Roi et à son conseil, par laquelle il a demandé que la séance royale du Baillage fixée à Marvejols, chef-lieu de la justice et du domaine du Roi, soit supprimée pour être réunie et confondue avec la séance épiscopale de Mende, chef lieu des propriétés de l'Evêque, comme si la justice du vassal devoit attirer celle du Souverain.

C'est ainsi que l'Evêque et ses officiers avaient surpris, six mois auparavant, l'arrêt du Parlement de Toulouse qui, conformément à leur requête, a étendu le ressort de ladite séance Episcopale sur la vicomté de Gévaudan, qui fait le tiers et la meilleure partie de ce pais, et sur laquelle l'Evêque n'a aucune sorte de justice à exercer, attendu qu'elle ne relève que du Roi seul.

C'est ainsi que la susdite requête présentée au Roi et à son Conseil ayant été répondue d'un soit communiqué aux parties, pour y être fourni des réponses dans le

délai du règlement, fut soustraite à la connaissance des officiers de Sa Majesté, dont les charges et les offices étaient attaqués avec une injustice si criante.

C'est ainsi que pour donner après coup une espèce de légalité à ladite requête, ledit syndic, soutenu du prélat dont il n'était que l'instrument, fit délibérer par les Etats du païs assemblés à Mende, le 18 juin 1787, que tant les frais de requête, que ceux de l'instance et ceux qui pourraient s'en suivre seraient à la charge des contribuables, comme si ces contribuables, surtout ceux de la ville de Marvejols, la plus fort imposée du païs, devaient supporter les frais d'un procès qui n'a pour objet que l'ampliation des droits de l'Evêque et de ses officiers, l'usurpation des droits du Roi et la ruine totale du chef lieu de sa justice.

C'est ainsi que, pour soustraire cette délibération, prise par les Etats du païs, malgré la réclamation des fidèles vassaux de Sa Majesté, députés des communautés de la vicomté de Gévaudan, à l'examen des Etats de Languedoc, il y fut inséré que les frais du procès suscité par le syndic seraient pris sur les fonds des dépenses imprévues du diocèse ; comme si un procès qui dure depuis 3 ans, et qui peut en durer encore plus, pouvait être regardé comme un de ces évènements imprévus auxquels cette sorte de fonds est uniquement destinée.

C'est ainsi que fut député à la Cour le sieur de Siran, qui depuis a fait plusieurs voyages à Paris aux dépens des malheureux qui n'ont aucun intérêt à ce que la justice Roi soit confondue avec celle de l'Evêque par la réunion des deux séances du Baillage dans la seule ville Episcopale.

Ce premier essai ne remplissant pas suffisamment le projet de se rendre maître de la justice entière du Gévaudan, l'Evêque fit prendre, le 20 décembre suivant, une autre délibération par de soi-disans commissaires du Diocèse, signée de lui, de son grand vicaire, de son juge (qui n'étant pas encore reçu n'était pas commissaire) et de son consul de Mende par lui nommé à cette place ; par laquelle délibération, feignant de renoncer aux droits de son siège pour le plus grand bien de son diocèse, il offre à Sa Majesté de se désister du droit qu'il a de nommer et pourvoir aux offices de la séance épiscopale du Baillage aux conditions expresses qu'il y met, savoir :

1° Que les deux séances, royale et épiscopale, seront réunies en une seule séance qui siégera à perpétuité dans la seule ville de Mende.

2° Que ce siège sera composé d'un Bailli d'épée, de neuf juges, d'un greffier en chef, de 12 procureurs et 4 huissiers ; en tout 27 charges ou offices avec finance partageable entre le Roi et l'Evêque ; lesquelles charges et offices ne pourront être remplis que par les sujets qui seront présentés par le prélat à Sa Majesté ; proposition dont le seul excès suffiroit pour la faire rejeter quand même les funestes conséquences de son acceptation ne seraient pas dénoncées au souverain : conséquences si fort à redouter qu'elles ont excité la plus vive réclamation de la part des habitans de la ville de Mende même, qui n'ont pu se dissimuler combien il serait pernicieux que le Bailliage fut réuni dans cette ville si l'Evêque nommait les officiers de ce tribunal.

C'est ainsi que, pour donner suite à la délibération prise par les prétendus commissaires du Diocèse, le

sieur Lhermet, syndic du païs, bien plus digne du nom de syndic de l'Evêque, a présenté une dernière requête au Roi et à son conseil, dans laquelle il n'a pas craint de demander la suppression du Bailli d'épée et des autres officiers actuels de Sa Majesté en la séance royale de Marvejols, et dans laquelle il a porté l'iniquité jusqu'à dire que le Roi ne serait tenu d'accorder aucune indemnité à ses officiers, pour la suppression de leurs charges, quoiqu'elles soient héréditaires et avec finance, comme le sont toutes celles des justices royales ; ajoutant à cette injustice que ce ne serait qu'à titre de grâce que ces officiers pourraient obtenir la préférence d'être présentés par l'Evêque, pour remplir les nouveaux offices.

C'est ainsi que le syndic du païs de Gévaudan a eu le tort de proposer à la justice du Souverain de violer la propriété de ses sujets, afin que l'Evêque put partager une finance de plus de cent mille livres des nouveaux offices dont il demande la création.

Proposition d'autant plus digne de l'animadversion de Sa Majesté que M. le comte de Peyre, pourvu par le Roi de la charge de Bailli d'épée, et les autres officiers en la Séance royale de Marvejols n'ont aucunement mérité le déshonneur d'une suppression sans motif, et d'autant plus humiliante qu'ils se verraient remplacés par des officiers au choix de l'Evêque, dévoués à ses caprices et dès lors peu capables d'administrer la justice avec la dignité et l'indépendance qui peuvent seules la rendre respectable et la faire respecter des peuples, dans une contrée aussi difficile et aussi vaste que le Gévaudan.

C'est ainsi que, pour faire marcher d'un pas égal l'au

torité de l'Evêque avec celle de Sa Majesté, qui ne connaît de compagnon, en fait de justice, que pour les droits utiles, le sieur Rivière, premier juge de l'Evêque, en la séance de Mende, a imaginé, depuis environ 18 mois, d'intituler ses sentences du nom de M. de Bes-suéjos, comte de Roquelaure, grand Bailli de Gévaudan, qui, n'étant reçu en ladite séance ni au parlement, n'est lié à la justice par aucun serment ni par aucune inauguration ; véritable attentat dans l'ordre judiciaire et bien digne de la plus sévère répréhension de la part du ministère public, étant inoui que la justice soit rendue, dans un tribunal de ressort, au nom d'un particulier, qui ignore peut-être qu'on l'a décoré du vain titre de Bailli d'un évêque qui peut le destituer à volonté et qui n'a d'ailleurs aucun droit de se nommer un Bailli d'épée.

Attendu que la charge de Bailli est royale et militaire de tous les tems ; qu'elle donne le droit exclusif de commander le ban et arrière ban, qui ne marchent que par les ordres du Roi, et que la noblesse refuserait avec raison de servir sous les ordres de l'officier d'un Evêque ; service aussi contraire à l'esprit national qu'à la saine politique.

C'est ainsi que l'Evêque de Mende a formé opposition au sceau des provisions de six procureurs nommés par le Roi en la séance royale du Baillage à Marvejols, sous le prétexte frivole que le Roi ne pouvait nommer des procureurs au Baillage qu'avec le concours du prélat, pendant qu'il en avoit lui-même nommé 18 à la séance de Mende, l'année précédente, sans le concours du Roi, et sans vouloir y admettre aucun des procureurs de la séance royale : injustice d'autant plus criante envers ces derniers que leur finance a resté déposée au trésor

royal et qu'ils se sont vus privés de l'exercice de leur profession et des moyens de pourvoir à leur subsistance et à celle de leurs familles.

C'est ainsi que les nouvelles routes sont dirigées depuis 20 ans sur les communautés où sont placés les principaux greniers de l'évêché, ou qui jouissent d'une puissante protection : c'est ainsi qu'on voit deux chemins parallèles entretenus par le Diocèse et un 3^e commencé par la province, de Mende à la Bitarelle, qui n'en est distant que de 4 à 5 lieues ; deux chemins idem, de Mende en Auvergne, par Serveretes ; deux idem, de Mende à Florac ; deux de Mende en Rouergue, par Chanac, et c'est ainsi qu'on a commencé un second chemin de Florac à St Jean de Gardonnenque, par le château de Salgas, qui laissant d'un côté l'ancienne route, objet d'une dépense faite de plusieurs millions, en occasionnera une pareille sans aucun nouvel avantage, quoiqu'on n'en présente l'aperçu que comme un objet de 269 mille livres.

Pendant que le syndic du pays a laissé sans exécution depuis 5 ans les chemins délibérés comme les plus utiles et que les deux premières villes, Mende et Marvejols n'ont entre elles aucune communication praticable aux voitures.

C'est ainsi que, dans le procès-verbal des Etats et assiette du pays il n'est rendu aucun compte des fonds imposés pour les dépenses imprévues du Diocèse dont on dispose arbitrairement, vice radical dans un régime patriotique où tout doit être connu des contribuables.

C'est ainsi qu'ont été homologués, par le Baillage, séance de Mende, et par appointment du sieur Rivière, premier juge de l'Evêque en ladite séance, les arrêtés

des individus soi-disans les 3 ordres de ladite ville, au bas duquel appointment on a eu l'audace de mettre la signature de M. Charpal, bâtonnier des avocats, qui l'a désavouée comme fausse, par acte public signifié par huissier, et depuis imprimé dans la réclamation des véritables 3 ordres de la ville de Mende, désaveu aussi honteux, pour les auteurs de la fausseté, que deshonorant pour le tribunal qui l'a tolérée.

C'est ainsi que lesdits arrêtés ont été imprimés sans signatures, de crainte qu'une aggrégation de noms aussi ridicules n'excitât le rire, la pitié, le mépris ou l'indignation.

C'est ainsi que des officiers éphémères, qui cessent d'exister aussitôt qu'ils déplaisent à celui qui les nomme, ne respectent rien lorsqu'il sagit de seconder les efforts de l'ambition désastreuse de leur patron ; et c'est à de tels officiers qu'on confie le plus saint des dépôts, celui de la fortune, de la vie, de l'honneur des habitans d'une région usurpée sur le souverain, où l'impunité enhardit le crime, où la loi se tait devant celui qui en crée les ministres, où la justice et la municipalité prostituées au despotisme qui les opprime ont consommé la dégradation d'une peuplade malheureuse, dont la misère profonde n'en est que plus digne de la tendre sollicitude du meilleur, du plus juste et du plus bienfaisant des Rois.

Ah ! si les Etats de Languedoc ne sont que de prétendus Etats, comme l'a osé dire le ramassis des individus convoqués par l'abbé de Siran, quel nom donnera-t-on à des Etats particuliers composés des grands vicaires, des commensaux, des secrétaires, des juges, des consuls nommés par celui qui les préside et qui en dicte toutes les délibérations ?

Consternés de l'énormité des abus dont on n'a pu faire connaître ici qu'une faible partie, effrayés surtout du projet de rendre l'administration du païs de Gévaudan indépendante des Etats de Languedoc, et d'en conserver la présidence perpétuelle à l'Evêque de Mende, projet confié à l'intrigue d'un homme à qui rien ne coûte, les 5 ordres des principales communautés du diocèse de Mende n'ont vu d'autre remède à tant de maux que d'adhérer aux arrêtés pris par l'assemblée diocésaine de Montpellier et qui leur ont paru les plus sages et les plus propres à opérer une heureuse révolution tant dans le régime actuel de la province que dans le régime particulier de chacun des vingt-trois diocèses qui la composent, et dont l'union inaltérable peut seule assurer la prospérité.

Au Roi

SIRE, c'est de cette salubre régénération, c'est de l'abolition de cette présidence perpétuelle qui dispose de tout arbitrairement, c'est surtout de la répartition égale de l'impôt sur les biens fonds nobles et roturiers, par quelle classe de vos sujets qu'ils soient possédés, que nous attendons notre bonheur.

Dès lors, le clergé et la noblesse présidant alternativement l'administration et contribuant également, comme le Tiers Etat, à l'impôt destiné aux dépenses municipales, l'intérêt de tous sera de ménager ces dépenses, et d'opposer des digues au débordement progressif de l'impôt, au lieu d'y concourir par la profusion à des ouvrages de luxe, de simple décoration ou d'utilité particulière.

La suppression de ces ouvrages permettra de mul-

tiplier les ateliers sur les routes nécessaires au commerce et à l'exportation des denrées, la classe de vos sujets la plus souffrante sera soulagée.

Le Baillage de Gévaudan réuni en une seule séance royale, cessera d'établir entre le souverain et le vassal une égalité soutenue avec un tel excès, que dans la requête présentée à votre Majesté et à son conseil, pour le maintien des prétendus droits de l'Evêque, on s'est porté jusqu'à dire que son nom devait précéder celui de votre Majesté dans le sentences de la séance banquette de Mende, comme le nom de Votre Majesté précédait celui de l'Evêque à la séance royale de Marvejols ; attentat hors d'exemple, qui eût été puni même dans les tems barbares de l'anarchie féodale.

C'est à votre justice, Sire, à attirer, à absorber celle d'un compagnon assez téméraire pour énoncer devant le Conseil de Votre Majesté une prétention aussi étrange que celle de vouloir vous précéder à son tour, quoiqu'il n'ait, dans le fond, autre chose à réclamer que le partage ou l'indemnité utiles d'un tribunal de Ressort dont Votre Majesté a bien voulu laisser partager jusqu'ici les droits honorifiques.

C'est sous le manteau royal, c'est sous l'écusson de France environné des fleurs de lis, si chères à vos peuples, que le glaive et la balance de votre justice doivent être suspendus, et non sous les armoiries variables à chaque mutation de ceux qu'il plaira à Votre Majesté de nommer à l'Evêché de Mende.

C'est dans cet auguste sanctuaire que vos officiers, pénétrés d'un saint respect pour leur ministère, pourront en remplir les devoirs avec l'indépendance nécessaire à des magistrats dont la loi seule doit dicter les

décrets ; ils maintiendront les droits de votre couronne contre toute invasion d'un paréagiste toujours présent et toujours secondé, dans ses entreprises, par la cupidité des membres de sa propre justice et de la municipalité, qui lui doivent leur existence ; le crime n'effrayera plus la timide innocence ; les villes, les chaumières d'une pauvre contrée dévastée par les déprédations de la chicane retentiront des louanges de son libérateur, le règne de Votre Majesté sera béni.

Et vous, Sire, que serez-vous à ce spectacle ! vous direz c'est mon peuple ; ce sont mes enfans : ils sont heureux, leur bonheur est mon ouvrage et la plus douce récompense de mes bienfaits.

Langage sublime dans la bouche d'un monarque, qui ne craint pas de confier aux trois ordres de ses sujets le soin de concilier leurs divers intérêts, d'établir l'édifice de leur félicité sur de nouvelles bases, de pourvoir aux besoins de l'Etat, et la gloire de maintenir l'éclat de sa couronne et la dignité du plus beau trône de l'univers.

Les faits et griefs ci-dessus exposés, étant tous d'une vérité qui ne peut être contestée, les soussignés ont jugé nécessaire de les rendre publics par la voye de l'impression, afin de faire connaître combien il est digne de la justice du souverain de remédier à des abus qui justifient si évidemment les réclamations adressées aux ministres de Sa Majesté par les ordres du pais de Gévaudan, et ont signé :

Le V^e DE FRAMOND, président ; EIMAR, commissaire de Marvejols et du Gévaudan ; BRUEL, avocat. idem ; DE RETZ DE MALEVIELLE, idem ; OSTY, commissaire de Marvejols et du Gévaudan ; H., idem ; BONNET DE PALIERET, idem.

(Document communiqué).

La Société d'agriculture a publié, en 1890, dans son Bulletin, les procès-verbaux des séances de la Société Populaire tenues, à Mende, durant la période de temps comprise entre le 17 octobre 1793 et le 10 juin 1794.

Les Statuts de cette Société, fondée à Mende, le 11 octobre 1791, sous le nom de *Club des Amis de la Constitution*, avaient échappé à toute recherche.

Une communication officieuse faite récemment à la Société d'agriculture lui permet de les livrer aujourd'hui au public, ainsi que des renseignements précis sur le local affecté aux séances de la Société populaire (1).

(1) Ce jourd'hui dix-huitième Septembre mil sept cent quatre-vingt-onze, heure de huit du matin a comparu au greffe de la municipalité de Mende sieur Pierre Martin, homme de loy, sieur Etire Martin Laprade et..... l'Horlogé habitant de la dite ville, président de la Société des *Amis de la Constitution*, établie en cette ville, lesquels en vertu du pouvoir à eux donné par la dite Société par sa délibération de jourd'hui, et pour se conformer à l'article 14 du titre 1^{er} de la loi du 22 Juillet dernier, sur décret du 19^e du même mois, relatif à l'organisation d'une police municipale, ont déclaré que la dite Société se réunit et tient ses séances dans la salle de la maison haute du jardin de l'Evêché, les jours de dimanche après Vêpres, le mardi et le jeudi à cinq heures du soir. De laquelle déclaration ils ont requis acte concédé et signé avec nous secrétaire-greffier.

MARTIN, président.

L'HORLOGÉ, LAPRADE, secrétaires.
DARDARÉE, S^{re}-Greff., adj^t.

Le vingtième janvier mille sept cent quatre-vingt-douze après-midi, se sont présentés à la municipalité M^r Vayron, Richard et Sauvage, membres et députés de la société des *Amis de la Constitution*, lesquels en exécution des lois et décrets, et pour s'y conformer, déclarent que leurs séances se tiennent toujours au lieu indiqué par leur précédente soumission, mais à cause du changement des courriers ils déclarent qu'ils s'assemblent les jours de dimanche, mardi et vendredi, au lieu ordinaire comme est dit ci-dessus ; et ont signé.

RICHARD, vic. épisc.
SAUVAGE

VAYRON, vic. épisc. et commissaire
de la société des Amis de la Constitution.

Société des Amis de la Constitution de Mende.

VIGNETTES

FLEURS DE LIS ET BONNET PHRYGIEN

UNITÉ, LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

STATUTS

DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE LA CONSTITUTION,
SÉANTE A MENDE, DÉPARTEMENT DE LA
LOZÈRE.



Plusieurs citoyens de Mende, désirant former une Société des Amis de la Constitution, s'étant présentés à la Municipalité, pour faire leur déclaration, conformément aux Décrets de l'Assemblée Nationale, et ayant fixé le jour de leurs séances pour le Dimanche, le Mardi et le Jeudi, se sont constitués ainsi qu'il suit :

De l'admission dans la Société.

ARTICLE PREMIER

La Société se constitue sous le nom de **CLUB DES AMIS DE LA CONSTITUTION.**

La Société prendra pour devise : **UNION , LIBERTÉ , EGALITÉ.** Elle sera l'empreinte de son Sceau.

II

Tout citoyen, âgé au moins de 18 ans et domicilié, sera admis par la Société, pourvu qu'il ait donné des marques de patriotisme.

III

Lorsqu'un Citoyen désirera entrer dans la Société, il se fera présenter par un Membre de l'Assemblée. Son nom sera inscrit dans un tableau, qui sera exposé pendant huit jours à la salle. Au bout des huit jours, le Président annoncera à l'Assemblée que le délai est expiré ; et il sera passé au scrutin. Il faudra les deux tiers des voix pour être admis.

IV

Si le Candidat n'a pas obtenu le nombre de voix nécessaires pour être admis, il pourra être proposé de nouveau après un mois d'intervalle.

V

Le Membre qui aura présenté le Candidat, ne pourra pas voter dans l'épreuve qui décidera du sort de son présenté.

VI

Lorsque le Candidat sera admis, il prêtera le serment suivant : Je jure d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi ; de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution française décrétée par l'Assemblée Nationale constituante aux années 1789, 1790, 1791, et acceptée par le Roi ; de maintenir tous les Décrets de l'Assemblée Nationale sanctionnés par le Roi ; de remplir avec zèle et courage toutes les fonctions auxquelles le vœu de mes Concitoyens m'aura appelé ; de travailler de toutes mes forces à l'établissement et au maintien de la tranquillité publique ; d'entretenir autant qu'il sera en moi, l'accord et l'union avec tous les amis de la Constitution ; d'avoir pour eux les sentiments d'un frère ; de relever tous les complots que je saurai être opposés à la Constitution ; de garder le secret sur tout ce qui aura été dit dans la Société, sous peine d'être exclus de la Société.

VII

Le Membre nouvellement admis payera à son entrée la somme de trente six sous.

On payera en outre douze sous tous les mois dans la quinzaine. En cas où il y eût une négligence trop marquée, on proposera s'il y a lieu à l'exclusion.

VIII

Quand on procédera à l'admission d'un Candidat, il faudra qu'il y ait au moins la moitié des Membres composant la Société.

IX

Pendant la prestation du serment par le Candidat, tous les Membres de la Société seront debout et découverts.

X

Le signe distinctif des Membres de la Société sera un ruban aux trois couleurs nationales, que l'on attachera à la boutonnière ou au bras gauche.

XI

Nos Frères d'armes des troupes de ligne et de la gendarmerie nationale seront admis sans contribution et sans épreuves. Nous serions bien flattés qu'ils veuillent bien apporter dans notre Société le patriotisme qui leur fait tant d'honneur.

XII

Tout citoyen admis dans un autre Club patriotique, sera dispensé de l'épreuve ci-dessus, art. III ; il pourra être proposé et admis sur-le-champ, pourvu qu'il présente le titre de son admission dans ce Club, et qu'il prête le serment civique.

XIII

Tous les étrangers non résidents de la ville seront admis quoiqu'ils ne payent pas la contribution.

XIV

Quand quelqu'un sera présenté comme Visiteur, on délibèrera sur les honneurs à lui rendre avant son introduction dans la salle, et jamais en sa présence.

Des Officiers.

Les Officiers de la Société seront un Président, un vice-Président, deux Secrétaires, un Trésorier, et plusieurs Membres de deux Comités.

Du Président.

ARTICLE PREMIER.

Le Président sera élu pour un mois, au scrutin individuel et à la pluralité des suffrages. Il pourra être réélu un autre mois ; ensuite il faudra qu'il y ait un intervalle d'un mois, pour qu'il puisse être de nouveau élu.

II.

Si au premier scrutin aucun Membre n'a obtenu la pluralité absolue des suffrages, on votera, au second tour de scrutin, en faveur des deux qui auront eu le plus de voix au premier tour ; et celui qui obtiendra la pluralité à ce second tour, sera élu Président.

III.

Au cas d'égalité de voix, le plus âgé aura la préférence.

IV

Le Président nommé prendra possession du fauteuil, sans faire aucun compliment.

V.

La nomination du vice-Président se fera de même que celle du Président.

VI.

En cas d'absence du Président, le vice-Président le remplacera ; en cas d'absence de celui-ci, ce sera son prédécesseur ; et à son défaut, le plus ancien d'âge.

VII.

Les fonctions du Président seront de maintenir l'ordre dans les assemblées, d'y faire observer les règlements, d'y accorder la parole, de dénoncer les questions sur lesquelles l'Assemblée aura à délibérer, d'annoncer le résultat des suffrages, de prononcer les décisions de l'Assemblée, d'y porter la parole en son nom.

VIII.

Le Président aura seul le droit de nommer aux députations ; il ne pourra jamais être d'aucune.

IX.

Le Président aura seul le droit de répondre aux discours qui seront adressés à l'Assemblée.

X.

Le Président ne pourra ouvrir seul les paquets ; il sera assisté des Secrétaires et de deux Adjoints nommés pour cela. En cas d'absence des Secrétaires et des Adjoints, huit Membres de l'Assemblée pourront, de concert avec le Président, en faire l'ouverture.

XI.

Le Président aura voix délibérative comme tous les autres Membres ; mais il ne pourra pas faire des motions.

XII

Le Président signera tous les procès-verbaux avec les Secrétaires.

XIII.

Le Président sera élu par le vote de tous les Membres.

XIV.

Le Président présidera à la fin de chaque session les débats relatifs à l'ordre du jour et le séance suivante.

XV.

Le Président a sur que les autres Officiers de la Société avant d'accepter et d'être promus ont de ces fonctions une haute et exacte idée.

Des Secrétaires.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura deux Secrétaires, qui seront nommés au scrutin et à la pluralité relative des suffrages. L'un sera chargé un chaque mois. La première fois, ce sera le sort qui le désignera ; ensuite ce sera le plus ancien.

II.

Ils ne pourront être réélus qu'après un mois d'intervalle.

III.

Les Secrétaires seront chargés : 1° de tenir une liste exacte de tous les Membres de la Société par ordre de réception, de laquelle liste une copie restera toujours affichée dans la salle de l'Assemblée ; de dresser les procès-verbaux, de rédiger les délibérations qui seront prises, et de veiller à leur exécution ; 2° d'avoir soin de tous les papiers, journaux et paquets adressés à la Société ; 3° de faire les fonctions de Scrutateurs ; 4° de lire les procès-verbaux et autres pièces.

IV.

Les Secrétaires ne pourront être d'aucune députation pendant la tenue des séances.

Du Trésorier.

ARTICLE PREMIER.

Le Trésorier sera nommé au scrutin individuel, et à la pluralité absolue des suffrages. Il sera élu pour un mois, et pourra être réélu autant de fois que la Société le jugera à propos.

II.

Il sera chargé de recevoir la contribution extraordinaire et ordinaire de chaque Membre ; de payer toutes les dépenses de la Société, mais jamais qu'après une ordonnance du Président et le consentement de la Société, et à la concurrence des fonds qu'il aura reçus, sans qu'il soit obligé de faire aucune avance.

III.

Il tiendra un compte exact de la recette et de la dépense, et le présentera tous les mois au Président, qui le lui visera.

Des Comités.

Du Comité de Correspondance.

ARTICLE PREMIER.

Ce Comité sera composé de quatre Membres, du Président et des Secrétaires.

II.

Les Membres de ce Comité seront nommés et remplacés de la même manière que les Secrétaires.

III.

Ce Comité sera chargé de la rédaction de toutes les lettres, adresses et pétitions qui seront faites au nom de la Société.

IV.

Si le travail qui leur est délégué est trop considérable, il pourra leur être adjoint deux autres Membres.

Du Comité des Rapports et des Recherches.

ARTICLE PREMIER.

Ce Comité sera composé de six Membres. Il sera renouvelé tous les mois comme les Secrétaires.

II.

Il sera chargé de recevoir les avis, dénonces et dépositions de tout ce que les divers Membres de la Société auront connaissance, pouvant tendre à troubler la paix

publique, attaquer la Constitution, et tout ce qui se tramera contre la Société et ses membres, et à en faire le rapport à la Société.

III.

Lorsque l'Assemblée aura jugé sur le rapport de son Comité qu'il y a lieu à accusation, la dénonciation se fera.

Des Séances.

ARTICLE PREMIER.

Il y aura trois séances ordinaires par semaine : le Dimanche, à l'issue des Vêpres ; le Mardi et le Jeudi, à 5 heures du soir.

II.

Toute séance extraordinaire sera convoquée par le Président, ou demandée par quinze ou vingt Membres, auxquels on ne pourra pas la refuser lorsqu'ils la demanderont. On se conformera préalablement aux Décrets de l'Assemblée Nationale.

III.

Les séances ne seront publiques que lorsque la Société le jugera à propos, et cela après en avoir délibéré.

IV.

Chaque séance commencera par la lecture du procès-verbal de la séance précédente, que l'on rédigera aussi

brièvement que faire se pourra ; puis la lecture des lettres et mémoires adressés à la Société ; ensuite on entendra les différents rapports des Comités ; après on passera aux motions ; et enfin on procédera aux scrutins s'il y a lieu. Dans tous les cas on fera la lecture des nouvelles, ce qui ne pourra avoir lieu qu'après les motions importantes qu'il y aura à faire.

V.

La séance ouverte, chacun restera assis à sa place, et en silence, et pourra être couvert si cela lui convient.

VI.

La sonnette sera le signal du silence. Celui qui continuera de parler malgré le signal, sera repris par le Président au nom de l'Assemblée.

VII.

Nul n'approchera du bureau pour parler au Président et aux Secrétaires, la séance une fois ouverte.

VIII.

Aucun Membre ne pourra emporter de la salle, ou du moins de l'enceinte de l'enclos, aucun journal papier. s'il en était convaincu, on délibérera sur la punition à infliger.

IX.

Les journaux resteront sur le bureau d'un courrier à l'autre ; après quoi ils seront mis dans une armoire par ordre de date, afin de les trouver plus facilement lorsqu'on le désirera.

X.

Toute espèce de jeu est prohibé dans la salle de la Société.

Tout membre de la Société domicilié dans la ville excepté les Membres du Directoire du Département, du Directoire du District, de la Municipalité, et les Receveurs du District, qui aura manqué d'assister aux séances pendant vingt jours consécutifs, sans en avoir prévenu ou fait prévenir l'Assemblée, dans la personne de son Président, sera dénoncé, et on délibérera s'il y a lieu à prononcer quelque peine.

Cependant si un Membre qui serait dans le cas de l'exclusion, aux termes de cet article, se présente à l'Assemblée dans les vingt jours qui suivront le mois de ses absences, il sera reçu à la barre de l'Assemblée, pour déduire les raisons de son absence, sur lesquelles l'Assemblée, après l'avoir prié de se retirer, délibérera ; et d'après le jugement, il sera définitivement exclus, ou bien son nom sera de nouveau inscrit sur le catalogue.

Des Membres de la Société.

ARTICLE PREMIER.

Tout Membre qui fera une motion importante, la déposera sur le bureau, signée de sa main.

II.

Personne n'aura le droit de parler contre les Lois promulguées ; il ne faut alors que silence et obéissance.

III.

Tout Membre aura le droit de manifester son vœu sur les Lois à faire.

IV.

Tout Membre pourra dénoncer quiconque s'opposera à l'exécution de Lois, ou qui excitera les citoyens à s'y opposer. La dénonciation étant reçue par l'Assemblée, le Membre qui l'aura faite, se joindra au Comité des Recherches, pour cette dénonciation seulement.

V.

Lorsque la Société aura à délibérer sur quelques pétitions aux Corps administratifs, il faudra que l'Assemblée soit composée de plus de la moitié de ses membres.

VI.

Il n'y aura que les Citoyens actifs de l'Assemblée qui puissent voter dans ces occasions ; parce que les décrets de l'Assemblée Nationale sont formels là-dessus.

VII.

Aucune personne ne pourra être chagrinée ni recherchée sur ses opinions, pourvu qu'elle exécute la Loi, et ne travaille pas à en empêcher l'exécution.

VIII.

Si un Membre est convaincu d'avoir agi, parlé ou excité contre la Constitution et la Société, il sera exclus.

IX.

Avant qu'on puisse discuter une motion, l'Assemblée décidera s'il y a lieu ou non à délibérer.

X.

Lorsqu'une motion aura été faite, et que l'Assemblée aura décidé qu'il y a lieu à délibérer, les voix seront recueillies par assis et levé, s'il y a doute, on ira aux voix par l'appel nominal fait sur la liste par ordre de réception.

XI.

Toute question sera décidée à la majorité des suffrages.

XII.

Tout Membre aura le droit de demander qu'une question soit divisée, lorsque le sens l'exigera.

XIII.

Tout Membre aura le droit de parler pour dire que la question lui paraît mal posée en expliquant comment il juge qu'elle doit l'être.

XIV.

Toutes marques d'approbation ou d'improbation sont défendues lorsque l'on délibérera.

XV.

Tout Membre ne pourra parler que lorsqu'il aura obtenu la parole du Président.

XVI.

Si plusieurs Membres se lèvent pour demander la parole, le Président l'accordera à celui qui se sera levé le premier.

XVII.

Si quelque Membre venait à interrompre la discussion, il en serait d'abord repris par le Président ; qui serait tenu de le rappeler à l'ordre ; s'il récidivait, et surtout s'il se répandait en invectives et autres propos déplacés, il sera mis à l'ordre, et il en sera fait mention dans le procès verbal ; à une troisième faute, l'Assemblée délibérera sur la punition qu'il y a à infliger.

XVIII.

L'Assemblée nommera tous les trois mois quatre commissaires, qui seront chargés de lui rendre compte de

l'état des Membres qui seront malades ; et s'il arrivait qu'ils eussent besoin de secours, ils en feront part à l'Assemblée, qui prendra les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour les leur procurer.

XIX.

Dans le cas de décès de quelque Membre de la Société, elle s'assemblera pour délibérer sur les honneurs à rendre à sa mémoire.

XX.

Le présent règlement sera imprimé en cahier jusqu'à concurrence de trois cents exemplaires. Il sera imprimé un pareil nombre de certificats pour être délivrés aux Membres qui seront dans le cas d'aller en voyage et qui en demanderont. Messieurs du Comité de Correspondance seront chargés d'en rédiger la formule.

XXI.

On invite enfin tous les Membres à être assidus aux séances et à se conformer aux dits réglemens.

Arrêtés le 20 octobre 1791.

(Document communiqué.)

**VŒU DES HABITANTS DE LANGOGNE POUR DOTER
LEUR VILLE D'UN CHEF-LIEU DE DISTRICT, ET DE
PLUS, SI LE GÉVAUDAN ET LE VELAY NE DOIVENT
FORMER QU'UN SEUL DÉPARTEMENT, QUE LE CHEF-
LIEU EN SOIT ÉTABLI A LANGOGNE.**

11 décembre 1789.

Les habitants de la ville de Langogne, assemblés en conseil général dans l'hôtel de ville.

Un membre de l'assemblée a dit qu'il résulte d'une lettre de MM. les députés du pays de Gévaudan, en date du 5 du courant, que nos seigneurs de l'Assemblée Nationale ont décrété la division de la province de Languedoc en départements; que déjà ceux de Toulouse, Alby, Carcassonne, Montpellier et Nîmes, sont formés, en sorte qu'il ne reste plus que les trois pays du Vivarais, Gévaudan et Velay; que le premier demande d'avoir en seul un département, de même que le Gévaudan; et comme il y a tout lieu de croire que le Velay, n'étant pas assez considérable pour en obtenir un troisième, il sera vraisemblablement réuni à l'un ou à l'autre de ces deux pays, peut-être même à tous les deux.

Que d'autre part, on vient d'être informé que, dans la nouvelle formation des administrations municipales, la ville de Pradelles élève des prétentions pour être le chef-lieu du district, de préférence à la ville de Langogne; pour obtenir cette préférence qui serait aussi in-

juste que préjudiciable aux communautés qui composeraient ce district, ladite ville de Pradelles sollicite et fait solliciter fortement auprès de nosseigneurs de l'assemblée nationale pour obtenir ce que sa mauvaise position et son peu de ressources semblent lui refuser.

Qu'il importe donc à la ville et communauté de Langogne de faire valoir, dans cette occasion pressante, tous les avantages que lui fournissent son emplacement et ses ressources, et encore de prévenir et détruire les prétentions de ladite ville de Pradelles.

Ce qu'entendu, l'assemblée considérant que d'après la lettre de MM. les députés du Gévaudan, dont lecture a été faite, il est à présumer que le Velay sera uni au Gévaudan pour former un seul et même département, et comme il est possible que la position géographique des villes de Mende et du Puy, la grande distance qu'il y a de l'une à l'autre, et leur situation presque à chaque extrémité des deux pays soient un obstacle pour placer le chef-lieu du département dans l'une de ces deux villes; en ce cas, la ville de Langogne est la seule susceptible d'être préférée, attendu qu'elle est le vrai point central des deux pays; qu'elle réunit tous les avantages et toutes les ressources qu'on peut trouver dans les villes ordinaires de province, assez suffisant pour lui mériter d'être le chef-lieu d'un département, soit par sa position géographique, son climat tempéré, sa population, son arrondissement, son commerce, ses établissements et l'abondance des provisions de première nécessité.

Elle a encore l'agrément d'être au centre de trente-trois villages qui n'en sont éloignés que d'une seule journée. Les villes sont au nombre de douze dans le Gévaudan : Mende, Chirac, la Canourgue, Florac, Pont-de-

Montvert, Sainte-Enimie, Saint Chély, le Malzieu, Sau-gues, Serverette, Saint Alban et Chanac ; quatre dans le diocèse d'Uzes : Génolhac, Saint-Ambrois, Villefort et les Vans ; six dans le Vivarais : Villeneuve de Berg, Aubenas, Largentière, Joyeuse, Montpezat, Pradelles ; huit dans le Velay, le Puy, le Monastier, Yssingeaux, Monistrol, Paulhaguet, Craponne, Saint Didier et Paulhac ; quatre dans l'Auvergne : Langeac, la Chaise-Dieu, Allègre et Arvans, outre plusieurs bourgs considérables.

Considérant encore que si nos seigneurs de l'Assemblée nationale décrètent de placer le département de deux pays dans toute autre ville qu'à celle de Langogne, celle-ci a tout lieu d'espérer, de leur sagesse et de leur justice, qu'il lui sera accordé d'être le chef-lieu d'un district, préférablement à la ville de Pradelles, qui n'a pas les mêmes avantages ni les mêmes ressources que celle de Langogne. Une énumération succincte par comparaison de celle de l'une et l'autre ville sera un sûr garant de cette vérité :

1. La ville de Langogne est située dans un beau vallon, bien ouvert, au confluent de deux rivières qui sont l'Allier et le Langoueix qui la traverse. Son climat est tempéré, ses rues bien percées, en un mot son site agréable.

Pradelles, au contraire, est une des villes les plus élevées et par conséquent des plus froides de tout le royaume ; elle a son emplacement sur une montagne fort rapide et couverte de neige plus de la moitié de l'année. Son abord est difficile, dans tous les temps, à cause de son élévation et presque impossible dans le gros de l'hiver.

2^e La ville de Langogne a, dans son enceinte seulement, au moins la moitié plus de population que celle

de Pradelles. Il y a en outre trente-trois villages ou hameaux qui font partie de la communauté, au lieu que celle de Pradelles ne s'étend pas au delà de ses murs.

3. La ville de Langogne est encore recommandable par le grand commerce qui se fait, soit en grains, laines, bestiaux, cuivre, peaux et cuir ; celui des grains est un des plus considérable ; en effet, c'est la place de Langogne qui fournit les grains nécessaires au Vivarais et aux Cévennes et même, dans un temps de disette, à une partie du Bas-Languedoc. Son grenier est alimenté par le versement continu qui se fait des grains qui lui sont apportés du Gévaudan, du Velay et de l'Auvergne dont elle est l'interprète nécessaire pour sa position locale, de manière que le débit annuel est immense, et il est très certain que sans la quantité prodigieuse des grains que ladite place de Langogne a fourni, l'hiver dernier, au Vivarais et à certains cantons de Languedoc, ces contrées auraient manqué totalement de cette denrée et peut-être éprouvé une famine.

4. Les laines sont un autre objet de commerce très essentiel pour Langogne. Il y a, dans cette ville, plus de mille personnes continuellement occupées à les ouvrir ; plus deux cents métiers sont employés à la fabrication de plusieurs sortes d'étoffes, dont la majeure partie s'en va à l'étranger et ne sort de la ville que après y avoir reçu toutes les préparations nécessaires, même pour les couleurs ; de sorte que les laines du pays ne suffisent pas pour fournir à la manufacture qui s'en fait, depuis qu'on est obligé de les tirer beaucoup du Rouergue et presque toutes celles du Velay où il ne s'en travaille point.

5. La préparation des peaux et cuirs est une branche considérable de commerce pour la ville de Langogne.

Plus de vingt tanneries sont remplies de ces marchandises, de la quantité que le paysan fournit pour la consommation des bestiaux est bien loin de suffire pour alimenter ses tanneries, puisque les fabricants sont obligés d'en faire des achats considérables dans le Vivarais et les Cevènes, qu'ils revendent ensuite annuellement en foire de Beaucaire, après les avoir préparées dans le courant de l'année.

Langogne a encore plusieurs fonderies et martinets de cuivre, de même que beaucoup de chaudronniers qui les travaillent ; le débit de cette marchandise est très considérable et se fait dans un arrondissement de plus de vingt lieues, où il n'y a point de ces fonderies établies.

Langogne a toujours été le siège d'une justice seigneuriale composée de trois juges, dont le premier est qualifié de bailli, qui exercent la justice conjointement, et c'est encore dans Langogne que s'est toujours administré la justice royale de Borne, qui n'en est qu'à deux petites lieues, en vertu du territoire qui lui a été accordé.

Il y a en outre, dans ladite ville, un nombre considérable d'avocats postulants, instruisant ou consultant, qui sont pourvus de la majeure partie des judicatures de presque tout l'arrondissement, tandis qu'à Pradelles il n'y a que deux juges banerets, et très peu d'avocats postulants.

Langogne est heureusement placée pour être un chef lieu ; elle est d'abord coupée par cinq grandes routes qui en rendent l'abord facile, dans tous les temps et qui sont : celle de Clermont et Lyon, par le Puy ; celle du Vivarais, celle du Rouergue par Mende, et celle de St-Flour par Saugues.

Langogne renferme, dans son arrondissement de trois lieues, trente cinq paroisses, qui font une population de 50.000 âmes, qui ont toutes des relations de commerce avec elle, et qui viennent forcément aux marchés qui s'y tiennent deux fois la semaine. n'ayant pas d'autres villes plus proches pour y porter leurs denrées et acheter celles qui leur sont nécessaires, tandis que Pradelles n'a qu'une seule route, qu'un seul marché par semaine, et tout au plus dix paroisses dans son arrondissement qui sont au nord.

L'Assemblée délibère qu'elle persiste, comme en ses précédentes délibérations, à voter que le Gévaudan ne soit point divisé, mais au contraire conservé dans toute son intégrité ; que si le Velay est réuni au Gévaudan et que le département ne soit point fixé dans les villes de Mende ou le Puy, il sera fait, au nom de la dite ville et commune de Langogne, les plus humbles et les plus respectueuses supplications à nosseigneurs de l'Assemblée nationale, de lui accorder l'emplacement du département, comme étant ladite ville de Langogne à égale distance et sur la route de Mende au Puy.

Que si nosdits seigneurs de l'Assemblée décrètent de placer partout ailleurs le chef-lieu du département, en ce cas, ils seront aussi suppliés de fixer un district dans ville de Langogne, de préférence à celle de Pradelles, par les raisons ci-devant ramenées.

(Extrait des archives communales
de la ville de Langogne).

TESTAMENT DE ROBERT (DE BOIS-VERDUN)

BAILLI DU GÉVAUDAN.

1578.

L'an mil cinq soixante dix huit, et le vingt quatriesme jour du mois de septembre. En la maison de noble André de Serre, mon allié, moi étant retiré à occasion de la maladie contagieuse que Dieu nous a envoyée en cette ville de Mende, priant le bon Dieu par sa misericorde vouloir envoyer la verge de santé pour appaiser ladite maladie et oublier nos péchés et fautes par nous commises ; et par ce que n'y a rien plus certain que la mort et n'ayant moyen de faire mon testament par main publique, me trouvant sain, Dieu grâces, pour pourvoir à mettre mes enfants en paix pour l'avenir, et bien disposé de ma bonne volonté, ai bien voulu écrire et signer de ma propre main ma dernière volonté et intention ; cassant et annulant tous autres testaments, codicile, donations par ci devant faits, tant écrits de ma propre main que reçus par M^e Antoine de La Boude, notaire royal de la présente ville, que autres notaires, étant mon intention telle que si Dieu par sa bonne volonté nous voulait appeler de ce monde en l'autre, et que n'eussions le moyen comme ne n'avons y pourvoir autrement, comme est bien requis, avec les témoins nécessaires, suivant l'ordonnance du Roi, ce présent testament voulons que

soit le meilleur et que demeure en son entier et efficace, écrit et signé de ma main. Priant et suppliant bien humblement, à toutes cours souveraines, le vouloir recevoir et faire valoir en sa forme et teneur comme s'ensuit : Et premièrement, mon intention est que moi Philippe de Robert, bailli de Gévaudan, veux et entend que damoiselle Jacquette de Florit, ma femme et épouse, demeure mon héritière universelle et sans rendre aucun compte, sa vie durant et tant qu'elle demeurera en viduité; la priant bien humblement de ce faire si son âge et capacité le peut porter pour entretenir ses pauvres enfants en paix et les voir en âge d'être colloqués, et, après ces jours, mon intention est que ma dite femme rendra l'héritage à Louis Adam de Robert, mon fils naturel, lequel je veux que soit mon héritier universel après ma dite femme sa mère, pourvu aussi que soit homme de bien et que obéisse aux commandements de sa mère. Et après ledit Louis Adam, s'il mourait sans enfants légitimes, fais héritier après lui le postume que ma dite femme pourrait avoir dans son ventre; et si c'est une fille, veux et entends qu'elle n'aye que le douaire que je donne à Françoise, Marguerite, Antoinette de Robert, mes autres filles, auxquelles je donne a chacune, pour leur mariage, quinze cens livres pour chacune, avec deux robes, telles que la faculté de leur mariage et maison que entreront pourra porter, payables lesdits quinze cens livres, savoir : la moitié le jour de leur mariage, avec les deux robes, et l'autre moitié, cent livres par an, et cinquante livres la dernière année, réduisant lesdits quinze cens livres à cinq cens écus, et lesdits payemens en écus à l'équipolant, suivant l'ordonnance du Roi. Et si cas était que ma dite femme Jacquette de Florit ne peut demeurer en viduité et que

se retournat marier, elle sera tenue de rendre et remettre mon héritage à mon fils Louis Adam de Robert, par bon et loyal inventaire, qu'elle en fera après ma mort, tant en biens terriers que dettes ou obliges que argent comptant, si point en y a, à l'assistance de mes plus proches parents, et de MM. de Bessettes et de Remyeze, et juge Achard, capitaine Fontanilhe, MM. de Vilaret et de la Pallière dit de Serre, mes alliés. Et si madite femme est en volonté de ne se remarier, veux et entends que ne fasse aucun inventaire. Déclarant que mesdites dettes et obliges excèdent de vingt-cinq mil livres et plus que le pays me doit. Et aussi ce que ai fourni sur la métairie de Chazalz et sur la métairie de Boisson, comme appert par les quittances qui sont deves moi en mes papiers. Et si ma dite femme se voulait remarier, n'ayant égard aux conditions que dessus, je lui augmente son douaire, outre ce qu'elle m'a apporté, de la somme de deux cens écus, à soixante sous pièce, avec ses bagues et dorures que peuvent valoir environ autres deux cens écus. Et si plait à madite femme rendre lesdites bagues et dorures à ses enfants à la fin de ses jours, je remets cela à son choix et volonté. Et si cas était que mondit filz et posthume vint à décéder sans enfants naturels de mariage, je fais héritières mesdites filles et postumes par égale partie, tant l'une que l'autre, en cas que leur dite mère se retournat remarier, et si non après le trépas de madite femme, si mondit filz et postume venait à mourir sans enfants, veux aussi que ma dite femme fasse mes héritiers mes dites filles, toutes ensemble, tant l'une que l'autre. Et si mesdites filles mourraient sans enfants de leur mariage, je veux que la part de celle qui n'aura point d'enfants au premier décédé,

viennent de l'une à l'autre, selon le degré de nature. Et si cas était que toutes mesdites filles mourussent sans enfants, veux que mes biens viennent aux plus proches des miens, réserve que madite femme, si elle demeure vivante après mesdits enfants, veux et entends quelle demeure toujours maîtresse et gouvernante de tous et chacun mes biens, sans rendre compte, et aussi réserve que mesdits héritiers venant à avoir enfants et jouir de mesdits biens, soit madite femme ou enfants, je veux et donne à chacune de mes nièces, filles de Marguerite et Catherine et Françoise de Robert, à chacune, venant en état de mariage, à chacune, payable le jour de ses noces, la somme de dix écus sol, que sont trente livres en estime, et moyennant cela, les demets de tout ce que pourraient prétendre en mes biens. Et aux fils mâles de mesdites sœurs, quand seront en âge d'apprendre métier ou les mettre à l'école, donne à chacun vingt livres que sont six écus deux tiers; et à mes sœurs Marguerite et Françoise, donne à chacune trois écus et un tiers que sont dix livres; et à une pauvre fille nommée la Rayolle, que a servi ma feu mère, lui confirme les vingt écus que lui ai promis, reçu par M^e Bayseenc, qui seront employés par mesdits héritiers à la marier: à Marguerite, femme de Aguilhon, fille de Pecoullète, dont à présent revoquant tous autres testaments et donations, la somme de huit écus un tiers, valant vingt cinq livres, payables dans un an après mon décès. Donne aussi aux pauvres de l'hôpital, sur tous et chacun mes biens, pour chacune an, deux setiers de blé de revenu, un de froment et l'autre seigle. Et pour mes obsèques et pour mon âme, je ordonne que soient faites comme il est écrit par mon autre testament, reçu par M^e Deboda, si mesdits héri-

tiers ont le moyen de le porter, sinon je m'en remets à ma dite femme et héritiers, et avec l'avis de mes exécuteurs testamentaires derniers nommés, lesquels je nomme et en fais électifs si leur platt. Dont en témoin de ce me suis soussigné.

A Mende les an et jour que dernier.

Et du surplus, donne à petit Jean, mon serviteur, la somme de dix écus, payables à sa volonté ; et à François, mon palefrenier, six écus ; et à Calhou, mon laquais, quatre écus, et aux autres serviteurs et chambrières, qu'ils soient payés de leurs gages, par ma dite femme, de ce que leur sera deu et que auront servi, voulant que le presant testament soit mis en bonne et due forme par le premier notaire à qui sera baillé, tant de mes mains que de quel que autre mien. Et si mesdits serviteurs dessus nommés n'étaient assez contents de ladite somme à eux par moi léguée, je remets à madite femme ou héritiers les mieux contenter. Et me suis soussigné : Boisverdun bailli.

Encore d'abondant, veux et mon intention est que si mesdits enfants, tant fils que filles postums ou postumes venaient à mourir sans enfants légitimes de mariage, et aussi que mesdites sœurs et leurs enfants vissent tous à mourir à occasion de la maladie contagieuse que court en cette ville, après mesdits enfants, et que ne demeurat personne de mon lignage et que ma dite femme demeurat vivante après les tous susdits, je donne la moitié de tous et chacun mes biens à ma dite femme pour en disposer à sa volonté, et l'autre moitié, scavoir : la moitié de l'autre moitié aux pauvres de l'hospital de Mende, et l'autre quarte partie à marier des pauvres filles, à cent livres chacune ; réserve sur le tout mes funérailles

comme sont réservées par mes premiers testaments, reçus par de Laboude et me suis soussigné, les ans et jour que dessus :

BOISVERDUN, bailli.

A été fait et récité au lieu de Badaroux, en la rue publique, devant la maison de Jean Cobe, présens à ce : Hôlie Boyer, capitaine, habitant de Mende ; Pierre, dit de La Forest, aussi capitaine dudit Mende ; Jean Brajon, maréchal ; André Boyer, laboureur ; Guillaume Pestre, aussi laboureur ; François Vincens, de Las Aiguères ; Jean Forjonel, dit Calho, serviteur audit sieur bailli, et moi, notaire royal soussigné, qui requis en ai retenu acte au lieu susdit, ce vingt septième septembre mil cinq cens septante huit.

DELABOUDE, notaire royal ; de BOYER, ainsi signés
à l'original.

NOTES SUR PHILIPPE ROBERT DE BOISVERDUN
ET SA DESCENDANCE.

Philippe Robert, naquit à Mende. Il était fils de Raymond Robert, chaudronnier, et de Marguerite Chalmond. Leur domicile était rue de l'Arjac (1).

Philippe avait trois sœurs : 1° Françoise qui, le 4 octobre 1558, épousa Louis Gély, fils de Jean, chirurgien ; 2° Catherine, qui contracta mariage avec M^e Antoine Rigal, notaire ; 3° Marguerite. Devenue veuve, la mère de Philippe épousa en secondes noces le chirurgien Jean Gély, son beau frère.

Philippe Robert embrassa la carrière des armes. Dans sa jeunesse il fut page du duc de Montmorency, puis capitaine d'infanterie. Il s'allia à une noble famille de Gévaudan par son mariage avec M^{lle} Jacqueline Florit.

Dans un acte de l'année 1559, Philippe Robert est qualifié de noble. En 1560, « noble Philippe de Robert, seigneur de Boisverdun » est pourvu de l'office de bailli de Gévaudan. L'année suivante, on le désigne avec le titre « d'écuyer, homme d'armes de la compagnie du sieur de Sansac. » En 1571, il était conseiller, chambellan du Roi, bailli de la Cour commune et bailliage de Gévaudan. En 1576, il tenait garnison au fort de Laubert ; la même année il était détenu prisonnier à Grizac.

(1) Archives de la ville de Mende, CC. 23. Le grand-père de Philippe de Robert exerçait la même profession de chaudronnier en 1529.

En 1577, il est désigné pour traiter de la reddition de la tour et fort de Montagnac à l'abbé des Chambons. Philippe de Robert commandait pour le service du Roi, dans le diocèse de Mende, en l'absence de M. de Saint-Vidal. En 1578, il fait l'acquisition, pour la somme de 5,000 livres, du château et domaine noble de Chazeaux. Le Chapitre cathédral lui afferme, pour trois années, les revenus du bénéfice d'Auroux. « M. de Boisverdun, prend sur lui : de bien, loyalement et fidèlement garder ou faire garder, sous l'obéissance du Roi et du Chapitre, la tour et le clocher dudit Auroux, envers et contre tous, à ses propres dépens ». Les chanoines lui afferment en outre les blés provenant de la dime des paroisses d'Arzenc et de Châteauneuf-de Randon.

Le 1^{er} décembre 1579, noble Philippe de Robert, seigneur de Boisverdun, acquérait un petit jardin aux environs de la ville de Mende.

Le Père l'Ouvreleuil, en parlant de la prise de Mende par les protestants raconte en ces termes la mort de M. de Boisverdun : « La nuit de Noël 1579, la ville de Mende fut prise par le capitaine Mathieu de Merle. Ce fut durant ces violences et ces vexations (des protestants) que Louis (1) de Boisverdun, seigneur de Chazeaux et bailli de la ville étant environné de ces voleurs, qui ne pouvaient souffrir ses justes remontrances, se défendit contre eux, l'épée à la main, et, se faisant jour, allait tuer Merle, qui était à leur tête, lorsqu'il embarrassa le talon de son soulier dans la grille d'une cave, le long du pavé, en la rue d'Aignes Pusses, tomba à

(1) Le Père l'Ouvreleuil a confondu le père avec le fils.

terre et fut aussitôt percé de divers coups, dont il mourut au même endroit. »

Philippe de Robert, laissa un fils, Louis-Adam de Robert, seigneur de Chazeaux. En 1624, il habitait à St-Alban, et était bailli de cette baronnie. Il vivait encore en 1651.

Il avait épousé M^{lle} Louise de Baldit.

Il eut cinq filles de ce mariage. L'une d'elles, Louise de Boisverdu, épousa M^r Antoine Laurans, docteur en droit et avocat à Mende, le 14 juillet 1614.

De ce mariage plusieurs enfants parmi lesquelles M^{lle} Louise Laurans, qui épousa, en 1648, Jean Baptiste Ouvreleul, marchand, fils de Claude Louvreleul et de dame Anne Doarre, habitant à Arlanc, diocèse de Clermont, en Auvergne.

Voici la copie textuelle de l'acte de baptême du R. P. L'Ouvreleul, prêtre, de la Congrégation de la Doctrine chrétienne, auteur des *Mémoires sur le pays de Gévaudan et sur la ville de Mende*, etc.

« Le premier Aoust 1652, a esté baptisé Jean Ouvreleul, filz légitime et naturel de sieur Jean-Baptiste Ouvreleul, marchand, et de damoiselle Louise de Laurens, mariés. Son parrin a esté sieur Jean Doarre, sa marrine damoiselle Louise de Robert ».

Signé : Raynal, curé.

LE VILLAGE DE LA BASTIDE. — SA CHAPELLE.

Le village ou hameau de la Bastide, commune de Puylaureat, autrefois de la paroisse de Chassérades, relevait, il y a deux siècles, en toute justice des seigneurs

de Polignac. En 1741, une chapelle fut construite dans le village : elle fut érigée en succursale le 12 février 1820. Cette paroisse compte aujourd'hui 263 habitants.

Par sa position à la jonction de la voie ferrée, en cours d'exécution, de Mende à la Bastide avec la ligne du chemin de fer de Paris Lyon à la Méditerranée, le village de la Bastide paraît destiné, dans un avenir prochain, à prendre un développement important.

Voici l'acte de la construction de son église et celui de sa consécration :

CONSTRUCTION DE LA CHAPELLE DE LA BASTIDE

1741

Ce seiziesme juin mil sept cent quarante un, nous Jean Lahondès, pretre, prieur de Saint-Thomas Latouche, paroisse de Chasseradèz et Pierre Combe, du lieu de la Bastide, en ladite paroisse de Chasseradez, promettons payer à Jean Aujollat, masson de lieu de Chaniaux, la somme de quatre cents livres, pour la construction de l'église dudit Saint-Thomas ; moyennont laquelle dite somme de quatre cents livres, ledit Aujollat doit, en premier lieu, tenir à compte ce que nous dit Lahondeis lui avons payé lors de l'autre prix fait baillé audit Aujollat, datté du dernier mars mil sept cents vingt huit ; en second lieu ledit Aujollat doit construire, à ses fraix et depens, ladite église, moyenant les réserves oy après expliquées, de la longueur de six cannes ; de largeur deux

canes et demi ; de hauteur deux cannes sept pans, le tout dans œuvre ; doit tirer la pierre de taille et autre considerable necessaire, doit faire deux portes a ladite église, l'une de six pans de largeur, l'autre de trois pans trois quarts, un œuil de bœufs au dessus la grande porte; deux fenestres de la grandeur nécessaire, une de chaque cotté de l'autel, trois cordons ou arcs, l'un pour séparer le chœur d'avec la nef et les autres deux pour pouvoir faire, en temps et lieu, deux chapelles, sans être obligé de démolir les murailles pour cella faire, dans l'un desquels arts ou cordon du cotté du mydi, faira aussi ledict Aujollat une autre fenestre de la même grandeur de celles de l'autel, moyennant quoi nous promettons faire porter à pied d'œuvre, à nos fraix et depans, toutes lesdictes pierres, d'abord que ledict Aujollat les aura tirées ou faites tirer, et faire porter aussi tous les autres matériaux nécessaires de même, moyennant quoy, nous dict Aujollat promettons d'avoir parfait ledict ouvrage entre ici et St-Michel prochain pour ce qui regarde le tout comme ce dernier est dit, à la réserve de la faire couvrir, n'estant obligé que de combler le couvert pour le rendre prêt à lauzer, moyennant quoy, nous dit Lahondès et Combe promettons payer audict Aujollat, savoir cinquante livres de jour le jour et le restant partie pendant le cours du travail et l'autre à la perfection de l'ouvrage, moyennant ce avons faict double et nous sommes signés le susdit jour et an, avec promesse d'en passer acte publique à nostre première réquisition, ledict Aujollat ne sachant écrire a fait une croix.

LAHONDÈS, p. curé.

COMBE.

Je Pierre Combe, soussigné, promets donner, pour sa-
reté dedit prix fait, la nourriture de luy et de ses autres
trois massons de deux semaines que je les ay nourris,
qui écheront demain samedi dix septiesme juin 1741,
audit Aujollat, sans pretendre de precompter ladite
nourriture sur ledit pris de quatre cents livres cy de-
vant parlé.

Combe.

BÉNÉDICTION DE LA CHAPELLE DE LA BASTIDE.

le 1^{er} mars 1742.

Gabriel Florent de Choiseul-Beaupré, par la miséri-
corde divine et la grâce du St Siége apostolique, évêque,
seigneur et gouverneur de Mende, comte du Gévaudan,
conseiller du roy en tous ses conseils, sçavoir faisons
que sieur Jean Lahondès, prêtre et prieur de La Magde-
laine de Planchan, chapelain de la chapelle de La Bas-
tide, dans notre diocèse, Pierre et Louis Combes, ledit
Louis faisant pour leur père, nous ont présenté requette,
à ce que, suivant la permission à eux accordée, ayant
fait construire une chapelle dans ledit lieu de la Bas-
tide, paroisse de Chasseradès et l'ayant mise dans un
état décent pour y faire célébrer la sainte messe, il nous
plût ordonner qu'elle seroit pour cet effet bénie par tel
prêtre que nous trouverions à propos de commettre.
Vu la dite requette et notre commission au pied d'icelle
en date du dix neuf décembre mil sept cent quarante-
un, par nous adressée au sieur Barrandon, prêtre et curé
dudit Chasseradès, pour informer de l'état où est ac-
tuellement ladite chapelle de la Bastide nouvellement
construite, ensemble le procès-verbal de visite de la

dite chapelle fait en conséquence par le dict sieur Barrandon, curé, en date du cinquième du présent mois de febvrier, par lequel il conste que la dite chapelle nouvellement construite audit lieu de la Bastide est fournie d'ornemens et autres choses nécessaires à la célébration des divins mystères et suffisamment décorée et mise dans un état décent pour que le St-Sacrifice de la messe y puisse être célébré; le tout vu et meurement examiné, nous avons ordonné et ordonnons que ladite chapelle sera bénie par ledit sieur Barrandon, prêtre et curé de Chasseradéz, que nous commettons à cet effet; laquelle bénédiction faite, nous permettons qu'on dise la messe dans ladite chapelle, excepté aux temps et jours auxquels il est deffendu par nos statuts synodaux de célébrer la messe dans les chapelles particulières et hors l'église paroissiale, à condition toutefois que ladicte chapelle sera crépie et blanchie en dedans et qu'il sera mis à l'autel de ladicte chapelle un tableau décent, aux frais de qui de droit, dans six mois à compter du jour de la date des présentes, sous peine d'interdit de ladite chapelle, déclaré encouru les six mois expirez.

Donné à Mende, dans notre palais épiscopal, sous notre seing, le contre seing de notre secrétaire, le quatorze febvrier mil sept cent quarante deux.

GABRIEL-FLORENT, *évêque de Mende.*

Par Monseigneur :

VALENTIN, pour le secrétaire.

L'an mil sept cent quarante deux et le premier mars, avant midi, vu l'ordonnance dont copie est d'autre part,

et page précédente, nous Jean Barrandon, curé de Chasseradez, prêtre, commis par la susdite ordonnance, déclarons nous être transportez à la chapelle de la Bastide, en notre dite paroisse de Chasseradez. où étant devant la grande porte de ladite chapelle, vu de rechef et lu à haute voix ladite ordonnance, assisté de M^{re} Jean Lahondés, prieur, curé de la Magdelaine de Planchan, chapelain de la dite chapelle de la Bastide, de M^{re} Jean Charbonnier, prêtre et vicaire dudit Chasseradez, de M^{re} Noël Robert, diacre, demeurant à Puylaurans, présent aussi sieurs Pierre et Louis Combes, dudit lieu de Chasseradès et un grand nombre d'autres personnes de tout âge, sexe et condition, avons béni ladite chapelle de la Bastide en notre paroisse, en l'honneur de Saint Thomas, apôtre. Laquelle bénédiction faite, tout de suite et immédiatement aprez, y avons offert le St-Sacrifice de la Messe, ce jourd'huy, premier mars mil sept cens quarante-deux.

La susdite copie de l'ordonnance de Mgr l'évêque, collationnée par nous susdit à l'original de ladite ordonnance que nous avons cependant retenu et attaché cy contre à ce présent registre, pour servir en cas de besoin.

Ont signé le présent verbal et collationement susdit les sus nommez : LAHONDEZ, *prieur, curé.* — CHARBONNIER, *prêtre.* — BARRANDON, *curé, prêtre commis.*

Nous soussigné prêtre et curé de Chasseradez, diocèse de Mende, certifions les deux extraits d'autre part, savoir de l'ordonnance de Mgr l'évêque de Mende pour la bénédiction de la chapelle de la Bastide, et le verbal de la bénédiction de ladite chapelle être conformes à

leurs originaux, contenus dans les registres des baptêmes et de la paroisse de Chasseradez, d'où ils ont été tirés.

Fait à Chasséradès le onzième aoust mil sept cent quarante trois.

BARRANDON, *curé de Chasseradez.*

TESTAMENT DU PEINTRE JEAN LACOUR, DE MENDE

L'an mil sept cens vingt et le vingt-huitième jour du mois d'avril, après midy, par devant nous, notaire royal soubzsigné et tesmoins bas nommez, feut présent sieur Jean Lacour, peintre, habitant de la ville de Mende, lequel de son bon gré et libre vollonté, se trouvant avancé en âge et un peu indisposé et sçachant qu'il ni a rien de plus certain que la mort, ni de plus incertain que l'heure d'icelle, estant dans ses bon sens, mémoire et entendement, et voulant dispozer du peu de bien qu'il a pleu à Dieu lui donner, a fait son testemant et ordonnance de dernière volonté en la forme et manière que s'ensuit : Premièrement, s'est muni du signe de la Ste Croix, disant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit ; a recommandé son âme à Dieu le Père tout puissant, le suppliant que par le mérite de la mort et passion de netre Sauveur Jésus-Christ, les intercessions de la glorieuse bienheureuse Vierge Marie, de son saint patron et de toutz les saintz et Paradis qu'il lui plaise lui accorder le pardon de tous ses pechez et la placer dans son royaume céleste, lorsqu'elle sera séparée de son corps ; élizant la sépulture d'icelluy dans la tombe de ses prédécesseurs, à St Gervais et Protais, cimetière

de la paroisse de cette ville. Et pour les honneurs funèbres et ses legs pieux, s'en remet à la discrétion de son héritière, bas nommée.

Item, donne et lègue à la confrérie des Penitens de cette ville, tout ce qu'elle lui doit suivant ses arrêtés de compte ou pour d'autres tableaux ou travail qu'il a fourni à la dite chapelle.

Item, il donne et lègue a demoiselles Marguerite et François Lacour, ses deux filles et de demoiselle Catherine Gallière, son épouse, et à chacune d'eilles pour leurs droits de légitime paternelle, la somme de cinquante livres, payable dans un payement, un an après son decez, a l'ainée, et l'année d'après à la cadette, et moyenant ce les a instituées ses héritières particulières; et en toutz et chacuns ses autres biens, noms, veux, droitz et actions, il a de sa propre bouche nommé et surnommé pour son heritière generale et universelle la demoiselle Catherine Gallière, sa bien aymée épouse, pour quelle en puisse disposer a ses plaizirs et vollontés, tant en la vie qu'en la mort. Declarant que la valeur de ses biens mobiliers et immobiliers qu'il donne à sa dite épouse, quitte de son revenu, ne se porte qu'à la somme de 500 livres, tout le surplus qu'il jouit et possède lui appartenant en son propre, et qu'il casse, révoque et annulle tous les autres testemens qu'il peut avoir ci devant fait; voulant que le presans soit le seul bon et vallable, qu'il veut qu'il vaille par codicile, donation a cause de mort et en une autre meilleure forme qu'un testament peut et doit de droit valloir. Dequoy nous a acquis acte et les témoins ci-après nommés d'en estre mémoratifs.

Fait et récité dans la chambre dudit Lacour, present

à ce M^e Vital Sabatier, diacre, bénéficiaire de la cathédrale et maître muzicien de la présente ville ; M^e Jean Bonissel, sieur de la Loubière, clerc tonsuré et bénéficiaire de la cathédrale : M^e Charles du Fayet, s^r de Chabanes, clerc tonsuré, du lieu de Chabanes, paroisse de Saint-Jean-la-Fouillouze, étudiant au collège de cette ville, et sieur Jean-Antoine Vigère, de la ville du Malzieu, et enfant de chœur de cette ville, clercs tonsurés ; sieur Pierre Pagès, paroisse de Fraissinet-de-Fourques, étudiant aussy au collège de cette ville ; S^r Jean-Alexis Viala, aussy peintre de la présent ville ; Jacques, et autre Jacques Borrel, père et filz, menuiziers, habitants de cette ville, et sieur Gabriel Roche, du lieu de la Villedieu, soubz signés avec ledit sieur testateur. Ledit Jacques Borrel, père, n'ayant sceu signer de ce requis. Et nous Jean Bonicel sieur de l'Hermet, notaire royal de la ville de Mende requiz soubz signé.

LACOUR. SABATIER. VIGIÈRE. LALOUBIÈRE. CHABANES, clerc tonsuré. VIALA. BORREL. PAGE. ROCHE. BONISSEL.

DE L'HERMET, notaire.

Contrôlé et insinué à Mende le 31 juillet 1730. Reçu vingt quatre livres.

BARRANDON.

(Registre de 1718 à 1720).

LES HABITANTS ET LES SEIGNEURS DE SAINT-CHÉLY-
D'APCHER. — REDEVANCES FÉODALES.

Dominique de Cuny, conseiller du Roi, juge, pour sa majesté, de la ville et viguerie d'Uzès et pays d'Uzège, commissaire député par sa Majesté.

[illegible]

avait été vendue à pacte de rachat, lorsque les vendeurs retireraient ladite terre, le Seigneur serait obligé de restituer lesdites 70 livres, ou que la dite somme servirait pour le premier cas qui arriverait.

- En second lieu, que les dits habitants, au lieu de donner annuellement, pour chaque feu, une poule, appelée dans les reconnaissances : *la poule fougal*, feraient un fonds de 8 livres de rente annuelle, payable audit Seigneur ; moyennant quoi ils seront libres du paiement de ladite poule, pour chaque feu.

En troisième lieu, que les habitants qui feront parc, dans ledit terroir de Saint-Chély, payeront un mouton audit Seigneur, sous cette réserve qu'il faudrait qu'ils eussent 140 bêtes à laine et que les agneaux, qui auraient leur mère, seraient tirés du compte, et que pour une moindre quantité de 140 bêtes à laine, ils ne seraient obligés à aucun droit ; mais que si le bétail est étranger, ils doivent donner le mouton pour chaque parc, et encore ce qu'il conviendrait avec ledit Seigneur, ne leur étant pas permis de prendre ni garder du bétail étranger dans sa terre sans sa permission.

En quatrième lieu, que ceux desdits habitants qui auraient des mulets ou chevaux, pour trafiquer en vin, seraient obligés de les donner audit Seigneur, une fois l'année, pour aller chercher son vin, sous les conditions que lorsque ce nombre sera impair, il en doivent donner la plus grande partie, et, qu'en nombre pair, ils en doivent donner la moitié ; que le Seigneur doit payer leur dépense, et que cette corvée ne pourra pas être convertie en argent, mais exigée seulement dans le besoin.

Autre transaction

Passée, en l'année 1537, entre les habitants de Saint-Chély et ledit Seigneur, à raison du four banier et du droit de fournage pour cuite du pain, tant blanc, roussot que pain noir, dans laquelle il est dit que ledit Seigneur donne en faux aieu un paturage auxdits habitants entre ceux qu'il avait ci devant donnés, et qui lui avait été reconnus : lequel paturage est appelé Taules messes, et sis dans le terroir de Mallegasane.

Autre transaction

Passée, en l'année 1568, au sujet de la garde du château d'Apcher, dans laquelle il est dit que ledit Seigneur a droit d'avoir le nombre des habitants de sa terre d'Apcher et de la ville de Saint-Chély, et que, suivant le nombre qu'il trouvera à la nécessité, il pourra prendre les hommes qu'il jugera nécessaire pour la garde et défense du château d'Apcher et de sa dite ville de Saint-Chély.

Reconnaissance passée en l'année 1559, par lesdits procureurs et syndics de la dite ville, de tous les péages et prés jous en commun, sous la censive de deux carrens avoine civadière et vingt deux sous six deniers en argent : Titres, concessions et patentes pour l'établissement des foires dans ladite ville de Saint Chély, courtelage, droit de leyde et péage, tant sur les marchandises que bestiaux étrangers et par les habitants dans sa dite ville de Saint Chély.

Oùs les dits sieurs consuls, ensemble le procureur de madite dame, la duchesse, en la commission en diverses conférences sur les interrogats qui leur devaient être

par nous faits et leurs droits respectifs entre ma dite dame et les habitants et communauté de Saint Chély, absente, faute par eux d'avoir fait leur réponse devant nous, pour servir de titre commun.

Nous, en exécution desdites transactions et titres avons condamnés et condamnons lesdits consuls et habitants de Saint Chély, à faire une nouvelle reconnaissance à M^{re} la duchesse douairière d'Uzès, comtesse d'Apcher, dans laquelle reconnaîtront tenir d'elle : Premièrement, tous les pâtus et prés qu'ils jouissent en commun, conformément à la reconnaissance faite, en l'année 1559, par les syndics et procureurs de ladite communauté et au bail à nouvel achat a eux fait en l'année 1536, sous la censive de 22 sous 6 deniers et deux cartons d'avoine, mesure civadière, pour ceux qui possédaient anciennement et en faux aleu, pour le paturage appelé *Taulesmasses*, à eux inféodé en l'année 1556.

Secondement, qu'ils doivent annuellement la somme de 8 livres, au lieu et place des poules fougat que un chacun des habitants devait pour le feu.

Troisièmement, qu'ils sont sujets et taillables aux cinq cas, scavoir : pour les mariages des filles et sœurs des seigneurs ; pour la promotion aux ordres de Sa Majesté ; pour les voyages qu'il sera outre mer ; lorsqu'il sera pris et fait prisonnier par les ennemis de l'Etat, et lorsqu'il achètera une terre ou un fief ; pour chaque desdits cas ils doivent payer la somme de 70 livres, en corps de communauté, à laquelle taille desdits cas, a été abonné, sous les réserves portant deux desdits cas arrivant dans une même année, ils ne payeront qu'une fois ladite somme de 70 livres ; et que si la terre ou le fief avaient été vendus, à pacte de rachat, pour lors qu'ils

seraient retirés par les vendeurs, le Seigneur est obligé de restituer la dite somme, ou qu'elle servirait de paiement pour le premier cas qui arriverait.

Quatrièmement : qu'ils sont tenus à payer un mouton pour chaque pare, lorsqu'il sera composé de 140 bêtes à laine, les agneaux qui auront leur mère dans ledit pare n'étant pas du nombre.

Cinquièmement ; qu'ils doivent ledit mouton pour le pare dans lequel il y aura du bétail étranger et outre ce qu'ils doivent payer, ce dont ils conviendront avec le seigneur, et qu'ils ne peuvent recevoir, dans ladite terre de Saint-Chély, aucun bétail étranger, sans sa permission.

Sixièmement : que les habitants de ladite ville, qui auront des mulets ou des chevaux pour trafiquer en vin, seront tenus et obligés de les donner une fois l'année pour faire la provision du vin du seigneur, sous les conditions que lorsque le nombre sera impair, ils en doivent donner la plus grande quantité, et que lorsqu'il est pair ils en doivent la moitié ; que ledit seigneur doit payer leur dépense et qu'il ne peut pas convertir en argent cette corvée. Déclarons en outre, madite dame être en droit de jouir et posséder le four bannier, prohiber la construction d'autre four auxdits habitants de Saint-Chély ; et, parce que lesdits habitants étaient obligés de fournir le bois pour la cuite de leur pain, par la transaction de l'an 1556, et que depuis lesdits habitants étant dans l'impuissance de fournir ledit bois, et les fermiers de ma dite dame fournissent les droits de fournage, portés par ladite transaction ont été augmentés d'un commun consentement réciproque de M^{re} la duchesse, des consuls et des habitants de ladite ville, à

peine de concussion ; et qu'à cet effet il sera dressé et fait un tarif qui sera affiché au four ; déclarons aussi que ma dite dame a droit de jouir du péage, leyde et courretage dans ladite ville de Saint Chély et de prendre ses droits sur les mulets et chevaux, tant à bas vides que chargés, sur les petites mules ou mulets, vaches, taureaux, bœufs et autre bétail, qu'on achète aux foires pour revendre, sur les grains, huile, sel et vin étranger qui se débitent dans ladite ville, tant par les habitants qui les achètent que par les étrangers qui les apportent dans ladite ville, à la réserve pourtant que les dits habitants qui achètent du vin ou des grains pour la provision de leur maison, n'en doivent aucuns droits, par les privilèges à eux accordés, et qu'ils le doivent seulement pour ce qui est au-delà de leur provision et qu'ils débitent et vendent aux autres ; dequels droits il sera aussi fait un tarif, avec défenses aux fermiers d'en exiger de plus grands.

Faisons aussi défenses de se servir, dans les ventes et achats publics, d'autres poids et mesures que celles qui seront au pouvoir des couratiers, eschanteliers et marqués des armes de madite dame, à peine de l'amende, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de concussion.

Avons condamné lesdits sieurs consuls et habitants à payer les arrérages depuis 29 ans, avant l'introduction de l'instance, tant de la censive fougale, liquidés, sçavoir : pour ladite censive de 22 sous 6 deniers, et deux cartons avoine cividière, à la somme de 70 livres 2 sous 6 deniers, et, pour lesdits 8 livres de rente annuelle à la somme de 264 livres et aux dépens liquidés à la somme de 12 livres, au payement desquelles ils seront contraints par les voies de droit.

Mandons au premier huissier ou sergent requis sur ce faire tous exploits requis et nécessaires.

Donné à Saint-Chély, le dernier avril mil six cents quatre-vingt-cinq.

DE CENV, juge et commissaire, signé.

PLANCHES, greffier, signé.

L'ABBÉ CLAUDE ALLIER, CURÉ-PRÊTRE DE CHAMBRONAS.

Cet ecclésiastique qui fut l'âme de la conspiration royaliste du Midi, en 1792, et qui joua un rôle important lors de la prise d'armes dirigée par Charrier, en 1795, était d'une famille ouvrière de Mende. L'abbé Allier naquit dans cette ville en 1748.

Plusieurs historiens le font naître à Orange. L'extrait de naissance et de baptême de cet ecclésiastique, le contrat de mariage de son père, prouvent l'inexactitude de cette opinion.

Acte de baptême de Claude Allier.

Le six juillet 1748, pour nous Pierre Rauzière, prêtre et vicaire de la ville de Mende, a été baptisé Claude Allier, né le jour d'hier, fils légitime et naturel à Jean Allier, et à demoiselle Marie-Anne Varsilhac, habitants de la dite ville. Le parrain a été Claude Allier, son grand-père, et la marraine Françoise Allier, illitérée.

Présents : ledit Jean Allier et M. Alexandre Brun, signés avec nous et le parrain, tous habitants de ladite ville. En foi de ce : ALLIER, BAUX, ALLIER.

Rauzière, prêtre, vicaire.

(Archives de la ville de Mende, 36. 63)

Contrat de mariage.

L'an mil sept cents quarante sept et le neuvième jour du mois de septembre, après midi. Pardevant nous, notaire royal et témoins soussignés, ont été présents Jean Allier, tisserand, fils légitime de Claude Allier, aussy tisserand, et de feue Marie Borrel, mariés, de la ville de Mende, d'une part ; et honnête fille Marianne Marcilhac, fille légitime de Pierre Marcilhac et de Marguerite Ponton, mariés, du lieu et paroisse de Sainte-Eulalie, diocèse de Rodez, d'autre part. Lesquelles parties traitant de leur mariage, de leur gré et libre volonté, sçavoir ledit Allier de l'avis et conseil dudit Claude Allier, son père, de Jean Borrel, son oncle maternel, du lieu du Gerbal, Vital Borrel, maréchal dudit Mende, son autre oncle, et ladite Marsilhac du consentement dudit Pierre Marsilhac, son père, en conséquence de la procuration qu'iceluy a faite à sieur François Delolme Bergeron, imprimeur libraire de cette ville, devant nous dit notaire, le quatrième du présent mois, duement contrôlée, étant assistée dudit sieur procureur, icy présent et de plusieurs autres personnes, ils ont promis se prendre et épouser en face de la Sainte Eglise à leur première réquisition, à peine de tous dépens, damages et intérêt, les bans préalablement publiés suivant les ordonnances royaux. Et pour la supportation des charges du présent mariage, lesdites parties ont déclaré se prendre avec leurs biens et droits en quoy que puissent consister ; donnant à cet effet pouvoir ladite promise épouse audit Allier, son promis époux, de retirer payement, quand il sera temps, de ses droits de légitime paternelle et maternelle et autres quelconques,

et d'en fournir toutes quittances et décharges valables, a la charge par luy de reconnoître, ce qu'il recevra, sur tous ses biens présents et avenir en faveur de la promise épouse, pour le cas de restitution arrivant : le tout luy être rendu ou a qui de droit appartiendra, sachant avoir cependant reçu de la dite promise la somme de trois cents livres qu'elle avait devers elle et par elle gagné en servant de domestique et par son industrie et travail, comme un pecule a elle propre : laquelle somme elle luy a comptée et delivré en Louis d'or, écus et autres especes de cours, en nos présences, qu'il a reconnue et assurée comme dessus en faveur de ladite promise épouse. Et pour ce dessus observer lesdites parties ont obligé leurs biens présents et avenir soumis a toutes cours requises.

Fait et récité à Mende, étude de nous dit notaire : présents : sieur Jean-Antoine Laval la Sagne, praticien et M^{re} Pierre-Louis Legier Malzac, avocat en Parlement, habitants dudit Mende, soussigné, avec lesdits Allier, père et fils, ledit sieur procureur et autres personnes, la promise épouse n'ayant scu de ce requize, et nous Claude Paulet, notaire royal, soussigné.

ALLIER. — BERGERON. — ALLIER. — BOEREL. — MALZAC.
— ALLIER. — LAVAL LA SAGNE. — ALLIER.

PAULET, notaire.

Contrôlé à Mende le 14 septembre 1747, folio 10.
r^o. Reçu quatre livres seize sols.

Tunc.

ÉTAT DU REVENU ET DES CHARGES DE L'ÉVÊCHÉ
DE MENDE.

1790

Recettes.

Le bail à ferme a commencé le 1^{er} janvier 1786 et finira le 13 décembre 1794.

La ferme de Mende délivrée à MM. Borely et Chap-
tal se porte à..... 19,500 livres.

Celles de Chanac, Grandrieu, Ser-
verette, le Recoux et Saint-Martin-de-
Lansuscle, aux S^{rs} Constant, Roche-
grai et Vinzac, savoir :

Chanac	24,000	—
Grandrieu	7,850	—
Serverette.....	19,500	—
St Martin-de-Lansuscle .. .	2,100	—
Le Recoux.....	2,350	—
Fournels, aux S ^{rs} Vaissier et Vialas ...	5,900	—
Le Cheylar, au s ^r Fabre.....	1,500	—
Le Buisson, au s ^r Boyer	1,302	—

Total des baux à ferme..... 82,002 livres.

Réserves sur Mende.

150 setiers avoine à 10 livres.....	1,500	livres.
9 setiers orge à 11 livres.....	99	—

240 quintaux paille froment et seigle.	240 livres.
La première herbe du Pré-Vival, les premières et deuxième herbes du pré Clos, quitte de toute exploitation....	1,340 —
Le jardin de l'Evêché, quitte l'exploitation	60 —
Total des réserves sur Mende....	3,050 livres.

Réserves sur Chanac.

5 setiers or-seigle et 7 setiers orge	112 livres.
100 setiers avoine	900 —
60 quintaux paille, froment et seigle	60 —
3 prairies, l'exploitation prélevée..	450 —
Le jardin, quitte de toutes charges...	60 —
Un mauvais champ au dessous de la terrasse du nord.....	12 —
Un bois de pin a la Capelle, mandement de Chanac, valant une année portant l'autre.....	30 —
Total des réserves sur Chanac..	1,624 livres.
Total des baux à ferme et des réserves	86,685 —

Charges fixes sur l'Evêché.

Sur la somme de 86,685 livres il faut d'abord distraire 911 livres dont je ne jouis plus depuis le 4 octobre dernier. La ville de Mende s'étant emparée depuis cette époque du courretage, mesurage et poids de la ville que mes fermiers avaient sous-affermé 911 livres et qu'ils ne me

tiendront plus en compte jusqu'à ce qu'il ait quelque chose de décidé à cet égard, à..... 914 livres.

Décimes au Roi..... 9,374¹ 5² 6⁴

A cinq pensionnaires que le Roi a mis sur l'Evêché et qui feront de leur côté leur déclaration 4,700 livres, réduit par la retenue des 3 dixièmes ordonnée par les arrêts de Conseil à la somme de..... 3,290 livres.

Entretien de 20 paroisses, dont il y en a deux qui ne sont à ma charge qu'à moitié, 18 par conséquent à 150 livres chacune par année pour l'entretien de l'église et des ornements de la sacristie, les deux à 75 livres chacune, se porte à.... 2,850 —

M. l'évêque donne de sa poche à M. le curé de Badaroux, outre ce que les fermiers peuvent lui donner chaque année..... 224 —

A un autre prêtre dans son église.. 60 —

A M. le Curé de St Bauzile..... 80 —

A M. le Cnré du Villar..... 244 —

A M. le Curé d'Esclanèdes..... 186 —

A M. un autre prêtre, dans son église 60 —

A M. le Curé du Recoux..... 130 —

A M. le Curé de Ste-Eulalie..... 200 —

A M. le curé de St-Amans..... 400 —

A M. le Curé de St-Laurens-de Veyrès 205 —

A M. le Curé de Barjac..... 120 —

A son vicaire..... 110 —

Aux deux vicaires de Chanac..... 200 —

A M. le Curé de Fournels.....	178	livres.
A son vicaire.....	100	—
Au vicaire de St-Alban.....	100	—
Au vicaire de Lajo.....	100	—
A M. le Curé des Laubies.....	193	—
A son vicaire.....	100	—
Au vicaire de Grandrieu.....	100	—
Au vicaire de Fontans.....	100	—
A M. le Curé de Chauchailles.....	267	—
A son vicaire.....	100	—
Carême dans la Cathédrale.....	180	—
Avent.....	90	—
Octave de la Fête Dieu dont les sermons ont été supprimés par mon prédécesseur, mais dont l'honoraire a été réuni à la Miséricorde de Mende.....	30	—
A l'Université de Toulouse.....	54	—
Fondation d'étrenne de collation à mon Chapitre du Jeudi-Saint et d'aumônes fondées dans l'année.	348	—
<p>Outre ces charges, l'Evêché est à Mende; la maison est immense par l'étendue de ses bâtiments et le terrain qu'elle occupe, sujette à un entretien beaucoup trop considérable pour les revenus de l'Evêché, surtout dans un climat aussi rigoureux, où les bâtiments se dégradent plus vite qu'ailleurs.</p> <p>Il y a en outre deux autres maisons situées dans le jardin de l'Evêché</p>		

pour le moins aussi sujettes à dégradation. Je crois porter les réparations annuelles à un prix modique en ne les évaluant chaque année que.....

3,000 livres.

A Chanac est la maison de campagne ordinaire de l'Evêque où il y a aussi des bâtiments considérables

En outre deux fours, un moulin sur la rivière, une chaussée, deux bâtiments au moulin; à n'estimer que médiocrement, toutes ces réparations doivent se porter au moins chaque année.....

2,400 —

Il y a en outre, à Grandrieu, un grenier dont les réparations m'ont déjà coûté, dans 22 ans, 5,300 livres, ainsi l'on peut comprendre cet article chaque année l'un portant l'autre.....

400 —

Enfin un grenier à Serverette qui ne m'a pas coûté jusqu'ici une année portant l'autre plus de.....

15 —

Total des charges.....	26,179 ¹ 15 ^s 6 ^d
------------------------	--

Total du Revenu.....	86,683 ¹
----------------------	---------------------

Reste net.....	60,505 ¹ 4 ^s 6 ^d
----------------	---

Je certifie que la présente déclaration est véritable
ce 21 février 1790.

Signé : J. A., évêque de Mende.

DÉCLARATION DES REVENUS ET CHARGES DU GHAPITRE
CATHÉDRALE DE LA VILLE DE MENDE.

1790

Nous soussignés chanoines de l'église cathédrale de Mende, en conformité du décret de l'Assemblée nationale, et pour obéir aux lettres patentes du Roi, du 18 novembre 1789, déclarons que les revenus de la dite église consistent :

En censives :

Froment	230	setiers.
Seigle.....	504	—
Orge	58	—
Avoine.....	382	—

En dîmes :

Froment.....	258	livres.
Seigle.	1.389	—
Orge	263	—
Avoine.....	300	—

NOTA. — La quantité de dîmes ci-dessus, ne pouvant être fixe, a été évaluée pour les années communes.

Le total des censives et des dîmes, réduit à la mesure de Mende, se porte à 3,392 setiers de tout grain.

Plus le Chapitre retire en menus cens, environ la somme de..... 400 livres.

Plus la dîme du carnenc se porte, an

nées communes, à la quantité de 604
agnéaux

Et à celle de 26 quintaux de laine.

Le tout évalué à la somme de 4,236 livres.

Plus les lods produisent, années communes, la somme de 500 —

Dont la moitié est comprise dans le bail
des fermiers et l'autre moitié perçue
par le Chapitre 250 —

Plus, une prairie située au vallon de
Mende, produisant annuellement la
somme de 2,150 —

Tous lesquels susdits objets sont affer-
més, par acte reçu M^e Vachin, no-
taire, le 17 octobre 1788, la somme
de 40,700 . —

Les fermiers ne peuvent répéter aucun
dédommagement pour les cas for-
tuits, la susdite prairie leur ayant été
cédée en représentation de ces mê-
mes cas

Les fermiers, sans pouvoir prétendre
aucune diminution du dit bail, sont
chargés de payer plusieurs congrues
et pensions en grains et en argent
dont le détail suit :

Froment 120 setiers.

Seigle 371 —

Orge 53 —

Avoine 42 —

Argent 3,925 livres.

D'après l'évaluation des menus-cens à

quatre cents livres ; de la dime carnenc à 4,256 livres : de la moitié des lods à 250 livres, et après en avoir retranché la quantité de 2.806 setiers de tout grain qui produisent la somme de 59,759 livres et conséquemment le prix des blés l'un dans l'autre est de 14 livres 5 sous le setier.

Dans le même bail sont compris les greniers du Chapitre situés à Mende et à Laubert à une aire pour dépiquer les grains.

Le Chapitre jouit encore de sept prieurés, savoir.

De celui d'Altier, consistant en dîmes et quelques censives, le tout affermé par contrat reçu M^e Vachin, notaire, le 21 avril 1789, la somme de.....

3,400 livres.

De celui de St Pierre de-Nogaret, consistant également en dîmes et quelques censives, affermé par contrat du 5 avril 1785, reçu M^e Paulet, notaire, la somme de.....

1,800 livres.

En sus du prix du bail, le fermier doit payer au curé dudit St-Pierre 30 setiers seigle, laisser jouir ledit curé des dîmes carnenc, des cochons et des raves, de la paille, en delà de l'eau et de deux prés.

De celui du Collet de-Dèze, consistant en dîmes de blé, vin, châtaignes, foin et carnenc, le tout affermé au prix de

1,450 livres.

De celui d'Auroux, consistant en une maison, dîmes, censives et la moitié du droit de lods, affermé au prix de.. 3,850 livres.

Outre lequel prix, le fermier est obligé de payer, à M. le curé, 20 setiers seigle, mesure d'Auroux, 107 livres d'argent, le laisser jouir des prés, et payer la congrue des vicaires.

De celui de la Malène, consistant en dîmes et quelques censives, affermé au prix de..... 1,840 livres.

Outre lequel prix le curé est tenu de payer la congrue du curé.

De celui de St-Julien-d'Arpaon, affermé 2,200 livres.

Outre lequel prix, il doit payer au curé 8 setiers seigle pour aumônes.

De celui de St-Martin-de-Campcelade, dont le bail, expiré l'année dernière, se porte à..... 1,950 livres.

Le fermier est en outre obligé de payer la congrue du curé

Le Chapitre possède encore à Mende sept maisons canoniales dont jouissent les sept plus anciens chanoines, plus des prisons et une maison et jardin, affectés aux enfants de chœur.

Somme totale de tous les revenus du
Chapitre..... 57,440 livres.

Dépenses et charges ordinaires du Chapitre.

Pour les décimes.....	5,927 livres.
Honoraire des ecclésiastiques pour le service de l'église ou distribution faite à l'Université d'icelle.....	2,885 —
Gages des domestiques ou autres serveurs de l'église.....	821 —
Aumônes ordinaires faites aux différentes paroisses du Chapitre.....	834 —
Plus le Chapitre doit des capitaux pour 28,700 livres, dont il paye un intérêt.	1,041 —
Pour l'entretien de la maîtrise et l'éducation des enfants de chœur.....	1,680 —
Plus pour le luminaire de la Cathédrale, blanchissage et entretien de la sacristie.....	1,741 —
Plus pour l'entretien de 20 églises à raison de 100 livres chaque.....	2,000 —
Total des dépenses ordinaires...	16,917 livres.

*Dépenses extraordinaires établies par les comptes des
dix dernières années du Chapitre.*

Pour grosse réparation en bâtiments, charpentes, couvertures, menuiserie, fonte de cloches, réparations d'orgues, etc etc. et pour le 1/10 ^e des dites dix années.....	2,100 livres.	} 4,100 livres.
Idem, depuis dix ans le 1/10 ^e pour pro cès, voyages, ports de lettres, ac commodements ou tout autre acte relatif aux affaires dudit Chapi tre.	2,000 livres.	

Partant, les revenus du dit Chapitre,
quittes de toutes charges, sont de... 36,423 livres.

Laquelle somme est distribuée aux 14 chanoines et
au Collège de la ville pour la préceptoriale, reposant
dans le 15^e canonicat supprimé depuis quelques années
pour la dotation du Collège et les Frères des Ecoles.

Plus chaque chanoine est pensionnaire d'une manse
générale dite de l'Université et qui consiste en distri
butions dont le syndic de l'Université a fait la déclara
tion à la municipalité.

Nous déclarons en outre que le Chapitre ne possède
d'autre mobilier que celui de la sacristie et de ses ar
chives, desquels aucuns papiers ni titre n'ont été enle
vés ni soustraits par notre faute.

Nous certifions, sauf erreur de calcul, la présente
déclaration véritable.

A Mende, vingt-sixième de février mil sept cent quatre-vingt-dix.

VEBRON, arch. vic. général ; DANGLES, chanoine ; AUY, chanoine ; DE CLAMOUSE, chanoine ; SERVILLENCE, chanoine ; LE MAITRE, chanoine ; CHAPELAIN, chanoine ; BESSIÈRE, chanoine, bayle ; MONTAIGNE, chanoine, théologal ; DE RETZ, chanoine ; BONNEL, chanoine ; VALANTIN, chanoine ; MAZEL chanoine ; M. DE BRUGES, prévôt, absent, député aux Etats-Généraux.

ÉTAT GÉNÉRAL DES REVENUS ET RENTES DE LA MANSE DES DISTRIBUTIONS DU CLERGÉ DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE MENDE, ET DES CHARGES DONT CETTE MANSE EST GREVÉE QUE MESSIRE R.-D. VIALARD DES FONDS, PRÊTRE ET ANCIEN SYNDIC, AUTORISÉ PAR LES MESSIEURS DU DIT CLERGÉ POUR SE CONFORMER AUX DÉCRÊTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, AFFICHÉS LE 28 NOVEMBRE DERNIER, A L'HONNEUR DE PRÉSENTER A MESSIEURS LES ADMINISTRATEURS DU DIRECTOIRE DU DISTRICT DE MENDE, DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE, POUR LA FIXATION DU TRAITEMENT DES TITULAIRES DE LA DITE ÉGLISE DONT LE SYNDIC DONNERA LE TABLEAU.

Les revenus de la manse des distributions consistent en cesives, en six prieurés, en rentes foncières et constituées à prix d'argent comme s'ensuit :

Le censuel du clergé est affermé aux sieurs Caupert

de Mende, père et fils, par contrat du 16^e octobre 1785.
Reçu M^e Fontibus, la somme de dix mille cent vingt-
quatre livres. 10,124 livres

Le prieuré de St-Léger de Peyre, uni
à la manse du clergé, est affermé au sieur
Biron, négociant de St-Léger de Peyre,
la somme de 4,500 livres, par contrat du
3 novembre 1784. Reçu M^e Fontibus, no-
taire, et six cents livres pour les pots de
vin qu'ils ont payé, sans diminution du
prix. ce qui fait une augmentation de 66
livres 15 sols 4 deniers par année. 4,566¹ 13^s 4^d

Le prieuré de Chaudeyrac, affermé au
sieur Lansac, négociant de Mende, la
somme de deux mille sept cent cinquante
livres. Contrat reçu M^e Fontibus, le 4 no-
vembre 1788. 2,730 livres

Celui de Fraissinet-de-Fourques, af-
fermé au sieurs Angliviel, de la Bessède
et Causse, de Gatuzière, trois mille cent
livres, par contrat du 3 novembre 1785.
Reçu M^e Fontibus, notaire. 3,100 livres

Celui de St-Georges-de-Lévêjac, af-
fermé aux sieurs Fabre, négociant de
Marvejols et Claret de Saint-Germain-du-
Teil, trois mille vingt livres, par contrat
du 3 novembre 1784. Reçu M^e Fontibus,
notaire, et de plus sans diminution du
prix ont payé trois cents livres pour pots
de vin, ce qui fait une augmentation de
33 livres 6 sols 8 deniers par année. 3,053¹ 6^s 8^d

Le prieuré de Chasseradès, affermé aux

sieurs Combes, de la Bastide, la somme de 4,150 livres, par contrat du 4 novembre 1781. Reçu M^e Fontibus, notaire ; ils ont payé, sans diminution du susdit prix, six cents livres pour pots de vin, ce qui fait une augmentation de 66 livres 15 sols 4 deniers par année.....

4,216¹13⁴

Celui enfin de Cubières, affermé aux sieurs Gilles, frères, négociants de Mende, et Paradis, jardinier des Carmes, la somme de 4,000 livres, par contrat reçu M^e Fontibus, notaire.....

4,000 livres

Plus deux prés et champs au Chastel-Nouvel, paroisse de Mende, affermés à Badaroux, aubergiste, la somme de trois cent soixante-sept livres. Reçu M^e Fontibus, notaire, le 17 novembre 1788

367 livres

Plus les prés d'Allenc, affermés à Jean Devèze, d'Allenc, la somme de cent soixante-dix sept livres ; contrat reçu M^e Fontibus, notaire de Mende, le 17 novembre 1788.....

177 livres

Les quarts et quints des Laubies, paroisse de St Etienne-du-Valdonnès, affermés aux sieurs Sayajol et Donadieu, la somme de soixante dix-neuf livres par contrat du 4 juillet 1784. Reçu M^e Fontibus, notaire.....

99 livres

Plus les droits de lods une année dans l'autre se portent à six cents livres, dont la moitié est aux fermiers du censuel, suivant leur bail.....

300 livres

Guilhanme Brajon, du Viala de Lanuéjols, sert de rente annuelle soixante cinq livres, suivant contrat du 3 juin 1745, M^e Renouard, notaire..... 65 livres

Alexandre Rol, pour le titre d'Etienne Michel, de Lanuéjols, vingt livres par contrat du 29^e juin 1745, M^e Renouard, notaire..... 20 livres

La demoiselle Veyrunes, de St Frézal-d'Albuges, pour la locatairie de son domaine, sert cent vingt livres de rente, selon le bail reçu MM^{es} Bazille et Bodet, notaires..... 120 livres

Plus, M. Gleize, de Balcouze, de Mende, sert la rente annuelle de quinze livres, par contrat du 7 juin 1758, M^e Paulet, notaire..... 15 livres

Antoine Leclerc, dit La Couture, maître tailleur d'habits de Mende, sert la rente annuelle de trente livres 10 sols pour les hoirs du sieur Coyroche, par transaction du 17 juillet 1714, M^e Chalbos, notaire de Cubières..... 30^l10^s

Madame de Malavielhe, pour le pré de Recoulettes, suivant le bail à locatairie perpétuelle du 25 janvier 1670, cent cinquante livres..... 150 livres

M. de Lequepeix, sert de rente trente-cinq livres, suivant l'obligation du sieur de la Bastide, du 25 février 1680, M^e Chalbos, notaire de Cubières..... 35 livres

Plus, Avignon, de Lespinas, sert de

rente foncière trois setiers seigle, mesure de Servièrès, faisant vingt-une cartes, mesure garnie de Mende, à seize livres le setier, quarante-huit livres, par contrat reçu M^e Renouard, notaire, le 8 mai 1745.....

48 livres

Plus le même Avignon, de Lespinas, paroisse de Servièrès sert en argent la rente de trente livres, par contrat du 8 mai 1745, M^e Renouard, notaire.....

30 livres

Plus la rente de onze cent soixante-cinq livres pour l'intérêt, à trois pour cent, de différents capitaux placés sur le clergé du diocèse, par différents contrats payée par le receveur des décimes.....

1,165 livres

Plus celle de vingt-cinq livres pour intérêts d'un capital placé sur le diocèse par M. de Trouillas et cédé au clergé, par acte du 5 mars 1757, reçu M^e Soustelle, notaire d'Alais....

25 livres

Plus la rente de quatre-vingt-quatorze livres treize sols quatre deniers payée par la province du Languedoc, payant sur cette rente pour M. Chalvet, bénéficiaire, trente livres, au capital de 6,000 livres, par lui fourni et placé au nom du dit clergé. Plus celle de quinze livres, au capital de 300 livres, fourni par le Collège de Toussaint, et celle de dix-huit livres pour M. Barrandon, prêtre, au capital de 360 livres, qu'il a également fourni de ses propres deniers et placé

comme les autres ci-dessus, au nom du clergé, dont ils retirent la rente, et enfin celle de trente-une livres treize sols quatre deniers pour le clergé, faisant partie du contrat acquis de M. Randon, le 10 janvier 1785, M^e Fontibus, notaire ; le surplus dudit contrat appartenant à la manse de la sacristie.....

94^l13^s4^d

Plus celle de cent dix livres payée par la province de Languedoc, au capital de deux mille deux cents livres placé sur la dite province par contrat du 26 février 1782. Reçu M^e Vezian, notaire de Montpellier.....

110 livres

Plus, le syndic du clergé fait célébrer, à la réquisition des exécuteurs testamentaires de feu M. Rascalon, prêtre, toutes les années deux anniversaires, depuis l'année 1781, et il lui est payé cent onze livres pour les anniversaires.....

111 livres

Plus il est payé au clergé, tous les ans, quarante livres par le Chapitre de la même église.....

40 livres

Plus la rente de cent cinquante livres, au capital de trois mille livres, légué au clergé par feu M. de Choiseul, évêque, pour un anniversaire, et placé sur le diocèse et qui a été remboursé en 1789 et qu'on ne peut replacer, le syndic ayant été obligé de s'en servir pour faire honneur aux affaires, les fermiers n'ayant pas payé exactement les rentes et le syndic

ayant été obligé de faire des dépenses extraordinaires pour refaire à neuf le couvert du grenier, et ayant été obligé d'envoyer l'argent à Toulouse pour la poursuite du procès contre la communauté de Fraissinet, qui refusait de payer la dîme, et contre les tenanciers du Mas-Comtal, paroisse de Chanac et autres. On se proposait de remplacer cette somme dès que les arrérages seraient rentrés.

NOTA. — Le sieur Benoit, du Rachas, et le sieur Ferand, du Mazel, anciens fermiers de Cubières, qui ont fini leur bail en 1788, restent devoir par appointement du bailage pour termes arriérés, la somme de quatre mille six cents livres treize sols quatre deniers... ..

4,066'13'4"

C'est ce qui a occasionné le retardement du remplacement, ci.....

150 livres

Plus celle de soixante-une livres quinze sols payée savoir : six livres 5 sols par M^{gr} l'évêque ; six livres cinq sols, par M. le prévôt de la Cathédrale et pareille somme par M. l'archidiacre, vingt-cinq livres par le Chapitre, et dix-huit livres par la maison du Tournel, à présent M. de Morangiers, pour différentes distributions qu'ils sont obligés de faire au clergé toutes les années.....

64'15" .

NOTA. — Le clergé appliquait les dif-

férentes distributions à sa sacristie quoique ce fut un revenu de bénéfice.

Plus est payé toutes les années par le Chapitre, à la fête de la Noël, à chaque prêtre, une carte froment et cinq sols d'argent, et à ceux qui ne sont pas prêtres, une demi carte froment et quatre sols d'argent, ce qui fait la somme de deux cent vingt-sept livres dix sols.....

227'10" .

Plus la quantité de quatre setiers seigle, mesure de Mende, que le clergé s'est réservé sur la ferme du censuel, sans diminution du prix, pour le clerc de la sacristie, évalué à dix-huit livres, fait la somme de soixante-douze livres.....

72' .

Somme de la recette..... 35,223' 1'8"

Etat des charges dont la manse des distributions est grevée.

Le clergé, prieur de Saint-Léger-de-Peyre, paye à M. le curé pour la congrue ou menues dépenses, sept cent quarante livres..... 740 livres

Pour l'entretien du sanctuaire, une année dans l'autre, quarante livres..... 40 —

A M. le vicaire de St-Léger, trois cent cinquante livres..... 350 —

A M. le desservant de Recoules, trois cent cinquante livres..... 350 —

A M. le curé de Fraissinet-de-Fourques, pour parfaire sa congrue ou pour

la lampe de son église, cinq cent sept livres.....	507 livres
A M. le curé de Fraissinet, pour la congrue, trois cent cinquante livres.....	350 —
Pour l'entretien du sanctuaire de Fraissinet, quarante livres.....	40 —
A M. le curé de Cubières, pour l'entretien de la lampe de son église, sept livres 10 sols.....	7 ¹ 10 ^s
Pour l'entretien du sanctuaire de Cubières, quarante livres.....	40 —
A M. le vicaire de Cubières, pour la congrue, trois cent cinquante livres....	350 —
A M. le curé de Pomaret, succursale de Cubières, pour sa congrue, trois cent cinquante livres	350 —
Pour l'entretien du sanctuaire, quarante livres.....	40 —
A M. le curé de Chaudeyrac, pour novales, trente livres.....	30 —
A M. le vicaire du Cheylar, succursale de Chaudeyrac, pour les deux tiers de sa congrue, le restant étant payé par M. le gouverneur de Gap-Français, décimateur des deux villages unis à la succursale et payent cent vingt-six livres treize sols quatre deniers, ce qui fait que la portion du clergé se porte à deux cent vingt-trois livres six sols huit deniers.....	225 ¹ 6 ^s 8 ^d

NOTA. — L'œuvre de Chaudeyrac, qui est considérable, fournit à l'entretien

du sanctuaire de cette succursale tout comme à celui de Chaudeyrac.

A M. le vicaire de Chasseradès, pour sa congrue trois cent cinquante livres...

350 livres

Il y a une œuvre considérable à Chasseradès qui fournit à l'entretien du sanctuaire de cette église.

M. le curé de St Georges est fruit prenant et a le quart du revenu du prieuré et doit payer un quart de toutes les dépenses de l'entretien du sanctuaire. M. le vicaire est payé en grains par les fermiers sans diminution du prix de leur bail, de même que M. le curé et M. le vicaire de Chaudeyrac et MM. les curés de Chasseradès et de Cubières.

Pour l'entretien du sanctuaire de St-Georges, pour les trois quarts, trente livres....

30 —

Plus le clergé paye au collège de Tous-saints la rente de quinze livres pour le capital de 500 livres placé par les dits collégiés sur la province du Languedoc, au nom du clergé, par le moyen d'un contrat, acquis de M. Randon, le 10 janvier 1785, M^e Fontibus, notaire, comme il a été expliqué dans le chapitre de recettes.....

15 —

Tout de même que la rente qu'il doit payer à M. Chalvet, bénéficiaire, qu'il avait fourni six cents livres de capital pour l'acquisition du même contrat..

30 —

Plus est payé à M. Barrandon, prêtre,
pour le capital de 360 livres qu'il avait
ourni, la rente de dix huit livres..... 18 livres

Plus est payé à M. Lequepeix, la rente
annuelle de trente livres..... 30 —

Plus le clergé paye au collecteur du
Chastel-Nouvel, pour la taille des prés,
une année dans l'autre, onze livres six
sols neuf deniers 41¹ 6⁹^d

NOTA. — Le clergé payait ci-devant
pour les décimes de M. le curé de Chas-
seradès, deux cents livres ; plus celle de
soixante-dix livres pour celles de M. le
curé de Chaudeyrac, et vingt huit livres
pour celles de M. le curé de Fraissinet ;
mais comme les décimes n'existent plus
on n'a pas cru devoir les porter en dé-
pense.

On ne le croit pas non plus devoir por-
ter en dépense la congrue du vicaire de
la Bastide, attendu que cette succursale
doit être à l'entretien de MM. les prieurs
de Prévenchères, de Puy-Laurans et de
Luc, seuls gros décimateurs des entiers
villages composant cette succursale.

On ne porte pas en dépense les déci-
mes que payait ci-devant la manse du
clergé, les pensions de chaque individu
devant être soumises à l'impôt, ni les
honoraires du syndic et autres officiers
ne devant plus avoir lieu.

Il résulte de la comparaison de la dé-

pense avec la recette qu'il reste de revenu net la somme de trente-un mille quatre cent vingt-une livres dix huit sols trois deniers..... 31,421'18'3d

A diviser entre les titulaires de l'église cathédrale, ils sont au nombre de quatre-vingt-dix-huit, dont soixante-dix-neuf sont prêtres, dix-sept sont diacres, sous-diacres, ou simples clercs et un marguillier et un bedeau laïcs pour le service du chœur.

NOTA

Décret de l'Assemblée Nationale du 11 décembre 1790.

• L'assemblée nationale décrète ce qui suit :

• Art. I^{er}. — Dans les Chapitres ou autres Corps, dans lesquels la résidence est de rigueur, et dans lesquels, quand on ne résidait pas, les absents pourvus d'autres bénéfices, places ou emplois ecclésiastiques, exigeant la résidence, ne participaient en aucune manière au revenu, ou lorsqu'il n'y avait qu'une part moindre que celle du présent, les dits absents ne pourront, lors de la liquidation de leur traitement porter dans l'état de leur revenu ecclésiastique aucune partie des revenus des dits Chapitres, ou bien ils ne pourront y porter que celles dont ils jouissent, le surplus devant être divisé entre les présents, suivant la règle ou l'usage observé dans les dits Chapitres.

• Art. II. — Lorsqu'un ecclésiastique se trouvera titulaire de plusieurs bénéfices, si le revenu de l'un d'eux était évalué pour les augmentations accordées aux curés et aux vicaires qui étaient à portion congrue et dont la réduction doit être faite sur les revenus, il ne

pourra, sous prétexte d'abandon de ce bénéfice, s'exempter de cette déduction sur la totalité de ses revenus ecclésiastiques, lui demeurant néanmoins réservé le minimum fixé par les précédents décrets de l'Assemblée.

Suivant ce décret, M. Arcaix, curé dans le diocèse de Paris. M. Béraud, curé de St-Alban ; Romieu, curé de St-Véran ; Bros, curé du Pompidou ; Prolhaët, curé de Saugues ; Delmas, vicaire de la succursale de Pomaret et Maurin, vicaire de la succursale de Cheylar l'Évêque, ne doivent pas avoir le traitement pour ce bénéfice, ayant des emplois ecclésiastiques qui demandent résidence ailleurs, et par là, le nombre des prêtres est réduit à soixante et douze.

M. Souchon, ancien prieur de Poujol, en Rouergue, prit possession d'une chorerie, il y a quelques années, et n'a plus paru pour en gagner les fruits.

Tous les revenus du clergé sont, de leur nature, des distributions quotidiennes en faveur des titulaires résidents et remplissant les fonctions de chœur. Les non-prêtres, le marguillier et le bedeau ont un cinquième de revenu moins que les prêtres, suivant l'usage constant et immémorial de la dite église.

Par toutes les observations que nous avons fait ci-dessus, il reviendrait à chaque prêtre, pour son traitement, la somme de trois cent soixante livres dix sols ; au recteur du Collège, ne participant pas à toutes les distributions, celle de trois cent trente-huit livres dix sols ; aux dix-sept Messieurs non-prêtres, la somme de deux cent quatre-vingt-huit livres huit sols ; aux marguillier et bedeau, ne participant pas à toutes les distributions, à chacun, la somme de deux cent septante-cinq livres huit sols.

Et dans le cas où Messieurs les administrateurs jugeraient que M. Souchon, absent, et qui n'a jamais servi le bénéfice, et par conséquent gagné aucuns fruits qui ne se distribuent qu'entre les présents, ne dût pas être compris dans le nombre de ceux qui doivent recevoir le traitement, il y aurait la somme de trois cent soixante livres dix sols divisible entre les présents, conformément au décret ci-dessus.

NOTA. — Un grand nombre de bénéficiers qui n'ont guère plus que le produit de la chorerie trouvaient dans le service journalier du chœur des moyens pour augmenter leur modique revenu.

Nous soussignés, officiers du clergé, certifions la présente déclaration véritable. En foi de ce, à Mende, le 25^e décembre 1790.

VIALARD DES FONDS, ancien syndic ; AMY, chanoine, conseiller ; TRENTIGNAC, conseiller ; VORS, auditeur ; CAUPERT, auditeur ; DOMERGUE, libraire.

ÉTAT DES REVENUS DE LA SACRISTIE DU CLERGÉ DE
L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE MENDE.

Les revenus de la sacristie du clergé consistent en rentes foncières et constituées à prix d'argent comme s'ensuit

Le Chapitre de la cathédrale paye, tous les ans, à la sacristie, la somme de cent cinquante livres pour la rente, à quatre pour cent, du capital de 3,600 livres, placé sur le dit Chapitre par contrat reçu M^e Laurans,

notaire, le 3 octobre 1719.....	144 livres
Plus celle de soixante livres due par le pays de Cérandon, contrat reçu M ^e Paudet, notaire, le 24 juillet 1725.....	60 livres
Plus celle de cent quatre-vingt livres due par le Chapitre de la Cathédrale, par contrat du 16 mars 1714, reçu M ^e Lau- rant, et du 25 janvier 1719, même no- taire.....	180 livres
Plus celle de trente-cinq livres due par Durand, du Bassy, de Fonds Padelie, pa- roisse des Bondons, par contrat du 2 mars 1723, M ^e Valentin, notaire	35 livres
Plus celle de trente-deux livres dix sols, due par M. Valentin, de Laubert, par po- lice au bas de l'acquisition par lui faite du sieur d'Estables, du 19 juin 1747.....	32 ^l 10 ^s
Plus celle de quatre livres dix sols, due par Pierre Filval, de Clavies, paroisse de Chanac, comme mari et maître des biens dotaux de Françoise Masson, de Coula- gnes-Basses, contrat reçu M ^e Destriotis, notaire, le 15 juillet 1630.	4 ^l 10 ^s
Plus celle de vingt livres, due par Jac- ques Montet, de Méjantel, paroisse de Bar- jac, par acte de 1695, reçu M ^e Baffie, no- taire.....	20 livres
Plus celle de trente-cinq livres dix-neuf sols, due par le sieur Daudé, de la Parade, paroisse d'Allenc, par transaction du vingt octobre 1661, M ^e Destriotis, notaire.....	35 ^l 17 ^s
Plus celle de quinze livres, due par Jean	

Seguin, de Bagnols, et à présent par Lagganier, au nom de sa femme, pour le pré dit de la Foire, par acte de transport du 20 mars 1727, M^e Paulet, notaire 45 livres

Plus celle de sept livres, due par Annet Teissier, des Laubies, paroisse de Saint-Etienne, par contrat du 18 septembre 1747, M^e Renouard, notaire. 7 livres

Plus celle de quinze livres, due par M. Gleise, de Balconse-les-Mende, par acte du 31 avril 1747, M^e Renouard, no- taire 45 livres

Plus celle de vingt livres due par M. de Trouillas, habitant de Génouilhac, contrat reçu M^e Fontunbe, notaire, le 17 septem- bre 1761. 20 livres

Plus celle de trente-sept livres dix sols, due par les hoirs de Boulet, du Lac, à présent Courtés, du même lieu, par deux contrats, l'un du 25 avril 1686, M^e Destruc- tis, notaire, et l'autre du 4 septembre 1679, M^e Bodet, notaire. 37' 10"

Plus celle de vingt-cinq livres, due par Jean Bros, d'Allenc, par contrat reçu M^e Rouvière, le 31 août 1686. 25 livres

Plus celle de vingt livres au capital de 400 livres due par M^{me} Chatagner, par billet de feu M. Chatagner, avocat, avéré par M. le juge. 20 livres

Plus celle de vingt-une livres, due par M. Boissonnade, ingénieur du diocèse, pour la locatairie perpétuelle de la mai-

sou de Sazy. au pan du Chastel. contrat reçu M ^e Cayroche. le 21 septembre 1766.	21 livres
Plus celle de trente livres. due par les habitants du Giraldes. paroisse d'Arzenc. contrat reçu M ^e Bodet. le 10 octobre 1676	50 livres
Plus celle de quatre-vingts livres. due par le clergé de France, à quatre pour cent. par contrat de MM. les agents géné raux, du 3 juillet 1755.....	80 livres
Plus celle de quinze livres. due par Jo seph Pons, de Saint-Martin. paroisse du Born. contrat reçu M ^e Bodet. notaire. le 25 octobre 1856.....	15 livres
Plus celle de seize livres dix sols. due par les habitants de la Rochebelot, pa roisse de Rieutort. contrat reçu M ^e Bodet. notaire	16' 10'
Plus celle de trente livres. due par Bar but. du Lac. proisse de Brenoux. par con trat du 18 octobre 1721.....	50 livres
Plus celle de vingt huit livres, due par Pierre Planchon, de Chauvets. paroisse de Servières, par contrat du 28 janvier 1745, M ^e Renouard, notaire.	28 livres
Plus celle de seize livres dix sols due par Savajols. de Chauvets. paroisse de Ser vières, contrat reçu M ^e Renouard, notaire. le 28 janvier 1745.....	16' 10'
Plus celle de vingt-six livres dix sols due par Jacques Gosse. de la Roche-Brenoux. contrat reçu M ^e Bonnefilhe, le 50 novem bre 1730.....	26' 10'

Plus la quantité de trois setiers une carte seigle, mesure de Mende, convertis en rente foncière par contrat reçu M^e Cai-roche, notaire de Mende, due par Pierre Bastide, de Lospinas, paroisse de Serviè-res, à 18 livres le setier.....

56^l 5^s

Plus celle de trente livres due par Mes-sieurs les collégiés de Toussaint, pour la locatairie perpétuelle du pré dit de Sazy, situé à Rieucros, par police du 21 no-vembre 1716.....

30 livres

Plus celle de quarante-deux livres dix sols due par Gleise, de Bahours, paroisse de Mende, par contrat reçu M^e Bonne-filhe, notaire, le 19 décembre 1731.....

42^l 10^s

Plus celle de quarante livres, due par Mouton, de Chabrits, paroisse de Mende, pour l'intérêt à quatre pour cent du capital de 1,000 livres, par appointment de Messieurs les officiers ordinaires de Mende, du 2 novembre 1766.....

40 livres

Plus celle de neuf cent cinquante-six livres due par le clergé du diocèse, établie par différents contrats, savoir pour la rente de trente livres, établie par con-trat du 5 juin 1720, M^e de Lhermet, no-taire ; celle de 540 livres, par contrat du 1^{er} et 9^e juin 1657, M^e Destructis, notaire, du 2 et 26 mai, M^e Bodet, notaire ; du 3 avril 1670, M^e Fontunhes, notaire ; du 17 novembre 1701, M^e Valentin, notaire, et le 8 août, même notaire, celle de 146 livres

par contrat du 25 décembre 1701, M^e St-Germain, notaire. Plus celle de deux cent quarante livres par différents contrats, du 24 février 1712, 13 mai et 31 août 1713, M^e Borrier, notaire ; enfin de celle de trente livres, établie également sur le clergé du diocèse, par contrat du 25 mai 1717, M^e Laurans, notaire ; faisant toutes les dites rentes, la somme de neuf cent cinquante-six livres, payable par le receveur des décimes.....

956 livres

Plus celle de quatre-vingt-dix-neuf livres dix sols pour les rentes provinciales comprises pour le clergé dans l'état du Roi, des finances.....

99' 10'

Plus celle de vingt-cinq livres, due par M. Lafont, par obligation de M^{me} Petit, veuve Brun, sa grand'mère.....

25 livres

La manse de la sacristie reçoit, de M. le receveur des tailles du diocèse, la rente de quatre cent cinquante-quatre livres sept sols, établie sur le pays de Gévaudan par plusieurs contrats 1^o de la rente de cent livres par contrat du 18 octobre 1716 et 1723, M^e Valentin, notaire ; celle de cent vingt-neuf livres sept sols, par contrat du 20 juin 1743, M^e Cayroche, notaire ; enfin celle de deux cent vingt-cinq livres, par contrat du 5 mars 1757, M^e Soustelle, notaire.....

457' 7'

Plus la rente de trois cents livres, au capital de 6,000 livres, remboursée par

le diocèse le 21 avril 1790, et la dite somme de six mille livres remise entre les mains du sieur Malaval, receveur du district de Mende, le 14 du sudit mois.... 300 livres

Plus celle de cent livres, due par M. l'abbé Amy, chanoine, au capital de 2,000 livres, par police du 16 janvier 1789.... 100 livres

Plus celle de cent cinquante livres, au capital de 3,000 livres, due par M. Caupert, bénéficiaire, collégié de Toussaint, suivant la police du 20 février 1789..... 150 livres

NOTA.— En 1789 le diocèse remboursa la somme de quatre mille huit cents livres et M. de La Roquette un capital de onze cents livres. Ces deux capitaux font la somme de 5,900 livres, dont il en a été placé 5,000 livres, savoir : 2,000 livres à M. Amy, chanoine, et 3,000 livres sur M. Caupert ; reste par conséquent 900 livres de capital à placer, ce qu'on n'a pu faire encore, la sacristie se trouvant hors d'état de fournir aux dépenses ordinaires par rapport au retard qu'apportent les débiteurs au paiement des rentes ; on se servit de ces 900 livres, espérant de les remplacer dès que les arrérages seraient rentrés. Cependant le capital ayant été légué à la sacristie pour des fondations de messes et devant être remplacé le clergé remettra des arrérages des rentes qui lui sont légitimement dues en proportion des capitaux qui ont été remboursés

et qui ne se trouvent pas remplacés : on doit par conséquent porter en rente quarante-cinq livres, au capital de 900 livres remboursé par M. de La Roquette, dont le clergé doit faire compte.....

45 livres

Plus celle de cent trois livres six sols six deniers établie sur la province acquise de M. Randon, par acte du 10 janvier 1783, M^e Fontibus, notaire.....

103^l 6^s 6^d

Plus celle de trente six livres, au capital de 1,200 livres, placée sur la province de Languedoc, employée à l'article 1577 des capitulations, par emprunt de 1752....

36 livres

Plus celle de deux cent vingt trois livres huit sols au capital de quatre mille quatre cent soixante-huit livres, fourni par M. Chalvet, bénéficiaire, qu'il a placée sur la province, au nom du clergé, et dont il retire la rente par contrats du 24 février, 24 mars et 31 mars 1783, reçu M. Périquier, notaire de Montpellier, le dit Chalvet a entre ses mains les dits contrats.....

223^l 8^s

NOTA. — Ce capital et cette rente appartiennent véritablement à M. Chalvet, qui le remet à M. Martinet, pour lors syndic, il n'a encore fait aucune fondation de messes ; on ne doit pas regarder ce capital comme appartenant à la sacristie, dont tous les fonds ont été donnés pour acquitter des messes dans la cathédrale, qu'on appelle de tour, parce que Messieurs les

bénéficiers les acquittent tous les jours à tour de rôle

Ainsi en retranchant les deux cent vingt-trois livres huit sols qui appartiennent à M. Chalvet, aussi bien que le capital, revenu de la sacristie, uniquement destiné pour l'acquit des messes, se porte à la somme de trois mille trois cent cinquante-deux livres dix-sept sols six deniers. 3,352¹⁷6^d

Le nombre des messes fondées, qui doivent s'acquitter tous les jours dans la Cathédrale, sont au nombre de dix par jour, que les Messieurs bénéficiers acquittent à tour de rôle à toutes les heures de la matinée, depuis quatre heures du matin en été jusqu'à dix heures et demie tous les jours de la semaine et le jour des dimanches et fêtes jusqu'à onze heures inclusivement.

En automne et au printemps elles commencent à quatre heures les jours des dimanches et fêtes et en hiver à six heures du matin et les jours des dimanches et fêtes à cinq heures ; il y a dans l'année trois mille six cent vingt messes à acquitter.

Nous soussignés officiers du clergé certifions la présente déclaration véritable : en foi de ce, à Mende, le 25 décembre 1790.

VIALARD DES FONDS, ancien syndic ; AMY, chanoine, conseiller ; TRENTIGNAC, conseiller ; VORS, auditeur ; CAUPERT, auditeur ; DOMERGUE, librauteur.

*Rôle de Messieurs les bénéficiers et titulaires de l'église
Cathédrale de Mende.*

MM. de Bruges.	MM. Villét.
de Vebron.	Barandon.
Dangles, diacre.	Balmelle.
Amy.	Rivière.
de Clamouse.	Bastide.
de Servilange.	Vors.
Le Maistre	Trintinhac.
de Chapelain.	Comte.
Bessière.	Paulhan.
Montaigne.	Pauc.
de Retz, sous-diacre.	Carlot.
Bonnel.	Bros, absent, curé du
Valentin.	Pompidou.
Mazel, sous-diacre.	Malzac.
Mercier.	Rue.
du Mazel.	Sabatier.
Boutin.	Montialoux.
Cavalery.	N. Caupert.
Rousset.	Rouvière.
Palheyre.	Chaudesaigues.
Saltel, curé de Mende.	Bargeton.
Chalvet.	Chaleil.
Arcaix, absent, curé	Ramadier.
dans le diocèse de	Domergue.
Paris.	Agier.
Cabot.	Rocher.

MM. Delmas , absent, vicaire de Pomaret, succur- sale de Cubières. Marcé. H. Prolhac. A. Prolhac, curé de Saugues, absent. Volpellier. Béraud, absent, curé de Saint Alban. Mourgues. Boudon. Souchon, absent, an- cien prieur qui n'a jamais résidé. de la Brageresse. Crouzon. Laurans. Velay. J. Rousset. A. Rousset. Brun. Reboul. Bonnet. J. Caupert. T. Caupert. Lahondès. Cruveiller. Bessière.	MM. Maurin , vicaire, absent Peire. Desfonds. Théodore Rivière. Martinet. Bourillon. Romieu, curé de Saint- Véran. Chabrol. Guérin, Le Recteur du Collège. Vialard, diacre. Chamba, clerc tonsuré ainsi que les autres MM. qui suivent : Malavielhe. Pagés. de Charpal. de Borrel. Lascols. Blanquet. Figuières. Dayres. Bourillon. Deliane. Bouchité. Gosse. Chazelette, marguillier Courtex, bedeau.
---	---

ÉTAT DES REVENUS DE L'HOPITAL DE LA VILLE DE
MENDE, DISTRICT DE MENDE, DÉPARTEMENT DE LA
LOZÈRE, DES CHARGES QU'IL PAYE, DU NOMBRE DES
PAUVRES, DE LA QUANTITÉ DES LITS ET DES PER-
SONNES QUI L'ADMINISTRENT.

Revenus de l'hôpital, en argent.

Rentes des capitaux :

Sur la province de Languedoc.....	4,290 ¹ 18 ^s
Sur le ci-devant diocèse de Mende.....	4,675 ¹ 14 ^s 8 ^d
Sur le ci-devant clergé de France.....	120 ¹
Sur l'état du Roi.....	347 ¹
Rentes foncières et constituées.....	1,780 ¹
Rentes des biens fonds, en argent.....	1,454 ¹
Rentes en grains des différents domaines:	
Froment, 11 setiers à 20 livres.....	220 ¹
Seigle, 175 setiers à 15 livres.....	2,625 ¹
Orge, 8 setiers à 13 livres.	104 ¹
Avoine, 8 setiers à 10 livres.....	80 ¹

Rentes en censives.

Froment, 11 setiers à 20 livres.....	220 ¹
Seigle, 75 setiers à 15 livres.....	1,125 ¹
Orge, 20 setiers à 13 livres.....	260 ¹
Avoine, 14 setiers à 10 livres.....	140 ¹
Total des revenus.....	16,441¹12^s8^d

Charges qu'il paye.

Pour tailles dans différentes paroisses où les biens sont situés.....	878 ¹
--	------------------

A différents seigneurs pour indemnités à cause de la main morte.....	279'18'6 ^d
Pour censives à différents seigneurs, savoir :	
Froment, 1 setier 6 cartes à 20 livres...	35'
Seigle, 20 setiers à 15 livres.....	300'
Avoine, 14 setiers.....	140'
Menus cens.....	25'
A plusieurs particuliers pour rentes viagères.. ..	1,769'
Fondations	787'
Aux cinq sœurs pour leur vestiaire, à 50 livres chacune.....	250'
Au médecin.....	50'
Au chirurgien.....	100'
Au syndic pour gérer les affaires.....	100'
A deux prêtres pour la rétribution de deux messes chaque jour de fondation.	440'
Pour les gages d'un jardinier, d'une servante et autres personnes de service..	200'
Remèdes pour les malades.....	300'
Pour indemnités, cas fortuits, des récoltes, des domaines ou pour l'entretien des maisons et bâtiments.....	1,200'
Total des charges.....	6,853'18'6 ^d
Total du revenu.....	17,441'12'8 ^d
Total des charges.....	6,853'18'6 ^d
Il ne reste de revenu net pour la nourriture et entretien de cette maison que..	10,587'14'2 ^d

Nombre des personnes qui sont dans le dit hôpital et des enfants trouvés qui sont nourris dans les campagnes.

Pauvres qui sont à l'hôpital.....	165
Enfants en nourrice.....	50
Fondés qu'on paye chez eux.....	5
Autres personnes qui sont en ville à qui l'on paye une pension.....	28
Sœurs hospitalières.....	5
Prêtres.....	2
Jardinier.....	1
Servantes ou filles de peine.....	3

Total des personnes..... 257

Il y a dans cet hôpital 120 lits.

Observations sur ce que cet hôpital est grevé.

Par la retenue des 20 livres.....	1,060 livres.
Par l'impôt des biens.....	200 —
Par la suppression des dons particuliers..	1,000 —
Pour l'assistance de 12 pauvres et aux enterrements des chanoines de la ci- devant Cathédrale de cette ville et de ceux des ci-devant nobles, qui pouvaient se porter annuellement à environ 12 à 12 livres chacun.....	144 —

2,404 livres.

L'on n'a porté aux charges la dépense occasionnée par le passage des soldats et des pauvres qui sont malades et qui ont resté jusqu'à leur rétablissement.

HOSPICE DE LA MISÉRICORDE.

Cet hospice a quatorze cents livres neuf sols de revenus fixes, mais mal payés, sur un capital de 28,850 livres, en différents contrats ou billets privés sur divers particuliers, l'un à 3 pour cent, les autres à 4 et à 5 pour cent avec ou sans retenue des 20 20^{es}. . . 1,400^{9s}

Cet hospice est chargé de faire célébrer des messes et de payer des pensions viagères pour..... 97¹

Pour la taille d'une petite maison..... 1410^s

11110^s

Deux filles se sont vouées à l'état de servantes des pauvres sans aucun salaire..... 2

Pauvres qui reçoivent des secours..... 100

102

L'objet de cet établissement est d'assister les pauvres de la ville et de la paroisse, y compris Chastel-Nouvel, succursale de Mende, qui sont détenus dans le lit par vieillesse, maladie, infirmité, honteux ou autres qui ne peuvent pas gagner leur vie, mendier leur pain ni être admis à cause de leurs infirmités passagères, ou leurs épouses ou enfants.

On divise ces pauvres en quatre classes, selon le besoin reconnu et vérifié ; aux uns le pain blanc seul, 4 livres ; aux autres le pain bis seul ; d'autres ont le pain et la viande crue pour faire le bouillon chez eux, et d'autres ont le bouillon, pain et viande cuite ; à la quatrième classe sont ceux qui ont des chemises, des lin-cueils, des couvertes et d'étoffe pour habits.

Les 1,400 livres 9 sols de revenus ci-contre ne suffisent pas, bien s'en faut. La dépense de l'année dernière s'est portée à 4,676 livres 14 sols 6 deniers ; celle de l'année antérieure a été de 5,069 livres 7 sols ; le surplus de cette dépense a été pris de certains particuliers qui ont fait des dons et des quêtes différentes dont le produit varie et s'éteint tous les jours.

L'on doit observer enfin de quelle utilité a été cet hospice et à qui on le doit ; c'est à M. Cogotuenhes, ci-devant précenteur et chanoine de l'église Cathédrale de cette ville qui en a été l'administrateur pendant plus de 30 ans, et l'on peut avancer avec certitude que les trois quarts de ses revenus y ont été confondus pour soutenir cette œuvre de bienfaisance.

Un double du présent état a été certifié par Messieurs les Officiers municipaux, le 5 mai 1794, pour être envoyé à Paris.

GÉVAUDAN

Recettes et Dépenses.

1783

COMPTE que rend devant vous Messire Adam-Joseph-Othon de Retz, de la Canourgue, prêtre, licencié en théologie de la faculté de Paris, chanoine et archidia-cre de l'église Cathédrale de Mende, vicaire général de Monseigneur l'évêque de Mende, président né des Etats et assiette du pays de Gévaudan ; et à vous Messieurs les commissaires de l'assiette et ordinaires du diocèse de Mende, sieur Louis Malaval, procureur fondé de M. Jacques Borrelly, receveur alternatif des tailles et taillon du diocèse de Mende, en exercice l'année der-nière mil sept cent quatre-vingt trois, des deniers ordi-naires imposés la dite année sur le dit diocèse.

RECETTES

Fait recette le comptable de la somme de cent treize mille quatre cent cinquante-cinq livres trois sols pour le montant du département des deniers ordinaires du dit diocèse de la dite année..... 113,455^l 3^s

Plus celle de quatorze cent quarante-sept livres huit sols quatre deniers pour les moins imposés compris dans le dit département des deniers ordinaires de la dite année, savoir :

Douze cent trente-huit livres
cinq sols six deniers, pour ce qui
n'a pas été employé des sommes
imposées pour les dépenses impré-
vues... 1,238' 5⁶^d

Cent quarante-une li-
vres neuf sols pour ce
qui n'a pas été employé
de la somme de cinq
cents livres, imposée
pour le pain des pri-
sonniers prévôtâbles.. 141' 9^s

Soixante-six livres
treize sols quatre de-
niers pour la portion
concernant le diocèse de
l'entretien de la côte
de Bayard qui n'a pas
été exécuté..... 66' 13⁴^d

Et finalement un li-
vre six deniers que le
dit sieur receveur a
payé de moins à MM. les
trésoriers de France,
que celle imposée en
leur faveur..... 1' 6^d

Plus la somme de seize cents livres
qu'il a reçue de M. Delhermet, syndic
du diocèse et celui-ci de M. le trésorier
des Etats pour les appointements des
commis de manufactures du pays, de
l'année dernière.....

1,447' 8⁴^d

1,600'

Somme totale de la recette cent seize
mille cinq cent deux livres onze sols
quatre deniers..... 116,502¹¹4^d

DÉPENSE

Premier chapitre du département.

Fait dépense le comptable de la somme de quatorze mille trois cent quatre vingt huit livres dix sols pour le montant du premier chapitre du département des dépenses ordinaires du diocèse, suivant l'état et règlement arrêté au Conseil de Sa Majesté le 17 décembre 1759 et l'arrêt rendu en icelui le même jour, savoir :

A MM. Randon de Mirandol, premier consul, maire de la ville de Mende : Delhermet, syndic du pays, et Sevenne, premier consul, maire de la ville de Marvejols, pour leurs tournées aux Etats-Généraux de la Province en qualité de députés, neuf cent quatre vingt-dix livres, suivant les quittances employées sous N° 1^{er}. 990^l

A M. de la Chadènele, commissaire principal, pour son honoraire et droit d'assistance à l'assiette, suivant la quittance employée sous N° 2, trois cent livres..... 300^l

A M. Valentin, lieutenant général au baillage, pour M. le Bailli en tour pour Mgr l'évêque de Mende, pour son droit d'assistance à l'assiette, douze livres dix sols, suivant la quittance employée sous N° 3..... 12^l 10^s

Au même, pour ses vacations pendant l'année, soixante livres, suivant la quittance employée sous N° 4. 60^l

A MM. les premiers et seconds consuls de la ville de Mende, pour leur droit d'assistance à l'assiette, quarante livres, suivant les quittances employées sous N° 5 40^l

A M. le premier consul et autres députés de la ville de Marvejols, pour leur droit d'assistance, en qualité de députés, vingt livres suivant la quittance employée sous N° 6 20^l

A M. l'abbé de Vebron, vicaire général de Mgr l'Evêque de Mende, pour sa vacation pendant l'année, cent livres, suivant la quittance employée sous le N° 7 100^l

A M. de Retz de Servièrre, commis des nobles, pour ses vacations pendant l'année, cinquante livres, suivant la quittance employée sous N° 8 50^l

A M. le premier consul de Mende, commissaire ordinaire du diocèse, pour ses vacations pendant l'année, trente livres, suivant la quittance employée sous N° 9 30^l

A M. le premier consul de Marvejols, commissaire du diocèse, pour ses vacations pendant l'année, trente livres, suivant la quittance employée sous N° 10 30^l

Frais des Etats et Assiette.

A MM. les députés de l'Eglise, de la Noblesse et du Tiers-Etat, qui ont droit d'assister à l'assiette et Etats particuliers du pays de Gévaudan, pour leurs journées, la somme de deux mille livres, savoir:

A MM. de l'Eglise, deux cent quatre-vingts livres, suivant l'état, mandement et quittance employés sous N° 11..... 280^l

A MM. les Barons et noblesse, six cents livres, suivant l'état, mandement et quittances, employés sous N° 12..... 600^l

A MM. du Tiers-Etat, six cent cinquante-une livres, suivant l'état, mandement et quittance employés sous N° 13..... 651^l

A MM. les commissaires de l'assiette, quatre cent soixante-neuf livres, suivant l'état, mandement et quittance employés sous N° 14..... 469^l

A M. Delhermet, syndic du diocèse, pour ses appointements, peines et soins, mille livres, suivant quittance employée sous N° 15.....

Au même, pour frais de bureau, écritures extraordinaires et autres dépenses quelconques, relatives à ses fonctions, six cent neuf livres, suivant la quittance employée sous N° 16.....

A M. Vincens, greffier du diocèse, pour ses appointements, y compris la garde des archives, six cents livres, suivant la quittance employée sous N° 17..

Au même, pour frais de bureau, impression des mandes, écritures extraor-

2,000^l

1,000^l

609^l

600^l

dinaires , papier timbré et autres dépenses quelconques, relatives à ses fonctions, deux cents livres, suivant quittance employée sous N° 18..... 200^l

A M. l'abbé Grange, qui a célébré la messe pendant la tenue des Etats et assiette, y compris la fourniture des cierges, trente livres, suivant la quittance employée sous N° 19..... 30^l

Aux valets de MM. les consuls de la ville de Mende, douze livres, suivant la quittance employée sous N° 20..... 20^l

Au nommé Courtés, pour avoir sonné la cloche pendant la tenue des Etats particuliers du pays, cinq livres, suivant la quittance employée sous N° 21.... 5^l

Au religieux mendiants, religieuses du diocèse, et aux pauvres des hôpitaux de Mende et de Marvejols, pour aumônes, cent quarante livres, suivant l'état, mandement et quittance employés sous N° 22 140^l

Au concierge des prisons de Mende, pour le pain des prisonniers prévôtables, qui n'ont point de parties civiles, cinq cents livres, suivant les états, mandement et quittances employés sous N° 23..... 500^l

Aux maîtres d'école de la ville de Mende, soixante livres, suivant la quittance employée sous N° 24..... 60^l

Aux RR. PP. de la Doctrine chrétienne, pour l'augmentation des classes du col-

lège de la ville de Mende, six cents livres, suivant la quittance employée sous N° 25 600^l

De la somme de sept mille livres, imposée dans le département pour les dépenses imprévues dont le comptable a donné un compte particulier qu'il remet avec les pièces justificatives sous N° 26. 7,000^l

1 Somme totale du premier chapitre des dépenses : quatorze mille trois cent quatre vingt-huit livres dix sols. 14,588^l 10^s

Second chapitre du département.

Fait encore dépense, le comptable, de la somme de la somme de vingt-trois mille huit cent soixante-cinq livres quatorze sols pour le montant du second chapitre du département des sommes non spécifiées dans le nouveau règlement du Conseil et comprises dans un état arrêté par les Etats pour être imposées conformément au susdit état et arrêt du Conseil du 17 décembre 1759 et aux jugements, ordonnances et arrêts qui ont permis l'imposition, savoir :

A MM. les trésoriers de France de la généralité de Montpellier, pour les épices de l'état au vrai des deniers extraordinaires, cent cinquante-une livres quatorze sols, suivant la quittance employée sous N° 27. 151^l 14^s

Pour l'entretien des chemins royaux des Cévennes, situés dans le diocèse de Mende, se portant suivant le département à deux mille quatre cent trente-huit livres, savoir :

Aux sieurs Servièrre et Pantel, pour l'entretien des

chemins royaux des Cevennes, pour les parties situées
sur les paroisses de Frutgères, St Fréal-de-Ventalon et
St André de Clerguemort, la somme de deux cent cin-
quante livres, suivant le certificat de réception, mande-
ment et quittance employée. 250^l

**A Peljas et Chambon, pour l'entretien des
mêmes chemins situés du Collet et St-Michel-de-
Dèze, trois cent trente livres, suivant le certi-
ficat de réception, mandement et quittance,
employé sous N° 29 330**

**A Dupuis, Metge et Pic, pour l'entretien
des mêmes chemins sur la paroisse de Saint-
Germain-de-Calberte, trois cent quatre-vingt-
dix livres, suivant le certificat de réception,
mandement et quittance employé sous N° 50. . 390**

A Jean-Pierre Armand et Louis-Pierre Soulatge, pour l'entretien des mêmes chemins sur les paroisses de St Etienne-de-Valfrancesque et St-Martin-de-Boubeaux, quatre cent quarante livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employée sous N° 31....

Au dit Soulatge et Jacques Armand, pour l'entretien des mêmes chemins sur les paroisses de Notre-Dame et Ste-Croix-de-Valfrancesque, trois cent cinquante livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employé sous N° 32. 350

Aux dits Soulatge et Armand, pour l'entretien des mêmes chemins sur les paroisses de St-Jean-de-Gabriac et St-Flour-du Pompidou, cent trente livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employé sous

N° 33..... 130¹

A Prunier et Devèze, pour l'entretien des mêmes chemins sur les paroisses de Vebron et Fraissinet de Fourques, cent quatre-vingt-deux livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employé sous N° 34..... 182¹

A Soulatge et Mazaucic, pour l'entretien des mêmes chemins, sur les paroisses de St Laurents, Barre, les Baumes et Molezon, cent quatre-vingt-six livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employé sous N° 35..... 186¹

Aux dits Soulatge et Armand, pour l'entretien des mêmes chemins, sur la paroisse de St-Martin-de-Lansuscle, cent quatre-vingts livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employé sous le N° 34.. 180¹

Total des entretiens des chemins royaux des Cevennes, la somme de deux mille quatre cent trente-huit livres..... 2,438¹

A M. Blanquet, inspecteur des chemins royaux des Cevennes, pour ses appointements à raison de la dite inspection, trois cent cinquante livres, suivant la quittance employée sous N° 36..... 350¹

Pour l'entretien des différents chemins du diocèse, suivant le département, se portent à la somme de vingt mille soixante livres.

Sur la grande route du Languedoc en Auvergne :

Savoir :

A Pierre Soulatge, pour l'entretien du che-

A Jean Laperle et ses associés pour l'entretien du chemin depuis la jonction du chemin de Mende à Marvejols, jusqu'au pont de Chadenet, quatorze cents livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 37..... 2.000

A Jean Laperle et ses associés pour l'entretien du chemin de la jonction du pont de Mende, jusqu'au pont de Chadenet, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 38..... 2.000

A Jean Laperle et ses associés pour l'entretien du chemin depuis le pont de Mende, jusqu'au bas de la côte de Molines, treize cents livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 39..... 1.300

A Pierre Menadier, et ses associés, pour l'entretien du chemin depuis le bas de la côte de Molines jusqu'au haut de la côte du Choïsal, six cent quarante cinq livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 40..... 1.745

A Jean Toquebeuf et Pierre Mouton, pour l'entretien du chemin depuis le haut de la côte du Choïsal jusqu'à la jonction du chemin de Mende à Marvejols, pres Mende, sept cent vingt-cinq livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 41..... 725

A Jean Bonneloux et ses associés pour l'entretien du chemin depuis la porte d'Aigues-Passes de Mende, passant par le Soubeiran, jusqu'au pont de Chadenet, pres Serverette, quatorze cents livres, suivant les certificats de

réception, mandement et quittance employés
sous N° 42..... 1,400^l

A Barbut et Creissent, pour l'entretien du
chemin depuis le pont de Chadenet jusqu'à
l'extrémité du diocèse, près la Garde, neuf
cent cinquante livres, suivant les certificats de
réception, mandement et quittance employés
sous N° 43... 950^l

Sur la route du Rouergue à Lyon :

Savoir :

A Louis Bonenfant et ses associés, pour l'en-
retien du chemin de la Canourgue à Chanac,
trois cent trente-cinq livres, suivant le certifi-
cat de réception, mandement et quittance em-
ployés sous N° 44..... 555^l

A Pierre Bergogne et ses associés, pour l'en-
retien du chemin depuis Chanac au pont de
la Goutelle, suivant le certificat de réception,
mandement et quittance, employés sous N° 45. 1,000^l

A Mouton et Rendier, pour l'entretien du
chemin depuis le pont de la Goutelle jusqu'au
pont de Berlière, près Mende, passant par le
Chastel, quatre cents livres, suivant le certi-
ficat de réception, mandement et quittance
employés sous N° 46..... 400^l

A Antoine Joly et ses associés, pour l'entre-
tien du chemin de Mende à l'Habitarelle, pas-
sant par Laubert et le Palais, six cent cin-
quante livres, suivant le certificat de récep-
tion, mandement et quittance employés sous
N° 58 715^l

Aux mêmes , pour l'entretien du chemin depuis l'Habitarelle au Mas-Neuf, près Lango-gne, sept cent quinze livres, suivant les certi-ficats de réception, mandement et quittances employés sous N° 48..... 715¹

Sur les embranchements.

A Claude Philippe et M. Plagnhes pour l'en-tretien du chemin depuis le pont du Tarn, par Florac , jusqu'aux Combettes, trois cents li-vres , suivant les certificats de réception , mandement et quittance employés sous N° 49. 300¹

Aux mêmes, pour l'entretien du chemin des Combettes jusqu'à la croix du Causse, près Mende, trois cent dix livres, suivant les certi-ficats de réception, mandement et quittance employés sous N° 50..... 310¹

A Pierre Meynadier et ses associés pour l'en-tretien du chemin depuis le haut de la côte de Molines jusqu'à la jonction du chemin de Mende à Chanac, au-dessous du château, trois cent cinq livres, suivant le certificat de récep-tion, mandement et quittance employés sous N° 51 305¹

A Etienne Lardi et ses associés, pour l'en-tretien du chemin de Chanac à Marvejols, qua-tre cent vingt livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 52..... 420¹

A Pierre Barlet et Louis Malet, pour l'entre-tien du chemin depuis la porte du Thérond de Marvejols, jusqu'au domaine des Pradels, près

St-Chély, cinq cent vingt cinq livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employés sous le N° 53..... 525¹

Aux mêmes pour l'entretien du chemin depuis Marvejols à la Canourgue et du pont de Montferrand à l'extrémité du diocèse, cinq cent quarante livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employés sous le N° 54 540¹

Aux mêmes, pour l'entretien du chemin depuis Marvejols au pont de la Planchette, deux cent vingt cinq livres, suivant le certificat de réception, mandement et quittance employés sous N° 55. 225¹

Sur la route de Mende en Vivarais :

A Mouton et Rendier, pour l'entretien du chemin de Mende à Bagnols, y compris l'embranchement de Bagnols à Laubert, quatre cent quatre-vingts livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 56..... 480¹

A Feljas et Chambon, pour l'entretien du chemin depuis la montjoye du moulin de Bonhomme, près Bagnols, jusqu'à la pierre bes-cal, neuf cent soixante livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittance employés sous N° 57..... 160¹

Sur les communications intérieures :

A Pierre et André Feljas et Pierre Courtier, pour l'entretien de la côte de Bayard, quatre-

vingts livres, suivant le certificat de réception,
mandement et quittance employés sous N° 58. 80^l

A Feljas et Chambon, pour l'entretien du
chemin depuis le haut de la côte de Bayard
à la Bastide, sept cents livres, suivant les cer-
tificats de réception, mandement et quittance
employés sous N° 59... .. 700^l

A Mouton et Rendier, pour l'entretien du
chemin depuis Pranalac, près la Bastide, jus-
qu'à Langogne, trois cents quatre-vingts livres,
suivant le certificat de réception, mandement
et quittance employés sous N° 60 380^l

Aux sieurs Farges père et fils, pour l'entre-
tien du chemin depuis la métairie du Lignon,
près Marvejols, jusqu'à Serverette, quatre cents
livres, suivant le certificat de réception, man-
dement et quittance employés sous N° 61 400^l

A Malet et Bonnet, pour l'entretien du che-
min depuis le pont de Chadenet, près Serve-
rette, jusqu'au haut de la côte du Malzieu, qua-
tre cent vingt-cinq livres, suivant les certifi-
cats de réception, mandement et quittance
employés sous N° 62..... 425^l

Aux mêmes, pour l'entretien du chemin des
Plantats à Saugues, et de là au ruisseau de la
Muda, cent quatre-vingt dix livres, suivant les
certificats de réception, mandement et quit-
tance employés sous N° 63..... 190^l

Total des entretiens des grands chemins du
diocèse, vingt mille quarante-huit livres..... 20,048^l

A M. Berand, auditeur des comptes des com-

munautés du diocèse, pour la clôture des comptes de l'année 1782, huit cent soixante-six livres, suivant le certificat de remise de M. Roure, syndic général de la province, mandement et quittance employés sous N° 64..... 866¹

Somme totale du second chapitre de dépense, vingt-trois mille huit cent cinquante-deux livres, treize sols six deniers.

Troisième chapitre du département.

Fait aussi dépense le comptable de la somme de cinq mille huit cents livres pour le montant du troisième chapitre du département dont l'imposition a été délibérée par MM. les commissaires du diocèse, consentie par Nosseigneurs des Etats Généraux, commissaires du Roi, et des Etats et autorisée par des arrêts du Conseil.

Savoir :

Aux RR. PP. de la Doctrine chrétienne de la ville de Mende, pour l'augmentation provisoire de la dotation du Collège, douze cents livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 65..... 1,200¹

Aux sieurs Boissonnade, frères, directeur et inspecteur des grands chemins du diocèse, pour leurs appointements, trois mille livres, suivant les mandements et quittances employés sous N° 66..... 5,000¹

De la somme de quinze cents livres payée pour la nourriture, garde et entretien dans des maisons de fous, des insensés du pays, dont les parents ne sont pas en état de fournir à leur subsistance.

Savoir :

A l'hôpital de Mende, pour la nourriture, garde et entretien de Marguerite Guy, Claudine Figeure, Alexandre Mercier, Marguerite Borrel et Anne Abris, veuve Blanc, mille cinquante livres six sols huit deniers, suivant les mandements et quittances employées sous N° 67..... 1.055 00^e

A l'hôpital du Puy, pour la nourriture et entretien de Jean-Baptiste Chastang, de St-Chély, deux cents livres, suivant le mandement et quittance employées sous N° 68.....

200^e

1.355 10^e

Au concierge des prisons de Mende, pour la nourriture, garde et entretien d'Anne Blanc et Jacques Ferrier, quatre-vingt-quinze livres dix sols, employé sous N° 69.....

95 10^e

Aux Frères des Ecoles chrétiennes de la ville de Mende, pour l'augmentation de la dotation des écoles chrétiennes et gratuites, cent livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 70.

100^e

Somme totale de dépense du troisième chapitre, cinq mille six cent cinquante livres seize sols huit deniers.

Quatrième chapitre du département.

Fait encore dépense, le comptable, de la somme de soixante trois mille deux cent trente-quatre livres dix-neuf sols onze deniers pour le montant du quatrième chapitre du département des remboursements des capitaux, l'imposition des dites sommes permise ainsi qu'il est porté par le département, préciput des ponts dédommagement des particuliers pour dommages causés pour l'emplacement de divers chemins nouvellement construits ou réparés, gratifications et autres frais relatifs à l'arrestation et jugement de divers malfaiteurs et certaines avances faites, par les receveurs, de 1781 et 1782.

De la somme de trente neuf mille deux cent vingt-quatre livres six sols onze deniers pour remboursement des capitaux.

Savoir :

A M^{me} de Roquefeuil de la ville de Montpellier, mille cinquante livres, savoir : 1,000 livres de capital et 50 livres d'intérêts, suivant les quittances de Couderc, procureur fondé de M. de Roquefort, héritier de la dite dame, employées sous N° 71 1,050¹

A M. Vassal, de la ville de Montpellier, mille cinquante livres, savoir : 1,000 livres de capital et 50 livres d'intérêts, suivant les quittances du dit Couderc, procureur fondé, employées sous N° 72. 1,050¹

A M^{me} Dhure, deux mille cent livres, savoir : 2,000 livres de capital et 100 livres d'intérêts, suivant les quittances de

M. Dhure, mari et maître des biens de ses enfants, employées sous N° 73..... 2,100^l

A M. de Cultures, quatre mille deux cents livres d'intérêts, suivant les quittances employées sous N° 74..... 4,200^l

A M. Delhermet, avocat, trois mille six cent quarante livres, savoir : 3,466 livres 15 sols 4 deniers de capital et 175 livres 6 sols 8 deniers d'intérêts, suivant les quittances employés sous N° 75..... 3,640^l

A M. le marquis de Brion, cinq mille deux cent cinquante livres, savoir : 5,000 livres de capital et deux cent cinquante livres d'intérêts, suivant les quittances employées sous N° 76. 5,250^l

A M. Brun de Montesquieu, dix mille cinq cents livres, savoir : 10,000 livres de capital et 500 livres d'intérêts, suivant les quittances employées sous N° 77..... 10,500^l

A M. Blanquet, subdélégué, cinq cent vingt-cinq livres, savoir : 500 livres de capital et 25 livres d'intérêts, suivant les quittances employées sous N° 78..... 525^l

A M. Bonnel de la Brageresse, trois mille cent cinquante livres, savoir : 3,000 livres de capital et 150 livres d'intérêts, suivant les quittances employés sous N° 79 3,150^l

A M^{me} Bonnel de la Brageresse, mille cinquante livres, savoir : 1,000 livres de capital et 50 livres d'intérêts, suivant les quittances employés sous N° 80..... 1,050^l

Au sieur Privat Bon, bourgeois, deux

mille six cent trente-neuf livres un sol
sept deniers, savoir : 2,286 livres 13 sols
4 deniers de capital et 352 livres 6 sols 5
deniers d'intérêts, suivant les quittances
employées sous N° 81.... 2.639¹

Aux pauvres de la paroisse de la Ca-
pelle, seize cent quatre-vingt-quatorze
livres 3 sols 4 deniers, savoir : 4,500 li-
vres de capital et 194 livres 3 sols 4 de-
niers d'intérêt, suivant les quittances em-
ployées sous N° 82.. 16,694⁵ 4¹

Aux RR. PP. Cordeliers, de la ville de
Mende, deux mille trois cent soixante-seize
livres deux sols, savoir : 2,206 livres 6 sols
8 deniers de capital et 469 livres 15 sols 4
deniers d'intérêts, suivant les quittances
employées sous N° 83.... 2,576¹²

Total des remboursements : trente neuf
mille deux cent vingt quatre livres six
sols onze deniers ... 39,224⁶ 11¹

De la somme de huit mille cinq cent quatre livres,
payée pour les préciputs du diocèse des ponts qui ont
été refaits à neuf ou réparés.

Savoir :

A Jacques Prunier et David Devèze, pour la construc-
tion du pont de Rousses, six mille cinq cent soixante
livres, suivant les certificats de réception, mandement
et quittances employés sous N° 84 8,504 livres.

A Félix Latget, Claude Auzillon,
Pierre et Antoine Joly, pour la construc-

tion du pont de Prancoline, onze cent soixante livres, suivant les certificats de réception, mandements et quittances employés sous N° 85..... 1,160 —

A Pierre Barbut, Jean-Pierre Creissent et Etienne Lapize, pour les réparations faites au pont d'Orcières, six cent dix livres, suivant les certificats de réception, mandement et quittances employés sous N° 86. 610 —

A Claude Philippe, pour les réparations faites au pont d'Oltet, cent soixante-quatorze livres, suivant les certificats de réception, mandements et quittances employés sous N° 87..... 474 —

Total huit mille trois cent soixante-dix sept livres..... 8,504 livres.

De la somme de douze mille cinq cent soixante huit livres, payée à plusieurs particuliers pour dommages causés dans leurs fonds pour l'emplacement de divers chemins nouvellement construits ou réparés, dans le diocèse, y compris deux cent quarante livres pour le montant des journées employées par le sieur Robert, expert, suivant l'état, mandement et quittance employés sous N° 88..... 12,568 livres.

De la somme de neuf cent quatre-vingt-treize livres dix-neuf sols neuf deniers, payée pour gratifications et autres frais relatifs à l'arrestation et jugement de divers malfaiteurs.

Savoir :

A M. Saralier, capitaine, lieutenant de prévôt, à rai-

son de différentes procédures qu'il instruisit en 1782 et qui furent jugées définitivement, six cents livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 89..... 600^l

A M. Daudé de la Coste, assesseur, de mondit sieur Saralier, deux cent quarante livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 90..... 240^l

A M. Delhermet, syndic, pour le montant de l'état des frais qu'il avait avancé pour l'arrestation de divers malfaiteurs qui furent traduits aux prisons de la ville de Mende, cent cinquante-trois livres dix neuf sols neuf deniers, suivant le mandement et quittance employés sous N° 91 153^l 19^s 9^d

De la somme de cent quarante-une livres cinq sols trois deniers payée à M. Daigrefeuille pour le montant des frais d'un arrêt rendu à la Cour des Aides, au sujet de la taille épiscopale, suivant la quittance employée sous le N° 92..... 1,718^l 5^s 3^d

De la somme de cent quarante une livres dix-huit sols 6 deniers, payée à M. le receveur des tailles, en exercice l'année 1784, pour remboursement de pareille qu'il avait avancée pour une omission in-

tervenue dans la liquidation du droit d'avance du premier terme des impositions au second, suivant la quittance employée sous N° 93..... 141 18 6

A M. le Receveur des tailles, en exercice l'année 1782, pour remboursement dont il a fait l'avance pour le payement de quelques intérêts dûs à la dame de Grasset, procédant d'une erreur intervenue à son préjudice dans la liquidation des intérêts des sommes vérifiées à son préjudice, quatre-vingt quatre livres neuf sols six deniers, suivant la quittance employée sous N° 94..... 84 5 6

Somme totale du quatrième chapitre de dépenses soixante-trois mille cent sept livres dix-neuf sols onze deniers.

Cinquième chapitre du département.

TAXATIONS DE M. LE RECEVEUR

Fait pareillement dépense, le comptable, de la somme de sept mille six cent treize livres sept sols cinq deniers qu'il se paye de ses mains pour ses leveures.

Savoir :

Pour les leveures, à raison de six deniers pour livre des sommes imposées dans le département des deniers ordinaires, deux mille six cent quarante-six livres onze

deniers 2,646^l 11^d

Pour les deux sols pour
livre des deniers municipaux des dépenses ordinaires des communautés, sept cent quatre-vingt-huit livres sept sols. . . .

788^l 7^s

7,615^l 7^s 5^d

Pour le denier pour livre du montant de toutes les impositions du diocèse, deux mille sept cent quatre-vingt-cinq livres dix-neuf sols huit deniers

2,785^l 19^s 10^d

Fait enfin dépense, le comptable, de la somme de seize cents livres qu'il a payée aux commis des manufactures du pays, pour leurs appointements de l'année 1785:

Au sieur Colson, commis à Mende, trois cents livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 95. 500 livres.

Au sieur Malige, commis à Serverette, trois cents livres, suivant le mandement et quittance employée sous N° 96. 300 —

Au sieur Legras, commis à St-Chély, trois cents livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 97. 500 —

Au sieur André, commis à La Canourgue, trois cents livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 98. 500 —

Au sieur Velay, commis à Florac, cent cinquante livres, suivant le mandement et quittance employés sous N° 100. 150 —

A M. Lequeray Boulanger, inspecteur,
cent livres qui lui ont été accordées par
MM. les commissaires de l'assiette, su-
vant le mandement et quittance employés
sous N° 101. 100 —

Total 1.600 livres.

Somme toute la dépense : cent seize mille deux cent
treize livres sept sols six deniers.

Somme toute la recette cent seize mille cinq cent
deux livres onze sols quatre deniers.

Partant la recette excède la dépense de la somme de
deux cent quatre vingt-neuf livres trois sols dix deniers
dont le comptable a été déclaré reliquataire et dont il
sera fait un moins imposé dans le département des frais
d'assiette de la présente année.

Fait, clos et arrêté a Marvejols, l'assiette tenant le 24
juin 1784, en triple original, pour l'un d'iceux être re-
mis aux archives du diocèse, le second être envoyé à
M. le syndic général du département, le troisième re-
tiré par le comptable.

DE RETZ, vic. général et président : ST PIERREVILLE, com-
missaire principal ; DUPRAT : LE BARON DE SERVIERE :
BÉRARD, 1^{er} consul, maire de Mende : SERVIERE, consul de
Marvejols ; LACOMBE, député des Sevrènes : DELBERNET,
syndic : VINCENT, greffier.

VILLE DE MENDE

Recettes et Dépenses.

1789

Du huitième juillet mil sept cent quatre vingt-neuf, heure de deux après midi, par devant M^e Daudé de la Coste; juge président; MM. les second consul, lieutenant de maire, troisième consul, conseillers politiques et syndic des habitants forains, mandés en la manière accoutumée, assemblés dans la salle de l'hôtel-de-ville.

M. Boutin, second consul, lieutenant de maire, a dit qu'en conséquence des arrêts de règlement et de la Cour des aides de Montpellier, il est nécessaire de procéder au département des impositions, tant de celles portées par la mande, que des dépenses extraordinaires et ordinaires que la communauté doit imposer, la présente année, tant sur le compoix terrier que sur le compoix cabaliste, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera tout présentement procédé au département des impositions comme s'en suit :

Préambule du rôle des impositions faites sur la communauté de la ville de Mende et son taillable pour la

présente année 1789, en conséquence de la délibération prise par le conseil ordinaire de la communauté le quinze avril dernier.

Chapitre I^{er}.

Premièrement, pour la cotité de la communauté de de toutes les sommes imposées sur le diocèse, la présente année, conformément à la mande arrêtée par MM. les commissaires ordinaires le vingt-cinq juin dernier.

Savoir :

Pour la taille, neuf cent soixante livres, neuf sols.....	960 ^l 9 ^s
Pour le taillon, trois cents livres treize sols quatre deniers.....	300 ^l 15 ^s 4 ^d
Pour les garnisons, trois cent soixante une livres un sol six deniers...	361 ^l 1 ^s 6 ^d
Pour les mortes payes, cinquante une livres quatre sols trois deniers.,	51 ^l 4 ^s 3 ^d
Pour l'éclape, quatre cents livres sept sols trois deniers.....	400 ^l 7 ^s 3 ^d
Pour l'extraordinaire, seize mille huit cent seize livres trois sols quatre deniers.....	17,816 ^l 3 ^s 4 ^d
Pour les rentes anciennes du diocèse, sept cent trente-quatre livres quinze sols deux deniers.....	754 ^l 15 ^s 2 ^d
Pour les dépenses ordinaires du diocèse, quatre mille trois cent dix livres dix huit sols un denier.....	4,510 ^l 18 ^s 1 ^d

Total des sommes contenues en la
mande : vingt-trois mille neuf cent
trente cinq livres onze sols onze de-
niers..... 23,955¹11¹1^d

Chapitre II

DÉPENSES ORDINAIRES

Plus a été imposé pour les dépenses de la commu-
nauté, conformément au règlement de nos S^{rs} les com-
missaires du Roi et des États et aux ordonnances de per-
mission, dont lecture a été faite en procédant à la dite
imposition :

A M. le premier consul, pour ses gages ou livrée, quarante livres.....	40 ¹
Au second consul, trente livres.....	30 ¹
Au troisième consul, vingt cinq livres....	25 ¹
Aux trois valets de ville pour leurs gages ou nettoyage des rues, suivant la délibé- ration de la communauté, du 29 janvier 1719, autorisée par ordre de Mgr l'intendant, du 24 février de la dite année, qui en permet l'imposition, cent livres à chacun, faisant trois cents livres.....	300 ¹
Plus cent livres pour les habits des vallets de ville.....	100 ¹

Plus, en faveur du greffier consulaire, la somme de deux cents livres, tant pour ses gages que pour la façon du rôle de la taille, du compoix cabaliste, papier timbré, du registre des délibérations et autre actes, servant à la communauté..... 200,

Au trompette pour ses gages, six livres.. 6

A celui qui a soin d'ouvrir et fermer les portes de la dite ville, pendant l'année, cinquante livres..... 50

A Saturnin Pagès, serrurier, pour l'entretien de l'horloge, la somme de soixante livres, suivant la délibération et vérification de nos S^{rs} les commissaires du Roi du 31 décembre 1732..... 60

Plus, pour l'entretien des fontaines, comme il a été pratiqué de tout temps, cent livres..... 100

Aux MM. de la Doctrine Chrétienne, qui tiennent le collège, deux cent-dix livres.... 210

Aux pauvres de l'hospice, pour le drapeau qui leur est donné aux fêtes de la Noël, six livres..... 6

Pour les flambeaux des consuls les jours des grandes fêtes, suivant l'ordre de M^{re} l'intendant, quarante livres..... 40

Pour les gages des Frères des écoles chrétiennes, la somme de trois cent soixante-huit livres, compris 50 livres imposées par augmentation et supplément, en conséquence du jugement de nos S^{rs} les commissaires du Roi, du 19 janvier 1727, qui approuve

et valide l'imposition de la dite somme : 368¹

Plus, pour les gages des Sœurs noires des Ecoles chrétiennes, la somme de quatre cents livres y compris l'augmentation de 50 livres, en conséquence du jugement de MM. les commissaires du Roy et des Etats, du 21 mai 1788, qui approuve et valide l'imposition de la dite somme : 400¹

Plus la somme de six cents livres, pour les dépenses imprévues de la communauté, y compris l'augmentation accordée par ordre de MM. les commissaires du Roi et des Etats, du 21 mars 1772 600¹

Chapitre III.

INTÉRÊTS

Aux Frères des Ecoles chrétiennes de cette ville, en conséquence de la cession à eux faite, le 24 janvier 1764, devant M^e Cairoche, notaire, de la dite ville par M. Dufraisie, fils et héritier de feu M^e Barrandon, avocat ; ce dernier ayant le droit et cause de M^e Rachas, aussi avocat, et celui de M. Boissonade, prêtre, la somme de cinquante-quatre livres huit deniers pour les intérêts ou rente au denier 50 du capital de 2,710 livres, empruntée par contrat du 10 mars 1714 et vérifiée en faveur du dit M. Boissonade, par jugement de MM. les commissaires du Roi,

du 27 janvier 1716. mentionnés en l'état des dettes de la communauté..... 54 8

Aux susdits Frères des écoles. en conséquence de la cession à eux faite. le 24 janvier 1764. par M^r Laurens de Charpal. ayant le droit cédé de M. Chastanier, avocat, suivant l'acte du 5 octobre 1758, reçu M^r Halo. notaire. la somme de quarante livres, pour les intérêts du capital de 2,000 livres, vérifié en faveur dudit M^r Chastanier, par ordre de MM. les commissaires du Roi du 29 mai 1756.....

40

Plus au profit de l'hôtel-Dieu de la de la ville de Castelnaudray, en conséquence de la cession à lui faite, le 15 décembre 1774, reçue par M. Lepine, notaire de Toulouse, par M. François de Rouville, conseiller au Parlement, fils et héritier de M. Blanquet, suivant son testament clos du 26 juillet 1746, ouvert et enregistré par M^r Giral, notaire, de Marvejols, le mois d'avril 1747, la somme de huit cents livres, pour les intérêts ou rentes liquidés à raison de quatre pour cent, par ordre de Mgr l'intendant, du mois de décembre 1733, du capital de 20,000 livres, en faveur du dit M^r Blanquet, par jugement de MM. les commissaires du Roi et des Etats, du mois de décembre 1752, mention-

né en l'état des dettes de la communauté.....

800^l

Plus, aux Sœurs des écoles de la présente ville, la somme de quinze livres pour les intérêts ou rente au denier 20 du capital de 300 livres à elle dû par contrat du 25 juillet 1744 ; la dite somme employée pour réparation aux murs de la ville en conséquence de l'ordonnance du 9 avril 1752, mentionnée en l'état des dettes de la communauté.....

15^l

Aux hoirs de M^r Jourdan, prêtre, ayant droit cédé de Jean Bastide, la somme de 1,000 livres, réduit à deux pour cent, laquelle somme avait été rayée et a été depuis rétablie par jugement de MM. les commissaires du Roi nommés par lettres patentes de sa Majesté du 31 janvier 1744 et autres données en conséquence ; le dit jugement en date du 23 décembre 1750.....

20^s

Aux dames religieuses du Malzieu, représentant les hoirs d'Antoine Boudet, la somme de vingt-une livres cinq sols, pour les intérêts au denier 20 du capital de 425 livres, empruntée, pour le tiers compétant la communauté, pour la construction de la halle, en conséquence de l'ordre de M^r l'Intendant, du 11 décembre 1751, à lui

cédée par contrat du 22 avril 1743, reçu M^e Vincent, notaire, vérifiée en faveur du dit Boudet ; la quelle somme fut aussi rayée et a été depuis rétablie par jugement de MM. les comisaires du Roi et des Etats, du dit jour 27 décembre 1750.....

21^l 5^s

Plus en faveur de la veuve du sieur Leclerc, ayant le droit cédé de Louis Malaval, suivant l'acte entre eux passé le 20 novembre 1755, devant M^r Carroche, notaire, la somme de quinze livres, pour l'intérêt ou rente du capital de 300 livres empruntée pour acquitter les sommes dûes pour l'amortissement de certains fonds acquis par la communauté ou pour frais exposés pour le transport de M. le subdélégué lors de la milice, suivant la délibération sur ce prise et l'ordre de M^{gr} l'intendant ; la dite somme vérifiée par jugement de MM. les commissaires du Roi, du 25 décembre 1750.....

15^l

Sommes imposées au profit de M. le receveur des tailles et taillon dont l'impositons est ordonnée par la mande :

Pour l'ancien droit de quittance, suivant les articles arrêtés entre les Etats et les receveurs en 1710 :

Par l'édit d'octobre 1693,	}	5119 ^s	}	1414 ^s		
celle de						
Par l'édit de novembre 1707,	}					
celle de						
Pour le droit de quittance at-	}					
tribué au receveur du taillon.						
Pour les articles arrêtés en	}					
1707, celle de						
Pour l'édit d'octobre 1693,	}	512 ^s				
celle de						
Pour l'édit de Novembre	}					
1707, celle de						
Pour le contrôleur des tailles	}					
Par l'édit de mars 1693,						
celle de	}	513 ^s				
Par l'édit de novembre						
1707 celle de	}					
Port de la mande						

27,450^l 1^s 7^d

De laquelle somme le lieu et pa-
roisse de Badaroux en prend, suivant
la transaction passée avec la commu-
nauté, de seize portions une, laquelle
revient à dix-sept cent quinze livres
donze sols, sept deniers.....

1,715^l 12^s 7^d

Laquelle somme déduite de celle
de vingt-sept mille quatre cent cin-
quante livres un sol sept deniers
reste pour la communauté vingt cinq
mille sept cent trente quatre livres
neuf sols

25,734^l 9^s

Sur laquelle somme
il a été fait un moins im-
posé de quatre-vingt-qua-
tre livres dix sept sols 2
deniers provenant du re-
liquat du compte du sieur
Brunel , collecteur , en
1787

84¹17²^d

Il a été fait un autre
moins imposé de la som-
me de huit cent cin-
quante livres, pour la-
quelle la communauté
a été comprise dans la
répartition de l'indem-
nité accordée à ce dio-
cèse la présente année. 850¹

934¹17² 4^d

Reste à imposer vingt quatre mille
sept cent quatre-vingt-dix-neuf li-
vres onze sols 10 deniers

24,799¹11²10^d

Les leveures et taxations de la dite
somme reviennent, à raison de qua-
tre deniers par livre, à quatre cent
treize livres six sols, six deniers . . .

413¹ 6² 6^d

Et toute l'imposition revient à la
somme de vingt-cinq mille deux cent
douze livres dix-huit sols quatre de-
niers

25,212¹18² 4^d

Laquelle somme a été également répartie sur neuf
cent trente-sept deniers obole, à quoi revient le total de
l'allivrement du compoix terrier de la ville de Mende et
son taillable, revenant chaque denier à vingt-six livres

dix-huit sols, et, distraction faite de la somme de quatre mille huit cent quatre-vingt-cinq livres quatorze sols trois deniers, pour le montant de cent quatre vingt un deniers obole demi pite, des villages forains, reste pour les habitants de Mende et ses faubourgs vingt mille trois cent trente-trois livres neuf deniers, laquelle somme a été également départie sur sept cent cinquante-cinq deniers pite, demi pite, restant du compoix ~~terrier~~ et vingt sept deniers obole, pite, un huitième et un trente-deuxième de pite du compoix cabaliste, revenant pour chaque denier à vingt-cinq livres dix-neuf sols trois deniers ; pour chaque obole, douze livres dix-neuf sols huit deniers ; pour chaque pite, six livres neuf sols dix deniers ; la demie pite, trois livres quatre sols onze deniers, et ainsi des autres fractions, à proportion, suivant le département.

Nous consuls, greffier consulaire et départeurs soussignés, certifions avoir procédé au département des impositions conformément à la délibération de la communauté, se montant à la somme de vingt-cinq mille deux cent douze livres dix huit sols quatre deniers ; déclarant n'avoir été fait d'autres impositions que celles contenues au préambule sur la dite communauté du département ci dessus.

Fait en double original, dans la salle de l'hôtel de ville de Mende, le huit juillet mil sept cent quatre-vingt-neuf, nn ayant été remis à M. Silvestre Toquebeuf, procureur, collecteur volontaire, suivant le bail à lui passé, le quinze avril dernier, sur le pied de quatre deniers par livre, sous le cautionnement de M. Joseph Bécamel, négociant, habitant du dit Mende ; l'autre double original

du présent préambule ayant été inventorié et mis dans les archives de la communauté pour y avoir recours en cas de besoin.

LACOSTE, juge, président ; BOUTIN, 2^e consul, lieutenant de Maire ; TOQUEBEUF, consul ; RANDON DE MIRANDOL, syndic des forajars ; LAURENS, REBEYROLLES, cadet ;

MAZAUDIER, cadet.

MALAVAL, greffier.

(Extrait du registre des délibérations de la ville de Mende,
Série BB. 14).




TABLE DES MATIÈRES.

DU TOME IV

TROISIÈME PARTIE

DES

Documents Historiques antérieurs à 1790.

	Pages.
Inventaire du trésor de l'église cathédrale de Mende, dressé en 1380. — Introduction.....	3
Texte latin du document.....	6
Analyse de divers actes relatifs au trésor de la cathé- drale.	89
Lettre du roi Charles VI relative à l'aliénation faite, par les chanoines de Mende, des joyaux de la ca- thédrale en 1392.....	90
Missive du roi François II adressée à MM. du Chapi- tre de la cathédrale, 1560.....	94
Promesse de M. Vachery, au sujet de certains joyaux qui lui furent confiés en 1562.....	96
Vente de divers joyaux.....	97
Inventaire de la tapisserie de la cathédrale dressé en 1556.....	100
Notes relatives aux ornements et objets précieux ca- chés et réintégrés.	102
Traduction de l'inventaire du trésor de la cathédrale, par M. l'abbé Bosse.....	109

	Pages.
Notice sur le cardinal de Grimoard.....	193
Cherté des vivres à Narbonne en 1736.....	209
Cahier d'instructions et réclamations du Tiers-Etat du pays de Gévaudan, pour être remis à ses députés aux Etats-Généraux (1789).....	213
Griefs des Trois Ordres du Gévaudan contre l'admini- stration de la justice, etc.....	232
Statuts de la Société des Amis de la Constitution, séante à Mende.....	249
Vœu des habitants de Langogne.....	265
Testament de Robert de Bois-Verdun, bailli du Gé- vaudan.	271
Notes sur le dit Philippe de Robert.....	277
Chapelle du village de La Bastide.....	279
La construction (acte de prix fait) et sa bénédiction..	280
Testament du peintre Jean Lacour.....	285
Les habitants et les seigneurs de St-Chély-d'Apcher. — Redevances féodales et transactions.....	287
L'abbé Claude Allier, curé-prieur de Chambonas. — Son acte de baptême. — Contrat de mariage de son père.....	294
Budget de l'Evêché de Mende (recettes et dépenses...)	297
— du Chapitre cathédral id. ...	302
— du clergé de Mende id. ...	308
— de l'hospice de Mende id. ...	332
— de la Miséricorde id. ...	335
— du Gévaudan id. ...	337
— de la ville de Mende id. ...	361

